



THÈSE

**En vue de l'obtention du
DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE**

Délivré par l'Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Cotutelle internationale: Université de Bristol

**Présentée et soutenue par
Marie AOUANES-PERRIERE**

Le 15 septembre 2023

La mobilisation militante contre le Brexit et son impact sur le sentiment pro-européen au Royaume-Uni, du référendum de 2016 à la fin des négociations sur la sortie de l'UE. Le cas de Liverpool for Europe.

Ecole doctorale : **ALLPHA - Arts, Lettres, Langues, Philosophie, Communication**

Spécialité : **Langues, Littératures, Arts et Civilisations du Monde Anglophone**

Unité de recherche :

CAS - Centre for Anglophone Studies

Thèse dirigée par

Vincent LATOUR et Martin HURCOMBE

Jury

Mme Emma BELL, Rapporteure

Mme Agnès ALEXANDRE-COLLIER, Rapporteure

Mme Nathalie DUCLOS, Examinatrice

Mme Sarah WATERS, Examinatrice

Mme Siobhan SHILTON, Examinatrice

M. Vincent LATOUR, Directeur de thèse

M. Martin HURCOMBE, Co-directeur de thèse

En co-tutelle internationale avec

University of Bristol
School of Modern Languages

THÈSE

Pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ
Civilisation britannique

La mobilisation militante contre le Brexit et son impact sur le sentiment pro-européen au Royaume-Uni, du référendum de 2016 à la fin des négociations sur la sortie de l'UE. Le cas de Liverpool for Europe.

Marie Aouanes-Perriere

Présentée et soutenue publiquement
Le 15 septembre 2023

Sous la direction de

Monsieur Vincent Latour, Professeur des Universités, Université Toulouse
Jean Jaurès

Monsieur Martin Hurcombe, Professeur des Universités, University of
Bristol

JURY

Madame Agnès Alexandre-Collier, Professeure des Universités, Université
de Bourgogne

Madame Emma Bell, Professeure des Universités, Université Savoie Mont
Blanc

Madame Nathalie Duclos, Professeure des Universités, Université Toulouse
Jean-Jaurès

Monsieur Vincent Latour, Professeur des Universités, Université Toulouse
Jean Jaurès

Monsieur Martin Hurcombe, Professeur des Universités, University of
Bristol

Madame Siobhan Shilton, Professeure des Universités, University of Bristol
Madame Sarah Waters, Professeure des Universités, University of Leeds

Pour ma sœur, Charlotte.

Remerciements

En premier lieu, je souhaiterais remercier sincèrement Monsieur Vincent Latour, mon directeur de recherche qui a accepté de diriger cette thèse. Il m'a accordé toute la liberté dont j'ai eu besoin pour effectuer mon travail terrain au Royaume-Uni dans les meilleures conditions possibles. Il a su m'aiguiller dans la bonne direction grâce à ses remarques et ses nombreuses relectures. J'ai apprécié son professionnalisme, sa capacité d'écoute et son empathie. Je tiens également à exprimer ma gratitude à l'université de Bristol pour cette cotutelle et à mon co-directeur, Monsieur Martin Hurcombe : ses conseils méthodologiques, ses corrections et sa disponibilité ont rendu les échanges constructifs et stimulants.

Je souhaite adresser mes remerciements au jury qui a lu mon travail. Je suis redevable de leur expertise qui, j'en suis certaine, enrichira mes futures recherches sur la mobilisation militante contre le Brexit.

Le cœur de cette thèse repose essentiellement sur les entretiens avec les militants pro-européens. Je suis infiniment reconnaissante envers les membres du groupe Liverpool for Europe et tout particulièrement Brenda Ashton, sans qui cette étude de cas n'aurait pas été possible. Elle m'a accueillie à bras ouverts et a mis en tout œuvre pour que j'aie accès aux informations nécessaires pour l'avancement de mes recherches. C'est en m'accordant leur confiance au cours des entretiens et durant des interactions plus informelles, que j'ai pu totalement m'immerger à l'intérieur de leur mouvement et ressentir leur profonde volonté en faveur de l'Europe. J'ai été touchée par leur générosité à partager leur histoire, leur ressenti et leurs émotions sur la campagne. Je les remercie pour leur investissement, leur contribution, leur collaboration et leur foi en mon travail qui m'ont permis de remettre en question ma problématique centrale.

Un immense merci à mes parents et mes amis qui ont su rester patients durant ces six années de doctorat. Ils ont été soucieux de m'encourager et de me soutenir en m'offrant des moments de répit. Ils ont trouvé les mots justes pour dissiper mes doutes et ont toujours répondu présents pour célébrer chaque petite victoire. Merci à ma sœur Charlotte qui n'a jamais cessé de croire en moi. Une pensée toute particulière pour Jean-Baptiste que je remercie de tout cœur pour sa stabilité indéfectible, son humour et sa volonté sans faille de m'offrir des moments de liberté entre deux sessions de travail.

Résumé

En juin 2016, l'électorat britannique s'est prononcé en faveur d'une sortie de l'Union Européenne. Pourtant, au lendemain des résultats du référendum, on a pu observer un phénomène inédit au Royaume-Uni : une mobilisation militante pro-européenne.

Principalement menée par des groupes locaux amateurs et peu politisés, la campagne *Remain* a, dans une certaine mesure, ravivé (ou fait naître, voire) une ferveur pro-européenne. Avec l'ambition d'influencer les négociations afin de garder le Royaume-Uni dans l'UE, les militants ont tenté d'élaborer et transmettre un message pro-européen. Sous la houlette de People's Vote en 2018, le mouvement pro-européen a fédéré des centaines de milliers de sympathisants et a atteint une visibilité nationale, notamment lors des grandes manifestations à Londres. Leur objectif s'est toutefois retrouvé réduit à néant le 30 janvier 2020, avec la sortie effective de l'UE révélant ainsi un manque de soutien de la part des partis politiques et une campagne dysfonctionnelle. La faible résonance du discours pro-européen au sein de l'opinion et la forte présence de l'euro-scepticisme depuis la fin des années 1980 ont révélé un Royaume-Uni vindicatif et intransigeant. De surcroît, la dévolution, la crise financière de 2007-8 et l'immigration ont été les catalyseurs d'un vote en faveur du Brexit, faisant ressortir un malaise social et identitaire sous-jacent. Néanmoins, la vie de plus de trois millions de citoyens européens vivant au Royaume-Uni et celle de près de 900 000 Britanniques résidant dans l'UE a été chamboulée. Contrairement aux répercussions politiques, économiques et sociales engendrées par le Brexit, la mobilisation militante pro-européenne a fait l'objet de peu d'études universitaires : c'est ce que cette thèse ambitionne d'étudier, en analysant les ressorts de cette mobilisation et plus largement, ce qui anime, définit et fait perdurer le mouvement pro-européen au Royaume-Uni. L'étude diachronique de l'attitude du Royaume-Uni et des partis politiques britanniques illustrera une conception de la construction européenne souvent ambiguë et paradoxale. Bien que le mouvement pro-européen partage certains fondements théoriques des mouvements sociaux des années 1960/70, sa nature purement militante le distingue incontestablement des campagnes précédentes en faveur de l'Europe. À l'appui de données glanées sur le terrain entre 2017 et 2021, l'étude de cas centrée sur le groupe pro-européen Liverpool for Europe sera au cœur de notre réflexion : sa structure, son organisation, ses stratégies, son réseau ainsi que le profil socio-démographique de ses membres permettront de mettre en exergue les principales caractéristiques de cette mobilisation. Si le mouvement pro-européen n'est manifestement pas parvenu à atteindre les cercles du pouvoir au Royaume-Uni,

il a néanmoins été une voie d'expression et de refuge pour celles et ceux qui tiennent à l'Europe et à la construction européenne.

Abstract

Grassroots mobilisation against Brexit and its impact on the pro-European sentiment in the UK, from the 2016 referendum to the end of exit negotiations. A case study of Liverpool for Europe.

In June 2016, British voters chose to leave the European Union. However, in the immediate aftermath of the referendum results, the United Kingdom witnessed an unprecedented phenomenon: the mobilisation of pro-European activists. The Remain campaign, which was chiefly led by amateur local groups with little political experience, to some extent rekindled (or indeed gave birth to) a relative enthusiasm for the European Union specifically and the European project more generally. In their attempts to influence negotiations, often driven by a desire to keep the UK in the EU in spite of the referendum result, campaigners have tried to develop and convey a pro-European message. Under the leadership of People's Vote in 2018, the pro-European movement rallied hundreds of thousands of supporters and achieved national visibility, particularly during the major demonstrations in London. However, their goal was shattered on 30 January 2020, when the UK officially left the EU, an event that revealed both a lack of support from the political parties and the dysfunctionality of the campaign itself. The weak resonance of pro-European discourse among public opinion and the strong prevalence of Euroscepticism in UK political life since the late 1980s have revealed a vindictive and intransigent United Kingdom. In addition, devolution, the financial crisis of 2007-8 and immigration were catalysts for a vote in favour of Brexit, highlighting an underlying social malaise and crisis of national identity. As a consequence of the referendum result, the lives of over three million EU citizens living in the UK and almost 900,000 Britons living in the EU have been turned upside down. While the political, economic and social repercussions generated by Brexit have received both substantial journalistic and academic attention, pro-European activism has received little academic attention.

This thesis aims to analyse the driving forces behind this mobilisation. More broadly it studies what drives, defines and sustains the pro-European movement in the United Kingdom. Our analysis is based on a diachronic study of the ambiguous attitude of the United Kingdom and of British political parties towards European integration. It examines, how, despite the fact that the pro-European movement shares some of the theoretical foundations of the social movements of the 1960s and 1970s, its militant nature clearly sets it apart from these and earlier pro-European campaigns. Finally, with the support of fieldwork data collected from 2017 to 2021, the case study, centred on a sample pro-European group, Liverpool for Europe, will be

at the heart of our reflection. Its structure, organisation, strategies, network and socio-demographic profile will enable us to establish the parameters of this mobilisation. While both Liverpool for Europe and the pro-European movement more generally have clearly failed to reach and influence the political sphere in the UK, they have nonetheless provided a channel of expression and refuge for those who care about Europe and European integration.

Sommaire

INTRODUCTION..... 17

I. Objet d'étude	24
1.1 État des lieux	25
1.2 Bornage.....	30
1.3 Problématique.....	36
II. Contexte	43
1.1 Histoire du Royaume-Uni dans l'UE	45
1.2 La résistance au Brexit	49
III. Étude de cas : <i>Liverpool for Europe</i>	55
1.1 Corpus et modalités de l'enquête	55
1.2 Cadre méthodologique.....	57
IV. Plan de la thèse.....	62

PARTIE UNE : L'EUROPE VUE À TRAVERS LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS AU ROYAUME-UNI DE 1957 À 2019..... 63

Introduction	64
I. Généralités.....	77
I. 1 Insularité(s)	77
1.1 Géographie	79
1.2 Histoire	81
I. 2 Identité(s)	83
1.1 Exceptionnalisme	84
1.2 Britishness et Englishness	87
1.3 Britishness et identité européenne.....	90
I. 3 Visions de l'Europe au Royaume-Uni	93
1.1 La vision pro-européenne	95
1.2 Une vision pragmatique.....	98
1.3 La crise de Suez (1956-1957).....	103
II. Entrer dans la Communauté Économique Européenne	108
II.1 La première demande d'adhésion (1961-63)	109
1.1 Macmillan et l'Europe	110
1.2 La campagne pro-européenne.....	112
1.3 Le veto du général de Gaulle.....	116
II.2 La deuxième demande d'adhésion (1967)	119
1.1 La campagne pro-européenne.....	120
1.2 Le veto du général de Gaulle.....	123
II.3 Le Royaume-Uni entre dans la CEE (1973)	125
1.1 Les négociations	127
1.2 La campagne pro-européenne.....	130
1.3 Le référendum de 1975.....	133
III. Résister	149
I.1 L'Europe : un enjeu politique	150
1.1 Le Parti conservateur et l'Europe	152
1.2 L'élan europhile et le New Labour.....	160
1.3 Formations pro-européennes	165
I.2 Le référendum de 2016	170
1.1 Négociations	172
1.2 La campagne pro-européenne.....	175

1.3 Le vote	180
I.3 La résistance au Brexit	186
1.1 La campagne pro-européenne.....	186
1.2 La réponse politique	196
1.3 Limites	205
Conclusion	211

PARTIE DEUX : THÉORISER LA RÉSISTANCE AU BREXIT 216

Introduction	217
I. Cadre théorique	223
I. 1 Les nouveaux mouvements sociaux.....	223
1.1 Les premières théories : Touraine	224
1.2 Nouvelles valeurs, nouveaux combats : Inglehart.....	224
1.3 La dimension émotionnelle : Jasper et Goodwin	225
I. 2 Mobilisation des ressources	228
1.1 L'émergence de la mobilisation anti-Brexit	229
1.2 Répertoires d'action.....	230
1.3 Organisation	232
1.4 Motivation	236
I. 3 Opportunités politiques	239
1.1 Les alliés	240
1.2 L'action collective	242
I. 4 Les effets de cadrage	245
1.1 Les cadres d'injustice	246
1.2 Cadre de diagnostic	247
1.3 Cadre de pronostic	248
II. L'identité européenne	251
I.1 Identité.....	253
1.1 La vision des militants pro-européens.....	253
1.2 L'identité européenne dans le discours européen.....	255
1.3 La dimension psychologique du Brexit.....	258
I.2 Symboles	262
1.1 L'Europe, une construction imaginaire	262
1.2 Valeurs et concepts.....	264
1.3 La dimension idiosyncratique.....	265
I.3 Identité collective	267
1.1 La faible identification à l'UE.....	268
1.2 Action collective et conflits	269
III. 1975-2016 ou le vide militant.....	272
I.1 Le cas du mouvement féministe.....	274
1.1 Les cycles de mobilisation : Tarrow.....	274
1.2 Les structures de mise en veille et la mobilisation anti-Brexit.....	275
I. 2 Limites.....	277
1.1 Le cas de SICK.....	278
1.2 Le cas du parc Taksim Gezi	278
I.3 Le cas du mouvement pro-européen	281
1.1 Les débuts du EM.....	282
1.2 Formation de la mobilisation anti-Brexit	283
Conclusion	286

PARTIE TROIS : LIVERPOOL FOR EUROPE – ÉTUDE DE CAS 288

Introduction	289
I. Méthodologie	308

I. 1	Prise de contact	311
1.1	Approche	313
1.2	Échange(s)	314
1.3	Résultats	315
I. 2	L'observation participante	316
1.1	Approche	318
1.2	Attentes.....	321
I. 3	Le questionnaire en ligne	323
1.1	Approche	324
1.2	Choix des questions.....	328
1.3	Types de questions	331
1.4	Résultats	334
I. 4	Entretiens individuels.....	337
1.1	Les différents types d'entretiens.....	339
1.2	Difficultés	341
1.3	Résultats	341
II.	Présentation du groupe.....	342
II .1	Le groupe	347
1.1	Création	358
1.2	Organisation	359
1.3	Ressources	363
II. 2	Membres	370
1.1	Attentes.....	371
1.2	Profil	373
1.3	Interactions	384
II. 3	Recrutement.....	387
1.1	Types de recrutement	388
1.2	Organisation	393
1.3	Attentes.....	396
1.4	Résultats	398
II. 4	Engagement	403
1.1	Mobilisation.....	405
1.2	Participation.....	411
1.3	Variables.....	417
III.	La campagne.....	428
III.1	Actions.....	430
1.1	Ante-referendum.....	434
1.2	Post référendum.....	439
1.3	Évolution(s)	451
III. 2	Réseau(x).....	454
1.1	Niveau local.....	458
1.2	Niveau régional	460
1.3	Niveau national.....	462
III. 3	Trajectoires	467
1.1	Persistance	470
1.2	Transfert	471
1.3	Mise en veille	474
1.4	Désengagement.....	474
	Conclusion.....	477
	CONCLUSION.....	485
	BIBLIOGRAPHIE.....	522
	Sources primaires	523

Entretiens conduits par l’auteur	523
- Groupes pro-européens	523
- Immigrés britanniques	524
- Liverpool for Europe	524
- Autres	524
Ouvrages	525
Archives de Liverpool for Europe	525
Discours politiques	526
Articles de presse	528
Articles en ligne	535
- Groupes pro-européens	535
- Autres	535
Statistiques	537
Programmes électoraux	538
Rapports et sondages	539
Débats parlementaires	541
Pétitions	541
Textes de loi/textes officiels	542
Sources audio visuelles	542
Tweets	543
Sources secondaires	544
Ouvrages	544
- Relation Royaume-Uni et Europe	544
- Mouvements sociaux	546
- Méthodologie	547
- Autres	548
Articles de revue	548
- Relation Royaume-Uni – UE	548
- Mouvements sociaux	553
- Méthodologie	555
- Identité	556
Articles en ligne	557
Conférences	558
Thèses de doctorat	558
INDEX	559

Liste des abréviations

ACP : pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique
AELE : Association européenne de libre-échange
AFL : Anti-Federalist League
AUE : Acte Unique Européen
BAME : Black Asian and Minority Ethnic
BfA : Britain for All
BfB : Best for Britain
BfE : Britain for Europe
BFE : Bristol for Europe
BIE : Britain in Europe¹
BiS : Bremain in Spain
BRG : Bristol Response Group
CAAT : Campaign Against the Arms Trade
CBI : Confederation of British Industry
CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEE : Communauté Économique Européenne
CEJ : Cours européenne de justice
CND : Campagne pour le désarmement nucléaire
CVCE : Centre Virtuel de la Connaissance de l'Europe
CW : Catholic Worker Group
CWA : Concerned Women for America
DUP : Democratic Unionist Party
EEE : Espace Économique Européen
ELEC : European League for Economic Cooperation
EM : European Movement
EM4PV : Ethnic Minorities for a People's Vote
EMIS : European Movement in Scotland
EMMK : European Movement Milton Keynes
ERG : European Research Group

¹ Groupe de campagne référendaire de 1975. À ne pas confondre avec le groupe de réflexion pour l'adoption de l'Euro et d'une constitution européenne (1999-2012) aussi appelé Britain in Europe (BiE).

ERM : Exchange Rate Mechanism
FFS : For our Future Sake
GCG : Grassroots Co-ordinating Group
GfE : Grassroots for Europe
GfK : Growth for Knowledge
HA : Homeowner Association
IRD : Information Research Department
L4E : London for Europe
LfE : Liverpool for Europe
LME : Labour Movement for Europe
MADD : Mothers Against Drunk Driving
MCE : Mécanisme de change européen
MW : MachsomWatch
NCS : New Commonwealth Society
NEC : National Executive Committee
NFU : National Farmers' Union
NHS : National Health Service
NMS : nouveaux mouvements sociaux
NRC : National Referendum Campaign
OB : Open Britain
OBS : Open Britain Somerset
OCDE : Organisation de coopération et de développement économique
OECE : Organisation européenne de coopération économique
OFOC : Our Future Our Choice
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC : politique agricole commune
PE : Parlement européen
PPE : Parti populaire européen
PV : People's Vote
ReSET : Telegram Sextortion Ring Protest
RID: Remove Intoxicated Drivers
RIFT : Remain In France Together
SDN : Société des Nations.
SDP : Social Democratic Party

SICK : Solutions to Issues of Concern to Knoxvillians

SME : Système monétaire européen

SMO : social movement organisation

SNP : Scottish National Party

UE : Union européenne.

UEM : Union économique et monétaire

UEO : Union de l'Europe occidentale

UFW : United Farm Workers

UKICE : UK in a Changing Europe

UKIP : United Kingdom Independent Party

UME : Union monétaire européenne.

UTR : Unite to Remain

WA : Withdrawal Agreement

WWW : World Wide Wednesday

Liste des graphiques

Figure 1: sondage NatCen Research sur la tenue d'un deuxième référendum. 28 juin 2016 - 4 février 2022.	187
Figure 2: « Comment avez-vous connu Liverpool for Europe ? » – mars/avril 2020.....	398
Figure 3: Fréquence de participation aux activités militantes de Liverpool for Europe depuis le référendum.	416
Figure 4 : Fréquence de participation pour : « Poster, partager et commenter des posts sur le Brexit en ligne » – mars/avril 2020.....	421
Figure 5: Fréquence de participation pour « Parler aux gens » – mars/avril 2020	421
Figure 6: Fréquence de participation « assister aux marches » – mars/avril 2020.....	421
Figure 7: Fréquence de participation « parler/écrire aux élus » – mars/avril 2020.....	422
Figure 8 : Fréquence de participation « faire une donation/payer une adhésion » - mars/avril 2020.....	422
Figure 9 : Fréquence de « distribution de tracts » - mars/avril 2020	422
Figure 10: Fréquence « d'organisation les marches » - mars/avril 2020	423
Figure 11: Fréquence « collecte de fonds » - mars/avril 2020.....	423
Figure 12: Fréquence « assister aux permanences des élus »- mars/avril 2020.....	424
Figure 13: Fréquence écrire à la presse locale - mars/avril 2020.....	424
Figure 14: Niveau d'engagement depuis l'adhésion à Liverpool for Europe	425
Figure 16: Difficulté d'identifier l'impact d'un mouvement social.....	521

INTRODUCTION

No man is an island, entire of itself; every man is a piece of the continent, a part of the main; if a clod be washed away by the sea, Europe is the less, as well as if a promontory were, as well as if a manor of thy friend's or of thine own were; any man's death diminishes me, because I am involved in mankind, and therefore never send to know for whom the bell tolls; it tolls for thee.
John Donne.

Depuis que 51,9 % des Britanniques ont voté pour une sortie lors du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE) organisé le 23 juin 2016,² une partie de la population s'est mobilisée pour que leur pays reste dans l'UE, propulsant ainsi la société civile sur le devant de la scène politique. Pour l'essentiel, jusque-là étrangers au militantisme et insensibles à l'Europe, les pro-européens ont montré leur capacité à s'unir en créant des groupes locaux indépendants comme Liverpool for Europe (LfE) dans tout le pays mais aussi en Europe.

Cette initiative venue « d'en bas » (*grassroots*)³ a été le tremplin de la campagne *Remain*⁴ visant à empêcher le Brexit et fédérant ainsi des centaines de milliers d'individus scandant des slogans pro-européens lors des grandes marches nationales. Malgré les stands de rue, la pression exercée sur les élus, les pétitions, les marches anti-Brexit et surtout l'investissement émotionnel et matériel des militants, le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE le 31 janvier 2020 réduisant ainsi quatre années de mobilisation à néant. Peu soutenus par le Parlement, invisibles

¹ Nous utiliserons le terme « Royaume-Uni » tout au long de cette thèse. « Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » étant le terme exact de référence.

² 17 410 742 voix contre 16 141 241, soit 48,1 % qui se prononcèrent en faveur d'un maintien. 72, 2 % de l'électorat se rendit aux urnes, un taux record depuis la nomination de l'ancien Premier ministre conservateur John Major en 1992. Ce chiffre mérite toutefois d'être nuancé. En effet, comme le taux de participation était de 72 % cela revient à 37 % de l'électorat qui a voté en faveur d'une sortie. Pour les pro-européens cela est vu comme une réelle injustice car ils considèrent que les résultats du référendum n'incarnent pas la volonté du peuple britannique.

³ « *Grassroots* » se traduit par « groupe de base », « association locale » ou encore « mouvement associatif » en français. Une fois encore nous nous permettrons d'utiliser l'anglais par commodité.

⁴ Pour des raisons de style, les termes anglais « *leave* » / « *leavers* » et « *remain* » / « *remainers* » seront utilisés tout au long de cette thèse pour désigner celles et ceux qui ont voté pour rester dans l'UE (*remainers*) ou bien pour en sortir (*leavers*). À ce sujet nous alternerons entre « *remanier* », « anti-Brexit » et « pro-européen » pour qualifier ou substituer celles et ceux qui ont milité contre le Brexit. Dans leur ouvrage sur l'échec de la campagne *Remain*, Fagan et van Kessel considèrent le terme « anti-Brexit » comme le plus approprié pour faire référence aux militants. Les auteurs justifient leur choix par le fait que ces individus se sont, dans un premier temps, insurgés contre le Brexit. Même s'ils ont soutenu un maintien du Royaume-Uni dans l'UE (« *Remain* »), leur mobilisation est née d'une réaction au Brexit. Cette remarque est certes pertinente mais demeure très tranchée. En effet, les contours du mouvement pro-européen ne sont parfois pas aussi nets et englobent des individus qui ont toujours été intimement convaincus qu'ils étaient pro-européens. Parmi les militants interrogés certains ont ressenti un attachement à l'Europe bien avant le référendum de 2016 et faisaient partie du European Movement (EM) par exemple. De ce fait, les militants qui se sont engagés dans la campagne *Remain* n'étaient pas tous étrangers à la cause européenne avant le référendum. Fagan et van Kessel estiment que les termes « pro-UE » ou encore « pro-européen » conviennent lorsque l'on fait référence au mouvement pro-européen dans sa globalité : le principe d'intégration, les valeurs européennes ou le soutien pour l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE après la Seconde Guerre mondiale. – Adam Fagan et Stijn van Kessel, *The Failure of Remain*, McGill-Queen's University Press, 2023.

dans les médias et asphyxiés par les organisations nationales, les militants pro-européens n'ont certes pas infléchi les négociations mais sont néanmoins parvenus à raviver le sentiment pro-européen outre-Manche.

Le fait d'être européen, souvent perçu comme une menace pour l'identité britannique, s'est retrouvé par la force des choses le cœur de la campagne pour renverser le Brexit. Déterminés à préserver leur identité européenne, les militants ont pourtant peiné à traduire leur attachement dans un discours cohérent, échouant ainsi à diffuser et transmettre un message s'articulant autour des valeurs européennes.⁵ En effet, leur combat semble avoir été dans la continuité de la campagne référendaire Britain Stronger in Europe (Stronger In) centrée autour d'un argumentaire essentiellement fidèle au *statu quo* et dépourvu d'émotion. Le discours des militants pro-européens qui s'articulait autour des slogans « We demand a Final Say » (« Nous exigeons un dernier mot ») et « Put it to the People » (« Remettez-en vous au peuple ») n'a pas su rivaliser avec le slogan accrocheur « Get Brexit Done » des conservateurs lors des élections législatives de 2019 ou encore le désormais célèbre « Take Back Control » (« Reprenons le contrôle ») de la campagne référendaire de Vote Leave en 2016.⁶

Si l'on se réfère aux cadres multiculturels universels de Kriesi *et al.* (*multicultural-universalist frames*)⁷ les pro-européens ont voulu contrer le discours non-inclusif des eurosceptiques en encourageant la dimension multi-identitaire qu'offrait l'Europe mais également des valeurs comme les droits civiques, la solidarité et la démocratie.

Multicultural-inclusive arguments favour cultural openness and the peaceful coexistence of cultural and religious groups in a society. The sub-category also includes moral-universalist arguments, which refer to general moral principles and universal rights claimable by everyone. Examples include the basic civil rights, many political rights, and international solidarity. For the sake of parsimony, we have merged these two very similar groups of frames under the same sub-category.⁸

⁵ Ces valeurs ont été notamment définies dans l'article 2 du traité de l'Union européenne : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'Homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. » - <https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF>

⁶ Vote Leave était la campagne rivale de Britain Stronger in Europe.

⁷ Hanspeter Kriesi, « Restructuring the National Political Space: The Supply Side of National Electoral Politics » dans Hanspeter Kriesi *et al.* (eds) *Political Conflict in Western Europe*, Cambridge University Press, 2012.

⁸ *Ibid.*

Contrairement à Stronger In dont la campagne était principalement en faveur de l'Europe dans des termes économiques (*economic frames*), les groupes locaux ont tenté d'établir un message inclusif s'articulant autour de l'identité européenne. En effet, à partir des années 1990 le discours politique s'est orienté vers des cadres dits « nationalistes » (*nationalist frames*)⁹ au sein du Parti conservateur et de surcroît avec l'apparition du UKIP (*United Kingdom Independent Party*), catalyseur des inquiétudes de perte d'identité nationale et de souveraineté parlementaire, poussant ainsi les conservateurs à radicaliser leur politique européenne. De plus, devant la faible résonance des partis avec une ligne pro-européenne comme les travaillistes et encore plus les libéraux-démocrates, les militants se sont fixés un objectif bien ambitieux. Nous aurons l'occasion de revenir sur les différentes visions de l'Europe à travers les différents gouvernements dans la partie une, ainsi que sur l'échec des militants dans la partie trois.

L'originalité de cette thèse est de prendre pour objet d'étude la mobilisation pro-européenne née des répercussions du référendum et de s'articuler autour de l'étude de cas de LfE qui permettra d'énoncer les caractéristiques et de mettre en exergue les ruptures et les continuités du mouvement pro-européen. Ces mouvements sociaux des longues années soixante.¹⁰ Cette thèse interroge également l'historique en se penchant sur la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

La résistance au Brexit a pour le moment été peu étudiée et constitue un large champ d'étude pour les spécialistes des mouvements sociaux et des questions identitaires, notamment parmi les civilisationnistes. Ainsi, elle a nécessité la mise en œuvre d'une approche essentiellement empirique, car la résistance au Brexit s'inscrit dans un contexte contemporain et s'est principalement manifestée à travers des initiatives militantes. Il s'agira de montrer que le mouvement de protestation contre le Brexit a soulevé la question de l'identité européenne au Royaume-Uni et le sentiment d'attachement à l'UE chez les *remainers*.

La précipitation dans laquelle le mouvement a émergé lui a valu une existence de courte durée : Fagan et van Kessel se sont intéressés à l'échec de la campagne *Remain*, tandis que nous avons

⁹ Edgar Grande *et al.* « Framing Europe: are cultural-identitarian frames driving politicisation? », dans Swen Hutter, Edgar Grande et Hanspeter Kriesi (eds.), *Politicising Europe. Integration and Mass Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

¹⁰ Claire Mansour, « Diffusion et évolution des mouvements sociaux dans les longues années soixante au Royaume-Uni : 1956-1979 », thèse de doctorat, université Toulouse Jean-Jaurès, 2018.

choisi de mettre en lumière son caractère inédit et l'amplitude de son succès.¹¹ Les nombreuses références traitant des mouvements sociaux et de l'attitude du Royaume-Uni face à la construction européenne ont permis de proposer une théorisation de la mobilisation militante contre le Brexit. Le travail de terrain, les entretiens avec les militants, l'observation participante et le travail d'archives ont répondu à l'une des hypothèses et formules au début des recherches selon lesquelles la mobilisation militante n'était que la résurgence d'un mouvement pro-européen dormant. Or, l'existence d'un mouvement pro-européen constitue un phénomène inédit outre-Manche. Il s'est traduit par l'expression d'un sentiment pro-européen au Royaume-Uni et en Europe continentale, où vivaient 784 900 de Britanniques lors du scrutin de 2016.¹²

Les *remainers* ont fait face à deux problématiques majeures : fédérer un camp pro-européen et façonner un message positif vis-à-vis de l'UE. L'échec de Change UK à remporter des sièges lors des élections locales de 2019 et celui de People's Vote (PV)¹³ restent les exemples les plus parlants. En effet, les partis dits « niche » peinent à se placer sur l'échiquier politique et n'ont pas su rivaliser avec les grands partis entre 2017 et 2019, lesquels n'ont pas apporté le soutien attendu aux militants anti-Brexit. De plus, la campagne nationale menée par PV a implosé seulement à quelques semaines des élections législatives de décembre 2019. On constate que d'une part se tient une ligne européenne en demande de renouveau et d'autre part une mésentente structurelle, organisationnelle mais aussi idéologique avec la frange *grassroots*. La limite de la durabilité d'un parti centriste pro-européen dans l'échiquier politique britannique laisse ainsi entrevoir la fragilité relative de ces nouvelles formations dans un système uninominal. Byrne estime que, bien que les partis politiques aient intégré depuis les années 1990 les revendications militantes dans leurs programmes électoraux, la société civile ressent le besoin d'être partie prenante du processus de changement. Il souligne également que les individus s'identifient davantage à des valeurs qu'à des partis politiques et insiste sur le fait que

¹¹ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*

¹² Les chiffres se discutent car ils ne comprennent pas les résidents dits « temporaires » ou ceux qui ne se sont pas déclarés ou encore ceux qui possèdent la double nationalité. On parlerait de 1 à 2,25 millions de Britanniques. En effet l'ONU en recensait 1,3 million dans l'UE en 2017 – Voir aussi Michaela Benson, « The puzzle of how many Brits abroad there really are », *BBC News*, 12 janvier 2019, <<https://www.bbc.com/news/uk-46632854>>, consulté le 3 août 2020.

¹³ People's Vote était un groupe de campagne britannique national qui a milité entre avril 2018 et octobre 2019 pour l'organisation d'un vote sur l'accord à la suite du référendum dont les résultats étaient favorables pour une sortie de l'UE. Chaque groupe pro-européen était affilié à l'organisation.

les mouvements sociaux doivent être vus plutôt comme un « ajout » à la voie politique que comme une réelle alternative.¹⁴

Pauline Schnapper et Emmanuelle Avril rejoignent Byrne sur ce point et parlent d'une « crise de la participation politique ». La perte de confiance vis-à-vis de l'élite politique et une participation en baisse depuis la fin des années 1960 « [s'inscrivent] dans une tendance lourde des sociétés démocratiques occidentales [...] qui a vu l'apparition de divers mouvements de protestation et la fin de la déférence vis-à-vis des figures ou institutions représentant l'autorité sous toutes ses formes. »¹⁵ Elles expliquent qu'un changement s'est opéré entre la société civile et la vie politique :

Plus qu'à une crise de la participation politique, on assiste surtout à un rejet des modalités traditionnelles de la participation, jugées trop limitées, ponctuelles et insatisfaisantes, et à une demande de la part de la population pour de nouvelles formes de participation. Il est donc plus juste de dire que l'on assiste à une transformation des modalités de la participation politique qu'à une montée de l'apathie.¹⁶

Le Royaume-Uni n'est donc pas un cas isolé et l'échec des démocraties occidentales à servir leurs citoyens ainsi que l'aggravation des inégalités sociales ont permis aux politiques populistes de manipuler de plus en plus d'électeurs.¹⁷ En retraçant les causes du repli nationaliste au Royaume-Uni, Pauline Schnapper et Emmanuelle Avril apportent un éclairage sur ce qui a poussé une (faible) majorité de Britanniques à voter pour une sortie de l'UE. Elles dépeignent un électorat en détresse face à une classe politique qui ne semble plus le comprendre. Sobolewska et Ford en viennent aux mêmes conclusions. Tout en observant que le Brexit est un pur produit anglais, ils reconnaissent que les conflits identitaires concernent l'ensemble des nations qui composent le Royaume-Uni.¹⁸

Cela révèle plusieurs caractéristiques propres au mouvement pro-européen : la politisation tardive des militants, la spontanéité de la mobilisation et de ce fait, l'amateurisme du mouvement, et enfin le « choc » émotionnel induit par la victoire du camp *Leave*, poussant ainsi les *remainers* à vouloir renverser le Brexit. La question d'une éventuelle résurgence d'un sentiment pro-européen au Royaume-Uni s'avère délicate à traiter pour trois raisons : la

¹⁴ Paul Byrne, *Social Movements in Britain*, London, Routledge, 1997.

¹⁵ Pauline Schnapper et Emmanuelle Avril, *Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*, Odile Jacob, 2019, p. 3.

¹⁶ *Ibid.*, p. 214

¹⁷ *Ibid.*, p. 60.

¹⁸ Maria Sobolewska et Robert Ford, *Brexitland*, Cambridge University Press, 2020, p. 332.

domination d'un discours anti-Europe en politique dès les prémices du projet européen, la faible résonance de la mobilisation pro-européenne *ante* et *post*-Brexit et la nature aporétique de l'identité européenne. En outre, la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe, souvent qualifiée de difficile ou ambiguë, tend à être caractérisée par une incompréhension réciproque et des interprétations divergentes du projet européen. Néanmoins, l'étude de la mobilisation anti-Brexit nous permettra de mettre en lumière le cheminement et la signification du sentiment pro-européen outre-Manche : autrement dit, comment des personnes étrangères aux mouvements sociaux et qui, de surcroît, n'avaient jamais réellement pris conscience de leur identité européenne ont-elles décidé, « du jour au lendemain », de défendre l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne ?

I. Objet d'étude

Un rapide état des lieux permettra de mettre en lumière les divisions politiques et sociales que le Brexit a rendues visibles au Royaume-Uni. Puis nous justifierons le choix du bornage de cette thèse qui retrace la relation entre l'Europe et le Royaume-Uni du traité de Rome au 1^{er} janvier 2021, date où l'accord entre Londres et Bruxelles fut signé après quatre années de négociations difficiles.¹ Cela ne nous empêchera guère de suivre et d'analyser l'évolution de la nouvelle relation entre l'UE et le Royaume-Uni en conclusion de cette thèse et d'envisager des pistes de futures recherches. La question de la résurgence éventuelle du sentiment pro-européen sera abordée : cette question et la résistance au Brexit sous-tendront l'ensemble des réflexions et analyses présentées dans cette thèse. Les initiatives militantes mais aussi civiles et médiatiques, ont-elles eu un effet d'« européanisation » de l'identité britannique tant dans le discours politique que chez les citoyens ? Ou bien l'euroscpticisme apparu dans les années 1980 demeure-t-il encore et toujours dominant ?

Les *remainers* vivent depuis 2016 une crise décrite comme un moment d'incertitude et de confusion pendant lequel un individu perd le sens de son identité. Cela s'explique par une remise en question du but ou du rôle d'un individu au sein de la société dans laquelle il évolue.² Dans *La voix et le regard*, Touraine écrivait : « Dans la *crise*, l'identité devient la privation d'identité. »³ Cette privation a été rendue possible par l'Article 50⁴ du traité de Lisbonne signé par l'ancien Premier ministre travailliste Gordon Brown en juin 2008. L'Article 50 entre en conflit direct avec le principe d'intégration : l'Europe peut donc s'élargir mais aussi se rétrécir. Le Brexit a engendré une privation de l'identité européenne pour celles et ceux qui soutiennent l'Europe. Les pro-européens ont tenté de préserver cette identité par le biais de groupes et d'associations. Ces groupes issus de la mobilisation anti-Brexit ont été un refuge émotionnel où les militants ont pu partager leur colère et leurs doutes mais aussi leur stratégie pour vaincre le Brexit, aspects qui seront développés à travers l'étude de cas de LfE.

¹ Le 19 juin 2017 à 11 heures Michel Barnier, négociateur en chef depuis le 1^{er} octobre 2016, reçoit David Davis, ministre chargé du Brexit, à Bruxelles. C'est le début des négociations.

² Du latin *idem* qui signifie « le même », l'*Oxford English Dictionary* définit le terme « identity » par la constance d'une personne ou d'une chose de tout temps et en toutes circonstances ; cette personne ou cette chose est unique de par son individualité et sa personnalité. - « Identity, n. » OED Online, *Oxford University Press*, juin 2021, <www.oed.com/view/Entry/91004>.

³ Alain Touraine, *La voix et le regard*, Éditions du Seuil, 1978, p. 291.

⁴ L'Article 50 préconise que « tout État membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union. »

L'enclenchement de l'Article 50 par le gouvernement conservateur de Theresa May le 29 mars 2017 n'a pas pour autant dissuadé les militants pro-européens. Craignant d'être traités comme une monnaie d'échange (« *bargaining chips* »),⁵ délaissés et trahis par leurs élus, en particulier par l'ancien chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn resté muet ou ambigu sur la question,⁶ les *remainers* ont alors décidé de s'insurger contre la sortie programmée de l'UE en demandant un second référendum sous le nom de People's Vote (PV), qui militait pour un vote sur l'accord. Cette divergence de point de vue a condamné la campagne *Remain*, qui n'a pas su trouver un équilibre ou encore fonctionner sur la base d'une coopération fructueuse entre le niveau local et national.

1.1 État des lieux

Depuis les années 1970, la question européenne a été souvent accusée d'être à l'origine de tous les maux au Royaume-Uni. Elle divise les partis et alimente les discours nationalistes et populistes. Il semble que le Brexit ait replacé la question identitaire au premier plan chez les *remainers*. Bien que le mouvement pro-européen n'ait pas réussi à renverser le Brexit par la voie parlementaire, la voie militante a eu des répercussions sur la vie politique et sociale au Royaume-Uni, comme nous le verrons dans la troisième partie.

Les différentes initiatives militantes ont donné une voix au mouvement anti-Brexit et ont également contribué à définir (ou redéfinir) ce qu'être européen signifie. En l'espace de quatre ans, le mouvement, bien qu'amateur a acquis une certaine visibilité. Sans réelle expérience antérieure du militantisme ou de l'action collective, ces militants sont parvenus, entre autres, à rassembler des centaines de milliers de sympathisants dans les rues de Londres lors des neuf marches et manifestations organisées entre 2016 et 2019.⁷ Femmes et hommes de tous âges et milieux sociaux, de toutes nationalités et de toutes opinions politiques (même si, globalement, les personnes issues de la droite ou proches d'elle y sont peu nombreuses), ont brandi fièrement pancartes, banderoles, drapeaux aux slogans anti-Brexit, le visage parfois entièrement peint aux

⁵ Le slogan « *bargaining chips* » revient au groupe pro-européen the3million qui, depuis 2016, milite pour les droits des citoyens européens qui vivent au Royaume-Uni.

⁶ Ce dernier avait voté pour sortir de la CEE lors du premier référendum organisé en 1975 par le gouvernement travailliste d'Harold Wilson. Jeremy Corbyn fait partie de l'ancienne génération des travaillistes qui, jusque dans les années 1980, étaient eurosceptiques. Cela fut particulièrement visible après le référendum du fait de sa position neutre.

⁷ Celle de mars 2019 aurait rassemblé un million de personnes. - Henry Mance, « How People's Vote fell apart », *The Financial Times*, 7 août 2020, <<https://www.ft.com/content/e02992f6-cf9e-46b3-8d45-325fb183302f>>, consulté le 25 mai 2021.

couleurs de l'UE. Le Brexit a montré à quel point l'euroscepticisme était ancré dans la société britannique et a participé à une réelle prise de conscience chez les pro-européens, qui tentent aujourd'hui de rétablir un équilibre en promouvant l'Europe.

En premier lieu, plusieurs paramètres sont à prendre en considération, notamment l'influence de l'euroscepticisme, présent au Royaume-Uni depuis la fin des années 1980, le désalignement politique et les divisions internes au mouvement pro-européen qui ont atteint leur paroxysme le 28 octobre 2019 lors de l'éclatement de la campagne PV, détruisant ainsi tout espoir de renverser le Brexit chez les pro-européens. Pour Curtice *et al.* les élections législatives de 2019 ne constituent pas un « moment charnière » en politique mais seraient le fruit d'un alignement et désalignement récurrents notamment avec l'appropriation des bastions travaillistes et d'une partie de l'électorat dit « qualifié » par le Parti conservateur.⁸ De leur côté, Sobolewska et Ford expliquent ce phénomène par une éducation plus accessible et par la diversification ethnique de la population induite par l'immigration qui, au fil des années, ont entraîné des changements démographiques considérables, influençant directement le comportement des électeurs désabusés et déçus par leur parti.⁹

En deuxième lieu, selon Pauline Schnapper « une vision utilitariste de l'UE a prévalu, qui ne s'est jamais accompagnée d'un sentiment d'appartenance ni d'une reconnaissance à une identité européenne commune. »¹⁰ Pour les Britanniques l'UE est synonyme de bureaucratie, de perte d'argent, d'une dilution de leur identité nationale et parfois d'un manque de contrôle. Pourtant pour une majorité, l'UE rime est synonyme de la liberté de voyager, d'étudier, de travailler et de vivre dans les 27 autres pays membres, prérogatives auxquelles le Royaume-Uni a dû partiellement renoncer sans concrètement envisager une solution pour les Européens et les Britanniques qui ont choisi de vivre du « mauvais côté » de la Manche.

De novembre 2016 à novembre 2019 les chiffres de l'Eurobaromètre démontrent qu'entre 16 % et 21 % des Britanniques avaient répondu être « très attachés » à l'Europe, égalant et même dépassant de quelques points la moyenne européenne à cinq reprises. De plus, depuis 2016 le

⁸ David Cutts *et al.*, « Brexit, the 2019 General Election and the Realignment of British Politics », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.

⁹ Maria Sobolewska et Robert Ford, *op. cit.*

¹⁰ Pauline Schnapper, « David Cameron et la campagne du « Remain » », *Revue Française de Civilisation Britannique*, Vol. 22, No. 2, 2017.

taux d'attachement à l'UE est en augmentation. En effet, entre 2002 et 2015, seulement entre 2 % et 7 % se sentaient « très attachés » à l'UE. Or, en novembre 2016 ils étaient 15 % contre 11 % pour le reste de l'UE. Ces chiffres sont restés stables jusqu'en juin 2019, date du dernier Eurobaromètre, et se situaient entre 11 % et 16 %. Par ailleurs, entre 2003 et 2005 les sentiments d'indifférence, de méfiance, d'espoir et d'anxiété sont ceux auxquels les Britanniques se sont le plus référés en lien avec l'UE. Ici encore nous pouvons voir que, même si les chiffres demeurent bas (entre 6 et 8 %) le Royaume-Uni était plus enthousiaste d'un point de plus que ses homologues européens et relativement plus optimiste (entre 24 et 27 %). Les grandes différences entre le Royaume-Uni et l'UE se situent principalement autour des sentiments d'indifférence et de rejet, assez présents outre-Manche, ce que conclut également Ichijo à l'issue de ses entretiens.¹¹

À la question « Vous sentez-vous européen ? », il n'est guère surprenant qu'une grande majorité de personnes interrogées se soit jamais sentie à la fois britannique et européenne et que seulement entre 8 % et 15 % aient répondu « souvent ». Cependant, une plus grande proportion se sent « citoyen européen » avec des chiffres en augmentation depuis 2010, atteignant même 32% en juin 2019, soit le taux le plus haut jamais enregistré. L'image de mauvais élève présente donc quelques nuances. Il faut toutefois garder à l'esprit que ceux qui regrettent d'avoir voté *Leave*, aussi appelés « *Bregretters* », restent une minorité. Dans un article du *Guardian* publié en novembre 2017, on apprend qu'environ 11 % des Britanniques avaient exprimé le regret de ne pas avoir coché *remain* sur leur bulletin de vote.¹² Nous reviendrons sur la question d'identité et sur le caractère hybride de la « *Britishness* »¹³ dans la première partie de cette thèse, qui portera sur la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe.

En troisième lieu, l'organisation d'un deuxième référendum sur l'Europe (après celui de 1975) en juin 2016 par David Cameron, alors Premier ministre et le vote qui en a résulté ont débouché sur un moment décisif et historique pour le Royaume-Uni. La décision d'organiser un tel

¹¹ Atsuko Ichijo, *The Balancing Act*, Exeter: Imprint Academic, 2008, p. 125.

¹² Dorian Lynskey, « 'I thought I'd put in a protest vote': the people who regret voting leave », *The Guardian*, 25 novembre 2017, <<https://www.theguardian.com/politics/2017/nov/25/protest-vote-regret-voting-leave-brexite>>, consulté le 9 mai 2021.

¹³ Le terme « *Britishness* » n'a pas d'équivalent français. L'expression empruntée de l'anglais signifie un attachement et une identification à la nation britannique. Cependant, certains civilisationnistes français comme Gilles Leydier le traduisent par « britannicité ».

référendum fut prise en 2013 lorsque le Parti conservateur faisait campagne pour sa réélection en vue des élections de 2015. Cette stratégie avait pour but de tenter de mettre fin aux tensions europhobes générées par l'Europe au sein du parti mais aussi de ne pas laisser les voix eurosceptiques au UKIP, qui se trouvait en tête des sondages notamment avec son score historique de 26,6 % aux élections européennes de 2014, le propulsant en haut du podium pour ce scrutin. On remarque donc que depuis 1973 les gouvernements britanniques sont dans l'incapacité de régler la question européenne de manière traditionnelle et le recours au vote populaire pour trancher sur un maintien ou une sortie définitive a été nécessaire, entraînant ainsi une crise constitutionnelle.¹⁴ La campagne Britain Stronger In Europe pour un maintien dans l'UE fut donc menée par le gouvernement conservateur qui put compter sur le soutien du Green Party et des libéraux-démocrates. Celle pour le retrait de l'UE, Vote Leave, fut dirigée par la frange eurosceptique du Parti conservateur, avec Dominic Cummings comme chef des opérations.¹⁵ Les travaillistes, en théorie pro-européens depuis la fin des années 1980, sont quant à eux restés ambigus sur la question jusqu'en 2019. Les deux camps se sont affrontés avec comme enjeu principal la souveraineté nationale centrée sur les thématiques économiques et migratoires. La campagne pour la sortie a été essentiellement axée sur des arguments faisant appel aux émotions, tandis que les *remainers* sont restés fidèles à un discours factuel et rationnel. Pauline Schnapper et Emmanuelle Avril précisent que la charge émotionnelle de la campagne référendaire a joué en faveur des *leavers* ; à l'inverse, les *remainers* ont sous-estimé la force des réseaux sociaux, un puissant outil en politique depuis plusieurs années :

Le principal message des partisans du Brexit (« *Get our country back* ») était à la fois plus clair et plus intuitif, ce qui leur a donné un gros avantage sur les réseaux sociaux. Ils ont également bénéficié de la force émotionnelle de ce message, qui en a facilité la diffusion puisque sur les réseaux sociaux les émotions fortes – telles que la colère – se répandent beaucoup plus facilement que les messages portant sur des arguments rationnels.¹⁶

¹⁴ Jonathan Sumpton, « Brexit and the British Constitution: Reflections on the Last Three years and the Next Fifty », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No.1, janvier-mars 2020.

¹⁵ Diplômé d'Oxford, Dominic Cummings, parfois vu comme un adepte du libertarianisme de droite (voire anarchique), est un eurosceptique convaincu. Il a été le « cerveau » de la campagne pour sortir de l'UE et inspira le réalisateur James Graham pour son film *Brexit : The Uncivil War* sorti en 2019. Entre 1999 et 2002 il fut le directeur du groupe *Business for Sterling* faisant campagne contre l'adoption de l'euro et qui devint par la suite un groupe de réflexion allant à l'encontre de tout rapprochement avec l'UE. Il est également connu pour ses contributions au ministère de l'Éducation où il fut, entre autres, conseiller du ministre de l'Éducation Michael Gove de 2007 à 2014. En 2019 il fut nommé chef d'état-major dans le gouvernement conservateur de Boris Johnson qu'il quitta au mois de novembre 2020. Voir l'article écrit par Stefan Collin « Inside de Mind of Dominic Cummings » publié dans *The Guardian* en février 2020 <<https://www.theguardian.com/politics/2020/feb/06/inside-the-mind-of-dominic-cummings-brexit-boris-johnson-conservatives>> ou encore son blog où Cummings poste régulièrement ses écrits : <<https://dominiccummings.com/about/>>

¹⁶ Pauline Schnapper et Emmanuelle Avril, *op. cit.*, p. 54-5.

Nous reviendrons sur l'importance de la dimension émotionnelle dans la campagne pro-européenne qui, comme nous le démontrerons dans la partie deux consacrée à la théorie des mouvements sociaux, a échoué à façonner et transmettre un message percutant et cohérent pour l'électorat britannique.

La nation britannique serait-elle devenue une nation de *remainers* versus *leavers* ? La réponse est plus nuancée. En effet, les identités politiques nées du Brexit découlent du désalignement politique et des inquiétudes liées aux changements économiques et culturels qui ont influencé le comportement de l'électorat conservateur (*identity conservatives*) et libéral (*identity liberals*).¹⁷ De plus, la dichotomie *Remain* et *Leave* ne se limite pas à deux blocs homogènes et distincts. Or, il est bien trop tôt pour savoir si ces identités politiques formées autour du Brexit vont perdurer, si l'on considère que depuis quelques années les intentions de vote des Britanniques sont instables et difficilement prévisibles. Par conséquent, la décision de sortir de l'UE a contribué à une redéfinition des clivages politiques au Royaume-Uni et a accentué les inégalités au sein de la société qui ont clairement défini le vote. Le pays qui avait déjà connu une reconfiguration politique dans les années 1970, s'est depuis 2016 éloigné des repères traditionnels « droite/gauche » pour s'identifier davantage à « *Remain/Leave* ». En effet, le vote a fait ressortir une division générationnelle entre les jeunes et les moins jeunes, une scission régionale entre le Nord et le Sud mais aussi entre l'Écosse, l'Angleterre et le pays de Galles, un écart au regard du niveau d'études et, pour finir, une marginalisation des « minorités ethniques »¹⁸ et des populations les plus pauvres.

Tous ces facteurs sont à prendre en compte dans l'étude du vote pour ou contre le Brexit qui a induit une nouvelle forme d'identification, venant complexifier davantage la question de l'identité chez les Britanniques, parfois en conflit entre leur identité nationale (anglaise, galloise, écossaise ou irlandaise), leur identité britannique et leur identité européenne. Nous nous appuyerons notamment sur les études de Goodwin et Heath, qui analysent en détails les

¹⁷ Maria Sobolewska et Robert Ford, *op. cit.*

¹⁸ Pour faire référence aux populations issues de l'immigration, le terme et concept anglais « ethnic minorities » est difficilement traduisible dans un contexte français. « Minorités ethniques » demeure donc un calque peu satisfaisant en français du fait d'une approche plus universaliste de la diversité.

dimensions sociale, politique et économique du vote mais aussi les facteurs de pauvreté, le manque de qualifications et d'opportunités qui révèlent des inégalités sociales, économiques et scolaires. Pour finir, le rapport de Begum nous apportera des réponses concernant le vote des minorités dites ethniques, un tiers d'entre elles ayant voté pour le Brexit.¹⁹

1.2 Bornage

Cette thèse présente un bornage à double niveau : un bornage historique de la période étudiée et un bornage du travail de terrain consacré à la résistance au Brexit au Royaume-Uni. Dans un premier temps, le point de départ historique choisi sera le 25 mars 1957, date de la signature du traité de Rome par la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas, aussi communément appelés les « Six ». Elle s'entendra jusqu'au 1^{er} janvier 2021, moment où l'accord de « commerce et de coopération » signé le 24 décembre 2020 est entré en vigueur, venant ainsi s'ajouter à l'accord de retrait (« *Withdrawal Agreement* » ou WA) signé préalablement en octobre 2019. Dans un deuxième temps, l'étude empirique du mouvement pro-européen s'étalant du mois d'octobre 2017 à l'automne 2021 viendra compléter la dimension empirique de cette thèse. Ces dates correspondent au début des entretiens avec les groupes pro-européens dont la campagne a démarré après le vote de 2016 en faveur du Brexit. Le dernier travail de terrain s'est déroulé à Liverpool du 1^{er} au 8 novembre 2021, ce qui est venu clore les recherches puisque la période de transition était terminée depuis près d'un an. De ce fait, les militants avaient pu prendre du recul sur la campagne *Remain* et se projeter (ou non) dans le mouvement pro-européen.

◆ Bornage historique

Bien que pour l'ancienne Premier ministre conservatrice Margaret Thatcher le traité de Rome n'ait pas donné naissance à l'Europe (« Europe is not the creation of the Treaty of Rome »),²⁰ ce traité incarnait bien la concrétisation du projet européen, son but étant de renforcer l'espace

¹⁹ Neema Begum, « Minority ethnic attitudes and the 2016 EU referendum », *The UK in a Changing Europe*, 6 février 2018, <<https://ukandeu.ac.uk/minority-ethnic-attitudes-and-the-2016-eu-referendum/>>, consulté le 19 mars 2022.

²⁰ Margaret Thatcher, « Speech to the College of Europe », *Margaret Thatcher Foundation*, 20 septembre 1988, <<https://www.margaretthatcher.org/document/107332>>, consulté le 12 juin 2021.

de paix sur le continent après les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. À ces fins, la déclaration Schuman du 9 mai 1950 scellait la réconciliation entre la France et l'Allemagne, assurée par la mise en place de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA, *European Coal and Steel Community* ou ECSC) en avril 1951. Dans son discours, Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères, soulevait un point crucial : pour voir ce projet terminé il faudrait s'armer d'une certaine patience.²¹ C'est ce que Young précise également dans *This Blessed Plot* : « EUROPE WAS MORE THAN coal and steel »,²² de fait, contrairement aux spéculations britanniques, l'Europe commençait tout juste à se construire.

En effet, ses pères fondateurs qui n'envisageaient pas de s'arrêter à un simple accord de commerce, prirent totalement par surprise le gouvernement Attlee qui refusa d'adhérer à la CECA tout comme à la CEE (Communauté Économique Européenne) en 1957 deux ans après la conférence de Messine. L'union économique fondée sur un marché commun et une union douanière que prévoyaient les dirigeants membres de la CECA n'avaient guère séduit les Britanniques, qui privilégiaient le libre-échange et l'auto-régularisation des marchés et les liens avec le Commonwealth et les États-Unis.²³ Or l'Europe des Six n'a jamais caché ses intentions d'aller au-delà d'une union économique. Dès 1972 les Six prévoyaient de créer l'Union économique et monétaire (UEM) à l'horizon de 1980. Cet objectif qui fut cependant repoussé au 1^{er} janvier 1999, date du lancement de l'euro sur les marchés financiers.²⁴ La question de la monnaie unique sera cause de divisions au sein du Parti conservateur de Margaret Thatcher, l'obligeant à quitter la tête du parti et le 10 Downing Street suite aux démissions de Nigel Lawson, Michael Heseltine et Geoffrey Howe sur la question de l'entrée de la livre dans le Système Monétaire Européen (SME ou *European Monetary System*).

²¹ « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne. [...] La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. » - Fondation Robert Schuman, « Déclaration du 9 mai », <<https://www.robert-schuman.eu/fr/declaration-du-9-mai-1950>>, consulté le 11 septembre 2020.

²² Hugo Young, *This Blessed Plot*, London, Macmillan, 1998, p. 71 (présentation originale).

²³ « L'europhisme est parfois inconciliable avec certains credos essentiels de l'identité libérale, ici le libre-échange. » - Agnès Alexandre-Collier, Bernard d'Hellencourt et Pauline Schnapper (dirs), *Le Royaume-Uni et l'UE depuis 1997*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, 2007, p. 25.

²⁴ Hugo Young, *op.cit.*, p. 253 ; le site du Parlement européen et Stephen George parlent d'une discussion qui remonterait à 1969 lors d'un sommet à la Haye.

Pour Grande *et al.* l'intensification de l'intégration économique dans les années 1980 et l'adoption de la monnaie unique ont façonné, de manière générale, le discours européen avec, contre toute attente, des discours principalement axés sur des arguments dits « utilitaristes » (*utilitarian frames*)²⁵ et non d'ordre économique. Leur étude auprès de six pays membres de l'UE²⁶ révèle que le Royaume-Uni est le pays où les deux grands partis ont politisé la question européenne majoritairement par le biais des cadres culturels. En effet, Grande *et al.* observent un changement culturel (« *cultural shift* ») dans la façon dont les partis politiques débattent des questions d'intégration que ce soit dans l'arène publique ou durant les campagnes électorales. De surcroît, ils soulignent le recours de plus en plus fréquent aux cadres culturels (*cultural frames*) à la fois les partis d'extrême droite ou Verts mais également par les partis traditionnels (*mainstream parties*). Les différentes interprétations de l'Europe renvoient à la nature aporétique de l'identité européenne mentionnée précédemment. On peut soutenir l'Europe de manière inclusive : Grande *et al.* parlent du cadre « universel-multiculturel » (*multicultural-universalist*). Au contraire, on peut la soutenir de manière exclusive : il s'agit alors du cadre « identitaire-nationaliste » (*nationalist-identitarian*).²⁷

Les auteurs démentent l'argument selon lequel les discours culturels sont uniquement ceux des partis populistes, d'extrême droite ou Verts. Par ailleurs, Grande *et al.* nuancent la thèse des cadres culturels. Bien que ces derniers occupent une place de plus en plus importante dans les discours politiques, ils restent inférieurs aux arguments utilitaristes qui continuent de dominer en politique. Dans la même veine, les partis populistes et/ou d'extrême droite n'ont pas le

²⁵ Ces arguments cherchent à renforcer la capacité de l'Europe à agir dans l'intérêt national pour la prévention contre crime et le terrorisme, une meilleure gestion environnementale, une réduction de la bureaucratie et enfin un contrôle rigoureux des frontières. – Edgar Grande *et al.* « Framing Europe: are cultural-identitarian frames driving politicisation? », dans Swen Hutter, Edgar Grande et Hanspeter Kriesi (eds.), *Politicising Europe. Integration and Mass Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

²⁶ Grande *et al.* s'intéressent aux facteurs et variables de la politisation des questions d'intégration dans l'UE et plus précisément en France, au Royaume-Uni, en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

²⁷ Les cadres culturels renvoient au cadre dit « identitaire-nationaliste » (*nationalist-identitarian*) et au cadre « universel-multiculturel » (*multicultural-universalist*). Le premier cherche à protéger l'héritage Chrétien, défendre l'identité nationale, préserver les traditions culturelles de chaque pays, à limiter l'immigration excessive et soutenir la souveraineté nationale et l'indépendance. *A contrario*, le deuxième tente de renforcer l'identité européenne et met en lumière les avantages de la diversité culturelle, revendique l'État de droit, désire étendre les droits politiques et le principe de démocratie. Enfin, le cadre universel-multiculturel entend maintenir l'esprit de coopération, la paix et la solidarité dans le monde. – *Ibid.*

monopole des discours nationalistes et identitaires, puisque qu'ils sont largement présents dans ceux de partis plus traditionnels. Enfin, contrairement aux référendums,²⁸ la part de cadres culturels n'a pas d'incidence sur le niveau de politisation de l'Europe. Si c'est le cas auprès des électeurs, cela ne s'applique pas dans les débats portant sur les questions d'intégration.

Leur étude est pertinente car ces auteurs soulignent le caractère exceptionnel du Royaume-Uni avec une utilisation plus fréquente des cadres culturels par le Parti conservateur et le Parti travailliste au cours des campagnes pour les élections législatives. Les deux grands partis étaient les principaux moteurs des cadres culturels démarquant ainsi le Royaume-Uni de ses homologues européens. En effet, même si les partis d'extrême droite et les partis Verts n'ont jamais formé de gouvernement au Royaume-Uni, les cadres culturels, et plus précisément les cadres identitaires-nationalistes auxquels ils ont eu recours pour traiter des questions identitaires étaient bien plus présents dans les campagnes électorales et les débats.

La fin des négociations viendra borner notre étude. L'accord signé le 24 décembre 2020 est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021 mais reste néanmoins provisoire, avec des ajustements à prévoir. Nous nous pencherons plus en détail sur l'accord à la fin de la première partie consacrée à la gestion du Brexit et le débat « anglo-anglais » par les gouvernements conservateurs de Cameron, May et Johnson. L'ancienne Première ministre Theresa May n'étant pas parvenue à faire accepter son accord par le Parlement britannique notamment à cause de la question irlandaise (« *Irish backstop* » ou « filet de sécurité »),²⁹ a démissionné le 27 mars 2019, après un troisième rejet.

En parallèle, le Parlement britannique et les militants pro-européens ont tenté de repousser l'échéance du Brexit à cinq reprises dans le but d'éviter une sortie sans accord (*no deal*) et pour

²⁸ Grande *et al.* ignorent volontairement le référendum de 1975 sur l'appartenance du Royaume-Uni à la CEE car ils considèrent que le Parlement fut décisionnaire et non l'électorat britannique.

²⁹ « Ce « backstop » transforme l'Irlande du Nord en « territoire douanier unique », dans lequel la libre circulation des marchandises permise par l'UE restera en vigueur. Il évite toute taxe douanière ou quota entre le Royaume-Uni et l'UE (pour les biens industriels et agricoles seulement), mais n'oblige pas Londres à suivre l'évolution des normes réglementaires décidée par Bruxelles. Cette union douanière bloquerait cependant toute signature de traités de libre-échange sur les biens entre le Royaume-Uni et d'autres instances que l'UE – cela pour éviter que des produits de pays tiers bénéficient d'un accès privilégié, via l'Irlande du Nord, au marché européen. » - Le Monde, « Brexit : qu'est-ce que le « backstop » irlandais, au cœur du rejet de l'accord ? », *Le Monde*, 30 janvier 2019,

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/30/qu-est-ce-que-le-backstop-irlandais-au-c-ur-du-rejet-de-l-accord-sur-le-brexit_5416730_3210.html», consulté le 1^{er} novembre 2022.

donner la possibilité aux militants de faire campagne pour un deuxième référendum, poussant même Theresa May à envisager son organisation en avril 2019 lorsque 280 députés contre 292 s’y étaient montrés favorables. Ce fut alors Boris Johnson qui est parvenu à convaincre les députés avec un nouvel accord en octobre 2019. Ce dernier tint sa promesse, celle d’en finir avec le Brexit, en signant un accord avec Bruxelles un an après son élection.³⁰

◆ Étude empirique

Depuis le référendum de 2016 le climat au Royaume-Uni est pour le moins incertain³¹ et extrêmement changeant du point de vue politique et social. Le Brexit a non seulement mis en exergue les divisions dont le pays souffre depuis la crise financière de 2008 mais a également accéléré et intensifié le malaise britannique, notamment autour de la question de l’immigration. Néanmoins, le mouvement pro-européen qui s’est inscrit dans la continuité de la campagne référendaire Stronger In de 2016 ne s’est pas arrêté lorsque le Royaume-Uni a officiellement quitté l’UE. En effet, les pro-européens, ayant revu leurs objectifs de campagne, ont continué à défendre l’Europe après le vote pour la sortie ou encore après l’élection de Boris Johnson. Cela a notamment été le cas lors du sommet organisé par Grassroots for Europe (GfE) le 25 janvier 2020, où plus de 200 groupes et 500 militants se sont rassemblés.

Par ailleurs, la crise sanitaire survenue au cours de l’hiver 2019-2020 s’est ajoutée à la liste des préoccupations des pro-européens qui s’inquiétaient que Boris Johnson ne profite de la pandémie pour signer un « mauvais accord » avec Bruxelles. En effet, les groupes Scientists for EU et March for Change, en collaboration avec un groupe parlementaire transpartisan, ont activement milité pour exiger une enquête publique sur la gestion de la crise sanitaire par un organisme indépendant en juillet 2020. Nous aurons l’occasion de revenir plus en détail sur l’évolution du mouvement et son adaptation aux différents changements politiques, sociaux et économiques que subit le Royaume-Uni grâce notamment aux Webinaires organisés par les militants via la plateforme Zoom.

³⁰ Le 29 janvier 2020 l’accord de retrait a été ratifié par le Parlement européen à 621 voix contre 49 (et 13 abstentions) dirigeant ainsi le Royaume-Uni officiellement vers la sortie deux jours plus tard.

³¹ Dans un sondage de YouGov du 22 octobre 2020 on apprend que deux tiers des Britanniques ne sont pas sûrs de savoir comment les choses seront après la période de transition. Les questions portaient sur le droit de voyager, étudier ou encore vivre en Europe ; l’immigration ; les échanges commerciaux ; la retraits et les allocations. – Tanya Abraham, « Brexit: few Britons feel like they know what happens when the transition period ends », *YouGov*, 22 octobre 2020, <<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2020/10/22/brexit-few-britons-feel-they-know-what-happens-when>>, consulté le 29 octobre 2020.

Ces six années de recherche ont inclus diverses phases de travail de terrain réalisées entre septembre 2017 et octobre 2021. Pendant cette période de quatre ans durant laquelle je me suis entretenue avec des associations pro-européennes mais également des immigrés britanniques vivant dans la région bordelaise, ainsi qu'avec des universitaires. Le mouvement pro-européen est apparu de manière quasi-simultanée avec les résultats du référendum, ce qui s'est traduit par une hiérarchisation du travail de recherche consistant à privilégier le travail de terrain tant que le mouvement était « en action. » En effet, avec le recul, il aurait été difficile de mener ce même travail en 2020 à cause, notamment, la crise de la Covid-19 (absence de manifestations « physiques ») ainsi que du contexte politique : les élections législatives de 2019, ont en effet contraint le mouvement à s'adapter (réévaluation des objectifs de campagne). L'activité militante anti-Brexit est née le lendemain des résultats du référendum, moment d'épiphanie où les pro-européens ont pris conscience qu'ils devaient agir pour tenter de renverser un verdict jugé injuste. De ce fait, l'étude de ces groupes a dû s'opérer en simultané avec le mouvement anti-Brexit, inversant ainsi le calendrier de mes recherches, le travail de terrain s'effectuant d'ordinaire dans un second temps pour des sujets de cette nature.

L'apogée du mouvement s'est située entre 2018 et 2019, où cinq grandes manifestations d'envergure nationale ont rassemblé des centaines de milliers de personnes en faveur d'un vote sur l'accord. La chute de PV en octobre 2019 a mis fin à tout espoir d'un second référendum ou encore d'un vote sur l'accord. Bien que la campagne *Remain* se soit relevée de cette épreuve, elle n'en demeure pas moins affectée. De surcroît, le mouvement reste en majorité amateur, même si une structure nationale s'est construite « au-dessus » des groupes locaux. Au-delà d'empêcher toute mobilisation et manifestation physique, la pandémie a aussi eu diverses répercussions sur le mouvement : la réorientation de certains groupes qui désormais militent pour des causes environnementales et sanitaires ; la fermeture de groupes ; une adaptation des moyens de communication et de mobilisation. Pour finir, la détresse psychologique causée par le Brexit chez certains individus (dont témoignent les ouvrages *In Limbo* et *In Limbo Too*,³²) a

³² Elena Remigi, Véronique Martin et Tim Sykes (ed.), *In Limbo: Brexit Testimonies from EU Citizens in the UK*, ByLine Books, 2017 ; Elena Remigi et al. (ed.), *In Limbo Too: Brexit Testimonies From UK Citizens in the EU*, CreateSpace Independent Publishing Platform,

pu être accentuée par les divers confinements que le pays a dû mettre en place pour freiner la propagation du virus.

1.3 Problématique

Les concepts d'identité et d'appartenance seront également au cœur de la réflexion. Le Brexit aurait fait naître chez les militants un sentiment pro-européen, un attachement à l'UE. Notons par ailleurs que pour Geddes, les termes « UE » et « Europe » ne sont pas interchangeables et donc que les sentiments d'appartenance à l'UE et à l'Europe sont distincts.³³ Dans son sens figuré, le mot « résurgence » vient du verbe « resurgir », synonyme de « réapparaître » ou encore « résurrection » dans son acception religieuse.³⁴ Le préfixe « re- » renvoie à la répétition, à un retour à quelque chose qui a déjà existé : il s'avère que cela ne s'applique pas à la manifestation du sentiment pro-européen au Royaume-Uni. Comme nous le verrons, hormis quelques cas isolés où certains militants ont témoigné d'un engagement pro-européen avant le référendum, il existe un vide militant entre la campagne référendaire de 1975 et celle de 2016. La partie deux s'intéressera à cette absence de continuité dans le soutien à l'Europe.

◆ Identité(s)

Par définition l'Europe constitue une entité géographique mais la géographie à elle seule ne suffit pas à déterminer l'identité chez un individu. France Guérin-Pace souligne en effet que le sentiment d'appartenance à une identité va au-delà de la simple géographie.

Le lieu de naissance, la nationalité, informations que l'on recueille le plus couramment dans les enquêtes quantitatives, ne suffisent pas à décrire le lien complexe qui détermine le rapport au territoire de chacun. C'est l'ensemble du parcours géographique et le sens donné aux lieux, passés ou présents, vécus, pratiqués ou même imaginaires, qui constituent un élément essentiel de compréhension des appartenances et des comportements individuels.³⁵

2018. Voir aussi les témoignages recueillis par Verena K. Brändle *et al.*, « Marching for Europe? Enacting European citizenship as justice during Brexit », *Citizenship Studies*, Vol. 22, No. 8, 2018, pp. 810-828.

³³ Andrew Geddes, *Britain and the European Union*, Palgrave Macmillan 2013, p.21.

³⁴ CNRTL, <<https://www.cnrtl.fr/definition/résurgence>>, consulté le 31 août 2019.

³⁵ France Guérin-Pace, « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'Espace géographique*, vol. tome 35, no. 4, 2006, pp. 298-308.

Cette remarque renvoie au fait que « l'identité britannique », par essence hybride, est par conséquent difficile à définir. En effet, celle-ci semble être remise en question par le Brexit, la dévolution ou encore la diversification de la population induite par l'immigration. Ashcroft et Bevir soutiennent cet argument et précisent que depuis les années 1960 le Royaume-Uni n'a cessé de se montrer réticent à l'égard du multiculturalisme. Les auteurs établissent alors une corrélation entre le pluralisme culturel et le Brexit. Les minorités dites visibles issues de l'immigration en provenance notamment des pays du Nouveau Commonwealth³⁶ ont engendré un multiculturalisme que certains voient comme une menace à la cohésion sociale et à la sécurité du pays. Les gouvernements du milieu des années 1960 au début des années 2000 privilégiaient le multiculturalisme plus que l'assimilation. Cela s'est traduit par une grande diversité culturelle. Les inquiétudes en lien avec le multiculturalisme, la sécurité et l'immigration sont souvent associées au discours politique, comme ce fut le cas en 2013 avec la campagne « Go Home » (« Rentrez chez vous »)³⁷ menée par les conservateurs en vue des élections législatives de 2015 ou encore avec le poster « Breaking Point », tristement célèbre.³⁸ Cette résistance au multiculturalisme a contribué au Brexit.³⁹ De plus, tous deux remarquent que l'attachement à l'Europe chez les *remainers* rend la question identitaire d'autant plus absconse, intensifiant ainsi le conflit entre la pluralité des identités.⁴⁰

Par ailleurs, Charles Yves Zarka ajoute que « l'identité de l'identité n'est pas l'identité mais la différence. Il y a des milliers, des millions de manières d'être un homme, comme d'ailleurs d'être inhumain. De ce point de vue, l'universalité n'est pas une homogénéité dans la répétition de l'identique, mais une universalité des singularités, c'est-à-dire des différences. »⁴¹ Les pro-européens qui soutiennent la cause *Remain* et qui se sont mobilisés contre le Brexit ont, à plusieurs reprises lors des entretiens, exprimé leur aptitude à accepter plusieurs identités (locale, régionale, nationale, européenne) ou même à s'être véritablement sentis européens après les résultats du référendum sur l'UE.

³⁶ Les pays issus du nouveau Commonwealth sont ceux qui ont acquis leur indépendance après la Seconde Guerre mondiale.

³⁷ Cette campagne visait à limiter l'immigration illégale au Royaume-Uni.

³⁸ Le poster montrait une file de migrants et de réfugiés au pied des falaises de Douvres, renforçant ainsi le caractère raciste et xénophobe de la campagne.

³⁹ Richard Ashcroft et Mark Bevir, « Pluralism, National Identity and Citizenship: Britain after Brexit », *The Political Quarterly*, Vol. 87, No. 3, juillet-septembre 2016.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Charles Yves Zarka (dir.), *L'Europe, une renaissance ?*, Revue *Cités*, Humensis, Presses Universitaires de France, PUF, n°71, 2017, p.8.

Le mouvement pro-européen a-t-il contribué à une affirmation de l'identité européenne au Royaume-Uni ? Dans *A Community of Europeans ?* Risse qualifie le Royaume-Uni d'« intrus » (« odd one out »). Pour l'auteur, l'identité britannique par essence moderne, démocratique et multiculturelle, incarne une exception puisqu'elle adhère aux valeurs européennes sans être devenue européenne. L'europanisation de l'identité britannique n'a pas eu lieu.⁴² Pour Risse, souvent, les identités deviennent réelles ou peuvent être renforcées à l'issue d'un moment critique, ce serait même leur « état normal ». Ici, le Brexit pourrait être vu comme l'élément déclencheur vers une prise de conscience identitaire, normalisant ainsi le phénomène de crise.⁴³ En d'autres termes, l'identité européenne s'est révélée chez certains militants à l'issue du Brexit, élément venu remettre en question la manière dont ils perçoivent leur identité.

La réalité et l'impact psychologique du Brexit tels qu'ils ont été vécus par les Britanniques et les Européens vivant de chaque côté de la Manche sont dépeints dans les ouvrages de Remigi *et al.* qui regroupent de nombreux témoignages. On y apprend que le Brexit est également synonyme de deuil, de crise identitaire, à la fois pour les Britanniques résidant en Europe et les résidents européens au Royaume-Uni, mais aussi une source d'inquiétude, d'anxiété voire de dépression comme on peut le lire à travers ce témoignage cité par Remigi dans *In Limbo* :

I feel totally bereft, angry, abandoned and depressed and it doesn't get easier as time goes on. I can only describe it as having your heart ripped out of your body, against your will. Your very identity is destroyed in an instant. I have always been a proud Brit as well as a committed European but I am now ashamed of my country of birth.⁴⁴

Dans la préface de *In Limbo* les pro-européens sont perdus au milieu de l'incertitude, la tristesse, la confusion, la fragilité et d'autres sentiments douloureux,⁴⁵ faisant écho au poème de Donne. De plus, le titre choisi par Remigi est lui-même évocateur de la situation. Être « dans les limbes », fait référence ici à l'identité qui, chez certains, s'est retrouvée détachée, déchirée d'un ensemble, d'un tout. Elle devient alors un fragment, un morceau qui reste séparé du reste et qui par conséquent perd tout son sens et sa substance. L'identité se retrouve alors laissée en suspens, au milieu de nulle part.

⁴² Thomas Risse, *A Community of Europeans?* Cornell University Press, 2010, p. 199.

⁴³ *Ibid.*, p. 20-1.

⁴⁴ Elena Remigi *et al. op. cit.*, p. 79.

⁴⁵ Elena Remigi, *op. cit.*, p. xvii.

Cet état renvoie à la (désormais) célèbre phrase de Theresa May qui, par ailleurs, révèle l'incapacité du gouvernement conservateur à reconnaître la superposition des identités et le renforcement d'une identité singulière et nationale : « But if you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what citizenship means ».46

L'auteur pro-européen Jones écrit sur la plateforme de blog *Medium* qu'il sera toujours Européen. Pour lui l'ironie du référendum est que ceux qui ont voté pour quitter l'UE ne seront jamais satisfaits alors que les Européens sont galvanisés : leur appartenance est claire. Il est peut-être trop tard mais l'auteur est sûr de son identité et du monde qu'il désire. Les Européens se sont réveillés et ont pris conscience de leur privilège.47

Pour finir, Gouez rappelle que lorsque l'on fait référence à l'Europe, ce sont les valeurs culturelles qu'elle incarne qui viennent à l'esprit et non sa dimension politique. Cette remarque converge avec les réponses des militants à propos de ce que l'Europe signifie pour eux.

L'expression « esprit européen » désigne quant à elle le sentiment d'appartenance à une *culture* commune, et non pas à une communauté politique (laquelle n'existe qu'à l'état de projet plus ou moins utopique.) L'« esprit européen » consiste en l'affiliation à un ensemble de traits culturels, de valeurs et de principes censés caractériser la civilisation européenne : universalisme, humanisme, foi dans la raison, le progrès, etc.48

◆ Le sentiment d'appartenance à l'Europe

Dans la même veine, le dernier Eurobaromètre (EB 93) conduit au Royaume-Uni à l'été 202049 indique que globalement les Britanniques et les Européens ont la même image de l'UE : 37 % des Britanniques déclaraient que l'UE avait une image positive contre une moyenne européenne de 40 %. Cependant, l'écart se creuse lorsque l'on faisait référence à une image négative : 31 % contre seulement 19 % des Européens, ce qui signifie qu'un peu plus d'un tiers étaient neutres

46 « Si vous pensez être citoyens du monde alors vous êtes citoyens de nulle part. Vous ne savez pas ce que citoyenneté signifie. » (traduction de l'auteure) - Max Bearak, « Theresa May criticized the term 'citizen of the world.' But half the world identifies that way. », *The Washington Post*, 5 octobre 2016, <<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/10/05/theresa-may-criticized-the-term-citizen-of-the-world-but-half-the-world-identifies-that-way/>>, consulté le 24 avril 2021.

47 Simon, K. Jones, « I'm still a European », *Simon K Jones*, 1^{er} février 2020, <<https://simonkjones.medium.com/im-still-a-european-c106429c3ad1>>, consulté le 24 avril 2021.

48 Aziliz Gouez, « Le débat sur l'identité européenne : mise en perspective historique » dans Aziliz (ed.), « Reconnaître ce qui nous lie : l'identité européenne. La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union », Compte rendu du séminaire du 24 novembre 2005, *Notre Europe. Études & recherches*, janvier 2006, p. 7-8, consulté le 28 août 2020, <https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/etud48_05.pdf> (présentation originale).

49 Commission européenne, « The Key indicators », *Standard Eurobarometer 93*, Royaume-Uni, Été 2020.

sur le sujet divisant ainsi la question de l'image de l'UE de façon relativement égale. Moderne, démocratique, protectrice et tournée vers l'avenir sont les mots qui décrivent le mieux l'UE pour une majorité de Britanniques, même si beaucoup d'entre eux la considèrent isolée et peu efficace.⁵⁰ De plus, 54 % des personnes interrogées pensaient que les différentes nations européennes avaient beaucoup en commun, s'alignant ainsi sur une moyenne européenne de 55 %.

D'une part, 37 % disaient être attachés à l'UE et 50 % à l'Europe à l'été 2020 tandis qu'ils étaient respectivement 63 % et 50 % à ne pas ressentir un attachement particulier. Or, en comparant avec les chiffres du précédent Eurobaromètre (EB 92) de l'automne 2019, ils étaient 43 % à se sentir attachés à l'UE et 55 % à la rejeter. L'Eurobaromètre enregistre donc un déclin de l'attachement à l'Europe ainsi qu'à l'UE et par conséquent un plus grand rejet depuis l'automne 2019. Par ailleurs, pour la majorité des Britanniques l'Europe est synonyme de diversité culturelle (41 %), de paix (36 %), d'une place plus importante au niveau mondial (34 %), d'une qualité de vie pour les générations à venir (31 %), de prospérité économique (30 %) ; mais elle relève également d'un manque de contrôle aux frontières (26 %) et 31 % l'associent à la bureaucratie. Enfin, 60 % des Britanniques voient l'UE comme un espace où l'on peut circuler, étudier, travailler et vivre librement.⁵¹ Depuis que le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE le 31 janvier 2020, les Britanniques ne jouissent plus de ces prérogatives et sont désormais considérés citoyens d'un pays tiers.

D'autre part, dans le but de connaître les attentes des citoyens européens en vue des élections européennes de mai 2019, un rapport fondé sur des sondages d'opinion menés dans les 28 pays membres de l'UE entre 2018 et 2019 soulève un point intéressant : les sentiments envers l'Union sont qualifiés d'« ambivalents ».⁵² En effet, l'étude, qui regroupe divers sondages d'opinion (comme les eurobaromètres), souligne que de manière générale les citoyens européens éprouvent des sentiments plutôt positifs envers la construction européenne tandis qu'ils ressentent des émotions davantage négatives envers le fonctionnement de l'UE (d'où la

⁵⁰ Commission européenne, Directorate-General for Communication, « Public opinion in the European Union », *Standard Eurobarometer 93*, Annexe, juillet-août 2020.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Fondation Robert Schuman, « Les attentes des citoyens à l'égard de l'Union européenne », 22 mai 2019, <<https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/actualites/Attentes-citoyens-envers-UE-etude.pdf>>, consulté le 22 juillet 2021.

vision dualiste entre UE et Europe de Geddes).⁵³ On remarque donc un décalage entre une interprétation idéologique et pratique. Parmi les personnes interrogées, plus des deux tiers estiment que leur pays bénéficie de l'Union et que si un référendum venait à être organisé 68 % voteraient pour rester dans l'UE contre 14 % qui opteraient pour en sortir. Les chiffres diffèrent outre-Manche mais s'alignent sur la même tendance : 45 % voteraient pour un maintien contre 37 % pour une sortie. On observe alors que même si le Royaume-Uni devance de loin ses homologues européens, il soutenait davantage la cause *Remain* en 2019, corroborant ainsi notre hypothèse sur la présence d'un sentiment pro-européen depuis le référendum.⁵⁴

Pour Dâmaso *et al.* l'identité européenne transcende les attributs des identités nationales comme le lieu de naissance, l'origine ethnique ou encore le statut socio-économique.⁵⁵ Autrement dit, chaque individu a (ou n'a pas) sa propre perception de ce que signifie être/se sentir européen car être citoyen européen n'est pas suffisant pour que l'on sente que l'on en est un.⁵⁶ La question du sentiment s'apparente alors à l'héritage culturel.⁵⁷ En 2005, lors du séminaire « Reconnaître ce qui nous lie. La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union », Jacques Delors a déclaré : « [p]our bien comprendre le puzzle de l'identité européenne, il faut également se rappeler – les militants européens l'oublient toujours – que l'Europe ne se construit pas en elle-même, *elle se construit face aux défis de l'histoire.* »⁵⁸ Le Brexit était-il alors la pièce manquante vers l'affirmation d'une identité européenne outre-Manche ?

La section s'appuie sur la littérature existante qui a permis d'analyser les différentes manifestations du mouvement pro-européen d'un point de vue historique, politique et social. Dans un premier temps et dans une perspective diachronique, cette section reprendra les concepts qui caractérisent la particularité de la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe du

⁵³ Voir page 31, note no. 33

⁵⁴ Fondation Robert Schuman, *art. cit.*, p. 18. 2019.

⁵⁵ Malfada Dâmaso *et al.* « Acting European: Identity, Belonging and the EU of Tomorrow », *FEPS YAN 6th Cycle*, juin 2019, <<https://www.fepe-europe.eu/attachments/publications/damaso%20davies%20jablonowski%20montgomery%20acting%20european%20-%20identity%20belonging%20and%20the%20eu%20of%20tomorrow.pdf>>, consulté le 1er mai 2021.

⁵⁶ Thomas Risse, *op. cit.*, p. 48.

⁵⁷ *Ibid* p. 67 ; « L'identité européenne – comprise à la fois comme identité culturelle et comme sentiment d'appartenance à une communauté politique – concerne avant tout les segments les plus riches, les plus mobiles et les plus éduqués des sociétés européennes. Comme à la période de la Belle Époque... » - Aziliz Gouez, *art. cit.*, p. 17.

⁵⁸ Jacques Delors, « L'émergence du débat sur l'identité : genèse, évolution, déclinaison » dans *Notre Europe*, janvier 2006, p. 22-27, <https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/etud48_05.pdf>, consulté le 28 août 2020 (présentation originale).

traité de Rome à la fin des négociations, soit le 1^{er} janvier 2021. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur le mouvement pro-européen que nous analyserons en le comparant aux théories des « nouveaux mouvements sociaux » des années 1960/1970. La mobilisation des ressources, les opportunités politiques et enfin les effets de cadrage (*framing*) serviront d'éléments de références pour définir et comprendre la structure, l'organisation, le fonctionnement et l'articulation de la mobilisation anti-Brexit à travers la campagne *Remain* menée par les groupes locaux.

II. Contexte

Le Brexit constitue un phénomène historique inédit à l'échelle britannique et européenne. Même si le point central de cette thèse s'articule autour de la résistance au Brexit, il est néanmoins nécessaire de comprendre comment le Royaume-Uni en est arrivé à voter en faveur d'une sortie de l'UE lors du référendum du 23 juin 2016. L'héritage historique et culturel,¹ la montée de l'euroscepticisme, les différentes crises politiques, sociales et économiques qu'a subies le Royaume-Uni, la désinformation concernant l'UE, la réticence et surtout l'ambiguïté du message europhile, ont contribué à un repli sur lui-même du Royaume-Uni. En effet, une des conséquences du Brexit est une union qui coexiste avec d'un côté l'Ecosse qui demande un second référendum sur son indépendance (*IndyRef2*) et des tensions ravivées en Irlande du Nord, et de l'autre côté, une Angleterre de plus en plus divisée au niveau régional.

L'intégration accrue a eu pour effet de politiser la question de l'Europe au Royaume-Uni, entraînant ainsi une polarisation des questions que celle-ci soulève. On remarque qu'avec la victoire du *Leave*, la question européenne est sortie du cercle gouvernemental et parlementaire pour se distiller dans la sphère militante, phénomène qui fut aussi observé d'une certaine manière lors de la campagne de 1975 du maintien dans CEE menée par BIE. La grande différence réside dans l'initiative citoyenne qui a fait naître la mobilisation anti-Brexit au lendemain des résultats du référendum. Alors que BIE et Stronger In restent des organisations centralisées et dirigées par une élite politique, l'émergence du mouvement militant pro-européen est quant à lui exceptionnel dans l'histoire des mouvements protestataires au Royaume-Uni.² En revanche, les citoyens impliqués dans la mobilisation anti-Brexit demeurent, pour la majorité, des citoyens diplômés et pour l'essentiel, issus des classes moyennes. Cette différence entre les campagnes référendaires et la mobilisation militante *Remain*, montre une appropriation de la cause européenne par la société civile.

¹ Pour Henderson et Wyn Jones le sentiment anglais et la nostalgie du passé impérial britannique sont intrinsèquement liés et ont influencé le vote pour une sortie puisque cela renvoie notamment à la question d'immigration. - Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones, *Englishness. The Political Force Transforming Britain*, Oxford University Press, 2021, p. 94 ; On pensera aussi au pamphlet du Parti travailliste sur l'unité européenne de mai 1950 qui résume l'héritage culturel et historique du Royaume-Uni. - National Executive Committee of the British Labour Party, « Manifesto by the National Executive Committee of the British Labour Party », mai 1950, <https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/8/626bf849-0be2-499c-a924-d768c9f05feb/publishable_en.pdf>, consulté le 2 août 2021.

² Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 9.

Néanmoins les recherches effectuées par le biais des lectures théoriques et du travail de terrain montrent que, contrairement au courant eurosceptique, les militants ont échoué à pénétrer dans la sphère politique. Par conséquent le mouvement pro-européen est resté confiné à une mobilisation venue « d'en bas ». Dans une étude menée auprès de six pays membres (France, Suède, Royaume-Uni, Suisse, Allemagne et Autriche) Dolezal, Hutter et Becker³ soulignent que la politisation de l'Europe à travers les mouvements protestataires présente des différences majeures d'un pays à l'autre et que celle-ci n'a jamais constitué une thématique centrale dans les revendications de la société civile. Bien qu'il y ait eu une apogée dans la période *post-Maastricht*, les protestations, essentiellement axées autour de problématiques liées aux réformes sociales et à l'agriculture, ont été de courte durée et rythmées par la conjoncture politique nationale. De leur côté, les partis politiques ont centré leurs politiques autour des questions de souveraineté et d'adhésion. Au Royaume-Uni, les auteurs concluent que la sphère politique s'est principalement concentrée sur le principe d'intégration et de la monnaie unique, toutes deux largement influencées par l'euroscepticisme. Les quelques revendications de la société civile n'ont donc pas eu de retombées politiques : la politisation de l'arène militante ne s'est pas traduite par des préoccupations ou des acteurs communs.⁴

Le Brexit a révélé une nation mal informée sur l'UE⁵ et a mis en lumière une crise identitaire provoquée par des problématiques sous-jacentes telles que l'immigration et la dévolution.⁶ Fondée sur une série de mensonges, la campagne *Leave* est parvenue à attirer une majorité des électeurs.⁷ Pour Wallace, ce sont les mythes de l'histoire qui façonnent la politique. Plus le débat est fermé et pauvre en informations, plus les mythes exercent une influence sur les

³ Martin Dolezal, Swen Hutter et Regina Becker, « Protesting European integration: politicisation from below? », dans Swen Hutter, Edgar Grande et Hanspeter Kriesi (eds.), *Politicising Europe. Integration and Mass Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

⁴ *Ibid.*

⁵ Dans un article du Washington Post on apprend que huit heures après le référendum du 23 juin 2016 la recherche « Que se passera-t-il si le Royaume-Uni quitte l'UE » avait triplé, montrant ainsi l'ignorance de l'électorat britannique face à une telle décision. – Brian Fung, « The British are frantically Googling what the E.U. is, hours after voting to leave it. », *Washington Post*, 24 juin 2016,

<https://www.washingtonpost.com/news/the-switch/wp/2016/06/24/the-british-are-frantically-googling-what-the-eu-is-hours-after-voting-to-leave-it/>, consulté le 4 septembre 2022.

⁶ Richard T. Ashcroft et Marc Bevir, « Brexit and the Myth of British National Identity », *British politics*, vol. 16, 2021, pp. 117-132.

⁷ On pensera notamment, entre maints cas, à trois exemples marquants : tout d'abord, le tabloïd *The Sun* a publié en couverture le 9 mars 2016 un article avançant que la reine Elizabeth II soutenait le Brexit (« The Queen backs Brexit »). On se souviendra également du fameux bus rouge de Boris Johnson sur lequel on pouvait lire : « We send the EU £350 million a week. Let's fund the NHS instead. Vote Leave. Pour finir, le poster de l'ancien leader du UKIP, Nigel Farage, « Breaking Point. The EU has failed us all. » a également influencé une partie de l'électorat à soutenir le camp *Leave*.

convictions de l'opinion, malgré la rapidité des changements aux niveaux national et international.⁸

Diffuser un discours pro-européen considéré comme élitiste dans une opinion peu informée a mis en lumière la difficulté que le Royaume-Uni a eue à se détacher du passé afin de se tourner vers l'avenir. Tentés de se convaincre des avantages à rester dans l'UE, les responsables de la campagne référendaire Stronger In mise en place par le gouvernement conservateur de David Cameron, ont échoué à rétablir une image positive de l'UE. Alors que BIE avait confectionné un message pour les agriculteurs, les ouvriers, les femmes, les familles monoparentales, les unionistes nord-irlandais, les croyants, les nationalistes écossais ou gallois et les « minorités ethniques », Stronger In a eu davantage de difficultés à refléter la diversité socio-démographique du Royaume-Uni dans son discours.⁹ C'est alors de toutes leurs forces que les militants pro-européens se sont mobilisés pour que l'Europe reste ancrée dans l'esprit de la nation britannique qui vit au côté des plus de trois millions de ressortissants européens installés outre-Manche.

1.1 Histoire du Royaume-Uni dans l'UE

Radice qualifie les Britanniques de « 'offshore' islanders »¹⁰ avec un Royaume-Uni tourné vers le monde grâce à ses terres bordées par la mer. Le terme « splendide isolement » (*splendid isolation*) renvoie tout d'abord au fait que le Royaume-Uni est insulaire.¹¹ Ce fut une expression qui fut utilisée pour la première fois à la fin du XIXe siècle par le Canadien George Foster pour définir la politique britannique. La célèbre phrase sera reprise notamment par Lord Salisbury ou encore Joseph Chamberlain pour justifier la suprématie Britannique.¹² Agnès Alexandre-Collier explique que « cette attitude reposait sur le sentiment profond et pérenne d'être une nation d'exception, insulaire, prospère, puissante et impériale, bien plus proche des États-Unis ou de ses anciennes colonies que du continent européen. »¹³

⁸ William Wallace, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, Été 1986, Vol. 62, No.3, 1986, pp. 367-389.

⁹ Robert Saunders, *Yes to Europe! The 1975 Referendum and Seventies Britain*, Cambridge University Press, 2018, p. 379.

¹⁰ Gilles Radice, *Offshore Britain*, I.B. Tauris & Co Ltd, London, New York, 1992, p. 33.

¹¹ Le pays est formé de l'île de Grande-Bretagne (Angleterre, Écosse et pays de Galles) et d'une partie de l'île d'Irlande (Irlande du Nord).

¹² Christopher Howard, « Splendid Isolation », *History*, Vol. 47, No. 159, 1962, pp. 32-41.

¹³ Agnès Alexandre-Collier, *La Grande-Bretagne eurosceptique ?* Éditions du Temps, Nantes, 2002, p. 11.

De plus, Pauline Schnapper précise que l'insularité viendra façonner à plusieurs égards l'appropriation ou le rejet d'une identité européenne chez les Britanniques, qui perçoivent cette dernière davantage comme un choix à faire plutôt qu'une identité qui viendrait compléter, voire enrichir, la leur. Elle ajoute que « l'insularité psychologique, inséparable d'une vision idéalisée de l'Empire devenu Commonwealth, est demeurée vivace au moins jusqu'à la seconde guerre mondiale et s'est heurtée au sentiment d'appartenance à l'Europe, qui était beaucoup moins répandu. »¹⁴ Cette attitude se traduira non seulement par une distance mais aussi par un sentiment de méfiance (réciproque) vis-à-vis du projet européen d'inspiration fédérale ou encore socialiste, sentiment particulièrement présent chez Thatcher au sujet de la monnaie unique.¹⁵ Il faudra toutefois noter que l'insularité ne justifie pas à elle seule le manque d'engagement des Britanniques : elle éclaire son histoire et son économie. La République d'Irlande et le vote en faveur du *remain* des Nord Irlandais et des Écossais lors du référendum sur l'UE en 2016 viennent contredire ou du moins nuancer cette théorie.

◆ Un soutien sans participation

Au moment où s'esquissait le projet européen Churchill, déclarait : « We are in Europe but not of it. We are linked, but not comprised. We are interested and associated, but not absorbed. »¹⁶ Un soutien sans participation résume parfaitement les 43 années de partenariat à droite comme à gauche de l'échiquier politique. On retrouve cela dans le discours de Theresa May prononcé à Lancaster le 17 janvier 2017 : « We are leaving the European Union but we are not leaving Europe. »¹⁷

En somme, le Royaume-Uni est européen mais à ses propres conditions tout comme Margaret Thatcher allait le rappeler dans son discours de Bruges de 1988. Pour la Dame de fer, le destin du Royaume-Uni allait bien au-delà de la Communauté :

¹⁴ Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Presses de Sciences Po, 2000, p. 35.

¹⁵ « ... a single currency is about the politics of Europe, it is about a federal Europe by the back door. » - Confidence In Her Majesty's Government. - Hansard, *Parliamentary Debates*, 22 novembre 1990, vol. 181 cc445-53.

¹⁶ « Nous sommes en Europe mais n'en faisons pas partie. Nous y sommes liés mais pas inclus. Nous sommes intéressés et associés mais pas intégrés. » (traduction de l'auteure) ; Winston Churchill, « The United States of Europe », *Saturday Evening Post*, 15 février 1930.

¹⁷ « Nous quittons l'Union européenne mais pas l'Europe » ; Theresa May, « The government's negotiating objectives for exiting the EU: PM speech. », *YouGov*, 17 janvier 2017, <<https://www.gov.uk/government/speeches/the-governments-negotiating-objectives-for-exiting-the-eu-pm-speech>>, consulté le 10 septembre 2021.

We British are as much heirs to the legacy of European culture as any other nation. Our links to the rest of Europe, the continent of Europe, have been the dominant factor in our history. [...] Britain does not dream of some cosy, isolated existence on the fringes of the European Community. Our destiny is in Europe, as part of the Community.¹⁸

L'idée était donc que le Royaume-Uni se considérait sur un pied d'égalité avec les États-Unis et l'URSS. C'est du moins ce que Churchill entendait par les « États-Unis d'Europe » en 1946 lors de son discours à Zurich.¹⁹ Un an plus tard au congrès de la Haye, Churchill créa le groupe de pression United Europe Movement (Mouvement pour l'Europe Unie) dont Salter et le jeune Harold Macmillan étaient membres. En 1948, il allait devenir le European Movement UK (EM), que l'on connaît aujourd'hui, acteur et coordinateur majeur dans la campagne du *Remain*.

◆ L'attachement au passé

L'attachement au Commonwealth et les liens avec les États-Unis d'un point de vue économique et culturel ont créé une distance, voire une incompatibilité avec la direction que prenait le projet européen. Le Commonwealth, issu de l'Empire et miroir de sa puissance maritime était l'incarnation même du rayonnement mondial résiduel britannique tandis que les États-Unis restaient l'allié indéfectible. Le Royaume-Uni était sorti exsangue mais victorieux de la guerre. Il n'avait pas été occupé par l'Allemagne nazie contrairement à la France, aux Pays Bas ou encore à la Belgique, ni n'avait souffert du fascisme comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.²⁰ Son identité et sa souveraineté furent donc préservées, voire renforcées.

L'histoire montre avant tout une incompatibilité ou comme le dit Pauline Schnapper, un « malentendu » alimenté par des contradictions des deux côtés de la Manche qui viendra entacher l'image positive de l'Europe. Elle démontre que les gouvernements travaillistes et conservateurs qui se sont succédé ont gardé une ligne politique semblable et constante vis-à-vis de l'Europe, à savoir son opposition, qui s'est accentuée après Maastricht dans les années

¹⁸ Margaret Thatcher, *art. cit.*

¹⁹ Winston Churchill, « Address given by Winston Churchill (Zurich, 19 September 1946) », *CVCE. EU*, <https://www.cvce.eu/en/obj/address_given_by_winston_churchill_zurich_19_september_1946-en-7dc5a4cc-4453-4c2a-b130-b534b7d76ebd.html>

²⁰ Bien que minoritaires, les mouvements fascistes comme le British Union of Fascists (BUF) ou encore The Union Movement de Oswald Mosley étaient tout de même présents au Royaume-Uni dans les années 1930. - François-Charles Mougel, « Peut-on parler d'un fascisme anglais ? Postface », dans Jan Dalley (dir.), *Un fascisme anglais, 1932-1940. L'aventure politique de Diana et Oswald Mosley*, Paris, Autrement, 2001, pp. 373-402.

1990 avec la montée de l'euroscepticisme. Elle explique que « cette continuité dans la politique européenne des différents gouvernements était due en partie au fait que tous baignaient dans cette même culture politique et partageaient un ensemble de valeurs communes. »²¹ Elle remarque que le comportement du Royaume-Uni reste tout de même cohérent et pas nécessairement négatif envers l'Europe car sa « politique [est] prudente, pragmatique et non théorique, axée sur la promotion du libéralisme économique et de la coopération politique intergouvernementale. »²²

George souligne la faible résonance du message pro-européen et bien qu'Edward Heath fût un authentique europhile et ait cru sincèrement au projet européen, il n'est pas parvenu pas à convaincre l'opinion.²³ En effet, même l'année de son adhésion en 1973, le Royaume-Uni était déjà vu comme « étranger » en voulant faire passer ses intérêts nationaux en priorité. Gowland et Turner choisissent l'oxymore de « partenaire réticent » pour définir la participation britannique à l'aventure européenne. La demande d'adhésion n'était pas motivée d'un enthousiasme européen mais était perçue comme un moindre mal.²⁴ Gowland et Turner présentent un Royaume-Uni qui reste à l'écart, puis tente progressivement de s'adapter aux politiques européennes jusqu'à l'élection de Blair en 1997. Tirailé entre son passé de puissance mondiale et son éventuel avenir de force régionale dans un contexte européen, la transition sera pour le moins complexe. Pour finir, l'europhile Radice se penche lui aussi sur les raisons du comportement insulaire et anti-européen des Britanniques ainsi que sur les causes d'une telle méfiance des deux côtés de la Manche. Il décrit un Royaume-Uni « vieux jeu », ancré dans le passé et dont les souvenirs se sont façonnés par son Empire. Cette vision lui coûtera cher tout au long de sa relation avec le continent.

Lorsque que le Royaume-Uni était en dehors de la CEE puis de l'UE il s'en sentait exclu et voulait participer à son projet, lorsqu'il en faisait partie il se montrait défensif et méfiant. Sans grande conviction et plutôt par nécessité, le regard des travaillistes et des conservateurs s'est toutefois tourné vers l'Europe à maintes reprises : les deux demandes d'adhésion qui se sont soldées par le veto du général de Gaulle sous Macmillan et Wilson en 1961-1963 et 1967 ; l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE par Edward Heath, le 1^{er} janvier 1973 ; la victoire

²¹ Pauline Schnapper, *op. cit.*, p.198.

²² *Ibid.*, p. 92.

²³ Stephen George, *op. cit.*, p. 275.

²⁴ David Gowland et Arthur Turner, *Reluctant Europeans*, Routledge, London et New York, 2000, p. 115.

écrasante du « oui » au référendum de 1975 sur le maintien du Royaume-Uni dans la CEE ; et pour finir le tournant europhile, enthousiaste mais ambivalent, du Parti travailliste à la fin des années 1990 fièrement exposé par le *New Labour* de Tony Blair après 18 années passées dans l'opposition en sont les démonstrations.

En somme, le Royaume-Uni a toujours conçu l'Europe à travers le libre-échange, l'Atlantisme, l'intergouvernementalisme et la préservation de la souveraineté nationale. Sa vision pragmatique et prosaïque diverge de la vision idéologique et progressive qu'incarne le projet européen. Cependant, le Royaume-Uni a tout de même contribué à la construction de la CEE (et plus tard de l'UE) malgré une distance et une prudence évidentes.

1.2 La résistance au Brexit

La mobilisation contre le Brexit s'inscrit dans une dimension protestataire menée par les militants, qui ont décidé de réagir aux résultats du référendum de 2016. Cette réaction a donné naissance au mouvement pro-européen, qui a tenté de renverser le Brexit par le biais d'une campagne locale. Les militants attribuent la victoire du camp *Leave* à une manipulation de l'opinion notamment par la propagation de mensonges au sujet de l'Europe, renforçant ainsi le sentiment d'injustice. Leur motivation s'explique par le désir d'exposer au grand jour ce qu'ils considèrent comme une injustice et de revendiquer ce qui selon eux, leur revient de droit : la citoyenneté européenne et l'appartenance à une union qui défend des valeurs qui leur sont essentielles. En effet les « valeurs européennes » telles que la dignité humaine, la liberté, l'État de droit, la démocratie, l'égalité et les droits de l'Homme sont des concepts auxquels les pro-européens s'identifient et qui constituent l'héritage culturel de l'UE.²⁵ Pour Gamson, le « cadre d'injustice » (*injustice frame*) constitue une pièce maîtresse dans le processus de mobilisation.²⁶ Faute d'un soutien politique de la part de l'opposition, les pro-européens se sont battus contre les gouvernements conservateurs pour empêcher le Brexit et préserver les prérogatives jusqu'à là garanties par l'UE. La campagne des militants s'est alors articulée principalement au niveau

²⁵ Ces valeurs ont été notamment définies dans l'article 2 du traité de l'Union européenne : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. » - https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF

²⁶ William A. Gamson, *Encounters With Unjust Authorities*, Homewood, III Dorsey Press, 1982.

local dans le but de convaincre l'opinion et d'obtenir le soutien des élus. Brenda Ashton, cheffe de campagne du groupe LfE, me confiait en 2018 la difficulté de la campagne *remain* à gagner l'appui du Parti travailliste de Jeremy Corbyn, qui restait équivoque sur la question :

The problem is that we don't have an opposition here... We don't have a political opposition to the Tories, the Labour leadership is not in opposition, it is supporting Brexit. So, the way we wanted to do this is work through our pro-EU remain MPs and through changing the public's mind, people on the streets.²⁷

Il semble alors opportun de s'intéresser à l'étude des mouvements sociaux afin de pouvoir analyser les ressorts de cette mobilisation. En nous appuyant sur les théories de l'organisation des mouvements sociaux, nous tenterons de définir les paramètres d'émergence, d'organisation et de longévité chez les groupes locaux anti-Brexit. À cet effet, trois axes théoriques principaux ont été retenus: la mobilisation des ressources, les opportunités politiques et enfin la cadre analyse. Les mouvements sociaux se meuvent dans ce que McAdam appelle les « structures d'opportunités politiques » (*political opportunity structures*). Ces facteurs exogènes influencent de manière positive ou négative la naissance et l'évolution d'un mouvement social. Ces structures sont comme un moyen de prédire leur émergence, leur longévité dans le temps, leur mode opératoire et leurs revendications.²⁸ Elles dépendent de changements institutionnels et idéologiques venant des instances de pouvoir qui s'offrent aux militants.²⁹ L'étude de McAdam sur les droits civiques des Noirs aux États-Unis démontre que les mouvements sociaux se font et se défont en fonction de l'environnement politique qui s'offre à eux.³⁰

◆ Les opportunités politiques

Dans leur étude de l'échec de la campagne *Remain*, Fagan et van Kessel se sont essentiellement intéressés aux effets de cadrage (*framing*), c'est-à-dire, à l'analyse du discours pro-européen au sein de la campagne *Remain*. L'étude des cadres a toute son importance : Gamson et Meyer mettent en garde contre le caractère trop inclusif des opportunités politiques. En effet, les deux auteurs en viennent à la conclusion que les opportunités politiques sont devenues une référence

²⁷ Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

²⁸ David S. Meyer et Debra C. Minkoff, « Conceptualizing Political Opportunity », *Social Forces*, Vol. 82, No. 4, 2004, p. 1457-1492.

²⁹ Doug McAdam, « Conceptual origins, current problems, future directions » dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *Comparative Perspectives of Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008⁹.

³⁰ Doug McAdam, « Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, Vol. 54, No. 5, octobre 1989, pp. 744-760.

« fourre-tout » en sociologie et tendent à négliger les facteurs, conditions et circonstances dans lesquels les mouvements sociaux émergent et se développent. Les opportunités peuvent façonner ou restreindre les mouvements sociaux mais ceux-ci peuvent également créer des opportunités.³¹

L'émergence et le déclin du mouvement protestataire en faveur d'un Royaume-Uni dans l'UE semblent dépendre principalement des opportunités politiques. C'est en effet le Brexit qui a provoqué la mobilisation et l'élection d'un gouvernement conservateur en 2019 suivie de la sortie officielle de l'UE, qui ont conduit le mouvement à sa perte. Les militants n'ayant pas réussi à atteindre leur objectif premier, qui consistait à empêcher le Brexit, ils ont éprouvé des difficultés à maintenir une cohésion au sein de la campagne. Néanmoins, nous rejoignons Gamson et Meyer, puisque, comme le démontrent Fagan et van Kessel, c'est bien l'incapacité des militants à construire et transmettre un message pro-européen qui a engendré l'échec de la campagne.

◆ Les effets de cadrage

Selon l'expression créée par Benford et Snow au début des années 1980, l'action collective s'articule autour des « cadres » d'interprétation (*framing*) qui sont un ensemble d'actions axées sur des croyances et des symboles qui rendent les activités et les campagnes des mouvements sociaux légitimes.³² Or, les auteurs ne disent rien (ou peu) sur les paramètres structurels, organisationnels et stratégiques qui ont permis au mouvement pro-européen d'exister durant toute la période des négociations. La myriade de groupes locaux ainsi que l'amateurisme du mouvement viennent entraver une telle initiative : c'est pour cela que nous avons décidé de choisir LfE comme groupe représentatif du mouvement. La partie deux constitue une étape cruciale dans cette démarche empirique car ce sont les théories de la mobilisation des ressources, des opportunités politiques et des effets de cadrage qui donnent la possibilité d'expliquer l'émergence d'un épisode militant.

Oberschall considère que la plupart des mouvements sociaux émergent en réaction à un changement ou une nouvelle politique qui affectent leurs intérêts ou bien leur vie de manière

³¹ William A. Gamson et David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », dans Doug McAdam *et al.*, *op. cit.*, p. 275-290.

³² Robert D. Benford et David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, 2000, pp. 611-639.

négative. Il souligne la difficulté de trouver les raisons qui expliquent la naissance ou la résurgence d'un mouvement.³³ Touraine, quant à lui, décrit un mouvement social comme « *l'action collective organisée par laquelle un acteur dominant ou dominé lutte pour la direction sociale de l'historicité dans un ensemble historique concret.* »³⁴ Enfin, pour Rucht un mouvement social est à la fois un ensemble de groupes et d'organisations prêts à se mobiliser pour protester pour promouvoir ou résister aux changements sociaux et des individus qui participent à des activités protestataires ou bien qui contribuent aux ressources sans pour autant être affiliés aux groupes ou organisations.³⁵

◆ La mobilisation des ressources

Oberschall à qui la théorie « classique » revient, définit la mobilisation des ressources comme l'aspect central d'une mobilisation : celle-ci résulte d'un processus par lequel les ressources de chaque membre du groupe sont rassemblées dans le but d'obtenir et défendre les intérêts du groupe.³⁶ La théorie de la mobilisation rompt avec la théorie du comportement collectif (*collective behaviour*) qui mettait l'accent sur les mobilisations violentes et les revendications purement matérielles, comme les travaux d'Olson le préconisaient. La mobilisation des ressources englobe toutes sortes de mouvements sociaux y compris ceux à dimension idéologique et politique. Autrement dit, alors que la théorie du comportement collectif répondait à la question « pourquoi », le concept de la mobilisation des ressources cherche à savoir « comment » les mouvements sociaux fonctionnent à travers la mobilisation des militants, l'émergence et l'évolution du mouvement, son échec ou bien sa réussite à obtenir gain de cause.

D'un autre côté, McAdam, McCarthy et Zald remettent en question le paradoxe d'Olson et définissent les structures de mobilisation comme pouvant être désintéressées de la cause qu'elles revendiquent.³⁷ Les « mouvements sociaux professionnels » en sont l'exemple flagrant. Pour les auteurs, les mouvements sociaux peuvent être fondés (ou non) sur les doléances de ses

³³ Anthony Oberschall, *Social Movements. Ideologies, Interests and Identities*, Routledge, London and New York, (1993) 2017, p. 17.

³⁴ Alain Touraine, *op. cit.*, p. 52 (présentation originale).

³⁵ Dieter Rucht, « The impact of national contexts on social movement structures: A cross-movement and cross-national comparison » dans Doug McAdam *et al.*, *op. cit.*, p. 185-204.

³⁶ Anthony Oberschall, *op. cit.*, p. 56.

³⁷ John D. McCarthy et Mayer, N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, No. 6, mai 1977, pp. 1212- 1241.

bénéficiaires présumés. Les membres moraux (individuel et en groupe) peuvent être la principale source de soutien. Dans certains cas, les sympathisants, ceux qui fournissent les ressources (argent, infrastructures ou même l'effort), n'adhèrent pas nécessairement aux valeurs véhiculées qui sous-tendent le mouvement en question.³⁸ En effet, les militants des groupes locaux en Grande-Bretagne³⁹ ont rejoint le mouvement sans en tirer directement profit. Ils se sont par exemple battus pour que les droits de résidence des citoyens européens au Royaume-Uni et pour leurs homologues britanniques en Europe soient maintenus alors qu'eux-mêmes ne sont pas menacés d'expulsion. Ils militaient également pour leurs enfants et les générations futures.

◆ Cycles de mobilisation et structures de veille

Il s'agira alors de décrire et analyser la manière dont le mouvement pro-européen s'est construit dans le but d'empêcher le Brexit. Pour cela, nous prendrons en considération les ressources qu'ils ont mobilisées, les opportunités politiques qui leur ont permis (ou empêché) d'atteindre leur objectif de campagne et enfin, la façon dont ils ont tenté de convaincre la population britannique de soutenir la cause *Remain*. Par ailleurs, l'existence et le rôle du EM lors de campagnes d'adhésion dans les années 1960, ou encore référendaires de 1975 et 2016, dévoile les limites de ce que Taylor appelle « les structures de mise en veille » (*abeyance structures*).⁴⁰ Remettant en cause la théorie des cycles de mobilisation de Tarrow (*cycle of protest* ou *cycle of collective action*)⁴¹ qui identifie un début et une fin pour chaque mouvement, Taylor, soutenant la thèse défendue par Mizruchi, affirme la présence d'une continuité. Par conséquent, elle soutient qu'un mouvement ne meurt jamais. Selon Taylor, un mouvement social ne disparaît jamais réellement, il se met « en veille », moment durant lequel celui-ci renforce sa base de soutien et s'adapte aux changements sociaux et politiques pour ensuite resurgir lors que les opportunités politiques le permettent.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Ici il est fait référence à la Grande-Bretagne car les groupes étudiés dans le cadre de cette thèse proviennent majoritairement de l'Angleterre et quelques-uns de l'Écosse, excluant de ce fait l'Irlande du Nord.

⁴⁰ Verta Taylor, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol. 54, octobre 1989, pp. 761-775.

⁴¹ Sidney Tarrow, « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention. », *Social Science History*, vol. 17, no. 2, 1993, pp. 281–307.

Cependant, nous verrons dans la partie deux que le mouvement pro-européen n'est pas resté actif entre les deux référendums. En outre la mobilisation anti-Brexit apparue en 2016 constitue une initiative purement militante et par conséquent, différente des campagnes précédentes essentiellement dirigées par les élites. Néanmoins, nous pourrions spéculer sur la longévité du mouvement en supposant qu'après la victoire des conservateurs en décembre 2019, la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE l'année d'après et la crise sanitaire de l'hiver 2020, le mouvement pro-européen pourrait s'être mis en veille.

La section suivante aborde l'approche méthodologique qui a permis de traiter le mouvement pro-européen à travers le groupe échantillon LfE. Le corpus ainsi que les différentes méthodes appliquées y seront présentés afin de mieux comprendre la démarche entreprise pour cette étude de cas.

III. Étude de cas : *Liverpool for Europe*

Cette thèse propose une étude empirique du militantisme anti-Brexit outre-Manche. Nous nous intéresserons aux initiatives *grassroots* opérant principalement au Royaume-Uni mais aussi en Europe (France, Italie, Espagne) dans une démarche comparative par le biais d'entretiens (réalisés sur le terrain ou à distance) accompagnés d'une observation ethnographique des associations/groupes locaux et nationaux pro-européens. Ce qui anime, définit et fait perdurer le mouvement pro-européen au Royaume-Uni est au cœur de notre réflexion. Le mouvement est né et s'est développé tardivement sur la scène militante, politique et médiatique, en même temps que le Brexit, cet élément sera à prendre avec la plus grande des considérations dans notre analyse.

1.1 Corpus et modalités de l'enquête

Notre corpus comprend 19 associations et groupes pro-européens (locaux, nationaux et européens), six immigrés britanniques vivant dans la ville de Bordeaux et ses alentours, quatre universitaires, un ancien militant du désarmement nucléaire, trois militants britanniques et le parti politique Renew. Tous ont été interrogés. Les entretiens viendront apporter des précisions sur la définition et l'interprétation du sentiment pro-européen ainsi que sur l'impact du Brexit sur la vie des militants. D'autre part, ils fourniront des éléments de comparaison concernant la structure, l'organisation et le réseau de la campagne *Remain* au niveau local. Plus largement, ils fourniront des renseignements sur le fonctionnement et la collaboration mise en place avec les groupes nationaux.

La mobilisation des militants consécutive au référendum de 2016 a fait l'objet de relativement peu de publications au Royaume-Uni et en France pour l'instant et la représentation du mouvement dans la presse demeure faible. Par conséquent, le travail de terrain effectué dans les villes de Liverpool, Londres et Bristol ainsi que les entretiens (sur place et à distance) ont permis d'analyser divers aspects du militantisme pro-européen. Nous nous sommes particulièrement intéressés à l'interprétation et aux manifestations du sentiment pro-européen mais également à l'identité du mouvement dans un contexte contemporain.

La résistance au Brexit s'illustre principalement à travers plus de 200 groupes locaux répartis sur le territoire britannique, une campagne nationale essentiellement militante (même si nous verrons qu'une campagne nationale a tenté de superviser les opérations depuis la Millbank Tower à Londres en 2018) et le lancement du journal indépendant *The New European* le 8 juillet 2016. Face à ce que les pro-européens appellent « this mess » ou encore, plus trivialement « bollocks »,¹ les militants ont progressivement formé des groupes et associations, locales, le plus souvent, dans le but d'empêcher la sortie de l'UE et de protéger les droits des citoyens, tant sur le continent qu'au Royaume-Uni. La multiplicité des groupes et la nature dilettante de la mobilisation anti-Brexit nous a encouragés à avoir recours à un groupe dit « échantillon. »

LfE, groupe très actif durant la campagne post-référendaire *Remain* et avec lequel un contact régulier a été établi depuis 2018, constitue un échantillon « fiable » pour plusieurs raisons : le nombre de ses membres correspond à l'envergure moyenne des groupes que j'ai interrogés. Une dizaine de membres permanents, une vingtaine de membres actifs, une équipe de terrain pour la distribution de tracts, une quinzaine d'adhérents et enfin quelques milliers d'abonnés sur les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter. Les militants membres d'un groupe comme LfE communiquent principalement par le biais d'outils de messagerie comme WhatsApp ou Messenger. Ils ont recours à la page Facebook du groupe pour diffuser leurs messages plus largement. Avant d'entrer dans l'analyse socio-démographique détaillée des membres de LfE, il convient de dire que l'absence de jeunes recrues a été un obstacle rencontré par tous les groupes avec lesquels je me suis entretenue.

LfE présente une hiérarchie et une organisation rigoureuse et est toujours actif au moment de la rédaction de cette section. C'est un groupe indépendant et autofinancé par les diverses donations et les adhésions des membres et sympathisants. Les membres permanents (*core members*) qui forment le comité se réunissent tous les mois de manière plus ou moins formelle afin de faire le point sur leurs stratégies de campagne. La majorité de leurs activités consistait à agir localement pour influencer à la fois l'opinion et les élus locaux qu'ils sollicitaient

¹ Voulant adopter une ligne radicale, le programme pour les élections européennes de 2019 des libéraux-démocrates avait pour titre : « Bollocks to Brexit. »

régulièrement dans le but d'obtenir un soutien par la voie parlementaire. Ils ont fait également appel à la presse, notamment à leur journal local *Echo* qui publiait régulièrement des articles écrits par les militants. Enfin, il est utile de préciser que toutes les informations récoltées et mentionnées à propos de LfE m'ont été transmises de manière privée et ne font pas l'objet de documents accessibles au grand public, d'où l'absence de références.

1.2 Cadre méthodologique

Pour connaître, comprendre et analyser le mouvement, des entretiens qualitatifs, une observation ethnographique², le recours à des questionnaires et le travail en archives³ ont été privilégiés. Ces quatre modes opératoires sont venus compléter les recherches théoriques portant sur la résistance au Brexit, et plus précisément sur la résurgence ou non d'un sentiment pro-européen. Entre septembre 2017 et novembre 2021 des groupes, militants et sympathisants pro-européens ont répondu à des questions portant à la fois sur leur engagement, leurs motivations, leurs craintes ainsi que leurs histoires personnelles mais aussi sur l'organisation, la structure et le réseau du groupe auquel ils appartiennent. Le but était de comprendre à la fois comment le groupe s'était créé, connaître le profil des membres ainsi que les objectifs et les stratégies mises en place pour contrecarrer le Brexit.

Les questions posées aux chefs de campagne se fondaient sur l'hypothétique résurgence du sentiment pro-européen et portaient principalement sur la structure interne du groupe (organisation), sur des éléments biographiques (vie personnelle), des facteurs idéologiques (valeurs) et les ressources (niveau d'étude, connaissances, financements). L'âge, le sexe, le

² Cette méthode d'observation revient au sociologue Émile Durkheim et se définit par « une méthode de la science de l'anthropologie dont l'objet est l'étude descriptive et analytique, sur le terrain, des mœurs et des coutumes de populations déterminées. » Elle est très répandue dans le domaine du marketing et les sciences de management – Fatou Diop Sall, « Chapitre 8. La méthode ethnographique » dans Françoise Chevalier *et al.*, *Les méthodes de recherche du DBA*, EMS éditions, 2018, p.140-157.

³ Le travail en archives s'est déroulé au cours du dernier travail de terrain à Liverpool : du 1^{er} au 8 novembre 2021. Brenda Ashton, cheffe de campagne du groupe Liverpool for Europe (LfE) m'a donné l'accès aux documents du groupe qu'elle a conservés dans plusieurs classeurs. Certains étaient également accessibles sur la DropBox de LfE. J'ai pu consulter et scanner une pléthore de documents comme les statuts du groupe, les comptes-rendus de réunions (2017-2021), les budgets dégagés pour les journées d'action, des coupures de presse, les lettres que les membres du groupe ont écrites au journal local *Echo*, les brouillons de stratégies de la campagne, les rapports d'assemblées générales sur le déroulement de la campagne, les études d'impact du Brexit, les photos et vidéos prises lors des stands de rue et événements anti-Brexit, les tracts distribués au cours des journées d'action.

parcours professionnel, l'identité ethnique, les préférences politiques des membres etc. ; l'articulation du groupe au niveau local ainsi que l'implication personnelle de ses membres dans les initiatives proposées par LfE ont été analysées. En effet, la plupart des participants ont un lien ou ont eu un lien avec l'Europe pour des raisons personnelles ou professionnelles et ont toujours soutenu la cause européenne. La plupart des *remainers* appartiennent à la classe moyenne britannique blanche, sont âgés de plus de 50 ans (souvent retraités) et diplômés. Les associations étudiées reflètent donc une certaine réalité sociale britannique, qui diffère de celle des partisans du *Leave*, issus pour beaucoup de la classe ouvrière et vivant dans le Nord et/ou les zones périurbaines. Pour Corrigan-Brown les facteurs idéologiques (appartenance religieuse, soutien pour une cause, l'efficacité), les ressources (argent, niveau d'études, connaissances) et les facteurs biographiques (mariage, enfants, emploi, âge) sont les éléments qui permettent de comprendre vers quelle trajectoire un individu va se diriger. Ces éléments permettront donc de spéculer sur la durée de la participation des membres au sein de LfE. Les facteurs les plus déterminants sont la situation familiale. Les individus qui restent célibataires et ceux qui sont divorcés sont plus enclins à s'engager. Si le mariage peut être un obstacle à la participation, cependant, les enfants influencent de manière positive le militantisme car être parent peut encourager un certain type d'action militante, telles les causes en lien avec l'éducation ou les enfants. L'emploi constitue un autre facteur : sans surprise, ceux qui travaillent beaucoup (80h/semaine) sont moins engagés que ceux qui travaillent moins (40h/semaine). Enfin, l'âge peut déterminer l'engagement : les jeunes actifs ont plus de temps libre car ils n'ont pas d'obligations familiales. De la même manière, les retraités, divorcés, veufs s'engagent davantage.⁴

Cependant, Byrne remarque que les facteurs démographiques ne suffisent pas à définir un mouvement social chez les militants issus de la classe moyenne. Ce dernier remarque que parmi les individus ayant poursuivi des études, certains sont apathiques ou indifférents envers les mouvements sociaux. Il se questionne donc sur le facteur qui pousse un individu à s'engager.⁵

⁴ Catherine Corrigan-Brown, *Patterns of Protest*, Stanford University Press, Stanford, California, 2012, p. 33-5.

⁵ Paul Byrne, *op.cit.*, p.73-4.

En complément des entretiens, les séjours de terrain à Liverpool, Londres et Bristol que j'ai effectués durant cette période. Ils ont permis une immersion au sein du mouvement à travers une observation ethnographique des groupes, individus et militants (mais aussi opposants) en action, que ce soit à leur stand de rue à Bristol, pendant un *sit-in* à Londres⁶ ou encore lors d'une marche anti-Brexit à Liverpool. Les phases de terrain comprennent également des situations plus informelles comme des conversations spontanées dans des pubs, restaurants ou encore au domicile de certains militants. La place que j'ai occupée au sein du mouvement durant ces trois séjours reste difficile à définir. Avec ma méconnaissance initiale de ce milieu, j'ai tenté d'observer dans un premier temps.⁷ En effet, « comme sur d'autres terrains, l'ethnographie des mobilisations collectives confronte le chercheur au problème de la place qu'il pourra occuper, difficilement définissable à l'avance. »⁸ Pour Lichterman l'observation participante se définit par l'observation et la participation à l'action sociale pendant son déroulement. Elle permet au chercheur de s'interroger sur l'activisme de tous les jours ou encore les « signes implicites » (*implicit meanings*) qui passent souvent inaperçus. Lichterman nous encourage à prêter attention aux éléments souvent pris pour acquis dans l'observation du militantisme : sous quelles formes s'exerce la citoyenneté au sein du mouvement ? De quelle manière les militants tissent des liens entre eux ? Quelle est la place des militants dans la société ? Le sociologue américain présente les limites des recherches sur l'organisation des mouvements sociaux et explique que l'observation participante contribue à capturer les informations implicites de l'identité d'un mouvement.⁹ De plus, il observe que c'est à travers les différents rassemblements où les militants expriment leurs préoccupations et discutent de stratégies qu'ils pratiquent le plus, en effet, il considère les mouvements sociaux comme des « ateliers de démocraties », des « forums de la citoyenneté. » Lichterman reconnaît que les membres du groupe interagissent et endossent des responsabilités en fonction de la relation qu'ils entretiennent les uns avec les autres, laissant ainsi une place à l'initiative de la part des membres dans une hiérarchie pourtant établie, ou ce qu'il appelle « faire de la politique personnalisée » (*personalised politics*).

⁶ Ce *sit-in* s'était finalement transformé en petite manifestation, illustrant ici encore l'amateurisme du mouvement.

⁷ « Le degré d'engagement ne détermine pas mécaniquement la « bonne distance » nécessaire au travail d'objectivation et la participation active à une mobilisation n'est pas incompatible avec son analyse distanciée. » - Christophe Broqua, « Observation ethnographique » dans Olivier Fillieule *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 410-416

⁸ *Ibid.*

⁹ Paul Lichterman, « What Do Movement Mean? The Value of Participant-Observation », *Qualitative Sociology*, Vol.21, No. 4, 1998.

Certains mouvements sont en revanche décentralisés (*decentralized movements*) et ce sont les leaders du groupe qui vont plutôt décider des directives de campagne à adopter. Pour finir, il prend en considération l'aspect biographique des participants qui explique le passage à l'action.¹⁰

Balsiger et Lambelet présentent l'observation participante comme cruciale dans l'étude des mouvements sociaux. Elle permet de porter un regard analytique sur des éléments parfois invisibles (partie immergée de l'iceberg) dans certaines circonstances. Le chercheur a non seulement la possibilité d'observer les stratégies du groupe mais aussi d'écouter les conversations et les débats sur les stratégies à adopter, lesquelles sont retenues, celles mises de côté par les militants etc.¹¹ En d'autres termes, observer et participer à ce que l'on pourrait qualifier de « simples » conversations, événements « anodins », moments « ordinaires » etc. avec les militants permettrait en réalité au chercheur de fabriquer et comprendre le puzzle complexe du mouvement étudié.¹²

L'objectif du recours au questionnaire qualitatif est de mieux connaître le profil socio-démographique des membres de LfE. Les questions ont été envoyées au groupe Liverpool for Europe : j'ai pu obtenir les réponses de 67 membres et sympathisants. Agrikolianski annonce que « l'enquête par questionnaire constitue [...] un outil fondamental pour l'étude des mouvements sociaux : c'est la seule technique qui permette d'accéder à une connaissance empirique directe d'un nombre représentatif de protestataires. » Cependant, il souligne également qu'il est quasiment impossible d'obtenir un échantillon réellement représentatif.¹³ L'intérêt de l'enquête par questionnaire comme l'explique Agrikolianski, « permet de constituer un corpus de données relatives aux caractéristiques, à la composition et à l'histoire de groupes militants investis dans un champ d'action donné. »¹⁴ Pour Blanchet *et al.*, le recours au questionnaire va permettre d'isoler certains paramètres propres au mouvement : « [I]e

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Philip Balsinger et Alexandre Lambelet, « Participant Observation » dans Donatella Della Porta (ed.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford University Press, 2014, pp. 145-168.

¹² *Ibid.*

¹³ Eric Agrikolianski, « L'enquête par questionnaire » dans Olivier Fillieule *et al.*, *op. cit.*, p. 231-237.

¹⁴ *Ibid.* p. 231.

questionnaire informe sur les caractéristiques de populations spécifiques et, en les classant, permet d'établir un lien de causalité probable entre les caractéristiques descriptives et les comportements. L'entretien relève de la logique d'une action, de son principe de fonctionnement. »¹⁵ De Singly explique que « le questionnaire est une excellente méthode pour l'explication de la conduite. »¹⁶ Pour être recevable il doit se faire avec un souci de mise en perspective : c'est pour cette raison que le questionnaire a été utilisé à plusieurs reprises au sein de LfE afin d'étudier l'évolution du mouvement dans le temps.

Ce questionnaire a permis de dresser une typologie du profil des militants, dans le but de les identifier, de connaître leurs préférences politiques, leur expérience du militantisme et leur opinion sur la campagne. Les réponses des militants seront susceptibles d'être influencées par la situation qu'ils subissent¹⁷ et ces derniers n'ont bénéficié que de très peu, voire d'aucun recul. Au-delà de la marge d'erreur inhérente à chaque questionnaire, les membres du groupe y ont répondu sur la base du volontariat,¹⁸ ce qui peut faire varier sensiblement ou « insensiblement » le nombre de réponses espérées, car il est reconnu que les questionnaires en ligne ne sont pas ceux qui récoltent le plus de réponses.¹⁹ Cependant, l'envoi du dit questionnaire par le biais de la liste de diffusion de LfE, nous a donné quelques garanties.

¹⁵ Alain Blanchet, Anne Gotman et François de Singly, *L'entretien*, Armand Colin, Paris, 2007².

¹⁶ François De Singly, *Le questionnaire*, Armand Colin, Paris, 2016⁴, p. 19.

¹⁷ « On gagnerait en particulier à considérer les réponses aux questionnaires administrés au cours des événements protestataires non comme des données brutes, mais plutôt comme le fruit de stratégies complexes de mise en scène de leur identité par les répondants. » - Eric Agrikiliansky, *art. cit.*

¹⁸ « Puisque le chercheur ne sélectionne pas les individus de manière probabiliste, ce sont les individus eux-mêmes qui décident de s'inclure ou non dans l'échantillon, et l'autre question est donc de savoir qui « veut » participer aux enquêtes par Internet. C'est le problème de l'autosélection (self-selection). » - Didier Fripiat et Nicolas Marquis, « Les enquêtes par Internet en sciences sociales : un état des lieux », *Population*, vol. 65, no. 2, 2010, pp. 309-338.

¹⁹ Hervé Fenneteau, *Enquête : entretien et questionnaire*, Dunod, Paris, 2015³.

IV. Plan de la thèse

La première partie de cette thèse portera sur le contexte historique de la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe du traité de Rome signé par les Six en 1957 jusqu'au 1^{er} janvier 2021. La manière dont chaque gouvernement a pu percevoir le projet européen et a traité la question européenne apportera un éclairage sur les raisons pour lesquelles le Royaume-Uni en est arrivé à sortir de l'UE, en mettant en lumière l'échec des initiatives pro-européennes et celui des dirigeants à convaincre l'opinion du bien-fondé d'un maintien dans l'UE en 2016.

Dans un deuxième temps, la mobilisation des ressources, opportunités politiques et les effets de cadrage permettront de théoriser le mouvement pro-européen à travers la mobilisation militante. Apparu après les résultats du référendum de 2016, le mouvement pro-européen incarne un phénomène inédit dans l'histoire sociale du Royaume-Uni. L'Europe, jusque-là confinée à la sphère politique et dominée par l'euro-scepticisme depuis la fin des années 1980, est entrée dans la société civile qui a tenté de rétablir un discours pro-européen outre-Manche et en a appelé au soutien du Parti travailliste. Nous reviendrons sur le concept épineux de l'identité britannique à travers les témoignages des *remainers* et la manière dont les militants l'ont communiquée dans leur campagne.

La troisième et dernière partie sera consacrée à l'étude de cas : Liverpool for Europe. Au sein d'une mobilisation, Alain Touraine explique que le rôle du chercheur est d'identifier les paramètres qui s'apparenteraient à un mouvement social. C'est ce que nous tenterons d'entreprendre à travers les structures étudiées qui guideront notre analyse du mouvement pro-européen. De ce fait, les entretiens, le travail d'archives et l'observation participante (encore appelée « formule faible »)¹ et ainsi les résultats empiriques qui en découlent seront analysés afin de trancher quant à l'existence du/d'un sentiment pro-européen. LfE permettra de groupe échantillon pour décrire en détail l'organisation, la structure et le réseau pro-européen créés par les groupes locaux ainsi que la relation dysfonctionnelle avec les organisations nationales. Enfin, afin de connaître les intentions futures des militants et de spéculer sur la longévité du mouvement, les pro-européens interrogés se livreront, pour beaucoup, à une évaluation critique de l'ensemble de la campagne *Remain*.

¹ « L'observation participante est une méthode utile pour comprendre la résistance d'un groupe dominé. » - Alain Touraine, *op. cit.*, p. 254-55.

**PARTIE UNE : L'EUROPE VUE
À TRAVERS LES
GOUVERNEMENTS
SUCCESSIFS AU ROYAUME-
UNI DE 1957 À 2019**

The question cannot be: how European are we? The question has to be: what best serves our interests as British patriots?

Gordon Brown, *Britain Leading, Not Leaving*, 2016, p. 3.

Introduction

En 2016, Gordon Brown recentrait la question européenne autour du patriotisme britannique dans son ouvrage *Britain Leading, Not Leaving*. Pour l'ancien Premier ministre travailliste, se sentir européen c'est savoir s'identifier à son pays. Or, le Brexit a ravivé une crise identitaire dormante au Royaume-Uni ainsi qu'un réalignement politique au sein de l'électorat britannique. Le vote en faveur de la sortie de l'UE a également mis en lumière l'échec de la classe politique à promouvoir l'appartenance à l'Europe économique, sociale et politique telle qu'elle a été conçue puis mise en œuvre par les six pays fondateurs. Finalement inclus à la table des discussions à partir de 1973, les dirigeants britanniques, eux-mêmes peu (voire pas) convaincus de l'importance de l'Europe dans les affaires politiques et sociales du Royaume-Uni, n'ont jamais vraiment été capables de proposer une vision claire du projet européen. Exclue des discussions de leur propre gré, elle n'a pas pu contribuer à l'élaboration de ce projet et à sa concrétisation. Après deux refus, le Royaume-Uni est finalement entré dans la CEE en 1973. Cette adhésion tardive n'a pas permis aux dirigeants d'influencer le projet européen tel qu'ils l'auraient souhaité, les obligeant ainsi à se plier à un système déjà établi et largement favorable à la France.¹ Le Royaume-Uni a toujours éprouvé des difficultés lorsque cela impliquait renoncer à son passé profondément marqué par l'Empire et se tourner vers un avenir, qui semblait se trouver de l'autre côté de la Manche. Selon Radice, si le Royaume-Uni avait été membre de la CEE à ses débuts, il aurait eu la possibilité d'orienter ses politiques, en particulier celles concernant l'agriculture, à son avantage. De plus, les Britanniques auraient obtenu un meilleur accord pour le Commonwealth. Radice critique le manque de vision et l'absence d'anticipation du Royaume-Uni qui, à terme, l'ont empêché de façonner la CEE (au moins de manière partielle) à son image.² Saunders nuance l'argument souvent mis en avant par les

¹ Bogdanor nuance cet argument : même si le Royaume-Uni avait rejoint la CECA à ses débuts le pays aurait été confronté à des différences de taille avec les Six notamment d'ordre institutionnel et politique, profondément ancrées dans l'histoire du Royaume-Uni. - Vernon Bogdanor, « Footfalls Echoing in the Memory. Britain and Europe : The Historical Perspective », *International Affairs*, Vol. 81, N°4, 2005, pp. 689-701.

² Gilles Radice, *op. cit.*, p. 97.

historiens et remarque que privilégier le continent au Commonwealth dans les années 1950 était une décision audacieuse et extrêmement spéculative que le Royaume-Uni ne pouvait se permettre notamment à cause de l'instabilité de l'économie.³ Pour Bogdanor, la difficulté qu'ont eue les Britanniques à s'identifier à l'Europe (même après leur adhésion) provient du fait qu'ils ont été spectateurs pendant que la conscience européenne se construisait outre-Manche. De plus, ils ont également sous-estimé les différences fondamentales de la structure institutionnelle et des pratiques européennes.⁴

Les discours politiques ont souvent pris des tournures sceptiques et critiques vis-à-vis de l'entreprise européenne à laquelle les continentaux aspiraient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La question européenne a connu plus d'opposants que de défenseurs outre-Manche qui n'ont eu de cesse que de placer l'Europe au second plan afin qu'elle interfère le moins possible avec les affaires nationales. Oscillant entre hésitation et rejet, les Britanniques ont acquis une réputation de partenaire réticent et ambivalent.⁵ Ils ont cherché (et trouvé avec plus ou moins de succès) l'équilibre parfait entre autonomie et coopération, toutes deux nécessaires pour servir les intérêts du pays dans un monde globalisé et interdépendant.

Séparés par un bras de mer, le Royaume-Uni et le continent européen se sont regardés avec méfiance tout au long des discussions portant sur la nécessité de s'unir et de coopérer. Que ce soit d'un point de vue industriel avec la CECA en 1951, économique avec la création de la CEE en 1957, militaire avec la CED ou encore politique et social avec l'UE en 1993, le Royaume-Uni a toujours fait preuve de réticence, voire d'hostilité. Geddes résume l'engagement britannique dans le projet européen comme étant le résultat de décisions pragmatiques qui servaient les intérêts économiques du pays avant tout et dont les décisions étaient influencées par une préférence pour l'atlantisme, l'intergouvernementalisme et le libre-échange.⁶ Loin d'être un partenariat voulu, la relation avec l'Europe dépourvue d'une dimension émotionnelle, a pourtant constitué une étape inévitable pour les Britanniques. Geddes souligne que dans une certaine mesure, le Royaume-Uni s'est tout de même montré enthousiaste envers l'entreprise européenne. Les Britanniques ont contribué grandement à la dérégulation du marché européen

³ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 43.

⁴ Vernon Bogdanor, *art. cit.*

⁵ Andrew Geddes remet en question la stigmatisation du Royaume-Uni en tant que « partenaire étrange ». Il prend l'exemple de la Norvège et ainsi que celui de la Suisse, deux pays qui n'avaient pas souhaité rejoindre la CEE lors de sa création. - Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 5.

⁶ *Ibid.*, p. 61.

et ont su faire preuve d'une collaboration redoutable en matière de sécurité et défense.⁷ Enfin, pour Pauline Schnapper « [c]onsidérer, comme le font beaucoup de continentaux, que la Grande-Bretagne est et a toujours été « anti-européenne » conduit à se méprendre sur la vision britannique de la construction européenne »,⁸ comme ce fut le cas dans les années 1940. De plus, l'auteure insiste sur le fait que l'attitude du Royaume-Uni est tout de même restée cohérente et linéaire, voire positive dans certains cas, une dimension à ne pas négliger lorsque l'on s'intéresse aux relations que Londres a entretenues avec Bruxelles : « On trouve même une grande continuité dans la politique qui a été suivie, qui se voulait positive mais prudente, pragmatique et non théorique, axée sur la promotion du libéralisme économique et de la coopération politique intergouvernementale ».⁹

Cette première partie tentera de mettre en lumière les idées, initiatives et politiques pro-européennes mises en place par les différents gouvernements travaillistes et conservateurs au Royaume-Uni de la signature du traité de Rome le 25 mars 1957 à l'écrasante victoire du Parti conservateur le 12 décembre 2019. Dans une dimension diachronique, il s'agira d'établir des parallèles entre les campagnes européennes actives au moment des demandes d'adhésion en 1961-63 et 1967, ainsi que lors du premier référendum sur la CEE en 1975 avec celles qui ont tenté de résister au Brexit.

Cette introduction reflète un découpage thématique qui reprend les principales caractéristiques qui ont fait du Royaume-Uni un partenaire « étrange » ou « réticent » comme ont pu le qualifier Radice ou Gowland et Turner. La souveraineté nationale, la souveraineté parlementaire,¹⁰ la relation avec les États-Unis ou encore celle avec le Commonwealth ont, si l'on reprend l'expression de Pauline Schnapper, constitué un « malentendu » entre le Royaume-Uni et les autres pays membres de la CEE (puis de l'UE). Ces paramètres à la fois culturels et institutionnels constituent les fondations d'une relation manquant de réciprocité en termes d'objectifs. D'un côté la vision britannique s'articulait autour d'un sauvetage économique, tandis que les autres pays européens envisageaient l'union politique dès les années 1960.

⁷ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 6.

⁸ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 60.

⁹ *Ibid.* p. 92.

¹⁰ Le principe de souveraineté dans son sens britannique est complexe. Il englobe la souveraineté nationale, parlementaire et populaire. Nous nous en tiendrons à expliquer les raisons pour lesquelles le principe de souveraineté a été un frein à l'intégration européenne et n'avons pas pour ambition de développer davantage ces notions qui ne sont pas centrales à cette thèse.

◆ Souveraineté nationale

De la même manière que la fin de l'Empire, la dévolution ou bien l'immigration venant du Commonwealth, l'Europe a été perçue comme une menace pour la souveraineté nationale.¹¹ La signature de l'Acte des communautés européennes (*European Communities Act*) en 1972 permettant l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE fut vécue par le pays comme l'affaiblissement (voire la fin) de la souveraineté nationale ou, comme le dit Pauline Schnapper, « un renoncement à son identité. »¹²

Pour Gifford, la souveraineté nationale est un élément clé lorsque l'on cherche à comprendre les raisons pour lesquelles la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe a été si conflictuelle.¹³ Ichijo le confirme : depuis que le Royaume-Uni a rejoint la CEE, l'Europe a été perçue comme une menace à la souveraineté parlementaire et nationale.¹⁴ Young souligne néanmoins que le Parti conservateur y était davantage attaché que le Parti travailliste, pour qui entrer dans la CEE sonnait la fin du socialisme.¹⁵

Par ailleurs, pour Heppell et Hill, le Parti conservateur repose sur des croyances capitalistes : production de richesses, propriété privée et interventionnisme étatique limité. Bien que selon les conservateurs chaque individu soit responsable de sa propre réussite, ils estiment néanmoins que l'État doit être garant d'une certaine cohésion sociale pour ne former qu'« une nation » (« *One Nation* »). Les conservateurs sont attachés au principe de nation et sont également soucieux de la préservation de l'ordre établi dans le but de préserver la paix et la sécurité.¹⁶

Par ailleurs, Wallace insiste sur la dimension émotionnelle du concept de souveraineté nationale dans l'esprit du peuple britannique, arme particulièrement efficace en politique.¹⁷ La campagne *Leave* avait mis en avant cet argument pour convaincre l'électorat de l'incompatibilité avec le

¹¹ Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 27.

¹² Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 36.

¹³ Chris Gifford, « The UK and the European Union: Dimensions of Sovereignty and the Problem of Eurosceptic Britishness », *Parliamentary Affairs* Vol. 63 No. 2, 2010, pp. 321–338.

¹⁴ Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 17.

¹⁵ Hugo Young, *op. cit.*, p. 240.

¹⁶ Timothy Heppell et Michael Hill, « Ideological Typologies of Contemporary British Conservatism », *Political Studies Review*, Vol. 3, No. 3, septembre 2005, pp. 335-355.

¹⁷ William Wallace, *art. cit.*

transfert de la prise de décisions vers Bruxelles.¹⁸ Comparé à une vision proche de celle de la Corée du Nord par les pro-européens, le slogan référendaire « *Taking back control* » garantissait une reprise du contrôle sur les affaires politiques.¹⁹ De son côté, la campagne *Remain*, ne trouva pas d'arguments de taille et répondit simplement qu'une sortie engendrerait non pas une réappropriation mais une perte de contrôle : « It was the greatest weakness of the Remain campaign that they failed to challenge Leave's definition of sovereignty and explain that the reality of Brexit meant throwing control away, not taking it back. »²⁰

Pour les pro-européens la souveraineté nationale équivaut à exercer une influence sur les prises de décisions à Bruxelles. Hors de l'UE depuis le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni n'est plus décisionnaire des affaires européennes. Pour Westcott, la véritable souveraineté c'est avoir un siège à la table des discussions, une voix et un droit de vote sur les décisions.²¹ Wallace corrobore les propos de Westcott : pour lui la rhétorique de la souveraineté nationale contredit les réalités et enjeux internationaux de l'après-guerre et traduit une crise identitaire du Royaume-Uni.²²

Il est intéressant de remarquer que l'argument de souveraineté nationale avait également été un argument mis en avant par la France lorsqu'elle a rejeté la Communauté Européenne de Défense (CED). En effet, la possibilité du réarmement de l'Allemagne et la faible représentation de députés pro-européens à l'Assemblée nationale ont été les raisons pour lesquelles la France s'était opposée à la création de la CED en 1954.²³

◆ Souveraineté parlementaire

Le célèbre ouvrage de Dicey sur la Constitution britannique est très clair au sujet du principe de souveraineté parlementaire. Elle ne peut être supplantée par une autorité supérieure quelle

¹⁸ Jolyon Howorth, « La Grande-Bretagne et l'Europe : de la résistance à la rancœur », *Institut français des relations internationales*, Été 2010/2, pp. 259-71.

¹⁹ Nick Westcott, « Sovereignty and Brexit : control of what exactly ? », *UK in a Changing Europe*, 26 novembre 2020, <<https://ukandeu.ac.uk/sovereignty-and-brexit-control-of-what-exactly/>>, consulté le 28 août 2022.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² William Wallace, *art. cit.*

²³ David Gowland et Arthur Turner, *Reluctant Europeans Routledge*, London and New York, 2000, p. 64.

qu'elle soit, le Parlement détient les pleins pouvoirs.²⁴ Cette doctrine constitutionnelle est par conséquent difficilement compatible avec les institutions européennes vues comme des entités dirigistes et directives par les Britanniques.²⁵ Ichijo souligne que, tout comme la souveraineté nationale, la souveraineté parlementaire a été un thème récurrent dans le débat sur la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe.²⁶

Pour le Royaume-Uni, entrer dans la Communauté européenne allait à l'encontre du principe de souveraineté parlementaire. Le glissement exécutif de Westminster vers Bruxelles était en totale contradiction avec la tradition britannique dont la constitution (non écrite) repose sur deux grands principes : le caractère souple et non codifié de la constitution et la suprématie du Parlement. En effet, c'est un ensemble de textes fondateurs (lois votées au Parlement, prérogatives royales et la jurisprudence) auxquels s'ajoutent des pratiques (« *customs* ») qui font office de constitution. Pour Pauline Schnapper « [c]ette absence de codification, contrairement au Droit romain qui est à l'origine des diverses constructions juridiques et institutionnelles sur le continent et qui a contribué à consolider l'État dans ces pays, est symptomatique de la fluidité de cette Constitution britannique ancrée dans la tradition. »²⁷

Depuis la Glorieuse Révolution, la Constitution stipule que rien ne peut se placer au-dessus de l'autorité exercée par son Parlement. S'appuyant sur la théorie d'Hobsbawm, Geddes affirme que l'invention de la tradition a joué un rôle central dans la formation de l'État-nation britannique au XIXe siècle.²⁸ En effet, depuis la Glorieuse Révolution de 1688, le rôle du monarque est devenu peu à peu symbolique et la réalité du plein pouvoir a été progressivement transférée au Parlement. La tradition institutionnelle au Royaume-Uni repose donc sur les principes d'équilibre, de liberté, du respect des lois mais aussi sur la stabilité et de la continuité incarnées par la Couronne. Néanmoins, le pays a dû s'adapter au monde moderne d'après-guerre en privilégiant l'intergouvernementalisme, un système dont les pays fondateurs de la

²⁴ Albert Venn Dicey, *An Introduction to the Study of the Law of the Constitution*, The Online Library of Liberty, 1915, p. 87, <http://files.libertyfund.org/files/1714/Dicey_0125_EBk_v6.0.pdf>, consulté le 28 août 2022.

²⁵ « Les Britanniques perçoivent dans la façon dont ont été élaborées les institutions de la CEE l'influence de pays comme la France, dont l'État a été puissant et directif, voire dirigiste. » - Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 41.

²⁶ Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 11.

²⁷ Pauline Schnapper, *op. cit.*, p. 48.

²⁸ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 33 ; « Les « traditions inventées » désignent un ensemble de pratiques de nature rituelle et symbolique qui sont normalement gouvernées par des règles ouvertement ou tacitement acceptées et qui cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement par la répétition, ce qui implique automatiquement une continuité avec le passé. En fait, là où c'est possible, elles tentent normalement d'établir une continuité avec un passé historique approprié. » - Eric Hobsbawm, « Inventer des traditions », *Enquête*, 2, 1995.

CEE avaient fait le choix de s'éloigner. Les Nations Unies et l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), organismes politiques où le Royaume-Uni joue un rôle crucial, reposent sur une forme de coopération politique entre États qui favorise l'unanimité ainsi que le principe de veto.

Pour Radice, cette vision de la souveraineté parlementaire souvent présente dans l'argumentaire des anti-européens, est obsolète. Il reconnaît plus particulièrement la valeur de la souveraineté partagée avec la CEE qu'il estime bien plus déterminante que celle qui se limite aux frontières du Royaume-Uni.²⁹ Enfin, le principe de référendum va lui-même à l'encontre de celui de souveraineté nationale, et n'est pas sans conséquences. Pour cause, celui de 2016 sur l'appartenance à l'UE a provoqué une crise constitutionnelle au Royaume-Uni.³⁰ Ce fut le combat de Gina Miller dans l'affaire *R (Miller) v Secretary of State* qui avait pour objectif de réaffirmer la suprématie du Parlement. « Only Parliament can undo what Parliament has done »³¹ résume parfaitement le paradoxe de soumettre la question européenne par voie référendaire. La remise en question du principe de référendum a donc révélé un malaise constitutionnel au Royaume-Uni, et en outre, n'a pas su mettre fin à la controverse européenne avec l'adhésion à la CEE en 1973 ou encore avec le premier référendum de 1975.

◆ La vision atlantiste

Les États-Unis ont constitué un des freins les plus puissants à la participation britannique au Marché commun établi par le traité de Rome le 25 mars 1957. En effet, le Royaume-Uni a toujours privilégié les structures intergouvernementales et s'est montré réticent face aux projets fédéralistes. L'alliance atlantique a donc occupé une place centrale dans la politique étrangère du Royaume-Uni. Au cours des vingt dernières années cette approche a été renforcée lors de l'intervention en Irak en 2003 sous le gouvernement Blair³² et confirmée lorsqu'en janvier 2017 Donald Trump, président des États-Unis, avait choisi Theresa May comme première invitée à la Maison Blanche pour discuter d'un accord de libre-échange entre les deux pays.

²⁹ Gilles Radice, *op.cit.*, p. 18-9.

³⁰ Michael Gordon, « Referendums in the UK Constitution: Authority, Sovereignty and Democracy after Brexit. », *Cambridge University Press*, 7 août 2020.

³¹ « Seul le Parlement peut défaire ce qui a été fait par le Parlement. » (Traduction de l'auteure) - Guillaume Clément, « "Roundheads vs Cavaliers" : the British Constitution and Parliamentary sovereignty in the face of Brexit. », *Observatoire de la société britannique*, no. 21, avril 2018, pp. 35-50.

³² Andrew Geddes, *op. cit.*, p 13.

Pourtant, les Américains se sont toujours montrés enthousiastes à la participation des Britanniques au projet européen.³³ Les États-Unis souhaitaient que la reconstruction économique de l'Europe soit dirigée par le Royaume-Uni, même si cela voulait dire faire partie du Marché commun. Les Américains, en particulier Dean Acheson et le Président Eisenhower, envisageaient le destin des Britanniques en Europe. Le 22 avril 2016 lors de sa visite à 10 Downing Street, l'ancien président américain Barack Obama a réitéré cette ligne américaine et a mis en garde le Royaume-Uni contre les terribles conséquences qu'un Brexit pourrait engendrer. Il a rappelé alors qu'un poète britannique avait écrit un jour : « [T]here was a British poet that said “no man is an island.” Even an island as beautiful as this »³⁴, reprenant ainsi la phrase du célèbre poète et prédicateur anglais John Donne citée en introduction de cette thèse.

Pourtant, le lien avec les États-Unis a été un obstacle de taille pour l'intégration européenne et avait ainsi créé une barrière psychologique opposant ainsi le soutien à la participation.³⁵ En effet, la « relation spéciale » a été la raison pour laquelle le général de Gaulle a opposé son veto lors des deux demandes d'adhésion du Royaume-Uni en 1961 et 1967 :

La « relation spéciale » a donc été considérée comme un obstacle à la pleine participation du Royaume-Uni à la construction européenne aussi bien par les Britanniques eux-mêmes que par leurs détracteurs, qui tous considéraient les deux aspirations comme incompatibles, dans une étrange similarité de raisonnement.³⁶

La France de de Gaulle voulait voir en la CEE l'égale des États-Unis et de l'Union soviétique, tandis que les Britanniques percevaient leur lien avec les États-Unis comme l'héritage de leur influence et rayonnement internationaux, notamment avec le Commonwealth.³⁷

La « relation spéciale » (*special relationship*) entretenue avec les États-Unis a occupé une place centrale dans la politique étrangère britannique. De surcroît, cette relation spéciale faisait l'unanimité (ou presque) chez les conservateurs et chez les travaillistes. La collaboration politique et l'alliance militaire sans faille que le Royaume-Uni a entretenu avec les États-Unis aux XXe et XXIe siècles ont renforcé ce lien transatlantique. La capitulation de la France en

³³ Gilles Radice, *op.cit.*, p. 28.

³⁴ « Je pense qu'aucun homme n'est une île. Même une île aussi belle que celle-ci. » (Traduction de l'auteure).

³⁵ Stephen George, *An Awkward Partner*, Oxford University Press, 1998³, p. 15

³⁶ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 70

³⁷ Stephen George, *op. cit.*, p. 19.

1940, selon Radice, a clairement poussé le Royaume-Uni dans les bras des Américains.³⁸ De plus, en matière de défense, pour George les deux pays sont symboliquement et métaphoriquement reliés par un cordon ombilical.³⁹ En effet, la « relation spéciale » s'est intensifiée en période de conflits, notamment lors de la Seconde Guerre mondiale et au moment de l'intervention du Royaume-Uni aux côtés des Américains lors de l'attaque de Pearl Harbour en 1941.⁴⁰

Les deux grands partis craignaient qu'un engagement dans la construction européenne aille ternir la relation avec les États-Unis, un lien de dépendance, du moins économique avec l'aide financière (« prêt-bail ») débloquée en 1945. Les Britanniques s'étaient toutefois montrés coopératifs vis-à-vis des attentes des États-Unis en jouant un rôle clé dans la mise en place de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) selon leurs termes. En effet, face à la pression des États-Unis, le Royaume-Uni était enclin à participer à la reconstruction économique du continent européen.⁴¹

Une fois encore, l'europhile Radice considère la relation spéciale comme anachronique et sans intérêt pour l'avenir du Royaume-Uni.⁴² Renoncer aux États-Unis pour se consacrer entièrement à la CEE était impensable pour les Britanniques qui voyaient dans l'appartenance au club européen une diminution de leur puissance mondiale. Même si le Royaume-Uni souhaitait voir l'Europe se reconstruire, cela ne se ferait pas au détriment de la relation « spéciale. »

La mise en place du Plan Marshall (1947)⁴³, de l'OECE⁴⁴ (Organisation européenne de coopération économique, 1948) et la création de l'OTAN en 1949 assuraient la sécurité et le rétablissement de l'Europe occidentale meurtrie par la guerre. Or, pour les Américains il était primordial que les Britanniques jouent un rôle dans la reconstruction du continent. À leurs yeux, le Royaume-Uni incarnait un moyen fiable et efficace pour le maintien de leur influence outre-Atlantique.⁴⁵ En revanche, Pauline Schnapper remarque que la « « relation spéciale » n'était pas

³⁸ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 27.

³⁹ George Stephen, *op. cit.*, p. 201.

⁴⁰ Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 15.

⁴¹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 76.

⁴² Gilles Radice, *op. cit.*, p. 19.

⁴³ Les Soviétiques associaient l'aide du Plan Marshall au renoncement de leur souveraineté nationale. – David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 73.

⁴⁴ OECE est devenue l'OCDE en 1961.

⁴⁵ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 72.

en contradiction avec le projet européen. »⁴⁶ Bien que les Britanniques aient pu concilier leur participation à la CEE et la relation avec les États-Unis, ils adoptèrent une attitude plutôt condescendante vis-à-vis du projet européen, jugé relativement insignifiant. Pour Bevin,⁴⁷ si le Royaume-Uni participait pleinement au projet européen, il serait perçu comme un vulgaire État,⁴⁸ faisant ainsi écho à un des arguments de la campagne *Remain* : si le Royaume-Uni quitte le bloc européen celui-ci deviendrait alors un pays « tiers » aux yeux de l'UE.

Par ailleurs, la relation spéciale a considérablement influencé l'opinion et les prises de décisions politiques internationales comme l'intervention en Irak ou encore plus récemment la guerre contre le terrorisme (« *war on terror* ») l'ont clairement démontré.⁴⁹ Notons que John Foster Dulles, secrétaire d'État du président américain Eisenhower, trouvait cette situation absurde et avait encouragé les Britanniques à accorder davantage d'importance à leur relation avec le continent européen.⁵⁰

◆ La vision du Commonwealth⁵¹

Le Commonwealth était la vitrine de l'influence mondiale résiduelle du Royaume-Uni et constituait un des arguments les plus puissants des anti-Marché commun lors de la campagne référendaire de 1975. La nature insulaire du Royaume-Uni l'avait poussé à importer des matières premières ainsi que des denrées alimentaires en provenance du Commonwealth qui constituait alors un réseau florissant. Ce fonctionnement prospère basé sur un système de tarifs douaniers préférentiels⁵² est resté dans la conscience collective et rendait inenvisageable une union exclusive avec le continent européen (du moins au début des années 1950).⁵³ Faire partie d'une union douanière signifiait que le Royaume-Uni devait abandonner tous ses liens

⁴⁶ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 68.

⁴⁷ Selon Young, Ernest Bevin était le premier eurosceptique.

⁴⁸ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 81.

⁴⁹ Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 31.

⁵⁰ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 81.

⁵¹ La loi Statut de Westminster fut adoptée le 11 décembre 1931 à la suite d'une série de conférences impériales (1929-1931). Cette loi reconnaissait l'autonomie des dominions de l'Empire britannique (Australie, Canada, Irlande, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud). Cette association d'États souverains était alors connue sous le nom de Commonwealth des Nations. Le terme « Commonwealth » est donc apparu dès 1931 mais a été formellement établi après la Seconde Guerre mondiale en 1949 par la déclaration de Londres.

⁵² Depuis 1932 les échanges commerciaux avec le Commonwealth reposaient sur les Accords d'Ottawa qui assuraient des tarifs douaniers préférentiels pour l'importation de matières premières et l'exportation de produits manufacturés.

⁵³ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 94.

commerciaux avec le Commonwealth, chose impensable même chez les plus pro-européens.⁵⁴ Néanmoins, certains comme George Brown, membre du Parti travailliste, considéraient la CEE comme le « nouvel empire britannique », une réponse au rôle que cherchait le Royaume-Uni à avoir.⁵⁵

La période d'après-guerre sonna la fin de l'Empire et les colonies britanniques réclamaient tour à tour leur indépendance, poussant ainsi le Royaume-Uni à adopter une nouvelle stratégie diplomatique. Pour Gowland et Turner, le Commonwealth constitue un des éléments extérieurs (avec la relation spéciale) qui ont façonné une sorte d'esprit anti-européen outre-Manche.⁵⁶ Le *manifesto*⁵⁷ travailliste de 1950 était très clair : les Britanniques s'identifiaient à leurs anciennes colonies, surtout les anciens dominions. En effet, ils partageaient une langue, des mœurs sociales et institutionnelles mais aussi une vision économique et politique.

In every respect except distance we in Britain are closer to our kinsmen in Australia and New Zealand on the far side of the world, than we are to Europe. We are closer in language and in origins, in social habits and institutions, in political outlook and in economic interest.⁵⁸

Le libre-échange figurait parmi la liste des points litigieux au moment de la création de la CEE lorsque les six pays fondateurs souhaitaient mettre en place une union douanière. Le système d'import-export avec le Commonwealth constituait un marché commun à lui seul avec comme monnaie d'échange la livre sterling. Par conséquent, l'initiative européenne allait à l'encontre du système économique mondial sur lequel reposaient les échanges commerciaux du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni ne voulait pas une union douanière mais une zone de libre-échange donc « ... la Communauté européenne (du moins jusqu'à la signature de l'Acte unique en 1985) ne correspondait pas à l'idée d'une zone de libre-échange telle que la concevait le Royaume-Uni. »⁵⁹ Entre 1931 et 1937 les importations en provenance du Commonwealth étaient passées

⁵⁴ *Ibid*, p. 90.

⁵⁵ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 263.

⁵⁶ *Ibid*, p. 83.

⁵⁷ Le mot « manifesto » se traduit par programme électoral en français. Nous nous permettrons d'alterner entre le français et l'anglais tout au long de cette thèse.

⁵⁸ European unity, « Manifesto by the National Executive Committee of the British Labour Party », mai 1950.

<https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/8/626bf849-0be2-499c-a924-d768c9f05feb/publishable_en.pdf>, consulté le 2 août 2021.

Contrairement aux conservateurs qui privilégiaient les liens avec l'ancien Commonwealth, les travaillistes étaient anti-impérialistes et voulaient promouvoir un Commonwealth multiracial, composé des nouvelles nations indépendantes comme l'Inde. - David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 160 ; Hugo Young, *op. cit.*, p. 156.

⁵⁹ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 80.

de 24,5 % à 37,4 %. Il en était de même pour les exportations qui avaient connu une augmentation allant de 32,6 % à 39,7 % en moins d'une décennie. En 1950 presque la moitié des exportations venant du Royaume-Uni étaient destinées au Commonwealth qui enregistrait 41,1 % de leurs exportations. *A contrario*, les échanges avec les Six ne connaissaient pas la même croissance : les exportations britanniques représentaient 21,7 % en 1938 et n'étaient plus que de 16,7 % en 1948. Idem pour les importations qui étaient passées de 18,6 % à 13,1 % sur la même période.⁶⁰ Enfin, en 1954, 48 % des importations et 49 % des exportations s'effectuaient avec le Commonwealth.⁶¹

En revanche, le marché des Six allait rapidement devenir attractif pour le Royaume-Uni, notamment avec une croissance économique allemande en plein essor. En effet, dans les années 1950, les dirigeants commençaient à prendre conscience que le système préférentiel sur lequel les échanges commerciaux avec le Commonwealth avaient été construits n'allait pas durer éternellement.⁶²

Pour finir, BIE, le camp faisant campagne en faveur du Marché commun en 1975, avait pris soin de s'adresser aux plus de deux millions d'électeurs issus de l'immigration en provenance des pays du Commonwealth. Avec le soutien des gouvernements des pays du Commonwealth et la campagne National Referendum Campaign (NRC) souvent victime de l'association avec l'extrême droite, BIE réussit à dissiper l'image d'une CEE coloniale et raciste. De surcroît, contrairement à Stronger In et à la mobilisation anti-Brexit qui ont négligé cette partie de l'électorat aujourd'hui connue sous l'appellation « BAME »⁶³, BIE tentait de rassurer les travailleurs que leurs emplois n'étaient pas menacés par ceux venus des pays membres. Pour cela ils avaient distribué des articles traduits en bengali, pendjabi, ourdou et gujarati où chiffres et statistiques appuyaient fortement le cas des pro-Marché commun. BIE avait notamment

⁶⁰ Gowland, David et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 86.

⁶¹ Frank Robert, *Être ou ne pas être Européen*, Belin, 2018, p. 226.

⁶² Gowland, David et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 93.

⁶³ Black and Asian Minority Ethnic, en français : les communautés noires et les « minorités ethniques ». Le terme « Black Minority Ethnic » (BME) est entré dans le jargon politique dans les années 1970 à la suite de la vague de mobilisation en soutien aux communautés victimes de discrimination au Royaume-Uni. Dans les années 1990, la lettre « A » est ajoutée pour faire référence aux communautés issues du continent d'Asie du Sud-Est. Considéré comme limité, insultant, confus, désuet et inapproprié, le terme « BAME » n'est cependant pas accepté par toutes les communautés et fait l'objet de débats au Royaume-Uni. – Tariq Modood, « Political Blackness and British Asians », *Sociology*, Vol. 28, No.4, novembre 1994, pp.859-876.

insisté sur l'aide financière d'un montant de 2.5 millions de livres sterling destinées à la mise en place de cours de langues, de formations, de projets éducatifs et de services d'aide.⁶⁴

La présente thèse n'a pas la prétention de l'exhaustivité, notamment en ce qui concerne les aspects historiques. Par conséquent, nous nous concentrerons sur la dimension pro-européenne afin de mettre en perspective historique l'objet de l'étude de cas : Liverpool for Europe. L'éventuelle naissance ou renaissance du sentiment pro-européen au travers de la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe sera au cœur de la réflexion. Or pour que résurgence il y ait, il demeure nécessaire de démontrer que le sentiment européen était déjà présent avant le référendum sur l'appartenance à l'UE organisé le 23 juin 2016. Pour cela nous remonterons aux premières tentatives d'unification de l'Europe de manière synthétique. Puis, un découpage chronologique viendra illustrer la question européenne dans les décisions et les discours politiques à travers les différents gouvernements conservateurs et travaillistes. L'exceptionnalisme britannique né de son passé impérial a façonné une rhétorique tantôt prudente, tantôt intéressée voire opportuniste vis-à-vis de la construction politique de l'Europe. Enfin, la place de l'Europe dans le discours britannique retiendra notre attention, à savoir comment l'Europe, la CEE puis l'UE ont été perçues par les différents gouvernements conservateurs et travaillistes, des premières discussions au point de non-retour : le Brexit, qui n'est autre que le résultat du débat sur l'identité nationale qui perdure depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La sortie du Royaume-Uni de l'UE a révélé l'incapacité des gouvernements conservateurs et travaillistes à trouver un terrain d'entente sur les débats portant sur la nation britannique, le multiculturalisme et la mondialisation.⁶⁵

⁶⁴ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 274-5.

⁶⁵ Richard T. Ashcroft et Marc Bevir, *art. cit.* 2021.

I. Généralités

Modèle de démocratie en Europe occidentale, en 1945 le Royaume-Uni est ressorti triomphant mais exsangue de la guerre après avoir contribué à libérer le continent européen du nazisme. Cette victoire confirma le caractère insulaire de la Grande-Bretagne, qui se considérait comme une nation d'exception avec un Empire qui lui permettait d'échanger avec le monde entier, grâce notamment à une maîtrise des mers et des océans.

Ce chapitre abordera de manière synthétique les principaux concepts qui ont forgé la nation britannique et qui pourraient expliquer ce qui a mené 51,9 % de l'électorat britannique à voter en faveur d'une sortie le 23 juin 2016. Dans un premier temps, il s'agira de revenir sur le comportement insulaire du Royaume-Uni vis-à-vis du continent européen d'un point de vue géographique, psychologique et historique. Les concepts de *Britishness* et *Englishness* seront abordés dans un deuxième temps et nous tenterons ainsi d'expliquer, dans un troisième temps, les différentes visions de l'Europe au Royaume-Uni et autour de quels facteurs idéologiques¹ et historiques celles-ci se sont formées.

I. 1 Insularité(s)

En 2013 lors de son discours sur l'UE à Bloomberg, David Cameron expliquait que l'insularité du Royaume-Uni avait façonné la psychologie du peuple britannique et son état d'esprit, plutôt pragmatique qu'émotionnel. Pour l'ancien Premier ministre conservateur (2010-2016), cette insularité demeure très influente :

I know that the United Kingdom is sometimes seen as an argumentative and rather strong-minded member of the family of European nations. And it's true that our geography has shaped our psychology. We have the character of an island nation—independent, forthright, passionate in defence of our sovereignty. We can no more change this British sensibility than we can drain the English Channel. And because of this sensibility, we come to the European Union with a frame of mind that is more practical than emotional.²

¹ Nous retiendrons la définition d'Heppell pour qui, le terme « idéologie » en son sens politique, revêt une vision hypothétique du monde politique qui influe et façonne le comportement politique. L'idéologie offre également une interprétation du passé et du présent et fournit alors une projection future d'un paragon de société. - Timothy Heppell et Michael Hill, *art. cit.*

² David Cameron, « EU speech at Bloomberg », *Gov.UK*, 23 janvier 2013, <<https://www.gov.uk/government/speeches/eu-speech-at-bloomberg>>, consulté le 4 septembre 2022.

John Major, Premier ministre britannique de 1990 à 1997, situait lui aussi le manque d'implication du Royaume-Uni dans le projet européen dans un contexte historique et géographique.³

L'insularité dans le sens britannique est triple : géographique, historique et psychologique. La séparation « mentale » ou « psychologique » s'est construite au cours de l'histoire britannique. La Grande-Bretagne n'a pas vécu d'invasion depuis le XVIIIe siècle, ce qui a incontestablement renforcé l'exceptionnalisme britannique.⁴ Par conséquent, le Royaume-Uni a toujours eu une vocation mondiale et s'est forgé une forte identité de conquérant, contribuant ainsi à la fierté de sa nation. Le pays est alors resté insulaire d'un point de vue diplomatique tout au long du XIXe siècle sauf lorsque son intérêt national se retrouvait menacé. On pourrait qualifier son insularité de choisie et d'irrégulière avec des périodes de rapprochement et des moments de prise de distance. En effet, l'attitude insulaire du Royaume-Uni s'est déclinée de plusieurs façons : géographique, économique, religieuse et politique.

Force est de constater que l'europhisme a échoué à imprimer les consciences outre-Manche car il était perçu comme un mouvement associé aux élites et non populaire, ce que d'ailleurs les campagnes référendaires BIE en 1975 ou encore Stronger In en 2016 ont confirmé. Bogdanor explique que le mouvement pro-européen a cherché le soutien du peuple à de très rares occasions, comme (en partie) lors du référendum de 1975, contrairement aux campagnes contre les lois sur le blé en 1846 (*Corn Laws*) ou le désarmement nucléaire dans les années soixante. L'auteur remarque que ceux voulant limiter ou empêcher la participation britannique comme lors de son adhésion en 1973, lors de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht vingt ans plus tard ou encore au moment d'une éventuelle constitution, étaient ceux qui se sont mobilisés pour l'organisation d'un référendum, confiants qu'ils auraient le soutien des électeurs.⁵

En effet, pour l'essentiel, la classe politique britannique n'a fourni aucun effort pour tenter de développer et de disséminer l'héritage culturel européen. L'Europe restait une affaire strictement politique. L'Europe idéologique ou encore culturelle (et tout ce qui avait trait au « Continent ») allait à l'encontre des idéaux travaillistes (majoritairement issus de la gauche du

³ Hugo Young, *op. cit.* p. 455.

⁴ La bataille de Fishguard (1797) constitue la dernière invasion de l'île de Grande-Bretagne.

⁵ Vernon Bogdanor, *art. cit.*

parti) qui percevaient l'Europe comme un club de capitalistes.⁶ De plus, la pression des États-Unis vint créer une sorte d'identité euro-américaine renforcée par la vision atlantiste induite par la relation anglo-américaine. Les États-Unis soutenaient la reconstruction économique et militaire du continent européen avec la mise en place du Plan Marshall, de l'OCDE, de l'OTAN et de l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Cette américanisation de l'entreprise européenne causera du tort aux Britanniques lors de leurs demandes d'adhésion dans les années 1960. Le Royaume-Uni était passé d'une puissance mondiale, acteur majeur à l'échelle européenne, à celui de simple État européen. Geddes le confirme : toute conversion à l'Europe ne viendrait probablement pas du fond du cœur.

Britain had won the war, but seemed to be losing the peace. But, rather than being seen as a route to reclaimed influence, European integration was seen by many as amounting to recognition of Britain's diminished place in the world. Any conversion to Europe was unlikely to be heartfelt.⁷

Cependant, Camps souligne que le Royaume-Uni s'était rendu compte qu'adhérer au projet européen lui permettrait à la fois de contrebalancer la mainmise française dans l'entreprise européenne mais aussi maintenir un lien fort avec les États-Unis.⁸

Le discours européen s'est mêlé au concept, à l'idéologie ou à la culture du déclin que subit le Royaume-Uni à partir de la deuxième moitié des années 1950, de la débâcle de Suez jusqu'aux années 1970. La réelle anxiété quant à la viabilité de son économie et l'essence même de la *Britishness* se sont manifestées d'un côté par une dyade du discours européen outre-Manche et de l'autre, l'incertitude quant au rôle du Royaume-Uni sur la scène internationale.

1.1 Géographie

Le Royaume-Uni est bordé au Sud par la Manche, à l'Est par la Mer du Nord, à l'Ouest par les Mers d'Irlande et Celtique et par l'océan Atlantique, lui donnant ainsi un accès sans limites au reste du monde. Le pays partage une frontière avec l'Europe, celle qui sépare l'actuelle République d'Irlande de l'Irlande du Nord. En revanche, le Royaume-Uni n'a jamais souhaité rester isolé du reste du monde et a entretenu des liens plus ou moins étroits avec l'Europe

⁶ Stephen George, *op. cit.*, p. 36.

⁷ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 60.

⁸ Miriam Camps, *Britain and the European Community, 1955-1963*, Princeton University Press, 1964, p. 504.

lorsque celle-ci présentait un certain intérêt. Pour Radice, le Royaume-Uni est à l'évidence européen, en raison de sa position géographique mais également en raison de son histoire et sa culture, toutes deux proches du continent européen.⁹ Cette réflexion prend la forme d'une métaphore filée présente jusqu'aux dernières pages de l'ouvrage, où l'auteur ajoute que le Royaume-Uni ne peut ignorer son lien avec l'Europe, lien vital à la prospérité économique du pays.¹⁰ Colley nuance également la thèse de l'insularité. Elle remarque que les Britanniques ne constituent pas un peuple insulaire comme les autres et elle observe qu'ils ont toujours entretenu des liens commerciaux ou militaires plus ou moins conflictuels avec le monde entier.¹¹

L'insularité du Royaume-Uni demeure pourtant un des facteurs ayant entaché sa relation avec ses voisins européens. Bien que le Royaume-Uni fasse partie de l'Europe géographique, il a éprouvé bien des difficultés à développer un sentiment d'appartenance culturelle au continent, ce qui a eu des conséquences sur son identification avec l'Europe. Les Britanniques, encore appelés « *island people* » (« le peuple insulaire ») par Young ou « *offshore islanders* » par Radice, ont donc manifesté une attitude insulaire uniquement envers le continent. Ils ont privilégié les liens culturels, diplomatiques et militaires avec la sphère anglo-saxonne comme les États-Unis et davantage commerciaux avec les pays issus de ces anciennes colonies comme l'Australie, l'Inde ou encore l'Afrique du Sud. En d'autres termes, l'identité britannique s'est alors forgée autour d'un espace « extra-européen » né de l'Empire.¹²

Pour le Royaume-Uni, être isolé fut synonyme d'une liberté de pouvoir opérer à sa guise (sans attaches ni traités contraignants) tant au niveau commercial que politique. Néanmoins, au sein des îles britanniques l'insularité peut être vue comme un obstacle plutôt qu'un atout. En effet, Pauline Schnapper nuance l'argument géographique et prend pour exemple l'Acte d'Union de 1801 : être insulaire n'est pas une garantie absolue contre les invasions ou les dominations étrangères. C'est pour cela que, selon l'auteure, l'insularité a été vécue comme un handicap par le peuple irlandais.¹³ L'Irlande rompit son insularité dès que l'occasion se présenta en rejoignant la CEE en 1973. Autonome et indépendante du Royaume-Uni, le cas de l'Irlande démontre que les enjeux politiques démentent l'argument géographique. Dans la même veine, Geddes arrive

⁹ Gilles Radice, *op.cit.*, p. 121.

¹⁰ *Ibid.*, p. 186.

¹¹ Linda Colley, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, Yale University Press, New Heaven and London, 2005³, p. 8.

¹² Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 30.

¹³ *Ibid.*, p. 25 ; En décembre 1921 l'Irlande du Sud acquérait le statut d'État libre et devenait la République d'Irlande en 1949.

à une conclusion similaire. Il explique que l'argument géographique isolé de tout contexte politique ne peut expliquer cette distance. Spécialiste des questions migratoires, il remarque en effet que des pays comme la Grèce ou l'Irlande sont tous deux devenus membres en témoignant d'une réelle volonté de faire partie de la CEE.¹⁴

Du fait de l'isolement géographique, le Royaume-Uni et le continent européen n'ont pas été égaux face aux péripéties de l'histoire : ils ont eu des expériences très différentes lorsqu'il fut question d'affronter les épreuves de la guerre. Cela n'a pas concouru au développement d'un sentiment pro-européen et ou d'une quelconque réelle identification à l'Europe qui opposait les fascistes et les antifascistes, les collaborateurs et les résistants.¹⁵

1.2 Histoire

Le Royaume-Uni s'est montré peu réceptif à l'élan de solidarité né des atrocités des conflits internes à l'Europe, une phase nécessaire à la reconstruction du continent. Pauline Schnapper établit le rapport entre insularité, protection et pouvoir. Elle souligne très justement que non seulement l'insularité a permis la défense et donc la préservation de ses territoires (du moins jusqu'à l'émergence de l'aviation militaire) mais a également contribué au développement de sa puissance coloniale, commerciale et militaire. Ce sont ces facteurs qui alimenteront plus tard la dimension nostalgique du nationalisme en Grande-Bretagne.

Autrefois maître des océans et couvrant un quart de la surface terrestre, l'Empire britannique était le plus vaste et le puissant au XIXe siècle. Tout d'abord, la force économique, politique et industrielle de la Grande-Bretagne de 1890 faisait qu'elle n'avait guère de rival, malgré la montée en puissance progressive de nouvelles nations industrielles, notamment les États-Unis, la Russie, l'Allemagne ou la France, surtout après 1870. L'expression « splendide isolement » (*splendid isolation*) est née de l'insularité diplomatique que le pays s'était imposé à cette époque. Son isolement était synonyme de liberté : former des alliances économiques ou politiques qu'elle voyait contraignantes aurait bridé son expansion. L'adjectif « splendide » apportait l'illusion d'une certaine continuité avec le passé, comme si la phase de déclin que le Royaume-Uni commençait à connaître était niée. Or, l'isolement n'était plus une solution face

¹⁴ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 29 ; 41.

¹⁵ Stephen George, *op. cit.*, p. 13.

aux menaces venues du continent : le pays fut alors contraint de sortir de son isolement dès 1898 avec la signature de nombreux traités avec l'Allemagne (1898 et 1900), le Japon (1902), la France (1904) et bien sûr la Triple Entente signée avec la Russie et la France en 1907. Lorsque l'apogée de l'Empire toucha à sa fin, le Royaume-Uni fut forcé de se tourner vers ses partenaires du continent : ce que Austen Chamberlain, chef du Parti conservateur, appelait aussi « *semi-detachment* », faisant ainsi référence à l'attitude ambivalente des Britanniques face à ce que l'Europe avait à leur offrir.

Le continent fut longtemps affaibli par les nombreuses guerres et invasions, ce qui peut expliquer la difficulté des Britanniques à s'y identifier. En effet, le Royaume-Uni et l'Europe continentale ont eu deux expériences très différentes de la Seconde Guerre mondiale : « [La Grande Bretagne] n'avait pas partagé cet embryon de sentiment européen né à l'épreuve de la guerre [...] la nécessité de construire une Europe unie est apparue au Royaume-Uni moins évidente qu'à la France et à l'Allemagne ». ¹⁶À l'exception des îles anglo-normandes, le Royaume-Uni n'avait pas subi l'occupation allemande et la guerre renforça son identité nationale.

La méfiance ¹⁷ envers le reste de l'Europe et notamment envers la France, fut un sentiment réciproque partagé par le général de Gaulle qui voyait le Royaume-Uni comme le cheval de Troie des États-Unis. L'attitude du président français (1958-1969) s'est traduite par une ferme opposition à l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE en 1963 et 1967 et une volonté sans égale de placer une France politiquement indépendante au centre du projet européen. ¹⁸ Ainsi, de Gaulle déclarait en janvier 1963 :

L'Angleterre, en effet elle, est insulaire. Elle est maritime. Elle est liée par ses échanges, ses marchés, ses ravitaillements aux pays les plus divers, et souvent les plus lointains. [...] On ne peut pas dire qu'elle soit actuellement résolue. Est-ce qu'elle le sera un jour ? [...] ... en définitive il apparaîtrait une Communauté Atlantique colossale sous dépendance et direction américaine, et qui aurait tôt fait d'absorber la Communauté de l'Europe. C'est une hypothèse

¹⁶ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 24.

¹⁷ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 142; Stephen George, *op. cit.*, p. 19.

¹⁸ Stephen George, *op. cit.*, p. 8.

qui peut parfaitement se justifier aux yeux de certains, mais ce n'est pas du tout ce qu'a voulu faire et ce que fait la France et qui est une construction proprement européenne.¹⁹

De surcroît, l'émergence d'une nouvelle puissance économique et militaire comme l'Allemagne ne rassura pas le Royaume-Uni, qui voyait son armée de terre et sa *Royal Navy*, mises à l'épreuve.

Tous ces éléments démontrent tout au long de son histoire, le Royaume-Uni n'a pas pu rester isolé du reste du continent et a dû, à plusieurs reprises, intervenir dans les affaires européennes en adaptant son approche diplomatique. Bien que le débat soit encore ouvert, le splendide isolement aurait pris fin au début du XXe siècle : en 1902 le Japon devint un allié de la couronne britannique pour la défense de ses mers à l'Est, puis « en Europe l'Entente cordiale avec la France en 1904 et l'alliance avec la Russie en 1907, puis la Première Guerre mondiale ont marqué la fin de la politique d'insularité. »²⁰ Par ailleurs, la Société Des Nations (SDN) créée en 1919, et qui avait pour objectif de pacifier une Europe minée par les conflits, ne fut d'aucun secours contre la montée du fascisme dans les années 1930. De plus, la mise en place de la sécurité occidentale par l'OTAN en 1949 renforça l'idée que le destin britannique était lié à celui des États-Unis. Washington s'était chargé d'une mission : rétablir une économie européenne. En effet, la coopération intergouvernementale et le principe d'unanimité supervisée par les États-Unis étaient beaucoup plus attrayants qu'un partenariat économique et politique articulé par le système supranational de la CEE.

I. 2 Identité(s)

Le Royaume-Uni est composé de quatre nations, ce qui rend l'identification à la nation britannique complexe et sujette à différentes perceptions. Les eurobaromètres démontrent clairement que lorsque le Royaume-Uni appartenait encore à l'UE les Britanniques affichaient les taux d'attachement et d'identification les plus bas en Europe. Par conséquent, Risse observe une séparation entre les identités britannique, anglaise et européenne, écartant ainsi toute possibilité d'une coexistence entre elles.²¹

¹⁹ Général de Gaulle, « Conférence de presse du 14 janvier 1963 (sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE) », INA, vidéo, 14 janvier 1963, <<https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaullle00085/conference-de-presse-du-14-janvier-1963-sur-l-entree-de-la-grande-bretagne-dans-la-cee.html>>, consulté le 30 août 2021.

²⁰ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 32.

²¹ Thomas Risse, *op. cit.*, p. 162.

Dans l'introduction de son ouvrage *Britons : Forging the Nation*, Colley explique que le Royaume-Uni n'est ni le résultat d'un mélange des nations qui la composent, ni le fruit de l'hégémonie culturelle et politique de l'Angleterre. Elle ajoute que l'identité partagée entre les différentes nations du Royaume-Uni ne résulte pas d'une homogénéisation ni d'une intégration des cultures galloise, écossaise, anglaise ou irlandaise. Le sentiment national s'est superposé sur une série de différences internes en réponse à la relation conflictuelle avec ce qu'elle appelle « l'Autre » (*The Other*).²²

Enfin, l'échelle de Moreno reste à ce jour un moyen efficace pour mesurer la part qu'occupe une ou plusieurs identités chez les individus qui sont exposés à des identités duales ou plurielles. Selon Cole et Evans, « le questionnement de Moreno mesure des identités doubles et cherche à déterminer comment les identités « ethno-territoriales » (régionales) peuvent se combiner à des identités civiques (nationales). Logiquement, cette mesure ne prend du sens que là où des identités s'entremêlent. »²³ L'identité britannique est par essence hybride et l'introduction d'une citoyenneté européenne par le traité de Maastricht en 1992 a complexifié encore la question identitaire outre-Manche en venant se superposer à l'identité nationale. Par conséquent, l'identité européenne peine à trouver une définition et n'a pas provoqué de sentiment d'attachement chez une majorité de Britanniques.

1.1 Exceptionnalisme

Radice interprète le sentiment de fierté nationale comme étant la cause première du manque d'engagement (à tort) des Britanniques dans le projet européen.²⁴ Wallace rejoint Radice sur ce point : les Britanniques ne devraient pas laisser les mythes des siècles précédents faire de l'ombre aux possibilités contemporaines.²⁵ Pauline Schnapper, quant à elle, affirme le rapport étroit entre un passé glorifié et la vision (anti) européenne : « [e]n un sens, la figure d'Enoch Powell, dans son nationalisme nostalgique de l'Empire et soucieux de souveraineté parlementaire, résume bien tout ce qui, dans la tradition britannique, fait obstacle à l'intégration

²² Linda Colley, *op. cit.*, p. 6

²³ Alistair Cole et Jocelyn Evans, « Utilisation de l'échelle de Moreno en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 4, 2007, pp. 545-573.

²⁴ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 11.

²⁵ William Wallace, *art. cit.*

en Europe. »²⁶ En effet, cette « illusion de grandeur » alimentée par la nostalgie de la vocation universelle du Royaume-Uni a été, comme le définit George, profondément ancrée en politique, notamment chez les conservateurs qui s’y accrochèrent à maintes reprises pour justifier le rejet d’appartenance à la CECA, à la CEE à ses débuts ou encore à la CED.²⁷ Pourquoi se contenter d’une ouverture régionale alors que le Royaume-Uni entretenait des liens commerciaux et politiques avec le monde entier ?

Exsangue mais dans le camp des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni, contrairement à l’essentiel de l’Europe continentale, n’avait subi ni l’occupation nazie ni le fascisme (à l’exception des îles Anglo-Normandes). Cette victoire alimenta le sentiment d’être unique (voire supérieur) aux pays d’Europe continentale qui tentaient de se reconstruire tant au niveau identitaire que matériel. Par idéalisme, les dirigeants des nations européennes fondatrices du projet européen dans l’après-guerre penchèrent souvent vers une vision fédéraliste de l’Europe, perçue de manière très négative outre-Manche. Entrer dans une union économique (voire politique) avec l’Europe allait à l’encontre des convictions de la classe politique qui estimait que rejoindre la CECA, et plus tard la CEE, constituait une menace pour l’équilibre des institutions et la souveraineté nationale, argument central dans la campagne référendaire du camp *Leave* en 2016. Glencross écrivait en 2014 que toute campagne pro-européenne allait faire face à trois obstacles : des renégociations avec Bruxelles jugées insuffisantes par les électeurs, l’omniprésence du message europhobe dans la presse populaire britannique et enfin la présence et la popularité d’un parti entièrement consacré à la sortie du Royaume-Uni de l’UE : le UKIP.²⁸

Pour la classe politique, adhérer à l’Europe signifiait un affaiblissement des liens (notamment commerciaux) avec le Commonwealth et également pour les pays du nouveau Commonwealth qui profitaient de tarifs douaniers préférentiels. Pourtant en 1975 dans un discours à la Conservative Association de l’université de Londres, Thatcher affirmait que le Royaume-Uni devait voir plus loin que le Commonwealth et appelait à exercer une influence dans la CEE. Pour la dirigeante du Parti conservateur le pouvoir politique et économique résidaient désormais sur les continents :

²⁶ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 45.

²⁷ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 23.

²⁸ Andrew Glencross, « British Euroscepticism as British exceptionalism: the Forty-Year “Neverendum” on the Relationship with Europe », *Studia Diplomatica*, Vol. 67, No. 4, 2014, pp. 7-20.

As we look at our island history we see that our people have always been at their best when they have been outward-looking. A century ago we had the jewel of India, while enterprising Britons carried our flags, our trade, our culture, and our justice to the corners of the earth. Our Empire in turn grew into the British Commonwealth—a unique partnership of nations with us as its centre. [...] For political and economic power in the world today is based much more on continents than on oceans. [...] And so it is, in this decade, that the pursuit of this traditional outward-looking role has brought us to exert our influence within the growing European Community of nations.²⁹

La politique de libre-échange qui caractérisait l'économie du Royaume-Uni était aux antipodes de l'Europe (dont la France avait pris la direction). Celle-ci privilégiait le protectionnisme, et plus particulièrement l'agriculture sur laquelle l'économie britannique ne reposait plus.³⁰

Gowland et Turner soulignent que le Commonwealth primait sur l'Europe, y compris dans l'esprit des pro-européens.³¹ Or, ce fut pour des raisons bien différentes que les conservateurs et les travaillistes voulurent maintenir les liens avec le Commonwealth. Pour les *Tories* il s'agissait de préserver le prestige de l'ancien Commonwealth « blanc ».³² Le Royaume-Uni ayant été le plus grand allié des Américains pendant la Guerre Froide, alors que le Commonwealth servait de rempart contre le communisme en Afrique, en Asie et dans toute la zone Pacifique.³³ Le Parti travailliste, quant à lui, souhaitait maintenir des liens privilégiés avec les colonies résiduelles ou ayant récemment accédé à l'indépendance, qui allaient devenir les principales sources d'immigration (l'espace des Caraïbes ; Guyana ; Inde et Pakistan).³⁴ Le Commonwealth pouvait alors constituer une « troisième force » visant à établir un équilibre et un « pont » entre les grandes puissances.³⁵

Néanmoins, les relations politiques et commerciales continuaient de se distendre face aux économies émergentes venues du continent européen qui commençaient à être perçues comme une compétition de taille. Dans un entretien avec Llew Gardner, Harold Wilson confiait qu'il se voyait comme un homme du Commonwealth ne ressentant aucune émotion envers le projet

²⁹ Margaret Thatcher, « Speech to London University Conservative Association », Margaret Thatcher Foundation, Thatcher Archive: CCOPR 206/75, 7 mars 1975, <<https://www.margaretthatcher.org/document/102647>>, consulté le 7 avril 2023.

³⁰ Hugo Young, *op. cit.*, p. 116.

³¹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 90.

³² Miriam Camps, *op. cit.*, p. 364.

³³ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 259.

³⁴ Miriam Camps, *op. cit.*, p. 364

³⁵ Robert Saunders, *op. cit.*

européen : « [...] Remember, I have never been an emotional European. I don't stand on this coast, look at the continent and say there's a new Euroland. I've never said that. I am... if I am... and I am emotional. I'm an emotional Commonwealth man. »³⁶

Dans le livre blanc des conservateurs publié en 1971, le parti communiquait une autre vision du Commonwealth : la CEE semblait être la meilleure alternative pour préserver et garantir une prospérité économique :

There is no alternative grouping of countries with similar circumstances and interests which could offer us the same opportunities to safeguard our national security and prosperity. [...] Nor does the Commonwealth by itself offer us, or indeed wish to offer us, alternative and comparable opportunities to membership of the European community. The member countries of the Commonwealth are widely scattered in different regions of the world and differ widely in their political ideas and economic development. With the attainment of independence, their political and economic relations with the United Kingdom in particular have greatly changed and are still changing.³⁷

1.2 *Britishness et Englishness*³⁸

L'identité britannique s'est formée autour de trois facteurs : le protestantisme, les guerres avec le continent (notamment contre la France et l'Espagne) et l'Empire. De surcroît, les deux guerres mondiales ont renforcé le sentiment national au Royaume-Uni car elles ont constitué un moment où l'unité du pays fut à son apogée avec ses quatre nations combattant ensemble. De plus, Colley rejoint la théorie d'Anderson qui définit une nation comme une « communauté imaginée »³⁹ et l'applique à la conception de la nation britannique. Son évolution reste intrinsèquement liée à l'histoire de l'Europe et à celle du reste du monde.⁴⁰ Dans son acceptation la plus large, Colley voit le Royaume-Uni comme l'invention d'une nation superposée forgée

³⁶ ThamesTv, « Labour Party - Harold Wilson interview - Common Market – 1975 », *YouTube*, 2017, <<https://www.youtube.com/watch?v=7W67Xppg434>>, consulté le 7 avril 2023.

³⁷ The United Kingdom and the European Communities, « White Paper presented by the UK Government to the UK Parliament », juillet 1971, p.10, <https://www.cvce.eu/en/obj/white_paper_presented_by_the_uk_government_to_the_uk_parliament_july_1971-en-8cf072cb-5a31-46f6-b04f-cb866be92f72.html>, consulté le 7 avril 2023.

³⁸ Certains civilisationnistes comme Gilles Leydier traduisent « Britishness » par le terme « britannicité ». Nous avons fait le choix de garder la forme anglophone pour faire référence à l'identité britannique et anglaise.

³⁹ Cette approche est remise en question par Ashcroft et Bevir qui considèrent la nation comme étant construite sur le partage de l'histoire, de valeurs ou encore d'une culture. – Richard T. Ashcroft et Mark Bevir, *art. cit.*, 2021.

⁴⁰ Linda Colley, *op. cit.*, p. 8.

par la guerre. Les conflits avec la France ont conduit les Britanniques à s'unir contre « l'Autre » perçu comme hostile.⁴¹

Ashcroft et Bevir établissent une analogie entre le Brexit et l'identité nationale. Pour les auteurs, le référendum a donné lieu à des débats s'articulant autour de la nation britannique : son futur, ce qu'être Britannique signifie et dans quelle mesure la *Britishness* pourrait être préservée ou menacée par le Brexit.⁴² Le pays, et plus particulièrement l'Angleterre, a subi une crise identitaire induite par la dévolution, par les changements démographiques entraînés par l'immigration issue des colonies des pays du Commonwealth, notamment dans certaines régions, et l'élargissement européen à partir de 2004.

La relation entre le Royaume-Uni et l'Europe est en partie déterminée par la question de souveraineté nationale, elle-même intrinsèquement liée à la notion d'identité.⁴³ Par conséquent, le concept du projet européen se heurte à ce principe de souveraineté nationale puisqu'il prévoit une autorité supranationale,⁴⁴ qui régit les politiques économiques, sociales ou judiciaires. Autrement dit, être européen ne constitue en rien une alternative identitaire pour les Britanniques. Geddes décrit l'identification avec l'UE comme superficielle et fondée sur une stratégie purement pragmatique.⁴⁵

Contrairement à Henderson et Wyn Jones, pour qui les identités anglaise et britannique sont par définition liées,⁴⁶ Ichijo les distingue. Elle estime que les deux concepts doivent être analysés séparément : la *Britishness* est une identité civique (liée aux institutions), tandis que l'*Englishness* est une identité culturelle et régionale. Pour l'auteure, être Britannique c'est être blanc : le vote de nombreuses lois sur l'immigration entre 1948 et 1981 a corroboré cette perception.⁴⁷ De plus, le discours dit des *Fleuves de sang* d'Enoch Powell (1968) ou plus récemment, mais dans la même veine, l'affiche « Breaking Point » du UKIP sous Nigel Farage (2016), constituent des repères historiques dans le discours xénophobe et/ou anti-Europe,

⁴¹ *Ibid*, p. 5.

⁴² Richard T. Ashcroft et Marc Bevir, *art. cit.*, 2021.

⁴³ Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 3.

⁴⁴ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 24.

⁴⁵ *Ibid*. p. 11.

⁴⁶ Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones, *op. cit.*

⁴⁷ Le *British Nationality Act* (1948) offrait la possibilité aux ressortissants du Commonwealth à venir s'installer au Royaume-Uni. L'hostilité envers cette immigration s'est traduite par le passage de lois visant à réglementer l'immigration (1962, 1968 et 1971). Enfin, le *Nationality Act* de 1981 a considérablement restreint l'accès à la nationalité britannique.

mettant également en lumière les limites d'un multiculturalisme britannique à deux faces. Geddes confirme que l'Europe politique, et donc la libre circulation des personnes, a alimenté le sentiment d'euroscpticisme.⁴⁸ Outre le regroupement familial ou encore les lois antidiscriminatoires mises en place par le Parti travailliste, « Powell soulignait le risque de dilution, voire de disparition de la culture britannique (c'est-à-dire, selon lui, anglaise) du fait des revendications culturelles des immigrés, tolérées par le gouvernement et sur le point d'être protégées par la loi. »⁴⁹ Bien que ce type de discours soit resté minoritaire, il préfigurait la poussée nationaliste, raciste et euroscptique qui se donna à voir au début et au milieu des années 1980 sous les gouvernements de Margaret Thatcher.⁵⁰

Les discours de campagnes des camps *Remain* et *Leave* se fondaient largement sur le Royaume-Uni et sur le concept de *Britishness* ainsi que sur les symboles qui leur sont associés. Dans leur ouvrage *Englishness*, Henderson et Wyn Jones remarquent que l'Angleterre a souvent été laissée de côté dans les sondages d'opinion, en politique (notamment avec la dévolution), ou plus récemment lors de la campagne référendaire de 2016, qui fut une campagne 100 % britannique. *A contrario*, la campagne du Parti conservateur pour les élections législatives de 2015, la création du parti nationaliste et populiste UKIP ou encore le discours des *Fleuves de sang* d'Enoch Powell ont tous promu une vision anglo-centrée de l'identité britannique. Bien que les camps *Remain* et *Leave* aient décrit le Royaume-Uni de la même manière, leurs visions de l'identité britannique étaient, quant à elles, bien différentes.⁵¹ Les auteurs sont surpris par le fait que l'Angleterre fut absente des discours. Pourtant le discours pro-Brexit est tout de même parvenu à toucher un électorat anglais tenté par le nationalisme.⁵² Henderson et Wyn Jones concluent que le rapport entre la *Britishness* et les différentes classes sociales qui composent le paysage social et politique au Royaume-Uni est plus important que le rapport avec l'identité nationale.

⁴⁸ Andrew Geddes, *op. cit.* p. 32

⁴⁹ Vincent Latour, *Le Royaume-Uni et la France au test de l'immigration et à l'épreuve de l'intégration : 1930-2012*, Presses universitaires de Bordeaux, 2014, p.123-4.

⁵⁰ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 96.

⁵¹ L'identité britannique fait référence aux quatre nations qui constituent le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord se retrouve donc exclue du terme. Notons cependant que pour la majorité de la communauté protestante de l'Irlande du Nord l'identité britannique prime sur leur identité nord-irlandaise. - John Garry et Kevin McNicholl, « Understanding the 'Northern Irish' identity », *Knowledge Exchange Seminar Series (KESS)*, Queen's University Belfast, 2014-2015,

http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/knowledge_exchange/briefing_papers/series4/northern_ireland_identity_garry_mcnicholl_policy_document.pdf, consulté le 30 juin 2023.

⁵² Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones, *op. cit.*, p.25.

1.3 *Britishness et identité européenne*

Définir le concept d'identité européenne est une tâche ardue car cette identité n'est pas figée : elle évolue et se construit en fonction de son environnement. En 1992, la notion d'identité européenne suggère un caractère non intrusif : elle viendrait s'ajouter aux identités nationales dans « le respect de leur histoire, de leur culture et de leurs traditions ». ⁵³ Il serait donc peut-être contradictoire que de vouloir lui donner une seule et unique définition :

L'identité européenne ne se décrète pas. La construction européenne – et c'est ce qui la distingue des tentatives précédentes d'unification du continent qui prétendaient façonner un « homme nouveau » – se caractérise depuis la fin du second conflit mondial par le respect des peuples, des identités, et par la démarche volontaire des nations qui y participent. ⁵⁴

Par ailleurs, on remarquera que la déclaration de Copenhague du 14 décembre 1973, intitulée « De l'identité européenne », est passée inaperçue en Europe.

Les contours de l'identité sont poreux et perméables aux facteurs extérieurs. Dans les sociétés modernes (aussi appelées plures), ce sont plusieurs identités qui interagissent et entrent en conflit les unes avec les autres. Au-delà de l'aspect anthropologique, l'étude des identités est un indicateur pertinent en politique car il permet de définir les intentions de votes. Le Brexit a non seulement révélé et amplifié un malaise identitaire dont le Royaume-Uni souffrait depuis plusieurs décennies, mais a aussi provoqué un nouvel alignement où politique et identités s'entremêlent.

Le questionnement autour de l'identité britannique demeure relativement récent puisque les anthropologues et historiens ne s'y sont penchés qu'après 1945, ⁵⁵ notamment à travers les travaux de Pocock qui étudia l'histoire britannique au-delà de ses frontières en prenant en

⁵³ Traité sur l'Union européenne, *Journal officiel des communautés européennes*, N° C 191, 1992, <<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:11992M/TXT&from=FR>>, consulté le 14 novembre 2022.

⁵⁴ Renaud Sufflot de Magny, « L'identité européenne. Perception et construction. », *Relations internationales*, 4, no. 140, 2009, p. 103-112.

⁵⁵ Linda Colley, « Britishness and Otherness: An Argument », *Journal of British Studies*, vol. 31, no. 4, 1992, pp. 309–329.

considération le continent européen et les nations du Commonwealth. Pour Pocock l'histoire britannique est le résultat d'interactions entre plusieurs nations et plusieurs histoires.⁵⁶

Dans ce climat de fierté nationale mêlée à un sentiment de supériorité vis-à-vis de ses voisins européens, ce fut un moment où l'interprétation de la *Britishness* pouvait manquer d'ampleur. En effet, Colley la décrit comme une approche étroite, exclusive et anachronique, qui se limitait aux quatre nations et aux anciennes colonies de l'Empire. De plus, cette dernière nous met en garde à ce sujet en soulignant que les historiens se sont complu dans une interprétation limitée aux facteurs internes : divisions sociales, politiques, religieuses et culturelles liées au passé du Royaume-Uni. Elle recommande une approche externe axée sur la théorie selon laquelle la puissance du pays repose sur l'influence venue de l'extérieur.⁵⁷ Pour l'historienne, définir ce qu'était la *Britishness* sans prendre en compte les paramètres extérieurs réels (les guerres avec le continent) ou bien imaginaires (la peur du catholicisme), constitue une grave erreur d'interprétation. Par ailleurs, elle ajoute que l'identité se construit par rapport à ce que l'on n'est pas. Cet effet miroir avec « l'Autre », serait une perception de la *Britishness*: « we usually decide who we are by reference to who and what we are not. »⁵⁸ La nation ne s'est pas construite en s'imprégnant de son héritage politique ou culturel mais en réaction à ce qui se trouvait en face des côtes anglaises puis britanniques :

Once confronted with an obviously alien 'Them', an otherwise diverse community can become a reassuring or merely desperate 'Us'. This was how it was with the British after 1707. They came to define themselves as a single people not because of political or cultural consensus at home, but rather in reaction to the Other beyond their shores.⁵⁹

Ashcroft et Bevir soutiennent l'argument de Colley et soulignent là toute la difficulté des Britanniques à s'identifier à l'Europe, dans la mesure où l'identité britannique s'est en partie construite en réaction contre l'Europe. Rejoindre la communauté européenne pouvait s'interpréter comme un remplacement d'une identité nationale fortement impérialiste.⁶⁰

⁵⁶ John G. A. Pocock, « A Plea for a New Subject », *The Journal of Modern History*, Vol. 47, No. 4, décembre 1975, pp. 601- 621 ; John G. A. Pocock, « The Limits and Divisions of British History: In Search of the Unknown Subject », *The American Historical Review* , Vol. 87, No. 2, avril 1982, pp. 311- 336.

⁵⁷ Linda Colley, *art. cit.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Linda Colley, *op. cit.* p. 6.

⁶⁰ Richard T. Ashcroft et Marc Bevir, *art. cit.*, 2021.

De surcroît, l'identité britannique s'est également forgée en opposition à la religion catholique, majoritaire sur le continent européen.⁶¹ Le concept de *Britishness* est donc profondément ancré dans sa relation avec l'Europe, « l'Autre. »

En revanche, selon Colley, la résurgence des identités régionales au Royaume-Uni, induite par la dévolution, illustre une perte du sentiment national (et par conséquent un certain déclin de l'identité britannique) qui sont désormais les nouveaux paramètres identitaires auxquels se référer.⁶² En effet, en rejoignant la CEE en 1973 le pays ne put plus s'opposer à « l'Autre », et sa réticence (voir sa résistance) à l'égard de Bruxelles a été révélatrice de la difficulté à une quelconque européanisation de son identité. En d'autres termes, Colley nous invite à diriger notre regard vers l'intérieur, « l'Autre » n'étant plus un élément clé dans la formation de l'identité britannique mais plutôt les particularités internes à l'union. Elle explique que pour les aristocrates anglais, l'Angleterre, la Grande-Bretagne (voire l'Empire) étaient des synonymes.⁶³ Pour Henderson *et al.* c'est l'*Englishness* qui serait le nouveau facteur de transformation identitaire au Royaume-Uni. En revanche, ces chercheurs s'accordent à souligner que l'identité anglaise revêt diverses interprétations selon les quatre nations qui forment le Royaume-Uni. Le nationalisme anglais, moteur de la campagne en faveur du Brexit est lui aussi difficile à définir : il est souvent comparé aux nationalismes gallois et écossais qui, en majorité, rejettent la *Britishness* telle que les Anglais peuvent l'entendre. Radice confirme que les Britanniques, au même titre que les Danois, demeurent des Européens réticents.⁶⁴

À travers l'étude du mouvement pro-européen nous pourrions démontrer que l'identité britannique va au-delà de la dualité régionale. Parmi les 67 militants⁶⁵ interrogés, plus de 50 % ne privilégiaient pas leur identité régionale par rapport à leur identité britannique tandis que près de 60 % d'entre eux se sentaient plus européens que britanniques. Encore plus révélateur, presque 90 % acceptaient leur double, voire triple identité et seulement 9 % se considéraient uniquement européen. Certains d'entre eux ont même exprimé un rejet de leur identité britannique qui leur inspire un sentiment de honte en raison de la façon dont ont été traités les ressortissants européens par le Royaume-Uni.

⁶¹ Linda Colley, *art. cit.*

⁶² Linda Colley, *op. cit.*, p.162.

⁶³ Linda Colley, *art. cit.*

⁶⁴ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 62.

⁶⁵ À la question « What's your nationality? (as on your passport) » parmi les 67 répondants 56 sont Britanniques, 8 Européens, 2 Irlandais et Britanniques et 1 Américain.

Les différentes interprétations (parfois contradictoires) des identités régionales, nationale et européenne revêtent toute la complexité d'identification à l'UE pour les Britanniques. Les militants pro-européens interrogés dans le cadre de cette thèse n'ont pourtant pas exprimé la moindre difficulté à s'identifier à une ou plusieurs identités, réfutant ainsi certaines théories démontrées plus haut. Les pro-européens témoignent donc d'une superposition et de l'acceptation d'une identité plurale, un aspect sur lequel nous reviendrons dans la troisième partie consacrée au à l'étude de cas du groupe LfE.

I. 3 Visions de l'Europe au Royaume-Uni

Les initiatives et idéaux paneuropéens sont nombreux, complexes voire divergents. Cette dernière section n'aura pas pour ambition de rétablir un historique élaboré d'un sujet aussi vaste. Néanmoins, il sera question de mettre en exergue la présence du mouvement paneuropéen au Royaume-Uni et son relatif succès jusqu'à la fin des années 1940. Puis, dans un second temps, la vision anti-européenne qui s'était manifestée principalement par le refus d'intégrer la CECA et le retrait des Britanniques du Comité Spaak, témoigne, une fois encore, de la priorité donnée aux États-Unis et au Commonwealth au détriment de la CEE et de ses ancêtres. Enfin, la crise de Suez constitua un des éléments déclencheurs pour une transition vers la CEE. La débâcle militaire qui en résulta mit quelque peu à mal la relation privilégiée avec les États-Unis et fit ressortir, de manière frappante, le déclin britannique sur la scène internationale.

Les accords bilatéraux entre le Royaume-Uni et la France au début du XXe siècle, qui avaient scellé l'Entente cordiale, témoignaient d'une coopération positive entre les deux pays.⁶⁶ Crouzet revient sur les phases cordiales (et moins cordiales) entre les gouvernements britannique et français. Ce dernier évoque que déjà en 1904, « la position britannique était : « [e]ntente oui, alliance non ». » En s'alliant avec la France, le Royaume-Uni maintenait de bonnes relations avec le continent et de son côté, la France évitait l'isolement.⁶⁷ Or, Crouzet nuance son propos et souligne que l'Entente cordiale était déjà un projet déséquilibré où les visions britannique et française affichaient des signes d'incompatibilité : « ... aux yeux des dirigeants britanniques,

⁶⁶ L'Entente comportait trois déclarations et une convention. Celles-ci avaient pour objectif de clarifier la réglementation de la pêche entre les côtes de Terre-Neuve et les Nouvelles-Hébrides, ainsi que les litiges coloniaux en Afrique du Nord (Égypte et Maroc).

⁶⁷ François Crouzet, « L'Entente cordiale : réalités et mythes d'un siècle de relations franco-britanniques », *Études anglaises*, vol. 57, no. 3, 2004, pp. 310-320.

l'Entente était un point d'arrivée : elle éliminait les causes de conflit avec la France. En revanche, Delcassé espérait que l'Entente serait un point de départ vers une coopération renforcée et, *hopefully*, vers une alliance. »⁶⁸ Il n'en fut rien et l'Entente cordiale prit fin en 1940 lorsque la France capitula face à l'ennemi allemand.

Maccaferri se penche quant à elle sur le discours européen à travers l'histoire et la politique du Royaume-Uni après la crise de Suez. Elle explique que le discours européen des élites a influencé la formation identitaire et politique des Britanniques dans l'après-guerre. De plus, Maccaferri remarque que le rejet de l'identité européenne ne provient pas d'un manque d'intérêt pour l'Europe mais d'un débat européen dépourvu de passion. Bien que le sujet de l'Europe ait resurgi lors du référendum de 2016 et ait été placé au centre de la politique de Tony Blair au début de son premier mandat, les divisions causées au sein des partis avaient poussé les dirigeants politiques à éviter la question.⁶⁹ Maccaferri ajoute que l'eupéanisation des identités revêt une progression téléologique et unidirectionnelle. Elle repose sur un processus complexe où se mêlent des tendances diverses, parfois contraires. Par conséquent, la dimension anti-européenne est essentielle dans l'analyse du phénomène d'eupéanisation.⁷⁰ Cette constatation renvoie au concept des « communautés imaginées » d'Anderson que nous développerons dans la partie deux : l'eupéisme et l'euroscpticisme ne vont pas l'un sans l'autre. Ces deux discours sont le résultat de constructions culturelle, politique et sociale.

Pour finir, Robert remarque la dimension étriquée de la conception européenne. Elle s'est traduite par une vision purement identitaire, renforçant ainsi la protection de l'identité nationale et son caractère imperméable aux autres identités :

La grande erreur des populistes, Brexiteurs en tête, est d'avoir une conception « identitaire » des identités, c'est-à-dire une vision sectaire qui refuse la pluralité et l'étagement plus ou moins hiérarchisé des sentiments d'appartenance existant en chaque citoyen. En résumé, face à l'Europe, le malaise des Britanniques est triséculaire, structurel et perpétuel, aussi bien à l'époque de l'ancien « système européen » qu'à celle de la nouvelle « construction de l'Europe » : quand ils sont « dehors », ils vivent mal leur sentiment d'exclusion et ne cessent

⁶⁸ Théophile Delcassé était ministre des Affaires étrangères durant la troisième République et un des principaux architectes de l'Entente cordiale. - *Ibid.* (Présentation originale).

⁶⁹ Marzia Maccaferri, « British intellectuals and the European Idea after the Suez Crisis (1956): Narrating Europe between History and Politics », *Journal of British Identities*, 1^{er} septembre 2017, pp. 1-18.

⁷⁰ *Ibid.*

de penser à leur entrée pour garantir leur sécurité ou satisfaire leurs intérêts ; dès qu'ils sont « dedans », ils ont peur pour leur souveraineté au point d'être tentés de regarder vers la sortie.⁷¹

1.1 La vision pro-européenne

Bogdanor souligne que jusqu'au XXe siècle, seuls les philosophes et les visionnaires étaient des patriotes européens, un sentiment étranger à la classe politique.⁷² Les Britanniques avaient mis en place des initiatives pro-européennes dans l'objectif d'assurer la paix et la sécurité sur le continent par crainte d'une deuxième guerre mondiale. Vu comme un affaiblissement de la SDN établie après la Première Guerre mondiale en 1919, le Plan Briand qui proposait une union fédérale des pays d'Europe en 1929, n'avait pas suscité d'adhésion au Royaume-Uni. Néanmoins, l'idée européenne avait tout de même fait son chemin outre-Manche. Pour Le Dréau « ... il est indéniable que la Grande-Bretagne a manqué l'âge d'or européiste des années 1929-1930. Ce qui confirme l'allergie britannique à une certaine forme d'europhisme. Et pourtant, dans le même temps, l'idée européenne et fédéraliste suit une voie spécifiquement britannique. »⁷³

Même si la Seconde Guerre mondiale mit un terme à l'élan européiste au Royaume-Uni, l'europhisme était présent de manière diplomatique à la fin des années 1930 avec la New Commonwealth Society (NCS) et la Federal Union mais exista également de façon plus réactionnaire avec le mouvement Keep Left, faction issue de la gauche travailliste,⁷⁴ ou encore politique avec les États-Unis d'Europe. Transpartisan, le sentiment pro-européen se manifesta sous plusieurs formes avec un succès relatif. En effet, Agnès Alexandre-Collier souligne l'influence de l'Union fédérale (Federal Union) dans la vision des conservateurs dans les années 1940, notamment chez Churchill.⁷⁵ Cependant, le concept d'une Europe fédérale n'a pas pu

⁷¹ Frank Robert, *op. cit.* p. 32.

⁷² Vernon Bogdanor, *art. cit.*

⁷³ Christophe Le Dréau, « Un europhisme britannique conquérant : les tentatives d'implantation de la new Commonwealth Society et de Federal Union sur le continent (1938-1940) », *Les cahiers Irice*, n°1, 2008, pp. 33-48.

⁷⁴ En réaction à la politique étrangère atlantiste d'Ernest Bevin dans le gouvernement travailliste de Clement Attlee (1945-51), un groupe de députés travaillistes dissidents appelé *Keep Left* publiait entre 1947 et 1951 une série de pamphlets prônant une société britannique aux valeurs socialistes. Il s'agissait donc de créer une alliance de sécurité européenne régionale avec la France et de faciliter l'intégration de l'Allemagne. Les députés rebelles y exprimaient une méfiance vis-à-vis du bloc de l'ouest et de la puissance russe qu'ils envisageaient contrer par une alliance avec la France. Ils appelaient à une Europe unie, à un système fédéral, une « troisième force », un Royaume-Uni entièrement intégré à l'Europe et indépendant des deux grands vainqueurs de la guerre : les États-Unis et l'URSS. - R. H. S Crossman, Michael Foot et Ian Mikardo, « *Keep Left* », *New Stateman Pamphlet*, avril 1947.

⁷⁵ « En juin 1940, plus de 10 000 Britanniques avaient déjà créé un mouvement appelé « Union fédérale » (Federal Union) qui rassemblaient des membres ou des sympathisants aussi éminents que l'archevêque de York, William Beveridge, l'historien Arnold Toynbee, l'économiste

s'exporter au Royaume-Uni. Le pacifisme qui en émanait avait toutefois rassemblé des hommes politiques : le Royaume-Uni « n'est donc pas allergique à l'Europe » et a bel et bien été pro-européen mais « avec un décalage chronologique. »⁷⁶ Les Britanniques semblent, une fois encore, avoir manqué une occasion d'être Européens.

Contrairement au projet fédéral de la fin des années 1930, les États-Unis d'Europe illustraient un paradoxe chez la classe dirigeante britannique: unir l'Europe sans en faire partie. Cependant, Churchill l'annonçait clairement le 15 février 1930 dans son article pour le *Evening Post* dans lequel il exprimait la prise de distance du Royaume-Uni face à la construction européenne : « The attitude of Great Britain towards European unification or "federal links" would, in the first instance, be determined by her dominant conception of a united British Empire. »⁷⁷ Churchill voyait le monde d'après-guerre comme trois cercles majestueux : le Commonwealth (l'Empire et le monde anglophone), les États-Unis et l'Europe, qui incarnaient pour lui un équilibre dans le monde d'après-guerre.⁷⁸ Pour Young, Churchill était « le père de l'Europe » mais aussi « le père des malentendus » à propos du rôle du Royaume-Uni dans la réalisation du projet européen, créant ainsi une confusion réciproque avec le continent.⁷⁹

En effet, selon Young, la façon dont Churchill percevait l'Europe et comment il envisageait son union avec le Royaume-Uni étaient des visions totalement opposées (voire contradictoires) marquant ainsi la limite de son attachement.⁸⁰ Pour Radice, Churchill tout comme Thatcher, a toujours privilégié les liens avec les États-Unis et n'a jamais perdu de vue l'importance du rôle du Royaume-Uni sur la scène internationale, une place qu'il n'aurait jamais échangée pour l'Europe.⁸¹

Winston Churchill perpétuait une rhétorique ambiguë vis-à-vis de l'Europe et réitérait sa vision des États-Unis d'Europe à Zurich le 19 septembre 1946, affirmant que : « We must build a kind

Friedrich Von Hayek ou encore le député conservateur Richard Law, fils de l'ancien Premier ministre Bonar Law. Ce mouvement influença certainement Churchill et la majorité des conservateurs. » - Agnès Alexandre-Collier, *op. cit.*, p. 17.

⁷⁶ Christophe Le Dréau, *art. cit.*

⁷⁷ Winston Churchill, *art. cit.*, 1930, p. 51 ; Le député conservateur Leo Amery faisait partie des rares hommes politiques britanniques pour qui participer au projet européen n'entraînait pas en conflit avec l'Empire. – Hugo Young, *op. cit.*, p. 17.

⁷⁸ Il exposa cette vision en 1948 lors du congrès du Parti conservateur à Llandudno au pays de Galles. Le Royaume-Uni se trouvait alors à l'intersection de ces trois cercles.

⁷⁹ Hugo Young, *op. cit.*, p. 6.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 13.

⁸¹ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 23.

of United States of Europe. In this way only will hundreds of millions of toilers be able to regain the simple joys and hopes which make life worth living. »⁸²

Son discours redonna confiance aux peuples européens qui pensaient que le Royaume-Uni allait contribuer à la construction européenne. Or, Churchill cherchait simplement à éviter que la guerre ne se reproduise. Il affirmait la volonté du Royaume-Uni à soutenir le projet européen sans y participer et s'inspirait de l'effort d'unification fédérale par l'union pan-européenne ou encore la SDN. Dans un discours laudatif, Churchill établissait alors un parallèle entre un groupement des États du continent européen et le Commonwealth, modèle de patriotisme et garant de puissance et citoyenneté:

We British have our own Commonwealth of Nations. These do not weaken, on the contrary they strengthen, the world organisation. They are in fact its main support. And why should there not be a European group which could give a sense of enlarged patriotism and common citizenship to the distracted peoples of this mighty continent?⁸³

Or, la suite de son discours sous-entend un rapprochement notamment par l'utilisation du pronom personnel « we », qui laisse penser que le Royaume-Uni faisait partie du projet des États-Unis d'Europe: « If we are to form a United States of Europe, or whatever name it may take, we must begin now. »⁸⁴ Pour le conservateur, la priorité était de créer un Conseil de l'Europe, une association de gouvernements souverains.

Churchill a tout de même montré une constance dans sa vision européenne en créant le United Europe Movement en janvier 1947,⁸⁵ puis en participant à la création du Conseil de l'Europe en 1949. Churchill percevait cette institution comme une unité européenne au sein des Nations Unies qui venaient d'être créées.⁸⁶ En effet, les pays européens n'avaient pas perçu les subtilités du discours de Churchill et se laissèrent convaincre qu'il était de leur côté.⁸⁷ Le Conseil de

⁸² Winston Churchill, *art. cit.*, 1946.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Duncan Sandys s'était assuré que mouvement resterait une association de gouvernements et non pas une fédération afin de ne pas faire reculer son beau-père. Le Congrès de la Haye qui s'était tenu du 7 au 10 mai 1948 et qui avait rassemblé plus de 800 délégués européens (dont Macmillan et 23 députés conservateurs), aboutit à la création du Conseil de l'Europe le 5 mai 1949. Young remarque néanmoins que la majorité des participants au congrès étaient des fédéralistes et que le discours d'ouverture de Churchill (président d'honneur pour l'occasion), ne l'avait pas trahi – Hugo Young, *op. cit.* p. 18 -9.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 21; Hugo Young ajoute que Churchill était déçu que les pays de l'Europe de l'Est ainsi que l'Allemagne étaient absents au congrès.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 22.

l'Europe ne fut pas créée dans une optique fédérale mais intergouvernementale avec un comité fonctionnant sur le principe d'unanimité. Cela limitait l'influence de l'organisation, laissant ainsi un pouvoir de décision plus important aux pays membres.

Cependant, Churchill prit ses distances vis-à-vis de l'Europe lorsqu'il fut nommé Premier ministre pour la seconde fois en 1951 en priorisant la relation avec le Commonwealth et les États-Unis.⁸⁸ Par ailleurs, les États-Unis d'Europe de Churchill ont été un argument repris pendant la campagne référendaire à la fois chez les *remainers* et chez les *leavers*, illustrant une fois encore la dimension ambivalente du message churchillien 70 ans plus tard.

1.2 Une vision pragmatique

Pour certains comme Henry Tizard, les dirigeants britanniques manquaient cruellement de réalisme. Le Royaume-Uni ne se rendait pas compte que s'il continuait à se bercer d'illusions et à vivre dans le passé il n'aurait plus rien d'une grande nation:

We persist in regarding ourselves as a Great Power capable of everything and only temporarily handicapped by economic difficulties. We are not a Great Power and never will be again. We are a great nation, but if we continue to behave like a Great Power, we shall soon cease to be a great nation.⁸⁹

Fondée en août 1952, la CECA avait pour objectif d'éviter une nouvelle guerre. Dans un premier temps, elle entendait regrouper les productions d'acier et de charbon de la France et de l'Allemagne puis dans un deuxième temps, celles de l'Italie et le Benelux. Le gouvernement Attlee (1954-51) refusa de prendre part à la CECA et en juin 1955 Macmillan envoya le sous-secrétaire du *Board of Trade* Russell F. Bretherton pour représenter le Royaume-Uni à la conférence de Messine, illustrant ainsi l'ennui manifeste des Britanniques face aux discussions et négociations européennes. Bretherton était vu comme un pro-européen par ses semblables et pour Peter Thorneycroft, président du *Board of Trade*, il était l'homme parfait pour représenter le Royaume-Uni à Messine.⁹⁰

⁸⁸ *Ibid.*, p. 95.

⁸⁹ Cité dans Hugo Young, *op. cit.*, p 24.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 87.

Le Royaume-Uni n'était en rien opposé à la mise en commun des productions d'acier et de charbon entre la France et l'Allemagne. Un article du *Monde* du 28 novembre 1950 indique que Sir David Maxwell-Fyfe (alors ministre de l'Intérieur) s'était montré favorable à une union des pays européens.⁹¹ En revanche, le Royaume-Uni ne souhaitait pas faire partie de la CECA.

Les Britanniques ne considéraient pas cette étape comme le début d'une union entre les pays d'Europe. Le ministère des Affaires étrangères et celui des Finances redoutaient la nature irréversible de l'intégration européenne et la perte de leur liberté.⁹² Le gouvernement travailliste de Clement Attlee s'était montré hostile au projet tandis que les conservateurs condamnaient leur isolationnisme⁹³ et conseillaient vivement au parti de prendre part aux discussions, comme Anthony Eden le recommandait le 26 juin 1950 :

I begin by submitting to the House that it is an essential British interest that the Schuman proposals should succeed, and to enable them to do so Britain should take her part in them. In examining these proposals. [...] It is my own strong impression that the risks of having to withdraw from the negotiations were and are less serious than those of failing to attend the negotiations at all.⁹⁴

Pour Lieber, Churchill, qui avait été nommé Premier ministre pour la seconde fois en octobre 1951, avait fait du Parti conservateur le « parti de l'Europe ».⁹⁵ Bien que les conservateurs se soient montrés plus ouverts quant à la participation du Royaume-Uni aux discussions de la CECA, le parti n'en demeurait pas moins fermé au sujet de l'intégration du pays à la communauté, comme le déclarait le conservateur (et sous-secrétaire parlementaire) Anthony Nutting en novembre 1951:

[The Conservative government] welcome the Schuman Plan as a means of strengthening the economy of Western Europe and look forward to its early realisation. ... The Government of

⁹¹ Le Monde, « SIR DAVID MAXWELL FYFE ANNONCERAIT le ralliement de l'Angleterre au plan Schuman », *Le Monde Archive*, 28 novembre 1950, <https://www.lemonde.fr/archives/article/1951/11/28/sir-david-maxwell-fyfe-annoncerait-le-ralliement-de-l-angleterre-au-plan-schuman_2072011_1819218.html>, consulté le 13 septembre 2022.

⁹² De plus, le gouvernement travailliste était pleinement conscient de la pression exercée par les syndicats ouvriers pour qui la CECA allait à l'encontre du programme de nationalisation. - Anthony Forster, « Anti-Europeans, Anti-Marketeers and Eurosceptics : The Evolution and Influence of Labour and Conservative Opposition to Europe », *Political Quarterly*, Vol. 73, No. 3, 2002, pp. 299-308.

⁹³ Hugo Young, *op. cit.*, p. 72.

⁹⁴ Hansard, *Parliamentary Debates*, 26 juin 1950 vol 476 cc1907-2056

⁹⁵ Robert J. Lieber, *British Politics and European Unity*, University of California, Berkley, Los Angeles, London, 1970, p. 23. Dans les années 1970 les exceptions comme Enoch Powell montraient toutefois les limites de l'europhobie chez les conservateurs. Même s'il parlait d'immigration et non pas d'entrée dans la CEE, à laquelle Powell s'opposa avec la dernière énergie, le discours dit des *Fleuves de Sang* prononcé à Birmingham le 20 avril 1968 était l'expression d'une conception nationaliste du Royaume-Uni et d'une xénophobie décomplexée.

the United Kingdom desires to establish the closest possible association with the European Continental Community at all stages in its development.⁹⁶

Le Royaume-Uni devait mettre tout en œuvre pour unir les peuples d'Europe et trouver le moyen de s'y intégrer. Churchill envisageait même de compromettre la souveraineté nationale si les conditions et garanties étaient réunies :

We should help, sponsor and aid in every possible way the movement towards European unity. We should seek steadfastly for means to become intimately associated with it. [...] the Conservative and Liberal Parties say, without hesitation, that we are prepared to consider, and if convinced to accept, the abrogation of national sovereignty, provided that we are satisfied with the conditions and the safeguards.⁹⁷

Le 21 décembre 1954, le Royaume-Uni s'associait à la CECA par la signature du traité d'association à Londres et le 3 février 1962 Sir Michael Tandy, ambassadeur britannique au Luxembourg, scellait avec le secrétaire luxembourgeois, Christian Calmes, l'accession du Royaume-Uni à la CECA.⁹⁸

L'opération avortée d'une Communauté Européenne de Défense (CED)⁹⁹ a été cruciale dans le raisonnement sceptique des Britanniques qui doutaient du succès des projets CECA et CEE. Les travaillistes y étaient fermement opposés et même si l'élection de Churchill affichait une lueur d'espoir,¹⁰⁰ Anthony Eden, alors ministre des Affaires étrangères avait clairement exprimé le refus d'une participation de la part du Royaume-Uni lors du conseil de l'OTAN en novembre 1951.¹⁰¹ Gowland et Turner soulignent une nouvelle fois l'ambiguïté du discours britannique sur la question d'une défense européenne. David Maxwell-Fyffe (Lord Kilmuir) alors ministre de l'Intérieur, avait explicitement insisté sur la non-participation du Royaume-Uni à la CED pour ensuite émettre l'hypothèse que le Royaume-Uni pouvait éventuellement changer d'avis lors

⁹⁶ Hansard, *Parliamentary Debates* 12 novembre 1951 vol 493 cc7-8W

⁹⁷ Hansard, *Parliamentary Debates*, 27 juin 1950 vol 476 cc2104-59

⁹⁸ CVCE, « The United Kingdom submits its application for accession to the ECSC (Luxembourg, 1962) », *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/en/collections/unit-content/-/unit/df06517b-babc-451d-baf6-a2d4b19c1c88/a125033c-90ee-4355-a320-b38e7aaf4cca/Resources#26ba5b2a-240b-41ea-b431-1517492ddd06_en&overlay>, consulté le 13 septembre 2022.

⁹⁹ Aussi appelée Plan Pleven, cette deuxième initiative européenne inspirée du fonctionnement de la CECA, avait pour objectif de regrouper les ressources militaires des Six, y compris celles de l'Allemagne de l'Ouest.

¹⁰⁰ Lorsque Churchill était dans l'opposition il avait exprimé un avis favorable à la création d'une armée européenne. Il changea d'avis après sa nomination au poste de Premier ministre où, tout comme les travaillistes avant lui, il se montra hostile à tout projet supranational et refusa de rejoindre la CED. – Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 50.

¹⁰¹ Stephen George, *op. cit.*, p. 24.

d'une conférence de presse. Anthony Eden s'empressa de démentir une telle possibilité mais soutint tout de même le projet. En effet, sous les encouragements des Américains, le Royaume-Uni s'était positionné comme un sponsor.¹⁰²

En février 1951 débutaient les négociations que les Britanniques observaient à distance ayant refusé de prendre part au projet. Les États-Unis exerçaient une pression sur la France et le Royaume-Uni pour leur contribution au réarmement de l'Allemagne. Lorsqu'en novembre 1951 le Royaume-Uni se retira des négociations, la France ne se voyait pas assumer seule la gestion militaire de l'Allemagne. Par conséquent en août 1954, l'Assemblée nationale vota en majorité contre le projet mettant ainsi fin à la CED de manière définitive.

Eden proposa alors une alternative où le Royaume-Uni n'aurait pas à renoncer à sa souveraineté nationale : l'UEO. L'UEO, une sorte de branche européenne de l'OTAN, ne connut pas le succès de l'OTAN dont la France se retira en 1966.¹⁰³ L'épisode CED/UEO a conforté le Royaume-Uni que la méthode européenne était vouée à l'échec.¹⁰⁴ De plus, la vision britannique qui reposait sur une coopération pragmatique et intergouvernementale entre les Six ne nécessitait pas l'abandon de leur souveraineté nationale.¹⁰⁵

Néanmoins, l'échec de la CED a été mal interprété par les dirigeants britanniques qui avaient conclu qu'il en serait de même pour la CEE. En 1955 l'Europe ne constituait toujours pas une priorité pour les Britanniques qui préféraient privilégier leurs liens avec les États-Unis et le Commonwealth.

En juin 1955 les ministres des Affaires étrangères de la France, l'Allemagne, l'Italie et le Benelux se réunissaient à Messine en Sicile pour mettre en place une union douanière et un espace de libre échange, qui donna lieu à la création de la CEE en 1957. Le gouvernement conservateur avait pris la décision de ne pas participer aux discussions menant à la création de la CEE, ce qui allait compromettre leur position de négociateur au moment de la première

¹⁰² David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 60-1.

¹⁰³ L'UEO avait néanmoins contribué à une concrétisation de la discussion militaire sur le continent européen. Elle avait également renforcé l'idée que le rôle du Royaume-Uni était mondial et avait permis d'entretenir la relation avec les États-Unis - *Ibid.* p. 68.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 97.

¹⁰⁵ Stephen George, *op. cit.*, p. 26.

demande d'adhésion en 1961.¹⁰⁶ En effet la réticence du Royaume-Uni avait incité les Six à mener à bien leur projet d'établir un marché commun.¹⁰⁷

Anthony Eden avait nommé Russell Bretherton et non Harold Macmillan (ministre des Affaires étrangères) pour assister aux négociations sans y participer.¹⁰⁸ Bretherton était convaincu que le Royaume-Uni pouvait influencer les négociations et ainsi modeler la CECA selon ses attentes. Cependant, ses remarques avaient été largement ignorées.¹⁰⁹ En effet, les Britanniques tentèrent de faire échouer le Marché commun qui représentait une concurrence économique de taille. Le Royaume-Uni opta pour la défensive diplomatique en se retirant du Comité Spaak avant la fin des négociations, une décision dont Macmillan avait fini par douter.¹¹⁰

Par conséquent, le Royaume-Uni décida de contrer la CEE avec l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE ou *European Free Trade Association*, EFTA) en novembre 1956. L'AELE était un accord sur mesure pour les Britanniques : pas de politique agricole commune ni tarif commun extérieur. En février 1957 des discussions à propos d'un marché commun se profilaient. L'union concurrente, l'AELE, n'était pas conçue comme une réelle alternative à la CEE. Les liens entre ses pays membres et leurs économies respectives (à l'exception de celle du Royaume-Uni) étaient faibles et moins abouties que ceux de la CEE. En juillet 1959, la Suisse, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Norvège et le Portugal signaient la Convention de Stockholm devenant ainsi membres de l'AELE. Aussi appelés les « Outer Seven »,¹¹¹ les membres de l'AELE avaient pour objectif de bénéficier des avantages d'un marché commun sans la contrainte de tarifs douaniers. En d'autres termes, les pays membres jouissaient d'une coopération économique basée sur le libre-échange.¹¹² Par ailleurs, préserver les accords commerciaux avec le Commonwealth constituait une priorité absolue et les dirigeants avaient exclu la politique agricole qui occupait une place majeure dans la CEE. Pour Gowland et Turner une des motivations principales de l'AELE était de pouvoir mieux négocier une association potentielle avec la CEE.¹¹³

¹⁰⁶ *Ibid*, p. 96.

¹⁰⁷ *Ibid*, p. 27.

¹⁰⁸ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.* p. 100.

¹⁰⁹ Hugo Young, *op. cit.*, p. 91.

¹¹⁰ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.* p. 104.

¹¹¹ *Ibid*, p. 114.

¹¹² Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 32-3.

¹¹³ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 115

Or, l'indifférence manifestée par les Britanniques vis-à-vis du projet européen était désormais réciproque : les Six n'avaient aucunement l'intention de faire partie de l'AELE.¹¹⁴ Camps remarque que la création de l'AELE était la preuve irréfutable que le Royaume-Uni s'intéressait uniquement à l'Europe si celle-ci se limitait à une somme d'accords commerciaux. Vue comme un retour en arrière, l'AELE confirmait le fait que le Royaume-Uni n'était pas prêt à intégrer une union économique ni à s'engager politiquement.¹¹⁵

Pendant ce temps, la CEE (tout comme le Japon) rencontrait une forte croissance économique avec un PIB de 5,3 % contre 2,7 % pour le Royaume-Uni.¹¹⁶ L'économie de l'AELE était bien en deçà de celle de la CEE qui prospérait sous les yeux impuissants des Britanniques.¹¹⁷

1.3 La crise de Suez (1956-1957)

La crise de Suez de la fin des années 1950 vint coïncider avec la création de la CEE. Le 25 mars 1957 les Six signaient le traité de Rome. À partir de la fin de la crise de Suez jusqu'aux années 1970, le discours européen est devenu un réel enjeu en politique. En effet, le Royaume-Uni avait perdu son Empire et par conséquent sa place de puissance mondiale. La crise de Suez marqua le début du déclin de son influence internationale, le Royaume-Uni n'était plus le gardien du monde et sa relation spéciale avec les États-Unis était loin d'être acquise. Pour Young, la crise de Suez a été le dernier désastre de l'Empire, qui contribua à faire basculer les Britanniques vers l'Europe qui commençait à occuper une place importante dans les esprits.¹¹⁸

Au-delà d'avoir provoqué une crise économique, Suez a été le résultat d'une « crise de conscience » poussant ainsi les Britanniques à tourner leur regard vers l'Europe. Camps qualifie le « fiasco de Suez » comme une nouvelle vague européiste en France où le sentiment que son statut de puissance mondiale indépendante serait rendu possible par l'union des pays européens.¹¹⁹ Young va dans le même sens que Camps et ajoute que Suez a également contribué

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ Miriam Camps, *op. cit.*, p. 196.

¹¹⁶ United Nations, *World Economics Survey*, E/5144 ST/ECA/159, 1971, p. 38,

https://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess_archive/1971wes.pdf, consulté le 15 septembre 2022.

¹¹⁷ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 53.

¹¹⁸ Hugo Young, *op. cit.*, p. 99.

¹¹⁹ Miriam Camps, *op. cit.* p. 77.

à redonner confiance aux Européens, et confirmait qu'ils allaient dans la bonne direction.¹²⁰ En effet, la France avait replacé le projet européen au cœur de son programme politique.

L'Entente cordiale entre la France et le Royaume-Uni avait clairement réparti les rôles de chacun sur la scène nord-africaine : les Britanniques pouvaient exercer leur influence en Égypte tandis que la France restait au Maroc. La nationalisation du canal par l'Égypte, vue comme illégitime, conduisit la France, le Royaume-Uni et Israël à s'allier contre le colonel Nasser. Cette alliance militaire rapprocha la France et le Royaume-Uni.¹²¹ Le canal reliait stratégiquement la mer Méditerranée à la Mer Rouge et perdre son contrôle allait considérablement réduire l'autorité du Royaume-Uni et de la France dans le monde post-colonial. D'un strict point de vue militaire, l'opération franco-britannique avait été un succès. D'un point de vue politique, en revanche, elle s'est apparentée à un véritable fiasco, condamnée par les États-Unis, qui n'avaient pas été mis au courant d'une telle intervention. Par conséquent, les Américains proposèrent d'offrir leur protection aux Égyptiens afin de dissuader ces derniers de se tourner vers l'ennemi soviétique. Le Premier ministre Anthony Eden céda à la pression américaine ce qui déplut à la France, méfiante de la relation entre les États-Unis et le Royaume-Uni.¹²²

Le Royaume-Uni cherchait un nouveau rôle sans l'avoir véritablement trouvé. À la suite d'un tel désastre diplomatique, Eden n'eut d'autre choix que de démissionner le 9 janvier 1957. Le lendemain Harold Macmillan aménageait au 10 Downing Street. Suez conduisit l'Europe à se mêler au principe de souveraineté nationale et suscita des questionnements identitaires.¹²³

(Re) trouver un rôle sur la scène internationale semble être une constante au Royaume-Uni depuis la fin des années 1950 avec, en autres, la crise de Suez, puis le référendum de 1975 sur la poursuite de l'adhésion à la CEE et plus récemment le Brexit. Le discours hostile à l'Europe, qui s'est considérablement développé dans les années 1980, suggère un Royaume-Uni qui se perçoit comme une nation d'exception, dotée d'une puissance pourtant disparue depuis longtemps. Ces attributs trouvent leur origine dans le passé impérial et militaire du Royaume-Uni.

¹²⁰ Hugo Young, *op. cit.*, p. 110.

¹²¹ *Ibid.*, p. 108.

¹²² Stephen George, *op. cit.*, p. 27.

¹²³ Hugo Young, *op. cit.*, p. 139.

Young associe l'Europe à un changement profond dans la nature de l'État nation, celle-ci contrainte de rompre la continuité de l'histoire, notamment le lien avec les anciennes colonies. Certains dirigeants politiques n'ont jamais pu accepter une telle évolution et cette crise existentielle s'est transformée en véritable obsession, celle de vouloir à tout prix mettre un terme au projet européen.¹²⁴

Cette image a été remise en cause par la décolonisation, la crise de Suez ou encore la dévaluation de la livre sterling sous Harold Wilson en 1967, marquant ainsi un tournant à la fois économique et diplomatique. De plus, pour les Britanniques, le Royaume-Uni incarne le modèle par excellence de la démocratie et placent la souveraineté parlementaire au-dessus de toute forme d'autorité. Cela explique en grande partie la position de « *reluctant partner* » du Royaume-Uni et sa répugnance à rejoindre le projet supra-gouvernemental européen.¹²⁵

De son côté, Howorth résume la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe en cinq parties ou en « cinq actes » : Résistance, Révision, Résignation, Regrets, et Rancœur.¹²⁶ Cette résistance s'est principalement manifestée par le refus d'adhérer à l'espace Schengen en 1993 ou encore d'adopter la monnaie unique l'année précédente après son retrait effectif du mécanisme de taux de change européen (MCE ou ERM, *Exchange Rate Mechanism*). En effet, ces initiatives allaient à l'encontre du principe de souveraineté nationale. La peur de velléités hégémoniques de Bruxelles semblait bien réelle.

D'un autre côté, l'europhilie reposait principalement sur l'opportunité économique qu'incarnait la CEE au moment où le Royaume-Uni en avait le plus besoin, faisant l'impasse sur les aspects identitaires de la souveraineté nationale et la démocratie. Geddes décrit le principe d'intégration européenne comme une affaire politique de seconde zone. En effet, la question européenne ne constituait pas une priorité dans les affaires politiques du Royaume-Uni et il fallut attendre les années 1990 pour qu'elle devienne un enjeu politique majeur avec le traité de Maastricht, servant de carburant à l'eurosepticisme.¹²⁷

¹²⁴ *Ibid.*, p. 375.

¹²⁵ Pour Wallace, le passé conflictuel entre le roi et le Parlement au sujet de la souveraineté s'est répercuté sur la vie politique britannique. - William Wallace, *art. cit.*

¹²⁶ Jolyon Howorth, *art. cit.*

¹²⁷ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 13.

Choisir le Commonwealth ou l'Europe fut longtemps un dilemme pour les Britanniques. Selon Camps la différence de perception de ce qu'allait devenir l'Europe constitue le berceau même de cette divergence d'interprétation. Du côté des Six, la formation d'un nouvel État politique, unique, supranational prenait forme dans les esprits, tandis que d'un autre côté, les Britanniques voyaient un marché économique et une force pour l'Occident dans le contexte de la guerre froide :

Perhaps the essential difference between the approach of the British and the approach of the Six derives from the fact that the Six are more convinced than are the British of the validity of the analogy between the building of 'Europe' and the formation of a single state. Most continental 'Europeans' think of the new 'Europe' as a new nation, a third 'super-state', and the forming of new allegiances and the breaking of old ones are a logical and necessary part of the construction. [...] Most British 'Europeans', as well as the British Government, shy away from the analogy with the formation of a single state and tend to see 'European unity' as a pooling of efforts and emerging of sovereignty for certain purposes. Although the British Government, when decided to seek to join the Community, and British 'Europeans' recognized that the process, once begun, would be a cumulative of one, and might well end in a new kind of European political system, they were clearly most attracted by that strand in 'Europeanism' which sees the building of 'Europe' as a part of the process of 'denationalization' and step towards the progressive integration of the West.¹²⁸

Geddes résume les occasions manquées des Britanniques pour rejoindre la CECA en trois points. Premièrement, une intégration supranationale n'était pas réaliste et n'aurait mené en aucun cas à un projet viable. Deuxièmement, le gouvernement travailliste espérait que l'AELE suffirait à rétablir un équilibre économique dans l'Europe d'après-guerre. Enfin, le Royaume-Uni avait sous-estimé les difficultés qu'il allait rencontrer lors de sa première demande d'adhésion en 1961-1963 puis en 1967.¹²⁹ Bien qu'Anthony Eden fût un admirateur de la France, il demeurait sceptique vis-à-vis de l'entreprise européenne. Radice remarque que l'ancien Premier ministre conservateur avait à peine mentionné la conférence de Messine dans ses mémoires. La relation avec les États-Unis et le Commonwealth, la menace soviétique et sa place au Moyen-Orient étaient placées au centre des préoccupations chez les conservateurs. Les Britanniques n'étaient donc pas prêts à rejoindre la CECA en 1951 et Eden l'avait très clairement formulé lors d'un discours à l'université de Columbia en janvier 1952. Au fond

¹²⁸ Miriam Camps, *op. cit.* p. 515-16.

¹²⁹ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 45.

d'eux les Britanniques savaient qu'ils ne pourraient intégrer ni la CED ni la CECA : « we know in our bones we cannot do it. »¹³⁰

Le chapitre suivant s'intéressera à la politisation de la question européenne, qui jusque dans les années 1960, n'occupait pas une place décisive dans les débats politiques au Royaume-Uni. Les demandes d'adhésion, puis le référendum de 1975, ont propulsé la campagne pro-européenne sur la scène politique en l'opposant à ceux qui voulaient voir le projet s'effondrer. L'Europe était devenue une source de divisions, faisant ressortir le caractère irréductible des Britanniques. Pauline Schnapper le résume parfaitement : « [l]a question européenne a fait éclater les clivages traditionnels, comme s'il s'agissait là d'un sujet passionnel, qui remuait des instincts profonds, irréductibles à la discipline de parti. »¹³¹

¹³⁰ Cité dans Gilles Radice, *op. cit.* p. 96.

¹³¹ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 93.

II. Entrer dans la Communauté Économique Européenne

Le Parti conservateur tenait encore à préserver les liens avec le Commonwealth, liens que des membres du Parti comme R.A Butler, alors Chancelier de l'Échiquier, associaient à une vraie religion : « In the Conservative party, many MPs based their anti-Europeanism on a strong emotional commitment to the Empire/Commonwealth, which R.A Butler suggested was still 'the main religion of the Tory Party' ».¹

En effet, Young confirme que le Commonwealth avait davantage d'influence sur les prises de décisions des conservateurs que chez leurs opposants.² Cependant, les échanges commerciaux du Royaume-Uni étaient désormais dirigés vers les États-Unis et l'Europe occidentale. En 1962 la CEE était passée devant le Commonwealth et devenait le premier partenaire commercial du Royaume-Uni.³ La production industrielle du Royaume-Uni était en plein essor : entre 1951-1969 les États-Unis étaient le principal partenaire économique des Britanniques, avec une croissance de 132 % de leurs exportations.⁴ Même si le Commonwealth constituait toujours un partenaire essentiel dans l'économie du Royaume-Uni en 1969, la balance commerciale commençait à pencher en sa défaveur : les exportations et importations avaient chuté de 50 % et 41,7 %, respectivement. Parallèlement, les exportations britanniques vers la CEE avaient augmenté de 100 % entre 1951 et 1969 et représentaient 1/5^e des exportations à la fin des années 1960. La CEE et l'AELE constituaient un marché vital à l'économie britannique, puisqu'elles regroupaient plus d'un tiers des exportations.⁵

Les États-Unis, avaient encouragé les Britanniques à rejoindre la CEE. En effet, le Président Eisenhower soutenait ardemment l'intégration du Royaume-Uni au Marché commun et s'était opposé à la proposition de Macmillan qui visait à développer l'OCDE vers une organisation économique atlantique.⁶ De plus, le 4 juillet 1962, pour l'anniversaire de l'indépendance des États-Unis, le nouveau président américain, John Fitzgerald Kennedy donnait un discours à Philadelphie dans lequel il évoquait la force du lien transatlantique entre les États-Unis et

¹ Anthony Forster, *art. cit.*

² Hugo Young, *op. cit.*, p. 106.

³ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 169.

⁴ Justin A. Brummer, *Anglo-American relations and the EC enlargement, 1969-1974*, thèse de doctorat, University College London, 2012, p. 84, <<https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/1348313/1/1348313.pdf>>

⁵ *Ibid.*

⁶ Stephen George, *op. cit.*, p. 31.

l'Europe. Les nations d'Europe occidentale, longtemps divisées par les guerres et les conflits, avaient enfin trouvé la liberté dans la diversité, l'union et la force.⁷

Pour George, brandir le drapeau national et faire campagne contre un ennemi extérieur restent des moyens redoutables pour rassembler une nation divisée. Ce dernier se désole de constater que cet ennemi était leur partenaire européen et que ce combat allait détériorer leurs relations déjà compromises.⁸

Cependant, le Royaume-Uni a aussi su se montrer collaboratif et constructif lorsque l'UE répondait à ses besoins, comme le montre le soutien apporté à l'élargissement ou encore sa vision du libéralisme économique. Bien que le Royaume-Uni n'ait pas été un pays fondateur du projet européen, il a néanmoins contribué à son évolution. Geddes souligne le rôle fondateur du Royaume-Uni dans les politiques européennes dès son entrée dans la CEE. Il insiste sur l'existence d'un phénomène d'europanisation au Royaume-Uni tant au niveau de son intégration politique qu'institutionnelle, avec environ plus de la moitié de sa législation d'origine européenne.⁹

II.1 La première demande d'adhésion (1961-63)

Ce ne fut qu'en 1961 lorsque le Premier ministre conservateur Harold Macmillan décida de déposer la première demande d'adhésion qu'il brisa la relative indifférence à l'égard de la question européenne, la propulsant dans l'arène publique.¹⁰ Adhérer à la CEE n'était pas encore imaginable mais, en revanche la réalité économique allait pousser les conservateurs à envisager l'intégration. Young précise néanmoins qu'à ce stade, la vision politique de l'Europe n'était présente que dans la conscience de l'élite anglaise. Il ajoute que deux groupes distincts s'opposaient : ceux pour qui la CEE était une nécessité économique et ceux qui affichaient une résistance politique, un schéma qui restera présent jusqu'à nos jours.¹¹

⁷ Office of the Federal Register (Ed.), « Address given by John F. Kennedy », 4 juillet 1962, *CVCE*, https://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/052b3b13-dfe1-40df-9396-3a007abb425/publishable_en.pdf, consulté le 27 août 2022.

⁸ Stephen George, *op. cit.*, p. 76

⁹ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 7.

¹⁰ Anthony Forster, Anthony, *Eurocepticism in Contemporary British Politics*, Routledge, London and New York, 2002, p. 21.

¹¹ Hugo Young, *op. cit.*, p. 118-9.

Young ajoute que plus l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE se concrétisait, plus l'Europe divisait les Partis travailliste et conservateur (contrairement aux libéraux-démocrates qui ont toujours affiché une ligne pro-européenne cohérente et constante depuis 1958). L'Europe allait devenir la cause de divisions et non un facteur de rapprochement.¹²

1.1 Macmillan et l'Europe

Au début des années 1960 lors d'une réunion du Conseil de l'Europe, le conservateur Selwyn Lloyd avait exprimé des regrets au sujet du refus du Royaume-Uni d'intégrer la CECA en 1950. Or, Selwyn Lloyd s'opposait à une union militaire ou politique qui pourraient potentiellement venir perturber l'ordre politique au Royaume-Uni :

We have, from the beginning, welcomed the formation of the Community of the Six as a step towards European unity. We welcome the economic strength and the political cohesion that the Community of the Six is bringing about. In particular, we welcome the new relationship which it embodies between France and Germany. But although we have welcomed the Six from the beginning, we have always been conscious of the danger that it might lead to a political division between us.¹³

Une fois qu'Harold Macmillan avait officialisé l'intention du Royaume-Uni de rejoindre la CEE, il restait à convaincre son parti. La période 1960-1963 vit donc la première campagne pro-européenne dans la sphère politique avec une presse britannique qui se montra coopérative.¹⁴ Sir Frank Lee, ministre des Finances, avait été mandaté par le gouvernement pour établir un rapport sur la politique économique du pays. Il avait conclu que le Commonwealth n'était plus une alternative réaliste et envisageait l'idée que le Royaume-Uni puisse devenir membre de la CEE, ce qui déplut à Macmillan.¹⁵

Young précise que Macmillan n'était pas clair sur ce qu'il voulait « entendre » non plus et son discours portait les signes de la vision churchillienne.¹⁶ Le rapport produit par Frank Lee avait tout de même fait son chemin et l'attitude de Macmillan finit par s'assouplir.¹⁷

¹² *Ibid.*, p. 258.

¹³ Lloyd Selwyn, « EFTA Bulletin », octobre 1960, Vol. 1, No. 1, <<http://aei.pitt.edu/83863/1/1960.1.pdf>>, consulté le 13 septembre 2022.

¹⁴ Stephen George, *op. cit.*, p. 30.

¹⁵ Hugo Young, *op. cit.*, p. 121.

¹⁶ *Ibid.*, 115-6.

¹⁷ *Ibid.*, p. 121.

Le 13 juillet 1960, le Premier ministre décida alors de demander l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE et quinze jours plus tard, il procéda à un remaniement ministériel afin de mettre toutes les chances de son côté. Il s'entoura alors de pro-européens : Edward Heath fut nommé Lord du Sceau Privé (*Lord Privy Seal*) au *Foreign Office*, Christopher Soames était responsable des questions en lien avec l'agriculture, tandis que Duncan Sandys quittait l'aviation pour s'occuper des relations avec le Commonwealth. Il garda néanmoins l'eurosceptique R.A Butler comme *Home Secretary*. Jusqu'en mai 1961, Macmillan refusait d'adhérer à la CEE tant que les intérêts du Commonwealth et des agriculteurs britanniques n'étaient pas protégés. En effet, le Royaume-Uni pensait qu'il pouvait amender le traité de Rome en sa faveur, mais il n'en fut rien. Entre avril et juillet 1961 plusieurs réunions s'étaient tenues afin de discuter et de débattre sur les conséquences possibles de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. La perte de la souveraineté fut un sujet récurrent mais les arguments débattus restaient confinés à la sphère politique et l'électorat n'en sut rien.¹⁸

Selon un sondage mené par l'US Information Agency en 1954, 78 % des Britanniques s'étaient prononcés en faveur d'une participation au projet européen, en 1962 ils n'étaient plus que 47 %.¹⁹ Plus les mois passaient plus l'opinion devenait sceptique : en juin 1962 seulement 36 % souhaitait voir le Royaume-Uni rejoindre la CEE.²⁰ Dans le but d'influencer l'électorat le gouvernement décida de solliciter Sir Frank Lee pour mener la campagne pro-européenne. Néanmoins, Macmillan se retrouvait dans une situation relativement complexe : il devait persuader le Commonwealth, les Six et l'électorat des avantages à adhérer à la CEE, alors que chacun défendait des intérêts divergents.

Tous les partis participèrent à la campagne pro-européenne : les travaillistes, les libéraux-démocrates mais aussi des groupes qui soutenaient le Marché commun comme la Federal Union et la United Europe Association. De plus, au *Foreign Office*, Hubert Gladwyn Jebb dirigea la campagne transpartisane « Common Market ».

Pourtant, l'opinion s'éloignait de l'idée que rejoindre la CEE puisse être bénéfique. En juillet 1960 49 % des électeurs approuvaient la décision de Macmillan, 13 % étaient contre et 38 %

¹⁸ Macmillan avait refusé de publier un livre blanc. - Andy Mullen et Brian Burkitt, « Spinning European: Pro-European Union Propaganda Campaigns in Britain, 1962-1975 », *The Political Quarterly*, 2005.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

indécis. Six mois plus tard les sondages annonçaient un essoufflement de cet engouement déjà bien discret. De plus, Lieber remarque que dans l'ensemble, les électeurs étaient favorables à l'adhésion du Royaume-Uni tant que l'Europe ne soulevait pas de problématiques ciblées. En 1961 seulement 25 % des Britanniques étaient prêts à soutenir la CEE sans un accord satisfaisant.²¹ Selon Mullen et Burkitt, les groupes de campagnes parvinrent à convaincre les médias, les syndicats, le monde des affaires et l'électorat d'entrer dans la CEE. Les sondages confirmaient la tendance : en février 1963 42 % voulaient rejoindre la CEE, ils étaient 57 % en 1965.²²

L'Europe ne figurait pas dans le *manifesto* électoral de 1959. George souligne le ton pour le moins prudent emprunté par Macmillan ainsi que la réticence manifeste de faire partie de la communauté économique.²³ La décision de rejoindre la CEE était purement stratégique et si le Royaume-Uni parvenait à adhérer au marché commun, il ne fallait en aucun cas que cela ne vienne perturber la relation avec les nations du Commonwealth :

If a closer relationship between the United Kingdom and the countries of the European Economic Community were to disrupt the long-standing and historic ties between the United Kingdom and the other nations of the Commonwealth the loss would be greater than the gain.²⁴

Les négociations allaient être difficiles et s'étaler sur deux années. Le temps de Messine où la France voulait que le Royaume-Uni rejoigne le projet était révolu. Elle avait rédigé le traité de Rome selon ses termes et ses attentes : il était donc difficile de pouvoir les amender. Cependant, Macmillan entendait tout de même négocier les accords commerciaux tandis que la France restait fermement opposée à un quelconque traitement de faveur.²⁵

1.2 La campagne pro-européenne.

Dans *British Politics and European Unity*, Lieber consacre quelques pages aux principales organisations pro et anti-Marché commun.²⁶ Il est intéressant de remarquer que les groupes anti-Marché commun avaient ciblé l'opinion tandis que les organisations pro-européennes avaient

²¹ Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 226-7.

²² Andy Mullen et Brian Burkitt, *art. cit.*

²³ Stephen George, *op. cit.* p. 33.

²⁴ Hansard, *Parliamentary Debates*, 31 juillet 1961 vol 645 cc928-42.

²⁵ Hugo Young, *op. cit.*, p. 128.

²⁶ Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 207-218.

rallié l'élite politique à leur cause. Il n'est pas interdit de penser que si ceux qui défendaient le Marché commun en 1961 avaient tenté de s'adresser à l'électorat, le sentiment pro-européen aurait peut-être été plus présent au Royaume-Uni.

Lieber retrace la première campagne par l'initiative de la Federal Trust en avril 1959 mais la campagne devint réellement active à partir de 1961. L'auteur donne quelques informations sur la composition des groupes pro-européens et on observe des différences marquées avec les groupes pro-européens de la campagne anti-Brexit de 2016. Contrairement à la mobilisation de 2016 qui comptait principalement des militants amateurs, les organisations pro-Marché commun étaient l'initiative d'entreprises privées ou bien de dirigeants politiques. De plus, leurs membres n'étaient pas élus et ces groupes comptaient peu d'adhérents. Cela révèle le caractère élitiste et éphémère de la mobilisation de 1961. De surcroît, l'absence d'une formation militante illustre l'intention de disparaître une fois les négociations abouties. Former un mouvement pro-européen ne semblait pas être l'intention première.

Entre 2016 et 2018 les marches protestataires d'envergure nationale étaient organisées par les militants pro-européens et supervisées par PV et les rassemblements pro-Brexit se sont faits très rares. Or, ce fut l'inverse en 1961 : les groupes anti-Marché commun s'étaient rassemblés à Trafalgar Square et aucun des groupes soutenant la CEE n'avait organisé de marches en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni. Cependant, Lieber reconnaît que bien qu'ils fussent moins visibles que les groupes anti-Marché commun, les partisans du Marché commun avaient toutefois renforcé le sentiment pro-européen.²⁷

En dépit d'une présence numérique importante, leur campagne resta peu influente. Lieber explique cela par une faible cohésion et un manque d'efficacité dans la diffusion d'informations. De plus, les conservateurs anti-Marché commun ne souhaitaient pas voir leur nom associé à un groupe de campagne allant à l'encontre de la ligne politique du parti.²⁸ Le Commonwealth, l'agriculture et la souveraineté nationale étaient les trois piliers de la vision du Parti conservateur. La campagne pour adhérer au Marché commun en 1961 n'avait pas pour ambition de construire un réseau pro-européen sur l'ensemble du territoire britannique. L'engagement des entreprises et leur collaboration avec la classe dirigeante étaient en

²⁷ *Ibid.*, p. 217

²⁸ *Ibid.*, p. 209.

adéquation avec le projet auquel voulait adhérer le Royaume-Uni : une union économique. Cela est très différent de 2016 où la notion d'identité commune notamment induite par le traité de Maastricht (1993) était parvenue à fédérer les citoyens dans un cercle de résistance et donc à rallier les anti-Brexit.

Par ailleurs, à propos du sentiment de l'opinion, Lieber remarque que les sondages présentaient des résultats différents selon la formulation des questions, avec des écarts allant jusqu'à 20 %.²⁹ La question posée au référendum de juin 2016 avait également fait débat. Les sondages d'opinion de 1975 révélaient des conclusions similaires. En 2015, la commission électorale exprimait des réserves quant à l'influence du choix des mots concernant la question proposée pour le référendum de 2016.³⁰

La formulation des questions posées lors des référendums ou encore les sondages d'opinion orientent et influencent considérablement le choix des personnes interrogées.³¹ Mandaté par la Commission électorale, le groupe de recherche Growth for Knowledge (GfK) avait mené une enquête en 2013 pour tester la question proposée par le député conservateur James Wharton : « Do you think that the United Kingdom should be a member of the European Union ? »³²

Les préoccupations s'articulaient principalement autour des termes « member », « remain » et sur le format de réponse, à savoir le choix « yes / no » devait y figurer. Dans son rapport³³ publié en 2015, GfK conclut que la question devait être formulée de manière simple et claire. Les personnes interrogées dans cette enquête étaient d'avis qu'il fallait inclure les réponses « yes »

²⁹ Lieber compare la question posée par le Daily Express 29 août 1961 : « Are you for or against Britain joining the Common Market ? » à celle de Gallup : « If the British Government were to decide that Britain's interest would best be served by joining the European Common Market, would you approve or disapprove ? » - *Ibid.*, p. 228.

³⁰ The Electoral Commission, « Testing the EU Referendum Question », 1^{er} août 2019, <<https://www.electoralcommission.org.uk/who-we-are-and-what-we-do/elections-and-referendums/past-elections-and-referendums/eu-referendum/testing-eu-referendum-question>>, consulté le 16 septembre 2022.

³¹ Depuis 2000, le Political Parties, Elections and Referendums Act en 2000 prévoit, en autres, de mandater un organisme indépendant pour tester l'intelligibilité des questions électorales au Royaume-Uni.

³² GfK dut également prendre en considération la traduction galloise ; UK Parliament, « European Union Referendum Bill », HL bill 63, 2013, <<https://publications.parliament.uk/pa/bills/lbill/2013-2014/0063/14063.pdf>>, consulté le 26 septembre 2022.

³³ Growth for Knowledge, « Referendum On Membership Of The European Union: Question Testing », 1 septembre 2015, <https://www.electoralcommission.org.uk/sites/default/files/pdf_file/GfK-Report-EU-Referendum-Question-Testing-2015-WEB.pdf>, consulté le 26 septembre 2022.

et « no » sur le bulletin de vote ainsi que les deux termes « remain »³⁴ et « leave » afin de ne pas orienter le choix d'un côté ou d'un autre.

L'annonce de Macmillan avait suscité un certain soutien à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. L'ancien Premier ministre s'inquiétait de la potentielle domination allemande dont la France de de Gaulle se rapprochait, et refusait de laisser la CEE évoluer sans agir. De ce fait, le Premier ministre avait pris conscience que les destins britannique et européen étaient liés et il n'envisageait pas l'Empire ou ce qu'il en restait, comme une alternative viable.³⁵ Néanmoins, cette tendance fut de courte durée avec un engouement de seulement 36 % en juin 1962. Pour Lieber cela s'explique par le manque d'enthousiasme de la part de gouvernement dont le soutien partisan avait lui aussi diminué. La demande d'adhésion par Macmillan répondait à une nécessité économique et ne traduisait pas un élan enthousiaste de la part du Parti conservateur, qui avait pris cette décision par dépit.³⁶ Pourtant, le destin de la CEE et celui du Parti conservateur étaient désormais liés.³⁷ Cela montre que dès le début des années 1960, l'Europe occupait une place importante dans l'esprit des électeurs, qui pouvaient potentiellement choisir leur parti en fonction de leur positionnement sur la question européenne.

Malgré le soutien des cinq autres pays membres de la CEE, de Gaulle opposa son veto. Selon Camps, les Français et les Britanniques savaient que faire partie de la CEE n'avait rien de naturel :

General de Gaulle has never concealed the fact that he thinks of Europe in continental or, rather, in Carolingian terms, and that he regards the United Kingdom not as a natural part of Europe but as a part of a rival Anglo-Saxon power group. The British Government knew from the start of the negotiations that at some point they might face a French political veto.³⁸

³⁴ Le terme « remain » (« rester » en français) fut soumis à la discussion. Certains avaient une préférence pour « stay » (synonyme de « remain »), terme considéré comme plus neutre, plus simple et plus communément utilisé dans le langage courant. Les personnes interrogées insistèrent également sur le fait que « stay » serait plus facile à comprendre que « remain » pour les électeurs dont l'anglais n'est pas leur langue maternelle. – Growth for Knowledge, *art. cit.*, p. 5 ; pour les autres raisons voir : The Electoral Commission, « Referendum on membership of the European Union », septembre 2015, p. 19, <<https://www.electoralcommission.org.uk/sites/default/files/2019-08/EU-referendum-question-assessment-report.pdf>>, consulté le 26 septembre 2022.

³⁵ Hugo Young, *op. cit.*, p. 116.

³⁶ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 115.

³⁷ Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 229.

³⁸ Miriam Camps, *op. cit.*, p. 499.

Pourtant Gowland et Turner l'interprètent différemment et pensent que le gouvernement Macmillan était confiant de pouvoir convaincre le président français :

Macmillan was fairly confident that de Gaulle's reservations about British entry could be overcome: the French would be tough and unhelpful, and they would drive a very hard bargain, but at the end of the day, Britain's application would be successful.³⁹

1.3 Le veto du général de Gaulle

Pour Radice, Macmillan avait commis deux erreurs : commencer les négociations seulement en 1962 alors que de Gaulle venait d'obtenir la majorité à l'Assemblée nationale et acheter des missiles Polaris aux États-Unis. Young identifie une nouvelle occasion manquée : si les négociations avaient démarré plus tôt, de Gaulle aurait eu une marge de manœuvre réduite pour s'opposer à l'adhésion du Royaume-Uni.⁴⁰

Le président français concevait une « Europe pour les Européens » et rejetait l'idée d'une « Europe atlantiste ». Cette « phobie américaine » fut une des raisons pour lesquelles la France déclina brusquement la demande d'adhésion du Royaume-Uni. En effet, pour de Gaulle le Royaume-Uni n'avait pas sa place tant qu'il était lié aux États-Unis.⁴¹

George confirme qu'il attendait des Britanniques qu'ils acceptent et assument pleinement leur vocation européenne. Privilégier les États-Unis était, en soi, une réponse pour le Général.⁴² Dans ses mémoires, de Gaulle exprimait ses doutes quant à l'allégeance des Britanniques à l'Europe : « ... étant donné les liens privilégiés qui vous attachent à l'Amérique, viendriez-vous à une telle Europe, ou si vous y veniez, ne serait-ce pas pour qu'elle s'intègre et se noie dans quelque atlantisme ? »⁴³ En effet, Gowland et Turner confirment le scepticisme de de Gaulle qui doutait sérieusement de la sincérité des Britanniques.⁴⁴

³⁹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 135.

⁴⁰ Hugo Young, *op. cit.*, p. 137.

⁴¹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 150.

⁴² Stephen George, *op. cit.*, p. 33.

⁴³ Charles de Gaulle, « Charles de Gaulle. *Mémoires d'Espoir* », CVCE.EU, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/e491121c-8e37-473f-afe6-ff52e349c1aa/Resources#9ab2f959-5735-4606-8d13-935db7af6dfe_fr&overlay>, consulté le 15 septembre 2022.

⁴⁴ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 138.

Du 17 au 21 décembre 1962 Macmillan s'était rendu à Nassau aux Bahamas pour rencontrer le président américain J.F Kennedy et négocier l'achat de missiles Polaris en guise de remplacement des missiles Skybolt désormais obsolètes. Ce fut le coup de grâce pour de Gaulle qui, dès le 14 janvier 1963, organisa une conférence de presse pour annoncer le veto de la France à l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE. De Gaulle déplorait alors l'incompatibilité flagrante entre la CEE et le Royaume-Uni :

On a pu croire parfois que nos amis anglais, en posant leur candidature pour le Marché commun, acceptaient de se transformer eux-mêmes au point de s'appliquer toutes les conditions qui sont acceptées et pratiquées par les Six ; mais la question est de savoir si la Grande-Bretagne, actuellement, peut se placer, avec le Continent et comme lui, à l'intérieur d'un tarif qui soit véritablement commun, de renoncer à toute préférence à l'égard du Commonwealth, de cesser de prétendre que son agriculture soit privilégiée et encore de tenir pour caducs les engagements qu'elle a pris avec les pays qui font partie de sa zone de libre-échange. Cette question-là, c'est toute la question.⁴⁵

De surcroît, les accords de Nassau rappelaient à de Gaulle la faible force nucléaire de la France. En effet, le Président espérait collaborer avec les Anglo-Saxons afin de développer son programme nucléaire qui était bien moins avancé que ceux des États-Unis ou encore du Royaume-Uni. Lors de sa visite à Rambouillet les 15 et 16 décembre 1962, Macmillan aurait suggéré que si le projet Skybolt n'aboutissait pas le Royaume-Uni s'associerait à la France pour développer de nouveaux missiles.⁴⁶ Macmillan ne choisit pas la France et ce fut suffisant pour faire reculer de Gaulle. Malgré le soutien des cinq autres pays membres, de Gaulle trouvait légitime d'aller à l'encontre de leurs intentions. En effet, le référendum de 1962 sur l'introduction du suffrage universel direct avait été un succès et son parti venait d'obtenir une majorité confortable à l'Assemblée nationale.

Pensant que promouvoir l'Europe allait rendre les négociations avec Bruxelles encore plus difficiles, Macmillan avait préféré éviter la confrontation. La question s'était alors confinée aux hautes instances politiques. Par conséquent, le gouvernement conservateur n'avait pas activement cherché à rallier l'électorat à la cause pro-européenne.

⁴⁵ Charles de Gaulle, « Conférence de presse de Charles de Gaulle », 14 janvier 1953, *CVCE.EU*, < https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/e491121c-8e37-473f-afe6-ff52e349c1aa/Resources#5b5d0d35-4266-49bc-b770-b24826858e1f_fr&overlay>, consulté le 4 août 2020.

⁴⁶ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 139.

Du côté travailliste, Hugh Gaitskell,⁴⁷ leader du parti, s'était fermement opposé à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE mais cela ne constituait en rien une menace pour les conservateurs. Pour les travaillistes, la demande d'adhésion était une parade pour dissimuler le déclin national.⁴⁸ Les colonies issues du Commonwealth craignaient de perdre leur marché avec le Royaume-Uni et Gaitskell s'en servit comme une arme pour contrer le Parti conservateur. Le dirigeant travailliste à qui le Royaume-Uni doit la célèbre analogie entre l'entrée dans la CEE et la fin de « mille années d'histoire »⁴⁹ condamnait Macmillan pour avoir compromis les intérêts du pays avec l'AELE et le Commonwealth.

En revanche, l'offensive travailliste se traduit par un changement d'attitude envers la CEE. En septembre 1962 le National Executive Committee (NEC) annonçait que le parti acceptait d'adhérer au Marché commun en théorie si cinq garanties étaient respectées : conserver les intérêts avec le Commonwealth, l'AELE et le secteur agricole ; préserver l'indépendance de la politique étrangère et la libre gestion de l'économie.⁵⁰ Cette approche constituera jusqu'au début des années 1980 le credo européen des travaillistes. Par ailleurs, des tensions venues de la droite du parti commençaient à émerger. En effet, Roy Jenkins quitta le *Labour* en juillet 1960 pour montrer son désaccord au sujet de la vision travailliste sur la question européenne et pour faire campagne afin d'entrer dans le Marché commun.⁵¹ Toutefois minoritaire, la question européenne était source de désaccords au sein du Parti travailliste présageant le référendum de 1975, puis la création du Social Democratic Party (SDP) en 1981.⁵²

Négociations et hésitations résument l'attitude des Britanniques vis-à-vis de la CEE au début des années 1960. Leur intention de rejoindre le Marché commun n'était pas réelle. Macmillan avait passé le concept de la souveraineté sous silence afin d'éviter de politiser la question européenne qu'il voulait voir confinée à la sphère économique.⁵³ Une des raisons pour laquelle

⁴⁷ Young le considère comme le premier eurosceptique. Il nuance son propos et précise qu'il attribue un sens différent de l'euroscepticisme des années Thatcher. En effet, Gaitskell n'était pas profondément anti-Europe, sa politique l'était. – Hugo Young, *op. cit.*, p. 162.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 149.

⁴⁹ Hugh Gaitskell, « Speech by Hugh Gaitskell against UK membership of the Common Market », 3 octobre 1962, *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/05f2996b-000b-4576-8b42-8069033a16f9/publishable_en.pdf>, consulté le 15 septembre 2022.

⁵⁰ National Executive Committee, « Statement by the National Executive Committee of the Labour Party », 29 septembre 1962, *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/74ff9d31-b274-4d3d-b99f-7b3ba76fff9/publishable_en.pdf>, consulté le 15 septembre 2022.

⁵¹ Hugo Young, *op. cit.*, p. 260-1

⁵² Nous utiliserons l'acronyme anglais SDP pour faire référence au Parti social-démocrate.

⁵³ Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 239.

l'Europe est restée confinée à cette sphère et n'est devenue un sujet à la portée des électeurs que bien plus tard, reposait sur le fait qu'elle n'était pas considérée comme une problématique urgente.

Pour les dirigeants britanniques, les liens historiques et culturels qu'ils entretenaient avec le Commonwealth étaient plus précieux qu'une alternative économique.⁵⁴ Enfin, l'agriculture constituait un point sensible des négociations et la National Farmers' Union (NFU), proche du parti, n'avait pas épargné le gouvernement de Macmillan.⁵⁵ Bien que Lieber reconnaisse qu'il est impossible de mesurer l'influence des syndicats agricoles sur les négociations, il n'en demeure pas moins persuadé qu'ils ont fait ressortir les dommages que la PAC (politique agricole commune) pouvait infliger à l'agriculture du Royaume-Uni.⁵⁶

II.2 La deuxième demande d'adhésion (1967)

Issu de la gauche travailliste hostile au projet européen, Wilson était néanmoins un négociateur pragmatique et ouvert à la possibilité d'intégrer la CEE, si les conditions le permettaient.⁵⁷

Une fois nommé Premier ministre le 15 octobre 1964, et en totale contradiction avec la ligne politique du parti, Harold Wilson allait affronter la lourde tâche de négocier l'adhésion à la CEE une seconde fois. Or, comme le précisent Gowland et Turner, Wilson avait montré peu d'intérêt à rejoindre la CEE au cours de son premier mandat.⁵⁸ En effet, tout comme Macmillan, Wilson n'avait pas donné la priorité à la question européenne. D'autres problématiques jugées plus importantes étaient au centre des préoccupations de son gouvernement. Saunders le qualifie d'« agnostique », de spectateur n'ayant jamais ressenti la moindre émotion pour le projet européen. Wilson, tout comme Callaghan éprouvait un attachement tout particulier au Commonwealth et l'influence mondiale du Royaume-Uni.⁵⁹

Les travaillistes avaient remporté les élections législatives du 31 mars 1966 avec une majorité confortable de 97 sièges. Contrairement aux élections de 1964, cette fois-ci la question

⁵⁴ Hugo Young, *op. cit.*, p. 139.

⁵⁵ Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 122.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 128.

⁵⁷ Hugo Young, *op. cit.*, p. 186.

⁵⁸ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 156.

⁵⁹ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 81 ; 115.

européenne était devenue un enjeu politique notamment à cause la pression exercée par Edward Heath, nouveau leader du Parti conservateur. En 1967, Wilson avait fait la demande d'entrer dans la CEE pour ensuite s'opposer aux conditions obtenues par Edward Heath par pure stratégie électorale.

L'Europe commençait à occuper une place importante dans la vie politique britannique. Lieber précise que 50 % des conservateurs avaient mentionné la CEE dans leur discours et 67 % des libéraux avaient abordé le sujet.⁶⁰ Wilson affichait une ambiguïté manifeste et son raisonnement se rapprochait de celui de Hugh Gaitskell : il était prêt à rejoindre la CEE si les intérêts du pays et ceux du Commonwealth étaient préservés (communément appelées les cinq garanties).⁶¹

1.1 La campagne pro-européenne

Pour cette section, l'ouvrage de Robert Lieber *British Politics and European Unity* sera d'une aide toute particulière. Il remarque qu'à la suite du premier veto de de Gaulle l'opinion et la classe dirigeante étaient devenues bien plus réceptives aux avantages conférés par le Marché commun. En effet, au début de l'année 1966, 66 % approuvaient la décision du gouvernement d'adhérer à la CEE, un résultat qui s'était maintenu jusqu'à la fin de l'année. Le sentiment pro-européen était d'autant plus prononcé chez l'élite politique dont les avis favorables oscillaient entre 75 % et 90 %. Nonobstant, Lieber souligne que l'engouement pro-européen était économique et non émotionnel.⁶² En effet, lorsque certaines problématiques comme le prix des denrées alimentaires (annexe 1.2) commençaient à émerger, le soutien pour la CEE diminuait considérablement.

Dans une dimension comparative avec la mobilisation anti-Brexit de 2016, son étude des groupes pro-Marché commun (*promotional groups*) nous intéresse tout particulièrement.⁶³ Pour Lieber, le Royaume-Uni avait pris une direction pro-européenne et par conséquent les groupes anti-Marché commun s'étaient faits plus discrets par l'absence d'un leader. De plus, Lieber

⁶⁰ L'auteur reconnaît néanmoins l'existence d'une certaine marge d'erreur compte tenu des autres études menées à ce sujet – Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 244.

⁶¹ Labour Party, « Time For Decision », *1966 Labour Party Election Manifesto*, 1966. À l'inverse de certains conservateurs, Wilson percevait le Commonwealth comme un modèle de diversité culturelle et méprisait la supériorité de la race blanche. – Hugo Young, *op. cit.*, p. 187.

⁶² Robert J. Lieber, *op. cit.*, p. 258-9.

⁶³ *Ibid.*, p. 256-260.

esquisse une corrélation entre l'âge et la vision européenne chez la classe dirigeante britannique. Il observe que les anciennes générations, globalement opposées à l'immigration, avaient tendance à s'opposer au Marché commun.⁶⁴ Ce profil correspond à celui des *leavers*, en majorité des hommes blancs, âgés et peu qualifiés.

Par ailleurs, l'auteur identifie une continuité avec la campagne de 1961 ce qui confirme l'hypothèse d'une structure de mise en veille dans le mouvement pro-européen dans les années 1960.⁶⁵ Cela souligne également le caractère transpartisan de la campagne pro-européenne.

On observe cependant une évolution par rapport à la campagne de 1961 : les groupes pro-européens étaient cette fois-ci davantage organisés et disposaient des ressources nécessaires, leur permettant ainsi d'attirer plus d'adhérents et générer un soutien plus important. Les groupes locaux étaient affiliés aux organisations nationales, une structure que l'on a pu retrouver en 2016.

En 1967, l'organisation British Council of the European Movement supervisait les opérations de la campagne pro-européenne, comme elle l'avait fait auparavant au moment de la création de l'AELE.⁶⁶ Compte tenu de l'échec de l'AELE comme alternative au Marché commun, il est intéressant de remarquer que le groupe avait réorienté sa campagne vers l'adhésion à la CEE. Le British Council of the European Movement était associé à d'autres organisations transpartisanes : United Europe Association, United Europe Movement, Federal Union, European League for Economic Cooperation (ELEC), British Section of the Council of European Municipalities, European Luncheon Club, U.K. Section of the European Association of Teachers, European Atlantic Group, Committee of Student European Associations ou encore le Labour Committee for Europe.⁶⁷

Les noms des groupes peuvent fournir des informations sur les causes qu'ils défendent. Fondé par le Conseil de l'Europe en 1954, l'organisation European Atlantic Group visait à promouvoir les relations entre le continent européen et les États-Unis notamment en matière de défense et

⁶⁴ *Ibid.*, p. 253.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 256.

⁶⁶ Le U.K Council of European Movement (aussi appelé British Council of the European Movement par Lieber) était le seul groupe promotionnel qui, avec la Federal Trust for Education and Research, n'avait pas réussi à générer un enthousiasme quelconque pour l'AELE. - *Ibid.*, p. 149.

⁶⁷ Le groupe comptait 100 membres, parmi eux des députés, lords et dirigeants syndicalistes. - *Ibid.*, p. 257.

sécurité et collaborait avec l'OTAN, l'UEO ou encore l'OCDE.⁶⁸ La ELEC était une organisation libérale créée en 1946 par l'ancien Premier ministre belge Paul van Zeeland et collaborait de près avec les syndicats. Selon le site de la CVCE (Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe), le groupe servait « de relais entre les cercles économiques européens et les milieux politiques et de la haute administration ».⁶⁹ La ELEC soutenait, entre autres, une politique énergétique européenne ainsi qu'une union économique et monétaire. Les formations pro-européennes des années 1960 semblaient venir d'horizons différents : groupes industriels, syndicaux, professionnels ou encore politiques, s'étaient unis pour promouvoir l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE. *A contrario*, en 2016, les groupes nationaux semblaient moins diversifiés et davantage centrés sur l'Europe et ses citoyens. Parmi les organisations nationales, seule Scientists for EU s'adressait à une communauté scientifique appartenant au domaine de la santé.

Par ailleurs, si l'on se réfère aux noms des groupes, on peut en déduire qu'ils étaient d'envergure nationale. Contrairement à la campagne anti-Brexit qui s'est principalement déroulée entre 2016 et 2018, en 1967 le mouvement partait du haut et il semble peu probable qu'une campagne se soit déroulée au niveau local. Une fois encore, cela n'a rien de surprenant étant donné que la question européenne était essentiellement une affaire hautement politique et qu'elle laissait l'électorat ou la société civile relativement indifférents. Cependant, tout comme le mouvement *remain* de 2016, la campagne avait également une vocation éducative par le soutien de professionnels, universitaires, syndicats et l'organisation de conférences visant à promouvoir les avantages de la CEE. Parmi les actions militantes, le British Council of the European Movement avait organisé un rallye à Albert Hall à Londres. Cet événement avait recensé la participation de 3000 personnes dont des figures politiques comme le ministre des Affaires étrangères et vice Premier ministre George Brown, Reginald Maudling (vice-président du Parti conservateur) et Sir Paul Chambers (président de l'Imperial Chemical Industries).

L'opposition se limitait à seulement deux groupes : la Anti-Common Market League et la Britain and the Common Market. Tous deux restaient peu influents et avaient essentiellement axé leur campagne sur le respect des cinq garanties, ce qui souligne une fois encore la faible

⁶⁸ B. Justin Glass, « The Story of the European Atlantic Group », <<https://eag.org.uk/wp-content/uploads/2022/04/THE-STORY-OF-THE-EUROPEAN-ATLANTIC-GROUP.pdf>>, consulté le 21 septembre 2022.

⁶⁹ CVCE, « La Ligue européenne de coopération économique (LECE) », *CVCE.EU*, <<https://www.cvce.eu/en/education/unit-content/-/unit/fr/7b137b71-6010-4621-83b4-b0ca06a6b2cb/b4c2b0d3-470c-426e-9b08-e2e5eef80abd>>, consulté le 21 septembre 2022.

résonnance de la souveraineté nationale ou de l'immigration, deux problématiques mises en avant en 2016.

1.2 Le veto du général de Gaulle

En novembre 1967, à la grande surprise de Wilson,⁷⁰ de Gaulle s'opposa une nouvelle fois à l'adhésion du Royaume-Uni sur les mêmes principes qu'en 1963. De Gaulle s'inquiétait de la valeur de livre sterling (dévaluée tardivement par Wilson),⁷¹ de la dépendance militaire britannique envers les États-Unis et des éventuels changements que devrait mettre en place la CEE pour s'adapter à cette nouvelle adhésion.⁷² Dans son autobiographie Wilson explique que malgré les efforts du Royaume-Uni à devenir plus indépendant des États-Unis et plus proche des Européens, cela ne semblait toujours pas convenir au président français :

... there would always remain the question of British policy generally and especially of Britain's policy in relation to the United States. Was it possible for Britain at present — and was Britain willing? — to follow any policy that was really distinct from that of the United States, whether in Asia, the Middle-East or Europe? This was what France still did not know.⁷³

Le rejet de de Gaulle avait été mal vécu par les Britanniques qui cherchaient toujours à se placer sur la scène internationale (annexe 1.3). Wilson contesta la décision du président français et fit la demande de poursuivre les négociations auprès de la Commission européenne. La dévaluation de la livre sterling alerta le général qui s'inquiétait que l'entrée du Royaume-Uni ne vienne bouleverser l'ordre économique de la CEE. Il préférait que les gouvernements britanniques règlent ce problème avant de poser leur candidature une nouvelle fois. Pour que la France lève son veto, il aurait fallu que les Britanniques effectuent des changements significatifs comme de Gaulle l'annonçait clairement lors d'une conférence de presse en

⁷⁰ Hugo Young, *op. cit.*, p. 196 ; le 30 avril 1967, 13 députés travaillistes votèrent en faveur de la demande d'adhésion contre 8. Au Parlement le vote fut 488 voix contre 62 (dont 35 travaillistes qui se prononcèrent contre plus 51 qui s'abstinrent). Les résultats affichaient déjà des fractures au sein du Parti travailliste et présageaient les tensions à venir. – David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 166.

⁷¹ Wilson refusa de dévaluer la livre sterling jusqu'en novembre 1967. Ce fut la solution de repli car le Royaume-Uni avait déjà emprunté au Fond monétaire international (FMI) et ne parvenait toujours pas à rétablir la balance des paiements. Wilson mit du temps à dévaluer la livre sterling car cela revenait à reconnaître la faiblesse de l'économie britannique, chose que Wilson n'était pas prêt à admettre. De plus, la livre avait déjà été dévaluée par les travaillistes en 1949 et Wilson ne voulait pas que son parti soit stigmatisé comme le parti qui dévalue. Il s'adressa à la nation britannique par le biais d'une émission de télévision et prononcera un discours resté célèbre, communément appelé « the pound in your pocket ». Wilson tentait de rassurer les Britanniques que la dévaluation de la livre sterling ne concernait que l'import-export et non l'argent qu'ils avaient sur leur compte en banque ou encore leur pouvoir d'achat.

⁷² David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 165.

⁷³ Harold Wilson, *op. cit.*, p. 408.

novembre 1967: « [t]out dépend donc, non pas du tout d'une négociation qui serait pour les Six une marche à l'abandon sonnante le glas de leur Communauté, mais bien de la volonté et de l'action du grand peuple anglais, qui feraient de lui un des piliers de l'Europe européenne. »⁷⁴ Or, la seule solution fut celle du départ du général de Gaulle qui finit par démissionner le 27 avril 1969 après le rejet du référendum sur la réforme du Sénat.⁷⁵

Le Parti travailliste demeurait divisé à droite où les anti-Marché commun comme Douglas Jay, ne partageaient pas les mêmes vues sur la CEE.⁷⁶ Certains y étaient hostiles et radicalement opposés tandis que d'autres étaient davantage pragmatiques. Cependant, la demande d'adhésion ne provoqua aucun départ ou menace de départ de la part des membres au sein du parti. À ce stade, la question européenne ne divisait pas clairement la gauche et la droite du Parti travailliste.⁷⁷

Les deux demandes d'adhésions à la CEE par les gouvernements conservateur et travailliste de Macmillan et Wilson ont montré une attitude pragmatique face à la participation britannique au projet européen. Tous deux envisageaient le Marché commun comme une entreprise à l'échelle mondiale. De plus, aucun d'entre eux n'avait pour objectif de susciter un quelconque attachement sentimental à l'Europe dans l'opinion, apte à rivaliser avec la force de l'identité nationale britannique. De ce fait, les Britanniques conservaient un attachement culturel avec les États-Unis et le Commonwealth.⁷⁸

Le Royaume-Uni et la CEE avançaient à deux vitesses différentes. Le fort sentiment national et la vision churchillienne dominaient les esprits britanniques qui percevaient le Royaume-Uni à travers les trois cercles (ou sphères d'influence) de l'ancien Premier ministre. Le Royaume-Uni avait une tendance à négliger voire à mépriser le continent européen qui n'était pas à la hauteur des ambitions britanniques. Par ailleurs, la France perçue comme politiquement instable, alimenta le sentiment de méfiance outre-Manche. Les Britanniques tardèrent à

⁷⁴ Charles de Gaulle, « Conférence de presse du général de Gaulle tenue à l'Élysée », 27 novembre 1967, *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/0ae5df93-212b-417d-b875-857f4f310c21/Resourc#fe79955c-ef62-4b76-9677-dce44151be53_fr&overlay>, consulté le 16 septembre 2022.

⁷⁵ Le référendum avait aussi pour objet de connaître l'opinion des Français vis-à-vis du général. Ce vote de confiance avait été rejeté par 52 % de l'électorat obligeant de Gaulle à quitter ses fonctions.

⁷⁶ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 165-6.

⁷⁷ Radice insiste sur le fait que la scission droite/gauche au sein du Parti travailliste n'est apparue que plus tard – Gilles Radice, *op. cit.*, p. 101.

⁷⁸ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 11-2 ; Stephen George, *op. cit.*, p. 40.

s'adapter et accepter le monde d'après-guerre et leur passé vint altérer la vision des élites politiques qui considéraient leur pays comme occupant une position spéciale voire supérieure parmi les États du continent européen.⁷⁹ Cependant, lorsque le Royaume-Uni prit conscience que le Marché commun connaissait une croissance économique bien meilleure que la sienne, les Britanniques commencèrent à considérer la CEE comme une option qui pourrait résoudre la problématique économique dont le pays souffrait depuis le début des années 1960. Or, Macmillan avait pour intention de participer au Marché commun avec l'aide des États-Unis. Il entendait créer une sorte d'Europe « à l'américaine » en développant notamment les organismes de sécurité et de défense comme l'OTAN ou l'UEO. Wilson ne parvint pas à dissiper cette vision entérinant ainsi la psychose de de Gaulle qui voyait dans le Royaume-Uni le cheval de Troie des États-Unis.

II.3 Le Royaume-Uni entre dans la CEE (1973)

L'élection de Georges Pompidou au poste de président de la République française présageait des négociations positives.⁸⁰ De surcroît, l'Allemagne et l'Italie faisaient pression sur le gouvernement français pour que le Royaume-Uni entre dans la CEE. En acceptant la participation du Royaume-Uni à la CEE Pompidou se démarquait de de Gaulle et évitait la rupture définitive des relations franco-britanniques. De plus, lors des négociations, Pompidou démentait l'idée que le peuple britannique était anti-européen et que les Français voulaient à tout prix empêcher le Royaume-Uni d'adhérer au projet européen. En effet, les deux hommes politiques semblaient partager la même vision et étaient parvenus à trouver un consensus. Dans son autobiographie, Heath cite la fin du discours prononcé par le président Pompidou à la fin de leur entrevue :

Many people believed that Great Britain was not and did not wish to become European, and that Britain wanted to enter the Community only so as to destroy it or to divert it from its objectives. Many people also thought that France was ready to use every pretext to place in the end a fresh veto on Britain's entry. Well, ladies and gentlemen, you see before you tonight two men who are convinced of the contrary.⁸¹

⁷⁹ Stephen George, *op. cit.*, p. 39.

⁸⁰ Heath décrit Pompidou comme un homme charmant et anglophile avec qui il entretenait des rapports cordiaux, voire amicaux – Edward Heath, *op. cit.*, p. 369.

⁸¹ *Ibid.*, p. 372.

Le souhait de Heath d'entrer dans le Marché commun à tout prix provoqua deux types de réactions : les pays membres étaient réceptifs à son enthousiasme mais ses faibles exigences l'exposèrent à de vives critiques parmi la classe dirigeante britannique. Or, partant du principe que la nouvelle demande d'adhésion bénéficiait d'un soutien transpartisan, même si une partie de l'électorat était en désaccord avec le principe d'adhérer à la CEE sans en négocier les termes au préalable, il y avait peu de chance qu'elle se tourne vers un autre parti.

Dans son programme électoral de 1970, le parti se montrait moins exigeant que son opposant travailliste mais restait prudent sur les conditions d'entrée. Heath voulait que l'adhésion soit un succès pour l'avenir du Royaume-Uni et donc prévoyait de modifier les termes du traité de Rome une fois que le Royaume-Uni serait un pays membre.⁸² Son expérience dans le gouvernement Macmillan lui avait fait prendre conscience que les Six accepteraient une nouvelle adhésion sous leurs propres conditions et qu'il ne servait à rien d'imposer des changements fondamentaux.⁸³ C'est la raison pour laquelle Heath avait accepté d'intégrer le Marché commun sans l'intention d'altérer le traité de Rome. Pour le Premier ministre conservateur il fallait s'armer de patience pour découvrir les avantages qu'offraient la CEE :

There would be short-term disadvantages in Britain going into the European Economic Community which must be weighed against the long-term benefits. Obviously there is a price we would not be prepared to pay. Only when we negotiate will it be possible to determine whether the balance is a fair one, and in the interests of Britain.⁸⁴

Heath avait créé un ministère de l'Europe et avait transféré la gestion de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE du bureau des Affaires étrangères au bureau du Cabinet. Le gouvernement conservateur publiait alors son livre blanc le 7 juillet 1971 dans lequel il avait listé les avantages à entrer dans le Marché commun. Geoffrey Rippon et Sir Con O'Neill étaient tous deux en charge des négociations et s'étaient donné un an pour que le Parlement britannique approuve les termes et conditions pour entrer dans la CEE. Les négociations portaient sur le Commonwealth, la PAC, la contribution au budget et la livre sterling.

⁸² Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 150.

⁸³ Son expérience en tant que Lord du Sceau Privé sous le gouvernement Macmillan lui avait permis de ne pas reproduire certaines erreurs. Rallier les cinq pays membres à sa cause ne suffisait pas pour entrer dans la CEE, il fallait convaincre les Six. – Edward Heath, *op. cit.*, p. 364.

⁸⁴ Conservative Party, « A Better Tomorrow », *1970 Conservative Party General Election Manifesto*.

1.1 Les négociations

Tout d'abord, au milieu des années 1970 s'achevait une période de forte croissance économique. En effet, les crises économiques et les chocs pétroliers (1973 et 1979) induits (en partie) par la dévaluation du dollar américain en 1971 par le président Richard Nixon, avaient considérablement bouleversé l'équilibre économique des pays occidentaux.⁸⁵ Par conséquent, la livre sterling, qui était la deuxième monnaie de réserve derrière le dollar américain, avait été dévaluée sous Wilson en 1967. Bien que la valeur de la livre fût au beau fixe en 1971, Valéry Giscard d'Estaing (ministre des Finances français) exprimait quelques réserves quant à sa stabilité. Il s'inquiétait que la livre (en tant que monnaie de réserve) soit incompatible avec le projet d'une union monétaire européenne (UME ou *European Monetary Union*, EMU).⁸⁶ Par conséquent, le Président Pompidou refusa que celle-ci figure dans les négociations et préféra remettre cette discussion à plus tard.⁸⁷

Ensuite, les échanges commerciaux avec les anciennes colonies constituaient une autre problématique sur laquelle le Royaume-Uni et la CEE devaient s'entendre. Robert souligne un changement entre le Royaume-Uni et le Commonwealth. En effet, les taux d'import-export des années 1970 avaient nettement diminué et les Britanniques avaient commencé leur transition en échangeant davantage avec l'Europe :

De son côté, la Grande-Bretagne a changé son commerce extérieur. Il est moins mondial et plus européen : en 1972, 19 % seulement des importations et 20 % des exportations s'effectuaient avec le Commonwealth, contre respectivement 48 % et 49 % en 1954. Les liens politiques avec nombre d'anciennes colonies se distendent voire de dégradent. Le Royaume-Uni se montre plus souple et demande nettement moins de dérogations.⁸⁸

Or, Heath tenait à préserver certains accords avec la Nouvelle-Zélande. En effet, bien que les importations en provenance du Commonwealth eussent considérablement diminué, en 1970 les exportations néozélandaises représentaient 34,4 % de la part des exportations britanniques contre 8,9 % et 11 % pour le Canada et l'Australie. Au-delà d'être un défi économique, la Nouvelle-Zélande soulevait également des aspects culturels, éthiques, moraux et sentimentaux

⁸⁵ Le « Nixon Shock » avait plongé le reste du monde dans une crise financière. Les monnaies s'alignaient désormais sur des niveaux de changes flottants et non fixes.

⁸⁶ UME est également appelée l'Union économique et monétaire de l'Union européenne, UEM.

⁸⁷ Edward Heath, *op. cit.*, p. 374.

⁸⁸ Frank Robert, *op. cit.*, p. 226.

envers lesquels Pompidou se montra compréhensif.⁸⁹ Finalement, les Six avaient accepté une période de transition s'étalant sur quatre années et le maintien de l'importation du sucre mais aussi du beurre (80 %) et du fromage (20 %) de Nouvelle Zélande, conditions que Wilson s'empressa de renégocier en 1974 lors qu'il fut nommé Premier ministre pour la seconde fois.

La PAC soulevait bien des inquiétudes outre-Manche en particulier concernant le prix des denrées alimentaires. Contrairement à ce que les travaillistes revendiquaient, entrer dans la CEE ne ferait pas chuter le pouvoir d'achat des Britanniques puisqu'il était déjà affecté par la crise financière.⁹⁰ Créée en 1962, la PAC avait transformé les paysans en exploitants agricoles. Elle fonctionnait grâce aux subventions payées par le contribuable et non par l'État, contrairement au régime agricole britannique qui était financé par des subventions dont les agriculteurs pouvaient bénéficier en guise de compensation.

La PAC reposait sur trois principes : un marché agricole unique, la préférence communautaire et la solidarité financière. Contrairement au Royaume-Uni où la politique agricole était fondée sur l'auto-gestion des prix de la production, la CEE fixait elle-même les prix. De plus, tous les États membres devaient contribuer à son budget et la part de chaque État membre était calculée en fonction de ses besoins et de la taille de son secteur agricole. Or, le Royaume-Uni importait plus que les autres pays membres et son agriculture était devenue quasi inexistante. Cette pénalité était le prix à payer pour s'être intéressé si tard à la CEE, un sacrifice que Heath voyait comme nécessaire mais qui restera un problème central par la suite.⁹¹

Enfin, dans une démarche protectionniste, la PAC visait à protéger les agriculteurs des pays membres d'une concurrence extérieure. Par ailleurs, la politique agricole de la CEE profitait essentiellement à la France dont le secteur agricole était encore très présent dans les années 1970, ce qui, comme le remarque Geddes, témoigne du fait qu'un transfert de l'intérêt national au niveau européen était possible.⁹² Pour entrer dans la CEE, le Royaume-Uni n'avait d'autre choix que d'accepter la PAC telle qu'elle était décrite dans le traité de Rome. Cependant, le gouvernement Heath put négocier une période transitoire de cinq ans de l'application de la politique sur les prix et parvint à maintenir l'importation du beurre de Nouvelle-Zélande.

⁸⁹ Edward Heath, *op. cit.*, p. 373-4.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 376.

⁹¹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 173.

⁹² Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 52.

La dernière phase des négociations (la plus complexe) portait sur la contribution au budget européen qui assurait le bon fonctionnement de la PAC. Le système sur lequel reposait la CEE n'était pas favorable à l'économie britannique. Par conséquent, les conservateurs tentèrent de négocier une période de transition de cinq ans avec la possibilité de deux années supplémentaires. Les Britanniques verseraient alors 8,64 % de leur contribution la première année puis 18,92 % pour la cinquième.⁹³ Margaret Thatcher remit cette condition sur la table des négociations en 1984 et parvint à obtenir un rabais de 66 %.

La direction du parti conservateur ne mentionna pas la question de la souveraineté nationale ni la monnaie unique dans son livre blanc. Cela lui sera reproché plus tard, au début des années 1990 sous le gouvernement de John Major où l'euro-scepticisme régnait :

... what membership of 'Europe' truly meant for national sovereignty [...] was the issue which, if it proved to have been falsely handled, lay in wait to invalidate at its innermost core the nation's 'full hearted consent'. And, long afterwards, this became the argument. When euro-scepticism secured its tightest grip on the throat of government, in the later years of John Major, the sense moved powerfully through the Conservative party that British entry was originally approved on fool, even fraudulent, pretences.⁹⁴

Edward Heath était le seul Premier ministre à avoir fait preuve d'un engagement sans conditions vis-à-vis du projet européen. Malgré l'opposition du Parti travailliste à l'entrée dans la CEE sous ces conditions, le 28 octobre 1971, le gouvernement Heath obtint une majorité de 112 voix en faveur de la demande d'adhésion grâce aux 69 dissidents travaillistes comme Roy Jenkins qui refusa de suivre la ligne de leur parti.⁹⁵ Young présente le vote du mois d'octobre comme un moment charnière car il avait donné naissance à un noyau pro-européen au sein du Parti travailliste et avait mis à l'écart toute forme d'ambiguïté.⁹⁶

⁹³ Edward Heath, *op. cit.*, p. 372.

⁹⁴ Hugo Young, *op. cit.*, p. 245-6.

⁹⁵ Gowland et Turner soulignent que sans le soutien des 69 députés travaillistes dissidents les résultats n'auraient pas été favorables à une adhésion. – David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 182 ; Labour Party, « Now Britain's Strong – Let's Make it Great to Live In », 1970 *Labour Party Manifesto*.

⁹⁶ Hugo Young, *op. cit.*, p. 265.

1.2 La campagne pro-européenne

Bien que des groupes rivaux fissent campagne contre la troisième demande d'adhésion, selon Geddes ces derniers manquaient de cohésion et d'organisation ce qui mit à mal leur crédibilité. Les groupes anti-Marché commun s'étaient alors plutôt développés au sein des partis politiques, on pensera notamment à la Anti-Common Market League chez les conservateurs.⁹⁷

L'opinion se montra changeante : entre 1967 et 1971 le soutien pour la CEE était passé de 65 % à 22 %. En avril 1970 seulement 19 % de l'électorat était favorable à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun et plus de la moitié rejetait la notion même de négociation.⁹⁸ George explique le faible enthousiasme par le fait que les Britanniques avaient rejoint la CEE tardivement et peinaient à imposer leurs conditions. Par ailleurs, Forster souligne l'occasion manquée des anti-Marché commun à exploiter cette tendance.⁹⁹

Dans un premier temps, Mullen et Burkitt mentionnent le recours à une unité en lien avec les services secrets britanniques : le Information Research Department (IRD), qui allait servir à mobiliser l'opinion en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.¹⁰⁰ De plus, le gouvernement conservateur avait fait appel aux groupes pro-européens comme le EM pour sonder la population afin d'identifier les thématiques pour influencer efficacement l'électorat. Une des enquêtes révéla que les électeurs étaient tout particulièrement réceptifs à un meilleur niveau de vie, une meilleure protection sociale, le maintien de la paix et de la sécurité, la protection des intérêts nationaux et une plus grande influence internationale.¹⁰¹

Dans un deuxième temps, Mullen et Burkitt décrivent la campagne pro-européenne en trois étapes : une partie militante, une partie politique et enfin médiatique. Elle fonctionnait principalement de manière horizontale avec la collaboration du gouvernement et des groupes pro-européens comme le EM.

⁹⁷ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 220.

⁹⁸ Stephen George, *op. cit.*, p. 49 ; Andy Mullen et Brian Burkitt, *art. cit.*

⁹⁹ Anthony Forster, *op. cit.*, p. 48.

¹⁰⁰ Andy Mullen et Brian Burkitt, *art. cit.*

¹⁰¹ *Ibid.*

Dans un premier temps, les groupes de campagne avaient procédé à la distribution de 6 millions de copies listant les avantages à rejoindre la CEE. Puis, les militants inondèrent la presse nationale de lettres visant à promouvoir l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun. Enfin, les dirigeants politiques pro-européens tentaient de diffuser un message positif de l'Europe, tandis que la IRD collaborait avec les organisations pro-européennes pour réfuter les arguments du camp adverse. On remarque qu'une fois encore la mobilisation militante provenait d'en haut et collaborait de très près avec le gouvernement qui donnait les directives et indiquait la marche à suivre. Les organisations qui soutenaient le Marché commun servaient à assurer au gouvernement conservateur que l'opinion serait convaincue des avantages à entrer dans la CEE.

Dans un second temps, il s'agissait de réduire l'opposition au Parlement afin que le vote soit en faveur d'une adhésion. Heath ne bénéficiait que d'une majorité de 30 sièges, c'est pour cette raison que le Conservative Group for Europe faisait pression sur les députés et les *whips*¹⁰² ainsi que sur les députés travaillistes.

Dans un troisième temps, la campagne nationale tentait d'influencer l'électorat par le biais des médias. Cette campagne transpartisane composée du EM, du Conservative Party for Europe, du Labour Party for Europe et du Liberal Party for Europe était supervisée et coordonnée par un comité mis en place par le gouvernement.

La campagne menée par le EM fut de grande envergure : le groupe avait recruté plus de 200 intervenants et avait organisé plus de 1000 réunions publiques et distribué plus de 10 millions de tracts. De plus, le EM avait créé le bulletin d'information « British European newsletter » et en juillet 1971 avait même produit une chanson spécialement dédiée à la cause européenne intitulée « We've got to get in to get on »¹⁰³ (« Nous devons y entrer pour avancer »).

Contrairement à la première campagne de 1961-63, Mullen et Burkitt remarquent qu'il est difficile de connaître l'ampleur et l'influence de la campagne de 1971. Cependant, ils confirment que le EM avait consacré un budget de 1 million de livre sterling tandis que le camp

¹⁰² Un *whip* est un membre d'un parti politique qui veille à ce que les autres membres du parti respectent les règles imposées par leur parti lors d'un vote.

¹⁰³ Pour l'écouter: Mike Atkinson, Unity, « We've go to get in to get on », *YouTube*, 29 mars 2017, <<https://www.youtube.com/watch?v=xg3kenARW0c>>

adverse seulement 50 000 £. Néanmoins, la campagne avait été fructueuse et prenait la direction souhaitée. À l'été 1971 la CEE était remontée dans les sondages : 28 % des Britanniques soutenaient l'adhésion en juillet, ils étaient 34 % en août.¹⁰⁴ Le 22 janvier 1972 le gouvernement Heath signait le traité d'adhésion et le projet de loi allait être adopté par le Parlement britannique. Le 1^{er} janvier 1973 le Royaume-Uni, rejoint par la République d'Irlande et le Danemark, devenait membre de la CEE.

Mullen et Burkitt soulignent néanmoins que la décision qu'avait prise le gouvernement conservateur ne faisait pas l'unanimité parmi les électeurs. En effet, 38 % pensaient que rejoindre la CEE était positif pour l'avenir du Royaume-Uni tandis que 36 % étaient persuadés du contraire.¹⁰⁵ En effet, entrer dans le Marché commun n'avait pas mis un terme au débat européen. Au contraire, la gauche travailliste (et plus précisément l'euroseptique Tony Benn) faisait pression sur le gouvernement Wilson. Elle considérait la question comme bien trop « large » et estimait qu'il fallait s'en remettre à l'électorat par le biais d'un référendum.¹⁰⁶

Pour finir, Heath avait fait rentrer le Royaume-Uni dans la CEE mais sa relation avec les syndicats lui fit perdre les élections législatives l'année d'après. Pour cause, le passage de l'Industrial Relations Act¹⁰⁷ provoqua l'indignation chez les mineurs qui se mirent en grève à l'hiver 1972.¹⁰⁸ Pour asseoir son autorité Heath avait demandé alors à l'électorat de faire un choix entre les syndicats ou le gouvernement et l'élection du Parti travailliste fut la réponse.¹⁰⁹ Par ailleurs, les syndicats, qui avaient contribué à la défaite de Heath, demandaient une hausse des salaires alors que le pays souffrait d'une inflation de 15 % qui ne fit qu'augmenter, atteignant les 30 % à l'été 1975.¹¹⁰

¹⁰⁴ Andy Mullen et Brian Burkitt, *art. cit.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Hugo Young, *op. cit.*, p. 275.

¹⁰⁷ Cette nouvelle loi (qui avait été présentée et rejetée sous le gouvernement Wilson de 1964-1970) prévoyait un vote et une période de latence (« *cooling off period* ») entre la demande de grève et la mise en place de la grève.

¹⁰⁸ Le Premier ministre avait pour intention de réformer les relations avec les syndicats et par conséquent de réduire l'intervention de l'État dans le domaine public. Son programme électoral de 1970 promettait une réforme des impôts, un durcissement de l'ordre social (*law and order*), une réforme des syndicats, une réduction des dépenses, un contrôle de l'immigration et la fin de l'aide gouvernementale pour les entreprises en difficulté (« *the lame ducks* »). – Conservative Party, « A Better Tomorrow », *art. cit.*

¹⁰⁹ Stephen George, *op. cit.*, p. 48.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 75.

L'Europe était désormais au centre de la vie politique nationale et les travaillistes semblaient être revenus en arrière en exigeant une adhésion selon des conditions bien plus strictes. Harold Wilson subissait les pressions de la part des adversaires de la CEE, en particulier en provenance de la gauche du parti comme Tony Benn qui demandait un référendum sur la CEE. Le leader de l'Opposition précisait que les travaillistes n'étaient pas contre l'Europe mais qu'ils s'opposaient seulement aux termes négociés par le gouvernement conservateur.¹¹¹ Néanmoins, Gowland et Turner reconnaissent que si Wilson avait remporté les élections législatives de 1970, il aurait accepté d'adhérer à la CEE sous les mêmes conditions que le gouvernement Heath.¹¹²

1.3 Le référendum de 1975

Une des différences majeures entre le référendum de 1975 et celui de 2016 s'articule autour du message. En effet, la campagne BIE l'avait confectionné pour les agriculteurs, les ouvriers, les femmes, les familles monoparentales, les unionistes nord-irlandais, les croyants, les nationalistes écossais et gallois et les « minorités ethniques ». De son côté, Stronger In a eu davantage de difficultés à refléter la diversité socio-démographique du Royaume-Uni dans son discours.¹¹³ La campagne de 1975 était essentiellement orchestrée par les syndicats, l'Église et d'autres organisations tandis que celle de la mobilisation apparue après les résultats du référendum de 2016 était purement militante.

◆ Les négociations

L'entrée tardive du Royaume-Uni dans la CEE, la stagflation dont souffrait le pays depuis 1975 et les divisions au sein de son parti allaient rendre les négociations longues et fastidieuses. De plus, les pays membres avaient exigé que Wilson ait une majorité au Parlement pour poursuivre les négociations. En outre, la mort du Président Pompidou retarda les discussions de six semaines ce qui fut bien reçu du côté des pro-européens qui en profitèrent pour peaufiner leur campagne. Geddes remarque que la question européenne bascula dans l'esprit des électeurs au

¹¹¹ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 101.

¹¹² David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 181 ; 187.

¹¹³ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 379.

moment du référendum de 1975 lorsque le gouvernement travailliste de Wilson demanda directement au peuple britannique de se positionner sur la question.¹¹⁴

Le programme électoral de février 1974 avait attaqué très clairement la politique européenne de Heath et tentait d'apaiser les tensions entre la droite et la gauche. Le parti avait consacré un long paragraphe aux termes qu'il souhaitait renégocier avec Bruxelles : « ... a profound political mistake made by the Heath Government was to accept the terms of entry to the Common Market, and to take us in without the consent of the British people ».¹¹⁵

Si la direction du parti parvenait à renégocier ces termes, alors le Parti travailliste s'en remettrait directement à l'électorat soit en organisant des élections ou bien un référendum : « If re-negotiations are successful, it is the policy of the Labour Party that, in view of the unique importance of the decision, the people should have the right to decide the issue through a General Election or a Consultative Referendum. »¹¹⁶

Dans le *manifesto* d'octobre, on remarque que la direction du parti insistait tout particulièrement sur le pouvoir donné aux électeurs britanniques sur la question européenne. De plus, contrairement au programme de février, celui d'octobre ne consacrait plus qu'un court paragraphe à l'Europe, placé parmi les dernières pages.

Wilson souhaitait revenir sur les points suivants : la contribution britannique au budget européen et à la PAC qu'il estimait trop importante, la diminution des pouvoirs du Parlement qui empêchait le pays de prendre des décisions sur sa politique économique, le projet d'union économique monétaire et enfin une meilleure préservation des liens commerciaux avec les pays du Commonwealth.¹¹⁷ Si l'on peut dire, cette approche cochant toutes les cases : Wilson avait une politique qui s'opposait au gouvernement conservateur : pour les pro-européens comme Roy Jenkins ou Shirley Williams, renégocier les termes n'impliquait pas un retrait et pour les anti-européens comme Tony Benn ou Michael Foot, l'échec des négociations pouvait mener à un référendum qu'ils espéraient en faveur d'une sortie.

¹¹⁴ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 220.

¹¹⁵ Labour Party, « Let us work together – Labour's way out of the crisis », *February 1974 Labour Party Manifesto*.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Wilson avait en réalité confié la tâche des négociations au ministre des Affaires étrangères, James Callaghan.

Wilson parvint à conclure un meilleur accord pour les pays du Commonwealth dans un programme de coopération avec la CEE grâce à la Convention de Lomé (1975).¹¹⁸ Cet accord prévoyait l'importation de produits agricoles en provenance de 46 pays en voie de développement (y compris les pays ACP)¹¹⁹ sans aucun tarif douanier ni réciprocité commerciale. La Convention de Lomé offrait un marché plus grand et plus rentable à la CEE qui était désormais perçue comme davantage ouverte sur le monde. La CEE n'apparaissait donc plus comme un bloc protectionniste qui appauvrissait le tiers-monde, réfutant ainsi un des arguments phares de ceux qui s'opposaient à l'union douanière.

Concernant les échanges commerciaux avec la Nouvelle-Zélande, Wilson était parvenu à obtenir une extension de l'importation de beurre jusqu'en 1977 ainsi que celle du fromage. Enfin, à l'issue du Conseil européen des 10 et 11 mars 1975 à Dublin, Wilson et la Commission européenne trouvèrent un accord commun sur le calcul de la contribution britannique au budget européen (« mécanisme correcteur en matière budgétaire »).

Wilson avait rempli ses objectifs avec succès en maintenant l'unité de son parti mais aussi en gardant le Royaume-Uni dans la CEE. Les termes des renégociations furent acceptés par la majorité des députés britanniques, or les deux tiers des membres du Parti travailliste votèrent contre, illustrant ainsi les divisions qui s'intensifiaient, au point que Wilson laissa ses députés s'exprimer librement pendant la campagne référendaire.¹²⁰

Cependant, l'idée d'organiser un référendum avait été rejetée par les conservateurs au début des années 1970 et ainsi que par Wilson (dans un premier temps). En effet, pour Heath le principe de référendum n'était tout simplement « pas britannique ».¹²¹ Alors que l'Irlande et le Danemark avaient mis en place un référendum avant d'entrer dans la CEE, Heath percevait la situation différemment car au Royaume-Uni les électeurs ont le pouvoir d'élire leurs représentants. L'adhésion au Marché commun en janvier 1973 relevait donc d'un consentement populaire, unanime et sincère (« full-hearted consent »).¹²²

¹¹⁸ Le 20 juillet 1963 les pays membres de la CEE avaient signé la Convention de Yaoundé facilitant ainsi les échanges commerciaux avec 18 États africains et malgaches associés (EAMA).

¹¹⁹ Pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique.

¹²⁰ David Cameron entreprit la même stratégie en 2016.

¹²¹ Hugo Young, *op. cit.*, p. 239.

¹²² Edward Heath, *op. cit.*, p. 362.

Le Parti travailliste des années 1970 était un parti où le sentiment anti-européen était présent notamment par la présence de Tony Benn¹²³ qui fit du référendum une question centrale au sein du parti causant ainsi le départ de Roy Jenkins. Young décrit la vision européenne de Roy Jenkins, alors vice-président, comme un culte voué à l'Europe : « Europeanism was already a cult in the Labour Party, and Jenkins like its high priest ». ¹²⁴

Harold Wilson avait cédé à la gauche du parti et son gouvernement en témoignait : Roy Jenkins avait été remplacé par James Callaghan au poste de ministre des Affaires étrangères, Peter Shore était ministre du Commerce et Tony Benn ministre de l'Énergie.

◆ La campagne

Opposé à l'idée d'un référendum lorsque Tony Benn en fit la demande en 1971, Wilson finit par l'accepter de manière à préserver la cohésion et l'unité de son parti. Si l'électorat votait pour rester dans la CEE cela affaiblirait considérablement la gauche du parti qui tentait de dominer le *Labour*. En renégociant les termes d'entrée, Wilson apaiserait les tensions entre la droite et la gauche et montrerait aux Britanniques qu'il agissait dans l'intérêt national.

Wilson fut, dans un premier temps, ambigu sur la manière dont il voulait régler la question européenne: soit par la tenue d'un référendum ou bien par le biais d'élections législatives. Or, il était un homme politique conciliant et voulait à la fois maintenir son autorité et garder une cohésion au sein de son parti. Bien qu'une deuxième élection lui aurait permis de renforcer sa majorité, elle eut lieu avant que les termes aient pu être négociés avec Bruxelles. Wilson n'avait d'autre choix que de satisfaire la gauche en annonçant l'organisation d'un référendum. Il se positionna en faveur du maintien du Royaume-Uni dans la CEE, ce qui l'obligea à adopter une attitude pro-européenne pour les négociations. ¹²⁵

¹²³ Tony Benn soutenait la demande d'adhésion de Wilson en 1967, cependant durant les quatre années d'opposition, Benn était devenu anti-Europe et avait adopté un discours populiste. Il percevait la CEE comme une bureaucratie qui empêcherait le Royaume-Uni d'intervenir sur la politique industrielle. – Gilles Radice, *op. cit.*, p. 102.

¹²⁴ Hugo Young, *op. cit.*, p. 262.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 271.

Une fois les négociations avec Bruxelles terminées, Wilson demandait alors aux Britanniques de faire le choix entre rester ou sortir de la CEE. Les Britanniques pouvaient ainsi lire sur leur bulletin de vote :

The Government has announced the results of the renegotiation of the UK's terms of membership of the European Community. DO YOU THINK THAT THE UK SHOULD STAY IN THE EUROPEAN COMMUNITY (COMMON MARKET)?¹²⁶

La victoire du « oui » illustre un sentiment pro-européen au Royaume-Uni et confirmait le soutien de l'opinion. 64,6 % des Britanniques s'étaient rendus aux urnes et 67,2 % d'entre eux s'étaient prononcés en faveur d'un maintien du Royaume-Uni dans la CEE contre 32,8 % qui estimaient que leur pays gagnerait à quitter le marché commun.

Pour Jean-Pierre Boivin « le recours au référendum est d'abord une manœuvre pragmatique destinée à résoudre une crise constitutionnelle et à éviter l'éclatement du parti travailliste. »¹²⁷ Or, le principe de référendum va à l'encontre même du principe de souveraineté parlementaire, ancrée dans la Constitution britannique. Pour Margaret Thatcher, nouvelle dirigeante du Parti conservateur,¹²⁸ l'organisation d'un vote populaire allait à l'encontre de la souveraineté parlementaire et pouvait engendrer des conséquences d'ordre constitutionnel.¹²⁹ Glencross interprète quant à lui le recours au référendum comme l'extension de l'esprit d'exceptionnalisme au Royaume-Uni.¹³⁰ Enfin, pour Christian Auer, le référendum, et plus particulièrement celui qui a mené au Brexit, est un « simulacre de démocratie ». Selon lui, Cameron « tendit à faire croire aux citoyens britanniques qu'ils avaient les capacités et les compétences pour répondre à une question, certes formulée de façon claire, comme il est de coutume dans un exercice de démocratie directe de ce type, mais en fait éminemment complexe. »¹³¹ Wellings et Vines corroborent les propos de Auer : pour eux le recours à un

¹²⁶ Présentation originale. « Le gouvernement a annoncé les résultats issus des négociations sur les termes de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne. Pensez-vous que le Royaume-Uni doit rester dans la Communauté européenne (Marché commun) ? » Traduction de l'auteur.

¹²⁷ Jean-Pierre Boivin, « L'Angleterre et l'Europe : le 5 juin 1975 ou la journée des dupes », *Revue française de science politique*, 26^e année, n°2, 1976. pp. 197-228.

¹²⁸ Margaret Thatcher reprit la direction du Parti conservateur seulement parce que Keith Joseph et Edward Du Cann, des opposants de taille, avaient décidé de ne pas se présenter. La plupart des députés conservateurs l'avaient élue dans l'espoir qu'Edward Heath démissionne et soit succédé par Willie Whitelaw ou bien Jim Prior. – Andrew Gamble, « The Thatcher Myth », *British Politics*, Vol. 10, 2015, pp. 3-15 (a).

¹²⁹ *Hansard. Parliamentary Debates*, 11 mars 1975 vol 888 cc291-408.

¹³⁰ Andrew Glencross, *art. cit.*

¹³¹ Christian Auer, « Le référendum britannique du 23 juin 2016 : un simulacre de démocratie ? », *Revue Française de Civilisation Britannique*, Vol. 22, No. 2, 2017.

référendum en 2016 (et plus précisément le passage du *EU Act* en 2011) n'a guère renforcé le pouvoir de décision de l'électorat britannique, mais a traduit le triomphe des partis populistes comme le UKIP mettant ainsi à mal le principe de démocratie :

In seeking to strengthen Westminster's powers through both the EU Act and a referendum promise, the Conservatives have in fact undermined the very principle of parliamentary sovereignty they had hoped to protect. The breakthrough of populist politics says a great deal about the health of British democracy. Rather than being a sign of the reinvigoration of the relationship between state and citizen, the reactive referendum measures now enshrined in English law and British politics are symptoms of its malaise.¹³²

Les auteurs remarquent également qu'en 1975 et 2016, le but n'était pas d'étayer la souveraineté parlementaire mais bien d'apaiser les tensions au sein des partis :

The 1975 referendum, for example, was initiated, not because Harold Wilson felt any true obligation to secure popular approval, but because he faced dissension within his Party. Similarly, the introduction of a bill by Conservative backbencher David Nuttall in October 2011, which called for a referendum on EU membership, came as Cameron's veto of the Eurozone bailout had failed to quieten backbench dissent.¹³³

En revanche, en 1975, la gauche travailliste (y compris Michael Foot et Tony Benn) estimait que le Parti s'était éloigné de son électorat militant et que l'organisation d'un référendum n'était que l'expression de la démocratie.¹³⁴

Le 23 janvier 1975, Harold Wilson justifiait le recours au référendum à la Chambre des communes comme seul moyen de régler la question européenne : « After 15 years of discussion and negotiation, it is an issue which all of us in this House and in the country want to see settled; and uncertainty about the future of British membership is inhibiting the work of the Community ». ¹³⁵ La proposition de Wilson fut acceptée par le Parlement en avril 1975 mais certains conservateurs restaient hostiles à cette méthode.

Le Royaume-Uni connaissait alors sa troisième campagne pro-européenne que Butler et Kitzinger ont décrit et raconté exhaustivement dans leur ouvrage *The 1975 Referendum*. BIE et

¹³² Ben Wellings et Emma Vines, « Are EU referendums undermining parliamentary sovereignty ? », *LSE*, 5 novembre 2015, < <https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2015/11/05/are-eu-referendums-undermining-parliamentary-sovereignty/>>, consulté le 30 avril 2021.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 202.

¹³⁵ Hansard, *Parliamentary Debates*, 23 janvier 1975 vol 884 cc1745-64.

la NRC s'affrontèrent au printemps 1975 pour convaincre l'électorat britannique de voter pour la cause que chacun défendait. Contrairement aux sondages et enquêtes menés en 2016 qui prédisaient tous la victoire du camp *Remain*, Butler et Kitzinger soulignent la volatilité des sondages d'opinion, qui, en fonction de la question posée, affichaient des résultats différents voire opposés. De plus, ils remarquent que l'indécision politique se répercutait sur l'humeur changeante de l'électorat :

On the basic question, 'If you could vote tomorrow on whether we should stay in the Common Market, how would you vote or wouldn't you vote at all?' the answer was 33 % 'In' to 41 % 'Out'. But once again a second question showed how misleading such a finding could be. When asked 'If the Government negotiated new terms for Britain's membership of the Common Market and they thought it was in Britain's interest to remain a member, how would you vote then, to stay in or leave it?', 71 % of decided voters said 'In' and 29 % said 'Out' While among Conservatives 64 % said Yes to the first question and 80 % to the second (an increase of 16 %), among Labour supporters the change was from 29 % to 64 % (an increase of 35 %).¹³⁶

Wilson finit par reprendre confiance en son gouvernement et procéda à un remaniement ministériel pour écarter la gauche anti-Europe. Il nomma Denis Healey (chancelier de l'Échiquier), Roy Jenkins (ministre de l'Intérieur) et James Callaghan (ministre des Affaires étrangères).

◆ La campagne référendaire locale de 1975¹³⁷

De la même façon qu'en 2016, BIE, la campagne pour rester dans le Marché commun, était transpartisane : Roy Jenkins, chef des opérations issu de la droite travailliste collaborait avec les conservateurs et les libéraux. Wilson faisait campagne pour rester dans la CEE mais, tout comme Cameron en 2016, il avait laissé aux dissidents¹³⁸ la possibilité de faire campagne en faveur d'une sortie sous le nom de la NRC. Parmi eux : Barbara Castle, Michael Foot, Peter Shore et Tony Benn. Saunders décrit BIE comme « la campagne la plus formidable depuis l'après-guerre » et rappelle que celle-ci était largement soutenue au niveau médiatique.¹³⁹

¹³⁶ David Butler et Uwe Kitzinger, *The 1975 Referendum*, Macmillan, London, 1996², p. 249.

¹³⁷ Cette section fera l'état de quelques comparaisons entre la campagne pour un maintien dans la CEE de 1975 et celle contre le Brexit de 2016. La campagne *Remain* sera davantage détaillée dans la partie 3 de cette thèse à travers l'étude de cas de Liverpool for Europe.

¹³⁸ Boris Johnson, était un acteur clé dans la campagne Vote Leave ; Press Association, « David Cameron confirms ministers can campaign for 'Brexit' », *The Guardian*, 5 janvier 2016, <<https://www.theguardian.com/politics/2016/jan/05/eu-referendum-david-cameron-confirms-ministers-campaign-brexit>>, consulté le 23 septembre 2022.

¹³⁹ Robert Saunders, *op. cit.*, p.100.

Contrairement à Stronger In qui a éprouvé des difficultés à convaincre Cameron que quatre mois seraient insuffisants pour développer des thématiques complexes,¹⁴⁰ les partisans d'un maintien avaient pris conscience qu'il fallait éduquer l'opinion afin que celle-ci puisse disposer de toutes les informations nécessaires pour faire un choix éclairé.

La campagne référendaire s'est déroulée entre les mois de mai et juin 1975 mais les dirigeants des Partis conservateur et travailliste s'étaient faits discrets. En effet, afin de ne pas exacerber les tensions au sein du parti, Wilson et Callaghan avaient choisi de rester au second plan durant tout le début de la campagne référendaire pour ensuite participer activement à une série d'interviews les deux dernières semaines avant le vote.¹⁴¹ Contrairement à Heath¹⁴² qui restait une figure de proue des pro-européens, les apparitions et interventions de Thatcher, dirigeante du Parti conservateur depuis le 11 février 1975, étaient plus sporadiques.¹⁴³ De plus, les médias ont joué un rôle considérable dans l'influence de l'opinion. Contrairement à la campagne référendaire de 2016, la majorité des journaux britanniques était favorable à la CEE en 1975.

BIE avait pris de l'avance et s'était préparée à défendre le maintien du Royaume-Uni dans la CEE, tandis qu'en 2016 Stronger In s'inquiétait de n'avoir que quelques mois pour se préparer. Butler et Kitzinger décomposent la campagne pro-CEE en trois périodes : pendant les négociations,¹⁴⁴ durant la proposition d'un référendum et enfin au moment de la campagne référendaire.¹⁴⁵ En d'autres termes, BIE construisait sa campagne pro-européenne depuis plus d'un an.¹⁴⁶

BIE fut lancée en mars 1975 aux côtés de The Labour Campaign for Britain in Europe qui collaborait principalement avec les syndicats.¹⁴⁷ Il est pertinent de mentionner que la campagne travailliste avait été pensée par BIE pour convaincre les « *Labour switchers* » ou ceux qui

¹⁴⁰ Oliver Craig, *Unleashing Demons*, Hodder & Stoughton, 2016, p. 42 ; Tim Shipman, *All Out War*, William Collins, 2016, p. 63.

¹⁴¹ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 80; Robert Saunders, *op. cit.*, p. 116-7.

¹⁴² David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 205; Robert Saunders, *op. cit.*, pp. 112-3.

¹⁴³ Margaret Thatcher, *The Path to Power*, New York, Harper Collins, 1995, p. 330 (a)

¹⁴⁴ Cette période était restée secrète. La montée de l'hostilité envers la CEE après l'adhésion du Royaume-Uni avait inquiété la ELEC qui avait décidé de prendre les devants en mettant en place un plan pour promouvoir l'Europe dans le cas de la tenue d'un référendum. – David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, 70-1.

¹⁴⁵ *Ibid*, p. 73.

¹⁴⁶ Andy Mullen et Brian Burkitt, *art. cit.*

¹⁴⁷ La Confederation of British Industry (CBI) soutenait BIE : parmi les 419 grandes entreprises du pays, 415 étaient favorables à un maintien du Royaume-Uni dans la CEE. – David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, 83.

comme Callaghan et Wilson pouvaient potentiellement changer d'avis. En effet, BIE avait pris soin d'éloigner les plus europhiles comme Heath, Jenkins et Thorpe de cette branche car BIE jugeait essentiel de nuancer et d'adapter la campagne autour de thématiques socialistes comme les droits des travailleurs, la solidarité ou encore le contrôle des multinationales.¹⁴⁸ En 2016, le Parti travailliste refusait une fois encore de faire partie de la campagne transpartisane. Le mauvais souvenir de son alliance avec les conservateurs lors de la campagne contre l'indépendance de l'Écosse en 2014 (Better Together) était encore très frais dans les mémoires. Labour In Britain est finalement lancée en décembre 2015 sous la direction d'Alan Johnson avec la même ligne socialiste qu'en 1975.¹⁴⁹ *A contrario*, les libéraux-démocrates étaient très enthousiastes et impliqués dans la campagne référendaire qu'ils voyaient comme un moyen efficace de préparer les prochaines élections législatives.¹⁵⁰

Par ailleurs, Gowland et Turner soulignent l'europanisation des syndicats y compris la NFU, qui sous Macmillan, s'étaient montrés hostiles à la CEE.¹⁵¹ De plus, la campagne fut supervisée par le European Movement et l'ELEC, deux organisations actives lors des négociations en 1970-71. Jugé comme peu attractif pour prendre la direction d'une telle campagne, il fut alors convenu d'un commun accord que le EM se chargerait de l'aspect stratégique et du budget, tandis que la ELEC s'occuperait de la direction transpartisane de la campagne ainsi que des relations avec le secteur industriel.¹⁵²

Née de la fusion entre le Common Market Safeguards Committee et Get Britain Out, la NRC dirigée par Neil Martin, avait démarré sa campagne en janvier 1975. Contrairement à BIE, la NRC présentait un front bien moins organisé sur le plan structurel : elle disposait de peu de moyens et un effectif réduit.¹⁵³ En effet, BIE dépensa plus que n'importe quelle campagne électorale et réussit à récolter un total avoisinant les deux millions de livres sterling dont plus de 600 000 £ dédiées à la promotion du message européen par le biais de publicités, affiches et articles de presse.¹⁵⁴

¹⁴⁸ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 113.

¹⁴⁹ Tim Shipman, *op. cit.*, p. 79.

¹⁵⁰ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 117-9.

¹⁵¹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 206.

¹⁵² Initialement, la ELEC s'occupait de faciliter la communication entre les élus et les patrons d'entreprises. – Robert Saunders, *op. cit.*, p. 103.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 208.

¹⁵⁴ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 86 ; p.90.

Les deux camps s'affrontèrent sur les problématiques liées principalement aux termes des négociations. Pour BIE le gouvernement Wilson avait accompli un travail satisfaisant tandis que la NRC considérait que de meilleurs accords auraient pu être conclus avec Bruxelles. Par ailleurs, Gowland et Turner mentionnent que certains partisans du Marché commun avaient associé le camp adverse à des partis extrémistes comme le Communist Party ou encore le National Front et avaient également propagé des scénarios alarmistes au sujet d'une potentielle pénurie de nourriture (voire un rationnement) si le Royaume-Uni sortait de la CEE,¹⁵⁵ faisant ainsi écho au « Projet Peur » tant controversé du camp *Remain* en 2016.¹⁵⁶

BIE et NRC débattaient essentiellement sur les problématiques relativement « basiques » (« bread and butter » questions) auxquelles les Britanniques étaient réceptifs, en particulier le pouvoir d'achat que Mullen et Burkitt classent en première position. Puis, les électeurs s'inquiétaient du prix des denrées alimentaires, suivi du taux de chômage et enfin en dernier lieu, la souveraineté et l'indépendance.¹⁵⁷

En 2016, l'inquiétude face à l'immigration constituait la seule nouveauté, en effet l'élargissement de 2004, la jungle de Calais et la montée du terrorisme en Europe avaient alimenté le sentiment d'hostilité envers les immigrants.¹⁵⁸ Par ailleurs, on remarque des parallèles avec les stratégies employées en 2016 notamment chez les anti-Marché commun. L'Europe, et plus précisément la CEE, était la cause de tous les maux et était devenue le bouc-émissaire des anti-européens. En effet, Gowland et Turner rappellent que l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE coïncidait avec une forte crise économique d'envergure mondiale avec la dévaluation du dollar américain sous Nixon, une inflation de 30 %, le premier choc pétrolier, la grève des mineurs, le déficit de la balance des paiements et le fort taux de chômage.¹⁵⁹

¹⁵⁵ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 209.

¹⁵⁶ Prononcé pour la première fois en 2013 par Rob Shorthouse, directeur de communication pour la campagne Better Together, le terme « Project Fear » provient de la campagne référendaire pour le référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Rob Shorthouse avait qualifié sa campagne de « Projet Peur » sur le ton de l'humour pour taire l'alarmisme des nationalistes écossais. Le terme a désormais une connotation négative. – Ian Jack, « 'Project Fear' started as a silly private joke during another referendum, but now it won't go away », *The Guardian*, 11 mars 2016, <<https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/mar/11/project-fear-started-as-a-silly-private-joke-now-it-wont-go-away>>, consulté le 30 août 2022.

¹⁵⁷ Andy Mullen et Brian Burkitt, *art. cit.*

¹⁵⁸ Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans le chapitre suivant ; Lord Ashcroft, « How the United Kingdom voted on Thursday... and why », *Lord Ashcroft Polls*, 24 juin 2016, <<https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>>, consulté le 23 septembre 2022.

¹⁵⁹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 211; David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 161.

D'un point de vue structurel, grâce au EM, BIE disposait d'un réseau local préétabli composé d'une centaine de groupes même si, tous n'étaient pas actifs. Sur le principe d'être « unis dans la diversité » tous pouvaient diffuser leur message comme ils l'entendaient mais devaient néanmoins coordonner leurs activités avec BIE.¹⁶⁰ Nous verrons dans la partie 2 que la diffusion du message pro-européen fut l'une des raisons pour laquelle la mobilisation *remain* a échoué à empêcher le Brexit. D'ailleurs, BIE avait mis en place des coordinateurs régionaux pour superviser les groupes locaux, un fonctionnement semblable à celui de PV en 2018. La mise en place d'une structure locale prit toutefois du temps et se fit de manière progressive : on pouvait compter 452 groupes locaux le 5 juin 1975.¹⁶¹

Les campagnes référendaires de 1975 et 2016 en faveur de l'Europe avaient sensiblement les mêmes objectifs et stratégies : lettres à la presse, promotion du message pro-Marché commun par le biais des médias (télévision, radio), réfutation des arguments en faveur d'une sortie, distribution de tracts dans des lieux publics (centres commerciaux), conversations avec les passants mais aussi la rédaction de brochures locales et des collectes de fonds. Cependant, la distribution de ressources par BIE était parfois irrégulière, laissant certains groupes sans aucune instruction ni tract à distribuer dans leur communauté : « At first, it was the experience of many groups that the supply of national literature - as in Blackpool - was 'terrible ... we had at times not one scrap of literature to hand out, we didn't get enough for two wards, never mind 38 .' »¹⁶²

La grande différence se trouve dans l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux, qui en 1975 ne faisaient pas partie des outils existants. De plus, les groupes de 1975 n'avaient pas eu recours à des pétitions ni ne semblaient engagés dans une quelconque campagne de recrutement, deux stratégies majeures du mouvement *Remain*. Le fait que le recrutement était si central dans la campagne *Remain* pourrait illustrer la prise de distance progressive et l'indifférence des Britanniques vis-à-vis de l'Europe, d'où la difficulté de les encourager, notamment les jeunes, à participer dans la campagne. *A contrario*, les jeunes étaient particulièrement actifs en 1975 au point que BIE et la NRC jugeaient leur participation comme négative. Les deux groupes appréciaient leur enthousiasme mais craignaient leur manque d'organisation ainsi que leur

¹⁶⁰ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 104-5.

¹⁶¹ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 118.

¹⁶² *Ibid.*, p. 125.

fredaine. La facilité avec laquelle les querelles internes pouvaient les distraire était également une source d'inquiétude.¹⁶³

Par ailleurs, Butler et Kitzinger soulignent un dysfonctionnement entre le niveau local et national et décrivent un réseau relativement hétérogène avec des résultats plus ou moins probants. On observe que ces problématiques sont communes aux deux campagnes où les grands groupes nationaux semblent déconnectés de la réalité locale : « When the time came to integrate them into the central campaign, the pre-existing European Movement branches posed their own problems which the central organisers did not always deal with in the most tactful of ways ».¹⁶⁴

En 1975, certains groupes comme Elmbridge in Europe, s'étaient formés de manière spontanée car ils estimaient que le message pro-européen n'était pas assez présent dans leur localité. Une dynamique semblable est discernable chez certains groupes locaux durant la campagne *Remain*.

[In Sussex one group] was formed over gin-and-tonic one Sunday morning in February by the three people who became the Officers of the group. The idea was born because of the extreme frustration at the total lack of any sort of activity by any political party to anticipate the need to campaign for a 'Yes' vote in the referendum.¹⁶⁵

Une des erreurs de Stronger In avait été d'avoir totalement asphyxié les groupes locaux et d'avoir mis en place un fonctionnement de haut en bas avec une campagne essentiellement centralisée au niveau national qui n'avait pas su répondre aux besoins des *grassroots*. Butler et Kitzinger en viennent à la même conclusion :

The over-centralisation was I think a mistake. If a smaller central organisation of the real professionals had concentrated on quality instead of quantity in producing material, if the regions had had stronger organisations with some local autonomy to adapt some material to fit local needs.¹⁶⁶

Une autre problématique présente en 1975 fut la manipulation politique, notamment de la part du Parti Libéral qui se servit de la campagne référendaire pour promouvoir son parti plutôt que

¹⁶³ *Ibid.*, p. 172 ; Saunders décrit l'intervention des jeunes dans la campagne référendaire de 1975 comme « une touche d'humour et d'énergie dans une campagne orchestrée de manière oppressante. » - Robert Saunders, *op. cit.*, p. 110.

¹⁶⁴ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 118.

¹⁶⁵ Cité dans *Ibid.*, p. 119.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 127.

la CEE. Le parti avait encouragé les sympathisants à promouvoir le parti à des fins électorales, laissant ainsi de côté la campagne pour un maintien dans la CEE : « Although a Liberal, I am ashamed to say that of all three parties, they did more to sabotage the all-party approach than any other factor. There was also some quite improper handling of funds allocated to individual party groups. In my opinion the Liberals put party before country. »¹⁶⁷

La campagne *Remain* a néanmoins connu une attitude similaire sous une autre forme : les travaillistes avaient tenté de saboter les groupes locaux en installant des stands rivaux dans les mêmes zones de campagne.

Pour finir, Butler et Kitzinger concluent que l'élan pro-européen transpartisan était éphémère et qu'une fois les résultats annoncés les participants retournèrent à leurs occupations et parti respectif :

So for the most part this 'grand coalition' spirit evaporated and temporary friends from the heady referendum days 'have slipped back into their respective closed shells' greatly to the regret particularly of the non-party campaigners, like the one from the North West who wrote: 'Now we are back to playing politics again, which seems to me an awful waste of time ... we can all work together, and we have proved it.'¹⁶⁸

Cependant, les auteurs soulignent que quel que soit le parti qu'ils défendaient, les militants s'étaient sentis utiles et avaient le sentiment que leurs efforts avaient exercé une influence au niveau local. Dans l'euphorie des résultats du référendum, certains souffraient même d'une forme de dépression « post-natale » lorsqu'ils durent reprendre leur routine :

The bulk of activists on both sides really swung into action only after the poll closed, when they had to act as scrutineers at the verification of ballot papers in the evening, and at the count on Friday. After that exhausting climax to their campaigns, they went home to their families, exhilarated or dejected depending on their cause, and often finding some reason why their own efforts had done something to affect the local result; but even the pro-Marketeters suffered 'post-natal depression' as they settled back into humdrum routine.¹⁶⁹

Il semble que la dimension militante et amateur de la mobilisation anti-Brexit en 2016 étaient bien plus prononcées qu'en 1975 où les groupes locaux avait été créés, pour la majorité, par les groupes nationaux. En revanche, Butler et Kitzinger ne donnent pas d'informations sur le profil

¹⁶⁷ Cité dans *Ibid.*, p. 130.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 133.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 157.

socio-démographique des participants ni sur leur expérience du militantisme, ils décrivent les participants de BIE et NRC comme des militants autoproclamés.¹⁷⁰ Par ailleurs, les « minorités ethniques » absentes du débat pro-européen et dans la campagne *Remain*, avaient participé à la campagne référendaire de 1975 et s'étaient en majorité prononcés pour un maintien.¹⁷¹ En effet, contrairement à la campagne de 2016, en 1975 l'Église, les femmes et les « minorités ethniques » s'étaient mobilisées au sein de groupes locaux financés par BIE.¹⁷²

Le 5 juin 1975, 67,2 % des Britanniques votèrent en faveur du maintien du Royaume-Uni dans la CEE. Pourtant des différences régionales subsistaient (annexe 1.4) : l'Écosse comptait une majorité d'anti-Marché commun en 1975. En 2016, 62 % de l'électorat écossais s'étaient prononcé pour un maintien dans l'UE, ce qui a eu comme conséquence une résurgence du sentiment indépendantiste avec la demande d'un second référendum sur l'indépendance (*IndyRef2*).

Butler et Kitzinger interprétaient les résultats du 5 juin 1975 comme étant sans équivoque certes, toutefois ils étaient peu enthousiastes. Le soutien était quasi unanime mais peu ancré dans le cœur des Britanniques : « Support for membership was wide but it did not run deep. »¹⁷³

En effet, entre 1975 et 1981 la popularité de la CEE avait nettement baissé dans les sondages d'opinion : 50 % pensaient en novembre 1975 que le Marché commun était une « bonne chose », ils n'étaient plus que 27 % à être de cet avis en octobre 1981. Aux mêmes périodes, la proportion de Britanniques qui pensaient que la CEE était une « mauvaise chose » était passée de 24 % à 41 %.¹⁷⁴

Le référendum avait deux objectifs : régler de manière permanente la question européenne et prévenir l'éclatement du Parti travailliste. Or, aucun de ces objectifs ne fut atteint sur le long terme. En effet, bien que les conséquences ne fussent pas immédiates elles se sont intensifiées avec notamment la création de l'UE et l'élargissement mais aussi avec la dévolution au niveau national. Saunders insiste sur le caractère ambivalent de la victoire du référendum. D'un côté

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 68.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 173.

¹⁷² Robert Saunders, *op. cit.* p. 105.

¹⁷³ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 280.

¹⁷⁴ Eurobaromètre, « L'opinion publique dans la communauté européenne », No. 4, décembre 1975 ; Eurobaromètre, « L'opinion publique dans la communauté européenne », No. 16, décembre 1981.

les conservateurs et, en particulier Heath, étaient sous l'illusion qu'une branche centriste allait émerger. La campagne référendaire n'a fait qu'étouffer les dissensions politiques entre la gauche et la droite qui n'ont fait que s'exacerber par la suite.¹⁷⁵

Pour Gowland et Turner, la fracture entre la gauche et la droite du Parti travailliste s'était intensifiée pendant le mandat de Heath lorsque le parti était dans l'opposition. La question européenne avait scindé le Parti travailliste entre l'aile droite et l'aile gauche. Cette dernière s'insurgeait autant des échecs du premier gouvernement Wilson (1964-1970) que de la politique économique et industrielle de Heath. Gowland et Turner définissent le sentiment anti-Europe de la gauche travailliste comme un mélange de populisme et de socialisme : la CEE était une création anti-démocratique du capitalisme international qui privilégiait la centralisation du pouvoir et le contrôle de la souveraineté nationale. À l'inverse, pour la droite, la CEE s'inscrivait dans un programme réformiste aux valeurs sociales démocrates. Or, tout ce que voulait Wilson était un parti aussi rassemblé que possible et pour cela il pensait qu'il devait simplement renégocier les termes d'entrée que le gouvernement conservateur avait acceptés en 1972.¹⁷⁶

Le Parti conservateur devint par la suite totalement divisé sur la question. Thatcher perdit sa place de Premier ministre en 1990 et David Cameron fut contraint d'organiser un second référendum sur l'UE le 23 juin 2016. Le 26 mars 1981 une partie des députés de droite avait créé le SDP, plongeant ainsi le Parti travailliste dans l'opposition pendant 18 ans.

Il est intéressant de faire le parallèle avec les circonstances dans lesquelles s'est déroulé le référendum de 2016 que David Cameron, alors Premier ministre conservateur depuis 2010, avait annoncé dans son discours de Bloomberg en janvier 2013. Le parti subissait une pression double : une en provenance de la frange eurosceptique du parti ainsi que celle du UKIP, qui attirait de plus en plus les votes de l'électorat conservateur et qui avait enregistré 27,5 % des votes aux élections européennes de 2014. Tout comme Wilson, Cameron en vue d'une réélection en 2015, souhaitait clore le débat en renégociant avec Bruxelles. Le 23 juin 2016, le résultat fut néanmoins différent et entraîna une crise du Parti conservateur avec la démission de Cameron et le départ de quelques députés conservateurs.

¹⁷⁵ Robert Saunders, *op. cit.*, pp. 128-9.

¹⁷⁶ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 186-7.

En somme, au Royaume-Uni, la question européenne est devenue un enjeu politique et électoral seulement à partir de 1961. Les débats politiques véhiculaient l'idée que l'Europe n'était qu'une nécessité économique et les gouvernements conservateurs avaient passé sous silence le projet d'union monétaire ainsi que la diminution de la souveraineté parlementaire comme le remarque Pauline Schnapper :

La notion de partage ou de mise en commun de la souveraineté parlementaire, qui fonde le principe de la construction européenne, ne peut trouver d'écho si la souveraineté parlementaire continue d'être perçue comme un dogme absolu et indivisible. Aucun des gouvernements qui ont présenté la candidature britannique à l'entrée dans la CEE — le gouvernement conservateur de Macmillan, comme les travaillistes sous Wilson, pas plus que le gouvernement Heath qui a finalement obtenu cette entrée — n'a abordé le problème.¹⁷⁷

¹⁷⁷ Pauline Schnapper, *op. cit.*, p. 54.

III. Résister

Lorsque le Royaume-Uni est finalement entré dans la CEE, le pays s'est retrouvé confronté à l'identité européenne. Dahrendorf explique que le rejet marqué de cette nouvelle appartenance à un ensemble supranational a plongé le Royaume-Uni dans une crise identitaire.¹ Or, l'Europe n'est pas le seul facteur responsable de cette crise : l'immigration notamment en provenance des pays de l'Europe de l'Est et centrale avec l'élargissement de 2004, ainsi que la dévolution lancée à la fin des années 1990 sous le *New Labour* de Tony Blair, y ont contribué.

Pour Howorth, au sein du Parti conservateur « les « euro-enthousiastes » sont peu nombreux, et osent à peine s'affirmer, les sceptiques restant toujours plus bruyants. »² En revanche, bien que la question européenne fit consensus au sein des partis dits « pro-européens » comme le Green Party et les libéraux-démocrates ou encore chez le *New Labour* de Tony Blair, ces formations ont failli dans leur défense de la cause européenne dans la sphère politique et publique. Elles se sont montrées vulnérables face aux eurosceptiques de plus en plus présents sur les bancs du Parti conservateur à partir de la fin des années 1980.

Hertner et Keith qualifient les travaillistes et les libéraux-démocrates de « relative Europhiles », qui, dans l'euroscepticisme ambiant au Royaume-Uni, défendaient une Europe réformée et davantage adaptée aux réalités politiques du pays.³ De plus, l'échec de John Major à placer le Royaume-Uni « au cœur » de l'Europe, le faux départ du *New Labour* de Tony Blair ou encore l'alliance entre les libéraux-démocrates et les conservateurs entre 2010 et 2015 en sont des exemples flagrants : le *New Labour* n'est guère parvenu à diriger ou façonner l'Europe et la coalition Cameron-Clegg n'avait tout simplement pas l'intention d'en faire une priorité.⁴

Ce dernier chapitre retrace la politique européenne des derniers gouvernements conservateurs et travaillistes. Il s'agira d'expliquer comment à partir de 1983 les travaillistes sous Neil Kinnock ont décidé de revoir leur politique européenne, alors qu'une partie des conservateurs

¹ Ralf Dahrendorf, *On Britain*, Chicago University Press, Chicago, 1982, cité dans Marzia Maccaferri, « British Intellectuals and the European idea after the Suez Crisis (1956): Narrating Europe between History and Politics », *Journal of British Identities* 1, septembre 2017, pp. 1-18.

² Jolyon Howorth, *art. cit.*

³ Isabelle Hertner et Daniel Keith, « Europhiles or Eurosceptics? Comparing the European policies of the Labour Party and the Liberal Democrats », *British Politics*, vol. 12, No. 1, 2016, pp. 63-89.

⁴ Andrew Geddes, *op. cit.*, p.12.

durcissaient leur position anti-européenne sous Thatcher. Il sera également question de comprendre le manque d'intervention des libéraux-démocrates et les raisons pour lesquelles le mouvement pro-européen n'a pas su contrecarrer l'euroscepticisme montant.

Depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE en janvier 2020, les pro-européens ont eu recours à la voie parlementaire pour exposer les réalités du Brexit sur la société britannique dans le but de rejoindre l'UE. Keir Starmer élu leader du *Labour* en avril 2020 incarnait l'espoir européen pour les militants anti-Brexit. Alors que le Parti conservateur semblait être parvenu à maintenir une unité et que les travaillistes restaient dans l'ombre, la tendance s'est inversée depuis le mois de novembre 2021.⁵ Sept ans après le vote sur le Brexit et moins d'un an avant les prochaines élections législatives, l'unité du Parti conservateur est menacée et le Parti travailliste, désormais ferme sur son intention de ne pas renverser le Brexit, se place en tête des sondages avec 27 points d'avance selon les derniers chiffres publiés dans *The Telegraph*.⁶

I.1 L'Europe : un enjeu politique

Geddes remarque que le sentiment pro-européen n'était pas profondément ancré au sein du Parti conservateur dont l'enthousiasme reposait essentiellement sur une approche pragmatique et économique des éventuels bénéfices qu'apporterait le Marché commun. Dans son autobiographie *The Path to Power*, Margaret Thatcher admet avoir été entièrement favorable à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. En revanche, elle n'adhérait pas à la dimension idéologique à l'origine du projet européen.⁷ Par conséquent, lorsque dans les années 1980, l'Europe aspirait à plus d'intégration à travers des projets tels que le Chapitre social ou encore la monnaie unique, il était peu probable que les gouvernements conservateurs y répondent de manière favorable.⁸

⁵ The Economist, « The Economist's UK election poll tracker », *The Economist*, 25 avril 2023, <<https://www.economist.com/interactive/uk-general-election/polls>>, consulté le 30 juin 2023.

⁶ Jack Maidment et Amy Gibbons, « Labour ramps up Red Wall poll lead over the Tories », *The Telegraph*, 28 juin 2023, <<https://www.telegraph.co.uk/politics/2023/06/28/labour-red-wall-poll-lead-extended-tories/>>, consulté le 30 juin 2023.

⁷ Margaret Thatcher, *op. cit.*, p. 127; 207 (a)

⁸ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 225.

La relation que Thatcher entretenait avec l'Europe connut une rupture lorsqu'elle fut nommée au poste de Premier ministre en 1979.⁹ Après les travaillistes, c'était au tour du gouvernement conservateur d'afficher des oppositions et assez rapidement le parti allait devenir de plus en plus hostile à l'Europe.¹⁰

Le sentiment eurosceptique avait envahi la droite du Parti conservateur et resurgit à gauche du Parti travailliste avec l'arrivée de Jeremy Corbyn en 2015. En vue de l'adoption du traité de Maastricht, les formations eurosceptiques se sont multipliées.¹¹ Alan Sked créa l'Anti-Federalist League (AFL) en 1991 et James Goldsmith le Referendum Party en 1994.¹² La faible résonance de l'AFL incita Alan Sked à fonder le UKIP deux ans plus tard, dans le seul et unique objectif de procéder au retrait du Royaume-Uni de l'UE. Forster établit une continuité entre le mouvement anti-européen des années 1940 et 1950, celui contre le Marché commun des années 1960-1970 et l'euroscepticisme des années 1990.¹³ Le UKIP est donc l'héritier de l'euroscepticisme et prétendait, comme son nom l'indique, à redonner au Royaume-Uni son indépendance, ou plutôt sa souveraineté nationale, dont il s'est vu privé en devenant membre de la CEE en 1973. Désormais hors de l'UE, la nouvelle formation Brexit Party (Reform UK depuis 2021) semble néanmoins avoir disparu du paysage politique britannique.¹⁴ Sous le slogan « Let's make Britain great », le Reform Party veille à capitaliser sur les avantages du Brexit avec une politique d'immigration zéro tolérance, une réaffirmation des valeurs britanniques et une revalorisation de l'héritage national.¹⁵

⁹ La féminisation des noms de métiers et de fonctions est toujours débattue à l'Académie française. Nous aurons une préférence pour l'emploi masculin. Voir article de l'Académie française à ce sujet : < https://www.academie-francaise.fr/sites/academie-francaise.fr/files/rapport_feminisation_noms_de_metier_et_de_fonction.pdf>

¹⁰ Andrew Gamble, *art. cit.* (a).

¹¹ Cette thèse est centrée autour du mouvement pro-européen. Il ne s'agit pas d'analyser en détail les mouvances eurosceptiques.

¹² Le Referendum Party remporta 2,7 % des voix (mais aucun siège) aux élections législatives de 1997.

¹³ Anthony Forster, *art. cit.*

¹⁴ Le Brexit Party a été fondé le 23 novembre 2018 par Nigel Farage et Catherine Blaiklock. Le 22 mars 2019 Farage avait officiellement quitté le UKIP pour prendre la direction du parti. Le 4 janvier 2021, le Brexit Party prit le nom de Reform UK qui faisait essentiellement campagne contre les périodes de confinement durant la crise sanitaire COVID-19. Le 6 mars 2021 Nigel Farage démissionna de la direction de Reform UK et mit un terme à sa carrière politique. Il fut remplacé par Richard Tice, un homme d'affaires britannique très engagé dans les campagnes eurosceptiques puisqu'il faisait partie des fondateurs de Leave. EU et le groupe de pression, Leave Means Leave, apparut après la victoire pour une sortie en juillet 2016.

¹⁵ Reform UK, « Let's Make Britain Great »,

<<https://assets.nationbuilder.com/reformuk/pages/124/attachments/original/1668962190/Reform-is-Essential-Nov2022.pdf>>, consulté le 28 novembre 2022.

La répartition europhile ne fut, une fois encore, pas suffisamment puissante pour faire le poids face au dessein des eurosceptiques. D'une part, leurs vues s'étaient radicalisées à la fin des années 1980 avec le discours de Bruges et la création de l'Union européenne par le traité de Maastricht. D'autre part, lors de la campagne référendaire, la rhétorique des partisans d'une sortie avait essentiellement fait appel aux émotions (pathos) alors que les *remainers* avaient misé sur la logique (logos), ce qui influença considérablement le vote en faveur du camp *leave*.

1.1 Le Parti conservateur et l'Europe

Membre du « Parti de l'Europe » depuis 1959, Thatcher n'avait pas montré de signes d'opposition (notamment lors du référendum de 1975). Cependant elle ne partageait pas pour autant la même vision de l'Europe que Heath.¹⁶ En 1983, Thatcher concevait l'Europe comme libre de toutes contraintes. Il s'agissait de « réparer » l'Europe et régler les différents problèmes qui entravaient sa construction. Pour Thatcher, l'Europe devait aspirer à jouer un rôle à l'échelle mondiale et non pas régionale, en libérant ses marchés et en intervenant sur la scène internationale. L'Europe devait exporter son modèle de démocratie dans le reste du monde.

I don't want to paper over the cracks. I want to get rid of the cracks. I want to rebuild the foundation.

... I want to solve [the current problems] so that we can set about building the Community of the future. A Community striving for freer trade, breaking down the barriers in Europe and the world to the free flow of goods, capital and services ; working together to make Europe the home of industries of tomorrow ; seizing the initiative on world problems, not reacting wearily to them ; forging political links across the European divide and so creating a more hopeful relationship between East and West ; using its influence as a vital area of stability and democracy to strengthened democracy across the world.

That is my vision.¹⁷

L'ambiguïté de Thatcher reposait sur le fait qu'elle encourageait le retrait des barrières douanières entre les pays membres mais elle se montrait toutefois résistante au cadre structurel pour la mise en place de politiques permettant la bonne coordination du projet. En d'autres termes, Thatcher voulait le marché unique sans l'organisation bureaucratique qu'il entraînait.¹⁸

¹⁶ Margaret Thatcher, *op. cit.*, p. 135 (a).

¹⁷ Thatcher, Margaret, *The Downing Street Years*, Harper Perennial, 1995, p. 536 (b)

¹⁸ Andrew Gamble, « The Great Divide », *Marxism Today*, 1990, pp. 34-7, <<https://banmarchive.org.uk/marxism-today/october-1990/the-great-divide/>> ; Sowels souligne l'ambiguïté du Premier ministre par le fait qu'elle avait accepté de signer l'Acte Unique et par conséquent,

La politique extérieure de Thatcher fut principalement atlantiste et par conséquent, était peu compatible avec l'européanisation de ses politiques. Elle s'articulait également autour de problématiques internationales avec notamment l'intervention aux Malouines (Falklands War, 1982-83). Ce territoire britannique annexé en avril 1982 par l'armée argentine fut une occasion pour le Royaume-Uni de réaffirmer sa souveraineté, et pour une des toutes dernières fois, sa dimension d'ancienne grande puissance.¹⁹ Contrairement à Heath, Thatcher avait (re) donné la priorité aux États-Unis.²⁰ L'élection du républicain Ronald Reagan à la présidence américaine, avec qui Thatcher entretenait d'excellentes relations, raviva la « special relationship », qui avait connu un essoufflement diplomatique induit par la crise de Suez en 1956.²¹ L'Europe devait s'ouvrir au reste du monde et trouver un rôle à jouer tout en veillant à préserver l'alliance atlantique.²² Thatcher était alors à la fois atlantiste et libérale. La défense et la sécurité assurées par l'OTAN primaient sur la CEE qu'elle considérait comme incapable de se défendre seule.

Né dans l'ère Thatcher, le déclin des conservateurs dont les limites de leur habilité politique furent exposées dès les années 1990, témoigne d'une érosion interne causée par des conflits idéologiques. De plus, le conservatisme de Margaret Thatcher a eu des répercussions irrémédiables sur l'unité du parti.²³ Thatcher réussit à maintenir un relatif consensus au sein de son parti jusqu'en 1986, année où les voix eurosceptiques se firent de plus en plus entendre. Au fur et à mesure que le projet européen prenait la forme d'une union politique, les conservateurs adoptèrent une attitude de plus en plus prudente voire hostile, donnant ainsi lieu à la formation d'une frange eurosceptique qui, à partir de la deuxième moitié des années 1980, allait prendre la direction du parti. L'Acte unique européen (*Single European Act* ou SEA), le MCE et enfin le traité de Maastricht éloignèrent progressivement les conservateurs qui voyaient l'intégration politique comme une menace pour la souveraineté nationale et parlementaire.

approuvait la libéralisation des marchés mais refusait toutes aspirations intégrationnistes comme celle proposée par Jacques Delors. - Nicolas Sowels, *art. cit.*

¹⁹ Reliquat de l'Empire britannique, pour Sanders *et al.* ainsi que Gamble, la guerre des Malouines contribua grandement à la victoire de Thatcher en 1983. - David Sanders, Hugh Ward et David Marsh (et Tony Fletcher), « Government Popularity and the Falklands War : A Reassessment », *British Journal of Political Science*, Vol. 17, 1987, pp. 281-313 ; Andrew Gamble, *art. cit.*, 2015.

²⁰ Thatcher percevait l'Europe dans le contexte de la guerre froide et associait la CEE à un rempart efficace contre l'expansionnisme soviétique d'où l'importance de renforcer les liens avec les États-Unis. - Andrew Gamble, *art. cit.*, 2015 ; Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 67 ; Hugo Young, *op. cit.*, p. 309 ; Gilles Radice, *op. cit.*, p. 106.

²¹ Andrew Gamble, *art. cit.*, 2015 ; Stephen George, *op. cit.*, p. 144-5.

²² Margaret Thatcher, *op. cit.*, p. 507 (a).

²³ Timothy Heppell et Michael Hill, *art., cit.*

Dans *The Path to Power*, Thatcher confie avoir souffert de l'image qu'elle reflétait lorsqu'il s'agissait de l'Europe. Perçue comme une femme politique nostalgique de l'Empire qui prônait des valeurs désuètes telles que le nationalisme ou la souveraineté, l'ancienne Premier ministre exprimait le regret que son discours européen eut toujours été interprété en ce sens.

... whenever the topic of Europe arose, I was usually depicted as a narrow, nostalgic nationalist who could not bear to see the feudal trappings of Britain's ancient regime crumble into dust like Miss Havisham's wedding cake, when the sunlight of Europe's rational modernity was turned upon them. I was 'isolated', 'back-ward-looking', 'rooted in the past', 'clinging to the wreckage of Empire', and 'obsessed with the outdated notion of sovereignty'. And virtually all my statements on Europe were read in that light.²⁴

Par ailleurs, Agnès Alexandre-Collier conclut que Margaret Thatcher a rigidifié la question européenne. Les onze années de Thatcher au 10 Downing Street ont résulté dans l'affirmation des clivages qui, jusque-là, arrivaient à se contenir au niveau interne. En effet, « [a]u début des années 1990, la force de l'euroscepticisme conservateur résidait dans sa capacité à mobiliser l'opinion, grâce aux médias et aux innombrables associations susceptibles de l'alimenter. »²⁵ Enfin, Gamble écrivait en 1990 que Margaret Thatcher avait fait de la question européenne un réel enjeu partisan qui allait devenir un champ de bataille pour le futur du Parti conservateur.²⁶

Cette guerre idéologique et fratricide s'articulait principalement autour de l'intervention de l'État. D'un côté les modérés (« *wets* ») ne désapprouvaient pas complètement une politique économique et sociale interventionniste dans le but de réduire l'inflation, maintenir la croissance tout en maintenant de bonnes relations avec les services publics et les syndicats. Ces opposants à Thatcher s'inscrivaient dans le courant *One Nation*,²⁷ basé sur le paternalisme social et l'interventionnisme, plus tard incarné par John Major. Cette dimension morale reposait donc sur une préservation de l'identité britannique. D'un autre côté, les ultras (« *dries* »), plutôt

²⁴ Margaret Thatcher, *op. cit.*, p. 470 (a).

²⁵ Agnès Alexandre-Collier, *Les habits neufs de David Cameron*, Presses de Sciences Po, 2010, p. 19-20.

²⁶ Andrew Gamble, *art. cit.*, (b).

²⁷ Heppell et Hill soulignent une rupture avec le conservatisme d'après-guerre essentiellement fondé sur le principe de « One Nation » qui encourageait le plein emploi par des politiques interventionnistes. En effet, le gouvernement, et plus largement l'État, agissait en tant que gestionnaire de l'économie et modérateur les inégalités sociales induites par l'économie de marché. Or, le conservatisme de la deuxième moitié des années 1970 vint remplacer le conservatisme progressiste post-1945. Le conservatisme dit « thatchérien » revendiquait des valeurs individualistes et une économie néolibérale. Thatcher privilégiait une intervention limitée de l'État, un contrôle de l'inflation au détriment du taux de chômage, une libéralisation des marchés et un affaiblissement des syndicats. – Timothy Heppell et Michael Hill, *art. cit.*

individualistes et libéraux comme leur leader Margaret Thatcher, prônaient une gestion drastique des politiques monétaires et rejetaient toute intervention de l'État dans les affaires économiques et sociales. Maîtriser l'inflation, la privatisation ainsi que la réduction des dépenses régissaient les motivations des ultras.²⁸

Les divergences au sein du Parti conservateur commencèrent à se durcir lorsque Michael Heseltine (secrétaire d'État de la Défense) et Leon Brittan (ministre du Commerce) démissionnèrent en 1986 autour du sauvetage de l'entreprise Westland.²⁹ Cette décision jugée anti-européenne avait considérablement affecté la popularité de Margaret Thatcher qui avait privilégié l'option américaine au détriment de la solution européenne.

La chute du Mur de Berlin et la fin du communisme ouvrirent des possibilités d'élargissement vers l'Est pour la CEE. Pour la Premier ministre, l'adoption d'une monnaie unique comme proposée par Jacques Delors, Président de la Commission européenne, allait à l'encontre de sa vision. Thatcher privilégiait l'élargissement à l'intégration. L'Europe devait être flexible et libérale. Elle considérait qu'adhérer à l'union monétaire n'était pas une fin en soi et que l'Europe devait prendre exemple sur le Royaume-Uni en assouplissant sa construction et laisser les pays membres prendre part (ou non) aux différents projets.³⁰

Le discours de Bruges (1988) dans lequel Thatcher encourageait l'élargissement vers l'Est, réaffirmait le principe de souveraineté nationale, mais aussi dénonçait le protectionnisme induit par le marché unique, marqua le début de l'euroscepticisme au Royaume-Uni (elle estimait néanmoins que la fin de son discours portait le signe d'une vision pro-européenne).³¹ Ce discours séduisit les membres les plus anti-européens qui, par la suite, formèrent le lobby le « groupe de Bruges ».

²⁸ Agnès Alexandre-Collier, *op. cit.*, pp. 20-7 ; Timothy Heppell et Michael Hill, *art. cit.*

²⁹ L'affaire Westland fut l'une des conséquences de la privatisation des entreprises sous Thatcher. En effet, l'entreprise qui fabriquait des hélicoptères s'était retrouvée en difficulté en 1985 due à une faible demande de production. Westland lança alors un appel d'offre pour être rachetée. Le gouvernement britannique avait le choix entre une reprise américaine par United Technologies Corporation ou bien par un rachat européen entre les groupes Messerschmitt-Bolkow-Blohm (Allemagne), Augusta (Italie) et Aerospatiale (France). – Stephen George, *op. cit.*, pp. 171-4.

³⁰ Margaret Thatcher, *op. cit.*, p. 726 (b).

³¹ *Ibid.*, p. 744-5.

John Major prit la direction du parti le 28 novembre 1990 et remporta les élections du 9 avril 1992, marquant ainsi la quatrième victoire consécutive du Parti conservateur avec un taux de participation record de 77,7 %. Cependant, il ne parvint qu'à assurer une majorité de seulement une vingtaine de sièges, une faible avance qui ne fit que s'amenuiser après une série d'élections partielles. Major avait la lourde tâche de préserver la tradition thatchérienne tout en affirmant sa propre ligne politique. Les sept années au poste de Premier ministre montrèrent qu'il était différent de celle qui l'avait précédé. Major choisit en effet une approche plus flexible afin de préserver l'unité du Parti conservateur.

Il voulait placer le Royaume-Uni « au cœur de l'Europe ».³² Durant toute la durée de son mandat il tenta d'orienter sa politique « à mi-chemin entre ce que défendaient les eurosceptiques et ce qu'auraient souhaité les europhiles de son parti, avant de se laisser finalement entraîner par le courant europhobe. »³³ Tournier-Sol souligne que cette attitude lui fut d'ailleurs reprochée,³⁴ tandis que Gowland et Turner interprètent la difficulté de « catégoriser » Major comme l'un des facteurs ayant contribué à sa nomination en 1990.³⁵ John Major se voulait « euroréaliste » et souhaitait harmoniser les divergences qui caractérisaient les membres de son parti.³⁶

Le retrait de la livre sterling du SME le 16 septembre 1992, aussi connu sous le nom du « Black Wednesday », contribua aux futures défaites du Parti conservateur aux élections législatives de 1997, 2001 et 2005. Cet évènement marqua un tournant dans la politique européenne de John Major qui endurcit sa vision de l'Europe. Major était devenu amer à l'égard du projet européen. Dans ses mémoires il exprime sa déception vis-à-vis de ce qu'il percevait être comme une problématique damnée et inextricable :

After nearly three years' experience at the European top table, my own views were evolving. When I had become prime minister, relations with our partners were in poor repair. I had no instinctive animosity towards the community, nor was I a starry-eyed supporter of it. I was a

³² Conservative Party, « The Best Future for Britain », 1992 Conservative Party General Election Manifesto ; John Major, « Mr Major's Joint Press Conference with Chancellor Kohl », 11 mars 1991, < <https://johnmajorarchive.org.uk/1991/03/11/mr-major-joint-press-conference-with-chancellor-kohl-11-march-1991/>>, consulté le 29 septembre 2022.

³³ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 114 ; David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 275.

³⁴ Karine Tournier-Sol, « John Major et l'Europe, ou l'enjeu européen au service de l'intérêt partisan », *Observatoire de la société britannique*, Vol. 7, 2009, pp. 85-99.

³⁵ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 276.

³⁶ *Ibid.*, p. 298.

friendly agnostic. I might have wished the European issue was not there, but it was. It could not be avoided.³⁷

[...]

Maastricht had not disillusioned me, but the degree of self-interest across the Union in the run-up to and beyond Black Wednesday had begun to do so. The hypocrisy of the hectoring from the President of the Commission Jacques Delors and François Mitterrand over our delay in ratifying the treaty had hardened my heart further.³⁸

Après de longues négociations et l'opposition d'une majorité de députés conservateurs à la Chambre des Communes, le traité de Maastricht fut finalement adopté en mai 1993 grâce aux voix des libéraux-démocrates. Le Royaume-Uni ratifiait le traité le 2 août 1993, intégrant ainsi une « union sans cesse plus étroite. »³⁹

Pour Gifford, les années Major ancrèrent le sentiment eurosceptique dans la nation britannique.⁴⁰ En effet, les pays membres de ce qui était sur le point de devenir l'UE avaient interprété le discours de Major comme positif alors qu'en réalité le Premier ministre entendait défendre les intérêts du Royaume-Uni au sein de l'union. En d'autres termes, John Major voulait une Europe « à la carte » où il pouvait librement choisir d'adhérer aux politiques qui serviraient son pays. Cette vision était en contradiction avec le principe même de l'esprit communautaire sur lequel repose le fonctionnement des institutions européennes. Le gouvernement Major projetait une Europe à 15 où chaque État membre avançait à son rythme (« multi-speed approach »), priorisant ainsi l'intérêt national.

L'Europe, et plus précisément Maastricht, avait instrumentalisé une division profonde au sein du Parti conservateur et alimentait la vision anti-européenne des députés les plus résolus. La ligne européenne de John Major fut perméable à la pression eurosceptique dont il en fit un enjeu partisan.⁴¹ Ces événements ont conduit à l'affirmation des députés eurosceptiques au sein du Parti conservateur qui exerçaient une pression sur le gouvernement Major pour la mise en place d'un référendum sur la monnaie unique dans le but de mettre un terme aux dissensions.⁴² L'aile

³⁷ John Major, *John Major: the autobiography*, London, Harper Collins, 2000, p. 579.

³⁸ *Ibid.*, p. 581.

³⁹ Traité sur l'Union européenne (version consolidée), 26 octobre 2012, *Journal officiel de l'Union européenne*, <https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF>, consulté le 10 novembre 2022.

⁴⁰ Chris Gifford, *art. cit.*

⁴¹ « L'après-Maastricht se caractérise en effet par une instrumentalisation de la politique européenne de John Major à des fins partisans. » - Karine Tournier-Sol, *art. cit.*

⁴² John Major, *op. cit.*, p. 275.

pro-européenne du Parti conservateur avait tout de même donné lieu à des formations europhiles comme le One Nation Group, the Macleod Group ou encore the Conservative Mainstream Group. *A contrario* des groupes eurosceptiques comme le Bruges Group, No Turning Back Group, Fresh Start Group, '92 Group, European Research Group (ERG) ou encore European Foundation, les europhiles opéraient dans un esprit constructif et collaboratif avec le Premier ministre.⁴³

À la fin des années 1990, les conservateurs n'assumaient pas pleinement leur nouvelle politique européenne et l'euroscepticisme était encore vu comme marginal et en dehors des lignes du parti. Pour cause, l'Europe avait déchiré les *Tories* qui prenaient donc une attitude plus discrète sur la question. L'Europe avait provoqué le départ anticipé de Margaret Thatcher, elle avait contaminé les mandats de John Major et avait eu raison de David Cameron qui démissionna le lendemain du référendum. Enfin, les divisions à propos de la question européenne au sein du Parti conservateur eurent des répercussions non négligeables sur une partie de l'électorat eurosceptique, qui, devant l'ambiguïté du Parti conservateur, avait préféré donner leur voix au UKIP, une tendance renforcée par la participation des libéraux-démocrates au gouvernement de coalition.⁴⁴ L'émergence du UKIP a radicalisé le discours eurosceptique des conservateurs qui, à partir de 2005 vont assumer leur position sur la nécessité d'organiser un référendum.⁴⁵ Dans la coalition les libéraux-démocrates passaient pour des facilitateurs des réformes d'austérité comme la réduction des dépenses, le contrôle de l'immigration et l'augmentation des frais d'inscription à l'université.⁴⁶ Les jeunes diplômés qui défendaient l'immigration, la diversité et l'égalité des chances ne s'identifiaient plus avec le Parti libéral démocrate et se tournèrent vers les travaillistes qui, dans l'opposition, avaient consolidé leurs politiques sociales.⁴⁷

⁴³ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 295-7.

⁴⁴ Agnès Alexandre-Collier *et al.*, *op. cit.*, p. 37.

⁴⁵ Agnès Alexandre-Collier, *op. cit.*, p. 41.

⁴⁶ Une partie des « minorités ethniques », en particulier l'électorat de confession musulmane, s'était tournée vers les libéraux-démocrates sous les gouvernements *New Labour* en réaction à sa politique anti-terroriste. En effet, l'invasion de pays musulmans comme l'Irak et l'Afghanistan ainsi que la rhétorique anti-terroriste (souvent faussement amalgamée avec un discours anti-islam), avaient orienté les voix des Britanniques musulmans vers le Parti libéral démocrate. Leur opposition à l'intervention en Irak et à la hausse des coûts d'inscription dans les universités sous les gouvernements *New Labour* leur avaient permis de recruter des anciens électeurs travaillistes fortement anti-conservateurs en particulier des étudiants, des « minorités ethniques » et des libéraux. Lorsqu'ils acceptèrent de rejoindre la coalition, le parti rencontra des difficultés à paraître crédible quant à son intention de maintenir sa ligne politique au sein des conservateurs. – Maria Sobolewska et Robert Ford, *op. cit.*, p. 198.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 200.

L'Europe ne faisait pas partie du programme de modernisation du Parti conservateur. Pour Cameron le parti était profondément eurosceptique et il se considérait comme un eurosceptique pragmatique.⁴⁸ Par conséquent, la politique des *Tories* resta anti-européenne même durant la coalition avec les libéraux-démocrates, un parti pourtant pro-européen. Pour les conservateurs, l'évolution de l'UE ne correspondait en rien à leur vision moderne du parti :

In all of this, there was something we agreed we shouldn't change: we were all convinced that the Conservative Party had become, and should remain, a Eurosceptic party.

While we were all at that time supporters of the UK staying in the European Union, we certainly didn't see support for the EU, as it was currently constituted, as in any way 'modern'. But we did believe that 'banging on about Europe' (a phrase I was famously to use a year later) was damaging, because while it was just about in the top ten issues for the British public, it seemed to be the only thing at the Conservative Party cared about.⁴⁹

Cameron pensait naïvement qu'il avait la solution à l'Europe et avait clairement l'intention de ne pas avoir le double discours de Thatcher ou Major.⁵⁰ Il voulait une UE réformée et s'opposait à toute tentative d'intégration supplémentaire. Pour cela il rejetait toute ambiguïté et prévoyait une vision claire et consistante.

Bien que la coalition fût établie avec un parti profondément pro-européen, le mot « Europe » ne figurait pas dans le « Coalition Agreement » (accord de coalition) avec le Parti libéral démocrate.⁵¹ Cependant, les libéraux-démocrates avaient peu de marge de manœuvre sur les prises de décisions liées à l'Europe.⁵² Pauline Schnapper décrit la coalition plutôt comme un mélange entre les eurosceptiques « modérés » et « radicaux » qu'entre les deux partis au pouvoir.⁵³ Par ailleurs, Sobolewska et Ford soulignent qu'en formant une coalition avec le Parti conservateur les libéraux-démocrates n'incarnaient plus une alternative politique lorsque l'électorat était insatisfait des deux grands partis. À la fin de la coalition, les libéraux-démocrates avaient perdu une grande partie de leur électorat : la plupart s'étaient tournés vers

⁴⁸ David Cameron, *op. cit.*, p. 321.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 64-5.

⁵⁰ Margaret Thatcher était méfiante de l'Europe et pourtant elle avait signé l'AUE et avait intégré la livre sterling dans le MCE. Dans la même veine, John Major s'est opposé à l'Euro mais voulait que le Royaume-Uni soit « au cœur de l'Europe. » - *Ibid.*, p. 84.

⁵¹ L'essence du parti est pourtant intrinsèquement liée à la question européenne puisqu'il est né de la faction europhile du Parti travailliste qui, en 1981, avait fondé le SDP et plus tard, en 1988, avait fusionné avec le Parti libéral, pour former le Parti libéral démocrate.

⁵² Global Policy Institute, « Reconnecting the Public with the EU - Not Just in Britain: Dr Oliver Daddow (12 December 2012) », *Vimeo*, 2012, <<https://vimeo.com/56514184>>, consulté le 19 octobre 2022.

⁵³ Pauline Schnapper, « The Elephant in the Room : Europe and the 2015 British General Election », *Revue française de la société britannique*, Vol. 20, No. 3, 2015.

le Parti travailliste tandis que le UKIP s'était emparé d'une minorité de l'électorat conservateur (« *identity conservatives* »).⁵⁴

On observe donc un glissement idéologique au sein du Parti conservateur. Jusqu'à la fin du XXe siècle, les divisions se dessinaient avec d'un côté les pro et les anti-européens. En revanche, à partir du XXIe siècle on remarque un basculement avec d'une part les eurosceptiques modérés (« *soft Eurosceptics* »), et d'autre part les eurosceptiques radicaux (« *hard Eurosceptics* »). Dorey abonde dans le même sens et confirme la « *thatchérisation* » du parti à partir de 2010. Les conservateurs europhiles encore majoritaires dans les années 1970, constituaient désormais une (très) faible majorité.⁵⁵

Comme le soulignent Gowland et Turner, réduire les défaites successives des conservateurs aux divisions créées par la question européenne serait une erreur. En effet, malgré la pression relative exercée par le Referendum Party et bien que l'euroscepticisme incarné par son nouveau leader William Hague soit devenu la norme, les conservateurs avaient également fait l'objet d'une série de scandales sexuels et fiscaux (« *sleaze and corruption* ») qui vinrent ternir l'image du parti. Selon les anti-européens, Major aurait pu remporter les élections législatives de 1997 s'il avait écarté toutes possibilités de rejoindre l'euro. Or, l'ancien Premier ministre conservateur avait décidé de laisser la porte ouverte à une possible adhésion, ce qui agita les passions eurosceptiques.⁵⁶

1.2 L'élan europhile et le New Labour

Lorsque Tony Benn perdit contre Neil Kinnock en 1988 pour l'élection au poste de leader du parti, l'aile gauche du *Labour* perdit son ascendant sur le parti. Jacques Delors convainquit les travaillistes de s'engager pour une Europe sociale, un aspect de la politique européenne largement soutenu par les syndicats, qui au début des années 1980, s'étaient pourtant prononcés

⁵⁴ Maria Sobolewska et Robert Ford, *op. cit.*, p. 200.

⁵⁵ Pete Dorey, « David Cameron' catastrophic miscalculation: The EU Referendum, Brexit and the UK's 'culture war' », *Observatoire de la société britannique*, No. 27, 2021, pp. 195-226.

⁵⁶ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 323 ; Conservative Party, « You can only be sure with the Conservatives », 1997 *Conservative Party General Election Party Manifesto*, 1997.

en faveur d'un retrait.⁵⁷ Pour Turner et Bird, Neil Kinnock, autrefois eurosceptique, « symbolisait la transition idéologique du parti. »⁵⁸ En effet, il finit par accepter que l'Europe permettrait la mise en place de mesures progressistes.

À la fin des années 1980, le parti avait pleinement conscience que l'Europe était centrale dans la réforme travailliste et essentielle à son retour sur la scène politique.⁵⁹ Bien qu'anciennement anti-européen, Neil Kinnock contribua à un revirement idéologique au sein du Parti travailliste. Entre 1983 et 1987, Kinnock s'était converti à l'Europe et voyait en la CEE la possibilité d'établir une coopération avec le Parti Socialiste en France (PS) et le Parti Social-démocrate allemand (SDP). Kinnock fut séduit par le Chapitre social de Jacques Delors, président de la Commission européenne, présenté au *Trades Union Congress* à Bournemouth en 1988. À la fin des années 1980, le sentiment pro-européen était bien présent chez les travaillistes et avait converti la majorité des députés y compris les plus eurosceptiques comme le ministre des Affaires étrangères Gerald Kaufman et Brian Sedgemore (député de Hackney South and Shoreditch). Les élections européennes du 15 juin 1989 furent un moment décisif pour le Parti travailliste qui arrivait premier avec 45 sièges, un coup dur pour les conservateurs qui n'en comptaient plus que 32. De surcroît, l'Europe était remontée dans les sondages d'opinion : en 1989, 48 % des Britanniques pensaient que la Communauté européenne était une bonne chose contre 37 % l'année précédente.⁶⁰

Le 2 mai 1997, Tony Blair remporta les élections législatives de mai 1997 avec une majorité de 145 sièges, une victoire qualifiée « d'écrasante » (« landslide victory ») pour le parti et une défaite historique pour les conservateurs.⁶¹ De manière générale, le *New Labour* avait une approche bien plus positive vis-à-vis de l'UE et selon Pauline Schnapper, cette « nouvelle génération [...] entendait tourner le dos aux faiblesses du passé : clarté, cohésion et démocratisation du parti étaient les maître-mots. Ils étaient à l'origine de ce qui allait être appelé

⁵⁷ Jacques Delors, « 1992 : the Social Dimension », Bournemouth, 8 septembre 1988, < <https://c59574e9047e61130f13-3f71d0fe2b653c4f00f32175760e96e7.ssl.cf1.rackcdn.com/7C4B2DDEB5CE4B4AB639943D78A556E6.pdf> >, consulté le 28 septembre 2022.

⁵⁸ Ed Turner et Emma Bird, « Le Parti travailliste et l'Europe : une relation agitée » traduit par Marie-Claude Esposito, *Oltre-Terre*, No. 49, 2016, pp. 204-216.

⁵⁹ Gilles Radice, *op. cit.*, p. 168.

⁶⁰ Commission des Communautés européennes, « Eurobaromètre Opinion publique dans la communauté européenne », No. 31, juin 1989.

⁶¹ David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 322. - Les libéraux-démocrates, arrivés derrière le Parti conservateur avec 16,8 % des voix, furent par conséquent privés de la coalition qu'ils espéraient former avec les vainqueurs.

le « New Labour. »⁶² Geddes interprète la vision de l'Europe du *New Labour* comme une ouverture vers une économie mondiale et la mise en place de politiques internationales. Le Royaume-Uni s'était proclamé le « pont » entre les États-Unis et l'UE, se positionnant, une fois encore, comme son allié indéfectible.⁶³

Tony Blair était pro-européen mais pas europhile. Sa politique européenne était ouverte, constructive, réformatrice et pragmatique. Sa carrière avait débuté avec le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à la CEE pour lequel il avait voté pour un maintien. Comme le remarque Young, contrairement à ses prédécesseurs, il était né en 1953, ainsi pour lui, le lien entre l'Europe et le souvenir de la Seconde Guerre mondiale n'était pas le fondement de sa vision.⁶⁴ De surcroît, Blair rejetait toute forme d'isolationnisme et était déterminé à ce que le Royaume-Uni soit un acteur majeur dans la mondialisation et dans la construction européenne. Young le présente comme l'« héritier » de Roy Jenkins mais nuance son propos lorsqu'il se penche de plus près sur la façon dont Blair aborda le programme européen en particulier la question de l'union monétaire.⁶⁵ Tony Blair se disait pro-européen, néanmoins il a toujours orienté les choix du gouvernement dans l'intérêt national comme ce fut le cas pour le traité d'Amsterdam (1997).⁶⁶ Pour Geddes les mandats Blair avaient fait progresser la place du Royaume-Uni dans l'UE mais avait échoué à valoriser la place de l'Europe dans le cœur des Britanniques.⁶⁷ À la fin des années 1990 et au début des années 2000, l'Europe était plus proche de l'idéal britannique que de l'idéal fédéral.

Le *New Labour* se présentait donc comme pro-européen, se démarquant ainsi des querelles eurosceptiques qui l'avaient divisé dans les années 1980. À l'issue du traité de Maastricht ratifié avec bien des difficultés par John Major en 1992,⁶⁸ le Parti travailliste tentait de s'opposer au

⁶² Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, pp. 148-9.

⁶³ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 86.

⁶⁴ Hugo Young, *op. cit.*, p. 481.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 492.

⁶⁶ Blair était satisfait des termes négociés, or sa ratification avait fait débat à la Chambre des Communes en juin 1997. Pour le Premier ministre, le traité d'Amsterdam respectait l'intérêt national en matière de défense, d'immigration et de politique internationale. - Hansard, *Parliamentary Debates*, 18 juin 1997, vol. 296 cc313-330.

⁶⁷ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 96.

⁶⁸ Contrairement à l'AUE, les eurosceptiques n'avaient pas l'intention de se montrer tolérants et dociles sur le passage du traité de Maastricht au Parlement. Le processus de ratification fit l'objet d'un long et tortueux processus et Major fut contraint de mettre en place un vote de confiance pour son passage à la Chambre des Communes. Cette attitude hostile fut renforcée lorsque le Danemark avait rejeté (de justesse) le traité par référendum. La victoire du « non » venait ainsi conforter la frange eurosceptique dans leur opposition et ces derniers saisirent cette occasion pour demander à leur tour un référendum. – David Gowland et Arthur Turner, *op. cit.*, p. 280.

Parti conservateur en neutralisant la question européenne. En calquant la stratégie des *Tories*, les travaillistes avaient émis la possibilité d'un référendum sur l'adoption de la monnaie unique tout en se présentant comme le défenseur de l'intérêt national afin de lisser le problème européen.⁶⁹ Cette stratégie pragmatique se révéla efficace. De plus, Gordon Brown interprétait la vision de Blair comme une version moderne des cercles concentriques de Churchill. Tout comme Churchill, la métaphore ambiguë du « pont » utilisée par Blair pour parler du rôle du Royaume-Uni entre l'UE et les États-Unis, servit à dissiper les craintes eurosceptiques.⁷⁰ Gordon Brown veilla à changer la rhétorique atlantiste de Blair ternie par l'intervention en Irak. Le Royaume-Uni n'était plus un « pont » entre l'UE et les États-Unis, mettant ainsi de côté la dimension symbolique de la « special relationship ». À la place, Brown insistait plutôt sur ce que le rapprochement transatlantique entre l'Europe et les États-Unis permettrait au Royaume-Uni d'accomplir.⁷¹

La signature du traité de Maastricht en 1993 provoqua une hostilité manifeste envers l'UE avec la Charte sociale européenne adoptée en 1997 par le *New Labour* et un rejet catégorique de la monnaie unique. La perte de la souveraineté nationale est restée un argument récurrent depuis les années 1950 mais les eurosceptiques s'attaquaient désormais à la problématique migratoire, une dimension politique que Ed Miliband (*leader* travailliste entre 2010 et 2015) reconnaissait avoir négligée.⁷² Tony Blair perçut l'élargissement de 2004 des pays de l'Europe de l'Est et centrale comme une réponse à l'essor économique que connaissait le Royaume-Uni.⁷³ Cette politique migratoire s'inscrivait dans la logique européenne des Britanniques qui, ayant refusé de signer les accords de Schengen en 1985,⁷⁴ y voyaient néanmoins un avantage économique avec une libre circulation des travailleurs.⁷⁵ Or, tous les partis au Royaume-Uni s'accordaient pourtant sur le fonctionnement de la politique migratoire mise en place sous les gouvernements Blair (1997-2007).⁷⁶

⁶⁹ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 81.

⁷⁰ Gordon Brown, *Britain Leading, Not Leaving*, Deerpark Press, 2016, p. 110.

⁷¹ *Ibid.*, p. 124.

⁷² BBC News, « Miliband shifts immigration policy, saying Labour 'got it wrong' », *BBC News*, 22 juin 2012, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-18539472>>, consulté le 15 octobre 2022.

⁷³ Pauline Schnapper et Emmanuelle Avril, *op. cit.*, p. 141.

⁷⁴ Les accords de Schengen ont pour objectif de fluidifier la circulation des personnes entre les pays membres. Pour cela, les accords prévoient une abolition des contrôles aux frontières.

⁷⁵ Politique dite de la « porte ouverte » instaurée dans la période d'après-guerre puis révisée dans les années 1960 avec les premières restrictions sur l'immigration. La forte attractivité du Royaume-Uni força les pays à contrôler son immigration jusqu'à l'extrême avec la politique de l'« environnement hostile ». – *Ibid.*, p. 145-9.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 144.

Dans son programme électoral de 1997, Tony Blair était parvenu à transférer les problématiques européennes dans les affaires secondaires du Royaume-Uni et priorisa ainsi des réformes nationales relatives au système de santé, à l'éducation ou encore à l'économie. En effet, parmi les dix thèmes de campagne, l'Europe figurait dans les dernières pages du *manifesto*, en 8^e position. Il envisageait d'adopter le choix de la collaboration afin de pouvoir réformer l'UE en ayant un siège à table des discussions. Plus le Royaume-Uni était intégré à l'Europe, plus il lui serait facile de modeler sa ligne politique.⁷⁷ Réformer était le mot d'ordre et Blair entendait « instiller une marque britannique aux politiques et aux projets européens. »⁷⁸

Le deuxième mandat de Tony Blair (2001-2005) s'était montré bien plus atlantiste et réformateur.⁷⁹ Le Parti conservateur dirigé par William Hague avait développé une approche anti-européenne rejetant toute forme de domination en provenance de Bruxelles comme la section de leur programme électoral « In Europe, not run by Europe » en témoignait.⁸⁰

Smith conclut que bien que les gouvernements Blair et Brown aient été divisés par la question de l'adoption de l'Euro, l'approche européenne du *New Labour* restait bien plus positive que celle des gouvernements précédents (à l'exception de celui d'Edward Heath). Elle remarque que malgré un certain alignement avec l'UE, le *New Labour* n'a pas réussi à conquérir l'électorat britannique sur la question européenne. Elle souligne néanmoins que la tenue d'un référendum sur l'Euro ajoutée à la popularité de Tony Blair aurait pu faire naître un sentiment positif envers l'UE.⁸¹

La création de l'Union européenne a renforcé l'euroscpticisme fondé sur la peur de l'affaiblissement de la souveraineté nationale et a suscité le désengagement politique de

⁷⁷ « The third is the path a new Labour government will take. A fresh start in Europe, with the credibility to achieve reform. » - Labour Party, « new Labour because Britain deserves better », 1997 *Labour Party Election Manifesto*, 1997.

⁷⁸ Florence Faucher King et Patrick Le Galès, *Les gouvernements New Labour*, Presses de Sciences Po, 2010, p. 117

⁷⁹ « Selon Tony Blair, la place naturelle de son pays était à la tête de l'Union européenne, ce qui n'était nullement incompatible avec sa relation privilégiée avec les États-Unis, mais au contraire complémentaire. Il s'agissait, par une attitude constructive, de devenir *leader* en Europe pour être écouté à Washington et de demeurer influent à Washington pour être écouté à Bruxelles. » - Pauline Schnapper, *Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?*, reflexeurope, débats, La documentation française, 2014, p. 42.

⁸⁰ « Dans l'Europe mais pas dirigés par l'Europe » - Conservative Party, « Time for Common Sense », 2001 *Conservative Party General Election Manifesto*.

⁸¹ Julie Smith, « A Missed Opportunity? New Labour's European Policy 1997-2005. » *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, vol. 81, no. 4, 2005, pp. 703-21.

l'électorat britannique vis-à-vis des questions européennes.⁸² La réserve des dirigeants britanniques sur le positionnement pro-européen s'expliquait en partie par une peur d'« effrayer » les électeurs. Depuis les années 2000, le Parti travailliste avait décidé de dépolitiser la dimension européenne pour ne pas aliéner ses électeurs, une stratégie adoptée par Jeremy Corbyn avant et après le référendum de 2016. Cette logique fut particulièrement présente au sein du Parti travailliste de Jeremy Corbyn (2015-2020) à qui il a fallu pas moins de trois années pour se positionner avec plus ou moins de clarté (et de conviction) comme un parti anti-Brexit.

1.3 Formations pro-européennes

L'élection de Michael Foot à la tête du *Labour* en 1981 fut l'élément déclencheur de la création de l'Alliance entre le SDP et le Parti Libéral, principalement sous l'impulsion des dissidents issus de la droite travailliste. Mené par Roy Jenkins, le SDP eut un impact temporaire et relatif sur la politique pro-européenne durant les années 1980. Parti centriste, il ambitionnait de « transgresser les règles » (« Break the mould of British politics »).⁸³ Selon Roy Jenkins, la ligne politique du Parti travailliste, et plus largement du courant social-démocrate, était une cause perdue, qui ne pouvait être changée de l'intérieur du parti. Il fallait donc « casser les codes », une rhétorique évocatrice de celle que l'on allait trouver plus tard chez Change UK lorsque le parti se lança sur la scène politique en février 2019 avec le slogan « Politics is broken, let's change it » (« La politique ne fonctionne plus, changeons-la »). Pour Young le Parti travailliste était « brisé » et l'Europe était sa blessure la plus profonde.⁸⁴ Or, l'auteur souligne que l'Europe n'était pas la seule et unique cause de ralliement du SDP. Bien que l'Europe fût le catalyseur principal du SDP, le parti avait été également fondé sur une somme de désaccords profonds liés à la politique de défense, la nationalisation des entreprises ou à l'identité même du parti.⁸⁵ Par ailleurs, George interprète l'arrivée du SDP sur la scène politique comme un événement positif pour le Parti conservateur qui avait remporté la majorité des sièges.⁸⁶

⁸² Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 14.

⁸³ Cette phrase fut prononcée par Roy Jenkins en 1979 lors d'une conférence à Dimpleby le 22 novembre 1979. Le texte intitulé « Home Thoughts from Aboard » illustre la pensée de Roy Jenkins à propos des faiblesses du système politique britannique. (Le texte dans son intégralité n'a pu être trouvé.)

⁸⁴ Hugo Young, *op. cit.*, p. 258; Ivor Crewe et Anthony King, *The Birth, Life and Death of the Social Democratic Party*, Oxford University Press, New York, 1995, pp. 213-4.

⁸⁵ Hugo Young, *op. cit.*, p. 302.

⁸⁶ Les conservateurs avaient remporté 397 sièges en ayant rassemblé uniquement 42,4 % du vote. – Stephen George, *op. cit.*, p. 147.

Nicholls et Hayton avancent que les pactes électoraux tendent à diviser davantage l'électorat qu'ils ne le rassemblent.⁸⁷ Cette stratégie manquée fait écho au pacte électoral « Unite to Remain » (UTR) entre le Green Party, les libéraux-démocrates et le parti nationaliste gallois Plaid Cymru, mené par la pro-européenne Heidi Allen. Lors des élections législatives de 2019, l'ancienne députée conservatrice avait mis en place un vote tactique pour empêcher la victoire du Parti conservateur de Boris Johnson. Or, une des conséquences de cette tactique fut la victoire des *Tories*.

Selon l'Eurobaromètre du printemps 1997, 36 % des Britanniques pensaient que l'UE était une bonne chose pour le Royaume-Uni, contre 23 % qui s'y opposaient. De plus, bien qu'une majorité se sentait uniquement britannique, 29 % reconnaissaient avoir une identité européenne.⁸⁸ Pauline Schnapper remarque au contraire que les pro-européens avaient été très silencieux face aux difficultés que Major avait pu rencontrer avec les députés eurosceptiques qui tentaient sans relâche d'anéantir toute tentative menant à davantage d'intégration. Selon l'auteure, les europhiles ne voulaient pas affaiblir davantage le parti et estimaient (à tort) leurs adversaires bien trop puissants. Par conséquent, ils n'osèrent s'interposer. La pression sur le gouvernement pour la mise en place d'un référendum sur le traité de Maastricht venait de deux directions opposées : des bancs eurosceptiques⁸⁹ et du *leader* des libéraux-démocrates, Paddy Ashdown (1988-1999). Nick Clegg, qui avait pris la direction du parti en 2007, avait par ailleurs lui aussi proposé en 2009 un référendum sur l'UE dans l'optique de la réformer.

Hertner et Keith définissent les libéraux-démocrates comme des europhiles modérés (« *soft Europhiles* ») qui soutiennent le projet d'intégration de manière générale et dont la rhétorique réformatrice portait une connotation positive. Contrairement aux europhiles radicaux (« *hard Europhiles* »), les europhiles modérés peuvent néanmoins se montrer réticents à davantage d'intégration ou de transfert de pouvoirs vers l'UE. Ils aspirent également à réformer l'Europe et ses institutions.⁹⁰ Or, les auteurs nuancent leur propos en qualifiant certaines politiques européennes des libéraux-démocrates comme très engagées, on pensera, en autres, au marché unique qu'ils soutiennent inconditionnellement.⁹¹

⁸⁷ Tom Nicholls et Richard Hayton, « Splitting the Tactical Vote? Coordination Problems with Polling Model-Driven Tactical Voting Websites », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.

⁸⁸ Commission européenne, Eurobaromètre Standard 47, printemps 1997.

⁸⁹ Parmi eux figuraient Margaret Thatcher, Norman Tebbit, Nicholas Ridley, William Cash et Tony Benn.

⁹⁰ Définitions établies sur l'étude de Paul Taggart et Aleks Szczerbiak citées dans Isabelle Hertner et Daniel Keith, *art. cit.*

⁹¹ *Ibid.*

L'année 2019 a connu l'émergence de formations politiques comme le Brexit Party, Change UK ou encore le Green Party qui n'ont pas survécu aux élections législatives de 2019, montrant une nouvelle fois la (très) faible probabilité qu'un parti pro-européen ou exclusivement eurosceptique soit élu.⁹² C'est pour cette raison que Change UK a eu peu de soutien de la part des militants anti-Brexit qui ont préféré chercher à faire pression sur le Parti travailliste et demander une réforme du système électoral, c'est-à-dire la mise en place d'un scrutin proportionnel pour les élections législatives à venir.

Agnès Alexandre-Collier remarque que la question européenne va au-delà d'un glissement partisan droite/gauche vers pro/anti-Europe. En effet, non seulement l'Europe est devenue la source de divisions au sein des partis ainsi que le fondement de nouveaux partis (UKIP, Change UK, Brexit Party, Renew), mais également un argument de campagne lors des élections législatives.⁹³

Baker, Gamble et Ludlam prêtent une attention toute particulière aux divisions liées au principe de souveraineté et rappellent que les ruptures⁹⁴ coûtent cher aux partis, comme ce fut le cas pour le Parti conservateur en 1846 et en 1906. Il est cependant rare que les divisions mènent à une rupture totale et le Parti conservateur de Rishi Sunak (élu le 23 octobre 2022) demeure relativement uni malgré les nombreuses démissions et des fractures internes qui persistent depuis le référendum de 2016. En revanche, les divisions peuvent participer à des alliances ou bien à la création de nouvelles formations politiques comme Change UK, en 2019. Cependant, ces nouveaux partis survivent mal dans le système bipartite britannique.⁹⁵ En effet, Change UK a pris fin seulement à peine dix mois après sa création, en février 2019.

La nouvelle formation politique Renew avait soutenu Change UK pendant la campagne électorale dans le but de ne pas diviser le vote pour l'UE.

« Both Renew and the Independent Group have said that British politics is broken and it needs to change. We are looking forward to working together with them and their supporters in order

⁹² James Dennison, « How Niche Parties React to Losing their Niche », *Britain Votes*, 2019, pp. 125–141.

⁹³ Agnès Alexandre-Collier, *op. cit.*, pp. 27-8.

⁹⁴ Les auteurs font la distinction entre les termes « divisions » et « ruptures » (*splits*). – David Baker, Andrew Gamble et Steve Ludlam, « 1846... 1906... 1996 ? Conservative Splits and European Integration », *The Political Quarterly Publishing Co. Ltd.*, 1993.

⁹⁵ *Ibid.*

to change British politics and make the positive case for Britain's membership of the European Union. » [...] « Due to the Brexit threat, it is essential that the pro-European vote is not split on May 23. This strategic move will ensure that voters are presented with a clear, pro-European choice at the ballot box. »⁹⁶

Dans notre entretien du 12 juin 2019, James Clarke, vice-président de Renew, expliquait que le parti n'envisageait guère une alliance avec Change UK au-delà des élections européennes. Renew avait une approche plutôt militante tandis que Change UK fonctionnait sur un modèle traditionnel, c'est-à-dire avec une hiérarchie et une autorité venant d'en haut. De surcroît, Change UK montrait des signes d'instabilité avec des querelles internes au sujet d'une possible coalition avec les libéraux-démocrates. Heidi Allen menaçait de démissionner si Change UK ne s'alliait pas avec les *Lib Dems* pour les élections législatives de décembre 2019. Chuka Umunna laissa alors entendre la possibilité d'un pacte, ce qui signifiait que Change UK ne présenterait pas de candidat dans les circonscriptions des libéraux-démocrates.⁹⁷ Pour James Clarke, les partis pro-européens comme Renew ou les libéraux-démocrates finiraient par former une coalition plus formelle et ancrée dans le paysage politique britannique :

I think in a few years from now, centre-left progressive, open parties like Renew and the Lib Dems will end up forming a loose or even more formal coalition to oppose the sort of revisionist-close-populist-nationalist-reactionary right which will be the Brexit party and the right of the Conservatives. It takes time and of course if we wanted to join the Lib Dems, we could have done that at any point and there would be no reformist angle at all, at least a quarter of our members have joined us from the Lib Dems.⁹⁸

Le groupe LfE avait appelé à la neutralité afin de mobiliser les militants à faire campagne pour rester dans l'UE et encourager les Britanniques à voter sans prendre en compte les différents programmes politiques. Dans un bulletin d'information LfE demandait à leurs membres et adhérents de ne pas diffuser de supports politiques.

Liverpool for Europe will be celebrating the fact that we will be participating in the European Parliament Elections. What a great achievement for pro-EU supporters and campaigners!

⁹⁶ Cité dans James Morris, « Brexit news latest : Renew Party folds to 'help' Independent Group in European elections », *The Evening Standard*, 15 avril 2019, <<https://www.standard.co.uk/news/politics/brexit-news-latest-renew-party-folds-to-help-independent-group-in-european-elections-a4118581.html>>, consulté le 2 novembre 2022.

⁹⁷ Mattha Busby, « Change UK open to forming pro-remain pact with Liberal Democrats », *The Guardian*, 25 mai 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/may/25/change-uk-could-form-remain-pact-with-liberal-democrats>>, consulté le 2 novembre 2022.

⁹⁸ Entretien avec James Clarke, *Renew Party*, 12 juin 2019.

We will be organising events to promote and celebrate the EU including a social event on 9 May, Europe Day, at The Pen Factory in Liverpool from 7.00 pm.

It is also important to note that we will be adhering to strict neutrality and will not be campaigning for any party as a group.

We would therefore respectfully ask anybody attending our events during the run up to the European Parliament Elections not to bring or distribute any party-political materials.

This also applies to posts on our Facebook page.

We will be encouraging voter registration and look forward to positive results for the pro-EU movement.⁹⁹

Toujours est-il que le Brexit Party remportait 29 sièges devant les libéraux-démocrates (16), les travaillistes (10), le Green Party (7), les conservateurs (4) et le SNP (Scottish National Party) (3) en mai 2019.¹⁰⁰ La victoire du Brexit Party fait écho à celle du UKIP aux élections européennes de 2014. Nigel Farage est alors le seul dirigeant politique à avoir gagné deux élections nationales avec deux partis différents.¹⁰¹ Les *Lib Dems* étaient les grands vainqueurs du mouvement *remain*, leur opposition au Brexit avait fini par porter ses fruits.¹⁰² Or, le pacte Renew-Change UK n'eut pas le résultat escompté avec seulement 3,3 % des votes, et par conséquent aucun siège. Cependant, on peut en conclure que si l'on additionne les sièges des partis pro-européens ont obtient un total de 36 sièges, un résultat nettement supérieur aux partis eurosceptiques. Cette faible performance de la part de Change UK poussa Chuka Umunna et Heidi Allen à solliciter l'appui des libéraux-démocrates pour les élections législatives du mois de décembre. *A contrario*, Anna Soubry avait pour ambition de faire de Change UK une alternative aux partis pro-européens puisque les *Lib Dems* avaient clairement échoué à représenter les *remainers*.

⁹⁹ Liverpool for Europe, « Statement on European Parliamentary Elections », 21 avril 2019. Présentation originale.

¹⁰⁰ European Parliament, « 2019 European election results – United Kingdom », <<https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/united-kingdom/2019-2024/>>, consulté le 2 novembre 2022.

¹⁰¹ David Cutts *et al.*, « Resurgent Remain and a Rebooted Revolt on the Right: Exploring the 2019 European Parliament Elections in the United Kingdom », *The Political Quarterly*, Vol. 90, No. 3, juillet-septembre 2019.

¹⁰² En plus des cinq anciens députés Change UK, trois autres députés conservateurs pro-européens avaient rejoint les rangs du parti. – Peter Sloman, « Squeezed Out? The Liberal Democrats and the 2019 General Election », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.

Par ailleurs, David Cutts *et al.* soulignent la faible performance des partis pro-européens en Écosse et au pays de Galles où les électeurs ont préféré donner leur voix aux partis nationalistes jugés plus compétents pour une gestion du Brexit.¹⁰³ Les auteurs remarquent également une corrélation plus forte entre le vote *leave* et le soutien apporté au Brexit Party qu'entre *remain* et les voix données aux libéraux-démocrates. Cette tendance illustre une fois encore la supériorité du discours anti-Europe face au discours pro-européen véhiculé par des partis comme les libéraux-démocrates pourtant présents depuis plus longtemps dans le paysage politique au Royaume-Uni.

En dépit des tentatives de placer l'Europe au centre de l'agenda politique sous les gouvernements néotravailleurs (1997-2010), puis sous le gouvernement de coalition entre les conservateurs et les libéraux-démocrates (2010-2015), issus d'un parti résolument pro-européen, les dirigeants successifs ont échoué à convaincre l'électorat britannique qui a voté majoritairement pour sortir de l'UE en juin 2016.¹⁰⁴

I.2 Le référendum de 2016

Avant de devenir Premier ministre, David Cameron était donc déterminé à ne plus autoriser de transfert du pouvoir de Londres vers Bruxelles sans la consultation directe de l'électorat, autrement dit : toute tentative d'intégration ferait l'objet d'un référendum (« *referendum lock* »).¹⁰⁵

In future, the British people must have their say on any transfer of powers to the European Union. We will amend the 1972 European Communities Act so that any proposed future Treaty that transferred areas of power, or competences, would be subject to a referendum – a 'referendum lock'. A Conservative government would never take the UK into the Euro. Our amendment to the 1972 Act will prevent any future government from doing so without a referendum.¹⁰⁶

En 2011, le principe de verrouillage de l'intégration européenne par référendum fut accepté par les libéraux-démocrates et inscrit dans l'accord de coalition. Or, ce ne fut pas suffisant aux yeux des eurosceptiques qui continuèrent de faire pression sur le gouvernement avec la demande

¹⁰³ Cutts, David et al., *art. cit.*, juillet-septembre 2019.

¹⁰⁴ Andrew Geddes, *op. cit.*, p. 12.

¹⁰⁵ David Cameron, *op. cit.*, p. 120 ; 321.

¹⁰⁶ Conservative Party, « Invitation to Join the Government of Britain », *2010 Conservative Party Manifesto*, p. 113.

d'un référendum sur l'UE. Ces derniers tentèrent (sans succès) de faire du référendum une disposition légale après les élections législatives de 2015.¹⁰⁷ Ce concept fut également soutenu par le Parti travailliste d'Ed Miliband dès 2014. Or, ce dernier doutait que le prochain parlement ne doive y recourir.¹⁰⁸

La vision de Cameron était donc dans la continuité des précédents gouvernements : l'Europe devait servir et non desservir le Royaume-Uni. Il était prêt à se battre pour que le Royaume-Uni bénéficie réellement de l'UE et que l'Europe serve les intérêts du pays.¹⁰⁹ L'élargissement, que Cameron soutenait, contribuait selon lui, à la paix et la prospérité mais menait également à la création d'un plus grand espace commercial pour le Royaume-Uni et un rempart contre les potentielles menaces en provenance de l'Est. De plus, l'élargissement faisait contre poids vers une Europe plus fédéraliste.¹¹⁰

Le Parti conservateur remportait les élections législatives de 2010 sans majorité, une situation similaire à l'élection de février de 1974 (on parle de « hung parliament »). Les trois partis avaient à la fois gagné et perdu des sièges et les conservateurs durent former un gouvernement de coalition avec les libéraux-démocrates. Les 57 sièges supplémentaires avaient permis d'assurer aux *Tories* une majorité confortable au Parlement pour la mise en place de leur nouvelle vision politique. On parle alors de désalignement politique (*dealignment*) : le soutien pour les deux grands partis était en baisse tandis que celui pour les partis tiers comme le UKIP ou encore les libéraux-démocrates, augmentait. À l'inverse, les élections législatives de 2019 donnèrent lieu à un réalignement politique (*realignment*) avec la victoire écrasante du Parti conservateur. À ce sujet, David Cutts *et al.* remarquent que les élections de 2019 ne constituaient en rien un moment décisif, mais simplement le résultat de cette tendance qui se définit par l'alternance entre les moments de désalignement et de réalignement politique,¹¹¹ un phénomène présent depuis 1974.

¹⁰⁷ Pete Dorey, *art. cit.*

¹⁰⁸ En 2015, les travaillistes s'étaient prononcés en faveur d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. - Patrick Wintour, « Ed Miliband says in/out referendum on Europe is unlikely », *The Guardian*, 11 mars 2014, <<https://www.theguardian.com/politics/2014/mar/11/ed-miliband-referendum-europe>>, consulté le 17 octobre 2022.

¹⁰⁹ David Cameron, *op. cit.*, p. 321.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 338.

¹¹¹ David Cutts, *et al.*, *art. cit.*, 2020.

Heppell remarque que les conservateurs pensaient, à tort, que le conflit européen était réglé notamment lorsque Ian Duncan Smith (*leader* de l'opposition de 2001 à 2003) avait écarté la possibilité de rejoindre l'Euro. Néanmoins, les députés europhiles de l'ancienne génération avaient été remplacés en majorité par des eurosceptiques et le sentiment anti-Europe continuait d'envahir le Parti conservateur, qui sous la direction de Michael Howard, perdait les élections législatives de 2005 et dont la part des députés pro-européens ne fit que décroître. En effet, le soutien à l'UE était en déclin et avait réduit de moitié : en 1992 le parti comptait 29,6 % de députés europhiles contre seulement 3,5 % en 2005.¹¹² Entre 2010 et 2015, le Parti conservateur recensait seulement 2,3 % de pro-européens.¹¹³ En revanche, Heppell souligne qu'à partir de 2010 la division allait désormais au-delà de la simple rivalité pro/anti-européens. Il fallait prendre en considération la distinction entre les eurosceptiques modérés et radicaux.¹¹⁴ Les « *soft Eurosceptics* » et les « *hard Eurosceptics* » s'opposaient tous deux à plus d'intégration. Tandis que les modérés cherchaient à réformer l'UE, les radicaux remettaient en question le rôle interventionniste et régulateur de l'Europe et doutaient réellement de sa capacité à se réformer. Les « *hard Eurosceptics* » voulaient un retrait de leur pays de l'UE et étaient peu enclins aux négociations. Adhérer à l'UE était synonyme de la perte de la souveraineté nationale et parlementaire.¹¹⁵ Les eurosceptiques radicaux étaient certes moins nombreux que les eurosceptiques modérés mais bien plus mobilisés. Dorey les décrit comme des patriotes qui défendaient l'intérêt national avant les objectifs à court-terme du parti. Ils étaient également bien plus organisés notamment avec le ERG dirigé par Jacob Rees-Mogg, entre autres. *A contrario*, les eurosceptiques modérés se contentèrent de les accuser de diviser le parti et n'entreprirent aucune contre-attaque équivalente.¹¹⁶

1.1 Négociations

David Cameron n'envisageait pas un référendum sans une renégociation des termes d'adhésion. Il voulait montrer que l'Europe pouvait changer et qu'il pouvait être l'instigateur de ce changement. Sa stratégie était toujours de « garder le Royaume-Uni dans l'Europe » et il restait

¹¹² Timothy Heppell, « Cameron and Liberal Conservatism: Attitudes within the Parliamentary Conservative Party and Conservative Ministers », *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 15, Issue 3, août 2013, pp. 340-361. (a)

¹¹³ Timothy Heppell, « From Maastricht to Brexit: Mapping the European Divide within the Parliamentary Conservative Party from Major to Johnson », *Observatoire de la société britannique*, no. 27, 2021, pp. 171-194.

¹¹⁴ Les travaux de Heppell s'intéressent aux relations entre la droite du Parti conservateur et David Cameron. Heppell considère la dimension idéologique (morale, sociale et sexuelle) ainsi que la question européenne comme deux nouveaux facteurs de divisions. – *Ibid.*

¹¹⁵ Pete Dorey, *art. cit.*

¹¹⁶ *Ibid.*

convaincu que soumettre la question européenne directement au vote populaire était inévitable. Dans ses mémoires, l'ancien Premier ministre est conscient de son échec mais ne regrette pas le choix d'avoir entrepris des négociations ni d'avoir soumis la question européenne par voie référendaire. Les sondages annonçaient une victoire du camp *Remain*, le confortant ainsi dans sa démarche et présageant des négociations constructives avec Bruxelles. Cameron avait cependant ignoré ou surestimé l'importance des négociations. Le Parti conservateur pouvait gagner le référendum si les négociations résultaient dans des changements significatifs : 52 % des Britanniques voteraient pour un maintien contre 23 % pour une sortie. Or, s'il n'y avait aucun changement, 45 % voteraient *Leave* et 32 % opteraient pour *Remain*.¹¹⁷

Cameron rencontra des difficultés à négocier les termes d'adhésion avec ses homologues européens qui le savaient modéré et donc qui restaient fermement campés sur leurs positions. L'ancien Premier ministre avait conscience que l'immigration était devenue la préoccupation principale. Certains eurosceptiques comme Boris Johnson ou Michael Gove avaient proposé d'adopter le système à point australien.¹¹⁸ En effet, les eurosceptiques attendaient une réforme conséquente de la politique migratoire. En revanche persuader Bruxelles de revoir sa politique sur la libre circulation des personnes était un combat perdu d'avance. Cameron souhaitait imposer des quotas sur l'immigration en provenance de l'UE (en particulier l'Europe de l'Est et centrale), une mesure qui fut rejetée massivement par les États membres.

Pour les chefs d'États européens contrôler l'immigration au sein de l'union allait à l'encontre de l'AUE et était jugé discriminatoire. Cameron tenta alors une réforme au niveau national en modifiant les termes d'accès aux allocations. Il souligne que le Royaume-Uni et les autres membres de l'UE ne perçoivent pas la question migratoire de la même manière. Les Britanniques voient l'immigration et la libre circulation des personnes comme étant essentiellement la même chose. Les conservateurs ne distinguent pas un immigrant européen d'un migrant syrien ou irakien. Seuls le Danemark, les Pays Bas et la Hongrie étaient sensiblement du même avis que l'ancien Premier ministre. En revanche, pour l'UE27 ce sont des citoyens européens qui quittent leur pays pour aller travailler dans un autre pays de l'union tandis que les « migrants » en dehors de l'UE sont des réfugiés. Par ailleurs, parmi la frange la

¹¹⁷ Will Dahlgreen, « EU referendum : the red lines for swing voters », *YouGov*, 18 décembre 2013,

<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2013/12/18/eu-referendum-red-lines-swing-voters>, consulté le 28 octobre 2022.

¹¹⁸ Le Royaume-Uni fonctionnait déjà sur un système équivalent avec la mise en place de catégories pour chaque type de migrant. – David Cameron, *op. cit.*, p. 671.

plus libérale des *leavers*, certains considéraient que privilégier une immigration européenne, et donc principalement « blanche », discriminaient les minorités dites « visibles » en provenance de l'espace des Caraïbes ou encore du continent asiatique.¹¹⁹

Cameron quitta les négociations satisfait et se prépara à faire campagne pour rester dans l'UE : « I had negotiated a deal to give the UK 'special status' within the EU: we were 'stronger, safer and better off' in this reformed EU where we now had the 'best of both worlds.' And for that reason I would be campaigning to Remain. »¹²⁰ Les électeurs n'ont pourtant pas partagé cet avis. Pour Dorey, Cameron avait obtenu des modifications modestes qui ressemblaient davantage à des concessions qu'à de réels changements.¹²¹ L'ancien Premier ministre n'était pas parvenu à obtenir de réformes importantes sur la libre circulation des personnes, en particulier au sujet des migrants européens venant travailler au Royaume-Uni, ni sur les aides sociales auxquelles ils avaient droit.¹²² Dorey explique que l'échec des renégociations reposait également sur les États membres qui étaient bien plus préoccupés par la crise de la dette dans la zone Euro.¹²³ De plus, l'auteur rappelle que le retrait des conservateurs du Parti populaire européen (PPE) avait renvoyé l'image que le parti agissait dans son propre intérêt et non celui de l'Europe, dissuadant ainsi les dirigeants européens de faire preuve d'esprit collaboratif.¹²⁴

72,2 % des électeurs votèrent le 23 juin 2016, un taux de participation nettement supérieur à ceux enregistrés depuis presque dix ans.¹²⁵ Il était également plus important que celui du

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 640. - En réaction à l'immigration dû à l'élargissement de 2004, un tiers des « minorités ethniques » avait voté pour sortir de l'UE. Le Brexit a donc également divisé les populations issues de l'immigration. 34% des minorités dites « BAME » et 31 % des « autres » minorités (principalement issues du continent européen) ont voté en faveur du Brexit.- Matthew Goodwin et Oliver Heath, « Brexit vote explained : poverty, low skills and lack of opportunities », *Joseph Roundtree Foundation*, 31 août 2016, <<https://www.jrf.org.uk/report/brexit-vote-explained-poverty-low-skills-and-lack-of-opportunities>>, consulté le 29 octobre 2022 (b).

¹²⁰ David Cameron, *op. cit.*, p. 644

¹²¹ Pete Dorey, *art. cit.*

¹²² BBC News, « EU referendum deal : What Cameron wanted and what he got », *BBC News*, 20 février 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35622105>>, consulté 28 octobre 2022.

¹²³ La crise de la dette dans la zone Euro avait montré les limites de la monnaie unique et la montée du UKIP qui pointait du doigt l'immigration, représentait une menace électorale pour les conservateurs. - Timothy Heppell, *art. cit.*, 2021.

¹²⁴ Pete Dorey, *art. cit.*

¹²⁵ Elise Uberoi, « Turnout at elections », *House of Commons Library*, 26 août 2021, p. 23, <<https://assets-learning.parliament.uk/uploads/2021/12/Turnout-at-Elections.pdf>>, consulté le 25 octobre 2022. Le taux de participation restait néanmoins hétérogène à travers le Royaume-Uni, les régions *Leave* (notamment celles ayant voté pour le UKIP aux élections européennes de 2014) s'étant plus mobilisées que les régions *Remain*. Goodwin et Heath concluent que taux de participation était plus élevé dans les régions où une majorité de Britanniques blancs et âgés vivaient ainsi que là où les électeurs s'étaient le plus mobilisés pour les élections européennes de 2014. - Matthew Goodwin et Olivier Heath, « The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-Level Analysis of the Result », *The Political Quarterly*, Vol. 87, No. 3, 2016, pp. 323-332. Elise Uberoi nuance cet argument où elle observe une faible corrélation

référendum de 1975 (64 %), supérieur au référendum de 2011 sur la réforme électorale (42 %) ou encore celui des élections législatives de 2015 (66,2 %). Il était néanmoins nettement inférieur à celui pour l'indépendance de l'Écosse en 2014 (84,6 %). On remarque que les Anglais et les Gallois furent plus nombreux que les Écossais et les Nord Irlandais à se rendre aux urnes le 23 juin 2016 (73 % et 71,1 % contre 67,2 % et 62,7 %).¹²⁶ Ceci corrèle avec l'hypothèse faite par Henderson *et al.* qui déduisent que le Brexit a été essentiellement une préoccupation anglaise, plus qu'une nation majoritaire en termes de population, l'Angleterre s'est progressivement sentie délaissée d'un point de vue culturel et identitaire avec la dévolution et l'élargissement de l'UE.¹²⁷

1.2 La campagne pro-européenne

Harriet Harman, *leader* intérimaire du Parti travailliste avait annoncé en mai 2015 son soutien à un référendum sur l'UE.¹²⁸ Quelques mois plus tard, le 12 septembre 2015, Jeremy Corbyn, homme politique issu de la gauche travailliste, succéda à Ed Miliband à la tête du parti et se montra bien plus réticent. Corbyn avait voté pour sortir de la CEE en 1975 et ne s'était pas converti à l'Europe lorsqu'en 1988 le parti devint pro-européen suite à la proposition de Jacques Delors pour une « Europe sociale ».¹²⁹ Pour lui, l'UE était un club de capitalistes et les travaillistes refusèrent de faire campagne pour rester dans l'UE aux côtés des conservateurs comme ils l'avaient fait pour le référendum écossais l'année précédente.

Antoine ajoute que Jeremy Corbyn « n'a jamais été très favorable à l'intégration communautaire qu'il considère à juste titre comme trop libérale et technocratique. »¹³⁰

entre l'âge avancé des électeurs et le taux de participation. – Elise Uberoi, « European Union Referendum 2016 », *House of Commons Library*, 29 juin 2019, p. 26, <<https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7639/CBP-7639.pdf>>

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Ailsa Henderson *et al.* « How Brexit was made in England », *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 9, No. 4, 2017, pp. 631-646.

¹²⁸ BBC News, « Labour to back EU referendum bill, says Harman », *BBC News*, 24 mai 2015, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-32863749>>, consulté le 14 octobre 2022.

¹²⁹ En 1993, Jeremy Corbyn s'était prononcé contre le traité de Maastricht et accusait les banquiers non-élus de Bruxelles d'accaparer le pouvoir de prises de décisions sur les questions économiques. L'ancien leader travailliste vota contre le traité de Lisbonne en 2008, accusant l'UE d'être en déficit démocratique. – Tom Moseley, « In quotes : Jeremy Corbyn and the EU referendum », *BBC News*, 14 avril 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35743994>>, consulté le 14 octobre 2022.

¹³⁰ Aurélien Antoine, *Le Brexit. Une histoire anglaise*, Dalloz, 2020, p. 198.

Néanmoins, l'ancien dirigeant travailliste avait pleinement conscience que la majorité de ses membres soutenait un maintien du Royaume-Uni dans l'UE.¹³¹

Par ailleurs, l'implication du Parti travailliste dans la campagne Better Together en 2014 avait été vivement critiquée par les nationalistes qui les avaient qualifiés de « conservateurs écossais ».¹³² Sans grande conviction mais toutefois réceptif à la pression exercée par les syndicats, Corbyn se positionna finalement pour faire campagne pour rester dans l'UE, sujet pour lequel il exprimait peu d'enthousiasme.¹³³ Selon Oliver, ancien directeur de la communication au gouvernement Cameron, le soutien de Jeremy Corbyn était crucial à la cause *Remain* car contrairement au Premier ministre, il était capable de mobiliser une armée de pro-européens. De surcroît, faire campagne pour le camp *Leave* aurait probablement résulté dans la rupture de son parti.¹³⁴ Corbyn délégua la tâche de diriger le groupe de campagne Labour In for Britain (Labour In) à son Secrétaire de l'Intérieur du cabinet fantôme, Alan Johnson et le parti conservateur savait qu'il ne pouvait exercer aucun contrôle sur leur campagne. Oliver qualifie le cabinet fantôme « d'asile de fous. »¹³⁵ Ne pas s'allier aux conservateurs laissa l'électorat travailliste ainsi que celui des libéraux-démocrates penser que la campagne *Remain* était le combat des conservateurs.¹³⁶ En effet, lors de la campagne référendaire, la « tiédeur » de Corbyn s'était répercutée sur les électeurs qui restèrent confus quant à la position du parti.

Labour MPs argued that Corbyn had failed to demonstrate leadership and communicate a compelling case for why Britain should remain in the EU, claims that were supported by polling data released only weeks before the referendum and which suggested that nearly one in two Labour voters were unaware that Labour was advocating a Remain position.¹³⁷

Seulement 47 % savaient que les travaillistes soutenaient un maintien et 11 % jugeaient les arguments de Corbyn persuasifs, au point que les femmes issues de la classe ouvrière à Liverpool pensaient que le parti était pro-Brexit.¹³⁸ Oliver reconnaît cependant que le Parti

¹³¹ YouGov, « The Times Survey Results », 2015, p. 21,

<https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/h15sm4vwaa/TimesResults_151123_LabourMembers.pdf>

¹³² Tim Shipman, *op. cit.*, p. 74.

¹³³ *Ibid.*, p. 77.

¹³⁴ Craig Oliver, *op. cit.*, p. 36.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 305.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 158-9 ; David Cameron, *op. cit.*, p. 671.

¹³⁷ Matthew Goodwin et Oliver Heath, *art. cit.*, 2016 (a).

¹³⁸ Craig Oliver, *op. cit.*, p. 256-7.

travailleuse fut obligeant et coopératif lorsqu'il dénonça l'hypocrisie des *Leavers* disant qu'ils défendaient les travailleurs et le NHS.¹³⁹

Stronger In était la campagne officielle pour un maintien du Royaume-Uni dans l'UE tandis que Vote Leave soutenait une sortie.¹⁴⁰ Alors que les différents organismes pro-Brexit jouaient des coudes pour devenir le groupe de campagne officiel, les pro-européens semblaient unis. En effet, les groupes Leave.EU, Grassroots Out et Better Off Out étaient également dans la compétition.¹⁴¹

Les deux campagnes ont construit leur discours autour des enjeux économiques, migratoires et identitaires. Pour Oliver la défaite de la campagne repose sur deux facteurs décisifs : « *heads vs hearts* » et ce qu'il appelle les électeurs « du milieu », peu engagés et indécis (« *disengaged Middle* »). Selon lui, cette partie de l'électorat a fait pencher la balance en faveur d'une sortie.¹⁴²

Bien que les campagnes *Leave* et *Remain* aient adopté des discours s'articulant autour de l'histoire pour construire un discours en faveur d'une sortie ou d'un maintien dans l'UE durant la campagne référendaire de 2016, tous deux l'ont modelée sur deux matrices bien différentes : le camp *Leave* a opté pour un ton nostalgique (*pathos*) tandis que la campagne *Remain* a privilégié la rationalité (*logos*). Ces discours, propres à chaque campagne, reposent sur un schéma qui remonte aux premières discussions à propos d'une éventuelle adhésion au projet européen. D'un côté la (difficile) rupture psychologique de ses liens économiques et culturels avec l'Empire ainsi qu'un relâchement partiel des liens politiques et de défense avec les États-Unis et de l'autre, le désir d'un changement avec l'Europe perçue comme un espace de libre-échange, puis considérée comme responsable du déclin économique, identitaire et social du Royaume-Uni.

Henderson et Wyn Jones se sont intéressés à l'argumentaire des campagnes *Remain* et *Leave*. Tous deux remarquent la forte présence du caractère anglo-centrique du référendum de 2016.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 325.

¹⁴⁰ David Cameron avait suspendu la règle de la responsabilité collective, ne l'obligeant pas à congédier les conservateurs rebelles. Ces derniers pouvaient librement faire campagne pour une sortie. – *Ibid.*, p. 112.

¹⁴¹ Will Dean, « Faction stations: which Brexit campaign is which? », *The Guardian*, 31 janvier 2016, <<https://www.theguardian.com/politics/shortcuts/2016/jan/31/faction-stations-which-brexit-campaign-is-which?>>, consulté le 23 octobre 2022.

¹⁴² Craig Oliver, *op. cit.*, p. 385.

En effet, les deux camps se sont essentiellement concentrés sur le Royaume-Uni et sur le concept de *Britishness* ainsi que les symboles qui leur sont associés, gommant ainsi la diversité régionale qui caractérise la Grande-Bretagne :

... with relatively minor exceptions, the official Remain campaign and the various rival Leave campaigns alike all tended to treat the UK as an undifferentiated whole, foregrounding messages that focused almost exclusively on Britain, Britishness, and their associated rhetorical tropes and symbolic trappings.¹⁴³

Mettre en avant la *Britishness* avait pour objectif d'obvier un éclatement de l'union. Or, les résultats du référendum témoignent d'une scission régionale où les inégalités et des tensions subsistent depuis longtemps. D'un côté l'Écosse et l'Irlande du Nord (ainsi que le « Grand Londres », *Greater London*) ont en majorité voté pour rester dans l'UE, tandis que le pays de Galles et l'Angleterre ont opté pour une sortie. Par ailleurs, pour Henderson *et al.* être Britannique n'a pas la même signification pour un Écossais, un Gallois, un Nord Irlandais ou bien un Anglais. L'identité nationale n'a pas la même importance selon les régions du Royaume-Uni. Elle est particulièrement polarisée et façonne les politiques d'identités essentiellement en Angleterre. Pour les auteurs, la diversité, l'hétérogénéité voire la complexité de ce qu'être Britannique sont largement ignorées par les études identitaires.¹⁴⁴

Le groupe de campagne Stronger In s'était inspiré de la victoire de juin 1975, et avait décidé de distribuer des tracts dans chaque boîte aux lettres.¹⁴⁵ Cette stratégie relativement anachronique eut des conséquences sur le vote. Comme évoqué précédemment, Vote Leave fit appel aux émotions tandis que Stronger In mobilisa la raison. Michael Gove, ministre de la Justice et directeur de la campagne Vote Leave, disait que les Britanniques en avaient assez des spécialistes et étaient devenus indifférents et imperméables aux discours scientifiques.¹⁴⁶ BIE avait contourné ce problème qui se posait déjà en 1975 en invitant des athlètes de haut niveau, des acteurs, des écrivains, des chanteurs et de jeunes personnalités populaires à promouvoir le message pro-européen.¹⁴⁷ Lors de la marche organisée à Liverpool en septembre 2018 et à

¹⁴³ Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones, *op. cit.*, p. 28.

¹⁴⁴ Ailsa Henderson *et al. art. cit.*

¹⁴⁵ David Cameron, *op. cit.*, p. 664.

¹⁴⁶ Rpmackey, « Gove: Britons 'have had enough of experts' », 22 juin 2016, *YouTube*, <<https://www.youtube.com/watch?v=GGgiGtJk7MA>>, consulté le 23 octobre 2022.

¹⁴⁷ BIE avait créé des branches comme « Sportsmen for Europe », « Musicians for Europe », « Writers for Europe » ou encore « Actors for Europe » - Robert Saunders, *op. cit.* p. 106-7

laquelle j'ai assisté, les militants pro-européens avaient également eu recours à cette stratégie en invitant des personnalités d'horizons variés (télévision, sport, syndicat) à prononcer un discours à la fin de la marche.

Aussi appelé « Projet Peur », l'argumentaire de Stronger In reposait principalement sur des scénarios catastrophiques des conséquences économiques et sociales qu'une sortie engendrerait. La technique du pathos utilisée par les *leavers* continuait de nourrir le sentiment de peur chez les Britanniques qui craignaient que les immigrants turcs envahissent le Royaume-Uni. Entretenu par la presse populaire, le sentiment eurosceptique et la préservation de la souveraineté nationale étaient bien plus puissants que les avantages liés à l'Europe.

Les pro-européens tentaient de rétablir une image positive de l'Europe et essayaient de faire entendre à la future génération des opportunités dont elle allait se priver en quittant l'UE. La campagne *Remain* tentait de convaincre l'électorat que le *statu quo* était en réalité positif pour le Royaume-Uni : l'immigration était avantageuse pour l'économie et l'adhésion de la Turquie n'en était qu'au stade des discussions. Crines explique que les figures politiques comme Boris Johnson et Nigel Farage ont contribué au succès de la campagne *Leave* car tous deux incarnaient la troisième dimension des techniques de persuasion : l'ethos. Proches du peuple, joviaux et anti-élitistes, ils incarnaient des personnalités auxquelles les Britanniques pouvaient s'identifier.¹⁴⁸ Pour Cameron l'immigration était le combat des *Brexiters* et selon lui Stronger In devait montrer que la campagne référendaire comprenait d'autres thématiques comme l'économie. La victoire du référendum écossais l'avait en effet conforté dans cette optique.¹⁴⁹ Tous les pro-européens n'étaient pas de cet avis et auraient préféré que la campagne *Remain* fonde son discours sur l'immigration : « 'All Leave has is immigration. We shouldn't concede that it is the only battle to be fought.' »¹⁵⁰

Karine Rivière-De Franco souligne la faible représentation médiatique des libéraux-démocrates durant la campagne référendaire. Dans son analyse des journaux britanniques *The Guardian*, *The Telegraph* et *The Daily Mail*, elle conclut qu'« aucune des photographies publiées dans les

¹⁴⁸ Andrew S. Crines, « The Rhetoric of the EU Referendum campaign », dans Daniel Jackson *et al.*, *EU Referendum Analysis 2016: Media, Voters and the Campaign*, The Centre for the Study of Journalism, Culture and Community, Bournemouth University, juin 2016, <<http://www.referendumanalysis.uk>>

¹⁴⁹ Tim Shipman, *op. cit.*, p. 592.

¹⁵⁰ David Cameron, *op. cit.*, pp. 672-3.

trois quotidiens ne représente son leader [...] et aucun des titres ne l'évoque. »¹⁵¹ Pourtant considéré comme le parti le plus pro-européen, la réputation des libéraux-démocrates avait été grandement affectée par le gouvernement de coalition. Accusés de ne pas avoir tenu leurs promesses, les *Lib Dems* ne furent pas d'un grand recours lorsque le gouvernement fit campagne pour rester dans l'UE.

La majorité des sondages annonçait une victoire du camp *Remain* et les *Brexiters* ont peine à trouver un consensus sur une alternative viable à l'UE au lendemain du vote. En effet, « David Cameron, ne croyant pas à un vote défavorable à l'Union, n'a pas pris la mesure des bouleversements constitutionnels découlant de son projet. Une telle lacune est le propre des personnalités qui se désintéressent passablement des logiques institutionnelles. »¹⁵² Gilles Leydier identifie « trois tendances largement irréconciliables. » Premièrement, les eurosceptiques modérés (*soft Eurosceptics*) rejetaient l'union politique et l'intégration européenne mais voulaient toutefois préserver des accords économiques avec les 27 autres États membres. Deuxièmement, les eurosceptiques radicaux (*hard Eurosceptics*) comme les partisans du UKIP étaient fermement opposés à l'Europe sous toutes ses formes, souhaitaient interrompre tous liens avec l'UE. Enfin troisièmement, les eurosceptiques comme Boris Johnson méprisaient l'UE et aspiraient à une ouverture mondiale avec des partenariats choisis et non contraignants.¹⁵³

1.3 Le vote

Connaître le fonctionnement de l'Europe ne semble pas être corrélé avec l'intention de vote ou encore le degré d'euroscepticisme ou d'europhilie. Les recherches ont démontré que les *remainers* affichaient relativement le même niveau de connaissance que celui des *leavers*.¹⁵⁴

¹⁵¹ Karine Rivière-De Franco, « La vie politique britannique à l'épreuve du Brexit » dans Boris Barraud (dir.), *Le Brexit. Dans toutes ses dimensions*, l'Hamattan, Paris, 2018, p. 66. Pour une liste détaillée des députés conservateurs *leave* et *remain* voir BBC News, « EU vote : Where the cabinet and other MPs stand », *BBC News*, 22 juin 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35616946>>, consulté le 27 octobre 2022.

¹⁵² Aurélien Antoine, *op. cit.*, p. 211.

¹⁵³ Gilles Leydier, « La société britannique à l'heure du Brexit : un paysage fracturé » dans Barraud, Boris (dir.), *op. cit.*, pp. 46.

¹⁵⁴ Ros Taylor, « How little we know: reflections on our ignorance of the EU », *LSE*, 24 septembre 2019, <<https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2019/09/24/how-little-we-know-reflections-on-our-ignorance-of-the-eu/>>, consulté le 18 octobre 2022.

Oliver revient sur l'échec de la campagne *Remain* et conclut que les pro-européens ont échoué à convaincre la majorité des électeurs à voter pour un maintien du Royaume-Uni dans l'UE pour plusieurs raisons.

Premièrement, le référendum englobait des problématiques complexes qui pour la plupart ont été réduites à l'immigration. Deuxièmement, la rhétorique anti-européenne était présente depuis bien longtemps et lorsque les *remainers* tentèrent de rétablir certaines vérités, ces mensonges étaient déjà bien ancrés dans l'esprit des Britanniques. Troisièmement, l'aspect transpartisan de la campagne présentait des limites. En somme, pour Goodwin et Heath les revenus et le niveau de pauvreté sont intrinsèquement liés au vote en faveur du Brexit. Le niveau d'étude et l'environnement ont aussi influencé le vote, creusant ainsi la fracture sociale, économique, culturelle et géographique au Royaume-Uni. À ce jour, aucune étude approfondie sur le profil socio-économique des *remainers* n'a été conduite. Ces électeurs sont analysés de manière collective, en comparaison avec les *leavers* et non dans une approche isolée des variables associées aux eurosceptiques.

En 2016, Goodwin et Heath ont cherché à comprendre ce qui avait poussé les Britanniques à voter pour sortir de l'UE au niveau collectif (« aggregate level »). Les auteurs ont tenté de mesurer l'importance des facteurs socio-démographiques dans le processus de décision et d'expliquer dans quelle mesure le vote pour le Brexit était corrélé à celui pour les partis eurosceptiques comme le UKIP.¹⁵⁵ Goodwin et Heath remarquent que les *remainers* étaient plus enclins à voter dans les circonscriptions où le vote *leave* menaçait de remporter la majorité des voix. Ceci corrèle avec le fait que la stratégie pro-européenne s'était essentiellement concentrée sur l'importance de réfuter les arguments du camp adverse plutôt que de rétablir une image positive de l'UE. De plus, l'observation faite par les auteurs confirme l'indifférence des pro-européens qui pensaient que le pays voterait pour un maintien, d'où leur mobilisation militante tardive et leur plus faible participation le jour du scrutin.

Il existe une forte corrélation entre les revenus des ménages britanniques et le vote *leave*. Goodwin et Heath observent également une (faible) corrélation entre l'âge et le vote du référendaire, une observation corroborée par Uberoi.¹⁵⁶ De manière globale, les *leavers* étaient

¹⁵⁵ Matthew Goodwin et Olivier Heath, *art. cit.*, (a)

¹⁵⁶ Elise Uberoi, *art. cit.*, 2019.

en majorité des retraités d'une cinquantaine d'années enclins à soutenir le UKIP alors que les *remainers* avaient pour la plupart moins de 30 ans.¹⁵⁷ Or, Goodwin et Heath remarquent un lien logique entre l'âge, le niveau d'étude et l'employabilité de certaines régions.¹⁵⁸

Le vote pour un maintien se concentrait principalement dans les régions plus aisées du Royaume-Uni : « ... les cadres, les salariés, les habitants des quartiers favorisés se sont prononcés majoritairement pour le « *remain* ». »¹⁵⁹ Gilles Leydier parle d'un « paysage fracturé » avec des Britanniques pro-européens qui ont su s'adapter au phénomène de mondialisation. Ce sont principalement des jeunes diplômés qui ont bénéficié d'une bonne situation financière et se sont bien acclimatés à la diversité culturelle qu'offre la capitale.¹⁶⁰ Pour eux « l'identité européenne est tout à fait conciliable avec les autres réseaux d'appartenance. »¹⁶¹ Dans un troisième temps, le vote du Brexit est en lien direct avec la peur montante de l'immigration et la diversité ethnique induite par l'élargissement des pays de l'Europe de l'Est et centrale et la représentation négative de l'Islam renforcée par les attentats de Londres en juillet 2005. 90 % des électeurs qui jugeaient l'immigration comme négative pour l'économie britannique et 88 % de ceux qui souhaitaient voir moins d'immigrants entrer au Royaume-Uni votèrent pour une sortie.¹⁶²

Selon Goodwin et Heath, le niveau d'étude est de loin le facteur le plus influant sur le vote en faveur du Brexit.¹⁶³ De manière générale, les électeurs vivant dans des régions qui enregistraient un faible niveau d'étude étaient plus enclins à voter pour une sortie que ceux qui résidaient dans des régions où la population était plus diplômée. En effet, les auteurs remarquent un écart deux fois plus important entre les Britanniques diplômés et ceux sans qualifications qui soutenaient

¹⁵⁷ Parmi les 20 circonscriptions les démographiquement jeunes, 16 avaient opté pour un maintien du Royaume-Uni dans l'UE. – *Ibid.*

¹⁵⁸ Les endroits comptant une proportion importante de jeunes Britanniques sont sensiblement des régions où les habitants seront qualifiés et par conséquent, diplômés. En retirant les régions europhiles de leurs variables (Londres et l'Écosse), Goodwin et Heath sont formels : l'âge et le niveau d'étude sont deux facteurs qui ont fortement motivé le vote pour une sortie. – *Ibid.*

¹⁵⁹ Gilles Leydier, « La société britannique à l'heure du Brexit : un paysage fracturé » dans Barraud, Boris (dir.), *op. cit.*

¹⁶⁰ « Londres avec sa population jeune, urbaine, étudiante, diplômées, libérale au plan sociétal, cosmopolite, ethniquement diverse et ouverte sur l'extérieur, a été logiquement à la pointe dans le camp pro-européen ». – *Ibid.*, p. 44.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² Matthew Goodwin et Oliver Heath, *art. cit.*, (b). Les dirigeants conservateurs et travaillistes avaient saisi cette occasion pour réaffirmer et réformer le discours sur la *Britishness* afin « que tous les citoyens britanniques adhèrent aux valeurs qui sont le socle de la vie en commun. » Aurélien Antoine souligne toutefois qu'au Royaume-Uni la problématique migratoire repose sur les répercussions économiques et non identitaires. – Aurélien Antoine, *op. cit.*, p. 186-7.

¹⁶³ Cette tendance s'illustre également au niveau européen. – Goodwin, Matthew et Oliver Heath, *art. cit.*, (b).

le camp *leave* dans les circonscriptions les plus éduquées. Pour les auteurs, l'environnement dans lequel les électeurs vivent a exercé une influence considérable sur le vote.¹⁶⁴

Par ailleurs, le consensus libéral des partis politiques à propos de l'immigration, l'identité nationale et l'Europe ont renforcé les inquiétudes dormantes chez certains Britanniques. En effet, la promotion du multiculturalisme, du libéralisme social et de l'UE ne répondait pas aux attentes des Britanniques issus de la classe ouvrière ou de la frange plus âgée du Parti conservateur.¹⁶⁵ Ainsi, le référendum a exacerbé la marginalisation des « laissés pour compte » (« *left-behind* »), ceux qui n'ont pas réussi à s'adapter à la mondialisation (« *losers of globalisation* »).¹⁶⁶ Leur emploi s'est retrouvé touché par la compétition et la tierce-maintenance ainsi que l'arrivée des citoyens issus autres pays membres.¹⁶⁷ Touchées par le phénomène de désindustrialisation, de nombreuses régions (notamment le nord de l'Angleterre et le sud du pays de Galles), ont été laissées à l'abandon par les gouvernements. Ces populations délaissées étaient principalement des citoyens britanniques blancs, âgés, issus de la classe ouvrière n'ayant pas poursuivi d'études supérieures avec des revenus modestes. Ces derniers eurent des difficultés à s'adapter à une économie moderne, post-industrielle, et se sont sentis délaissés voire incompris, par la classe politique.¹⁶⁸ Pris dans un engrenage, ces électeurs exclus étaient mis à l'écart de par leur manque de qualification et disposaient d'un champ des possibles considérablement réduit au sein leur communauté.¹⁶⁹

Dorey va dans le même sens et ajoute que les *leavers* sont des électeurs réactionnaires, autoritaires et peu tolérants. Ils soutenaient par exemple l'ancien président américain Donald Trump, rejetaient les théories relatives au réchauffement climatique, étaient hostiles au

¹⁶⁴ Ils observent une différence de 30 points de pourcentage entre ceux qui possédaient un *GCSE* (General Certificate of Secondary Education), ou moins et les Britanniques diplômés. En revanche, Goodwin et Heath trouvent un écart de seulement 10 points de pourcentage entre les électeurs ayant un revenu inférieur à 20 000€/an et ceux dont les revenus dépassent 60 000€/an. Enfin, les auteurs soulignent une différence de 20 points de pourcentage entre les plus de 65 ans et ceux âgés de 25 ans. – *Ibid.*

¹⁶⁵ Matthew Goodwin et Olivier Heath, *art. cit.*, (a).

¹⁶⁶ Certains universitaires ont remis en question la théorie sur les laissés pour compte mentionnée précédemment. Selon, Dorling, le profil des électeurs anti-européens ne se limite à la classe ouvrière et Dorling déclarait en 2016 qu'une majeure partie du vote pour une sortie provenait des classes moyennes britanniques. - BBC Newsnight, « Middle classes (not working class) voted for Brexit, argues Danny Dorling, « BBC Newsnight », *YouTube*, 29 septembre 2016, <<https://www.youtube.com/watch?v=eOMiUONDLno>>

¹⁶⁷ Goodwin, Matthew et Oliver Heath, *art. cit.*, (b)

¹⁶⁸ En 2016, parmi les 20 régions qui enregistraient des taux de qualifications les plus bas, 15 d'entre elles votèrent pour sortir de l'UE, tandis que les 20 régions les plus qualifiées avaient toutes soutenu un maintien. – Matthew Goodwin et Olivier Heath, *art. cit.*, (a).

¹⁶⁹ Matthew Goodwin et Olivier Heath, *art. cit.*, (b) ; « 'I don't think the referendum divided the country, I think the referendum revealed the divisions. Areas of the country were hurting more than we realised from some of the things we had glossed over, like immigration and the pain of globalisation, job losses, low and middle incomes not rising.' » - Tim Shipman, *op. cit.*, p. 586.

mouvement Black Lives Matter et refusaient les confinements ainsi que le port du masque durant la crise sanitaire Covid-19.¹⁷⁰ Alors que Goodwin et Heath restent objectifs et factuels, Dorey va plus loin et selon lui les *Brexiteers* se victimisent, se croient opprimés ou persécutés, condamnent le politiquement correct et par conséquent, estiment qu'ils peuvent s'exprimer librement en étant ouvertement racistes, homophobes et sexistes.¹⁷¹

Les *leavers*, tous partis confondus, s'inquiétaient de la domination de Bruxelles. Pour eux, il était primordial que le Royaume-Uni retrouve son pouvoir de décision, « reprenne le contrôle » de ses frontières et ainsi de l'immigration.¹⁷² Or, comme le remarque Dorey, les *Brexiteers* s'inquiétaient davantage de la rapidité avec laquelle les chiffres augmentaient plus que des chiffres eux-mêmes.¹⁷³

Le manque de collaboration du SNP et du Parti travailliste ont eu des répercussions négatives sur l'opinion. *A contrario*, les eurosceptiques semblaient davantage unis sur les arguments qu'ils défendaient, assurant une continuité parfaite avec le sentiment anti-européen présent depuis la fin des années 1980. Enfin, l'argument économique a été mal mené et n'est pas parvenu à s'imprégner dans l'esprit des Britanniques.¹⁷⁴ Pour la députée écologiste, Caroline Lucas, la campagne *Remain* avait été convaincante sur les faits mais son discours restait peu persuasif. Elle résumait la campagne référendaire à un électorat lassé et déçu de la classe politique qui, en votant pour le Brexit, ne pensait n'avoir rien à perdre : « 'We won on the facts, but we lost the emotional appeal... There were too many people who felt they had nothing to risk or lose.' »¹⁷⁵

Pour Dorey l'échec de la campagne repose sur le manque d'attractivité du camp *remain* dont les arguments étaient perçus comme bien trop complexes, voire intimidants par les électeurs. Les faits économiques avancés par les pro-européens manquaient de simplicité et résonnaient peu dans l'esprit des Britanniques pour qui l'Europe occupait une place insignifiante dans leur vie de tous les jours. La campagne pour une sortie de l'UE faisait davantage appel aux émotions et semblaient répondre aux inquiétudes des électeurs :

¹⁷⁰ Pete Dorey, *art. cit.*

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Lord Ashcroft, *art. cit.*

¹⁷³ Pete Dorey, *art. cit.*

¹⁷⁴ Craig Oliver, *op. cit.*, pp. 386-9.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 389.

Leave supporters concluded that the economic and social problems which their towns suffered were clear evidence of the irrelevance of the EU; what the Remain campaign claimed were the valuable benefits of EU membership were a source of mystification to many Leave voters, and seemed to confirm that 'Remainers' were out-of-touch with the painful experiences of much of the UK. If Remainers insisted that the EU had *not* caused the socio-economic problems endured by the 'left-behind', the Leave campaign could retort that the EU had done little, or nothing to prevent or alleviate such problems, but had certainly made them worse via the 'free movement of labour'.¹⁷⁶

De plus, Dorey ajoute la méfiance des Britanniques vis-à-vis de l'élite libérale dont Cameron faisait partie. Ces élus étaient perçus comme déconnectés des préoccupations de l'électorat et par conséquent, manquaient terriblement de crédibilité ni n'inspiraient suffisamment confiance pour convaincre les électeurs de voter pour rester dans l'UE.

Le Parti conservateur n'aurait sans doute pas voulu être dirigé par un défenseur de l'Europe. Par conséquent, David Cameron, qui ne voyait pas le Royaume-Uni en dehors de l'UE, n'eut d'autre choix que de démissionner le lendemain du référendum.

My view was different: if we lost I would have no credibility. I would have to leave. Staying on would simply be delaying the acceptance of a political death that had already taken place. [...] Because I was the person who had led the campaign to stay, and had argued passionately for one side of the argument, I would have no credibility in delivering Leave. It wouldn't have just been hard for me to deliver a policy I didn't believe in — I wouldn't have been able to do so. It wasn't in the national interest for me to stay.¹⁷⁷

Les Britanniques avaient voté pour une sortie mais n'avaient désormais plus la main sur la forme que le Brexit allait prendre. Bien que Theresa May affirmât le contraire,¹⁷⁸ il existait bien une dispute entre un « *hard Brexit* » (Brexit radical ou « dur ») ou bien un « *soft Brexit* » (Brexit modéré ou « doux »). En succédant à David Cameron, Theresa May se retrouva elle aussi avec un parti divisé et des tensions gravitant autour de l'accord de sortie.

¹⁷⁶ Pete Dorey, « David Cameron' catastrophic miscalculation : The EU Referendum, Brexit and the UK's 'culture war' », *Observatoire de la société britannique*, No. 27, 2021, pp. 195-226.

¹⁷⁷ David Cameron, *op. cit.*, pp. 680.

¹⁷⁸ Philippe Bernard, « Hard Brexit, soft Brexit, quelles sont les différences ? », *Le Monde*, 16 janvier 2017, <https://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2017/01/16/hard-brexit-soft-brexit-queelles-sont-les-differences_5063641_4872498.html>, consulté le 24 octobre 2022.

I.3 La résistance au Brexit

Laissons de côté les divisions internes au Parti conservateur depuis la démission de Cameron pour l'instant afin de recenser les initiatives militantes pro-européennes qui ont marqué les différents mandats conservateurs entre 2016 et 2022. La majorité des informations collectées et retranscrites provient de bulletins d'informations (*newsletters*) des groupes anti-Brexit (locaux et nationaux). La diffusion d'évènements pro-européens par le biais des *newsletters* a permis de retracer l'historique du mouvement pro-européen. Les journaux britanniques dont les articles sont accessibles en ligne, en particulier ceux du *Guardian*, *The Independent* et la *BBC* ont également relayé les moments forts de la mobilisation anti-Brexit, couvrant parfois certaines marches en direct. Néanmoins, la faible visibilité médiatique a été l'un des points faibles de la campagne pro-européenne qui s'est souvent plaint que les articles publiés ne fassent pas justice à la force de leur mouvement. Oliver reproche à la BBC son manque de recul sur les sources qu'elle utilisait pour ses bulletins d'informations, l'accusant même d'impartialité.¹⁷⁹ Par conséquent, les militants ont décidé de prendre le contrôle de leur campagne en publiant des articles reflétant davantage leurs opinions sur la gestion du Brexit. Ces « bylines » publiés dans des journaux locaux indépendants ont permis aux militants pro-européens de s'exprimer librement et de tenir les dirigeants politiques responsables de leurs actions.

Il s'agira alors d'articuler les visions de l'Europe de David Cameron, Theresa May et Boris Johnson en parallèle de la campagne *Remain* puis des négociations.¹⁸⁰ En d'autres termes, dans quelle mesure les initiatives militantes des groupes locaux et nationaux ont-elles exercé une influence sur les prises de décisions au sein des institutions britanniques après le vote pour une sortie ?

1.1 La campagne pro-européenne

La campagne *Remain* a connu un plein essor en 2018 et s'est principalement manifestée par l'organisation d'évènements pro-européens d'envergure nationale. People's Vote fut l'un des groupes les plus influents sur la scène militante. Fondé en avril 2018, PV était un groupe transpartisan et indépendant qui faisait campagne pour l'organisation d'un vote sur l'accord

¹⁷⁹ Craig Oliver, *op. cit.* p. 380-1.

¹⁸⁰ Les ressorts de cette mobilisation seront analysés et développés dans l'étude de cas de Liverpool for Europe (LfE) qui constitue la partie trois de cette thèse.

négocié entre Londres et Bruxelles. Les dirigeants de People’s Vote étaient parvenus à rallier la voie parlementaire avec la participation de nombreuses personnalités politiques pro-européennes.¹⁸¹ PV avait rallié plus de 700 000 partisans dont 20 000 militants et plus d’un million d’abonnés sur le réseau social Twitter.¹⁸² PV ne faisait pas campagne pour un deuxième référendum mais pour un vote sur l’accord, une divergence dans l’opinion pro-européenne militante. Une partie du mouvement pro-européen souhaitait que la possibilité de rester dans l’UE figure sur le bulletin de vote d’un deuxième référendum tandis que PV demandait un vote sur l’accord uniquement, sans la possibilité de pouvoir rester dans l’UE.

Les libéraux-démocrates et le Green Party soutenaient de manière inconditionnelle un second référendum et selon les sondages, les Britanniques y étaient de plus en plus favorables. NatCen Research a mené une enquête du 28 juin 2016 au 4 février 2022 où 1017 personnes interrogées devaient répondre à la question suivante : « Si un deuxième référendum sur l’appartenance du Royaume-Uni à l’UE était organisé, que voteriez-vous ? » Les résultats montrent une certaine fluctuation avec plusieurs moments en faveur d’un maintien.¹⁸³

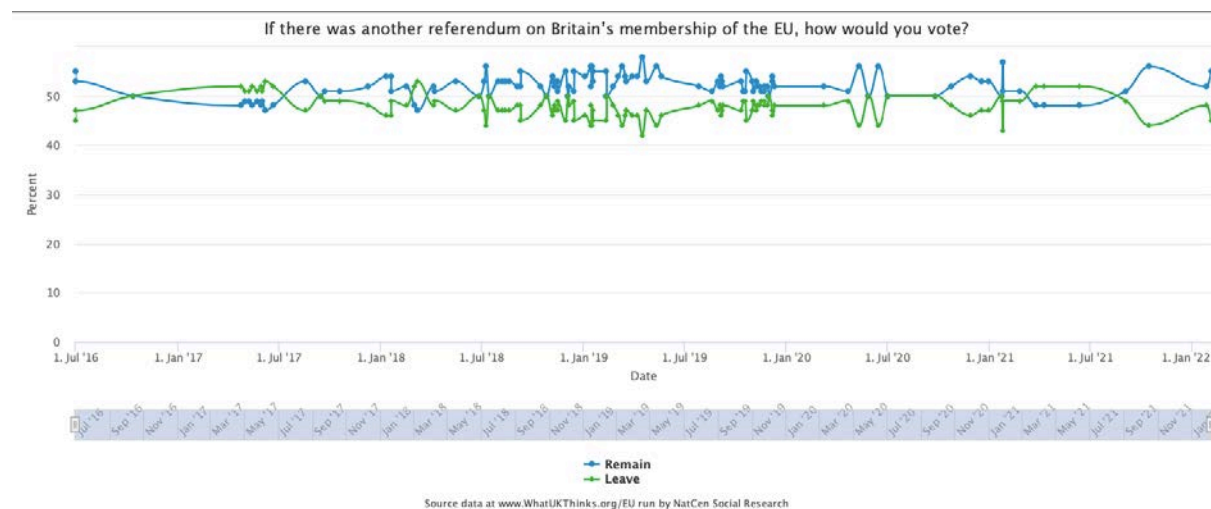


Figure 1: sondage NatCen Research sur la tenue d'un deuxième référendum. 28 juin 2016 - 4 février 2022.

¹⁸¹ Voir la liste ici : Chole Chaplin, « People’s Vote: full list of 52 MPs who have publicly backed a second Brexit referendum », *iNews*, 28 novembre 2018, <<https://inews.co.uk/news/brexit/peoples-vote-2nd-brexit-referendum-eu-mps-support-full-list-227633>>, consulté le 4 novembre 2022.

¹⁸² Scientists for EU, « Pro-EU organisations », <https://www.scientistsforeu.uk/pro_eu_organisations>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁸³ What UK Thinks, « If there was another referendum on Britain’s membership of the EU, how would you vote? », *National Centre for Social Research*, 28 juin 2016 - 4février 2022, <<https://www.whatukthinks.org/eu/questions/if-a-second-eu-referendum-were-held-today-how-would-you-vote/>>, consulté le 4 octobre 2022.

On remarque des périodes plus ou moins longues en faveur du camp *Remain* et une grande instabilité avec des fluctuations entre juillet 2018 et janvier 2020, ce qui correspond peu ou prou aux négociations. Les Britanniques étaient probablement inquiets de la gestion du Brexit par le gouvernement conservateur et de l'issue des négociations sans cesse reportées. Un mois avant les élections législatives, Jeremy Corbyn se positionnait publiquement sur l'organisation d'un second référendum. L'ancien dirigeant travailliste affirmait qu'il mettrait en place un second référendum mais que son parti resterait neutre dans la campagne afin de satisfaire l'ensemble des électeurs. Cette « demi-victoire » ne suffit pas à conforter les militants pro-européens qui ne commentèrent même pas cette déclaration.

Tableau 1.1: manifestations anti-Brexit à Londres

<i>Date</i>	<i>Nom de la marche</i>
2 juillet 2016 (annexe 1.5)	March for Europe
3 septembre 2016	March for Europe
25 mars 2017	Unite for Europe
9 septembre 2017	People's March for Europe
23 juin 2018	People's Vote March
20 octobre 2018	People's Vote March for the Future
23 mars 2019	Put it to the People
20 juillet 2019	March for Change
19 octobre 2019	Let Us be Heard
10 septembre 2022	National Rejoin March
22 octobre 2022 (annexe 1.9)	National Rejoin March
23 septembre 2023	National Rejoin March II

Dans un premier temps, les militants souhaitaient maintenir des liens étroits avec l'UE avec comme priorité la préservation des droits des citoyens européens, une priorité pour les groupes anti-Brexit et l'objet même de l'organisation the3million. Dès le 3 septembre 2016 ils invoquaient un deuxième référendum et avaient eu recours à une pétition pour renforcer la dimension urgente et nécessaire de leur requête. Pour les *remainers*, l'électorat n'avait pas mesuré les enjeux du Brexit et ils dénonçaient une campagne qui avait été fondée sur des mensonges alimentés par une presse eurosceptique : « ... the majority of the population simply did not grasp what was at stake in Britain leaving after forty years of integration to the EU, and the bulk of the press were determined not to enlighten them ».¹⁸⁴ La pétition fut signée par plus

¹⁸⁴ Tim Shipman, *op. cit.*, p. 589.

de quatre millions de personnes au Royaume-Uni mais rejetée par le Parlement et le gouvernement conservateur pour qui le principe de décision du peuple britannique devait être respecté.¹⁸⁵

En parallèle, les partisans de l'Europe avaient exigé que les négociations fassent l'objet de consultations publiques régulières afin d'anticiper et d'évaluer les conséquences sur les communautés locales. Les villes pro-européennes comme Bristol où 61,7 % des habitants ont voté pour un maintien, avaient pris l'initiative d'évaluer les répercussions d'une sortie sans accord au niveau local. Le maire avait alors fondé le *Bristol Response Group* (BRG) dès le lendemain du référendum. Composé de personnes issues de tous les secteurs, le BRG avait pour objectif de fournir des informations aux citoyens européens, en particulier les ressortissants de Pologne et de Roumanie en publiant des articles en polonais/roumain pour les informer des modalités à suivre pour obtenir le statut de résident. De plus, le conseil municipal s'inquiétait de l'impact sur le système de santé qui employait 19 % de personnes nées en dehors du territoire britannique. Il s'agissait également de faire pression sur le gouvernement pour qu'il supprime les frais pour les demandes de statut de résident.

... the initial thing was some kind of take stock on what it might mean for the city because obviously a lot of people were in a bit of a state of shock that we voted Leave and it's kind of a group that takes in partners from across the city so it's quite a good cross-section, so you have people from the voluntary sector who were involved, you have the kind of emergency services sit around the table, you have business representatives so they're there as well, people from environmental groups within the city and they kind of talk of the different ways that Brexit is kind of affecting the sectors and also they've done kind of joint-lobbying on certain Brexit issues as well as a group. So, one of the things that they did I guess it would have been towards the end of each year, some lobbying on the EU settle-status scheme to try and get the government to drop the fee, the application fee for that. So, it's kind of been primarily, kind of information-sharing group but also there've been occasions when we've done joint-lobbying. Another thing that's probably gonna be lobbying on in the next months is on the kind of post-changes to the immigration system, post-Brexit, because some of the partners around the table have concerns about what that might mean as the council, we're quite concerned about the potential impact on the care sector.¹⁸⁶

¹⁸⁵ « The Prime Minister and Government have been clear that this was a once in a generation vote and, as the Prime Minister has said, the decision must be respected. » - UK Government and Parliament, « EU Referendum Rules triggering a 2nd EU Referendum », <<https://petition.parliament.uk/archived/petitions/131215>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁸⁶ Entretien avec J. du *Bristol City Council* à Bristol le 21 juin 2019.

En hommage à la création du traité de Rome, le 25 mars 2017, le groupe Unite for Europe organisait une troisième marche anti-Brexit dans la capitale pour célébrer la création de la CEE 60 ans plus tôt. 50 000 Britanniques et Européens avaient défilé dans les rues de Londres¹⁸⁷ pour renverser le passage de l'Article 50 par le gouvernement de Theresa May.¹⁸⁸ Le European Movement UK s'était retiré de la marche à la suite de l'attaque terroriste qui avait eu lieu quelques jours auparavant devant le Parlement britannique, faisant 50 blessés et quatre morts. Cependant, Tom Bruffato, président du groupe Britain for Europe (BfE) avait démenti toute spéculation concernant des divisions au sein du mouvement pro-européen.¹⁸⁹ Les militants s'étaient insurgés des fausses informations véhiculées par le BBC à propos du message de la marche : les militants avaient insisté pour qu'ils marchent en faveur de l'Europe et non au nom des victimes de l'attaque de Westminster intervenue le 22 mars 2017.¹⁹⁰

L'espoir d'un deuxième référendum était encore bien présent dans la campagne *Remain* de 2017 comme le défendait ardemment le député travailliste de Tottenham David Lammy :

We're here because of a lot of anti-immigration rhetoric. We're living in a dictatorship. In democracies, people are always allowed to change their minds. Over the coming months and years we will fight. Nigel Farage wouldn't give up. Labour needs to rediscover its mojo, and quickly.¹⁹¹

Le Green Party et les libéraux-démocrates voulaient deux choses : rester dans le marché unique et l'union douanière et laisser aux Britanniques le choix de (re)voter pour rester dans l'UE :

¹⁸⁷ Chris Johnston, « Brexit protest: thousands march in London to 'unite for Europe' – as it happened », *The Guardian*, 25 mars 2017, <<https://www.theguardian.com/politics/live/2017/mar/25/brexit-protest-thousands-march-in-london-to-unite-for-europe-live>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁸⁸ Le début de la marche fut retardée d'une heure en raison d'un manque de préparation des forces de l'ordre qui ne s'attendaient pas à une telle participation - Chloe Farand, « Unite for Europe: Tens of thousands take to streets to demand Brexit be reversed », *The Independent*, 25 mars 2017, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/unite-for-europe-brexit-march-london-edinburgh-tens-of-thousands-against-european-union-eu-latest-a7649686.html>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁸⁹ Jon Stone, « Theresa May to be accused of 'dividing the country' at Brexit protest in London », *The Independent*, 24 mars 2017, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/march-for-europe-brexit-protest-theresa-may-speakers-time-tim-farron-a7648881.html>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁹⁰ « "Appalling editorial. This has NOTHING to do with the attacks. We marched against Brexit." » - Rachel Roberts, « BBC under fire for 'lack of coverage' of pro-EU march », 31 mars 2017, *The Independent*, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/bbc-bias-pro-remain-pro-brexit-coverage-lack-of-too-much-unite-for-europe-trigger-article-50-a7651191.html>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁹¹ Chloe Farand, *art. cit.*

At the end of negotiations there will be a decision on the deal. The Conservatives want the decision to be taken by politicians. Liberal Democrats believe the British people should have the final say.

That's why, when the terms of our future relationship with the EU have been negotiated (over the next two years on the Government's timetable), we will put that deal to a vote of the British people in a referendum, with the alternative option of staying in the EU on the ballot paper. We continue to believe that there is no deal as good for the UK outside the EU as the one it already has as a member.

Every vote for the Liberal Democrats in this election is a vote to give the final say to the British people.¹⁹²

Les libéraux-démocrates s'engageaient à protéger, défendre et garantir les droits des citoyens britanniques et européens. Ils soutenaient une coopération au niveau industriel, environnemental, judiciaire et financier. De plus, les *Lib Dems* défendaient les intérêts des nations qui composent le Royaume-Uni en assurant par exemple la stabilité politique en Irlande du Nord dont le parlement était suspendu depuis janvier 2017.

La proposition de loi pour un retrait de l'UE (*Withdrawal Agreement*) avait rassemblé les militants pro-européens une nouvelle fois le 9 septembre 2017 dans la capitale. People's March Ltd¹⁹³ avait coordonné l'évènement où 50 000 manifestants¹⁹⁴ s'étaient réunis pour faire part de leur détresse et de leurs nombreuses inquiétudes au sujet des termes de sortie. « *Unite, rethink and reject Brexit* » constituait les mots forts de la mobilisation qui, en vue du vote sur l'accord, appelait les élus à défier les conservateurs. Selon la presse et l'ancien dirigeant des libéraux-démocrates Vince Cable, les *remainers* étaient inquiets pour le futur du Royaume-Uni et reprochaient aux *Tories* leur manque de préparation aux conséquences qu'un départ précipité engendrerait.¹⁹⁵ Les députés conservateurs avaient décidé de retirer 40 ans de législation européenne, termes auxquels les travaillistes, libéraux-démocrates, nationalistes gallois et

¹⁹² The Liberal Democrats, « Change Britain's Future », *2017 Liberal Democrats Manifesto*,

<<https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/themes/5909d4366ad575794c000000/attachments/original/1495020157/Manifesto-Final.pdf?1495020157>>

¹⁹³ L'association People's March Ltd avait été créée en juillet 2017 et fut dissoute en septembre 2021.

¹⁹⁴ Chiffres selon les organisateurs. – Francesca Gillett, « People's March for EU: Tens of thousands of anti-Brexit activists march to Parliament in rally to keep UK in union », *Evening Standard*, 9 septembre 2017, <<https://www.standard.co.uk/news/london/people-s-march-for-eu-crowds-of-antibrexit-activists-gather-in-central-london-for-march-to-parliament-a3630936.html>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁹⁵ BBC News, « Anti-Brexit marchers rally in Parliament Square », 9 septembre 2017, *BBC News*, consulté le 4 octobre 2022, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-41212505>> ; « "They realise Britain doesn't have a very strong hand in these negotiations and they are worried about the future of the country, as I am, as these people are." » - George Bowden, « People's March for Europe : Hundreds Attend anti-Brexit Protest in London », *The Huffington Post*, 9 septembre 2017, <https://www.huffingtonpost.co.uk/entry/peoples-march-for-europe-london_uk_59b405a5e4b0354e44122a1b>, consulté le 4 octobre 2022.

écossais s'étaient farouchement opposés bloquant ainsi le processus de ratification. Une des principales revendications reposait sur le maintien de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne afin que les populations les plus vulnérables soient protégées. Pour se démarquer des conservateurs, en août 2017, Keir Starmer, secrétaire du Brexit au sein du *Shadow Cabinet*, avait affirmé que le Parti travailliste soutiendrait un Royaume-Uni dans le marché unique et l'union douanière pendant la période de transition¹⁹⁶ voire un deuxième référendum si des élections législatives n'étaient pas organisées.¹⁹⁷ Cependant, son élection à la tête du parti en avril 2021 a poussé Starmer à atténuer son discours europhile et à affirmer que le *Labour* n'avait pas pour projet de revenir sur le vote en faveur du Brexit.

Le 23 juin 2018, date anniversaire du référendum sur l'UE, PV organisait une marche nationale à Londres pour un vote sur l'accord en déclarant que « rien n'avait été encore décidé » (« *it's not a done deal* »), une formulation reprise par Boris Johnson lors sa campagne électorale de décembre 2019 : « Get Brexit done ». Le Brexit « dur » était toujours une possibilité pour le gouvernement Britannique notamment due à la pression exercée par les eurosceptiques radicaux comme Boris Johnson. Pour le ministre des Affaires étrangères, les Britanniques ne voulaient pas d'un accord « bas de gamme » qui trainerait en longueur. Selon Johnson, l'électorat voulait un Brexit « en bonne et due forme », sans compromis.¹⁹⁸

Selon les organisateurs, 100 000 pro-européens s'étaient réunis, faisant de la marche la plus grande mobilisation du mouvement pro-européen. Néanmoins peu nombreux, des militants pro-Brexit s'étaient rassemblés en marge de la marche pro-européenne pour exprimer leur incompréhension et rappeler aux Britanniques que le Royaume-Uni avait fait le choix d'une sortie.¹⁹⁹ 68 % de l'électorat travailliste avait voté *Remain* en 2016²⁰⁰ et ses militants comme Femi

¹⁹⁶ Toby Helm, « Labour makes dramatic Brexit shift and backs single market membership », *The Guardian*, 26 août 2017,

<<https://www.theguardian.com/global/2017/aug/26/labour-calls-for-lengthy-transitional-period-post-brexit>>, consulté le 1^{er} novembre 2022.

¹⁹⁷ Heather Stewart, « Keir Starmer: second Brexit vote could contain remain option », *The Guardian*, 24 septembre 2018,

<<https://www.theguardian.com/politics/2018/sep/24/keir-starmer-labour-does-not-rule-out-remaining-in-eu>>, consulté le 4 novembre 2022.

¹⁹⁸ David Hughes, « Boris Johnson calls for 'full British Brexit' two years after referendum as Fox insists government 'is not bluffing on no-deal' », *The Independent*, 23 juin 2018, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/boris-johnson-full-brexit-no-deal-theresa-may-a8412631.html>>, consulté le 4 octobre 2022.

¹⁹⁹ « The pro-Brexit march was significantly smaller, but their voices rang out as they walked along Millbank, with supporters chanting for « our country back » and singing Rule, Britannia! » - Jennifer Scott, « Among the blue flags: Views from the pro-EU march », *BBC News*, 23 juin 2018, <<https://www.bbc.com/news/uk-44589464>>, consulté le 4 octobre 2022.

²⁰⁰ Ed Fieldhouse, « Labour's Electoral Dilemma », *British Election Study*, 17 octobre 2019, <https://www.britishelectionstudy.com/bses-findings/labours-electoral-dilemma/#.Yzw_Pi2FDw4>, consulté le 4 octobre 2022.

Oluwole,²⁰¹ faisaient de plus en plus pression Jeremy Corbyn pour que le parti soutienne un deuxième référendum. PV et le réseau pro-européen avaient mis en place une campagne estivale (« summer of action ») afin d'encourager les Britanniques à soutenir la cause *Remain* et à continuer de faire pression sur le gouvernement. Les membres du cabinet fantôme avaient déclaré que le Parti travailliste ne prendrait pas part à la marche pro-européenne et les manifestants chantaient « Où est Jeremy Corbyn ? ».²⁰²

Un deuxième référendum ne faisait pas partie de la ligne politique du parti comme le déclarait Rebecca Long-Bailey (Secrétaire d'État aux Entreprises et à la Stratégie industrielle du cabinet fantôme) car une telle décision allait exposer le pays à de nouvelles divisions. Elle insistait sur l'importance de réunir le peuple britannique et de se concentrer sur l'accord de sortie.²⁰³ Pour la conservatrice pro-*Leave* et sous-secrétaire d'État parlementaire, Suella Braverman, organiser un deuxième référendum aurait été vu comme anti-démocratique.²⁰⁴

En septembre 2018 se déroulait le congrès du Parti travailliste à Liverpool. Le 23 septembre 2018 la ville avait organisé la marche anti-Brexit « *March for the Many* » en collaboration avec PV. Cette marche à laquelle j'ai pu assister et à laquelle un développement sera consacré dans la partie trois, avait fait l'objet de divisions au sein du corps militant. L'absence de Jeremy Corbyn avait été, une fois encore, pointée du doigt par certains pro-européens. Or, certains militants rejetaient cette attitude qu'ils jugeaient contre-productive. Le Parti travailliste restait, selon eux, leur meilleur allié pour un soutien au Parlement. Pour James McGrory, directeur de la campagne PV, ou encore Alan Johnson, ancien ministre de l'Intérieur sous Gordon Brown, le mutisme et l'euroscpticisme de Jeremy Corbyn avait coûté cher à Stronger In :

'I have a fantasy in which Labour were led by a moderate, coherent pro-European who could make the case. We'd be in a different world now.' [...] 'I thought Jeremy Corbyn was a disgrace. He's supposed to be a man of principle' [...] 'If he's against the EU, fine, be against it, but he did the worst of all possible worlds by being some sort of sceptic Remainer. Labour has been pro-European has been pro-European for decades, and their own leader refused to

²⁰¹ BBC News, « Brexit: Marchers demand final Brexit deal vote », 23 juin 2018, *BBC News*, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-44586638>>, consulté le 4 octobre 2022.

²⁰² Voir la vidéo dans l'article du *Guardian* : Dan Sabbagh, « Thousands take to streets in London on anti-Brexit march », 23 juin 2018, <<https://www.theguardian.com/politics/2018/jun/22/peoples-vote-march-against-brexit-london-thousands-expected>>, consulté le 2 novembre 2022.

²⁰³ BBC News, « Labour frontbenchers defend no show at anti-Brexit march », 24 juin 2022, *BBC News*, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-44592989>>, consulté le 5 octobre 2022.

²⁰⁴ Hansard, *Parliamentary Debates*, 25 octobre 2018, vol. 648

articulate that. It also stopped us from credibly portraying our opponents as a bunch of right-wing nut jobs. That needed to be nailed by the Labour Party, and it just wasn't.' [...] '...People who lent Jeremy Corbyn their nominations, they're the people to blame.'²⁰⁵

PV avait pris la tête de la campagne et avait organisé une seconde marche pro-européenne le 20 octobre 2018 à Londres. Plusieurs centaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés pour montrer leur soutien à l'Europe.²⁰⁶ « People's Vote March for the Future » avait été coorganisée avec le journal *The Independent* et continuait de faire pression sur le gouvernement conservateur pour l'obtention d'un vote sur l'accord.²⁰⁷ Les pro-européens s'inquiétaient de la tournure que prenaient les négociations. À la fin de la marche, plusieurs personnalités politiques prirent la parole (annexe 1.7) dont Sadiq Khan, maire travailliste de Londres, qui donna un discours porteur d'espoir pour les militants et largement relayé dans les *newsletters* :

What's really important is that those that say that a public vote is undemocratic, is unpatriotic, realise that in fact, the exact opposite is the truth.
What could be more democratic, what could be more British, than trusting the judgement of the British people.²⁰⁸

La campagne au slogan provocateur et trivial « Bollocks to Brexit. It's not a done deal » (« M**** au Brexit. Rien n'est décidé ») fut menée en parallèle de celle pour un vote sur l'accord.²⁰⁹ Sur le même concept que le bus de Boris Johnson, les militants avaient recouvert un

²⁰⁵ Cité dans Tim Shipman, *op. cit.*, p. 590. L'absence d'un soutien de l'ancien leader travailliste se diffusa au niveau local, notamment à Islington, bastion *Remain* où 75,2 % de l'électorat avait opté pour rester dans l'UE. Le groupe Islington in Europe avait déployé des « Corbynometers », des affiches sur lesquelles les passants devaient coller un autocollant dans la colonne de leur choix (annexe 1.6). De cette façon les militants collectaient l'opinion et pouvaient ainsi faire pression sur le Parti travailliste pour que Jeremy Corbyn apporte son soutien à la campagne pour un vote sur l'accord. Les groupes anti-Brexit avaient également encouragé les pro-européens à contacter leurs élus locaux et à procéder à des « Twitter avalanche » en postant des messages portant le mot-dièse #TellCorbyn et #PeoplesVote et en taguant @JeremyCorbyn ou bien @EmilyThornberry (députée travailliste de Islington South).

²⁰⁶ Une fois encore les chiffres se discutent. Les organisateurs estimaient une participation de 700 000 manifestants, tandis que certains journaux avaient recensé 250 000 participants.

²⁰⁷ BBC News, « People's Vote march: Hundreds of thousands attend London protest », *BBC News*, 20 octobre 2018, <<https://www.bbc.com/news/uk-45925542>>, consulté le 4 octobre 2022. Selon la BBC, la marche avait également rassemblé des militants issus de la communauté LGBT ainsi que des représentants du NHS (*National Health Service*), reflétant ainsi la diversité de la population britannique.

²⁰⁸ « Il est vraiment important que ceux qui pensent qu'un vote populaire est anti-démocratique ou qu'il n'est pas patriotique, se rendent compte qu'en réalité, c'est tout l'inverse. Rien n'est plus démocratique, rien n'est plus britannique que de s'en remettre au jugement du peuple britannique. » (traduction de l'auteure) - Liverpool for Europe, « The Next Stage – Let's build on The March for the Future », bulletin d'information, 25 octobre 2018.

²⁰⁹ L'ancien Speaker de la Chambre des Communes, John Bercow, avait collé l'autocollant sur sa voiture, ce qui provoqua l'indignation chez les *Leavers* qui remettaient en cause son impartialité. – Oliver Wright et Bruno Waterfield, « Commons Speaker John Bercow criticised over anti-Brexit car window sticker », *The Times*, 14 mars 2018, <<https://www.thetimes.co.uk/article/john-bercow-criticised-over-anti-brexit-car-window-sticker-5hgxmkhrx>>, consulté le 7 octobre 2022.

bus de cette phrase en lettres majuscules noires sur un fond jaune (annexe 1.8). Grâce à des donations et collectes de fond, à l'hiver 2018, le bus avait entrepris un tour de l'Angleterre et s'était arrêté dans les circonscriptions électorales de Theresa May et de Jeremy Corbyn.²¹⁰ En vue des élections législatives de décembre 2019, trois voitures sur lesquelles on pouvait lire « Bollocks to Brexit. Vote tactically », avaient également parcouru le pays pour faire campagne pour un vote tactique (annexe 1.8).²¹¹

Pour finir, en vue d'une sortie effective le 23 mars 2019, le mouvement pro-européen s'était mobilisé sur l'ensemble du territoire britannique et notamment à Londres par l'organisation de marches protestataires. Cette troisième marche tentait toujours de convaincre le gouvernement de Theresa May qu'une majorité de Britanniques souhaitait un vote sur l'accord conclu entre Londres et Bruxelles. Dans la crainte d'un Brexit « dur », les militants pro-européens militaient sous le slogan « Final Say » (« le dernier mot »). Certains d'entre eux avaient accepté que le Royaume-Uni puisse sortir de l'UE et un vote sur l'accord leur paraissait être l'alternative la plus réaliste. En effet, entre 2016 et 2020 l'enquête de YouGov révélait que 30 % des *remainers* avaient accepté le Brexit, ils étaient 20 % quatre ans auparavant.²¹² De surcroît, les militants tentaient toujours de renverser l'Article 50 par le biais d'une pétition qui avait rassemblé plus de 6 millions de signatures en l'espace de six mois, un chiffre historique selon Liverpool for Europe.²¹³ Alors que le député travailliste de Tottenham, David Lammy, qualifiait le référendum de « dictature » encouragée par un vote « anti-immigration »²¹⁴, les pro-européens continuaient de faire pression sur Jeremy Corbyn afin que le Parti travailliste tente d'infléchir les négociations menées par le Parti conservateur et ainsi bloque toute possibilité d'une sortie sans accord.

²¹⁰ Le bus partait du Parlement et passait par Islington North, Uxbridge et South Ruislip, et enfin Maidenhead. L'objectif était de rallier les *remainers* et de les encourager à agir et à faire pression sur les élus locaux. – Alexandra Heal, « 'Bollocks to Brexit' bus tour constituencies of May and Corbyn », *The Guardian*, 25 novembre 2018, <<https://www.theguardian.com/politics/2018/nov/25/bollocks-to-brexit-bus-to-tour-constituencies-of-may-and-corbyn>>, consulté le 7 octobre 2022.

²¹¹ Ces autocollants avaient été jugés comme une offense à l'ordre public et les forces de l'ordre avaient demandé qu'ils soient retirés de la voiture. – David Mercer et Sanya Burgess, « Police officer 'orders driver to remove B***** to Brexit car sign' », *SkyNews*, 25 novembre 2019, <<https://news.sky.com/story/police-officer-orders-driver-to-remove-b-to-brexit-car-sign-11870098>>, consulté le 7 octobre 2022.

²¹² Matthew Smith, « Only 30% of Remain voters have reached acceptance on the five stages of Brexit grief », *YouGov*, 29 janvier 2020, <<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2020/01/29/only-three-ten-remain-voters-have-reached-acceptan>>, consulté le 4 novembre 2022.

²¹³ UK Government and Parliament, « Revoke Article 50 and remain in the EU », <<https://petition.parliament.uk/archived/petitions/241584>>, consulté le 2 novembre 2022.

²¹⁴ Chris Johnston, *art. cit.*

There are various outcomes that could result within next few weeks and we know it's a crucial time for our country. We are working for a #PeoplesVote. So, write to your MP, ask them to vote down the 'May' deal and support a People's Vote. If you want an easy way of contacting your MP, click on the link below or on the picture above. Do it today; they need to know that you do not want the 'May' deal, no deal is an anathema and a # Peoples Vote is the #OnlyWayForward.²¹⁵

1.2 La réponse politique

En octobre 2016 lors de la conférence du Parti conservateur, Theresa May avait qualifié ceux qui se sentaient citoyens du monde de citoyens « de nulle part », renforçant ainsi le sentiment de rejet et d'incompréhension des *remainers*.²¹⁶ Elle appelait à un Brexit dur, pour la Premier ministre le Royaume-Uni quittait l'UE pour redevenir une nation souveraine, indépendante et « globale ». Elle voulait permettre aux entreprises britanniques d'échanger avec le marché unique mais elle ne mentionnait pas le désir d'en faire partie :

I want it to give British companies the maximum freedom to trade with and operate within the Single Market – and let European businesses do the same here.

But let's state one thing loud and clear: We are leaving to become, once more, a fully sovereign and independent country – and the deal is going to have to work for Britain. And that Britain – the Britain we build after Brexit – is going to be a Global Britain.

Because while we are leaving the European Union, we will not leave the continent of Europe. We will not abandon our friends and allies abroad. And we will not retreat from the world.²¹⁷

Atkins décrit la vision de Theresa May comme un retour à l'exceptionnalisme britannique.²¹⁸ La Premier ministre a conservé la même ligne politique dans son discours de Lancaster du 17 janvier 2017.²¹⁹ Elle écartait l'adhésion au marché unique car si le Royaume-Uni rejoignait le marché unique il devait respecter les quatre libertés fondamentales indivisibles. Les *hard*

²¹⁵ Liverpool for Europe, « Happy New Year and #OnlyWayForward », 1^{er} janvier 2019.

²¹⁶ The Independent, « Theresa May's keynote speech at Tory conference in full », *The Independent*, 5 octobre 2016, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/theresa-may-speech-tory-conference-2016-in-full-transcript-a7346171.html>>, consulté le 27 octobre 2022.

²¹⁷ The Independent, *art. cit.*

²¹⁸ Judi Atkins, « Rhetoric and audience reception: An analysis of Theresa May's vision of Britain and Britishness after Brexit », *Politics*, Vol. 42, No. 2, mai 2022, pp. 216-30.

²¹⁹ Pauline Schnapper, « Brexit, or Theresa May's Headache », *Observatoire de la société britannique*, No. 21, 2018, pp. 21-34.

Brexiteers du Parti conservateur refusaient catégoriquement la libre circulation des personnes, empêchant ainsi le Royaume-Uni d'avoir le contrôle sur l'immigration. De plus, rester dans le marché unique n'était pas compatible avec la mise en place de nouveaux accords de libre-échange avec des pays tiers. D'ailleurs, selon May :

European leaders have said many times that membership means accepting the '4 freedoms' of goods, capital, services and people. And being out of the EU but a member of the single market would mean complying with the EU's rules and regulations that implement those freedoms, without having a vote on what those rules and regulations are. It would mean accepting a role for the European Court of Justice that would see it still having direct legal authority in our country.

It would to all intents and purposes mean not leaving the EU at all.

And that is why both sides in the referendum campaign made it clear that a vote to leave the EU would be a vote to leave the single market.

So we do not seek membership of the single market. Instead we seek the greatest possible access to it through a new, comprehensive, bold and ambitious free trade agreement.²²⁰

Comme le souligne Pauline Schnapper, chaque concession faite aux *hard Brexiteers* contrariait Bruxelles et complexifiait les négociations.²²¹ Les Européens maintenaient un front uni afin de faire du Royaume-Uni l'exemple à ne pas suivre et montrer que quitter l'UE ne relevait pas d'un processus simple et unilatéral mais qu'une sortie impliquait la gestion de paramètres complexes soumis à l'accord des deux parties.

Malgré la mobilisation militante, le 29 mars 2017 Theresa May a enclenché l'Article 50 dans une lettre adressée à Donald Tusk, le président du Conseil européen (2014-2019). La Cour suprême européenne de justice (CEJ) avait exigé que le Parlement britannique fasse voter au Parlement l'application de l'Article 50. Dans sa lettre elle certifiait aux Européens que « le Royaume-Uni quittait l'UE mais pas l'Europe » et établissait le début des négociations avec Bruxelles.²²² Theresa May distinguait donc l'Europe institutionnelle et politique et l'Europe

²²⁰ Theresa May, « The government's negotiating objectives for exiting the EU : PM speech », *Gov.UK*, 17 janvier 2017, <<https://www.gov.uk/government/speeches/the-governments-negotiating-objectives-for-exiting-the-eu-pm-speech>>, consulté le 27 octobre 2022.

²²¹ Pauline Schnapper, *art. cit.*, 2018.

²²² Theresa May, « Prime Minister's letter to Donald Tusk triggering Article 50 », *Gov.UK*, 29 mars 2017, consulté le 4 octobre 2022, <https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/604079/Prime_Ministers_letter_to_Europe_an_Council_President_Donald_Tusk.pdf>

géographique. En d'autres termes, le gouvernement conservateur souhaitait avoir une influence en Europe mais pas dans l'UE. Le Premier ministre voulait que l'Europe reste forte et prospère et que le Royaume-Uni participe pleinement à la défense et la protection des valeurs sur le continent européen. Elle qualifiait le nouveau partenariat économique comme « profond » et « spécial » et envisageait une coopération de sécurité et de défense selon les mêmes termes.

À l'issue du passage de l'Article 50 par le Parlement britannique, le Royaume-Uni disposait de deux ans pour négocier un accord de retrait comme stipulé dans le traité de Lisbonne. La formulation de la lettre est simple et claire et ne sous-entend aucun retour en arrière possible. À aucun moment il n'est fait référence aux 48 % de l'électorat qui avaient voté pour rester dans l'UE ni aux nations écossaise et nord-irlandaise qui s'étaient pourtant prononcées en majorité pour un maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Le ton de May porte à croire que toute la nation britannique souhaitait le Brexit. Or, comme le soulignent Henderson *et al.* l'identité anglaise et britannique n'exercent pas le même degré d'influence sur les attitudes vis-à-vis de l'appartenance à l'UE et fonctionnent selon des paramètres qui leur sont propres.²²³

Par ailleurs, la lettre à Donald Tusk a été l'objet de vives critiques, notamment l'affirmation à propos de la priorité donnée aux citoyens européens résidant au Royaume-Uni et aux britanniques vivant dans l'UE. Vus comme une monnaie d'échange (« *bargaining chips* »), au fur et à mesure de l'avancement des négociations, le sort des citoyens européens était relégué au second plan. En effet, les questions économiques et commerciales, notamment la politique de libre-échange, semblaient être les préoccupations principales du gouvernement conservateur.

Voulant assurer une majorité au parlement pour la bonne conduite des négociations, moins d'un an après avoir remplacé David Cameron au poste de Premier ministre, Theresa May organisait le 7 juin 2017 des élections anticipées. Le Brexit a été un facteur décisionnaire majeur dans ces élections où on a pu observer un relatif réaligement idéologique du comportement électoral des Britanniques.²²⁴ 82 % des électeurs avaient voté pour le Parti conservateur ou le Parti

²²³ Ailsa Henderson *et al.*, *art. cit.*

²²⁴ Pauline Schnapper souligne toutefois que les élections de 2017 ne reposaient pas entièrement sur les préférences liées au vote du Brexit. Bien que les conservateurs eussent rallié les *leavers* et les travaillistes les *remainers*, d'autres paramètres comme les personnalités des dirigeants politiques avaient pu influencer le vote des Britanniques. - Pauline Schnapper, « The Brexit cleavages in the 2017 and 2019 General Elections », *Observatoire de la société britannique*, No. 26, 2021, pp. 219-38. Les clivages électoraux ne reposaient plus sur des divisions économiques ou sociales. Les divisions générationnelles, culturelles et éducatives induites par le Brexit s'étaient répercutées sur les

travailliste. En effet, les élections de 2017 étaient directement corrélées au Brexit comme le confirmait le *British Election Study*. 58 % des Britanniques qui avaient voté pour quitter l'UE en 2016 donnèrent leur voix au Parti conservateur tandis que 52 % des *remainers* soutenaient le Parti travailliste.²²⁵

Privée de sa majorité, Theresa May a alors dû former une alliance avec 10 députés du DUP (Democratic Unionist Party), parti protestant, unioniste et pro-Brexit nord irlandais dirigé par Arlene Foster. Gilles Leydier ajoute que les élections législatives de 2017 ont affiché « un retour à une très forte bipolarisation — inédite depuis les années 1970 — autour des deux principaux partis conservateur et travailliste, prolongeant celle enregistrée à l'occasion du référendum. »²²⁶

May s'est par conséquent retrouvée avec un parti tout autant divisé qu'avant le référendum. D'un côté les *hard Brexiters* voulaient rompre tous liens avec l'Europe et sortir de l'UE le plus rapidement possible. En d'autres termes, le Royaume-Uni sortait du marché unique, certains voulant même quitter l'union douanière. De plus, ce scénario permettait un contrôle sans limites des frontières et rejetait les quatre libertés de circulation (personnes, services, marchandises et biens). Les Européens voulant travailler ou voyager au Royaume-Uni devraient se munir d'un visa soumis à des conditions fixées par les autorités britanniques. D'un autre côté, les *soft Brexiters* souhaitaient entretenir, dans une moindre mesure, une relation avec l'UE notamment par le biais du marché unique qui incluait la libre circulation des personnes. Cependant, les *hard-Brexiters* ou encore ceux qui soutenaient une sortie sans accord ne faisaient pas l'unanimité. Une partie des conservateurs rejoint par des membres du Parti travailliste, du SNP et du Parti libéral démocrate se mobilisèrent afin d'empêcher une sortie sans accord.²²⁷

élections de 2017 qui avaient enregistré un taux de participation record depuis 1997 avec 68,8 % de l'électorat britannique qui s'était rendu aux urnes. - Dennis Kavanagh, « Brexit, the Conservatives and the General Election 2017 », *Revue française de la civilisation britannique*, Vol. 23, No. 2, 2018.

²²⁵ Jon Curtice et Ian Simpson, « The 2017 Election: New divides in British Politics ? » *British Social Attitudes 35*, pp. 86-114, <https://www.bsa.natcen.ac.uk/media/39284/bsa35_full-report.pdf>

²²⁶ Gilles Leydier, « La société britannique à l'heure du Brexit : un paysage fracturé » dans Barraud, Boris (dir.), *op. cit.*, pp. 44.

²²⁷ Toby Helm et Michael Savage, « MPs move to block Theresa May from signing 'no deal' Brexit », *The Guardian*, 15 octobre 2017, <<https://www.theguardian.com/politics/2017/oct/14/cross-party-group-no-deal-theresa-may-brexit-eu>>, consulté le 2 novembre 2022.

Le 22 septembre 2017, Theresa May prononçait son second discours sur la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni à Florence.²²⁸ La position du gouvernement s'était assouplie et les conservateurs faisaient preuve de davantage de flexibilité, ce qui fut bien reçu du côté européen. Néanmoins l'accord qu'elle souhaitait établir restait tout de même relativement peu explicite. La Première ministre appelait à une relation basée sur la coopération dans les domaines de la sécurité, du terrorisme, de l'environnement et de la Corée du nord. De plus, elle faisait certaines concessions comme la prise en compte des décisions de la CEJ au sujet des droits des citoyens et de la frontière nord-irlandaise.²²⁹ Enfin, à l'issue de ce discours, Theresa May « proposait donc un « Brexit long » qui prenait la forme d'une période transitoire, sans qu'on sache *in fine* si le Brexit serait « dur » ou « doux ». Ce faisant, elle espérait montrer aux 27 pays membres de l'UE des signes d'ouverture. »²³⁰

Accusé de faciliter le Brexit et d'avoir tenu des propos antisémites, Jeremy Corbyn avait provoqué le départ de sept de ses députés. Le 18 février 2019 Luciana Berger, Ann Coffey, Mike Gapes, Chris Leslie, Gavin Shuker, Angela Smith et Chuka Umunna annonçaient collectivement leur démission du Parti travailliste. Dans un premier temps les anciens députés travaillistes étaient devenus des indépendants, c'est-à-dire qu'ils n'étaient affiliés à aucun parti politique.²³¹ Comparés au « Gang of Four » du SDP des années 1980, le « Gang of seven » aspirait alors à « réparer » la politique britannique et à défendre l'UE. Deux jours plus tard, la travailliste Joan Ryan et les députées conservatrices Anna Soubry, Sarah Wollaston et Heidi Allen rejoignaient les indépendants. Pour les trois conservateurs pro-européens, le Brexit de Theresa May était bien trop radical, de surcroît l'alliance avec le DUP et l'influence du ERG avaient considérablement affaibli tout espoir d'une position moins ferme et ouverte à un partenariat avec l'UE. Supérieurs au DUP et égaux aux libéraux-démocrates, les 11 députés démissionnaires et indépendants qui soutenaient la campagne pour un vote sur l'accord menée par PV formaient le quatrième groupe à la Chambre des Communes.²³² Néanmoins,

²²⁸ Theresa May, « PM's Florence speech: a new era of cooperation and partnership between the UK and the EU », *Gov.UK*, 22 septembre 2022, consulté le 1^{er} novembre 2022, <<https://www.gov.uk/government/speeches/pms-florence-speech-a-new-era-of-cooperation-and-partnership-between-the-uk-and-the-eu>>

²²⁹ Pauline Schnapper, *art. cit.*, 2018.

²³⁰ Marie-Claude Esposito, « Theresa May face aux différents scénarios du Brexit », *Observatoire de la société britannique*, No. 21, p. 2018, pp. 177-194.

²³¹ The Panel Labour, « Are the gang of seven right to split from Labour? Our panel responds », *The Guardian*, 18 février 2019, <<https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/feb/18/split-labour-writers-verdict-independent-group>>, consulté le 2 novembre 2022.

²³² BBC News, « Independent Group: Three MPs quit Tory party to join », *BBC News*, 20 février 2019, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-47306022>>, consulté le 2 novembre 2022.

contrairement au SDP, l'Europe ne suffit pas à aboutir à une fusion avec les libéraux-démocrates mais ces derniers étaient encouragés à quitter leur rang pour s'allier aux indépendants.²³³ James Dennison affirme que les nouvelles formations politiques disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues. Il ne suffit pas à ces derniers de changer leur positionnement politique pour répondre aux attentes de l'électorat. De plus, Dennison ajoute que les nouvelles formations politiques sont également pénalisées d'un point de vue électoral étant donné qu'elles modèrent souvent (trop) leurs politiques.²³⁴ Enfin, Dennison souligne une problématique non-négligeable : moins de la moitié des électeurs étaient capables d'identifier la position de Change UK face au Brexit. Afin de participer aux élections européennes, les députés pro-européens avaient changé de nom pour devenir le 15 avril 2019 le parti Change UK-The Independent Group (pour enfin devenir TIG for Change en juillet).

Dans leur programme électoral les libéraux-démocrates affirmaient sans ambiguïté leur soutien à l'UE et à la cause *Remain* :

Every vote for the Liberal Democrats is a vote to stop Brexit and stay in the European Union. We passionately believe that Britain is stronger as part of the European Union and we have led the fight to give the people the final say on the Brexit deal.

[...]

It doesn't have to be this way. We can stop Brexit through a People's Vote. We can stay as a leading force in the European Union, shaping its future with our MEPs sitting at the decision table.²³⁵

Le slogan « Bollocks to Brexit », vu comme outrancier et inutile par l'ancienne députée conservatrice Anna Soubry,²³⁶ était resté officieux et n'apparaissait pas dans les communications officielles du parti, une stratégie jugée efficace par le journal *The New Statesman*.²³⁷

²³³ Un de leur compte rendu avait fuité dans la presse. On pouvait lire que TIG (the Independent Group) cherchait à recruter des membres du Parti LD (libéral démocrate). – Claire Ellicott, « Change UK group plots to destroy the Lib Dems and Hoover up their members, MPs and donors, leaked memo reveals », *Daily Mail*, 24 avril 2019, <<https://www.dailymail.co.uk/news/article-6954283/Change-UK-group-plots-destroy-Lib-Dems.html>>, consulté le 2 novembre 2022.

²³⁴ James Dennison, *art. cit.*

²³⁵ The Liberal Democrats, « Stop Brexit. The Liberal Democrat vision for Britain in Europe », *Liberal Democrat European Election Manifesto 2019*, <https://www.europarl.europa.eu/unitedkingdom/resource/static/files/import/european_elections/liberal-democrats.pdf>. Décrit comme le parti le plus pro-*Remain* de tous, les libéraux-démocrates espéraient remporter plus de sièges que les conservateurs. Pour cause, le parti avait gagné 26 sièges lors des élections locales quelques semaines auparavant, dont le bastion pro-Brexit, Chelmsford City dans l'Essex.

²³⁶ Anna Soubry était députée Change UK en 2019 – Matt Chorley, « Candidate row shows there is trouble in Remainia », *The Times*, 10 mai 2019, consulté le 7 octobre 2022, <<https://www.thetimes.co.uk/article/candidate-row-shows-there-is-trouble-in-remainia-n5g2lqqw2>>

²³⁷ Joseph Bush, « Why the Liberal Democrats' "Bollocks to Brexit" slogan is a stroke of genius », 22 octobre 2018, *The New Statesman*, consulté le 7 octobre 2022, <<https://www.newstatesman.com/politics/2018/10/why-liberal-democrats-bollocks-brexit-slogan-stroke-genius>>

Boris Johnson voulait en finir le plus vite possible avec le Brexit mais restait vague sur la future relation entre le Royaume-Uni et l'UE. Comme indiqué plus haut, Jeremy Corbyn avait finalement accepté la tenue d'un deuxième référendum mais souhaitait rester neutre afin de ne pas effrayer les partisans les moins europhiles. Les libéraux-démocrates quant à eux, avaient maintenu leur ligne politique et avaient fait campagne pour une révocation de l'Article 50 et pour stopper le Brexit.

The election of a Liberal Democrat majority government on a clear stop Brexit platform will provide a democratic mandate to stop this mess, revoke Article 50 and stay in the EU. In other circumstances, we will continue to fight for a people's vote with the option to stay in the EU, and in that vote we would passionately campaign to keep the UK in the EU.²³⁸

Agnès Alexandre-Collier se questionne sur la disparition des députés pro-européens qui composaient encore le paysage du Parti conservateur. Estimés aux alentours de 60%, la majorité d'entre eux s'était alors ralliée au Brexit dur que Theresa May et Boris Johnson prônaient. La discipline et la fidélité sont deux points forts du Parti conservateur qui malgré tout continue d'être uni plus de sept ans après le référendum et quatre Premiers ministres différents. Agnès Alexandre-Collier remarque donc qu'il est difficile d'affirmer que ceux qui avaient voté pour rester dans l'UE en 2016 l'avaient fait par pure conviction ou bien pour soutenir l'ancien Premier ministre David Cameron. Elle conclut par conséquent que les anciens partisans du camp *Remain* n'étaient pas pour autant les plus europhiles à l'exception des cinq députés rebelles ayant démissionné pour fonder Change UK et par la suite rejoindre les libéraux-démocrates.²³⁹

Enfin, l'éradication des derniers pro-européens par Boris Johnson a fait du Parti conservateur un parti 100 % anti-Europe. Une partie des députés europhiles avait soit quitté le groupe parlementaire pour rejoindre d'autres partis, soit était restée fidèle au parti et taisait leur préférence pour l'UE. Selon Agnès Alexandre-Collier cette stratégie s'est avérée d'une grande efficacité puisqu'elle a permis au parti de mettre un terme à la « paralysie » parlementaire,

²³⁸ Parti libéral démocrate, « Stop Brexit. Build a Brighter Future », *2019 Liberal Democrat Manifesto*, 2019.

²³⁹ Heidi Allen, Sarah Wollaston, Sam Gyimah et Phillip Lee avaient rejoint les libéraux-démocrates. Anna Soubry, quant à elle, a repris sa carrière dans le Droit.

d'endiguer la montée du Brexit Party et de rétablir son unité. Néanmoins, Agnès Alexandre-Collier remarque que cette approche chamboula l'équilibre idéologique des *Tories*.²⁴⁰

Dans la même veine, le Parti travailliste avait tenté de contrer les libéraux-démocrates en soutenant un deuxième référendum. Or, le « discours médian incertain et du positionnement équivoque de son leader, visant à concilier les deux identités antagonistes au sein de son propre électorat, et débouchant in fine sur une désaffection certaine des Labour *Leavers*. »²⁴¹

L'objectif de Boris Johnson était que le Royaume-Uni sorte de l'UE avant le 31 octobre 2019 même si cela se soldait par une sortie sans accord, devançant ainsi les Européens qui avaient laissés aux Britanniques jusqu'à la fin du mois de janvier 2020 pour quitter l'UE. Boris Johnson faisait face à deux défis : conclure un accord avant la fin du mois d'octobre et éviter une opposition au *no deal*, ce qui retarderait encore le processus de ratification.

Le 14 décembre 2019, l'europhile, ancien député conservateur et membre à la Chambre des Lords, Michael Heseltine déclarait que la bataille était perdue mais que la guerre contre le Brexit continuait. Il appelait les pro-européens à se mobiliser pour que le Royaume-Uni garde des liens étroits avec l'UE. Pour Heseltine le Brexit n'a pas résolu le casse-tête européen et admettait que son pays pourrait rejoindre l'UE dans une vingtaine d'années : « "I don't think it's gone, but it won't be my generation. It will be 20 years or something before the thing is once again raised as an issue." »²⁴²

Le 14 novembre 2018 Theresa May présentait une proposition d'accord entérinée par les 27 autres pays membres de l'UE. La Premier ministre tentait d'éviter une sortie brutale (« no deal ») avec la mise en place d'une période de transition de plusieurs mois après que le Royaume-Uni avait quitté l'UE. La Commission européenne confirmait que le Royaume-Uni serait considéré comme un État membre jusqu'à la fin de la période de transition.²⁴³

²⁴⁰ Agnès Alexandre-Collier, « From Rebellion to Extinction: Where have all the Tory Remainer MPs Gone? », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.

²⁴¹ Gilles Leydier, « La fracture *Leavers vs Remainers* : Autopsie d'un nouveau type d'identité politique », *Observatoire de la société britannique*, Vol. 26, 2021.

²⁴² Andrew Woodcock, « Battle for the UK to remain in the EU is now lost and rejoining won't be prospect for 20 years, admits Lord Heseltine », *The Independent*, 14 décembre 2019, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/uk-brexit-heseltine-remain-eu-rejoin-peoples-vote-referendum-a9246611.html>>, consulté le 1^{er} novembre 2022.

²⁴³ Les Britanniques restaient alors dans le marché unique et continuaient d'être régis par la législation européenne, les empêchant ainsi de conclure de nouveaux accords et partenariats de libre-échange avec des pays hors de l'UE. - Commission européenne, « Brexit Negotiations:

Entre janvier et mars 2019, Theresa May a tenté de faire passer l'accord de retrait à la Chambre des communes qui s'opposait principalement à la frontière entre l'Irlande du nord et la République d'Irlande. La frontière est traversée par plus de 30 000 travailleurs transfrontaliers, s'étend sur plus de 500 kilomètres et comporte plus de 400 points d'accès. De plus, 57 % des exportations d'Irlande du Nord étaient destinées à l'UE et 21 % à la République d'Irlande.²⁴⁴

Une série de votes indicatifs sur les différentes alternatives au Brexit n'avait pas trouvé la majorité au Parlement. Les députés avaient rejeté toutes les options formulées.²⁴⁵ Le 15 janvier 2019, 432 députés (contre 202) rejetaient l'accord proposé par Theresa May. Le même mois, dans une lettre, 71 députés avaient déclaré qu'ils souhaitaient un second référendum si des élections législatives n'étaient pas organisées. Le Parti travailliste était divisé sur la question : six d'entre eux avaient signé la lettre et 24 autres la soutenaient. Selon *The Guardian*, Jeremy Corbyn préférait en effet un vote de non-confiance suivi d'élections législatives et n'avait pas mentionné son intention d'organiser un deuxième référendum.²⁴⁶

Le gouvernement proposa de nouveau un accord le 12 mars 2019 mais celui-ci ne trouva pas le soutien suffisant (391 contre 242). Enfin le 18 mars 2019, John Bercow, Speaker à la Chambre des Communes avait écarté la tenue d'un troisième vote.²⁴⁷ Le 29 mars 2019, 344 députés (contre 286) désapprouvaient l'accord de retrait. Le 11 avril 2019, la sortie était repoussée au 31 octobre 2019 par le Conseil européen ce qui impliquait la participation du Royaume-Uni aux élections européennes.

What is in the Withdrawal Agreement », 14 novembre 2018, <https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO_18_6422>, consulté le 1^{er} novembre 2022.

²⁴⁴ Marie Guitton, « Brexit : l'accord de sortie May/UE en 8 points clés », *Toute l'Europe*, 11 avril 2019, <<https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/brexit-l-accord-de-sortie-mayue-en-8-points-cles/>>, consulté le 1^{er} novembre 2022.

²⁴⁵ Pour une explication de chaque proposition voir Aurélien Antoine, *op. cit.*, pp. 346-52.

²⁴⁶ Dan Sabbagh, « Labour MPs declare support for second Brexit referendum », *The Guardian*, 16 janvier 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/jan/16/labour-mps-declare-support-for-second-brexit-referendum>>, consulté le 1^{er} novembre 2022.

²⁴⁷ La loi de 1604 prévoit la possibilité de refuser au-delà de deux rejets, une proposition dans une même session parlementaire si les termes de celle-ci sont identiques ou similaires que ceux présentés aux sessions ultérieures.

1.3 Limites

En 2019, le Brexit Party, nouvelle formation politique de Nigel Farage, remportait les élections européennes avec 30,7 % des voix. Les libéraux-démocrates restaient loin derrière avec 19,8 %. Cependant, les pro-européens trouvaient les résultats positifs. En additionnant les voix pour les partis qui soutenaient la cause *Remain*, à savoir les libéraux-démocrates, le Parti travailliste, le SNP, le Green Party et Change UK, on obtenait 52,2 %.²⁴⁸

Le 4 septembre 2019, Boris Johnson a pris la décision de suspendre le Parlement pour une durée de cinq semaines, initiative jugée plus tard comme illégale par la Cour Suprême. Le Parlement a alors été prorogé entre le 9 et 14 octobre 2019,²⁴⁹ ne laissant pas les militants indifférents.²⁵⁰ En effet, ils avaient été réactifs en lançant une pétition²⁵¹ qui avait rassemblé 1 725 630 signatures contre la suspension du Parlement. De plus, plusieurs dizaines de milliers de militants pro-européens et Liverpool for Europe²⁵² s'étaient mobilisés à travers le pays pour protester contre l'ajournement du parlement par Boris Johnson, perçu comme un coup d'État. La mobilisation anti-Johnson « stop the coup »²⁵³ appelait à un retour de la session parlementaire afin d'éviter une sortie sans accord que l'ancien Premier ministre tentait de faire passer.

Johnson avait, par la suite, exclu 21 députés conservateurs pro-européens afin que le groupe parlementaire soit sous son contrôle et que l'expansion du Brexit Party soit freinée. Le Parti conservateur devenait alors le parti du Brexit, comme le constate Agnès Alexandre-Collier: « The party has thus engaged in a process of never-ending eurosceptic radicalisation and

²⁴⁸ Parlement européen, « 2019 European election results – United Kingdom », 22 octobre 2019, < <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/united-kingdom/2019-2024/>>, consulté le 11 octobre 2022.

²⁴⁹ Pour une explication détaillée de la prorogation du parlement par Boris Johnson et ses implications constitutionnelles voir Aurélien, Antoine, *op. cit.*, pp. 363-87.

²⁵⁰ « Johnson has prorogued Parliament and tried to silence our Parliamentarians but the Grassroots movement is strong and on the move. » - Liverpool for Europe, « Newsletter », 20 septembre 2019.

²⁵¹ UK Government and Parliament, « Do not prorogue Parliament », <<https://petition.parliament.uk/archived/petitions/269157>>

²⁵² Tom Duffy, « Thousands protest against no deal and Boris Johnson in Liverpool », *Echo*, 31 août 2019, <<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/thousands-protest-against-no-deal-16844726>>, consulté le 5 novembre 2022.

²⁵³ Nadeem Badshah, « Brexit: thousands turn out for 'Stop the Coup' protests across UK – as they happened », *The Guardian*, 31 août 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/live/2019/aug/31/brexit-stopthecoup-protests-uk-proroguing>>, consulté le 5 novembre 2022.

escalated towards a hard Brexit position—one that British people had not necessarily voted for in 2016. »²⁵⁴

Le 17 octobre 2019 Boris Johnson et Bruxelles avaient trouvé une proposition d'accord qui devait par la suite être acceptée par les Parlements européen et britannique. Surnommé le « Super Saturday », les membres du Parlement siégeaient exceptionnellement le samedi 19 octobre 2019 pour voter une quatrième fois sur un deuxième accord. De nombreux députés avaient exprimé leur opposition.²⁵⁵ Parmi eux : le DUP, le SNP, les libéraux-démocrates, le Green Party et les travaillistes mais également 11 députés rebelles conservateurs.²⁵⁶ Selon les opposants, le nouvel accord écrit par Boris Johnson et son cabinet était pire que celui de Theresa May. Jeremy Corbyn, leader du Parti travailliste, dénonçait l'opposition du gouvernement à un examen approfondi sur les droits des travailleurs et les mesures environnementales et soulignait l'absence d'un rapport sur les répercussions économiques qu'une sortie engendrerait. Les députés s'inquiétaient également de la frontière entre les deux Irlande et jugeaient ne pas avoir disposé de suffisamment de temps pour étudier le nouvel accord.

En parallèle, les pro-européens défilaient encore une fois avec pour slogan « Let Us Be Heard » (« Écoutez-nous »). La marche organisée par PV fut menée par le maire de Londres Sadiq Khan.²⁵⁷ Près d'un million de militants s'étaient réunis une dernière fois pour « une des plus grandes marches que le pays ait connues ». Sur les coups de 15 heures, 322 membres du Parlement (contre 306) votaient en faveur de l'amendement Letwin (*Letwin Amendment*),²⁵⁸ un regain d'espoir pour les militants qui en voyant l'accord repoussé, espéraient toujours renverser le Brexit et obtenir un second référendum. L'amendement prévoyait la suspension d'éventuelle approbation, obligeant ainsi le Premier ministre à demander une extension à Bruxelles (Benn Act) pour que son accord soit accepté. Le Brexit était alors reporté le temps que la législation requise pour la mise en œuvre de l'accord conclu avec l'UE soit adoptée. Seulement huit voix

²⁵⁴ Agnès Alexandre-Collier, *art. cit.*, 2020.

²⁵⁵ UK Parliament, « LIVE MPs debate new Brexit deal: 19 October 2019 », *YouTube*, 19 octobre 2019, <<https://www.youtube.com/watch?v=BbdlQUJ2xkI>>

²⁵⁶ Francesca Perraudin, « Who are the Tory Rebel MPs ? », *The Guardian*, 2 septembre 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/sep/02/who-are-the-tory-rebel-mps>>, consulté 6 octobre 2019.

²⁵⁷ Mark Townsend, « March organisers hail 'one of the greatest protest marches in British history' », *The Guardian*, 19 octobre 2019, consulté le 6 octobre 2022, <<https://www.theguardian.com/uk-news/2019/oct/19/peoples-vote-march-hailed-as-one-of-greatest-protest-marches-in-british-history>>

²⁵⁸ Olivier Letwin, ancien député conservateur, siégeait en tant qu'indépendant après avoir perdu le Whip, œuvrait pour empêcher une sortie sans accord.

auraient pu faire basculer le vote en faveur de l'accord de Boris Johnson, d'où le rôle clé du DUP. À la suite de désaccords majeurs au sein de l'organisation, PV s'écroula en octobre 2019 et l'élection de Boris Johnson deux mois plus tard mit fin à tout espoir d'éviter le Brexit pour les pro-européens.

Même si d'un point de vue structurel PV présentait de nombreuses failles, notamment concernant l'organisation d'une campagne au niveau local, le groupe a organisé des marches pro-européennes d'envergure nationale qui ont été relayées dans la presse britannique. L'organisation a été l'objet de vives critiques de la part des militants mais il est indéniable qu'elle a permis d'apporter une visibilité au mouvement pro-européen. De surcroît, PV avait réussi à fédérer tous les groupes locaux au Royaume-Uni. En étant affiliés à PV, les groupes locaux recevaient des tracts qu'ils distribuaient durant les stands de rue ou lors des journées d'action, ils recueillaient également des signatures pour les différentes pétitions, sondaient l'opinion, récoltaient des donations et inscrivaient les nouveaux partisans au bulletin d'information de PV en échange de quelques données personnelles dans le but de mieux cibler la campagne .

Agnès Alexandre-Collier souligne que la vision eurosceptique de Boris Johnson s'est intensifiée après le référendum. Populaire, anti-élite et controversée, elle le décrit comme « la figure de proue des *Brexiters*. »²⁵⁹ Boris Johnson répondait à la fatigue provoquée par la longueur des négociations et par l'absence de consensus au sein du Parti conservateur. Néanmoins, qualifier Boris Johnson de populiste comporte des nuances : d'un côté il a fait preuve d'une attitude populiste vis-à-vis de l'Europe, l'immigration, du traitement des informations ou encore des élites politiques, d'un autre côté, Johnson a gardé une vision traditionnelle de son parti.²⁶⁰

Trois jours avant que Boris Johnson n'accède au poste de Premier ministre, le 20 juillet 2019, des milliers de militants pro-européens étaient descendus dans les rues de la capitale pour exprimer leur opposition à cette nouvelle nomination. La marche « No to Boris, Yes to Europe » organisée par March for Change avait toujours pour objectif de demander un deuxième référendum sur l'UE et d'encourager les pro-européens à maintenir leurs efforts.

²⁵⁹ Agnès Alexandre-Collier, « Boris Johnson est-il populiste ? Le leader conservateur à l'épreuve du Brexit », *Observatoire de la société britannique*, No.27, 2021, pp.127-146.

²⁶⁰ *Ibid.*

We need to march to tell Boris Johnson that we are not going away. Let's send Boris Johnson a powerful Merseyside message that we want to remain in the EU and that we're going to continue to fight for it! This march will celebrate the benefits of being in the EU and how membership of it will allow us to fix the big issues of the day through collaboration and co-operation with our partners throughout the EU27. With 27 sovereign states, one and all!²⁶¹

On remarque un chevauchement des lignes partisanes avec l'analogie entre l'ancien Premier ministre et le Brexit : être anti-Brexit c'est être anti-Johnson et par conséquent anti-conservateur. Sous le slogan et mot-dièse #LeadNotLeave ou encore #StopBrexit, les pro-européens demandaient une réforme du système électoral et dénonçaient l'incapacité de Boris Johnson à diriger le Royaume-Uni et de surcroît, les négociations avec Bruxelles. Johnson avait véhiculé des propos mensongers durant la campagne référendaire, notamment au sujet du système de santé. Il avait mené une campagne à bord d'un bus rouge sur lequel on pouvait lire que les 350 millions de livres sterling que versait le Royaume-Uni à l'UE pouvaient être investies dans le NHS.²⁶² Contrairement à Theresa May, Boris Johnson incarnait une véritable menace pour les *remainers* qui le considéraient comme dangereux et incompetent.

Le 12 décembre 2019, le Parti conservateur remporte les élections législatives avec une majorité de 80 sièges à la Chambre des Communes. Ce résultat était en décalage avec l'issue des élections locales ou encore européennes qui présageaient une résurgence du soutien aux partis pro-européens. Tout comme en 2017, le Brexit a provoqué un glissement idéologique au niveau électoral. Désormais, les électeurs ne sont plus de droite ou de gauche, conservateurs ou travaillistes mais ils se sont soit des *remainers* ou bien des *leavers*.

D'une part, le Parti conservateur était parvenu à attirer une partie de l'électorat travailliste issu de la classe ouvrière et qui avait voté pour une sortie en 2016. D'autre part, le Parti travailliste de par sa position neutre, n'était pas parvenu à attirer les *remainers* dont la part du vote était éclatée entre plusieurs partis.²⁶³ En effet, on s'attendait à ce que les élections législatives se jouent entre quatre partis : les conservateurs et les travaillistes, le Brexit Party et les libéraux-démocrates. Or, ces deux derniers ne survécurent pas aux élections. Selon Sloman, il est courant

²⁶¹ Liverpool for Europe, « No to Boris, Yes to Europe! », 12 juillet 2019.

²⁶² Le bus sur lequel était imprimé le slogan « We send £350 million to the EU a week. Let's fund the NHS instead. Vote Leave » était une initiative de Boris Johnson comme stratégie de communication pendant la campagne référendaire Vote Leave.

²⁶³ Pauline Schnapper, *art. cit.*, 2021.

que l'électorat britannique se tourne davantage vers les partis tiers pour des élections de seconde importance pour ensuite se rallier aux deux grands partis pour les des élections législatives.²⁶⁴ Sobolewska et Ford le confirment : le vote peut être divisé en quatre pour des élections européennes, cependant cela ne peut être viable pour les élections législatives qui fonctionnent selon un système uninominal à un tour et qui, par conséquent, sanctionnent la fragmentation.²⁶⁵ Antoine rappelle que le Parti travailliste a usé de la même stratégie qu'en 2017, renforçant dans une certaine mesure, sa position. En revanche, « le *Labour* minimise un débat qu'il a contribué à pourrir par ses insuffisances et ses divisions. [...] la proposition travailliste sur le Brexit n'apporte pas une alternative suffisamment crédible aux plans de Boris Johnson qui pourtant occultent nombre de réalités qui fâchent. »²⁶⁶

Contrairement à 2017, les élections législatives de 2019 n'étaient pas (seulement) liées au Brexit.²⁶⁷ Flinders identifie un détachement manifeste de la part des Britanniques dont plus des deux-tiers étaient clairement lassés du Brexit (« *Brexit fatigue*»). En plus d'un discours populiste et d'un slogan accrocheur (« Get Brexit Done »), Flinders interprète aussi la victoire des conservateurs comme la conséquence de la faible intervention du Parti travailliste et de l'incapacité des libéraux-démocrates à émerger comme une alternative dans le système bipartite.²⁶⁸ De plus, Agnès Alexandre-Collier précise que la voix des pro-européens resonait beaucoup moins que celle des *hard Brexiters* au sein du Parti conservateur. Elle parle de « *closet remainers* » (« les *remainers* du placard »), qui étant désormais une minorité, avaient des difficultés à assumer pleinement leur position pro-européenne. Leur choix de rester dans l'UE ne dénotait aucun enthousiasme ou réel attachement à l'Europe (surtout chez les nouvelles générations).

While hard Brexiteers have become more vocal, especially within the European Research Group, the fate of pro-European MPs in the [Conservative] party has been less enviable. With their views not sufficiently heard in the party, defection was an option considered only by a minority of them.²⁶⁹

²⁶⁴ Peter Sloman, *art. cit.*

²⁶⁵ Maria Sobolewska et Robert Ford, *op. cit.*, p. 313.

²⁶⁶ Aurélien Antoine, *op. cit.*, p. 395.

²⁶⁷ La théorie de Flinders nuance celle de Leydier dans son article paru de le 26^e numéro de *l'Observatoire de la société britannique* - Matthew Flinders, « Not a Brexit election? Pessimism, Promises, and Populism 'UK-style' », *Britain votes*, 2019, pp. 225-42.

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ Agnès Alexandre-Collier, *art. cit.*, 2020.

Trois ans après le vote en faveur d'une sortie, les pro-européens avaient toujours espoir de renverser le Brexit. Parmi les témoignages recueillis par le journal *The Guardian* lors de la marche de juillet 2019, les militants disaient se sentir acteurs d'une campagne qui défendait les valeurs de la démocratie. Selon les manifestants, le gouvernement devait reposer la question au peuple britannique, qui trois ans plus tard, avait probablement changé d'avis :

“This does feel like a remain campaign,” Jackie said, “and we are definitely remainers and want to stop Brexit. But it should probably be a neutral campaign for a second referendum. It’s ridiculous to think anyone still knows what the people want, they need to be asked again.”²⁷⁰

Par ailleurs, l'article de Otte publié dans le *Guardian* souligne également l'importance donnée à d'autres causes comme le réchauffement climatique, la cybercriminalité ou la violence envers les femmes qui ne peuvent être défendues en dehors du cadre européen.

²⁷⁰ Jedidajah Otte, « March for Change : anti-Brexit protesters take to London streets », *The Guardian*, 20 juillet 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/jul/20/march-for-change-anti-brexit-protesters-take-to-london-streets>>, consulté le 6 octobre 2022.

Conclusion

La question européenne a progressivement occupé une place stratégique chez les *Tories* et la gauche travailliste. La dimension de souveraineté qui avait été passée sous silence par le gouvernement Macmillan, est devenue un enjeu particulièrement délicat menaçant l'unité des deux grands partis et allant jusqu'à la rupture avec l'UE le 31 janvier 2020. Si le mouvement européiste des années 1930 était parvenu à s'exporter outre-Manche et n'avait pas été brutalement endigué par la guerre, il n'est pas impossible que les Britanniques auraient été plus enthousiastes face au projet européen. Par conséquent, le sentiment pro-européen s'est fait très discret au Royaume-Uni et n'a pas su rivaliser avec le mouvement eurosceptique né à la fin des années 1980. Les formations pro-européennes comme les libéraux-démocrates et le Green Party, ou les partis plus en marge tels que le SDP (et plus récemment) Renew et Change UK, ou encore l'alliance transpartisane comme UTR ont échoué à vaincre la tendance anti-européenne, beaucoup plus discrète pendant les campagnes de demande d'adhésion ou encore lors du référendum de 1975.

Dès les prémices de la construction européenne, les Britanniques ont exprimé une volonté de participation distanciée malgré l'appui des Américains. La vocation mondiale du Royaume-Uni et sa relation avec les États-Unis ont longtemps occupé les esprits des dirigeants politiques nostalgiques de l'Empire et ne pouvant se résigner à une influence désormais régionale. La combinaison de facteurs idéologiques, identitaires, politiques, géographiques et historiques a rendu les liens économiques et politiques entre le Royaume-Uni et la CEE (puis l'UE) particulièrement fragiles et tendus. Sans cesse à contre-courant, les Britanniques initialement intéressés par le Marché commun, se sont au fur et à mesure retrouvés confrontés à l'Europe politique perçue comme une contrainte et incompatible avec le libéralisme économique, le principe de souveraineté nationale et parlementaire et la dimension identitaire. L'histoire et la géographie du Royaume-Uni ont activement contribué à voir le continent européen comme « l'Autre », rendant l'identification à l'Europe particulièrement complexe pour les citoyens britanniques déjà partagés entre leur identité nationale et régionale. Insulaire et pourtant ouvert sur le monde, l'exceptionnalisme britannique né de l'Empire et de la Seconde Guerre mondiale a renforcé la notion de « *Britishness* » alimentée par l'héritage culturel mondial véhiculé et entretenu par le Commonwealth. De surcroît, la relation spéciale avec les États-Unis a été un frein d'un côté comme de l'autre, retardant ainsi l'adhésion du Royaume-Uni lorsque ce dernier s'était fait à l'idée que son futur résidait davantage outre-Manche. Ces facteurs ont été des

obstacles de taille à l'intégration du Royaume-Uni qui ne semble pas être parvenu à trouver un rôle au sein de la CEE puis de l'UE.

Le Parti conservateur, considéré comme le parti pro-européen jusque dans les années 1970 a toutefois développé une relative méfiance et réticence envers l'Europe. Edward Heath a été le seul Premier ministre europhile dont l'enthousiasme et la conviction vis-à-vis de la viabilité du projet européen ont permis au Royaume-Uni d'entrer dans la CEE en 1973. Malgré la victoire de la campagne BIE lors du référendum de 1975, la question européenne n'en fut pas pour autant réglée : les tensions à l'intérieur des partis ont persisté et se sont intensifiées. À la fin des années 1980, les conservateurs dirigés par Margaret Thatcher avaient durci leur ligne européenne et avaient progressivement basculé dans l'euroscepticisme. De leur côté, les travaillistes qui cherchaient à préserver les liens avec le Commonwealth et voyaient leurs homologues européens comme les membres d'un club élitiste incompatible avec leurs valeurs sociales se sont retrouvés séduits par le Chapitre social. Confinés dans l'Opposition et en quête de renouveau, ils ont adopté dans les années 1980 une ligne pro-européenne, concrétisée d'une certaine manière avec la troisième voie sous Blair à la fin des années 1990. Néanmoins, la vague eurosceptique s'est développée en parallèle, polarisant ainsi la question européenne. D'un côté des députés s'affirmaient de plus en plus au sein du Parti conservateur et de l'autre, pour les plus radicaux, certains avaient rejoint les rangs du UKIP. De surcroît, la dévolution et l'immigration induite par l'élargissement de 2004 ont complexifié la question identitaire à propos de laquelle le Brexit semble avoir été l'exutoire de ce malaise sous-jacent.

Indifférents à une identification avec l'UE et peu encouragés à s'y identifier, les gouvernements britanniques ont pourtant tenté dans les années 1990 de placer le Royaume-Uni « au cœur » de l'Europe cherchant ainsi à jouer un rôle clé dans sa construction de manière à mieux influencer les politiques qui régissaient l'union et ainsi apaiser les revendications des députés les plus eurosceptiques. Face à la pression au sein de son parti, Major a radicalisé son discours faisant de l'Europe un enjeu partisan. La percée du UKIP sur la scène politique britannique et la participation des libéraux-démocrates au gouvernement de coalition ont étouffé la réponse europhile. De surcroît, depuis le début des années 2000, les travaillistes sont devenus de plus en plus ambigus vis-à-vis de l'UE, de manière à ne pas effrayer une partie de ses électeurs, comportement qui s'est avéré particulièrement problématique lors de la campagne référendaire. À plusieurs reprises les militants pro-européens ont cherché le soutien de Jeremy Corbyn qui finit par se prononcer timidement en faveur de l'Europe en 2019.

Longtemps indifférents, les citoyens britanniques n'ont jamais manifesté un attachement à l'Europe et la résistance au Brexit incarne un phénomène inédit outre-Manche. Bien qu'absent dans l'arène politique, il n'est pas interdit de penser que le sentiment pro-européen s'est probablement fait discret chez les Britanniques pro-européens car leur identité européenne ne semblait pas être menacée avant le Brexit.

Les campagnes en faveur de la CEE sont restées dans un cercle essentiellement politique qui a entretenu peu d'interactions avec la société civile, principalement préoccupée par des questions financières. Bien que mieux organisée et plus influente que la campagne soutenant une sortie du bloc européen, on observe un vide militant entre 1975 et 2016, point que nous aborderons dans le troisième chapitre de la partie qui suit.

Enfin pour finir, Caiani et Weisskircher remarquent un renforcement des identités européennes autant chez les militants de gauche que d'extrême droite comme PEGIDA (Patriotic Europeans against Islamicization of the Occident) en Allemagne ainsi qu'une politisation des militants.¹ En effet, les mouvements sociaux émanent principalement de la gauche libérale, or certains expriment de vives critiques et promeuvent une autre Europe.² Les auteurs s'intéressent à six mouvements pro-européens en Europe allant des plus engagés aux plus idéalistes et ont consacré une partie de leurs recherches aux militants anti-Brexit. Ils distinguent les pro-européens nationalistes (« *pro-European nativists* »)³ et les pro-européens anti-nationalistes (« *anti-nationalist Europeans* »). Ces catégories présentent toutes deux une forte identification à l'Europe, ancrée dans l'histoire de leur pays respectif, un regard critique envers son fonctionnement et ses institutions mais divergent sur trois points fondamentaux. En effet, les pro-européens nationalistes considèrent l'immigration hors Europe comme problématique et voient l'État nation comme positif. Contrairement aux anti-nationalistes, les nationalistes ont une vision exclusive de l'Europe.

¹ Manuel Caiani et Manès Weisskircher, « Anti-nationalist Europeans and pro-European nativists on the streets: visions of Europe from the left to the far right », *Social Movement Studies*, Vol. 21, Nos. 1-2, 2021, pp. 216-233.

² Donatella della Porta, « Europeanisation from below: Still time for another Europe? Introduction to the special issue of the *European Journal of Cultural and Political Sociology* », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, Vol. 7, No. 3, 2020, pp. 225-241.

³ Originaire des États-Unis, le nativisme (*nativism* en anglais) est une idéologie qui rejette et s'oppose à la nouvelle immigration. Le nativisme tend à une préférence nationale, considère l'universalité comme un modèle de société et par conséquent, renforce l'identité nationale.

Ce qui caractérise les pro-européens nationalistes fait écho, dans une certaine mesure, à un entretien avec un immigré britannique résidant en Nouvelle Aquitaine. Même si ce dernier a choisi la France comme pays où il souhaitait résider, il disait pourtant ne pas se sentir Européen.⁴ On retrouve dans ses réponses des éléments similaires au discours des nationalistes et on observe un chevauchement assez surprenant avec les politiques d'extrême droite ou populistes. Dans notre entretien il qualifiait les frontières de l'UE comme un « désastre » et s'inquiétait de la montée du terrorisme :

I think Europe needs to look to itself very carefully. Because it started in one way and it's evolved, and it's changed, and I think they need to consider very very carefully what they're doing, the whole thing about the European border is a disaster. They haven't come to term with that unless they do it quickly, they're going to... I mean that was probably the main reason that they got away with the Brexit vote, it was the European border and misinformation. The European border, there's no interest in securing a total border and unless the total border is secured Europe is a potential disaster.

[...]

The freedom of movement carries the other side with it and that is if you get nasties who get into the system then what you gonna do about them? And terrorism and things like that I mean, the French have experienced it, if you have the borders open, it's an ideal opportunity and I suspect that the politics of the Middle East, there are people who are pushing the ISIS and the Al-Qaeda people, they see that if they can push a lot of people into Europe, they're creating a good environment for future unrest.⁵

A contrario, les Européens anti-nationalistes ont une attitude inclusive envers les autres cultures (comme l'islam par exemple), soutiennent l'immigration extra-européenne et rejettent le nationalisme. Par conséquent, l'europhisme peut partager des caractéristiques avec le populisme et les politiques d'extrême droite et par conséquent, peu de similitudes avec le mouvement pro-européen qui constitue l'objet de cette thèse.

Tout comme Fagan et van Kessel, Caiani et Weisskircher s'intéressent aux militants anti-Brexit, dont ils qualifient l'orientation politique comme gauche/centre-gauche, ce qui correspond à des pro-européens de LfE interrogés pour notre étude de cas. Caiani et Weisskircher insistent sur l'importance donnée à l'identité européenne, aux valeurs libérales au sein de la mobilisation

⁴ « I could never regard myself as French. Mentally I never regarded myself as French or being Francophile as such I just like, I like the experience of living in France but not enough to say I want to become a French person. [...] I cannot change what I was born to be. I'm British, I don't necessarily like it but I'm British. And not only that I'm English (laughs), I can't change it! It's an accident of birth and that's where you were, and that's the way you brought up and you've used the system, you've lived in a system. » - Entretien avec J. immigré britannique, 21 juin 2018, Martignas.

⁵ *Ibid.*

anti-Brexit et surtout soulignent le caractère exceptionnel du mouvement qui est le seul à revendiquer l'adhésion à l'UE sans la remettre en question. Contrairement aux groupes de campagnes nationaux davantage frileux vis-à-vis des questions identitaires et qui, comme PV par exemple, ont centré leur campagne autour des problématiques économiques, les militants ont assumé leur européisme en mettant en avant l'argument identitaire. Néanmoins, nous nous permettrons de remettre en question une de leurs conclusions qui vise à affirmer que le mouvement anti-Brexit est le seul mouvement pro-européen qui ne s'est pas exporté outre-Manche. Della Porta précise en effet que les mouvements protestataires cherchant à réformer l'Europe, à combler le vide démocratique et à tenir les hauts dirigeants responsables s'adressent davantage à leur gouvernement respectif, et donc se mobilisent principalement au niveau national, évinçant ainsi les grandes institutions européennes.⁶ Au cours de nos recherches nous nous sommes entretenus avec des groupes pro-européens dirigés par des immigrants britanniques : Breain in Spain, British in Italy ou encore Remain in France Together (RIFT), tous affiliés à des groupes nationaux au Royaume-Uni. De surcroît, la cheffe de campagne de Breain in Spain était présente au sommet organisé par GfE en janvier 2020. En outre la présence de groupes européens aux marches nationales montre une influence transnationale de la cause anti-Brexit.⁷

⁶ Donatella della Porta, *art. cit.*

⁷ The Connexion, « Groups from France join London Brexit protest », *The Connexion*, 29 juin 2018,

<<https://www.connexionfrance.com/article/French-news/Brexit/Groups-from-France-join-London-Brexit-protest>>, consulté le 25 mai 2023.

PARTIE DEUX : THÉORISER LA RÉSISTANCE AU BREXIT

Introduction

La partie précédente a démontré l'absence d'enthousiasme en réponse au projet européen auquel le Royaume-Uni a finalement pu participer en 1973 avec la République d'Irlande et le Danemark. Que ce soit lors des négociations pour l'adhésion à la CEE en 1961-63 et 1967, ou encore au moment du référendum de 1975, le discours visant à promouvoir l'Europe s'articulait essentiellement autour des opportunités économiques, écartant tout attachement sentimental à celle-ci. Seuls quelques groupes et associations comme le EM ont exprimé une affection envers le projet européen.¹ Pour célébrer l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, le 3 janvier 1975, Edward Heath alors Premier ministre conservateur, organisait le festival « Fanfare for Europe » à la Royal Opera House. Dans son autobiographie *The Course of my Life*, paru plus de deux décennies après la pénible concernée, Heath y confie, sa joie (« my heart was full of joy ») et décrit ces événements comme un réel accomplissement, comme une façon agréable et pleine d'entrain d'entrer dans l'Europe (« This was all an appropriately high-spirited and good-natured introduction to Britain in Europe »).²

Cependant, la presse britannique ne semblait pas percevoir cette décision comme un accomplissement mais davantage comme une contrainte. En effet, la fanfare est décrite comme un « flop » par Saunders, qui nous rappelle que moins d'un an après l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE l'opinion se prononçait en majorité en sa défaveur dans les sondages.³ C'était également le cas dans la presse : le 1^{er} janvier 1973, *The Guardian* publiait un court article intitulé « A fanfare without an echo ». Ce titre évocateur relate de manière (très) détachée l'accession du Royaume-Uni à la CEE. Le contenu est bref, descriptif, factuel et critique vis-à-vis des restrictions commerciales induites par le marché commun.⁴

The UNION JACK will be raised outside European Commission headquarters tomorrow morning alongside the flags of Britain's eight Common Market partners. [...] ... the diplomat will drive through Brussels's empty streets in his official Daimler to read a message from Mr Heath to an enterprising group from Doncaster who are determined to be at EEC headquarters on entry day. They will gather in the Queen Victoria pub [...] with the Prime Minister's message their only consolation for their disappointment that little else is happening here. [...]. The

¹ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 75.

² Edward Heath, *op. cit.*, p. 394.

³ En août 1973, plus de la moitié de l'électorat pensait que rejoindre la CEE était en réalité une erreur. Puis, en mars 1974 seulement 12 % des Britanniques reconnaissent les avantages de faire partie de la CEE. - Robert Saunders, *op. cit.*, p.7.

⁴ Le Marché commun a été rebaptisé « marché unique » en 1986 avec la signature de l'Acte unique européen (AUE) par Margaret Thatcher.

trumpets of Mr Heath's Fanfare for Europe will find no echo here. From tomorrow [...] Britain will not be able to negotiate new independent trade agreements with other countries.⁵

Dans ce même numéro, loin du sentiment europhile exprimé par Heath, on pouvait lire des titres éloquentes tel que : « We're in – but without the fireworks »⁶ décrivant un électorat inquiet de la montée des prix et largement divisé sur la question européenne.⁷ En d'autres termes, l'opinion restait sceptique quant aux avantages de rejoindre la CEE et les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de renforcer ce scepticisme, obstacle de taille vers une identification possible à l'Europe. Selon Heath, l'unité de l'Europe allait au-delà des affaires gouvernementales et le consentement de l'opinion était indispensable pour son bon fonctionnement :

In my judgement, the unity of Europe will in the end be achieved by European governments coming to regard the habit of working together as a natural state of affairs. While the bedrock of European union is the consent of the people, such a union is implemented and carried on day by day through the actions of government, which take the decisions. There must be confidence and partnership in these relations.⁸

Comme nous avons pu le voir dans l'introduction générale, les eurobaromètres ont montré que l'attachement émotionnel du Royaume-Uni à l'Europe a toujours été en deçà de la moyenne européenne. Néanmoins, les résultats du référendum de 2016 ont provoqué un choc chez les pro-européens. Ils ont pris conscience qu'en quittant l'UE ils avaient perdu une partie de leur identité, certains se sentant sans racines et citoyens de « nulle part » (« *citizens of nowhere* »). Initialement prononcée par l'ancien Premier ministre Theresa May 2016 lors de la conférence annuelle du Parti conservateur, cette phrase visait à renforcer l'identité nationale face à la montée du libéralisme économique. Accusés de se sentir plus proches des élites internationales que des citoyens britanniques ordinaires, certains chefs d'entreprises se qualifiaient de « citoyens du monde », une vision affaiblissant le principe de citoyenneté selon Theresa May.⁹ Reprise par les pro-européens, la phrase prononcée quelques mois après le vote en faveur d'une sortie de l'UE, a provoqué un sentiment d'indignation chez celles et ceux qui se définissent par

⁵ The Guardian, « A fanfare without an echo », *The Guardian*, 1er janvier 1973, p. 4.

<https://uploads.guim.co.uk/2020/01/21/EU_1_Jan_1973_.jpg>, consulté le 15 février 2023. Présentation originale.

⁶ The Guardian, « We're in - but without the fireworks », *The Guardian*, 1er janvier 1973,

<https://uploads.guim.co.uk/2017/12/20/1_Jan_1973_Euro.jpg>, consulté le 15 février 2023.

⁷ 38 % se prononçaient en faveur de l'adhésion du RU à la CEE, 39 % étaient contre et 23 % ne se positionnaient pas. – *Ibid.*

⁸ Edward Heath, *op. cit.*, p. 359.

⁹ Theresa May, « Full text: Theresa May's conference speech », *The Spectator*, 5 octobre 2016, <<https://www.spectator.co.uk/article/full-text-theresa-may-s-conference-speech>>, consulté le 20 février 2023.

plusieurs identités. En reprenant les propos de Theresa May, les pro-européens cherchaient à dénoncer le sentiment nationaliste et voulaient promouvoir la diversité et le caractère transnational de l'identité.

Les centaines de milliers de militants présents aux marches anti-Brexit ont ainsi mis en avant cette dimension identitaire et ont dénoncé les injustices sociales qu'une sortie engendrerait. La revendication de l'identité européenne portée par la mobilisation *remain* à travers des slogans forts comme : « We are Europeans » a été de courte durée mais constitue un phénomène inédit au Royaume-Uni.

Par ailleurs, on remarque que dans le but d'éviter de reproduire certains faux pas de la campagne Stronger In, les pro-européens ont rejeté l'approche qualifiée de « Projet Peur » par les partisans du Brexit. Cette stratégie discutée dans la partie précédente a valu de vives critiques au camp *Remain* lors de la campagne référendaire. Les arguments de Stronger In étaient d'un côté positifs : « Stronger, Safer, Better Off » et d'un autre côté négatifs (voire inquiétants) : « Don't risk it. Leaving the EU would be a leap in the dark. »¹⁰ Par conséquent, les militants ont pris la décision de promouvoir l'Europe de manière positive en s'appuyant principalement sur des slogans visant à valoriser l'UE et les valeurs qu'elle garantit mais également en dénonçant le déficit démocratique créé par le vote en faveur du Brexit. Dans notre entretien avec Cornwall for Europe, le chef de campagne insistait sur l'aspect identitaire et communautaire de l'UE : « ... the European Union is something that our peoples are building together by common consent. Increasingly it is held together by marriage bonds, cross-border friendship and love, not just economic realities and the fear of conflict ».¹¹

Néanmoins, à cause de son fonctionnement à deux niveaux (national et local) on a pu observer l'absence de consensus au sein de la campagne, menant ainsi le mouvement à sa perte. Ce facteur est à prendre en compte dans notre démarche de théoriser le mouvement pro-européen. En effet, la stratégie de diffusion du message des pro-européens a manqué d'efficacité. Selon Gerhards et Rucht, le succès d'une mobilisation repose sur son efficacité à formuler ses intentions de se battre pour une cause (*framing*).¹²

¹⁰ Tim Shipman, *op. cit.*, p. 186.

¹¹ Entretien avec E., *Cornwall for Europe*, 12 juillet 2018.

¹² Jürgen Gerhards et Dieter Rucht, « Mesomobilization: Organizing and Framing in Two Protest Campaigns in West Germany », *American Journal of Sociology*, Vol. 98, No. 3, novembre 1992, pp. 555-596.

De surcroît, il existe un écart entre l'appareil politique qui a adopté une approche pragmatique et économique et celle des *grassroots*, qui n'a pas trouvé d'écho au sein des partis politiques. En effet, même les libéraux-démocrates ont privilégié une approche davantage réformiste de l'UE même si ces derniers ont (contrairement aux travaillistes) pris une position tranchée et radicale après les résultats du référendum en défendant l'abrogation de l'Article 50 et l'organisation d'un second référendum.¹³ Fagan et van Kessel mettent parfaitement en exergue cette dimension et corroborent ce qui a été démontré dans la partie précédente. Depuis le gouvernement de coalition avec le Parti conservateur (2010-2015) et face à la montée du UKIP, les *Lib Dems* ne constituaient plus une alternative lorsque l'électorat tournait le dos aux deux grands partis. De plus, le parti nationaliste écossais (SNP) a montré lui aussi ses limites en raison de son contre argument géographique en Écosse. En effet, le SNP, défenseur de l'Europe depuis 1988,¹⁴ n'a pas pu atteindre un large public et était bien plus préoccupé par la question de l'indépendance.¹⁵

Néanmoins cette mobilisation militante a échoué et est terminée depuis la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE le 30 janvier 2020. Une des hypothèses formulées au début de cette thèse mérite d'être nuancée : la mobilisation anti-Brexit aurait provoqué une résurgence du sentiment pro-européen. En réalité, il semble que le vote en faveur d'une sortie de l'UE et donc la résistance qui en a découlé à l'été 2016, marque le début du mouvement pro-européen qui a connu une période d'effervescence jusqu'à l'éclatement de l'organisation PV et la victoire des conservateurs en décembre 2019. Enfin, lorsque le Royaume-Uni est définitivement sorti de l'UE le 30 janvier 2020 et que le monde entier était paralysé par la crise sanitaire, le mouvement *Remain* est finalement entré dans une phase descendante où les groupes pro-européens sont principalement restés actifs sur les réseaux sociaux.¹⁶

¹³ « Revoke and Remain ». Dans un premier temps, en septembre 2019 les libéraux-démocrates annonçaient la révocation immédiate de l'Article 50 s'ils gagnaient les élections législatives prévues pour le mois de décembre. Un mois plus tard, ils soutenaient un deuxième référendum.

¹⁴ En 1975 le SNP avait fait campagne pour sortir de la CEE. Lorsqu'en 1979 le parti obtient son premier siège au Parlement européen il décide d'adopter une approche bien plus positive. C'est notamment grâce à l'ancien député du Parti travailliste écossais, Jim Sillars, que le SNP a pris un tournant pro-européen. – Anna Thiec, « The Impact of Brexit on the SNP's narrative of independence », *Observatoire de la société britannique*, No 26, 2021, pp. 103-126.

¹⁵ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 142.

¹⁶ Sidney Tarrow, *art. cit.*

Il s'agira de faire preuve de prudence car le sentiment pro-européen reste très minoritaire au Royaume-Uni. En somme, la manifestation de l'attachement à l'Europe outre-Manche demeure un épiphénomène qui a commencé après le référendum de 2016, puis qui a connu un pic entre 2018 et 2019 pour ensuite disparaître de la scène militante au début de l'année 2020.

Les répercussions du mouvement pro-européen sur l'opinion et les négociations seront étudiées selon l'ensemble de concepts servant à l'évaluation d'un mouvement social : les opportunités politiques (*political opportunities*), la mobilisation des ressources (*mobilisation structures*) et enfin les effets de cadrage (*framing*). Privés d'un soutien politique, le combat des militants pro-européens était double : empêcher une sortie et redéfinir ce que signifie être et se sentir européen. Dans leur ouvrage *The Failure of Remain*, Fagan et van Kessel citent des phénomènes similaires à ce que j'ai pu observer au cours du travail de terrain : l'émergence d'un mouvement de résistance prônant un Royaume-Uni dans l'UE qui n'a pas connu le succès escompté. Ils estiment que la cadre analyse mérite un intérêt tout particulier : l'échec du mouvement pro-européen reposerait sur le manque de connexion entre la phase de diagnostic (*diagnostic frame*) et de pronostic (*pronostic frame*). Les militants sont parvenus à exprimer leur indignation mais se sont retrouvés en difficulté lorsqu'il a fallu proposer une alternative au *statu quo*.¹⁷ En effet, pour Oberschall une cause à défendre et un message attractif ne sont pas suffisants : un mouvement social doit communiquer son message efficacement de manière à atteindre un large public et cela repose sur la façon dont son discours est paramétré.¹⁸

Cette partie servira de transition entre la dimension historique de la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe et l'étude de cas du groupe pro-européen Liverpool for Europe (LfE). La campagne anti-Brexit a généré une mobilisation inédite outre-Manche qui s'inscrit dans la dynamique des mouvements sociaux. Tout d'abord, le cadre théorique servira de référence pour l'étude de cette mobilisation venue « d'en bas » (*grassroots*). Puis, l'interprétation de l'identité européenne au sein de la campagne *Remain* révélera plus tard dans la partie III une différence notable entre la façon dont les militants perçoivent l'UE et la manière dont ils l'ont traduite et communiquée dans leur campagne. Enfin, comme cela a été démontré dans la partie précédente, le mouvement de résistance au Brexit a émergé spontanément dans un climat politique et social fortement ancré dans l'euroscepticisme, d'où sa difficulté à s'organiser et à convaincre un

¹⁷ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 11.

¹⁸ Anthony Oberschall, *op. cit.*, p. 21-2.

public autre que celui des convertis.¹⁹ Même si le mouvement pro-européen s'est largement inspiré des précédents mouvements sociaux en termes de répertoires d'action, il ne semble pas correspondre à ce que Taylor appelle les structures de continuité (*abeyance structures*).²⁰ Le mouvement pro-européen ne s'inscrit pas dans la continuité des précédentes campagnes visant à promouvoir l'Europe lors des deux demandes d'adhésion ainsi qu'à celle du premier référendum de 1975. Par conséquent, au lendemain des résultats du référendum, les militants pro-européens ont dû créer une campagne et tenter de générer un soutien populaire afin de stopper le Brexit.

¹⁹ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 144.

²⁰ Verta Taylor, *art. cit.*

I. Cadre théorique

Dans la partie précédente nous avons pu voir dans quelle mesure le contexte politique a eu une influence sur l'émergence d'un mouvement pro-européen. Ce chapitre tentera de définir le mouvement pro-européen en confrontant les données glanées sur le terrain aux différentes théories : la mobilisation des ressources (*resource mobilisation*), les opportunités politiques (*political opportunities*) et les effets de cadrage (*framing*). Dans une démarche comparative et analytique, les paramètres qui constituent un mouvement social permettront de situer le mouvement pro-européen dans le contexte socio-politique du Royaume-Uni après le référendum de 2016. Avant cela, il semble nécessaire de préciser que le mouvement pro-européen appartient à ce que l'on appelle les nouveaux mouvements sociaux (NMS). En effet, la mobilisation anti-Brexit a mis en avant des valeurs dites post-matérialistes, comme la démocratie, la justice sociale ou encore l'économie.

I. 1 Les nouveaux mouvements sociaux

Apparus au milieu des années 1960, les nouveaux mouvements sociaux (NMS) se distinguent des mouvements ouvriers et revendiquent des droits et des valeurs à la fois politiques et sociaux (écologie ; régionalisme ; droits des femmes, droits LGBT, défense des animaux ; désarmement nucléaire ; droits des Noirs américains ; mouvements étudiants etc.) Longtemps jugés par les théoriciens du phénomène de la « contagions de foules »¹ comme irrationnels, imprévisibles, irréflechis ou encore désorganisés, les NMS se sont développés dans les sociétés occidentales. Goodwin *et al.* ont consacré un ouvrage collectif à la place des émotions dans lequel ils soulignent que jusqu'au début des années 1970, les sociologues considéraient qu'un mouvement était condamné à échouer si ce dernier était provoqué par des émotions comme la colère ou bien l'indignation.² Dans la même veine, Oberschall insiste sur l'importance d'allier des comportements et des sentiments contradictoires car selon lui les émotions les plus vives n'entrent pas en conflit avec la rationalité.³

¹ « ... les mouvements sociaux continueront jusqu'au milieu des années soixante à s'analyser en termes de phénomènes irrationnels répondant à des frustrations. » - Olivier Fillieule et Cécile Péchu, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993, p. 14.

² Jeff Goodwin *et al.*, *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, The University of Chicago Press, Chicago, Londres, 2001, p. 3.

³ Anthony Obershall, *op. cit.*, p. 10.

Dans ce premier chapitre, il s'agira de confronter les théories de mobilisation des ressources, des opportunités politiques et des effets de cadrage pour analyser la façon dont les militants pro-européens ont exprimé leur colère et encouragé les citoyens britanniques à se mobiliser.

1.1 Les premières théories : Touraine

Dans *La voix et le regard*, Touraine compare les mouvements ouvrier, féministe, étudiant, occitan et antinucléaire dans le but d'analyser l'émergence de mouvements sociaux dans les sociétés postindustrielles. Pour cela, Touraine innove avec une méthodologie reposant sur l'intervention sociologique, qui consistait à s'intéresser de plus près à « l'action, [...] les rapports sociaux et les champs d'action sociale ».⁴ Précurseur de la théorisation des NMS, il estime qu'un mouvement social ne devient pas « nouveau » parce qu'il se bat, revendique ou conteste de nouvelles thématiques. Selon lui, un mouvement a toute sa place dans une société donnée s'il parvient à s'allier à la force politique :

Dans une société en formation les revendications prennent d'abord la forme de protestations morales, d'appels à des principes ou à des besoins, d'utopies. C'est en devenant plus politiques, en cherchant leur voie à travers les institutions, en s'alliant à d'autres forces sociales et à des agents de représentation, en prenant en compte les problèmes généraux de la société et en particulier ceux de sa gestion économique interne et ceux de son environnement international, que leur nature sociale se révèle.⁵

Or, comme nous avons pu l'évoquer, le mouvement pro-européen n'est pas parvenu à influencer les négociations ni à empêcher une sortie « dure ». Cela n'en constitue pas moins un mouvement social. En effet, la théorie défendue par Touraine a été l'objet de critiques car les « NMS se singularisent davantage par leur émiettement et leur éclatement que par leur capacité à déboucher sur un enjeu global. »⁶

1.2 Nouvelles valeurs, nouveaux combats : Inglehart

Dans les années 1970, Inglehart a remarqué des changements dans la culture politique des pays d'Europe occidentale, où les préoccupations devenaient post-matérialistes, c'est-à-dire

⁴ Alain Touraine, *op. cit.*, p. 195.

⁵ *Ibid.*, p. 38

⁶ Didier Chabanet, « Nouveaux mouvements sociaux » dans Olivier Fillieule *et al. op. cit.*, pp. 371-378.

intellectuelles ou esthétiques, distinctes des besoins liés à la sécurité économique comme cela avait été le cas dans le passé :⁷ « Once an individual has attained physical and economic security he may begin to pursue other, non-material goals. »⁸

Les sociologues français Fillieule et Péchu définissent ces valeurs post-matérialistes comme constituant une cause commune pour des intérêts personnels dans une société capitaliste :

... l'homme tourne ses préférences vers des besoins non-matériels de nature intellectuelle ou esthétique. Or, l'évolution de nos sociétés développées en serait justement à ce stade de passage des valeurs matérialistes aux valeurs post-matérialistes, sous l'effet conjugué d'une croissance économique, de l'innovation technologique, des changements dans la répartition sociale (passage d'une société de classe à une stratification complexe) du développement de l'éducation et de l'absence de guerre dans le monde occidental depuis plus de trente ans.⁹

Pour eux, « les NMS répondent à une structure organisationnelle originale, marquée par le rejet des partis et des syndicats au profit d'organisations décentralisées, à petite échelle, anti-hiérarchiques, permettant la démocratie directe. »¹⁰ Dans le contexte de la résistance au Brexit l'émergence d'un mouvement pro-européen et ses caractéristiques semblent corroborer avec les définitions de Jasper et Neveu. Nous l'avons vu, le mouvement pro-européen s'est en majorité formé « à la base » ou « par le bas » (*grassroots*), c'est-à-dire qu'il est né de l'initiative militante. Ces militants étaient donc les acteurs principaux du mouvement de résistance au Brexit. Cette observation est corroborée par Fagan et van Kessel¹¹ ou encore della Porta, qui identifie une européanisation « par le bas ».¹²

1.3 La dimension émotionnelle : Jasper et Goodwin

Les militants anti-Brexit ont pris conscience que le Royaume-Uni devait rester dans l'UE et pour cela ils se sont mobilisés et ont tenté de s'organiser pour contrer une sortie de l'UE, faisant du Parti conservateur l'ennemi principal. Neveu met en exergue la nature émotionnelle des

⁷ Ronald Inglehart, « The Silent Revolution in Europe », *The American Political Science Review*, Vol. 65, No. 4, Décembre 1971 pp. 991-1017.

⁸ Ronald Inglehart, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princetown University Press, Princetown, 1997, p. 22.

⁹ Olivier Fillieule et Cécile Péchu, *op. cit.*, p. 124

¹⁰ *Ibid.*, p. 133.

¹¹ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 69.

¹² Donatella della Porta, *art. cit.*

mouvements sociaux et insiste sur l'incidence que peuvent avoir les émotions sur la force d'un mouvement :

Mais l'ordinaire d'un mouvement social, ce sont aussi des femmes et des hommes qui agissent, partagent intérêts, émotions, espoirs. C'est encore une occasion privilégiée de mettre en question le monde social tel qu'il tourne, de dire le juste et l'injuste. C'est parfois le levier qui fait bouger la politique et la société, l'évènement partagé qui fait mémoire pour une génération.¹³

En 1997, Jasper démentait la théorie des foules qui affirmait que les émotions n'avaient pas leur place dans l'explication des mouvements protestataires et qui jugeait ses acteurs comme irrationnels.¹⁴ S'inspirant des NMS comme le désarmement nucléaire, le droit des animaux et les causes liées à l'environnement, Jasper explique la négligence de la dimension émotionnelle. En effet, les éléments culturels et biographiques sont tout autant à prendre en considération dans l'analyse des mouvements sociaux.¹⁵ Pour Jasper, les émotions jouent un rôle déterminant voire essentiel dans la formation et la longévité des mouvements sociaux. Il distingue deux types d'émotions : celles qui lient les acteurs du mouvement entre eux (appelées les émotions « réciproques », *reciprocal emotions*) et les émotions « partagées » (*shared emotions*) qui sont des émotions ressenties simultanément par les membres du groupe.¹⁶

Dans un article paru en 2011, Jasper définit le « choc émotionnel » comme le sentiment vertigineux provoqué par un évènement ou une information qui démontre que le monde n'est pas tel qu'il avait été imaginé, ce qui peut parfois amener à la formulation ou la reconsidération de certains principes. La théorie du choc émotionnel pourrait alors soutenir la thèse d'une éventuelle résurgence du sentiment pro-européen outre-Manche chez les partisans d'un Royaume-Uni dans l'UE. En revanche, pour la plupart des *remainers* le choc émotionnel s'est accompagné d'un sentiment de honte d'être britannique. Dâmaso *et al.* vont dans ce sens dans leur étude pour la Fondation européenne d'études progressistes.¹⁷ Nous pouvons alors nous poser la question de savoir s'il y a eu un rejet de l'identité britannique ou bien simplement une prise de conscience de l'identité européenne sous-estimée ou ignorée jusque-là .

¹³ Éric Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, 5e édition, Paris, La Découverte, 2011, p.3.

¹⁴ James M. Jasper, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1997, p. 23.

¹⁵ *Ibid.*, p. 31.

¹⁶ Jeff Goodwin *et al.*, *op. cit.*, p. 33.

¹⁷ Malfada Dâmaso, *et al.*, *art. cit.*

La partie III nous éclairera davantage sur cet aspect puisqu'elle abordera en détail les stratégies de recrutement de LfE. Il est intéressant de souligner que la dimension émotionnelle que nous jugeons capitale dans la formation de la mobilisation anti-Brexit est absente de l'analyse faite par Fagan et van Kessel. Les auteurs ont choisi de se concentrer sur les raisons pour lesquelles la campagne *Remain* a échoué et non le ressenti ou l'impact d'une sortie de l'UE sur les pro-européens. Par conséquent, ils ont privilégié l'étude du discours des militants par le biais des effets de cadrage et ont ainsi écarté toute piste relevant de l'aspect émotionnel.

L'impact du choc émotionnel s'est traduit chez certains pro-européens par une volonté d'agir, comme un des témoignages recueillis par Remigi le démontre :

A couple of weeks after the Referendum, I realised that in order to survive, apathy was not an option. I had to act, I had to do something. Shortly after, the3million group was born and the rest is the3million history. I have invested every single waking hour in this fight (and most of my nights re-enact my waking hours in funny ways!)¹⁸

David Baker et Pauline Schnapper ou encore Donatella della Porta¹⁹ affirment la corrélation entre les crises politiques et l'activité militante. Ce moment charnière se manifeste par une perte des repères et une longue période d'introspection sur les responsabilités. Cela conduit à de violents débats sur la nécessité de changer fondamentalement le système ou bien simplement revenir sur le *statu quo* :

A political crisis is often a turning point or watershed intensifying political activity. In any system-wide crisis, after short-term emergency measures marked by a loss of direction, fear and widespread cognitive dissonance comes a period of intense soul-searching over who or what is to blame, and fierce debate over whether or not it is necessary to make fundamental changes to the system, or simply restore the status quo.²⁰

Au lendemain du le référendum ; très peu de militants étaient engagés dans la campagne du gouvernement conservateur *Britain Stronger In Europe*, car perçue comme trop homogène par Mike Galsworthy, cofondateur des groupes nationaux pro-européens appartenant au domaine

¹⁸ « Deux semaines après le référendum j'ai pris conscience qu'il fallait survivre, rester apathique n'était pas une solution. Je devais agir, je devais faire quelque chose. Peu de temps après est né le groupe the3million et on connaît la suite. J'ai investi chaque heure dans ce combat. » (traduction de l'auteure). – Elena Remigi, *op. cit.*, 2017, p. 137.

¹⁹ Donatella della Porta, *art. cit.*

²⁰ David Baker et Pauline Schnapper, *Britain and the crisis of the European Union*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2015, p.2.

de la santé : Scientists for EU et Healthier In.²¹ Le Brexit pourrait avoir joué le rôle de catalyseur chez certains *remainers* qui ont pris conscience qu'ils étaient européens, les poussant ainsi à se mobiliser pour défendre leurs convictions. Jasper et Goodwin, lui aussi sociologue américain, confirment qu'un puissant choc émotionnel peut conduire à une réaction protestataire. La perspective d'un changement brutal dans la vie d'un individu peut paralyser ou au contraire devenir l'élément déclencheur d'une mobilisation. Les militants travaillent dur pour canaliser l'indignation et la colère et pour fournir une cible sur laquelle se défouler.²²

Nepstan et Smith nous rappellent que toute réaction émotionnelle ne débouche pas nécessairement sur une action collective.²³ Risse évoque quant à lui des « crises profondes » et des « tournants » (*critical junctures*). Le caractère inattendu des résultats du référendum a sans doute accéléré le processus d'« européanisation » chez certains *remainers*.²⁴

I. 2 Mobilisation des ressources

Pour Tilly, le concept de mobilisation relève du processus selon lequel un groupe d'individus passe de l'état passif à actif dans l'espace public. Cette transition se traduit par des actions protestataires, encore appelées répertoire d'action, visant à provoquer une réaction voire un changement.²⁵ La mobilisation des ressources est une théorie selon laquelle l'organisation d'un mouvement découle d'une organisation complexe ou bien formelle qui tente d'atteindre les mêmes objectifs que ceux d'un mouvement ou d'un contremouvement.²⁶ Cette théorie repose sur la capacité d'un mouvement à pousser des individus à agir collectivement et leur permettre ainsi de réussir.²⁷ Gamson offre une définition plus concrète et distingue deux catégories : les ressources (*resources*) et le savoir-faire (*know how*) : les ressources sont des objets qu'un groupe va utiliser pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé. Le savoir-faire fait référence à l'expérience de l'action collective et à la mise en application des compétences.²⁸

²¹ Entretien avec Mike Galsworthy, *Scientists for EU*, 27 septembre 2018.

²² Jeff Goodwin *et al.*, *op. cit.*, 2001, p. 29 ; James M. Jasper, *op. cit.*, p. 129.

²³ Erickson Nepstad, Sharon et Christian Smith, « The Social Structure of Moral Outrage in Recruitment to the U.S. Central America Peace Movement », dans Jeff Goodwin *et al.*, *op. cit.*, 2001, p. 171.

²⁴ Thomas Risse, *op. cit.*, p. 70.

²⁵ Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, The University of Michigan, Random House, New York, 1978, p. 69.

²⁶ John D. McCarthy et Mayer N. Zald, *art. cit.*

²⁷ Anthony Oberschall, *op. cit.*, p. 22.

²⁸ William Gamson, *op. cit.*, p. 23.

1.1 L'émergence de la mobilisation anti-Brexit

À la fin des années 1970 McCarthy et Zald se sont consacrés à la théorie (partielle) de la mobilisation des ressources en s'inspirant notamment des mouvements sociaux des années 1960 outre Atlantique. Cette étude a constitué un jalon important dans l'histoire des mouvements sociaux car elle est venue rompre avec le concept de « grief » (*grievances*) que les sociologues comme Gurr considéraient comme la raison d'une mobilisation.²⁹ Les doléances et le contexte politique ne suffisent pas à l'émergence d'un mouvement social et la mobilisation anti-Brexit, nous le verrons, s'est principalement formée en réaction aux résultats du référendum. Le cœur de la réflexion relative à la mobilisation des ressources repose non plus sur l'émergence ou le développement des mouvements sociaux mais plutôt sur la tentative de les cartographier et de les décrire dans un environnement donné.

Qu'est-ce qui pousse des individus à se mobiliser pour une cause ? Dans la même veine que Tilly, McCarthy ajoute que les structures de mobilisation sont le résultat d'un groupe dont les individus consentent à s'engager dans l'action collective par le biais de répertoires dits « tactiques » (*tactical repertoires*).³⁰ La mobilisation des ressources permet alors d'étudier l'organisation d'un mouvement, ses activités, ses stratégies et les actions mises en place dans le but de défendre une cause.

Selon Rucht, la mobilisation des ressources est le processus de mener une ou des actions protestataires perçues comme émanant du mouvement et qui s'adressent aux acteurs ainsi qu'aux individus en dehors du mouvement.³¹ Rucht estime que des individus peuvent se mobiliser aussi pour diffuser de l'information, créer une identité collective ou encore satisfaire l'intérêt personnel de ses dirigeants.³² En d'autres termes, Rucht souligne l'importance de prendre en compte ces facteurs lorsqu'on étudie les mouvements sociaux. En effet, les groupes locaux ont parfois servi de refuge aux *remainers*. Ils sont devenus des lieux de confiance où

²⁹ Ted Robert Gurr, *Why Men Rebel*, Routledge, Londres, New-York, 2016.

³⁰ John D. McCarthy, « Constraints and opportunities in adopting, adapting, and inventing » dans Doug McAdam John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge University Press, 9th printing, 2008, p. 141.

³¹ Dieter Rucht, « The impact of national contexts on social movement structures: A cross-movement and cross-national comparison » dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *op. cit.*, p. 185-204

³² *Ibid.*

ceux qui soutiennent l'UE se sont sentis en sécurité et ont pu partager leurs craintes, sentiments, opinions et leur espoir de revoir le Royaume-Uni faire partie de l'UE.³³

Dans la même veine, Oberschall parle du peu de ressources dont des militants disposent pour atteindre leur(s) objectif(s) de campagne. Dans le cadre de la campagne *Remain*, les militants pro-européens ont manqué du soutien de leurs élus, ce qui a (en partie) contribué à l'échec du mouvement. En revanche, les acteurs d'un mouvement social parviennent souvent à construire une sorte de communauté au sein de laquelle des individus bienveillants participeront avec le sentiment de solidarité comme seule source de satisfaction.³⁴ Les remarques d'Oberschall et de Rucht sont pertinentes pour notre étude de cas car les militants pro-européens sont parvenus à créer une « communauté refuge » bâtie sur la solidarité et l'empathie.

Le mouvement pro-européen a émergé sur la scène militante de manière spontanée, sans structure préexistante. Pourtant, les militants, pour la plupart novices et dont la participation était essentiellement locale, sont parvenus à mobiliser des centaines de milliers d'individus lors des marches nationales. De plus, afin d'exprimer leurs doléances et faire connaître leurs demandes, les militants des groupes locaux ont eu recours aux répertoires d'action.

1.2 Répertoires d'action

Dans l'espoir d'obtenir gain de cause, les militants pro-européens ont eu recours à plusieurs répertoires d'action : manifestations, *sit-in*, marches (à la fois au niveau local et national), lobbying d'élus locaux pro-européens, stands de rue et enfin les plateformes des réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter. Le sociologue Tilly à qui revient la paternité du concept de répertoire d'action collective, présente les groupes contestataires comme régis par les moyens qu'ils ont à disposition selon les lieux et les époques.³⁵

³³ Cet aspect du Brexit a fait l'objet de deux ouvrages réalisés et édités par Elena Remigi. *In Limbo* (2017) et *In Limbo too* (2018) recensent les témoignages de Britanniques résidant dans l'UE et ceux d'Européens vivant au Royaume-Uni. Ces ouvrages font état des conséquences du vote sur les individus dont les émotions oscillent entre tristesse, colère et incompréhension.

³⁴ Anthony Oberschall, *op. cit.*, p. 21.

³⁵ Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984, pp. 89-108.

Les militants pro-européens se sont mobilisés de manière pacifique et leurs actions, notamment les manifestations d'envergure nationale organisées par PV, ont reçu une grande visibilité dans la presse britannique. En effet, tous les groupes locaux ont sensiblement mis en place les mêmes tactiques pour mobiliser de nouvelles recrues : stands de rue, pétitions, *sit-in*, distribution de tract, envoi de lettres aux élus locaux etc. Tilly affirme qu'il est rare que les mouvements sociaux innover.³⁶ Ces actions traditionnelles ont en effet été inspirées des répertoires d'action des mouvements sociaux des années 1960-1970 et avaient davantage pour objectif de trouver du soutien que de convaincre les *leavers* ou *soft leavers* que le Royaume-Uni devait rester dans l'UE.³⁷

Néanmoins, l'Internet a bien entendu élargi le répertoire d'action des mouvements sociaux contemporains. Les militants pro-européens se sont largement reposés sur les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter pour diffuser leur message, comme nous le montrerons dans la section dédiée aux effets de cadrage. L'existence de nouveaux répertoires d'action en ligne (*online direct action*, ODA) depuis le milieu des années 1990 représente un outil précieux pour ce que Granjon appelle les « néo-militants. » Il souligne les limites de l'argument de Tilly et avance que les répertoires d'action en ligne et se renouvellent sans cesse.

Les organisations du « néo-militantisme » font par exemple preuve d'une constante inventivité dans le renouvellement de leurs standards d'action et n'hésitent pas à emprunter à des formes de coordination qui leur étaient jusque-là étrangères. Les répertoires qu'ils convoquent concrètement sont ainsi de plus en plus étendus et les moyens d'action dont ils disposent toujours davantage différenciés.³⁸

Toutefois, les nouvelles technologies utilisées pour recruter et mobiliser des militants notamment avec les campagnes en ligne (*clicktivism* ou encore *slacktivism*) remettent en question la théorie de la mobilisation des ressources précédemment évoquée. Walker et Martin avancent que ces nouvelles formes d'activisme en ligne peuvent être des puissants outils de recrutement, d'organisation et de participation.³⁹ Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans la partie III.

³⁶ Charles Tilly, *op. cit.*, p. 155.

³⁷ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 68.

³⁸ Fabien Granjon, « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le mouvement social*, Vol. 3, No. 200, 2002, pp. 11-32.

³⁹ Edward T. Walker et Andrew W. Martin, « Social Movement Organizations » dans David A., Snow et al., *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements*, John Wiley & sons Ltd., 2019², pp. 167-184.

1.3 Organisation

Les structures qui régissent les mouvements sociaux, et plus précisément les groupes et associations qui les composent, s'organisent autour d'une hiérarchie horizontale et non verticale. Néanmoins cela n'exclut pas une structure rigoureuse où chaque membre permanent occupe un poste à responsabilité. En effet, LfE est régi par une présidente, un vice-président, un trésorier, une secrétaire, un responsable des adhésions, un directeur du numérique et deux directeurs Web.

Tout comme le mouvement MADD (*Mothers Against Drunk Driving*) et RID (*Remove Intoxicated Drivers*) les militants sont inexpérimentés mais restent optimistes quant à l'impact de leurs actions. Dans leur étude des groupes locaux qui militaient contre l'ivresse au volant aux États-Unis au cours des années 1970-1980, McCarthy et Wolfson analysent les liens entre les niveaux d'efforts des militants, leurs choix stratégiques, leurs méthodes d'organisation. Ils montrent dans quelle mesure ils parviennent à mobiliser les ressources mises à leur disposition dans le but d'évaluer la réussite du mouvement.

McCarthy et Wolfson divisent la mobilisation des efforts en trois catégories. La première est l'effort fourni par un membre du groupe et l'impact de sa contribution (*agency*), l'existence même d'un effort prévalant sur la quantité. La deuxième catégorie s'articule autour de la stratégie qui englobe la dimension pédagogique envers le grand public (*public education*) ; le service aux membres qui en ont besoin (*direct service*) et les changements institutionnels (*structural change*), qui se manifestent par les tentatives d'influencer les politiques que les militants désirent voir annulées ou aménagées. Pour finir, la troisième catégorie est l'organisation horizontale des activités du mouvement.

L'ancienneté de l'organisation constitue aussi un facteur important. Si le groupe existe depuis longtemps, il parviendra plus facilement à mobiliser les ressources dont il a besoin pour atteindre l'objectif souhaité. Par ailleurs, pour Lofland et Jamison, un mouvement social

s'organise sur au moins deux niveaux (*two-tiered movement organisation*).⁴⁰ Dans notre cas, nous observons une dynamique s'opérant sur trois niveaux : le mouvement pro-européen fonctionne au niveau local et national, l'ensemble étant sous l'égide de PV (qui a cessé ses activités en octobre 2019). Nous aurons l'occasion de revenir sur le fonctionnement de la campagne dans le dernier chapitre de la partie III.

Les groupes locaux du mouvement pro-européen, « ceux de la base », appelés *grassroots* en anglais, portent soit le nom de leur ville suivi du mot « Europe » (ou de l'abréviation « EU ») comme c'est le cas pour Liverpool for Europe. Parfois le nom de leur ville est accolé au groupe national auquel ils appartiennent comme par exemple : Open Britain Somerset (OBS). Les *grassroots* sont typiquement ancrés dans leur géographie locale (quartier, commune, ville, département ou agglomération) et par conséquent, les membres sont recrutés dans leur localité, endroit où se déroulent la plupart des activités de campagne.⁴¹

L'organisation des groupes nationaux, « ceux d'en haut », repose sur une structure supralocale (ou centrale) qui tente d'influencer la politique nationale et l'opinion. De plus, elle fournit une ligne politique ainsi qu'une assistance technique aux groupes locaux.⁴² En effet, chaque groupe local est affilié à au moins un groupe national, à savoir le EM, Open Britain (jusqu'en octobre 2019), BfE ou encore Best for Britain (BfB). La relation entre les groupes locaux et nationaux peut être « fédérale » : les groupes partagent des objectifs communs et coordonnent leurs actions mais préservent leur autonomie. Elle peut également être « franchisée » : dans ce cas, ce sont les groupes nationaux qui dirigent les groupes locaux.

Le rôle des chefs de campagne est crucial dans la dynamique locale. En effet, la relation entre recruteurs et recrutés a un impact direct sur la longévité du mouvement. Si ce sont les membres des groupes nationaux qui recrutent des militants pour les associations locales cela ne sera pas

⁴⁰ John Lofland et Michael Jamison, « Social Movement Locals: Modal Member Structures », *Sociological Analysis*, Vol. 45, No. 2, été 1984, pp. 115-129.

⁴¹ John D. McCarthy, et Mark Wolfson, « Resource Mobilization by Local Social Movement Organizations: Agency, Strategy, and Organization in the Movement Against Drinking and Driving », *American Sociological Review*, Vol. 61, No. 6, décembre 1996, pp. 1070-1088.

⁴² *Ibid.*

productif car l'organisation du mouvement qui s'opère sur deux niveaux est peu compatible avec cette approche. Corrigan-Brown observe d'ailleurs que ce qui importe n'est pas tant par qui un individu a été recruté mais davantage le lien qui va se créer entre le recruteur et le recruté. Cela aura un impact sur le temps durant lequel un militant va rester actif dans le mouvement. La personnalité du recruteur et sa capacité à interagir avec les membres du groupe est donc l'élément clé.⁴³

Dans son étude sur les membres des groupes Catholic workers (CW) et Homeowners Association (HA), Corrigan-Brown précise qu'ils ont été recrutés directement par les dirigeants des groupes. Cependant le groupe CW présentait des liens plus étroits entre ses membres que HA, ce qui a eu comme conséquence un meilleur maintien de la participation. Idem pour les membres du groupe United Farm Workers (UFW) qui vivaient au même endroit que leur leader et qui ont alors enregistré un taux de désengagement nettement inférieur à celui du groupe Concerned Women for America (CWA) où recrutés et recruteurs résidaient dans des lieux différents. L'importance de la proximité géographique est à prendre en considération car elle contribue à un maintien des liens relationnels entre les membres du groupe, d'où l'intérêt pour la campagne *Remain* de se concentrer sur les groupes de base.

Par ailleurs, dans une démarche comparative McCarthy et Wolfson observent que le mouvement dirigé par MADD s'est mieux développé que celui de RID. Les facteurs qui ont contribué au succès de MADD reposaient sur les critères suivants: le niveau d'exigence et la rigueur quant à la formation de groupe locaux sous leur nom, la taille de l'équipe référente et les niveaux des ressources. Il est intéressant de voir que contrairement à ce qui a été observé pour le mouvement pro-européen où le fonctionnement de haut en bas s'est avéré un réel obstacle à son développement, le mouvement MADD qui avait une organisation de type « *top-down* » a rencontré un franc succès comparé au mouvement dirigé par RID qui était de type « *bottom-up* ». En janvier 2020 Mike Galsworthy dénonçait le dysfonctionnement entre la campagne PV, le groupe national Open Britain (OB) et les groupes locaux. Le travail « de terrain » qui aurait dû être effectué par les groupes locaux dans une continuité des victoires de PV au niveau parlementaire n'a pas eu lieu.

⁴³ Catherine Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 88.

Tout d'abord, les groupes locaux qui ont commencé à se développer en 2016 ont été asphyxiés par la campagne référendaire Britain Stronger In Europe, qui pensait ne pas avoir besoin d'eux. Puis ils ont été affamés par la campagne PV qui n'a pas redistribué les ressources dont les *grassroots* avaient besoin pour se développer. De plus, la victoire des conservateurs lors des élections législatives de décembre 2019 et la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE le mois suivant ont mis un point final à tout espoir d'organiser un second référendum. La dynamique verticale du mouvement (« de haut en bas ») a ainsi conduit à l'échec de la campagne PV, à l'implosion du groupe OB à deux mois des élections législatives et à l'affaiblissement du mouvement pro-européen dans son ensemble. Lors de la conférence organisée par GfE le 25 janvier 2020, Mike Galsworthy restait intraitable sur la question : la pyramide doit s'inverser en fournissant aux groupes locaux les ressources nécessaires pour mener à bien la campagne. Il faut abandonner la dynamique « de haut en bas » et privilégier une construction « de bas en haut » car selon lui, la richesse et la force du mouvement résident à « la base. »⁴⁴

À propos de leur implantation, les groupes se sont formés avec peu ou pas de moyens rassemblant chaque semaine une dizaine de personnes (amis, voisins, collègues, famille etc.) pour animer leur stand de rue, distribuer des autocollants et des tracts ou faire signer des pétitions dans le but de convertir les *soft leavers*, soit ceux qui seraient susceptibles de changer d'avis si un deuxième référendum devait être organisé. Il est vrai qu'avec l'utilisation d'Internet les mouvements sociaux ont pu se développer à grande vitesse au-delà des frontières. Or, le recrutement local et donc « relationnel » a été privilégié et encouragé par les groupes de campagne pro-européens, comme l'explique un des leaders les plus engagés du mouvement, Mike Galsworthy.⁴⁵ Selon lui, pour que les gens changent d'avis il faut les toucher avec des récits personnels. Il est essentiel de faire appel à la presse locale, avec une touche protestataire.⁴⁶ En 2020 il insistait sur l'importance de renforcer le mouvement au niveau local car selon lui les gens sont sensibles à leur famille, leurs amis, aux gens qu'ils côtoient sur leur lieu de travail. A

⁴⁴ Grassroots for Europe, « How We Lost Again, What Can We Learn? Panel - Grassroots For Europe conference », *YouTube*, 6 février 2020, <<https://www.youtube.com/watch?v=RqNkKiXvshw&list=PLKloO6Fv6ixwmoL-pE1HI0twGfPwY6LcO&index=58>>, consulté le 15 septembre 2020.

⁴⁵ Dr Mike Galsworthy est le co-fondateur des groupes nationaux anti-Brexit Scientists for EU et Healthier IN.

⁴⁶ Entretien avec Mike Galsworthy, *Scientists for EU*, 27 septembre 2018.

contrario, ils sont beaucoup moins réceptifs aux médias qui ne participent en rien à une diffusion verticale et positive de l'information.⁴⁷

1.4 Motivation

Pour McCarthy et Zald, la mobilisation des ressources met en évidence le soutien fourni par l'aide publique (*societal support*) et l'aspect restrictif d'un mouvement. Cette approche prend en compte les ressources qui doivent être mobilisées, les liens que les mouvements sociaux entretiennent avec d'autres groupes, la nécessité d'un soutien extérieur ainsi que les stratégies mises en place par les gouvernements pour contrôler et intégrer les mouvements.⁴⁸

Qu'est-ce qui a motivé les militants à s'engager dans LfE ? Pour Klandermans la propension d'un individu à participer à un moment repose sur trois conditions : l'individu connaît la possibilité de participation, sa capacité et sa volonté à se servir d'une de ces opportunités.⁴⁹ Convaincre les futurs membres de la possibilité d'atteindre l'objectif est crucial dans la participation.⁵⁰ Il explique que la motivation repose sur la réussite du mouvement. Si les individus impliqués pensent que leur participation contribue à l'objectif à atteindre et qu'une réussite est possible alors ils s'engageront dans le mouvement.

Préserver la motivation au sein des groupes locaux a constitué l'une des principales difficultés de la campagne *Remain*. Les militants les plus engagés se sont heurtés à des sympathisants pour qui le Brexit était une réalité qu'il fallait désormais accepter. Continuer le combat dans un climat politique majoritairement anti-européen a rendu difficile de convaincre les *soft-remainers* de poursuivre leurs efforts au sein des groupes locaux. La plupart d'entre eux ont préféré se retirer de la campagne pour un deuxième référendum pour retourner à leurs occupations personnelles.

Par ailleurs, McCarthy et Zald précisent que les motivations des individus qui défendent une cause ont évolué : les doléances et les privations (subjectives) ne sont plus au cœur des

⁴⁷ Grassroots for Europe, *op. cit.*

⁴⁸ John D. McCarthy et Meyer N. Zald, *art. cit.*

⁴⁹ Bert Klandermans, « Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansion of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, Vol. 49, No. 5, 1984.

⁵⁰ *Ibid.*

mouvements sociaux mais sont plutôt devenues des critères secondaires.⁵¹ Ils ajoutent que celles et ceux qui ont décidé de s'engager dans le mouvement ne défendent pas nécessairement une cause qui les concernent directement et que des acteurs extérieurs au mouvement peuvent contribuer à son succès. Ils prennent pour exemple la mobilisation de Blancs dans le mouvement pour les droits civiques des Noirs Américains aux États-Unis et l'engagement de militants russes et cubains en Angola. Nous retrouvons cet aspect chez les militants anti-Brexit : ce ne sont pas les populations les plus vulnérables qui se sont mobilisées. On a pu remarquer que parmi les membres de LfE et la plupart des groupes interrogés au cours des différentes phases de terrain, les pro-européens qui se sont engagés dans les campagnes locales ne sont pas ceux dont la vie dépend des conséquences du Brexit (perte d'emploi, exclusion du territoire, réduction des droits, discrimination raciale, sexuelle etc.)⁵²

Pour la majorité des militants pro-européens le Brexit a eu peu de conséquences matérielles sur leur quotidien. La sortie du Royaume-Uni ne les a pas contraints à quitter le pays sur le champ. Issus de la classe moyenne, les ressortissants français comme P. (auto-entrepreneuse) ou O. (maître de conférences) n'ont pas rencontré d'obstacles matériels. Tous deux ont pu engager des frais pour la procédure visant à leur permettre de rester légalement au Royaume-Uni. S'ils ont pris la décision de ne pas le faire, c'était pour des raisons personnelles, morales ou encore par refus de prendre la nationalité britannique :

I did my application. I didn't want to initially. There was a big part of me that morally felt it to be wrong and I felt wronged and [...] but I got convinced that it was a better thing to do. [...] A lot was to do with rejection and not wanting to comply with a system that had (*pause, sigh*) [...] that was WRONG, in a way, because everything around the referendum is (*sigh*) MORALLY questionable and also legally questionable, even if the, the various legal attempts that were made were not successful because we went ahead and left the EU.⁵³

S'ils décident de ne pas demander la nationalité britannique, ils auront toutefois la possibilité de retourner vivre en France. En, revanche, pour J., d'origine allemande, l'accession à la nationalité britannique lui a permis de se sentir mieux intégrée dans la vie politique du pays :

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Nous consacrerons une section à la place des « minorités ethniques » (*BAME communities*) au sein du mouvement pro-européen dans la conclusion générale de cette thèse. Par ailleurs, la plupart des régions les plus défavorisées au Royaume-Uni comme la Cornouaille et le pays de Galles, également appelées les circonscriptions du « red wall » (bastions du Parti travailliste), avaient voté pour le Parti conservateur aux élections législatives de décembre 2019.

⁵³ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 10 novembre 2021.

MP:⁵⁴ Had Brexit not happened, would you have applied for British citizenship?

J: I might. I think it always bothered me that I could not vote in the Parliamentary elections. Strangely enough, when I finally got this citizenship I felt more part of it, I felt better. I felt really better.

MP: Relieved?

J: Not only relieved but also, I would like to get involved more in local things. So, I haven't done much but I have felt as if I've had sort of... it's strange this feeling it's, as other people say, it's emotional. It was a big step.⁵⁵

Dans notre entretien du 4 novembre 2021, Brenda Ashton m'informait que R., un des membres de LfE, était rentré en France après le référendum, pour des raisons peu claires :

BA: Some people have left, of course. You know, R. has moved to France, he couldn't in the end, he went, and he left a job he loved at the University of Liverpool and he's gone back to France. And that, I'm sure, that was totally unpredicted, as far as he was concerned [...]

MP: Did he have to leave because of Brexit or [...]?

BA: Well, he got to the point, you know, I think – I mean, I didn't talk to him about it in the end – but I know he felt very strongly about Settled Status. I'm not sure he got it, you know; the deadline was, was, was, approaching [...]

MP: Was it in June?

BA: [...] – July, it was the end of July – and he got a job at the Sorbonne, but kind of an outreach in the Sorbonne and they're off – his wife is French as well – but I know he loved his job at the University of Liverpool, he'd been there for fourteen years. He was in Sciences.⁵⁶

En ce qui concerne l'aspect stratégique, les militants des nouveaux mouvements sociaux ont renoncé à la violence, le chantage ou la négociation forcée pour s'attirer les bonnes grâces des autorités. Désormais, ils se sont tournés vers des tactiques de mobilisation plus réfléchies comme influencer les médias et l'opinion et s'allier avec des élus locaux pour atteindre leurs objectifs de campagne. LfE a mis en place plusieurs stratégies pour agrandir leur groupe notamment avec les stands de rue ou en ligne via la page Facebook. Pour cela LfE a dû faire preuve de rigueur dans l'organisation notamment par le biais d'une communication fluide et

⁵⁴ MP : Marie Perriere.

⁵⁵ Entretien avec J., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2022.

⁵⁶ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

régulière entre les membres afin d'éviter tout désaccord. De plus, LfE a entretenu des liens étroits avec les élus locaux du Parti travailliste comme Alison McGovern (députée travailliste de Wirral South et Ministre de l'emploi au sein du cabinet fantôme), Maria Eagle (députée travailliste Garston & Halewood), Louise Ellman (ancienne députée travailliste de Liverpool Riverside) qui leur ont apporté un soutien au Parlement.

Pour finir, les mouvements sociaux utilisent leur environnement direct. La société met à disposition des infrastructures, ou encore des réseaux préexistants et l'accès aux médias. M. et O. faisaient partie du EM avant de rejoindre LfE et M. a eu une expérience du militantisme. De plus, S. et O. ont régulièrement écrit des lettres au journal local de Liverpool *Echo*,⁵⁷ ce qui leur a permis de tenter d'exercer une influence sur l'opinion et d'acquérir une certaine visibilité parmi le lectorat.⁵⁸

I. 3 Opportunités politiques

Dans leur ouvrage collectif *Comparative Perspectives on Social Movements* McAdam, McCarthy et Zald confirment le lien indéniable entre l'émergence d'un mouvement social et le contexte politique. Les auteurs tentent d'apporter de comparer deux écoles de pensées : du côté américain, les chercheurs ont adopté une perspective historique et se sont concentrés sur les mouvements sociaux de manière isolée et cyclique, tandis que les Européens se sont davantage intéressés à la dimension transnationale. Néanmoins, McAdam, McCarthy et Zald concluent que ces deux approches sont axées sur la même certitude : les mouvements sociaux sont rythmés par les facteurs politiques (opportunités ou contraintes) et s'inscrivent dans un contexte national qui leur est propre.⁵⁹

Leurs travaux se situent dans le même courant d'idées que ceux de Tarrow et Tilly et les auteurs établissent un rapport logique entre la vie politique et celle des mouvements sociaux. Pour McAdam, le concept de structures d'opportunités politiques est utilisé comme une variable clé

⁵⁷ J'ai tenté d'entrer en contact avec le journal afin d'avoir accès aux archives et d'en savoir plus sur les critères de sélections des lettres. Mes courriers électroniques sont restés sans réponse.

⁵⁸ Plus de 20 000 exemplaires se sont vendus entre les mois de juillet et décembre 2021. Abc, « Liverpool Echo », *abc*, Media Audits, <<https://www.abc.org.uk/product/9783>>, consulté le 23 juin 2022.

⁵⁹ Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *op. cit.*, p. 3.

pour en expliquer deux autres : le moment de l'action collective et les résultats qui en découlent.⁶⁰

1.1 Les alliés

Le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE constitue l'élément déclencheur de la mobilisation pro-européenne outre-Manche. De surcroît le manque de soutien politique de la part des partis les plus pro-européens comme les libéraux-démocrates a permis l'émergence d'une mobilisation militante. Or, ces derniers sont restés spectateurs et Fagan et van Kessel confirment que c'est l'absence de lien entre les élus et les militants qui a conduit le mouvement à sa perte : « Had the Liberal Democrats still been a significant force in Parliament and across the country during the referendum and in its aftermath, this may well have enabled the anti-Brexit movement to have gained greater elite-level traction ».⁶¹

Le Brexit appartient est donc un phénomène politique avec des répercussions sociales et économiques. Sans le Brexit la mobilisation pro-européenne n'aurait sans doute jamais vu le jour et le groupe national EM en est le parfait exemple : le groupe, qui existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a vu ses effectifs augmenter considérablement après le référendum comme le confirmait H. dans notre entretien du 29 février 2018.⁶²

Par ailleurs, Tarrow observe que les alliés peuvent jouer un rôle déterminant sur l'impact du mouvement. Ils peuvent le soutenir, le représenter ou encore le protéger.⁶³ En ce qui concerne LfE, la collaboration avec des élus locaux a contribué à la construction du groupe et a son évolution sur la scène militante et comme le confirmait Brenda Ashton le confirmait dans notre premier entretien de juillet 2018.

We have big links with pro-EU MPs who are in the Labour party so after 13 Labour MPs in Merseyside, four of them are strongly pro-EU. We have links with them, we can rely upon them to come to our events and to speak up- and we support them as well so, if they organise something separately.⁶⁴

⁶⁰ Doug McAdam, « Conceptual origins, current problems, future directions » dans *Ibid.*, p. 29.

⁶¹ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 56.

⁶² Entretien avec H., *The European Movement UK*, 29 février 2018.

⁶³ Sidney Tarrow, « State and opportunities: The political structuring of social movements », dans McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *op. cit.*, p. 55.

⁶⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

De toute évidence, le mouvement pro-européen a été rythmé par les soubresauts de la vie politique depuis juin 2016. Pour Tarrow les mouvements sont régis par la situation politique : ils ondulent, se retirent et renaissent.⁶⁵ Or, McAdam nous met en garde contre l'amalgame souvent fait par les chercheurs : tout mouvement social découlerait d'opportunités politiques. Des subtilités sont à prendre en compte pour éviter de faire fausse route. Tarrow converge avec cette analyse et rappelle que le concept d'opportunités politiques tend à devenir un concept « fourre-tout » où des facteurs non-identifiés peuvent être associés. Pour Tarrow, le phénomène de mobilisation dans un mouvement social varie en fonction des opportunités qui s'offrent à l'action collective, du va-et-vient des alliés, des fluctuations dans l'alignement politique et de ce qui divise ou unit les élites.⁶⁶

En effet, d'autres facteurs structurels comme les facteurs environnementaux sont également à prendre en compte. La crise sanitaire a exercé une influence considérable sur le mouvement pro-européen car toute mobilisation physique a dû être stoppée. Depuis 2016 les militants pro-européens ont vu leurs opportunités se réduire considérablement : la défaite des travaillistes aux élections législatives de 2019, la chute de l'organisation nationale pro-européenne PV ou encore la dislocation du parti alternatif Change UK.

Celles et ceux qui sont encore dans la bataille espèrent que le Parti travailliste de Keir Starmer remportera les prochaines élections législatives, prévues au plus tard pour 2024. Dans l'hypothèse où les conservateurs remporteraient ces élections, les chances que le mouvement persiste sont extrêmement minces, ce qui montre que les mouvements sociaux et les opportunités politiques sont deux variables interdépendantes. De surcroît, Keir Starmer ne soutient pas la cause pour rejoindre l'UE (*Rejoin*) ou le suffrage proportionnel (*proportional representation*), deux objectifs chers aux militants pro-européens depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE. Tarrow, pour qui le principe d'opportunités politiques repose sur une série de facteurs qui encouragent ou découragent les militants de recourir à leurs ressources internes pour se mobiliser, souligne que les institutions aussi bien que les conflits ou les alliances peuvent fournir les ressources ou imposer des contraintes extérieures aux mouvements sociaux.⁶⁷

⁶⁵ Sidney Tarrow, *art. cit.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*, p. 54.

1.2 L'action collective

Melucci définit l'action collective comme des conduites conflictuelles (*conflict-based behaviour*) qui se traduisent par un combat entre deux acteurs pour des valeurs sociales. Pour l'auteur, l'action collective, pour être totale, doit être accompagnée d'une remise en question du statu quo et des normes institutionnelles :

I define collective action in the strict sense as the ensemble of the various types of conflict-based behaviour in a social system. A collective action implies the existence of a struggle between two actors for the appropriation and orientation of social values and resources, each of the actors being characterized by a specific solidarity. [...] To be complete, it requires the addition of a second condition, which also specifies the second level of collective action. Collective action also includes all the types of behaviour which transgress the norms that have been institutionalized in social roles, which go beyond the rules of the political system and/or which attack the structure of a society's class relations.⁶⁸

Cependant, les militants ont remis en cause le *statu quo* sans proposer d'alternatives viables. Ils ont eu recours à l'action collective via des modes opératoires prédéfinis propres et modelés par un contexte spatio-temporel qui se transforme sur l'axe du temps et par-delà les frontières géographiques par le processus de diffusion. Gamson reprend le concept de répertoire de Tilly et le définit par un éventail de compétences empruntées à des événements passés et appliquées dans un contexte donné. Pour l'auteur, le savoir-faire (*know-how*) est crucial pour la réussite d'un mouvement. L'amateurisme du mouvement *grassroots* vient corroborer cette condition. Gamson appelle « répertoire » une connaissance et une maîtrise de l'action collective par le biais d'histoires populaires, d'expériences personnelles, de lectures ou bien un mélange de ces choses-là.⁶⁹

Une des pistes d'étude de la présente thèse est de savoir où le mouvement pro-européen puise ses paramètres structurels et organisationnels dans sa campagne contre le Brexit. Pour McAdam et Rucht, les mouvements sociaux s'inspirent les uns des autres. Par mimétisme, ils reproduisent des schémas antérieurs : c'est le phénomène de diffusion. En effet, bien que se battant pour des causes uniques dans des contextes politiques, culturels et sociaux particuliers de manière autonome, les mouvements sociaux puisent leur inspiration dans ce qui a déjà été fait ailleurs.

⁶⁸ Alberto Melucci, « The New Social Movements: A Theoretical Approach », *Social Science Information*, Vol. 19, No.2, 1980, p. 199-226.

⁶⁹ William Gamson, *op. cit.*, p. 87.

Dans leur étude de la nouvelle gauche aux États-Unis et en Allemagne dans les années 1960-1970, McAdam et Rucht parlent de « processus de diffusion » qui fonctionnent sur une dynamique s'articulant autour de quatre éléments : les « transmetteurs » ou « émetteurs » (*transmitter/emitter*), autrement dit ceux qui « inspirent »; les « adoptants » (*adopters*), ceux qui « s'inspirent » ; le produit diffusé (*item*) qui peut être une information, une compétence, un bien matériel etc. ; et enfin les « canaux de communication » comme par exemple les individus eux-mêmes ou encore les médias (*channel of diffusion*).⁷⁰ Cette diffusion se construit à travers deux modèles complémentaires et non distincts : le modèle dit « relationnel » (*relational model*) c'est-à-dire de manière directe, d'individu à individu ou le modèle « non-relationnel » (*nonrelational model*) soit, indirect, comme par exemple à travers les médias. Les auteurs ajoutent un troisième modèle celui du « mimétisme » (*mimetic process*) qui peut se produire en cas d'absence de contact direct.

Tarrow identifie alors quatre paramètres qui favorisent l'action collective : l'accès au pouvoir politique (*the opening up of political access*), les alignements et désalignements politiques (*shifting alignments*), la disponibilité d'alliés influents (*the availability of influential allies*), la présence de clivages au sein des élites politiques (*cleavages within and among elites*). Dans un premier temps Tarrow précise que la propension d'un mouvement social à défier les autorités ne dépend pas de sa proximité avec le pouvoir. En effet, le Parti libéral-démocrate pourtant bien plus près des instances de pouvoir que les militants, s'est fait très discret pendant la campagne référendaire. Pourtant, le positionnement de Tim Farron⁷¹ était bien plus clair que celui des travaillistes qui jouaient sur l'ambiguïté. Notons par ailleurs que lorsqu'ils partageaient le pouvoir avec les conservateurs durant le gouvernement de coalition (2010-2015), les libéraux-démocrates n'ont pu empêcher Cameron de promettre en janvier 2013 l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE si son parti gagnait les élections législatives suivantes.

Dans un second temps, l'instabilité électorale imputable aux divers alignements et désalignements politiques encourage les rebelles à exercer une pression en marge, entraînant ainsi les élites à chercher du soutien en dehors de la sphère politique. Le parti Change UK, issu

⁷⁰ Doug McAdam et Dieter Rucht, « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 528, juillet 1993, pp. 56-74.

⁷¹ Contrairement à ses homologues, Tim Farron n'a participé à aucun débat télévisé durant la campagne référendaire. – Andrew Russel, « The Liberal Democrats: the EU Referendum's invisible party » dans Daniel Jackson, Einar Thorsen et Dominic Wring (ed.), *op. cit.*

des factions des partis travailliste et conservateur, ainsi que la formation Renew ont tenté de rallier la cause pro-européenne. Ces nouvelles formations politiques qui soutenaient la campagne *Remain* ont échoué à créer une base de soutien aux élections européennes de mai 2019 ou encore lors des élections législatives du mois de décembre de la même année, faisant d'eux des partis essentiellement marginaux.⁷²

Dans un troisième temps, l'intervention d'alliés influents peut également contribuer à l'action collective. Les pro-européens et en particulier LfE n'ont pas hésité à solliciter l'aide d'élues locales comme Alison McGovern, Dame Louise Ellman ou encore Maria Eagle afin d'être au plus proche de la sphère parlementaire. Lors des manifestations anti-Brexit, certains députés et personnalités publiques étaient invités à prendre la parole pour montrer leur soutien et encourager les militants à continuer leur combat.

Enfin, dans un quatrième temps, les conflits entre les élites et au sein des partis motivent les groupes sous-représentés à s'engager dans l'action collective. L'instabilité au sein du Parti conservateur suite à la démission de David Cameron a renforcé le Parti travailliste qui, de son côté, a tenté de montrer un front uni, remettant en question la gestion du Brexit par les gouvernements May (2016-2019) et Johnson (2019-2022).

Par ailleurs, pour Tarrow les mouvements sociaux peuvent également créer des opportunités politiques pour les élites:

... protesting groups create political opportunities for groups and elites within the system in a negative sense, when their actions provide the grounds for repression; and in a positive sense, when opportunistic political elites seize the opportunity created by challengers to proclaim themselves as tribunes of the people.⁷³

Nous pouvons inclure dans cette hypothèse le cas de Change UK, parti centriste et transpartisan alternatif constitué de femmes et d'hommes politiques qui souhaitaient proposer un deuxième référendum. Cependant, Change UK n'a pas su établir de liens avec le mouvement pro-européen et s'est dissout en décembre 2019 après moins d'une année d'existence.⁷⁴

⁷² Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 57.

⁷³ Sidney Tarrow, « State and opportunities: The political structuring of social movements », dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *op. cit.*, p. 60.

⁷⁴ Nous développerons ce point dans la section III (La campagne).

I. 4 Les effets de cadrage

Depuis le milieu des années 1980 les sociologues se sont penchés sur la question de la cadre analyse. S'inspirant des recherches du sociologue canadien Goffman,⁷⁵ Benford et Snow classifient l'action collective de manière hiérarchique en trois étapes interdépendantes : le cadre dit de « diagnostic » (*diagnostic frame*) qui identifie le problème auquel se confrontent les militants, le cadre de « pronostic » (*prognostic frame*) qui s'adresse aux solutions et aux méthodes mises en œuvre pour y remédier et pour finir le cadre dit « motivationnel » (*motivational frame*), qui désigne les discours et les arguments consistant à recruter des membres pour une participation et une mobilisation durables. Ce dernier cadre sera davantage développé dans la partie III lorsque nous aborderons les principes d'engagement et de participation au sein du groupe LfE.

Pour Snow les effets de cadrage sont le résultat de l'effort collectif qui consiste à fabriquer une vision du monde qui mérite d'être défendue par le biais de l'action collective.⁷⁶ Jasper et Poulsen définissent le terme « cadre » (*frame*) comme un lot de propositions qui s'ajoute à celui de critiques pour mettre en lumière certains aspects d'une problématique.⁷⁷ De la même manière que les opportunités politiques et la mobilisation des ressources, les effets de cadrage sont devenus une théorie centrale dans l'étude des mouvements sociaux.⁷⁸ Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur l'identification du problème, les solutions apportées ainsi que les motifs motivationnels dans la partie III (II. 2 Membres).

L'ouvrage de Fagan et van Kessel apporte un éclairage sur cette dimension de la campagne *Remain*. Les auteurs analysent rigoureusement les cadres de diagnostic et pronostic afin d'identifier les failles du message de la campagne pro-européenne. Leurs recherches ont révélé d'importantes similitudes avec notre travail de terrain : l'attachement à l'UE par les militants anti-Brexit reste fort mais leur message demeure fragile. De plus, nous rejoignons Fagan et van Kessel sur le fait que la campagne *Remain* (que ce soit *Stronger In* ou bien la mobilisation militante) n'est pas parvenue à susciter une dimension émotionnelle comme a pu le faire *Leave*.

⁷⁵ Nous nous intéresserons aux travaux de Goffman sur l'observation participante.

⁷⁶ Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (ed.), *op. cit.*, p. 6.

⁷⁷ James M. Jasper et Jane D. Poulsen, « Recruiting Strangers and Friends: Moral Shocks and Social Networks in Animal Rights and Anti-Nuclear Protests », *Social Problems*, vol. 42, No. 4, novembre 1995.

⁷⁸ Robert D. Benford et David A. Snow, *art. cit.*

Néanmoins, nous estimons que cet échec est peu surprenant pour quatre raisons : la nature spontanée et amateur de la mobilisation, la faible politisation des militants ainsi que l'absence de soutien politique, et enfin la force du discours eurosceptique présent depuis la fin des années 1980 et largement soutenu par la presse britannique.

1.1 *Les cadres d'injustice*

Pour Gamson, on parle d'injustice (*injustice frames*) lorsque ce qui est considéré comme juste ou moral est bafoué par les instances de pouvoir.⁷⁹ Dans le chapitre sur la cadre analyse, McAdam, McCarthy et Zald font remarquer qu'une population doit au moins manifester un sentiment d'injustice et avoir l'espoir qu'en agissant collectivement elle parviendra à remédier au problème. Dans notre entretien A. me confiait sa détermination à poursuivre en justice ceux qu'il considère comme responsables du Brexit :

I will NEVER EVER rest until those people are brought to justice, apart from anything else. I think it will end in a criminal trial and I won't be satisfied, until people like Boris Johnson are prosecuted for abuse of public office and I feel about that that strongly.⁸⁰

En l'absence de ces deux facteurs, les auteurs estiment qu'il est peu probable que des individus se mobilisent lorsque l'opportunité s'offre à eux.⁸¹ De plus, ils soulignent que les effets de cadrage renforcent la mobilisation par le biais de leurs actions et grâce à une organisation rigoureuse. De ce fait, les militants prennent conscience qu'ils peuvent influencer les institutions de pouvoir.⁸² Alors que les cadres ancrent le mouvement dans un contexte spatio-temporel donné, Snow et Benford remarquent qu'ils ne sont pas des phénomènes statiques mais des processus qui évoluent en congruence avec le mouvement :

Collective action frames are not static, rarefied entities but are continuously being constituted, contested, reproduced, transformed, and/or replaced during the course of social movement activity. Hence, framing is a dynamic, ongoing process. But this process does not occur in a structural or cultural vacuum. Rather, framing processes are affected by a number of events of the socio-cultural context in which they are embedded.⁸³

⁷⁹ William Gamson, *op. cit.*, p. 14.

⁸⁰ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

⁸¹ Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer, N. Zald (ed.), *op. cit.*, p. 5.

⁸² *Ibid.*, p.8.

⁸³ Robert D. Benford et David A. Snow, *art. cit.*

Le sentiment d'injustice est probablement ce qui a poussé les pro-européens à se mobiliser contre le Brexit. Bien que les militants aient identifié le Parti conservateur comme l'ennemi commun, les sections suivantes démontrent qu'ils ne partagent pas nécessairement le même avis quant aux causes qui ont poussé 52 % de l'électorat à voter en faveur du Brexit.

Le principe de citoyenneté mérite une attention particulière. Brändle *et al.* ont cherché à démontrer que les résultats du référendum ont été vécus comme une injustice démocratique par les citoyens européens (aussi appelés Les 48 %). Le vote du Brexit peut être considéré comme un cas de jurisprudence pour la citoyenneté européenne puisqu'il a eu pour conséquence la révocation des droits de résider, étudier, travailler et vivre au Royaume-Uni pour les résidents issus de l'immigration des 27 pays membres.

Brexit refers to a situation in which the justice claims of particular groups are no longer taken into consideration. Either these categories of people are excluded from participation and membership (as in the case of EU citizens living in the United Kingdom) or, although they continue to be full members of the political community, the system of political representation has changed in a way that it no longer provides a framework for their political struggle or excludes the articulation of their concerns (as in the case of the 48%).⁸⁴

En effet, ils contestent l'affirmation que le Brexit représente la volonté du peuple et parlent d'un défaut de représentation politique qui prive les citoyens européens de disposer de droits et d'un système judiciaire juste et démocratique. Les auteurs considèrent que le principe de représentation des minorités ne coïncide pas avec les droits garantis par la démocratie. Il est intéressant de remarquer cependant que les auteurs ne se sont pas entretenus avec the3million, défenseur transnational des droits des citoyens européens et pourtant cité une seule fois dans l'article.

1.2 Cadre de diagnostic

Snow et Benford associent le terme « cadre » à un phénomène méthodique qui présuppose une capacité d'action et de discordance dans l'interprétation d'une réalité.⁸⁵ De plus, les cadres d'action collective se forment en partie au moment où les partisans s'accordent sur le fait qu'une situation jugée de problématique requiert un changement et l'élaboration d'accusations envers

⁸⁴ Verena K. Brändle *et al.*, « Marching for Europe? Enacting European citizenship as justice during Brexit », *Citizenship Studies*, Vol. 22, No. 8, 2018, pp. 810-828.

⁸⁵ *Ibid.*

les coupables. Ils mettent alors en place une série de solutions alternatives et encouragent les autres à agir de concert pour engendrer un changement.⁸⁶

Les militants de LfE et du mouvement pro-européen de manière globale se sont heurtés au problème induit par le vote en faveur du Brexit : sortir de l'UE a engendré de multiples inquiétudes en lien avec le statut de résident des citoyens européens, la vulnérabilité des minorités, le concept d'identité ou encore la survie des entreprises locales. Cependant, il ne faut pas tenir pour acquis le principe de consensus. Snow et Benford soulignent que même si les militants se mettent d'accord sur la source du problème, ils peuvent être en désaccord quant à la nature du problème, ce qui peut générer des tensions au sein du mouvement. En effet, durant les entretiens les réponses divergeaient concernant la problématique centrale : pour certains membres de LfE le problème provenait du système de vote, pour d'autres il s'agissait d'un manque de politisation de la population ; certains, encore membres, dénonçaient le manque de soutien des élus, visant tout particulièrement l'ancien chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn.

Fagan et van Kessel concluent que le message des militants pro-européens reposait essentiellement sur les conséquences qu'une sortie engendrerait. Les individus interrogés dans le cadre de leurs recherches reconnaissent qu'ils ne sont pas parvenus à présenter l'UE de manière positive en mettant en avant le principe d'intégration ou encore les mérites de l'UE en tant qu'organisation.⁸⁷ Ce point est pertinent car parmi les militants avec lesquels j'ai pu m'entretenir, rares étaient ceux qui avaient un tel recul sur la campagne. Seule Brenda Ashton, cheffe de campagne de LfE, soulignait en 2018 la capacité de la campagne *Leave* à conquérir le cœur des électeurs.⁸⁸

1.3 Cadre de pronostic

La réponse des militants pour résister au Brexit s'est manifestée par la création de groupes et associations locales. Il s'agissait notamment de révoquer l'Article 50 enclenché le 29 mars 2017 par Theresa May. Dans sa lettre, l'ancienne Premier ministre a notifié le président du Conseil européen, Donald Tusk, que le Royaume-Uni prenait la décision démocratique de quitter l'UE :

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.* p. 127.

⁸⁸ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

Today, therefore, I am writing to give effect to the democratic decision of the people of the United Kingdom. [...] I hereby notify the European Council of the United Kingdom's intention to withdraw from the European Atomic Energy Community. References in this letter to the European Union should therefore be taken to include a reference to the European Atomic Energy Community.⁸⁹

Dans ces conditions nous estimons que les membres de LfE semblent être parvenus à s'accorder sur les stratégies à mettre en place pour tenter d'arrêter le Brexit. Or, le réseau militant anti-Brexit a présenté un front divisé : les groupes locaux militaient pour un vote sur l'accord (PV) tandis que les organisations nationales privilégiaient l'option d'un deuxième référendum. Cette mésentente, que Fagan et van Kessel corroborent,⁹⁰ a été source de tensions et même de conflits entre les groupes locaux et nationaux. Snow et Benford mettent en garde contre l'incidence de ces dissensions sur les militants.⁹¹ Refusant de se montrer trop europhiles par peur d'aliéner les *soft leavers*, les organisations nationales ont ainsi empêché le bon fonctionnement d'une campagne à deux niveaux. Les auteurs remarquent cependant que malgré les désaccords patents entre les groupes nationaux et locaux, ces derniers se sont toutefois ralliés à PV et ont fait campagne pour un vote sur l'accord.⁹² Ils observent donc un décalage, voire un contraste marqué entre la volonté et la détermination des militants à arrêter le Brexit et le ton modéré et stratégique qu'ils ont adopté durant la campagne et dans leurs interactions avec les habitants de leur ville.⁹³

Par ailleurs, les *grassroots* se sont plaints à maintes reprises du manque de communication avec Millbank : les données récoltées localement par les militants lors des stands de rue étaient ensuite envoyées à PV pour être traitées. Or, les militants n'ont jamais eu de retour, cause de frustration et de colère. Cet aspect dysfonctionnel de la campagne entre PV et les groupes locaux retiendra toute notre attention dans la partie III.

Fagan et van Kessel concluent que les militants pro-européens ont privilégié le statut quo ne proposant ni une vision alternative ou bien des suggestions de réformes. Les auteurs nous rejoignent au moins sur une des raisons pour lesquelles nous pensons que l'échec de la campagne *Remain* était, dans une certaine mesure, prévisible. En effet, dans la précipitation de

⁸⁹ Theresa May, « Prime Minister's letter to Donald Tusk triggering Article 50 » *Gov.UK*, 29 mars 2017, <<https://www.gov.uk/government/publications/prime-ministers-letter-to-donald-tusk-triggering-article-50>>, consulté le 24 juin 2022.

⁹⁰ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.* p. 129.

⁹¹ Robert D. Benford et David A. Snow, *art. cit.*

⁹² Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.* p. 135.

⁹³ *Ibid.*, 138.

se mobiliser, les militants se sont essentiellement concentrés sur la révocation d'une sortie de l'UE, qui semblait être le principal objectif à atteindre. Ils ont ainsi négligé un travail de réflexion sur la façon dont l'EU pourrait être mise en valeur et paraître plus attrayante au sein de l'électorat.

Pour conclure, la campagne menée par les pro-européens a présenté de nombreuses failles et lacunes d'un point de vue organisationnel, structurel mais aussi politique. Fagan et van Kessel estiment que le discours des militants était bien trop similaire à celui de Stronger In et manquait incontestablement d'innovation. L'étude de cas que nous présentons dans la partie III de cette thèse viendra compléter les recherches de Fagan et van Kessel, qui se sont intéressés de près à la mobilisation pro-européenne des groupes locaux. L'analyse de Liverpool for Europe viendra étoffer de manière bien plus précise les observations et remarques faites dans leur ouvrage. Néanmoins, bien que les militants pro-européens aient échoué à construire un discours anti-Brexit suffisamment efficace pour atteindre leur objectif, ils sont toutefois parvenus à créer une forte solidarité au sein des groupes locaux. Nous pouvons ainsi affirmer que la campagne *Remain* mérite d'être vue comme un succès au niveau local et c'est ce que nous développerons dans notre étude de cas.

Le chapitre qui suit met l'accent sur la dimension identitaire de la campagne pro-européenne. Alors que la citoyenneté européenne ne semble pas faire débat auprès des individus des pays membres, l'identité européenne demeure bien plus complexe à s'approprier. Les citoyens de l'UE ne remettent pas en cause les droits dont ils bénéficient, mais il existe une réelle difficulté à s'identifier à l'UE.

II. L'identité européenne

Comme cela a été illustré dans la partie I, le processus d'identification à l'Europe ne s'est pas opéré au Royaume-Uni pour des raisons géographiques, historiques, culturelles, civilisationnelles et institutionnelles. En effet, les partis politiques qui se sont succédé au 10 Downing Street n'ont pas eu pour intention d'influencer l'opinion de manière positive. Par conséquent, le Royaume-Uni figurait parmi les pays les plus eurosceptiques.¹ De plus, comme le précise Usherwood, le système uninominal à un tour engendre une force centrifuge qui contraint les partis politiques à maintenir un esprit de compromis afin de ne pas perturber l'équilibre interne du parti.² Lorsque les militants ont compris qu'ils ne pouvaient pas arrêter le Brexit, ils ont fait pression sur le Parti travailliste de Jeremy Corbyn (puis de Keir Starmer) afin qu'il soutienne le scrutin proportionnel (*proportional representation*). Cet argument souvent utilisé lors des élections européennes, constitue le dernier combat des pro-européens les plus pragmatiques. Les plus idéalistes continuent de militer pour la cause *Rejoin* en vue des prochaines élections législatives prévues pour 2024.

L'identité européenne est propre à chaque individu, d'où la complexité de borner sa définition et par conséquent, la difficulté à la traduire dans un discours politique. Les Européens ne s'identifient pas à l'Europe géographique, c'est-à-dire, qu'ils ne pensent pas en termes de territoire, de citoyenneté ou même d'institutions mais en termes de valeurs, d'idéaux et de concepts comme : l'unité, la tolérance, la paix, le partage etc.³ En effet, lors des entretiens à la question « que signifie pour vous être européen.ne ? »⁴ les dirigeants des groupes locaux mentionnaient souvent des termes comme la liberté, le fait d'avoir le choix, la diversité, la sécurité ou encore plus communément la paix. Certains faisaient également référence au concept de communauté, un sentiment d'appartenance, comme E. de Stockport for Europe le précise dans notre entretien :

¹ Noah Carl, James Dennison et Geoffrey Evans, « European but not European enough », *European Union Politics*, Vol. 20, No. 2, 2019, pp. 282–304.

² Simon Usherwood, « Opposition to the European Union in the UK: The Dilemma of Public Opinion and Party Management », *Government and Opposition*, Vol. 37, No. 2, printemps 2002, pp. 211-230.

³ Dâmaso Malfada *et al. art. cit.*

⁴ Il est nécessaire de distinguer le sentiment d'attachement à une identité européenne et un attachement à l'UE. La question posée aux militants est restée intentionnellement « vague » afin de ne pas davantage la complexifier. Les militants ont éprouvé des difficultés à clairement expliquer ce qu'être européen signifiait pour eux. Par conséquent, j'ai choisi de poser la question de cette manière pour rendre l'entretien le plus fluide et naturel possible puisque spontanément une personne poserait probablement cette question en ayant recours aux mêmes termes.

I just think it's a shared heritage, I mean we're physically on the same continent, I know we've got a little strip of water between us, but we are geographically linked, we do have a shared heritage and shared language roots, and shared culture and I think it's a sense of belonging that's how I feel, a sense of belonging to the UK, I feel a sense of belonging to Europe.⁵

D'un point de vue anthropologique, Anderson définit le terme de nation comme des « communautés imaginées » ou encore des « communautés politiques » donc par essence limitées et souveraines. Ces dernières sont imaginées car il serait impossible pour tous ses membres de se connaître. Pour Anderson ils se sentent néanmoins membres de cet ensemble. La nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde et horizontale. À terme, c'est dans cet esprit fraternel que depuis deux siècles des millions d'individus sont prêts à mourir pour leur nation bien qu'ils aient une connaissance limitée des membres de leur communauté.⁶ Cela renvoie à ce que dit N. du groupe *Islington for Europe*, qui se sent, dans une certaine mesure, proche de ses homologues européens :

I think there's a commonality, even though other people might say, you know, different European nationalities are so different to us, I don't feel they are when I go to France or Germany or Italy. I find common cultural connections and I feel that we are richer through cementing those connections rather than drawing lines between them. I feel that being European is about being open.⁷

Cependant, même si l'Europe est considérée comme une « communauté imaginée », les pro-européens ne forment pas une nation, puisqu'il n'existe guère de *demos* européen : on parlera plutôt de communauté européenne. Anderson rappelle que le terme « nation » reste difficile à définir et fait l'objet de débats dans le monde universitaire.⁸ Pour l'historien, la nation est une notion culturelle fabriquée de toutes pièces par l'Homme et se définit par des valeurs et des croyances qui lient les individus entre eux pour former une communauté. Risse reprend la théorie des « communautés imaginées » d'Anderson et parle d'« identités sociales ». Les identités sociales qui concernent le sexe d'un individu, une nation ou encore une entité transnationale comme l'Union européenne, sont des identités auxquelles un groupe d'individus va s'identifier alors que ces derniers ne se connaissent pas. En d'autres termes, ils imaginent les membres qui partagent la même identité qu'eux. Risse ajoute que même imaginées, ces

⁵ Entretien avec E., *Stockport for Europe*, 6 juillet 2018.

⁶ Benedict Anderson, *Imagined Communities*, revised ed., Verso, London, New York, 2006, p.5-7.

⁷ Entretien avec N., *Islington for Europe*, 9 juillet 2018.

⁸ *Ibid.*, p. 3.

communautés doivent toutefois devenir « réelle » dans l'esprit des individus pour que ces derniers puissent ressentir un sentiment d'attachement et de loyauté. On ne s'identifie qu'à un groupe que l'on considère « vrai », même si l'on ne connaît pas personnellement tous ses membres.⁹

I.1 Identité

Dans l'introduction de cette thèse nous avons abordé la notion d'identité européenne qui, est apparue dans le débat politique dans les années 1970 avec notamment « la déclaration de l'identité européenne » lors du sommet des Neuf à Copenhague en décembre 1973¹⁰ et s'est intensifiée dans les années 1990 avec la fin de la guerre froide. En effet, le projet d'élargissement de la CEE a placé la question identitaire au premier plan. Pour Förnas cela ne fait aucun doute : l'absence d'une forte identité européenne est un obstacle au succès de l'UE.¹¹

1.1 La vision des militants pro-européens.

Pour les *remainers*, l'identité européenne est venue combler ou renforcer le vide laissé par le départ du Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier 2020. Toute la complexité réside dans le fait qu'une personne peut rejeter ou accepter une identité, elle comporte donc une dimension évolutive, changeante car perméable aux phénomènes politiques et sociaux. Melucci remarque effectivement que le terme « identité » pose problème car il suggère une permanence, une constance alors que c'est un état vulnérable aux changements.¹² La majorité des pro-européens qui ont contribué à mes recherches ont admis qu'ils avaient pris pleinement conscience de leur identité européenne au moment des résultats du référendum comme G. du European Movement Milton Keynes (EMMK) pour qui le Brexit a renforcé son identité européenne :

I have these multiple identities, you know, so I'm Liverpudlian, I'm a little bit Welsh, I'm a little bit Irish, I'm North-West English, I'm English, I'm British. I had not previously ever gone to the next level and said I'm also European. [...] but NOW I WOULD. Yeah, now I would

⁹ Thomas Risse, *op. cit.*, p. 52.

¹⁰ Bulletin of the European Communities. « Declaration on European Identity », *Office for official publications of the European Communities*, No 12. Luxembourg, Décembre 1973, p. 118-122, <https://www.cvce.eu/obj/declaration_on_european_identity_copenhagen_14_december_1973-en-02798dc9-9c69-4b7d-b2c9-f03a8db7da32.html>, consulté le 17 juin 2022.

¹¹ Johan Förnas, *Signifying Europe*, Intellect, 2012, p. 76.

¹² Alberto Melucci, *art. cit.*

think of myself as all of those things and actually I probably don't think of myself as English very much. [...] I would still think of myself as British; I definitely feel much more European than I've ever done before.¹³

Le Brexit a aussi provoqué une conscience politique, chez certains comme G. de British in Italy :

Pre-Brexit I really did not give much thought to what the EU providing me and it's kicked off a spark in me which wasn't there before from a political point of view- a huge one! I have never been political, and this has really kicked in something off me, which just wasn't there before.¹⁴

P. du groupe Cheltenham for Europe me confiait en 2018 un sentiment similaire : « I have always been 100% pro-European: working for the European Parliament reinforced this. The threat of Brexit has increased this to 200%. »¹⁵

Nous pouvons alors interpréter la mobilisation comme un phénomène qui a (re) dessiné les contours de l'identité européenne dans la communauté des *remainers*. Les militants pro-européens associent l'UE à un espace de liberté et de diversité sans frontières où langues et cultures interagissent et s'échangent. Pour eux avoir plusieurs identités est une source de richesse.

To be European it means to be one big family, to share values, to have the possibility to travel, to exchange, to study, health care, everything within Europe. To give you an example: my husband is French and I'm Scottish. My eldest daughter is getting married in three weeks' time and her husband to be is half German and together they have a little son. So my grandson today is half French, quarter Scottish and a quarter German, so I think that is Europe.¹⁶

Néanmoins, conscients de ses défauts, les pro-européens acceptent la nature évolutive de l'UE et valorisent la possibilité d'y vivre, travailler, voyager et étudier. E. de Cornwall for Europe insistait sur la dimension progressive de l'UE :

Is it perfect? No, of course not. It is a work in progress. In such a work there is always the possibility of improvement and development. In this respect one more thing that is often forgotten is our responsibility as citizens to be a creative team. In this the EU offers us vast scope for serving throughout Europe and the world, healing wounds and building the kind of

¹³ Entretien avec G., *The European Movement Milton Keynes*, 31 juillet 2019.

¹⁴ Entretien avec G., *British in Italy*, 15 novembre 2017.

¹⁵ Entretien avec P., *Cheltenham for Europe*, 11 juillet 2018.

¹⁶ Entretien avec S. immigrée britannique, Bordeaux, France, 6 juin 2018.

future which may guide and inspire everyone, to create a world more fit for our young people to inherit and live in.¹⁷

De plus, pour certains, la création de l'UE a ajouté une dimension identitaire et émotionnelle qui n'existait pas au moment où le Royaume-Uni avait rejoint la CEE en 1973 :

When we joined the Common Market as it was in 1975, I was old enough to vote. It was my first vote I was 18. I voted IN then. It was far less emotive at the time though. There was a bit of a debate, but it wasn't as emotional at the time. But obviously it was just a trading block that we voted. It was a Common Market that we voted, and it's gradually evolved. But as it's evolved, I mean I've appreciated that. I've liked the idea of the ever-closer union and all the benefits that we have of freedom to travel and freedom of movement and the EHIC card and so on. It's made me feel closer, it's made me feel more European. Now, how do I feel now? I mean yes, I did always feel very European, but it isn't until something is taken away from you that you realise just how much you feel it, so now I feel even stronger because you don't know what you've got is gone, do you? No, certainly. Yes, so I feel it more strongly and what you find now, I mean, never, never before, I would go around waving the European flag before, nothing against it, but it would never occur to me, whereas now we're out there with our flags and our banners and I've got EU posters in my window, everything, I would have never done that before.¹⁸

Enfin au-delà de l'espace de paix qu'elle offre, les militants perçoivent l'UE comme le résultat des liens et connexions créés et entretenus par le peuple européen : « ... the European Union is something that our peoples are building together by common consent. Increasingly it is held together by marriage bonds, cross-border friendship and love, not just economic realities and the fear of conflict ».¹⁹

1.2 L'identité européenne dans le discours européen

Pour la classe politique britannique, l'identité européenne semblait peu compatible avec l'identité nationale. Cependant, les réactions à la suite du vote pour une sortie ont montré que l'identité européenne était bien présente chez une partie de la population : en majorité des Britanniques blancs issus de la classe moyenne âgés d'une cinquantaine d'années ayant eu un

¹⁷ Entretien avec E., *Cornwall for Europe*, 12 juillet 2018.

¹⁸ Entretien avec E., *Stockport for Europe*, 6 juillet 2018.

¹⁹ Entretien avec E., *Cornwall for Europe*, 12 juillet 2018.

lien personnel ou professionnel avec l'Europe se sont mobilisés pour défendre le maintien du Royaume-Uni dans l'UE.²⁰

Usherwood souligne que les groupes qui agissent en dehors des institutions traditionnelles et adoptent une approche permissive ont le pouvoir de faire basculer l'opinion vers plus d'attachement envers l'UE, réduisant ainsi les tensions à l'intérieur des partis. En effet, indifférents aux enjeux électoraux, les groupes pro-européens ont agi dans l'intérêt commun et ont ainsi tenté de proposer une alternative politique sans tensions. Cependant, les militants ne sont pas parvenus à se détacher du *statu quo* et leurs alliés politiques potentiels comme Change UK ont été marginalisés.

Selon Usherwood, la liberté de pouvoir construire un discours sur l'adhésion à l'UE en amorçant les coûts et bénéfices est bien plus percutant que les lignes d'un parti lorsqu'il s'agit de convaincre l'opinion.²¹ Cependant, la campagne *remain* a montré ses failles avec des dissensions de taille entre PV et les groupes locaux, menant ainsi le mouvement à sa perte. Il ne s'agit pas de mouvements sociaux mais de groupes parlementaires indépendants et pro-européens qui, comme le constate Usherwood, contrairement aux formations eurosceptiques, ont échoué à rallier l'opinion à travers un réseau véhiculant une image positive de l'UE.

Risse soutient que l'acceptation de l'identité européenne ne doit pas se faire au détriment de celle de l'identité nationale.²² En effet, le slogan de l'UE : « unis dans la diversité » appelle au mélange et à la superposition des identités dans l'harmonie la plus totale. Il ne sera pas question ici d'engager une discussion exhaustive sur la dualité entre citoyenneté et identité européenne mais plutôt de confronter les différentes interprétations de l'UE par les militants pro-européens avec lesquels j'ai pu m'entretenir entre 2017 et 2019 :²³

²⁰ L'identification à l'Europe était certainement présente chez d'autres parties de la population britannique. Comme nous le verrons plus tard dans la partie III, les populations issues de l'immigration (« BAME » en anglais), pourtant en majorité favorables à un maintien du Royaume-Uni dans l'UE, ont été absentes dans le mouvement de résistance. Nous ne disons pas que l'attachement à l'Europe est un sentiment exclusif réservé aux Britanniques blancs issus de la classe moyenne ayant 50 ans ou plus. Cependant, c'est bien cette partie de la population qui s'est mobilisée pour des raisons que nous développerons également dans la partie III.

²¹ Simon Usherwood, *art. cit.*

²² Thomas Risse, *op. cit.*, p. 71.

²³ L'article de Lehning et celui de Kymlicka et Norman offrent une explication détaillée des problèmes posés par la dualité des notions d'identité et citoyenneté : Percy B. Lehning, « European Citizenship: Towards a European Identity ? », *Law and Philosophy*, Vol. 20, 2001, pp. 239-282 ; Will Kymlicka et Wayne Norman, « Return of the Citizen: A Survey of Recent Work on Citizenship Theory », *Ethics*, vol. 104, no. 2, 1994, pp. 352-81.

Instead of the view that individuals have one basic political identity from which all the others are derivative, we might suppose that individuals can have multiple identities ranging from within the nation, like neighbourhood, town or city and region, to the nation itself, and on to social or political organisations that surpass the borders of the nation-state, like the European Union.²⁴

Lehning insiste sur le fait que l'Europe s'est construite en négligeant le consentement populaire, lequel avait sans doute besoin de plus de temps et de recul pour accepter et épouser l'idée d'une identité européenne induite par le traité de Maastricht.²⁵ De plus, il ajoute que tant que le concept de souveraineté s'inscrit dans une acception territoriale il sera alors problématique de définir et de s'identifier à l'identité européenne dont les contours ne sont aussi nets que celle de l'identité nationale.²⁶

European identity is consistently set up as a rival for European nation-state, for or against: either to be cheered along as a radical post-national alternative, or (more likely) damned in the name of patriotic nationalism and nation-state exceptionalism.²⁷

Favell corrobore la vision de Lehning et affirme que depuis les années 1990 les institutions européennes n'ont eu de cesse de mettre en avant que l'intégration européenne devait se faire de manière culturelle et non économique.²⁸ Construire une mémoire collective autour du souvenir de la Seconde Guerre mondiale a fait partie du discours pro-européen, notamment durant la campagne référendaire de 1975.²⁹

Au Royaume-Uni, le sentiment pro-européen s'est manifesté sous la forme d'une mobilisation militante : que signifie donc être européen pour celles et ceux pour qui le Brexit a été synonyme de deuil identitaire ?

²⁴ Percy B. Lehning, *art. cit.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Adrian Favell, « European identity and european citizenship in three "eurocities": a sociological approach to the European Union », *Politique européenne*, vol. 30, no. 1, 2010, pp. 187-224.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 13.

1.3 La dimension psychologique du Brexit

Le Brexit a rapproché la communauté pro-européenne par le biais de groupes locaux ou encore par les réseaux sociaux qui ont été une manière de faire émerger un sentiment d'appartenance commun comme en témoigne une ressortissante française :

For the first time in my life, I am actively seeking other foreigners to become friends with on social media. I haven't spoken as much French since I was teaching it, over 30 years ago! At least, with them, I feel safer, with like-minded people, who understand my fears and worries because they have the same.³⁰

Lehning déclare que le sentiment d'appartenance s'intensifie par la participation aux débats, tant dans le cercle privé (amis, famille, collègues) que dans le cadre des mouvements sociaux, organisations ou encore forums. Ces structures renforcent le lien de confiance et génèrent un esprit de communauté au sein de laquelle les individus tissent des liens de solidarité.³¹

Néanmoins, Browning souligne que le Brexit a profondément remis en question les notions d'appartenance laissant ainsi place au doute et à l'insécurité. Parmi les individus les plus touchés, certains ne se sentent plus « chez eux », provoquant ainsi de l'anxiété et par conséquent une réelle difficulté à trouver de nouveaux repères identitaires.

In the immediate aftermath of the referendum, Remainers frequently described themselves as 'heartbroken', with Brexit experienced as a death to be mourned and grieved. For British citizens there has been a sense that European aspects of British identity are being stripped away, and where the very idea of Britishness and what it stands for is often understood as undergoing a baffling transformation – often expressed in terms of an outward-oriented multicultural and cosmopolitan nation becoming insular, ignorant and unwelcoming. Remainers often express a sense of increasingly feeling like 'strangers in a strange land' where home is no longer an unquestioned place of security and self-affirmation, but an increasingly problematic construction.³²

L'auteur ajoute que quitter l'UE s'était également traduit par le rejet de l'identité britannique. À la suite des résultats du référendum on a pu observer un rejet de l'identité britannique au

³⁰ Elena Remigi, *op. cit.*, 2017, p. 189.

³¹ Percy B. Lehning, *art. cit.*

³² Christopher Browning, « Existential anxiety: how Leave and Remain became badges of self-identity », *LSE*, 2018, <http://eprints.lse.ac.uk/91628/1/Browning_Existential-anxiety_Author.pdf>, consulté le 16 février 2023.

profit d'un renforcement (ou du moins d'une prise de conscience) de la citoyenneté européenne.³³

Thrust into limbo, EU citizenship is something any of us born after 1991 take for granted. It is not just a symbol of belonging. It is its essence. European integration is founded on people. [...] That sense of shame and betrayal is compounded by a loss of hope that now propels many to despair of Britain and assert their Europeaness.³⁴

Les militants interrogés sur le terrain ont également fait part de leurs sentiments de colère, de honte et de trahison, jusqu'au point de rejeter totalement leur identité britannique. C'est le cas de X. une immigrée britannique qui en 2018 a demandé la nationalité française :

The decision to become a French national means that I wish to be French, not British. So, until I achieve it, I can't consider myself French. I feel European- very definitely and therefore, part of France! But I can't say that I am French yet until I get that wonderful piece of paper. It is very difficult. I mean, talking to other people who've applied they're in the pipeline as well from all over the place. But they say the same thing, it is quite curious. I'd say: "so how do you feel?" and they say: "I feel like a stateless person at the moment, I don't feel British!"³⁵

Par ailleurs, selon Favell l'identité européenne se mesure davantage par les actions et interactions entre les individus (*behaviour*) que par les croyances et les opinions qu'ils véhiculent à propos de l'UE (*attitude*).³⁶ Favell s'est intéressé à la dimension physiologique de l'identité européenne en étudiant l'engagement politique des citoyens européens, un aspect selon lui peu développé en sociologie. Il souligne que la difficulté à s'identifier à l'Europe réside non dans le comportement des citoyens européens mais dans leur capacité à se projeter dans un modèle social. À travers une soixantaine d'entretiens réalisés au début des années 2000 auprès d'une soixantaine d'Européens expatriés dans les villes de Londres, Amsterdam et Bruxelles, Favell conclut qu'il est primordial d'aborder une approche empirique pour expliquer l'identité européenne :

... it is essential to listen to the voices of European citizens; to understand the nuances of their political attitudes [...] We should not forget that the true experts on this subject [political

³³ Elena Remigi, *op. cit.*, 2018, p. 23; 36; 79; 86.

³⁴ *Ibid.* p. 58.

³⁵ Entretien avec X., immigrée britannique, 30 novembre 2018

³⁶ Adrian Favell, *art. cit.*

participation] are the European citizens themselves, whose voices are so rarely heard in political science research.³⁷

En répondant à ce vide sociologique, Favell considère que ceux qui partent (*the movers ; eurostars*)³⁸ sont les individus plus européanisés et il estime que leur degré de participation politique (élections locales et européennes) permet de mesurer leur identité européenne en termes de physiologie sociale. Si l'on se réfère à la théorie de Favell, on peut donc conclure que participer au mouvement de résistance anti-Brexit témoigne d'un attachement et d'une forte identification à l'UE : « Eurostars are thus much more likely to express their political opinions through their activism as consumers, and the kinds of choices they make about their lifestyles and culture in the city. »³⁹

Selon Carl, Dennison et Evans, le Brexit repose essentiellement sur la faible identification des Britanniques à l'UE. Les auteurs rejettent la thèse selon laquelle l'euroscepticisme né à la fin des années 1980 aurait été un obstacle au sentiment pro-européen. L'absence d'un attachement à l'Europe n'est donc pas endogène mais résulte plutôt de la somme de facteurs associés de manière négative à l'UE.⁴⁰ Outre les facteurs mentionnés dans la partie précédente (l'euroscepticisme et la marginalisation des « laissés pour compte » victimes des inégalités socio-économiques induites par les mesures d'austérité), les auteurs insistent sur l'importance de la dimension identitaire dans le vote pour une sortie. Ils corroborent ce qui a été mentionné plus haut dans l'introduction de ce chapitre : l'histoire, la culture et la géographie du Royaume-Uni ont été des facteurs déterminants dans la façon dont les dirigeants politiques ont décidé de présenter l'Europe. En effet, ils établissent un parallèle entre les crises politiques et économiques traversées par l'UE et la montée du sentiment eurosceptique outre-Manche.⁴¹

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Les « eurostars » sont des citoyens européens qui résident et travaillent dans un pays de l'UE dont ils ne sont pas originaires. Même s'ils ne votent pas, ils manifestent un intérêt pour la vie politique de leur nation. Les « eurostars » expriment alors leur citoyenneté européenne plutôt par le rôle qu'ils exercent d'un point de vue relationnel, professionnel et personnel.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Noah Carl, James Dennison et Geoffrey Evans, *art. cit.*

⁴¹ Le retrait de la livre sterling du MCE en 1992 ; la signature des traités de Maastricht (1993) et Lisbonne (2007) visant à davantage d'intégration politique, réduisant la souveraineté nationale ; la crise de la zone euro en 2010 laissant penser que l'échec économique reposait sur la faiblesse du projet européen ; l'arrivée massive de travailleurs issus des pays d'Europe de l'Est et centrale associant de manière négative l'immigration et UE – *Ibid.*

L'intérêt d'aborder l'interprétation de l'identité européenne à travers le travail de terrain repose sur le fait que l'absence manifeste d'enthousiasme au niveau politique a, pour une courte période, envahi le cœur de certains Britanniques. Même si cette revendication de l'identité européenne reste marginale et n'a pas su se refléter dans l'opinion, elle n'en demeure pas moins inédite au Royaume-Uni. Kimlicka et Norman établissent une distinction entre identité libérale et communautaire : les individus développent une identité qui leur est propre ainsi qu'une identité qui s'apparente à un groupe.⁴²

Pour Risse, l'attachement à l'Europe et donc la multiplicité des identités constituent la modernité de notre société actuelle. Les identités peuvent être à la fois multiples, superposées ou en conflit les unes avec les autres mais ne forment pas un ensemble homogène. La somme de notre identité nationale et notre identité européenne ne revient pas à un résultat nul ; l'attachement pour l'une n'a pas d'incidence sur l'autre, ni elle n'augmente ni ne baisse le degré d'allégeance pour chacune.⁴³ Brändle *et al.* insistent sur le caractère privatif du Brexit et l'exclusion d'une identité à plusieurs niveaux. Ils ont également rassemblé des récits qui témoignent d'une perte d'identité et d'une *Britishness* accompagnée d'un sentiment de honte. En privant les Britanniques d'une identité européenne, le Brexit impose aux *remainers* une identité britannique exclusive et singulière.⁴⁴

Cependant, une identité européenne qui prendrait le pas sur l'identité nationale n'existe pas et, comme évoqué précédemment Risse parle plutôt d'« européanisation » des identités nationales. L'européanisation a lieu lorsque l'UE et l'Europe font partie intégrante de la conception du sentiment d'appartenance à la nation. On ne cesse pas d'être allemand, français ou polonais mais on devient Allemand, Français, Polonais et Européen au sein de l'UE.⁴⁵ Au cours de l'année 2018 le groupe de campagne PV avait créé des filiales féministes, LGBTQI, ethniques et jeunes car la Charte des droits fondamentaux assurant la protection des minorités se retrouvait menacée par le Brexit.⁴⁶ Les identités peuvent se superposer et/ou s'entremêler même si Risse nous met en garde en précisant qu'être « unis dans la diversité » n'est pas synonyme d'harmonie entre l'identité européenne et les autres identités nationales : on parle alors d'identités

⁴² Will Kymlicka et Wayne Norman, *art. cit.*

⁴³ Thomas Risse, *op. cit.*, p. 84.

⁴⁴ Verena K. Brändle *et al.*, « Marching for Europe? Enacting European citizenship as justice during Brexit », *Citizenship Studies*, Vol. 22, No. 8, 2018, pp. 810-828.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 81; 93.

⁴⁶ Verena K. Brändle *et al.*, *art. cit.*

« séparées ». G. du EMMK percevait son identité comme multiple : « I've always [...] you know – this thing about, you know, I am a European and the kind of, the multi-identity thing – I've always recognised having multiple identities. »⁴⁷

I.2 Symboles

Le groupe de recherche CVCE précise que « tout groupe social, toute société politique organisée se dote des symboles (ou des signes) nécessaires à son identification, à sa distinction et à sa représentation. [...] le symbole sert d'instrument d'identification, de signe de reconnaissance entre personnes ou entre les membres d'un groupe social. »⁴⁸ Les symboles rendent les concepts imaginaires réels dans l'esprit d'une nation et détiennent des vertus unificatrices :

Avant tout, ils cristallisent l'identité nationale en la rendant tangible; en d'autres termes, ils codifient la nature subjective de la nation. En effet, celle-ci est un concept invisible qu'il est nécessaire de symboliser pour pouvoir la voir, la célébrer, l'aimer. La valeur identitaire du symbole tient précisément au fait qu'il indique aux citoyens ce qui leur appartient et leur donne confiance (*affectio societatis*) dans le signe qui représente la nation. C'est pourquoi l'utilisation des symboles possède un pouvoir unificateur et fédérateur.⁴⁹

1.1 L'Europe, une construction imaginaire

Dans son ouvrage *Signifying Europe*, Förnas parle de l'Europe comme la combinaison de signes et de symboles qui se sont progressivement construits dans l'inconscient collectif. De ce fait, la notion d'identité s'apparente à celle de communauté à la fois culturelle et politique. L'Europe est donc le résultat d'une construction imaginaire et symbolique :

[W]hat Europe means as a political and cultural community—a collective of human subjects who identify themselves as members of this community.⁵⁰

[...]

Collective identities can only be constructed and understood through mediation, that is, via a detour through texts, that is, through symbols.⁵¹

⁴⁷ Entretien avec G., *The European Movement Milton Keynes*, 31 juillet 2019.

⁴⁸ CVCE, « Les symboles de l'Union européenne », *CVCE.UE by UNI.LU*, 7 juillet 2016,

http://www.cvce.eu/obj/les_symboles_de_l_union_europeenne_introduction_fr-d269f4e4-7c96-401e-b25b-aa2f30d837a3.html, consulté le 21 juin 2022.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Johan Fornäs, *op. cit.*, p. 50.

⁵¹ *Ibid.*, p. 59.

Néanmoins, Förnas souligne qu'il n'existe pas de définition universelle à laquelle les Européens peuvent se référer, ce qui corrobore la thèse de Melucci qui rejette la dimension statique de l'identité collective :

Studying the meanings of Europe symbols to see how they identify Europe as a community can therefore never result in a once-and-for-all explanation but is a continuing process where each interpretation can always be challenged by new events and reinterpretations, and where different actors—Europeans as well as outsiders— may construct this collective cultural identity differently.

[...]

There could never be one single identity for Europe, but always multiple and contested identities, developing in overlapping interpretive communities by means of interlacing communicative networks, underpinned by a growing range of digital technologies.⁵²

L'Europe, nous l'avons vu, est une « communauté imaginée » : nous retiendrons la vision de Cohen qui, dans *The Symbolic Construction of Community*, définit le terme de « communauté » comme des individus formant un seul et même groupe ayant des intérêts communs et qui se distinguent des autres de manière significative.⁵³

Les travaux de Risse s'inscrivent dans le même courant d'idées que Cohen et Förnas. Pour l'auteur, les Européens s'identifient par le biais de symboles et de significations, des éléments essentiels qui rendent l'identité réelle dans leur imaginaire car ils créent des frontières et des repères.⁵⁴

Il convient de prendre en considération l'importance des symboles dans la construction identitaire européenne car le sentiment d'appartenir à une communauté peut s'avérer être puissant pour celles et ceux dont l'identité n'est pas rattachée à un État *stricto sensu*. Or, au cours des entretiens, les militants ont tous associé la notion d'identité à des valeurs et non à des symboles. Toutefois, les symboles de l'UE (drapeau européen, monnaie, hymne, couleurs et slogan) ont été repris lors des marches pro-européennes car ils apportent une visibilité et attirent l'attention sur l'existence d'une communauté.

⁵² *Ibid.*, p. 56 ; 60.

⁵³ Anthony P. Cohen, *The Symbolic Construction of Community*, Key Ideas Series Editor: Peter Hamilton, Ellis Horwood Limited, The Open University, Milton Keynes, 1985, p. 12.

⁵⁴ Thomas Risse, *op. cit.*, p. 52

1.2 Valeurs et concepts

Dâmaso *et al.* considèrent que les individus qui se sentent européens associent cette identité à des valeurs et des concepts. Les auteurs précisent ensuite que les identités collectives se construisent sur les relations que les individus entretiennent avec leur communauté, leurs amis, leur famille, un mouvement ou bien une cause.⁵⁵ Cette remarque corrobore le sentiment d'appartenance des militants pro-européens qui se sont ralliés à un groupe local pour défendre l'identité européenne.

Parmi 181 participants, Dâmaso *et al.* observent dans leur étude de juin 2016, que tous ont décrit le concept d'identité non pas en mentionnant les institutions européennes, des lieux, des communautés ou plus simplement des « choses », mais bien des valeurs et des concepts abstraits comme la tolérance, le respect d'autrui, le progrès, la démocratie, l'État de droit, la solidarité etc.⁵⁶

De la même manière, *In Limbo Too*, qui recueille les témoignages d'immigrés britanniques vivant dans l'UE, montre que leur attachement n'est pas intrinsèquement lié au concept d'identité. On ne peut pas affirmer qu'il existe un véritable engagement avec l'identité européenne. Ces Britanniques parlent le plus souvent de leur expérience avec l'UE comme étant le résultat de voyages, de séjours étudiants ou encore d'opportunités professionnelles. Par conséquent, cette exposition à l'UE concerne essentiellement les classes moyennes, également majoritaires dans le mouvement de résistance anti-Brexit.

Ensuite, à l'issue des entretiens, on a pu observer cette même propension à s'identifier à l'Europe et aux valeurs véhiculées par l'Union européenne. À la question : « Que signifie pour vous être Européen ? » (*How would you define being European ?* – annexe 3.2, question 5), tous les militants interrogés (y compris les autres groupes locaux), ont répondu par des valeurs telles que la paix, la liberté, la culture, l'entraide, la démocratie, l'unité etc. (voir annexe 3.9).

⁵⁵ Malfada Dâmaso, *et al. art. cit.*

⁵⁶ *Ibid*

Par ailleurs, Förnäs remarque qu'il ne faut pas négliger le choix du nom d'un groupe ni les symboles qui lui sont associés.⁵⁷ LfE a choisi d'inscrire sur son drapeau le *Liver bird*, symbole de la ville de Liverpool aux couleurs de l'UE. Cet oiseau mythique, entre le cormoran et l'aigle, est érigé au sommet des tours du Royal Liver building. La créature emblématique est placée sur fond bleu à droite avec à sa gauche les étoiles dorées du drapeau de l'UE.⁵⁸ On peut observer que l'oiseau fait partie intégrante du cercle étoilé et au centre il est possible de lire le nom du groupe : Liverpool for Europe (annexe 3.5). Nous reviendrons plus en détail sur le choix du nom et son logo dans la partie III (II.1 Le groupe).

À la suite de ces constatations, parler au nom de l'ensemble des membres et sympathisants de LfE au sujet de l'identité semble être une tâche complexe, voire utopique. Il convient donc de préciser que nous nous sommes entièrement fondés sur les réponses des militants ayant participé à ce travail de recherche. Au total 10 membres permanents et 67 répondants au questionnaire en ligne constitueront notre base de travail.

1.3 La dimension idiosyncratique

Pour les membres de LfE être ou se sentir européen est intrinsèquement lié à leurs expériences personnelles ou professionnelles comme le montre le témoignage de K. de RIFT, qui a étudié les langues vivantes et a pu effectuer plusieurs séjours en Europe :

I have always been pro-European. One of the first elections, if you like, that I took part in when I was young was the first referendum on the [EEC] membership. So, that goes back quite a long time. I was a student of Modern Languages; I spent a lot of time as a student in various bits of Europe. I worked in various bits of Europe as a student; I have always felt European, I don't consider myself British, I don't in fact consider myself French, I don't have the citizenship because I choose not to take it even though I would qualify.⁵⁹

Il en est de même pour N. de Islington for Europe, qui de par ses études et sa vie personnelle a développé un attachement à l'Europe et une identité européenne :

No, I have always been pro-European. I was born in the month that the UK joined the Common Market in 1973. I wasn't brought up in a, you know, in sort of bilingual household or anything

⁵⁷ Johan Förnäs, *op. cit.* p. 76.

⁵⁸ Le drapeau de LfE a été modifié au cours de la campagne. Le groupe a rajouté le drapeau de l'union Jack en arrière-plan.

⁵⁹ Entretien avec K., *Remain in France Together*, 5 février 2018.

of that sort. But I did go on to study European politics at university and for a masters. I worked for the European Commission for a year actually in the UK and I'm now married to a German. I still do not see any barriers between the UK, you know. I know the UK media has always represented or thought, portrayed the UK as a sort of ambivalent partner in the European Union but for me, I've always felt incredibly positive and passionate and unthreatened by it.⁶⁰

Selon le questionnaire en ligne, 98,5 % des membres de LfE se sont toujours sentis européens. Parmi eux 60,6 % ne peuvent pas réellement l'expliquer : ce qu'ils ressentent tandis que pour 59,1 % cette identité provient des voyages qu'ils ont pu effectuer. De plus, 30,3 % des militants se sentent européens car ils partagent leur vie avec des ressortissants européens (famille, amis, collègues) et pour finir pour 21,2 % le sentiment pro-européen est lié à leur profession.

De plus, les réponses proposées à la question : « que signifie l'UE pour vous personnellement ? » se fondent sur les choix de l'Eurobaromètre. Pour une majorité de militants, l'UE est synonyme de paix (68,7 %). 67,2 % des militants estiment qu'être européen est lié au fait de pouvoir voyager, étudier et vivre librement dans les pays de l'UE. 44,8 % jugent que leur pays avait davantage de poids sur la scène internationale en faisant partie de l'UE, que 34,3 % le voient comme une protection sociale. 29,9 % l'associent à la diversité culturelle, 25,4 % à la prospérité économique, 19,4 % au principe de démocratie et pour finir seulement 1,5 % à l'Euro.

Cette dimension variant d'un individu à un autre correspond à ce qu'explique Cohen : les membres d'un même groupe partagent les mêmes symboles mais y associent des interprétations et significations différentes, en fonction de leurs propres expériences.

Symbols, then do more than merely stand for or represent something else. [...] They also allow those who employ them to supply part of their meaning. [...] But their meanings are not shared in the same way. Each is mediated by the idiosyncratic experience of the individual.

[...]

[People] share the symbol, but do not necessarily share its meanings. Community is just such a boundary-expressing symbol. As a symbol, it is held in common by its members; but its meaning varies with its members' unique orientations to it.⁶¹

⁶⁰ Entretien avec N., *Islington for Europe*, 9 juillet 2018.

⁶¹ Anthony P. Cohen, *op. cit.*, p. 14-5.

Être ou se sentir européen est propre à soi et les définitions sont infinies. Pour autant cela n'a pas empêché les *remainers* de s'allier pour combattre le Brexit. Si le Brexit n'a pas renforcé l'identité européenne, alors c'est que cette identité a toujours fait partie de chacun d'eux :

I was pro-European before; this has made me more determinedly pro-European. So, for example, every ten years, we have a census, and I would always put down, you know, of Irish origin or whatever the option was. Now I just put European.⁶²

D'un point de vue stratégique, les militants ont principalement eu recours aux symboles de l'UE afin d'obtenir une visibilité et bien qu'ils aient échoué à transmettre leur message à l'électorat, leur investissement émotionnel a engendré une action collective au sein de leur communauté. Pour Melucci, l'action collective ne peut être réduite à une réaction contre des contraintes sociales et environnementales : il s'agit de symboles et de significations connues des acteurs d'un mouvement.⁶³ On remarque que la forte dimension émotionnelle au sein des groupes comme LfE n'est pas allée au-delà de l'échelle locale, ce qui confirme la complexité de proposer une seule et unique vision de l'identité européenne.

I.3 Identité collective

Cette dernière section montrera que la faible identification des Britanniques à l'UE n'a pas empêché une minorité d'individus de se mobiliser pour un maintien du Royaume-Uni dans l'UE. La notion d'identité est perçue dans le sens d'identité collective, caractéristique intrinsèque aux nouveaux mouvements sociaux selon Neveu. En effet, lors des marches anti-Brexit on pouvait lire sur les banderoles « *We are Europeans* ». Pour Melucci, l'identité collective influence la longévité du mouvement social car l'identité agit comme repère et va définir les critères de qui peut ou ne peut pas rejoindre le mouvement :

Collective identity ensures the continuity and permanence of the movement over time, it establishes the limits of the actor with respect to its social environment. It regulates the membership of individuals, it defines the requisites for joining the 'movement', and the criteria by which its members recognize themselves and are recognized. The content of this identity and its temporal duration vary according to the type of group concerned.⁶⁴

⁶² Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

⁶³ Alberto Melucci, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge Cultural Social Studies, Cambridge University Press, 1996, p.73.

⁶⁴ *Ibid.*

Les militants pro-européens ont tout de même réussi à s'allier et à créer une forte solidarité avec les membres du groupe. Les militants de LfE ont souvent associé le groupe à une famille de substitution, composée d'individus qu'ils ne connaissaient pas avant la création du groupe.

Jasper et Polletta définissent l'identité collective tant comme des communautés imaginées que concrètes. Elles supposent une perception, une construction ainsi que la découverte de liens, intérêts et limites préexistants. C'est un fonctionnement fluide et relationnel (et non figé) qui naît d'interactions avec différents publics (passants, alliés, adversaires, journaux, médias, institutions de pouvoir). L'identité collective diffuse les mots et les actions qui permettent des revendications et des actions mais qui rend les autres illégitimes. Elle fournit des catégories dans lesquelles les individus se répartissent pour donner un sens au monde qui les entoure.⁶⁵

1.1 La faible identification à l'UE

Kantner revient sur la relative faiblesse du concept d'identité collective européenne. L'Eurobaromètre de l'hiver 2021-2022 indiquait que dans les pays membres de l'UE 71 % des citoyens se sentaient citoyens européens. On ne peut ignorer le manque d'identification à l'Europe parmi les États membres, en particulier chez les Britanniques, pour qui la citoyenneté européenne de convaincre l'électorat de voter pour rester dans l'UE en juin 2016. De plus, le rapport n'apporte aucune information sur le fait de se sentir européen et consacre une page sur 52 au thème de la citoyenneté.⁶⁶ En revanche, Kantner concède qu'une forte identité européenne n'est pas indispensable au bon fonctionnement des institutions de l'UE.⁶⁷

L'auteure remarque que bien qu'il soit facile d'identifier les individus détenteurs de la citoyenneté européenne, comptabiliser ceux qui se sentent européen demeure, en revanche, bien plus complexe. Elle préconise une approche empirique en s'adressant directement aux individus concernés.⁶⁸ Pour ce faire, elle divise la notion de communauté en deux groupes distincts sous la dénomination du pronom personnel *nous* : we_1 et we_2 . We_1 correspond à l'humanité dans sa globalité ou au « nous » universel (*universal we*) auquel les citoyens européens appartiennent.

⁶⁵ James M. Jasper et Francesca Polletta, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, Vol. 27, 2001, p.283-305.

⁶⁶ Commission Européenne, Eurobaromètre Standard 96, hiver 2021-2022.

⁶⁷ Cateen Kantner, « Collective Identity as Shared Ethical Self-Understanding. The Case of the Emerging European Identity », *European Journal of Social Theory*, vol. 9, no. 4, 2006, pp. 501-523.

⁶⁸ *Ibid.*

Puis, Kantner associe We_2 aux différentes communautés auxquelles les individus peuvent faire partie.

Kantner adopte une vision pluraliste des communautés et divise la deuxième catégorie We_2 en deux sous-groupes : *commercium* et *communio* et c'est ce dernier qui nous intéressera. Kantner appelle We_2 *communio* un groupe dont le fonctionnement va au-delà de l'interaction et de la coopération. Le groupe agit vers un but commun car les individus qui le constitue partagent les mêmes valeurs.⁶⁹

Cependant, Jasper et Polletta remarquent que l'identité collective n'est pas idéologique et qu'être membre d'un groupe n'implique pas nécessairement que l'on s'identifie aux autres individus, ce qui complexifie davantage son interprétation. Par conséquent, le concept d'identité collective présente des limites tout comme le rôle que jouent les émotions dans sa formation qui demeure complexe à analyser lorsque l'on tente d'expliquer un phénomène de mobilisation. Risse quant à lui, parle d'identité sacrée (*sacred identity*) pour décrire deux groupes rivaux à savoir ici les pro-européens encore appelé le « in-group » et le pro-Brexit, le « out-group » avec la possibilité d'une conversion, stratégie adoptée par les militants ciblant les « *soft leavers*. »⁷⁰

1.2 Action collective et conflits

Selon Flesher Fominaya l'identité collective peut parfois se construire autour de différences et de conflit (même si ces paramètres peuvent être aussi la cause de rupture dans un mouvement social). L'auteure remet en question la théorie de Förnas, Cohen ou encore Risse au sujet de la portée symbolique dans le processus d'identification d'un mouvement social. Les travaux de la sociologue américaine s'inscrivent dans la même veine que ceux de Melucci, pour qui l'identité du groupe est renforcée non pas par les intérêts mais par le conflit. En effet, lorsque les militants entrent dans une phase conflictuelle au sein du groupe, cela consolide le sentiment de solidarité et donne du sens à l'action collective :

Social actors enter a conflict to affirm the identity that their opponent has denied them, to reappropriate something which belongs to them because they are able to recognize it as their

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Thomas Risse, *op. cit.*, p.61

own. During a conflict the internal solidarity of the group reinforces identity and guarantees it. People feel a bond with others not because they share the same interests, but because they need that bond in order to make sense of what they are doing.⁷¹

Pourtant, les dissensions et les désaccords au sein du groupe PV ont conduit la campagne à sa perte. En effet, cela n'a pas consolidé la base de soutien et de nombreux groupes locaux se sont retrouvés privés de toute possibilité de continuer leur combat. Cependant, Melucci et Flesher Fominaya ne semblent pas prendre en compte le contexte socio-politique.

Pour Flesher Fominaya la signification d'un symbole n'est pas fixe car elle est exposée à l'interprétation et est perméable à ce qui l'entoure.⁷² Melucci confirme cette théorie car, selon lui, l'identité collective n'est pas monolithique :

Collective identity in its concrete form depends on how this set of relations is held together: this system is never a definite datum; it is instead a laborious process where unity and equilibrium are reestablished over and over again in reaction to shifts and changes in the elements internal and external to the field. Collective identity therefore patterns itself according to the presence and relative intensity of its dimensions.⁷³

Dans son étude sur les limites de l'identité collective Flesher Fominaya prête une attention particulière aux mouvements sociaux qui opèrent uniquement sur Internet ou qui se sont initialement formés en ligne. Selon elle, l'identité collective est intrinsèque aux individus et se définit également à travers leurs actions :

[I]t [collective action] cannot exist unless individuals hold it within their self-conceptions. But unless it is expressed through action and interaction, it cannot be generated in the first place, nor can it be constructed, maintained or developed over time.⁷⁴

Elle remarque que des individus peuvent faire partie d'un même groupe sans pour autant partager une définition commune du mouvement. En effet, elle étaye l'argument de Melucci qui présuppose que les militants peuvent tout à fait avoir des idéologies, des croyances, des intérêts et des buts qui diffèrent sans que cela ne constitue un obstacle à l'action collective. Selon Flesher Fominaya, bien que les militants partagent un sentiment d'appartenance de par

⁷¹ Alberto Melucci, *op. cit.*, p. 68-86.

⁷² Christina Flesher Fominaya, « Collective Identity in Social Movements: Assessing the Limits of a Theoretical Framework » dans David A. Snow et al., *op. cit.*, pp. 429-445.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

la cause qu'ils ont choisie de défendre ensemble, ils n'ont pas nécessairement conscience du « nous » et donc d'une identité propre au mouvement.⁷⁵ Ceci est particulièrement pertinent chez les partisans les plus fervents du camp *Remain*, comme les conservateurs John Major ou encore Michael Heseltine.

Le chapitre qui suit viendra compléter la théorisation du mouvement pro-européen. Parmi les différentes théories que nous avons choisies d'aborder, les structures de mise en veille de Taylor (*abeyance structures*) sont particulièrement éclairantes dans l'analyse du phénomène de mobilisation. Si l'on se réfère à la thèse défendue par Taylor, le mouvement pro-européen né de la mobilisation post-référendum s'inscrirait dans le phénomène dit de « structure de mise en veille ».⁷⁶ Cette caractéristique des mouvements sociaux postule qu'un mouvement ne s'éteint pas mais alterne entre phases actives et dormantes : « The term “abeyance” depicts a holding process by which movements sustain themselves in nonreceptive political environments and provide continuity from one stage of mobilization to another ».⁷⁷ Synonymes de continuité, les structures de mises en veille ne semblent pas s'appliquer à la nature inédite du mouvement pro-européen.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Florence Johsua, « Abeyance structure » dans Olivier Fillieule *et al*, *op. cit.*, pp. 21-26.

⁷⁷ Verta Taylor, *art. cit.*

III. 1975-2016 ou le vide militant

La résistance au Brexit s'inscrit-elle dans la continuité des mouvements sociaux de la deuxième moitié du XXe siècle ? Cette question a toute sa légitimité puisque lors des entretiens avec les militants du groupe LfE, certains m'avaient informée qu'ils avaient déjà pris part à d'autres mouvements sociaux. Par conséquent, c'est une piste que nous avons prise en considération. McAdam et Rucht soulèvent la problématique d'une ségrégation entre les recherches empiriques des mouvements sociaux et le passé, même si de plus en plus d'études comparatistes ont vu le jour depuis. Pour eux, la recherche s'est davantage préoccupée des problématiques liées à l'émergence et au développement d'un mouvement social plutôt que des liens qui existent entre eux.¹

D'une part, M., T. et A. avaient tous trois participé à la campagne pour le désarmement nucléaire (CND, *Campaign for Nuclear Disarmement*). Michael avait également rejoint celle contre le commerce d'armes (CAAT, *Campaign Against Arms Trade*) et était, tout comme O. membre du EM (*European Movement*). D'autre part, Andrew avait fait campagne sur Twitter et d'autres réseaux sociaux pour le maintien de l'Écosse dans le Royaume-Uni lors du référendum de 2014 (Better Together).² Enfin, après l'échec de la campagne *Remain*, A.G qui militait ardemment pour la protection des animaux, me confiait qu'elle avait décidé de s'y consacrer entièrement.³

Cette partie n'a pas pour ambition de retracer l'historique des rares mouvements ou associations pro-européennes comme le EM qui ont entretenu l'espoir d'une Europe unie au sortir de la Seconde Guerre mondiale.⁴ De surcroît, le sentiment pro-européen⁵ naissant (mais fragile) des

¹ Doug McAdam et Dieter Rucht, *art. cit.*

² Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

³ Les trajectoires des membres de LfE seront détaillées dans la partie III.

⁴ En 1949, d'un point de vue constitutionnel, Loveday définissait le EM comme étant une organisation centrale à laquelle étaient affiliées un nombre d'associations nationales et internationales indépendantes et distinctes. - Alexander Loveday, « The European Movement », *International Organization*, vol. 3, no. 4, 1949, pp. 620–32.

⁵ Par prudence et exactitude lexicale, nous privilégierons les termes *pro-européen* ou bien *europophile* pour parler des attitudes qui manifestent un intérêt positif pour l'Europe que ce soit d'un point de vue politique, social ou identitaire. En effet Giancarlo Luxardo, Arnaud Richard, Agnès Steuckardt nous mettent en garde et affirment que « [p]our se désigner en français comme un partisan de l'Europe, le juste nom reste à trouver. » Dans un premier temps, les auteurs considèrent le terme « pro-européen » comme étant le plus neutre et le plus équivoque. Dans un deuxième temps, précisons que le mot *européaniste* est une variante du terme *européiste*. Le terme *européiste* reste cependant, depuis les années 1990, connoté à droite/extrême droite. Enfin, dans un troisième temps, *europophile* fonctionnerait davantage avec son antonyme *europphobe*, une association qualifiée de « pathologique ». - Giancarlo Luxardo, Arnaud Richard, Agnès Steuckardt, « Européiste dans le discours radical "anti-européiste" », *L'Europe en contre-discours*, 2015, < <https://shs.hal.science/halshs-01831882/document> >, consulté le 17 février 2023. Le dictionnaire du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) propose la définition suivante du terme

années 1930 s'est retrouvé anéanti par la capitulation de la France face à l'Allemagne Nazie et la Seconde Guerre mondiale. Au lieu de les rapprocher, cet évènement a rompu le lien entre le continent et les Britanniques désormais encore plus convaincants que leur destin était différent de celui des continentaux. Sorti victorieux de la guerre, le Royaume-Uni n'a pas su s'identifier au-delà du projet économique avec la création de la CEE en 1957.⁶

Bogdanor affirme que même si une partie de l'élite a été réceptive au mouvement pro-européen, ce dernier n'a jamais séduit l'électorat. L'opinion pouvait parfois être réceptive-à-vis au projet d'unir les pays d'Europe mais elle restait toutefois sceptique lorsqu'il s'agissait d'un quelconque engagement.⁷ C'est uniquement lors du référendum de 1975 qu'un élan populaire relatif s'est mobilisé pour un maintien du Royaume-Uni dans la CEE. Entre 1975 et 2016 il n'y a eu aucune campagne pro-européenne d'envergure politique créant ainsi un vide militant, une observation partagée par Fagan et van Kessel : « With the exception of the 1975 referendum campaign, however, protest politics never centred on the issue of EU politics, certainly not from a pro-European perspective. »⁸

Dans sa réflexion sur le mouvement féministe, Taylor pousse la thèse de Mizruchi (à qui revient la paternité du terme « *abeyance* ») encore plus loin et remet en question le qualificatif « nouveaux » pour caractériser les mouvements sociaux qui ont émergé dans les années 1960 et 1970. Elle rejette cette dénomination et insiste sur la nature sursitaire des mouvements sociaux qui, dans un environnement peu propice à la mobilisation, se mettent « en veille » en attendant que de meilleures opportunités politiques se présentent à eux.

Dans cette section il s'agira de confronter la thèse défendue par Taylor au schéma de mobilisation du mouvement pro-européen proposé par notre étude de cas. Pour cela, nous nous intéresserons à l'analyse menée par Holland et Cable, qui concluent que le principe de structure de mise en veille ne s'applique pas à tous les mouvements sociaux. Avec pour intention de combler un vide théorique, Taylor estime que le concept de structures de mise en veille est un élément essentiel dans l'étude d'un mouvement social. Prenons l'exemple de Tarrow et de ce

européanisme : « Tendance à considérer les choses à l'échelle de l'Europe, à leur donner un caractère européen; plus particulièrement, tendance favorable à l'unification de l'Europe; doctrine correspondante. » - CNRTL <<https://www.cnrtl.fr/definition/européanisme>>.

⁶ Vernon Bogdanor, *art. cit.*

⁷ *Ibid.*

⁸ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 8.

qu'il appelle cycles de mobilisation. Ces derniers ne revêtent pas la dimension de continuité entre les différents cycles du mouvement étudié, comme le démontre Taylor.⁹

I.1 Le cas du mouvement féministe

Dans un premier temps il s'agira d'aborder concept de structure de mise en veille à travers le cas du mouvement féministe. Dans un deuxième temps, l'étude de Holland et Cable du mouvement Solutions to Issues of Concern to Knoxvilleans (SICK) viendra nuancer et réfuter la thèse émise par Taylor. Enfin, dans un troisième temps, nous confronterons les conclusions de chacun afin de voir si les théories peuvent (ou non) s'appliquer au mouvement pro-européen.

1.1 Les cycles de mobilisation : Tarrow

Entre 1965 et 1974 Tarrow s'est interrogé sur les cycles de mobilisation en se fondant sur l'étude empirique des mouvements sociaux en Italie. Les cycles de mobilisation de Tarrow se déclinent en cinq phases : l'intensification du conflit (*heightened conflict*), la diffusion géographique et sociale (*geographic and sectoral diffusion*), l'émergence de nouvelles organisations (*social movement organizations*), nouveaux cadres d'interprétation (*new frames of meaning*) et enfin l'extension du répertoire d'action (*expanding repertoires of contention*). Pour Tarrow ces cycles sont rythmés par des phases ascendantes et descendantes : il explique que les mouvements connaissent un « moment de folie » (*madness moment*), où les acteurs fantasment sur l'influence de leur mouvement. Puis, il identifie une phase culminante, une apogée, où les actions du groupe protestataire se radicalisent et sont les plus percutantes. Enfin, Tarrow évoque le déclin qui peut se traduire soit par une continuité de l'action collective, la création de nouvelles organisations, des objectifs (partiellement) atteints ou encore le désengagement.¹⁰ Tarrow identifie clairement un début et une fin, il n'établit donc pas de continuité entre un mouvement et un autre, comme le défend Taylor.

Taylor corrobore la vision de Mizruchi pour qui la dynamique d'un mouvement est influencée par l'environnement qui l'entoure, aussi appelées opportunités politiques. Cependant, elle

⁹ Sidney Tarrow, *art. cit.*

¹⁰ Notons que selon Fillieule le désengagement se manifeste sous trois formes : « *l'épuisement des rétributions* de l'engagement, de la *perte de sens* idéologique et de la *transformation des relations de sociabilité*. » - Olivier Fillieule, « Le désengagement » dans Olivier Fillieule *et al.*, *op. cit.*, pp. 189.

ajoute qu'un mouvement, même lors de ses phases d'inaction, peut déboucher sur un changement social. Les moments de veille contribuent tout autant à l'affirmation d'un mouvement social et permettent à celui-ci de renforcer sa base de soutien et sa capacité à provoquer des changements sociaux. Lorsqu'un mouvement est en phase inactive, les militants deviennent plus ou moins isolés selon le climat social et politique. Le lien avec les groupes locaux pro-européens est pertinent : depuis la chute de PV, la victoire des conservateurs aux élections législatives de décembre 2019, la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE et les périodes de confinement, les pro-européens ont, en effet, dû se retirer physiquement de la scène militante. Néanmoins, nombreux sont ceux qui sont restés actifs sur les réseaux sociaux, outils qui dans les sociétés modernes, peuvent grandement faciliter la possibilité de perpétuer un objectif lorsque les ressources matérielles deviennent rares ou ne sont pas exploitables.¹¹

Taylor ajoute que ce phénomène de marginalisation ne constitue en rien la fin d'un mouvement social, puisque ce dernier se retrouve absorbé dans des structures « alternatives » qui leur permettent de poursuivre leurs activités militantes malgré l'absence de modalités protestataires. Cette configuration ne semble pas défier le *statu quo* dans le sens où elle ne le conteste pas, elle contribue néanmoins au maintien d'une base militante, qui lorsque les opportunités seront réunies, pourra se manifester à nouveau.

1.2 Les structures de mise en veille et la mobilisation anti-Brexit

Cependant, la mobilisation anti-Brexit ne semble pas en adéquation avec le cadre proposé par Taylor. Selon la sociologue, un mouvement ne se meurt jamais et trouve toujours ses racines dans un mouvement antérieur. Autrement dit, il n'existe pas de naissance ni de mort mais bien une continuité ou ce que Taylor appelle une « structure de veille ». Les moments charnières que les sociologues identifiaient à tort comme des naissances sont en réalité des variations de l'activité et font partie de l'existence d'un mouvement, selon Taylor.

Taylor perçoit le mouvement féministe comme le résultat d'une succession de phases actives et dormantes. Elle appelle une structure de mise en veille lorsque le mouvement reste actif dans un climat politique peu réceptif, permettant ainsi au mouvement de prendre une place sur la

¹¹ Jeroren Van Laer et Peter Van Aelst, « Internet and Social Movement Action Repertoires », *Information, Communication & Society*, Vol. 13, No. 8, décembre 2010, pp. 1146-1171.

scène militante lorsque les opportunités le permettent. Selon Taylor, la continuité d'un mouvement dépend de trois facteurs : les réseaux créés par les militants (*activist networks*), les buts et les stratégies (*goals and tactics*) et enfin l'identité collective (*collective identity*).

Né du mouvement abolitionniste, le mouvement féministe a connu deux vagues : la première née en 1830 et la deuxième au milieu des années 1960. Chaque vague a été rythmée par un moment culminant : 1900-1920 pour la première et 1970-1980 pour la deuxième, puis une phase dite de « veille » entre 1945 et 1960 après le passage du 19^{ème} amendement en 1920 donnant aux femmes américaines le droit de vote. Durant cette période, certaines militantes pro-féministes sont restées actives malgré le manque d'opportunités politiques et mobilisation des ressources. Selon Taylor, un mouvement se met en veille lorsque l'environnement extérieur est peu réceptif et entre dans une phase de déclin lorsque les opportunités politiques sont absentes.

Taylor décline la structure de mise en veille en cinq aspects. Tout d'abord la temporalité (*temporality*) qui correspond au temps qu'un mouvement parvient à maintenir ses membres par le biais d'autres groupes et associations. Puis, l'engagement intentionnel (*purposive commitment*) signifie que les militants se mobilisent indépendamment des gains convoités. Lorsque le mouvement n'a pas atteint ses objectifs, certains individus ont la volonté de continuer le combat malgré l'impopularité de la cause qu'ils défendent. Cela empêche que le mouvement tombe dans l'oubli. Ensuite, un mouvement exclusif aura de meilleures chances de perdurer dans le temps qu'un mouvement inclusif. En effet, le caractère fermé d'un mouvement (*exclusiveness*) crée une certaine homogénéité et renforce l'engagement. La centralisation des pouvoirs (*centralisation*) peut s'avérer positif en l'absence d'opportunités. Pour finir, ce que Taylor appelle la culture (*culture*) s'apparente aux émotions, aux croyances et aux actions perpétuées par le mouvement. Pour résumer, un mouvement est efficace en période de veille lorsqu'il est parvenu à atteindre un niveau de centralisation, d'engagement et d'exclusivité suffisamment importants, ainsi qu'une forte identité portée par des émotions fortes et perpétrées par des militants compétents ayant de l'expérience. Si tous ces facteurs sont réunis alors le mouvement pourra, lorsque les circonstances le permettront, se mobiliser et créer l'impact désiré.

Néanmoins, Taylor remarque que le mouvement féministe n'a pas connu le succès attendu au moment de sa mobilisation dans au milieu des années 1960. Cela peut nous laisser penser que

le combat des militants pro-européens pourrait porter ses fruits plus tard et que même si le mouvement de résistance semble s'être retiré de la scène militante, ce dernier pourrait resurgir et avoir un impact plus déterminant lorsque les opportunités politiques le permettront.

I. 2 Limites

Dans un premier temps, l'étude du groupe SICK par Holland et Cable semble remettre en question la théorie de Taylor.¹² Leur analyse démontre que le principe de structure de mise en veille ne s'applique pas à toutes les organisations et qu'elle répond à des mouvements de petite ampleur peu impactés par le climat politique. Les auteurs dont la réflexion gravite autour de la phase dite de « maintenance » (*maintenance*), remarquent que les sociologues ont accordé une grande importance aux cycles d'émergence et de disparition, créant ainsi un vide théorique. Pendant 18 années, le mouvement SICK a connu deux cycles de mise en veille et de résurgence : un premier entre 1987 et 1991, puis un deuxième allant de 1992 à 1999. Holland et Cable remarquent alors que les structures de mise en veille diffèrent d'un cycle à l'autre.

Dans un deuxième temps, les recherches menées par Zihnioğlu¹³ sur le mouvement né des manifestations pour la préservation du parc Taksim Gezi en Turquie montrent également les limites des structures de veille de Taylor.¹⁴ En effet, une myriade de groupes protestataires s'est formée à la suite d'un *sit-in* organisé par une cinquantaine de militants écologistes pour empêcher la construction d'un complexe immobilier à la place du parc Taksim Gezi. À travers l'étude des groupes Northern Forests Defence, Istanbul City Defences et Vote and Beyond, Zihnioğlu s'intéresse à ce qu'elle appelle le « capital militant » (*activist capital*). Elle élargit son champ d'étude avec le Parti Gezi ainsi que le United June Movement, qui illustrent l'échec de s'inscrire dans le paysage politique turc et par conséquent, de survivre pendant les périodes défavorables à toute forme de protestation. Dans une Turquie répressive l'auteure observe que malgré un régime politique particulièrement hostile aux modes protestataires, les militants écologistes se sont mobilisés à nouveau lorsque les opportunités politiques ont refait surface.

¹² Laurel L. Holland et Sherry Cable, « Reconceptualizing Social Movement Abeyance: The Role of Internal Processes and Culture in Cycles of Movement Abeyance and Resurgence », *Sociological Focus*, Vol. 35, No. 3, pp. 297-314

¹³ Özge Zihnioğlu est une sociologue turque dont les recherches portent principalement sur le militantisme et la société civile. Elle s'intéresse tout particulièrement aux relations entre la Turquie et l'UE et travaille depuis 2019 l'université de Liverpool dans le département des sciences politiques.

¹⁴ Özge Zihnioğlu, « Strategizing post-protest activism in abeyance: retaining activist capital under political constraint », *Social Movement Studies*, Vol. 22, No. 1, 2023, pp. 122-137.

1.1 *Le cas de SICK*

La phase de déclin du mouvement ne s'apparente pas aux facteurs extérieurs mais à ceux venant de l'intérieur : peu d'adhérents, peu d'évènements de campagne, démissions de militants aux postes clés et un faible budget.¹⁵ Contrairement à SICK, le mouvement *Remain* dépendait fortement du contexte politique.

The political climate at the national level was not salient to SICICs activities. In fact, external factors have varied considerably over SICK's history, independently of SICK's cycles of abeyance and resurgence.¹⁶

Leurs travaux nous intéressent tout particulièrement car le mouvement pro-européen né après le référendum de juin 2016 ne semble pas présenter d'antécédents de la sorte. Holland et Cable soulignent que les structures de mise en veille se sont appliquées à des mouvements de grande envergure. Or, les auteures cherchent à savoir si les mouvements sociaux qui se manifestent principalement au niveau local se mettent aussi en veille.

Selon Holland et Cable la mobilisation des ressources ou encore les opportunités politiques ne peuvent être les seuls facteurs pouvant expliquer la naissance et le déclin d'un mouvement social. Les sociologues américaines accordent une attention particulière aux mouvements sociaux qui refusent d'abandonner leur combat lorsque tout semble perdu. Les groupes pro-européens sont restés mobilisés et ont perpétué leur bataille contre le Brexit après que Theresa May a enclenché l'Article 50 et que le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'UE. Cependant, l'attachement à l'UE se limite à celles et ceux principalement issus de la classe moyenne et reste toutefois minoritaire chez ces derniers. En effet, ce sont les électeurs appartenant à cette même classe sociale qui ont constitué une grande partie du vote *Leave*.

1.2 *Le cas du parc Taksim Gezi*

Zihnioglu se penche sur la continuité du mouvement protestataire en Turquie et analyse les stratégies qui ont permis aux groupes de résistance de rester actifs au sein d'un espace civique

¹⁵ Laurel L. Holland et Sherry Cable, *art. cit.*

¹⁶ *Ibid.*

restreint par le gouvernement islamiste du Parti de la justice et du développement (AK Parti ou AKP). L'auteure observe deux approches différentes pour perpétuer l'activité militante et ainsi surmonter la peur des représailles de la part du gouvernement : certains groupes ont construit une communauté militante et d'autres ont préféré organiser des événements à plus petite échelle.

L'environnement et le climat inhospitaliers du régime politique turc particulièrement répressif a rendu difficile le maintien du mouvement protestataire. Zihnioğlu remarque néanmoins que certains groupes se sont adaptés et sont parvenus à lutter contre la répression. Elle identifie quatre modes opératoires durant les phases de veille, leur permettant ainsi de se mobiliser à nouveau en 2017 et en 2019. Istanbul City Defences a choisi de faire profil bas et a attendu que les opportunités se présentent pour refaire surface sur la scène militante. Les groupes ont opéré à travers un réseau secret, principalement par le biais de plateformes de messagerie. Les militants continuaient alors de partager des informations et d'alimenter les campagnes en ligne. Bien que le cas de LfE s'inscrive dans un contexte politique différent, les membres du groupe LfE ont eu recours au même mode opératoire durant la crise de la Covid. Certes les militants n'étaient pas exposés aux mêmes risques et n'ont pas dû faire face, comme les militants turcs, à un gouvernement arbitraire, mais toute manifestation ou rassemblement était prohibé durant les périodes de confinement.¹⁷ Les pages Facebook (ouverte et fermée) du groupe ainsi que le groupe de discussion WhatsApp ont été des outils facilitant la lutte contre la désinformation et se sont également avérés être des moyens efficaces pour garder les membres motivés et engagés dans la cause anti-Brexit.

Les militants du groupe Northern Forests Defence ont montré leur capacité à défier le gouvernement en organisant des manifestations de plus petites envergure pour lutter contre les projets jugés néfastes pour l'environnement. Puis, certains groupes ont maintenu leur réseau en collaborant avec d'autres acteurs locaux avec la mise en place d'alliances. Ce faisant, ces militants sont parvenus à créer une force de résistance collective qui, isolés les uns des autres, les aurait probablement conduits à l'extinction. Pour finir, Zihnioğlu observe les groupes qui ont élargi leur communauté en organisant des événements où les militants peuvent partager un moment convivial ce qui contribue à renforcer les liens de solidarité. Ils créent ce que l'auteure

¹⁷ Les phases de confinement au niveau national se sont déroulées sur trois périodes : de mars à juin 2020, puis en novembre 2020, et enfin entre janvier à mars 2021. – UK Parliament, « Coronavirus: A history of English lockdown laws », *House of Commons Library*, 22 décembre 2021, <<https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-9068/>>, consulté le 6 février 2023.

appelle un « capital militant » au moment où leur mouvement est le moins visible et le plus muselé. Ces événements leur permettent également d'agrandir leur base de soutien en recrutant de manière indirecte des participants.

There are two reasons why building activist capital through community organizing and social gatherings during abeyance matter in the post-Gezi environment. Firstly, community events are a good way to sustain the links with active participants as well as loose supporters and in doing so retain the group. [...] ... activist groups remind their supporters of their cause and this reinforces their existing activist capital. Besides, such gatherings prolong people's engagement with the group and remain in contact who might otherwise break away. In doing so, these gatherings have an indirect effect on their capacity to resist as bringing people with similar concerns serve as a source of motivation for the activists. They see that they are not alone in their fight at a time when their activities are not visible.¹⁸

Durant la pandémie survenue à l'hiver 2020, les membres de LfE avaient organisé des marches collectives hors du champ militant. Ces moments passés ensemble pourraient s'apparenter à ce que Taylor appelle une période de veille. LfE a pu donc rester uni et ses membres soudés, un véritable défi lorsque les opportunités politiques ne sont pas favorables. En effet, LfE a su maintenir certaine cohésion en ré-évaluant ses objectifs de campagne et en s'adaptant à la réalité sociale et économique : il s'agissait alors de dénoncer la politique du gouvernement Johnson sur la gestion de la crise sanitaire. Une fois encore, cela montre la diversité des répertoires d'action du mouvement pro-européen et la capacité d'adaptabilité des militants. Nous rejoignons la théorie défendue par Pinckney et Rivers selon laquelle la pandémie a asphyxié l'élan pro-européen (déjà bien affaibli par la démission de PV et l'élection de Boris Johnson au poste de Premier ministre). Le passage d'une mobilisation de terrain à une mobilisation en ligne (*online activism*) pourrait avoir mis en péril la possibilité de rejoindre l'UE (*Rejoin*).¹⁹

Pour finir, le Parti Gezi et le United June Movement ont échoué à intégrer la sphère politique. Les militants établissaient un lien négatif entre la politique et l'activité militante. Pour eux, intégrer un parti politique allait à l'encontre de la cause qu'ils défendaient. Lutter pour rétablir un équilibre politique n'était alors pas compatible avec adhérer à un parti. Les membres de Northern Forests Defence ont jugé essentiel de préserver leur identité militante et de ne pas l'affaiblir avec une collaboration politique. De surcroît, le Parti Gezi, faute de financement,

¹⁸ Özge Zihnioğlu, *art. cit.*

¹⁹ Jonathan Pinckney et Miranda Rivers, « Sickness or Silence », *Journal of International Affairs*, printemps/été 2020, Vol. 73, No. 2, pp. 23-42.

n'est pas parvenu à être éligible pour les prochaines élections et n'a pas su répondre aux demandes des militants. Le parti s'est alors dissout en 2017.

I.3 Le cas du mouvement pro-européen

La mobilisation anti-Brexit ne semble pas être dans la continuité du mouvement pro-européen qui s'était manifesté durant les campagnes d'adhésion des années 1960 ou encore lors du premier référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à la CEE en 1975. Fagan et van Kessel confirment que l'émergence d'une mobilisation purement militante en faveur de l'UE n'est apparue qu'après le vote du 23 juin 2016.²⁰ Comme nous avons pu le voir la campagne *Remain* était majoritairement une initiative essentiellement dirigée par l'élite, laissant ainsi de côté les groupes locaux. Nous aurons l'opportunité de continuer cette discussion dans la partie III lorsque nous nous intéresserons à la dynamique micro/méso/macro de la mobilisation anti-Brexit.

Nous pouvons supposer que l'absence d'initiatives militantes entre 1975 et 2016 pourrait reposer sur la victoire écrasante du premier référendum. En effet, pour Harold Wilson, le référendum mettait fin à 14 années de désaccords²¹ alors qu'en réalité la campagne référendaire n'avait fait que suspendre ces désaccords, privant ainsi BIE de sa raison d'être. Lorsque 67,2 % de l'électorat britannique a voté pour rester dans la CEE cela a laissé une impression de consensus au sein de l'opinion ainsi qu'à Westminster. Néanmoins, ni les Britanniques ni la majorité des élus ne sont parvenus à réellement accepter le projet européen qui tendait vers plus d'intégration. Les résultats du référendum auraient hypothétiquement conforté les plus europhiles à l'idée que les Britanniques soutenaient l'Europe et marqueraient le début du combat des plus eurosceptiques notamment ceux issus de la gauche du Parti travailliste.²²

²⁰ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 8.

²¹ Hansard, *Parliamentary Debates*, 09 June 1975 vol 893 cc37.

²² Robert Saunders, *op. cit.*, p. 371-2.

1.1 Les débuts du EM

Créé en 1948 et présidé pour la première fois par le gendre de Churchill, Duncan Sandys,²³ le EM avait une mission qu'il qualifiait de politique qui se traduisait par rallier l'opinion et les gouvernements derrière le projet européen.

It was felt that governments... needed to be encouraged, stimulated and upheld by the clearly express will of their peoples and parliaments. To inform and lead public opinion; to promote a sense of Europeanism and a common loyalty to Europe; ... to mobilize public opinion behind the policy of unity... was the mission which the independent movements set themselves to perform.²⁴

En 1949 Loveday décrivait le EM comme un mouvement politique : son objectif était d'influencer l'opinion et les politiques gouvernementales des futurs pays membres. Il souligne que parmi les différentes activités du EM (politiques, économiques, sociales et culturelles), le rôle du EM restait essentiellement politique. Le EM œuvrait principalement pour la protection des droits et libertés fondamentales des peuples européens.

... to view the Movement as designed to propagate an economic doctrine is to misunderstand it. Primarily it is a movement to preserve the political existence of free Europe. To that end an appeal is made to all the reserves of forces that Europe possesses, political, cultural, and economic.²⁵

Loveday remarque dès 1949 qu'avant que le sentiment pro-européen ne se développe, il allait devoir se heurter à la façon dont les pays européens percevaient le projet d'union. Chaque pays semblait avoir sa propre vision et Loveday insistait déjà sur la réticence manifeste du peuple britannique à adhérer au projet d'union autre que celui du Commonwealth et plus particulièrement à l'adoption d'une constitution écrite.

To many British minds the thought of a written constitution is alien and repugnant. They are accustomed to consider tradition a sufficient, and indeed superior, substitute for constitutional safeguards at home; in the commonwealth they are accustomed to a system which is designed to maintain existing relationships and not to create new links. That it should be necessary to create or even to strengthen those links by some rigid institutional mechanism would seem to imply a fundamental weakness, which alone gives grounds for anxiety.²⁶

²³ En 2016 sa fille, Laura Sandys, a dirigé le European Movement UK.

²⁴ Cité dans Alexander Loveday, *art. cit.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

Pour Fagan et van Kessel il est indéniable que l'influence EM s'est strictement limitée à la sphère sociale et culturelle.²⁷ Ces derniers parlent d'un « club de vin et de fromage » qui s'est politisé durant la campagne référendaire de 2016, faisant ainsi écho à notre entretien avec H. du EM :

... it hasn't really been such a campaigning organisation before the Referendum so there were sort of cheese & wine clubs. [...] It's always been a political movement, I think, it's a cross-party independent movement, but... certainly at the moment it is highly political because Brexit is such a big issue. But we're not partisan, we're cross-party. I mean yes you can say it's become a bit more political I suppose since that we're campaigning at the moment about this big issue.²⁸

Par conséquent, non seulement la mobilisation anti-Brexit a émergé dans un environnement peu propice à la mobilisation mais a dû également créer sa propre base militante.

1.2 Formation de la mobilisation anti-Brexit

Il est pertinent ici de remarquer que les militants n'ont pas rejoint les rangs des partis pro-européens comme Change UK ou Renew nés en 2019. Cependant, les anti-Brexit cherchaient activement à s'immiscer dans la sphère parlementaire par le biais de leurs élus locaux. Le cas de la mobilisation pro-européenne au Royaume-Uni révèle des militants pragmatiques et stratégiques. Leur choix s'explique par le fait que Change UK ou encore Renew ont échoué à se présenter comme des alternatives crédibles et le système uninominal à un tour rend difficile aux partis-tiers la possibilité de voir ses membres élus aux élections. Par conséquent, les pro-européens ont préféré se rapprocher du Parti travailliste et faire pression sur ses élus ainsi que son dirigeant Keir Starmer pour que ce dernier soutienne la réforme du système électoral et la cause *Rejoin* en vue des prochaines élections législatives prévues pour 2024.

Les origines de la formation de la campagne *Remain* diffèrent de celles des campagnes pro-européennes précédentes qui étaient dirigées seulement par l'élite politique²⁹ et reposaient essentiellement sur l'argument économique, d'où le soutien quasi-unanime de la Confederation of British Industry (CBI).³⁰ En 1961-63 tout comme en 1967 lors des deux demandes

²⁷ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*, p. 61.

²⁸ Entretien avec H., *The European Movement UK*, 29 février 2018.

²⁹ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.* p. 96.

³⁰ *Ibid.*, p. 83

d'adhésion, ou encore lors du référendum de 1975, ceux en faveur de la CEE avaient construit leur discours autour des avantages économiques que représentait l'Europe des Six.³¹ Or, dans les années 1970 les arguments économiques résonnaient davantage dans l'esprit des Britanniques qui, pour la plupart, se souvenaient encore du rationnement de la guerre et de l'immédiat après-guerre. En 2016, l'électorat de l'UE est resté indifférent face aux avertissements à propos des conséquences d'une sortie sur le Fond monétaire international (FMI) ou encore sur l'économie nationale, plus généralement.³²

Dans les années 1970 le projet fédérateur du EM effrayait le monde politique, y compris les plus europhiles. Par conséquent, le EM fut dans l'obligation d'atténuer son discours sur l'Europe et dut construire une campagne référendaire fondée sur des arguments pragmatiques et économiques comme l'on pouvait lire sur plus de 6 millions et demi de tracts : « Out of Europe – Out of work ». ³³ En effet, durant la campagne référendaire de 1975, les pro-Marché commun (*pro-Marketeters*) avaient adopté un discours sur la base de trois arguments : le marché de l'emploi, les avantages économiques pour les entreprises et la garantie d'un avenir pour les futures générations :

There were also three main posters prepared for the hoardings with the themes Jobs for the Boys (happy children with good employment prospects), Say Yes to the Future (a√ over happy children), and Stay in Business, Stay in Europe.³⁴

On pouvait également lire dans la brochure pour rester dans la CEE :

The aims of the Common Market are: To bring together the peoples of Europe. To raise living standards and improve working conditions. To promote growth and boost world trade. To help the poorer regions of Europe and the rest of the world. To help maintain peace and freedom.³⁵

Saunders souligne que la campagne référendaire de 1975 était essentiellement ancrée dans son temps. En d'autres termes, le discours europhile de BIE n'a pas su se renouveler face aux changements politiques et sociaux de la fin du XXe siècle. Que ce soit la menace soviétique, la montée des partis extrémistes ou encore l'inflation, les arguments en faveur de l'Europe

³¹ *Ibid.*, p. 68.

³² Robert Saunders, *op. cit.*, p. 379.

³³ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 69.

³⁴ *Ibid.*, p. 92.

³⁵ *Ibid.*, p. 296.

restaient les mêmes dans les années 1990 alors que le contexte était bien différent. En effet, la nouvelle génération politique n'avait pas connu la guerre, le rationnement ou la guerre froide.³⁶

En conclusion, ce chapitre démontre que le mouvement pro-européen serait né au lendemain du référendum, infirmant ainsi la thèse défendue par Taylor. En effet, les liens avec les campagnes précédentes ne semblent pas exister : les arguments défendus dans les années 1960-1970 reposaient essentiellement sur les avantages économiques offerts par la CEE. Les militants ont exprimé un attachement sentimental à l'Europe, caractéristique inédite dans le discours pro-européen outre-Manche. Néanmoins, la mobilisation, qui a connu un moment fort au cours des années 2018 et 2019, s'est éclipsée de la scène militante depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE. Le mouvement pro-européen pourrait donc être dans une phase de veille et continuer d'exister notamment sur les réseaux sociaux et les plateformes de messagerie.

³⁶ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 375.

Conclusion

Le mouvement pro-européen est le résultat d'un phénomène inédit et spontané qui a été essentiellement porté par une base militante novice, ce qui constitue une des causes principales de sa difficulté à atteindre son objectif.

Les structures de mobilisation, les opportunités politiques ainsi que les effets de cadrage ont permis d'évaluer l'organisation, la structure et le message de campagne. Les militants étaient si absorbés par la nécessité de renverser les résultats du référendum qu'ils en ont négligé l'importance de fournir une vision alternative visant à promouvoir la place du Royaume-Uni dans l'UE. En effet, Fagan et van Kessel ont montré à plusieurs reprises l'erreur commise par les pro-européens de ne pas avoir réussi à se détacher du *statu quo* inscrivant ainsi la campagne *Remain* dans la continuité de *Stronger In*. Dans son analyse de la NRC de 1975, Saunders expose les facteurs qui ont mené la NRC à perdre la bataille pour sortir de la CEE. Sans entrer dans les théories des mouvements sociaux, il souligne que la mobilisation des ressources incarnait la principale raison de son échec. En effet, sans le soutien politique de la part du Parti travailliste et avec un budget largement inférieur à celui de BIE, la NRC a vu son objectif anéanti.¹

L'échec de la mobilisation anti-Brexit au niveau national mérite d'être nuancé au niveau local. Les groupes locaux pro-européens ont été asphyxiés par la dynamique de « haut en bas » imposée par PV. En effet, la centralisation au niveau national à partir de 2018 a montré son incapacité à fédérer les groupes locaux autour d'un message clair faisant preuve d'un consensus. Lorsque certains militaient pour la révocation de l'Article 50 d'autres demandaient un Brexit doux (*soft Brexit*). Les tensions sous-jacentes au niveau national au sein de PV ainsi que le manque d'assurance des militants pro-européens à affirmer leurs convictions ont inévitablement conduit la campagne *Remain* à sa perte.

Les militants pro-européens sont toutefois parvenus à créer un espace identitaire et solidaire. En mettant en avant l'identité européenne et l'importance de faire partie de l'UE, les militants ont réussi à mobiliser des individus qui partageaient des revendications similaires et pourtant avaient leur propre vision de l'Europe. Considérés comme un refuge pour ceux dont l'issue du

¹ Robert Saunders, *op. cit.*, p.141.

vote a été vécue comme un « choc émotionnel », les groupes locaux incarnent, dans une certaine mesure, une réussite. Néanmoins, les populations les plus vulnérables comme les « minorités ethniques » semblent avoir été absentes du mouvement pro-européen.

Avant le référendum du 23 juin 2016, aucun réseau militant pro-européens n'existait. Stronger In était bien trop centralisé et n'avait pas pour intention de capitaliser sur une base militante. Seule la campagne du référendum de 1975 pourrait servir d'élément de comparaison, mais les organisations comme le EM ne sont pas parvenues à maintenir une activité militante entre les deux référendums.

L'étude de cas du groupe Liverpool for Europe viendra compléter les pistes mentionnées dans cette conclusion. Le message de campagne diffusé par LfE nous permettra d'évaluer l'efficacité du recrutement ainsi que de spéculer sa longévité dans un climat politique dominé par le Parti conservateur et chamboulé par la crise sanitaire. De plus, le questionnaire auquel les membres du groupe ont répondu apportera des informations sur le profil socio-démographique du mouvement pro-européen, permettant ainsi de dégager les paramètres expliquant les raisons pour lesquelles certains individus ont décidé de s'engager. Enfin, le dernier chapitre de cette ultime partie se penchera de plus près sur les relations entre le niveau local et national en veillant à comprendre les sources de dysfonctionnement de la campagne *Remain*.

PARTIE TROIS : LIVERPOOL FOR EUROPE – ÉTUDE DE CAS

I don't believe in sudden, total transformations, which are neither possible nor good. [...] Seeing social movements as a source of vision and voice, rather than the vanguard of a new world, I am not bothered by the fact that they accomplish so few of their stated goals. These goals are often overdrawn; the importance of protestors, I think, lies more in their moral visions than their practical accomplishments. They are more like poets than engineers.

James, M. Jasper, *The Art of Moral Protest*, 1997, p. 379.

Introduction

Dans cette troisième et dernière partie nous procéderons à l'analyse qualitative de l'enquête menée auprès du groupe Liverpool for Europe (LfE). Il s'agira de démontrer la nécessité d'établir une étude de cas pour décrire, expliquer, qualifier, (parfois quantifier) et interpréter le mouvement pro-européen au Royaume-Uni. De ce fait, plusieurs tâches se sont avérées indispensables pour en définir les contours. L'intérêt de se concentrer sur un seul groupe repose sur l'intention d'ancrer la mobilisation anti-Brexit dans ce travail de recherche, ou du moins ce que les résultats obtenus auront permis de conclure. La multiplicité des groupes et leur amateurisme rendent le travail de terrain extrêmement long et semé d'embûches (prise de contact, mise en place de l'entretien, trouver des militants suffisamment engagés pour répondre aux questions posées, etc.). Comme cela sera montré, LfE possédait les caractéristiques l'indiquant particulièrement pour illustrer le mouvement pro-européen et le décrire avec le plus de fidélité possible.

D'une part, il s'agira d'inscrire le mouvement dans un contexte temporel et spatial précis afin d'élaborer une approche rigoureuse, apte à rendre compte des réalités, politique, militante et sociale. L'étude de cas de la présente thèse a pour fonction première d'illustrer et analyser le mouvement pro-européen, qui a connu une impulsion sur la scène militante et politique de manière tardive. Les groupes et associations locales ont réellement commencé leur campagne après les résultats du référendum : très peu d'entre eux étaient actifs lors de la campagne référendaire (avril-juin 2016). De plus, les groupes étaient essentiellement constitués d'individus n'ayant pour beaucoup jamais milité auparavant et, qui, de surcroît n'accordaient pas ou peu d'intérêt à la vie politique britannique et européenne. D'autre part, on expliquera dans cette partie le choix de LfE comme groupe échantillon représentatif du mouvement pro-européen. LfE s'est progressivement avéré comme possédant des caractéristiques inhérentes à l'ensemble de la mobilisation. La facilité d'obtenir des informations fréquemment et la

proximité avec la cheffe de campagne, Brenda Ashton, ont également été des facteurs décisifs dans le choix du groupe. L'étude de groupes néophytes comme LfE, où les militants sont réceptifs à l'intérêt que le chercheur apporte à leurs actions, demande une grande implication personnelle (voire émotionnelle) et matérielle.

Dans un second temps, il s'agira de dégager plusieurs théories à partir de résultats empiriques (pour la plupart qualitatifs et mais aussi dans une moindre mesure quantitatifs) obtenus au cours du travail de terrain et visant à affirmer ou infirmer l'hypothèse mise en exergue dans l'introduction de cette thèse : le mouvement pro-européen a-t-il contribué à une affirmation de l'identité européenne au Royaume-Uni ?

Par ailleurs, cette partie reflète l'aspect inédit du mouvement pro-européen de la mobilisation anti-Brexit en réaction aux résultats du référendum de juin 2016. Pour Eisenhardt, entreprendre une étude de cas permet d'élaborer des théories lors qu'un mouvement émerge sur la scène militante. Dans son approche, la chercheuse s'intéresse aux différentes dynamiques dans un environnement donné.¹ En effet, pour Eisenhardt, cette méthode est pertinente lorsque le chercheur rassemble une liste de références peu exhaustives sur lesquelles fonder sa ou ses théories comme c'est le cas de la présente thèse.²

La partie précédente a démontré que bien que cinq à six décennies séparent la mobilisation pro-européenne des mouvements sociaux des années 1960-1970, le mouvement pro-européen présente néanmoins des caractéristiques communes avec ces formes antérieures de mobilisation. La dimension spontanée ne serait en réalité que le résultat d'un recommencement comme l'affirme Tarrow, à qui on doit la théorie de « cycles de protestation » (*cycles of protestation*). En effet, le sociologue américain considère qu'une mobilisation se déclenche le plus souvent à l'issue d'un événement imprévisible. Or, un mouvement social n'émerge pas de « nulle part » : il se forme nécessairement à partir de répertoires déjà mis en place. Les mouvements sociaux s'inscrivaient par conséquent dans une dynamique « cyclique ». De plus, les nouveaux mouvements sociaux s'inspirent de répertoires d'action des mouvements précédents mais viennent néanmoins modifier ces répertoires apportant donc un aspect novateur

¹ Kathleen M. Eisenhardt, « Building Theories from Case Study », *The Academy of Management Review*, Vol. 14, No. 4, octobre 1989, pp. 532-550.

² *Ibid.*

à la mobilisation notamment avec l'arrivée d'Internet.³ Pour Tarrow cette spontanéité n'est en réalité que partielle, puisqu'elle fait partie d'un cycle de protestation :

Protest cycles are often touched off by unpredictable events, and they almost never are under the control of a single movement organization. The high point of the wave is often marked by the appearance of supposedly spontaneous collective action, but in fact both previous traditions of organization and new forms of organization structure their strategies and outcomes. Nor do existing organizations necessarily give way to new movements in the course of the wave.⁴

Eisenhardt valorise la diversité des méthodes employées pour récolter les données.⁵ Justement, l'étude approfondie de LfE a été rendue possible par une approche empirique multi-dimensionnelle, répartie en quatre axes de travail : des entretiens individuels avec les membres permanents, le travail de terrain en septembre 2018 puis en novembre 2021 à Liverpool, les réponses au questionnaire envoyé à 67 des membres et adhérents du groupe au printemps 2020 et enfin le travail d'archives.

L'ensemble des données qualitatives a également contribué à l'analyse du mouvement pro-européen dans une démarche comparative et idiographique⁶ grâce aux entretiens effectués auprès des autres groupes (principalement en Angleterre mais aussi en Écosse, en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne) dans le but de définir et délimiter les paramètres associés à la mobilisation anti-Brexit outre-Manche.

À la fin des années 1960, les sociologues Glaser et Strauss ont légitimé la recherche qualitative dans le cadre de leur étude sur des patients en phase terminale dans leur ouvrage *The Discovery of Grounded Theory : strategies for qualitative research*.⁷ Aussi appelée « théorie ancrée » (*grounded theory*), ce concept n'est autre que la déduction de théories à partir de données. Cette référence est appropriée lorsque l'on a pour intention d'interpréter le mouvement pro-européen

³ Fabien Granjon, *art. cit.*

⁴ Sidney Tarrow, *art. cit.*

⁵ Kathleen M. Eisenhardt, *art. cit.*

⁶ Contrairement à la recherche nomothétique qui consiste à « établir des lois générales », la recherche idiographique « cherche à comprendre un phénomène dans son contexte ». – Yves Chantal Gagnon, *L'étude de cas comme méthode de recherche*, Presses de l'Université de Québec, 2012², p. 32-3.

⁷ Barney G. Glaser et Anselm L. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory*, New Brunswick (US) et London (UK), Aldine Transaction, 1967 (reprinted 2006).

en termes sociologiques.⁸ En effet, cette démarche passe obligatoirement par une catégorisation et un paramétrage des différents résultats obtenus à partir d'observations.

Mattoni remarque que la théorie ancrée répond principalement aux questions « quoi ? » et « comment ? » mais s'avère moins adéquate lorsque le chercheur s'interroge sur le « pourquoi ? ».⁹ En effet, la chercheuse explique que la théorie ancrée n'a pas pour but d'expliquer des liens de corrélations induits par les preuves empiriques mais se cantonne plutôt dans une approche descriptive : que se passe-t-il et de quelle manière les choses progressent-elles ? En d'autres termes, dans une certaine mesure, la théorie ancrée apporte des réponses au fait de savoir pourquoi un phénomène social se développe d'une certaine façon dans un contexte particulier. Par conséquent, il est naturel que le chercheur veuille en savoir davantage sur son objet d'étude : les différents processus et mécanismes de causalité. En effet, le « pourquoi » auquel Mattoni fait référence implique d'établir une relation de causalité entre des variables dépendantes, intermédiaires et indépendantes.

De surcroît, les caractéristiques temporelles et spatiales ainsi que sociales, culturelles, économiques et politiques de la ville de Liverpool viendront apporter des informations complémentaires au caractère résistant et militant de LfE. En effet, l'aspect protestataire et vindicatif du groupe serait-il le reflet de l'identité militante de la ville elle-même ? Liverpool a été une ville délaissée sous les mandats de Margaret Thatcher dans les années 1980 et faisait partie des villes dites « en déclin ». Néanmoins, la ville a connu un renouveau dans les années 2000, notamment lorsqu'elle a été élue capitale européenne de la culture en 2008.

◆ Échantillonnage

Glaser et Strauss reconnaissent la légitimité d'une étude « à tâtons » dans la définition du projet de recherche car elle permet de se diriger vers un choix plus éclairé par la suite.¹⁰ Les auteurs confirment que le choix doit se faire au fur et à mesure des recherches et rejettent le principe de pré-sélection lorsque le chercheur tente de dégager une ou plusieurs théories.¹¹

⁸ Alice Mattoni, « The Potentials of Grounded Theory in the Study of Social Movements » dans Donatella della Porta (ed). *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford University Press, 2014, p. 21- 42.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Barney, G. Glaser et Anselm, L., Strauss, *op. cit.*, p. 64.

¹¹ *Ibid.*, p. 134.

Un danger était que l'amateurisme des groupes locaux influence de manière négative la qualité du travail de terrain, dont l'objectif est de brosser un portrait aussi fidèle que possible du mouvement pro-européen outre-Manche. LfE a donc été un choix stratégique car le groupe répondait à trois critères fondamentaux : conformité, stabilité et disponibilité. Les échanges se sont déroulés de plusieurs façons : messages, appels téléphoniques, conversations physiques et à distance : c'est ce que Hine qualifie d'approche « multi-modale ».¹²

LfE s'est avéré avec du recul être un choix judicieux car le groupe est toujours actif en 2023 et continue de militer pour la cause européenne. LfE devait répondre aux exigences de groupe représentatif de la résistance au Brexit, tant dans sa dimension idéologique au niveau national, militante que structurelle et organisationnelle. Une des difficultés liées au mouvement est son manque de stabilité dans le temps car du fait de son amateurisme, il demeure vulnérable aux événements politiques. Il est dépendant du bon vouloir des militants qui, pour un certain nombre, partagent leur temps entre vie personnelle et professionnelle. Dans un premier temps, plusieurs groupes ont été interrogés et progressivement, lorsque suffisamment d'informations sur le fonctionnement du mouvement pro-européen au niveau *grassroots* ont été recueillies (structure, organisation, objectifs), LfE s'est imposé comme un choix logique.

Les groupes locaux sont de tailles variées avec des rayonnements allant du très local à un réseau régional. Cette variété agrandit le champ des possibles, et plaide donc pour se restreindre à un seul groupe. De plus, une majorité des groupes *grassroots* était dirigée par des personnes n'ayant eu aucune expérience du militantisme, ce qui n'a pas contribué à une stabilité dans la durée : certains groupes ont fusionné avec d'autres ou bien se sont éteints.

Le manque d'expérience des militants connaît quelques exceptions cependant. En effet, dans le groupe LfE, deux des membres permanents, O. et M. connaissaient bien les rouages des mouvements sociaux. M. a fait campagne contre le commerce d'armes (« *Campaign Against Arms Trade* », CAAT) dans les années 1960 et avait rejoint le EM pour ensuite le quitter car il jugeait ce dernier trop élitiste. Pour M., qui a connu LfE par O., aussi membre du EM, LfE correspondait davantage à ses attentes. Par ailleurs, le choix d'interroger 10 membres

¹² Cette méthode consiste à avoir recours à plusieurs mediums lorsqu'on s'intéresse à l'analyse d'un seul groupe (conversations en face à face, documents, appels téléphoniques, réseaux sociaux ou autres plateformes en ligne). - Christine Hine, « Virtual Ethnography: Modes, Varieties, Affordances », dans Nigel G. Fielding, Raymond M. Lee, et Grant Blank (eds), *The Sage Handbook of Online Research Methods*, London: Sage, 2008, pp. 257-70.

permanents avait pour but d’obtenir une vision suffisamment panoramique du type de militants, avec à la fois certains qui ont été à l’initiative de LfE et d’autres qui l’ont rejoint après sa création. La question du nombre se pose tout de même ici : combien de personnes faut-il inclure dans un échantillon pour que ce dernier soit représentatif ? Selon Mintzberg, la taille de l’échantillon importe peu tant que la question de recherche est rigoureusement formulée.¹³

Glaser et Strauss approuvent ce procédé : tous deux jugent que l’étude d’un seul groupe reste suffisante lorsque la théorie est au stade embryonnaire comme c’est le cas pour le mouvement pro-européen. Pour finir, les deux chercheurs précisent qu’étudier d’autres groupes similaires contribue à un renforcement de ladite théorie et garantit ainsi une meilleure classification.¹⁴

◆ Périodes étudiées – contextualisation

Néanmoins, sans doute faut-il tenir compte de l’immédiateté dans laquelle s’est effectué le travail de recherche, simultanément aux événements politiques et sociaux au Royaume-Uni et en amont de l’essentiel des lectures théoriques. Pouvoir suivre l’aspect très changeant de la résistance au Brexit au niveau *grassroots* a constitué un vrai défi. En effet, la période étudiée couvre la période allant du référendum à la fin des négociations. De plus, le travail de terrain s’est étendu du mois de septembre 2017 au mois de novembre 2021. Ce bornage comprend les élections anticipées de juin 2017 sous Theresa May ; les élections locales et européennes de mai 2019 (toutes deux marquées par un recul des grands partis au profit de ceux qui défendaient la cause européenne) ; la victoire écrasante du Parti conservateur avec la nomination de Boris Johnson le 12 décembre 2019 au poste de Premier ministre et, pour finir la sortie officielle du Royaume-Uni de l’UE le 31 janvier 2020.

L’ensemble de ces événements politiques a affaibli considérablement les *grassroots* qui ont vu l’anéantissement de leur espoir de contrecarrer le Brexit par le biais d’un deuxième référendum ou bien d’un vote sur l’accord. LfE est tout de même parvenu à poursuivre ses activités militantes, notamment grâce à une réévaluation constante des objectifs de campagne et une remise en question permanente, montrant ainsi une grande capacité d’adaptation et une rigueur vis-à-vis de l’actualité politique locale, nationale et européenne. En effet, les *remainers* se sont

¹³ Henry Mintzberg, « An Emerging Strategy of “Direct” Research », *Administrative Science Quarterly*, Vol. 24, No. 4, décembre, 1979, pp. 583-585.

¹⁴ Barney, G. Glaser et Anselm, L., Strauss, *op. cit.*, p. 62.

concentrés sur le message pro-européen en soignant leur rhétorique et font campagne pour mettre fin au système uninominal majoritaire à un tour (« *first-past-the-post system* ») et adopter la représentation proportionnelle aux élections législatives.

Les entretiens avec les groupes locaux pro-européens ont débuté en octobre 2017 et au mois de juillet 2018 LfE était le 14^{ème} groupe avec lequel j'échangeais sur la mobilisation anti-Brexit. Depuis 2018 un contact régulier avec LfE a donc été établi (appels téléphoniques, rendez-vous Skype/Zoom et échanges de messages via la messagerie WhatsApp). L'étude de LfE s'est par conséquent déroulée entre juillet 2018 (premier entretien) et novembre 2021 (dernier travail de terrain) et a été renforcée par des périodes d'observation, des entretiens supplémentaires avec les membres du groupe, des conversations de nature informelle avec la cheffe de campagne etc. Les outils de communication ont permis une observation à distance de son évolution depuis la France.

L'année 2018 a été le point culminant du mouvement *Remain* grâce à l'impulsion du groupe national PV qui, dans une certaine mesure, était parvenu à rassembler l'ensemble des groupes locaux l'objectif d'obtenir un vote sur l'accord entre Westminster et Bruxelles. Bien que cette dynamique à deux vitesses se soit avérée fragile, les marches de grande ampleur organisées par PV ont permis d'offrir une visibilité au mouvement *grassroots* qui a réussi à se faire entendre. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet aspect de la campagne en deuxième partie.

◆ Travail de terrain

Lorsque ce sujet de thèse a été inscrit, le mouvement pro-européen britannique étant nouveau dans le champ universitaire, il a donc fallu entreprendre un long travail de terrain pour collecter des informations aptes à identifier, définir puis catégoriser les différentes caractéristiques. Le travail de terrain entrepris a combiné trois méthodes communément utilisées par les chercheurs pour analyser un phénomène social : les entretiens avec les membres permanents, l'observation participante et le questionnaire adressé à l'ensemble du groupe. Selon Glaser et Strauss, contextualiser la recherche passe par une fusion du travail de terrain et des entretiens.¹⁵

¹⁵ Barney, G. Glaser et Anselm, L., Strauss, *op. cit.*, p. 162-3.

Tout d'abord, les questions destinées aux entretiens individuels ont été formulées à partir de l'hypothèse que nous cherchons à démontrer. Les questions sont intentionnellement restées ouvertes dans l'idée d'avoir un échange riche avec les militants mais aussi de gagner leur confiance et établir une relation fondée sur la coopération. Au fur et à mesure les échanges avec les militants sont devenus de plus en plus productifs et l'hypothèse de recherche plus claire. Cependant, il a été difficile de limiter le temps de l'entretien car une information imprévue peut survenir durant la conversation et s'avérer utile.¹⁶

Ensuite, j'ai été invitée à participer à la marche anti-Brexit « *A People's Vote for the Many* » organisée par PV en septembre 2018 à l'occasion du congrès du Parti travailliste (22-26 septembre - *Rebuilding Britain*). La marche avait rassemblé plusieurs milliers de pro-européens qui exigeaient un vote sur l'accord qui serait conclu entre Londres et Bruxelles. Il ne s'agissait pas d'une campagne pour un deuxième référendum, campagne que PV ne soutenait pas. Ce premier séjour d'une semaine m'a permis un premier contact physique avec les militants ainsi qu'une vision concrète de la mobilisation par le biais de la manifestation. Cet événement m'a placée au cœur de la résistance anti-Brexit, en immersion, mais n'aurait pas été suffisant pour parler du mouvement dans son ensemble. Dans cette continuité, j'ai séjourné chez la cheffe de campagne et pouvoir l'accompagner dans son quotidien, discuter de manière informelle du Brexit ou de la politique en général a contribué à une meilleure approche du terrain et m'a fait prendre conscience de la grande dimension émotionnelle rattachée au mouvement. LfE est bien plus qu'un réseau de militants : c'est devenu un groupe solidaire et d'amitié. En effet, passer du temps avec Brenda Ashton a été un excellent moyen de comprendre les militants et ainsi de pouvoir mieux formuler mes questions. Cette dernière s'est montrée très collaborative pour la rédaction des questions et m'a avertie de quelques précautions à prendre avec certains membres du groupe.

Pour finir, une base de questions avait été rédigée en amont des entretiens et discutée avec mes directeurs de thèse. Ces questions ont dû être amendées au fil du temps et des discussions avec les militants. Il s'agissait de les adapter à l'évolution de la situation politique au Royaume-Uni.

¹⁶ *Ibid.*, p. 76.

◆ Limites et précautions

L'étude de cas présente des limites non négligeables que le chercheur doit prendre en considération avant, pendant et après le travail de terrain. La question de la fiabilité demeure une préoccupation constante lorsque l'on tente d'élaborer une ou plusieurs théories à partir du principe d'observation. En effet, Gagnon nous met en garde quant à la fiabilité et la validité de l'interprétation des données. L'auteur définit la fiabilité comme « la constance des observations et [...] la réplication des résultats », puis qualifie la validité comme « la justesse et [...] l'exactitude de ces résultats par rapport à une réalité. »¹⁷ En effet, la position, le rôle ou encore la fonction que se donne le chercheur dans la collecte, la lecture et l'analyse des données peuvent influencer l'authenticité des résultats et présentent un risque de biais plus ou moins important.

Tout laisse à penser que la proximité avec la cheffe de campagne Brenda Ashton pourrait biaiser les résultats. Cependant nous veillerons à nous en tenir aux dires des membres permanents durant les entretiens et les données quantitatives obtenues via le questionnaire. Toujours selon Gagnon, la « validité interne réside dans le fait d'observer directement sur le site et de recueillir les données durant une longue période. »¹⁸ La diversification des observations sur le terrain (Londres et Bristol) servira de contrepoint avec Liverpool. Par ailleurs, la mobilisation anti-Brexit n'a pas encore fait l'objet de publications scientifiques et a été peu relayée dans la presse britannique ou européenne, ce qui réduit considérablement le choix des sources et références. Elle demeure alors au stade hypothétique et exigera certainement une validation *a posteriori*. Par conséquent, les données recueillies sur le terrain constituent notre point de référence et nous nous efforcerons de faire preuve de discernement quant aux réponses parfois chargées d'émotions lors des entretiens avec les militants.

Si l'on suit les recommandations de Gagnon, pour une fiabilité et une validité que l'auteur appelle « interne », le chercheur doit répondre à un cahier des charges afin que sa recherche puisse être recevable. Dans un premier temps, en ce qui concerne la « fiabilité interne » il se doit d'être le plus précis possible dans ce qu'il décrit. Les transcriptions d'entretiens nous permettront de citer directement les réponses, commentaires, sentiments, impressions, ressentis

¹⁷ Yves Chantal Gagnon, *op. cit.*, p. 42-3.

¹⁸ *Ibid.*, p. 59.

ou encore remarques des militants. De plus, il est primordial que les données récoltées soient préservées, c'est pour cela que chaque entretien a été enregistré avec l'accord de la personne interrogée (annexe 3.1) et retranscrit *in extenso* en mis en annexes de cette thèse pour certains, tout comme le questionnaire envoyé à LfE au printemps 2020. Les militants ont tous eu accès à leur enregistrement et avaient la possibilité de me signaler des erreurs que j'aurais pu commettre. Le travail d'observation permettra d'apporter un regard plus concret et une vision globale du mouvement en action mais ne constitue pas le cœur principal des recherches.

Pour finir, la crise sanitaire de l'hiver 2020 a fortement affecté la mobilisation, notamment les rassemblements physiques comme les stands de rue, ce qui a eu des conséquences parfois lourdes sur le recrutement de nouveaux membres et adhérents mais a également rendu compliqué la tâche qui était de maintenir la cause *remain* dans l'esprit des militants alors que certains commençaient à se faire une raison face à la *Brexit fatigue*.¹⁹

◆ Dix membres permanents

Pour mener cette étude de cas dix membres permanents ont été interrogés individuellement. Les questions portaient principalement sur leur implication et engagement dans LfE afin de mieux connaître l'esprit et la dynamique du groupe (celles-ci seront expliquées dans le chapitre suivant intitulé « Méthodologie »). Afin de comprendre le mouvement il sera pertinent de croiser les éléments biographiques, les actions menées au sein de LfE et la charge émotionnelle qui a résulté de la campagne. Tous les membres font partie de ce que l'on appelle le comité (« *committee* »), c'est-à-dire qu'ils endossent un rôle administratif ou bien des responsabilités au sein du groupe et qu'ils sont présents lors des assemblées générales, des réunions et ont un pouvoir de décision quant aux stratégies à mettre en œuvre.

Il s'agit de femmes et d'hommes aux profils plus ou moins variés (nous détaillerons les caractéristiques socio-démographiques des membres dans un second chapitre). La sélection des membres s'est faite en deux étapes : un message sur le groupe WhatsApp a d'abord été envoyé

¹⁹ Le terme *Brexit fatigue* signifie un état de lassitude face aux longues et interminables prolongations après le vote par référendum le 23 juin 2016. Le Royaume-Uni a mis un peu plus de trois années pour convenir d'un accord avec Bruxelles et ainsi officialiser une sortie de l'UE. Le slogan de campagne du Parti conservateur pour les élections législatives de 2019 « *Get Brexit Done* » a eu un effet de résonance considérable auprès de l'électorat. - Matthew Flinders, « *Not a Brexit election ? Pessimism, Promises and Populism 'UK-Style'* », *Britain Votes*, 2019, pp. 225–242.

le 22 octobre 2021 pour annoncer mon arrivée au mois de novembre (du 1^{er} au 8) et ma demande a été soutenue par la cheffe de campagne qui s'est assurée de l'organisation d'interviews. Une relance s'est avérée nécessaire quelques jours avant mon départ car je n'avais pas eu de réponses de la part des militants. Les membres ont ensuite répondu sur le groupe et nous avons convenu d'un lieu et d'une date pour chaque entretien.

À l'issue de ma visite, j'avais pu m'entretenir avec 7 des 10 membres sur place dans des lieux variés (à leur domicile, dans des cafés, un fast-food ou encore sur leur lieu de travail) et les trois autres entretiens ont dû se faire à distance par Zoom à mon retour car ces personnes n'étaient pas disponibles la semaine où je me trouvais à Liverpool. Tous se sont montrés coopératifs et les entretiens se sont avérés riches et informatifs.

◆ La ville de Liverpool

Pour T., membre de LfE, Liverpool est une ville à part : être *Liverpudlian*²⁰ c'est ne pas être anglais, et pour des raisons qu'il ignore les *Liverpudlians* sont traités différemment des habitants du reste du pays. Il qualifie le caractère des habitants de problématique et rappelle que la ville a été touchée par les vagues d'immigration marquées par le catholicisme, sous le sceau du respect :

We're Scouse, not English, because we're not treated the same as the rest of England. Now, why is that? I do not know. We're a very troublesome lot, we're a majority Catholic city, we're the majority immigrant city, we don't do as we're told, you know, there are all sorts of reasons; Liverpool is not a very deferential city in a country that's very deferential.²¹

Belchem et Biggs décrivent Liverpool comme « radicale », « rebelle », « à part ». L'histoire de la ville est marquée par la puissance des syndicats, ce qui a forgé le caractère réactif et vindicatif de ses habitants. Par sa nervosité, son côté parfois perçu comme anarchique et incontrôlable mais également sa géographie, Liverpool se démarque ainsi du reste de ce que l'on appelle l'Angleterre « moyenne » (*Middle England*).²²

²⁰ Pour des raisons de style nous garderons l'anglais.

²¹ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

²² John Belchem et Bryan Biggs (ed.), *Liverpool: City of Radicals*, Liverpool University Press, 2011, p.1.

Dans leur article Sykes *et al.* dressent un portrait de Liverpool comme une ville ayant traversé les extrêmes.²³ Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO pour son centre-ville arboré de bâtiments classés et ses docks entièrement rénovés, elle demeure néanmoins une ville de contrastes où persistent de nombreuses inégalités sociales et géographiques.²⁴

En effet, la ville a connu un âge d'or mais possède aussi un lourd passé avec la traite transatlantique des esclaves qui a contribué à sa prospérité économique. La participation de Liverpool dans le commerce triangulaire du XVIIIe siècle lui a valu le titre déshonorant de « premier port d'esclavage ».²⁵

La ville se situe dans la région nord-ouest de l'Angleterre et est au cœur de la conurbation Mersey où 1 353 400 personnes vivaient en 2010. Son identité s'articule autour de sa géographie et se définit par les différentes phases de prospérité et de déclin économiques qu'elle a subies entre les XVIIIe et XXe siècles pour finalement vivre un moment de renouveau. La ville de Liverpool se situe dans le comté du Merseyside qui est divisé en 15 circonscriptions électorales.²⁶ Elle est la municipalité la plus défavorisée d'Angleterre où se concentrent un grand nombre d'inégalités sociales et économiques. Pendant deux siècles, Liverpool est restée marquée par des périodes de fortes croissances et déclin économiques et ces fluctuations sont désormais responsables des inégalités spatiales dont la ville témoigne. Au milieu du XIXe siècle Liverpool enregistrait les plus hauts taux de mortalité, de pauvreté, de criminalité et d'alcoolisme au Royaume-Uni. Elle était le « point noir de la Mersey » (*Black Spot on the Mersey*) et l'insalubrité faisait des ravages.²⁷

Liverpool était le carrefour du Royaume-Uni avec un port pouvant alimenter les trois autres nations qui le composent grâce à l'estuaire de la Mersey. Jusque dans les années 1970, elle s'est développée notamment avec l'industrie du coton et son port enregistrait le taux d'exportations le plus élevé du Commonwealth, la plaçant ainsi devant Hong-Kong, Sydney ou encore Singapour notamment avec l'exportation de voitures dont le Royaume-Uni occupait la place de leader mondial.²⁸ Aux XVII et XIXe siècles, Liverpool pouvait se définir comme une ville

²³ L'ensemble de cette section sera basé sur les travaux de Olivier Sykes *et al.*, « A City Profile of Liverpool », *Cities*, 35, 2013, 299-318.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.* ; Bristol et Londres étaient également des ports majeurs dans le commerce triangulaire.

²⁶ Southport est la seule circonscription électorale où un député conservateur a été élu aux dernières élections de 2019.

²⁷ Olivier Sykes *et al.*, *art. cit.*

²⁸ *Ibid.*

moderne, avec un rayonnement mondial. Puis, elle a connu les dommages de la guerre et une restructuration économique avec une forte augmentation de sa population dans la période de l'entre-deux-guerres. Cette population s'est vue réduite de moitié en 2001, pour finalement connaître un certain regain lors des deux derniers recensements.²⁹ Dans les années 1980, Liverpool restait fortement marquée par l'ère post-industrielle et était surnommée la « ville battue » ou encore la « ville du choc », (*beaten city ; shock city*), avec un taux de chômage avoisinant les 40 % dans certains quartiers de la ville et une chute démographique de moins 500 000 habitants.³⁰

En effet, une réorientation commerciale favorisant les ports du Sud et de l'Est du pays ainsi que le développement des transports aériens et l'acheminement des marchandises par cargo a eu un impact considérable sur le dynamisme de la ville qui peinait à s'adapter. En 2008, Liverpool a été élue capitale européenne de la culture, lui valant ainsi une reconnaissance nationale et internationale même si des critiques persistent. Surnommée « Livercool », ce titre a permis de revaloriser l'image de la ville. Daveny ajoute que 2008 a été une année charnière et cruciale et a fait resurgir le caractère militant et protestataire des *Liverpudlians*. Les « *Scouse* » ont exprimé leurs frustrations face aux plans de restructuration qui privilégiaient des entrepreneurs extérieurs au détriment d'artistes et artisans locaux.³¹

En 1994 la région Mersey recevait un premier versement de 700 millions d'euros et a perçu au total plus de deux milliards d'euro avec le projet « *Objective One* », qui avait pour but de faire passer du statut de région la plus pauvre d'Europe à celle de région dite « en transition ».³² La mise en place de 1802 programmes entre 2000 et 2008 comme des projets de professionnalisation et de soutien aux entreprises, l'agrandissement de son aéroport, les initiatives de rénovation urbaine dans les quartiers les plus défavorisés, et l'implantation de zones d'activités ont remonté le moral des *Liverpudlians*. Un des objectifs principaux a été de régénérer Liverpool (*regeneration*) pour que la ville puisse se relever de son malaise

²⁹ En 1801 Liverpool comptait 78 000 habitants et 870 000 en 1930. En 2001 sa population était passée à 430 000 habitants. Depuis 2001 la population continue d'augmenter avec en 2012 un total de 446 400 habitants et 500 000 en 2020 - Liverpool City Council, *Demographic headline indicators*, 31 mars 2022, <<https://liverpool.gov.uk/council/key-statistics-and-data/headline-indicators/demographics/>>, consulté le 7 mai 2022.

³⁰ Olivier Sykes *et al.*, *art. cit.*

³¹ John Belchem et Bryan Biggs (ed.), *op. cit.*, p. 180.

³² David Bartlett, « So what has the European Union ever done for Merseyside? », *Liverpool Echo*, 27 mai 2014, <<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/what-european-union-ever-done-7175124>>, consulté le 7 mai 2022.

économique. L'accent a été mis sur la création d'un « capital culturel » et le titre de capitale de la culture a su lui redonner confiance puisque 85 % des résidents trouvaient qu'il y faisait bon vivre cette année-là. Ce titre a attiré 9,7 millions de visiteurs et a généré un bénéfice d'un montant de 753,8 millions de livres sterling.³³

Dans son article sur l'identité « *Scouse* » Devaney décrit l'impact de l'UE sur l'identité de Liverpool. Pour l'auteure, avoir été élue capitale de la culture en 2008 a certainement fait ressortir la dimension multi-identitaire de la ville ainsi que le sentiment d'être et de se sentir européen, qui selon elle, prime sur l'identité anglaise ou britannique.³⁴ Liverpool est une ville à identités multiples, ce qui en fait un de ces atouts majeurs. En l'espace d'un siècle sa population a été multipliée par dix, passant de 100 000 en 1801 à 1 023 000 en 1901, ce qui a contribué à un fort développement urbain. Si nous faisons un bref retour historique sur sa démographie, entre 1830 et 1930 un total de neuf millions de personnes avait décidé de quitter la Grande-Bretagne et le port de Liverpool servait de point de transit vers l'Amérique du Nord ou encore l'Australie.

Toutefois, le départ massif de deux millions d'Irlandais (soit 25 % de la population de l'île) qui fuyaient la famine dans les années 1840 reste l'évènement qui a totalement transformé la ville. Certes Liverpool servait de transit mais une grande partie d'Irlandais a décidé d'y élire résidence et leur présence a contribué à façonner l'identité de la ville. Selon le recensement de 2011, la communauté irlandaise représentait 1,4 % de la population de la ville (contre une moyenne nationale de 0,9 %).³⁵ De plus, en 1900, 80 000 Gallois résidaient à Liverpool : aussi la surnommait-on la « capitale galloise ». De surcroît, au XIXe siècle, Liverpool avait organisé le festival Eisteddfod Genedlaethol à cinq reprises. Cet exode ainsi que ces évènements littéraires et culturels ont su redonner vie à la culture et la langue galloise qui connaissait un essoufflement. L'identité liverpuldienne s'est également formée autour des ressortissants chinois, africains, écossais, italiens, d'Européens de l'Est de confession juive etc. et l'existence d'un Chinatown dans la ville en constitue une preuve irréfutable. Par ailleurs, Liverpool fut la première ville d'Angleterre à ouvrir une mosquée en 1889.³⁶

³³ Helen Carter, « Liverpool profited from year as capital of culture, says report », *The Guardian*, 11 mars 2010,

<<https://www.theguardian.com/travel/2010/mar/11/liverpool-profited-from-being-culture-capital>>, consulté le 7 mai 2022.

³⁴ John Belchem et Bryan Biggs (ed.), *op. cit.*, p. 177.

³⁵ Liverpool City Council, *art. cit.*

³⁶ Olivier Sykes *et al.*, *art. cit.*

Avant la crise financière de 2007/2008, Liverpool connaissait une forte croissance économique, bien plus forte que ses villes voisines. Cependant, Liverpool présente de grandes inégalités sociales et économiques ce qui représente un défi d'une ampleur considérable. En effet, selon les chiffres de l'année 2009 la valeur ajoutée brute par habitant (19647£) est inférieure à la moyenne nationale (21103£) et à celle des autres grandes villes anglaises comme Birmingham, Nottingham ou encore Sheffield (21889£).³⁷ Les zones les plus dépourvues se situent dans le centre, le Nord et les quartiers résidentiels périphériques. Par ailleurs, plus des trois quarts des 33 circonscriptions font partie de la tranche des 10 % des circonscriptions les plus défavorisées de l'Angleterre et du pays de Galles réunis.³⁸

Liverpool est caractérisée par un radicalisme local, qui constitue un aspect majeur de l'identité culturelle de la ville.³⁹ O'Brien souligne que cette réputation relève à la fois du mythe et de la tradition portée par des figures socialistes issus du milieu ouvrier véhément. Il se demande si l'année 1911, marquée par une série de grèves des transports dirigée par le Strike Committee, s'apparente au mythe ou au fantasme ou bien si elle incarne un moment décisif dans la création d'une tradition solidaire au sein de classe ouvrière militant contre le capitalisme et le sectarisme.⁴⁰

O'Brien conclut que la réputation de Liverpool comme une ville radicale et socialiste est bien plus complexe et qu'elle découle de plusieurs facteurs. La dimension spontanée des grèves de 1911 a eu pour conséquence un essoufflement de l'élan socialiste pour laisser place à la violence politique, xénophobe et le sectarisme. La tradition socialiste transmise et perpétuée par les *Liverpudlians* fait également partie de l'équation. Les militants ont accumulé de la rancœur et se sont mobilisés pour combattre la pauvreté, les injustices sociales et le capitalisme. Or, pour O'Brien cela n'a pas de lien direct avec la naissance du socialisme. En effet, Liverpool reste également marquée par une politique instable et volatile, notamment avec l'explosion de mouvances xénophobes et fascistes.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

³⁹ John Belchem et Bryan Biggs (ed.), *op. cit.*, p. 167.

⁴⁰ Mark O'Brien, « Liverpool 1911 and its Era: Foundational Myth or Authentic Tradition? » dans John Belchem et Bryan Biggs (ed.), *op. cit.*, pp. 140-158.

Pour Taylor, écrivain et urbaniste, les militants de la ville forment une communauté méfiante, qui rejette toute forme d'autoritarisme. La plupart des projets mis en place pour redynamiser la ville ont plus desservi que servi ses habitants.⁴¹ Pourtant, les *Liverpudlians* n'ont pas toujours été radicaux : Liverpool n'a connu un tournant socialiste qu'en 1911.⁴² Le socialisme assez radical qu'a connu la ville dans les années 1980, a fait ressortir le caractère militant de ses résidents. Cette image est née du courant politique Militant Tendency, une branche trotskyste du Parti travailliste fondée en 1964, qui s'est manifestée par des protestations syndicales et des émeutes dans les quartiers pauvres de Toxteth. Ces éléments ont associé la ville de Liverpool à un foyer du socialisme révolutionnaire.⁴³

Cependant, Taylor explique que Liverpool a perdu son appétence pour le militantisme. En effet, le déclin des syndicats, l'échec de Militant à renverser le gouvernement conservateur et la déception du *New Labour* auraient rendu les *Liverpudlians* apathiques. Néanmoins, l'auteur nuance son propos et sous-entend la résurgence du radicalisme sous la forme d'un militantisme de base (« *grassroots activism* ») depuis une trentaine d'années. Taylor établit un lien de corrélation avec les initiatives locales, comme celles de la rénovation d'espaces laissés à l'abandon.⁴⁴ Par ailleurs, il ajoute que ce sont les individus plus que les mouvements qui ont fait de Liverpool une ville militante.⁴⁵

Selon Taylor, 2008 a provoqué une renaissance du militantisme chez les *Liverpudlians*. Les fonds européens qui ont servi à la rénovation totale de la ville, ont également conduit à la relégation des habitants les plus pauvres hors de la ville. Le titre de capitale européenne de la culture et notamment les plans de restructuration liés au logement ont donc provoqué de vives réactions, notamment dans les médias et dans le monde universitaire. La fermeture du centre commercial Quiggings et le programme Pathfinder, dédié à la rénovation du marché immobilier (*Housing Market Renewal Initiative - HMRI*), ont mis à mal les collectivités locales, en particulier les zones défavorisées.

⁴¹ *Ibid.*, p. 168.

⁴² L'année 1911 marquée par une série de grève incarnait l'espoir d'une identité radicale. Or, Belchem souligne le caractère éphémère de cette révolution sociale et culturelle, contribuant ainsi à la construction d'un mythe. – John Belchem, « Radical Prelude: 1911 » dans *Ibid.* pp. 14-40.

⁴³ *Ibid.*, p. 159.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 166.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 160 ; Parmi ces individus on peut inclure Derek « Degsy » Hatton qui dirigeait le courant politique Militant tendency, cherchant à contrer le gouvernement Thatcher et les tentatives de Neil Kinnock lorsque ce dernier tentait de réformer le Parti travailliste.

Les projets de démolition ont poussé les résidents à se mobiliser et cette résistance au niveau local leur a permis de reprendre un tant soit peu le contrôle sur leur environnement. Combattre les projets régionaux et nationaux a renforcé le sentiment de solidarité, ainsi que le collectif.⁴⁶

The city again showed the rest of the country ‘the error of its ways’ and demonstrated the power of grassroots action. This perhaps is Liverpool’s greatest contribution to the wider world for having been awarded European Capital of Culture: to have been the place that questioned, even deconstructed, the whole concept, in the process changing the way many people think globally about concepts of culture, ideas and regeneration.⁴⁷

Pour finir, Taylor identifie certains points communs parmi les actions et campagnes menées par les *Liverpudlians* : arracher des mains des autorités le contrôle de leur environnement local pour redéfinir des objectifs qui répondent réellement aux besoins des résidents.⁴⁸ Bien que LfE ait entrepris des initiatives majoritairement locales, le groupe s’est néanmoins battu pour une cause nationale (annexe 3. 24). La résilience des *Liverpudlians* et leur force de caractère se sont reflétées dans le combat de LfE pour que le Royaume-Uni reste dans l’UE.⁴⁹

◆ Résultats et analyse du vote pour le Brexit à Merseyside

L’analyse des résultats du vote du référendum de 2016 sont à l’image du vote national : seulement trois des circonscriptions ont enregistré une majorité de voix pour rester dans l’UE : Liverpool à 58,2 %, puis Sefton à 51,9 % et enfin Wirral avec 51,7 %.⁵⁰ Selon le bref article publié sur le site Internet de la BBC⁵¹ au lendemain du référendum, le vote « *Leave* » de la classe ouvrière a été interprété par le (seul) député pro-Brexit, Frank Field (député travailliste de Birkenhead) comme un geste de « révolte » contre la mondialisation. De plus, Angela Eagle (députée de Wallasey) et Joe Anderson (ancien maire de Liverpool) en viennent au même

⁴⁶ *Ibid.*, p. 166.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 165.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 168.

⁴⁹ Bien que Taylor reconnaisse une relative fierté d’être de Liverpool, nous restons toutefois prudents quant à l’association entre le caractère de la ville et celui de ces habitants. La force et la résilience de certains *Liverpudlians* ne provient pas du fait qu’ils résident dans la ville de Liverpool.

⁵⁰ Financial Times, « Brexit. EU referendum results », *Financial Times*, 24 juin 2016, <<https://ig.ft.com/sites/elections/2016/uk/eu-referendum/>>, consulté le 5 mai 2022.

⁵¹ Phil McCann, « EU referendum : Merseyside split on Brexit », *BBC News*, 24 juin 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-36619565>>, consulté le 5 mai 2022.

constat : voter contre l'UE a été un exutoire pour de nombre de Liverpooliens qui se sont sentis « sous pression » face aux politiques d'austérité du gouvernement conservateur de David Cameron (2010-2016), notamment les coupes budgétaires sévères. Joe Anderson ajoutait également l'ignorance des conservateurs face à la montée du UKIP. Par conséquent, selon Anderson le vote de Merseyside n'a seulement pas ou très peu de rapport avec le Brexit en lui-même. Il pourrait davantage être interprété comme un vote protestataire contre le gouvernement conservateur.

Par ailleurs, les circonscriptions comme St Helen ou encore Knowsley, où une majorité des électeurs a opté pour sortir de l'UE, ont été des municipalités qui ont pu bénéficier de fonds européens, ce qui pourrait étonner. La députée de St Helen South, Marie Rimmer, exprimait sa colère face au manque d'efficacité de la campagne *Remain* qui, selon elle, n'a pas su populariser l'impact positif de l'UE sur les petites circonscriptions et a uniquement privilégié les grandes villes.⁵²

Enfin, selon les sondages et estimations des groupes de campagne Best for Britain et Hope Not Hate, 10 des 15 circonscriptions de Merseyside avaient changé de position en août 2018 avec un écart record à Liverpool Walton, qui soutenait le camp *Remain* à 60 % (46 % en 2016).⁵³ Ce renversement de situation n'est que le reflet d'une tendance nationale liée à l'incertitude que ressentent les Britanniques si une sortie sans accord venait à se concrétiser.

◆ Difficultés rencontrées

L'objectivité constitue une des plus grandes inquiétudes du chercheur. Cette ambition est davantage mise à l'épreuve lorsque que le chercheur manipule des données qualitatives. Bien que les mises en garde concernant les relations entretenues avec les interlocuteurs soient nombreuses, je pense au contraire que le rapprochement teinte le discours de davantage d'objectivité, ou du moins, de sincérité. Ce point de vue corrobore les propos de Milan, pour qui la recherche ne nécessite pas de brouiller les frontières entre le chercheur et les militants mais se construit sur le principe de réciprocité des rôles de chacun, avec leurs atouts et leurs

⁵² Phil McCann, *art. cit.*

⁵³ Emilia Bona, « The 10 Brexit-voting constituencies in Merseyside 'that have now switched to Remain' », *Liverpool Echo*, 12 août 2018, <<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/10-brex-it-voting-constituencies-merseyside-15021156>>, consulté le 5 mai 2022.

faiblesse et par conséquent à l'élaboration d'une théorie.⁵⁴ En effet, la question du biais ne me paraît pas réellement pertinente pour LfE, et c'est ce que nous chercherons à démontrer. Puisque j'avais gagné la confiance de Brenda Ashton ainsi que celles des membres du groupe, les militants étaient ouverts au dialogue durant nos entretiens et disposés à partager leurs expériences, leurs joies, leurs craintes et leurs déceptions, tant vis-à-vis de la campagne que du groupe lui-même. Plows va dans le même sens que Milan dans sa thèse de doctorat consacrée au mouvement écologique des années 1990 (*eco-activism*), dans laquelle l'auteure revendique son investissement et son engagement jugés, nécessaires (*a posteriori*) pour la bonne conduite de ses recherches. L'ancienne doctorante, qui souhaitait donner de la visibilité au mouvement écologique, avait pour cela participé à des manifestations et parfois contribué à leur mise en place. Plows reconnaît néanmoins qu'un tel engagement, ne peut être exempt de critiques : être acteur du mouvement social que l'on étudie reste une approche parmi d'autres et ne constitue en rien un prérequis, ni un gage de qualité.⁵⁵

⁵⁴ Stefania Milan, « The Ethics of Social Movement Research » dans Donatella della Porta (ed.), *op. cit.*, p. 446-471.

⁵⁵ Alexandra Plows, « Social Movements and Ethnographic Methodologies: An Analysis Using Case Study Examples », *Sociology Compass*, Vol. 2, no., 5, 2008, pp. 1523-38.

I. Méthodologie

L'élaboration d'une méthodologie rigoureuse s'est progressivement développée en parallèle des recherches sur les groupes locaux. La problématique de cette thèse repose sur la résurgence (réelle ou perçue) du sentiment pro-européen à travers le mouvement de résistance au Brexit, combat mené par des militants britanniques et européens au Royaume-Uni et en Europe depuis l'été 2016.¹ Il convient donc d'établir une corrélation entre ces deux phénomènes par le biais de différentes méthodes d'analyse.

Tout d'abord, le recours à l'ethnographie est commun en sociologie dans l'étude des mouvements sociaux. En effet, cette approche permet de se concentrer sur une population donnée pour en définir les caractéristiques qui la composent par le biais de données qualitatives. L'ethnographie passe par une analyse minutieuse et apporte un regard précis sur le phénomène que le chercheur souhaite explorer.²

L'étude approfondie de LfE s'est fondée sur quatre méthodes différentes et néanmoins complémentaires : l'observation participante, l'entretien, le questionnaire en ligne et le travail d'archives. En d'autres termes, l'analyse quali-quantitative comparée (*Qualitative Comparative Analysis* ou *QCA*) consiste à avoir recours à plusieurs méthodes d'analyse dans le but de décrire un phénomène social à partir d'un échantillon. En effet, pour Wagemann analyser un mouvement social requiert d'adopter une démarche fondée sur la diversité des sources et des méthodes. Les mouvements sociaux peuvent être décrits selon le nombre de militants, la date à laquelle ils ont rejoint le mouvement et leur moyen de protestation.³

Par ailleurs, la mobilisation anti-Brexit est un phénomène récent qui s'est construit de manière spontanée. Dans un premier temps il s'est agi d'effectuer un travail de « ratissage » : sélectionner de manière aléatoire plusieurs groupes locaux pro-européens opérant dans différentes villes au Royaume-Uni et en Europe. Une fois le contact établi (courrier électronique, Facebook ou encore Twitter) il s'agissait d'en savoir davantage sur leur structure et fonctionnement, mais également de recenser les variables socio-démographiques.

¹ Une minorité de groupes comme Cheltenham for Europe ont été créés dans la continuité de la campagne référendaire. Cheltenham Stronger In, qui a vu le jour en janvier 2016 est devenu Cheltenham for Europe en janvier 2017.

² Alexandra Plows, *art. cit.*

³ Claudius Wagemann, « Qualitative Comparative Analysis (QCA) », dans Donatella della Porta (ed). *op. cit.*, pp. 43-66.

Puis, l'analyse du mouvement pro-européen n'a été possible que par le travail de terrain et la collecte de données empiriques. En effet, le mouvement *grassroots* a obtenu peu de visibilité : peu d'informations étaient donc accessibles ou disponibles à ce sujet dans la presse, d'où la forte dépendance vis-à-vis des entretiens avec les militants. De surcroît, la nature changeante du climat politique britannique post-référendum (élections diverses et avancement des négociations avec Bruxelles) ainsi que la situation sanitaire entre 2019 et 2021 il a semblé opportun de procéder à une réévaluation et une adaptation des questions et des approches avec les militants. À cet égard, il a été nécessaire de conduire de nouveaux entretiens et d'effectuer un séjour supplémentaire en novembre 2021 afin d'obtenir des données qui corroboraient l'avancement de la campagne post-Brexit.⁴

Dans un deuxième temps, les entretiens avec les différents groupes ont contribué à l'identification de certaines analogies ou bien divergences au sein du mouvement pro-européen et ainsi d'établir une classification. Pour ce faire, les questions posées aux militants étaient semblables et d'ordre général (annexe 3.2) ce qui a rendu possible une étude comparative parmi les groupes avec lesquels je m'étais entretenue entre 2017 et 2021.

Dans un troisième temps, et c'est principalement sur cette étape que reposera cette dernière partie, il a été question de choisir un groupe pour décrire la mobilisation anti-Brexit. Liverpool for Europe a constitué un choix stratégique, car le groupe répondait à trois critères fondamentaux : conformité, stabilité et disponibilité. Pour finir, ce sont les échanges avec la cheffe de campagne, Brenda Ashton, qui ont permis l'étude du groupe. À cette fin, les échanges se sont déroulés de plusieurs façons : messages, appels téléphoniques, conversations physiques et à distance ou approche « multi-modale » pour Hine.⁵

◆ Facilité et disponibilité des membres face à l'enquête

Les dix membres de LfE se sont tous montrés collaboratifs et enclins à participer aux entretiens individuels. Parmi eux, seulement deux membres ont préféré rester anonymes et trois ont dû

⁴ Alice Mattoni, *art. cit.*

⁵ Cette méthode consiste à avoir recours à plusieurs médiums lorsqu'on s'intéresse à l'analyse d'un seul groupe (conversations en face à face, documents, appels téléphoniques, réseaux sociaux ou autres plateformes en ligne). - Christine Hine, « Virtual Ethnography: Modes, Varieties, Affordances », dans Nigel G. Fielding, Raymond M. Lee, et Grant Blank (eds), *op. cit.*, pp. 257–70.

être interrogés à mon retour en France car ces derniers n'ont pas pu se rendre disponibles lors de ma venue (1^{er} au 8 novembre 2021). Les militants ont tous répondu aux questions de la manière la plus précise possible et ont fait part de leurs opinions politiques mais également personnelles. Tous sans exception ont exprimé de l'enthousiasme à propos de mon sujet de recherche et se sont montrés désireux d'y contribuer. De plus, les militants ont accepté que leur entretien soit enregistré afin que je puisse par la suite procéder à la transcription. Cela m'a permis d'éviter la prise de notes qui aurait rendu l'entretien moins naturel et plus protocolaire.

◆ Choix des questions

Le mouvement pro-européen suppose un processus d'identification et d'appartenance identitaire mais également un processus de citoyenneté qui s'appuient sur les valeurs et principes fondateurs de l'Europe comme entité politique. L'étude biographique de LfE comme échantillon représentatif de la mobilisation pro-européenne au Royaume-Uni nous permettra d'obtenir des informations sur l'identité du mouvement ainsi que sur sa longévité. Bien que l'identité du groupe se soit fondée sur les valeurs et principes que défend l'Europe, LfE s'est également développé à travers les membres qui le composent, d'où l'importance de s'intéresser également aux variables socio-démographiques et biographiques.

Pour ce faire, le travail de terrain et les questions ont porté sur plusieurs aspects : le groupe au sein du mouvement pro-européen, une analyse socio-démographique des membres, une rétrospective de l'action de LfE au sein de la campagne pour rester dans l'UE et l'implication de chacun après la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE. Très souvent, les questions ont dû être adaptées, laissant place à un certain degré d'improvisation. En effet, certaines réponses pouvaient soulever des points pertinents qui méritaient d'être davantage élaborés, tout en veillant à revenir à la trame d'origine pour maintenir la cohérence dans les données.

◆ Les différents environnements

Fenneteau établit un lien très clair entre l'environnement choisi pour effectuer l'entretien et son impact sur l'authenticité du discours de l'interlocuteur. L'auteur parle de « cadre » de l'entretien qui comprend : « le lieu, le moment, le profil de l'interviewer et les liens

contractuels. »⁶ En effet, Fenneteau souligne l'importance d'une organisation rigoureuse pour contribuer au bon fonctionnement de l'entretien. L'interlocuteur, en se rendant disponible, est donc pleinement enclin à répondre aux questions du chercheur. De plus, selon le sociologue l'environnement influe considérablement l'angle du discours. Il prend l'exemple de la différence entre un entretien qui se déroule sur le lieu de travail de l'interviewé et à son domicile. Ce dernier explique que dans le premier cas l'interlocuteur aura tendance à adopter un discours et donc des questions formelles, alors que dans le deuxième cas ses réponses seraient davantage en lien avec sa vie personnelle. Pour finir, l'auteur insiste sur le fait qu'il faut privilégier un endroit calme où l'entretien ne serait pas menacé d'être interrompu ou perturbé.

Pour l'étude de cas de LfE les entretiens se sont effectués dans des environnements divers : au domicile des militants, dans un café, une chaîne de fast-food ou encore sur leur lieu de travail. J'ai pris la décision de ne pas imposer aux militants de les rencontrer à leur domicile. Je ne pouvais pas non plus leur demander de se rendre chez Brenda Ashton, certains étant âgés ou n'ayant pas de moyens de locomotion. L'unique prérequis était que l'endroit soit relativement calme afin que l'enregistrement ne soit pas parasité par des bruits de fond qui peuvent rendre la transcription difficile.⁷ Néanmoins, l'environnement ne semble pas avoir eu d'impact sur les réponses aux questions par les membres de LfE. En effet, les militants n'étaient pas nécessairement plus à l'aise chez eux. Ainsi, J., bien que soucieuse de collaborer et de partager son expérience au sein de LfE et de la cause européenne en général, était assez hésitante et parfois mal à l'aise, d'où sa demande de rester anonyme. Dans le même temps, le déroulement de l'entretien avec T. sur son lieu de travail (Cunard Building, centre-ville de Liverpool) ne l'a pour autant pas empêché de mentionner certains moments de sa vie personnelle (orientation religieuse ou encore sexuelle).

I. 1 Prise de contact

La prise de contact est une étape cruciale lorsque le chercheur souhaite approcher des militants, car celle-ci permet d'exposer clairement les attentes liées à la recherche, encore

⁶ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 19.

⁷ En septembre 2018 je m'étais entretenue avec deux militants devant le Liverpool Arena et un troisième dans un pub à la fin de la marche « *March for the Many* ». La transcription de ces entretiens a été difficile dû à l'environnement bruyant.

appelé « cadre contractuel » si l'on reprend l'expression utilisée par Fenneteau.⁸ Selon lui ce protocole doit être appliqué pour éviter toute déconvenue entre les deux parties en veillant à clarifier les modalités de l'entretien (présentations, remarques, rôles, engagements). Plus le chercheur est explicite dans sa démarche plus l'interlocuteur se montrera enclin à participer à sa recherche.

Plusieurs moyens ont été mis en œuvre pour entrer et rester en contact avec LfE. Tout d'abord il s'agissait d'approcher la cheffe de campagne. Ensuite, l'intérêt était de pouvoir m'entretenir avec les autres membres et sympathisants du groupe à l'automne 2018 lors de ma venue à Liverpool. Un troisième contact a été établi au printemps 2020 via le questionnaire en ligne pour finalement aboutir à une étude plus approfondie des membres permanents en novembre 2021 au cours du second séjour. J'ai approché LfE de la même manière que les autres groupes locaux. En faire une étude de cas n'était pas encore un projet défini : j'ai donc posé les mêmes questions que celles que j'avais préparées pour les autres groupes dans l'objectif d'en savoir plus sur le mouvement en général. Les questions étaient par conséquent identiques à celles posées aux autres groupes (annexe 3.2). Or, les échanges réguliers en parallèle de l'avancement des recherches ont conduit à une meilleure connaissance du mouvement européen *grassroots* au Royaume-Uni, m'incitant ainsi à me concentrer sur LfE.

Les premiers échanges se sont effectués par courrier électronique dans lesquels j'ai pris soin de développer mon sujet de recherche, mes motivations, mon expérience avec les groupes locaux, le temps estimé de l'entretien et ses modalités, ainsi qu'un accès aux questions et à la transcription de l'entretien sur demande.⁹ Les échanges sont par la suite devenus réguliers avec Brenda Ashton, notamment par le biais de la messagerie instantanée WhatsApp ou encore d'appels téléphoniques. Cette relation qui a évolué pendant trois ans a été d'une grande richesse car c'est grâce à la militante que j'ai pu choisir LfE comme groupe échantillon. Notons que les échanges via les réseaux sociaux ne semblent pas dénaturer la qualité des informations récoltées :

⁸ Le cadre contractuel renvoie à une sorte de contrat moral pour le bon déroulement de l'interview. Durant ce moment le chercheur va établir les rôles et procéder aux présentations, à des remarques éventuelles et aux règles qu'il souhaite voir appliquer. Ce travail préliminaire a pour but de motiver et de mettre en confiance la personne à interroger. – Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 25.

⁹ Henriette O'Connor et Clare Madge, « Online Interviewing », dans Nigel G. Fielding, Raymond M. Lee, et Grant Blank (eds), *op. cit.*, p. 416-434.

Une *messaging instantanée* [...] peut également être utilisée pour réaliser des entretiens individuels en ligne semi-directs ou directifs [...] les résultats obtenus avec des e-interviews et des entretiens traditionnels en face à face pour un même objet d'étude [...] fournissent des indications similaires et [...] constituent un outil robuste présentant un rapport qualité-coût avantageux.¹⁰

1.1 Approche

La cheffe de campagne s'est montrée disponible et encline à partager son parcours personnel, professionnel et ce qui l'a conduite à rejoindre LfE. À l'issue de ce premier entretien Brenda Ashton m'a invitée à Liverpool pour assister au « *Labour Fringe Event* » qui se déroulait le 24 septembre 2018 (voir annexe 3.3). C'est ensuite par son biais que j'ai pu rencontrer et discuter avec d'autres militants du groupe. Elle m'a également logée à son domicile durant toute la durée de mon séjour, ce qui m'a permis d'être en immersion totale, ainsi que d'établir une relation de confiance avec elle. Nos échanges ont toujours été productifs et constructifs. En effet, Brenda Ashton, en qualité de dirigeante du groupe, a servi d'intermédiaire pour sélectionner les membres du groupe qu'elle jugeait les plus susceptibles de répondre à mes questions de recherche, comme le constate Gagnon :

Le fait d'être parrainé par une personne ou un organisme qui entretient déjà des contacts avec les intervenants aide beaucoup. Cela contribue à les mettre en confiance. Ainsi il est plus facile de les convaincre de souscrire à l'étude. Plus important encore, de donner accès à toute l'information dont le chercheur a besoin. En effet, la possibilité d'accéder aux données nécessaires pour compléter l'étude doit entrer en ligne de compte dans le choix d'un cas particulier.¹¹

En effet, on peut constater que Fenneteau reprend des éléments de l'analyse de Gagnon en ajoutant : « Le chercheur doit savoir se faire accepter dans chacun des sites étudiés. Il faut qu'il devienne rapidement crédible et développe une relation de confiance avec les participants. Cela est extrêmement important s'il veut que les gens lui confient ce qu'ils pensent réellement. »¹²

Par ailleurs, Brenda Ashton s'est assurée que mes recherches soient connues par le groupe en les diffusant via le bulletin d'information de LfE et le groupe Facebook (fermé) qui compte

¹⁰ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 42.

¹¹ Yves C. Gagnon, *op. cit.*, p. 97.

¹² Hervé Fenneteau, *op. cit.* p. 130.

environ 1200 abonnés. Ceci a renforcé le lien de confiance que je tentais à établir avec les membres et sympathisants qui ne me connaissaient pas encore. La diffusion de mon projet de recherche a ainsi consolidé la qualité des entretiens et cette visibilité au sein du groupe a grandement contribué à une bonne communication de chaque côté.

1.2 Échange(s)

Il est aujourd'hui possible d'échanger des informations (hyperliens, texte, contenus audios, photos, vidéos etc.) de manière instantanée. En effet, Janetzko souligne la popularisation des outils de communications électroniques qui ont incontestablement contribué au monde de la recherche. La popularité grandissante des applications comme WhatsApp, Viber ou WeChat ont facilité la communication par le biais de l'échange de messages audios, vidéos ou images. Ces applications permettent également le stockage de données, de documents et de conversations.¹³ Depuis le mois de juillet 2018 les échanges avec Brenda Ashton portaient principalement sur LfE et la campagne *Remain* mais ils ont été aussi l'occasion de suivre l'évolution du groupe face aux changements politiques (élections, sortie définitive de l'UE, négociations).

Pour l'élaboration et la réalisation de cette étude de cas, j'ai toutefois insisté pour que les interviews se déroulent physiquement : seulement trois ont dû se faire à distance. En effet, les entretiens que Fenneteau appelle « directifs » ont été privilégiés. Ces derniers « sont utilisés dans les enquêtes où la priorité consiste, non pas à faire des découvertes, mais à *collecter des informations détaillées portant sur des phénomènes précis.* »¹⁴ J'ai posé les questions que j'avais préalablement préparées et faites valider par mes directeurs de thèse ainsi que par Brenda Ashton afin qu'elles soient en adéquation avec la campagne. J'ai eu parfois à intervenir soit en clarifiant mes questions soit en encourageant les militants à développer certaines réponses dans le cas où ces derniers pouvaient fournir des informations pertinentes et nécessaires à l'avancement de mon travail de recherche. Hormis ces rares occasions, mes interventions sont restées discrètes afin de laisser pleinement la parole aux membres de LfE, puisque comme l'affirme Fenneteau :

¹³ Dietmar Janetzko, « Nonreactive Data Collection Online » dans Nigel G. Fielding, Raymond M. Lee, et Grant Blank (eds), *op. cit.*, pp. 76-91.

¹⁴ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 20.

La non-directivité n'interdit pas à l'interviewer de se manifester ; à chaque fois que cela est nécessaire, il intervient pour assister l'interviewé. Ces *interventions* nécessitent un grand savoir-faire. Quand elles ne sont pas maîtrisées, elles provoquent des blocages et engendrent des biais. Bien conduites, elles aident l'interviewé à vaincre les mécanismes de défense qui l'entravent, elles encouragent à s'écarter des stéréotypes et à s'exprimer de manière approfondie, sans orienter son discours.¹⁵

1.3 Résultats

De toute évidence ce travail de terrain n'aurait pas été possible sans Brenda Ashton. En effet, elle a joué un rôle d'intermédiaire entre le groupe et moi et sans cette interlocutrice j'aurais eu de grandes difficultés à rassembler toutes les informations nécessaires à l'élaboration de cette étude de cas. Autrement dit, les échanges avec elle m'ont permis d'avoir accès à une pléthore de données, notamment contenues dans les archives du groupe.¹⁶ Toutes ces ressources avaient été précieusement conservées dans plusieurs classeurs qui ont été mis à ma disposition.

Après avoir effectué un classement méthodique de chaque type de document, j'ai par la suite scanné chacun d'entre eux individuellement. Ceci a été le fruit d'un travail chronophage pour lequel le chercheur doit s'armer de patience. Pour finir, la disponibilité des ressources a tendu vers une meilleure connaissance de LfE et a contribué à éclaircir certains points dont la cheffe de campagne peinait parfois à se souvenir avec précision. Mattoni valorise un système de recherche à deux versants et encourage l'utilisation de ressources fournies par les militants. Les archives produites et collectées par les membres du groupe sont précieuses car elles participent à la formulation d'une théorie affranchie de l'intervention du chercheur.¹⁷

Pour finir, Milan me conforte dans le temps que j'ai pris pour construire une relation de confiance et de coopération avec la cheffe de campagne mais également avec les membres de LfE. Grâce à la grande réceptivité du groupe vis-à-vis de mes recherches, j'ai pu avoir accès à des ressources essentielles à l'avancement de mon travail.

¹⁵ *Ibid.*, p. 27 (présentation originale).

¹⁶ Notes diverses, flyers de campagne, comptes rendus de réunions et assemblées générales, stratégies de campagne, données obtenues lors des stands de rue, rapports de conférences, financement, lettres aux élus, articles écrits par les militants et publiés dans le journal *Echo*, photos prises au cours des manifestations, informations sur les militants et la structure du groupe, règles d'adhésion, formations etc.

¹⁷ Alice Mattoni, *art. cit.*

I. 2 L'observation participante

L'observation participante qui désigne une modalité d'enquête en sciences sociales, est quelque peu oxymorique. D'un côté le chercheur se positionne en qualité d'observateur, ce qui signifie que ce dernier établit volontairement une distance vis-à-vis de son objet d'étude. D'un autre côté, il endosse le rôle de participant et par conséquent doit s'intégrer dans la population qu'il a choisi d'étudier.¹⁸ Lichterman définit l'observation participante comme la recherche pour laquelle le chercheur observe et (dans une certaine mesure) participe à l'action qui constitue l'objet d'étude.¹⁹ Il recommande cette approche lorsque l'on étudie des groupes de petite taille à un niveau local et que l'on souhaite établir une interaction avec les membres en prêtant attention à ce qu'ils pensent et ressentent.²⁰

Goffman va plus loin dans sa vision de l'observation participante : dans les années 1970, lors de la conférence Pacific Association Meetings, le sociologue définissait ce procédé comme une réelle immersion dans la vie de ceux que l'on a choisi d'observer. Pendant la conférence, Goffman avait donné une communication informelle exposant l'aspect authentique de son travail de terrain (ce qui explique le style relâché de la citation qui va suivre). Il indiquait qu'observer signifie prêter attention aux moindres détails, c'est se mettre à « leur » place et s'imprégner pleinement de « leur » environnement. La longue (mais néanmoins pertinente) citation ci-dessous fait écho à ce que j'ai pu découvrir lors de ma première observation participante à Liverpool en septembre 2018 :

By participant observation, I mean a technique that wouldn't be the only technique a study would employ, it wouldn't be a technique that would be useful for any study, but it's a technique that you *can* feature in some studies. It's one of getting data, it seems to me, by subjecting yourself, your own body and your own personality, and your own social situation, to the set of contingencies that play upon a set of individuals, so that you can physically and ecologically penetrate their circle of response to their social situation, or their ethnic situation, or whatever. So that you are close to them while they are responding to what life does to them. I feel that the way this is done is to not, of course, just listen to what they talk about, but to pick up on their minor grunts and groans as they respond to their situation. When you do that, it seems to be, the standard technique is to try to subject yourself, hopefully, to their life circumstances, which

¹⁸ Philip Balsiger et Alexandre Lambelet, « Participant observation » dans Donatella della Porta (ed), *op. cit.*, p.158.

¹⁹ Nous nous permettons de citer une nouvelle fois la définition de Lichterman pour des raisons de clarté. Voir chapitre introductif, page 60. – Paul Lichterman, « Seeing Structure Happen: Theory-Driven Participant Observation, » dans Suzanne Staggenborg et Bert Klandermans (eds), *Methods of Social Movement Research*. Minneapolis: The University of Minnesota Press, 2002, p. 120.

²⁰ *Ibid.*

means that although, in fact, you can leave at any time, you act as if you can't and you try to accept all of the desirable and undesirable things that are a feature to their life. That "tunes your body up" and with your "turned-up" body and with the ecological right to be close to them (which you've obtained by one sneaky means or another), you are in a position to note their gestural, visual, bodily response to what's going on around them and you're empathetic enough – because you've been taking the same crap they've been taking to sense what it is that they're responding to. To me, that's the core of observation.²¹

Contrairement aux entretiens, séjourner chez Brenda Ashton et participer à la marche « *March for The Many* » ne faisait pas partie des projets initiaux de mon travail de recherche. Je n'ai pas donc eu à « négocier » ma présence à cette marche au sein du groupe la négociation étant un obstacle que les chercheurs doivent parfois franchir avec plus ou moins de difficulté. Milan met en avant les risques de l'étude des mouvements sociaux et rappelle que les militants peuvent se montrer suspicieux et ne pas apprécier la présence du chercheur sur leur terrain.²² L'auteure explique cette méfiance : le chercheur agit dans son propre intérêt et le mouvement se retrouve à retirer peu de gains de la recherche ; le chercheur met fin à la collaboration avec le groupe lorsqu'il a collecté suffisamment de ressources ; la réputation et les publications du chercheur agissent au détriment des actions du groupe qui passent au second plan.²³

Pendant l'observation participante, j'étais présente et volontaire avant, pendant et après la marche pro-européenne sans avoir eu à assumer un rôle ou des responsabilités. Cette position se rapproche de : « l'observation participante périphérique »²⁴ que Lapassade explique de la manière suivante :

Les chercheurs qui choisissent ce rôle – ou cette identité – considèrent qu'un certain degré d'implication est nécessaire, indispensable pour qui veut saisir de l'intérieur les activités des gens, leur vision du monde. Ils n'assument pas de rôle actif dans la situation étudiée et ils restent ainsi à sa « périphérie ». »²⁵

Selon Goffman, se lier avec les individus que l'on souhaite observer nécessite d'être confronté à des événements spontanés, voire ordinaires. De plus, le chercheur doit consacrer au minimum une année (soit quatre saisons) à l'observation participante afin que cette dernière soit complète

²¹ Ervin Goffman, « On fieldwork », *Journal of contemporary ethnography*, vol. 18, no. 2, 1989.

²² Stephania Milan, *art. cit.*

²³ *Ibid.*

²⁴ Cité dans Georges Lapassade, « Observation participante », Jacqueline Barus-Michel (éd.), *Vocabulaire de psychosociologie. Références et positions*, Érès, 2016, pp. 392-407.

²⁵ *Ibid.*

et fidèle à la réalité.²⁶ Balsiger et Lambelet confirment la théorie de Goffman mais veillent tout de même à y apporter une certaine nuance : le temps dédié à l'observation dépend principalement de la question de recherche et de la nature du sujet.²⁷

Par conséquent j'estime que l'observation participante à distance répond aux critères de recherche fixés en début de thèse et s'applique à ce que Goffman entend par une observation participante de qualité. Le contact établi (et maintenu) avec Brenda Ashton depuis juillet 2018 constitue l'ensemble du travail de terrain et résulte d'une connaissance approfondie de LfE. Par conséquent, j'inclus dans l'observation participante : les appels téléphoniques, les messages et les réunions Zoom du groupe mais également les nombreux moments (ordinaires) passés avec la cheffe de campagne lorsque je séjournais chez elle (repas, soirées, trajets en voiture etc.) où nous avons pu parler de manière informelle de sa vie de militante, des membres de LfE, des objectifs de campagne, de politique, du Brexit ou bien de ce qui fait son quotidien. Balsinger et Lambelet ajoutent que les mouvements ne sont pas perpétuellement en action et qu'ils se manifestent de temps à autres. Comprendre le militantisme c'est aussi s'intéresser à la vie de ses acteurs dans les moments les plus ordinaires et informels.²⁸

1.1 Approche

Selon la presse britannique, les manifestants formaient un cortège de plusieurs milliers de participants marchant de St George's Hall (monument historique qui sert de salle de spectacle et de tribunal) jusqu'au Pier Head (jetée bordant la Mersey). Tous chantaient à l'unisson « *We are European* » et marchaient fièrement en portant les couleurs de l'Europe sous différentes formes (drapeau, vêtements, pancartes, maquillage, autocollants etc.) La marche était chapotée par l'organisation nationale PV et défendait un vote sur l'accord (et non un deuxième

²⁶ Ervin Goffman, *art. cit.*

²⁷ Philip Balsiger et Alexandre Lambelet, *art. cit.*, p.162.

²⁸ *Ibid.*, p.153.

référendum).²⁹ Les militants répétaient le slogan « *It's not a done deal* » faisant référence au plan de Chequers proposé par l'ancienne Premier ministre Theresa May.³⁰

À la fin de la marche, plusieurs personnalités politiques ont été invitées et se sont exprimées de façon plus ou moins engagée à propos de leur soutien au Parti travailliste ou encore l'importance de mettre fin au Brexit. Les thématiques comme l'identité (européenne et liverpudlienne), les inégalités sociales (femmes, « minorités ethniques », réfugiés, demandeurs d'asile) et les injustices (mensonges de la campagne *Leave*) ont été reprises par l'ensemble des intervenants. Parmi eux on a pu entendre le député travailliste David Lammy (Tottenham), l'ancien maire de la ville Joe Anderson, Manuel Cortes (secrétaire général du syndicat TSSA),³¹ Tim Roaches (ancien secrétaire général du syndicat GMB),³² Ann O'Byrne (vice-présidente du conseil municipal de Liverpool),³³ Lord Adonis, l'économiste Ann Pettifor, le militant travailliste Bashir Ibrahim ou encore l'ancien joueur de football Peter Reid. Tous ont pris la parole (pendant environ cinq minutes) et se sont adressés à la foule de participants avec détermination.

Selon Lapassade, le chercheur se retrouve dans le milieu à observer, tout en essayant d'en faire partie : « tout au long du travail de terrain, l'observateur participant, tout en prenant part à la vie collective de ceux qu'il observe, s'occupe essentiellement de regarder, d'écouter et de converser avec les gens, de collecter et de réunir des informations. Il se laisse porter par la situation. »³⁴ L'objectif était donc d'en savoir davantage sur le mouvement pro-européen à

²⁹ Cette notion a parfois été ambiguë dans la presse. PV a tenu à être très clair sur ce point : l'organisation ne souhaitait en aucun cas un second référendum sur l'adhésion du Royaume-Uni dans l'UE. PV militait pour un vote sur l'accord (appelé plan de Chequers) que Theresa May allait conclure avec Bruxelles. À titre d'exemple, l'intervention du député travailliste David Lammy lors de la marche a été relayée par la célèbre chaîne d'information britannique *Skynews*. Dans un tweet on peut lire sur le bandeau d'information en continu (« *scroll* ») « SECOND REFERENDUM » en majuscules suivi de « the People's Vote campaign group are holding a 'March for the Many' demonstration in Liverpool. » - @Jaming2g, « David Lammy dismissing talk of a General Election and calling for a "People's Vote" », *Twitter*, 23 septembre 2018, 15h31,

<https://twitter.com/Jaming2g/status/1043855469117345792?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1043855469117345792%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.huffingtonpost.co.uk%2Fentry%2FLiverpool-protest-demanding-peoples-vote-piles-pressure-on-labour_uk_5ba7a818e4b0181540de053d>. De plus, à la fin de la marche A. O'Byrne et M. Cortes se sont tous deux repris pendant leur discours en butant sur « second referendum » à la place de dire « people's vote ».

³⁰ Le plan de Chequers a été publié par le gouvernement conservateur de Theresa May en juillet 2018 (aussi appelé « *Chequers deal* »)

³¹ TSSA : « Transport Salaried Staff's Association. » Manuel Cortes occupe la fonction de secrétaire général depuis 2011.

³² GMB : « General, Municipal, Boilermakers and Allied Trade Union. » Tim Roaches était le secrétaire général entre 2015 et 2020.

³³ L'intervention d'Ann O'Byrne devait porter sur la représentation des femmes dans le contexte du Brexit. Or, l'ancienne vice-présidente a produit un discours très général sur les conséquences d'une sortie sans accord sur l'emploi, les services publics et de santé et le secteur industriel à Merseyside.

³⁴ Georges Lapassade, *art. cit.*

travers les actions des militants, leurs témoignages ou leurs conversations. Fonder en partie le travail de terrain sur l'observation participante permet une meilleure interprétation des actions entreprises par les militants. Pour connaître la communauté et les individus qui la constituent, Balsinger et Lambelet encouragent le chercheur à s'adapter à la culture et l'environnement locaux. Cette démarche nécessite une longue immersion, dans le but de créer des liens forts et une familiarité intime. Ainsi le chercheur pourra acquérir une vision fidèle des alliances, des conflits et des différents buts et stratégies des acteurs du mouvement.³⁵

Durant la marche, j'ai pu échanger avec les militants autour de moi et bien que je me sois inspirée des questions que j'avais préparées pour les entretiens que j'allais effectuer plus tard durant mon séjour, je n'ai pas pu choisir à qui m'adresser. Les échanges étaient donc brefs (quelques questions)³⁶ et chargés en émotions (joie, colère, enthousiasme). À l'issue de la marche les militants se sont retrouvés dans un pub (annexe 3.4) pour faire le point sur leur journée d'action : l'émotion était palpable, les discours étaient intenses et pleins d'espoir. J'ai saisi cette occasion pour discuter de manière relativement spontanée avec quelques militants de LfE comme M. (ancien militant CAAT et CND). L'endroit était très bruyant et comble, l'enregistrement n'était pas de très bonne qualité.

Dans son étude des membres de *Airdale Citizens for Environmental Sanity* (ACES) Lichterman adopte la méthode « *field-driven* », qui contrairement à la méthode « *theory-driven* », ne cherche pas à valider une ou des théories dégagées en amont de l'observation participante.³⁷ Pour Lichterman les réponses se trouvent par le biais de la pratique car là où les paramètres peuvent être encore difficiles à définir au niveau théorique, ils sont plus clairs sur le terrain.³⁸ Cependant, mon approche se situe entre les deux méthodes. Si j'ai abordé le travail de terrain sans vouloir nécessairement confirmer une hypothèse, j'ai cherché néanmoins à savoir si l'hypothèse de la résurgence du sentiment pro-européen était réelle.

³⁵ Philip Balsinger et Alexandre Lambelet, *art. cit.*, p.145.

³⁶ Les questions portaient sur des données socio-démographiques (âge, nationalité, situation personnelle et professionnelle) la raison pour laquelle ils participaient à la marche ; s'ils faisaient partie d'un groupe pro-européen et ce qu'ils attendaient de cette marche.

³⁷ Paul Lichterman, *art. cit.*, p. 127.

³⁸ *Ibid.*, p.120.

L'approche de terrain de cette thèse illustre l'argument de Plows, dont les travaux s'inscrivent dans le courant d'idées de Lichterman. Plows remarque que l'ethnographie contribue au développement de la théorie et non l'inverse.³⁹

1.2 Attentes

Pour comprendre la résistance au Brexit j'ai cherché à répondre aux questions suivantes : pourquoi des individus ont décidé de se mobiliser contre les résultats du référendum ? Qui sont les pro-européens qui militent pour rester dans l'UE au Royaume-Uni ? Quels moyens ont été mis en œuvre pour atteindre cet objectif ? Quels sont les résultats obtenus ?

Participer à la manifestation « *March for the Many* » à Liverpool était l'occasion de vivre une expérience d'immersion mais avant tout d'observer la mobilisation en action. Les groupes locaux pro-européens commençaient tout juste à se faire entendre et à gagner en visibilité. En effet, 2018 représente une année forte dans l'histoire du mouvement où tout semblait encore possible pour les pro-européens. Certains espéraient un vote sur l'accord, d'autres, la victoire du Parti travailliste. J'avais pour objectif de rencontrer les militants et faire connaître mes recherches parmi les membres de LfE. Brenda Ashton avait déjà publié quelques photos de nous avant de partir à la marche « *March for the Many* » sur le groupe Facebook fermé du groupe (annexe 3.5). Il était important pour ma première rencontre avec LfE de montrer au groupe que j'étais volontaire pour participer à cette marche dans le but de gagner leur confiance mais également pour observer le mouvement en action, ce que Balsinger et Lambelet préconisent. Se rapprocher des individus que l'on cherche à étudier reste la meilleure façon de les comprendre.⁴⁰

1.3 Résultats

À l'issue de cette phase d'observation participante, je suis parvenue à identifier la motivation des militants ainsi que la dynamique de la mobilisation. Cependant, en raison de mon inexpérience je n'ai pu me servir de cet événement de la manière dont je l'aurais probablement fait en fin de thèse, soit trois ans plus tard. En effet, avec du recul et après m'être penchée sur

³⁹ Alexandra Plows, *art. cit.*

⁴⁰ Philip Balsinger et Alexandre Lambelet, *op. cit.*, p.146.

les références de l'observation participante citées dans ce chapitre, je me suis rendue compte que je n'avais pas tiré tous les bénéfices de cette marche pro-européenne. La nature spontanée et mouvante de la mobilisation anti-Brexit m'a contrainte à commencer le travail de terrain avant les lectures théoriques et donc à collecter les données qualitatives avec un regard relativement inexpérimenté.

A posteriori, j'ai pris conscience que j'aurais pu faire usage de cet événement de manière plus rigoureuse. Distribuer un questionnaire aux participants aurait permis d'extraire un échantillon et d'en savoir plus sur le profil des manifestants, leurs attentes et leurs contributions au mouvement.⁴¹ En effet, Andretta et della Porta signalent l'importance de former les doctorants à cet exercice qui requiert de l'expérience et de l'entraînement.⁴²

Cet aspect de l'étude d'Andretta et della Porta s'apparente à ce que Van Stekelenburg, Klandermans et Walgrave proposent. Toutefois, les auteurs mettent davantage l'accent sur la dimension objective que va apporter cette méthode et parlent de système « détachable » (*tear-off*). Ce système consiste dans un premier temps à poser des questions assez générales en relation avec l'hypothèse de recherche lors de la marche puis, dans un deuxième temps, de leur donner un questionnaire qu'ils rempliront par la suite chez eux et renverront par voie postale.⁴³

Pour finir Mayer, Favre et Fillieule précisent qu'il est important de choisir le « bon moment » pour la conduite d'un sondage au sein d'un rassemblement de militants. En effet, les auteurs déconseillent fortement de sonder les participants à la fin de la manifestation :

La réalisation du sondage dans la phase de rassemblement ne pose guère de difficultés. Il y a généralement une heure fixée pour la manifestation, et tout aussi naturellement, les manifestants commencent à se présenter un peu plus tôt alors que le défilé s'ébranle le plus souvent avec une heure de décalage sur l'horaire prévu. Les enquêteurs disposent donc d'une période favorable, et d'autant plus que les manifestants sont particulièrement disponibles.⁴⁴

⁴¹ Massimiliano Andretta et Donatella della Porta, « Surveying Protestors. How and Why », dans Donatella della Porta (ed), *op. cit.*, p. 308-334.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Jacquélien Van Stekelenburg, Bert Klandermans et Stefaan Walgrave, « Individual Participation in Street Demonstrations » dans David A. Snow *et al.*, *op. cit.*, pp. 371-391.

⁴⁴ Nonna Mayer, Pierre Favre et Olivier Fillieule, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47^e année, n°1, 1997.

I. 3 Le questionnaire en ligne

Le questionnaire en ligne conçu au printemps 2020 a eu pour objectif de dresser le profil socio-démographique des membres de LfE (annexe 3.6). J'ai choisi de soumettre ce questionnaire plus de trois ans et demi après la tenue du référendum de 2016 pour plusieurs raisons : le mouvement entrainait alors dans une phase descendante du cycle de protestation et les militants étaient désormais bien informés de la situation politique au Royaume-Uni et de l'avancée des négociations avec l'UE. De plus, ils étaient sans doute susceptibles d'avoir acquis une distance vis-à-vis de la campagne, elle aussi remplie de péripéties au niveau interne (avec l'implosion de l'organisation nationale PV, notamment).

Par ailleurs, en cette période de quarantaine, le moment était d'autant plus propice à cette activité puisque les militants disposaient de temps pour faire le point sur leur engagement depuis 2016 et pour décider s'ils désiraient continuer à faire campagne dans un climat politique dominé par les conservateurs avec la fin de la période transitoire prévue pour décembre 2020. Ne pas être « dans l'action » pourrait permettre un certain recul et donc plus de sincérité dans les réponses ou du moins un regard davantage critique sans contrainte de temps.⁴⁵ Disposer d'un moment pour réfléchir au sens de leur engagement dans LfE revêt une importance primordiale car un des questionnements principaux de cette thèse est de savoir les raisons pour lesquelles ces individus n'ont jamais milité pour la cause européenne ou ne se sont que très peu intéressés à la politique avant le référendum.⁴⁶

De Singly explique que « l'entretien est un instrument privilégié pour la compréhension des comportements, le questionnaire est une excellente méthode pour l'explication de la conduite. »⁴⁷ Un questionnaire en ligne semble opportun car cet outil fournit des éléments quantitatifs plus concis sur les membres de LfE. En effet, au moment de la question sur le profil socio-démographique des membres constituant le groupe, le manque de précision est flagrant. Lors de notre premier entretien en juillet 2018, la réponse apportée par Brenda Ashton en est un exemple manifeste :

⁴⁵ Lorenzo Mosca, « Methodological Practices in Social Movement Research » dans Donatella della Porta (ed). *op. cit.*, p. 397-417.

⁴⁶ Stefania Milan, *art. cit.*

⁴⁷ François de Singly, *op. cit.*, p. 19.

Well... I would say in age, we've got a few who're in their twenties but they probably range from 30 to 80. [...] We have a few in their 30s, I have to say we don't have enough young people... and this is the movement as a whole, not just us, it's hard to get young people. [...] There seems to be a good gender balance in terms of this. People in our case, people who come from (the county is quite big), the south, people come from the north and I have to say the only good thing that's come out of Brexit is the people we've met. They're people, obviously who are committed to the cause, who are broad-minded, liberal, non-racist. [...] The reality is we have about 10 core members who are always active, I mean that's the reality and I think that is probably true with every group.⁴⁸

Grâce au questionnaire en ligne les réponses ont été plus nombreuses et le gain de temps considérable. L'outil choisi, Google form, est gratuit, simple et accessible à tous. Pour Mosca, l'anonymat des réponses permet de maximiser la participation des militants et garantit leur assentiment.⁴⁹ Abrams et Gaiser confirment que préserver l'anonymat des répondants est bénéfique, car ces derniers peuvent répondre aux questions sans être déstabilisés par des avis contraires ou bien par le ton de la voix et les expressions faciales.⁵⁰ Enfin, étant donné que le questionnaire était auto-administré, les répondants se sont sentis moins jugés que si les questions avaient été posées en face à face.⁵¹

1.1 Approche

Le questionnaire a permis de connaître le profil des militants afin d'en dresser une typologie dans le but de pouvoir établir des liens avec les mouvements sociaux des années 1960-1970 au Royaume-Uni en termes d'organisation, de structure et de stratégie mais aussi d'identité. Reste à savoir si la dimension identitaire constitue ou non le facteur principal de la campagne. Les déductions, points communs et différences découlant de ces comparaisons ont contribué à l'élaboration d'une théorie concernant la durabilité du groupe dans un contexte politique et social post-Brexit. L'intensité de leur engagement depuis 2016 a pu, dans une certaine mesure, prédire la longévité du mouvement. Nous nous sommes également intéressés à leur militantisme en général, notamment s'ils se sont déjà engagés pour une autre cause dans le passé ou bien s'ils ont accepté l'idée de la sortie du Royaume-Uni de l'UE (phase d'acceptation).

⁴⁸ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 2018.

⁴⁹ Lorenzo Mosca, *art. cit.*

⁵⁰ Katie M. Abrams et Ted J. Gaiser, « Online Focus Groups » dans Nigel G. Fielding, Raymond M. Lee, et Grant Blank (eds), *op. cit.*, pp. 435-450.

⁵¹ Hervé Fenneteau, *op. cit.* p. 97

Le groupe échantillon, LfE, a répondu aux questions suivantes : Qui sont les membres ? Comment s'illustre leur engagement dans la campagne anti-Brexit ? De quelle manière agissent-ils et à quelle fréquence ? Comment s'explique leur participation ? Dans quelle mesure le référendum du 23 juin 2016 a déclenché une prise de conscience identitaire ?

Expliquer les raisons de la mobilisation des membres de LfE nous place dans une démarche analytique : connaître les motivations individuelles dans un groupe de campagne a toute son importance pour appréhender la dynamique d'un mouvement social (annexe 3.6 - section 5).⁵²

Par ailleurs, afin de créer une relation de confiance une page introductive pour mettre en avant la finalité de l'enquête avait pour but d'informer au mieux les militants. Via le groupe fermé Facebook, Brenda Ashton a accepté de publier mon questionnaire auquel j'ai pu adjoindre un message personnel pour présenter mes recherches (annexe 3.7). De plus, pour que les militants s'identifient davantage à cette étude, la militante a suggéré de rajouter une des photos prises lors de mon premier séjour en 2018 où je porte les couleurs de LfE (tee-shirt du groupe et drapeau - annexe 3.8).

L'intérêt de faire partie de LfE est principalement de défendre l'Europe comme entité sociale et politique, ses valeurs et ses préceptes. Vient alors la question de la motivation, par exemple, si l'on devait établir une sorte de classement de l'impact du Brexit sur la vie de chaque individu, les plus exposés sont les non-résidents. Cela veut-il dire que ce sont ceux qui participent le plus ?⁵³ Il y a-t-il une corrélation entre l'impact du Brexit sur l'existence d'un individu et son engagement dans le groupe LfE ? Entre idéologie et vie pratique, il sera pertinent d'exposer et d'expliquer les liens évoqués. La formulation des questions contient un vocabulaire spécifique aux campagnes contestataires car les militants du groupe sont familiers avec les formulations choisies.⁵⁴

De plus, afin de savoir ce que font les militants pour contribuer à la campagne, nous nous fonderons en partie sur les éléments de l'audit de 2019 de la participation politique au

⁵² Bert Klandermans, « Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, Vol. 49, No. 5, Oct. 1984, pp. 583-600.

⁵³ D'après les entretiens, les militants sont pour la plupart des citoyens britanniques de plus de 50 ans. Le Brexit aura donc pas ou eu très peu de conséquences sur leur vie de tous les jours, contrairement aux ressortissants européens, aux jeunes ou encore aux familles avec des enfants issus d'un parent européen. Le questionnaire pourrait dans ce cas confirmer ou démentir cette hypothèse.

⁵⁴ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 82.

Royaume-Uni, à savoir : voter ; contacter un élu ; créer/signer une e-pétition ; créer ou signer une pétition papier ; boycotter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales ; participer à une réunion publique ; donner de l'argent/payer une adhésion à une œuvre de bienfaisance ou une organisation militante ; participer à une manifestation, une marche ou une grève ; aller à une réunion politique ; prendre part à une discussion ou une campagne en ligne ou sur les réseaux sociaux ; contacter les médias ; donner de l'argent/payer une adhésion à un parti politique.⁵⁵

Selon Olson, le ratio coût/récompense ne se fonde pas uniquement sur un bénéfice économique. L'échantillon est donc présélectionné et est censé correspondre à la population visée pour ce questionnaire. Nous partons alors du principe que les membres y voient tous un intérêt que ce soit personnel (ex. : ne pas perdre son/sa conjointe), professionnel ou encore économique, bien qu'il soit demandé aux militants si au fur et à mesure de la campagne et des défaites politiques ils se sont davantage ou au contraire moins engagés dans LfE.

Economic incentives are not, to be sure, the only incentives; people are sometimes also motivated by a desire to win prestige, respect, friendship, and other social and psychological objectives. Though the phrase "socio-economical status" often used in discussions of status suggests that there may be a correlation between economic position and social position, there is no doubt that the two are sometimes different. The possibility, that in a case where there was no economic incentive for an individual to contribute to the achievement of a group interest, there might nonetheless be a social incentive for him to make such a contribution, must therefore be considered.⁵⁶

Le profil des militants est-il cohérent avec ce qui les motivent à agir ? Peut-on classer les militants en fonction de leur situation sociale, économique et professionnelle, comme ce fut le cas pour le vote du Brexit ?⁵⁷ Pour cela, nous leur demanderons à quelle catégorie sociale ils appartiennent, leur niveau d'étude mais aussi de définir leur activité professionnelle, dans quelle région ils habitent et leur nationalité. Peut-on établir des liens entre leur statut social, économique, familial, politique etc. et leur implication en tant que militant pro-européen ?

⁵⁵ Elise Uberoi et Niel Johnston, *art. cit.*, p. 9.

⁵⁶ Mancur Olson, *The Logic of collective action public goods and the theory of groups*. 7th printing. Cambridge (Mass.): Harvard University press, 1998, p. 60.

⁵⁷ Matthew J. Goodwin et Oliver Heath, *art. cit.* (a).

Puis, nous chercherons à expliquer les motivations des militants en identifiant les éléments personnels et/ou professionnels qui ont influencé leur engagement. Il s'agira également de définir leur relation avec l'Europe et expliquer pourquoi la majorité de ceux qui ont voté pour rester dans l'UE n'a pas participé à la campagne référendaire *Stronger In*, ni ne se sont posés la question de l'importance ou même la signification d'être membre de l'UE auparavant. À quel moment se sont-ils engagés dans la campagne « *remain* » ? Cela était-il avant, pendant ou après le référendum de 2016 ? Ont-ils participé à la campagne référendaire organisée par le gouvernement de David Cameron ? Si oui, de quelle manière ? Les répondants ont pu choisir parmi des réponses prédéfinies basées sur les actions entreprises dans les mouvements de revendications (distribution de tracts, aller à des réunions, parler à ses proches, signer une pétition, écrire à ses élus locaux etc.)

Comme évoqué précédemment, la majorité a pris part au mouvement anti-Brexit après le référendum, d'où la question portant sur le regret (annexe 3.6 - section 5, question 10). Est-ce parce qu'ils ne savaient pas comment agir ? Ou bien pensaient-ils que le camp *Leave* ne gagnerait jamais ? Ou encore tout simplement parce qu'ils ne se sont jamais réellement intéressés à la politique ? Ou si l'on en croit les indices de l'engagement politique au Royaume-Uni, cela pourrait s'expliquer par le fait que ces derniers ne pensaient pas que leur contribution au niveau local aurait pu changer le vote.⁵⁸ En effet, 5,9 % ne pensaient pas que leur contribution aurait fait la différence et étonnamment les militants sont partagés de manière peu ou prou égale quant au degré de regret : 1 (29,2 %), 2 (15,4 %), 3 (27,5 %) et 4 (27,7 %). Une des questions centrales repose donc sur ce que les militants associent à leurs actions et dans quelle mesure ils ont décidé de s'engager (annexe 3.6 - section 5, question 17). En effet, le questionnaire montre que 56,7 % se sont engagés dans la cause européenne après le référendum par rapport à 31,3 % pendant la campagne référendaire et 11,9 % avant le vote pour une sortie. 76,5 % des membres de LfE qui n'ont pas participé à la campagne *Stronger In* car ils pensaient que le camp *Remain* allait remporter le référendum. Au cours des entretiens je me suis rendue compte de la faible politisation des membres jusqu'au référendum, soulignant une fois encore la dimension spontanée de la mobilisation post-Brexit.

La section 3, « *identity* » (annexe 3.6) sans doute la plus complexe, fournira des informations sur la place qu'occupe l'identité européenne par rapport à l'identité nationale. Cette dernière

⁵⁸ Elise Uberoi et Niel Johnston, *art. cit.*, p. 8.

arrivée en tête, prime-t-elle sur le sentiment d'appartenance à l'UE ? L'identité européenne est-elle aujourd'hui plus importante que leur identité nationale ? Ont-elles une part égale dans le cœur des militants ? Ou, comme parfois mentionné dans les entretiens avec les immigrés britanniques, sont-ils tout simplement perdus et ne savent plus réellement qui ils sont ? Dans quelle mesure le Brexit a-t-il renforcé ce sentiment ?

1.2 Choix des questions

Andretta et della Porta conseillent d'aborder quatre thématiques lorsque le chercheur questionne les membres d'un mouvement social. Ce dernier doit s'intéresser à plusieurs points : variables socio-démographiques ; mobilisation des ressources ; identité et cadre ; politique.

- sociographic features: Who are the people who protest? Workers? Middle- class? Students?
- resource mobilization: Are resources important to predict individual participation in protest actions? Do organizations play a crucial role in recruiting people to protest events?
- identity and frame: Are individuals embedded in collective identities? Do they frame the issues on which they mobilize in the same ways as organizations do? Are their identity, frames, perceptions shaped by collective action?
- political process approach: How is the political context important for individuals?⁵⁹

Les questions étaient semblables à celles posées au cours des entretiens constituant le « groupe cible » et les réponses récoltées à partir des données quantitatives et qualitatives ont permis d'établir un profil socio-démographique des individus engagés dans la cause pro-européenne. Le questionnaire a d'abord été envoyé à Brenda Ashton afin d'être en adéquation avec LfE et la campagne *Remain*.⁶⁰ De plus je voulais m'assurer de la pertinence des questions posées afin d'obtenir suffisamment d'informations.⁶¹

⁵⁹ Massimiliano Andretta et Donatella della Porta, « Surveying Protestors. How and Why », dans Donatella della Porta (ed), *op. cit.*, p. 308-334.

⁶⁰ Quelques retours ont été constructifs : certaines questions étaient en décalage par rapport à ce qui était en train de se passer au moment où le questionnaire avait été envoyé et d'autres manquaient de clarté notamment autour des questions d'ethnicité. Brenda Ashton avait fait quelques suggestions par message : « I think people could be confused over these [the questions] as we have legally left the EU. Perhaps, you need to put something in here about the transition phase. I knew what you meant but people see things differently. Also, under ethnicity, I ticked 'Other' on my first version and I was allowed to continue but not this time. I'm Chinese/British but there wasn't a field for it. I ticked 'Asian/British in the end but that means S[outh] Asian to us. I'll send each question separately. »

⁶¹ Après renvoi du questionnaire, Brenda a signalé la question concernant l'alliance Unite to Reform (UTR). Unite to Reform, auparavant appelée Unite to Remain, était une alliance politique formée par l'ancienne députée conservatrice et ex-membre de Change UK, Heidi Allen,

Le questionnaire est divisé en six sections thématiques qui sont annoncées en haut de chaque nouvelle page. Il s'agira, dans un premier temps, de connaître l'âge,⁶² le sexe, le parcours professionnel, l'identité ethnique, les préférences politiques des membres etc. ; l'articulation du groupe au niveau local ainsi que l'implication personnelle de ses membres dans les initiatives proposées par LfE seront analysées :

Page 1 : Profil des militants (*Activists*)

Page 2 : Parcours scolaire et professionnel (*Education/occupation*)

Page 3 : Identité (*Identity*),

Page 4 : Intention(s) de vote et orientation politique (*Voting*),

Page 5 : Engagement et militantisme avant et après le référendum (*Activism before and after the referendum*)

Page 6 : Relation(s) avec les partis politiques et les groupes nationaux (*The grassroots and politics/Millbank*)

L'ordre des questions suit une logique thématique avec des questions qui gagnent en complexité. La partie une inclut des questions sur les variables socio-démographiques (âge, sexe, la situation familiale, sociale et économique, le lieu de résidence et nationalité). Cela permettra de mettre les répondants « à l'aise » et de récolter des données précises sur le profil des militants. Or, Fenneteau discrédite cette technique et explique que les questions sur « les caractéristiques socio-démographiques de l'individu [...] paraissent parfois indiscretes. La personne interrogée ne serait pas mise en confiance si elles étaient posées au début. »⁶³ Selon lui, cette section devrait se trouver à la fin du questionnaire. Andretta et della Porta partagent également ce principe pour une autre raison : maintenir l'intérêt du répondant. Pour ne pas décourager les répondants les questions dites socio-démographiques, délicates ou ennuyeuses

dans le but de contrecarrer la victoire des Conservateurs aux élections législatives de décembre 2019 : « We are a group of political strategists, data scientists, campaigners and politicians who worked (as Unite to Remain) to build the unprecedented Remain Alliance in the December 2019 General Election by bringing together parties in England and Wales - the Liberal Democrats, Green Party and Plaid Cymru, to field a single candidate in 60 key parliamentary seats. As well as opposing Brexit our parties agreed on the need for greater action on climate change, addressing growing poverty, and constitutional reform including PR for the House of Commons. » - Unite to Remain, « About », <<https://unitetoremain.org>>, consulté le 10 juin 2022.- Dans son message Brenda précisait qu'il était peu probable que les membres/sympathisants comprennent cette question car même elle n'était pas certaine de savoir à quoi « UTR » faisait référence. Pour cause, dans la ville de Southport (comté de Merseyside), seulement un siège (sur 15) était occupé par un membre du Parti conservateur, donc d'intérêt stratégique quasi nul pour « UTR ». Cette question a donc été supprimée pour éviter l'effet d'intimidation et a été repensée par celle portant sur « tactical voting », une technique de vote voisine de l'objectif de « UTR ».

⁶² Cette question est pertinente dans le cadre des recherches car tous les groupes interrogés sur la période 2017-2019 ont déploré le manque de jeunes dans la campagne. À l'issue de l'assemblée générale de LfE en juin 2019 un des objectifs à atteindre était celui d'un meilleur recrutement de la jeunesse.

⁶³ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 108.

devraient être placées à la fin.⁶⁴ Or, notre objet d'étude porte principalement sur le profil socio-démographique des militants de LfE. Il paraît alors logique que ces questions constituent la première partie. Dans notre cas, commencer par des questions « générales » sur leur militantisme et reléguer celles sur leur profil socio-démographique en dernier déséquilibrerait le questionnaire.

Progressivement, les questions portent sur des sujets plus complexes, comme l'identité⁶⁵ ou encore l'opinion des membres concernant le fonctionnement local et national du mouvement. Ces données nous permettront de spéculer sur la pérennité du mouvement. Le concept d'identité peut, par sa grande complexité, se décliner de diverses manières. Le sentiment d'attachement à l'Europe demeure assez étranger aux Britanniques et les résultats de l'Eurobaromètre montrent bien que ces derniers ont toujours été en deçà des moyennes européennes. Ichijo, dans son sondage sur l'identité européenne, conclut que les Britanniques rejettent leur identité européenne toutes classes sociales confondues et les femmes seraient les plus réticentes.⁶⁶ Cela est-il aussi le cas chez les pro-européens? Pour interroger les militants sur leur identité les questions (ouvertes et fermées) portaient dans un premier temps autour de l'indicateur de l'ethnicité.⁶⁷ Puis, autour de la dualité entre leur nation et leur nationalité.⁶⁸ Par ailleurs, LfE étant un groupe du nord-ouest de l'Angleterre avec une très forte identité régionale (*scousers*), il sera intéressant de voir comment s'identifient ses membres. Les questions se poursuivent avec plus de complexité avec des questions se rapportant à l'échelle de Moreno.⁶⁹ Par ailleurs, nous savons que la majorité des militants se sont engagés après le 23 juin 2016. Donc la question de savoir s'ils se sont toujours sentis européens semble pertinente.

Au cours des entretiens réalisés avec les groupes, la question « *How would you define being/feeling European ?* » a toujours été accueillie d'un rire nerveux et semble difficile à

⁶⁴ Massimiliano Andretta et Donatella della Porta, *op. cit.*

⁶⁵ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p.45.

⁶⁶ Atsuko Ichijo, *op. cit.*

⁶⁷ « *How do you identify yourself ?* » - Ici il s'agit de demander aux militants comment ils s'identifient personnellement et non comment ils seraient catégorisés.

⁶⁸ « *Do you feel more English, Scottish, Welsh, Irish than British ?* » - Parmi les membres de LfE, certains sont des ressortissants européens.

⁶⁹ « *Do you feel more European than British ?* » (Yes, No, Neither, I am not British) ou encore « *Do you see yourself as...?* » ((nationality) only; (nationality) and European; European only; None; I don't know. - « ... identification with Britain and Europe is not a matter of mutually exclusive choice: one can choose both, either of them or none. » - Atsuko Ichijo, *op. cit.* - Notons ici qu'afin d'éviter les réponses factices, la possibilité de répondre par « je ne sais pas » traduit le fait que les militants peuvent se sentir perdus, sans identité ou encore leur montrer qu'il n'y a rien de « honteux » à ne pas avoir de réponse, cette formulation est comme une « porte de sortie ». - Hervé Fenneteau, *op. cit.*,

définir ; certains ont mis en avant des éléments culturels, d'autres parlent de paix et de valeurs démocratiques. Il est donc pertinent de poser à nouveau cette question sous la forme d'une question ouverte car les réponses fournies lors des entretiens étaient bien trop différentes les unes des autres pour établir un code. En revanche, la question suivante : « *What does the EU mean to you personally ?* » nous aidera à établir un certain classement (trois mots) de ce que représente l'Europe pour les militants (annexe 3.9).⁷⁰

1.3 Types de questions

Afin de ne pas influencer les réponses aux questions, la plupart des questions sont d'ordre factuel (contrairement aux questions d'opinion où le jugement des répondants est davantage sollicité). Les participants ont pu choisir parmi des réponses prédéterminées mais pouvaient également opter pour « autre » (aussi appelées questions « mixtes »).⁷¹

La grande majorité des questions est fermée, quelques-unes étant *a contrario* ouvertes. Pour les questions d'opinion les militants ont eu la possibilité de répondre par le biais d'échelles d'évaluation et d'échelles de type « matrice » ou encore appelée échelle de « Likert » dans le but de mesurer le degré d'engagement, le type et la fréquence des activités militantes au sein du groupe. Les échelles peuvent être quantitative (de 1 à 4)⁷² ou qualitative (échelle de Likert).⁷³ À ces échelles ont été associées les questions comme la force du choc émotionnel (*moral shock*)⁷⁴ ou l'intérêt pour la politique *ante-référendum*.⁷⁵

Par ailleurs, il semble pertinent de mesurer le degré de regret de ne pas avoir participé à la campagne référendaire du gouvernement car suivant l'intensité du sentiment de regret un individu peut davantage s'engager contre le Brexit au sein de LfE. Le questionnaire est

⁷⁰ Atsuko Ichijo conclut que ceux qui se sentent européens s'identifient principalement aux symboles européens (drapeau, hymnes etc.). En revanche, elle découvre que contrairement aux conclusions de l'Eurobaromètre, les répondants ne considèrent pas la liberté de circulation des personnes comme le plus important. – Atsuko Ichijo, *op. cit.*, p. 100.

⁷¹ François de Singly, *op. cit.*, p. 68

⁷² Le choix d'une échelle à la fois réduite et avec un nombre pair est dans le but que les répondants visualisent facilement l'échelonnement et également pour éviter les demi-mesures (de 1 à 5 il peut être tentant, lorsque l'on n'est pas sûr de mettre 2,5).

⁷³ « Quand on utilise une échelle de *Likert* on demande à la personne interrogée d'exprimer un certain degré d'accord ou de désaccord avec une proposition qui lui est présentée. » - Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 74

⁷⁴ Section 3, question 10 : « On a scale from 1 to 4, how has Brexit strengthened your European identity »

⁷⁵ Section 4, questions 6 & 7: « On a scale from 1 to 4, how interested were you in European politics before the referendum? », suivi de « On a scale from 1 to 4, how informed were you on EU matters before the referendum ? ».

également constitué de questions associées à ce que l'on appelle l'échelle d'Osgood qui « repose sur un différentiel sémantique opposant deux adjectifs ou deux termes de sens contraire ». ⁷⁶ En effet, rajouter deux termes de chaque côté de l'échelle permet une meilleure compréhension. ⁷⁷

L'échelle de Thurstone fait aussi partie du questionnaire notamment pour les questions voulant mesurer les activités militantes : « *How often do you take part in grassroots' initiatives ?* », à cette question les répondants évalueront les différentes activités auxquelles ils peuvent prendre part par : « *very often, often, sometimes, rarely, never* ». En ce qui concerne les réponses dites « neutres », elles peuvent être synonymes de réponses « refuges » d'où l'alternative « *I don't know* » proposée afin de ne pas biaiser les résultats. Il faut savoir que la position centriste constitue en soi une opinion dans le cadre de ce questionnaire comme le souligne Fenneteau.

De plus, « l'utilisation des formulations tantôt positives tantôt négatives permet également de lutter contre le biais introduit par les individus, moins nombreux, qui pratiquent l'*opposition systématique (nay-saying)* ». ⁷⁸ Les formules introductives ont elles aussi tout leur importance, elles encouragent les répondants à faire appel à leur opinion, leur subjectivité, donnant ainsi l'impression que ce qu'ils pensent revêt une certaine vérité sans se sentir jugé. Prenons pour exemple la question : « Selon vous, dans quelle mesure les initiatives de la campagne *Remain* ont-elles été efficaces ? » Ici le répondant tendra à se concentrer sur le mot « efficace » qui a une connotation positive et qui conforte les militants que le campagne a du sens. Ces derniers sont invités à réfléchir sur l'impact de leur campagne et à adopter une démarche critique et constructive.

« *According to you, how efficient are the following initiatives for the Remain campaign?* »

A contrario, la question ouverte « *Has Brexit affected your job ?* » ne fait pas appel à cette subjectivité car ici il est préférable de rester factuel (ex. : « Oui, mon entreprise m'a

⁷⁶ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 75

⁷⁷ Exemple section 6, question 5 : « On a scale from 1 to 4, how effective was tactical voting ? » - « Not effective at all- 1- 2 - 3 - 4 -very effective »

⁷⁸ *Ibid.*, p. 90 - Exemple section 6, question 1 : « For the Remain campaign to be successful, the grassroots should work along... » - « I strongly agree/I agree somewhat/I neither agree or disagree/I disagree somewhat/I strongly disagree/I don't know. ».

licencié.e ») et non dans le ressenti (ex. : mes collègues me parlent moins à la pause-café car j'ai voté « *remain* », réponse qui n'est pas pertinente pour cette étude.)

Par ailleurs, la section 5 (*Activism before and after the referendum* - annexe 3.6) comprend des modalités et l'ordre de présentation de ces modalités doit être étudié avec précaution afin que les résultats soient le plus authentiques possible. Fenneteau explique que « l'ordre dans lequel les modalités sont présentées tend, dans certains cas, à avoir une influence sur les réponses. »⁷⁹ Pour remédier à cela il propose de « ne pas placer en début de liste les modalités de réponses les plus évidentes ou les plus attirantes ». C'est pour cela que les différentes modalités proposées ont été classées dans un ordre moins « évident », c'est-à-dire pas celui auquel le militant s'attend.

Certaines questions comme « *Describe Brexit in one word* » ou encore « *Describe feeling/being European in three words* » restent ouvertes car il semble impossible (ou cela résulterait en une liste de mots interminable) de les prédéfinir et les réponses individuelles peuvent éventuellement dévoiler des croisements.⁸⁰ Le choix de limiter la réponse ouverte à quelques mots a toute son importance, en effet souvent les réponses peuvent être vagues, superficielles et traduisent ce qui nous vient tout de suite en tête sans réellement prendre le temps de réfléchir. Exiger des répondants de choisir un ou quelques mots pour décrire un sentiment ou un phénomène les obligent en quelque sorte à réfléchir dans le but de sélectionner le ou les mots qui qualifieraient au mieux ce qu'ils ressentent. De plus, nous ne cherchons pas nécessairement à valider une ou plusieurs hypothèses mais plutôt à comprendre la façon dont les pro-européens envisagent ces notions. La problématique des réponses « dissimulatrices » peut potentiellement se poser lorsqu'il est demandé aux militants si depuis qu'ils ont rejoint LfE ils se sont plus ou moins engagés. La question reste ouverte afin qu'ils puissent au mieux s'exprimer sans se sentir contraints d'appartenir à une catégorie (lister les différentes raisons que ce soit pour expliquer plus ou moins d'engagement serait extrêmement fastidieux).

D'ores et déjà nous savons que la campagne qui dure depuis 2016 a été considérablement affaiblie après que Boris Johnson a été nommé Premier ministre le 12 décembre 2019. En effet cela a pu décourager certains militants qui ont préféré accepter le Brexit plutôt que d'être « en

⁷⁹ *Ibid.*, p. 93.

⁸⁰ François de Singly, *op. cit.*, p. 77

résistance ». Pour conclure, les 67 membres de LfE qui ont répondu au questionnaire ont eu la possibilité de revenir en arrière pour modifier leurs réponses s'ils le souhaitent car il est primordial que les réponses soient aussi authentiques que possible.⁸¹

1.4 Résultats

Pour Mosca le questionnaire en ligne présente des avantages certains comme celui d'avoir la possibilité de toucher une population militante plus large avec des profils variés.⁸²

De plus, le questionnaire viendra apporter de la précision dans les réponses obtenues lors des entretiens. Lorenzo juge qu'un taux de réponse se situant entre 5 et 10 % est respectable tant que la population visée est supérieure à 100 individus. 67 membres et sympathisants de LfE ont pris le temps d'y répondre, ce qui constitue un nombre respectable. Cela correspondrait à environ 6,7 % du groupe Facebook fermé de Liverpool for Europe qui comptait environ 1000 membres au printemps 2020.⁸³

En effet, il aurait été difficile de s'entretenir avec les membres du groupe de façon formelle et rigoureuse lorsque ces derniers étaient en action : manifestation, préparation de stands de rue, réunion etc. Laisser les membres du groupe répondre au questionnaire par le biais d'Internet leur laisse la possibilité de choisir le bon moment et de réfléchir aux questions plus profondément car, contrairement à un entretien « sur le terrain », ils ne se sentiront pas pressés par le temps ni seront distraits par ce qui les entoure. Très souvent en interrogeant les participants « sur le terrain » ces derniers, voulant être utiles, me coupaient en disant « cette personne pourrait vous en dire plus sur ce sujet ! », « demandez à X ce qu'il en pense ! » etc. Ces interventions inopinées ont généré dans des bribes d'informations qui manquaient de rigueur et de profondeur. Lorsque la manifestation se termine (phase de dispersion), le plus souvent les militants rentrent chez eux rapidement, quelques-uns se rendent au pub du coin, mais une fois de plus l'interview peut être parasitée par les bruits de fond, la distraction etc. En outre, l'euphorie des participants est palpable. Mayer, Fabre et Fillieule considèrent que le risque d'éparpillement est mesurable lorsqu'on interroge spontanément les membres d'un

⁸¹ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 55

⁸² Lorenzo Mosca, *art. cit.*

⁸³ *Ibid.*

groupe. En effet, les auteurs déconseillent la conduite d'interview pendant la phase de dispersion :

En revanche, nous avons renoncé à faire des interviews dans la phase de dispersion, d'abord parce que la plupart des manifestants quittent les lieux rapidement, ne serait-ce que pour laisser la place aux manifestants qui arrivent derrière eux, et ensuite parce que la dispersion est le moment où les incidents sont statistiquement plus fréquents. Il n'est plus question, ni pour les enquêteurs ni pour les manifestants, de s'attarder dix minutes devant un questionnaire !⁸⁴

Être neutre constitue l'élément crucial d'une enquête par questionnaire car l'objectif premier est de traduire une réalité sociale existante. C'est pour cette raison que cette enquête par questionnaire s'est concentrée sur un groupe pro-européen clairement identifié et non sur l'ensemble du mouvement, qui relèverait d'une tâche bien trop complexe et peu fructueuse. Sélectionner les questions afin qu'elles soient pertinentes pour cette enquête constitue en soi la limite de l'objectivité. Il faut donc garder à l'esprit que les chiffres obtenus ne seront pas suffisants pour une analyse quantitative : ils serviront néanmoins pour illustrer la résistance anti-Brexit au Royaume-Uni à travers le groupe LfE.

Le questionnaire était majoritairement constitué de questions fermées, car les entretiens qualitatifs effectués au préalable avaient permis de tester des hypothèses (intention de vote, profil socio-économique des *remainers*, activités militantes etc.) mais aussi de faciliter la collecte des données avec un codage préétabli (questions fermées). Homogénéiser les réponses donnerait une vue d'ensemble de LfE et par conséquent de la manifestation de la résistance au Brexit. Contrairement aux entretiens où les militants ont pu s'exprimer librement, voire ne pas répondre à certaines questions, cette enquête a permis de resserrer les réponses portant sur le mouvement pro-européen afin d'identifier les éléments qui constituent LfE. Les questions dites « fermées » ont pour avantage d'obtenir un nombre important de réponses mais ne contiennent qu'un nombre limité d'options pour les personnes sondées, au détriment de la richesse des informations que l'on pourrait récolter avec des questions ouvertes, même si ces dernières peuvent être négligées par les répondants qui trouveraient fastidieux de rédiger quelques lignes par manque de stimulation de la part de l'enquêteur. Le but ici n'était pas de recueillir des témoignages : nous cherchons à dresser une typologie en essayant de voir à quelles catégories le mouvement peut être associé (analyse des cadres), ce qui motive les militants, ce qui les lie entre eux et ce qu'ils en attendent. En termes de codage, les réponses aux questions ouvertes

⁸⁴ Nonna Mayer, Pierre Favre et Olivier Fillieule, *art. cit.*

représentent un travail de classification important qui est à prendre à considération,⁸⁵ on parle alors de *post-codage*, ce qui résulte à étudier les réponses fournies et de tenter de les regrouper entre elles dans le but de déduire des faits concluants, cohérents et fidèles à ce que l'on attend du mouvement anti-Brexit.

L'ensemble de cette recherche est ancré dans le contexte politique, social et économique du Brexit. Il s'en suit que les réponses des militants seront influencées par la situation qu'ils subissent et ces derniers n'ont bénéficié que de très peu voire d'aucun recul. Les membres du groupe ont répondu au questionnaire sur la base du volontariat,⁸⁶ ce qui peut faire varier sensiblement ou « insensiblement » le nombre de réponses espérées. En effet, il est reconnu que les questionnaires en ligne ne collectent pas le plus de réponses. Cependant, la diffusion du dit questionnaire se faisant par le biais de la liste de diffusion du groupe Facebook fermé de LfE peut nous apporter quelques garanties. Peu de réponses biaiseront l'interprétation des résultats, tout comme les « *don't know* » ou encore les non-réponses.⁸⁷

Par ailleurs, le questionnaire est présenté sur différentes pages avec une barre de progression pour indiquer au répondant où il en est dans le questionnaire. Chaque page correspond à une des thématiques citées plus haut. Ce format d'affichage a ses inconvénients, notamment en ce qui concerne les questions obligatoires : les militants prenant part au questionnaire doivent y répondre s'ils veulent pouvoir passer à la page suivante. Cela permet de recueillir les réponses désirées. En revanche « certains répondants qui n'ont rien à dire pour ces questions ou qui ne souhaitent pas répondre peuvent être amenés à fournir une réponse factice dans le seul but de se libérer de la contrainte imposée par l'ordinateur. »⁸⁸

Pour tirer les conclusions attendues il faudrait plusieurs dizaines de questionnaires retournés sur une période plus étendue que celle d'un mois. En effet, le sondage par questionnaire est en soi impersonnel, l'absence de contact direct pourrait dissuader certains militants d'y répondre.⁸⁹ Dans la même veine, Fenneteau précise que « l'absence d'enquêteur tend à *faire baisser le taux de réponse*. La courtoisie incite à répondre aux sollicitations des enquêteurs, mais rien

⁸⁵ Hervé Fenneteau recommande un maximum d'une douzaine de catégories.

⁸⁶ Didier Fripiat et Nicolas Marquis, *art. cit.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 55.

⁸⁹ Russel A. Jones, Nathalie Burnay et Olivier Servais, « Chapitre 6. Les enquêtes par questionnaire », *Méthodes de recherche en sciences humaines*, 2000, pp. 169-199.

n'empêche de rejeter un questionnaire que l'on doit remplir seul ou d'abandonner celui-ci après avoir commencé à le lire. »⁹⁰ Pour finir, de Singly résume parfaitement les limites du questionnaire :

Un questionnaire ne décrit jamais exhaustivement une pratique. Le réel auquel renvoie l'objet de l'enquête est soumis à quatre principales transformations qui constituent les temps de la recherche : la délimitation opérée par la définition de l'objet ; la sélection des éléments jugés pertinents au travers des questions ; le tri par l'activité de codage et de recodage des informations recueillies ; la lecture d'une partie des données. L'enquête est un long jeu de construction qui obéit à des règles techniques et à des exigences théoriques.⁹¹

I. 4 Entretiens individuels

Bien qu'essentiels, la simple observation et le questionnaire en ligne ne suffisent pas à la présentation d'une étude de cas dans sa globalité. L'interaction avec les membres du groupe demeure par conséquent vital si l'on cherche à expliquer un phénomène social. Effectivement, comme nous l'avons indiqué précédemment, la mobilisation anti-Brexit s'est mû dans un contexte politique et social instable au Royaume-Uni et les groupes locaux ont dû repenser leur rhétorique, messages, stratégies et organisation de campagne à maintes reprises ce qui est venu altérer et modifier des conclusions faites auparavant. Par exemple, une des préoccupations en 2018 était la difficulté de recruter le public jeune, tandis qu'en 2020, après la victoire triomphale du Parti conservateur, les *remainers* se sont davantage concentrés sur la rhétorique pro-européenne. La formulation des questions est restée ouverte et souple ce qui constitue un avantage mais présente également certains inconvénients. Alors qu'une trame a été établie en amont, cette dernière demeurait néanmoins malléable en fonction des interlocuteurs et des réponses obtenues.

Les questions des entretiens individuels sont restées intentionnellement ouvertes. Cela a permis un large champ de codage comme le précise de Singly : « les questions ouvertes ouvrent des perspectives de codage de l'information beaucoup plus grandes. On peut passer d'une question à la construction de plusieurs variables. »⁹² Cependant, l'auteur tient à préciser que le format « ouvert » peut poser certains problèmes. Le chercheur doit faire un long travail de sélection : que garder ? Que laisser ? : « A priori, les questions ouvertes semblent meilleures parce qu'elles

⁹⁰ Hervé Fenneteau, *op. cit.*, p. 53.

⁹¹ François de Singly, *op. cit.*, p. 18.

⁹² *Ibid.*, p. 134.

donnent plus d'information sur les pratiques ou sur les représentations. En réalité, les personnes interrogées peuvent fournir des indications peu utiles. »⁹³ Les questions posées aux militants n'ont pas été orientées vers des réponses dites « souhaitées » car la présente thèse ambitionne de décrire et analyser le mouvement pro-européen : de ce fait aucune attente n'a été formulée, ce qui exclut une quelconque intention de manipulation.

Les entretiens avec les membres de LfE se sont déclinés en trois catégories : les entretiens en présentiel ; ceux effectués à distance et enfin les entretiens spontanés, autrement dit, non-planifiés et souvent informels. Les entretiens individuels appartiennent à ce que l'on appelle en sciences sociales, le niveau micro. En effet, en sociologie il existe des échelles d'action et d'analyse sur plusieurs niveaux qui sont organisées de manière hiérarchique : micro, méso et macro. Or, le mouvement pro-européen peut s'étudier sous ces trois dimensions : « micro » lorsque l'on s'adresse aux militants, « méso » si l'on s'entretient avec un groupe local et enfin « macro » dans le cas d'un parti pro-européen ou d'un groupe d'envergure internationale comme le EM. Grossetti définit les niveaux d'abstraction de la manière suivante.⁹⁴

Durant les recherches ces trois champs d'analyse ont été utilisés à des degrés différents et se sont avérés complémentaires dans la compréhension générale de la mobilisation anti-Brexit. En effet, Grossetti et Plows précisent que les différents niveaux d'analyse peuvent se superposer et se compléter.⁹⁵ C'est également ce que Kutz-Flamenbaum cherche à démontrer dans son étude sur les postes de contrôles en Israël. La sociologue explique que l'organisation féministe pour les droits de l'Homme MachsomWatch (MW) illustre l'importance d'une approche à l'échelle micro dans un contexte militaire de large envergure comme celui du conflit israélo-palestinien. Son étude est pertinente lorsque l'on sait que l'impact des mouvements sociaux militant pour des causes comme la paix reste considérablement limité. Or, Kutz-Flamenbaum conclut que les actions de MW ont eu des résultats de grande ampleur dans la gestion des soldats aux postes de contrôles ainsi dans l'amélioration de la vie des Palestiniens.⁹⁶

⁹³ *Ibid.*, p. 136.

⁹⁴ « Une échelle est constituée d'un ensemble de niveaux. La définition de l'échelle d'analyse comme ensemble hiérarchisé de niveaux permet de définir des échelles de nature différente et de sortir de la classique opposition micro-macro (avec plus ou moins de méso entre les deux) et d'introduire d'autres échelles, en particulier celles des durées. » - Michel Grossetti, « Trois échelles d'action et d'analyse. L'abstraction comme opérateur d'échelle », *L'Année sociologique*, vol. 56, no. 2, 2006, pp. 285-307.

⁹⁵ *Ibid.* ; Alexandra Plows, *art. cit.*

⁹⁶ Rachel V. Kutz-Flamenbaum, « The Importance of Micro-Level Effects on Social Movement Outcomes: MachsomWatch at Israeli Checkpoints. », *Sociological Perspectives*, vol. 59, no. 2, 2016, pp. 441-59.

La comparaison demeure néanmoins judicieuse : d'une part, le mouvement pro-européen a des objectifs nationaux et internationaux, à savoir la mise en place du système électoral fondé sur la représentation proportionnelle et une nouvelle adhésion du Royaume-Uni dans l'UE. D'autre part les conséquences du Brexit se sont faites sentir à la fois à l'échelle micro (ex. : le sentiment de rejet), méso (ex. : communautés vulnérables) et macro (ex. : perte de la citoyenneté européenne).

Dans le cadre de l'étude de cas illustrée de cette troisième partie, l'approche « micro » sera privilégiée, même si des hypothèses seront émises au niveau macro. En d'autres termes, nous étudierons le mouvement pro-européen en échangeant avec des individus qui font partie de LfE, puisque nous cherchons à savoir si le Brexit a provoqué une résurgence du sentiment pro-européen outre-Manche. C'est donc par le biais de témoignages et d'éléments biographiques que nous parviendrons à apporter des réponses à cette hypothèse. L'intention de cette étude de cas est d'utiliser LfE comme groupe échantillon ce qui est cohérent avec le choix d'une approche micro.

1.1 Les différents types d'entretiens

J'ai pu m'entretenir avec les militants physiquement, à distance et également de manière spontanée lors de l'observation participante en septembre 2018. La variété des situations auxquelles j'ai pu être confrontée tout au long des recherches ont apporté un regard comparatif sur les différentes méthodes et dans quelle mesure elles ont contribué à répondre à l'hypothèse de la présente thèse.

Les entretiens en présentiel avec les membres de LfE ont eu pour avantage de permettre un contact direct avec les militants. S'entretenir physiquement avec un individu permet de remarquer certains détails comme ses émotions ou son langage corporel.

Au total j'ai mené 17 entretiens avec les membres et sympathisants de LfE. Certains entretiens ont dû se faire depuis la France et par conséquent en distanciel. O'Connor et Madge soulignent que bien que les entretiens en ligne connaissent un essor depuis une dizaine d'années, il est

encore rare que les chercheurs aient recours à cette méthode et qu'ils privilégient davantage les entretiens par questionnaires en ligne ou bien par courrier électronique.⁹⁷

Les entretiens vidéo (Skype, Zoom, FaceTime, WhatsApp) sont ce que O'Connor et Madge appellent des entretiens synchrones (*synchronous interviews*) qui se distinguent des entretiens dits asynchrones (*asynchronous interviews*) comme les courriers électroniques. Nous nous intéresserons à la méthode synchrone qui, pour des raisons encore non-élucidées, a fait l'objet de peu de recherches. Cependant, cette approche est tout à fait valide et recevable dans les études empiriques en sciences sociales mais est encore reléguée au second plan.⁹⁸

Ces outils m'ont permis de poser des questions aux militants de la même manière qu'un entretien en face à face. En effet, l'accès au micro et à la vidéo traduisent les indices verbaux et non-verbaux comme dans la réalité. Cependant, lorsqu'une des deux connexions Internet est instable cela peut obstruer la qualité du son et de l'image (les paroles sont saccadées et l'écran se fige) mais cela n'est arrivé que très rarement.

J'ai principalement utilisé Skype dans un premier temps puis Zoom qui s'est développé pendant la crise sanitaire et dont j'ai pu tirer le meilleur parti grâce à mon compte universitaire.⁹⁹ Pour O'Connor et Madge, la conduite d'entretiens à distance est semblable à celle des entrevues physiques. Elles offrent la même spontanéité et une bonne interaction.

En ce qui concerne LfE, les interviews à distance se sont bien déroulées et j'ai remarqué peu de différence avec les rencontres physiques. Les militants se sont connectés à l'heure et ont pris le temps de répondre à toutes mes questions. La différence se situait davantage dans l'émotion plus difficile à ressentir : le fait d'être derrière un écran a pu parfois rendre les échanges plus neutres et plus protocolaires.

⁹⁷ Henrietta O'Connor et Clare Madge, « *Online Interviewing* », dans Nigel G. Fielding, Raymond M. Lee, et Grant Blank (eds), *op. cit.*, p. 416-434.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ Sans la version « pro » les réunions ne peuvent aller au-delà de 40 minutes ce qui oblige les utilisateurs à créer un nouvel événement s'ils souhaitent poursuivre leur conversation.

1.2 Difficultés

Plusieurs obstacles ont parfois rendu l'étude de LfE difficile. Tout d'abord et de manière générale, la précocité avec laquelle le terrain a été abordé s'est traduite par une observation peu productive en termes d'analyse du mouvement pro-européen, notamment pour de la mobilisation de septembre 2018 mentionnée dans le deuxième chapitre. Penser à son positionnement au sein du mouvement constitue une difficulté à prendre en considération afin d'éviter tout biais dans l'analyse.

La plus grande difficulté reste la transcription d'entretiens physiques. Certains passages ne sont pas audibles et donc n'ont pas pu être retranscrits à cause de bruits environnants venus perturber l'enregistrement. Les entretiens à distance ont parfois été parasités par une mauvaise connexion Internet. O'Connor et Madge nous mettent en garde contre les entretiens synchrones, qui contrairement aux entretiens asynchrones, peuvent être chronophages et donner peu d'informations pertinentes.¹⁰⁰

1.3 Résultats

Les entretiens directifs ont fourni des résultats très riches avec des données qualitatives précieuses. En parlant avec les militants j'ai donc pu obtenir des informations sur LfE en général mais également sur leur parcours de militant, leur rôle dans LfE, de quelle manière ils ont intégré le groupe, leur positionnement politique, leur identité, leurs attentes vis-à-vis de LfE et de la campagne en générale et ce qu'ils pensaient du futur du groupe (annexe 3.10).

Grâce aux informations collectées au cours des entretiens, du questionnaire en ligne et de l'observation participante mais également grâce au travail d'archives nous allons pouvoir décrire et d'analyser LfE dans le prochain chapitre. Il sera question de présenter le groupe dans son ensemble : son identité, sa création, son organisation, sa structure, son réseau, sa stratégie et ses objectifs.

¹⁰⁰ *Ibid.*

II. Présentation du groupe

Le chapitre précédent intitulé « méthodologie » a mis en lumière les différentes méthodes (entretiens, questionnaire en ligne, travail d'archives et observation participante) qui ont permis l'étude approfondie de LfE. Par conséquent nous n'y reviendrons que brièvement ici et ce chapitre aura pour objet les phases d'interprétation et d'analyse.

Les années 1960 ont été marquées par l'émergence de mouvements sociaux, un phénomène étudié des deux côtés de l'Atlantique. Au cours des décennies qui ont suivi, les sociologues, historiens ou politologues, européens et américains, ont cherché à théoriser le lien entre le politique et le social. Ainsi, les considérations qui suivent ont pour but de présenter différents contextes dans lesquels les informations ont été récoltées, avant de nous pencher sur l'identité européenne et militante de LfE ainsi que les attentes de ses membres.

◆ Approches

Dans un premier temps, l'entretien avec Brenda Ashton en juillet 2018 a été mené dans une perspective globale. En d'autres termes, il s'agissait de récolter des informations plutôt générales sur le groupe un an après sa création, dans un contexte post-Brexit. Les questions portaient principalement sur la structure, l'organisation et les objectifs de LfE. Il s'agissait en effet de comprendre ce qui a pu motiver ces femmes et ces hommes à se mobiliser pour une cause sur laquelle la population s'était déjà positionnée par la voie référendaire le 23 juin 2016. Cet entretien constitue, par conséquent, une étape nécessaire dans l'étude de LfE car elle s'inscrit dans la continuité de la méthode initialement entreprise avec les autres groupes locaux anti-Brexit entre septembre 2017 et septembre 2019.

Dans un deuxième temps, le travail de terrain mené en septembre 2018 s'est principalement articulé autour de la marche pro-européenne, « *March for the Many* », organisée par PV et à laquelle LfE et d'autres groupes anti-Brexit ont participé. Ce travail a permis de créer un premier contact physique avec la cheffe de campagne Brenda Ashton ainsi que quelques membres de LfE. De plus, cette étape renvoie donc au processus de l'observation participante où, en tant qu'observatrice, j'ai pu être en situation d'immersion au sein du mouvement pro-européen, encore actif deux ans après le référendum.

Dans un troisième temps, au vu de la situation politique changeante au Royaume-Uni, un entretien supplémentaire s'est avéré nécessaire en juin 2019. En mars 2019, le Parlement britannique rejetait pour la deuxième fois l'accord présenté par l'ancienne Premier ministre conservatrice Theresa May. Ce second échec a conduit à sa démission le 24 mai 2019, classant son mandat parmi les plus courts au Royaume-Uni.¹ Ce deuxième entretien visait à suivre l'évolution de LfE et à connaître sa capacité d'adaptation face aux changements politiques, notamment avec le recul de la date de sortie, initialement prévue le 29 mars 2019. Dans cet entretien, Brenda Ashton apporte un regard critique sur la campagne du Parti travailliste menée par l'ancien dirigeant du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, et la militante revient sur les élections locales et européennes de mai 2019. On remarque des tensions persistantes entre les groupes nationaux, présageant ainsi la fin de PV en décembre 2019, quelques jours avant les élections législatives remportées par Boris Johnson.

Dans un quatrième temps, je me suis rendue à Londres les 12 et 13 octobre 2019 pour participer à une marche pro-européenne d'envergure nationale sous la direction de PV. Cette marche anti-Brexit était programmée afin de s'opposer à la sortie sans accord proposée par Boris Johnson. La marche a dû être déplacée au 19 octobre, un changement qui s'est opéré de manière impromptue avec seulement deux semaines de préavis. Un rallye suivi d'un *sit-in* de 24 heures a été finalement organisé par l'association Rally 4 Our Rights (annexe 3.11)² en guise de substitution, ce qui témoigne une fois encore, de la dimension très amateur et instable du mouvement. À mon arrivée il n'y avait pas de rallye mais plutôt un rassemblement de quelques dizaines de militants qui, tour à tour, prenaient la parole pour défendre l'UE. J'ai assisté à cet événement aux côtés de LfE et j'ai pu observer les moyens mis en œuvre par les différents groupes pour se rendre sur place, ainsi que la structure du rassemblement, et les slogans et messages anti-Brexit. Finalement, aucun rallye ni *sit-in* n'a eu lieu. Toutefois les militants anti-Brexit étaient présents et ont improvisé un regroupement pro-européen. J'ai ensuite rejoint la ville de Liverpool avec LfE en train afin de suivre l'évolution du groupe et faire le point sur

¹ Andrew Bonar Law (1922-23) : 209 jours ; Alec Douglas-Home (1963-64) : 364 jours ; Anthony Eden (1955-57) : 1 an, 279 jours ; Henry Campbell-Bannerman (1905-08) : 2 ans, 122 jours ; Theresa May (2016-2019) : 2 ans, 315 jours ; Gordon Brown (2007-2010) : 2 ans, 319 jours. - BBC News, « Comment le Brexit a entraîné la chute de Theresa May », *BBC News*, 24 mai 2019, <<https://www.bbc.com/afrique/monde-48396132>>, consulté le 16 juin 2022. À cette liste peut être rajoutée Liz Truss qui fut Premier ministre seulement sept semaines (6 septembre au 25 octobre 2022).

² Le lien vers l'évènement : <<https://voicesforeurope.com/rally-4-our-rights-12th-october-2019-london>>, consulté le 16 juin 2022.

leurs objectifs de campagne en vue de l'approche des élections législatives de décembre 2019 remportées, rappelons-le, par le Parti conservateur avec une majorité de 80 sièges.

Dans un cinquième temps, nous avons eu recours au questionnaire en ligne afin d'obtenir des données plus précises et définir le profil socio-démographique des militants pro-européens. Les éléments socio-démographiques collectés seront développés, analysés et interprétés dans la section II. 2 (Membres). Grâce à la participation des 67 répondants, nous pourrions ainsi dresser une typographie non seulement de LfE mais du mouvement en général.

Dans un sixième et dernier temps, le travail de terrain de novembre 2021 a été conçu dans la continuité du questionnaire en ligne et représente le cœur de cette étude de cas. L'échantillon composé de 10 membres permanents apportera des précisions sur plusieurs points : le recrutement, la motivation, la participation, l'engagement mais également les attentes, les déceptions et les ambitions futures au sein de LfE. De plus, le travail d'archives mené au cours du séjour visera à répondre aux questions d'ordre stratégique et d'organisation. Avoir eu la possibilité d'étudier un groupe local pro-européen d'aussi « près » constitue une ressource précieuse pour répondre à la problématique de cette thèse. Sans doute faut-il tenir compte que le contact continu avec Brenda Ashton a servi de liant entre les six étapes mentionnées.

◆ Attentes du groupe et de ses membres

Connaître les attentes du groupe mais également des membres qui le composent est essentiel dans l'étude des mouvements sociaux. La question a été abordée lors des entretiens avec les membres permanents de LfE : « *Generally, what were your expectations of being involved in LfE ?* » (Annexe 3.10, question 2.6). Avec le recul c'est une question qui aurait été pertinente de poser aux groupes que j'ai interviewés car les attentes d'un militant vont avoir un impact sur son engagement. « Qu'est-ce qui pousse un individu à s'engager dans un mouvement social ? » est une question qui fait encore débat. Il faut ajouter que les membres de LfE se sont engagés pour des raisons différentes. Les attentes reflètent-elles l'engagement du militant ? Le militant agit-il en fonction de ses attentes ? Tous les membres de LfE ont-ils besoin d'avoir la même vision pour rejoindre le groupe ?

La décision de rejoindre LfE s'est traduite par des raisonnements différents. Certains ont ressenti le besoin d'agir sans nécessairement réfléchir longuement à s'engager : « I don't know, REALLY. I just wanted to help in some way, I just wanted to, like I said, I just wanted to do something ».³ Pour d'autres, rejoindre le groupe a été une façon de surmonter le choc induit par les résultats du référendum: « ... it was almost like a therapy group, it was almost like we had to come together and just MOURN the loss... »⁴

S. avait des attentes plus spécifiques et cherchait à combattre l'injustice ressentie à l'issue du vote lors du référendum en militant pour un vote sur l'accord :

I was just hoping that we could get a vote on the deal. You know, that to me seems the most sensible thing to do. I cannot... I mean what incensed me is, you know when you go on about the will of the people? And it was only 37 % of the electorate who voted for it, that's not the will of the people and they all voted for different reasons. [...] ... it was far too difficult a question to ask and with no destination, you know how many people have got the Brexit that they actually thought they were going to get? All of the promises were lies [...] I can't BELIEVE that the government was allowed to get away with what it's got away with. I know we've got the right-wing media but haven't people got a bit more common sense?⁵

Enfin, pour la militante et mère de famille de nationalité française, P., LfE était la solution pour renverser les résultats du Brexit lorsque tout semblait encore possible au moment de la bataille juridique menée par Gina Miller qui a exigé que le déclenchement de l'Article 50 soit voté par le Parlement et non décidé par l'exécutif.

◆ L'extension de cadre

« L'appel aux armes », pour reprendre les mots de Snow et Benford, comprend une logique qui pousse des individus à s'engager dans une meilleure action collective, y compris la création d'une rhétorique motivante.⁶ Pour cela les militants ont mis en place différentes stratégies « sur le terrain » comme les stands de rue, les marches, les réunions d'informations etc. mais également en ligne via les réseaux sociaux en publiant des événements pro-européens, ou bien en dénonçant, exposant et démentant les fausses informations dans le but de rétablir une image positive de l'UE.

³ Entretien avec C.R., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁴ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

⁵ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁶ *Ibid.*

Snow et Benford poussent l'analyse de cadre vue dans la partie deux plus loin avec une vision stratégique (*strategic processes*) qui se décline en quatre processus d'alignement (*frame alignment processes*): la connexion de cadre (*frame bridging*) à laquelle s'ajoutent l'amplification de cadre (*frame amplification*), l'extension de cadre (*frame extension*) et la transformation de cadre (*frame transformation*). Lorsqu'un mouvement se lie avec un autre qui ne fait pas initialement partie de sa structure de mobilisation, on parle de connexion de cadre.⁷

Il est courant que les groupes locaux collaborent entre eux dans un esprit de solidarité, souvent à l'échelle régionale. LfE a collaboré avec d'autres groupes pro-européens à l'occasion d'événements anti-Brexit comme Manchester for Europe. Nous développerons davantage cet aspect dans la section III.2 (Réseau(x)).

Une des missions du mouvement pro-européen a été de rétablir une rhétorique positive vis-à-vis de l'UE afin qu'elle soit aussi puissante que l'euroscepticisme qui a su parler à une courte majorité de l'électorat britannique. Cette stratégie s'est avérée nécessaire pour que les militants (re)prennent confiance en l'importance de leur contribution au mouvement. Pour ce faire les militants ont cherché à renforcer l'image de l'Europe avec un discours laudatif délivré à travers des discours, des posts sur les réseaux sociaux ou encore dans les bulletins d'information. C'est ce que Snow et Benford appellent l'amplification de cadre (*frame amplification*) qui consiste à embellir les valeurs et les croyances existantes.⁸

L'extension de cadre, comme son nom l'indique, a lieu lorsque que le mouvement va au-delà de son intérêt primaire en incluant des problématiques qui lui sont chères. Cependant, Snow et Benford soulignent celles-ci peuvent être parfois contestées ou négociées et même tributaires du contrôle des élites, mettant ainsi en péril les résultats attendus par les militants.⁹

Durant la pandémie Covid-19 le gouvernement a mis fin aux accords Erasmus, une cause dont LfE s'est rapproché lors d'un événement Zoom le 16 juin 2021 « *The Fight to Bring Back Erasmus+* ». ¹⁰ Cependant, nous pouvons nous interroger sur la portée de cette extension. LfE

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Le lien vers l'évènement Zoom : <https://www.tickettailor.com/events/leedsforeurope/535497/r/gfe-email?fbclid=IwAR0aMKYeyLy_zSA7gZjv091zZcbB-ZOz87IR2_dcZ1Iw4Iw13KwKnkI5A9M>

a-t-il décidé de défendre le programme Erasmus+ car les militants ne pouvaient pas se mobiliser physiquement en raison des restrictions sanitaires ? Ou bien est-ce parce qu'ils estimaient que cela faisait partie de la cause européenne dans sa globalité ?

Pour finir, LfE s'est progressivement détaché de la cause Brexit pour les raisons citées plus haut. La transformation de cadre constitue le dernier maillon des processus d'alignement qui s'applique lorsqu'un mouvement change sa trajectoire pour militer vers de nouveaux horizons.¹¹ Il reste difficile de pouvoir développer cet aspect au moment de l'écriture en juin 2023 car LfE milite toujours pour la cause pro-européenne. Or, on peut néanmoins préciser que des changements ont eu lieu au niveau interne avec le départ de membres permanents vers d'autres causes ainsi que le réajustement de stratégies : par exemple, A.G a décidé de se consacrer à la cause animale et Brenda Ashton s'est engagée en politique en se présentant pour les élections municipales en mai 2022. Ces éléments seront évoqués avec plus de précision dans la section III. 3 (Trajectoires).

Dans ce chapitre intitulé « le groupe » nous tenterons de décrire LfE en quatre temps tout en veillant à mettre en relation les différentes dynamiques avec les mouvements qui ont précédés. Tout d'abord nous nous concentrerons sur l'organisation, la structure et les ressources de LfE. Puis, dans une deuxième section il s'agira de connaître le profil socio-démographique des membres. Pour cela, nous aurons recours aux entretiens avec les membres permanents ainsi que les réponses au questionnaire en ligne. La pénultième section sera consacrée au recrutement et plus précisément aux difficultés rencontrées par les membres de LfE. Enfin, nous terminerons ce chapitre relativement descriptif par le processus d'engagement au sein du groupe.

II .1 Le groupe

Dans cette section nous nous proposons de décrire LfE dans son ensemble : un groupe local indépendant inscrit dans le mouvement social pro-européen. Un an après sa création, LfE a pris soin de rédiger des statuts (*constitution*) afin d'établir une organisation rigoureuse. Selon Obershall le succès d'un groupe revêt premièrement d'une structure interne formelle, hiérarchisée et organisée selon des principes promulgués dans une constitution ou bien une charte dans laquelle sont clairement identifiés les objectifs du groupe. Deuxièmement, un

¹¹ Robert D. Benford et David A. Snow, *art. cit.*

fonctionnement décisionnaire basé sur le collectif et la centralisation des pouvoirs coordonnés selon une certaine figure d'autorité sont également nécessaire à la réussite d'un groupe.¹² Malgré la dimension amateur du mouvement *grassroots*, la plupart des groupes pro-européens locaux ont mis en place une organisation et un fonctionnement rigoureux.

Décrire et analyser les statuts du groupe entre 2017 et 2021 nous servira de base de travail. Les statuts de LfE ont été adoptés et signés par le président (*chair*), le trésorier (*treasurer*), le secrétaire (*secretary*) le 3 mai 2017 (annexe 3.12) puis réédités en octobre 2021 (annexe 3.13), après la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Ces statuts comportent : sept sections et un total de 71 clauses régissent les règles de LfE. Ce document, d'une longueur de dix pages, apporte des informations précieuses au sujet de l'organisation et de la structure de LfE, mais également de ses attentes vis-à-vis des membres. L'initiative d'établir un contrat a été mise en place dès la formation de LfE par les membres du groupe. A., qui a eu une expérience dans la création de startups et d'entreprises sociales, a pu trouver sur Internet quelques références juridiques pour la rédaction. Après de longues discussions avec Brenda et S.G, les militants se sont mis d'accord sur la création d'une association sans personnalité juridique pour bénéficier de plus de flexibilité.

◆ Généralités

La première partie intitulée « généralités » (*general*) comporte les clauses 1 à 4 : nom (*name*), objectifs (*objectives*), pouvoirs (*powers*) et structure générale (*general structure*).

Dans un premier temps, il est assez surprenant de voir qu'une seule ligne est consacrée au choix du nom du groupe, cette section des statuts apporte aucun renseignement sur l'origine du nom « Liverpool for Europe ». Or, dans notre entretien du 11 novembre 2021, P. nous explique que le suffixe « pour l'Europe » (*for Europe*) est inspiré d'une tendance propre au mouvement. C'est alors par mimétisme que Liverpool a choisi d'apposer ce suffixe au nom du groupe :

... the phrase, 'place name' for Europe started building, so that's where you have Britain for Europe, Manchester for Europe, Leeds for Europe, Liverpool for Europe. That's how it started building, so that's how our little splinter group came about.¹³

¹² Anthony Obershall, *op. cit.*, p. 28.

¹³ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

Bien que l'origine même reste assez vague, le nom « Liverpool for Europe » est cohérent avec l'identité du mouvement. Enfin le choix de garder le nom de la ville nous renvoie à l'importance accordée à la dimension locale du mouvement comme un moyen de repère à la fois géographique mais également identitaire : seulement 2 des 67 répondants au questionnaire en ligne avaient répondu qu'ils se sentaient avant tout Liverpooliens (« *Scouse* ou *Scouser* »). En effet, Brenda Ashton se sent avant tout Liverpoolienne et insiste sur l'importance de la ville dans la construction identitaire des membres de LfE car selon elle la ville est profondément marquée par l'UE:

We all feel a great affiliation towards Liverpool. [...] And that it's a European city [...] And it was Remain. So, that was [...] you know, the icon of Liverpool is really important to us all, we all feel that affiliation.

[...]

I would always say: 'I'm from Liverpool.' Being from Liverpool is really important to me, rather than being English."¹⁴

Dans notre entretien A.G précise qu'elle s'identifie davantage à Liverpool. Selon elle la ville combat le racisme ou encore le fascisme, des valeurs que l'Irlandaise défend ardemment :

MP: Okay. And how would you define your ethnicity?

AG: Irish.

MP: (repeats) Irish.

A G: Irish/Scouse, to be fair, because I've been here for 25 years, so I consider myself Scouser. now.

[...]

I'm Irish, I'm Liverpool, I'm Irish, I'm European, I'm Scouse. But I don't see what the big deal is, why I can't be all three? It's about values. Scouse values are anti-racism, anti-fascist. That's what the psyche of the city is. Yeah, there's some racism, there's some fascism, of course there is, it's not a perfect city, but the ideology. [...] I love to be a Scouse.¹⁵

¹⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁵ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

S. s'approprié l'identité liverpudlienne et européenne par un mécanisme de rejet, le Brexit ayant provoqué le sentiment de honte chez la Britannique :

Definitely Scouser and definitely European, because I am absolutely ASHAMED of this country and what's happened to it. I cannot believe in this day and age that ... you know you look back to the Olympics and how proud everyone was of the country, and I can't believe that we've stood so low.¹⁶

Pour finir, bien que T. se sente à la fois irlandais et belge, et par conséquent Européen, son identité n'en demeure pas moins locale : « I have a saying which is I'm half Irish, half Belgian, 100 % Scouse ».¹⁷

Ces extraits d'entretiens montrent l'importance qu'occupe la ville de Liverpool dans le cœur des militants de LfE, caractéristique que l'on ne retrouve pas parmi les autres groupes locaux interrogés. Cette dimension « tribale » de l'identité liverpudlienne se retrouve également au niveau régional avec notamment l'hostilité viscérale envers les supporters de l'équipe de football Manchester United. Mamadouh présente une étude sur le rôle d'Internet au sein de l'action collective à l'échelle du réseau Indymedia (*Independent media and the Internet*), une plateforme médiatique qui permet aux militants de groupes locaux du monde entier de se développer sur Internet. Dans son article l'auteure se questionne sur le nom et la labellisation des groupes locaux et observe que l'identité de 122 groupes passe par le choix du nom en lien avec l'immédiateté locale, territoriale ou encore communautaire.¹⁸

Dans un second temps, LfE s'engage à remplir plusieurs objectifs qui, entre 2017 et 2021, ont dû être adaptés à la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'UE le 30 janvier 2020. Le nombre d'objectifs est passé de 9 à 11 en trois ans (quatre objectifs ont été modifiés et deux ont été rajoutés) et sont listés par ordre d'importance. Néanmoins, il peut paraître surprenant que le nombre d'objectifs ait augmenté entre 2017 et 2021, alors que les possibilités de renverser le Brexit avaient été considérablement réduites dans l'intervalle.

Garder le Royaume-Uni dans l'UE figurait en tête de liste en 2017, or en 2021, le groupe s'est aligné sur les décisions prises à Westminster. En effet, il s'agissait désormais de faire campagne

¹⁶ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹⁷ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

¹⁸ Virginie Mamadouh, « Internet, Scale and the Global Grassroots: Geographies of the Indymedia Network of Independent Media Centres », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, novembre 2003, vol. 95, pp. 482-497.

en faveur d'un alignement le plus proche possible sur l'UE et les citoyens européens dans le but d'atténuer les conséquences négatives qu'une sortie pourrait engendrer. LfE a fait preuve d'assouplissement et de lucidité face au gouvernement conservateur de Boris Johnson, sans pour autant se résigner. En adaptant ses objectifs de campagne, LfE a donc pu continuer d'exercer une certaine influence sur l'opinion et la sphère politique.

Ensuite, le second objectif a été placé en quatrième position dans la version révisée de 2021. LfE souhaite accorder une attention toute particulière à la ville de Liverpool dans le but de créer une relation de collaboration avec la ville et sa conurbation (*Liverpool City Region*) et de tenir ses résidents informés sur l'UE. En 2021, le groupe rajoute un nouvel objectif, celui de dénoncer les conséquences induites par la sortie du Royaume-Uni en mettant l'accent sur les répercussions du Brexit sur les communautés et les entreprises locales (de nombreuses évaluations des risques ont été menées dans certaines villes). De plus, le groupe ajoute à cela qu'il souhaite valoriser les avantages à garder un lien étroit avec l'UE.

Puis, le troisième objectif qui consistait à soutenir celles et ceux qui se sont sentis privés de leur droit de vote a été déplacé en cinquième position. 3,3 millions de citoyens européens (5 % de la population totale) n'ont pas pu voter lors du référendum de 2016.¹⁹ Par conséquent, alors qu'ils constituaient la population la plus concernée par le référendum de 2016, les ressortissants européens résidant au Royaume-Uni se sont retrouvés sans la possibilité de s'exprimer par le vote. Low affirme que ce sont les citoyens européens résidant au Royaume-Uni qui seront les plus affectés par une sortie de l'UE. Leur futur serait dans ce qu'il appelle un « no man's land » faisant ainsi écho à l'image de Remigi qui fait références aux limbes. En compromettant leur liberté et leur sécurité, Low estime que les institutions britanniques négligent les principes fondamentaux des droits de l'Homme.²⁰

En troisième position LfE ajoute des précisions sur le bon déroulement de la campagne qui doit s'effectuer de façon pragmatique et avec du bon sens pour pouvoir rejoindre l'union douanière et le Marché commun, puis l'UE à terme.

¹⁹ Les Britanniques vivant hors du territoire britannique depuis plus de 15 ans ainsi que les 16-17 ans ont eux aussi été exclus du vote lors du référendum.

²⁰ Adrian Low, « In some respects the Brexit referendum was a violation of human rights », *LSE*, 9 février 2017, <<https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/02/09/brexit-referendum-human-rights/>>, consulté le 28 juin 2022.

Ensuite, un autre objectif de LfE en 2017 était de préserver la liberté de circuler et de travailler dans les pays de l'espace économique européen (EEE)²¹, et à l'inverse que les ressortissants de ces pays puissent résider au Royaume-Uni. En 2021 LfE reformule ce souhait et ne parle plus de « défendre » mais de « soutenir » les citoyens européens qui résident à Liverpool et les ressortissants de l'EEE qui désirent s'installer au Royaume-Uni.

De plus, exercer une influence dans la sphère politique afin d'obtenir les soutiens des élus au Parlement est resté un objectif à atteindre en 2021, tout comme faire pression sur les représentants politiques implique un engagement régulier et percutant. Par ailleurs, le groupe met un point d'honneur sur le rejet de toute forme de haine, de discrimination dans leur communauté et adopte une politique de « tolérance zéro » face à de tels comportements.

Le pénultième objectif stipule que pour que le groupe puisse servir l'UE, il doit pouvoir coopérer de la meilleure des façons avec plusieurs partis politiques. Pour cela il doit rester indépendant de toute emprise politique afin qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts.

Pour finir, LfE veut promouvoir et rendre la ville de Liverpool attractive en la présentant comme étant un lieu inclusif et accueillant pour celles et ceux qui voudraient s'y installer ou y travailler. En 2021, le groupe rajoutait à cela qu'il souhaitait promouvoir les valeurs de l'UE (paix, prospérité, l'environnement) en collaborant avec des associations semblables au Royaume-Uni mais également en Europe.

De toutes ces considérations, il ressort que les objectifs de LfE sont multiples : préserver un lien étroit avec les institutions européennes, défendre les valeurs véhiculées par l'UE, soutenir les populations vulnérables et marginalisées, valoriser la ville de Liverpool et inclure les communautés. Néanmoins, il est opportun de signaler que les statuts n'apportent pas d'information à propos des supports qui ont été mis en place pour parvenir à ces objectifs, ce qui confirme l'importance des entretiens avec les militants, qui pourront nous apporter un certain nombre de réponses.

²¹ L'EEE se compose des 27 pays membres ainsi que la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande. La Suisse n'en fait pas partie.

La section suivante a été rédigée dans l'intérêt d'encourager les membres vers l'accomplissement de ces objectifs en les dotant de « pouvoirs ». Cette section a subi des modifications par la suppression et l'ajout de sous-catégories.

LfE laisse volontiers à disposition les ressources nécessaires pour que les membres puissent atteindre les objectifs fixés par le groupe. Ces ressources sont d'ordre financier et moral et font appel au bon sens de chacun. Les recommandations restent ouvertement vagues afin de donner un maximum de liberté aux membres, comme le montre cette phrase : « En quête de ces objectifs mentionnés dans la clause 2 (mais en aucun autre cas) l'association se réserve d'exercer les pouvoirs suivants :

- a) D'entreprendre toute sorte d'activités qui favoriseraient la poursuite des objectifs mentionnées ci-dessus. »²²

En revanche, la version de 2021 fournit quelques précisions. En effet, le point « n) » stipulait que le groupe pouvait se livrer à « n'importe quelle activité » pour atteindre les objectifs du groupe tant que cela restait dans la légalité.²³ Or, ce point ou plus précisément le pronom « *anything* » a été remplacé par le pouvoir de lever des fonds (« *to raise funds* »). À cette section a été rajouté le pouvoir d'admettre des membres supplémentaires dans le comité si nécessaire, organiser des activités et créer, imprimer et distribuer des documents dans le but d'informer.

Enfin, la dernière section fournit des renseignements sur la structure du groupe. LfE est ainsi constitué de deux entités : les membres (*members*) et le comité de direction (*the management committee*). Les membres peuvent assister aux réunions annuelles et celles dites « spéciales » (*special general meeting*) et ont le « pouvoir » d'élire les membres du comité. Ils ont également la possibilité de proposer et d'apporter des modifications aux statuts. Le comité organise régulièrement des réunions au cours desquelles il organise, contrôle et supervise les activités menées par l'association. De plus, le comité est responsable de la gestion financière du groupe. Pour finir, les membres du comité sont en droit de voter et en cas d'égalité seul le président a la possibilité de trancher.

²² « In pursuance of the objectives set out in clause 2 (but not otherwise), the association shall have the following powers:

a) To perform any other activities which further any of the objectives above. » - Liverpool for Europe, « Constitution of Liverpool for Europe », 5 octobre 2021.

²³ *Ibid.*

◆ Membres

La seconde partie est consacrée aux membres (*members*) et comprend les clauses 5 à 12. Nous remarquerons ici que LfE parle de « membres » et non d'« *adherents* » ou « *constituents* » comme les distinguent McCarthy et Zald.²⁴

Tout individu qui est favorable aux objectifs et adhère aux valeurs du groupe a la possibilité de devenir membre. Pour ce faire cette personne doit s'engager moralement en signant une déclaration et doit s'acquitter d'une somme pour obtenir ce statut. Cette somme est précisée dans la version de 2021 : 4 £ par mois. De plus, les statuts de 2021 classent les adhérents en trois catégories : celles et ceux qui paient une adhésion annuelle (*full members*) ; les membres qui possèdent un titre honorifique (*honorary members*) ; les sympathisants (*supporters*) qui sont abonnés aux pages du groupe sur les réseaux sociaux et qui participent aux évènements pro-européens et autres activités de campagne.

Il est intéressant de lire que les membres du comité ont l'obligation de répertorier les sympathisants (nom, prénom, adresse, date de début et de fin d'adhésion). En revanche, lors de notre entretien en juillet 2018, Brenda Ashton n'avait que de vagues informations à ce sujet. De plus, en 2021 il est précisé que toute forme de communication entre membres doit se faire par courriel ou bien sur la messagerie instantanée WhatsApp afin de garder une trace des échanges.

Par ailleurs, le comité se réserve le droit de refuser toute nouvelle adhésion et d'expulser un membre si la majorité estime que cette personne ne répond pas aux valeurs de LfE. La clause 12, « *Expulsion of membership* » (« exclusion ») a été remplacée en 2021 par « *Disciplinary matters and Expulsion from membership* » (« contentieux disciplinaires et expulsion ») avec l'inclusion d'un nouvel en-tête qui stipule que tout propos raciste, sexiste ou diffamatoire ne sera pas toléré. Toute personne se comportant de manière inappropriée, offensante ou visant à déséquilibrer le principe d'égalité pourra être exclue des réunions ou du comité si cette dernière ne présente pas des excuses publiques ou bien si ce comportement s'avère répétitif. Cette personne peut néanmoins demander un recours auprès du comité si elle se trouve devant ces

²⁴ John D. McCarthy et Mayer, N. Zald, *art. cit.*

accusations et peut demander à être accompagnée d'un proche ou un autre membre du groupe au moment où le comité met en place la dite mesure disciplinaire. Cet ajout illustre la dimension de justice, d'égalité et de tolérance dont LfE cherche à s'acquitter.

◆ Réunions générales

La troisième partie traite des réunions entre les membres du comité (*general meetings*). Les clauses 13 et 26 affichent deux sections : le préavis réglementaire à respecter avant toute réunion et des précisions sur son déroulement. Tout d'abord les réunions doivent être annoncées 14 jours à l'avance et doivent toujours indiquer l'objet de leur tenue. Si le président n'est pas présent dans les 15 minutes après l'heure officielle à laquelle la réunion devait commencer, alors les membres du comité ont pour obligation de trouver une autre personne pour le remplacer. Dans un deuxième temps, le déroulement d'une réunion ne peut se faire sans la présence de six membres, a minima : le président ou vice-président ; le chef de campagne ou son adjoint ; le trésorier ou son suppléant. Enfin, les votes s'effectuent à main levée mais peuvent aussi être à bulletins secrets lorsque cela s'avère nécessaire. Ils sont supervisés par le président.

La quatrième partie concerne l'organisation du comité de direction (*management committee*), c'est-à-dire les conditions relatives aux élections des poste à responsabilités. En effet, les clauses 27 à 43 indiquent que le nombre de membres qui composent le comité ne peut excéder 12 personnes. De plus, l'identité de chaque membre doit être répertoriée (nom, prénom, adresse, date de début et de fin d'adhésion). Les membres du comité de direction sont élus tous les ans lors de la réunion générale (*general meeting*) et un membre peut être réélu plusieurs fois. Une fois les membres du comité élus, LfE procède alors à l'élection d'un président (*chair*), d'un trésorier (*treasurer*) et d'un secrétaire (*secretary*), qui peuvent se représenter également chaque année. Cependant, être membre demande un certain engagement : un membre peut être expulsé du comité de direction si ce dernier est destitué de ses fonctions, présente des problèmes de santé au long cours (plus de six mois) qui l'empêchent de remplir sa mission ou si cette personne quitte ou démissionne du groupe. Les statuts stipulent également que si un membre du comité de direction est absent (sans motif excusable) à plus de trois réunions consécutives, ce dernier sera alors dans l'obligation d'abandonner ses fonctions.

Par ailleurs, les statuts mettent l'accent sur la transparence : un membre du comité peut tout à fait entreprendre une transaction ou un accord avec un tiers parti (parti politique, entreprise, famille, amis, actionnaire etc.) à condition qu'il en informe le groupe lors des réunions et que cette initiative soit soumise au vote.

Enfin, les fonds de LfE peuvent servir à défrayer les membres du comité de direction en lien avec le bon exercice de leurs fonctions comme les déplacements pour se rendre aux événements pro-européens.

◆ Réunions de comité

La cinquième partie traite des procédures des réunions du groupe du comité de direction (*management committee meetings*). Les clauses 44-52 indiquent qu'une réunion ne peut être organisée sans la présence d'au minimum 6 membres et que les votes sont soumis au principe de la majorité. En cas d'égalité, seul le président a le pouvoir de trancher. La clause 48 précise à nouveau qu'en cas d'absence du président dans les 15 minutes qui suivent le début de la réunion, les membres du comité peuvent désigner l'un d'entre eux pour assurer ses fonctions. Par ailleurs, la cause 46 stipule qu'une personne extérieure au groupe peut assister aux réunions si cela s'avère nécessaire, or elle ne sera pas en mesure de voter. De plus, lors de conflit d'intérêts, le membre concerné se verra destitué de son droit de vote et il lui sera demandé de quitter la réunion jusqu'à que le contentieux soit résolu.

À la clause 51 a été ajoutée la possibilité d'organiser une assemblée générale extraordinaire (*extraordinary general meeting*, EGM) pour discuter d'un point qui ne peut pas attendre la prochaine AG. En dernier lieu la cause 52 souligne l'importance d'agir dans l'intérêt du groupe et de faire preuve de bonne foi, de bienveillance et de diligence. Dans une optique d'égalité et de justice, LfE s'engage à promouvoir l'inclusion et la diversité au sein de son comité.

◆ Administration

La sixième partie est consacrée aux tâches administratives (*administration*) comme les obligations diverses, les opérations financières, les comptes-rendus de réunions, les annonces, les registres etc. En effet, les clauses 53 à 55 confèrent aux membres du comité le pouvoir de

délégation. Les membres peuvent par conséquent interchanger leur postes et responsabilités s'ils jugent cela approprié. Puis, les clauses 56 et 57 portent sur la régulation des finances au sein du groupe. Toute opération bancaire ou acquisition de bien requiert la signature d'au moins deux des trois membres du comité de direction. Chaque titre de propriété doit être acquis sous le nom d'un des membres du comité de direction ou bien en fidéicomis²⁵ de l'entreprise ou du tiers concerné. Ensuite, chaque réunion doit faire l'objet d'un compte rendu où le nom des participants doit figurer, ainsi que la signature du président.

En dernier lieu, les clauses 59 à 64 mettent l'accent sur la comptabilité, aspect renforcé par le passage de trois clauses supplémentaires en 2021. Chaque dépense doit être faite dans l'intérêt du groupe et doit être approuvée en amont par le président ou le vice-président et directeur financier ou son suppléant. Trois personnes peuvent effectuer les dépenses et l'une d'entre elle doit être le trésorier (clause 64). De plus, les trois signataires ne doivent pas faire partie du même foyer ni être de la même famille. Enfin, les comptes peuvent être soumis à vérification si cela s'avère nécessaire.

◆ Divers

Pour finir, dans la septième partie intitulée « divers » (*miscellaneous*), LfE a pris soin de mentionner dans les clauses de 65 à 71 les conditions en cas d'avertissement, de démission, d'altération des statuts ou sa dissolution. Les avertissements se font par écrit et peuvent être transmis en personne ou par courrier. De plus, en cas de dissolution les membres disposent d'un préavis de 21 jours avant la réunion pour en faire la demande et cette décision doit être soutenue par deux tiers des membres. En cas de dissolution, après le règlement des dettes, tous les fonds restants pourraient être reversés à des associations similaires : en aucun cas les fonds ne peuvent revenir aux membres. Pour finir, les statuts peuvent être modifiés par les membres et chaque nouvelle résolution doit être approuvée par les deux tiers du comité. En revanche, seules les clauses 3 (pouvoirs), 63 et 64 (dissolution) ne peuvent être modifiées sous peine que LfE cesse d'être une association sans personnalité morale.²⁶

²⁵ « [D]isposition testamentaire par laquelle le stipulant transmet un bien, ou tout ou partie de son patrimoine à un bénéficiaire apparent, en le chargeant de retransmettre ce ou ces biens à une tierce personne spécifiquement désignée dans l'acte. » - Serge Braudo, « Définition de fidéicomis », *dictionnaire du droit privé*, <<https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/fideicommis.php>>, consulté le 29 juin 2022.

²⁶ Ce type d'association porte aussi le nom d'association « non-déclarée », « de fait » ou encore « sans personnalité juridique ».

Jusqu'ici nous nous sommes limités à la description et l'analyse des statuts de LfE, venons-en maintenant aux circonstances dans lesquelles le groupe a été créé.

1.1 Création

La plupart des groupes anti-Brexit ont vu le jour après le référendum en raison du coup de tonnerre provoqué par l'issue du référendum. Il convient toutefois de bien préciser que quelques associations comme Cheltenham for Europe existaient avant les résultats du vote. En effet, le groupe a été créé en janvier 2016 : il portait alors le nom de Cheltenham Stronger In. Ses activités s'inscrivaient dans le cadre de la campagne référendaire organisée par le gouvernement conservateur de David Cameron. En janvier 2017, le groupe est devenu Cheltenham for Europe.²⁷

LfE a été créé au cours de l'été 2016 à partir du réseau social Facebook. Le groupe s'est d'abord établi physiquement : les membres fondateurs se sont rencontrés et ont décidé de former une association pro-européenne pour ensuite promouvoir LfE sur les réseaux sociaux et attirer d'autres militants.

LfE est l'initiative de P., ressortissante française vivant au Royaume-Uni depuis plus de 20 ans, et qui, dès l'issue du référendum, le matin du 24 juin 2016, a décidé d'agir. Au lendemain du vote P. a pris la décision de rejoindre le groupe Facebook Les 48 % (Les « 48% », en référence aux résultats du vote). À la suite de cette adhésion elle a été contactée par M., une militante anti-Brexit par le biais de la messagerie instantanée Messenger. Cette dernière cherchait à étendre le réseau du groupe Les 48 % dans la région de Liverpool. Les deux femmes ne se connaissaient pas mais prirent tout de même la décision de se rencontrer. Peu après P. s'est rendue compte qu'elles étaient voisines :

P: ... it was a big slap in the face. So, there was a lot of crying on the 24th. [...] Yeah, damn it. But you have to start picking yourself up. I mentioned the Facebook network before and that's relevant, because I started having a look on there then, away from my mother-and-baby groups and breastfeeding groups. I started seeing posts about, well, organise, you know, we must do something now, what can we do, so it was, it was a divide between the 52 % and the 48 %. So, The 48 % became quite prominent in the sight that those posts started leading me to groups that were just forming, so I joined that. So, in a week or two following the referendum result, I got a personal message from someone who I didn't know who said: 'I found your name on the

²⁷ Entretien avec P., *Cheltenham for Europe*, 11 juillet 2018.

group of The 48 %, because I was searching for remainers in the Liverpool area, so I hope you don't mind me messaging you.' And her name is Maria and she happened to live just around the corner from me, but we had never met before and would have never met otherwise. So, we organised to have a catch-up and meet in person, because, you know - complete coincidence - we were practically neighbours.²⁸

À la suite de cette rencontre les deux militantes se sont revues pour discuter de la création d'un groupe pro-européen à Liverpool. Elles ont parlé de ce projet à leur entourage : S.G (époux de M.) ainsi qu'aux parents de l'école que fréquentaient leurs enfants. Puis, elles ont diffusé un message sur Facebook dans l'optique de créer ce groupe et d'attirer un plus large effectif.²⁹

S.G, M. et P. ont donc fondé LfE et après avoir diffusé la création du groupe en ligne. Par le biais de la plateforme Facebook ils sont parvenus à organiser une première réunion (informelle) chez un glacier en octobre 2016.

I was there at the founding meeting in this, it was kind of bizarre, it was kind of an ice-cream parlour in October in windy wet conditions (laughing), so we had to go inside, it was all fairly kind of cramped and not particularly well-constructed, but we managed to get a group together, yeah. And then we started meeting in [S.G]'s kitchen. We had, we had [...] I was then quite involved early stage, I was involved in [...]³⁰

Le questionnaire en ligne nous apprend que les membres de LfE ont rejoint le groupe entre 2016 et 2020, ce qui illustre un recrutement régulier et constant depuis sa création.³¹ Nous nous pencherons plus en détail sur le recrutement des membres dans section II. 3 (Recrutement).

1.2 Organisation

Les groupes locaux possèdent tous une certaine hiérarchie qui peut être verticale ou bien horizontale. LfE fonctionne selon une hiérarchie horizontale avec des postes correspondant à des responsabilités définies. Bien que les membres du groupe interagissent d'égal à égal et procède à un système de vote à la majorité, Brenda Ashton reconnaît qu'elle exerce un rôle de leader. Selon la militante, sans son implication le groupe n'aurait pas survécu à l'élection de Boris Johnson et, par conséquent, aurait disparu.

²⁸ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

³¹ Parmi les réponses obtenues des répondants ont indiqué qu'ils avaient rejoint LfE avant sa création, ce qui est évidemment une erreur à prendre à compte.

Dans son étude des mouvements féministes qui militent contre le harcèlement sexuel en Corée du Sud, Lee explique qu'une structure horizontale émane des liens interpersonnels entre les acteurs d'un groupe de base, tandis qu'une structure verticale fait référence aux liens entretenus par les individus et les organisations avec les institutions politiques.³² La contribution de Lee à propos des structures verticales et horizontales au niveau méso font écho au mouvement pro-européen. Les nombreuses pétitions débattues en faveur de l'UE au Parlement britannique témoignent d'une structure verticale qui, selon Lee, présente des failles. En effet, bien que les *grassroots* aient eu recours à la voie politique, cela n'a pas débouché sur le résultat escompté. De ce fait, les groupes comme LfE ont favorisé un renforcement de leur structure horizontale comme le groupe ReSET (Telegram Sextortion Ring Protest) qui a pu résoudre les failles institutionnelles et renforcer le réseau de façon à trouver le bon équilibre entre le fonctionnement de « haut en bas » et de « bas en haut. »³³

Nous avons pu voir dans l'introduction de cette section que la structure de LfE était divisée en deux : les membres permanents et les sympathisants. Les membres permanents ont le droit d'assister aux réunions et jouissent des pouvoirs conférés par les statuts, comme élire les membres du comité de direction et de prendre des décisions concernant de potentiels changements des statuts. Le comité de direction ne doit pas excéder 12 membres et se compose du président, du trésorier et du secrétaire. Nous reviendrons sur les différents types de membres avec plus de précisions dans la section II.2 (Membres).

Depuis sa création, la structure du comité a subi des changements à deux niveaux : les membres et les postes occupés. D'un côté, on observe la suppression du poste de responsable des adhésions (*membership officer*) et la création de celui de responsable du bulletin d'information (*newsletter editor*). D'un autre côté, on remarque le départ de deux membres (C. et P.C) qui, selon Brenda Ashton, ne voulaient plus assurer de rôle administratif mais qui sont tout de même restés membres du groupe. Ainsi que le met en évidence le tableau 3.1, au total huit postes avaient été créés pour diriger LfE en 2019 :

³² Yena Lee, « Meso-level leaders as brokers of horizontal and vertical linkages in feminist networked social movements », *Information, Communication & Society*, 2022.

³³ *Ibid.*

Tableau 3.1 : Évolution de la structure de Liverpool for Europe entre 2019 et 2021

Membres	Fonction en 2019	Fonction en 2021	Membres
Brenda	Présidente	Présidente	Brenda
O.	Vice-président	Vice-président	O.
P.C	Secrétaire	Secrétaire	L.
Y.	Trésorier	Trésorier/adjoint	Y./S.G
L.	Responsable adhésions	-	-
A.	Directeur du numérique	Directeur du numérique/Internet	A.
P.	Directrice Internet	Directrice/directeur Internet et réseaux sociaux	P./O.
C.	Directeur Internet	-	-
-	-	Responsable du bulletin d'information	CR

On peut en effet observer que le poste de responsable des adhésions n'a pas été conservé. Brenda Ashton explique que ce poste avait été créé dans le but d'intégrer la militante L. Or, cette dernière n'a pas su suffisamment s'impliquer et n'a pas rempli sa mission qui consistait à attirer plus d'adhérents. De ce fait, lorsque P.C a pris la décision d'abandonner ses fonctions de secrétaire, L. a été nommée pour la remplacer. Il semble donc que ce poste devait être assez exigeant puisque personne du groupe ne s'est proposé pour prendre la place de L. En effet, les postes ont été donnés en fonction des compétences de chacun. Brenda Ashton ajoute que le groupe s'est formé rapidement. Progressivement les membres du groupe se sont attribués des rôles et ont su se servir de leurs expériences pour nourrir la campagne :

B.A: ... we didn't have roles as such. We just went out and [...] We were directed by kind of other things that were going on. You know, via Facebook, you know, people would say: 'Go out and do this' on a certain day, so that's what we did. But gradually, we formed a committee, people volunteered to take on roles and I volunteered to be campaign officer. So, I did that right from the beginning – I mean, I was involved in the campaign right from 2016. And then, about eighteen months in, I became chair, but I continued campaigning as well, because that's what it was about, really. And I used to run the meetings anyway, when I was campaign officer, I used to call meetings and do the admin bit, as well. So, that's how it happened, you know, because I think because I was available to do it, as retired and my experience had been in marketing, so I could transfer quite a lot of skills and knowledge [...]³⁴

Dans notre entretien, O. précise que certains membres ont été mis à l'écart car ils n'avaient aucune expérience en termes d'organisation. En revanche, S.G (le trésorier) gère le budget de LfE car en tant qu'ingénieur il a pour habitude de s'occuper de projets de plusieurs dizaines de millions d'euros. Il est donc facile pour le militant de contribuer à l'organisation logistique et financière des événements pro-européens :

³⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

O: [I]nside Liverpool for Europe you have people who are very motivated but have no experience of organising ANYTHING AT ALL. They got ousted basically. They got pushed aside because they couldn't be in charge of it, it wasn't really possible. And then in the end, S.G and Brenda became the leaders of it, so that was right because Steve was an engineer, he's run projects that costs £25 million (laughing), he's not gonna worry about organising a few buses to get to London.³⁵

Le groupe se réunit une fois par mois et organise des réunions dites « générales » (*general meetings*) tous les ans pendant lesquelles le président fait le point sur les activités et les finances du groupe mais également procède à l'élection des membres du comité de direction. Ces réunions sont programmées au minimum 14 jours à l'avance comme le stipule la clause 16. Aucune réunion ne peut se dérouler sans la présence d'au moins deux des trois membres de LfE que sont le président (ou vice-président) et le chef de campagne (*Campaign Director*) ou bien son adjoint et le trésorier (ou son suppléant). Le tableau 3.2 dénombre les réunions « physiques » qui se sont tenues entre avril 2017 et octobre 2021.

Tableau 3.2 : Réunions de Liverpool for Europe de 2017 à 2021

	2017	2018	2019	2020	2021
Janvier		X	X	X X	
Février		X	X	X X X	
Mars		X		X	
Avril	X*X X	X	X		
Mai	X		X		
Juin	X				
Juillet	X	X	X		
Août	X X		X		
Septembre	X		X X X		
Octobre	X X	X			X
Novembre	X	X X	X		
Décembre	X				

*X = une réunion

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu (*minutes*) dont la longueur oscille entre une et quatre pages. Sur chacun d'entre eux figurent la date, l'heure, parfois le lieu, les membres présents, les membres excusés, les points soumis à la discussion, la date (parfois le lieu) de la prochaine réunion. La majorité des réunions dure environ deux heures (souvent le soir entre 19

³⁵ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

et 21 heures) et a lieu soit au domicile des militants ou dans des endroits publics comme la Quaker Meeting House à Liverpool, où il est possible de louer une salle de réunion.³⁶

Par ailleurs, pendant la crise sanitaire, les membres de LfE ont continué les réunions en utilisant l'outil de vidéo conférence Zoom. Les mobilisations et rassemblements physiques étant prohibés dans le but de stopper la propagation du virus, LfE a tout de même maintenu un lien durant toute la période du confinement. Dans un message Brenda Ashton explique que les membres de LfE avaient organisé des sessions Zoom tous les dimanches après-midi pour se soutenir et aider celles et ceux qui vivaient seul(e)s. Elle ajoute que certains membres ont connu des moments difficiles (deuil, Covid « long ») et ont pu traverser cette période difficile grâce au groupe. Néanmoins, le groupe est tout de même parvenu à participer à deux manifestations en portant des masques : une organisée à Liverpool par un groupe nommé « The 3,5% » et créé à partir d'un groupe local en lien avec le système de santé (NHS), ainsi qu'une manifestation à Manchester organisée par Manchester for Europe (annexe 3.16). Pour finir, la période de confinement a été aussi l'occasion de consacrer plus de temps à la tenue des pages Facebook du groupe en réfutant les posts pro-Brexit et en faisant la promotion de l'UE (annexe 3.17).

1.3 Ressources

Comme indiqué dans l'introduction de ce chapitre, nous nous inspirons de la théorie de la mobilisation des ressources de McCarthy et Zald, qui se décline en trois catégories : la base de soutien, les stratégies et tactiques et enfin les la relation avec la société.³⁷ Les ressources sont essentielles pour le bon fonctionnement d'un mouvement et existent sous différents formes : les membres d'une organisation (*Social Movement Organisation*, SMO), l'argent collecté, le temps que les militants vont consacrer à l'activité du groupe mais il repose également sur des éléments extérieurs au groupe, comme par exemple le soutien des élus. Ce faisant, il existe des ressources matérielles (militants, argent) et des ressources immatérielles (temps, actions). L'agrégation des ressources, c'est-à-dire la combinaison du temps et du travail, sont cruciales pour étudier un mouvement social.³⁸

³⁶ Quaker Meeting House, Liverpool, <<https://www.liverpoolquakers.org.uk/#/hire/>>, consulté le 30 juin 2022.

³⁷ John D. McCarthy et Mayer, N. Zald, *art. cit.*

³⁸ *Ibid.*

Pour Gamson les militants possèdent deux atouts : les ressources et le savoir-faire (*know-how*). Les ressources sont des objets qui sont utilisés par le groupe pour atteindre ses objectifs et le contrôle exercé sur ces objets peut être transféré d'un individu à un autre. Le savoir-faire est la mise en application des compétences, de la connaissance et de l'expérience en matière d'action collective.³⁹

La base de soutien (*support base*) ne se construit pas nécessairement sur le principe de grief des bénéficiaires, ce que McCarthy et Zald appellent les « *conscience adherents* » et les « *conscience constituents* ».⁴⁰ Ce qui les différencie repose sur leur investissement matériel. Les « *adherents* » (sympathisants) partagent les valeurs du mouvement tandis que les « *constituents* » (membres) fournissent des ressources pour son bon fonctionnement.⁴¹ L'intérêt pour un mouvement social et ses organisateurs est donc de convertir les sympathisants en membres. En d'autres termes, les militants impliqués dans la cause européenne n'ont pas tous été victimes (ou victimes potentielles) des conséquences du Brexit : « Social movements may or may not be based upon the grievances of the presumed beneficiaries ».⁴²

Selon les réponses du questionnaire en ligne, 83,6 % des membres de LfE sont Britanniques, et 11,9 % Européens et seulement 9 % d'entre eux se considèrent exclusivement Européens. Effectivement, cela fait écho à la thèse de McCarthy et Zald pour qui un individu n'a pas besoin d'être concerné par l'injustice à combattre pour intégrer un mouvement social ou contribuer à sa réussite, ce qui démentit ainsi la thèse d'Olson. De plus, 17,9 % des membres de LfE sont des « *conscience constituents* » ou membres car ils paient une adhésion. Enfin, 82,1 % soutiennent le groupe et par conséquent le mouvement, mais n'investissent pas nécessairement de ressources, ce sont les « *adherent constituents* » ou sympathisants.

Par ailleurs, LfE a bénéficié du soutien extérieur. Les élus locaux pro-européens issus du Parti travailliste pour qui l'Europe ne constitue pas une priorité, ont donné de la visibilité à LfE notamment lors de leur participation aux événements pro-européens. Alison McGovern (A McG) l'explique très clairement dans notre entretien où elle décrit sa collaboration avec LfE restreinte au niveau local :

³⁹ William Gamson, *op. cit.*, p. 23.

⁴⁰ John D. McCarthy et Mayer, N. Zald, *art. cit.*

⁴¹ *Ibid.* Cependant, nous emploierons les termes de « sympathisants » pour « *adherents* » et « membres » pour « *constituents* ».

⁴² *Ibid.*

MP: How would you describe your collaboration with Liverpool for Europe? Or are you involved with other groups as well?

A McG: Well, so, I would describe my collaboration with Liverpool for Europe as GREAT, you know; they would organise things that I would get involved I mean, we can talk about after the referendum as well, but yeah, it was perfectly good. There's a range of grassroots organisations across the country. They're all quite different. I've been involved locally, at home with grassroots campaigners on [the] pro-European side. At a national level I was one of the members of Parliament who was kind of organising the pro-Europeans and the Labour Party and we would occasionally go and meet with national groupings of grassroots campaigns, but I wouldn't say that I was particularly like very doing lots of things, you know, with them at national level, but more just like [...]

MP: What did you do exactly locally?

A McG: So, we had meetings and yeah, leafletting and Brenda would organise her street stalls and all that kind of thing.

MP: Yeah. Great. And so, how do you keep the [...] how do you keep Europe alive within the Labour Party today?

A McG: [...] I think people join the Labour Party because they believe in cooperation and doing things together with other people and they join the Labour Party because they think that Britain at its best is as a country that engages with our neighbours next-door and works with them. And things that people, you know, in Liverpool, and Toulouse have more in common than they do than, you know, sets them apart. That's why people join the Labour Party (*slight laughter*). So it's not really that difficult to keep this idea of being, you know, pro-European or you know, wanting to be involved in Europe, alive in the Labour Party because that's who we are.

MP: Yeah, and I'm sure you've encountered some resistance from the left of the Party about the European issue. How are you dealing with that?

A McG: I mean, not that much, to be honest with you [...] This is perhaps a thing that is different in Merseyside [...] I don't know, but most Scousers are proud Europeans.

[...]

MP: [...] what's your messaging about Europe today?

A McG: Well, you know, we've got a practical job to do. Are the current arrangement good enough for the people of Britain? No. THEREFORE, we have a job to do. France is 19 miles away. We can't have this situation where we, you know, we're having dispute after dispute. You get things done in this world by working together with people and not by having petty rows for

the sake of it because you think it gives you good headlines at home. That is pathetic. You know, I think the Prime Minister is engaged in a kind of politics that serves himself, not the country and that is a PATHETIC way to carry on. So, the sooner we can have a better Prime Minister who is prepared to engage in cooperation in the interest of our country, the better.

MP: Keir Starmer said he wouldn't support rejoin for 2024, but he does supports PR.

A McG: Yeah, I mean the so, I think on the promotional representation point, like the problem that we have is, you know, we've got to win first-past-the-post election. So, it doesn't really help. On rejoining, like I haven't changed my mind about what's good for our country, right, but I don't want to engage in a kind of fantasy world where, you know, we all just [...] Yeah, I kind of feel like we owe our European neighbours a little bit better than just you know, kind of talking about politics just for the sake of it. So, I think, you build trust and confidence by dealing with the issues that are there, so trying to practically say, how do we take this agreement, build up from that, so that we've got, so that people can have better prospects. If you look at where the tourism industry is in the UK, it's a very important part of our economy, so we need to make sure that that can all function well, and I mentioned about creative industries and so on. [erm] I think there's loads of ways in which we can build trust and confidence and then see where that takes us. But I don't want to offer people something that can't be delivered, because that's what Boris Johnson does.

MP: Do you not think that might actually clash with some grassroots organisations, which actually really want to rejoin and they're quite radical?

A McG: No, no, because I think what a lot of the grassroots organisations have learned through bitter experience is number 1 job is having a government in the UK that is prepared to, you know, act on the principles of cooperation with our neighbours. That's our first job, win a general election. Number 2 job is to deal with practical problems we have and build up from there. And I could sit here and tell you about my, you know, my values and my principles. You know what they are, I've told you what they are. But what I'd rather do is offer the British public a realistic prospect of the ways in which we could make it better, rather than, you know, wang on about our great principles about being pro-Europeans. That won't get us anywhere.⁴³

Le Parlement européen a également contribué au financement de LfE en faisant une donation d'un montant de 479, 68 £ en 2018. Une fois encore, comme le confirment McCarthy et Zald, les deux acteurs ne partagent pas le même objectif que LfE mais portent tout de même une attention particulière à la cause européenne.⁴⁴

⁴³ Alison McGovern est ministre de la Culture au sein du Parti travailliste. – Entretien avec Alison McGovern, Liverpool, 5 novembre 2021.

⁴⁴ John D. McCarthy et Mayer, N. Zald, *art. cit.*

Recruter des militants et parvenir à les motiver à prendre part aux activités de campagne reste une tâche colossale pour les dirigeants. Sans l'existence de l'action collective, les chances pour qu'un mouvement atteigne ses objectifs sont quasi nulles. Par conséquent, il ne s'agit pas de seulement créer une structure : les militants doivent également créer des liens suffisamment forts pour que les membres du groupe ressentent l'envie de consacrer de leur temps pour remplir la ou les mission(s) qu'ils se sont fixée(s). Pour ce faire, une organisation rigoureuse, une cohésion d'équipe et un discours pro-européen de qualité sont des facteurs décisifs dans la réussite d'un mouvement.

Le mouvement pro-européen a échoué à atteindre son objectif premier : arrêter le Brexit. En effet, les campagnes locales et nationales ne sont pas parvenues à se coordonner et des dissensions internes ont mené les grands groupes nationaux comme PV à l'extinction. Nous reviendrons sur cet aspect dans la section III (la campagne). Cependant, pour l'intérêt de cette étude de cas, nous nous concentrerons sur la dimension locale du mouvement, c'est-à-dire les groupes « de base » (*grassroots*).

Dans un deuxième temps, LfE fonctionne grâce aux dons et aux adhésions des membres (4 £/mois – annexe 3.14). Cet argent lui permet de financer sa campagne : déplacements, location de locaux pour des événements pro-européens, achat de matériel (drapeaux, t-shirts, autocollants, pancartes etc.) Ainsi, LfE a créé un poste dédié à cet aspect de la campagne, celui de trésorier (*treasurer*) occupé par Y. et S.G.

Dans son rapport, LfE fait état des dépenses et des bénéfices du groupe entre 2018 et 2021. On remarque que les dépenses ont été plus importantes durant les mois d'octobre et novembre 2018 puis au mois de mars, octobre et enfin novembre 2019. Ces périodes correspondent aux marches anti-Brexit et aux campagnes électorales. Y., le trésorier a procédé à trois calculs : la vue d'ensemble (*overview*), les recettes (*income*) et les dépenses (*expenditures*). 2020 et 2021 n'ont enregistré presque aucune recette ou dépense à cause de la pandémie Covid-19 qui a suspendu les activités militantes, rendant tout rassemblement impossible.

Tout d'abord, ainsi que le met en évidence le tableau 3.3, l'argent récolté par le groupe provient de la vente et de dons. Bien qu'elle représente une faible proportion du budget, la vente d'articles dérivés comme les badges, les drapeaux, les vêtements ou les billets de train ont engendré des bénéfices s'élevant à environ 1876,16 £ soit 12 % des recettes totales entre 2018

et 2021. Les dons quant à eux correspondaient à 36 % du budget total et provenaient principalement de sympathisants pro-européens. De plus, les frais d'adhésion ont rapporté au total 2502 £, soit 16 % des recettes avec un nombre record de 22 membres, enregistré en décembre 2019. Cette augmentation de 633 % peut s'expliquer par la campagne électorale qui a mobilisé les groupes de bases contre l'élection de députés conservateurs lors des élections législatives en 2019. Puis, ainsi que l'indique le tableau 3.4, les dépenses les plus importantes sont celles des membres du comité, suivie par celles dédiées à la location de bus et l'achat de billets de train pour se rendre aux événements pro-européens, et enfin les annonces publiées dans le journal local *Echo*. Par ailleurs, Y. précise que la plupart des membres qui ont engagé des frais n'ont pas demandé à être remboursés par LfE.

Tableau 3.3 : Recettes de Liverpool for Europe 2018-2021

	2018	2019	2020	2021
<i>Paiements PayPal</i>	20 %	48 %	14 %	
<i>Donation location bus</i>	25 %	14 %		
<i>Donations</i>	41 %	12 %	19,4 %	4,3 %
<i>Donation réunions</i>			1,6 %	
<i>Adhésions (par mois)</i>	11 %	4,7 %	53 %	91 %
<i>Paiement de X</i>			0,7 %	4,5 %
<i>Vente articles pro-européens</i>	3,5 %	12,9 %	9,5 %	
<i>Vente masques</i>			2 %	
<i>Vente billets de bus</i>		5,2 %		
<i>Remboursements</i>		1,6 %		
<i>Remboursements billets de train</i>		1,2 %		

Tableau 3.4 : Dépenses de Liverpool for Europe 2018-2021

	2018	2019	2020	2021
<i>Dépenses des membres</i>	88,9 %	30,3 %	4,6 %	
<i>Location salle Quaker House</i>	3,5 %	4,8 %	22 %	
<i>Life church W Hust</i>		1,2 %		
<i>Location bus</i>		38,5 %		
<i>Billets de train</i>		4,9 %		
<i>Impressions</i>	2,5 %	4,4 %		
<i>Divers</i>	2,2 %	1,6 %		
<i>CFS Seaford</i>	1,6 %			
<i>Durable</i>	1,6 %			
<i>Annonces – Echo⁴⁵</i>		12,7 %	69 %	
<i>Bulletin d'information</i>			4,42 %	
<i>Remboursement donations</i>				100 %

LfE a mis en place un nombre de tactiques et de stratégies pour atteindre ses objectifs comme le précisent les statuts. Les actions mises en œuvre seront développées plus en détail dans la section III (la campagne). Pour le moment il est pertinent d'aborder la relation entre LfE et les

⁴⁵ « I don't know if you've got the half-a-page advert that was taken out in the newspaper, on the day before we left, we managed to do that. That's a significant historical document, because it was written, we wrote a text for it, and it's half a page in *Liverpool Echo*, which costs about you know £900, which is a lot of money. » - Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

autorités, la mobilisation de sympathisants, l'influence de l'opinion et, enfin, l'adaptation des objectifs de campagne.

Le site du Parlement britannique recense plus de 500 pétitions dans la catégorie « Brexit ».⁴⁶ Si une pétition atteint 100 000 signatures alors cette dernière est débattue à la Chambre des Communes. Parmi les plus populaires figurent « *Revoke Article 50 and remain in the EU* » (« Révoquez l'Article 50 et restons dans l'UE ») : 6 103 056 signatures et « Do not prorogue Parliament » (« Non à la prorogation du Parlement ») : 1 725 630 signatures. Diffuser ces pétitions et rallier les élus locaux à la cause européenne constituent une des stratégies des militants pro-européens. En effet, cette initiative permet d'établir un lien entre le niveau micro (LfE) et macro (le gouvernement) et de transférer leur objectif de campagne, jusque-là local, sur la scène nationale et internationale.

Sur invitation de l'ancienne députée européenne Theresa Griffin, 13 membres de LfE se sont rendus au Parlement européen (PE) en avril 2018. La visite au PE a été l'occasion de faire état de la cause européenne auprès des élus et de leur faire prendre conscience de la mobilisation suscitée par ce verdict perçu comme inique :

We are visiting the European Parliament because we would like you to know that there is a significant and growing percentage of the UK population that does not want to leave the EU. This group includes UK citizens and non-UK EU citizens who have created lives for themselves and their families in the UK. Our own group includes citizens from the UK, France and Germany.⁴⁷

Dans son analyse de l'initiative SchoolMeToo, organisme de protection des mineurs en Corée du sud qui a pris l'initiative de présenter un rapport au comité des Nations Unies pour le droit des enfants, Lee démontre le pouvoir que peuvent exercer les groupes *grassroots* face aux défis politiques d'envergure nationale. La doctorante américaine remarque qu'établir des liens verticaux avec les élus permet d'introduire les missions militantes dans la sphère politique.⁴⁸ Cependant, elle note que les groupes ne devraient pas tout miser sur ce fonctionnement qui peut présenter des limites et les éloigner de leur but. En effet, elle préconise de plutôt se concentrer sur la dynamique horizontale.⁴⁹ Cette remarque nous renvoie au dysfonctionnement pyramidal

⁴⁶ UK Government and Parliament, « Petitions, Brexit », <<https://petition.parliament.uk/petitions?q=brexit>>, consulté le 2 juillet 2022.

⁴⁷ Lettre de Liverpool for Europe à l'intention des députés européens (voir annexe 3.15).

⁴⁸ Yena Lee, *art. cit.*

⁴⁹ *Ibid.*

entre les campagnes locales et nationales que nous développerons dans le chapitre III (La campagne).

Par ailleurs, comme nous avons pu le constater, LfE a consacré 15 % de son budget pour diffuser le message pro-européen dans le journal *Echo*. Ces annonces sont sous forme de lettres que les militants écrivent et que le journal publie. Ces lettres ont plusieurs objectifs : dénoncer les conséquences du Brexit, tenir le gouvernement responsable des répercussions sur la société britannique ou parfois simplement servir d'exutoire. Les signatures varient : certains signent de leurs initiales, d'autres de leur nom complet. Des militants précisent le lieu de résidence (ex. : x, West Derby) ou encore mettent leur nom suivi du nom du groupe (ex. : x, Liverpool for Europe). Parmi les membres de LfE O., Brenda Ashton et S. sont les principaux auteurs des lettres dans lesquelles ils tentent de rétablir une vérité, appellent les élus à les soutenir (notamment en période d'élections) ou bien simplement partagent leur ressenti et point de vue sur un aspect du Brexit.

II. 2 Membres

Jusqu'ici nous nous sommes limités à l'organisation et la structure de LfE ; il nous reste maintenant à analyser les membres qui composent le groupe. Dans cette section les réponses au questionnaire en ligne seront analysées de manière quantitative afin d'établir le profil socio-démographique de LfE.⁵⁰ En deuxième lieu et dans une démarche cette fois-ci qualitative, les entretiens réalisés en novembre 2021 serviront à apporter davantage de précisions. Puis, les attentes des membres lors qu'ils ont rejoint LfE et enfin l'importance des relations entre les membres et comment ces militants ont créé de véritables liens d'amitiés qui se sont renforcés notamment pendant la crise sanitaire.

Dans leur article sur la dimension locale des mouvements sociaux Loftland et Jamison proposent une définition de « membre » en cinq points :

- 1) Un membre parle au nom du groupe auquel il appartient et occupe un poste à responsabilité.
- 2) La personne en question se considère elle-même membre.

⁵⁰ Les résultats sous la forme d'un tableau Excel sont accessibles sur ce lien :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1pMPsKA50Qx4TV5mVOhfN4B_HxXj7cNS7733AxLguX8g/edit?usp=sharing

3) Le membre en question connaît au moins deux autres personnes qui sont également membres du groupe.

4) Le membre en question contribue régulièrement (une journée de 8 heures par an) au groupe en consacrant une partie de son temps ou être présent physiquement. Il peut également compenser avec des donations.

5) Le membre en question fait don de l'équivalent d'une heure de son salaire annuel.⁵¹

Selon le dernier rapport de LfE le groupe compte : 20 membres actifs, 10 membres permanents, 14 adhérents et 1129 inscrits au bulletin d'information. Comme présenté dans le tableau 3.1, parmi les membres permanents Brenda Ashton est la présidente, Y. et S.G sont responsables de la trésorerie, L. est la secrétaire, A. s'occupe du domaine numérique et Internet et pour finir O. et P. supervisent les réseaux sociaux.

Enfin, il semble opportun de se pencher sur la notion de « *leader* » (dirigeant ou chef de campagne), représenté par Brenda Ashton depuis 2016. Nous avons démontré précédemment qu'il existait trois niveaux : micro, méso et macro. Lee identifie trois types de dirigeants qu'elle associe à ces trois degrés d'influence, Brenda Ashton est une dirigeante dit « méso ». En effet, la militante collabore avec d'autres chefs de campagne pour défendre la cause européenne au niveau national. De plus, LfE fonctionne selon une structure plutôt informelle mais tout de même hiérarchisée avec des postes définis.⁵²

1.1 Attentes

Les *remainers* ont été envahis par un sentiment d'injustice et une partie d'entre eux a vécu les résultats du référendum comme un deuil : la perte de la relation dans laquelle le Royaume-Uni s'était engagé en 1973. Lors des entretiens avec les militants, j'ai tenu à savoir quelles étaient leurs attentes lorsqu'ils ont pris la décision de « passer à l'action » en rejoignant LfE.

Portés par un élan d'optimisme, un grand nombre de militants a rejoint LfE dans l'espoir d'arrêter le Brexit, comme pouvait en rire de désolation Brenda Ashton cinq plus tard, en 2021 : « I thought we were going to stay in Europe, I thought we were going to stop Brexit. »⁵³ Un

⁵¹ John Lofland et Michael Jamison, *art. cit.*

⁵² Yena Lee, *art. cit.*

⁵³ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021

sentiment partagé par P., ressortissante française, qui n'a pas pu voter le jour du référendum : « The big WISH was to overturn that vote. »⁵⁴ D'autres comme S., qui ont rejoint LfE au moment de sa création, avaient en tête un objectif plus nuancé en souhaitant obtenir un vote sur l'accord : « I was just hoping that we could get a vote on the deal. »⁵⁵

En effet, certains militants étaient déterminés à renverser le Brexit et ont rejoint LfE dans ce seul et unique but. Cependant, d'autres se sont ralliés au groupe avec une motivation plus nuancée et ont ressenti le besoin de se rendre utiles et de ne pas rester inactifs : « I don't know, REALLY. I just wanted to help in some way, I just wanted to, like I said, I just wanted to do something. »⁵⁶

Pour certains comme A., rejoindre la cause pro-européenne était un combat qu'il fallait mener pour mieux vivre l'injustice des résultats du référendum. A. explique s'être engagé dans le mouvement pro-européen sans réellement savoir comment lui et les autres militants allaient procéder pour arrêter le Brexit. Or, le besoin d'agir et celui de partager le grief était bien plus fort :

MP: What were your expectations when you joined Liverpool for Europe?

A: I knew it'd be a long fight. I think, I think my sense was that by the time Brexit would come, we would be able to prevent it and have it reversed. I was, I was hopeful and optimistic. I wasn't sure entirely how it would be done. I think there was a view early on [...] the group was started out, perhaps a little ambiguous, perhaps, but it was almost like a therapy group, it was almost like we had to come together and just MOURN the loss and [...]⁵⁷

Pour J., rejoindre LfE a été une libération. La militante admet que faire partie d'un groupe pro-européen et d'être en compagnie d'individus partageant les mêmes attentes lui a permis de « revivre » : « I loved the company of these people, I thought I felt being able to breathe again... »⁵⁸

⁵⁴ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 10 novembre 2021.

⁵⁵ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁵⁶ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁵⁷ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

⁵⁸ Entretien avec J., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

1.2 Profil

Lors de notre entretien en novembre 2021, Brenda Ashton décrivait le groupe comme étant composé d'individus venant de différents milieux, exerçant une activité professionnelle, âgés entre 40 et 80 ans.⁵⁹

Selon les statistiques présentées par Lord Ashcroft au lendemain du vote du référendum, les *remainers* étaient en règle générale des électeurs de gauche, issus de la classe moyenne blanche et âgés entre 18 et 44 ans.⁶⁰ Nous croyons que ce sont également des caractéristiques socio-démographiques qui définissent les militants pro-européens interrogés dans le cadre de nos recherches. Les données socio-démographiques récoltées grâce au questionnaire en ligne se déclinent en plusieurs points : âge, sexe et niveau d'instruction. On peut observer que les membres de LfE présentent les mêmes caractéristiques que celles relevées chez d'autres militants par de nombreuses études, à l'exception de l'âge.

◆ Âge

La majorité des membres, c'est-à-dire 83,6 %, ont entre 50 et plus de 65 ans, ce qui est cohérent avec le profil des militants engagés dans le mouvement pro-européen. Seulement 3 % sont âgés de moins de 35 ans et 13,5 % se situent entre 35 et 50 ans. De manière générale, la jeunesse est peu impliquée en politique ou du moins dans ses formes les plus traditionnelles (voter ou être membre d'un parti).⁶¹

En effet, comme mentionné dans l'introduction de cette thèse, le mouvement pro-européen, notamment *grassroots*, a rencontré des difficultés à mobiliser l'électorat jeune. Le faible engagement de la jeunesse dans les mouvements sociaux fait l'objet d'un sujet de recherche florissant. L'étude menée en 2017 par Earl, Maher et Elliott met en évidence cette tendance qui afflige la sphère militante.⁶² Or, les auteurs émettent l'hypothèse que les jeunes n'ont pas déserté les mouvements sociaux mais s'engagent plutôt différemment, en particulier avec l'essor des réseaux sociaux. La jeunesse militante aurait pris des chemins différents de ceux du monde

⁵⁹ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021

⁶⁰ Lord Ashcroft, « How the United Kingdom voted on Thursday... and why », *Lord Ashcroft Polls*, 24 juin 2016, <<https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>>, consulté le 2 juillet 2022.

⁶¹ Elise Uberoi et Neil Johnston, *art. cit.*

⁶² Jennifer Earl, Thomas V. Maher et Thomas Elliott, « Youth, activism, and social movements. », *Sociology Compass*, 2017.

adulte et certains facteurs externes jouent un rôle dans leur trajectoire : l'hostilité envers les institutions, le développement des mouvements de sociétés (*movement societies*) et du « militantisme des fans » (*fan activism*) et enfin l'omniprésence d'Internet.⁶³

Malgré l'existence de groupes étudiants (OFOC et FFS)⁶⁴ dans le mouvement pro-européen, E., dirigeante de Stockport for Europe, confirme l'absence du public militant jeune au sein de la mobilisation anti-Brexit. La militante avoue ne pas réellement comprendre ce manque d'intérêt : pour elle, les jeunes appartiennent à la génération qui subira les conséquences socio-économiques d'un Royaume-Uni hors de l'UE :

The core group they are mostly older people, and this is the case across all the remain groups whenever we meet up we're always like: 'where are the young people?' because it's young people who are particularly angry about Brexit and who didn't want to leave and voted remain mostly. »⁶⁵

Certains militants de LfE, comme M. et S. l'expliquent (avec plus ou moins d'empathie) par le fait que les étudiants se consacrent entièrement à leurs études ou ce que Oegema et Klandermans appellent les « barrières » (*barriers*) :⁶⁶

MP: All the grassroots groups I have interviewed they've found it very difficult to recruit young people.

M: They are! Certainly, so far as Europe is concerned, which is, I mean I know from experience I know when I was involved with the European Movement, we were trying to get people from the... in fact we had a very active member on the committee from the university, but he found very difficult. I think the problem is at the moment, students, they are so fixated on getting their qualifications these days, they don't have time to... I think we had a bit more time to think about these things but when I was younger. I think students are under tremendous pressure to get qualifications and I think whilst the universities... they are not really; they don't really have the time to consider these things. It does take time, there is quite a lot of time involved, I know from my point of view you know, I was working as an architect on my own, I had a practice on my own and obviously giving time to this sort of thing meant that I wasn't doing architecture you know.⁶⁷

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ OFOC : Our Future Our Choice ; FFS : For our Future Sake.

⁶⁵ Entretien avec E., *Stockport for Europe*, 6 juillet 2018.

⁶⁶ Ditt Oegema et Bert Klandermans, « Why Social Movement Sympathizers Don't Participate: Erosion and Nonconversion of Support », *American Sociological Review*, Vol. 59, No. 5, octobre 1994, pp. 703-722.

⁶⁷ Entretien avec M., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

[...]

S: Yeah. You know people make excuses, they're at university and you know ... but I can remember when people of my age were at university, they would go on demonstrations and being politically active! And I'm sorry, I did my degree with... I had to get two buses to the college, and I had two school children and it's not an excuse, you know The only thing that I'm really pleased about is the likes of Greta Thunberg and it's the young people who do seem to be taking climate change seriously...⁶⁸

Pour CR, les étudiants qui assistent à ses cours manifestent une totale apathie politique et, selon ce dernier, le gouvernement serait responsable de leur ignorance :

MP: The majority of the grassroots struggled to recruit young members.

CR: Yeah, I mean, it's difficult, because just from my own experience, when I lecture on European politics, the students – they're 18, so, the first-year students – they come to university and they don't know anything about politics at all [...] they, they don't know. It's, it's the fault of our education system, as well. They don't know how the House of Commons works, they don't know what an MP does, they don't know how to become an MP, they don't know who [...] what the Home Secretary does, for example. And then, so, they come to my class [...]⁶⁹

Pour Femi Oluwole (FO), ancien dirigeant de OFOC, c'est aux jeunes de mobiliser les jeunes, car les problématiques liées au Brexit ont eu très peu d'écho chez cette population :

FO: ... young people would mobilise young people, it's as simple as that. A lot of the... the way people talk about Brexit, there's not been addressed to young people at all, it's been ... I mean, you can link Brexit very very simple and in ways people can understand. [...] You need jobs, you see what happened to the pound when we voted to leave, it only gets worse from there and that makes things more expensive, you don't have any money because you're young, you need jobs, job options that you need are supposed to be cheap and right now you have lost the right to live and work in 30 countries across Europe, you lose that if we leave the EU and the £30, 000 CAP that the Tories want to bring in, coming here if that gets turned against you, working in other countries becomes an elite privilege – all that easily understood by young people but instead what we get on the media is customs union, single market, backstop... that does not directly impact young people's lives. ⁷⁰

Oluwole rajoute que les autres groupes locaux auraient dû prendre contact avec les groupes étudiants comme OFOC ou FFS pour qu'ils puissent leur donner les outils pour attirer les jeunes militants. Une solution que Oluwole préconise est celle de rejoindre son réseau Twitter, qui

⁶⁸ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁶⁹ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁷⁰ Entretien avec Femi Oluwole, *OFOC*, 25 juin 2019.

comptait 60 000 abonnés en 2019. Cette invitation fait écho à ce que Earl, Maher et Elliott expliquent dans leur article : les réseaux sociaux et Internet de manière générale font désormais partie intégrante de la façon dont les jeunes interagissent avec leur famille, amis ou collègues, que ce soit au niveau politique ou militant.⁷¹

Il faut souligner que les circonscriptions électorales qui comptent le plus de jeunes ont enregistré un faible taux de participation lors du référendum de 2016.⁷² Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point plus en détail dans la section II.3 (recrutement) lorsque nous aborderons la problématique du recrutement.

◆ Sexe

LfE présente une relative parité : le groupe est constitué à 56,7 % d'hommes contre 43,3 % de femmes. Tout d'abord, la population féminine a été sous-représentée durant la campagne référendaire. Les femmes âgées entre 18 et 49 ans ont en majorité voté pour rester dans l'UE.⁷³ Or, dans son article pour *UK in a Changing Europe*, Christoffersen est d'avis que le Brexit n'a pas eu de conséquences néfastes sur les femmes car elles ne constituent pas une minorité à part entière.⁷⁴ Néanmoins, elles peuvent être marginalisées par rapport à une multitude de facteurs annexes : profession de foi, orientation sexuelle, origine(s), classe sociale, handicap, âge, statut d'immigration.⁷⁵ Christoffersen souligne que les femmes seront davantage touchées par la perte de droits jusqu'ici garantis par la Charte sociale européenne. En effet, selon le rapport publié en septembre 2019 par l'organisation nationale pro-européenne Best for Britain (BfE), les protections liées à l'embauche, le congé de maternité, les violences domestiques et les réseaux de trafic seront mises à l'épreuve :

The principle of equality between women and men is enshrined in EU law; many employment rights, maternity rights, trafficking laws and measures to combat violence against women and girls are derived from EU treaties and directives. Any form of Brexit will put these protections

⁷¹ Jennifer Earl, Thomas V. Maher et Thomas Elliott, *art. cit.*

⁷² BBC News, « EU referendum: The result in maps and charts », *BBC News*, 8 juin 2021, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-36616028>>, consulté le 4 juillet 2022.

⁷³ YouGov Survey Results, 2016,

<https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/oxmidrr5wh/EUFinalCall_Rewighted.pdf>, consulté le 4 juillet 2022.

⁷⁴ Ashlee Christoffersen, « Brexit's consequences for marginalised women », *UK in a Changing Europe*, 8 mars 2020,

<<https://ukandeu.ac.uk/brexit-consequences-for-marginalised-women/>>, consulté le 4 juillet 2022.

⁷⁵ *Ibid.*

at risk of removal, and will mean that future EU equality and human rights protections are not binding in UK law.⁷⁶

Signalons à ce propos un alignement des cadres entre la cause féministe et l'UE. Effectivement, durant la campagne référendaire, PV avait créé une branche dédiée aux femmes : Women4PV.⁷⁷ Cette branche a cessé d'exister en même temps que le groupe, en décembre 2019 et Women4PV n'a donc pas eu la visibilité escomptée. Or, Women4Europe (fondé par Juliet Lodge et Susie Courtault) s'était également rallié à la cause féministe et, contrairement à Women4PV, fait toujours campagne en faveur du droit des femmes en 2022. Par ailleurs, Women4Europe a organisé des événements pro-européens avec LfE, comme l'atteste cet extrait de compte rendu de réunion du mois d'octobre 2018 :

Juliet Lodge from Women4 Europe would like to arrange one / two events with us; a day-time event for parents and children titled 'girls just wanna have fun' based on Hallowe'en and an evening panel event. She was particularly interested in contacting Ann O'Byrne and Luciana Berger.⁷⁸

La cause des femmes demeure un objectif annexe à la campagne *remain* : néanmoins la collaboration avec Women4Europe a été appréciée par Brenda Ashton qui décrit ces femmes de source d'inspiration :

So, there have been lots and lots of inspirational people in the, in the movement. Steve Bray – I hate to say all the people I'm mentioning are men, but there we are. And Juliet Lodge and Susie Courtault from Women for Europe, you know, there are lots of inspirational people. And that's been a joy, I mean, that's been great, meeting people and, you know.⁷⁹

◆ Niveau d'études

Les électeurs qui ont voté pour rester dans l'UE faisaient partie d'un électorat ayant entrepris des études supérieures. En effet, 28 des 30 régions avec un faible taux de personnes diplômées ont voté pour sortir de l'UE.⁸⁰ Dans son rapport pour *UK in a Changing Europe*, Simon confirme

⁷⁶ Best for Britain, « Brexit: a threat to women's rights », Best for Britain, septembre 2019, <<https://d3n8a8spro7vhmx.cloudfront.net/b4b/pages/1243/attachments/original/1569416681/BfBWomensRights.pdf?1569416681>>, consulté le 4 juillet 2022.

⁷⁷ PV avait également ouvert une branche pour les « minorités ethniques » : Ethnic Minorities for a People's Vote (EM4PV).

⁷⁸ Liverpool for Europe, « Committee Meeting », Archives, 4 octobre 2018.

⁷⁹ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

⁸⁰ BBC News, *art. cit.*, 2021

l'argument de Goodwin et Heath⁸¹ selon lequel il existe une corrélation entre le niveau d'étude et la propension à voter pour rester dans l'UE : 69 % des *remainers* étaient détenteurs d'un diplôme de licence.⁸² Par ailleurs, Goodwin et Heath précisent que les personnes ayant poursuivi des études supérieures sont davantage enclines à développer une vision libérale et ouverte sur la vie en général, d'où l'importance de prendre en compte le rôle des valeurs et des comportements sociaux. La vision des électeurs et les valeurs socio-démographiques sont pour les auteurs des variables interdépendantes dans l'interprétation du vote. Les électeurs ayant une vision de la société plus conservatrice (hostiles au mariage gay, contre l'égalité des sexes, pour la peine de mort etc.) soutenaient davantage le camp *leave*. En somme, les personnes âgées, blanches, avec peu de compétences, des salaires modestes et une vision plutôt conservatrice soutenaient davantage une sortie que les jeunes avec un emploi stable et bien rémunéré. De plus, déçus et désabusés du système politique, les Britanniques vivant dans des régions pauvres ont développé une identité anglaise plus marquée que ceux qui vivent dans des régions plus prospères.⁸³

Parmi les 67 répondants au questionnaire en ligne, seulement un militant n'est pas diplômé tandis que 38,8% sont titulaires d'une licence, 17,9% ont un diplôme professionnel, 13,4% un doctorat et 9% un master. Sobolewska et Ford expliquent cette tendance par un meilleur accès à l'enseignement supérieur, renforcé par le gouvernement conservateur de John Major, notamment avec l'adoption des *Further and Higher Education Acts* en 1992.⁸⁴ Par conséquent, le jeune public britannique diplômé s'est agrandi et cette évolution s'est répercutée sur l'électorat, qui s'est retrouvé partagé entre deux générations : la génération née avant les années 1970, pour qui l'enseignement universitaire demeurait peu ou prou élitiste, et la génération des années 1990 pour qui le cursus universitaire est devenu partie intégrante de leur vie professionnelle.⁸⁵

⁸¹ Matthew Goodwin et Oliver Heath, « Brexit and the left behind : a tale of two countries », *LES*, 22 juillet 2016, <<http://eprints.lse.ac.uk/73016/1/blogs.lse.ac.uk-Brexit%20and%20the%20left%20behind%20a%20tale%20of%20two%20countries.pdf>>, consulté le 4 juillet 2022.

⁸² Elizabeth Simon, « Educational attainment and referendum voting : questions and connections » *UK in a Changing Europe*, 16 mars 2022, <<https://ukandeu.ac.uk/educational-attainment-referendum-voting/>>, consulté le 3 juillet 2022.

⁸³ Matthew Goodwin et Oliver Heath, *art. cit.* (b)

⁸⁴ Maria Sobolewska et Robert Ford, *op. cit.*, p. 25.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 25. – Néanmoins, l'introduction de frais d'inscription de plus en plus rédhibitoires depuis la fin des années 1990 vient nuancer la démocratisation de l'enseignement supérieur. Entre 1998 et 2010, le coût par an et par étudiant est passé de 1000 £ à 9000 £.

◆ Classe sociale

L'appartenance à une certaine classe sociale a aussi son importance dans l'analyse d'un mouvement social. Tandis que l'électorat pro-Leave provient de différents milieux, la mobilisation anti-Brexit émane des classes moyennes britanniques et européennes : être un *remainer* et qui plus est, un militant pro-européen, c'est appartenir à la classe moyenne. L'appartenance à une classe sociale est notamment associée à la profession exercée. Selon l'enquête du *Great British Class Survey* avec la participation de la BBC, il existe sept catégories que Mercklé décrypte dans son billet de 2013.⁸⁶ En effet, le classement traditionnel qui se composait de trois grands groupes : l'élite, la classe moyenne et la classe ouvrière, est désormais plus varié, plus précis. La classe moyenne technique, les nouveaux ouvriers aisés, les employés de services émergents et pour finir le précaire s'ajoutent à la liste. De plus, Mercklé souligne que « [l]'enquête britannique a le mérite d'essayer de restituer de façon multidimensionnelle les façons dont les transformations économiques et sociales des dernières décennies (urbanisation, montée des services, précarisation des conditions d'emploi) ont transformé les structures sociales. »⁸⁷

Cela signifie-t-il qu'un individu doit posséder des ressources financières suffisantes pour pouvoir militer et consacrer du temps à une organisation ? Bien que la relation entre la mobilisation et l'appartenance à une classe sociale fasse encore débat, cet élément a été longtemps considéré comme central dans l'étude des mouvements sociaux.⁸⁸ En effet, les « anciens » mouvements sociaux (par opposition aux nouveaux) militaient pour des causes principalement économiques et recrutaient leur base de soutien parmi la classe ouvrière. A *contrario*, les nouveaux mouvements sociaux s'engagent pour des causes post-matérialistes :

... “old” movements were those, like unions, based in the working class and organized around economic issues, while “new” movements were those based among strata of the “new middle class,” and organized around “post-materialist” issues of identity, environment, and individual rights.⁸⁹

⁸⁶ Pierre Mercklé, « Le jeu des sept... classes sociales », www.pierremerckle.fr, 24 juin 2013, <<http://pierremerckle.fr/2013/06/le-jeu-des-sept-classes-sociales>>, consulté le 12 juillet 2022.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Barry Eidlin et Jasmine Kerrissey, « Social class and social movements », dans David A. Snow *et al.*, *op. cit.*, pp. 517-536.

⁸⁹ *Ibid.*

Pour Eidlin et Kerrissey, depuis les années 1960-1970 les oppositions sont moins marquées et les conflits sociaux s'immiscent désormais dans les classes moyennes et les divisent.⁹⁰ Pour certains sociologues, les mouvements de classe sont encore actifs dans le militantisme du XXI^e siècle, alors que d'autres se montrent sceptiques sur le poids de la classe sociale dans l'interprétation des nouveaux mouvements sociaux, qui impliquent principalement les classes moyennes.

◆ Situation professionnelle

En 2018 E. de Cornwall for Europe me confiait que le niveau d'étude des membres et sympathisants est une des caractéristiques du mouvement pro-européen :

Education is a major factor in those who are attracted to our organization and to the European Union. It's not necessarily a high level of education which is necessary but the concern for and value of education.⁹¹

Simon démontre qu'il y a une corrélation entre le niveau d'étude et l'appartenance à une classe sociale : 87,6 % des membres de LfE font partie des classes moyennes (C1 : 37,3 %) et supérieures (A-B : 45,3 %).⁹² Nous ne disons pas que le vote Leave est caractérisé par une population socialement et économiquement inférieure : en effet, il a été démontré qu'une grande partie de ceux qui ont voté pour une sortie appartiennent en fait aux classes moyennes. Cette nuance est moins marquée chez les *remainers* et les militants pro-européens dont une faible minorité appartient aux classes populaires (C2 à E) : 16,1 % des membres de LfE en sont issus.⁹³

Par ailleurs, la part entre les actifs et inactifs est quasi-égale : 49,3 % ne travaillent pas contre 50,7 %. Parmi celles et ceux qui n'occupent pas un emploi, 90 % sont à la retraite. Les militants en situation d'activité travaillent principalement dans le secteur de l'enseignement, la santé et l'administration (45,7 %), 11,7 % dans les services et 11,4 % dans le secteur industriel. Cependant, le Brexit a eu des répercussions sur la vie professionnelle de 20,9 % des militants.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Entretien avec E., *Cornwall for Europe*, 12 juillet 2018.

⁹² Elizabeth Simon, *art. cit.*

⁹³ Voir les différentes catégories de classes sociales sur le site Internet de *National Readership Survey* : <<https://www.nrs.co.uk/nrs-print/lifestyle-and-classification-data/social-grade/>>

Ces répercussions ne sont pas toutes négatives. En effet, parmi les réponses on remarque que le Brexit a essentiellement touché le secteur financier, culturel et universitaire. Certains militants ont pris une retraite anticipée, d'autres ont quitté leur emploi pour se consacrer à 100 % à la campagne : « [P]rofessionally, the activism took over, so I decided to stop working in 2017. »⁹⁴

Pour finir, militer est une activité chronophage. La plupart de membres de LfE sont mariés (68,7%), 11,9 % sont célibataires, 9 % sont en union libre, 7,5 % divorcés et 3 % veufs. 70 % ont des enfants dont 11,9 % en dessous de l'âge de 18 ans. Le questionnaire en ligne révèle que les membres de LfE consacrent leur temps à des activités qui demandent peu d'engagement et de responsabilités : parler aux gens, créer/signer des pétitions, écrire aux élus, poster en ligne/sur les réseaux sociaux. Or, 70,1 % des membres de LfE ont participé à des événements pro-européens au niveau local et national.

◆ Nationalité

Lors des entretiens beaucoup de militants ont exprimé un certain rejet de leur identité britannique. Dans leur article Ashcroft et Bevir abordent les notions de nationalité et de citoyenneté dans un contexte post-Brexit.⁹⁵ Les auteurs remarquent que la plupart des *remainers* s'identifient comme Européens et ajoutent que le principe de citoyenneté n'est pas purement symbolique mais repose sur des aspects économiques et politiques. De plus, tous deux concluent que de manière globale, ceux qui soutiennent l'UE font partie de l'électorat jeune, universitaire issus des classes supérieures car ils ont pu bénéficier de certains privilèges comme la libre circulation conférée par la citoyenneté européenne.⁹⁶

Les membres de LfE ont dû répondre à la question de nationalité comme celle figurant sur leur passeport afin de ne pas biaiser les résultats. En effet, comme on a pu le voir 83,6 % sont Britanniques et 11,9 % Européens. 8,3 % des Britanniques ont fait la demande de la nationalité irlandaise afin de pouvoir rester citoyens européens parce qu'ils en avaient la possibilité. Ces chiffres confirment la théorie selon laquelle les militants engagés dans le mouvement pro-européen sont principalement des Britanniques.

⁹⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

⁹⁵ Richard Ashcroft et Mark Bevir, *art. cit.*, 2016.

⁹⁶ *Ibid.*

◆ Ethnicité

Goodwin et Heath observent que les régions les moins exposées à la diversité ethnique et culturelle sont celles qui ont mobilisé le plus de voix anti-UE. En d'autres termes, parmi les 20 régions qui recensent le moins d'immigrants, 15 d'entre elles ont voté pour une sortie.⁹⁷ Contrairement à Londres où la population est habituée à vivre au sein de différentes communautés religieuses ou ethniques, certaines régions du Royaume-Uni où la population est majoritairement blanche ont plus tendance à développer une méfiance de l'étranger.⁹⁸

Cependant, Goodwin et Heath remarquent que les régions qui ont reçu une immigration plus récente ont voté pour sortir de l'UE. En effet, l'arrivée massive de migrants en provenance d'Europe de l'Est et centrale a provoqué une attitude hostile face à l'immigration. Antoine ajoute : « ... l'arrivée massive de nouvelles minorités dans certains quartiers ou petits villages est parfois à l'origine de tensions voire d'un déracinement *in situ* des communautés déjà installées. »⁹⁹

La campagne *Remain* a été essentiellement menée par des militants blancs. Brändle *et al.* en viennent aux mêmes conclusions. Les réponses collectées par le biais d'un questionnaire en ligne¹⁰⁰ recourent ce qui a été démontré précédemment au sujet des militants engagés dans le mouvement pro-européen : la majorité des participants étaient de nationalité britannique, plutôt âgés et diplômés (4 manifestants sur 5). Ils concluent également que plus de 40 % manifestaient pour la première fois, soulignant encore une fois la faible politisation des militants avant le Brexit.

Dans le cadre de la trentaine d'entretiens effectués, seulement deux militants sont issus des « minorités ethniques » au Royaume-Uni : Femi Oluwole de OFOC né de parents nigériens, et Brenda Ashton de LfE, née d'un père chinois. Dans notre interview du 11 juillet 2018, P. de

⁹⁷ Matthew Goodwin et Olivier Heath, *art. cit.* (a).

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ Aurélien Antoine, *op. cit.*, p. 188.

¹⁰⁰ Brändle *et al.* ont distribué 1200 tracts au cours de la marche anti-Brexit du 25 mars 2017. Sur les tracts figurait un QR code vers un questionnaire à remplir en ligne qui leur a permis de collecter 767 réponses. - Verena K. Brändle *et al.*, « Marching for Europe? Enacting European citizenship as justice during Brexit », *Citizenship Studies*, Vol. 22, No. 8, 2018, pp. 810-828.

Cheltenham for Europe l'avait déjà remarqué : « We have virtually no BAME (black, African or minority ethnic) supporters, although two Indians regularly help on our street stalls. »¹⁰¹

Bien que la représentation des « minorités ethniques » dans la mobilisation pro-européenne soit très périphérique à cette thèse, la variable ethnique dans le profil des membres de LfE peut être mentionnée. Les résultats obtenus par le questionnaire en ligne confirment que les groupes locaux sont essentiellement constitués de militants blancs. Les membres de LfE pouvaient choisir entre : « white British », « white European », « white Irish », « Asian British », « Asian », « Black British », « Black » et « Mixed » (qui reprennent les grandes catégories du recensement de la population). Les membres avaient la possibilité de répondre « autre » en inscrivant leur ethnicité. Les réponses révèlent que 62 % sont des Britanniques blancs, 26,8 % des Européens blancs. Seulement une personne est issue des « minorités ethniques » (*BAME : Black Asian Minority Ethnic / BME: Black Minority Ethnic*), une est Irlandaise, un est Indo-Pakistanaï britannique. Certains s'identifient seulement comme blanc (1), d'autres comme « Scouse » (2), ou encore Anglo-irlandais-européen (1) et également Anglais blanc (1).

Brenda Ashton, malgré ses origines, n'a pas nécessairement perçu les militants issus des « minorités ethniques » comme une cible pour LfE. Pourtant sortir de l'UE peut avoir de terribles conséquences pour les minorités issues de l'immigration extra-européenne, qui sont une population vulnérable. Dans un article du *Independent*, la militante noire Nimo Omer se questionne, déplorant le manque de militants issus des « minorités ethniques » dans la campagne *Remain*.¹⁰²

◆ Le vote

En 2020, la majorité des membres de LfE étaient de gauche ou de centre/centre-gauche : 58,2 % soutenaient le Parti travailliste et 20,9 % les libéraux-démocrates. Or, on observe qu'ils étaient 68,7 % à soutenir les travaillistes avant le référendum (38,8 % en sont membres) ou les libéraux-démocrates (14,9 %) avec 16,4 % qui payaient une cotisation aux libéraux-démocrates. En 2017, les militants avaient majoritairement voté pour le Parti travailliste

¹⁰¹ Entretien avec P., *Cheltenham for Europe*, 11 juillet 2018.

¹⁰² « Pourquoi n'y a-t-il pas plus de gens comme moi dans cette campagne ? » - Nimo Omer, « We still haven't acknowledged the overwhelming whiteness of Brexit » *The Independent*, <<https://www.independent.co.uk/voices/brexit-peoples-vote-diversity-white-march-bame-diversity-ofoc-politics-a8921581.html>>, consulté le 20 juillet 2022.

(52,8 %) ou pour les libéraux-démocrates (23,9 %). Ces chiffres ont changé lors des élections législatives de 2019. En effet, en 2017 6 % des membres de LfE avaient voté pour le Green Party (les Verts) et 23,9 % en 2019. Néanmoins, on observe un recul du soutien pour les travaillistes (38,8 %), ce qui s'explique par le manque de clarté de Jeremy Corbyn vis-à-vis du Brexit. La même année, les répondants ont majoritairement soutenu les libéraux-démocrates lors des élections européennes (35,8 %) suivi par les travaillistes (28,4 %) et les Verts (23,9 %).

1.3 Interactions

Il est indéniable que LfE constitue à la fois un repère identitaire et un refuge émotionnel pour ses membres. 32,8 % avouent que le vote Leave a changé leur relation avec leurs amis et leur famille. Le groupe agit comme un espace au sein duquel les pro-européens se sentent en confiance, compris et soutenus. Les groupes locaux anti-Brexit comme LfE sont devenus des espaces où les militants peuvent partager leurs émotions librement. Dans notre entretien A. témoigne de sa fierté de faire partie du groupe et de la force qui le lie aux autres membres de LfE qu'il caractérise « d'alliés naturels » :

Brenda and S.G and other members, [...] were natural allies [...] I, we all became very close, became close friends, trusted allies, I think the group became very cohesive, I'm EXTREMELY proud to be associated with it, I think we did some good work and we were, you know.¹⁰³

Pour Goodwin *et al.* les émotions sont ce qui lie les individus entre eux et ce qui les connecte au monde extérieur.¹⁰⁴ Les émotions sont des constructions culturelles et sociales et les militants essaient de créer une certaine philosophie au sein de leur groupe afin de renforcer la solidarité, la loyauté ou encore l'affection entre les membres.¹⁰⁵ En effet, Gamson corrobore les propos de Goodwin *et al.* en précisant qu'à long terme, le but d'une organisation est de construire un esprit de loyauté pour que les participants aient le sentiment que leurs actions ont un sens.¹⁰⁶

L'affect et les émotions font partie d'un phénomène largement étudié en science politique et les auteurs référencés plus loin dans cette section le confirment. Aminzade et McAdam s'attaquent à la tâche complexe de briser le silence théorique en expliquant la relation entre les

¹⁰³ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹⁰⁴ Jeff Goodwin *et al.*, *op. cit.* p. 10.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ William Gamson, *op. cit.*, p. 95.

émotions et l'action collective.¹⁰⁷ Grâce à LfE les membres sont parvenus à préserver leur identité européenne qu'ils ont pu nourrir par le biais de l'action collective en revalorisant la rhétorique pro-européenne. En effet, les auteurs précisent que les émotions participent à la construction d'identités collectives.¹⁰⁸ Jasper va dans le même sens et explique l'action collective et donc les interactions entre les membres d'un mouvement, contribuent au renforcement d'une identité et est un moyen pour combattre les injustices.¹⁰⁹ Goodwin *et al.* reprennent cet argument et confirment que l'identité collective engendre la solidarité, la confiance, la loyauté ou encore de l'affection entre les membres d'un mouvement.¹¹⁰ Pour finir, Gamson soutient également la thèse que l'organisation d'un groupe se décompose en deux parties: la solidarité et l'infrastructure. En effet, pour l'auteur la solidarité qui émane d'un groupe est le produit de leur sens de l'identité collective et de la force des liens interpersonnels qu'ils entretiennent.¹¹¹

Dans leur malheur, les militants pro-européens comme T. ont rencontré des individus avec qui ils ont tissé des liens très forts et ont réussi à créer un réseau de soutien :

T: I think the, the silver lining of the cloud Brexit, has been the other group members [...] it's a support network at times, for when you're feeling a bit like 'God, will this ever end?', because it's like being trapped in some strange psycho-drama where people would say: 'You're just like Donald Trump', because I won't accept a referendum.¹¹²

Pour P., LfE est devenu une famille de substitution.¹¹³ Selon Jasper se mobiliser offre une satisfaction sans égale aux militants car le mouvement auquel ils participent leur permet de se projeter dans une réalité qu'ils se sont créée.¹¹⁴ T. ajoute à la fin de notre entretien que même si LfE venait à disparaître parce que le Royaume-Uni aurait rejoint l'UE une seconde fois, il souhaiterait garder contact avec celles et ceux qui l'ont accompagné dans ce combat.¹¹⁵

¹⁰⁷ Ron Aminzade et Doug McAdam, « Emotions and Contentious Politics » dans Ron Aminzade, *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge Studies in Contentious Politics, Cambridge: Cambridge University Press. 2012, p. 14-50.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ James M. Jasper, *op. cit.*, p. 367.

¹¹⁰ Jeff Goodwin *et al.*, *op. cit.*, p.8.

¹¹¹ William Gamson, *op. cit.*, p. 22.

¹¹² Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

¹¹³ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

¹¹⁴ James M. Jasper, *op. cit.*, p. 376.

¹¹⁵ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

Ensuite, le rôle de Brenda Ashton est un élément clé dans la réussite du mouvement. En qualité de dirigeante, la militante se doit d’instaurer une atmosphère de confiance au sein de LfE. Créer un environnement dans lequel les membres se sentent écoutés contribue à la longévité du mouvement. Aminzade et McAdam insistent sur l’importance de créer une connexion avec les membres du groupe en jouant sur les émotions, ce qui requiert une relation intelligence émotionnelle :

To motivate people to act collectively against injustice [...], movement leaders need to connect abstract cognitions of unfairness to the emotion of moral indignation and to sustain emotions that will dissipate in the absence of a clear target. This requires complex cultural knowledge, that is emotional intelligence, in order to mobilize emotional energies and effectively frame grievances in a way that resonates not only with the lived experiences of followers and potential recruits but also with their emotional lives and understandings.¹¹⁶

Les militants ont créé des liens d’amitiés forts entre eux et c’est grâce à l’esprit de solidarité que le groupe est toujours en activité en 2023. Pour Brenda Ashton, c’est le mot solidarité qui définit l’identité de LfE: « ... obviously we were united in solidarity in that we all wanted the same thing and still want the same thing – I mean, we want to rejoin, now, we want to find our way back to the EU somehow. »¹¹⁷

Pourtant ils se perçoivent comme des amis et faire partie de LfE leur a permis de surmonter les déceptions politiques. Il est devenu habituel d’organiser un repas de Noël ou bien de se rassembler pour fêter les anniversaires de chacun d’entre eux.

La solidité de LfE a subi de nombreux tests comme celui de la crise sanitaire Covid-19 qui a affaibli le mouvement pro-européen dans son ensemble car les militants n’ont pas pu se rassembler physiquement. Or, durant la pandémie les militants ont fait preuve de solidarité, ce qui a renforcé les liens d’amitié :

BA: [W]e’re, you know, very supportive and during the pandemic it turned – we’re friends – and during the pandemic it turned into, it became obvious how much we, we cared about each other and how much we supported each other. And we managed to keep it going as such. Yeah, I mean, a lot of respect [...] the best thing that came out of it for us, for most of us, for me, was the relationships that were made, the kind of people that I met. ¹¹⁸

¹¹⁶ Ron Aminzade et Doug McAdam, *art. cit.*

¹¹⁷ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹¹⁸ *Ibid.*

Dans notre entretien de novembre 2021, Brenda Ashton témoigne sa gratitude envers les membres de LfE qui étaient présents lorsque la militante a perdu son frère et sa mère durant la crise sanitaire. Les membres du groupe avec lesquels Brenda Ashton n'avait pas nécessairement de liens très forts l'ont soutenue moralement en venant aux enterrements :

BA: I think we would always support each other. I mean, my mother died, my brother died, people from Liverpool for Europe came – they didn't know them particularly, but they came for me, you know? [...] So, that's the kind of support that we give each other and I'm sure we will be friends for life, you know, the core group.¹¹⁹

T. qui a souffert d'un long Covid a eu la visite de certains membres qui sont venus lui apporter de la nourriture car il était alité pendant plusieurs mois:

T: I got COVID right at the very beginning of the thing and then I had a real long COVID because of course [...] there was no jab or anything like that [...] [...] and I was very very ill and then I've had a really bad time with long COVID. [...] I was bedridden for about, God – and again, Brenda would probably be able to tell you how long (laughing) I was bed-ridden for, not me [...] she was baking me cake and leaving it outside of my house for me and, you know, stuff like that.¹²⁰

Pour finir, pour plus des deux tiers des membres de LfE faire partie du groupe les a aidés à surmonter le Brexit. En effet, à la question « Sur une échelle de 1 à 4, dans quelle mesure être membre de LfE vous a permis de faire face au Brexit » : 31,4 % et 32,8 % ont opté pour 3 et 4, ce qui montre que le groupe a été un pilier pour une majorité.

II. 3 Recrutement

Les mouvements sociaux sont des constructions sociales et culturelles et existent par conséquent grâce aux militants par le biais de leurs actions, de leur investissement et de leur engagement sur le long terme. La mobilisation anti-Brexit est le résultat d'un choc émotionnel ou « choc moral », pour reprendre l'expression de Jasper. Cette pénultième section aura pour objectif d'analyser les dynamiques de recrutement chez LfE.

Dans un premier temps il sera question d'apporter des informations sur l'organisation du groupe : comment les membres permanents ont-ils été recrutés ? Quels moyens ces derniers

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

ont-ils mis en œuvre pour convaincre des sympathisants pro-européens à se rallier à la cause anti-Brexit ? Dans un deuxième temps nous discuterons des attentes des militants de LfE, à savoir les objectifs de recrutement que s'est fixés LfE tout au long de la campagne, notamment celui de pouvoir former un front « jeune ». Pour terminer, une troisième sous-partie fera l'objet d'une réflexion autour des résultats obtenus sur la base de travail d'archive lors du travail de terrain à Liverpool en novembre 2021.

L'existence de réseaux étant une théorie pour expliquer le recrutement de militants dans les mouvements sociaux, il sera donc intéressant de se pencher sur les liens entre le mouvement pro-européen et les précédents mouvements sociaux. En effet, certains membres de LfE ont milité contre la vente illégale d'arme (CAAT), contre le désarmement nucléaire (CND), pour la protection des animaux et de l'environnement ou encore faisaient partis du EM. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un réseau de militants précède celui de la mobilisation anti-Brexit et si oui, dans quelle mesure cela a favorisé le recrutement au niveau micro.

1.1 Types de recrutement

Recruter des militants et maintenir une base solide de membres et d'adhérents constitue une tâche considérable pour celles et ceux qui défendent une cause et qui souhaitent mener à bien leur campagne. La contribution de Jasper et Poulsen sur le sujet est incontournable. Les deux sociologues américains décident d'illustrer leurs théories à travers l'étude des mouvements pour la protection des animaux et le désarmement nucléaire à la fin des années 1980 aux États-Unis. À l'aide de données récoltées au cours de trois manifestations, ils identifient deux types de recrutements : le recrutement d'inconnus et celui d'individus issus du cercle privé. En effet, tous deux se questionnent sur les différents facteurs qui favorisent le recrutement de militants dans un contexte culturellement (déjà) paramétré.¹²¹ Les auteurs distinguent alors deux mécanismes de recrutement complémentaires : l'intégration de nouveaux membres à l'issue d'un choc émotionnel et l'engagement d'individus issus du cercle privé par le biais de réseaux préexistants. Par ailleurs, Jasper et Poulsen considèrent que le choc émotionnel agit avec une force équivalente aux réseaux préétablis : on a pu observer que ce phénomène avait créé une rupture nette et brutale avec des croyances et des convictions qui régissaient le quotidien des pro-européens.

¹²¹ James M. Jasper et Jane D. Poulsen, *art. cit.*

Dans un second temps, Jasper et Poulsen comparent les militants étudiés à ceux mobilisés contre l'avortement (*Roe v. Wade*), dont les deux-tiers ont été recrutés sur la base du choc émotionnel. Ils remarquent que les mobilisations induites par un choc émotionnel recrutent principalement des individus étrangers au mouvement : nombreux sont les militants pro-européens qui ont rejoint le mouvement après le référendum de 2016 sans se connaître auparavant. Brenda Ashton le réitérait en 2021 : « I was definitely complacent [...] I just didn't think [...] It was a total shock ! »¹²²

En revanche, O. avait prédit qu'un référendum sur une sortie de l'UE était inévitable sous un gouvernement conservateur. Ce n'est donc pour cette raison qu'il avait décidé de rejoindre le EM en 2004 et de devenir un membre à vie, lui coûtant ainsi 150 £ :

I knew this was gonna happen. [...] Like a lot of people who, who [...] I think I was always very worried about this, I wasn't one of the people who ever believed this will just be okay and I was fairly convinced as soon as they announced it that there would be a leave vote. So, I felt [...] that was when I started working properly, so I felt, you know, I had a bit more income and things like that, so I could afford to, to, to join, you know, support a few things which I believed in, you know, like [...] so, one of them was to join the European Movement for life, so I actually sent them 150 quid ahead, which was quite a lot of money in 2004.¹²³

Dans un troisième temps, Jasper et Poulsen reprennent la théorie de l'analyse des cadres de Snow et Benford : selon eux les réseaux préexistants sont insuffisants pour interpréter la phase de recrutement dans les nouveaux mouvements sociaux. En effet, il est intéressant de remarquer que parmi les membres de LfE seulement O. et M. étaient membres du EM avant de rejoindre le groupe. À travers ce réseau pro-européen, O. a recruté M. qui a lui-même recruté J., sa compagne :

MP: How did you first hear about Liverpool for Europe?

M: How did I first hear... just tryna think... Oh yes! It would have been through a fellow-European Movement member [Olivier] who became associated with Liverpool for Europe. It's through him actually. He was already active in demonstrations from the very start. He was already active then, and through him that I became interested in Liverpool for Europe.¹²⁴

[...]

¹²² Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹²³ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

¹²⁴ Entretien avec M., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

MP: Were you actively recruited, or did you decide yourself to join Liverpool for Europe?

J: I didn't need much persuasion to be there. I went on MOST of the... Michael went first on the demonstrations and then I thought: 'well, maybe I should go as well.' And went to London several times, I was on that big demonstration on October 19th, 2019, I think that was the last one... I loved the company of these people; I thought I felt being able to breathe again...¹²⁵

En revanche, les autres membres ont été recrutés en dehors du cercle privé/social soit par les réseaux sociaux comme ce fut le cas de Brenda, P., CR, S. et A. tandis que T. et A.G ont été recrutés « sur le terrain », physiquement, lors d'évènements pro-européens :

MP: [...] how were you recruited to Liverpool for Europe?

[...]

T: It's a really interesting story. The day, a couple of days after, me and one other person from the Labour Party were both distraught and we decided to hold a demonstration outside the arena in the convention centre here, so [...]

MP: Like, on the spot?

T: Oh, just on the spot.

MP: Okay.

T: So, we did some kind of like handwritten things. So, we went down to outside of the mar[...] the arena here and up turned two other people, one of whom is S.'s wife, M.¹²⁶

Selon le questionnaire en ligne la majorité des membres de LfE ont entendu parler de LfE par le biais du réseau social Facebook (43,3 %), environ 20 % par leurs amis, 6 % par leur famille, 6 % lors des stands de rue, 3 % dans la presse locale et enfin 2 % par leur collègue de travail.

Chez les *remainers* le recrutement s'effectue principalement sur le terrain, notamment lors des stands de rue (*street stalls*), un moment dédié à la discussion, à la signature de pétitions, aux sondages et au recrutement. Pour cela, les militants engagent une conversation avec les passants (annexe 3.18). Les militants ne restent pas derrière leur table : ils viennent à la rencontre des passants, interagissent et engagent des conversations sur le Brexit et l'importance de rester dans l'UE ou maintenir des liens étroits.

¹²⁵ Entretien avec J., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹²⁶ M. est celle qui a recruté P.

D'un point de vue purement esthétique, les stands de rue sont relativement simples : une table pliante recouverte du drapeau européen et celui du groupe, quelques tracts, des badges et autocollants ornent la table (annexe 3.19).¹²⁷ Le but de cette stratégie est multiple : échanger de manière spontanée pour convaincre des individus de devenir adhérents ou membres, obtenir des signatures pour une pétition (voir section III. La campagne - annexe 3.20), récolter des informations sur l'opinion et le Brexit (Brexitometers)¹²⁸ ou bien augmenter le nombre d'inscrits au bulletin d'information du groupe en prenant une adresse électronique. Ainsi, cette démarche sert quatre objectifs :

1. Développer les groupes locaux en élargissant la base de soutien, que ce soit par le biais de donations, d'achat d'objets faisant la promotion de l'UE (t-shirts, badges, drapeaux etc.), d'adhésions ou bien d'engagement (participation aux événements pro-européens).

2. Contribuer au bon fonctionnement de la campagne en élargissant les bases de données grâce aux adresses électroniques, permettant ainsi la diffusion de futurs événements pro-européens auxquels les nouveaux membres et adhérents peuvent participer.

3. Informer les pro-européens de l'avancée de la campagne, des élections à venir et du déroulement des négociations entre Westminster et Bruxelles.

4. Informer les militants de l'état de l'opinion pour une meilleure orientation des stratégies de recrutement et de campagne.

Par ailleurs, le recrutement ne se produit pas uniquement sur le terrain lors des stands de rue ou journées d'action (*action days*), il peut également s'opérer en ligne par le biais de la page Facebook du groupe, (d'où la création de postes en lien avec les réseaux sociaux en interne) ou au quotidien en discutant avec des personnes du cercle privé (famille, amis, collègues).

La cible des groupes locaux pro-européens comme LfE était ce que l'on appelle les *remainers* et les *soft-leavers*, laissant ainsi de côté la lourde tâche de persuader les fermes opposants

¹²⁷ Je n'ai pas pu assister aux stands de rue de Liverpool for Europe. En revanche, lors de ma visite à Bristol en juin 2019 j'ai pu rencontrer le groupe Bristol for Europe (BFE) et les observer durant un après-midi de recrutement. Bristol for Europe possédait les mêmes traits et caractéristiques que tous les autres groupes locaux et indépendants qui se battent depuis le vote du référendum en 2016. BFE était un groupe d'activistes pro-européens et la plupart de ses membres n'avaient jamais milité dans le passé. Ils n'étaient pas rattachés à un parti politique en particulier et étaient affiliés aux groupes nationaux People's Vote et Britain for Europe. Le groupe n'existe plus depuis octobre 2019.

¹²⁸ Les « Brexitometers » sont des sondages de fortune créés par les militants. Ils sont en général faits à partir de planches de carton sur lesquelles les militants écrivent une question en lien avec le Brexit et où les passants répondent en collant une gommette de couleur dans la colonne correspondant à leur opinion. De ce fait, à la fin de la journée, les militants obtiennent une vue d'ensemble de l'opinion locale sur la problématique posée.

(*Brexiteers/hard Brexiteers*). Ce choix n'est pas anodin. En effet Jasper et Poulsen considèrent que les potentielles recrues sont sensibles à l'analyse de cadre (cadres diagnostic, pronostic et motivationnel) car ils ont une vision du monde, des valeurs morales, des croyances politiques et un certain attachement à la cause à défendre déjà construits dans leur esprit.¹²⁹ C'est ce dont CR témoigne dans notre entretien: « : ... it's very clear that people were determined not to change their minds, so I don't know how effective it's [...] Is it [...] does it just appeal to people like me who already know their opinions? »¹³⁰ Dans la même veine, O. reconnaît la nature redondante de la campagne *Remain*:

O: I stay in seminars all day for my job, so I don't wanna go and sit in another bloody seminar tonight, you know, talking about ALL good stuff, you know, all stuff we all agree on, and we all know already, we all know already, and yet in a room, to agree with people.¹³¹

La comparaison avec le mouvement pour la protection des animaux est pertinente : Jasper et Poulsen établissent une corrélation entre les données socio-démographiques, les opinions politiques et la tendance à défendre la cause animale. En effet dans la section II.1.2 (Profil) on a pu voir que les membres de LfE sont en majorité du centre gauche ou de la gauche, défendent des valeurs semblables à celles véhiculées par l'UE, sont issus de la classe moyenne, blancs, diplômés et ont eu une expérience personnelle ou professionnelle avec l'Europe. Qu'un réseau préexiste ou non, les facteurs démographiques et les convictions politiques aident à expliquer l'attrait pour la cause européenne.¹³²

Les auteurs expliquent que pour que des étrangers, c'est-à-dire des personnes externes au cercle privé, rejoignent un mouvement, ces derniers possèdent déjà leur propre opinion sur la question. Jasper et Poulsen écartent donc la démarche qui consisterait à faire changer d'avis les potentielles recrues en leur faisant adhérer à de nouveaux idéaux.¹³³

Pour finir, les campagnes de recrutement ont connu deux phases : la première consistait à attirer des pro-européens et les *soft-leavers*, dans le but d'en faire des militants, de les rendre actifs dans la campagne. La deuxième avait pour objectif de maintenir les adhésions lorsque le

¹²⁹ James M. Jasper et Jane, D., Poulsen, *art. cit.*

¹³⁰ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹³¹ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

¹³² James M. Jasper et Jane, D., Poulsen, *op.cit.*

¹³³ *Ibid.*

gouvernement de Theresa May tentait péniblement de conclure un accord avec Bruxelles et après la victoire du Parti conservateur lors des élections législatives en décembre 2019. Combattre la *Brexit fatigue* a été un défi de taille pour les militants. Ces derniers ont dû redoubler d'efforts pour garder une campagne active malgré les échecs successifs face aux décisions politiques du Parti conservateur de May et Johnson ; à l'indifférence de Jeremy Corbyn et au manque de soutien de Keir Starmer, élu chef du Labour en avril 2020 ; au silence des libéraux-démocrates et l'obstacle de la pandémie avec le premier confinement au printemps 2020.

1.2 Organisation

L'organisation du recrutement chez LfE se décline de trois manières différentes : des personnes extérieures au cercle privé, les individus issus du cercle privé et des individus recrutés en ligne. Le recrutement s'est également produit selon deux dynamiques temporelles : à certaines occasions, lors d'évènements planifiés comme les stands de rue ou bien les journées d'action ou bien au quotidien, de manière spontanée. T. résume parfaitement cet aspect très hétéroclite de la campagne de recrutement de LfE. En effet le militant et conseiller municipal travailliste a recruté des amis, des membres de sa famille, des collègues, des individus issus du parti mais également des personnes rencontrées dans la rue et en ligne.¹³⁴

Dans un premier temps, le recrutement hebdomadaire (généralement les samedis après-midi) sur les stands de rue (et plus occasionnellement au cours des journées d'action) consistait à entrer en contact avec des individus. Une fois ce contact établi, les militants cherchaient tout d'abord à engager une conversation productive à but informatif sur le Brexit et ses conséquences. Ensuite, le recrutement pouvait se faire à plusieurs degrés :

1. Augmenter le nombre de sympathisants en obtenant leurs signatures pour des pétitions anti-Brexit (générées par PV et Best for Britain) pour que ces dernières soient débattues au Parlement.¹³⁵

2. Élargir la base de soutien en les inscrivant au bulletin d'information.

3. Mobiliser des partisans en les encourageant à participer à de futurs évènements européens.

¹³⁴ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

¹³⁵ Une pétition doit au minimum rassembler 100 000 signatures pour être débattue à la Chambre des Communes.

4. Transformer les sympathisants en membres.

Puis, dans un deuxième temps, le recrutement s'est fait quotidiennement dans le cercle privé. Pour Ward, les amis et les membres de la famille peuvent être une influence pour qu'un individu décide de s'engager dans un mouvement social car cela rend l'image de militantisme plus approchable.¹³⁶

Le frère de S. qui vit en Australie soutient LfE en finançant ses déplacements pour les événements pro-européens : « I've got a twin brother, who lives in Australia, and he (laughs) seems to be more active, you know, if it's the march in London, he'd send money over for my train fare or donate to other things. »¹³⁷ Or, cette dernière me confie sans grande conviction qu'elle a recruté quelques individus en les invitant aux événements pro-européens: « I did, you know, I sent invites you know and people did join but most of them aren't that bothered really... »¹³⁸

A.G, la militante pour la protection des animaux, recrute tous les jours, dès qu'elle le peut, même lorsqu'elle part faire ses courses :

A.G: Generally speaking, everytime, but even if I'm in the supermarket and someone sees the [...] I'd say: 'Liverpool for Europe, join it!' I was talking to a guy even after we exited, the guy in the Co-op [...] and I'd say. I'd gone in, I think they were the Daily Mail or something, some headline, 'Well, that sounds like shite' and he said: 'We've got to' and then the Morning Star was next to it and he said: 'But they're both ends of the spectrum, aren't they? Shite', he said to me: 'Liverpool for Europe! Come and have a look!' So, quite a few. Everytime, I speak to people, I say Liverpool for Europe. Now I do go to the Irish Studies Department at the University, give lectures, as they did, you know, they're getting back to it now and I used to always go with my Liverpool for Europe T-shirt always ask a question at the end of the stand up and then people come up to me and say: 'Where are you from? What is that?' and that was a way of also getting people to [...]¹³⁹

D'autres, comme CR, ont voulu recruter des proches, mais sans succès. Le maître de conférences a voulu rallier son frère, lui aussi historien, à la cause européenne, mais ce dernier s'était résigné à laisser le Brexit suivre son cours : « My brother, my brother – he's a French

¹³⁶ Michael Ward, « Rethinking social movement micromobilization: Multi-stage theory and the role of social ties », *Current Sociology Review*, 2016, Vol. 64(6) 853–874.

¹³⁷ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ Entretien avec A.G, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

historian actually, his French is better than mine – he, I asked him about it, but he’s kind of the attitude now that it’s done and – he’s a member of the Labour Party, he was a very strong supporter of Jeremy Corbyn [...] »¹⁴⁰

J. a également voulu élargir la base de soutien de LfE en encourageant ses amis à venir aux évènements pro-européens mais sans succès car ces derniers n’avaient pas de temps à consacrer à ces activités : « They didn’t join as such because they have other things to do and felt that was this active centre... »¹⁴¹

Pour finir, une partie du recrutement de LfE s’est faite en ligne, sur les réseaux sociaux par biais de la page (ouverte) Facebook du groupe.¹⁴² P. avait rejoint le groupe Les 48 % sur Facebook et avait reçu un message sur la messagerie instantanée de Facebook (Messenger) de la part de M. (alors inconnue) pour se rencontrer et discuter de la cause *remain* (1.1 Création). O. avait également rejoint LfE par Facebook par l’algorithme. Certains de ses amis Facebook soutenaient la cause *remain* et le militant a donc était dirigé vers la page de LfE :

MP: How did you first hear about Liverpool for Europe? What were your expectations?

O: I think Facebook it was, Facebook, it’s just Facebook.

MP: Did you look it up, or did someone approach you?

O: No, they would have come through Facebook because of you know, friends of friends, algorithm or...¹⁴³

Ce fut également le cas pour Brenda Ashton qui, avant de rejoindre LfE, faisait partie du groupe Les 48 % sur Facebook. En voyant un post à propos d’un rassemblement, la militante a décidé de s’y rendre la deuxième fois car elle se devait d’agir :

There was group called The 48% on Facebook, I was following it, and somebody there said they were meeting at this place that I hadn’t been to before in Liverpool, on a Sunday. And I thought about going and I didn’t go the first Sunday, I could have done. But I thought: ‘I’ve got to do something about this’ so I went the next Sunday.¹⁴⁴

¹⁴⁰ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹⁴¹ Entretien avec J., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹⁴² Ici le lien : <<https://www.facebook.com/LiverpoolforEurope>>

¹⁴³ Entretien avec O, *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

¹⁴⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

Pour Gaby et Caren les réseaux sociaux permettent aux sympathisants de s'engager dans de nouveaux réseaux politiques sans que les mouvements n'aient à développer des canaux de communication indépendants.¹⁴⁵

P. qui a pour rôle de gérer la partie communication sur Internet, se voit comme une personne clé dans le recrutement de LfE. Pour la militante française c'est une manière de se rendre utile et d'aider les individus qui seraient prêts à défendre la cause européenne mais pour qui il serait complexe de savoir par où commencer :

P: I would see myself as a recruiter and connecting people, because I had already started building these networks on social media, so I could [...] I knew where to look. And you had to connect people, then I had to learn to use Twitter – never a fan of Twitter but started working on that – and joining the dots, finding conversations that were happening somewhere and saying: 'Well, look, we're building up that group here, locally. Come and join our ranks! Come and help us build on that!' [...] Maybe not successfully always, but yeah, just building paths between people so that they could join the groups and they could see how to [...] 'Cause you have to keep in mind that I was confused and upset and so were a lot of people. So, they didn't necessarily know how to use social media or where to look or where to find contacts. A lot of people felt isolated. And we – here, in Liverpool, in our little corner of Liverpool Wavertree – we have a lovely community, but there are people further out who feel very isolated, so it's, it's expanded to find people IN the Liverpool area and outside, so my role has mostly been to keep in touch with people. So, I have been a social media officer – I was part of the committee – but things tend to evolve with (pause) the, the political landscape changing, you have to keep up with that and your own abilities and your own commitments, so with having the children, I wasn't always able to join in the meetings.¹⁴⁶

1.3 Attentes

Dans la section II. 1. 2 (organisation) Brenda expliquait que le poste qui avait été confié à la militante L. avait dû être supprimé car cette dernière n'avait pas réussi à endosser cette responsabilité. Par conséquent, les membres permanents ont tous eu à charge de recruter des pro-européens pour agrandir la base de soutien de LfE. Or, dans ses statuts, LfE ne prévoit aucune clause concernant le recrutement : aucun chiffre à atteindre pas plus qu'une quelconque stratégie. De surcroît, rien à ce sujet ne figure dans les comptes rendus de réunions. En revanche, la problématique jeune y est présente à plusieurs reprises :

¹⁴⁵ Sarah Gaby et Neal Caren, « Occupy Online: How Cute Old Men and Malcolm X Recruited 400,000 US Users to OWS on Facebook », *Social Movement Studies*, Vol. 11, Nos. : 3-4, pp. 367-374.

¹⁴⁶ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 10 novembre 2021.

- Juin 2017 : attirer les membres des branches jeunes des Partis vert et travailliste :
« Liverpool and Wirral Young Labour are good prospects for new members as they are very pro-European. So are potentially Young Greens and Young Lib-Dems. Tom to keep us updated with dates we can meet Young Labour and R. will find out about Young Greens. »
- Août 2017 : en prévision de la marche anti-Brexit du mois d'octobre 2017, LfE prévoyait d'inviter l'entraîneur de football Jürgen Klopp pour attirer le public jeune.
- Janvier 2018 : tentative de contact avec le groupe Facebook Young European Merseyside. Trois membres avaient pour mission de distribuer des tracts sur les campus universitaires. Projet de produire un tract pour les jeunes afin de les encourager à voter et à créer leur propre groupe.

Lors d'une assemblée générale en juin 2019 LfE avait mis en avant sur une des diapositives la phrase : « Change hearts and minds » (« Changer les cœurs et les esprits ») avec pour cibles les *soft remainers* et *soft leavers*. Le but était de recruter, de persuader et de changer les mentalités « To recruit. To persuade and change. » Les stands de rue et la distribution de tracts faisaient partie des stratégies retenues pour atteindre ces objectifs.

Cependant, au départ, Brenda Ashton n'a pas recruté de nouveaux membres. Pour la militante LfE n'était qu'un groupe d'individus désespérés qui en s'unissant sont parvenus à créer un groupe de résistance pro-européen.¹⁴⁷ Ses attentes ont évolué lors de sa prise de poste de dirigeante du groupe : elle souhaitait que les remainers s'engagent dans le mouvement pro-européen et deviennent des militants. Pour cela elle a mis en œuvre une stratégie sans relâche de diffusion par voie électronique et par le biais des réseaux sociaux :

BA: I personally did a lot of nudging, a lot of keeping people informed, keeping people on board. So, these were remainers anyway, but my, MY objective is to make them activists, you know, that's what I was trying to do, so I, I think, one thing I will, I am, I will say that I DID do was to, was to nudge, send out emails, send out messages, you know, all this kind of thing that you've got to do in marketing in order to get people, bring in people, to get people to events, to get people to marches, to get people involved.¹⁴⁸

En étudiant les relevés de journées de distribution de tracts, moments propices au recrutement, on remarque qu'entre septembre et décembre 2017 LfE s'était fixé comme objectif de mettre

¹⁴⁷ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁴⁸ *Ibid.*

en place des stands de rue régulièrement à Lark Lane, Ormskirk et Southport. De plus, il était recommandé de solliciter les membres du groupe pour qu’ils tiennent les stands dans d’autres endroits afin de mobiliser davantage de pro-européens.

De janvier à avril 2018 les membres de LfE avaient besoin de davantage de mobilisation : les militants souhaitaient organiser des journées de distribution de tracts en dehors des samedis après-midi et voulaient trouver des stratégies pour recruter plus de membres.

1.4 Résultats

Brenda Ashton reconnaît que le recrutement physique, c’est-à-dire effectué sur le terrain, était le moyen le plus efficace pour recruter de nouveaux militants. Selon elle, les stands de rue étaient le moyen le plus efficace pour recruter de nouveaux membres. Pourtant les résultats du questionnaire en ligne révèlent que seulement 4 membres ont entendu parler du groupe par les stands de rue comme le montre le graphique ci-dessous (*figure 3.1*) :

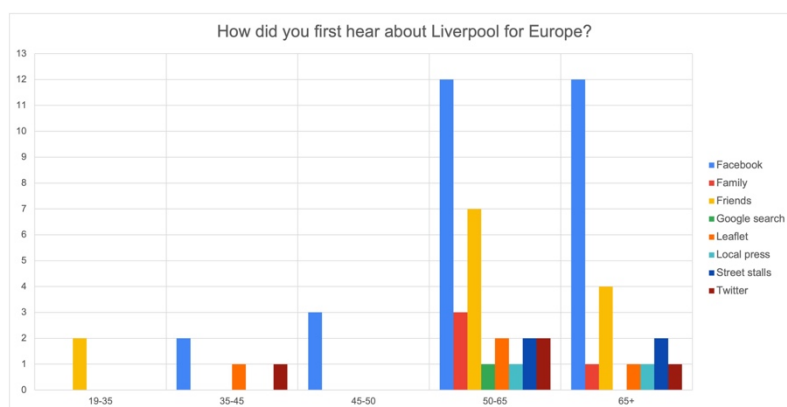


Figure 2: « Comment avez-vous connu Liverpool for Europe ? » – mars/avril 2020

La présidente de LfE ajoute que les journées d’action figuraient parmi les stratégies les plus efficaces. En effet, en rassemblant des signatures pour les pétitions établies par PV, LfE agrandissait sa base de soutien.¹⁴⁹ Par conséquent, promouvoir les pétitions permettait à LfE d’attirer davantage d’adhérents en les inscrivant au bulletin d’information du groupe :

¹⁴⁹ Brenda Ashton précise dans un message WhatsApp de juillet 2022 que LfE n’était pas censé procéder de la sorte car les données récoltées pour PV à travers les pétitions étaient soumises à loi RGPD (règlement général sur la protection des données) renouvelée en mai 2018 par l’UE.

We recruited best on the street, for example, we had, we had a PV petition and we had loads and loads of signatures that we submitted to them and we [...] that's how we ended up with over a thousand on our newsletter list, because they were [...] we took those from the petitions that we had.¹⁵⁰

En juin 2017, LfE avait organisé 39 stands de rue et 4 journées d'action. Les zones couvertes étaient à la fois *pro-remain* comme Lark Lane et West Kirby et *pro-leave* comme Lime Street. Lors des journées d'action pour collecter les signatures pour PV on remarque que le plus souvent les signataires acceptaient de recevoir le bulletin d'information de LfE mais refusaient de se porter volontaires pour des évènements à venir.

Tableau 3.5 : Journées d'action pour la collecte de signatures pour la pétition pour un vote sur l'accord organisées par les groupes nationaux PV et Best for Britain.

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Signatures</i>	<i>Volontaires</i>	<i>Inscrits au bulletin d'information</i>
28 avril 2018	Lime St	66	2	62
26 mai 2018	Lark Lane	83	2	75
3 juin 2018	-	181	15	110
- juillet 2018	(?) Liverpool Pride	67	3	63
26 août 2018	Wallasey	31	4	27
14 août 2018	Granby St	30	0	26

On observe donc qu'entre 60 % et plus de 90 % des signataires ont accepté de s'inscrire au bulletin d'information de LfE tandis que le pourcentage de celles et ceux qui ont décidé de se porter volontaires pour les évènements anti-Brexit organisés par LfE oscillait entre 2,4 % et 12,9 %.

Dans les archives du groupe, on peut trouver de nombreuses entrées pour la distribution de tracts (*leafleting*). LfE recrutait des membres à l'occasion de la distribution de tracts (annexe 3.22) mais également lors de la récolte de signatures pour les pétitions ordonnées par PV. Le groupe utilisait une grille préparée par PV et Best for Britain qui s'organisait en six colonnes :

¹⁵⁰ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

nom, adresse électronique, numéro de téléphone, code postal, se porte ou non volontaire, accepte de recevoir des courriers électroniques de la part de LfE (annexe 3. 20).

Tableau 3.6 : listes des journées de recrutement (novembre 2017- juin 2018)

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Membres présents</i>	<i>Signatures/Commentaires</i>
<i>Samedi 18 novembre 2017</i>	Southport	5	« Good location outside station. Joined by 1 Lib Dem, Tony McDonald and 1 Green member, Nick Senior. Good use of leaflet. 5 LfE Active members. »
<i>Samedi 25 novembre 2017</i>	Ormskirk	1	45
<i>Jeudi 30 novembre 2017</i>	Chester Christmas Market	2	« Unproductive on the whole but made contact wuth student from Uni of Chester, A.L, who is doing research into effect of Brexit on 'expats' in Alicante. S. and I [BA] went.
<i>Samedi 2 décembre 2017</i>	West Kirby	1	67
<i>Samedi 9 décembre 2017</i>	Eddisbury	2	« Eddisbury EM Day of Action to support Antoinette Dansbach – cancelled because of inclement weather »
<i>Samedi 23 décembre 2017</i>	Lark Lane	3	-
<i>Samedi 6 janvier 2018</i>	Southport	3	-
<i>Samedi 6 janvier 2018</i>	West Kirby	5	28 « Mostly positive. As one guy said: 'If you really believe that A50 is reversible, you should be banging the drum loudly.' He's right. »
<i>Vendredi 12 janvier 2018</i>	Devant le Liverpool Royal Hospital	3	« Worth repeating »
<i>Samedi 13 janvier 2018</i>	West Kirby	3	-
<i>Samedi 13 janvier 2018</i>	Ormskirk	5	-
<i>Samedi 13 janvier 2018</i>	Southport	5	39 « Support from Southport Lib Dems and Greens. Stephen Hesketh. »
<i>Samedi 20 janvier 2018</i>	Ormskirk	3	-
<i>Samedi 27 janvier 2018</i>	Lark Lane	3	« In partnership with EMM ¹⁵¹ as part of EM's National Day of Action. 40 sign ups to newsletter following this event. »
<i>Samedi 10 février 2018</i>	Southport	4	« S. was on the ground. »

¹⁵¹ EMM : European Movement Manchester.

<i>Samedi 24 février 2018</i>	Lark Lane	-	« Stall ? »
<i>Samedi 10 mars 2018</i>	West Kirby	4	« Feedback: James Plaistow came to see us. »
<i>Samedi 16 mars 2018</i>	West Kirby	3	-
<i>Samedi 24 mars 2018</i>	tbc	-	-
<i>Samedi 7 avril 2018</i>	Ellsmere Port (?)	4	« A. has contact on the ground. Tough venue but may be productive in the light of what is happening at Vauxhall and Jaguar Landrover. » « Surprisingly receptive. ? signed up. Couple from Hawarden signed up and keen. Referred to Simon Jones and Steve Boyd. »
<i>Samedi 14 avril 2018</i>	tbc	-	-
<i>Samedi 28 avril 2018</i>	Lark Lane	4	-
<i>Samedi 12 mai 2018</i>	Southport	3	« Feedback was disappointing »
<i>Samedi 26 mai 2018</i>	Lark Lane	3	81
<i>Samedi 2 juin 2018</i>	Granby Street Market	4	

Une fois encore, la distribution de tracts ne représente que 6,25 % des recrutements. Par ailleurs, le recrutement s'est également produit par le biais des réseaux sociaux grâce aux comptes Facebook et Twitter. 43,28 % des militants ont entendu parler de LfE par le biais de Facebook avec une majorité âgée de plus de 50 ans. Twitter n'a pu atteindre que 5,97 % des membres.

En effet, les réseaux sociaux ont bénéficié de l'aide de Mike Galsworthy (Scientists for EU) qui a investi une certaine somme pour « booster » le profil Facebook du groupe :

BA: [W]e ended up with a thousand and Mike paid [...] he had some money, so he boosted our Facebook public page to [...] a thousand. [...] in terms of facts, you know, things that we got in evidence, we got a thousand on our Facebook page, on our newsletter list, ten thousand on our public page, so that was social media. And it's hard to say in terms of everything else, you know. We, I thought, you know, we got a thousand signatures, so we must have, we must have done something right.¹⁵²

Malheureusement, les pétitions signées et renvoyées à PV ont été un échec dans la campagne de recrutement pour LfE. Brenda Ashton me confiait que les groupes n'ont jamais su ce qu'étaient devenues les coordonnées récoltées lors des signatures de pétitions :

¹⁵² *Ibid.*

BA: [W]e submitted all those names to PV. What they did with them, I don't know. I mean, that's where the inefficiency came in [...] we were submitting 50-60 names every week and what happened to them, I don't know. [...] But we kept them, we were allowed [...], we had this, we had this field where we said, something that said: 'If you sign this, [...] you give us permission' – it was about data protection and stuff like that.¹⁵³

En juin 2019, à l'issue des stands de rue et des journées d'action 17 nouveaux distributeurs de tracts ont été recrutés, 20 nouveaux membres actifs, 14 adhérents, 1129 inscrits au bulletin d'information.

Pour finir, LfE a également recruté pour d'autres groupes comme Manchester for Europe comme le confirme T. :

T: I mean, basically recruited in Piccadilly Gardens in Manchester. So, you had, say about four or five of us went and S.G.'s got a little minibus 'cause he's got a couple of kids and stuff and they had a mini-bus, like a little mini-bus thing. So, a whole load of us went over to Manchester, we spent the day in Manchester, recruiting for Manchester to Europe.¹⁵⁴

Nous aurons l'occasion de revenir sur cet aspect de la campagne dans la section III. 2 (Réseau(x)). De toutes ces considérations, il ressort que le recrutement chez LfE a été la combinaison de plusieurs mécanismes : les réseaux personnels et extérieurs. En effet, les membres de LfE ont recruté des personnes de leur entourage ou bien des individus qui ont participé au EM.

Néanmoins, le cercle privé ne constitue pas un outil de recrutement puissant contrairement aux réseaux sociaux notamment la page Facebook du groupe, qui ont agi comme des médias puissants dans le recrutement de militants. Néanmoins, le questionnaire en ligne démontre que la faible proportion de jeunes impliqués dans LfE (2,99 %) a entendu parler de LfE par le biais de leurs amis et non l'intermédiaire des réseaux sociaux, comme on aurait pu en faire l'hypothèse.

Dans notre entretien en septembre 2018, Mike Galsworthy insistait sur le fait que les individus étaient plus réceptifs à leur communauté locale et qu'il était essentiel de mettre en place cette dynamique de recrutement pour que le mouvement *grassroots* puisse être efficace :

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

MG: The grassroots are everything. The grassroots are your army. They are the people who fund campaigns, they are the people that provide the visibility on the street, they are the people that have their ear to the ground on their local communities who can feed information upwards. Ultimately, we have seen from polling that people that change opinion do so because of what they're hearing from their neighbours and their friends and their colleagues not from some smooth-talking politician on the television because that's distant from them and in a confusing environment people tend to trust the judgement of people like them, you know, it's identity politics.¹⁵⁵

II. 4 Engagement

Ce qui pousse quelqu'un à s'investir dans un mouvement social reste une zone d'ombre pour les sociologues. En effet, les hypothèses se complètent et divergent : tous les *remainers* ne font pas nécessairement partie d'un groupe pro-européen : pourtant, certains se sont engagés dans un groupe anti-Brexit tandis que d'autres n'ont pas franchi ce cap.

Longtemps considérés comme interdépendants, le recrutement et l'engagement constituent deux variables auxquelles les sociologues prêtent une attention toute particulière dans l'analyse des mouvements sociaux. Elles sont indispensables à la mise en place d'un mouvement social et jouent un rôle déterminant dans sa réussite, tout comme dans l'explication de ses dynamiques. Les travaux d'Olson sur les logiques de l'action collective restent une référence incontournable lorsqu'on tente de comprendre ce qui motive un individu à s'engager pour une cause.

Dans son ouvrage *The Logic of Collective Action*, Olson soulève la question du « *free rider* » ou celui qui ne participe pas à un mouvement mais qui bénéficiera des gains obtenus par ceux qui ont agi pour défendre la cause en question. Selon l'auteur, la participation est motivée par l'intérêt personnel. Or, expliquer la participation peut s'avérer complexe surtout lorsqu'on étudie des groupes de petite envergure comme LfE :

... the situation in small groups is much more complicated. In small groups there may very well be some voluntary action in support of the common purposes of the individuals in the group, but in most cases this action will cease before it reaches the optimal level for the members of

¹⁵⁵ Entretien avec Mike Galsworthy, *Scientists for EU*, 27 septembre 2018.

the group as a whole. In the sharing of the costs of efforts to achieve a common goal in small groups, there is however a surprising tendency for the ‘exploitation’ of the *great* by the *small*.¹⁵⁶

Ensuite, Olson prend en compte plusieurs variables pour expliquer la participation d’un individu : le coût, le temps pour obtenir le gain convoité et la taille du groupe. Il ajoute que le fonctionnement d’un groupe dépend de l’implication des membres et inversement : ce que les membres font dépend des efforts investis pour atteindre l’objectif fixé.¹⁵⁷

Puis, Olson reconnaît l’importance de la taille d’un groupe et affirme que les petits groupes peuvent jouer un rôle crucial : plus le groupe est de petite taille, plus il a de chance de servir ses intérêts et de perdurer dans le temps.¹⁵⁸ Les individus engagés dans des groupes de petite taille perçoivent davantage l’intérêt de leurs efforts.¹⁵⁹

Néanmoins, Obershall souligne que le caractère volontaire des mouvements sociaux met à mal le principe de participation.¹⁶⁰ Qu’est-ce qui peut alors inciter les individus à s’engager et à participer ?

Dans cette dernière section, les entretiens permettront d’identifier les facteurs qui ont pu encourager les militants anti-Brexit à s’engager dans LfE et les réponses du questionnaire en ligne serviront à nuancer et quantifier leur participation. Qui participe ? Quel est le degré de participation de chacun ? Qu’est-ce qui facilite ou obstrue la participation ? Pourquoi s’engager avec LfE et non un autre groupe ? Le questionnaire en ligne dévoilera ce que les militants ont mis en place, et dans quelle mesure l’échec de la campagne *Remain* a pu avoir des répercussions sur leur engagement.

Dans un premier temps, les motivations seront identifiées et plus précisément les raisons pour lesquelles les militants ont choisi LfE plutôt qu’un autre groupe. Puis, dans un deuxième temps les réponses au questionnaire apporteront des précisions sur les activités auxquelles les militants pro-européens participent. Pour finir, l’engagement n’étant pas un facteur que l’on peut isoler,

¹⁵⁶ Mancur Olson, *op. cit.*, p. 3.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 23.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 52.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 55.

¹⁶⁰ Anthony Obershall, *op. cit.*, p. 21.

les variables telles que l'âge, le sexe et le niveau d'étude pourront nuancer et expliquer le degré d'engagement des militants.

1.1 Mobilisation

La participation à un mouvement social n'est ni linéaire ni constante : vulnérable aux facteurs extérieurs, cette dernière est soumise à des fluctuations. La participation n'est pas non plus binaire ou statique mais plutôt progressive : elle évolue de manière exponentielle ou décroissante. Quel est donc l'intérêt pour les *remainers* de s'engager dans le mouvement pro-européen, et plus localement dans LfE ?

Parmi les membres de LfE, quatre d'entre eux avaient rejoint le EM, il était donc intéressant de comprendre pourquoi ils avaient pris la décision de s'engager dans un groupe local comme LfE alors qu'ils étaient déjà engagés pour la cause européenne.

O. se souvient qu'en 1975, lors du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à la CEE, le EM avait joué un rôle clé dans la campagne pour rester dans la Communauté Économique Européenne. Or, pour la campagne référendaire de 2016, le groupe n'a pas su assumer ce même rôle. Par conséquent, LfE est apparu comme ayant un caractère plus militant que le EM qui était resté dormant durant la campagne référendaire.

MP: You were already a member of the European Movement, what were your expectations when you joined Liverpool for Europe?

O: well, actually because it was more activist. The European Movement was completely moribund by that time. The European Movement did not play a big role in the referendum actually. Unlike in 1975, when it did apparently. It basically ran the campaign. The remain campaign was reflecting all the problems that occurred in politics since then because it was run by a clique of, you know people... politicians, children and friends of friends. It was rubbish... and everything that came afterwards was rubbish as well and [...] very centralised. So, my expectations in Liverpool for Europe were that it would be a broader based organisation, more activist, which it WAS. I mean the European Movement has never been very activist, I would not use that term to describe them before or since, really, I mean since then it's done some very good event, you know they run these seminars, but I mean at the time I was thinking: 'I stay in seminars all day for my job, so I don't wanna go and sit in another bloody seminar tonight, you know, talking about ALL good stuff, you know, all stuff we all agree on, and we all know already, we all know already, and yet in a room, to agree with people and the people in the European Movement, some are very politico, I don't know

if you interviewed Tim Beyer-Helm..?¹⁶¹

Pour l'universitaire, le EM est trop politisé et manque d'agressivité « sur le terrain », d'où sa redirection vers un niveau micro comme le propose LfE. O. présidait le EM après le référendum pour quelques temps car personne ne voulait prendre le poste. Par conséquent, O. s'est alors proposé d'organiser les réunions mais du moment où Tim Beyer-Helm a postulé, il s'est immédiatement retiré sans le moindre regret :

O: I was the chair of the European Movement after the referendum because nobody else would do it. The bloke who was doing it, he's a Liberal Democrat, he just bugged off, he ran for the hills, he was hopeless, he was a barrister, lived in a huge mansion in South Liverpool. He's the kind of person you just don't want NEAR a moment that's trying to persuade people, and he vanished, so I said I'll do it! And I did it.

[...]

MP: What being the chair of the European Movement consisted of?

O: Just organising the meetings, you know, to keep it going. But increasingly I didn't bother with it, and then when Tim said he'd do it, I said: "yeah, you can do it Tim." Because he was looking for a role, and then I went more towards Liverpool for Europe... which was really good at that stage! It was really good; it was a good brand...¹⁶²

De plus, pour M. le EM était perçu comme trop élitiste. Tout comme O., l'architecte à la retraite était à la recherche d'un groupe local plus militant et plus proche de ses membres :

M: [...] I became involved in the European Movement but subsequently became disenchanted with the European Movement...

MP: Why?

M: It was too elitist; it wasn't really grassroots. Everything emanated from London. They really didn't take notice of us here in Liverpool. So, I became disenchanted with the European Movement.¹⁶³

¹⁶¹ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ Entretien avec M., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

Ward revient sur le principe de micromobilisation et en particulier sur le rôle des liens entre les individus (*social ties*) comme facteur de participation à l'action collective.¹⁶⁴ Il explique que la micromobilisation s'est longtemps limitée à la thèse selon laquelle les intérêts motivaient les individus à participer à l'action collective, ignorant ainsi la dimension émotionnelle qui pourtant influence considérablement les potentielles recrues à se mobiliser. Or, nous avons pu voir que la charge ou bien le choc émotionnel ont servi à mobiliser les recrues pour la campagne *Remain*. En effet, la rhétorique pro-européenne, mal articulée, n'a pas joué un rôle central dans la participation des militants.

Les deux principaux facteurs qui ont conduit les pro-européens à se mobiliser contre le Brexit sont les émotions induites par la victoire du camp *Leave* à l'issue du référendum de 2016 et l'importance de créer des liens avec d'autres individus qui soutiennent la cause européenne, comme nous avons pu le voir dans la section 1. 3 (Interactions). Contre le Brexit a été une manière de (re) former une communauté pro-européenne pour les militants qui se sont retrouvés amputés d'une partie de leur identité.

Pour Ward le processus de recrutement ne passe pas nécessairement par l'existence de réseaux. Il insiste sur l'importance des liens entre les individus car ces liens ont une influence directe sur la propension d'une personne à s'engager ou non dans un mouvement social. Pour le sociologue la micromobilisation est en évidence lorsqu'un individu s'engage dans l'action collective par le biais d'étapes distinctes et clairement identifiées. Cet engagement est le résultat d'un processus cognitif, affectif et/ou structurel :

... micromobilization refers to individuals' (a) passage through analytically distinct steps of incorporation into collective action, (b) each of which results in individuals being differentiated through cognitive (e.g.: identity development), affective (e.g.: emotional development), and/or structural processes (e.g.: recruitment and social ties).¹⁶⁵

L'auteur affirme que les liens entre les individus constituent un facteur essentiel dans la participation à mouvement social et tout comme le processus de recrutement, les individus sont plus réceptifs et enclins à participer s'ils possèdent déjà des affinités idéologiques avec le mouvement. Il identifie trois principes : le soutien à un mouvement social, l'envie d'y participer et la participation en elle-même. Pour Ward les liens sociaux jouent un rôle central dans le

¹⁶⁴ Matthew Ward, *art. cit.*

¹⁶⁵ *Ibid.* – Présentation originale.

principe de mobilisation car ils influencent considérablement la façon dont les individus prennent conscience du gain collectif et de sa valeur.¹⁶⁶ Bien que Ward admette qu'aucun consensus n'ait été établi à propos du nombre d'étapes dans le processus de micromobilisation, ce dernier se réfère au modèle en quatre étapes (*four-step model*).

Dans la section précédente (II.3 Recrutement) nous avons pu voir que les militants de LfE avaient rejoint le groupe de plusieurs manières (en ligne, par le biais d'un cercle privé et sur le terrain, lors des stands de rue). En revanche, tous se sont toujours sentis pro-européens : ce sentiment a créé une forte solidarité entre eux. De plus, Ward insiste sur le fait que c'est au mouvement de motiver les militants, de supprimer les éventuels obstacles ou d'instaurer un mélange des deux pour faire en sorte que les individus participent.¹⁶⁷ Pour la cheffe de campagne Brenda Ashton, tout est une question de persuasion et de patience : « it's about being persuasive [...] and inspiring people and getting them to just turn up at a certain place at a certain time. [...] And a lot of it is just being patient, you know, of being, of being tenacious and patient. »¹⁶⁸

Le modèle en quatre étapes présuppose qu'il existe deux types d'individus : ceux qui participent et ceux qui ne participent pas. On parle de potentiel de participation (*mobilization potential*). Puis, vient le recrutement par le biais de réseaux et les tentatives de mobilisation (*Recruitment networks and mobilization attempts*). Pour Ward les liens entre les individus agissent comme des intermédiaires, leur engagement s'évalue sur plusieurs niveaux : ceux qui soutiennent, ceux qui veulent participer et ceux qui participent.¹⁶⁹ Pour Jasper et Poulsen le recrutement et les réseaux sont deux paramètres intrinsèquement liés. Or, Ward met volontairement de côté cette dimension de cause à effet et perçoit plutôt ces deux facteurs comme des structures de mobilisation qui influencent la probabilité qu'un individu s'engage (ou non) dans les différentes étapes du processus de participation.¹⁷⁰ En effet, pour Ward les liens sociaux agissent comme des intermédiaires (*conduits*) qui exercent une influence sur la propension à soutenir un mouvement social, à être motivé pour y participer et/ou à passer à l'action.¹⁷¹

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁶⁹ Matthew Ward, *art. cit.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

La troisième étape fait référence à la motivation ou à l'envie qui pousse certains individus à participer, les opposant ainsi à ceux qui ne participent pas (*Motivation or willingness to participate*). Néanmoins, l'intensité de la participation et le statut des membres peut varier selon l'engagement des individus.

Pour finir, la quatrième étape consiste à la participation dans sa forme la plus tangible : vouloir participer ne suffit pas (*Actual participation*). Agir requiert que le groupe soit assez compétent pour pousser les militants à participer en éliminant toutes les barrières.¹⁷² Cela peut être le cas des membres qui partagent leur militantisme avec d'autres responsabilités (profession, famille). En effet, parmi les membres de LfE, certains doivent composer avec leurs engagements familiaux. C'est le cas de CR, maître de conférences, marié et futur père de famille :

MP: [...] how often do you participate in pro-EU events? I know that, that lockdown happened, you know, in between, but yeah, how would you quantify your involvement?

CR: Not, well, not regularly – because of my job, I haven't got a lot of free time – if there's something like a webinar or something, in the evening, it's sometimes quite difficult for me to join that, because I've been working all day, so my wife wouldn't be happy if I just disappear. So, as often as possible – I've been to a couple of webinars, I've [...] like I said, I've been to the demonstration – I think it was in November, it was the People's Vote march.¹⁷³

Ce dernier aimerait toutefois être davantage engagé dans le mouvement mais il tient à préserver son équilibre familial. Il parle de son grand-père, membre du Parti communiste, qui avait fait passer la politique en premier, lui valant ainsi un divorce :

MP: [...] Would you like to be more involved, if you could? In the group?

CR: I suppose so, yeah. Because, because I'm a lecturer and things, I have, as I said, I haven't got a lot of free time.

MP: Mhm. Yeah.

CR: And, and then the weekends are sort of spent doing a little bit of work but also, because I've got to maintain family relationships as well.

MP: It's hard to balance everything, yeah.

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

CR: Yeah, I know that my great[...], my great grandad was involved in politics, he was a member of the Communist Party and the local council, and his marriage broke up because he was so committed to politics. And I don't want to be THAT person.

MP: Okay.

CR: Yeah. I don't [...] I WOULD like to be more involved, but if I got a job, a full-time job, I give up my lecturing and things and do that, but it's very difficult when you've got to do it alongside other things.¹⁷⁴

Dans la même veine, lorsque S. est devenue membre de LfE la Liverpudlienne avait spécifié qu'elle ne voulait pas avoir de responsabilités: « I said at the very beginning: 'I don't want any responsibilities but if you tell me to do something, I'll do it.' »¹⁷⁵

Obershall admet que la famille, le travail, l'école et la routine quotidienne sont les principales préoccupations de tout un chacun. De ce fait, les mouvements sociaux sont peu exigeants en termes de temps, de financement et d'engagement. L'auteur établit donc une distinction entre les différents degrés de participation en fonction de l'ensemble des motivations personnelles, des préoccupations idéologiques et morales et des récompenses psychologiques obtenues par l'engagement :

For most adherents, the collective goals of a social movement do not and need not become their most important, overriding concern: family, work, school, and routine activities for occupying most people most of the time. Social movements make only limited demands on the time, funds, energies, and loyalties of all but their activist core. It is useful, therefore, to distinguish levels of participation and of commitment sustained by a different mix of selective incentives, ideological and moral concern, and psychological rewards from involvement.¹⁷⁶

Par ailleurs, comme Klandermans le souligne, il est essentiel qu'un individu qui souhaiterait s'investir dans un mouvement social connaisse les outils à sa disposition.¹⁷⁷ Klandermans souligne qu'une personne ne se mobilisera pas si elle ne considère pas ses efforts comme nécessaires à la réalisation des objectifs et des gains auxquels elle aspire.¹⁷⁸ Il semble que pour les membres de LfE l'enjeu repose sur la préservation d'une identité européenne, ou tout du

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹⁷⁶ Anthony Obershall, *op. cit.*, p. 22.

¹⁷⁷ Bert Klandermans, *art. cit.*

¹⁷⁸ *Ibid.*

moins de promouvoir les valeurs et les protections garanties par l'UE. La sortie du Royaume-Uni de l'UE présage des conséquences socio-économiques néfastes pour la société britannique et risque de renforcer les clivages existants. C'est alors par anticipation que les membres de LfE ont agi : aucun d'entre eux n'est face à une situation d'urgence comme aurait pu l'être un ressortissant européen menacé d'expulsion, par exemple. C'est ce que Nicolas Hatton, dirigeant du groupe the3million me confirmait dans notre entretien :

NH : ... ils [les pro-européens] ne se sont même pas rendus compte qu'ils allaient perdre, mais ils avaient moins à perdre aussi. En tant que Britanniques, bon bah, leur vie n'a pas changé. C'est un choc politique qui leur est désagréable, il y aura des conséquences, c'est évident, mais pour autant, ils ne perdent pas le droit d'habiter chez eux. Et, je crois que c'est ça qu'ils n'ont pas compris, c'est que par rapport à nous [The3Million], l'enjeu était si important qu'on devait vraiment planifier pour toutes les éventualités.¹⁷⁹

1.2 Participation

Brenda Ashton déplore la difficulté que représente la tâche de rassembler les militants pour qu'ils agissent et s'engagent volontairement de manière productive aux activités de campagne du groupe, en particulier celles qui se déroulent à l'extérieur : « ... there's not much enthusiasm in our group for getting out onto the street. »¹⁸⁰

Sans vouloir se qualifier d'indispensable, elle ajoute que sans elle beaucoup de choses n'auraient pas été accomplies :

BA : ... you know, if people, if people wanted to get involved, they would come to the AGM, they would come to the meetings [...] they would offer and they don't. I mean, even within the core group, people don't, you know. So, it is really hard to actually get things done sometimes. And I don't think I'm indispensable, but I know that if I didn't do certain things, they wouldn't happen. ¹⁸¹

Par ailleurs, la militante explique que mettre en application les initiatives des membres dans le mouvement reste un objectif atteignable tant que cela reste au niveau local : « [T]here are a lot of people with ideas, but making, implementing them is, is different. And we can do that in our

¹⁷⁹ Entretien avec Nicolas Hatton, *the3million*, 4 décembre 2020.

¹⁸⁰ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁸¹ *Ibid.*

own small way, that's all I feel we can do, you know, on Merseyside and we reach a handful of people really, in terms of what we're doing. »¹⁸²

L'analyse de cadres de Snow et Benford est ici pertinente. Les mouvements sociaux se construisent à travers les cadres de diagnostic, pronostic et enfin motivationnel. Le cadre motivationnel correspond au recrutement et au maintien de la participation au sein d'un mouvement : la motivation agit comme un outil médiateur vers le soutien et la participation à un mouvement.¹⁸³

Les membres de LfE agissent collectivement afin d'atteindre les objectifs que le groupe s'est fixés comme présentés dans la section II. 2 (Membres). Néanmoins, bien que les militants fassent campagne pour maintenir des liens avec l'UE, les motivations peuvent différer d'un individu à l'autre : certains, comme Brenda Ashton, ont tout quitté pour se consacrer à 100 % à la cause européenne :

BA: I thought, you know, people like me would probably end up in voluntary work, you know. [...] I thought I would just, you know, if I went on, I would do some kind of voluntary work. And, I mean, what, what I wanted to do before the referendum was to spend more time in France, Italy or Spain, you know, going backwards and forwards.¹⁸⁴

D'autres, en revanche, prendront quelques minutes pour reposter un article sur la page Facebook du groupe. O. souligne la difficulté et l'énergie d'être impliqué émotionnellement dans le mouvement pro-européen et admet que la plupart des membres de LfE sont à bout de souffle. O. a donc encouragé Brenda Ashton à déposer quelques objets au musée de Liverpool que le groupe reste ancré dans l'histoire de la ville (annexe 3. 23) :

O: You know it's very difficult to be... to be emotionally invested in something as well as organising it... It's the same in anything like weddings, it's quite difficult and it's quite exhausting. I think that's what happened to Liverpool for Europe, I think people are a bit exhausted. And although there's a thousand people in the Facebook group, we never met most of them, I mean they may have come to our march in Liverpool in 2017 or 2018 which was the biggest march in Liverpool since forever basically, since the 1980s but funnily enough you wouldn't... That's why Brenda... I said to Brenda: 'we should take stuff to the museum. You should take the flag, take something to the museum because, the history...'¹⁸⁵

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ Matthew Ward, *art. cit.*

¹⁸⁴ Ashton, Brenda, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁸⁵ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

Les propos d'O. corroborent ceux de Goodwin *et al.*, qui précisent que celles et ceux qui veulent défendre une cause se heurtent à un dilemme : ils peuvent agir en votant ou en militant. Or, l'action de voter peut être perçue comme insuffisante pour celles et ceux qui souhaitent voir un changement s'opérer. Cependant, s'engager dans un mouvement social demande du temps dont les individus ne disposent pas nécessairement. Les militants deviennent souvent accros à l'adrénaline que procurent les manifestations et y consacrent beaucoup de temps et d'énergie. À long terme, cela peut devenir épuisant car ces derniers fantasment sur des changements sociaux irréels et sont, par conséquent, facilement déçus.¹⁸⁶ Nous nous pencherons sur la relation entre les émotions et leur durée dans l'existence d'un mouvement social dans le chapitre qui suit.

Olson explique très clairement ce que Brenda Ashton sous-entend par s'engager et agir sur la base du volontariat : même si tous les individus d'un groupe sont intéressés et rationnels, et y gagneraient à s'unir pour obtenir objectif qu'ils ont en commun, ce n'est pas pour autant qu'ils agiraient de leur plein gré pour atteindre cet objectif.¹⁸⁷

Pour aller plus loin, Ward synthétise les différents types de motivation : instrumentale, identitaire, émotionnel et idéologique. Une motivation est dite instrumentale lorsque qu'elle se construit sur un ratio coûts/bénéfices. En d'autres termes, c'est un calcul logique et rationnel : un individu sera motivé à participer car il imagine que sa participation va permettre d'obtenir ce qu'il convoite. L'identité influence également la participation car s'identifier à un groupe c'est s'identifier à la cause à combattre au sein d'un mouvement. T. a décidé de s'engager dans LfE car il était pro-européen :

MP: So, is that why you decided to get involved in the pro-EU, in the pro-European cause, in reaction to the [...]

T: [...] I was very very pro-European.

MP: And you always have been?

T: Oh, yes, yeah, always have been. You know, [...] about to the fact that I'm a Euro-federalist,

¹⁸⁶ Jeff Goodwin, *et al.*, *op. cit.* p. 21.

¹⁸⁷ Mancur Olson, *op. cit.*, p. 2.

absolutely, I have absolutely no problem with the European army, air force, navy, you know, totally into European foreign policy, etc. etc. Why would you [...] for me, we should be in the Euro, we should be in the Schengen, so I'm a total European federalist and I believe in, you know, the whole thing coming ever and ever closer, you know. So, I campaigned very very hard for Remain.¹⁸⁸

De plus, les émotions comme la colère ou le sentiment d'injustice partagés par les membres d'un mouvement peuvent agir comme des amplificateurs et peuvent intensifier l'envie d'agir ensemble, comme en témoigne A. qui, quelques mois après les résultats du référendum, portait toujours cette tristesse en lui :

A: [...] after the campaign, so that same year, I moved up to Liverpool in October of 2016. So, same year, STILL feeling bruised by the campaign – depressed by that, actually – and then I thought: “Well, the first thing I should do is join a remain campaign”, because I need [...] and there wasn't, there were certain groups starting to form and re-form after the SHATTERING loss [...]¹⁸⁹

O. se rappelle de l'émotion au sein de LfE : « Again, and also some of the interesting things sociologically speaking, was that there was a lot of emotions involved in it as well, in Liverpool for Europe. »¹⁹⁰

Goodwin *et al.* affirment que le cadre motivationnel (tout comme le cadre d'injustice) est principalement rythmé par les émotions. Les émotions peuvent être utilisées comme stratégie de recrutement et d'engagement :

Without the emotions engaged in movement environments, dynamics, and structure, it would be hard to explain how social movements arise, amass critical levels of support, maintain such support in long-enduring campaigns in the face of often intense opposition, and provide means for recruiting and sustaining supporters, both as active members and as favorably disposed publics and bystanders.¹⁹¹

Pour finir, les valeurs personnelles ou celles véhiculées par le mouvement sont également des facteurs motivationnels car elles sont communes aux membres d'un groupe : plus les liens entre les membres du groupe sont forts, plus les membres seront enclins à participer. L'identité

¹⁸⁸ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

¹⁸⁹ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹⁹⁰ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

¹⁹¹ Jeff Goodwin, *et al.*, *op. cit.* p. 58.

collective suscite l'action collective et agit comme une puissante ressource de mobilisation.¹⁹² Cette connexion entre les individus membres d'un groupe a une influence sur leur motivation à participer dans un mouvement social. Ward ajoute que pour que l'identité collective génère une mobilisation il faut qu'elle soit politisée. Pour que l'identité collective soit considérée comme politisée elle doit : faire appel à un sentiment d'injustice partagé (*shared grievances*), identifier la cible ennemie et enfin orienter l'action collective vers un comportement privilégiant l'action en s'éloignant de l'inaction.

Le questionnaire en ligne est particulièrement éclairant sur le degré de participation de chaque membre de LfE pour qui il est très important d'être actif pour quatre raisons : mettre un terme au nationalisme (57 %), protéger la démocratie (56 %), protéger leur commune (32 %) et maintenir la prospérité économique du Royaume-Uni (36 %). Plus des deux tiers des membres de LfE ont participé à des événements pro-européens au niveau local et national. Seulement 6 % ont rejoint des manifestations uniquement nationales contre 23,9 % qui se sont seulement investis au niveau local.

Le tableau 3.7 récapitule les activités auxquelles les membres de LfE ont pris part depuis le référendum. On peut remarquer que les marches, parler aux gens, contacter les élus, signer des pétitions ou encore être actifs sur les réseaux sociaux (poster, commenter, partager) sont les principales actions entreprises par les militants. Il est également opportun de connaître la fréquence à laquelle les militants se livrent à ces initiatives (figure 2).

Tableau 3.7 : Listes des activités militantes

<i>Activités</i>	<i>Taux de participation</i>	<i>Nombre de militants (n= 67)</i>
<i>Assister aux marches</i>	80,6 %	54
<i>Parler aux gens</i>	80,6 %	54
<i>Contacter les élus locaux</i>	71,6 %	51
<i>Créer, signer des pétitions/e-pétitions</i>	71,6 %	51
<i>Poster, partager et commenter sur les réseaux sociaux</i>	70,1 %	47
<i>Faire un don</i>	70,1 %	47
<i>Distribuer des tracts</i>	55,6 %	37
<i>Venir aider aux stands de rue</i>	41,8 %	28
<i>Écrire à la presse locale</i>	26,9 %	18
<i>Assister aux permanences des députés</i>	22,4 %	15
<i>Collecter des fonds</i>	13,4 %	9
<i>Organiser des stands de rue</i>	11,9 %	8
<i>Organiser les marches</i>	6 %	4

¹⁹² Matthew Ward, *art. cit.*

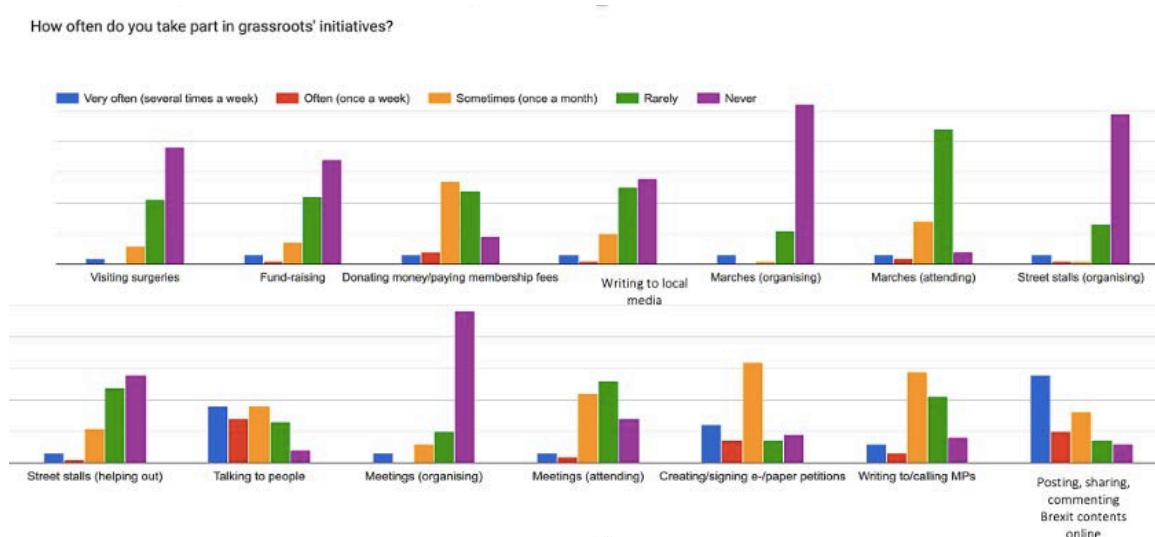


Figure 3: Fréquence de participation aux activités militantes de Liverpool for Europe depuis le référendum.

On peut observer que les activités auxquelles les militants prennent part le plus souvent sont ce que McAdam appelle les activités peu risquées et peu coûteuses « *low-cost, low-risk forms of activism* » :¹⁹³

- Parler aux gens (*talking to people*)
- Poster, partager, commenter les posts sur le Brexit sur Internet (*posting, sharing, commenting Brexit comments online*)
- Créer/signer des pétitions (*creating/signing e-/paper petitions*)
- Contacter les élus locaux (*writing to/calling MPs*)

Cependant, bien qu'assister aux marches fasse partie des activités auxquelles les membres de LfE ont le plus pris part, c'est toutefois à une faible fréquence. De plus, les membres de LfE sont très peu nombreux à organiser les marches ou les stands de rue ou encore à assister aux permanences des députés. En étudiant les variables dans la section suivante (1.3 Variables), il sera intéressant de voir dans quelle mesure les éléments biographiques influencent l'engagement des militants.

Par ailleurs, le choc émotionnel a été un facteur déclencheur pour T., Brenda Ashton et J. En effet, contrairement à O. pour qui les résultats du référendum n'avaient rien d'inattendu, ces

¹⁹³ McAdam, Doug, *art. cit.*

derniers n'avaient pas anticipé que l'issue du référendum de 2016 allait les conduire à militer pour la cause européenne.

O: Well, it was for me an absolute shock the way things were developing here in this country and the whole attitude towards Europe, I couldn't believe it! I always thought that the EU was like a wonderful shielding umbrella, you know for all these countries and the fact that the UK wanted to rebel against it I just couldn't understand it. So, all of a sudden, I felt as an outsider here I felt vulnerable which I never did before!¹⁹⁴

J., quant à elle, n'a pas décidé de s'engager dans un autre groupe que LfE et bien qu'elle reçoive régulièrement le bulletin d'information du EM, elle ne désire pas en faire partie pour autant. Pour J. les groupes de grande envergure comme le EM peuvent faire passer leurs intérêts avant ceux des militants, d'où sa réticence à s'engager dans un circuit national plutôt que local :

J: Not really. I am getting all their news. I feel they all work together. I think there's a lot of personal ambition among these leaders, they don't want to give up their position, I think that is possibly what's behind it. I think they need to be more joined up otherwise they are just wasting their energy.¹⁹⁵

Enfin, pour T., participer au mouvement pro-européen passe par la voie politique. En effet, faire partie de LfE est un moyen d'être rattaché au mouvement pro-européen dans sa globalité et est synonyme d'une participation politique visant à faire pression sur le Parti travailliste pour qu'il soit plus pro-européen : « [W]e need people to be more active and to step up to the plate and to get involved and to force Labour into a situation where it goes back to its internationalist roots and it becomes pro-European again. »¹⁹⁶

1.3 Variables

Les membres de LfE ne sont pas engagés de la même manière et ont participé à des degrés divers selon leurs obligations personnelles (situation familiale, enfants) ou professionnelles. Les barrières sont multiples : militer demande du temps, de l'argent et de l'engagement. Klandermans et Oegema précisent que plus les barrières sont nombreuses, moins un individu sera enclin à participer.¹⁹⁷

¹⁹⁴ Entretien avec J., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁹⁷ Dirt Oegema et Bert Klandermans, *art. cit.*

De plus, le caractère amateur du mouvement *grassroots* présente lui aussi des faiblesses car même si les militants ont tendance à s'engager plus passionnément au niveau local, il n'en demeure pas moins difficile de maintenir une constance. En effet, Brenda Ashton explique que l'engagement des membres manque de régularité : certains membres peuvent disparaître et revenir au bout de plusieurs mois. La cheffe de campagne est toutefois compréhensive et explique qu'elle n'exerce aucune pression sur celles et ceux qui ne peuvent pas s'engager totalement :

BA: ...you know, it's hard to keep everybody going and people dip in and out – we're not professional, we're not paid to do this, we're not a professional organisation. Some people post all the time, others don't post at all and you don't hear from them for months and then they come back. [...] I've never criticised anybody or not understood if they have not been able to do something, because they have family commitments or work commitments and stuff like that.¹⁹⁸

Pour comprendre les facteurs qui influent de manière positive ou négative l'engagement des membres de LfE, nous avons procédé à une analyse approfondie du questionnaire en ligne. Il s'agit d'importer les données dans des tableaux croisés dynamiques¹⁹⁹ en incluant les variables suivantes : âge (*age*), sexe (*gender*), niveau d'étude (*degree*) et pour certaines questions la situation familiale (*marital status*) et le fait d'avoir des enfants (*children*). Les questions retenues sont celles qui vont permettre d'expliquer l'engagement (annexe 3.6) :

- Êtes-vous un partisan ou un membre de LfE ? (*Are you a member or a supporter of Liverpool for Europe?*) ;
- À quelles activités prenez-vous part ? (*What grassroots activities have you been involved in since the referendum? (more than one answer possible)*) ;
- À quelle fréquence prenez-vous part aux activités militantes : très souvent (plusieurs fois par semaine), souvent (une fois par semaine), parfois (une fois par mois), rarement, jamais (*How often do you take part in these grassroots activities? Very often (several times a week), Often (once a week) – Sometimes (once a month)- Rarely – Never*) ;
- Depuis que vous avez rejoint LfE êtes-vous plus ou moins impliqués dans la campagne ? (*Since you joined LfE would you say you have been more or less involved in the campaign?*).

Les voici en détail, telles que présentées dans le questionnaire en ligne :

¹⁹⁸ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁹⁹ L'axe des ordonnées correspond au nombre de militant ($n=67$).

- Are you a member or a supporter of Liverpool for Europe?
 - a. I am a member, I pay a monthly subscription
 - b. I am a supporter

- What grassroots activities have you been involved in since the referendum? (more than one answer possible)
 - a. Street stalls (organising)
 - b. Street stalls (helping out)
 - c. Talking to people
 - d. Leafleting
 - e. Visiting surgeries
 - f. Marches (organising)
 - g. Marches (attending)
 - h. Meetings (organising)
 - i. Meetings (attending)
 - j. Donating money/paying membership fees
 - k. Fund-raising
 - l. Writing to/calling my MP
 - m. Posting, sharing and commenting pro/anti-Brexit posts on social media
 - n. Creating/signing e-/paper petitions
 - o. Writing to local media
 - p. Other:

- How often do you take part in these grassroots activities?
Very often (several times a week), Often (once a week) – Sometimes (once a month)- Rarely – Never

- a. Street stalls (organising)
- b. Street stalls (helping out)
- c. Talking to people
- d. Leafleting
- e. Visiting surgeries
- f. Marches (organising)
- g. Marches (attending)
- h. Meetings (organising)
- i. Meetings (attending)
- j. Donating money/paying membership fees
- k. Fund-raising
- l. Writing to/calling my MP
- m. Posting, sharing and commenting Brexit contents online
- n. Creating/signing e-/paper petitions
- o. Writing to local media

- Since you joined LfE would you say you have been more or less involved in the campaign?
 - a. I have become more involved
 - b. I have become less involved
 - c. Neither

De manière générale, LfE compte plus d'hommes parmi ses membres et sympathisants. Payer une adhésion (4 £/mois) montre un engagement plus important que de soutenir le groupe. Les hommes qui paient une adhésion sont en majorité âgés de plus de 65 ans et détenteurs d'une licence. Or, lorsque l'on regarde la part des individus qui soutiennent le mouvement (mais qui ne paient pas d'adhésion), ce sont les hommes âgés entre 50 et 65 ans qui sont les plus nombreux. Néanmoins, on remarque que la tranche d'âge 45-50 ne compte que des femmes diplômées d'une licence parmi les sympathisants.

Puis, les militants de LfE ne sont pas tous égaux devant les activités de campagne répertoriées dans le tableau 3.7. Les résultats obtenus démontrent que les jeunes (19-35 ans), tout comme les hommes dont l'âge se situe entre 45 et 50 ans sont absents des activités de campagnes. Les activités plus populaires sont les suivantes : parler aux gens (*talking to people*), écrire/appeler les élus locaux (*writing/calling MPs*), faire un don/payer une adhésion (*donating money/paying membership*), distribuer des tracts (*leafleting*), assister aux marches (*attending marches*) et poster, partager et commenter des posts pro/anti-Brexit en ligne (*posting, sharing, commenting pro/anti-Brexit posts on social media*). Pour cette question en plus de l'âge, du sexe et du niveau d'étude, il était intéressant d'intégrer deux variables supplémentaires : la situation familiale et les enfants (de moins de 18 ans) car ces facteurs peuvent être des barrières et par conséquent, un impact sur le choix des activités. En effet, on s'attend à ce qu'une mère de famille privilégie un militantisme à distance plutôt que sur le terrain. *A contrario*, un homme célibataire sans enfant sera plus enclin à se rendre aux manifestations. Selon les données récoltées, des hommes âgés entre 50-65 ans, mariés, diplômés et qui ont des enfants de plus de 18 ans sont les plus actifs.

Plus généralement, les graphiques ci-dessous (figures 3 à 8) illustrent le taux de participation élevé chez les membres de plus de 50 ans.

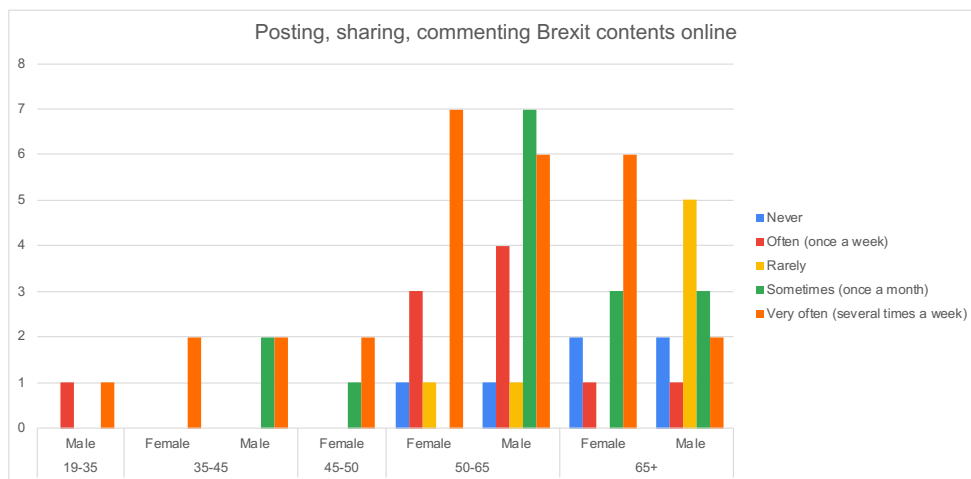


Figure 4 : Fréquence de participation pour : « Poster, partager et commenter des posts sur le Brexit en ligne » – mars/avril 2020

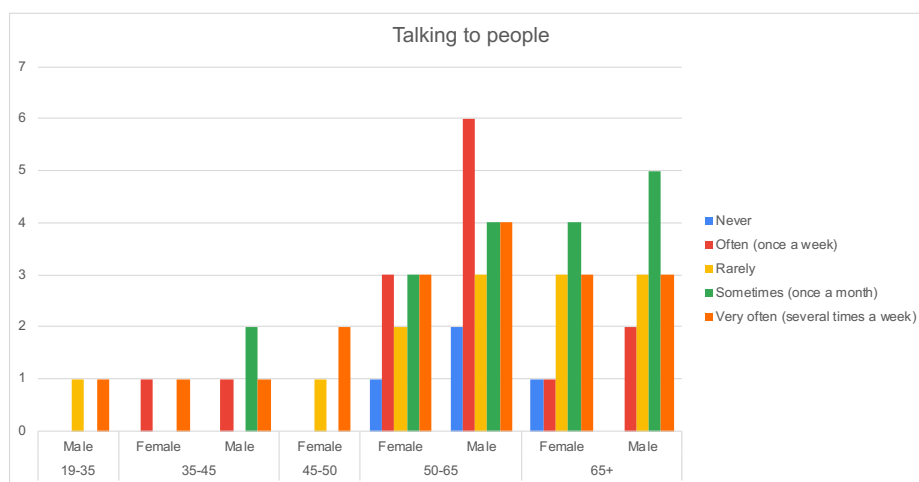


Figure 5 : Fréquence de participation pour « Parler aux gens » – mars/avril 2020

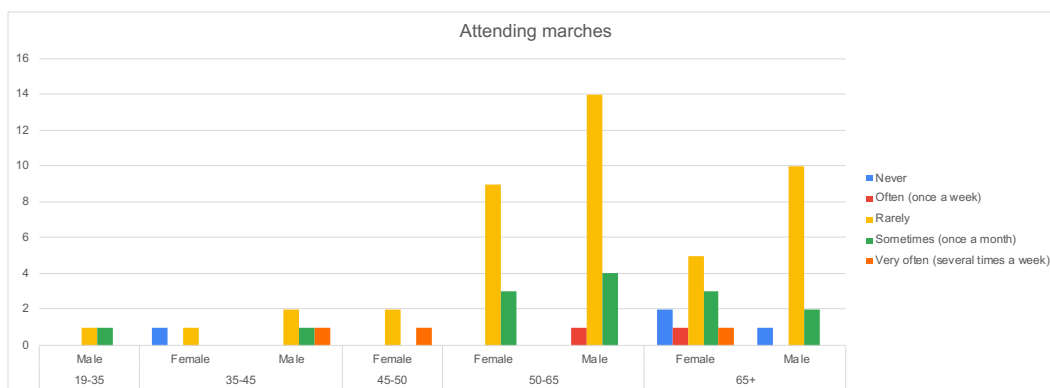


Figure 6 : Fréquence de participation « assister aux marches » – mars/avril 2020

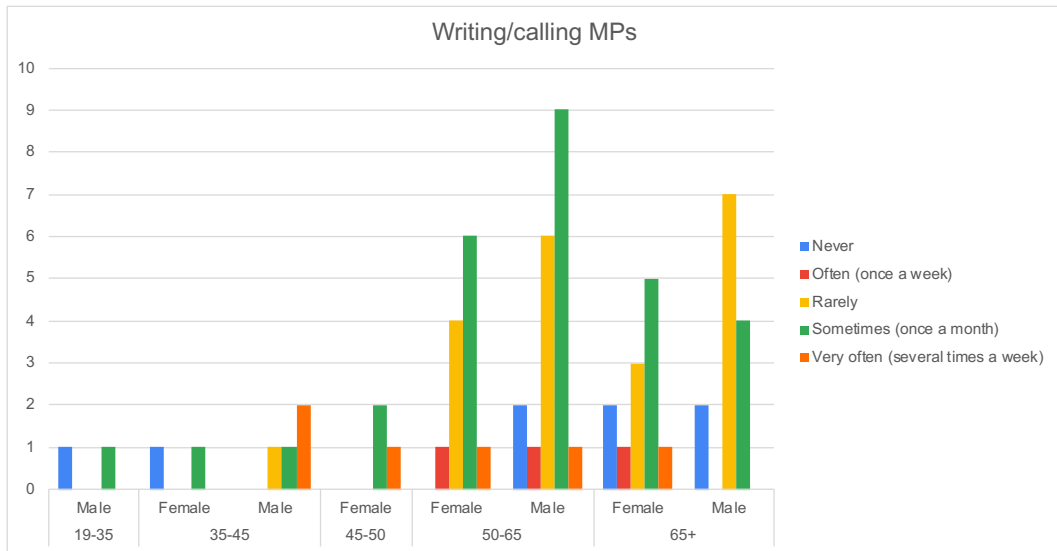


Figure 7: Fréquence de participation « parler/écrire aux élus » – mars/avril 2020

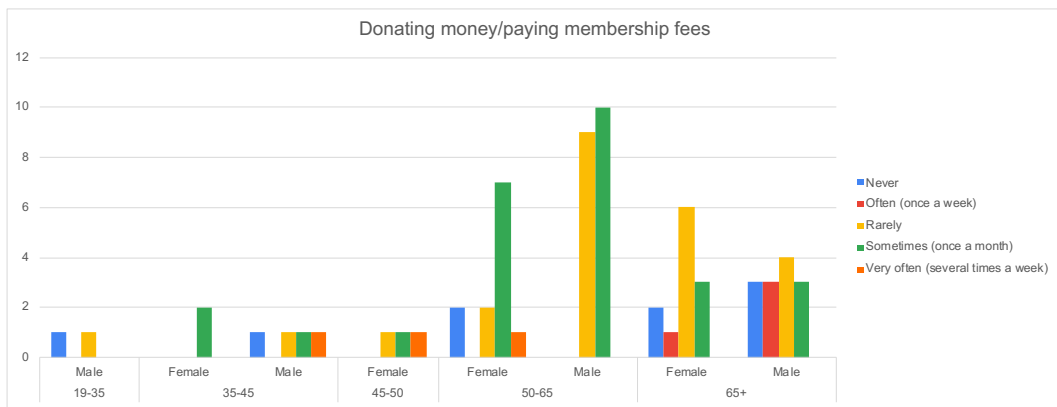


Figure 8 : Fréquence de participation « faire une donation/payer une adhésion » - mars/avril 2020

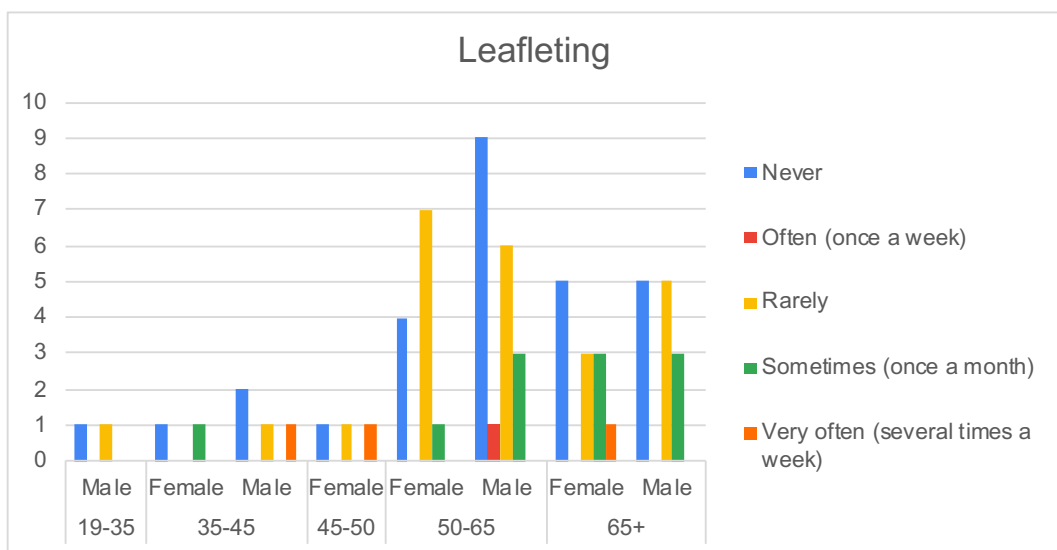


Figure 9 : Fréquence de « distribution de tracts » - mars/avril 2020

Parmi les activités où les militants sont le moins engagés (figures 9 à 12) comme l'organisation de marches (*organising marches*), collecter des fonds (*fund-raising*), assister aux permanences d'élus locaux (*visiting surgeries*) ou encore écrire à la presse locale (*writing to local media*), les données sont plus variées. En effet, les hommes âgés entre 50 et 65 ans, mariés, diplômés et avec des enfants de plus de 18 ans organisent des collectes de fonds et assistent aux permanences des élus locaux. De plus, une proportion égale d'hommes et de femmes âgés de plus de 65 ans écrivent à la presse locale. Les femmes et les hommes sont soit mariés, divorcés, célibataires ou bien veufs, sans enfants ou bien ces derniers sont âgés de plus de 18 ans.

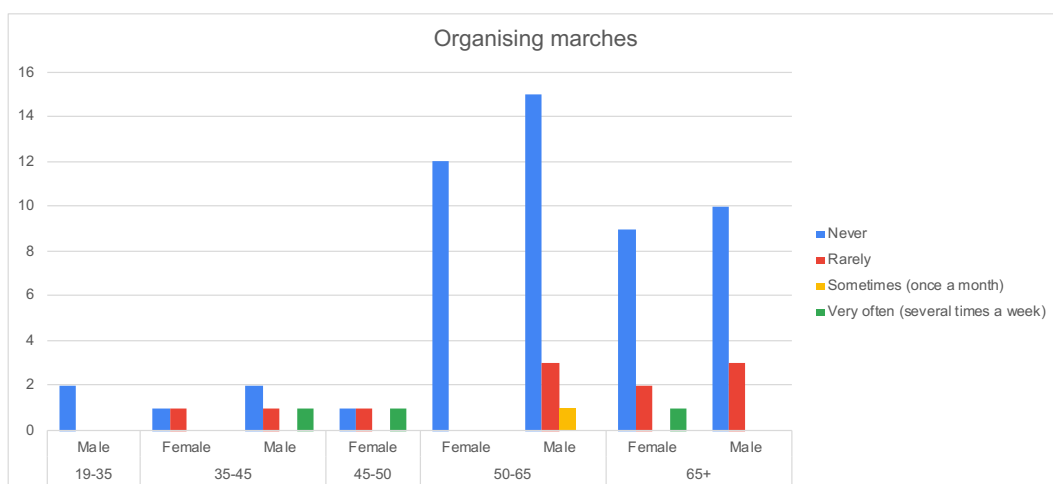


Figure 10: Fréquence « d'organisation les marches » - mars/avril 2020

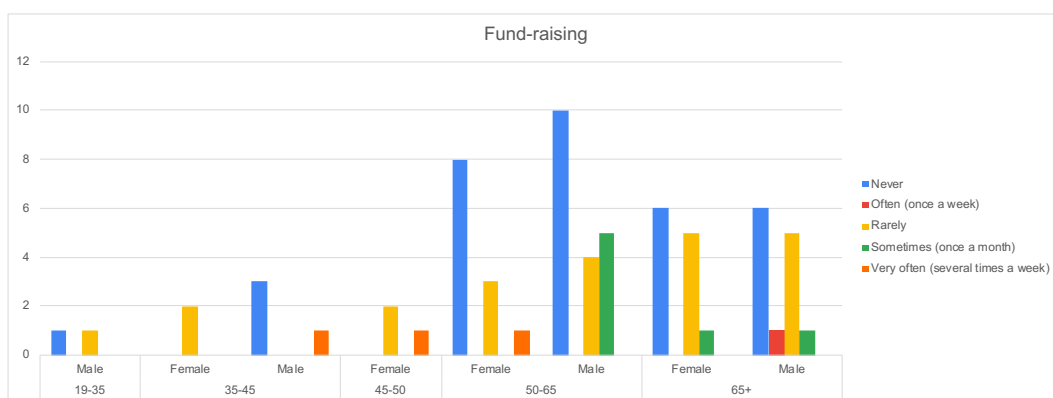


Figure 11: Fréquence « collecte de fonds » - mars/avril 2020

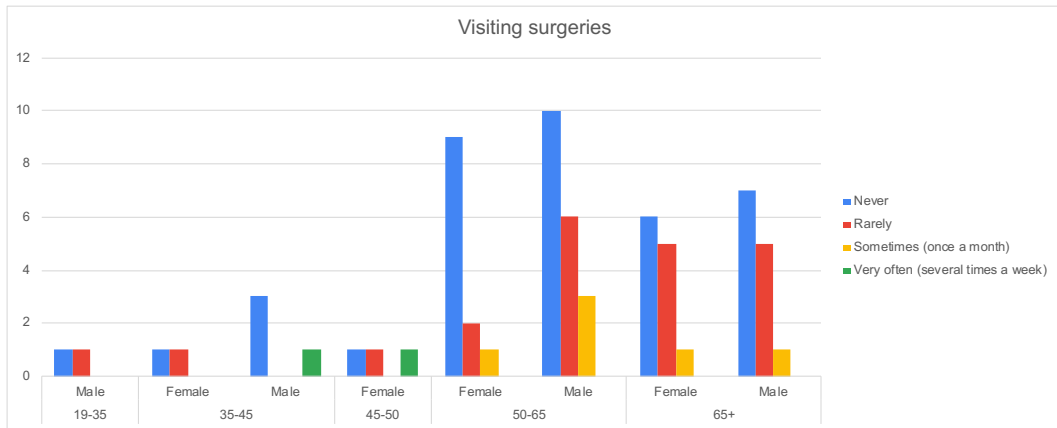


Figure 12: Fréquence « assister aux permanences des élus »- mars/avril 2020

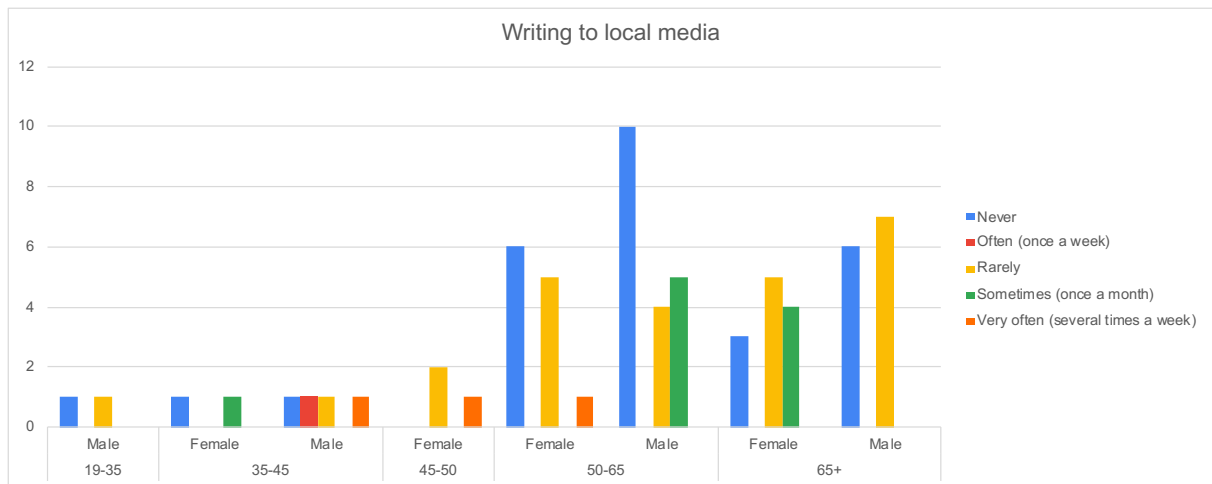


Figure 13: Fréquence écrire à la presse locale - mars/avril 2020

Enfin, les 19-45 ans se sont soit davantage engagés ou ont maintenu un engagement constant tandis que les plus de 50 ans ont continué de s’investir à la même hauteur que lorsqu’ils ont rejoint LfE ou bien ont consacré moins de temps à la campagne (*figure 13*). En effet, 40,3 % des membres se sont davantage engagés depuis qu’ils ont rejoint le groupe tandis que pour 53,7% leur engagement est resté stable. Il est également intéressant d’observer que 3 % des jeunes hommes âgés de 19 à 35 ans ont davantage participé aux activités de campagne depuis leur adhésion à LfE. Ces derniers sont célibataires ou bien en couple ayant un doctorat. 31 % de femmes, notamment de plus de 50 ans, ont également consacré plus de temps à LfE. Les militants les plus actifs, c’est-à-dire ceux âgés de plus de 50 ans font partie des tranches d’âges dont une mince proportion (environ 6 %) s’est moins investie dans la campagne. Il s’agit en majorité d’hommes mariés de plus de 50 ans et de femmes veuves de plus de 65 ans.

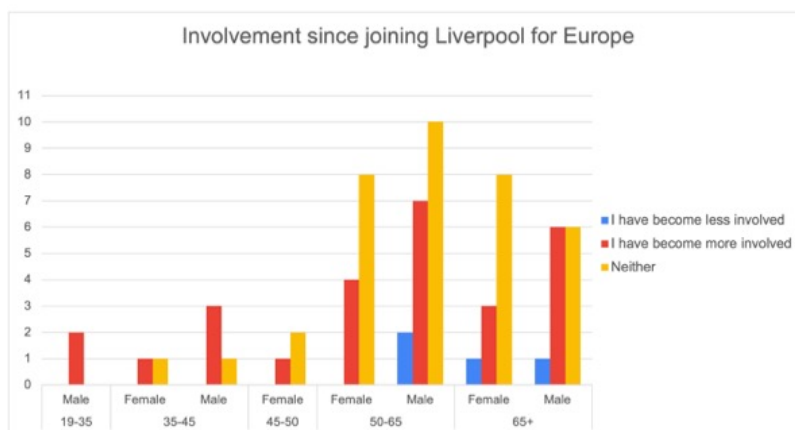


Figure 14: Niveau d'engagement depuis l'adhésion à Liverpool for Europe

Pour conclure, les résultats du questionnaire en ligne corroborent les hypothèses énoncées en début de thèse. Les hommes mariés de plus de 50 ans, ayant poursuivi des études supérieures et qui ont des enfants de plus de 18 ans sont parmi les membres les plus actifs au sein de LfE. Les femmes et les jeunes sont les moins investis. Cela reflète les propos des militants interrogés lors des entretiens qualitatifs. Les barrières peuvent être multiples et davantage nuancées. Prenons l'exemple de T., conseiller municipal au sein du Parti travailliste. Il explique que même s'il fait toujours partie du comité du groupe, il n'a pas trouvé le temps nécessaire pour participer pleinement à ses activités militantes. En effet, T. a fini par travailler pour Theresa Griffin qui était présidente du Parti travailliste au Parlement européen et députée européenne de la région nord-ouest :

T: I'm just on the committee. So, what happened was, probably about two years, two-three years ago, I tried to be selected as an MEP candidate. [...] And very shortly after that, I then went to work in the European Parliament for a lady called Theresa Griffin [...] she just said to me: 'Would you not consider working for me?' and I was like: 'Yes!' So, I'm still on the committee[...] but I had to kind of like take a bit of a step away from it, because you know, working in the European Parliament and stuff like that.

A contrario, pour le militant CR faire partie de LfE lui a donné envie de participer à la cause européenne à un niveau plus global en devenant membre du EM.²⁰⁰

Les liens entre les individus partageant les mêmes convictions et les mêmes valeurs génèrent un phénomène de participation dans un mouvement social ou un groupe. En revanche, les

²⁰⁰ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

sympathisants de la mobilisation anti-Brexit ne participent pas nécessairement aux activités militantes pour que le Royaume-Uni rejoigne l'UE. En effet, l'engagement idéologique n'est pas gage de participation.²⁰¹

Pour qu'un individu participe il doit : avoir des affinités avec le mouvement en question, être considéré comme une cible pour les recruteurs, vouloir participer et surmonter les éventuels obstacles. Cependant, faire en sorte que les partisans d'un mouvement s'engagent et agissent est un défi de taille pour les membres d'une organisation. Jusqu'ici nous nous sommes penchés sur les *remainers* qui participent à LfE, mais nous n'avons pas mentionné ceux qui ne participent pas. Oegema et Klandermans apportent une réflexion pertinente à ce sujet.

Les deux sociologues s'intéressent aux mouvements qui ont échoué à convertir les sympathisants en membres (*nonconversion*) et ceux qui ont perdu des partisans (*erosion*). Oegema et Klandermans ont décidé alors de mener une étude au Pays-Bas au sein de quatre communautés à qui ils ont demandé par téléphone s'ils étaient d'accord pour signer une pétition contre le déploiement de missiles de croisières (à deux reprises et avec six mois d'écart). Les auteurs considèrent que la participation est intrinsèquement liée à l'action et que plus le réseau de campagne est développé, plus les chances que des individus soient recrutés augmentent.

D'une part, Oegema et Klandermans expliquent que la non-conversion a lieu lorsqu'un individu veut faire partie d'un mouvement mais qu'il ne participe pas. Les raisons pour cela sont que cet individu qui n'a pas été ciblé par les campagnes de recrutement, perçoit le ratio coûts/bénéfices comme insuffisant et n'a pas pu surmonter les barrières (maladies, problèmes liés au transports).²⁰² C'est par exemple le cas des membres des « minorités ethniques » et des jeunes au sein du mouvement pro-européen.

D'autre part, l'érosion se produit lorsque ceux qui étaient prêts à participer ont changé d'avis et/ou pour qui le ratio coûts/bénéfices n'a pas été attrayant. La section III.3 (Trajectoires), viendra apporter des précisions sur le principe de désengagement et pourquoi certains membres de LfE ont choisi de moins s'investir dans LfE. Oegema et Klandermans concluent que l'âge et l'affiliation politique prédisent la propension à participer à un mouvement social. Bien que les

²⁰¹ Dirt Oegema et Bert Klandermans, *art. cit.*

²⁰² *Ibid.*

grassroots comme LfE tiennent à rester indépendants et n'appartiennent à aucun parti politique, les militants sont des partisans principalement de gauche, en particulier du Parti travailliste. Par ailleurs, au cours des entretiens les membres de LfE ont exprimé leur déception face aux dirigeants travaillistes mais restent néanmoins fidèles aux valeurs du parti. Ils dissocient donc la dimension idéologique et politique :

T: [...] And I, to this day, remember being ASHAMED of what the Labour Party did, as a political force and STILL is doing. It's not a modern, progressive, democratic, socialist – or social-democrat – alliance.

[...]

MP: And you've never thought of joining a different party despite the fact that you [...]?

T: No, because (clearing his throat) Labour's core values pre-Corbyn [...]

MP: Values, yeah.

T: [...] would be mine: progressive, internationalist, about redistribution – that's NOT the Labour Party of Corbyn.²⁰³

De plus, une campagne organisée et structurée connaîtra peu de non-conversion tandis qu'une contre campagne violente et conflictuelle générera un phénomène d'érosion. Or, les phénomènes de non-conversion et d'érosion ne sont pas interdépendants : l'érosion se produit généralement dans le cas d'objectifs peu définis, de campagnes adverses et de polarisation.²⁰⁴ Le prochain chapitre de cette étude de cas fera l'objet d'une analyse qui se fondera principalement sur les données récoltées sur le terrain notamment par le biais du travail d'archive, de l'observation participante et de l'accès à la DropBox.²⁰⁵ La campagne menée par LfE depuis 2016 a connu de nombreux changements et le groupe a su mettre en place des stratégies et tactiques pour contrer et surmonter les aléas politiques.

²⁰³ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

²⁰⁴ Dirt Oegema et Bert Klandermans, *art. cit.*

²⁰⁵ LfE m'a accordé l'accès à leur DropBox où le groupe archive ses documents de campagne.

III. La campagne

La campagne pour rester dans l'UE s'est articulée selon deux dynamiques : pendant la campagne référendaire, à un niveau majoritairement national et après les résultats du référendum où les groupes locaux pro-européens ont connu un plein essor. La visibilité du mouvement s'est accrue grâce à la campagne PV qui, comme son nom l'indique, consistait à obtenir un vote « populaire » sur l'accord (et non un deuxième référendum).

La victoire du camp *Leave* le 23 juin 2016, ainsi que celle du Parti conservateur aux élections législatives de 2019, ont mis en lumière l'importance des groupes locaux dans la diffusion du message pro-européen et la faiblesse de la campagne nationale face à une nation où règne l'euroscpticisme.

Le combat mené par les pro-européens pour que le Royaume-Uni reste dans l'UE a connu plusieurs phases. Si l'on se réfère aux cycles de mobilisations de Tarrow, le mouvement pro-européen est passé par la phase de « folie » ou ascendante (« *moment of madness* »), la phase de « zénith » ou de radicalisation de l'action collective et enfin la phase descendante où le mouvement stagne, se transforme, s'essouffle ou bien disparaît.¹ Tarrow définit le moment de folie lorsque « tout semble possible » et indique qu'il peut être vécu comme une phase relativement déroutante pour les participants qui courent le risque d'en sortir désillusionnés.²

Bien que la campagne pour rester dans l'UE ait commencé en 2015, la phase ascendante du mouvement se situe au lendemain du vote, lorsque les pro-européens ont uni leurs forces pour renverser le Brexit. Puis, les années 2018 et 2019 ont marqué l'apogée du mouvement avec le lancement de la campagne nationale pour un vote sur l'accord dirigée par PV. Comme le rappelle Mance, journaliste au *Financial Times*, le mois de mars 2019 représente un moment marquant dans l'histoire du mouvement pro-européen : un million d'individus manifestaient dans les rues de Londres pour un vote sur l'accord et six millions de personnes signaient la pétition en ligne visant à mettre fin au Brexit.³

¹ Isabelle Sommier, « Cycle de mobilisation » dans Olivier Fillieule *et al*, *op. cit.* pp. 175-181.

² Sidney Tarrow, *art. cit.*

³ Henry Mance, *art. cit.*

Pendant presque deux ans les *remainers* se sont mobilisés sur l'ensemble du territoire britannique afin d'obtenir un vote sur l'accord de sortie. Par ailleurs, les élections locales et européennes du printemps 2019 avaient redonné espoir au camp *Remain*, qui a connu un soutien politique sans égal avec l'émergence de nouveaux partis dédiés à la cause européenne comme Renew et Change UK. Cependant, contrairement à certains élus pro-européens du Parti travailliste, les deux nouvelles formations politiques n'ont pas su collaborer avec le niveau *grassroots*. Les militants sont restés indifférents face aux deux partis pro-européens : lors des élections européennes de mai 2019, seulement deux membres de LfE avaient voté pour Change UK. En effet, selon le questionnaire en ligne, à la question « Que pensez-vous personnellement de Change UK ? »,⁴ les avis semblaient varier. 35,8 % en étaient déçus, 22,4 % étaient optimistes, 19,4 % se sentaient indifférents et 16,4 % n'avaient pas d'avis sur la question. Afin de mettre toutes les chances de leur côté, les militants ont alors privilégié la collaboration avec les élus pro-européens du Parti travailliste.

Les membres de LfE ont vu d'un mauvais œil ces nouvelles formations qui, selon Brenda Ashton, ont simplement divisé le vote. Change UK n'a pas été suffisamment convaincant et les intentions de Renew restaient vagues. Enfin, l'élection de Boris Johnson au poste de Premier ministre et la chute de PV, marquent le début de la phase descendante. Le mouvement pro-européen, qui a vu ses activités diminuer et ses militants s'essouffler, a été ralenti dans son élan.

En outre, la pandémie a mis en suspens les activités de campagne et a, sans aucun doute, affaibli la mobilisation anti-Brexit. Par ailleurs, l'arrêt de la vie économique induit par la crise sanitaire a occulté les conséquences économiques du Brexit. Les militants s'étaient alors mobilisés en ligne pour examiner minutieusement la gestion de la pandémie par le gouvernement conservateur de Boris Johnson.⁵ Ces événements ont eu des répercussions sur LfE, qui peine à rester optimiste et à trouver une campagne aussi stimulante que celle menée pour un vote sur l'accord.

⁴ « Did Change UK give you personally a feeling of...? » - voir annexe 3.6

⁵ Tout particulièrement, le groupe March for Change qui militait pour une prolongation de la période de transition. À partir du moins d'avril 2021, le groupe s'était mobilisé en ligne pour qu'une enquête publique soit ouverte sur la gestion de la crise Covid-19. Le lien vers le site Internet semble mort au moment de l'écriture mais le groupe est toujours actif via sa page Facebook : March for Change, *Facebook*, <<https://www.facebook.com/march4change>>, consulté le 12 septembre 2022.

Ce troisième et dernier chapitre vient clore l'étude de cas de LfE et ambitionne de décrypter la campagne pro-européenne sous un angle essentiellement militant. Les entretiens apporteront une dimension critique à la relation entre le niveau macro et micro. Les visions divergentes relatives à la conduite de la campagne pour un vote sur l'accord ont provoqué des tensions entre les dirigeants de PV et les militants. En effet, l'approche « de haut en bas » était en décalage avec la réalité *grassroots*. Par conséquent, la campagne s'est retrouvée paralysée et les groupes asphyxiés, conduisant ainsi à la fermeture de PV six semaines avant les élections législatives de décembre 2019, un coup dur pour les militants.

Dans un premier temps les actions seront répertoriées selon le découpage chronologique ante et post référendum. Les témoignages des membres de LfE qui ont participé à la campagne référendaire et le degré de leur contribution à l'effort anti-Brexit apporteront des informations sur le déroulement et fonctionnement de la mobilisation. Puis, la deuxième section tentera de d'analyser les dynamiques de diffusion géographique du réseau anti-Brexit au niveau local, régional et national : l'orientation de la campagne a en effet changé après les résultats avec la multiplication de groupes locaux sur l'ensemble du territoire anglais. Pour finir, la dernière section sera consacrée aux trajectoires empruntées par les membres de LfE afin de spéculer sur la longévité du mouvement.

III.1 Actions

Le 12 octobre 2015 s'est fondé le groupe de campagne officiel du gouvernement conservateur de David Cameron : Britain Stronger in Europe. La campagne transpartisane dirigée par le travailliste pro-européen Will Straw,⁶ s'est déroulée entre 15 avril 2016 et le 23 juin 2016. Dans l'interview avec UK in a Changing Europe (UKICE),⁷ Straw revient sur la mise en place de la campagne référendaire avec un regard critique. Les portes parole, tous conservateurs, n'étaient pas à l'aise pour orienter leur discours dans ce sens:

We clearly failed to win that argument with the British public, and I think there are clear reasons for that. The main one which we never managed to get across, was the need for a more emotional case on both the benefits of being in along with the risks of leaving. It fundamentally failed

⁶ Will Straw était le directeur exécutif de la campagne Britain Stronger In Europe.

⁷ UK in a Changing Europe est groupe de réflexion indépendant et coordonné par King's College à Londres qui s'intéresse au Brexit et ses conséquences.

because the political spokespeople for the campaign, particularly the Conservative spokespeople, were never comfortable making an emotional case for the EU.⁸

Il reconnaît la faible dimension émotionnelle de la campagne Stronger In, comme Brenda Ashton le disait déjà en 2018 : « What the Leave group was very good at doing was capturing people's hearts. »⁹

Stronger In voulait mettre en avant une Europe qui offrait au Royaume-Uni force, prospérité et sécurité :

It was all about trying to establish the benefits of being in Europe, and that was the whole point about Britain being stronger, safer and better off in the EU, and the risk of leaving. That was all part of the messaging that we had at the start.¹⁰

Or, Straw ajoute que seuls les partisans européens avaient compris le message que Stronger In tentait de faire passer. Stronger In a échoué à convaincre les eurosceptiques des avantages à faire partie de l'UE.¹¹ De surcroît, ce dernier déplore l'absence de coopération de la part du Parti travailliste, qui a mis plusieurs mois à clairement se positionner en raison de l'ambiguïté volontaire de l'ancien dirigeant, Jeremy Corbyn.¹²

Par ailleurs, le gouvernement conservateur avait préféré s'en tenir à une campagne de seulement quatre mois, objectif totalement irréaliste pour Straw, qui estimait qu'un an et demi était nécessaire pour combattre 40 ans d'euroscepticisme:

[C]ould we have defeated the 40-year campaign by the Eurosceptics, aided by a whole series of structural things that stymied our campaign and supported them, not least the immigration figures dropping in the way that they did a month before the poll? We just did not have the time.

[...]

It's a hypothetical, but would we have had more success if we had had 18 months rather than four months? I like to think we would've had more success.¹³

⁸ UK in a Changing Europe, « Will Straw », *Brexit witness archive*, 12 février 2021, <<https://ukandeu.ac.uk/brexit-witness-archive/will-straw/>>, consulté le 11 août 2022.

⁹ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

¹⁰ UK in a Changing Europe, *art. cit.*

¹¹ *Ibid.*

¹² Les travaillistes avaient, le temps d'un instant, pour intention de lancer leur propre campagne en faveur de l'EU « Labour In for Britain ».

¹³ *Ibid.*

De manière encore plus surprenante, Straw confie qu'il n'a pu entrer en contact avec David Cameron seulement à la fin de l'été 2015 et qu'un de ses conseillers trouvait la campagne très ennuyeuse. En effet, les conservateurs ne se sont intéressés à la campagne qu'à l'hiver 2016.¹⁴

De plus, Straw compare Stronger In aux succès des campagnes pour le référendum écossais en 2014 ou encore celui sur l'appartenance à la CEE organisé en 1975. Le manque de centralisation et de cohésion au sein de l'équipe dirigeante (principalement constituée de conservateurs issus du cercle proche du Premier ministre) a été un des obstacles et objets de frustration, obligeant le directeur exécutif à mener la campagne à distance.

Dans son ouvrage *Unleashing Demons*, Oliver alors responsable de la communication au gouvernement de Cameron, expliquait que ce qui faisait la force d'une campagne transpartisane, pouvait également se transformer en véritable écueil pour la diffusion du message pro-européen :

I'm beginning to realise – the strength of our campaign that we celebrate (a broad coalition taking in most of the Government, Labour, the Lib Dems, the Greens and the TUC), is also a profound weakness. We can't exercise the fingertip control that we had over messaging in the general election. »¹⁵

Le discours et les arguments de Stronger In reposaient alors sur trois thématiques : les désastres économiques que pourrait engendrer une sortie, la menace potentielle sur la sécurité du pays et l'intérêt d'une coopération au niveau européen et, pour finir, le déclin de la place du Royaume-Uni sur la scène internationale.

Aussi appelée « Projet Peur » (*Project Fear*), cette approche n'a pas eu l'effet escompté auprès de l'électorat britannique. Le 6 septembre 2016, après la victoire du vote Leave et la démission de l'ancien Premier ministre conservateur David Cameron, Britain Stronger in Europe est devenu OB. Le groupe national a été créé par James McGrory et Joe Carberry et coordonné par les conseillers en communication Peter Mandelson et Roland Rudd.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Oliver, Craig, *op. cit.*, p. 255.

Enfin, le 15 avril 2018, OB a lancé la campagne PV pour tenter de faire pression sur le gouvernement de Theresa May en demandant un vote populaire sur l'accord de retrait (« *people's vote* »).

Dans notre entretien avec T., responsable de recherche chez OB, il fut possible d'obtenir des informations sur les objectifs de campagne et l'organisation du groupe. OB et les autres organisations nationales tentaient d'aboutir à un vote sur l'accord par la voie parlementaire avec l'option de pouvoir rester dans l'UE. Or, bien que chaque groupe soit resté libre de choisir ses stratégies et l'électorat à cibler, la finalité de la campagne était claire et acceptée par tous : un vote sur l'accord.

T: ... essentially our aim is try convincing Parliament to legislate, to put in the legislation that there should be a People's Vote. Now, how that happens exactly is perhaps of secondary importance I think the prime issue is that there is either a piece of legislation which is amended or a single piece of legislation which calls for a People's Vote [...] Open Britain is very probably the biggest organisation with regards to number of staff, but all nine organisations are separate. I think the important thing is that we have, I suppose we have all different target audiences, we have slightly different strategies but as a campaign, as the People's Vote campaign there's one clear goal that we all share, one common goal and that is to get this people's vote at the end of the process, that is the one common goal.¹⁶

En somme, la mobilisation anti-Brexit a été marquée par trois événements politiques majeurs au Royaume-Uni : le vote pour une sortie le 23 juin 2016, la victoire écrasante du Parti conservateur aux élections législatives de décembre 2019 et enfin l'accord de sortie signé par Londres et Bruxelles le 31 janvier 2020. Cette section abordera principalement les activités mises en place par LfE au cours des différentes phases de la campagne. Les entretiens avec les membres et ceux conduits au préalable avec les autres groupes pro-européens permettront d'identifier les similitudes et les divergences et ainsi, offrir une vision globale du mouvement. La phase ante-référendum prévoit les témoignages de trois membres de LfE interrogés lors du travail de terrain en novembre 2021, soit cinq ans après la campagne référendaire. Ces derniers ont eu un regard relativement critique sur leur engagement et leur participation au sein Stronger In, leur permettant ainsi d'avoir un recul suffisant sur les points forts et les points faibles de la campagne. Ensuite, la période post-référendum décrira les activités de campagne organisées par LfE, et viendra confirmer ou infirmer les mises en garde mentionnées dans la section

¹⁶ Entretien avec T., *Open Britain*, 25 juillet 2018.

précédente. Pour finir, les comptes-rendus de réunions du groupe et les événements pro-européens archivés sur le groupe Facebook fermé seront des ressources précieuses dans l'évaluation de la mobilisation anti-Brexit.

1.1 Ante-referendum

Comme nous l'avons déjà constaté, les militants pro-européens se sont en majorité engagés après les résultats du référendum. Le lendemain du vote a provoqué une prise de conscience et a fait (re)naître le sentiment pro-européen chez celles et ceux qui pensaient que le Royaume-Uni allait rester dans l'UE. Straw confirme la raison pour laquelle peu de pro-européens se sont mobilisés pendant la campagne référendaire. Nombreux étaient ceux qui pensaient que le camp *Remain* remporterait le référendum et par conséquent, n'avaient pas conscience que le vote allait être serré.¹⁷

Or, parmi les membres interrogés, une minorité avait tout de même participé à la campagne référendaire. Ils témoignent de leur engagement envers la cause européenne avec plus ou moins de conviction, avec des degrés de participation et de responsabilités variés. Les parcours et expériences de T., A. et O. au sein de la campagne Stronger In ne se ressemblent pas mais s'entendent sur une organisation déjà dysfonctionnelle. Néanmoins, les branches locales mises en place par Stronger In ont rendu possible la participation d'individus pro-européens pendant la campagne référendaire comme par exemple Cheltenham Stronger In Europe ou encore Sevenoaks Stronger In Europe.¹⁸

Tout d'abord, selon P. (Cheltenham for Europe), l'organisation a joué un rôle crucial dans la victoire du vote *Remain* à Cheltenham. Les stands de rue mis en place chaque semaine durant toute la campagne référendaire ou encore les débats animés par des conférenciers, ont contribué à repousser le vote pour une sortie :

We - as Stronger In - played a very active role in the Referendum campaign. We had three street stalls in different parts of Cheltenham every Saturday for several months before the referendum (and we sent a team to neighbouring Gloucester to help out every Saturday), and we provided speakers for various public debates. We won in Cheltenham by 56% to 44%.¹⁹

¹⁷ UK in a Changing Europe, *art. cit.*

¹⁸ La liste de groupes locaux issus de Britain Stronger in Europe reste introuvable.

¹⁹ Entretien avec P., *Cheltenham for Europe*, 11 juillet 2018.

Puis, T. ayant toujours défendu ardemment la cause européenne, son engagement dans la campagne référendaire en 2016 est peu surprenant. Sa participation s'est traduite par l'organisation d'évènements pro-européens comme le porte-à-porte ou encore des appels téléphoniques à la chaîne de télévision locale pour diffuser le programme des candidats :

T: I was involved in campaigning, I was holding events, organising events through to door-knocking and stuff like that. And then on the day, literally call, running what we call a G.O TV, getting out the vote programme, here locally. Then, obviously the results started to come through and it was like: 'wow!', you know.²⁰

Néanmoins, T. confie que la campagne était perdue d'avance, gangrenée de l'intérieur à cause du manque de soutien de la part de Jeremy Corbyn qu'il traite de : « Brexiter, he's always believed in Brexit. »²¹

T. tient donc l'ancien dirigeant pour responsable de l'échec de la campagne : son ambivalence sur la question européenne et les atermoiements pour soutenir le camp *Remain* ont laissé penser l'électorat de la gauche et du centre-gauche que le parti souhaitait (implicitement) une sortie :

T: The confused communication from him [Jeremy Corbyn] and the Labour Party left many people [...] and I was talking to them on the doorsteps, and they were going: 'Jeremy secretly wants us to vote for Brexit, doesn't he?', you know. I mean, the number of people that said that to me and I was like: 'No, DON'T, for God's sake, don't!' [...] He was at best ambiguous. I think he knew EXACTLY what he was doing.²²

Selon Straw, un leader pro-européen au Parti travailliste aurait sûrement joué en faveur du vote *Remain* :

Could a Labour Party being on the field have made a difference? I think it probably could. I made the points earlier about how we actually pretty much received the Labour votes that we were anticipating in a 51-49 victory, but could we have got to 70 % or even 75 % of Labour supporters? By the time we got into the 2017 and 2019 elections, I think 75 % of Labour supporters were pro-Remain. So, with a more forceful Labour campaign, with (Andy) Burnham or Yvette Cooper at the helm, could we have carried more Labour voters? I think probably yes.²³

²⁰ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ UK in a Changing Europe, *art. cit.*

O., quant à lui, avait milité avant le référendum par le biais du EM dont il est membre depuis 2004. Le maître de conférences s'est essentiellement rendu aux réunions organisées par le groupe. Ce dernier souligne la pertinence de ces rassemblements où des vétérans de la Seconde Guerre mondiale prenaient régulièrement la parole. La dimension historique a toute son importance dans la construction de la rhétorique pro-européenne :

O: I went to the regional meetings for that European Movement back in the 2000s it was really good because there was literally... it was quite interesting actually, there were people there, there were literally D-day veterans and people like that, there were people from second world war who were still alive, who were part of the European Movement.²⁴

De plus, O. a contribué à l'effort de la campagne Stronger In en distribuant des tracts et en écrivant des lettres aux journaux.²⁵ Ce dernier explique qu'écrire est sa principale contribution car cela fait partie de ses compétences:

O: The reason I do it is because I can do it from my desk and I can do it, and I can write because this is my job to write, so it takes me 10 minutes to write a letter. You know I can assemble it from... and that is what I've always done, you know it costs nothing, you know it costs nothing, it was, it's unrestricted in terms of what you can say and who you can reach. But I DID do some leafleting in the Remain campaign.²⁶

Tout comme T., O. s'était engagé pour combattre le Brexit en sachant pertinemment que c'était sans espoir : « I knew it was a shit show basically to use a technical term (*laughing*). It was of no use at all, it was hopeless, it was hopeless. »²⁷

Il est intéressant de souligner que T. et O. se sont engagés dans la campagne *Remain ante et post* référendum sans toutefois croire à son efficacité. Une fois encore, cela montre le puissant attachement idéologique voué à l'Europe, allant au-delà de l'intérêt ou du gain personnel.

Pour finir, l'exemple d'A. est aussi différent que pertinent. Ce dernier qui a travaillé en Europe et dans le monde entier, s'est toujours défini comme un citoyen du monde. De plus, les deux enfants qu'il a eu avec une ressortissante polonaise le lient personnellement avec l'UE. Il décrit l'adhésion de la Pologne comme un moment fort pour le peuple polonais, pour qui la peur de

²⁴ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

voyager en dehors de leur pays n'était plus qu'un lointain souvenir. A. en veut aux politiciens de la droite comme David Cameron, Theresa May ou encore de l'extrême droite comme Nigel Farage qui calomniaient les Polonais en les accusant de profiter du système d'allocations. Le cas d'Andrew est commun chez les *remainers*. Vivre en Pologne lui a fait voir l'Europe de l'autre côté de la Manche, une expérience que de nombreux Britanniques n'ont pas vécue :

A: I think I'm STRONGLY influenced by my time in Poland – I was, I was in Poland in 2004, as a campaigner, when Poland joined the European Union in 2004, I was in the Royal Square, you know and I saw, the euphoria and I saw the transformation of Poland, because we moved before Poland actually joined. So, I was in, I was THERE when the referendum took place and when the legal accession took place. And, it was, it was WONDERFUL, it was wonderful to see and I saw an insecure damage Poland with Polish people afraid of travelling outside their own country, insecure and feeling very marginalised, becoming a THRIVING European country with European culture and young Poles travelling round Europe and my kids, my kids are English-Polish, so when I came to the UK and saw Nigel Farage slandering Polish people and I saw David Cameron and Theresa May calling them benefit-fraudsters and so on, that hurt, that really hurt - I will NEVER forgive them, I will NEVER EVER forgive them.²⁸

A. peut être qualifié de militant actif : il avait participé à la campagne contre le désarmement nucléaire et était également engagé dans la campagne référendaire écossaise en 2014 où il a milité (en ligne par le biais des réseaux sociaux) pour préserver l'union du Royaume-Uni.²⁹ A. avait rejoint la campagne Stronger In dès les prémices en 2015, et avait été choisi comme coordinateur pour la circonscription de Cambridge Sud, dont il est originaire.³⁰ À Saffron Walden, une petite ville de l'Essex, A. avait alors monté un groupe de campagne qui s'est très vite développé et qui s'est démarqué par son engagement :

A: [W]e built a campaign group that grew to about [...] I think it was about sixty odd followers – it was a small town, a small town of 15,000. BUT here's a story: we had, so, we were very active and, IN FACT, if you go on any remain march, you'll still find TODAY, there's always like, you know, Saffron Walden for the EU is still there, we are still, you know, we were not, Saffron Walden is not a big town, about 15, 000 people but, still shows up.³¹

²⁸ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

²⁹ Or, depuis le Brexit Andrew a changé de point de vue et soutient désormais l'indépendance de l'Écosse : « I was active in the 2014 referendum debate – active not in an official way, but very active unofficially, campaigning to preserve the Union, because at that point, actually Scotland [...] I was just active on Twitter and social media. [...] [M]y concern at that time was Scotland leaving the Union would have left them leaving the European Union [...] I've changed my position since then. » *Ibid.*

³⁰ Parmi les groupes interrogés dans le cadre de cette thèse, N. de Islington for Europe a lui aussi été coordinateur de la campagne Stronger In en 2015 pour Islington South et Finsbury. – Entretien avec N., *Islington for Europe*, 9 juillet 2018.

³¹ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

Toutes les semaines et durant toute la durée de la campagne, A. et son groupe organisaient des stands de rue, du porte-à-porte et utilisaient les réseaux sociaux pour convaincre les résidents de voter pour rester dans l'UE :

A: We were very active, I mean we were out in the, in the Saffron Walden market EVERY week for the WHOLE of the campaign, we were out every week. [...] so it wasn't just street stalls, we were doing mailshots, lots of social media, we got the electoral list, we were doing street by street by street canvassing, using Lib Dem lists.³²

Ces stands de rue organisés chaque samedi mobilisaient en général une dizaine de personnes.³³ De plus, A. ajoute que les militants engagés dans la campagne Stronger In étaient pour la plupart âgés entre 40 et 50 ans mais qu'il était surpris de voir que ces bénévoles votaient soit pour le Parti conservateur soit pour les libéraux-démocrates. Il souligne néanmoins l'absence du public jeune et le manque de soutien de la part des partisans du Parti travailliste :

A: You know, it was quite strange. Although, we were all aware that our demographic was young people, the active campaigners were, were, yeah, seasoned campaigners, mostly Lib Dems, there were some Tories, there were – and this is the thing, the Labour Party, frustratingly, JUST, just weren't involved at all, they just didn't get involved in any of the Stronger In campaigns.

Deux jours avant le référendum, A. et son groupe de militants avaient organisé une campagne « coup de tonnerre » (« *thunderclap campaign* ») qui consistait à envoyer un maximum de messages par le biais des messageries des réseaux sociaux avec le soutien de personnalités britanniques comme l'actrice et humoriste Eddie Izzard. Malgré le succès de cette campagne cela n'a pas empêché la victoire du camp *Leave*. Néanmoins, A. l'a perçue de manière optimiste car pour lui cette campagne a forcément marqué les esprits des *remainers*.³⁴

Par ailleurs, A. mentionne les tensions avec le Parti travailliste dont il est membre depuis 1979. En effet, il raconte un épisode fâcheux, où des partisans avaient installé un stand rival lors d'une journée d'action, rendant ainsi la campagne ambiguë et contradictoire. *A contrario*, les libéraux-démocrates ainsi que les conservateurs, notamment les députés Vicky Ford et Alan Haselhurst, s'étaient montrés très collaboratifs :

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

A: The Lib Dems were very collaborative and there were TORIES who were very collaborative. We got the support of Alan Haselhurst who was the – SIR Alan Haselhurst – who was the local MP, we had Vicky Ford, who's now a junior minister, who was a VOCIFEROUS, STRONG advocate of the European Union.³⁵

Encore lésé par les résultats du référendum, A. a donc décidé de rejoindre LfE lorsqu'il a emménagé à Liverpool.

Pour conclure, il convient de souligner qu'une des hypothèses de cette thèse mérite d'être nuancée : certains individus se sont mobilisés avant et pendant le référendum. Cependant, ceux qui se sont engagés avaient tous une expérience du militantisme : T. et A. avaient milité pour le désarmement nucléaire et O. est membre du EM depuis 2004. Notons également que les militants pro-européens qui s'étaient engagés durant la campagne référendaire avaient identifié les signes avant-coureurs d'un déséquilibre entre les idéaux véhiculés par le camp *Remain* et l'organisation même de la campagne. Rester dans l'UE pour assurer un avenir aux générations futures et la préservation des droits garantis par la Charte des droits fondamentaux de l'UE faisaient partie des motivations principales. Or, cela n'a été suffisant pour mobiliser les populations concernées : les jeunes et les partisans du Parti travailliste, sans mentionner les minorités. L'échec de la campagne *Remain* peut-il s'expliquer par l'incapacité de Stronger In à diffuser la rhétorique pro-européenne ? Avant de répondre à cette question, la campagne post-référendum constituera l'objet de la partie suivante. Les événements organisés par LfE permettront de mettre en perspective la contribution du groupe au sein de la campagne supervisée par PV.

1.2 Post référendum

La victoire du camp *Leave* a débouché sur la création d'une myriade de groupes pro-européens. Répertoire les activités de campagne de tous les groupes locaux relève d'une tâche extrêmement chronophage. L'amateurisme du mouvement *grassroots* rend l'accès aux ressources difficile et peu fiable. En effet, la majorité des informations mises à disposition repose sur des Tweet ou des posts Facebook, reflétant ainsi une vision partielle du mouvement. De plus, s'entretenir avec tous les groupes demande un travail de terrain colossal qui s'étalerait

³⁵ *Ibid.*

sur plusieurs années. Par conséquent, l'approche microsociologique est un moyen fiable pour donner une interprétation du mouvement pro-européen.

LfE s'est rapidement formé : le groupe a immédiatement créé un groupe de discussion sur la messagerie instantanée WhatsApp, ouvert un compte Twitter, une page Facebook (publique) et un groupe Facebook (fermé).³⁶ Ces outils ont permis au groupe de se construire par le biais de la diffusion des événements anti-Brexit : « We started putting a message out on Facebook that, you know, we could organise and start building a group. »³⁷

En effet, LfE a dû créer une identité, une image, un logo et un style en partant de zéro :

P: WhatsApp is the main messaging platform for a small group and you have conversations on Facebook groups, so we had to build our Facebook group, build an image around that, so communicate with other groups around the country to see what kind of branding we had to go for, how to organise all that, build up a logo, yeah, get [...] build an identity – you have to build an identity from scratch.³⁸

Néanmoins, cette étude de cas rend compte de la dimension militante de la mobilisation anti-Brexit. C'est pour cette raison que seulement les activités de campagne organisées par LfE ont été recensées, laissant ainsi de côté celles auxquelles le groupe a participé.

Le pouvoir de diffusion d'Internet et des réseaux sociaux est incomparable lorsqu'on le compare à un stand de rue ou à une journée de porte-à-porte. Internet ne connaît aucune frontière géographique, aucune barrière temporelle, spatiale ou encore financière.³⁹ Le groupe Facebook fermé de LfE recense tous les événements organisés depuis sa création en 2016 à mars 2022. Les activités de campagne ont été répertoriées dans un tableau (annexe 3.24) qui contient les informations suivantes :

- Date de l'évènement ;
- Nom de l'évènement tel qu'il apparaît sur la page ;
- Nom de l'organisateur ;

³⁶ En 2022 le groupe fermé comptait 1200 abonnés et la page 10 000. – Summer Harlow, « Social Media and Social Movements: Facebook and an Online Guatemalan Justice Movement That Moved Offline. » *New Media & Society*, vol. 14, no. 2, Mar. 2012, pp. 225–243.

³⁷ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Summer Harlow, *art. cit.*

- Nombre de participants et le nombre d'invités ;
- Lieu, l'heure, la durée ;
- Informations supplémentaires à propos de l'évènement.

Le groupe Facebook fermé indique les conditions dans lesquelles se déroule l'évènement (heure, lieu/accès, durée, conditions, prix), ce qui peut faciliter la participation mais aussi avoir un effet « anesthésiant » dû à une surexposition constante d'informations sur les réseaux sociaux.

Cette thèse n'a pas pour intention d'analyser l'impact positif ou négatif des réseaux sociaux sur le militantisme. Néanmoins certains points peuvent être élaborés pour l'intérêt de ce chapitre. Kidd et McIntosh perçoivent les militants en ligne selon trois catégories : les utilisateurs optimistes (*techno-optimism*), les utilisateurs pessimistes (*techno-pessimism*) et les utilisateurs ambivalents (*techno-ambivalence*).⁴⁰

Lors des entretiens avec les militants, la question du moyen de diffusion le plus puissant a été abordée. On observe que les réponses des pro-européens sont très nuancées et peuvent être regroupées dans les trois catégories proposées par Kidd et McIntosh. Brenda Ashton souligne le pouvoir des réseaux sociaux de rassembler les militants. Par ailleurs, P. fait remarquer que les réseaux sociaux permettent une meilleure communication car la diffusion de posts ou d'évènements pro-européens s'adresse à un public enclin et prédisposé. *A contrario*, lorsque les militants veulent entamer une conversation lors des stands de rue, ils peuvent être méfiants d'aborder des problématiques politiques. Ces derniers n'étaient jamais sûrs si la personne qui s'arrête est pour ou contre l'Europe, ce qui peut rendre la situation inconfortable et moins fluide qu'en ligne :

P : [...] social media is easier in a way because you know that people are there because they're interested in THAT conversation, it happens through a certain channel. In the street, you never really know who's gonna WANT to be involved, whether they WANT to be involved, whether they voted one way or another. I think that's kind of what I was saying earlier, you're SUSPICIOUS of each other, you're very suspicious of each other, you don't necessary want to bring up politics, is a difficult topic to approach, you don't want to start a POLITICAL conversation, because, you know let's not get too political' [...]⁴¹

⁴⁰ Dustin Kidd et Keith McIntosh, « Social Media and Social Movements ». *Sociology Compass*, n°. 10, 2016, pp. 785– 794.

⁴¹ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

Pour Brenda Ashton, les messageries instantanées et les réseaux sociaux sont d'excellents moyens pour communiquer des informations essentielles au bon déroulement de la campagne. Nombreux sont les membres qui partagent leur militantisme avec une activité professionnelle et une vie de famille. L'accès à l'information par le biais des réseaux sociaux est considéré comme un moyen fiable et efficace pour diffuser les événements pro-européens et maintenir la participation:

BA: We're all remote, we're not in one building and I have to say social media, I didn't really use before, but it is a powerful tool in any ways ad it's a good tool of communication for us. We use Messenger, we use WhatsApp, we use Gmail, we meet once a month, more than once a month, you know, we have meetings in between, and see each other every Saturday in the streets, you know, we meet every Saturday. People who are working 9 to 5 sometimes I don't how they do it because they've got their jobs, their families, etc. It's our cause, it's a movement, and it's a cause and apparently half a million strong now.⁴²

T. (OB) va dans le même sens que Brenda Ashton : les réseaux sociaux permettent de toucher un plus grand nombre de partisans et donc favorisent la diffusion du message de campagne. Pour lui, Facebook et Twitter sont également de puissants outils pour entrer en contact avec les médias traditionnels (presse, radio, télévision) et les élus :

T: I would say... the MOST powerful, I mean Twitter is very powerful for engaging with politicians and also with the press and broadcast media. I suppose there are so many different ways to put the message across: Twitter, Facebook is also very good, opinion editorials, pieces that we draft for politicians to sign off which appear in various newspapers or on online portals, then of course engaging with people face to face is of course also very important... so many different important ways specifically on the media I would... guess, I mean I don't know for sure, but I would guess that probably through social media, probably through Twitter, I think our Twitter account has almost 90,000 followers now, I mean it's a very, very easy way, if you like for us to get our message across very quickly.⁴³

Kidd et McIntosh confirment ce raisonnement lorsqu'ils font référence aux utilisateurs optimistes pour qui les réseaux sociaux ont généré la diversification des sources d'information.⁴⁴

⁴² Entretien avec Ashton, Brenda, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

⁴³ Entretien avec T., *Open Britain*, 25 juillet 2018.

⁴⁴ Dustin Kidd et Keith McIntosh, *art. cit.*

Cependant, les utilisateurs ambivalents comme V., étaient plus frileux.⁴⁵ La présidente du groupe The European Movement in Scotland (EMIS) admettait que les réseaux sociaux occupaient une place fondamentale dans la campagne mais qu'ils n'en demeuraient pas moins un moyen de communication s'adressant à un type de public militant : « I tend to do mostly Facebook, I honestly don't know... it's a mixture. You reach different people. But social media are absolutely crucial, absolutely fundamental. »⁴⁶

Cet argument était soutenu par H. de The European Movement UK, qui préférait maintenir une relative distance avec les réseaux sociaux et insistait sur le fait que la campagne devait essentiellement se dérouler sur le terrain : « We certainly wouldn't want to just depend solely upon social media, which is why it's important for us to have people who go out and talk to people in the streets and that kind of thing as well. »⁴⁷

Pour d'autres comme E. de OBS, l'utilisation des réseaux sociaux comme moyen de communication demeurait complexe notamment dû à l'écart générationnel et la difficulté de prise en main : « To be honest social media aren't really my generation, but we have a go at it and I'm not quite sure how effective it's been... what was more effective. »⁴⁸

Pour finir, les utilisateurs pessimistes comme S. de BfE considéraient Facebook comme un outil contre-productif car c'est une plateforme où les individus peuvent s'exprimer librement. Par conséquent, il a pu arriver que les pro-Brexiteers s'adonnent à de vives critiques envers les défenseurs de la cause européenne: « Facebook is not brilliant because people can be quite abusive on Facebook and they can be trolling and it's not necessarily supportive. »⁴⁹

Par ailleurs, E. de Stockport for Europe, reprenait un argument souvent mentionné lors des entretiens : celui du phénomène de « caisse de résonance » (*echo-chamber*). En effet, même si cela n'a empêché en rien la mobilisation de pro-européens, cela a pu être un frein à la diffusion du message pro-européen vers le public eurosceptique.⁵⁰

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Entretien avec V., *The European Movement in Scotland*, 11 juillet 2018.

⁴⁷ Entretien avec H., *The European Movement*, 29 février 2018.

⁴⁸ Entretien avec E., *Open Britain Somerset*, 14 février 2019.

⁴⁹ Entretien avec S., *Britain for Europe*, 22 août 2018.

⁵⁰ « As for the Twitter account, Facebook page, it can be... I think they're important, but it can be a bit of an echo-chamber... » - Entretien avec E., *Stockport for Europe*, 9 juillet 2018.

En 2018 Brenda Ashton rejoignait E. sur cet aspect des réseaux sociaux. Le contenu du fil d'actualité sur Facebook est composé de posts auxquels une personne adhère, ce qui ne permet pas de confrontation avec opinions opposées : « There're always things coming in via Facebook. It can become like the echo-chamber, can't it? You know, you're just reading what you agree with. »⁵¹

Enfin, Femi Oluwole du groupe OFOC, qui s'est beaucoup servi des réseaux sociaux pour la campagne du groupe, admettait également que Facebook filtre les posts allant à l'encontre des croyances que chacun défend : « Facebook is a massive echo-chamber. Even Twitter can be like that but I think Facebook is worse. »⁵²

Pour conclure, les réseaux sociaux sont perçus comme des outils efficaces pour leur puissant pouvoir de diffusion mais augmentent-ils pour autant la participation ? On remarque que la participation est restée néanmoins discrète : peu de militants ont répondu présents aux évènements proposés par LfE (habituellement moins de 10, parfois au-delà pour les évènements de grande envergure comme les marches anti-Brexit à Londres).

Cependant, le nombre de participants indiqué présente une marge d'erreur : s'engager à participer sur le groupe en cliquant sur « je participe » n'est pas gage d'une participation physique. Cela fait écho à la thèse défendue par Oegema et Klandermans dont il est fait référence plus haut (1.2 Participation) Les auteurs établissent une distinction entre la volonté de participer et le passage à l'action⁵³ : il est tout à fait possible qu'un militant ait répondu positivement à l'évènement mais ne s'y est finalement pas rendu et inversement, certains ont peut-être participé spontanément sans nécessairement l'avoir signalé au préalable sur la page du groupe.

Cet argument est étayé par Kidd et McIntosh, qui soulignent l'effet pervers du « clic » qui restreint la participation à « aimer » ou « poster » du contenu.⁵⁴ Dans les deux cas cette information reste impossible à vérifier. Il aurait fallu que je sois présente à chacun des évènements ou bien que LfE recense la participation.

⁵¹ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

⁵² Oluwole, Femi, *OFOC*, 25 juin 2019.

⁵³ Oegema et Bert Klandermans, *art. cit.*

⁵⁴ Dustin Kidd et Keith McIntosh, *art. cit.*

La participation a fluctué en fonction des phases ascendantes ou descendantes de la mobilisation. La majorité des activités organisées par LfE est gratuite et ouverte à tous. Certains évènements ont un nombre de places limité et requièrent la réservation de billets. Dans notre entretien, P. décrit de manière exhaustive le cheminement des actions entreprises par le groupe. LfE a commencé avec les stands de rue et la tenue de sondages d'opinion spontanés grâce aux Brexitometers. Bien que la militante n'ait pas pu participer au démarrage de la campagne car elle devait s'occuper de son jeune fils, elle a néanmoins veillé à relayer les informations relatives aux évènements via les réseaux sociaux. Puis, P. explique que progressivement LfE a commencé à organiser des marches pro-européennes et avait mis en place un système de transport par bus pour que tous les membres du groupe puissent y assister.

P: ... [Q]uite quickly we realised we had to do street stalls on [...] put a table, or no table, have a placard so that the message would be clear. Then, people invented the Brexitometer– so, you put a question and you ask people to put their opinion on the board and you build a picture from that. I didn't join any, I couldn't personally get down on the street to join them, but I made sure the message would be relayed, so at such date, go to such place, go see the join in, you know, that kind of thing. And then, we started organising the MARCHES, so that was an interesting one as well, just drum up interest, fill the buses, the coaches, get one coach from Liverpool to London, two coaches, you know, get more people involved, get up early in the morning, there's a coach leaving city centre, dead early on a Saturday morning, driving down to London to come back, and we're organising the coaches for you, but you've gotta be in, you know, we've gotta build the numbers, gotta go.⁵⁵

On observe que le nombre d'activités militantes organisées par LfE correspond aux phases ascendantes et descendantes de Tarrow : en 2017 LfE avait organisé 36 évènements, 39 en 2018, 50 en 2019, 7 en 2020, 3 en 2021 et enfin aucun en 2022. 2018 et 2019 ont été les deux années les plus actives du groupe et correspondent au point culminant de la campagne pro-européenne, notamment avec la campagne pour un vote sur l'accord dirigée par PV.⁵⁶ Une pléthore d'évènements anti-Brexit a été organisée en suivant l'agenda politique du Royaume-Uni. Il est possible de les classer en cinq catégories:

- Évènements militants : journées d'action, distribution de tracts, collecte de signatures, marches, stands de rue, porte-à-porte, sondages, manifestations, rallyes ;

⁵⁵ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

⁵⁶ La campagne menée par PV sera développée plus en détail dans la section suivante (III. 2 Réseau(x)).

- Évènements politiques : débats, campagnes électorales ;
- Évènements sociaux : rencontre avec les membres, forums de discussions, célébrations;
- Évènements informatifs : formations, conférences, réunions ;
- Évènements récréatifs : repas, pots.

D'un part, on remarque que LfE a tenté de résoudre les problématiques centrales de la campagne (absence de jeune, conversion des *soft-leavers*) en mettant en place des stands de rue et des journées d'action. De plus, les militants se sont également mobilisés dans des zones pro-*Leave* comme à Ormskirk ou Eastham à deux reprises. Les évènements Facebook encourageaient la mise en place de stands de rue ainsi que la distribution de tracts dans ces circonscriptions afin de soutenir le mouvement *remain* comme l'illustrent ces extraits :

We've been asked by one of our members to go to Ormskirk and will be near the weekly market. W Lancs voted leave by 55.3% to 44.7% on a 74% turnout so this will be a challenging experience. However, there will, hopefully, be students from Edge Hill Uni. All hands on deck!⁵⁷

Come and join us as we leaflet in the constituency that has moved most from Leave to Remain in the past three years. Give the people of Walton the opportunity to show their support for Remain.⁵⁸

Let's hone in on Eastham. A ward that voted Leave in the referendum yet is a Lib Dem stronghold on the council. We want to get voters over the line to Remain in a future vote. Come and help us out!⁵⁹

D'autre part, la participation des jeunes a représenté un enjeu important durant toute la campagne. À plusieurs reprises, LfE a consacré sa campagne à encourager les jeunes à se rendre aux urnes pour les élections du maire de Liverpool en 2017 et les élections législatives de 2019. Les militants du groupe se sont rendus directement sur le campus universitaire :

We have a stall at the University on Thursday with thousands of Voter Registration leaflets to distribute to students. Whatever happens in the next few months, it's vital that we encourage young people to vote. Their vote would make all the difference to remain plus it is their future we have been campaigning to save all these months. If you could spare even half an hour to

⁵⁷ Liverpool for Europe (groupe fermé), « Ormskirk leafleting. Come and join us! », *Facebook*, 25 novembre 2017.

⁵⁸ Liverpool for Europe (groupe fermé), « Leafleting in the North End », *Facebook*, 10 juillet 2019.

⁵⁹ Liverpool for Europe (groupe fermé), « Leafleting in Eastham », *Facebook*, 12 juillet 2019.

distribute leaflets, please come along to help. We'll also have t-shirts, badges, flags and poles for sale.⁶⁰

De plus, durant les entretiens Brenda Ashton et A. précisent que LfE est également intervenu dans les lycées. Pendant l'été 2019, LfE et Chester for Europe avaient entrepris une série de présentations dans les écoles de la région visant à promouvoir l'Europe et à encourager le débat sous un format de questions/réponses :

Brenda to speak with Joel [J.] and Chiara [C.] from Chester for Europe at an English language school in Chester on 30th July at 5.00 pm to 13 Italian students with their teachers. The students are on an EU-funded project and have to research Brexit. It'll be informal and have a Q/A format with a ppt presentation. It would be good to have some LfE members there. They think the UK is pro-Brexit!

On Friday 5th July, Brenda, Olivier and Malcolm [H.] are speaking at St Anselm's in Oxtou to 90 VIth form boys. If this is successful, it will form an entree [sic] into at least two other secondary schools on Merseyside.⁶¹

La présentation PowerPoint destinée à la Language School de Chester contenait les points suivants : les résultats du référendum, une vue d'ensemble des négociations entre 2016 et 2019, la situation actuelle sur l'immigration, une sensibilisation aux trois millions de ressortissants européens et au processus lié à la demande de statut de résident, les objectifs de la campagne (« Revoke Article 50, People's Vote, Remain, REUnite »), l'état des réseaux national et international, la couverture médiatique, les valeurs de LfE et enfin les coordonnées des organisateurs (email, Facebook et Twitter). Les visites dans les lycées ayant été un succès, LfE avait décidé de renouveler l'expérience en août 2019. Les élèves de l'équivalent des classes de première (year 12/lower sixth) et terminale (year 13/upper sixth) semblaient réceptifs aux présentations de LfE sur le Brexit et l'UE. Le groupe en a déduit qu'il fallait cibler les lycées où il était possible de choisir des matières comme l'histoire, les sciences politiques et les langues vivantes pour l'examen du A-Level :

Harvey [M.] – a twitter follower and VI former from St Anselm's we need to keep warm.
School visits were a success – we need to do more of those presentations about the EU and Brexit, especially in schools with VI forms offering history / politics / languages A levels.
Sue is going to contact someone she knows who works at SFX.
Andrew suggested a VI formers' event – would have to be before 31st Oct.⁶²

⁶⁰ Liverpool for Europe (groupe fermé), « University Farmers' Market Stall », *Facebook*, 10 octobre 2019

⁶¹ Liverpool for Europe, « Meeting Minutes », 3 juillet 2019.

⁶² Liverpool for Europe, « Meeting Minutes », 14 août 2019.

Bien que LfE n'ait pas réussi à recruter un électorat jeune, la sensibilisation dans les établissements scolaires démontre les efforts de stratégie du groupe et souligne sa capacité à vouloir agir sur le long terme en informant les jeunes des conséquences du Brexit.

En septembre 2018 s'est tenu le congrès du Parti travailliste dans la ville de Liverpool. En parallèle, le groupe LfE avait organisé deux événements pro-européens : une marche et une conférence. La grande marche anti-Brexit, « March for the Many (2018) »⁶³ coordonnée par People's Vote, avait rassemblé plusieurs milliers de manifestants selon le journal local *Echo*.⁶⁴ À la fin de la marche, les militants se sont tenus devant une grande scène sur la jetée (*Pier head*) où plusieurs personnalités politiques avaient pris la parole et insistaient sur l'importance de faire partie de l'UE. Le soir, LfE avait également organisé une conférence appelée « *Liverpool Brexit Free Zone* » où universitaires et politiciens avaient débattu et informé les participants de l'avancée des négociations.⁶⁵

Les donations d'autres groupes pro-européens avaient permis de financer cette conférence, illustrant ainsi la force et la dimension solidaire du réseaux anti-Brexit. Par ailleurs, on remarquera la contribution de Labour Against Brexit, une faction militante du Parti travailliste.

MP: How did you collect the money for the fringe event?

BA: I did it through Liverpool for Europe Facebook, 48%, Labour Against Brexit and places where I have friends like Branston and Hull for Europe, Leeds for Europe, Bristol for Europe, you know where I've had European movement Merseyside. I really had to get going towards the end to push people. So, we raised the money, we've got it.⁶⁶

Le panel était constitué de Lord Adonis, Prof. Michael Dougan, Eddie Izzard, Dr Mike Galsworthy, les députées travaillistes Dame Louise Ellman (1997-2019, Liverpool Riverside), Alison McGovern (2010- Wirral South), Luciana Berger (2010-2019, Liverpool Wavetree), Joe

⁶³ European Movement UK, « People's Vote March for the Many », *Facebook*, 23 septembre 2018, <<https://www.facebook.com/events/294729177972994/?ref=newsfeed>>, consulté le 11 août 2022.

⁶⁴ Jenny Kirkham, « Thousands of People's Vote marchers shut down Liverpool city centre in show of anti-Brexit feeling », *Echo*, 23 septembre 2018, <<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/thousands-peoples-vote-marchers-shut-15189723>>, consulté le 11 août 2022.

⁶⁵ « .. the type of our fringe event is Liverpool Brexit Free Zone, that's the title, that's what it's called. So, you should come over! There's only 90 tickets and I'll keep your ticket and Chuka Umunna is going at that and two other Labour MPs and MEP, the mayor of Liverpool and we're trying to get some different press some different unions. » - Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

⁶⁶ *Ibid.*

Anderson (ancien maire de Liverpool). La conférence avait pour objectif d'exposer l'impact du Brexit sur la ville de Liverpool : « What's Brexit gonna do to us? And HOW we fight against it? In the event that the conservatives get their way and we crash out with no deal. »⁶⁷

Ce moment d'échange a permis aux militants de poser des questions sur le futur de la campagne *remain* et décider de la marche à suivre. Par ailleurs, LfE s'est également rendu aux marches nationales qui se tenaient à Londres en mettant en place des bus et la vente de billets (annexe 3. 25). Ce faisant, les militants du groupe ont pu rejoindre l'évènement sous les couleurs de LfE, créant ainsi une connexion entre le niveau local au niveau national.⁶⁸

Pour conclure, LfE a organisé de nombreuses journées d'action pour soutenir la campagne PV. Ces évènements avaient trois objectifs principaux : diffuser le message de campagne pour un vote sur l'accord, collecter des signatures pour les pétitions et promouvoir les marches organisées par le groupe. Il s'agissait de recruter de nouveaux membres au niveau local pour que ces derniers rejoignent les grandes marches nationales. De plus, PV donnait des objectifs à atteindre dans certaines circonscriptions comme lors des évènements décisifs (« *crunch time!* ») où LfE devait interroger un nombre de personnes pour des sondages :

This is crunch time! We have been writing to MPs and visiting them to persuade them to support a People's Vote. People's Vote London have given us two wards to target for data collection on the People's Vote. We need to collect 300 completed residents' surveys by 26 November so it's vital to have boots on the ground. We can't do it without you! We need ALL our supporters on The Wirral out on Saturday. Come and join us on Saturday from 10.00 till 4.00. If you can't come on Saturday but are willing to go out another time, let us know. We will be knocking on doors, dropping surveys and collecting them from 10.00 to 1.00 then working outside the shops in Pensby. We need you even if you can only do half an hour.⁶⁹

Dans un esprit de collaboration avec PV et d'autres groupes pro-européens de la région, LfE a organisé des évènements de nature variée entre 2018 et 2019. Malgré le caractère amateur du groupe et le manque d'expérience de certains membres, LfE est tout de même parvenu à collecter les fonds nécessaires pour la mise en œuvre de leur propre évènement lors du congrès du Parti travailliste en 2018. Le lobbying mis en place par le groupe a résulté dans un rapport

⁶⁷ Intervention de S. durant la conférence « Liverpool Brexit Free Zone » (vidéo privée prise par l'auteur), 24 septembre 2018, consultable à cette adresse : <<https://youtu.be/2M-Hmgm2Xfg>>

⁶⁸ Cette dimension sera développée plus en détail dans la section suivante III.2 (Réseaux).

⁶⁹ Liverpool for Europe (groupe fermé), « Crunch Time! Call to All Supporters. The Wirral », *Facebook*, 17 novembre 2018.

positif avec les élus locaux et les universitaires qui ont soutenu, informé et défendu les militants de LfE sur la scène politique et médiatique :

BA: [T]he way we wanted to do this is work through our pro-EU remain MPs and through changing the public's mind, people on the streets. That's the strategy, so the strategy, the objective is to remain in the EU, is definitely to remain in the EU and the strategy, the process by which we decided and agreed to do it was to encourage and enable our pro-EU MPs and to get the others to put their heads above the parapet and to persuade the public and that's why we're out on the streets campaigning every weekend.⁷⁰

Il est opportun cependant de souligner que Liverpool est un bastion travailliste depuis la fin des années 1980, et par conséquent ces élus étaient plus enclins à soutenir la campagne pour un vote sur l'accord en 2018/2019. Ce en fut pas le cas pour les groupes où les deux partis se partagent les circonscriptions. E. de Stockport for Europe exprimait sa déception face à la difficulté à convaincre une députée conservatrice qui avait voté pour rester dans l'UE mais qui ne soutenait pas la campagne PV. Cette dernière, comme de nombreux Britanniques, avait accepté les résultats du référendum :

E: We also lobby our MPs so we write to them; we recently, Stockport for Europe, four of us had a meeting with our MP who is a Tory and party-line, she voted Remain in the referendum but now she has "to respect the will of the people", so we went to see her, it took a while actually because at first she was refusing to meet me but she eventually agreed and so we shared our concerns, three of the people with me are working, one has their own business and the other two work in the pharmaceutical industry and another one is involved with developing mammography machines. They were expressing their concerns from a business point of view, and I expressed my concerns for the general human being point of view with the loss of freedom of movement, loss of rights, that kind of things and she was very ... Our objective was to ask her, although we knew we wouldn't get to it, to support a People's Vote. Obviously, we didn't get anywhere, we weren't expecting to, but we made our point so there you go. We've written a follow up letter now, so we'll see what happens.⁷¹

Cette section a mis en lumière l'importance de l'environnement dans lequel un groupe milite. LfE a grandement bénéficié d'un soutien infailible venant de personnes extérieures : élus locaux, personnalités publiques, universitaires. Néanmoins, la capacité de résistance de LfE face aux aléas politiques et sociaux reste fragile.

⁷⁰ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 11 juillet 2018.

⁷¹ Entretien avec E., *Stockport for Europe*, 6 juillet 2018.

1.3 *Évolution(s)*

La phase descendante du mouvement a commencé à la fin de 2019. Les enjeux politiques et sociaux ont rajouté une difficulté supplémentaire pour les groupes de campagne locaux qui comme LfE militaient sans relâche pour obtenir un vote sur l'accord et éviter un « no deal ».

Sensibles à l'environnement qui les entoure, les groupes locaux à l'organisation et à la structure parfois instables ont été vulnérables aux changements allant à l'encontre de leurs objectifs. En effet, la deuxième moitié des années 2019 et 2020 ont enregistré des défis politiques de taille : élections locales, élections au Parlement européen, élections législatives, la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, l'élection de Keir Starmer comme nouveau dirigeant du Parti travailliste et enfin la pandémie.

Optimiste, Brenda Ashton croyait au succès de la campagne PV. En effet, elle ne pensait pas qu'en 2019 elle serait toujours en train de militer pour promouvoir l'Europe. De plus, il était totalement inattendu que le Royaume-Uni présente des candidats pour les élections européennes presque trois ans après le vote du Brexit. Les négociations avec Bruxelles n'ayant toujours pas abouti, les députés européens britanniques ont ainsi pu se (re)présenter. Les difficultés du Parti conservateur de Theresa May à faire passer un accord ont eu un effet positif sur les partis défenseurs de l'UE.

Dans notre deuxième entretien du 14 juin 2019, Brenda Ashton et moi-même faisons le point sur l'évolution de LfE ainsi que sur les élections locales et européennes qui venaient de s'achever. Brenda Ashton expliquait alors que LfE souhaitait accroître le nombre d'adhérents et comptait continuer sur le même fonctionnement. Les résultats des élections locales et européennes favorables à l'élection de députés pro-*remain* ont encouragé le groupe à garder la même ligne de campagne.⁷² Or, la militante ajoutait que pour des raisons d'ordre financier LfE avait pris la décision de faire campagne indépendamment de PV :

BA: [I]f you joined an official electioneering campaign you had to be very careful about money, but also we felt – and this is with People's Vote, so this is one of the main, you know, the overall national organisation, People's Vote, with Andrew Adonis – and so we didn't join them, we

⁷² « [W]e've been continuing with the tactics that we've always had, street stalls, leafletting, talking to people and trying to increase our membership, trying to TURN people and we put a BIG effort into the European elections, of course, because we DIDN'T KNOW we would be at THAT STAGE. » - Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 14 juin 2019.

decided to do our own thing, was just to do a generic vote remain and as far as the North West is concerned, it's worked in terms of the remain, the remain pro-EU MEPs that had been elected in a different format, 'cause we [...] before we had four [...] sorry, before we had three Labour pro-EU.

[...]

MPs, MEPs, one Conservative and now we've got TWO Labour, TWO Lib Dem and ONE Green. So, you can see how it's SHIFTED, as far as the [...] the make-up is concerned. And this has to do with the dissatisfaction with the Labour Party and Jeremy Corbyn, basically.⁷³

Par ailleurs, Brenda Ashton convenait de la faible influence des groupes locaux sur les intentions de vote, et plus généralement sur la politique britannique. Néanmoins, LfE s'est montré résilient en continuant à faire campagne en se concentrant sur la région nord-ouest :

BA: So, we've continued doing what we always do in our micro fashion, but we have been affected by what's been happening obviously in Parliament, BUT we had the elections. I mean, we didn't expect to still be in the EU, even though tangentially, we haven't got any influence, you know [...]⁷⁴

Les élections locales et européennes de 2019 avaient provoqué un regain d'optimisme chez les pro-européens. En Angleterre, les élections du 2 mai 2019 ont été placées sous le signe de l'Europe avec l'impressionnante progression des libéraux-démocrates. Le parti qui soutenait ardemment la révocation de l'Article 50 et un second référendum, avait gagné plus de 700 nouveaux conseillers municipaux alors que les travaillistes et les conservateurs en perdaient respectivement 84 et 1330.

De plus, les résultats prometteurs des élections au Parlement européen avaient conforté les *remainers* que la campagne était en bonne route : le nombre de voix en faveur des partis qui soutenaient la cause pro-européenne était nettement supérieur à celui pour le Brexit Party, arrivé pourtant en première position avec 31,6 %. Les libéraux-démocrates qui avaient tenu une ligne claire et radicale sur la révocation de l'Article 50 avait obtenu 20,3 % des voix, les plaçant ainsi en deuxième position devant les travaillistes (14,1 %) et le Green Party (12,09 %).⁷⁵ Les partis pro-européens étaient ceux qui avaient obtenu le plus de sièges : +13,4 % pour les libéraux-démocrates et +4,23 % pour le Green Party. *A contrario*, les travaillistes et les conservateurs perdaient une part de leur électorat (respectivement -11,3 % et -14,84 %). Les élections

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ BBC News, « European Election 2019: UK results in maps and charts », *BBC News*, 27 mai 2019, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-48403131>>, consulté le 11 août 2022.

européennes ont traduit un changement au niveau du comportement électoral au Royaume-Uni. On observe alors que les électeurs se sont détachés du système politique bipartite dominé par le Parti conservateur et le Parti travailliste. En effet, les élections européennes qui fonctionnent selon le scrutin proportionnel ont précédemment enregistré une préférence pour le UKIP mais aussi pour le Green Party. Or, ce désalignement politique n'a pas duré. « *Get Brexit Done* », le slogan probant choisi par la campagne de Boris Johnson, a permis la victoire du parti lors des élections législatives du mois de décembre 2019. Les groupes locaux avaient pourtant mis en place la stratégie du vote tactique notamment avec UTR (*Unite to Remain*), une stratégie qui n'a pas porté ses fruits.

La collaboration avec la sphère politique et l'influence des militants sur l'électorat pour l'élection du Premier ministre en 2019 a présenté des limites. Les divergences sous-jacentes entre les niveaux micro et macro sont devenues visibles. UTR, fondé par l'ancienne députée conservatrice Heidi Allen, avait pour objectif de former une alliance avec Plaid Cymru, les libéraux-démocrates et le Green Party afin d'éviter la victoire du Parti conservateur. Pour ce faire, UTR avait mis en place un vote tactique sur 60 sièges en Angleterre et au pays de Galles dans le but de placer un élu pro-européen par siège (43 pour les libéraux-démocrates, 10 pour le Green Party et 7 pour Plaid Cymru).

Cependant, cette stratégie pouvait mettre en péril les sièges de certains députés et pouvait favoriser l'élection de députés conservateurs.⁷⁶ En effet, le vote tactique avait alarmé les militants pro-européens. Sceptiques, ces derniers voyaient cette stratégie comme un obstacle supplémentaire à la campagne *Remain*. Les réponses au questionnaire en ligne confirment cette méfiance avec une majorité de militants qui était d'avis que le vote tactique n'était pas une stratégie efficace. Parmi les 60 sièges visés par UTR, certains étaient disputés (*marginal seats*) par des députés travaillistes pro-européens.⁷⁷ Les libéraux-démocrates se sont défendus en répondant que Jeremy Corbyn ne s'était toujours pas positionné sur un vote sur l'accord et que le parti avait refusé à rejoindre l'alliance UTR. De plus, le groupe national anti-Brexit Best for Britain avait lui aussi élaboré sa propre stratégie pour empêcher la victoire du Parti conservateur

⁷⁶ Alan Payne, « The 'Remain alliance' could accidentally help Boris Johnson win a majority and force through Brexit », *Business Insider France*, 9 November 2019, < <https://www.businessinsider.fr/us/anti-brexit-campaigners-fear-remain-pact-helps-boris-johnson-win-2019-11>>, consulté le 14 août 2022.

⁷⁷ *Ibid.*

sur plus de 158 sièges. On remarque donc une décentralisation de la campagne qui commençait à prendre plusieurs directions.

Par ailleurs, l'élection de Keir Starmer comme nouveau leader du Parti travailliste avait provoqué un regain d'espoir pour les *remainers* qui espéraient que ce dernier soutiendrait la cause européenne pour les élections législatives de 2024. Or, le 10 janvier 2021, quelques semaines avant la sortie effective du Royaume-Uni, Keir Starmer excluait totalement la possibilité de faire campagne pour rejoindre l'UE pour les élections législatives de 2024. Enfin pour finir, la crise sanitaire a non seulement mis un terme à la progression de la campagne, mais a également conduit à une réévaluation des objectifs. Il s'agissait désormais de tenir le gouvernement conservateur de Boris Johnson responsable de la mauvaise gestion de la pandémie.

III. 2 Réseau(x)

Le réseau du mouvement européen est vaste et s'étend sur quatre niveaux : local, régional, national et international. Bien que la majorité des groupes opère de manière traditionnelle, c'est-à-dire sous la forme physique, certains se sont établis de manière numérique, par le biais des réseaux sociaux. En effet, certains groupes pro-européens n'ont pas milité physiquement (réunions, stands de rue, distribution de tracts, porte-à-porte etc.) mais ont existé uniquement en ligne. Leurs actions étaient, par conséquent, principalement axées sur deux stratégies : le partage et la création de contenus destinés à promouvoir l'Europe et à démentir les mythes et mensonges véhiculés par la campagne *Leave* et les eurosceptiques. Parmi les groupes avec lesquels j'ai pu m'entretenir, Why Europe?, situé en Allemagne, n'existait que par le biais des réseaux sociaux :

MP: What are Why Europe?'s main objectives?

N: Well, we're trying to reach people who are either already Eurosceptics or might become Eurosceptics. People who are already critical of the EU and we're trying to show them what the EU does for them sometimes provide them to give their views and engage in a debate.

MP: How do you approach these people?

N: All on online, through Facebook posts and Twitter and Instagram as well. It's all on social media.⁷⁸

Par ailleurs, les groupes locaux et les groupes nationaux ont tenté de faire fructifier la campagne *Remain* en créant une dynamique axée sur la collaboration et l'entraide. Le principe reposait alors sur la participation des groupes nationaux à fournir des ressources aux groupes locaux (pétitions, infrastructures, financement, promotion des pages sur les réseaux sociaux, tracts, autocollants, badges etc.) et en contrepartie, les groupes locaux faisaient remonter les informations obtenues sur le terrain (intentions de votes, opinion, attentes et inquiétudes liées aux négociations etc.). Ce système avait été pensé pour orienter la campagne de la manière la plus efficace possible, en mettant l'accent sur une communication fluide et verticale. Pour ce faire, les groupes nationaux (à l'exception de BfB)⁷⁹ s'étaient réunis dans la Millbank Tower à Londres, lieu symbolique où de nombreuses campagnes politiques à succès ont été élaborées. Ces groupes nationaux avaient ainsi nommé des représentants régionaux pour superviser les groupes locaux et pour assurer une bonne diffusion de la marche à suivre pour perpétuer la résistance anti-Brexit dans un climat post-référendum (message pro-européen et rhétorique anti-Brexit, obtention de signatures pour les pétitions, organisation de marches régionales et locales etc.).

Néanmoins, les individus sont davantage réceptifs à leur groupe social et donc dans un contexte militant, à l'aspect *grassroots* de la campagne. Agir localement était primordial dans la mobilisation anti-Brexit comme le souligne (longuement) Mike Galsworthy dans notre entretien de septembre 2018. Pour le scientifique, de manière générale, les individus se sentent concernés par ce qui touche leur communauté et peuvent être davantage indifférents envers les informations diffusées par les médias de masse comme la BBC. Selon Mike Galsworthy la conversion commence à la « base » : les *grassroots* sont « l'âme » du mouvement où les connexions se forment et s'amplifient. Les individus se lient les uns avec les autres, puis se lient avec les groupes, pour ensuite se sentir en symbiose avec le mouvement tout entier. Ainsi, l'émancipation et l'autonomie accordées aux groupes locaux renforcent la cohésion du groupe :

A working-class Liverpudlian, you know what do the other working-class Liverpudlians think?
[...] As a general principle, people feel cut out from the debate unless they see how it's relevant to their lives and in order to understand how it's relevant to their lives. They tend to look to

⁷⁸ Entretien avec N., *Why Europe ?*, 13 juillet 2018.

⁷⁹ Best for Britain militait pour arrêter le Brexit et non pour un vote sur l'accord conclu entre Bruxelles et Londres.

other people like them in their professions in their local environment, in their general demographics. [...] So, the grassroots are everything and one of the reasons for Brexit was this sense of lack of community in lots of places where they felt you know their community doesn't have a voice, people like them don't have a voice, so this solution to that is not to tell them they're wrong but rather to ensure there is community in their community that does actually have a strong voice, a pro-European voice that understands about that's how we petition on a local level, that's how we petition on a national level [...] these regional groups, they're lovely, lovely people and you come along, you know, you meet people otherwise you wouldn't meet and they all connect with each other and then they feel connected with other groups around the country and they feel connected with the whole you know organisation and mission as a whole and it is that sense of community and that needs to be welcoming to everyone. So, that's why the grassroots are important, it's the real soul of the whole thing.⁸⁰

Par ailleurs, tous niveaux confondus, le mouvement pro-européen a mobilisé à la fois des militants amateurs, n'ayant pas (ou peu) milité pour d'autres causes dans le passé, mais également des individus engagés en politique, ce qui a eu des conséquences négatives sur l'articulation de la campagne *Remain*. Une des questions relatives à cette thèse porte donc sur la dynamique verticale de la campagne anti-Brexit. Tenter d'homogénéiser un mouvement hétérogène a été un obstacle au développement et au succès de la campagne, remettant ainsi en question l'efficacité de son fonctionnement. La mobilisation pro-européenne aurait-elle été plus percutante si elle avait été dirigée de bas en haut et non de haut en bas ? En d'autres termes, deux fonctionnements étaient possibles :

- 1. Un fonctionnement de bas en haut (*bottom-up*): les groupes locaux sont les acteurs principaux de la campagne et les groupes nationaux restent en retrait pour servir de soutien financier, politique et médiatique. Les *grassroots* gardent toute leur autonomie et font remonter les informations collectées localement aux groupes nationaux afin que ces derniers puissent traiter les données et agir en conséquence.
- 2. Un fonctionnement de haut en bas (*top-down*): les groupes nationaux agissent comme actionnaires de la campagne et indiquent aux groupes locaux comment opérer sur le terrain. Les groupes locaux s'exécutent et envoient les informations collectées sur place.

Dans leur étude sur les groupes locaux qui militaient contre l'alcool au volant aux États-Unis dans les années 1970-1980, McCarthy et Wolfson identifient le niveau « du bas » ou local

⁸⁰ Entretien avec Mike Galsworthy, *Scientists for EU*, 27 septembre 2018.

comme des groupes rattachés à leur immédiateté géographique et dont les membres et les dirigeants ont été recrutés localement.⁸¹ Puis, ils définissent le niveau « d'en haut » comme une entité dirigeante ayant un rôle centralisateur qui a la possibilité d'influencer l'opinion et la politique nationale tout en apportant le soutien et l'assistance nécessaire aux groupes locaux. De plus, les auteurs reprennent la théorie de Zald et Young à propos du fonctionnement entre les deux niveaux : le modèle fédérateur (« *federated* ») et le modèle de franchise (« *franchise* »). Le premier consiste au fonctionnement autonome des groupes locaux qui partagent le même objectif, la même mission et la même histoire. Ces groupes sont supervisés par une organisation nationale qui agit comme leader et veille à la bonne articulation du mouvement. Le second modèle consiste en une entité qui possède et contrôle les groupes locaux. Une fois encore, McCarthy et Wolfson confirment la faible influence des groupes nationaux sur le recrutement de militants au niveau local. Les groupes locaux qui recrutent leurs membres selon les listes données par les groupes nationaux s'avèrent être moins concluant car les militants ne sont pas réceptifs de la même manière à un niveau local et national.⁸²

L'organisation de la campagne *Remain* et plus largement, du mouvement pro-européen à partir des entretiens et des données collectées lors du travail d'archives sera l'objet de cette dernière section. Le découpage a suivi le fonctionnement suivant : local, régional et national. En effet, pour Lofland et Jamison les mouvements sociaux fonctionnent sur au moins deux niveaux différents (« *two-tiered movement organisations* »).⁸³

Dans un premier temps, les événements publiés sur la page Facebook du groupe donneront une vision d'ensemble des initiatives proposées par le groupe. Deuxièmement, quelques mois avant la pandémie, LfE avait commencé à organiser des réunions régionales avec d'autres groupes locaux. Les archives du groupe, notamment les comptes rendus de réunions permettront d'en savoir plus sur le but, les motivations, l'organisation et les stratégies élaborées au cours des rassemblements entre les groupes. Dans un troisième temps, la campagne nationale PV sera abordée avec un regard prudent. Effectivement, il est essentiel de préciser que peu d'informations sur les groupes nationaux étaient disponibles en ligne, ce qui nous a contraint à se fonder principalement sur le point de vue des militants. Seuls les posts Facebook et Twitter ainsi que quelques articles de presse étaient consultables en ligne et portaient principalement

⁸¹ John D. McCarthy et Mark Wolfson, *art. cit.*

⁸² *Ibid.*

⁸³ John Lofland et Michael Jamison, *art. cit.*

sur les grands évènements telles que les marches organisées à Londres ou encore les dissensions qui ont mené PV à l'échec. De plus, entrer en contact avec les dirigeants des groupes nationaux n'a pas été possible à l'exception de Mike Galsworthy (Scientists for EU), H. (EM) et T. (OB). Par ailleurs, seulement quelques groupes qui se trouvaient en France, Allemagne, Italie et Espagne ont également été interrogés. Ces derniers serviront d'éléments de comparaison tant dans la dimension structurelle qu'idéologique. De ce fait, le réseau de la campagne anti-Brexit sera abordé d'un point de vue relativement unilatéral avec peu de nuances au niveau national et international.

Pour finir, cette section mettra en lumière l'organisation locale, régionale et nationale de LfE et exposera les limites de la campagne *Remain*. De surcroît, dans une démarche de mise en perspective, les entretiens apporteront de précieux éléments supplémentaires sur son fonctionnement. Or, ce système à deux vitesses a montré des faiblesses et a provoqué des tensions entre les différents niveaux mais également au sein des organisations nationales.

1.1 Niveau local

La campagne référendaire s'est construite en formant un réseau : chaque groupe local est affilié à un groupe national. LfE a été affilié à plusieurs groupes nationaux et n'a pas hésité à interrompre toute coopération lorsque cela devenait contreproductif. Les membres se sont concertés à maintes reprises afin de choisir l'organisation qui répondrait au mieux aux attentes de LfE. En 2016, O. qui était président du groupe national EM, proposait alors que l'organisation représente LfE. En effet, cela constituait un choix logique puisque le EM était la plus grande organisation pro-européenne. Or, très rapidement LfE s'est rendu compte que le groupe ne répondait pas à ses attentes, notamment la dimension militante, peu présente chez EM. LfE aspirait à plus d'indépendance et davantage de collaboration. Le groupe a donc rejoint BfE qui menait ses opérations militantes sur le terrain.

La dimension amateur du mouvement pro-européen rend difficile leur comptabilisation. Or, le site Internet UKPEN.EU recense depuis décembre 2016 tous les groupes locaux pro-européens actifs au Royaume-Uni. Le but est de contribuer au développement d'un réseau collaboratif. Selon UKPEN 200 groupes locaux indépendants soutiennent la cause européenne au Royaume-Uni. L'initiative de ce réseau est de permettre aux *grassroots* de préserver leur

autonomie et de maintenir une influence sur les intentions de vote, notamment pour les élections partielles. En effet, contrairement aux élus locaux, les groupes pro-européens n'ont pas accès aux listes électorales, ce qui rend difficile un ciblage précis des électeurs. Brenda Ashton me confie que depuis qu'elle est membre du Parti travailliste et qu'elle s'est portée candidate pour devenir conseillère municipale, il lui est beaucoup plus facile de mettre en place des stratégies efficaces :

Now I'm in the Labour Party and I'm actively strategizing. I realized how much easier it would have been, if we had their tools and their data bases and [...] we would have been able to knock on their doors and talk to them and got them out and things like that.⁸⁴

Elle s'est rendue compte que si LfE avait eu accès à ces données, en d'autres termes, aux intentions de vote des résidents, LfE aurait pu élargir sa sphère d'influence pour les élections locales, européennes et législatives de 2019 et ainsi convaincre les plus réticents.

Pour finir, les valeurs de tolérance et d'inclusion soutenues par la ville de Liverpool se sont reflétées dans les causes défendues par LfE. Le groupe a organisé l'évènement « Unite Against Fascism » pour soutenir la manifestation contre le racisme, initiative de Unite Against Racism Merseyside. 10 membres de LfE se sont rendus à la gare de Moorfields le samedi 3 novembre 2018 pour lutter contre la xénophobie et le racisme véhiculés par les pratiques politiques.⁸⁵ Puis, le 28 juillet 2018 LfE défendait la communauté LGBTQI en organisant la marche solidaire : « Liverpool Pride March on Saturday. » En effet, le Brexit a généré une hausse des crimes motivés par la haine,⁸⁶ une menace aux libertés fondamentales jusque-là protégées par la Charte des droits fondamentaux, que le Royaume-Uni a décidé d'exclure de sa légalisation et de réformer la Convention européenne des droits de l'homme signée en 1998 par le Parti travailliste.⁸⁷

⁸⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

⁸⁵ Liverpool for Europe (groupe fermé), « Unite against fascism », *Facebook*, 3 novembre 2018.

⁸⁶ Les chiffres publiés par le Home Office à l'automne 2017 illustrent une augmentation des crimes motivés par la haine en Angleterre et au pays de Galles au lendemain du référendum en faveur d'une sortie de l'UE. Le rapport enregistrait une augmentation de 27 % pour les crimes motivés par une haine raciale et 35 % pour ceux contre les professions de foi - Aoife O'Neil, « Hate Crime, England and Wales, 2016/17 », *Statistical Bulletin*, 17 octobre 2017, <https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/652136/hate-crime-1617-hosb1717.pdf>, consulté le 30 août 2022.

⁸⁷ Ministry of Justice, « Human Rights Act Reform : A Modern Bill of Rights – consultation », *Gov.UK*, <<https://www.gov.uk/government/consultations/human-rights-act-reform-a-modern-bill-of-rights/human-rights-act-reform-a-modern-bill-of-rights-consultation>>, consulté le 30 août 2022.

1.2 Niveau régional

LfE a coorganisé les événements World Wide Wednesday (WWW) avec The European Movement Merseyside qui se tenaient tous les premiers mercredis de chaque mois. WWW est un moment où les pro-européens de la région Mersey et de tous horizons ont l'occasion de se rencontrer, de discuter autour d'un verre dans un endroit convivial de la ville :

Come along to meet new faces, old friends and network over a relaxing evening drink: a perfect way to celebrate being part of a global city whilst unwinding after a busy day. [...] you can reach out to new friends, potential members and future supporters in a relaxed way.⁸⁸

L'évènement tente de rassembler des individus qui ont voyagé, travaillé, étudié ou bien vécu en Europe, mais aussi de rapprocher les différentes communautés et d'apprécier la diversité. WWW encourage les pro-européens à apprécier à échanger sur des sujets comme l'économie, l'actualité, les relations internationales, les nouvelles technologies, l'art, la culture etc. Pour finir, World Wide Wednesday reflète aussi la collaboration entre les groupes locaux, régionaux et nationaux.⁸⁹

Dans un deuxième temps, au début de l'année 2020 les militants pro-européens faisaient le deuil des élections législatives. Tout espoir d'obtenir un vote sur l'accord commençait à disparaître. Boris Johnson avait la ferme intention de sortir de l'UE coûte que coûte. Le rassemblement de GfE du 25 janvier 2020 avait émis le souhait de renforcer le réseau pro-européen au niveau régional.⁹⁰ LfE avait commencé à mettre en place des réunions régionales mensuelles. Les « *regional campaign committee meetings* » ont eu pour objectif de rediriger la campagne. Cependant, la crise sanitaire n'a pas permis aux groupes de se réunir plus de deux fois, avant que la population n'entre dans les phases de confinements.

⁸⁸ Eventbrite, « World Wide Wednesday - Liverpool - informal international networking », 3 janvier 2018, <https://www.eventbrite.co.uk/e/world-wide-wednesday-liverpool-informal-international-networking-tickets-38649875819?fbclid=IwAR0KfNlhOq1f7cKiohDU_KkT2tiusFCU02O-jwHrGpGqnNkJUNzGwk_WEIs> consulté le 13 août 2022.

⁸⁹ The3million, EMM European Movement Merseyside, IBE Irish Business Enterprise, In Limbo, LfEU Liverpool for Europe, New Europeans, OBS Open Britain Sefton, SfeU Southport for Europe, TEAM Global et Vets4EU Veterans for Europe - Liverpool for Europe (groupe fermé), « World Wide Wednesday New Year Social », *Facebook*, 3 janvier 2018.

⁹⁰ Cet évènement sera développé dans la conclusion générale.

La première réunion qui s'est tenue le 29 janvier 2020, avait rassemblé cinq groupes de la région Mersey : The Next Steps (Eddisbury), Manchester for Europe, Veterans for Europe, Southport for Europe, Open Britain Sefton. Durant deux heures, les groupes et LfE se sont mis d'accord sur un certain nombre de points : les objectifs et motivations, la rhétorique, le public visé ou encore l'organisation de la coalition. Les groupes prévoient de se réunir chaque mois et d'intégrer de nouveaux groupes à chaque réunion dans le but de construire progressivement un mouvement national en renforçant les liens préexistants (Manchester, Lancashire, Cheshire, nord du pays de Galles). En effet, les groupes avaient pris conscience qu'ils avaient construit un puissant réseau militant et qu'ils ne s'étaient pas battus en vain contre le Brexit, or certains aspects méritaient d'être revus. Après un bilan exhaustif, ces derniers étaient déterminés à maintenir leur combat.⁹¹ Ils avaient l'intention de renforcer leur réseau en collaborant avec les conseils municipaux et des organisations partageant les mêmes valeurs et objectifs ainsi que des groupes pan-européens comme les Sardines en Italie (movimento delle sardine).⁹²

Communiquer avec les conseils municipaux permettait d'obtenir des informations sur les répercussions du Brexit sur l'ensemble de la zone visée. Sortir de leur bulle était primordial si les groupes voulaient diffuser leur message à un public plus large : pas seulement les *soft remainers* ou *soft leavers* mais toute la population en dépit des opinions politiques de chacun. Pour ce faire, les groupes ont décidé de maintenir les activités de campagne sur le terrain, par exemple encourager les individus à écrire à leurs élus locaux et à relayer leurs messages sur les réseaux sociaux. Ils souhaitaient également favoriser la collaboration avec les médias locaux.

Par ailleurs, les groupes avaient appris de leurs erreurs en mettant un point d'honneur à ne plus être affiliés à des groupes comme PV. L'organisation nationale n'a pas su écouter les militants et selon les pro-européens, était bien trop politisée et proche du Parti travailliste. De plus, après la fermeture de PV le 28 octobre 2019, il n'y avait plus aucune trace des données et de l'argent collectés au cours des journées d'actions :

LfE - and other grassroots groups will not be affiliated to national groups, such as the defunct PV, which failed to listen to the grassroots groups which knew the needs of their localities best, they were too political and perhaps too close to Labour.

⁹¹ Liverpool for Europe, « Regional Campaign Committee Meeting », 29 janvier 2020.

⁹² Le groupe italien s'est formé en réaction au parti populiste de Matteo Salvini.

PV was a big disappointment and there are unanswered questions about data and money after their dramatic implosion (communicated through the national press); such as, 'What happened to the money raised via crowd funding and results of survey carried out by local groups on behalf of PV?'⁹³

La coalition pro-européenne s'était fixée comme objectif de se tenir prête à contrer chaque faux pas du gouvernement conservateur en insistant sur les dommages causés par le Brexit. Il s'agissait également de travailler ensemble sur une rhétorique aussi percutante que le « Get Brexit Done » de Boris Johnson. Le slogan « Nous n'oublions pas l'Europe » (« *We Keep Europe Alive* ») et le mot dièse #ForeverEuropean étaient les nouveaux crédos des groupes. En effet, les Britanniques commençaient à se lasser de la situation, alors il était important de continuer d'organiser des stands de rue : « [S]till doing stalls at weekends, about once a month, especially in 'leave' / 'bored of Brexit' areas. Presence is essential when they realise that Brexit hasn't gone away and is starting to affect them personally. »⁹⁴

L'alliance régionale voulait également s'assurer que l'électorat serait réceptif au fait que le Brexit ne fonctionnait pas, qu'il fallait garder l'Europe vivante dans l'esprit des gens, démentir les mythes sur l'UE et maintenir la paix. L'essence du message devait reposer sur le fait que les militants continuaient leur campagne anti-Brexit et qu'ils constituaient un front solide face au gouvernement de Boris Johnson. Néanmoins les groupes tenaient à faire campagne indépendamment les uns des autres, tout en se soutenant mutuellement. Ce projet prometteur et valorisant montrait déjà des signes de faiblesse dès la deuxième réunion, où LfE exprimait sa déception face à la faible affluence de militants pour la formation consacrée à l'écriture de messages aux médias.

1.3 Niveau national

Le fonctionnement vertical de la campagne pro-européenne mérite quelques éclaircissements. La fermeture brutale de People's Vote a secoué la mobilisation. Malgré des déconvenues et doléances venues « d'en bas », les militants étaient néanmoins restés soudés afin d'obtenir un vote sur l'accord conclu entre Westminster et Bruxelles. Cette dernière section aura pour

⁹³ Liverpool for Europe, « Regional Campaign Committee Meeting », 29 janvier 2020.

⁹⁴ Liverpool for Europe, « Regional Campaign Committee Meeting », 26 février 2020.

objectif de décrire et d'analyser (d'un point de vue militant) le fonctionnement entre le niveau local et national à travers deux grands groupes de campagne nationaux : PV et EM.

Au printemps 2018 les groupes nationaux ont décidé d'accélérer la campagne et se sont réunis à Millbank pour centraliser la campagne. Parmi eux, OB, EM, BfE, Scientists for EU, Healthier IN the EU, InFacts et OFOC occupaient les locaux du premier étage de la célèbre tour londonienne. Seul BfB avait refusé de rejoindre la brigade anti-Brexit. BfB avait des vues plus radicales : renverser à tout prix le Brexit. Or, OB, leader de la campagne PV, tentait de négocier un vote sur l'accord par la voie parlementaire. Cependant, BfB soutenait l'initiative de PV et n'a pas mené de campagne rivale. L'article du *New Statesman* résume parfaitement l'organisation nationale qui présentait un front uni et particulièrement puissant avec la tenue de sondages et la constitution de groupes de recherche dirigés par des experts. La stratégie de PV visait à mettre tout le monde d'accord : le ferme rejet de l'organisation d'un deuxième référendum permettait également de rallier à la cause les *pro-Brexiteers* qui ne seraient pas satisfaits des négociations entreprises par Theresa May.

The "people's vote" is a clever concept developed after much polling and focus-group research. It can be presented as an entirely new vote on the detailed consequences of Brexit – not a second referendum on the broad principle of leaving, which would, says McGrory, be "utterly, utterly toxic". The "soft Brexiteers" and "no Brexiteers" of the anti-Brexit movement can unite behind it. Moreover, the "hard Brexit" zealots of the Tory right would find it hard to object to such an exercise if they really believe in the "will of the people" and the popularity of their cause.⁹⁵

Les organisations nationales étaient régies et coordonnées par Grassroots Co-ordinating Group (GCG) et en collaboration avec des groupes transpartisans dédiés à la cause européenne. GCG présidé par Chuka Umunna, supervisait les réunions hebdomadaires entre les groupes. Les groupes nationaux ont perçu cette collaboration comme positive pour la campagne et cette proximité leur a permis d'élaborer des stratégies et un moyen de communiquer plus rapidement : « They now speak directly to each other. They co-ordinate better. They bounce ideas off one another, and agree on lines to take or messages to disseminate through the press and social media. »⁹⁶

⁹⁵ Martin Fletcher, « Inside the headquarters of Britain's anti-Brexit brigade » *The New Statesman*, 30 mai 2018,

<<https://www.newstatesman.com/long-reads/2018/05/inside-headquarters-britain-s-anti-brexit-brigade>>, consulté le 15 août 2022.

⁹⁶ *Ibid.*

Ces propos étaient confirmés par Mike Galsworthy dans notre entretien. Le scientifique décrit l'ambiance animée et explique que travailler ensemble a facilité le déroulement de la campagne et a créé un environnement motivant où chaque groupe apportait son expertise. De plus, Galsworthy ajoute que dans un premier temps, l'initiative de centraliser l'effort avait rassuré les groupes locaux qui se sentaient soutenus :

MP: What is it like to collaborate all together?

MG: As soon as we moved in together the atmosphere was very buzzy, and it was very exciting for everyone to be working alongside everyone else. It made everyone working together more as a team, communicate more and get to know each other more. It was immediately a successful vibe, and a lot of the grassroots were very relieved as well to see that our organisations had sort of coming together, working together- that was their major frustration. So, it was good from the get go, and then it started expanding fast so we had one main room and then InFacts had another room, we've now expanding to take on one more room and I think there are two other rooms that are being opened up.

MP: Does it make it easier to achieve a people's vote?

MG: Yes, absolutely because you can have meetings between all the different organisations just off the cuff and people who want to work towards a people's vote have somewhere to go: Millbank Tower to just see all of the campaigns that are sort of working on the same thing. So, it's not scattered to the different wings, you know, it's all there so in terms of running things as a top-down operation then, that's being effective.⁹⁷

Chaque organisation avait un rôle à jouer : le groupe InFacts collectait des données et les analysait. OB faisait la promotion de la campagne sur les réseaux sociaux tandis que EM et BfE fournissaient le réseau. Puis, les groupes Scientists for EU et Healthier IN the EU représentaient le corps médical et plus largement le système de santé (NHS). De la même façon, OFOC militaient pour la cause jeune (aussi soutenue par le groupe filial FFS). Le fonctionnement de la campagne devait être régi selon un système de va-et-vient : l'échange d'informations circulerait du haut vers le bas et inversement dans une logique de complémentarité. En partant du haut vers le bas : les groupes nationaux fournissent des fonds, du matériel, des tracts pour que les groupes locaux puissent avoir les outils nécessaires pour la promotion de la campagne. En retour, du bas vers le haut : les groupes locaux renseignent les organisations auxquelles ces derniers étaient affiliés de la réalité locale à l'aide de Brexitometers, de données collectées par

⁹⁷ Entretien avec Mike Galsworthy, *Scientists for EU*, 27 septembre 2018.

le biais de pétitions et de collectes de fonds. L'initiative avait pour ambition d'opérer sur une logique de donnant-donnant. Selon T. (OB), c'est un système plus horizontal que vertical :

T : Open Britain organisations would report to Open Britain, Open Britain volunteers would report to Open Britain, but there a lot of cooperation amongst the groups also at a volunteer level as well, which is really important, really, really good and... yes, of course there's a hierarchy but we try to work together, all the groups work together and I suppose we're not exactly vertical but it's more a horizontal level I would say try working together as closely as we can and like I said eight of the organisations are in the same office in London, so it's very easy to work together and to share ideas.⁹⁸

Par ailleurs, PV avait inclus un niveau intermédiaire pour une meilleure gestion de la campagne avec l'intervention de responsables régionaux. Ces responsables avaient pour mission d'organiser des réunions avec les groupes locaux qui se trouvaient dans leur périmètre pour faire le point sur l'avancement de la campagne et communiquer les directives à mettre en place. Pour OBS ce fonctionnement fut positif pour le renforcement du réseau. Le responsable régional opère comme un point de contact et facile ainsi la communication entre les deux niveaux. OBS juge avoir évolué dans une dynamique cohérente en se rapprochant de d'autres groupes, comme l'expliquait E. dans notre entretien :

E: The new structure that they have set up in People's Vote up in London has regional campaign managers, that's the first time we've had the local coherence; previously we sort of had contacts with some other Open Britain groups just by email and they're very widely scattered. What's happened recently is that last summer all the groups came under the People's Vote umbrella as a common theme that they could campaign for, and that's made it much easier to create a regional structure where we're talking to Bristol for Europe, SomersetLovesEurope, the European Movement and so on as they're all neighbouring groups. Devon for Europe are particularly strong.⁹⁹

Or, E. (BFE) ne partageait pas l'avis de OBS. La cheffe de campagne évoquait le caractère autocratique des responsables régionaux, souvent déconnectés des réalités locales : « Somebody turns up: 'I'm your regional organiser, do this!', 'Ergh, no! Who are you? Prove yourself!' And I gather we're not the only ones. You know, I can hear Liverpoolians saying stuff like that (*laughing*). »¹⁰⁰

⁹⁸ Entretien avec T., *Open Britain*, 25 juillet 2018.

⁹⁹ Entretien avec E., *Open Britain Somerset*, 14 février 2019.

¹⁰⁰ Entretien avec E., *Bristol for Europe*, 8 juillet 2019.

PV a tout de même apporté une visibilité aux groupes locaux et a fédéré le mouvement pro-européen au niveau national comme l'attestait R. de Norfolk for Europe dans un de ces courriers électroniques : « The People's Vote campaign has now become a powerful, positive and passionate proponent of the European ideal. Irrespective of whether we finally succeed in our objectives, it has been an extraordinarily successful movement. »¹⁰¹

Nicolas Hatton était du même avis: « je crois que le People's Vote a [...] ça a été de loin la campagne qui a plus marqué les esprits, avec des manifs monstres de millions de personnes [...] c'était super, à un moment. »¹⁰² Cependant, Hatton nuancait ses propos et soulignait que « les organisations qui étaient plus « grassroots » [...] se sont senties un peu exclues dans ce cas-là. »¹⁰³

Dans un second temps, LfE n'est pas rattaché au EM car l'organisation était vue comme « démodée », onéreuse et peu efficace au niveau militant. Rappelons que cela a été une des raisons pour lesquelles O. et M. avaient rejoint LfE. En revanche, la présidente du groupe restait ouverte d'esprit et comprenait que certains membres fassent partie de EM car le groupe véhicule une image forte des valeurs fondatrices de l'UE :

BA: I can see why there is [...] people would think there IS value in the concept. But if it'd been – it's really, for me, it's this kind of old-fashioned thing that they've got going there and it's EXPENSIVE – you have to pay 25 pounds, I think, to join. But, O.'s always been part of European Movement, but as a group, nobody particularly wanted to join it, so we didn't join.¹⁰⁴

En effet, Brenda Ashton ne considère pas les membres du EM Merseyside comme des militants. Elle jugeait qu'être affilié à ce groupe avait peu d'intérêt pour l'évolution du groupe :

BA: They're [the European Movement Merseyside] not campaigners, we are campaigners, we were campaigners, but they're the official European Movement Merseyside and we [...] that is the umbrella organisation that most groups belong to, but we decided we didn't want to belong to it, so. And it doesn't make any difference whether we're in it or not, quite honestly.¹⁰⁵

¹⁰¹ Entretien avec R., *Norfolk for Europe*, 7 juillet 2019.

¹⁰² Entretien avec Nicolas Hatton, *The3Million*, 4 décembre 2020.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 novembre 2021.

¹⁰⁵ *Ibid.*

Pourtant, cela ne les a pas empêchés de collaborer comme décrit dans la section précédente (1.2 Niveau régional). Une fois encore, ce qui semble ressortir de la campagne *Remain* est l'écart entre le niveau local et national. Les *grassroots* ont peiné à se faire entendre et par conséquent, la campagne nationale n'a pas été capable d'accompagner et de soutenir les groupes locaux de manière constructive et efficace.

Pour conclure, les groupes anti-Brexit situés en Europe ont été interrogés avant la création de la campagne pour un vote sur l'accord. Le réseau européen, coordonné par l'organisation British in Europe,¹⁰⁶ forme une coalition rassemblant la majorité des groupes pro-européens qui soutiennent et défendent les droits des Britanniques vivant dans l'UE et les citoyens européens qui résident au Royaume-Uni. Parmi les groupes avec lesquels j'ai pu m'entretenir, Bremain in Spain (BiS) est parvenu à établir une forte collaboration avec le mouvement *grassroots* au Royaume-Uni. En effet, BiS présidé par Sue Wilson, a été très présent sur la scène militante, et l'un des principaux intervenants, lors du sommet pro-européen organisé par GfE en janvier 2020.

III. 3 Trajectoires

Cette dernière section rendra compte des différents chemins choisis (ou imposés) par les 10 membres permanents interrogés lors du travail de terrain effectué à Liverpool en novembre 2021. Bien que le profil socio-démographique des militants pro-européens ait été établi dans le deuxième chapitre (1.2 Profil) la modeste taille de l'échantillon est à prendre en considération dans l'interprétation de ces trajectoires. Par conséquent, les trajectoires décrites dans cette étude de cas dépeignent, dans une certaine mesure, la propension des militants pro-européens à rester dans le mouvement. Alors que le recrutement occupe une place importante dans l'étude des mouvements sociaux, l'après-engagement nécessite davantage d'apports théoriques.¹⁰⁷ Fillieule résume en quatre points les raisons pour lesquelles les sociologues ont parfois négligé la dimension prospective de l'engagement militant : a) l'action de militer a été analysée au niveau macrosociologique ; b) les grands concepts de l'action collective ont souvent négligé l'étude de la micromobilisation ; c) l'accès difficile aux ressources qui permettent une analyse microsociologique ; d) la complexité qui repose dans l'étude d'une population ou d'un

¹⁰⁶ British in Europe, « About », mai 2020, < <https://www.britishineurope.org/page/1016446-about-bie>>, consulté le 20 août 2022,

¹⁰⁷ Catherine Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 6.

phénomène social à différents moments à partir d'images vers une interprétation ancrée dans un contexte individuel, historique et social.¹⁰⁸ Quels sont les facteurs qui contribuent à devenir un militant à vie alors que certains ne le sont que pendant un instant ?

D'une part, l'étude de McAdam sur les conséquences biographiques est incontournable lors que l'on s'intéresse à l'évolution des membres d'un groupe protestataire. En 1983-84, McAdam compare, analyse et interprète les trajectoires choisies par les militants noirs américains qui s'étaient engagés dans la campagne pour les droits civiques aux États-Unis en 1964 (*Freedom Summer Project*).¹⁰⁹ La longévité d'un mouvement social est tributaire des flux de participation et d'inactivité des militants qui le composent. Selon le sociologue américain, l'expérience du militantisme est significative dans la vie d'un individu. Ces deux variables ont des conséquences directes sur l'existence et la durée d'un mouvement social dans le temps. L'auteur conclut que ceux qui s'étaient engagés dans des causes qualifiées de « risquées » et « coûteuses » (*high-risk/high-cost activism*) étaient davantage enclins à s'engager pour d'autres causes.

Pour Corrigan-Brown la trajectoire de participation d'un militant repose sur trois facteurs : l'idéologie, les ressources et les éléments biographiques.¹¹⁰ Cette propension au militantisme est favorisée par les liens créés et maintenus avec d'autres militants.¹¹¹ Pour certains, le *Freedom Summer Project* a même été le point de départ de leur engagement dans la nouvelle gauche (*New Left*), une conversion politique commune aux nouveaux mouvements sociaux des longues années soixante. McAdam décrit l'engagement comme un moment charnière dans la vie de ces militants dont la vie est désormais marquée d'un « avant » et d'un « après ».¹¹² C'est le cas de Brenda Ashton qui s'est portée candidate travailliste pour les élections municipales de mai 2022.

D'autre part, les travaux de Fillieule sur le désengagement militant constituent un jalon important dans l'étude d'un mouvement social dans son intégralité. Quitter un groupe

¹⁰⁸ Olivier Fillieule, « Désengagement », dans Olivier Fillieule *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, pp.186-194.

¹⁰⁹ Doug McAdam, *art. cit.*

¹¹⁰ Pour l'étude de LfE nous n'avons pas pris en compte le facteur religieux car ce dernier est peu déterminant dans les trajectoires. – Catherine Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 4.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 85-6.

¹¹² Doug McAdam, *art. cit.*, 1989.

protestataire n'est pas unilatéral, les facteurs peuvent varier sensiblement d'un mouvement à l'autre : « le processus du désengagement a toutes les chances de changer de nature selon qui le provoque, le coût de la défection, la manière dont il se déroule et donc ce que deviennent ceux qui sortent. »¹¹³

L'ouvrage *Patterns of Protest* de Corrigan-Brown remet en question la vision manichéenne du désengagement. Les concepts de « persistance » et de « désengagement » étant diamétralement opposés et apportent peu de nuances sur le comportement des participants.¹¹⁴ L'auteure y ajoute donc les concepts du « transfert » et de la « mise en veille » qu'elle détaille à travers les histoires militantes de quatre individus engagés pour la justice sociale, le respect de la religion catholique, les droits des travailleurs issus de l'immigration et la préservation du voisinage : CW, CWA, UFW et HA. Ainsi, les trajectoires empruntées par les membres de LfE seront analysées selon l'approche de Corrigan-Brown. Par ailleurs, l'auteur précise que s'engager et se désengager ne relèvent pas du même processus :

While there are similarities between joining and leaving a social movement organization, there are also important differences. [...] The emotions, relationships, and material changes associated with each transition are fundamentally different. In the same vein, increasing and decreasing one's participation in contentious politics are not mirror experiences. Hence, merely applying what we have learned about the joining process to the leaving process obscures important elements of the latter.¹¹⁵

Il faut signaler néanmoins que LfE milite toujours pour la cause européenne au moment de la rédaction de ces pages. Par conséquent, les conclusions faites au sujet des trajectoires ne sont pas nécessairement définitives et sont exposées aux changements. En revanche, les témoignages des 10 membres de LfE apporteront des réponses sur les raisons pour lesquelles certains ont pris la décision de s'engager en politique, d'autres de prendre de la distance ou encore de garder le même niveau de participation. Les changements politiques, sont, pour Fillieule des facteurs qui peuvent déclencher le processus de désengagement. On a pu observer le phénomène de « *Brexit fatigue* » que les militants ont tenté de combattre sans relâche durant la campagne PV. De plus, la déception liée aux résultats des élections législatives de décembre 2019 et la pandémie ont provoqué une réévaluation puis un ralentissement de la campagne.

¹¹³ Olivier Fillieule, *art. cit.*

¹¹⁴ Catherine Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 4.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 6.

Ces événements ont conduit certains militants à accepter leur sort et à laisser la future génération prendre le relais comme l'explique S. : « ... as I say, I don't think I'd be doing any work because I did say I'm gonna give it my all but once we leave, the young people can do it. »¹¹⁶

Cependant, pour Fillieule « il devient de plus en plus difficile pour les jeunes activistes de sacrifier leur avenir professionnel au projet de réforme de la société qui n'apparaît plus atteignable. La question du « *personal versus the political* » l'emporte. »¹¹⁷ Fillieule émet aussi l'hypothèse que la réussite d'un mouvement peut également contribuer au départ des militants car leurs objectifs ont été atteints. Puis, il mentionne le cas de « rupture », causé par des dissensions au sein du mouvement comme ce fut le cas pour PV, point sur lequel nous reviendrons dans la conclusion de cette partie. Enfin, l'exemple d'A.G illustre le cas où les militants sont engagés dans plusieurs causes. Fillieule explique que « les individus [qui] sont pris dans de multiples réseaux, [...] sont plus susceptibles de quitter les organisations. »¹¹⁸

P., A., O., J., M. et CR sont des militants qui ont choisi la trajectoire de la « persistance ». En revanche, T. et Brenda Ashton ont préféré emprunter le chemin du « transfert » en privilégiant une carrière politique. Maintenant que la campagne pour un vote sur l'accord est terminée S. a pris la décision de suspendre momentanément sa participation afin de prendre du temps pour elle. Pour finir, AG, qui n'a jamais pu réellement s'engager dans LfE à cause de son travail, a préféré se consacrer à son combat initial : la cause animale.

1.1 Persistence

La persistance est une trajectoire qui peut se manifester sous deux formes : les militants restent dans le même mouvement et/ou n'interrompent pas leur militantisme.¹¹⁹ Christine, dirigeante du groupe CWA, illustre cette trajectoire. Corrigan-Brown explique qu'elle a toujours été un membre actif de CWA mais que son engagement est devenu plus important lorsque ses quatre enfants ont été scolarisés. Après avoir participé à toutes les réunions pendant 10 ans, la militante américaine a eu l'opportunité d'être la présidente de CWA de l'état dans lequel elle vivait.

¹¹⁶ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹¹⁷ Olivier Fillieule, *art. cit.*

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Catherine Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 6.

La majorité des membres de LfE a choisi de suivre cette trajectoire. En octobre 2016, A. a déménagé à Liverpool. Malgré la fin de la campagne référendaire et la victoire du vote *Leave*, il était essentiel pour A. de continuer à militer pour la cause européenne.

Le profil de CR est tout aussi intéressant. Après avoir rejoint LfE CR s'est engagé dans EM. Il est le seul du groupe à avoir pris cette décision : les autres membres ont préféré une alternative locale comme LfE (O. et M.) ou bien n'ont pas jugé utile d'en faire partie (J. et Brenda). Quoiqu'il en soit, les membres permanents de LfE n'ont jamais songé à quitter LfE, même si la période de confinement pour restreindre la propagation de la Covid-19 les a peut-être découragés mais ils n'ont pas pour autant formulé le choix de partir de LfE. J. est catégorique à ce sujet mais estime cependant que la campagne au niveau local mériterait d'être davantage centralisée :

J: No. I would never. But it has to, as I said, it has to join up with other groups, it should not stand on its own. It can't. Either these other cities like Leeds for Europe, Brighton for Europe and so on. We'd have to work together to make an impact.¹²⁰

1.2 Transfert

Les militants qui quittent l'organisation dans laquelle ils militaient pour en rejoindre une autre, suivent ce que Corrigan-Brown appelle, la trajectoire dite de « transfert ».¹²¹

Les profils de T. et Brenda Ashton se situent à mi-chemin entre la persistance et le transfert : tous deux sont lancés dans la politique se présentant comme candidats travaillistes aux élections municipales. Ces derniers sont tout de même restés des membres actifs de LfE, ils ont simplement réorienté leur engagement pro-européen vers la voie politique et par conséquent, auront moins de temps à consacrer au groupe.

T. a été élu conseiller municipal en 2021 et Brenda Ashton avait pour objectif de se présenter aux élections de mai 2022. Lors de notre entretien en novembre 2021, elle établissait un lien entre le manque d'activité du groupe et son engagement en politique. Selon elle, le temps investi

¹²⁰ Entretien avec J., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹²¹ Catherine, Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 7.

dans la préparation de sa campagne électorale aurait eu des répercussions sur LfE qui était moins actif. Cependant, Brenda est tiraillée entre le fait de continuer d’être présidente du groupe et se retirer afin de pouvoir se consacrer entièrement à sa nouvelle carrière politique. Or, personne à ce jour n’a manifesté l’intérêt de prendre sa place, ce qui contraint la militante à mener deux campagnes en parallèle :

BA: I have a kind of conflict here, because I don’t know whether part of the reason Liverpool for Europe is not very active now is because I’m not active with Liverpool for Europe, you know, ‘cause I haven’t got the time to be, ‘cause this is what I’m doing [...] which is, is, is all, valid, because that’s what we decided as a group and I have just gone a bit further than other people, you know? And, so, I, I, you know, I would see, there are other pro[...] – like Tom, he’s a pro-EU person, he’s in the Labour Party and some people are Lib Dem councillors, you know, they are [...] so, it, but, I mean, I would see my role as to speak up for EU citizens as much as possible.¹²²

Brenda Ashton s’était portée candidate pour la ville de Bebington (municipalité du district métropolitain de Wirral) pour les élections municipales de mai 2022. Cette dernière a obtenu 35 % des voix, la plaçant derrière l’écologiste Judith Deborah Grier (Green Party), qui avait rassemblé 53 % des votes. La militante fait toujours partie du Parti travailliste et pense se présenter aux prochaines élections. En revanche, il est intéressant de constater que la militante s’est engagée tardivement dans le Parti travailliste. En effet, elle explique qu’elle est devenue membre en 2017 et qu’elle souhaitait agir « sur le terrain » plutôt que d’être assise à un bureau derrière un ordinateur. On reconnaît ici l’influence du militantisme et le transfert de compétences et d’activités comme le porte-à-porte ou encore la distribution de tracts :

BA: I don’t want to sit behind a computer, you know. So, we began work [...], you know, so I began door knocking, leafletting for her and I became the agent for Heswall which is a ward, a neighbouring ward, where I was the agent and the campaign coordinator in May 2020 for the candidate there. So, I got that experience of organising within Labour. [...] then I went to various interviews and I’d become the candidate for the immediate ward, a neighbouring ward here, so I will be standing for election, in the local elections, in May 2022 next year. [...] I do the same things. I mean, you know, I write leaflets.¹²³

D’autre part, le 7 mai 2021, T. est devenu conseiller municipal pour la circonscription de Speke-Garston (Garston et Halewood). Membre du Parti travailliste depuis l’âge de 14 ans, il avait été sollicité à de nombreuses reprises pour se présenter. Ce dernier avait toujours refusé pour de

¹²² Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹²³ *Ibid.*

multiples raisons comme sa dyslexie, mais surtout par peur de représailles vis-à-vis de son orientation sexuelle. En effet, T. est homosexuel et dans notre entretien il me rappelle qu'il y a encore 20 ans l'homosexualité était marginalisée au Royaume-Uni. Même si être homosexuel ne constitue plus un délit, en 1988 la Section 28 (*clause 28*) prévoyait l'interdiction de la promotion de l'homosexualité par les collectivités locales (*local authority*).¹²⁴

T: I've never taken that step of wanting to be elected. I'd been asked by the party for probably about the last twenty years, and I've always said no. [...] I wasn't confident enough, so I think there were two major things in my life that mean I'm only ready to consider this step now and that is, as a gay guy I grew up under something called Clause 28, which while homosexuality was not illegal in this country, it made it almost illegal: [...] and it was not a very nice place to be a gay man, so I was in the closet, yeah. We had that and then also, I have like a list of learning disabilities as long as your arm, which include dyslexia and stuff like that and I am of an age where I pre-date any recognition of dyslexia, so the education system said I was ESN, which stands for 'educationally sub-normal'.¹²⁵

De surcroît, en plus d'être un membre actif de LfE et conseiller municipal, T. est également délégué du Labour Movement for Europe (LME), groupe militant pro-européen rattaché au Parti travailliste. Un de objectifs de LME est d'informer l'électorat de l'importance de rejoindre l'UE. Maintenant que le Royaume-Uni est sorti de l'UE, le groupe tente d'influencer le Parti travailliste de négocier un accord pour une relation la plus proche possible avec l'UE. Enfin, T. est également membre de Manchester Universities for Europe qui consiste à rassembler les anciens étudiants lors d'évènements universitaires visant à promouvoir l'UE. Ajoutons que AG est une militante engagée dans la cause animale, un combat qui lui tient à cœur et qui prime sur son engagement pour défendre l'UE : « I mean, Europe is frustrating, but animals are definitely heart-breaking. »¹²⁶

Elle n'envisage pas pour autant de quitter totalement LfE, elle ne participera pas aux réunions ou aux évènements pro-européens.

¹²⁴ Cet amendement a finalement été abrogé en 2000.

¹²⁵ Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

¹²⁶ Entretien avec A.G., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

1.3 Mise en veille

S'inspirant du concept de Taylor (*Mouvement Abeyance Structures*), Corrigan-Brown identifie une troisième trajectoire, celle de la mise en veille. Cette trajectoire s'applique aux individus qui participent dans les mouvements sociaux de manière épisodique. Ces personnes alternent entre la participation et non-participation. S. souhaitait prendre du temps pour elle et sa famille. Elle estime s'être suffisamment battue et voudrait céder sa place aux futures générations :

S: I'm going to campaign as hard as I can while there's still a chance of us remaining but if we leave, once we leave that's it, I'm gonna leave it to younger people to take over, because this is not how I expected my retirement to be.' You know, I want to have some ME time. And I do, you know, with seven grandchildren, my sister is not well, I go and see her once a week, we go and see her once a week.¹²⁷

En réalité, bien qu'elle pense diminuer son engagement, elle n'envisage pas pour autant de quitter le groupe :

S: ... I think there's a march in London planned for... I think it's May next year. I'll still do the one-off important things, I'm just not gonna let it take over me like the way it has done over the past four or five years.¹²⁸

La militante prend alors une certaine distance avec le groupe sans pour autant le quitter, elle envisage la possibilité de participer à quelques événements qu'elle considère importants comme les marches pro-européennes.

1.4 Désengagement

Parmi les membres interrogés pour cette étude de cas, aucun d'entre eux n'a formulé le choix de se désengager de LfE. Il est encore trop tôt pour affirmer qu'aucun membre ne se désengagera. Les participants autrefois engagés dans un mouvement s'en séparent de manière permanente et définitive en mettant fin à toute forme d'action collective.¹²⁹ Selon Olson, c'est au groupe d'encourager et convaincre les membres à rester. Le plus souvent les groupes qui périssent sont ceux qui ont échoué à maintenir un intérêt pour ses membres.¹³⁰

¹²⁷ Entretien S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ Catherine Corrigan-Brown, *op. cit.*, p. 7.

¹³⁰ Mancur Olson, *op. cit.*, p. 6.

Corrigall-Brown tente d'établir des liens de corrélation entre les données socio-démographiques et les trajectoires. La sociologue remarque par exemple que l'engagement à long terme peut être lié au statut social et au niveau d'études : les professions qui requièrent la poursuite d'études supérieures supposent une plus grande autonomie et un emploi du temps flexible et donc une propension à s'engager ou de réengager.¹³¹

Bien qu'aucun des membres permanents ne se soit pour l'instant désengagé du mouvement, on observe néanmoins une diminution de la participation à des degrés divers et pour des raisons différentes. Cela s'explique en partie par des facteurs extérieurs : la campagne *Remain* n'existant plus, LfE peine à reformuler ses objectifs afin d'être davantage en cohérence avec les enjeux politiques. À l'issue de la sortie officielle du Royaume-Uni, certains militants comme Brenda Ashton ont préféré investir leur temps dans la campagne du Parti travailliste et d'autres ont pris un peu de distance en s'engageant dans d'autres causes ou bien en réduisant leur implication : « [B]ecause of the pandemic and because of the fact that we left the EU on the 31st of January, there hasn't been much, well, we haven't seen many ways in which we could actually do anything in the public sphere. »¹³²

Néanmoins, Corrigall-Brown conclut que l'engagement politique, les croyances religieuses ou le sentiment prédisent la participation mais ne permettent pas de spéculer sur la propension d'un individu à rester ou non dans un mouvement social. Selon elle, les facteurs idéologiques ne permettent pas de prédire l'engagement d'un individu sur le long terme. Or, elle identifie les facteurs mariage et enfants comme déterminant dans la propension à rester ou se réengager dans un mouvement. Elle ajoute que les ressources culturelles (niveau d'études et connaissances) constituent une variable bien plus déterminante dans la définition d'une trajectoire que les ressources financières (revenus).¹³³ Corrigall-Brown observe cependant que les individus qui votent pour des partis politiques de gauche et qui ont déjà une expérience du militantisme auront tendance à se qualifier d'activiste et seront moins enclins à se désengager.¹³⁴

¹³¹ Catherine Corrigall-Brown, *op. cit.*, p. 55. L'hypothèse émise par Olson pourrait être vérifiée si la personne qui remplacera Brenda Ashton ne fera pas preuve de la même dévotion, présageant ainsi l'éventualité que le groupe pourrait disparaître dans un futur proche.

¹³² Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹³³ Catherine Corrigall-Brown, *op. cit.*, p. 53-55.

¹³⁴ *Ibid*, p. 109.

Cette étude de cas s'est fondée sur le groupe local pro-européen Liverpool for Europe dans le but de décrire la mobilisation anti-Brexit outre-Manche. Dépeindre la résistance au Brexit a été possible par le biais de la conduite d'entretiens, l'observation de militants sur leur lieu d'action et le travail d'archive. Tous les aspects de la mobilisation n'ont pas pu être abordés pour trois raisons : premièrement, le mouvement pro-européen induit par les résultats du référendum de 2016 est encore nouveau dans le champ des sciences sociales. Deuxièmement, l'amateurisme des groupes au niveau local rend l'approche empirique peu exhaustive et seulement possible à un niveau micro. Enfin, troisièmement, la dimension nationale de la campagne demeure complexe à développer. Cela est dû au fait que peu de dirigeants (ou anciens dirigeants) acceptent d'être interrogés et que les ressources disponibles se limitent à des coupures de presse ou bien des posts Twitter et Facebook. Bien que le mouvement pro-européen n'ait pas atteint ses objectifs de campagne et que la mobilisation anti-Brexit doivent tourner la page en se consacrant à d'autres enjeux politiques, les groupes locaux ont tout de même montré une résilience face aux nombreux échecs qu'ils ont essuyés.

Conclusion

L'approche microsociologique du mouvement pro-européen nous a permis de nous livrer à une description aussi fidèle que possible de la mobilisation militante contre le Brexit. Les données collectées sur le terrain (observation participante, entretiens, questionnaire) et celles partagées par Brenda Ashton (archives du groupe, accès à la DropBox) ont été des ressources fiables et précieuses dans l'interprétation des nombreux concepts théoriques abordés : profil socio-démographique, recrutement, engagement, participation, liens sociaux, désengagement.

La victoire pour une sortie de l'UE a été vécue comme un deuil et c'est souvent un sentiment de colère qui a poussé certains pro-européens à agir. Ces émotions sont, selon Goodwin *et al.*, éphémères et vouées à disparaître et ne contribuent donc pas à la longévité d'un mouvement social. En revanche, en rejoignant LfE, les militants ont trouvé le moyen de surmonter leurs peines : s'unir contre un ennemi commun et défendre la même cause ont créé des liens forts entre eux. Les membres de LfE ont développé des amitiés, un esprit de solidarité et sont parvenus à recréer un environnement dans lequel ils se sont sentis compris. Pour les auteurs, les émotions comme l'amour, la haine, la compassion, le respect, la confiance, la loyauté, l'indignation morale et l'appréhension sont des émotions classées comme pérennes.

◆ Le message pro-européen

Lors des entretiens avec les membres de LfE je me suis également penchée sur la question du message pro-européen. Diffuser un message cohérent et percutant a été l'enjeu le plus intimidant pour les militants. Selon A., construire un discours anti-Brexit au niveau local a été un réel casse-tête. Faire campagne pour un vote sur l'accord et en parallèle rejeter catégoriquement le Brexit était deux trajectoires contradictoires. Les militants de LfE ont rencontré des difficultés à faire passer ce message et ont reconnu l'échec de leur campagne. Cela sera repris dans la conclusion générale mais revenons d'abord sur les réactions et les points de vue de certains membres.

Pour O., une campagne à succès est une campagne qui n'a qu'un seul et unique but. Ce dernier s'oppose à l'argument de Corrigan-Brown selon lequel les groupes avec plusieurs objectifs facilitent le processus d'identification de ses membres, contrairement aux groupes avec un seul

objectif. O. prend l'exemple des eurosceptiques, qui, pendant plus de 40 ans ont gardé la même ligne de conduite : sortir de l'UE. Le maître de conférences juge l'engagement pour d'autres causes comme une distraction et prône donc la persévérance : « And I've always felt that's a distraction really, because I don't think [...] I think you've gotta be single-minded, that's how [...] the anti-European, the Euro-sceptics were very single-minded, you know, they very clearly worked, they didn't compromise [...]. »¹

Il a été assez surprenant de voir que soit les militants avaient leur propre avis sur la question, ou bien que d'autres, comme T. et O., n'en avaient pas la moindre idée : « I think it has no messaging currently, as in, you know, we're not out on the streets, we're not campaigning, we're not doing all of those things currently. »²

Selon S., le groupe est divisé sur la question de rejoindre l'UE dans un futur proche ou bien militer pour renégocier une relation la plus proche possible avec le bloc européen : « well, we're split on this. I personally think it's too early to campaign for rejoining. »³

P. de son côté, pensait (avec hésitation) que LfE cherchait à tenir le gouvernement conservateur responsable des conséquences du Brexit : « Good question, good question (*laughing*). MOSTLY, hold this current government to account. »⁴

Pour Brenda Ashton, le discours pro-européen était ennuyeux et peu attrayant. Selon elle les émotions qui émanent de l'UE ne sont pas suffisamment stimulantes : « Our messaging was boring, it was about the – 'cause the EU is a structure of texts, basically, it's about, you know, bringing nations together with the, you know, with all the emotion that I feel as an EU citizen of unity, solidarity, all these things. »⁵

Pour la militante, le Royaume-Uni finira par rejoindre l'UE, il est donc primordial de garder l'Europe « vivante » dans le discours pro-européen et de sensibiliser les jeunes électeurs :

¹ Entretien avec O., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

² Entretien avec T., *Liverpool for Europe*, 3 novembre 2021.

³ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁴ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

⁵ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

BA: ... what we're doing, so, you know, keep on talking, keep it alive, don't give in – I believe that we will rejoin one day, but I don't think it will be for a long time, personally. And that might just be 'cause I'm old and I think I only got two more elections, really. You know, I feel that it will be for other people and the young, what is the younger generation? They're the ones that are going to suffer, I was doing this for younger people, but the number younger people involved is very, it [...] they're very few...⁶

CR partageait l'avis de Brenda Ashton. Pour lui il est indispensable d'encourager la jeune génération à croire en l'Europe et d'éveiller leur intérêt pour davantage s'engager. Cependant, il ignorait quelle stratégie adopter :

CR: I suppose it's to change mind and to change viewpoints and to try to, try to encourage younger people to, to BELIEVE in Europe, (pause) because I know there was a study a couple of weeks ago that showed that about 90% of people WOULD NOT vote differently, so I suppose it's trying to engage with the younger generation, but I don't know HOW. I mean, it's not [...] I suppose it's up to Brenda – the strategy and things – but I don't, I don't know what the strategy is to do that, at the moment.⁷

La pandémie a fait cesser toute manifestation physique au Royaume-Uni. Bien que les membres de LfE soient restés en contact par le biais de réunions Zoom, la campagne a été sévèrement affectée et le manque de concertation est visible dans les prises de position des membres sur le message à diffuser. La crise sanitaire a perturbé le déroulement de la campagne également sur le plan stratégique puisque les militants pro-européens et le groupe March for Change avaient mis en place en avril 2020 une campagne exigeant une enquête publique sur la gestion de l'épidémie par le gouvernement conservateur de Boris Johnson.

◆ Les membres

Dans une conversation via la messagerie WhatsApp A. m'informait d'une problématique majeure au sein de LfE : les différents degrés d'adhésion. Une partie des membres de LfE voulait préserver une dimension inclusive avec un système d'adhésion hiérarchisé. Plusieurs membres ont quitté le groupe car ils étaient en désaccord sur ce principe. Pourtant, c'est ce fonctionnement qui a été adopté : les membres du comité (*core members*) ont des postes à responsabilités, peuvent prendre des décisions et ont la possibilité d'évoluer. Or, pour le militant, la page Facebook devrait pouvoir permettre aux membres de s'engager davantage sans

⁶ *Ibid.*

⁷ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

devoir passer par une réunion consultative avec les membres du comité. En effet, le groupe perd un temps précieux à débattre sur des problématiques liées au groupe et à la campagne en général : « We recognised the need to be more focused in our decision making rather than having endless consultative debates. »⁸

A. ajoute que Facebook représentait également un problème car la distinction établie entre les membres du groupe en ligne et « physique » manquait de logique. Il donne l'exemple du bulletin d'information dont les membres du groupe Facebook ignoraient l'existence. En effet, selon lui la frontière entre les membres du groupe Facebook et ceux du groupe « physique » n'est pas suffisamment marquée et peut porter à confusion et par conséquent peut affecter de manière négative la diffusion des informations pour le bon déroulement de la campagne.

Pour la plupart des membres, le vote pour une sortie a rompu un équilibre et LfE a été un nouveau repère idéologique, identitaire et émotionnel. CR me confiait que cela lui a permis de se sentir moins seul dans son combat pour l'Europe : « The day I went into the march in London – there were so many hundreds of thousands of people there – it felt, I felt like, encouraged that there were other people who felt like me. »⁹

Faire partie de LfE a été une affirmation identitaire pour P. qui sans le groupe n'aurait sans doute pas eu le courage d'exprimer ses convictions :

P: It helped me [...] define more clearly what I wanted to DO rather than just let things happen and I can't just get on with it. I've been more VOCAL in recognising and pointing out where things are wrong, what you should say and not say, support someone who feels a bit down or someone who's business is about, you know, selling products from abroad or whatever. There's the Italian deli down the road, obviously it's gonna have more difficulty now in getting their produce in or [...] you just become more protective and more vocal in what you want to protect.¹⁰

◆ La campagne de LfE

Pour les membres du groupe, LfE a mené une campagne à succès. Bien que la campagne ait échoué au niveau national, le groupe a néanmoins construit un réseau local et a gagné une certaine visibilité. Ses rapports avec les élus locaux, les lettres écrites pour le journal *Echo* et la

⁸ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

⁹ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹⁰ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

promotion de ses activités militantes sur les réseaux sociaux ont permis à LfE de se faire entendre sur la scène militante, médiatique et politique. Par ailleurs, LfE faisait partie des six plus grands groupes au Royaume-Uni et a acquis une renommée nationale, une fierté pour A.:

Well, we failed OBVIOUSLY, we failed in the sense, I mean, in the current national context. But let me take a step back from now. Our goals were to make Liverpool for Europe and the campaign from Europe NATIONALLY significant – I think we succeeded in that. I think we were PROMINENT, [...] we were ranked within the six largest groups in the UK.¹¹

A. mentionnait le congrès du Parti travailliste (septembre 2018) qui avait été un moment fort pour LfE et probablement un des événements les plus marquants :

A: Our biggest success was during the Labour Party conference when we met - that conference was significant, because during the Liverpool Labour conference, there was a resolution passed to support People's Vote. Now, Alison McGovern, the MP, said that our presence outside was significant. We organised a march that was HUGELY successful, thousands of people, way beyond the success, in fact.¹²

Le bilan tiré par P. est tout aussi intéressant. Dans l'ensemble elle jugeait le parcours de LfE plutôt positif. La fondatrice du groupe se souvenait que LfE avait dû se construire de toutes pièces et rappelait la difficulté de recruter et motiver les pro-européens à participer. Le défi de diffuser un message clair dans la confusion ambiante n'a pas empêché LfE de se développer :

P: I think we did build a very good movement, considering where we started from and how difficult it was to, to rally people round. [...] if it's something really specific, it's easy to get people to join, and even though THIS IS, it's also very wide-ranging as well, so it's HARDER to put a clear message across to get people round. And so, because all of that confusion that we had to clear up, I think we DID manage to build a very good movement.¹³

M. estimait que LfE était parvenu à diffuser le message pro-européen par le biais de journées d'action et la distribution des tracts. Il montrait beaucoup de patience et refusait de voir la victoire du vote *Leave* comme un échec. Pour lui le mouvement pro-européen est un processus qui demande du temps et il reste convaincu que les Britanniques finiront par se rendre compte que le futur du Royaume-Uni se trouve dans l'UE :

¹¹ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹² Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹³ Entretien avec P., *Liverpool for Europe*, 11 novembre 2021.

M: I think they were good at disseminating information through leaflets. Obviously, we did with the referendum, so to that extent, it's not a failure. I don't regard it as a failure, it's an ongoing situation ultimately people will come to realise that the future is with Europe, really.¹⁴

Pour la cheffe de campagne, LfE a atteint ses objectifs de campagne au niveau local : le groupe est parvenu à se faire connaître et à fédérer les pro-européens.

BA: I think [...] at grassroots level, it was highly effective. I think that we made people aware, they knew who we were, we were out there, it was effective in bringing rem[...] – I'm going to use remainers, you know – effective in bringing pro-EU people remainers together, who again, psychologically would have been a lot worse off if they hadn't been in a group of like-minded people. We had marches, we, you know, we wrote to newspapers, I think, I think at grassroots level it was most effective and I think I said in the last interview, we were let down at a political level.

◆ Limites

En revanche, les militants ont aussi développé un esprit critique vis-à-vis sur la gestion et des accomplissements de LfE. Le recrutement des jeunes a été une problématique récurrente. En juin 2019, Brenda Ashton est revenue sur la campagne de LfE, elle tirait la conclusion que malgré de nombreuses tentatives, le groupe a échoué à recruter de jeunes militants. Bien que le problème et ses raisons aient été clairement identifiés par les membres de LfE, les stratégies mises en place n'ont pas eu le succès escompté. Selon elle l'UE est encore un sujet qui manque de passion, les jeunes auraient besoin d'un « guru », un leader pro-européen qui les inspire autant que Jeremy Corbyn :

BA: They want gurus, you know – that's why they are inspired by Jeremy Corbyn, because he said the things that related to their beliefs, you know, what they wanted to BELIEVE in. And the EU is a bit DRY for them, you know, it's not [...] 'cause we don't have like A person leading the EU [...]¹⁵

Chester for Europe et LfE avaient voulu profiter de l'évènement musical Rock for Europe pour intervenir dans les universités et faire la promotion de la campagne pour un vote sur l'accord. Cependant, l'accès à l'université de Liverpool (John Moores) leur avait été refusé. En effet, l'établissement prônait une politique de neutralité et ainsi n'avait pas autorisé les groupes

¹⁴ Entretien avec M., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

¹⁵ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

militants à faire campagne sur leur campus au nom de PV. La militante s'insurgeait devant ce qu'elle interprétait être une pure injustice :

BA: [...] what we haven't been able to do, is to get to young people to [...]
We've often tried. I mean, we can't get young people within the group either, so [...]

MP: What, what do they say, when you ask?

BA: Well, it's not [...] young people [...] we did some [...] there was this event called Rock for Europe – it was like a rock, you know, a musical event. [...] Again, wasn't ours – Chester For Europe had decided to hold it at the University of Liverpool, so we went out there with leaflets and to talk to young people and before then, the Guild, the Students' Union at the University asked us to help them to get people – get the Students' Union – to support the People's Vote. So we did, we went out leafletting and giving them the leaflets with the, you know, the – what do they call it? You know, that thing that you just scan, so you can ju[...], it's on the leaflet, it's called [...]

[...]

MP: I think it's QR code.

BA: QR, thanks. So, all they had to do is scan and say yes or no, so that was quite successful, 'cause we had something to GIVE to them, you know, as they did. So, we supported them on that. The other interesting thing is that that went through, that was accepted at the Students' Guild, the Students' Union, but it WAS to support the People's Vote and because they're universities, they HAVE to be neutral, so for example, they supported the People's Vote and they came down to the march in October, but EQUALLY they WOULD go to a Brexit march.

[...]

Do you see what I mean? Because they have to be neutral, so that's what they say. So, it wasn't entirely what we wanted, but at least, it was a discussion. JMU won't let us in, you know, they just say they don't want any partisan [...] political (hesitating) infiltration at all, which is very odd to somebody like me, who comes from, you know, the 70s when politics was out there. [...] and I've been to meetings where they're just totally APATHETIC, you know, they say [...] one remark was: 'I feel as if it's being done to me'. This was a student, this was a uni[...] Liverpool University, University of Liverpool student. "What do you think about Brexit or People's Vote?"

"I feel as if it's being done to me." And another one said: "Well, we had a vote, you know, it was, it's the democratic process."

Cet épisode fait écho à une anecdote partagée par CR. Maître de conférences à l'université de Chester, ce dernier avait voulu inviter Michael Dougan, Professeur de Droit à l'université de Liverpool, à intervenir devant ses étudiants pour parler du Brexit. Sa supérieure craignait que la vision du Brexit de Prof. Dougan soit différente de la sienne. Cette dernière avait exigé de prendre connaissance de la présentation de Prof. Dougan avant sa venue : « [...] because it

might CLASH with what she has taught her students. »¹⁶ L'enseignant de civilisation allemande avait qualifié cette attitude de dictature : « I was thinking this is like a DICTATORSHIP. [...] [A]re we supposed to tell Michael Dougan what he's, what he's supposed to say and what [...] why don't you want one of your students to hear this version? »¹⁷

La forte politisation de certains établissements universitaires est assez surprenante. Lors de la campagne référendaire, certains députés conservateurs qui soutenaient la campagne Stronger In avaient contacté les universités afin de connaître le contenu de leurs enseignements au sujet de l'UE. Au-delà du fait que les universités défendent des valeurs humaines comme l'inclusion, la tolérance, on s'attendrait à ce qu'elles soient contre le Brexit pour de multiples raisons (obtentions de fonds européens, programmes d'enseignement d'études européennes, programme de mobilité international ERASMUS, inscription d'étudiants ressortissants de l'UE etc.) Pour finir, Alan Sked, eurosceptique écossais et fondateur de Ligue anti-fédéraliste (devenue le UKIP en 1993), s'insurgeait en 2017 dans un commentaire pour le *Telegraph* du parti pris des universités : « There is no doubt that Brexit is deeply resented by British universities, who see it simplistically as a rejection of international collaboration or even xenophobia. »¹⁸

Par ailleurs, la crise sanitaire a également fait ressortir les limites des capacités de résistance de LfE et a conduit à une perte du lien entre les membres. AG la militante irlandaise avait organisé une soirée pour les fêtes de Noël 2021 afin que les membres puissent se retrouver entre eux.¹⁹ De plus, les membres de LfE ont dû changer les modalités de leur militantisme jusqu'alors principalement mis en œuvre. Cela s'était traduit par une campagne entièrement numérique où les militants publiaient sur les réseaux sociaux, signaient électroniquement des pétitions, écrivaient au journal local : « Well, it's changed since Covid. Really since Covid it's just, social media, signing petitions, sharing posts and writing to the *Echo*. There's not a lot else that you can do. »²⁰

¹⁶ Entretien avec CR, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Alan Sked, « It's true: British universities are grotesquely biased against Brexit », *The Telegraph*, 26 octobre 2017,

<https://www.telegraph.co.uk/education/2017/10/26/true-british-universities-grotesquely-biased-against-brexit/>, consulté le 21 août 2022.

¹⁹ Entretien avec AG, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

²⁰ Entretien avec S., *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

CONCLUSION

Cette thèse s'est efforcée de mettre en lumière l'existence d'un sentiment pro-européen au Royaume-Uni à travers l'étude de la mobilisation militante contre le Brexit. La rétrospective historique de la relation entre le Royaume-Uni et l'UE depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la fin des négociations, l'analyse approfondie des théories des mouvements sociaux des années 1960/70 ainsi que l'étude de cas consacrée au groupe Liverpool for Europe, ont mis en évidence l'existence d'un réseau militant pro-européen à l'échelle locale outre-Manche.

S'intéresser au mouvement *grassroots* de la mobilisation anti-Brexit en vue d'une interprétation du sentiment pro-européen au Royaume-Uni représente à la fois l'originalité et la difficulté des recherches entreprises. Le recours à une variété d'outils méthodologiques a rendu possible une identification ainsi qu'une analyse des paramètres du mouvement pro-européen, notamment par le biais de l'étude de cas du groupe Liverpool for Europe. Or, entre 2017 et 2021 l'approche choisie a subi des changements notables : les méthodes se sont diversifiées, le lien avec les militants s'est intensifié, les questions posées lors des entretiens se sont complexifiées et par conséquent, la problématique centrale a évolué. Cette thèse s'est développée en parallèle de la mobilisation qui elle-même tentait d'infléchir les négociations entre Londres et Bruxelles dans le but de garder le Royaume-Uni dans l'UE. Désormais conscients de leur identité européenne, les militants anti-Brexit se sont malheureusement retrouvés sans les ressources suffisantes pour atteindre leur objectif. Nous reviendrons sur les limites de leur action plus tard dans cette conclusion. Tentons d'abord de répondre à la question centrale de cette thèse : la mobilisation militante contre le Brexit a-t-elle eu un impact sur le sentiment pro-européen outre-Manche ?

Le dernier sondage d'opinion indique qu'en mai 2023, une majorité de Britanniques pensait que le Royaume-Uni aurait dû voter pour rester dans l'UE. Selon les chiffres publiés par *Statista*, depuis le mois de juin 2021 l'écart ne cesse de se creuser : 44 % pensaient que sortir de l'UE était une erreur contre 43 % qui étaient d'avis que le Brexit était positif. En revanche, ils n'étaient plus que 33 % à partager cet avis au printemps 2023 contre 55 % qui estimait que quitter l'UE n'était pas une solution.¹ Peut-on parler d'un phénomène de « *Bregret* » ? Sans doute la gestion calamiteuse de la Covid-19 par le gouvernement de Boris Johnson (suivie du

¹ La part de « je ne sais pas » varie peu, oscillant entre 10 et 14 % depuis mars 2021. - Statista, « In hindsight, do you think Britain was right or wrong to vote to leave the European Union? », janvier 2020-mai 2023, <<https://www.statista.com/statistics/987347/brexit-opinion-poll/>>, consulté le 12 juin 2023.

« partygate »)² et le déclin de la popularité des conservateurs au sein de l'opinion peuvent expliquer ce revirement de position chez les Britanniques. Le Premier ministre, Rishi Sunak ne rassemble que 28 % d'opinions favorables, 60 % de la population n'approuvent pas la manière dont le Parti conservateur dirige le pays et affichaient, en juin 2023, une nette préférence pour le Parti travailliste de Keir Starmer.³

◆ La faible visibilité du discours pro-européen en politique

Dans la première partie nous avons pu voir que la question européenne, jusque-là confinée à la sphère politique est devenue à l'été 2016 la préoccupation d'une partie de la société civile qui s'est largement mobilisée au niveau local en créant des groupes dans leur ville mais aussi au niveau national à l'occasion de l'organisation de marches anti-Brexit. Ce phénomène est sans précédent au Royaume-Uni :⁴ que ce soit à l'échelle nationale et même européenne, la cause pro-européenne n'a jamais fait l'objet d'une mobilisation militante telle qu'elle s'est manifestée outre-Manche.

En 2015, la question européenne ne figurait pas parmi les préoccupations principales des électeurs. En effet, seulement 6 % s'en préoccupaient et les Britanniques s'inquiétaient davantage des affaires d'ordre national comme l'économie, le NHS ou encore l'immigration.⁵ Pour Schnapper, l'Europe qui constituait pourtant un enjeu politique colossal, était absente de la campagne électorale de 2015. En cas de victoire du Parti conservateur la question européenne allait pourtant être soumise au référendum. Les *Tories* parlèrent peu sur la réforme de l'UE dans leur programme afin de dissuader le UKIP de contre attaquer. Contrairement aux trois grands partis, le UKIP et le SNP étaient les seules formations à placer l'Europe au centre de leurs programmes électoraux. Pauline Schnapper conclut que les conservateurs, les travaillistes ou encore les libéraux-démocrates avaient fait le choix de passer l'Europe sous silence pour deux raisons : éviter de se mettre en porte à faux et parce que l'UE ne semblait pas être au cœur des préoccupations de l'opinion.⁶ Il fallut attendre les élections législatives de 2017 pour que le

² Lorsque Boris Johnson était Premier ministre il aurait organisé des soirées privées à son domicile alors que le pays était en phase de confinement. Le « partygate » fait l'objet d'une enquête au moment de l'écriture et un rapport devrait être publié très prochainement.

³ Ipsos, « Latest UK Opinion Polls: Government approval recent changes », 5 juin 2023, <<https://www.ipsos.com/en-uk/uk-opinion-polls>>, consulté le 12 juin 2023.

⁴ Adam Fagan et Stijn van Kessel, *op. cit.*; Verena K. Brändle et al., *art. cit.*

⁵ Pauline Schnapper, *art. cit.* 2015.

⁶ *Ibid.*

Brexit devienne alors la préoccupation principale des Britanniques, loin devant le NHS ou encore l'économie.⁷

◆ L'Europe comme remède à la crise économique

Afin de comprendre les raisons pour lesquelles 51,9 % des Britanniques ont voté pour sortir de l'UE, il a été nécessaire de retracer l'instrumentalisation de la question européenne à travers les différents gouvernements qui se sont succédé au 10 Downing Street ainsi que les clivages qu'elle a pu créer au sein des Partis conservateur et travailliste. Les divisions et tensions au sein des partis politiques britanniques ont révélé l'échec de l'exportation du modèle pro-européen « par le haut ». Or, cette fois-ci on remarque une stratégie « par le bas », où les pro-européens ont choisi la voie militante pour rétablir un message positif de l'UE et ont fait pression sur le Parti travailliste de Keir Starmer pour qu'il soutienne la cause *Rejoin* en vue des prochaines élections législatives prévues pour 2024.

Au moment de la création de la CECA, puis de la CEE dans les années 1950, l'Europe opposait déjà les Partis conservateur et travailliste mais restait néanmoins secondaire dans les affaires politiques.⁸ Inexistant dans les années 1950, l'europhisme demeura marginal jusqu'au milieu des années 1960.

Europeanism, non-existent in the 1950s, remained an eccentric allegiance as late as the middle 1960s. Since Britain was still outside, Community affairs hadn't yet become the obvious career-path of choice of all young diplomats in search of stimulus and influence. Older men had to see their careers out, and older men were Commonwealth or American men, not, by and large, Europeanistas.⁹

En effet, rejoindre la CEE en 1973 n'était pas sans enjeu : les conservateurs désireux de rejoindre le Marché commun pour remédier à la crise économique qui sévissait avaient passé sous silence la question de la souveraineté nationale et parlementaire, privilégiant l'argument économique. Après deux refus, la démission du général de Gaulle et l'élection de l'europhile

⁷ Ed Fieldhouse et Chris Prosser, « General Election 2017: Brexit dominated voters' thoughts », *BBC News*, 1^{er} août 2017, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-40630242>>, consulté le 1^{er} novembre 2022

⁸ Pilkington remarque que jusqu'en 1997 il n'existait pas de ministère dédié à l'Europe. En effet, les affaires européennes étaient principalement entre les mains du ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth, et par conséquent, traitées de la même manière que celle-ci. - Colin Pilkington, *Britain in the European Union Today*, Politics today, Manchester University Press, 2001², p. 117.

⁹ Hugo Young, *op. cit.*, p. 315.

Edward Heath au poste de Premier ministre, les Britanniques sont finalement parvenus à rejoindre la CEE. Tout comme en 2016, la dimension économique avait une place bien plus importante dans le discours pro-européen : les anti-Europe se sont alors tournés vers des thématiques culturelles et idéologiques, comme le principe de souveraineté et plus récemment, la question migratoire pour les plus radicaux.

◆ L'illusion d'un consensus national

En parallèle du développement du Marché commun vers une union monétaire et politique, la question européenne est progressivement devenue un argument de campagne fondamental pour l'opposition qui tentait de contrer le parti au pouvoir. En 1975, sous la pression de la gauche travailliste, le gouvernement d'Harold Wilson tentait de mettre un terme au débat et aux tensions qui gangrenaient le Parti travailliste avec la tenue d'un premier référendum. Avec 67 % des voix, la victoire pour un maintien dans la CEE avait donné l'illusion d'un consensus national. Toutefois, les Britanniques n'ont jamais manifesté d'enthousiasme pour l'Europe, puisque même en 1975, Butler et Kinzinger rappelaient le « terrible manque d'enthousiasme » et « l'apathie manifeste » des pro-européens et des dirigeants politiques pour le soutien de la CEE.

As the campaign closed, there were many reports of 'tremendous apathy', 'a horrible lack of enthusiasm', 'low activity' and of anxiety about whether people would vote.¹⁰

[...]

The 1975 referendum may have removed one barrier to future referenda - the argument that 'we've never had one here'; but it engendered no enthusiasm for the innovation, certainly not among Britain's political leaders.¹¹

Par ailleurs, la création du SDP le 26 mars 1981 par une partie de l'aile droite travailliste, apporta l'illustration que des tensions persistaient. Au-delà de la question européenne, le SDP avait fait ressortir les failles du système électoral britannique, où la viabilité des partis tiers dans le scrutin uninominal à un tour (*first-past-the-post system* ou *FPTP*) est faible et éphémère. Ce système électoral laisse peu de chances aux partis alternatifs.¹² Cette revendication que nous

¹⁰ David Butler et Uwe Kitzinger, *op. cit.*, p. 188.

¹¹ *Ibid.*, p. 288.

¹² Pour les partis tiers, la coalition comme celle entre les libéraux-démocrates et le Parti conservateur en 2010, reste jusqu'à ce jour, la seule possibilité d'avoir un siège à 10 Downing Street. Le 5 mai 2011 David Cameron avait déjà mis en place un référendum sur la réforme du

aborderons plus loin, est toujours d'actualité et est largement soutenue par les militants pro-européens, car le système électoral (opportunité politique) influe considérablement l'impact d'un mouvement social.¹³ Après la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, les *remainers* ont réorienté leur campagne vers des problématiques plus larges, comme le mode de scrutin proportionnel (*proportional representation, PR*).

L'illusion d'un consensus national induit par la victoire du référendum de 1975, où la question de souveraineté nationale ne faisait pas partie des préoccupations d'une majorité de Britanniques, n'a fait que repousser l'inévitable. Avec le recul, David Cameron se rendit compte que le gène eurosceptique était dormant et bien plus présent qu'il ne l'avait anticipé.¹⁴ Le vote pour une sortie confirmait la réticence (voire l'hostilité) du Royaume-Uni à faire partie de l'Europe politique. Margaret Thatcher avait obtenu le rabais sur la contribution au budget européen, John Major et Tony Blair avaient refusé d'adhérer à l'Euro, David Cameron avait rendu le Brexit possible. L'échec de la campagne Stronger In repose sur plusieurs facteurs mais l'ambiguïté du Parti travailliste et l'euroscepticisme (presque) assumé de Jeremy Corbyn a laissé les « *soft-Leavers* » dans la confusion. De plus, Oliver souligne qu'une plus grande participation des jeunes aurait exercé une influence positive sur le vote.¹⁵

◆ L'Europe : source de divisions

À partir des années 1980 la contribution au budget¹⁶ était désormais au centre des préoccupations et avait empoisonné le Parti conservateur. Tandis que le *Labour* avait atteint un consensus depuis la fin des années 1980, les *Tories* se déchiraient sur l'UE : « les travaillistes au début des années 1980 et les conservateurs dans les années 1990 ont chèrement payé le prix de leurs divisions sur l'Europe, qui ont été une cause principale de leurs défaites respectives aux élections générales. »¹⁷ Par conséquent, l'hostilité de Thatcher face à l'union monétaire, le

ystème électoral (*Alternative Vote System*) jusque-là fonctionnant sur le mode de scrutin uninominal à un tour (*First-Past-The-Post system* ou FPTP). Contre cette réforme, Cameron ressortit victorieux et confiant lorsque 67,2 % des Britanniques rejetèrent le referendum.

¹³ Marco G. Guigni, « Was It Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, Vol. 24, 1998, pp. 371-393.

¹⁴ David Cameron, *op. cit.*, p. 655.

¹⁵ Selon Craig Oliver si les 18-24 ans avaient voté comme 35-44 ans, le vote aurait été en faveur d'un maintien. – Craig Oliver, *op. cit.*, p. 400.

¹⁶ La vision de Thatcher à ce sujet était soutenue par l'ensemble du parti, y compris par les plus europhiles comme Edward Heath. – Edward Heath, *op. cit.*, p. 698

¹⁷ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 2000, p. 94.

Chapitre social et d'autres initiatives et programmes européens, ainsi que le départ de Michael Heseltine (du gouvernement) jouèrent en faveur de l'opposition. En cherchant à créer des fondements solides d'une future collaboration avec l'UE, les gouvernements travaillistes sous Tony Blair et Gordon Brown se distinguèrent des 18 années conservatrices. Dans le *manifesto* travailliste de 1997, Tony Blair reconnaissait les faiblesses de l'EU et se positionnait en réformateur. Pour que le Royaume-Uni obtienne ce qu'il voulait, il devait s'engager de manière constructive :

We will stand up for Britain's interests in **Europe** after the shambles of the last six years, but, more than that, we will lead a campaign for reform in Europe. Europe isn't working in the way this country and Europe need. But to lead means to be involved, to be constructive, to be capable of getting our own way.¹⁸

Le *New Labour* voulait être aux commandes de l'élargissement et de la réforme de l'UE.¹⁹ Engagés pour combattre le terrorisme qui sévissait au Moyen-Orient et menaçait l'Occident (*war on terror*), les travaillistes percevaient le Royaume-Uni comme un pont entre les États-Unis et l'Europe²⁰ et insistaient sur l'importance de ne pas s'isoler de l'UE.²¹ Pour Gordon Brown, après la crise financière de 2007-8, l'UE devait s'ouvrir sur plus de compétition extérieure et inscrire ses politiques environnementales et économiques dans un monde globalisé et moderne, ou ce qu'il appelait « a Global Europe » dans son discours du 14 janvier 2008.²² Par ailleurs, son court mandat fit également l'objet d'une redéfinition d'une vision somme toute churchillienne de la *Britishness*,²³ une thématique chère à l'Écossais, allant ainsi à l'encontre du principe d'intégration européenne.

Pendant les treize années passées dans l'opposition, le Parti conservateur avait adopté une attitude de plus en plus hostile envers l'Europe mais « hésit[ait] encore à brandir la carte périlleuse du retrait britannique de l'Union européenne, malgré la popularité croissante de son

¹⁸ Présentation originale. - Labour Party, *art. cit.* 1997.

¹⁹ Labour Party, « Ambitions for Britain », *2001 Labour Party Election Manifesto*, 2001.

²⁰ *Ibid.*; Gordon Brown, *op. cit.*, p. 110.

²¹ Labour Party, *art. cit.* *2001 Labour Party Election Manifesto*, 2001. Lors de la conférence devant le Foreign Office en 2003, Blair avait articulé son discours entre l'importance de maintenir une place au centre de l'UE et de préserver l'alliance diplomatique avec les États-Unis et d'apporter le soutien par le déploiement des forces armées britanniques en Irak. Tony Blair, « Full text: Tony Blair's speech », *The Guardian*, 7 janvier 2003, <<https://www.theguardian.com/politics/2003/jan/07/foreignpolicy.speeches>>, consulté le 2 octobre 2022.

²² Gordon Brown, *op. cit.*, p. 129-32

²³ Gerry Hassan, « Don't Mess with the Missionary Man: Brown, Moral Compasses and the Road to Britishness » dans Andrew Gamble et Tony Wright (eds), *Britishness*, Wiley-Blackwell, 2009, pp. 86-100.

concurrent, le UKIP, qui lui, en avait fait son principal cheval de bataille. »²⁴ Pour les conservateurs, accepter le traité de Maastricht en restant en dehors de la Charte sociale et de la monnaie unique était le juste prix à payer : le Royaume-Uni restait décisionnaire sans avoir à sacrifier le principe de souveraineté nationale.²⁵ De surcroît, la crise financière, puis des migrants de la fin des années 2000 ont alimenté les discours eurosceptiques, soutenus par la presse populaire britannique et le UKIP. Par ailleurs, Cameron avait refusé de prendre part au Pacte de stabilité et de croissance²⁶ qu'il estimait dysfonctionnel : selon lui les économies européennes, contrairement à celle des nations du Royaume-Uni qui partageaient elles aussi une monnaie commune, étaient bien trop différentes les unes des autres.²⁷

Dès son adhésion à la CEE, le Royaume-Uni subissait les répercussions de cette décision au niveau politique avec des dissensions insolubles entre les grands partis mais aussi en leur sein, mettant ainsi en péril leur équilibre. Tout comme en 1975, la voie référendaire ne semble pas avoir répondu aux problèmes que pose l'Europe. Oliver parle d'un « effet placebo », ce qui revient à dire que le référendum n'est pas l'antidote à la question européenne qui infeste les partis au Royaume-Uni. L'auteur souligne également que le paysage britannique présente de nombreuses ruptures, divisions et désaccords qui ont été exacerbés par la réticence à faire partie du projet européen. Il ajoute également que les différences historiques, idéologiques mais aussi pratiques ont façonné la vision des Britanniques. L'idée qu'ils se sont faite de l'intégration européenne, de leur place dans l'UE ou encore celle de l'Europe dans le monde reste profondément différente de celle de leurs voisins européens.²⁸

◆ Les libéraux-démocrates : pro-européens ou pro-réforme ?

De leur côté, les libéraux-démocrates lésés par leur alliance avec les conservateurs ont, dans le cadre de la coalition, perdu l'occasion de faire valoir l'Europe dans le débat politique. Les *Lib Dems* soutenaient la monnaie unique, une Europe fédérale ainsi qu'une plus grande intégration. Néanmoins, le parti avait lui aussi ses limites, causées (en partie) par la nature changeante de l'UE. En effet, dès l'année 2009 on pouvait lire dans un de leurs communiqués qu'ils voulaient

²⁴ Agnès Alexandre-Collier *et al. op. cit.*, p. 14-5.

²⁵ David Cameron, *op. cit.*, p. 403.

²⁶ Le terme exact est le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG).

²⁷ David Cameron, *op. cit.*, p. 323.

²⁸ Tim Oliver, « Why the EU Referendum Will Not be the End of the Story », *Federal Trust for Education and Research*, 2016.

organiser un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE : « Liberal Democrats have argued for a referendum on whether Britain stays in or leaves the EU. »²⁹ On remarque que plus l'UE progressait vers davantage d'intégration, plus les libéraux-démocrates se radicalisaient. À partir de 2008, ils se montrèrent moins positifs au sujet de l'Euro et rejoignaient la position des travaillistes, ce qui leur a été reproché lorsqu'ils formèrent le gouvernement de coalition.³⁰ Au sujet de la contribution britannique au budget européen, les libéraux-démocrates s'éloignèrent progressivement d'un discours positif. Hertner et Keith identifient un consensus entre les travaillistes, les conservateurs et les *Lib Dems*, qui tous trois, avaient adopté une attitude hostile. Pour le *Labour* la réforme budgétaire était liée à celle de la PAC or, le Parti travailliste ne lui accordait qu'une seule ligne dans leur programme des élections européennes de 2014,³¹ tandis que les libéraux-démocrates offraient un plan plus détaillé en consacrant une section à part entière.³²

Afin de veiller à la bonne cohésion de la coalition, les libéraux-démocrates restèrent discrets sur l'Europe jusqu'en 2013. L'année suivante, Nick Clegg, le *leader* du parti, s'était engagé dans une série de débats sur la question européenne pour déstabiliser le UKIP, son principal rival. Or, cette initiative ne connut pas le succès attendu puisque le parti avait perdu des sièges aux élections européennes de 2014 et aux législatives de 2015. En effet, Nick Clegg était vu comme le grand perdant de ces échanges et l'Europe n'était clairement pas une thématique gagnante pour le parti. En effet, contrairement au UKIP qui avait un discours anti-européen bien articulé, les libéraux-démocrates traitaient la question européenne de manière relativement vague et se prononçaient également en faveur d'une réforme.³³

En somme, les *Lib Dems* soutenaient donc l'appartenance à l'UE tant que celle-ci était dans l'intérêt national. Si plus de pouvoirs venaient à être transférés de Londres à Bruxelles, le parti

²⁹ The Liberal Democrats, « A Fresh Start for Britain: Choosing a Different, Better Future », Policy Paper 94, 2009, <https://d3n8a8spro7vhmx.cloudfront.net/libdems/pages/1811/attachments/original/1390823363/94_-_A_Fresh_Start_for_Britain.pdf?1390823363>, consulté le 17 octobre 2022.

³⁰ Isabelle Hertner et Daniel Keith, *art. cit.* Dans leur *manifesto* de 2014 le parti estimait que rejoindre l'Euro n'était plus dans l'intérêt national et ce projet fut donc exclu de leur politique européenne. – The Liberal Democrats, « In Europe We Work », 2014 *European Parliament manifesto*, 2014, <http://www.manifesto.com/wp-content/uploads/2015/09/small_Manifesto_EU_2014_-_Welsh_Lib_Dems.pdf>, consulté le 18 octobre 2022.

³¹ Labour Party, « The Labour Party European Manifesto », 2014 *European Parliament manifesto*, 2014, <https://manifesto.deryn.co.uk/wp-content/uploads/2021/04/LABOUR_PARTY_euro_manifesto-2014.pdf>, consulté le 18 octobre 2022.

³² The Liberal Democrats, *art. cit.*, 2014.

³³ Pauline Schnapper, *art. cit.*, 2015.

s'engageait lui aussi à organiser un référendum. De plus, ils souhaitaient accorder davantage de pouvoir aux parlements nationaux, voulaient réformer l'Euro et la PAC et encourageaient une réduction de la participation au budget européen, dernier point qui faisait d'eux des eurosceptiques modérés. Plus tard, en 2014, le parti convergeait vers le discours des conservateurs : l'UE devait servir les intérêts du Royaume-Uni.³⁴ Malgré des résultats encourageants aux élections locales et européennes de 2019, les partis pro-européens comme les Verts ou les *Lib Dems*, ne sont pas parvenus à faire une percée. Les résultats laissaient penser à une résurgence des partis pro-européens, en particulier les libéraux-démocrates qui, depuis la coalition avec les conservateurs, avaient perdu bon nombre de leurs partisans. De plus, les élections européennes témoignaient d'une fragmentation du paysage politique avec l'émergence de deux nouveaux partis : Change UK et le Brexit Party. Quant à Change UK, né des défections de députés travaillistes et conservateurs en désaccord avec la ligne « dure » adoptée par le gouvernement May, ou encore Renew, initiative de démocratie participative, ils ont échoué à s'allier à la frange militante pro-européenne.

◆ L' « *Anglosphère* » : une alternative à l'UE

Désormais tourné vers ses homologues anglophones outre-Atlantique et dans la zone indopacifique, le Royaume-Uni tente de remplacer l'UE avec de nouveaux accords. Les accords commerciaux signés avec l'Australie et la Nouvelle Zélande en mai 2023 ainsi que la mise en place d'un nouveau partenariat trilatéral avec l'Australie et les États-Unis (AUKUS) sont deux nouvelles perspectives largement soutenues par les pro-Brexit qui, comme le UKIP, « voy[aient] dans l'Anglosphère une occasion de rejeter les valeurs et les normes européennes d'inspiration sociale-démocrate en faveur de valeurs néolibérales prétendument partagées par ces États. »³⁵

L'émigration de Britanniques, les échanges commerciaux, l'investissement et l'exportation d'un modèle culturel, notamment par la langue anglaise, vers le monde anglophone ont renforcé

³⁴ Isabelle Hertner et Daniel Keith, *art. cit.*

³⁵ Thibaud Harrois, « Le Royaume-Uni et l'AUKUS : « Global Britain » à l'œuvre ou stratégie de petit État ? », *Observatoire du Brexit*, 28 septembre 2021.

cette distance avec le continent européen.³⁶ Selon Mycock et Wellings l'« *Anglosphère* »³⁷ a été un point de repère pour ceux qui faisaient campagne pour sortir de l'UE.³⁸ L'adhésion à la CEE en 1973 a été perçue comme l'élément venant perturber l'équilibre de l'ordre établi au sein de l'« *Anglosphère* », en vertu duquel le Royaume-Uni jouait un rôle central.³⁹ Le Royaume-Uni renonce alors à l'UE pour rejoindre un espace perçu comme plus enrichissant, avec lequel il partage un héritage culturel et historique.

Ce faisant, aussitôt sorti de l'UE, le 15 septembre 2021, dans la perspective d'endiguer l'expansionnisme chinois en Asie-Pacifique, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie ont signé l'accord de sécurité et défense AUKUS. Ce choix de stratégie militaire a été vécu comme une trahison pour la France, qui a perdu la vente de ses sous-marins à l'Australie. Par ailleurs, en 2013, année où David Cameron s'engagea à organiser un référendum sur la poursuite de l'adhésion à l'UE, Boris Johnson, alors maire conservateur de Londres, déclarait que le peuple britannique avait une connexion culturelle et émotionnelle plus ancrée avec l'Australie que n'importe quel autre pays.⁴⁰

Mycock et Wellings soulignent que l'euroscepticisme de droite a provoqué un réaligement de la politique étrangère britannique : renouer avec ses alliés traditionnels de l'anglosphère comme l'Australie, le Canada ou encore la Nouvelle Zélande constituerait une alternative à l'UE. En d'autres termes, le futur du Royaume-Uni résiderait dans ce que les deux auteurs qualifient de

³⁶ William Wallace, *art.cit.*

³⁷ Le terme et anglicisme « anglosphère » porte plusieurs définitions. Cité en 1995 pour la première fois par Neal Stephenson dans son œuvre fictionnelle *Diamond Age*, le concept remonte quant à lui au XIXe siècle. Il se définit par ce que Churchill appelait au XXe siècle « the English-speaking world » et faisait référence aux pays que le Royaume-Uni avait colonisés. Or, au XXIe siècle, l'anglosphère se rapporte aux pays où l'anglais est la langue officielle. « L'anglosphère ne renvoie donc pas uniquement à la langue mais véhicule l'idée d'une « manière d'habiter le monde ». » - Lydia Ben Ytzhak, « L'anglosphère par-delà la langue », *CNRS le journal*, <<https://lejournalejournal.cnrs.fr/articles/langlosphere-par-dela-la-langue>>, consulté le 4 octobre 2021 ; Mycock et Wellings définissent l'anglosphère comme une communauté anglophone assez étendue mais mal délimitée. Celle-ci est liée par une langue commune associée à une certaine littérature, une culture, le sport, les médias et des liens familiaux. Cette communauté commémore les mêmes conflits militaires passés et présents et s'attribue un héritage « civilisationnel » fondé sur des valeurs, des croyances et des pratiques de l'économie de marché et la démocratie progressiste. – Andrew Mycock et Ben Wellings, « The Anglosphere : Past, present and future », *British Academy Review*, automne 2017.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Bien que le CNRS précise que « L'anglosphère ne renvoie donc pas uniquement à la langue mais véhicule l'idée d'une « manière d'habiter le monde » », nous nous permettrons d'utiliser l'anglicisme « anglosphère » dans le contexte anglo-saxon pour des raisons de style. - CNRS le journal, <<https://lejournalejournal.cnrs.fr/articles/langlosphere-par-dela-la-langue>>

⁴⁰ Oliver Milman, « Boris Johnson calls for free labour exchange between UK and Australia », *The Guardian*, 29 août 2013, <<https://www.theguardian.com/politics/2013/aug/26/boris-johnson-australia-migration-exchange>>, consulté le 27 octobre 2021.

nostalgie impériale ou encore de myopie historique.⁴¹ Or, l'Empire britannique a laissé derrière lui nombre de blessures dont les peuples autochtones se souviennent encore aujourd'hui. Ces liens identitaires, politiques ou encore culturels entre les différentes nations issues du monde britannique demeurent, par conséquent, bien plus complexes.⁴²

◆ L'existence d'un mouvement pro-européen

La partie deux a démontré que le mouvement pro-européen issu de la campagne Stronger In ne découle d'aucun autre mouvement social, ce qui signifie qu'entre 1975 et 2016, aucune initiative pro-européenne militante de cette ampleur n'a eu lieu au Royaume-Uni. Complaisants envers eux-mêmes, les *remainers* ont été choqués et révoltés par les résultats du référendum, les poussant ainsi à créer un mouvement de toute pièce. Pour cela ils ont dû se détacher de Stronger In jugé bien trop centralisé et dont le caractère manquait de militantisme. Les groupes ont par la suite tenté de se fédérer sous la houlette de PV en militant pour un vote sur l'accord. L'absence de synergie entre les organisations nationales comme PV et les groupes locaux a lourdement impacté le message pro-européen qui était adressé aux députés et à l'opinion.⁴³ La relation entre les opportunités politiques, la mobilisation des ressources et les effets de cadrage a pu mettre en évidence plusieurs facteurs justifiant d'un vide entre les citoyens et l'élite politique.

La définition d'un mouvement social par Tilly pourrait s'appliquer au mouvement pro-européen. Pour Tilly un mouvement social défie de manière prolongée et soutenue les autorités et les institutions de pouvoir au nom de la population qu'il représente. Il existe donc une interaction continue entre le pouvoir et ceux qui le remettent en question. Pour ce faire les militants agissent publiquement afin de montrer le mérite, l'unité, la taille et l'engagement de cette population.⁴⁴

⁴¹ Mycock, Andrew et Ben Wellings, *art. cit.*

⁴² On pensera notamment à la Barbade, qui en septembre 2020 a mis un terme à son allégeance à la couronne britannique. L'île de la Caraïbe de Sandra Mason, gouverneure-générale, a donc tourné la page de son passé colonial et deviendra une république le 15 novembre 2021, date symbolique marquant le 55ème anniversaire de leur indépendance.

⁴³ Marco G. Guigni, *art. cit.*

⁴⁴ Charles Tilly, « From Interactions to Outcomes in Social Movements », dans Marco Guigni *et al.*, *How Social Movements Matter*, Social Movements, Protest, and Contention, Vol. 10, University of Minnesota Press, Minneapolis, London, 1999, p. 257.

Bien que les mouvements sociaux de ces dernières décennies, aussi appelés mouvements de justice sociale (« global justice movements ») semblent revenir sur les préoccupations matérielles (« bread-and-butter issues »),⁴⁵ la mobilisation pro-européenne présente une dimension émotionnelle importante : le vote en faveur du Brexit a provoqué de vives émotions chez celles et ceux qui défendent l'UE et les valeurs qu'elle incarne. Les groupes locaux ont milité pour une identité et une citoyenneté européenne et se sont battus pour rétablir leurs droits de vivre, voyager, étudier et travailler dans l'UE. De son côté, la campagne référendaire Stronger In s'était essentiellement axée autour d'arguments économiques. Peu soutenus par les dirigeants britanniques, les moments d'espoir et de déception ont joué sur les émotions des *remainers* qui ont tenté de garder la tête froide en réévaluant leurs stratégies. Ils ont su mener une campagne avec raison, réalisme et lucidité et ils sont conscients que le combat ne s'est pas arrêté lorsque que le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE.

Selon Goodwin *et al.* l'émotion et la durée d'un mouvement social dans le temps sont intrinsèquement liées.⁴⁶ Les émotions ont été les catalyseurs de la formation des groupes locaux comme LfE. Les *grassroots* ont partagé des doléances et des sentiments de frustration communs provoqués par ce qu'ils vivent comme une injustice depuis juin 2016. Goodwin *et al.* classent les émotions selon deux catégories temporelles : celles comme la colère, le deuil, le choc, l'anxiété ou la dépression appartiennent au court terme tandis que celles comme l'empathie, la compassion, la loyauté, la fierté, l'enthousiasme, le respect ou encore la confiance s'inscrivent sur le long terme.⁴⁷ Or, un mouvement étant constitué d'individus avec une identité et des sentiments qui leur sont propres, il semble difficile d'accoler un sentiment global au mouvement et donc de spéculer sur sa longévité. En effet, nous avons pu voir que les entretiens qualitatifs ont traduit le ressenti des *remainers* et on a pu observer qu'il existait des variations plus ou moins importantes. Certains, comme O., sont restés sceptiques tandis que d'autres comme A. ou C. sont encore portés, cinq ans plus tard, par de fortes émotions comme la colère.

⁴⁵ Marco Guigni et Maria T. Grasso, *Street Citizens. Protest Politics and Social Movement Activism in the Age of Globalization*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019, p. 6.

⁴⁶ Jeff Goodwin *et al.*, *op. cit.*, p. 11.

⁴⁷ *Ibid.*

◆ L'autodétermination dans les campagnes en ligne *Leave* et *Remain*

Gherghina et O'Malley apportent un nouvel éclairage sur la force de l'autodétermination dans les discours des campagnes en ligne des camps *Leave* et *Remain*.⁴⁸ Ce rapport repose sur une étude qualitative réalisée en 2019 sur la base de 186 posts publiés sur les sites de campagnes officiels de *Remain* et *Leave*. Deux grandes similitudes en ressortent : toutes deux se sont construites sur un discours centré autour de l'économie et de la sécurité. Or, la campagne *Leave* a élaboré une argumentation autour de l'immigration et de la souveraineté nationale tandis que le camp *Remain* a choisi de se concentrer principalement sur les droits de l'Homme et la cause environnementale.

D'une part, le désormais célèbre slogan « *Take back control* » des *leavers* (de manière significative sans équivalent chez les *remainers*), s'est illustré par une critique de l'UE qui, selon eux, représentait une réelle menace pour la démocratie, la souveraineté nationale, l'économie et la sécurité du pays en général. En effet, les *Brexiters* promettaient une meilleure répartition des dépenses notamment vers le système de santé, mais également vers l'agriculture, l'environnement et le chômage. De plus, l'immigration et la protection des frontières ont été des thématiques clés et la campagne *Leave* n'a pas hésité à jouer sur les peurs et les émotions de l'électorat en évoquant la menace d'une immigration accrue, venue de Turquie notamment, par le biais du poster « *Breaking Point* » instrumentalisé par Nigel Farage, où figuraient une longue file de réfugiés prêts à envahir les côtes britanniques.⁴⁹ Le slogan « *Take back control* » évoquait également la gestion de la sécurité, en particulier celle de la criminalité provenant des pays de l'UE dont les ressortissants étaient jugés et incarcérés au Royaume-Uni et non dans leur pays d'origine.

D'autre part, le camp *Remain* a mis en avant les avantages liés à l'appartenance à l'UE d'un point de vue économique (60 % des posts Internet), en listant les éventuels dommages collatéraux qu'une sortie pourrait engendrer : perte d'emplois, effondrement des marchés

⁴⁸ Sergui Gherghina et Daniel John O'Malley, « Self-determination during the Brexit Campaign: Comparing Leave and Remain Messages », *Fédéralisme*, 2034-6298, Vol. 19, 2019.

⁴⁹ En réalité la photo avait été prise en Slovénie lorsque 1500 migrants Croates avaient été déplacés dans un camp de réfugiés situé à Brezice en attendant de passer la frontière autrichienne – Ben Beaumont-Thomas, « Jeff Mitchell's best photograph : 'These people have been betrayed by Ukip » , *The Guardian*, 22 juin 2016, <<https://www.theguardian.com/artanddesign/2016/jun/22/jeff-mitchells-best-shot-the-column-of-marching-refugees-used-in-ukips-brexit-campaign>>, consulté le 3 novembre 2021.

financiers, inflation, fermeture d'entreprises etc. Pour les *remainers*, être membre de l'UE garantissait au Royaume-Uni une position plus influente sur la scène internationale et en sortir l'exposerait à un isolement risqué dans une économie mondialisée. Ensuite, les pro-européens se sont notamment concentrés sur l'importance des principes et vertus véhiculés par l'UE qui, si perdus de manière définitive, auraient des conséquences sociales et économiques désastreuses. Les vies des citoyens ressortissants de l'UE vivant sur le sol britannique en seraient bouleversées, la protection des droits de l'Homme serait dangereusement réduite et certaines minorités comme les femmes ou les populations issues de l'immigration deviendraient particulièrement vulnérables.

En ce qui concerne la sécurité, le camp *Remain* a choisi d'évoquer l'importance d'une collaboration des services de renseignements dans la lutte contre le terrorisme mais aussi celle de la traite des êtres humains. Pour finir, les auteurs concluent que les campagnes *Leave* et *Remain* tant « en ligne » que « hors ligne » ont repris les mêmes thèmes pour illustrer leurs arguments avec des points focaux différents. En d'autres termes, Gherghina et O'Malley observent l'aspect convergent et complémentaire de ces deux modes opératoires en politique.

Par conséquent, les camps *Leave* et *Remain* n'ont pas eu recours à l'autodétermination dans l'élaboration de leur argumentaire principal. Ils ont préféré mettre en avant la menace ou bien les opportunités d'être dans ou hors de l'UE de la même manière que les médias traditionnels. De surcroît, un argument sur dix relevait de l'autodétermination et se rattachait le plus souvent aux sous-thématiques : conséquences de l'immigration sur le système éducatif, économie, santé etc. Pour les *leavers*, l'immigration allait de pair avec la sécurité, tandis que les *remainers* associaient plutôt l'incertitude et les dommages économiques à une sortie. De leur côté les *leavers* percevaient l'UE comme l'obstacle à une économie prospère, une immigration contrôlée, une bonne gestion des frontières, à la préservation de la souveraineté nationale ou encore au principe de démocratie. De son côté, le camp *Remain* a dépeint l'Europe comme un atout indéniable pour l'économie, la sécurité, les droits fondamentaux et l'environnement. Pour finir, la stratégie de l'autodétermination s'est également présentée hors confrontation entre les deux camps adverses sur des sujets tels que la gestion de l'immigration, la souveraineté nationale et la démocratie (*Leave*) et les droits de l'Homme, l'environnement et l'incertitude d'une sortie dépourvue de plan de contingence (*Remain*).

◆ L'échec de la campagne *Remain*

Progressivement, une campagne commune a émergé de la mobilisation anti-Brexit : un vote sur l'accord dirigé par PV dont les limites seront présentées dans la section qui suit. Or, confronté à leur propre réalité (structure fragile, organisation amateur, difficulté de recruter des jeunes, message de campagne peu clair et cohérent), les groupes locaux ont cherché à obtenir de l'aide et du soutien de la part des organisations nationales qui s'étaient formées en parallèle. Le dysfonctionnement criant entre le niveau local et national n'a pas pour autant découragé les militants qui ont su braver cet échec.

Rassemblés à Millbank dès le mois de mars 2018, les groupes nationaux tentaient alors de synchroniser leur agenda de campagne en mutualisant leurs efforts afin de préserver des liens étroits entre le Royaume-Uni et l'UE. En avril 2018, PV lançait la campagne pour un vote sur l'accord. Après trois marches pro-européennes historiques, PV a abandonné les *remainers* le 28 octobre 2019. Battus le 12 décembre 2019 avec la victoire du Parti conservateur, les militants pro-européens sont tout de même restés soudés. Le 25 janvier 2020, soit une semaine avant la sortie officielle de l'UE, GfE avait rassemblé 450 militants et 200 groupes pro-européens pour une conférence à Westminster Centre Hall intitulée « *Where now for Remain?* » (« *Quelle est la prochaine étape pour Remain ?* »). L'importance de projeter et transposer la campagne dans un Royaume-Uni hors UE reflète la détermination des militants à faire valoir leurs objectifs. Libérés de la domination exercée par OB, les *grassroots* ont montré leur capacité de résistance et leur aptitude à pouvoir s'organiser pour définir de nouvelles stratégies de campagne sans l'aide des grands groupes.

Dans un premier temps la campagne *Remain* menée par les militants pro-européens a échoué puisque le Royaume-Uni a quitté l'UE au début de l'année 2020. Les dirigeants des partis travailliste et conservateur n'ont jamais pleinement assumé un discours pro-européen. Même si le gouvernement de David Cameron a fait campagne pour rester dans l'UE, cette campagne majoritairement nationale, n'a pas capitalisé sur la mobilisation qui tentait d'agir au niveau local. Avec le recul, après les élections législatives de décembre 2019 et la chute de PV, les dirigeants des groupes pro-européens rassemblés à l'occasion du sommet organisé par GfE étaient unanimes : l'effort aurait dû se concentrer localement avec une dynamique fonctionnant de « bas en haut ». Asphyxiée par les groupes nationaux, délaissée par le Parti travailliste,

assommée par la victoire écrasante des conservateurs et frappée par la Covid-19, la mobilisation anti-Brexit s'est retrouvée dans l'impossibilité d'atteindre ses objectifs. Au-delà de ces facteurs exogènes, le mouvement pro-européen présente un dysfonctionnement interne qui réside essentiellement dans la construction de son message. Fagan et van Kessel ou encore Shipman en viennent à la même conclusion : en termes de cadres, la mouvance militante n'est ni plus ni moins qu'une continuité de la campagne *Stronger In*. L'alternative proposée par les pro-européens n'est pas parvenue à convaincre.

Dans un deuxième temps il s'impose d'admettre que les groupes locaux comme Liverpool for Europe ont, dans une certaine mesure, agi dans le but de promouvoir les avantages à faire partie de l'UE. Bien qu'ils aient échoué dans leur tentative d'arrêter le Brexit, il est tout de même important de souligner que leur initiative a eu des répercussions positives et prometteuses pour la cause européenne au Royaume-Uni. Un réseau d'entraide et de solidarité a vu le jour au niveau local et les grandes marches nationales ont permis au mouvement d'acquérir une visibilité dans la presse britannique.

Dans son ouvrage *All Out War*, Shipman cite Peter Mandelson à propos de l'échec de la campagne *Remain*. Ses propos résument parfaitement la conclusion que les pro-européens peuvent tirer aujourd'hui :

We lost because of the mountain of anti-EU sentiment in the country, driven by Rupert Murdoch and Paul Dacre and the rest of the Brexit press over many years, the hopelessness of the Labour leadership, and our campaign's lack of dexterity and reading of public opinion. Having said that, given the underlying drivers working against us, including the prevailing anti-politics, anti-establishment feelings in the West, the achievements of 48 per cent of the vote begins to look like a small miracle.⁵⁰

Gamson disait que pour réussir, le camp rival doit décrédibiliser leur cible en allant au-delà des limites qu'il s'était fixées.⁵¹ C'est ce que les pro-européens ont tenté de faire en mettant en place le « Projet Peur » ou bien en infirmant les mensonges diffusés sur les réseaux sociaux. En s'obstinant à attaquer le camp *Leave*, les pro-européens ont mis de côté un travail de réflexion approfondi sur l'impact de leur « rhétorique » ou plus largement de leur tactique. En effet, les

⁵⁰ Tim Shipman, *op. cit.*, p. 595.

⁵¹ William Gamson, *op. cit.*, p. 6.

Brexiteers sont parvenus à convaincre 51,9 % de l'électorat grâce à une campagne axée sur les émotions et sur des slogans percutants, comme le déplorait Brenda Ashton en novembre 2021 :

BA: We tried everything. But you know, Johnson ended up with get Brexit done, you know, these three, with, what's his name, Cummings. You know, we had [...] they were very good at these three-word slogans and [...] it's very hard to be on the defensive all the time. WE were on the defensive and we WERE [...] we DID NOT have the political code, even if we had the three-word slogans to, to make them work.⁵²

Dans son interview avec UKICE, Straw soulevait un point de sémantique pertinent au sujet du mot « *remain* ». Le verbe « rester » est fréquemment utilisé dans la langue de tous les jours tandis que « partir » l'est moins, résonnant ainsi davantage dans l'esprit des électeurs :

We discussed it but the decision was made by the Electoral Commission. I think, in a funny way, if it had been Leave/Stay, it would have been a lot easier, because 'stay' is a word that people use more commonly. And if you think about the Scottish referendum, they used 'No Thanks', which was a really clever piece of political marketing and phraseology, because it's just something people say, and it's polite.⁵³

Partant du principe que le Brexit a déjà une connotation négative, l'utiliser dans le message pro-européen n'a fait que renforcer la rhétorique pro-Brexit. Le camp *Remain* n'a pas trouvé d'équivalent au mot « Brexit » : « Were you worried that, as 'Brexit' just became such a term of art for the whole thing, you didn't have your comparable phrase? There wasn't a sort of 'Britain', as opposed to 'Brexit'. »⁵⁴

Straw répond que le mot « Brexit » a dominé les discours politiques et médiatiques et, est devenu partie intégrante du langage de tous les jours :

Yes, exactly. We talked for a bit about whether we could try and get the broadcasters not to use the word 'Brexit', for it to be, in a sense, a pro-Leave phrase, and so they should be much more neutral about it, but it just became common parlance. I mean, those attempts were as successful as trying to get them not to focus on £350 million and just to say, 'This is a disputed claim,' and move on. It just became the language.⁵⁵

⁵² Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 5 novembre 2021.

⁵³ UK in a Changing Europe, *art. cit.*

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

Par ailleurs, Tom Baldwin, ancien conseiller en communication pour le Parti travailliste, admettait que les slogans de la campagne PV comme « *Put It to the People* » et « *We Demand a Final Say* » n'ont pas eu le même succès que celui des *Leavers* « *Take Back Control* » ou encore le « *Get Brexit Done* » de Boris Johnson. Selon Baldwin, PV a renforcé la polarisation : il était facile de comprendre pourquoi une partie de la population était outrée par le Brexit, mais il était plus difficile de comprendre ceux qui ne l'étaient pas.⁵⁶

◆ People's Vote

La collaboration avec les groupes nationaux n'a pas fonctionné. La dynamique « top-down » a asphyxié les groupes locaux qui ont été freinés par les contraintes imposées par PV et privés de ressources précieuses bloquant ainsi la bonne articulation de la campagne. L'approche de haut en bas a créé des incompréhensions et des tensions avec les militants qui ne se sont pas sentis écoutés ni soutenus. Les critiques ont été nombreuses et quasi unanimes. Selon Galsworthy il était essentiel de garder une campagne pluristructurelle. Centraliser la campagne aurait eu, selon le scientifique, un effet intimidant sur les militants qui l'auraient vue comme une concentration des pouvoirs :

MG: You need to a degree to break it down so that people are not intimidated by a concentration of power and you've got power distributed amongst the grassroots as well, so that they feel empowered and they feel enthusiastic about doing what they want to do rather than being told what to do.⁵⁷

A. condamnait vivement BfE et le EM pour leur manque de coopération. La marche anti-Brexit pendant le congrès du Parti travailliste en septembre 2018 était désespérante pour les militants qui se questionnaient devant autant de mauvaise foi :

A: Britain for Europe was organising a march that was UTTERLY hopeless. They were counter-productive, disorganised. European Movement were just RIDICULOUS, absolutely, just absolutely, just [...] The head of the European Movement in Merseyside actively seemed to prevent the march from going ahead.⁵⁸

⁵⁶ Henry Mance, *art. cit.*

⁵⁷ Entretien avec Mike Galsworthy, *Scientists for EU*, 27 septembre 2018.

⁵⁸ Entretien avec A., *Liverpool for Europe*, 7 novembre 2021.

Or, le dysfonctionnement entre les groupes locaux et PV n'est pas la raison pour laquelle le groupe a cessé ses activités. La campagne PV et sa chute ont été le résultat de la mauvaise gestion du pouvoir au niveau interne et la somme de désaccords concernant les vues de chacun des membres sur la meilleure stratégie pour renverser le Brexit. L'objectif de OB était de maintenir le Royaume-Uni dans le marché unique. L'organisation nationale n'était pas catégoriquement anti-Brexit et défendait un « *soft Brexit* », une déception pour les groupes locaux aux positions plus radicales. Après l'élection de Theresa May au poste de Premier ministre, la ligne de OB s'était progressivement durcie: OB formait désormais une coalition avec d'autres groupes pro-européens pour faire campagne pour un vote sur l'accord sous le nom de PV.

Cependant, bien que la structure de la campagne soit restée hétérogène, les ressources financières et les données collectées ainsi que la gestion du personnel étaient supervisées par OB. La rivalité entre les anciens collègues et amis Peter Mandelson et Roland Rudd a conduit PV à sa perte. En décembre 2018, seulement huit mois après le lancement de PV, les tensions entre les deux pro-européens étaient arrivées à un point de non-retour et la démission de Theresa May au printemps 2019 a fait perdre tout espoir d'organiser un second référendum.⁵⁹

La campagne PV a été compromise par une rivalité dans la dualité. En effet, la direction commençait à se diviser entre d'un côté ceux qui ne se disaient pas totalement anti-Brexit et ceux qui étaient de fervents pro-européens. Au fur et à mesure que la tension montait, Roland Rudd congédia deux des membres de la direction. En signe de soutien, trois autres membres quittèrent la campagne. Une fois encore, un leader travailliste pro-européen aurait contribué à un meilleur équilibre. Depuis la fermeture de PV en octobre 2019, la scène militante britannique a été rythmée par la campagne contre le réchauffement climatique Extinction Rebellion, puis par Black Lives Matter, en 2020.

La campagne pour un vote sur l'accord a mis en exergue la limite de l'engagement militant. La réelle difficulté résidait non pas dans l'idéologie mais dans le soutien politique. PV n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur le message à faire passer pour convaincre la majorité :

The People's Vote campaign is a lesson that engagement only takes you so far. In 2019, what really counted was not a campaign group but political parties. Many people wanted to stop

⁵⁹ En avril 2018, 280 députés avaient voté pour la tenue d'un deuxième référendum contre 292.

Brexit. They couldn't agree how to do it or who should take the credit. They couldn't find a language or a vehicle to win a majority.⁶⁰

People's Vote est par la suite devenu Democracy Unleashed, un groupe de pression qui milite pour redonner le pouvoir à l'électorat, une initiative qui corrobore l'argumentaire de della Porta qui a observé un repli des mouvements protestataires au niveau national afin de retrouver un certain contrôle.⁶¹ L'échec de la campagne militante ne signifie pas la fin du mouvement pro-européen, qui comme nous allons le voir dans les sections suivantes, ne se résume pas à la sortie du Royaume-Uni de l'UE ni à la victoire des conservateurs aux élections législatives de décembre 2019.

◆ Une européanisation « par le bas » ?

De nombreux contre-mouvements qui défient le néolibéralisme comme l'altermondialisme se sont manifestés dans l'arène européenne. Le Royaume-Uni a connu la privatisation et les coupes budgétaires dans les services publics, Guigni et Grasso rappellent la forte propension à se mobiliser contre les politiques d'austérité au Royaume-Uni et donc le soutien de valeurs libertaires de gauche.⁶² Della Porta affirme l'existence d'une européanisation « par le bas » et parle d'une réelle volonté de la part de la société civile de tenir pour responsables les gouvernements nationaux et de proposer une vision alternative de l'UE et ses institutions.⁶³ Cependant, della Porta reconnaît la difficulté de se mobiliser pour l'Europe au-delà des frontières nationales, obstacle qui serait lié à un déclin des opportunités politiques au niveau européen. Déplorant une Europe en déficit démocratique, renforcé par la crise financière de 2007-8 et donc la perte de confiance dans l'élite politique, la plupart des mouvements protestataires en lien avec l'UE ont eu pour objectif de réformer l'Europe contre les politiques néolibérales, la réduction des prestations sociales et des droits civiques. En voulant rendre l'UE plus démocratique et en responsabilisant ses dirigeants, della Porta souligne que les mouvements dits « anti-austérité »⁶⁴ ont tout de même renforcé leur structure, leur organisation

⁶⁰ Henry Mance, *art. cit.*

⁶¹ Donatella della Porta, *art. cit.*

⁶² Marco Guigni et Maria T. Grasso, *op. cit.*, p. 68.

⁶³ Donatella della Porta, *art. cit.*

⁶⁴ Ces mouvements dénonçaient le système économique néolibéral, principalement la corruption de l'élite politique et financière dont les actions avaient des répercussions jugées injustes sur les contribuables. Les militants tenaient pour responsables les banques ou autres institutions financières de l'augmentation des impôts et de la réduction des dépenses dans les services publics. Les conséquences des crises économiques ont marginalisé les plus démunis et enrichi les plus aisés. - Marco Guigni et Maria T. Grasso, *op. cit.*, p. 56.

mais aussi leur discours en s'exportant au-delà des frontières nationales à la fin des années 1990 jusqu'au début des années 2000. L'auteure remarque néanmoins que depuis la crise financière (ou plus récemment la crise des migrants) l'action collective a eu tendance à se concentrer au niveau local et non européen, avec des critiques de plus en plus vives et des revendications d'ordre national et local dans le but de reprendre le contrôle. En effet, della Porta établit une corrélation entre les revendications et les ressources disponibles au sein des réseaux militants : l'inégalité des opportunités politiques selon les pays, l'accès limité aux institutions européennes et l'absence de possibilité d'organiser des événements par les ONG ont clairement ralenti l'europanisation des mouvements sociaux. En somme, l'élan critique maintient et fait perdurer les politiques contestataires qui visent principalement les institutions européennes. Della Porta observe une europanisation des mouvements sociaux : les individus militent pour une « autre » Europe plus que pour « aucune » Europe.

Cependant, les militants pro-européens engagés dans la mobilisation anti-Brexit ne sont pas parvenus à se démarquer en proposant un discours sur l'Europe autre que celui proposé par Stronger In, bien trop préoccupés à réfuter les attaques des *Leavers*. Ils se sont donc retrouvés confrontés à la lourde tâche de construire un message en faveur de l'Europe afin d'infléchir les négociations et, à terme, arrêter le Brexit. Néanmoins, les militants qui ont participé aux mouvements anti-austérité présentent un profil socio-économique hétérogène, peu semblable à celui des *remainers*. Ce sont en général des militants jeunes, poursuivant des études supérieures ou bien dans une situation financière précaire, des fonctionnaires ou encore des ouvriers, qui s'identifient plutôt aux classes sociales les moins favorisées.⁶⁵

◆ Liverpool for Europe : l'incarnation d'une mobilisation militante

La mobilisation militante contre le Brexit reste, au moment de la rédaction de cette conclusion, un sujet encore peu traité par les civilisationnistes et sociologues. Par conséquent, la nature récente et l'amateurisme du mouvement pro-européen nous a toutefois contraints à rester prudents : le recours à une étude de cas dans la troisième partie nous a semblé s'imposer pour contextualiser le phénomène de résistance au Brexit. Les militants pro-européens issus pour la plupart de la classe moyenne britannique blanche, de gauche diplômée et âgée d'une cinquantaine d'années, ont décidé de réagir contre ce qu'ils considèrent être une injustice à la

⁶⁵ *Ibid.*, p. 58.

fois la politique et morale en sollicitant la voie parlementaire. Privés de leur identité européenne et des droits conférés par la Charte des droits fondamentaux adoptée en décembre 2007, les *remainers* ont mené un combat sans relâche pour tenter de se faire entendre. L'absence de soutien politique de la part de l'opposition, le silence des libéraux-démocrates et l'ancrage du discours eurosceptique, notamment au sein du Parti conservateur, ont été des obstacles de taille pour les pro-européens, qui généralement n'avaient aucune expérience préalable du militantisme. Guigni et Grasso confirment que les citoyens britanniques n'ont pas pour habitude de descendre dans la rue pour exprimer leur mécontentement ou désaccord,⁶⁶ ce qui connote le caractère assez peu contestataire des Britanniques et leur faible syndicalisation. Par conséquent, l'émergence d'une mobilisation pro-européenne dans un climat politique majoritairement eurosceptique demeure inattendue et inédite au Royaume-Uni. Dans leur étude des mouvements sociaux, Guigni et Grasso prennent l'exemple du mouvement contre le désarmement nucléaire ou encore celui pour la protection des animaux et considèrent le Royaume-Uni comme un pays à part, où les mouvements protestataires sont souvent limités et portés par des militants plutôt radicaux, diplômés et issus de la classe moyenne.⁶⁷ Cette remarque corrobore pour l'essentiel, les observations faites à au sujet du profil socio-démographique des membres de LfE.

◆ Perspectives de futures recherches

La présente thèse a analysé les principales caractéristiques du mouvement pro-européen à travers l'étude du groupe LfE. En effet, les théories des mouvements sociaux ajoutées à une analyse socio-démographique des militants ont conduit à une analyse microsociologique du phénomène de résistance au Brexit outre-Manche. L'étude du phénomène de mobilisation anti-Brexit demeure fécond : les groupes pro-européens continuent d'être actifs et organisent régulièrement des événements pour l'Europe. Le 23 septembre 2023 se tiendra à Londres la marche pro-européenne « National Rejoin March II » pour rejoindre l'UE.⁶⁸ Déterminés à apprendre de leurs erreurs,⁶⁹ les militants pro-européens continuent de promouvoir activement l'Europe sous la forme de débats, webinaires, discussions, assemblées générales, marches etc. qu'ils prennent le soin de diffuser par le biais de newsletters.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 32.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 12 ; 66.

⁶⁸ Voir les détails de la marche ici : March for Rejoin, <<https://marchforrejoin.co.uk/nrm-london-2>>, consulté le 21 juin 2023.

⁶⁹ Le groupe L4E a organisé le 27 avril 2023 une conférence avec Adan Fagan et Stijn van Kessel, auteurs de l'ouvrage *The Failure of Remain*, dans le but de tirer des leçons constructives pour les campagnes à venir.

Une des problématiques centrales de la campagne *Remain* a été le discours pro-européen et en particulier celui adopté par les groupes locaux. L'impact de LfE sur la vie des militants a fait l'objet d'une brève réflexion en conclusion de la partie trois, ce qui nous amène à une deuxième problématique annexe à la campagne : la représentation des « minorités ethniques » dans la campagne *Remain*. Portée essentiellement par une classe moyenne blanche, il semble que toute une partie de la population ait été écartée ou se soit tenue à l'écart elle-même de la cause pro-européenne.

Il serait également intéressant de prendre en compte les répercussions de la pandémie sur l'engagement et la participation des membres de LfE. Depuis la sortie effective de l'UE le 31 janvier 2020, les perspectives de campagne semblent avoir pris deux directions : « *PR* » ou « *Rejoin* ». Bien que des désaccords persistent quant aux questions prioritaires, les militants pro-européens s'entendent sur la nécessité de mettre fin à la domination politique exercée par le Parti conservateur depuis 2010.

Enfin, les divergences de perception quant au sentiment pro-européen au sein de l'Union constitue une question à approfondir.

◆ La représentation des « minorités ethniques » dans la campagne *Remain*⁷⁰

La section 1.2 (Profil) a mis en lumière une mobilisation pro-européenne rassemblant majoritairement des militants blancs. Cette thèse n'a pas pour ambition d'analyser la représentation des « minorités ethniques » dans le mouvement de résistance au Brexit. Le vote⁷¹ des populations issues de l'immigration non européenne ainsi que les conséquences du Brexit ont déjà fait l'objet de publications. En revanche, leur représentation dans la campagne militante demande à être étudiée et indique une des limites de la mobilisation pro-européenne. On peut en déduire que le mouvement pro-européen est le miroir de la société britannique et il demeure pertinent d'en connaître davantage sur leur participation dans les mouvements sociaux.

⁷⁰ Cette section résume brièvement l'article écrit pour l'*Observatoire de la société britannique* intitulé « The representation of BAME communities in the Brexit resistance », avril 2023, <<https://journals.openedition.org/osb/5851>>

⁷¹ Neema Begum, « Minority ethnic attitudes and the 2016 EU referendum », *The UK in a Changing Europe*, 6 février 2018, <<https://ukandeu.ac.uk/minority-ethnic-attitudes-and-the-2016-eu-referendum/>>

L'électorat des populations issues de l'immigration représente 4 millions de Britanniques et 400 000 ressortissants du Commonwealth. Malgré l'initiative (controversée) de Operation Black Vote, qui visait à inciter les électeurs issus des « minorités ethniques » à se rendre aux urnes le 23 juin 2016, un tiers d'entre eux s'est abstenu. Bien qu'une majorité ait voté pour rester dans l'UE, 32 % ont été sensibles au discours anti-immigration européenne et ont voté pour que le Royaume-Uni sorte de l'UE.

Parmi les témoignages recueillis par *The Guardian* on remarque que le vote du Brexit a rendu légitime les attitudes xénophobes, racistes et homophobes :

Mohandas was born in India and previously lived in the US and Sweden before Britain. 'I'm against Brexit and its divisive values. I want a second referendum, to make my voice heard and support people who are a minority,' he says.

'I am representing a minority. I am an immigrant. I feel I've experienced racism and homophobia and I feel the values that are behind Brexit are representative of those.'

'I'm worried about society, that people's voices will get crowded out, and diversity. White nationalism is disturbing. Me and my husband got married last year. We don't know what's going to happen. Things that we thought wouldn't happen have.'⁷²

Dans la même veine, un an après le referendum, un membre de la communauté sikhe partageait sa déception de voir son pays ainsi divisé: « Never have I experienced this much prejudice, racism and the difference between rich and poor. The Brexit vote has led to a 'them and us' society which we never had. »⁷³

Parmi les populations issues de l'immigration, les *remainers* étaient le plus souvent jeunes, diplômés et nés sur le territoire britannique tandis que les *leavers* avaient émigré au Royaume-Uni et tout comme leurs homologues blancs, étaient préoccupés par l'immigration en provenance de la Turquie et par le principe de souveraineté nationale. La nature inclusive des mouvements sociaux en général et le retrait de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne de la législation britannique portent à croire que les populations issues de l'immigration auraient pu se mobiliser pour combattre le Brexit.

⁷² Chris Johnston, *art. cit.*

⁷³ Francesca Gillett, *art. cit.*

Stronger In avait néanmoins mené plusieurs journées d'action (distribution de tracts) pour encourager les « minorités ethniques » à voter pour rester dans l'UE. Le député conservateur Alok Sharma en tête des opérations pour Stronger In avait mis en garde le camp *Remain* que ces voix n'étaient pas nécessairement acquises :

Voters are much more likely to vote to remain in the EU and, in a close contest, their votes could be absolutely crucial in determining the outcome of the referendum. However, the key will be to get BME voters to register and actually turn out and vote in sufficient numbers, and it would be hugely complacent to take the view that these voters are somehow already 'in the bag' for the IN campaign.⁷⁴

Alors que certaines organisations militantes défendaient les femmes (Women4Europe) ou encore les droits des citoyens européens (the3million), aucun groupe interrogé n'a mentionné le recrutement de militants issus de l'immigration non européenne comme faisant partie de leurs objectifs de campagne.

J'ai tenté d'élucider les raisons pour lesquelles ces populations vulnérables aux répercussions économiques et sociales du Brexit étaient absentes de la campagne *Remain* dans mon travail de terrain. Au cours des mois de novembre et décembre 2020, j'ai repris contact avec Brenda Ashton⁷⁵ et Femi Oluwole,⁷⁶ tous deux nés de parents issus de l'immigration coloniale (respectivement Chine et Nigéria). Je me suis également entretenue avec les groupes London for Europe (L4E),⁷⁷ Preston for Europe (P4E),⁷⁸ Britain for All (BfA)⁷⁹ et the3million.⁸⁰ La crise sanitaire qui sévissait encore au Royaume-Uni m'avait contrainte à conduire tous les entretiens par le biais de l'outil de visioconférence Zoom.

Les « minorités ethniques » ont été invisibles dans la mobilisation anti-Brexit et les répercussions du Brexit sur ces communautés ne constituaient pas un point central dans les débats politiques de la campagne référendaire. Or, en 2018 PV avait créé une branche dédiée à

⁷⁴ Anushka Asthana, « Remain campaigners step up efforts to secure ethnic minority votes », *The Guardian*, 1^{er} juin 2016, <https://www.theguardian.com/politics/2016/jun/01/remain-campaigners-eu-referendum-step-up-efforts-to-secure-ethnic-minority-votes?CMP=gu_com>, consulté le 3 avril 2022.

⁷⁵ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 25 novembre 2020 et 4 décembre 2020.

⁷⁶ Entretien avec Femi Oluwole, 25 novembre 2020.

⁷⁷ Entretien avec N., *London4Europe*, 10 décembre 2020.

⁷⁸ Entretien avec C. et O., *Preston for Europe*, 27 novembre 2020.

⁷⁹ Entretien avec D., *Britain for All*, 13 décembre 2020.

⁸⁰ Entretien avec Nicolas Hatton, *the3million*, 9 décembre 2020.

ces populations : EM4PV avec pour slogan « Let us be heard » (« Faisons-nous entendre »). La branche s'est éteinte lorsque PV a cessé d'exister. Selon leur compte Twitter (inactif mais toujours accessible), le groupe avait mis l'accent sur les conséquences du Brexit sur les « minorités ethniques » et faisait campagne pour un vote sur l'accord : « Highlighting the impact of Brexit on ethnic minorities and campaigning for the public to have the final say on Brexit. »⁸¹

Malgré de nombreuses relances, le contact avec les responsables du groupe n'a pas été possible (Bashir Ibrahim ou Laura Pemberton-Nelson). Cependant, la courte existence de EM4PV (Ethnic Minorities for a People's Vote) a révélé un effort commun pour promouvoir la diversité et l'inclusion dans la campagne pro-européenne. Les groupes locaux étaient particulièrement soucieux de recruter des jeunes dans la campagne mais ne se sont pas préoccupés des militants issus des « minorités ethniques ». Femi Oluwole illustre parfaitement ce paradoxe. Le militant d'origine nigériane âgé de 32 ans a dirigé les opérations du groupe OFOC et non EM4PV, deux branches de la campagne PV. Son identité « jeune » a été plus influente que son identité ethnique.

Le manque de représentation des populations d'origine non européenne est une problématique allant bien au-delà de la campagne pour rester dans l'UE : elle est présente dans le paysage politique britannique comme l'atteste la journaliste Nimo Omer :

The existence of groups like Ethnic Minorities for a People's Vote is testimony to the fact that there is a concerted effort from Bame [Sic.] activists and the People's Vote movement itself to champion diversity and inclusion. But these efforts are frequently met with an uncomfortable silence. This issue clearly transcends the People's Vote campaign specifically, and speaks to a problem that plagues the political landscape across this country.⁸²

Or, la nomination de Rishi Sunak au poste de Premier ministre le 24 octobre 2022 fait de lui le premier chef du gouvernement issus des « minorités ethniques » : l'illusion du « trickle-down diversity » est bien réelle.⁸³ La composition de son Cabinet ne reflète pas une volonté

⁸¹ Ethnic Minorities for a people's vote, @EM4PV, *Twitter*, <<https://twitter.com/em4pv?lang=en>>

⁸² Nina Omer, *art. cit.*

⁸³ Cette expression anglaise signifie que lorsqu'une personne de couleur issue des populations de l'immigration occupe un poste à haute responsabilité comme celui de Premier ministre, cela ne veut pas nécessairement dire que ce qui en découlera (nominations, politiques, lois etc.) s'inscrira dans cette logique de diversité ni ne donnera lieu à une meilleure inclusion des minorités. On parle donc d'une illusion de ruissellement (« trickle-down »).

d'inclusion de députés issus des populations de l'immigration, ni celle des femmes.⁸⁴ Les chiffres démontrent une réduction de la représentation de ces minorités : seulement 22 % sont des femmes (contre 24 % dans le gouvernement Johnson et 30 % sous Theresa May) et 5 des 31 ministres sont des « minorités ethniques » (contre 7 dans le Cabinet de Liz Truss et 6 lorsque Boris Johnson était Premier ministre).⁸⁵

EM4PV n'a pas su rallier à sa cause les groupes locaux. Le discours de EM4PV visant à soutenir les minorités dites ethniques ne se démarquait pas de celui pour un vote sur l'accord.⁸⁶ Par ailleurs, la diffusion a également montré des faiblesses. Brenda Ashton, qui pourtant faisait campagne pour PV, me confiait qu'elle n'avait jamais entendu parler de la branche EM4PV mais reconnaissait toutefois que les militants, bien qu'amateurs, auraient dû prendre en considération le recrutement des minorités :

BA: We are amateurs, remember we are grassroots! The umbrella bodies didn't make anything out of this. I didn't know there was a person for BAME! I never knew that- nobody ever told me that. If they had written to us about it, if they'd highlighted it, I think the penny would have dropped, I think we would have realised we missed a trick there. He [Bashir Ibrahim] said that we have missed something and that's why it's stuck in my mind. [...] a lost opportunity. I am aggrieved, I'm not ashamed but you know I do think that we missed something there and we should have paid more attention to it⁸⁷.

Brenda Ashton exprimait des regrets car pour elle le groupe aurait pu mettre en place des stratégies au niveau local pour encourager les *remainers* issus de l'immigration coloniale à s'engager. Elle remarquait une carence dans la gestion stratégique de groupes-cibles :

BA: We could have gone to the chip shops, we could have gone to the community centres, we could have gone to speak to them, and we didn't [...] Looking back, perhaps we should have

⁸⁴ Seules les députées Suella Braverman et Kemi Badenoch occupent respectivement le poste de Ministre de l'Intérieur et celui du commerce international. Accusé d'avoir enfreint le code ministériel, le député Nadhim Zahawi, président du parti et ministre sans portefeuille, a été limogé en février 2023 pour fraude fiscale.

⁸⁵ Ian Jones, « Less diverse, fewer women: Key statistics about Rishi Sunak's new Cabinet », *Evening Standard*, 26 octobre 2022, <<https://www.standard.co.uk/news/politics/rishi-sunak-cabinet-diversity-women-suella-braverman-michael-gove-gillian-keegan-dominic-raab-b1035222.html>>, consulté le 21 juin 2023. Le Cabinet de Boris Johnson est considéré comme le plus inclusif en termes de députés issus de populations de l'immigration. Cependant ces derniers ont tous reçu une éducation privée, ce qui ne reflète pas les réalités de la société britannique.

⁸⁶ Dans deux vidéos disponibles sur YouTube, Laura Pamberton-Nelson, cheffe de campagne pour EM4PV, discours ne mentionne pas les « minorités ethniques ». Ethnic Minorities for a People Vote, « EM4PV on three counties radio », *YouTube*, <<https://www.youtube.com/watch?v=O45Wqs2AxBE>> et Ethnic Minorities for a People Vote, « EM4PV on Sky News », *YouTube*, <<https://www.youtube.com/watch?v=xuznfK1oKFQ>>

⁸⁷ Entretien avec Brenda Ashton, *Liverpool for Europe*, 4 décembre 2020.

had a strategy. We were a small organisation that just went out campaigning so, we didn't have an active strategy to target groups. We missed an opportunity. We should have done more for ethnic minorities, at least tried.⁸⁸

En revanche, N., vice-président de L4E, confiait que recruter des militants issus des communautés sikhes et pakistanaises faisait partie de leurs objectifs de campagne :

N: I'll tell you what we did. [...] I mean, when I was chair of London4Europe, it was during the referendum campaign and our members did about 200 talks and debates in the course of [...] that campaign. And one of the things I specifically targeted was: 'Hey, look, you know, BAME, BAME people are 13% of the British population, as you know, and, and, and, we don't have any, you know, we're all kind of white people of a certain background [...] round the table, [...] we have to reach out to these communities, so we, (I specifically) made it a strategic target that we should reach out to these people.⁸⁹

Le groupe avait un réseau déjà préétabli par le biais de conférences organisées par le groupe dans les quartiers Est de Londres. Les conférences avaient pour but de donner des informations sur les avantages et inconvénients du Brexit sur leur communauté, ces dernières étaient généralement suivies d'un moment questions/réponses.⁹⁰

Ces communautés issues du Commonwealth percevaient l'immigration venue des pays de l'Est de l'Europe comme injuste vis-à-vis de leur situation qui ne leur a pas permis de bénéficier de la libre circulation des personnes. Les immigrés européens, en particulier de Pologne, était perçus comme en concurrence avec eux, notamment au niveau de l'activité commerciale (les *curry houses* contre les épiceries polonaises) :

N: Oh well, you know, it's easier for the East Europeans or Centre Europeans to, to come here and they can emigrate, they can immigrate freely into the UK and, you know, you're a Commonwealth citizen. [...] Maybe some of your families fought for the, the UK and the Empire in the WW2 and isn't it unfair? [...] the Pakistani communities or the Sikh communities had been longer established and they regarded [...] the Poles or [...] the Hungarians or whatever immigrants, they were coming into the same sort of neighbourhoods of London and, and, and they were challenging, they were challenging [...] the identity of those neighbourhoods instead of the local curry houses. Increasingly you were having Polish food shops, for instance or you heard Polish spoken more, more often in, in the streets [...] I think some of the [...] sort of

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Entretien avec N., *London for Europe*, 10 décembre 2020.

⁹⁰ *Ibid.*

long-established Commonwealth immigrants regarded the – I mean, you've probably heard this before – but they regarded the Poles as competition.⁹¹

Cette brève synthèse a mis en exergue une des limites du mouvement pro-européen, qui échoué à mobiliser des recrues issues de l'immigration coloniale. Les militants anti-Brexit ont pris conscience bien trop tard que ces communautés auraient pu constituer un soutien non-négligeable dans le mouvement et ont sous-estimé la rancœur envers un système migratoire européen jugé injuste. De plus, la prépondérance de la campagne pour les ressortissants européens les a rendus invisibles en dominant une grande partie de la campagne militante. La campagne Stronger In a potentiellement accentué le ressentiment envers les populations polonaise, hongroise ou roumaine. Pour finir, le cas de L4E nous permet de formuler une hypothèse selon laquelle le mouvement pro-européen dans sa dimension militante est défini par son histoire, sa géographie et son paysage démographique.

Le vote lors du référendum du 23 juin 2016 a mis en exergue de fortes disparités régionales : alors que le Royaume-Uni a voté majoritairement pour sortir de l'Union européenne, 62 % des Écossais et 55,7 % des Nord Irlandais se sont montrés favorables à un maintien. Le pays de Galles a suivi l'Angleterre avec 51,7 % des voix en faveur d'un Brexit (53,2 % pour l'Angleterre). Le Brexit a renforcé le désir d'indépendance de l'Écosse, qui peut être considérée comme la nation la plus europhile du Royaume-Uni (le Grand Londres est en deuxième position avec 59,9 % de *remainers*).

◆ Doit-on parler d'un euroscepticisme d'anglais plutôt que britannique ?

Un autre aspect de l'euroscepticisme est qu'il est étroitement associé au nationalisme anglais, moteur du UKIP. Il existe une « corrélation entre l'anglicité et le vote du UKIP », un schéma similaire au vote pour le Brexit.⁹² Henderson *et al.* ajoutent une résurgence des politiques de l'identité (« *identity politics* ») a également eu lieu.⁹³ Les auteurs déduisent en substance que l'identité nationale anglaise a été noyée dans le Royaume-Uni.⁹⁴

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Tournier-Sol, Karine, *op. cit.*, p. 19.

⁹³ Ailsa Henderson *et al.*, *art. cit.*

⁹⁴ Aila Henderson *et. al.*, *art. cit.*

Dans une démarche comparative, mes futures recherches pourraient alors porter sur la mobilisation anti-Brexit au niveau régional, en particulier en Écosse. Nous pourrions également nous pencher sur les groupes pro-européens qui ont fait campagne en Irlande du Nord. On observe cependant que les groupes locaux étaient principalement situés en Angleterre. Par conséquent, les motivations premières des militants pro-européens anglais telles qu'elles ont été communiquées au cours de la campagne *Remain*, diffèrent de celles des Écossais ou bien des Nord Irlandais. D'un côté, le sentiment pro-européen en Écosse est étroitement lié à celui d'indépendance tandis que chez les Nord Irlandais, il s'apparente davantage à la menace d'un retour d'une frontière avec la République d'Irlande.

Dans le cadre de mon travail de terrain, je me suis entretenue avec la présidente de EMIS qui a vu le nombre d'adhérents multiplié par quatre depuis la campagne pour le référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014. L'objectif principal d'EMIS était le même que celui de la campagne *Remain*, il s'agissait d'arrêter le Brexit. L'entretien révèle cependant un réel désir d'europeaniser l'Écosse :

I would like, we have to Europeanise Scottish mentality and difficult for those that ... they will be listened to in Europe in areas where they have a strong interest, a strong expertise for example fisheries management, for example marine renewable energy, for example charity law. These are real strengths or science, bio, medical area, really strong areas for Scotland and Scotland's got to feel a bit more confident about itself and the world and that starts in Europe.⁹⁵

En effet, le sentiment pro-européen est bien présent au sein des partis nationalistes écossais ou gallois.⁹⁶ Alors que le pays de Galles et l'Angleterre⁹⁷ semblent être les berceaux du vote *Leave*, la tendance s'est inversée en Écosse et Irlande du Nord qui depuis les années 1970 soutiennent le projet européen. Contrairement à ce que l'on a observé lors du référendum de 1975, les partis nationalistes écossais (SNP), nord irlandais (Sinn Féin) et gallois (Plaid Cymru) ont largement soutenu l'UE.⁹⁸ Le Royaume-Uni possède un paysage politique hétérogène. Depuis 2010, le

⁹⁵ Entretien avec V., *The European Movement in Scotland*, 11 juillet 2018.

⁹⁶ Le sentiment d'indépendance est moindre au pays de Galles. Plaid Cymru soutient l'indépendance du pays de Galles mais est cependant devenu plus réticent à soutenir la cause européenne. La tendance indépendantiste semble être corrélée avec l'indépendance de l'Écosse et le Brexit comme l'explique Darryn Nyatanga dans son article pour la LSE. - Darryn Nyatanga, « Welsh independence: can Brexit awaken the sleeping dragon? », *LSE*, 4 juin 2020, <<https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2020/06/04/welsh-independence-can-brexit-awaken-the-sleeping-dragon/>>, consulté le 13 juin 2023.

⁹⁷ À l'exception du Grand Londres et des grandes villes d'Angleterre, en particulier celles du Sud.

⁹⁸ Seth Kincaid Jolly, « The Europhile Fringe? Regionalist Party Support for European Integration », *European Union Politics*, Vol. 8, No. 1, 2007, pp. 109-130.

Parti conservateur est au pouvoir à Westminster. En Écosse le SNP est majoritaire depuis 2007. Les travaillistes sont majoritaires à Cardiff depuis 1922⁹⁹ et enfin, l'Irlande du Nord est gouvernée par Londres car le Parti indépendantiste Sinn Féin et le DUP n'ont pas pu trouver de consensus sur l'accord de commerce et de coopération.¹⁰⁰ Les partis indépendantistes écossais (SNP) et nord irlandais (Sinn Féin) soutiennent respectivement l'indépendance de l'Écosse et la réunification des deux Irlande.

Premièrement, cela montre que nationalisme revêt diverses formes, et n'est pas nécessairement synonyme d'euroscepticisme. Deuxièmement, celles et ceux qui s'identifient plus comme Anglais que comme Britannique se sont montrés plus hostiles au maintien du Royaume-Uni dans l'UE.¹⁰¹

Tout comme la dévolution,¹⁰² le Brexit a remis en question l'union même du royaume et a aggravé les revendications nationalistes. 84 % de la population britannique vit en Angleterre ce qui influe considérablement les décisions politiques d'ordre national comme les élections législatives ou encore les référendums. Le vote pour le Brexit a été qualifié de vote anglais et depuis 2010 les nations subissent un gouvernement dirigé par le Parti conservateur.

◆ Vers un royaume désuni ?

Savoir si le Royaume-Uni est sur le point de devenir un royaume désuni est une question qui reste ouverte au moment de la rédaction de cette conclusion. Les sondages révèlent une certaine fluctuation de l'opinion à propos de l'indépendance écossaise et l'Europe se contredit. Nathalie Duclos identifie trois phases : entre 2016 et 2020, l'année 2020 et début 2021.¹⁰³ La première phase correspond au lendemain du référendum à la signature de l'accord de retrait en janvier 2020. À ce moment-là les Écossais restaient sur leur position de 2014. Puis durant les

⁹⁹ Le Parti nationaliste Plaid Cymru n'a jamais été au pouvoir hormis entre 2007 et 2011 durant le gouvernement de coalition avec le Parti travailliste.

¹⁰⁰ Bien que la West Lothian Question (encore appelée « EVEL », *English Vote for English Law*) fasse encore débat, il n'existe pas de gouvernement anglais. L'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord votent au niveau local, régional et national, tandis que l'Angleterre vote seulement pour ses élections locales et pour les élections législatives.

¹⁰¹ Robert Saunders, *op. cit.*, p. 376.

¹⁰² En 1999, l'Écosse, l'Irlande du Nord et le pays de Galles acquéraient une autonomie avec la création de gouvernements et de parlement ou assemblée tandis que l'Angleterre restait incluse dans un gouvernement et un parlement britannique.

¹⁰³ Nathalie Duclos, « Les 4 nations : le Royaume-Uni désuni ? », Conférence CRECIB/Association France, 13 octobre 2022.

négociations, le soutien pour l'indépendance se situait autour des 53 %. Or, depuis la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE en janvier 2020 l'opinion reste instable et changeante et par conséquent peu fiable. Il est en effet impossible de spéculer sur les résultats du référendum. Le départ inattendu de la Premier ministre écossaise,¹⁰⁴ Nicola Sturgeon, figure emblématique de l'indépendance écossaise semble compromettre ce qui avait été annoncé au sujet de l'organisation d'un deuxième référendum le 19 octobre 2023.¹⁰⁵ De surcroît, en novembre 2022, la Cour Suprême britannique a rejeté toute possibilité pour l'Écosse d'organiser un deuxième référendum, le SNP a alors déclaré que les prochaines élections législatives serviraient de référendum *de facto*.

On pourrait alors parler d'un européisme à l'échelle régionale. Pour le cas de l'Irlande du Nord, on observe une forte corrélation avec le sentiment d'identité nationale, l'appartenance religieuse et les intentions de vote. Il existe une dichotomie marquée entre l'ouest et l'est de l'île : alors que l'ouest nord irlandais était fortement pour le camp *Remain*, l'est se rangeait aux côtés du camp *Leave*. L'électorat avec une forte identité irlandaise, de confession catholique et soutenant des partis républicains comme le parti indépendantiste Sinn Féin, ont voté pour le maintien dans l'UE tandis que les Irlandais de confession protestante dont l'identité britannique prime sur l'identité irlandaise et votant pour des partis unionistes comme le DUP, ont globalement préféré une sortie.¹⁰⁶

L'Écosse et le pays de Galles ont des paysages politiques relativement similaires puisque chacun est constitué à la fois d'une dynamique gauche/droite et unioniste/nationaliste. Le cas de l'Irlande du Nord est particulier. Depuis les accords de Belfast signés en 1998, la nation est dans l'obligation de partager le pouvoir entre un parti unioniste (DUP) et un parti indépendantiste (Sinn Féin).¹⁰⁷ On remarque que la dernière fois que le Parti conservateur remportait des élections en Écosse fut en 1959 et que le Parti travailliste a été relégué au second plan en 2007. En d'autres termes, depuis 2010, le Royaume-Uni est dirigé par un parti qui ne

¹⁰⁴ Suite à la démission de Nicola Sturgeon, Humza Yousaf est Premier ministre écossais depuis mars 2023.

¹⁰⁵ Contrairement aux pouvoirs « dévolus » sur lesquels les régions ont l'entière autorité, la mise en place d'un référendum en Écosse ne peut de produire sans l'aval de Westminster car cette prérogative fait partie des pouvoirs dits « réservés. » Si Westminster refusait de laisser au SNP la possibilité d'organiser un référendum, alors le parti se fondera sur les résultats des élections législatives comme étant la preuve du souhait du peuple écossais. Pour le SNP, si une majorité de leurs députés est élue en 2024, alors le parti l'interpréterait comme un « référendum de facto » et entamerait des négociations avec Londres.

¹⁰⁶ Juliette Renard, « Irlande du nord. Identités, ségrégation et réconciliation », *Territoires Mémoires*, 2021, p. 7, <https://www.territoires-memoire.be/assets/pdf/dossiers/tm-dossiers_thematiques_cle-irlande_du_nord.pdf>, consulté le 14 octobre 2022.

¹⁰⁷ Les partis politiques britanniques ne présentent pas de candidats aux élections nord irlandaises.

fait pas l'unanimité argument principal du SNP, qui demande un deuxième référendum sur l'indépendance de l'Écosse. L'opinion est indécise et les chiffres fluctuent : en avril 2023 54 % des Écossais préféraient rester au sein du Royaume-Uni.¹⁰⁸

Nathalie Duclos souligne que les raisons de la suppression d'une frontière entre les deux Irlande, l'Irlande du nord s'est retrouvée économiquement intégrée à la République d'Irlande tandis qu'elle restait politiquement rattachée au Royaume-Uni.¹⁰⁹ Actuellement, dans la mer du Nord, la frontière sépare l'île d'Irlande du nord de l'île de la Grande Bretagne. Par conséquent, il existe une frontière maritime entre les deux îles qui font parties d'une même union, une situation à laquelle s'oppose le DUP. Cette solution provisoire appelée le « Protocole nord-irlandais » (*Irish protocol*), assure des contrôles douaniers pour les produits en provenance de l'île de Grande Bretagne aux portes de l'Irlande du nord via ses ports. Cette situation est complexe car c'est le Royaume-Uni qui procède aux vérifications au nom de l'UE. De plus, le DUP bloque le système de gouvernance en Irlande du nord en refusant de nommer un Premier ministre adjoint tant que le protocole est maintenu. L'Irlande du Nord n'a donc pas de Premier ministre ni de Premier ministre adjoint depuis les dernières élections législatives en mai 2022.

◆ « PR » ou « Rejoin » ?

Depuis la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE, les militants pro-européens sont déterminés à élire un gouvernement travailliste pour les élections législatives prévues en 2024. Néanmoins, ces derniers doivent encore convaincre Keir Starmer, nouveau dirigeant du Parti travailliste depuis avril 2020. On observe que la campagne militante a fait ressortir une problématique profondément ancrée au Royaume-Uni : le vote uninominal à un tour. Ce système électoral qui privilégie les grands partis ne laisse aucune chance aux partis plus modestes d'obtenir une majorité au Parlement. Les résultats prometteurs des élections locales et européennes suivies par l'échec aux législatives ont fait resurgir le besoin d'un suffrage proportionnel. Cette cause semble perdue d'avance : 68,9 % des Britanniques avaient voté contre le vote alternatif (*alternative vote*, AV) lors du référendum du 5 mai 2011 organisé par le gouvernement de coalition.

¹⁰⁸ Statista, « Should Scotland be an independent country? », janvier 2018 – avril 2023, <<https://www.statista.com/statistics/1170409/scottish-independence/>>, consulté le 12 juin 2023.

¹⁰⁹ Nathalie Duclos, *op. cit.*

Par conséquent, LfE et les autres groupes locaux tentent une fois encore de s'allier pour mettre en place les stratégies adéquates. À l'issue des réunions régionales et nationales, deux préoccupations ont émergé : la représentation proportionnelle (« PR ») et rejoindre l'UE (« Rejoin »). Or, ces nouveaux objectifs font débat : lequel constitue une priorité ? Pour cela les *rejoiners* comptent sur l'appui et le soutien du Parti travailliste de Keir Starmer, qui, pour l'instant, rejette le principe de rejoindre l'UE et refuse de changer le système électoral. Encore un enjeu de taille pour les militants qui vont devoir redoubler d'efforts pour faire pression sur leurs élus locaux.

La défaite du référendum de 2016 et celle d'un vote sur l'accord ont conduit les militants à identifier les facteurs qui ont pu faire obstacle à la campagne. Désormais les membres de LfE sont devenus plus stratégiques et réalistes : ils sont conscients que réformer le système électoral en instaurant un vote à représentation proportionnelle et rejoindre l'UE sont des objectifs lointains, qui ne seront pas réalisables sous un gouvernement conservateur.

Néanmoins, la question ne fait pas l'objet d'un consensus chez les pro-européens. Au courant du mois de mai 2021, la campagne pro-européenne a commencé à se mobiliser pour militer pour rejoindre l'UE (*rejoin*). Le philosophe et auteur britannique, A. C. Grayling a organisé une série de conférences en ligne intitulées : « UK and the EU: How we will rejoin? » ou encore « Step by step towards Rejoin. » Une partie des militants pro-européens appelle à la réforme urgente du système électoral. Une autre désire militer pour que le Royaume-Uni recandidate pour entrer dans l'UE.

◆ Situer la réussite d'un mouvement social

Les mouvements sociaux sont censés constituer l'élément de réussite vers une politisation « vers le bas »¹¹⁰ il convient donc de continuer l'étude des groupes pro-européens et s'élargir les recherches dans une perspective transnationale. Comme nous avons pu le constater, les mouvements protestataires en faveur de l'Europe et contre le nationalisme montant n'ont pas acquis de visibilité. La mobilisation militante contre le Brexit n'a certes pas atteint son objectif premier au niveau national mais avait annoncé lors du sommet organisé par GfE en 2020, son

¹¹⁰ Donatella della Porta, *art. cit.*

intention de construire un réseau transnational afin de promouvoir les valeurs de l'Europe, endiguer les formations d'extrême droite et garantir la protection des droits de l'Homme. La conclusion de la partie trois a mis en exergue l'existence de groupes paneuropéens comme les Sardines en Italie. Les Sardines ont mené un combat contre la montée de l'extrême droite, plus précisément contre La Ligue du Nord dans la région d'Émilie Romagne lors des élections régionales le 14 novembre 2019. Les Sardines ont alors exprimé leur volonté d'élargir leur réseau et rencontré un succès modeste en Finlande, qui a lancé son mouvement Finnish Herrings qui condamne également le populisme.¹¹¹ En somme, bien que les groupes pro-européens aient acquis une faible visibilité au niveau national, fédérer un réseau pro-européen au-delà des frontières pourrait potentiellement leur permettre d'atteindre leurs objectifs de campagne.

Selon Guigni, même si les mouvements sociaux sont le résultats d'efforts concrets dont l'intention première de provoquer un changement, la notion de succès pose problème car elle enjolive et amplifie l'intention des participants. En effet, les conséquences qui en découlent sont fortuites et parfois sans aucun rapport avec leurs revendications.¹¹² Cette dimension pourrait offrir des pistes de recherches fécondes. Dans la même veine, Tilly reproche aux chercheurs de se concentrer uniquement sur le succès ou l'échec d'un mouvement, qui sont pourtant deux variables assez faibles pour expliquer l'impact d'un mouvement.¹¹³ Pour l'auteur, les conséquences d'un mouvement social résultent de trois cercles qui se superposent et se rejoignent: les revendications, les retombées des actions entreprises et les répercussions extérieures au mouvement. Ces trois cercles qui se chevauchent donnent lieu à quatre scénarios distincts : dans un premier temps, les répercussions du mouvement qui découlent directement des revendications (et non de facteurs extérieurs) et dans un deuxième temps, le résultat des activités du mouvement et des influences extérieures qui ont un effet direct sur les revendications. Ces deux possibilités donnent lieu au succès ou bien à l'échec du mouvement, scénarios sur lesquels Fagan et van Kessel se sont concentrés dans leur interprétation de la campagne *Remain*. Tilly en ajoute deux autres qui pourraient potentiellement compléter l'analyse de la mobilisation militante contre le Brexit : parfois ce ne sont pas les actions du mouvement mais seulement les éléments extérieurs qui peuvent répondre aux revendications. Pour terminer, peut-être faut-il aussi prendre en considération les actions entreprises par le

¹¹¹ Manuel Caiani et Manès Weisskircher, *art. cit.*

¹¹² Marco G. Guigni, *art. cit.*

¹¹³ Charles Tilly, *art. cit.*, 1999, p. 268.

mouvement additionnées aux facteurs extérieurs qui n'ont pas de répercussions directes sur les doléances initiales (ou ce que Guigni appelle les « conséquences imprévues »).¹¹⁴

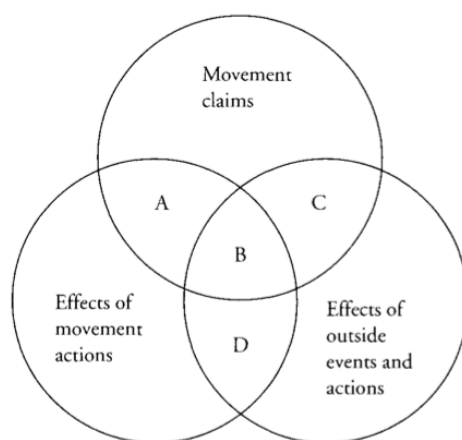


Figure 15: Difficulté d'identifier l'impact d'un mouvement social

Source: Charles Tilly, « From Interactions to Outcomes in Social Movements », dans Marco Guigni *et al.*, *op. cit.*, p. 269

Je conclurai en disant que depuis 2016, Liverpool for Europe tente de faire (re)naître un attachement à l'Europe par le biais d'un réseau militant et politique à l'échelle locale. Leur vision de l'Europe et leur engagement sans faille n'auront pas suffi à atteindre les objectifs que le groupe s'était fixés et le discours pro-européen peine encore à captiver les esprits. Pour Jasper, les militants ne sont pas des ingénieurs, ce sont des poètes. Les mouvements sociaux se prêtent mal aux changements soudains et radicaux, ils sont la voix et la vision de celles et ceux qu'on a oubliés.

¹¹⁴ Marco G. Guigni, *art. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Entretiens conduits par l'auteure

- *Groupes pro-européens*

- ASHTON, Brenda, *Liverpool for Europe*, Skype, Bordeaux, France, 11 juillet 2018.
- ASHTON, Brenda, *Liverpool for Europe*, Skype, Bordeaux, France, 14 juin 2019.
- ASHTON, Brenda, *Liverpool for Europe*, Zoom, Bordeaux, France, 25 novembre 2020.
- ASHTON, Brenda, *Liverpool for Europe*, Zoom, Bordeaux, France, 4 décembre 2020.
- C., *Brexit is It Worth it?* Skype, Bordeaux, France 9 juillet 2018.
- C. et O., *Preston for Europe*, Zoom, Bordeaux, France, 27 novembre 2020.
- D., *Britain for All*, Zoom, Bordeaux, France, 13 décembre 2020.
- E., *Bristol for Europe*. Bordeaux, France, 8 juillet 2019.
- E., *Cornwall for Europe*, Courrier électronique, 12 juillet 2018.
- E., *Open Britain Somerset*, Skype, Bordeaux, France, 14 février 2019.
- E., *Stockport for Europe*, Skype, Bordeaux, France, 6 juillet 2018.
- G., *British In Italy*, Skype, Bordeaux, France, 15 novembre 2017
- G., *The European Movement Milton Keynes*, Bordeaux, France, conversation téléphonique WhatsApp, 31 juillet 2019.
- H., *The European Movement*, Skype, Bordeaux, France, 29 février 2018
- HATTON, Nicolas, *the3million*, Zoom, Bordeaux, France, 9 décembre 2020.
- K., *Remain In France Together*, Zoom, Bordeaux, France, 5 février 2018.
- N., *Islington for Europe*, Conversation téléphonique, Bordeaux, France, 9 juillet 2018.
- N., *London4Europe*, Zoom, Bordeaux, France, 10 décembre 2020.
- N., *Why Europe ?* Skype, Bordeaux, France, 13 juillet 2018
- OLUWOLE, Femi, *Our Future Our Choice*, Skype, Bordeaux, France, 25 juin 2019.
- P., *Cheltenham for Europe*, courrier électronique, 11 juillet 2018.
- S., *Bremain In Spain*, Skype, Bordeaux, France, 23 octobre 2017.
- S., *Britain for Europe*, Skype, Bordeaux, France, 22 août 2018.
- SSTE, *Sevenoaks & Swanley Together in Europe*. Courrier électronique, 12 juillet 2018.
- T., *Open Britain*, Conversation téléphonique, Bordeaux, France, 25 juillet 2018.
- V., *European Movement in Scotland*, Facetime, Bordeaux, France, 11 juillet 2018.

- *Immigrés britanniques*

E., Møna Café, Bordeaux, France, 12 juin 2018.
J., Martignas, France, 21 juin 2018.
S., École Vatel, Bordeaux, France, 6 juin 2018.
S., Le Café Français, Bordeaux, France, 2 août 2018.
X., Facetime, Bordeaux, France, 30 novembre 2017.

- *Liverpool for Europe*

A., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 7 novembre 2021.
A.O, Liverpool, Angleterre, Liverpool, 24 septembre 2018.
A.G, *Liverpool for Europe*, Liverpool, 5 novembre 2021.
Ashton, Brenda, *Liverpool for Europe*, Liverpool, 14 juin 2019.
Ashton, Brenda, *Liverpool for Europe*, Liverpool, 4 novembre 2021.
CR, *Liverpool for Europe*, Zoom, Liverpool, 5 novembre 2021.
J., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 7 novembre 2021.
M., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 7 novembre 2021.
M., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 23 septembre 2018
O., *Liverpool for Europe* Liverpool, 25 septembre 2018
O., *Liverpool for Europe*, Zoom, Bordeaux, France, 11 novembre 2021.
P., *Liverpool for Europe*, Zoom, Bordeaux, France, 10 novembre 2021.
S., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 5 novembre 2021.
S., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 25 septembre 2018.
T., *Liverpool for Europe*, Liverpool, 3 novembre 2021.

- *Autres*

CLARKE, James, *Renew Party*, conversation téléphonique, 12 juin 2019.
DOUGAN, Michael (Prof.), Liverpool, 25 septembre 2018.
G., Liverpool, 24 septembre 2018.
GALSWORTHY, Mike, *Scientists for EU*, Liverpool, 27 septembre 2018
J., *Bristol City Council*, Bristol, 21 juin 2019.
J., conversation téléphonique, Bordeaux, France, 17 janvier 2018.

MCGOVERN, Alison, Parti travailliste, 5 novembre 2021.

OLUWOLE, Femi, Zoom, Bordeaux, France, 25 novembre 2020.

Ouvrages

CAMERON, David, *For the Record*, William Collins, 2019.

HEATH, Edward, *The Course of My Life*, Hodder and Stoughton, 1998.

MAJOR, John, *John Major: the autobiography*, London, Harper Collins, 2000.

THATCHER, Margaret, *The Path to Power*, New York, Harper Collins, 1995 (a)

THATCHER, Margaret, *The Downing Street Years*, Harper Perennial, (1st ed.), New York, 1995 (b)

WILSON, Harold, *The Labour Government 1964-1970*, London, 1971.

Archives de Liverpool for Europe

EVENTBRITE, «World Wide Wednesday - Liverpool - informal international networking », 3 janvier 2018, <https://www.eventbrite.co.uk/e/world-wide-wednesday-liverpool-informal-international-networking-tickets-38649875819?fbclid=IwAR0KfNlhOq1f7cKiohDU_KkT2tiusFCU02O-jwHrGpGqnNkJUNzGwk_WEIs>

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « Ormskirk leafleting. Come and join us ! », *Facebook*, 25 novembre 2017.

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « World Wide Wednesday New Year Social », *Facebook*, 3 janvier 2018.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Committee Meeting », 4 octobre 2018.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « The Next Stage – Let’s build on The March for the Future », bulletin d’information, 25 octobre 2018.

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « Crunch Time! Call to All Supporters. The Wirral », *Facebook*, 17 novembre 2018.

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « Unite against fascism », *Facebook*, 3 novembre 2018.

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « University Farmers’ Market Stall », *Facebook*, 10 octobre 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Happy New Year and #OnlyWayForward », 1er janvier 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Meeting Minutes », 3 juillet 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « Leafleting in Eastham », *Facebook*, 12 juillet 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE (groupe fermé), « Leafleting in the North End », *Facebook*, 10 juillet 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « No to Boris, Yes to Europe! », 12 juillet 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Meeting Minutes », 14 août 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Newsletter », 20 septembre 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Regional Campaign Committee Meeting », 29 janvier 2020.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Regional Campaign Committee Meeting », 26 février 2020.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Statement on European Parliamentary Elections », 21 avril 2019.

LIVERPOOL FOR EUROPE, « Constitution of Liverpool for Europe », 5 octobre 2021.

Discours politiques

BLAIR, Tony, « Full text: Tony Blair's speech », *The Guardian*, 7 janvier 2003, <<https://www.theguardian.com/politics/2003/jan/07/foreignpolicy.speeches>>

CAMERON, David, « EU speech at Bloomberg », *Gov.UK*, 23 janvier 2013, <<https://www.gov.uk/government/speeches/eu-speech-at-bloomberg>>

CHURCHILL, Winston, « Address given by Winston Churchill (Zurich, 19 September 1946) », *CVCE. EU*, <https://www.cvce.eu/en/obj/address_given_by_winston_churchill_zurich_19_september_1946-en-7dc5a4cc-4453-4c2a-b130-b534b7d76ebd.html>

DE GAULLE, Charles, « Charles de Gaulle. *Mémoires d'Espoir* », *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/e491121c-8e37-473f-afe6-ff52e349c1aa/Resources#9ab2f959-5735-4606-8d13-935db7af6dfe_fr&overlay>

DE GAULLE, Charles, « Conférence de presse de Charles de Gaulle », 14 janvier 1953, *CVCE.EU*, <<https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a->

[d4686a3e68ff/e491121c-8e37-473f-afe6-ff52e349c1aa/Resources#5b5d0d35-4266-49bc-b770-b24826858e1f_fr&overlay](https://www.cvce.eu/collectons/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/0ae5df93-212b-417d-b875-857f4f310c21/Resources#fe79955c-ef62-4b76-9677-dce44151be53_fr&overlay)>

DE GAULLE, Charles, « Conférence de presse du général de Gaulle tenue à l'Élysée », 27 novembre 1967, *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/collectons/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/0ae5df93-212b-417d-b875-857f4f310c21/Resources#fe79955c-ef62-4b76-9677-dce44151be53_fr&overlay>

DELORS, Jacques, « 1992 : the Social Dimension », Bournemouth, 8 septembre 1988, <<https://c59574e9047e61130f13-3f71d0fe2b653c4f00f32175760e96e7.ssl.cf1.rackcdn.com/7C4B2DDEB5CE4B4AB639943D78A556E6.pdf>>

FONDATION ROBERT SCHUMAN, « Déclaration du 9 mai », <<https://www.robert-schuman.eu/fr/declaration-du-9-mai-1950>>

GAITSKELL, Hugh « Speech by Hugh Gaitskell against UK membership of the Common Market », 3 octobre 1962, *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/05f2996b-000b-4576-8b42-8069033a16f9/publishable_en.pdf>

MAJOR, John, « Mr Major's Joint Press Conference with Chancellor Kohl », 11 mars 1991, <<https://johnmajorarchive.org.uk/1991/03/11/mr-majors-joint-press-conference-with-chancellor-kohl-11-march-1991/>>

MAY, Theresa « Full text: Theresa May's conference speech », *The Spectator*, 5 octobre 2016, <<https://www.spectator.co.uk/article/full-text-theresa-may-s-conference-speech/>>

MAY, Theresa, « Prime Minister's letter to Donald Tusk triggering Article 50 » *Gov.UK*, 29 mars 2017, <<https://www.gov.uk/government/publications/prime-ministers-letter-to-donald-tusk-triggering-article-50>>

MAY, Theresa, « The government's negotiating objectives for exiting the EU : PM speech », *Gov.UK*, 17 janvier 2017, <<https://www.gov.uk/government/speeches/the-governments-negotiating-objectives-for-exiting-the-eu-pm-speech>>

MAY, Theresa, « The government's negotiating objectives for exiting the EU: PM speech », *YouGov*, 17 janvier 2017, <<https://www.gov.uk/government/speeches/the-governments-negotiating-objectives-for-exiting-the-eu-pm-speech>>

NATIONAL EXECUTIVE COMMITTEE, « Statement by the National Executive Committee of the Labour Party », 29 septembre 1962, *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/74ff9d31-b274-4d3d-b99f-7b3ba76ffff9/publishable_en.pdf>

OFFICE OF THE FEDERAL REGISTER (Ed.), « Address given by John F. Kennedy », 4 juillet 1962, *CVCE*, consulté le 27 août 2022,

<https://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/052b3b13-dfe1-40df-9396-3a007abbb425/publishable_en.pdf>

THATCHER, Margaret, « Speech to London University Conservative Association », Margaret Thatcher Foundation, Thatcher Archive: CCOPR 206/75, 7 mars 1975,

<<https://www.margaretthatcher.org/document/102647>>

THATCHER, Margaret, « Speech to the College of Europe », *Margaret Thatcher*

Foundation, 20 septembre 1988, <<https://www.margaretthatcher.org/document/107332>>

Articles de presse

ABC, « Liverpool Echo », *abc*, Media Audits, <<https://www.abc.org.uk/product/9783>>

ASTHANA, Anushka, « Remain campaigners step up efforts to secure ethnic minority votes », *The Guardian*, 1^{er} juin 2016, ,

<https://www.theguardian.com/politics/2016/jun/01/remain-campaigners-eu-referendum-step-up-efforts-to-secure-ethnic-minority-votes?CMP=gu_com>

BADSHAH, Nadeem « Brexit: thousands turn out for ‘Stop the Coup’ protests across UK – as they happened », *The Guardian*, 31 août 2019,

<<https://www.theguardian.com/politics/live/2019/aug/31/brexit-stopthecoup-protests-uk-proroguing>>

BARTLETT, David, « So what has the European Union ever done for Merseyside? »,

Liverpool Echo, 27 mai 2014, <<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/what-european-union-ever-done-7175124>>

BBC NEWS, « Brexit: Marchers demand final Brexit deal vote », 23 juin 2018, *BBC News*, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-44586638>>

BBC NEWS, « Comment le Brexit a entraîné la chute de Theresa May », *BBC News*, 24 mai 2019, <<https://www.bbc.com/afrique/monde-48396132>>

BBC NEWS, « EU referendum deal : What Cameron wanted and what he got », *BBC News*, 20 février 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35622105>>

BBC NEWS, « EU vote: Where the cabinet and other MPs stand », *BBC News*, 22 juin 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35616946>>

- BBC NEWS, « Independent Group: Three MPs quit Tory party to join », *BBC News*, 20 février 2019, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-47306022>>
- BBC NEWS, « Labour frontbenchers defend no show at anti-Brexit march », 24 juin 2022, *BBC News*, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-44592989>>
- BBC NEWS, « Labour to back EU referendum bill, says Harman », *BBC News*, 24 mai 2015, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-32863749>>
- BBC NEWS, « Miliband shifts immigration policy, saying Labour ‘got it wrong’ », *BBC News*, 22 juin 2012, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-18539472>>
- BBC NEWS, « People’s Vote march: Hundreds of thousands attend London protest », *BBC News*, 20 octobre 2018, <<https://www.bbc.com/news/uk-45925542>>
- BBC NEWS, « Anti-Brexit marchers rally in Parliament Square », 9 septembre 2017, *BBC News*, consulté le 4 octobre 2022, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-41212505>>
- BEARAK, Max, « Theresa May criticized the term ‘citizen of the world.’ But half the world identifies that way. », *The Washington Post*, 5 octobre 2016, <<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/10/05/theresa-may-criticized-the-term-citizen-of-the-world-but-half-the-world-identifies-that-way/>>
- BEAUMONT-THOMAS, Ben « Jeff Mitchell’s best photograph : ‘These people have been betrayed by Ukip’ », *The Guardian*, 22 juin 2016, <<https://www.theguardian.com/artanddesign/2016/jun/22/jeff-mitchells-best-shot-the-column-of-marching-refugees-used-in-ukips-brexit-campaign>>
- BEN YTZHAK, Lydia, « L’anglosphère par-delà la langue », *CNRS le journal*, <<https://lejournel.cnrs.fr/articles/langlosphere-par-dela-la-langue>>
- BENSON, Michaela, « The puzzle of how many Brits abroad there really are », *BBC News*, 12 janvier 2019, <<https://www.bbc.com/news/uk-46632854>>
- BERNARD, Philippe, « Hard Brexit, soft Brexit, quelles sont les différences ? », *Le Monde*, 16 janvier 2017, <https://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2017/01/16/hard-brexit-soft-brexit-queelles-sont-les-differences_5063641_4872498.html>
- BONA, Emilia « The 10 Brexit-voting constituencies in Merseyside ‘that have now switched to Remain’ », *Liverpool Echo*, 12 août 2018, <<https://www.liverpooecho.co.uk/news/liverpool-news/10-brexit-voting-constituencies-merseyside-15021156>>
- BOWDEN, George, « People’s March for Europe : Hundreds Attend anti-Brexit Protest in London », *The Huffington Post*, 9 septembre 2017,

<<https://www.huffingtonpost.co.uk/entry/peoples-march-for-europe-london-uk-59b405a5e4b0354e44122a1b>>

BUSBY, Mattha « Change UK open to forming pro-remain pact with Liberal Democrats », *The Guardian*, 25 mai 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/may/25/change-uk-could-form-pro-remain-pact-with-liberal-democrats>>

CARTER, Helen, « Liverpool profited from year as capital of culture, says report », *The Guardian*, 11 mars 2010, <<https://www.theguardian.com/travel/2010/mar/11/liverpool-profited-from-being-culture-capital>>

CHAPLIN, Chole, « People's Vote: full list of 52 MPs who have publicly backed a second Brexit referendum », *iNews*, 28 novembre 2018, <<https://inews.co.uk/news/brexit/peoples-vote-2nd-brexit-referendum-eu-mps-support-full-list-227633>>

CHURCHILL, Winston, « The United States of Europe », *Saturday Evening Post*, 15 février 1930.

COLLIN, Stefan, « Inside de Mind of Dominic Cummings », *The Guardian*, 6 février 2020 <<https://www.theguardian.com/politics/2020/feb/06/inside-the-mind-of-dominic-cummings-brexit-boris-johnson-conservatives>>

COOPER, Charlie, « In Liverpool, Tories learn it's about more than Brexit », *Politico*, 19 mai 2019, <<https://www.politico.eu/article/liverpool-conservative-surge-about-more-than-brexit-general-election/>>

DEAN, Will, « Faction stations: which Brexit campaign is which? », *The Guardian*, 31 janvier 2016, <<https://www.theguardian.com/politics/shortcuts/2016/jan/31/faction-stations-which-brexit-campaign-is-which?>>

DUFFY, Tom, « Thousands protest against no deal and Boris Johnson in Liverpool », *Echo*, 31 août 2019, <<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/thousands-protest-against-no-deal-16844726>>

ELLCOTT, Claire, « Change UK group plots to destroy the Lib Dems and hoover up their members, MPs and donors, leaked memo reveals », *Daily Mail*, 24 avril 2019, <<https://www.dailymail.co.uk/news/article-6954283/Change-UK-group-plots-destroy-Lib-Dems.html>>

FARAND, Chloe, « Unite for Europe: Tens of thousands take to streets to demand Brexit be reversed », *The Independent*, 25 mars 2017, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/unite-for-europe-brexit-march-london-edinburgh-tens-of-thousands-against-european-union-eu-latest-a7649686.html>>

FIELDHOUSE Ed et Chris PROSSER, « General Election 2017: Brexit dominated voters' thoughts », *BBC News*, 1^{er} août 2017, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-40630242>>

FINANCIAL TIMES, « Brexit. EU referendum results », *Financial Times*, 24 juin 2016, <<https://ig.ft.com/sites/elections/2016/uk/eu-referendum/>>

FLETCHER, Martin, « Inside the headquarters of Britain's anti-Brexit brigade » *The New Statesman*, 30 mai 2018, <<https://www.newstatesman.com/long-reads/2018/05/inside-headquarters-britain-s-anti-brexit-brigade>>

FUNG, Brian, « The British are frantically Googling what the E.U. is, hours after voting to leave it », *Washington Post*, 24 juin 2016, <<https://www.washingtonpost.com/news/the-switch/wp/2016/06/24/the-british-are-frantically-googling-what-the-eu-is-hours-after-voting-to-leave-it/>>

GILLETT, Francesca, « People's March for EU: Tens of thousands of anti-Brexit activists march to Parliament in rally to keep UK in union », *Evening Standard*, 9 septembre 2017, <<https://www.standard.co.uk/news/london/people-s-march-for-eu-crowds-of-antibrexit-activists-gather-in-central-london-for-march-to-parliament-a3630936.html>>

HEAL, Alexandra, « 'Bollocks to Brexit' bus tour constituencies of May and Corbyn », *The Guardian*, 25 novembre 2018, <<https://www.theguardian.com/politics/2018/nov/25/bollocks-to-brexit-bus-to-tour-constituencies-of-may-and-corbyn>>

HELM, Toby et Michael SAVAGE, « MPs move to block Theresa May from signing 'no deal' Brexit », *The Guardian*, 15 octobre 2017, <<https://www.theguardian.com/politics/2017/oct/14/cross-party-group-no-deal-theresa-may-brexit-eu>>

HELM, Toby, « Labour makes dramatic Brexit shift and backs single market membership », *The Guardian*, 26 août 2017, <<https://www.theguardian.com/global/2017/aug/26/labour-calls-for-lengthy-transitional-period-post-brexit>>

HUGHES, David, « Boris Johnson calls for 'full British Brexit' two years after referendum as Fox insists government 'is not bluffing on no-deal' », *The Independent*, 23 juin 2018, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/boris-johnson-full-brexit-no-deal-theresa-may-a8412631.html>>

JACK, Ian, « 'Project Fear' started as a silly private joke during another referendum, but now it won't go away », *The Guardian*, 11 mars 2016, <<https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/mar/11/project-fear-started-as-a-silly-private-joke-now-it-wont-go-away>>

JOHNSTON, Chris, « Brexit protest: thousands march in London to ‘unite for Europe’ – as it happened », *The Guardian*, 25 mars 2017,

<<https://www.theguardian.com/politics/live/2017/mar/25/brexit-protest-thousands-march-in-london-to-unite-for-europe-live>>

JONES, Ian « Less diverse, fewer women: Key statistics about Rishi Sunak’s new Cabinet », *Evening Standard*, 26 octobre 2022, <<https://www.standard.co.uk/news/politics/rishi-sunak-cabinet-diversity-women-suella-braverman-michael-gove-gillian-keegan-dominic-raab-b1035222.html>>

KIRKHAM, Jenny « Thousands of People’s Vote marchers shut down Liverpool city centre in show of anti-Brexit feeling », *Echo*, 23 septembre 2018,

<<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/thousands-peoples-vote-marchers-shut-15189723>>

KIRKHAM, Keny, « Thousands of People’s Vote marchers shut down Liverpool city centre in show of anti-Brexit feeling », *Echo*, 23 septembre 2018,

<<https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/thousands-peoples-vote-marchers-shut-15189723>>

LE MONDE, « Brexit : qu’est-ce que le « backstop » irlandais, au cœur du rejet de l’accord ? », *Le Monde*, 30 janvier 2019, <https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/30/qu-est-ce-que-le-backstop-irlandais-au-c-ur-du-rejet-de-l-accord-sur-le-brexit_5416730_3210.html>

LE MONDE, « SIR DAVID MAXWELL FYFE ANNONCERAIT le ralliement de l’Angleterre au plan Schuman », *Le Monde Archive*, 28 novembre 1950,

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1951/11/28/sir-david-maxwell-fyfe-annoncerait-le-ralliement-de-l-angleterre-au-plan-schuman_2072011_1819218.html>

LUXARDO, Giancarlo, Arnaud RICHARD, Agnès STEUCKARDT, « Européiste dans le discours radical “anti-européiste” », *L’Europe en contre-discours*, 2015,

<<https://shs.hal.science/halshs-01831882/document>>

LYNSKEY, Dorian, « ‘I thought I’d put in a protest vote’: the people who regret voting leave », *The Guardian*, 25 novembre 2017,

<<https://www.theguardian.com/politics/2017/nov/25/protest-vote-regret-voting-leave-brexit>>

MAIDMENT, Jack et Amy GIBBONS, « Labour ramps up Red Wall poll lead over the Tories », *The Telegraph*, 28 juin 2023,

<<https://www.telegraph.co.uk/politics/2023/06/28/labour-red-wall-poll-lead-extended-tories/>>

- MANANCE, Henry, « How People's Vote fell apart », *The Financial Times*, 7 août 2020, <<https://www.ft.com/content/e02992f6-cf9e-46b3-8d45-325fb183302f>>
- MCCANN, Phil, « EU referendum: Merseyside split on Brexit », *BBC News*, 24 juin 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-36619565>>
- MERCER David et Sanya BURGESS, « Police officer 'orders driver to remove B***** to Brexit car sign' », *SkyNews*, 25 novembre 2019, <<https://news.sky.com/story/police-officer-orders-driver-to-remove-b-to-brexit-car-sign-11870098>>
- MILMAN, Oliver « Boris Johnson calls for free labour exchange between UK and Australia », *The Guardian*, 29 août 2013, <<https://www.theguardian.com/politics/2013/aug/26/boris-johnson-australia-migration-exchange>>
- MILNE, Oliver, « Thousands of anti-Brexit campaigners descend on Labour Party Conference to demand a second referendum », *Mirror*, 25 septembre 2018, <<https://www.mirror.co.uk/news/politics/thousands-anti-brexit-campaigners-descend-13295651>>
- MORRIS, James, « Brexit news latest : Renew Party folds to 'help' Independent Group in European elections », *The Evening Standard*, 15 avril 2019, <<https://www.standard.co.uk/news/politics/brexit-news-latest-renew-party-folds-to-help-independent-group-in-european-elections-a4118581.html>>
- MOSELEY, Tom, « In quotes: Jeremy Corbyn and the EU referendum », *BBC News*, 14 avril 2016, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35743994>>
- OTTE, Jedidajah, « March for Change : anti-Brexit protesters take to London streets », *The Guardian*, 20 juillet 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/jul/20/march-for-change-anti-brexit-protesters-take-to-london-streets>>
- PAYNE, Alan, « The 'Remain alliance' could accidentally help Boris Johnson win a majority and force through Brexit », *Business Insider France*, 9 November 2019, <<https://www.businessinsider.fr/us/anti-brexit-campaigners-fear-remain-pact-helps-boris-johnson-win-2019-11>>
- PERRAUDIN, Francesca, « Who are the Tory Rebel MPs ? », *The Guardian*, 2 septembre 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/sep/02/who-are-the-tory-rebel-mps>>
- PRESS ASSOCIATION, « David Cameron confirms ministers can campaign for 'Brexit' », *The Guardian*, 5 janvier 2016, <<https://www.theguardian.com/politics/2016/jan/05/eu-referendum-david-cameron-confirms-ministers-campaign-brexit>>
- ROBERTS, Rachel, « BBC under fire for 'lack of coverage' of pro-EU march », 31 mars 2017, *The Independent*, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/bbc-bias-pro>>

[remain-pro-brexite-coverage-lack-of-too-much-unite-for-europe-trigger-article-50-a7651191.html](https://www.theguardian.com/politics/2019/jan/16/labour-mps-declare-support-for-second-brexite-referendum)>

SABBAGH, Dan, « Labour MPs declare support for second Brexit referendum », *The Guardian*, 16 janvier 2019, <<https://www.theguardian.com/politics/2019/jan/16/labour-mps-declare-support-for-second-brexite-referendum>>

SABBAGH, Dan, « Thousands take to streets in London on anti-Brexit march », 23 juin 2018, <<https://www.theguardian.com/politics/2018/jun/22/peoples-vote-march-against-brexite-london-thousands-expected>>

SCOTT, Jennifer, « Among the blue flags: Views from the pro-EU march », *BBC News*, 23 juin 2018, <<https://www.bbc.com/news/uk-44589464>>

SKED, Alan, « It's true: British universities are grotesquely biased against Brexit », *The Telegraph*, 26 octobre 2017, <<https://www.telegraph.co.uk/education/2017/10/26/true-british-universities-grotesquely-biased-against-brexite/>>,

STEWART, Heather, « Keir Starmer: second Brexit vote could contain remain option », *The Guardian*, 24 septembre 2018, <<https://www.theguardian.com/politics/2018/sep/24/keir-starmer-labour-does-not-rule-out-remaining-in-eu>>

STONE, Jon, « Theresa May to be accused of 'dividing the country' at Brexit protest in London », *The Independent*, 24 mars 2017, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/march-for-europe-brexite-protest-theresa-may-speakers-time-tim-farron-a7648881.html>>

THE CONNEXION, « Groups from France join London Brexit protest », *The Connexion*, 29 juin 2018, <<https://www.connexionfrance.com/article/French-news/Brexit/Groups-from-France-join-London-Brexit-protest>>

THE ECONOMIST, « The Economist's UK election poll tracker », *The Economist*, 25 avril 2023, <<https://www.economist.com/interactive/uk-general-election/polls>>

THE GUARDIAN, « A fanfare without an echo », *The Guardian*, 1er janvier 1973, <https://uploads.guim.co.uk/2020/01/21/EU_1_Jan_1973_.jpg>

THE GUARDIAN, « We're in - but without the fireworks », *The Guardian*, 1er janvier 1973, <https://uploads.guim.co.uk/2017/12/20/1_Jan_1973_Euro.jpg>

THE INDEPENDENT, « Theresa May's keynote speech at Tory conference in full », *The Independent*, 5 octobre 2016, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/theresa-may-speech-tory-conference-2016-in-full-transcript-a7346171.html>>

THE PANEL LABOUR, « Are the gang of seven right to split from Labour? Our panel responds », *The Guardian*, 18 février 2019,

<<https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/feb/18/split-labour-writers-verdict-independent-group>>

WINTOUR, Patrick, « Ed Miliband says in/out referendum on Europe is unlikely », *The Guardian*, 11 mars 2014, <<https://www.theguardian.com/politics/2014/mar/11/ed-miliband-referendum-europe>>

WOODCOCK, Andrew, « Battle for the UK to remain in the EU is now lost and rejoining won't be prospect for 20 years, admits Lord Heseltine », *The Independent*, 14 décembre 2019, <<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/uk-brexite-heseltine-remain-eu-rejoin-peoples-vote-referendum-a9246611.html>>

WRIGHT, Oliver et Bruno WATERFIELD, « Commons Speaker John Bercow criticised over anti-Brexit car window sticker », *The Times*, 14 mars 2018, <<https://www.thetimes.co.uk/article/john-bercow-criticised-over-anti-brexite-car-window-sticker-5hgxmhrx>>

Articles en ligne

- *Groupes pro-européens*

BEST FOR BRITAIN, « Brexit : a threat to women's rights », Best for Britain, septembre 2019,

<<https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/b4b/pages/1243/attachments/original/1569416681/BfBWomensRights.pdf?1569416681>>

- *Autres*

BEGUM, Neema, « Minority ethnic attitudes and the 2016 EU referendum », *The UK in a Changing Europe*, 6 février 2018, <<https://ukandeu.ac.uk/minority-ethnic-attitudes-and-the-2016-eu-referendum/>>

BROWNING, Christopher, « Existential anxiety: how Leave and Remain became badges of self-identity », *LSE*, 2018, <http://eprints.lse.ac.uk/91628/1/Browning_Existential-anxiety_Author.pdf>

CHRISTOFFERSEN, Ashlee, « Brexit's consequences for marginalised women », *UK in a Changing Europe*, 8 mars 2020, <<https://ukandeu.ac.uk/brexit-consequences-for-marginalised-women/>>

COMMISSION EUROPÉENNE, « Brexit Negotiations: What is in the Withdrawal Agreement », 14 novembre 2018, <https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO_18_6422>

DAHLGREEN, Will « EU referendum : the red lines for swing voters », *YouGov*, 18 décembre 2013, <<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2013/12/18/eu-referendum-red-lines-swing-voters>>

GAMBLE, Andrew, « The Great Divide », *Marxism Today*, 1990, <<https://banmarchive.org.uk/marxism-today/october-1990/the-great-divide/>>

GOODWIN Matthew et Oliver HEATH, « Brexit vote explained : poverty, low skills and lack of opportunities », *Joseph Roundtree Foundation*, 31 août 2016, <<https://www.jrf.org.uk/report/brexit-vote-explained-poverty-low-skills-and-lack-opportunities>> (b)

GOODWIN, Matthew et Oliver HEATH, « Brexit and the left behind : a tale of two countries », *LES*, 22 juillet 2016, <<http://eprints.lse.ac.uk/73016/1/blogs.lse.ac.uk-Brexit%20and%20the%20left%20behind%20a%20tale%20of%20two%20countries.pdf>> (a)

GUITTON, Marie, « Brexit : l'accord de sortie May/UE en 8 points clés », *Toute l'Europe*, 11 avril 2019, <<https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/brexit-l-accord-de-sortie-mayue-en-8-points-cles/>>

JONES, Simon, K., « I'm still a European », *Simon K Jones*, 1^{er} février 2020, <<https://simonkjones.medium.com/im-still-a-european-c106429c3ad1>>

LOW, Adrian, « In some respects the Brexit referendum was a violation of human rights », *LSE*, 9 février 2017, <<https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/02/09/brexit-referendum-human-rights/>>

OMER, Nimo, « We still haven't acknowledged the overwhelming whiteness of Brexit » *The Independent*, <<https://www.independent.co.uk/voices/brexit-peoples-vote-diversity-white-march-bame-diversity-ofoc-politics-a8921581.html>>

SIMON, Elizabeth, « Educational attainment and referendum voting : questions and connections » *UK in a Changing Europe*, 16 mars 2022, <<https://ukandeu.ac.uk/educational-attainment-referendum-voting/>>

TAYLOR, Ros, « How little we know: reflections on our ignorance of the EU », *LSE*, 24 septembre 2019, <<https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2019/09/24/how-little-we-know-reflections-on-our-ignorance-of-the-eu/>>

UK IN A CHANGING EUROPE, « Will Straw », *Brexit witness archive*, 12 février 2021, <<https://ukandeu.ac.uk/brexit-witness-archive/will-straw/>>

WESTCOTT, Nick, « Sovereignty and Brexit : control of what exactly ? », *UK in a Changing Europe*, 26 novembre 2020, <<https://ukandeu.ac.uk/sovereignty-and-brexit-control-of-what-exactly/>>

Statistiques

ABRAHAM, Tanya, « Brexit: few Britons feel like they know what happens when the transition period ends », *YouGov*, 22 octobre 2020, <<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2020/10/22/brexit-few-britons-feel-they-know-what-happens-whe>>

BBC NEWS, « EU referendum : The result in maps and charts », *BBC News*, 8 juin 2021, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-36616028>>

BBC NEWS, « European Election 2019: UK results in maps and charts », *BBC News*, 27 mai 2019, <<https://www.bbc.com/news/uk-politics-48403131>>

EUROPEAN PARLIAMENT, « 2019 European election results – United Kingdom », <<https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/united-kingdom/2019-2024/>>

LIVERPOOL CITY COUNCIL, *Demographic headline indicators*, 31 mars 2022, <<https://liverpool.gov.uk/council/key-statistics-and-data/headline-indicators/demographics/>>

UNITED NATIONS, *World Economics Survey*, E/5144 ST/ECA/159, 1971, <https://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess_archive/1971wes.pdf>

STATISTA, « In hindsight, do you think Britain was right or wrong to vote to leave the European Union? », janvier 2020-mai 2023, <<https://www.statista.com/statistics/987347/brexit-opinion-poll/>>

STATISTA, « Should Scotland be an independent country? », janvier 2018 – avril 2023, <<https://www.statista.com/statistics/1170409/scottish-independence/>>

WHAT UK THINKS, « If there was another referendum on Britain’s membership of the EU, how would you vote? », *National Centre for Social Research*, 28 juin 2016 - 4février 2022, <<https://www.whatukthinks.org/eu/questions/if-a-second-eu-referendum-were-held-today-how-would-you-vote/>>

Programmes électoraux

- Parti travailliste

LABOUR PARTY, « Time For Decision », *1966 Labour Party Election Manifesto, 1966 Labour Party Manifesto.*

LABOUR PARTY, « Now Britain's Strong – Let's Make it Great to Live In », *1970 Labour Party Manifesto.*

LABOUR PARTY, « Let us work together – Labour's way out of the crisis », *February 1974 Labour Party Manifesto.*

LABOUR PARTY, « new Labour because Britain deserves better », *1997 Labour Party Election Manifesto.*

LABOUR PARTY, « Ambitions for Britain », *2001 Labour Party Election Manifesto, 2001.*

LABOUR PARTY, « The Labour Party European Manifesto », *2014 European Parliament manifesto, 2014.*

- Parti conservateur

CONSERVATIVE PARTY, « A Better Tomorrow », *1970 Conservative Party General Election Manifesto.*

CONSERVATIVE PARTY, « The Best Future for Britain », *1992 Conservative Party General Election Manifesto.*

CONSERVATIVE PARTY, « You can only be sure with the Conservatives », *1997 Conservative Party General Election Party Manifesto, 1997.*

CONSERVATIVE PARTY, « Time for Common Sense », *2001 Conservative Party General Election Manifesto.*

CONSERVATIVE PARTY, « Invitation to Join the Government of Britain », *2010 Conservative Party Manifesto.*

- Parti Libéral Démocrate

THE LIBERAL DEMOCRATS, « A Fresh Start for Britain: Choosing a Different, Better Future », *Policy Paper 94, 2009.*

THE LIBERAL DEMOCRATS, « In Europe We Work », *2014 European Parliament manifesto*, 2014.

THE LIBERAL DEMOCRATS, « Change Britain's Future », *2017 Liberal Democrats Manifesto*.

THE LIBERAL DEMOCRATS, « Stop Brexit. The Liberal Democrat vision for Britain in Europe », *Liberal Democrat European Election Manifesto 2019*.

Rapports et sondages

AOIFE, O'Neil, « Hate Crime, England and Wales, 2016/17 », *Statistical Bulletin*, 17 octobre 2017,

<https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/652136/hate-crime-1617-hosb1717.pdf>

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, « Eurobaromètre Opinion publique dans la communauté européenne », No. 31, juin 1989.

COMMISSION EUROPÉENNE, « The Key indicators », *Standard Eurobarometer 93*, Royaume-Uni, Été 2020.

COMMISSION EUROPÉENNE, Directorate-General for Communication, « Public opinion in the European Union », *Standard Eurobarometer 93*, Annexe, juillet-août 2020.

COMMISSION EUROPÉENNE, Eurobaromètre Standard 47, printemps 1997.

COMMISSION EUROPÉENNE, Eurobaromètre Standard 96, hiver 2021-2022.

CROSSMAN, R. H. S, Michael FOOT et Ian MIKARDO, « Keep Left », *New Stateman Pamphlet*, avril 1947.

CURTICE, Jon et Ian SIMPSON, « The 2017 Election: New divides in British Politics ? » *British Social Attitudes 35*, pp. 86-114,

<https://www.bsa.natcen.ac.uk/media/39284/bsa35_full-report.pdf>

EUROBAROMÈTRE, « L'opinion publique dans la communauté européenne », No. 4, décembre 1975.

EUROBAROMÈTRE, « L'opinion publique dans la communauté européenne », No. 16, décembre 1981.

FIELDHOUSE, Ed, « Labour's Electoral Dilemma », *British Election Study*, 17 octobre 2019,

<https://www.britishelectionstudy.com/bes-findings/labours-electoral-dilemma/#.Yzw_Pi2FDw4>

FONDATION ROBERT SCHUMAN, « Les attentes des citoyens à l'égard de l'Union européenne », 22 mai 2019, <<https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/actualites/Attentes-citoyens-envers-UE-etude.pdf>>

GROWTH FOR KNOWLEDGE, « Referendum On Membership Of The European Union: Question Testing », 1 septembre 2015, <https://www.electoralcommission.org.uk/sites/default/files/pdf_file/GfK-Report-EU-Referendum-Question-Testing-2015-WEB.pdf>

LORD ASHCROFT, « How the United Kingdom voted on Thursday... and why », *Lord Ashcroft Polls*, 24 juin 2016, <<https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>>

NATIONAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE BRITISH LABOUR PARTY, « Manifesto by the National Executive Committee of the British Labour Party », mai 1950, <https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/8/626bf849-0be2-499c-a924-d768c9f05feb/publishable_en.pdf>

PARLEMENT EUROPÉEN, « 2019 European election results – United Kingdom », 22 octobre 2019, <<https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/united-kingdom/2019-2024/>>

SELWYN, Lloyd, « EFTA Bulletin », octobre 1960, Vol. 1, No. 1, <<http://aei.pitt.edu/83863/1/1960.1.pdf>>

SMITH, Matthew, « Only 30% of Remain voters have reached acceptance on the five stages of Brexit grief », *YouGov*, 29 janvier 2020, <<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2020/01/29/only-three-ten-remain-voters-have-reached-acceptan>>

THE ELECTORAL COMMISSION, « Referendum on membership of the European Union », septembre 2015, <<https://www.electoralcommission.org.uk/sites/default/files/2019-08/EU-referendum-question-assessment-report.pdf>>

THE ELECTORAL COMMISSION, « Testing the EU Referendum Question », 1^{er} août 2019, <<https://www.electoralcommission.org.uk/who-we-are-and-what-we-do/elections-and-referendums/past-elections-and-referendums/eu-referendum/testing-eu-referendum-question>>

UBEROI, Elise et Niel JOHNSTON, « Political disengagement in the UK: who is disengaged? », *House of Commons Library*, Briefing paper, Number CBP-7501, 16 octobre, 2019.

UBEROI, Elise, « European Union Referendum 2016 », *House of Commons Library*, 29 juin 2019, <<https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7639/CBP-7639.pdf>>

UBEROI, Elise, « Turnout at elections », *House of Commons Library*, 26 août 2021,

<<https://assets-learning.parliament.uk/uploads/2021/12/Turnout-at-Elections.pdf>>

UK PARLIAMENT, « Coronavirus: A history of English lockdown laws », *House of*

Commons Library, 22 décembre 2021, <[https://commonslibrary.parliament.uk/research-](https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-9068/)

[briefings/cbp-9068/](https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-9068/)>

YOUNGOV Survey Results, 2016,

<https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/oxmidrr5wh/EUFinalCall_Rewighted.pdf>

YOUNGOV, « The Times Survey Results », 2015,

<https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/h15sm4vwaa/TimesResults_151123_LabourMembers.pdf>

Débats parlementaires

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 27 juin 1950 vol 476 cc2104-59.

HANSARD, *Parliamentary Debates* 12 novembre 1951 vol 493 cc7-8W.

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 31 juillet 1961 vol 645 cc928-42.

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 23 janvier 1975 vol 884 cc1745-64.

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 09 June 1975 vol 893 cc37.

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 22 novembre 1990, vol. 181 cc445-53.

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 18 juin 1997, vol. 296 cc313-330.

HANSARD, *Parliamentary Debates*, 25 octobre 2018, vol. 648.

Pétitions

UK GOVERNMENT AND PARLIAMENT, « Do not prorogue Parliament »,

<<https://petition.parliament.uk/archived/petitions/269157>>

UK GOVERNMENT AND PARLIAMENT, « EU Referendum Rules triggering a 2nd EU

Referendum », <<https://petition.parliament.uk/archived/petitions/131215>>

UK GOVERNMENT AND PARLIAMENT, « Petitions, Brexit »,

<<https://petition.parliament.uk/petitions?q=brexit>>

UK GOVERNMENT AND PARLIAMENT, « Revoke Article 50 and remain in the EU »,

<<https://petition.parliament.uk/archived/petitions/241584>>

Textes de loi/textes officiels

BULLETIN OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, « Declaration on European Identity », *Office for official publications of the European Communities*, No 12. Luxembourg, Décembre 1973.

Ministry of Justice, « Human Rights Act Reform : A Modern Bill of Rights – consultation », *Gov.UK*, <<https://www.gov.uk/government/consultations/human-rights-act-reform-a-modern-bill-of-rights/human-rights-act-reform-a-modern-bill-of-rights-consultation>>

THE UNITED KINGDOM AND THE EUROPEAN COMMUNITIES, « White Paper presented by the UK Government to the UK Parliament », juillet 1971, p.10, <https://www.cvce.eu/en/obj/white_paper_presented_by_the_uk_government_to_the_uk_parliament_july_1971-en-8cf072cb-5a31-46f6-b04f-cb866be92f72.html>

TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE (version consolidée), 26 octobre 2012, *Journal officiel de l'Union européenne*, <https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF>

TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE, *Journal officiel des communautés européennes*, N° C 191, 1992, <<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:11992M/TXT&from=FR>>

UK PARLIAMENT, « European Union Referendum Bill », HL bill 63, 2013, <<https://publications.parliament.uk/pa/bills/lbill/2013-2014/0063/14063.pdf>>

Sources audio visuelles

ATKINSON, Mike, Unity, « We've go to get in to get on », *YouTube*, 29 mars 2017, <<https://www.youtube.com/watch?v=xg3kenARW0c>>

CVCE, « The United Kingdom submits its application for accession to the ECSC (Luxembourg, 1962) », *CVCE.EU*, <https://www.cvce.eu/en/collections/unit-content/-/unit/df06517b-babc-451d-baf6-a2d4b19c1c88/a125033c-90ee-4355-a320-b38e7aaf4cca/Resources#26ba5b2a-240b-41ea-b431-1517492ddd06_en&overlay>

DORLING, Danny, « BBC Newsnight », *YouTube*, 29 septembre 2016, <<https://www.youtube.com/watch?v=eOMiUONDLno>>

ETHNIC MINORITIES FOR A PEOPLE VOTE, « EM4PV on Sky News », *YouTube*, <<https://www.youtube.com/watch?v=xuznfK1oKFQ>>

ETHNIC MINORITIES FOR A PEOPLE VOTE, « EM4PV on three counties radio », *YouTube*, <<https://www.youtube.com/watch?v=O45Wqs2AxBE>>

GÉNÉRAL DE GAULLE, « Conférence de presse du 14 janvier 1963 (sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE) », *INA*, vidéo, 14 janvier 1963, <<https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaule00085/conference-de-presse-du-14-janvier-1963-sur-l-entree-de-la-grande-bretagne-dans-la-cee.html>>

GLOBAL POLICY INSTITUTE, « Reconnecting the Public with the EU - Not Just in Britain: Dr Oliver Daddow (12 December 2012) », *Vimeo*, 2012, <<https://vimeo.com/56514184>>

GRASSROOTS FOR EUROPE, « How We Lost Again, What Can We Learn? Panel - Grassroots For Europe conference », *YouTube*, 6 février 2020, <<https://www.youtube.com/watch?v=RqNkKiXvshw&list=PLK1oO6Fv6ixwmoL-pE1HI0twGfPwY6LcQ&index=58>>

RPMACKKEY, « Gove : Britons 'have had enough of experts' », 22 juin 2016, *YouTube*, <<https://www.youtube.com/watch?v=GGgiGtJk7MA>>

THAMESTV, « Labour Party - Harold Wilson interview - Common Market – 1975 », *YouTube*, 2017, <<https://www.youtube.com/watch?v=7W67Xppg434>>

UK PARLIAMENT, « LIVE MPs debate new Brexit deal: 19 October 2019 », *YouTube*, 19 octobre 2019, <<https://www.youtube.com/watch?v=BbdlQUJ2xkI>>

Tweets

@EM4PV, *Twitter*, <<https://twitter.com/em4pv?lang=en>>

@JAMING2G, « David Lammy dismissing talk of a General Election and calling for a “People’s Vote” », *Twitter*, 23 septembre 2018, 15h31, <https://twitter.com/Jamin2g/status/1043855469117345792?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1043855469117345792%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.huffingtonpost.co.uk%2Fentry%2Fiverpool-protest-demanding-peoples-vote-piles-pressure-on-labour_uk_5ba7a818e4b0181540de053d>

Sources secondaires

Ouvrages

- *Relation Royaume-Uni et Europe*

ALEXANDRE-COLLIER, Agnès, *La Grande-Bretagne eurosceptique ?* Éditions du Temps, Nantes, 2002.

ALEXANDRE-COLLIER, Agnès, Bernard d'HELLENCOURT et Pauline SCHNAPPER (dirs), *Le Royaume-Uni et l'UE depuis 1997*, Dijon, Universitaires de Dijon, 2007.

ALEXANDRE-COLLIER, Agnès, *Les habits neufs de David Cameron*, Presses de Sciences Po, 2010.

ANTOINE, Aurélien, *Le Brexit. Une histoire anglaise*, Dalloz, 2020.

BAKER, David et Pauline SCHNAPPER, *Britain and the crisis of the European Union*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2015.

BARRAUD, Boris (dir.), *Le Brexit. Dans toutes ses dimensions*, l'Hamattan, Paris, 2018.

BROWN, Gordon, *Britain Leading, Not Leaving*, Deerpark Press, 2016.

BUTLER, David et Uwe KITZINGER, *The 1975 Referendum*, Macmillan, London, 1996².

CAMPS, Miriam, *Britain and the European Community, 1955-1963*, Princeton University Press, 1964.

COLLEY, Linda, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, Yale University Press, New Heaven and London, 2005³.

CRAIG, Oliver, *Unleashing Demons*, Hodder & Stoughton, 2016.

CREWE, Ivor et Anthony KING, *The Birth, Life and Death of the Social Democratic Party*, Oxford University Press, New York, 1995.

FAUCHER KING, Florence et Patrick LE GALÈS, *Les gouvernements New Labour*, Presses de Sciences Po, 2010.

FORSTER, Anthony, *Euroscepticism in Contemporary British Politics*, Routledge, London and New York, 2002.

GAMBLE, Andrew et Tony WRIGHT (eds), *Britishness*, Wiley-Blackwell, 2009.

GEDDES, Andrew, *Britain and the European Union*, Palgrave Macmillan 2013.

GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner*, Oxford University Press, 1998³.

- GOWLAND, David et Arthur TURNER, *Reluctant Europeans* Routledge, London and New York, 2000.
- HUTTER, Swen, Edgar GRANDE et Hanspeter KRIESI (eds.), *Politicising Europe. Integration and Mass Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.
- ICHIJO, Atsuko, *The Balancing Act*, Exeter: Imprint Academic, 2008.
- LATOURET, Vincent, *Le Royaume-Uni et la France au test de l'immigration et à l'épreuve de l'intégration : 1930-2012*, Presses universitaires de Bordeaux, 2014.
- LIEBER, Robert, J., *British Politics and European Unity*, University of California, Berkley, Los Angeles, London, 1970.
- OLIVER, Tim « Why the EU Referendum Will Not be the End of the Story », *Federal Trust for Education and Research*, 2016.
- PILKINGTON, Colin, *Britain in the European Union Today*, Politics today, Manchester University Press, 2001².
- RADICE, Gilles, *Offshore Britain*, I.B. Tauris & Co Ltd, London, New York, 1992.
- REMIGI, Elena *et al.* (ed.), *In Limbo Too: Brexit Testimonies From UK Citizens in the EU*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2018.
- REMIGI, Elena Remigi, Véronique MARTIN et Tim SYLES (ed.), *In Limbo: Brexit Testimonies from EU Citizens in the UK*, ByLine Books, 2017.
- RISSE, Thomas, *A Community of Europeans?* Cornell University Press, 2010.
- ROBERT, Frank, *Être ou ne pas être Européen*, Belin, 2018.
- SAUNDERS, Robert, *Yes to Europe! The 1975 Referendum and Seventies Britain*, Cambridge University Press, 2018.
- SCHNAPPER, Pauline et Emmanuelle AVRIL, *Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*, Odile Jacob, 2019.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Presses de Sciences Po, 2000.
- SCHNAPPER, Pauline, *Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?* reflexeeurope, débats, La documentation française, 2014.
- SHIPMAN, Tim, *All Out War*, William Collins, 2016.
- SOBOLEWSKA, Maria et Robert FORD, *Brexitland*, Cambridge University Press, 2020.
- YOUNG, Hugo, *This Blessed Plot*, London, Macmillan, 1998.
- ZARKA, Charles Yves (dir.), *L'Europe, une renaissance ?*, Revue Cités, Humensis, Presses Universitaires de France, PUF, n°71, 2017.

- AMINZADE, Ron, *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge Studies in Contentious Politics, Cambridge: Cambridge University Press. 2012
- BYRNE, Paul, *Social Movements in Britain*, London, Routledge, 1997.
- CORRIGALL-BROWN, Catherine, *Patterns of Protest*, Stanford University Press, Stanford, California, 2012.
- FAGAN, Adam et Stijn VAN KESSEL, *The Failure of Remain*, McGill-Queen's University Press, 2023.
- FILLIEULE, Olivier *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020.
- FILLIEULE, Olivier et Cécile PÉCHU, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993.
- GAMSON, William A., *Encounters With Unjust Authorities*, Homewood, III Dorsey Press, 1982.
- GOODWIN, Jeff *et al.* *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, The University of Chicago Press, Chicago, Londres, 2001.
- GUIGNI, Marco *et al.*, *How Social Movements Matter, Social Movements, Protest, and Contention*, Vol. 10, University of Minnesota Press, Mineapolis, London, 1999.
- GUIGNI, Marco et Maria T. GRASSO, *Street Citizens. Protest Politics and Social Movement Activism in the Age of Globalization*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019.
- GURR, Ted Robert, *Why Men Rebel*, Routledge, Londres, New-York, 2016.
- INGLEHART, Ronald, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princetown University Press, Princetown, 1997.
- JASPER, James M., *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1997.
- KRIESI, Hanspeter *et al.* (eds) *Political Conflict in Western Europe*, Cambridge University Press, 2012.
- MANCUR, Olson, *The Logic of collective action public goods and the theory of groups*. 7th printing. Cambridge (Mass.): Harvard University press, 1998.
- McADAM, Doug, John D. McCARTHY et Mayer N. ZALD (ed.), *Comparative Perspectives of Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008⁹.

- MELUCCI, Alberto, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge Cultural Social Studies, Cambridge University Press, 1996.
- NEVEU, Éric, *Sociologie des mouvements sociaux*, 5e édition, Paris, La Découverte, 2011.
- OBERSCHALL, Anthony, *Social Movements. Ideologies, Interests and Identities*, Routledge, London and New York, (1993) 2017.
- SNOW, David A. *et al.*, *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements*, John Wiley & sons Ltd, 2019².
- TILLY, Charles, *From Mobilization to Revolution*, The University of Michigan, Random House, New York, 1978.
- TOURAINÉ, Alain, *La voix et le regard*, Éditions du Seuil, 1978.

- *Méthodologie*

- BLANCHET, Alain, Anne GOTMAN et François DE SINGLY, *L'entretien*, Armand Colin, Paris, 2007².
- CHEVALIER, Françoise *et al.*, *Les méthodes de recherche du DBA*, EMS éditions, 2018.
- DE SINGLY, François, *Le questionnaire*, Armand Colin, Paris, 2016⁴.
- DELLA PORTA, Donatella (ed.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford University Press, 2014.
- FENNETEAU, Hervé, *Enquête : entretien et questionnaire*, Dunod, Paris, 2015³.
- FIELDING, Nigel G., Raymond M. LEE, et Grant BLANK (eds), *The Sage Handbook of Online Research Methods*, London: Sage, 2008.
- GAGNON, Yves Chantal, *L'étude de cas comme méthode de recherche*, Presses de l'Université de Québec, 2012².
- GLASER, Barney G. et Anselm L. STRAUSS, *The Discovery of Grounded Theory*, New Brunswick (US) et London (UK), Aldine Transaction, 1967 (reprinted 2006).
- JACKSON, Daniel *et al.*, *EU Referendum Analysis 2016: Media, Voters and the Campaign*, The Centre for the Study of Journalism, Culture and Community, Bournemouth University, juin 2016.
- STAGGENBORG Suzanne et Bert KLANDERMANS (eds), *Methods of Social Movement Research*. Minneapolis: The University of Minnesota Press, 2002.

- *Autres*

ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities*, revised ed., Verso, London, New York, 2006.

BELCHEM, John et Bryan BIGGS (ed.), *Liverpool: City of Radicals*, Liverpool University Press, 2011.

COHEN, Anthony P., *The Symbolic Construction of Community*, Key Ideas Series Editor: Peter Hamilton, Ellis Horwood Limited, The Open University, Milton Keynes, 1985.

FORNÄS, Johan, *Signifying Europe*, Intellect, 2012.

HENDERSON, Ailsa et Richard WYN JONES, *Englishness. The Political Force Transforming Britain*, Oxford University Press, 2021.

BARUS-MICHEL, Jacqueline (éd.), *Vocabulaire de psychosociologie. Références et positions*, Érès, 2016.

VENN DICEY, Albert, *An Introduction to the Study of the Law of the Constitution*, The Online Library of Liberty, 1915.

Articles de revue

- *Relation Royaume-Uni – UE*

ALEXANDRE-COLLIER, Agnès, « Boris Johnson est-il populiste ? Le leader conservateur à l'épreuve du Brexit », *Observatoire de la société britannique*, No.27, 2021, pp.127-146.

ALEXANDRE-COLLIER, Agnès, « From Rebellion to Extinction: Where have all the Tory Remainer MPs Gone? », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.

ASHCROFT, Richard T. et Marc BEVIR, « Brexit and the Myth of British National Identity », *British politics*, vol. 16, 2021, pp. 117-132.

ASHCROFT, Richard T. et Mark BEVIR, « Pluralism, National Identity and Citizenship: Britain after Brexit », *The Political Quarterly*, Vol. 87, No. 3, juillet-septembre 2016.

ATKINS, Judi, « Rhetoric and audience reception: An analysis of Theresa May's vision of Britain and Britishness after Brexit », *Politics*, Vol. 42, No. 2, mai 2022, pp. 216-30.

AUER, Christian, « Le référendum britannique du 23 juin 2016 : un simulacre de démocratie ? », *Revue Française de Civilisation Britannique*, Vol. 22, No. 2, 2017.

- BAKER, David, Andrew GAMBLE et Steve LUDLAM, « 1846... 1906... 1996? Conservative Splits and European Integration », *The Political Quarterly Publishing Co. Ltd.*, 1993.
- BOGDANOR, Vernon, « Footfalls Echoing in the Memory. Britain and Europe : The Historical Perspective », *International Affairs*, Vol. 81, N°4, 2005.
- BOIVIN, Jean-Pierre, « L'Angleterre et l'Europe : le 5 juin 1975 ou la journée des dupes », *Revue française de science politique*, 26e année, n°2, 1976. pp. 197-228.
- CLÉMENT, Guillaume, « “Roundheads vs Cavaliers” : the British Constitution and Parliamentary sovereignty in the face of Brexit », *Observatoire de la société britannique*, no. 21, avril 2018.
- COLLEY, Linda, « Britishness and Otherness: An Argument », *Journal of British Studies*, vol. 31, no. 4, 1992, pp. 309–329.
- CROUZET, François, « L'Entente cordiale : réalités et mythes d'un siècle de relations franco-britanniques », *Études anglaises*, vol. 57, no. 3, 2004, pp. 310-320.
- CUTTS, David *et al.*, « Brexit, the 2019 General Election and the Realignment of British Politics », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.
- CUTTS, David *et al.*, « Resurgent Remain and a Rebooted Revolt on the Right: Exploring the 2019 European Parliament Elections in the United Kingdom », *The Political Quarterly*, Vol. 90, No. 3, juillet-septembre 2019.
- DENNISON, James « How Niche Parties React to Losing their Niche », *Britain Votes*, 2019, pp. 125–141.
- DOREY, Pete, « David Cameron' catastrophic miscalculation : The EU Referendum, Brexit and the UK's 'culture war' », *Observatoire de la société britannique*, No. 27, 2021, pp. 195-226.
- DOREY, Pete, « David Cameron' catastrophic miscalculation : The EU Referendum, Brexit and the UK's 'culture war' », *Observatoire de la société britannique*, No. 27, 2021, pp. 195-226.
- ESPOSITO, Marie-Claude, « Theresa May face aux différents scénarios du *Brexit* », *Observatoire de la société britannique*, No. 21, p. 2018, pp. 177-194.
- FLINDERS, Matthew, « Not a Brexit election? Pessimism, Promises and Populism 'UK-Style' », *Britain Votes*, 2019, pp. 225–242.
- FLINDERS, Matthew, « Not a Brexit election? Pessimism, Promises, and Populism 'UK-style' », *Britain votes*, 2019, pp. 225-42.

FORSTER, Anthony, « Anti-Europeans, Anti-Marketeers and Eurosceptics: The Evolution and Influence of Labour and Conservative Opposition to Europe », *Political Quarterly*, Vol. 73, No. 3, 2002, pp. 299-308.

GAMBLE, Andrew, « The Thatcher Myth », *British Politics*, Vol. 10, 2015, pp. 3-15.

GHERGHINA, Sergui et Daniel John O'MALLEY, « Self-determination during the Brexit Campaign: Comparing Leave and Remain Messages », *Fédéralisme*, 2034-6298, Vol. 19, 2019.

GIFFORD, Chris, « The UK and the European Union: Dimensions of Sovereignty and the Problem of Eurosceptic Britishness », *Parliamentary Affairs* Vol. 63 No. 2, 2010, pp. 321–338.

GLENCROSS, Andrew, « British Euroscepticism as British exceptionalism: the Forty-Year “Neverendum” on the Relationship with Europe », *Studia Diplomatica*, Vol. 67, No. 4, 2014, pp. 7-20.

GOODWIN, Matthew et Olivier HEATH, « The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-Level Analysis of the Result », *The Political Quarterly*, Vol. 87, No. 3, 2016, pp. 323-332 (a).

GORDON, Michael, « Referendums in the UK Constitution: Authority, Sovereignty and Democracy after Brexit », *Cambridge University Press*, 7 août 2020.

GUIGNI, Marco G. « Was It Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, Vol. 24, 1998, pp. 371-393.

HARROIS, Thibaud, « Le Royaume-Uni et l'AUKUS : « Global Britain » à l'œuvre ou stratégie de petit État ? », *Observatoire du Brexit*, 28 septembre 2021.

HENDERSON, Ailsa *et al.* « How Brexit was made in England », *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 9, No. 4, 2017.

HEPPELL, Timothy et Michael HILL, « Ideological Typologies of Contemporary British Conservatism », *Political Studies Review*, Vol. 3, No. 3, septembre 2005, pp. 335-355.

HEPPELL, Timothy, « Cameron and Liberal Conservatism: Attitudes within the Parliamentary Conservative Party and Conservative Ministers », *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 15, Issue 3, août 2013, pp. 340-361.

HEPPELL, Timothy, « From Maastricht to Brexit: Mapping the European Divide within the Parliamentary Conservative Party from Major to Johnson », *Observatoire de la société britannique*, no. 27, 2021, pp. 171-194.

- HERTNER, Isabelle et Daniel KEITH, « Europhiles or Eurosceptics? Comparing the European policies of the Labour Party and the Liberal Democrats », *British Politics*, vol. 12, No. 1, 2016, pp. 63-89.
- HOWARD, Christopher, « Splendid Isolation », *History*, Vol. 47, No. 159, 1962, pp. 32-41.
- HOWORTH, Jolyon, « La Grande-Bretagne et l'Europe : de la résistance à la rancœur », *Institut français des relations internationales*, Été 2010/2, pp. 259-71.
- KAVANAGH, Dennis, « Brexit, the Conservatives and the General Election 2017 », *Revue française de la civilisation britannique*, Vol. 23, No. 2, 2018.
- KINCAID JOLLY, Seth, « The Europhile Fringe? Regionalist Party Support for European Integration », *European Union Politics*, Vol. 8, No. 1, 2007, pp. 109-130.
- LE DRÉAU, Christophe, « Un européisme britannique conquérant : les tentatives d'implantation de la new Commonwealth Society et de Federal Union sur le continent (1938-1940) », *Les cahiers Irice*, n°1, 2008, pp. 33-48.
- LEYDIER, Gilles, « La fracture *Leavers vs Remainers* : Autopsie d'un nouveau type d'identité politique », *Observatoire de la société britannique*, Vol. 26, 2021.
- MACCAFERRI, Marzia « British intellectuals and the European Idea after the Suez Crisis (1956): Narrating Europe between History and Politics », *Journal of British Identities*, 1er septembre 2017, pp. 1-18.
- MOUGEL, François-Charles, « Peut-on parler d'un fascisme anglais ? Postface », dans Jan Dalley (dir.), *Un fascisme anglais, 1932-1940. L'aventure politique de Diana et Oswald Mosley*, Paris, Autrement, 2001, pp. 373-402.
- MULLEN, Andy et Brian BURKITT, « Spinning European: Pro-European Union Propaganda Campaigns in Britain, 1962-1975 », *The Political Quarterly*, 2005.
- MYCOCK Andrew et Ben WELLINGS, « The Anglosphere: Past, present and future », *British Academy Review*, automne 2017.
- NICHOLLS, Tom et Richard HAYTON, « Splitting the Tactical Vote? Coordination Problems with Polling Model-Driven Tactical Voting Websites », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.
- POCOCK, John G. A., « A Plea for a New Subject », *The Journal of Modern History*, Vol. 47, No. 4, décembre 1975, pp. 601- 621;
- POCOCK, John G. A., « The Limits and Divisions of British History: In Search of the Unknown Subject », *The American Historical Review*, Vol. 87, No. 2, avril 1982, pp. 311-336.

SANDERS, David, Hugh WARD et David MARSH (et Tony FLETCHER), « Government Popularity and the Falklands War: A Reassessment », *British Journal of Political Science*, Vol. 17, 1987, pp. 281-313.

SCHNAPPER, Pauline, « Brexit, or Theresa May's Headache », *Observatoire de la société britannique*, No. 21, 2018, pp. 21-34.

SCHNAPPER, Pauline, « David Cameron et la campagne du « Remain » », *Revue Française de Civilisation Britannique*, Vol. 22, No. 2, 2017.

SCHNAPPER, Pauline, « The Brexit cleavages in the 2017 and 2019 General Elections », *Observatoire de la société britannique*, No. 26, 2021, pp. 219-38.

SCHNAPPER, Pauline, « The Elephant in the Room : Europe and the 2015 British General Election », *Revue française de la société britannique*, Vol. 20, No. 3, 2015.

SLOMAN, Peter, « Squeezed Out? The Liberal Democrats and the 2019 General Election », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, janvier-mars 2020.

SMITH, Julie, « A Missed Opportunity? New Labour's European Policy 1997-2005. » *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, vol. 81, no. 4, 2005, pp. 703–21.

SUMPTON, Jonathan, « Brexit and the British Constitution: Reflections on the Last Three years and the Next Fifty », *The Political Quarterly*, Vol. 91, No.1, janvier-mars 2020.

THIEC, Anna, « The Impact of Brexit on the SNP's narrative of independence », *Observatoire de la société britannique*, No 26, 2021, pp. 103-126.

TOURNIER-SOL, Karine « John Major et l'Europe, ou l'enjeu européen au service de l'intérêt partisan », *Observatoire de la société britannique*, Vol. 7, 2009, pp. 85-99.

TURNER, Ed et Emma BIRD, « Le Parti travailliste et l'Europe : une relation agitée » traduit par Marie-Claude Esposito, *Outre-Terre*, No. 49, 2016, pp. 204-216.

USHERWOOD, Simon, « Opposition to the European Union in the UK: The Dilemma of Public Opinion and Party Management », *Government and Opposition*, Vol. 37, No. 2, printemps 2002, pp. 211-230.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, Été 1986, Vol. 62, N°3, 1986, pp. 367-389.

- *Mouvements sociaux*

- BENFORD, Robert D. et David A. SNOW, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, 2000, pp. 611-639.
- EARL, Jennifer, Thomas V. MAHER et Thomas ELLIOTT, « Youth, activism, and social movements. », *Sociology Compass*, 2017.
- CAIANI Manuel et Manès WEISSKIRCHER, « Anti-nationalist Europeans and pro-European nativists on the streets: visions of Europe from the left to the far right », *Social Movement Studies*, Vol. 21, Nos. 1-2, 2021, pp. 216-233.
- DELLA PORTA, Donatella, « Europeanisation from below: Still time for another Europe? Introduction to the special issue of the European Journal of Cultural and Political Sociology », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, Vol. 7, No. 3, 2020, pp. 225-241.
- GABY, Sarah et Neal CAREN, « Occupy Online: How Cute Old Men and Malcolm X Recruited 400,000 US Users to OWS on Facebook », *Social Movement Studies*, Vol. 11, Nos. : 3-4, pp. 367-374.
- GERHARDS, Jürgen et Dieter RUCHT, « Mesomobilization: Organizing and Framing in Two Protest Campaigns in West Germany », *American Journal of Sociology*, Vol. 98, No. 3, novembre 1992, pp. 555-596.
- GRANJON, Fabien, « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le mouvement social*, Vol. 3, No. 200, 2002.
- HOLLAND, Laurel L. et Sherry CABLE, « Reconceptualizing Social Movement Abeyance: The Role of Internal Processes and Culture in Cycles of Movement Abeyance and Resurgence », *Sociological Focus*, Vol. 35, No. 3, pp. 297-314.
- JASPER, James M. et Francesca POLLETTA, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, Vol. 27, 2001, p.283-305.
- JASPER, James M. et Jane D. POULSEN, « Recruiting Strangers and Friends: Moral Shocks and Social Networks in Animal Rights and Anti-Nuclear Protests », *Social Problems*, vol. 42, No. 4, novembre 1995.
- KLANDERMANS, Bert, « Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansion of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, Vol. 49, No. 5, 1984.
- LEE, Yena, « Meso-level leaders as brokers of horizontal and vertical linkages in feminist networked social movements », *Information, Communication & Society*, 2022.
- LICHTERMAN, Paul, « What Do Movement Mean? The Value of Participant-Observation », *Qualitative Sociology*, Vol.21, No. 4, 1998.

- LOFLAND John et Michael JAMISON, « Social Movement Locals: Modal Member Structures », *Sociological Analysis*, Vol. 45, No. 2, été 1984, pp. 115-129.
- LOVEDAY, Alexander, « The European Movement », *International Organization*, vol. 3, no. 4, 1949, pp. 620–32.
- MAMADOUH, Virginie, « Internet, Scale and the Global Grassroots: Geographies of the Indymedia Network of Independent Media Centres », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, novembre 2003, vol. 95, pp. 482-497.
- MAYER, Nonna, Pierre FAVRE et Olivier FILLIEULE, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47^e année, n°1, 1997.
- MCADAM, Doug et Dieter RUCHT, « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 528, juillet 1993, pp. 56-74.
- MCADAM, Doug, « Biographical Consequences of Activism » *American Sociological Review*, Vol. 54, No. 5, octobre 1989, pp. 744-760.
- MCCARTHY, John, D. et Mayer N. ZALD, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, No. 6, mai 1977, pp. 1212- 1241.
- MELUCCI, Alberto « The New Social Movements: A Theoretical Approach », *Social Science Information*, Vol. 19, No.2, 1980, p. 199-226.
- MEYER, David S. et Debra C. MINKOFF, « Conceptualizing Political Opportunity », *Social Forces*, Vol. 82, No. 4, 2004, p. 1457-1492.
- OEGEMA, Dert et Bert KLANDERMANS, « Why Social Movement Sympathizers Don't Participate: Erosion and Nonconversion of Support », *American Sociological Review*, Vol. 59, No. 5, octobre 1994, pp. 703-722.
- PINCKNEY, Jonathan et Miranda RIVERS, « Sickness or Silence », *Journal of International Affairs*, printemps/été 2020, Vol. 73, No. 2, pp. 23-42.
- TARROW, Sidney, « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention. », *Social Science History*, vol. 17, no. 2, 1993, pp. 281–307.
- TAYLOR, Verta, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol. 54, octobre 1989, pp. 761-775.
- TILLY, Charles, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984. pp. 89-108.

VAN LAER, Jeroren et Peter VAN AELST, « Internet and Social Movement Action Repertoires », *Information, Communication & Society*, Vol. 13, No. 8, décembre 2010, pp. 1146-1171.

WARD, Michael, « Rethinking social movement micromobilization: Multi-stage theory and the role of social ties », *Current Sociology Review*, 2016, Vol. 64(6) 853–874.

ZIHNIOĞLU, Özge « Strategizing post-protest activism in abeyance: retaining activist capital under political constraint », *Social Movement Studies*, Vol. 22, No. 1, 2023, pp. 122-137.

KUTZ-FLAMENBAUM, Rachel V., « The Importance of Micro-Level Effects on Social Movement Outcomes: MachsomWatch at Israeli Checkpoints. » *Sociological Perspectives*, vol. 59, no. 2, 2016, pp. 441–59.

- *Méthodologie*

COLE, Alistair et Jocelyn EVANS, « Utilisation de l'échelle de Moreno en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 4, 2007, pp. 545-573.

EISENHARDT, Kathleen M., « Building Theories from Case Study », *The Academy of Management Review*, Vol. 14, No. 4, octobre 1989, pp. 532-550.

FRIPPIAT, Didier et Nicolas MARQUIS, « Les enquêtes par Internet en sciences sociales : un état des lieux », *Population*, vol. 65, no. 2, 2010, pp. 309-338.

GOFFMAN, Ervin, « On fieldwork », *Journal of contemporary ethnography*, vol. 18, no. 2, 1989.

GROSSETTI, Michel, « Trois échelles d'action et d'analyse. L'abstraction comme opérateur d'échelle », *L'Année sociologique*, vol. 56, no. 2, 2006, pp. 285-307.

HARLOW, Summer, « Social Media and Social Movements: Facebook and an Online Guatemalan Justice Movement That Moved Offline. » *New Media & Society*, vol. 14, no. 2, Mar. 2012, pp. 225–243.

JONES, Russel A., Nathalie BURNAY et Olivier SERVAIS, « Chapitre 6. Les enquêtes par questionnaire », *Méthodes de recherche en sciences humaines*, 2000, pp. 169-199.

KIDD, Dustin et Keith McINTOSH, « Social Media and Social Movements ». *Sociology Compass*, n°. 10, 2016, pp. 785– 794.

MINTZBERG, Henry, « An Emerging Strategy of “Direct” Research », *Administrative Science Quarterly*, Vol. 24, No. 4, décembre, 1979, pp. 583-585.

PLOWS, Alexandra « Social Movements and Ethnographic Methodologies: An Analysis Using Case Study Examples », *Sociology Compass*, Vol. 2, no., 5, 2008, pp. 1523–38.

- *Identité*

AOUANES-PERRIERE, Marie « The representation of BAME communities in the Brexit resistance », *Observatoire de la société britannique*, No. 29, 2022.

BRÄNDLE, Verena K., « Marching for Europe? Enacting European citizenship as justice during Brexit », *Citizenship Studies*, Vol. 22, No. 8, 2018, pp. 810-828.

CARL, Noah, James DENNISON et Geoffrey EVANS, « European but not European enough », *European Union Politics*, Vol. 20, No. 2, 2019, pp. 282–304.

FAVELL, Adrian, « European identity and european citizenship in three “eurocities”: a sociological approach to the European Union », *Politique européenne*, vol. 30, no. 1, 2010, pp. 187-224.

GARRY John et Kevin MCNICHOLL, « Understanding the ‘Northern Irish’ identity », *Knowledge Exchange Seminar Series (KESS)*, Queen’s University Belfast, 2014-2015, <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/knowledge_exchange/briefing_papers/series4/northern_ireland_identity_garry_mcnicholl_policy_document.pdf>

GOUEZ, Aziliz (ed.), « Reconnaître ce qui nous lie : l’identité européenne. La question de l’identité européenne dans la construction de l’Union », *Compte rendu du séminaire du 24 novembre 2005*, *Notre Europe. Études & recherches*, janvier 2006, <https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/etud48_05.pdf>

GUÉRIN-PACE, France, « Sentiment d’appartenance et territoires identitaires », *L’Espace géographique*, vol. tome 35, no. 4, 2006, pp. 298-308.

HOBBSAWM, Eric, « Inventer des traditions », *Enquête*, 2, 1995.

KANTNER, Catleen, « Collective Identity as Shared Ethical Self-Understanding. The Case of the Emerging European Identity », *European Journal of Social Theory*, vol. 9, no. 4, 2006, pp. 501-523.

KYMLICKA, Will et Wayne NORMAN, « Return of the Citizen: A Survey of Recent Work on Citizenship Theory », *Ethics*, vol. 104, no. 2, 1994, pp. 352–81.

LEHNING, Percy B., « European Citizenship: Towards a European Identity ? », *Law and Philosophy*, Vol. 20, 2001, pp. 239-282.

MODOOD, Tariq, « Political Blackness and British Asians », *Sociology*, Vol. 28, No.4, novembre 1994, pp.859-876.

RENARD, Juliette, « Irlande du nord. Identités, ségrégation et réconciliation », *Territoires Mémoires*, 2021, <https://www.territoires-memoire.be/assets/pdf/dossiers/tm-dossiers_thematiques_cle-irlande_du_nord.pdf>

SUFFLOT DE MAGNY, Renaud, « L'identité européenne. Perception et construction. », *Relations internationales*, 4, no. 140, 2009, p. 103-112.

SYKES, Olivier *et al.*, « A City Profile of Liverpool », *Cities*, 35, 2013, 299-318.

Articles en ligne

CNRS le journal, <<https://lejournel.cnrs.fr/articles/langlosphere-par-dela-la-langue>>

MARCH FOR REJOIN, <<https://marchforrejoin.co.uk/nrm-london-2>>

SCIENTISTS FOR EU, « Pro-EU organisations »,

<https://www.scientistsforeu.uk/pro_eu_organisations>

UNITE TO REMAIN, « About », <<https://unitetoremain.org->>

BRAUDO, Serge, « Définition de fidéicommiss », *dictionnaire du droit privé*,

<<https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/fideicommiss.php>>

CUMMINGS, Dominic, « About », *Dominic Cummings' blog*, WordPress.com,

<<https://dominiccummings.com/about/>>

CVCE, « La Ligue européenne de coopération économique (LECE) », *CVCE.EU*,

<<https://www.cvce.eu/en/education/unit-content/-/unit/fr/7b137b71-6010-4621-83b4-b0ca06a6b2cb/b4c2b0d3-470c-426e-9b08-e2e5eef80abd>>

CVCE, « Les symboles de l'Union européenne », *CVCE.UE by UNI.LU*, 7 juillet 2016,

<http://www.cvce.eu/obj/les_symboles_de_l_union_europeenne_introduction-fr-d269f4e4-7c96-401e-b25b-aa2f30d837a3.html>

DÂMASO, Malfada *et al.* « Acting European: Identity, Belonging and the EU of

Tomorrow », *FEPS YAN 6th Cycle*, juin 2019, <[https://www.feps-](https://www.feps-europe.eu/attachments/publications/damaso%20davies%20jablonowski%20montgomery%20acting%20european%20-%20identity%20belonging%20and%20the%20eu%20of%20tomorrow.pdf)

[europe.eu/attachments/publications/damaso%20davies%20jablonowski%20montgomery%20acting%20european%20-](https://www.feps-europe.eu/attachments/publications/damaso%20davies%20jablonowski%20montgomery%20acting%20european%20-%20identity%20belonging%20and%20the%20eu%20of%20tomorrow.pdf)

[%20identity%20belonging%20and%20the%20eu%20of%20tomorrow.pdf](https://www.feps-europe.eu/attachments/publications/damaso%20davies%20jablonowski%20montgomery%20acting%20european%20-%20identity%20belonging%20and%20the%20eu%20of%20tomorrow.pdf)>

GLASS, B. Justin, « The Story of the European Atlantic Group », <[https://eag.org.uk/wp-](https://eag.org.uk/wp-content/uploads/2022/04/THE-STORY-OF-THE-EUROPEAN-ATLANTIC-GROUP.pdf)

[content/uploads/2022/04/THE-STORY-OF-THE-EUROPEAN-ATLANTIC-GROUP.pdf](https://eag.org.uk/wp-content/uploads/2022/04/THE-STORY-OF-THE-EUROPEAN-ATLANTIC-GROUP.pdf)>

MERCKLÉ, Pierre, « Le jeu des sept... classes sociales », www.pierremerckle.fr, 24 juin 2013, <<http://pierremerckle.fr/2013/06/le-jeu-des-sept-classes-sociales>>

QUAKER MEETING HOUSE, Liverpool, <<https://www.liverpoolquakers.org.uk/#/hire/>>

REFORM UK, « Let's Make Britain Great »,

<<https://assets.nationbuilder.com/reformuk/pages/124/attachments/original/1668962190/Reform-is-Essential-Nov2022.pdf>>

WELLINGS, Ben et Emma VINES, « Are EU referendums undermining parliamentary sovereignty ? », *LSE*, 5 novembre 2015, <<https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2015/11/05/are-eu-referendums-undermining-parliamentary-sovereignty/>>

BRITISH IN EUROPE, « About », mai 2020,

<<https://www.britishineurope.org/page/1016446-about-bie>>

Conférences

DUCLOS, Nathalie, « Les 4 nations : le Royaume-Uni désuni ? », Conférence CRECIB/Association France, 13 octobre 2022.

Thèses de doctorat

BRUMMER, Justin A. *Anglo-American relations and the EC enlargement, 1969-1974*, thèse de doctorat, University College London, 2012,

<<https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/1348313/1/1348313.pdf>>

MANSOUR, Claire, *Diffusion et évolution des mouvements sociaux dans les longues années soixante au Royaume-Uni : 1958-1979*, sous la direction de Vincent Latour, Université Toulouse Jean Jaurès, 2018.

INDEX

'92 Group..... 172

A

accord de sortie..... 44, 47, 205, 220
 rejet..... 357
 vote indicatifs..... 218
Acheson, Dean..... 85
Acte d'Union (1801) 94
Acte des communautés européennes (1972) 81
Acte Unique Européen 187
Acte unique européen (1986) 167
action collective.39, 65, 66, 256, 257, 281, 284, 399, 421, 429
Adonis, Lord..... 333, 462
Allen, Heidi 180, 182, 183, 214, 467
amplification, cadre..... 360
Amsterdam, traité (1997)..... 176
analyse des cadres..... 260, 349
analyse quali-quantitative comparée..... 322
Anderson, Joe 319
Anderson, Joe 333
Anderson, Joe 463
Angleterre .43, 57, 98, 103, 106, 192, 197, 314, 317, 466, 528
Anglosphère..... 509
Anti-Common Market League 136, 144
Anti-Federalist League (AFL, 1991)..... 165
Article 50 .38, 39, 204, 209, 211, 216, 234, 262, 292, 359, 383, 466
Ashdown, Paddy..... 180
Association européenne de libre-échange (AELE, 1960) 116, 120, 122
 échec..... 135
Atlantisme 63, 79, 167, 178
Attlee, Clement 112, 113
AUKUS 508

B

BAME..... Voir ethniques, minorités
Belfast, accords (1998) 531
Benn, Tony..... 146, 147, 148, 150, 153, 174
Bercow, John 218
Berger, Luciana..... 214, 462
Berlin, Mur 169
Best for Britain (BfB)..... 320, 390, 477
Better Off Out..... 191
Better Together .. Voir Écosse, référendum indépendance 2014
Bevin, Ernest..... 87
Black Lives Matter 198, 518
Black Wednesday (1992) 170
Blair, Tony..... 63, 108, 176, 177, 226
 élection (1997) 175
Bloomberg, discours (2013) 91, 161
Braverman, Suella 207
Bregretters 41
Bremain in Spain 229, 481
Bremain in Spain, groupe 229

Bretherton, Russell F 112, 116
Brexit .32, 33, 36, 40, 51, 52, 57, 212, 226, 350, 364, 443, 476
 conséquences..... 38, 39, 48, 49, 52, 58, 473
 frontière irlandaise..... 47, 218, 220
 identité 102, 104, 275, 281
 identités politiques..... 43
 vote 43, 195, 196
Brexit doux..... 199
Brexit dur 199, 206, 210, 216
Brexit fatigue 223, 312, 407, 483
Brexit Party 165, 181, 182, 184, 217, 219, 222, 508
Brexitometers 405, 459
Bristol..... 69, 73, 311
 vote Brexit 203
Bristol Response Group (BRG) 203
Britain and the Common Market..... 136
Britain for Europe (BfE)..... 204, 457, 472, 517
Britain in Europe (BIE)57, 59, 89, 147, 152, 153, 155, 156, 157, 160, 226, 298
Britain Stronger in Europe 33, 34, 42, 48, 59, 89, 147, 158, 191, 233, 241, 249, 341, 444, 504
Britain Stronger In Europe 510
British Council of the European Movement 135, 136
British in Europe 481
British in Italy..... 229, 268
British Section of the Council of European Municipalities 135
Britishness..... 41, 102, 192, 225, 275, 505
 limites..... 105
Brittan, Leon 169
Brown, George..... 88, 136
Brown, Gordon 38, 78, 177, 505
Bruges Group..... 172
Butler, Richard Austin..... 122, 125

C

Cable, Vince 205
cadre analyse..... 64, 235
cadre contractuel..... 326
cadre d'injustice 63
cadre motivationnel 426
cadre, amplification 360
cadre, connexion 360
cadre, extension 360
cadre, transformation..... 360
cadres culturels..... 46, 47
Calais, jungle 156
Callaghan, James 133, 150, 153, 154, 155
Calmes, Christian 114
Cameron, David 41, 59, 91, 151, 161, 173, 184, 185, 186, 199, 446, 504
 immigration..... 187
campagne
 Better Together (2014)..... 190
 contre le commerce d'armes 286, 307, 334, 402
 Leave 63, 81, 468
 pour le désarmement nucléaire 286, 334
 pour le désarmement nucléaire 402
 pour le désarmement nucléaire..... 451
 pour le désarmement nucléaire..... 453
 référendaire (1975) 57, 87, 147, 157, 298, 446

référendaire (1975), minorités ethniques.....	160	coalition (2010-2015)	163, 172, 173, 184, 185, 226, 257
référendaire (1975), presse britannique.....	154	Commonwealth.....	100, 122
référendaire (2016) ..33, 127, 157, 191, 222, 372, 419, 442, 448		divisions.....	45, 161, 167, 169, 171
référendaire (2016), échec.....	198	europhiles.....	180, 186
Remain ...32, 49, 63, 82, 157, 193, 200, 244, 347, 406, 471, 489		euroscepticisme	42, 219
Remain, échec.....	195	eurosceptiques.....	163, 165, 167
Carberry, Joe	446	idéologie.....	81
Castle, Barbara	153	immigration.....	51
Catholic Worker Group (CW).....	483, 484	parti de l'Europe.....	113, 166, 226
Catholic workers (CW).....	248	pro-européens.....	216
cause animale.....	484	ruptures.....	181
Chamberlain, Austen	96	Conservative Group for Europe	145
Chamberlain, Joseph	59	Conservative Mainstream Group.....	172
Chambers, Paul.....	136	Conservative Party for Europe.....	145
Change UK35, 179, 181, 182, 183, 215, 216, 257, 258, 270, 297, 443, 508		Constitution britannique	82, 151
Change UK-The Independent Group	<i>Voir</i> Change UK	contagions de foules.....	237
Chapitre social.....	164, 175, 226, 505	Copenhague, déclaration (1973)	104, 267
Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	206, 275, 453, 473, 521, 523	Corbyn, Jeremy 39, 64, 165, 179, 202, 207, 209, 218, 226, 262, 357, 445, 449, 467, 496, 504	
Charte sociale	506	ambiguïté	190, 398
Charte sociale européenne	177, 390	antisémitisme	214
Cheltenham for Europe	268, 372, 397	euroscepticisme	189, 207
Cheltenham Stronger In Europe.....	448	Cornwall for Europe.....	233, 268, 394
Chequers, plan.....	333	Covid-19...48, 49, 198, 234, 255, 293, 301, 312, 323, 360, 377, 381, 400, 407, 443, 465, 474, 483, 485, 493, 500, 515	
Chester for Europe	461, 496	crise de Suez (1956).....	93, 107, 108, 117, 118, 167
choc émotionnel.....36, 240, 241, 345, 401, 402, 421, 430		crise identitaire.....	38, 52, 58, 78, 102
chocs pétroliers (1973 / 1979)	141	Cummings, Dominic.....	42
Churchill, Winston	60, 109, 110, 111, 113, 114	cycle de mobilisation	67, 288, 442
ambiguïté	112	cycles de protestation	304, 305, 337
Clegg, Nick	180, 507		
<i>clicktivism</i>	245		
Coffey, Ann	214		
Committee of Student European Associations.....	135		
Common Market Safeguards Committee.....	155		
Commonwealth. 45, 60, 61, 79, 87, 88, 99, 100, 111, 120, 124, 126, 127, 133, 138, 226, 296, 314, 523			
"cinq garanties".....	134		
échanges commerciaux.....	88, 122, 141		
Parti travailliste	88		
communauté	277, 282, 334, 421		
Communauté Économique Européenne (CEE, 1957) ... 45, 63, 85, 99, 101, 115, 122, 123, 138			
adhésion du Royaume-Uni	146		
opinion publique	125, 134, 140, 144, 146, 160, 175		
Communauté Économique Européenne (CEE)	506		
Communauté Européenne de Défense ... 82, 99, 114, 121			
échec.....	115		
Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA, 1952).....	45, 112, 114, 120		
communauté LGBTQI	473		
communautés imaginées	266		
comportement collectif.....	66		
Concerned Women for America (CWA)	248, 483, 484		
Confederation of British Industry (CBI)	297		
Conseil de l'Europe (1949)	111, 135		
Conseil européen (1975)	149		
conséquences biographiques	482		
conservateur, Parti	33, 34, 40, 42, 442, 452, 465, 493		
alliance DUP	213, 214		
campagne d'adhésion (1961).....	127		

D

Dame de fer	<i>Voir</i> Thatcher, Margaret
de Gaulle, Charles	137, 139
démission	138
États-Unis	96, 130
vétos.....	62, 85, 96, 129, 137
Delors, Jacques	55, 169, 174, 175, 189
Democracy Unleashed, groupe.....	519
désengagement militant.....	482, 483
désengagement politique.....	178
dévolution.....	51, 58, 102, 106, 160, 163, 530
distribution de tracts	460, 486, 495
Dulles, John Foster.....	87
Duncan Sandys, Edwin.....	125
Duncan Smith, Ian.....	186
DUP.....	221, 530, 531

E

Eagle, Angela	319
Eagle, Maria	258
<i>Echo</i> , journal.....	71, 253, 382, 384, 494
Écosse	
référendum indépendance (2014)	189, 193
Écosse	43, 60
référendum indépendance (2014)	155
Écosse	192
Écosse	
référendum indépendance (2014)	286

Écosse	528
Écosse	529
Écosse	
référendum indépendance (2014)	529
Eden, Anthony	113, 114, 115, 116, 118, 120
effets de cadrage	64, 241, 259
Eisenhower, Dwight	85, 87, 122
élargissement européen.....	102, 156, 169, 177, 185, 196
élections	
européennes (1989)	175
européennes (2014)	42, 183, 507
européennes (2019)	54, 183, 219, 443, 465, 466, 508
législatives (2015)	51, 507
législatives (2017)	212
législatives (2019)	33, 35, 40, 49, 180, 181, 182, 185, 222, 223, 249, 382, 483, 514
législatives (2024)	502, 531
locales (2019)	35, 443, 465, 508
municipales (2022)	482, 485, 486
Ellman, Louise	253, 258, 462
Elmbridge in Europe	158
EM4PV	525, 526
émotions	42, 166, 192, 237, 240, 290, 311, 312, 334, 353, 398, 399, 400, 421, 491, 511
Empire britannique	60, 61, 62, 78, 91, 94, 95, 98, 117, 129, 191, 225, 510
engagement politique	341, 387
<i>Englishness</i>	102, 106
enquête par questionnaire... ..	74, 280, 312, 326, 337, 348, 349, 363, 404, 429
identité régionale	106
Entente cordiale	97, 107, 118
entretiens	325, 328, 447
à distance	353, 355
Erasmus	498
Erasmus, accords	360
espace économique européen (EEE)	366
États-Unis	45, 61, 84, 93, 94, 97, 110, 115, 120, 122, 137, 138, 176
relation spéciale	85
États-Unis d'Europe	61, 109, 110, 111, 112
ethnique, minorités	522
ethniques, minorités	43, 44, 59, 89, 147, 397, 440
ethnographie	322, 335
étude de cas	304
Eurobaromètre	
identité	282
opinion publique UE	40, 53, 54, 180
Europe fédérale	109
European Atlantic Group	135
European Foundation	172
European League for Economic Cooperation (ELEC) ..	135, 136, 155
European Luncheon Club	135
European Movement (EM)	67, 135, 144, 145, 155, 157, 204, 231, 286, 296, 307, 352, 402, 403, 416, 419, 420, 431, 439, 450, 453, 457, 472, 480, 485, 517
création	61, 111
European Movement in Scotland	457, 529
European Movement Merseyside	474, 480
European Movement Milton Keynes	267, 276
European Research Group (ERG)	172, 186, 214
européanisation	123

européisme	92, 108, 109, 117, 228, 229, 502
europhiles	
modérés	180
radicaux	180
euroscepticisme	38, 40, 58, 62, 103, 108, 119, 143, 165, 171, 172, 178, 274, 360, 442, 445, 509, 528
eurosceptiques	33, 187, 198, 445, 468, 492
modérés	186, 194
radicaux	186, 194
exceptionnalisme britannique	92, 210, 225
Extinction Rebellion	518

F

Fanfare for Europe	231
Farage, Nigel	183, 193, 219, 512
Farron, Tim	257
Federal Trust	127
Federal Union	109, 125, 135
Field, Frank	319
Finnish Herrings, groupe	534
Florence, discours (2007)	214
Foot, Michael	148, 153, 179
For our Future Sake (FFS)	388, 389
Ford, Vicky	452
Foster, George	59
Four our Future Sake (FFS)	478
free rider problem	417
<i>Freedom Summer Project</i>	482
Fresh Start Group	172
<i>Further and Higher Education Act (1992)</i>	392

G

Gaitskell, Hugh	132, 134
Gapes, Mike	214
Get Britain Out	155
Gezi, Parti	294
Giscard d'Estaing, Valéry	141
Gladwyn Jebb, Hubert	125
global justice movements	511
Goldsmith, James	165
Gove, Michael	187, 192
Grand Londres	192
<i>grassroots</i>	<i>Voir groupes locaux</i>
Grassroots Co-ordinating Group	477
Grassroots for Europe	48, 229, 249, 474
Grassroots for Europe (GfE)	481, 514
Grassroots Out	191
Green Party	42, 163, 180, 181, 201, 204
grève, hiver 1972	146
Grier, Judith Deborah	486
Griffin, Theresa	383, 439
groupe de Bruges	169
groupes locaux	34, 35, 38, 65, 69, 135, 157, 158, 159, 234, 243, 247, 249, 362, 442, 465, 469, 514, 518
description	307
groupes nationaux	158, 247, 263, 477
groupes pro-Marché commun	134

H

Hague, William	174, 178
----------------------	----------

Harman, Harriet.....	189
Haselhurst, Alan	452
Haye, congrès (1948).....	61
Healey, Denis.....	153
Healthier In.....	242
Heath, Edward.....	62, 125, 134, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 154, 155, 161, 166, 178, 226, 232
défaite.....	146
principe de référendum.....	149
Heseltine, Michael.....	45, 169, 217, 285, 505
Homeowner Association (HA)	483
Homeowners Association (HA).....	248
Hope Not Hate.....	320
Howard, Michael	186
Howe, Geoffrey	45

I

identité.....	38, 50, 51, 333, 338, 341, 427
anglaise	392, 528
britannique..	33, 43, 51, 52, 61, 98, 101, 103, 104, 106
britannique, rejet	106, 240, 272, 364, 395
collective	277
européanisation	52, 108
européenne..	33, 34, 37, 38, 40, 43, 46, 52, 53, 55, 98, 104, 108, 196, 227, 228, 233, 265, 269, 278, 344, 424, 521
Liverpool	313
régionale	98
identité britannique	106
identité collective.....	243, 429
immigration.....	40, 51, 58, 100, 102, 135, 137, 156, 163, 172, 187, 193, 195, 196, 198, 221, 396, 397, 512
européenne.....	188, 203
lois.....	102
immigrés	
britanniques.....	49, 69
européens	59, 106, 365, 450, 461, 512
Industrial Relations Act	146
<i>IndyRef2</i>	57, 160, 532
opinion publique.....	530
InFacts, groupe.....	478
Information Research Department (IRD)	144, 145
injustice ..	63, 233, 260, 261, 333, 359, 378, 385, 399, 429, 497
insularité.....	60, 62, 87, 92, 94, 95, 97
insularité, Irlande	94
Irak, intervention (2003)	84, 87
Irlande du Nord	57, 192, 205, 529, 532
Islington for Europe.....	266, 279
Istanbul City Defences.....	291, 293

J

Jay, Douglas.....	138
Jenkins, Roy.....	132, 143, 148, 150, 153, 155, 176, 179
Johnson, Alan	155, 190, 207
Johnson, Boris.....	48, 180, 187, 193, 194, 206, 216, 220, 221, 294, 347, 357, 443, 467, 517
jours d'action.....	221, 413, 416, 463, 495

K

Kaufman, Gerald.....	175
Keep Left, mouvement	109
Kennedy, John Fitzgerald.....	122, 131
Khan, Sadiq	208, 220
Kinnock, Neil.....	163, 174

L

Labour Against Brexit.....	462
Labour Committee for Europe.....	135
<i>Labour Fringe Event (2018)</i>	327
Labour In for Britain.....	155, 190
Labour Movement for Europe (LME).....	487
Labour Party for Europe	145
Lammy, David	204, 209, 333
Lancaster, discours (2017).....	60, 210
Lawson, Nigel.....	45
Leave.EU	191
Lee, Frank	124, 125
Leslie, Chris	214
Letwin, amendement	220
LfE <i>Voir</i> Liverpool for Europe	
<i>Lib Dems</i>	<i>Voir</i> libéraux-démocrates
Liberal Party for Europe.....	145
libéraux-démocrates.....	34, 42, 124, 163, 164, 171, 172, 180, 182, 183, 184, 190, 193, 201, 204, 215, 222, 234, 254, 257, 452, 466, 506
campagne référendaire (1975).....	155
Ligue anti-fédéraliste.....	498
Lisbonne, traité (2007)	38, 212
Liverpool	69, 73
capitale européenne de la culture (2008)	306, 315
grèves	317
identité.....	314, 316, 344
Militant Tendency	318
Objective One.....	315
population	314
ville	313, 314, 363, 365, 366, 464
vote référendum (2016).....	319
Liverpool for Europe	228, 310, 356, 480, 515
désengagement.....	488
échantillon.....	307, 308, 358, 481
entretien.....	357
entretiens.....	309, 310, 323, 325, 352
membres	70, 368, 406
militants.....	340
objectifs.....	366
Parti travailliste	378
présentation	70
statuts.....	362, 366, 410
trajectoires	485
livre sterling, dévaluation	119, 137, 141
Lloyd, Selwyn	124
Lomé Convention (1975)	149
Londres	69, 73, 136, 204, 206, 311, 357, 442, 469
Long-Bailey, Rebecca	207
Lucas, Caroline.....	198

M

Maastricht, traité (1993) ...	61, 92, 98, 128, 166, 167, 171, 176, 177, 180, 271
MachsomWatch	352
Macleod Group.....	172
Macmillan, Harold ...	61, 62, 116, 118, 123, 124, 125, 126, 129, 131, 132, 133, 138, 139, 155
Major, John....	92, 143, 163, 168, 170, 171, 174, 176, 180, 226, 285
Malouines, guerre (1982-83).....	167
Manchester for Europe	360, 377, 416, 475
Manchester Universities for Europe.....	487
Mandelson, Peter	446, 518
Mandelson, Peter	515
manifestations.....	39, 49, 244
March for Change.....	48, 221, 493
marche	204, 205, 206, 208, 209, 220, 221, 224, 244, 310, 357, 430, 437, 459, 463, 473, 521
Liverpool (2018)	192
March for the Many	462
March for the Many (2018)....	207, 331, 332, 335, 356
marches	32, 39, 73, 127
Martin, Neil	155
Maudling, Reginald.....	136
Maxwell-Fyfe, David.....	113, 114
May, Theresa ...	39, 47, 48, 53, 60, 84, 199, 204, 209, 210, 211, 214, 217, 262, 292, 465, 518
démission	357
McGovern, Alison	253, 258, 378, 462
McGrory, James.....	207, 446
mécanisme de change européen (MCE).....	119, 167
Messine, conférence (1955).....	45, 112
micromobilisation	481
Middle England.....	313
Miliband, Ed	177
militantisme.39, 49, 72, 73, 159, 200, 307, 318, 338, 453, 454, 455, 456, 482, 484, 489, 498, 510	
en ligne.....	468
militantisme des fans	388
militants.....	39, 57, 67, 107, 159, 228, 235, 239, 244, 245, 251, 262, 300, 317, 321, 331, 357, 393, 448, 455, 467
description	72, 312
identité.....	363, 364
jeunes.....	70, 157, 351, 387, 388, 440, 452, 460, 484, 493, 496
pro-Brexit	206
Millbank Tower.....	70, 469, 477, 514
Miller, Gina	84, 359
mobilisation.....	34, 35, 36, 37, 38, 57, 69, 145, 195, 200, 206, 219, 234, 254, 283, 335
mobilisation des ressources	64, 66, 242, 243, 250
Mothers Against Drunk Driving	246
mouvement écologique	321
mouvement féministe	289, 374
mouvement paneuropéen	107
mouvement pro-européen..	34, 35, 36, 39, 40, 48, 49, 55, 57, 58, 63, 106, 221, 239, 244, 255, 333, 352, 356, 442, 470
échec.....	235
femmes	391
mouvements de sociétés.....	388
mouvements sociaux.....	36, 37, 65, 66, 73, 256, 534

conversion	440
définition	65
engagement	482, 489
motivation	250, 339, 341, 359
participation	72, 339, 417, 458, 482, 489
théories	64, 378
trajectoires	481, 484
multiculturalisme.....	51, 103

N

Nassau, accords (1962).....	131
National Executive Committee (NEC)	132
National Farmers' Union (NFU)	133, 155
National Referendum Campaign (NRC)	89, 153, 155, 156, 157, 160
nationalité britannique.....	251
New Commonwealth Society (NCS).....	109
<i>New Labour</i>	63, 163, 176
Nixon, Richard	141, 156
No Turning Back Group.....	172
Norfolk for Europe.....	480
Northern Forests Defence	291, 293, 294
nouveaux mouvements sociaux	237, 239, 252, 304
Nouvelle-Zélande	
échanges commerciaux.....	141, 149
Nutting, Anthony	113

O

O'Neill, Con Douglas Walter	140
Obama, Barack.....	85
observation ethnographique.....	69, 71, 73
observation participante ..	35, 73, 74, 330, 332, 334, 336, 356
OCDE.....	122, 136
<i>One Nation</i>	168
One Nation Group	172
<i>online activism</i>	294
Open Britain.....	446, 447
Open Britain (OB)	518
Open Britain Sefton	475
Open Britain Somerset (OBS)	247, 457, 479
Operation Black Vote.....	523
opportunités politiques	64, 253, 255
Organisation européenne de coopération économique (1948)	86, 93
OTAN	84, 93, 97, 114, 115, 136, 139, 167
Our Future Our Choice (OFOC)	388
Our Future Our Choice (OFOC)	389
Our Future Our Choice (OFOC)	396
Our Future Our Choice (OFOC)	458
Our Future Our Choice (OFOC)	478
Our Future Our Choice (OFOC)	525

P

Parlement européen.....	383
Parlement, prorogation	219, 383
Parti Libéral.....	158
Parti populaire européen (PPE)	188
Parti Socialiste, France.....	175
partygate scandal	501

Pays d’Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique.....	149
pays de Galles.....	43, 192, 197, 317, 528
People’s March Ltd.....	205
People’s Vote	35, 39, 40, 127, 157, 201, 207, 229, 234, 247, 275, 284, 309, 332, 415, 442, 444, 459, 463, 475, 480, 510, 514, 517
campagne.....	248
chute	49, 289
création	200
dissolution.....	221
pétition	202
pétitions	32, 157, 202, 209, 219, 221, 383, 404, 412, 413, 415, 442
Plaid Cymru	180, 467
Plan Briand (1929)	109
Plan Marshall.....	86, 93
politique agricole commune (PAC).....	133, 140, 142, 148, 507, 508
Pologne.....	451
Pompidou, Georges.....	139, 141, 142
mort	147
porte-à-porte.....	486
Powell, Enoch	98
discours Fleuves de sang (1968)	102
processus d’alignement.....	360
processus de diffusion.....	257
pro-européens.....	33, 38, 40, 49, 51, 63, 100, 107
Projet Peur	156, 193, 233, 446, 515
Protocole nord-irlandais.....	532
PV 206, <i>Voir</i> People’s Vote	

R

<i>R (Miller) v Secretary of State</i>	84
Rally 4 Our Rights	357
rallye.....	357
Reagan, Ronald.....	167
recrutement	157
Rees-Mogg, Jacob.....	186
référendum	
France (1962)	131
monnaie unique	178
réforme électorale (2011).....	189
référendum (1975).....	63, 147, 226, 287, 419, 504
opinion publique	153
question	150
résultats	151
référendum (2016).....	41, 48, 63, 197
question	128
vote	188, 387
<i>referendum lock</i>	184
Referendum Party (1994).....	165, 174
référendum, principe	84, 151, 506
Reform UK	165
<i>Rejoin</i>	255, 265, 294, 468, 502, 522, 533
relation spéciale	85, 86, 117, 177, 225
Remain in France Together (RIFT)	229
Remove Intoxicated Drivers	246
Renew Party	69, 181, 182, 297, 443
Renew-Change UK, pacte électoral	183
répertoires d’action.....	236, 244
en ligne.....	245
représentation proportionnelle	309

République d’Irlande	60, 218
réseaux sociaux.....	42, 70, 157, 201, 244, 289, 326, 359, 360, 387, 390, 410, 415, 452, 454, 455, 456, 458, 459
ReSET (Telegram Sextortion Ring Protest).....	374
résistance.....	34, 38, 44, 70, 119, 128, 308, 322
résurgence	35, 38, 50
Rimmer, Marie.....	320
Rippon, Geoffrey	140
Rock for Europe	496
<i>Roe v. Wade</i>	403
Rome, traité (1957)	38, 44, 117, 125, 140, 204
PAC	142
Rudd, Roland	446, 518
Ryan, Joan.....	214

S

Salisbury, Lord	59
Salter, Noël	61
Sardines, groupe.....	475, 534
Schengen, accords (1985).....	177
Schengen, espace	119
Schuman, déclaration (1950).....	45
Schuman, Robert	45
Scientists for EU.....	48, 136, 242, 415
Scottish National Party (SNP)	198, 234, 501, 530
second référendum	49, 202, 204, 206, 218, 221, 234, 263, 308
opinion publique	201
Seconde Guerre mondiale	34, 45, 61, 86, 96, 99, 176, 225, 254, 450
Sedgemore, Brian	175
sentiment pro-européen	33, 35, 36, 37, 38, 50, 109, 134, 235, 240, 322, 448, 500
Sevenoaks Stronger In Europe.....	448
Sharma, Alok.....	524
Shore, Peter	150, 153
Shuker, Gavin.....	214
Sinn Féin	529, 530
sistance	469
<i>sit-in</i>	244, 291, 357
<i>sit-in</i> (Londres).....	73
Sked, Alan	165, 498
<i>slacktivism</i>	245
Smith, Angela.....	214
Soames, Christopher.....	125
Social Democratic Party (SDP)	132, 161, 179, 215, 503
Social DEMocratic Party (SDP)	503
<i>Social Movement Organisation</i>	377
Société des Nations (1919).....	97, 109, 111
Solutions to Issues of Concern to Knoxvillians... ..	288, 291, 292
Soubry, Anna	183, 214, 216
Southport for Europe.....	475
souveraineté nationale.	42, 63, 81, 82, 99, 102, 114, 118, 119, 127, 137, 143, 167, 169, 177, 178, 186, 193, 506, 512
souveraineté parlementaire.....	34, 81, 83, 84, 119, 151, 152, 167, 186
<i>special relationship</i>	<i>Voir</i> relation spéciale
splendide isolement	59, 95, 97
stands de rue ..	32, 73, 221, 244, 252, 312, 359, 404, 405, 407, 411, 413, 416, 430, 448, 452, 455

Starmer, Keir	164, 206, 255, 297, 465, 468, 532, 533
Stockholm, Convention (1959).....	116
Stockport for Europe	265, 388, 457, 464
Straw, Will	444
structures de mise en veille..	67, 135, 236, 285, 287, 292, 488
Sturgeon, Nicola	531
suffrage proportionnel	181, 255, 265, 504, 532, 533
Sunak, Rishi	181, 501, 525
Système Monétaire Européen (SME)	45

T

Tandy, Michael	114
terrorisme	87, 156, 196, 204, 228, 505, 513
Thatcher, Margaret	45, 60, 99, 110, 166, 167, 226, 504
ambiguïté	166
CEE	164
contribution au budget européen.....	143
discours de Bruges (1988).....	60, 169
Empire britannique	168
euroscepticisme	168
Liverpool	306
principe de référendum	151
relation spéciale	167
traité de Rome (1957)	44
The 48%, group.....	409
The Labour Campaign for Britain in Europe	154
<i>The New European</i> , journal	70
The Next Steps, groupe	475
the3million	202, 261, 425, 524
théorie ancrée	305
Thornycroft, Peter	112
Tizard, Henry	112
tracts, distribution	413
<i>Trades Union Congress</i> (1988).....	175
traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG).....	506
travailliste, Parti	34, 39, 143, 357, 431, 452, 489
ambiguïté	42, 64
CEE	132
Commonwealth.....	100
congrès (2018)	207, 462, 463, 495
congrès 2018	310
démissions	214
divisions	138, 161
immigration.....	103
monnaie unique	177, 178
référendum 1975	148
réforme	175
second référendum.....	207, 216
tournant europhile.....	63, 174
Triple Entente (1907).....	96
Trump, Donald.....	84, 197
Tusk, Donald	211, 212, 262

U

U.K. Section of the European Association of Teachers	135
UKIP	320
UKIP ...	34, 42, 99, 103, 152, 161, 165, 172, 185, 194, 195, 196, 226
UKIP	498
UKIP	501
UKIP	506
UKIP	507
UKIP	528
UKPEN.EU	472
Umunna, Chuka	182, 183, 214, 477
Union de l'Europe occidentale (1948)	93
Union de l'Europe Occidentale (1948).....	115, 136, 139
Union économique et monétaire (UEM)	45
union monétaire européenne (UME)	141
unionistes irlandais.....	59
Unite Against Fascism.....	473
Unite for Europe	204
Unite to Remain (UTR).....	180, 467
United Europe Association	125, 135
United Farm Workers (UFW)	248, 483
United June Movement	291, 294
URSS.....	61, 120

V

van Zeeland, Paul.....	136
Veterans for Europe	475
Vote and Beyond	291
vote Leave.....	446, 485, 495
Vote Leave	33, 42, 191, 192

W

Westland, sauvetage	169
Why Europe?, groupe.....	468
Williams, Shirley	148
Wilson, Harold	62, 100, 133, 137, 138, 141, 142, 150, 153, 154, 155, 161, 295
ambiguïté	134, 150
négociations CEE	133
référendum 1975	148
<i>Withdrawal Agreement</i>	Voir accord de sortie
Wollaston, Sarah.....	214
Women4Europe	391, 524
Women4PV.....	391
World Wide Wednesday.....	474

Z

Zurich, discours (1946)	61, 110
-------------------------------	---------

ANNEXES

PARTIE UNE: L'EUROPE VUE À TRAVERS LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS AU ROYAUME-UNI DE 1957 À 2019.....	570
Annexe 1. 1.....	571
Annexe 1. 2.....	581
Annexe 1. 3.....	582
Annexe 1.4.....	583
Annexe 1.5.....	584
Annexe 1.6.....	585
Annexe 1.7.....	586
Annexe 1.8.....	587
Annexe 1.9.....	588
PARTIE DEUX : THÉORISER LE MOUVEMENT PRO-EUROPÉEN.....	589
Annexe 2.1.....	590
PARTIE TROIS : LIVERPOOL FOR EUROPE – ÉTUDE DE CAS.....	592
Annexe 3.1.....	593
Annexe 3.2.....	595
Annexe 3.3.....	596
Annexe 3.4.....	597
Annexe 3.5.....	598
Annexe 3.6.....	599
Annexe 3.7.....	609
Annexe 3.8.....	611
Annexe 3.9.....	612
Annexe 3.10.....	613
Annexe 3.11.....	615
Annexe 3.12.....	617

Annexe 3.13.....	624
Annexe 3.14.....	634
Annexe 3.15.....	635
Annexe 3.16.....	636
Annexe 3.17.....	637
Annexe 3.18.....	638
Annexe 3. 19.....	639
Annexe 3. 20.....	639
Annexe 3. 21.....	641
Annexe 3. 22.....	642
Annexe 3. 23.....	643
Annexe 3. 24.....	644
Annexe 3. 25.....	675
ENTRETIENS	676
Entretiens avec les membres permanents de Liverpool for Europe.....	677
Entretien avec T.....	677
Entretien avec Brenda Ashton	716
Entretien avec A.G.....	757
Entretien avec CR.....	775
Entretien avec S.	792
Entretien avec A.....	802
Entretien avec M.....	820
Entretien avec J.....	827
Entretien avec P.	834
Entretien avec O.....	857

**PARTIE UNE: L'EUROPE VUE À TRAVERS LES
GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS AU ROYAUME-UNI DE 1957 À
2019**

Annexe 1. 1

Chronologie de la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe 1904-2020.

CHRONOLOGIE

1904

- Entente cordiale entre la France et la Grande-Bretagne.

1919

- **28 juin**
Le Traité de Versailles met fin à la Première Guerre mondiale.

1920

- **20 janvier**
La Société des Nations (SDN) est créée dans le but de promouvoir la paix, la sécurité et la coopération internationale.

1945

- **8 mai**
Fin de la Deuxième Guerre mondiale
- **5 juillet**
Les travaillistes remportent les élections législatives. Clement Attlee devient Premier ministre (majorité : 145 sièges).

1946

- **19 septembre**
Winston Churchill prononce son discours de Zurich et demande la création des États-Unis d'Europe.

1947

- **4 mars**
Traité de Dunkerque.

1948

- **7-10 mai**
Congrès de l'Europe (la Haye).
- **25 août**
Pacte de Bruxelles
- **25 octobre**
Création du European Movement (EM)

1949

- **4 avril**
Création de l'OTAN par le traité de Washington.
- **5 mai**
Création du Conseil de l'Europe.

1950

- **24 octobre**
René Pleven (France) propose de créer la Communauté européenne de défense (CED).
- **23 février**
Victoire du Parti travailliste aux élections législatives (majorité : 6 sièges).
- **9 mai**
Déclaration Schuman. Robert Schuman (ministre des Affaires étrangères français) propose la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

1951

- **18 avril**

- Le traité de Paris institue la CECA.
- **25 octobre**
- Les conservateurs remportent les élections législatives et Winston Churchill devient Premier ministre (majorité : 17 sièges).
- 1952**
- **6 février**
- Mort du roi George VI. Sa fille, Elizabeth II le succède.
- **27 mai**
- Création de la CED
- 1953**
- **2 juin**
- Couronnement de la reine Elizabeth II.
- 1954**
- Traité de Rome, création de la CEE et de l'Euratom.
- **30 août**
- L'Assemblée nationale vote contre la création de la CED (316 voix contre 264).
- **23 octobre**
- Création de l'UEO (Union de l'Europe occidentale).
- 1955**
- **5 avril**
- Churchill démissionne. Anthony Eden le remplace.
- **26 mai**
- Les conservateurs remportent les élections législatives (majorité : 60 sièges).
- **1-3 juin**
- Conférence de Messine. Les Six mettent en place un comité dirigé par Paul Henri Spaak en vue de la création de la communauté économique européenne (CEE).
- 1956**
- **29 octobre-7 novembre**
- Crise de Suez
- 1957**
- **9 janvier**
- Démission d'Anthony Eden. Harold Macmillan le remplace.
- **25 mars**
- Traité de Rome. Création de la CEE et l'Euratom.
- 1959**
- **8 octobre**
- Harold Macmillan est élu Premier ministre (majorité : 100 sièges).
- **20 novembre**
- Création de l'AELE (Association européenne de libre-échange).
- 1961**
- **31 juillet**
- L'Irlande se porte candidate pour intégrer la CEE.
- **9 août**
- Harold Macmillan fait une première demande d'adhésion à la CEE.
- **10 octobre**
- Les négociations entre Bruxelles et Londres démarrent.
- 1962**
- **28 février**
- Le Royaume-Uni souhaite rejoindre la CECA et l'Euratom
- **30 juillet**

- Lancement de la Politique agricole commune (PAC)
- 1963**
- **14 janvier**
Le général de Gaulle rejette la demande d'adhésion à la CEE du Royaume-Uni.
- 1964**
- **15 octobre**
Harold Wilson remporte les élections législatives (majorité : 4 sièges).
- 1966**
- **31 mars**
Harold Wilson remporte les élections législatives (majorité : 98 sièges).
- 1967**
- **10 mai**
Harold Wilson fait une deuxième demande d'adhésion à la CEE.
 - **27 novembre**
Le général de Gaulle rejette la demande d'adhésion à la CEE du Royaume-Uni.
- 1969**
- **28 avril**
Démission du général de Gaulle.
 - **15 juin**
George Pompidou est élu président de la République française.
 - **1^{er}-2 décembre**
Sommet européen de la Haye.
- 1970**
- **18 juin**
Edward Heath est élu Premier ministre (majorité : 30 sièges).
- 1971**
- **20 mai**
Heath et Pompidou se rencontre à Paris.
 - **28 octobre**
La Chambre des communes vote en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE (356 contre 244).
- 1972**
- **22 janvier**
Le traité d'adhésion est signé à Bruxelles.
 - **23 avril**
68,3% des Français acceptent par référendum que le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark rejoignent la CEE.
 - **13 juillet**
La Chambre des communes approuve le European Communities Act (301 contre 244).
- 1973**
- **1^{er} janvier**
Le Royaume-Uni ainsi que le Danemark et l'Irlande entrent dans la CEE. C'est le premier élargissement. La Norvège avait refusé par référendum d'intégrer la CEE.
 - **Octobre** (jusqu'en mars 1974)
Premier choc pétrolier
- 1974**
- **28 février**

Élections législatives. Harold Wilson est Premier ministre pour la deuxième fois (Parlement sans majorité).

- **1^{er} avril**

James Callaghan demande une renégociation des termes d'entrée.

- **2 avril**

Mort de Pompidou.

- **18 mai**

Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République française.

- **10 octobre**

Victoire du Parti travailliste. Harold Wilson remporte les élections législatives (majorité : 3 sièges).

1975

- **2 janvier**

Sir Con O'Neill lance la campagne Britain in Europe.

- **7 janvier**

Lancement de la National Referendum Campaign (NRC).

- **11 février**

Margaret Thatcher est élue leader du Parti conservateur.

- **26 février**

Le Parti travailliste publie le livre blanc sur les modalités du référendum.

- **11 mars**

Wilson finalise les négociations au sommet européen à Dublin.

La Chambre des communes vote en faveur de la tenue d'un référendum (312 contre 262).

- **18 mars**

Les membres du Cabinet approuvent les termes renégociés (16 contre 7).

- **9 avril**

La Chambre des communes vote pour le maintien du Royaume-Uni dans la CEE (398 contre 172).

- **5 juin**

Premier référendum sur l'appartenance à la CEE. 67% des Britanniques votent pour rester.

1979

- **13 mars**

Mise en place du Système monétaire européen (SME). Le Royaume-Uni refuse d'y participer.

- **3 mai**

Margaret Thatcher est élue Premier ministre (majorité : 44 sièges).

1981

- **26 mars**

Création du Parti social-démocrate (*Social Democratic Party*).

1983

Le leader travailliste Michael Foot annonce qu'il veut procéder à des négociations avec l'Europe. Le Parti travailliste perd les élections législatives.

- **9 juin**

Margaret Thatcher remporte les élections législatives pour la seconde fois (majorité : 114 sièges, un record historique).

1984

- **25-26 juin**

Sommet européen de Fontainebleau. Le Royaume-Uni obtient un rabais : sa contribution est réduite à 66%.

1986

Margaret Thatcher signe l'Acte Unique européen (AUE).

1987

- **11 juin**

Troisième victoire de Margaret Thatcher aux élections législatives (majorité : 102 sièges).

- **1^{er} juillet**

Entrée en vigueur de l'AUE.

-

1988

- **20 septembre**

Margaret Thatcher prononce le discours de Bruges. C'est le début de l'eurosepticisme au Royaume-Uni.

1989

Margaret Thatcher annonce que le Royaume-Uni rejoindra le Mécanisme de taux de change européen (*Exchange Rate Mechanism*, ERM).

1990

- **20 octobre**

Le livre sterling rejoint le SME.

- **13 novembre**

Margaret Thatcher démissionne. John Major est élu chef du Parti conservateur.

1992

- **7 février**

Traité de Maastricht. L'Union européenne (UE) est créée.

- **9 avril**

John Major est élu Premier ministre (majorité : 21 sièges).

- **2 juin**

Le Danemark rejette le traité de Maastricht par voie référendaire.

- **16 septembre**

La livre sterling sort du Mécanisme de taux de change européen.

1993

Contrairement à la France et au Danemark, les conservateurs ne parviennent pas à organiser un référendum sur le traité de Maastricht. Le Parlement vote en faveur du traité après que John Major a mis en place un vote de confiance.

- **18 mai**

Le Danemark organise un second referendum sur la ratification du traité de Maastricht.

Le « oui » l'emporte.

- **20 mai**

Le Parlement britannique adopte le traité de Maastricht sans le volet social.

- **2 août**

Le Royaume-Uni ratifie le traité de Maastricht.

- **1^{er} novembre**

Entrée en vigueur du traité de Maastricht.

1994

- **6 mai**

Ouverture du tunnel sous la Manche.

- **21 juillet**

Tony Blair succède à John Smith et est élu dirigeant du Parti travailliste.

1996

L'homme d'affaires Sir James Goldsmith fonde le Referendum Party et fait campagne pour un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. Le parti obtient 3% des voix aux élections législatives de 1997.

1997

Traité d'Amsterdam.

- **2 mai**

Le Parti travailliste remporte les élections législatives. Tony Blair devient Premier ministre (majorité : 145 sièges).

Les travaillistes exigent un référendum pour entrer dans l'Euro.

1999

- **1^{er} janvier**

L'Euro est mis en place. Le Royaume-Uni demande une clause d'exemption.

2000

Traité de Nice.

2001

- **7 juin**

Le Parti travailliste remporte les élections législatives pour la seconde fois (majorité : 167 sièges).

2004

Tony Blair annonce la tenue d'un référendum sur la Constitution européenne.

2005

- **5 mai**

Tony Blair remporte les élections législatives pour la troisième fois consécutive (majorité : 66 sièges).

Le Parti travailliste, le Parti conservateur et le Parti des Libéraux Démocrates annoncent dans leur programme électoral un référendum sur la ratification d'une Constitution européenne.

La France et les Pays Bas votent « non » à la Constitution européenne.

2006

Le groupe Better Off Out fait campagne pour sortir de l'UE.

2007

- **27 juin**

Gordon Brown succède à Tony Blair à la tête du Parti travailliste et au poste de Premier ministre.

Le traité de Lisbonne remplace le projet de Constitution européenne.

David Cameron promet la tenue d'un référendum sur le traité de Lisbonne s'il est élu Premier ministre.

2008

Le dirigeant du Parti des Libéraux Démocrates Nick Clegg demande un référendum sur l'UE.

Les députés conservateurs rejettent un référendum sur le Traité de Lisbonne. Le Royaume-Uni adopte le Traité de Lisbonne.

2009

David Cameron annonce qu'il ne pourra pas organiser un référendum sur le traité de Lisbonne mais promet qu'aucun transfert de pouvoir ne se fera sans l'aval du peuple britannique.

Le UKIP place le référendum sur l'UE au cœur de leur programme électoral.

- **Juin**
Le UKIP finit deuxième aux élections européennes (16,5%)
- 2010**
David Cameron remporte les élections législatives et forme un gouvernement de coalition avec les Libéraux Démocrates.
- **Avril**
Les libéraux-démocrates veulent organiser un référendum sur l'UE.
- 2011**
- **Mars**
Lancement de la campagne People's Pledge pour un deuxième référendum sur l'UE.
- **8 septembre**
Une pétition pour un référendum sur l'UE regroupe 100 000 signatures et est présentée devant le Parlement.
- **24 octobre**
La proposition pour un référendum sur l'UE est rejetée par 483 voix contre 11 (81 députés conservateurs y sont favorables et deux autres s'abstiennent, c'est la rébellion la plus grande au sein du Parti conservateur à propos de la question européenne).
- 2013**
- **23 janvier**
Discours de Bloomberg où David Cameron annonce que s'il est réélu en 2015 il organisera un référendum sur l'appartenance à l'UE.
- 2015**
- **Mai**
Lancement du groupe Scientists for Europe.
- **Octobre**
Lancement de la campagne en faveur d'un maintien du Royaume-Uni dans l'UE : Britain Stronger In Europe (Stronger In).
- **8 mai**
David Cameron est réélu Premier ministre avec une majorité de 12 sièges. La coalition avec les Libéraux Démocrates prend fin.
- 2016**
- **13 avril**
Stronger In devient la campagne officielle pour que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne.
- **23 juin**
Second référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. 51,9% des Britanniques votent pour une sortie et 48,1% pour un maintien.
- **24 juin**
David Cameron annonce sa démission.
- **2 juillet**
Première marche anti-Brexit organisée à Londres.
- **13 juillet**
Theresa May succède à David Cameron et devient Premier ministre.
- **Août**
Création du groupe Britain for Europe (BfE). Stronger In devient Open Britain (OB).
- **2 octobre**
Conférence annuelle du Parti conservateur où Theresa May expose sa vision du Royaume-Uni après le Brexit. Elle annonce également son désir d'enclencher l'Article 50 au plus vite.

2017

- **17 janvier**

Discours de Lancaster. Theresa May opte pour un Brexit « dur ».

- **24 janvier**

Sous l'impulsion de Gina Miller, la Cour suprême britannique contraint le gouvernement à consulter le Parlement avant d'enclencher l'Article 50.

- **2 février**

Le gouvernement présente son livre blanc sur le Brexit.

- **13 mars**

Le Parlement britannique donne son aval pour déclencher la procédure d'une sortie de l'UE.

- **25 mars**

Marche pro-européenne organisée à Londres.

- **29 mars**

Le gouvernement britannique enclenche l'Article 50. C'est le début des négociations.

- **18 avril**

Theresa May annonce des élections anticipées.

- **26 avril**

Création de Best for Britain.

- **8 juin**

Theresa May perd sa majorité au Parlement. Le Parti conservateur est contraint de former un gouvernement de coalition avec le Democratic Unionist Party (DUP) de l'Irlande du Nord.

- **19 juin**

Les négociations avec Bruxelles démarrent officiellement.

- **17-20 juillet**

Deuxième phase des négociations avec Bruxelles.

- **28-31 août**

Troisième phase des négociations avec Bruxelles.

- **9 septembre**

Marche pro-européenne à Londres.

- **11 septembre**

La Chambre des communes se prononce en faveur de la *Repeal Bill* qui met fin à la suprématie du droit européen.

- **22 septembre**

Theresa May prononce son discours à Florence où elle adopte un ton plus modéré. Le Premier ministre demande une période de transition d'une durée de deux ans.

- **25-28 septembre**

Quatrième phase des négociations avec Bruxelles.

- **9-12 octobre**

Cinquième phase des négociations avec Bruxelles.

- **9 et 10 novembre**

Sixième phase des négociations avec Bruxelles.

- **8 décembre**

Theresa May, Claude Juncker (président de la Commission européenne), Michel Barnier (négociateur en chef pour l'UE) et David Davis (ministre du Brexit) trouvent un compromis sur : la facture du divorce, la préservation des droits des citoyens européens et le non-retour à une frontière physique en Irlande du Nord.

- **14 et 15 décembre**

Le Conseil européen approuve la seconde phase des négociations.

2018

- 29 janvier

Bruxelles propose une période de transition de 21 mois allant du 30 mars 2019 au 31 décembre 2020.

- 9 février

Septième phase des négociations avec Bruxelles.

- 28 février

La Commission européenne publie sa première version de l'accord de retrait.

- 19 mars

Bruxelles et Londres publient conjointement un premier projet d'accord de retrait. Les citoyens britanniques et européens ont la possibilité de s'installer au Royaume-Uni ou dans un autre état membre de l'UE pendant la période de transition.

Le statut de l'Irlande du Nord ne fait pas encore l'objet d'un consensus.

- 15 avril

Création du groupe de campagne People's Vote (PV).

- 7 juillet

Theresa May convoque son gouvernement à Chequers afin de discuter d'un plan sur la future relation entre le Royaume-Uni et l'UE. C'est le « plan de Chequers ».

- 8 et 9 juillet

Mécontents du plan de Chequers car celui-ci ne reflète pas la décision des Britanniques de sortir de l'UE, David Davis et Boris Johnson (ministre des Affaires étrangères) démissionnent.

- 19 et 20 septembre

Les chefs d'États européens n'approuvent pas le plan de Chequers proposé par le gouvernement May.

- 14 novembre

Publication de l'accord de retrait.

- 15 novembre

Dominic Raab (négociateur du Brexit) et d'autres ministres démissionnent.

- 25 novembre

L'UE accepte l'accord de retrait.

- 10 décembre

Theresa May doit reporter le vote du Parlement britannique. Les « *Hard-Brexiteers* » et les unionistes irlandais ne sont pas convaincus par l'accord.

- 12 décembre

Theresa May remporte le vote de défiance (200 voix contre 117). Elle conserve donc son poste de Premier ministre.

2019

- 15 janvier

Theresa May perd le premier vote significatif sur l'accord (432 voix contre 202) rejeté par le Parlement britannique.

- 16 janvier

La motion de censure déposée par le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn est rejetée (325 voix contre 306). Theresa May reste à son poste de Premier ministre.

- 18 février

Naissance du The Independent Group for Change (Change UK). Transpartisan, le parti s'oppose au Brexit.

- 12 mars

Les députés rejettent une nouvelle fois l'accord de sortie (391 voix contre 242).

- **20 mars**

Theresa May revient sur la date du Brexit initialement prévue le 29 mars 2019 et demande au Conseil européen un report de la date de sortie au 30 juin 2019.

- **25-27 mars**

Le Parlement britannique devient décisionnaire sur le processus de sortie et propose des scénarios alternatifs à l'accord de sortie.

- **29 mars**

Les députés britanniques s'opposent pour la troisième fois à l'accord de sortie (344 voix contre 286).

- **1^{er} avril**

Les huit scénarios pour tenter d'éviter un Brexit « dur » sont écartés.

- **11 avril**

Après une deuxième demande de Theresa May, la date du Brexit est repoussée au 31 octobre.

- **24 juillet**

Theresa May démissionne. Boris Johnson devient Premier ministre.

- **2 mai**

Élections locales en Angleterre. Les deux grands partis perdent un nombre considérable de sièges alors que les Libéraux Démocrates font une percée. 60 députés travaillistes émettent la possibilité de la mise en place d'un vote sur l'accord : on parle alors de « *people's vote* » (« vote du peuple » en français).

- **24 mai**

Theresa May annonce qu'elle démissionnera le 7 juin.

- **23 juillet**

Face à Jeremy Hunt, Boris Johnson remporte le plus de voix et remplace Theresa May au poste de Prime Minister et chef du Parti conservateur.

- **28 août**

Boris Johnson annonce la prorogation du Parlement entre les mois de septembre et octobre 2019.

- **9 septembre – 14 octobre**

Le gouvernement suspend le Parlement britannique.

- **24 septembre**

La Cour Suprême juge la prorogation du Parlement comme anticonstitutionnel.

- **27 octobre**

Chute de People's Vote (PV).

- **12 décembre**

Avec son slogan « Get Brexit Done », Boris Johnson remporte les élections législatives avec une majorité de 80 sièges à la Chambre des Communes.

2020

- **9 janvier**

Le Parlement britannique vote en faveur de l'accord de retrait du gouvernement.

- **31 janvier**

Le Royaume-Uni quitte officiellement l'UE. C'est le début de la période de transition. PV est dissout.

- **24 décembre**

Après les longues négociations Bruxelles et Londres conviennent d'un accord.

- **31 décembre**

Fin de la période de transition. Le Royaume-Uni quitte le Marché commun ainsi que l'union douanière.

Annexe 1. 2

Tract pour la campagne anti-Marché commun.

Source : Historical Archives of the European Union, « Pro-Campaign for British Entry to Europe 1961-1985 », UWK-NS-0012, <<https://archives.eui.eu/en/fonds/193596>>

Housewives!

If Britain joins the Common Market prices will be higher for YOU.

RETAIL PRICES
Prices are per lb. unless otherwise stated.

	LONDON	PARIS
*BUTTER _____	4. 0.	9. 0.
*BEST END OF LAMB _____	5. 7.	16. 10.
*STEWING BEEF _____	5. 2.	7. 4.
*Oven-ready CHICKEN _____	3. 3.	6. 10.
*EGGS (one dozen) _____	4. 2.	7. 0.
*MILK (pint ordinary grade) _____	10%.	1. 1.
*APPLES (eating) _____	2. 0.	3. 0.
*ORANGES _____	2. 2.	2. 10.
*TOMATOES _____	2. 8.	1. 11.
*NEW POTATOES _____	7%.	5.
*LEG OF PORK _____	6. 10.	7. 3.
†SUGAR _____	9.	1. 2.
†BREAD _____	11.	1. 3%.
†CHEESE _____	3. 3.	7. 7.
†STEAK _____	9. 0.	13. 7.
	£2. 11. 3.	£4. 7. 1.

Sources: * Financial Times 18th July, 1969
† Evening Standard 4th July, 1969

Prices will go up because food imports into Britain from such countries as New Zealand, Canada and Australia will have to pay a Common Market tax to raise prices to the Common Market level. In addition a contribution will be paid out of the British budget to subsidise Continental farmers. Both the levy on our imports and the contribution from our budget will have to be paid over to the Common Market - thus burdening our balance of payments. The **GUARDIAN** newspaper on 25th June, 1969 calculated the **COST** to Britain's balance of payments at **£593 MILLIONS A YEAR.**

Help to avoid these burdens on the country's economy and your pocket by signing the Common Market Petition against joining.

Write now to **The Anti-Common Market League,**
79b Iverna Court, London, W.8.

Published by The Anti-Common Market League, 79b, Iverna Ct., W.8. Printed by Jones, Yarrell & Co. Ltd., London.

Annexe 1. 3

« 3 mai 1968. Sir Geoffrey De Freitas, député anglais et président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, brandit le drapeau européen devant le Parlement de Westminster pour manifester son attachement à la cause européenne malgré le second veto, le 27 novembre 1967, du général de Gaulle à la demande d'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes. »

Source: Europe Day Flag-Raising Ceremony. Westminster: Keystone, 1968. Black and White. - Copyright: (c) Keystone,

https://www.cvce.eu/en/obj/the_united_kingdom_and_the_european_community_1968-en-e10ff997-b226-4359-801c-91c227e276ce.html



Annexe 1.4

Résultats du référendum du 5 juin 1975 par région.

Source : *The Guardian*, 7 juin 1975. Disponible en ligne : <<https://static.guim.co.uk/sys-images/Guardian/Pix/pictures/2015/6/3/1433346595960/Voting-7-June-1975-009.jpg>>

THE GUARDIAN
Saturday June 7 1975

How the regions voted in the referendum

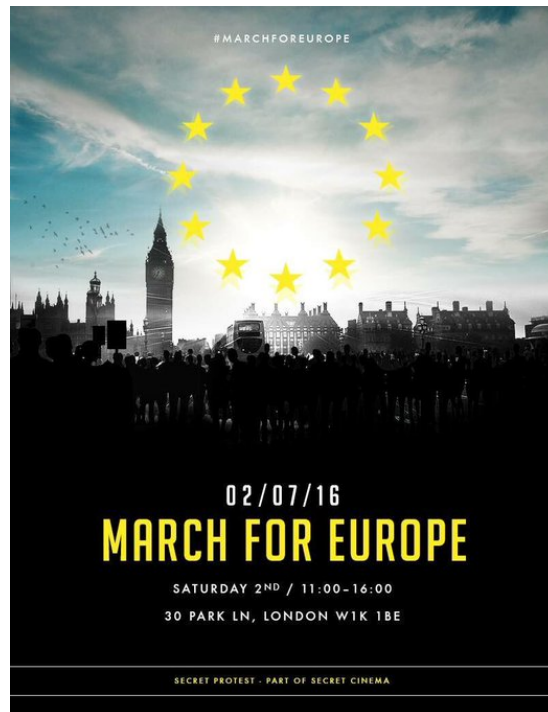
THE FIGURES given immediately after the names of the counties or voting regions include people 18 years old by June 5, but exclude service voters; service votes within the UK are cast in the areas in which the voter is serving. Service votes overseas are included in the Greater London count.

<p>England</p> <p>ATON (66,484) Yes 316,145 (67.8 pc) No 147,084 (32.2 pc) Turnout 83.7 pc; service 460; spoil 65.</p> <p>BEDFORDSHIRE (320,566) Yes 154,338 (69.8 pc) No 67,989 (30.6 pc) Turnout 67.9 pc; service 530; spoil 38.</p> <p>BERKSHIRE (445,473) Yes 215,184 (72.6 pc) No 81,221 (27.4 pc) Turnout 84.4 pc; service 2,865; spoil 97.</p> <p>BUCKINGHAMSHIRE (346,349) Yes 180,512 (74.9 pc) No 62,978 (25.7 pc) Turnout 89.3 pc; service 3,648; spoil 37.</p> <p>CAMBRIDGESHIRE (375,793) Yes 177,789 (74.1 pc) No 62,145 (25.9 pc) Turnout 89.9 pc; service 3,960; spoil 36.</p> <p>CHESHIRE (633,614) Yes 295,714 (70.1 pc) No 125,839 (31.5 pc) Turnout 85.3 pc; service 158; spoil 63.</p> <p>CLEVELAND (507,671) Yes 185,982 (67.2 pc) No 77,078 (28.7 pc) Turnout 80.2 pc; service 47; spoil 36.</p> <p>CORNWALL (298,706) Yes 137,828 (68.5 pc) No 63,478 (31.5 pc) Turnout 88.9 pc; service 3,581; spoil 87.</p> <p>CUMBRIA (340,096) Yes 162,846 (71.9 pc) No 65,064 (28.1 pc) Turnout 84.8 pc; service 81; spoil 41.</p> <p>DERBYSHIRE (653,005) Yes 286,614 (68.6 pc) No 121,452 (31.4 pc) Turnout 84.1 pc; service 811; spoil 87.</p> <p>DEVON (376,376) Yes 224,244 (72.1 pc) No 120,139 (37.9 pc) Turnout 88.9 pc; service 4,289; spoil 96.</p> <p>DORSET (429,792) Yes 217,412 (71.5 pc) No 87,259 (28.5 pc) Turnout 82.9 pc; service 2,507; spoil 76.</p> <p>DURHAM (444,785) Yes 175,284 (64.2 pc) No 97,724 (35.8 pc) Turnout 81.9 pc; service 2,614; spoil 42.</p> <p>ESSEX (1,009,517) Yes 482,285 (61.5 pc) No 222,885 (38.5 pc) Turnout 87.7 pc; service 2,666; spoil 115.</p> <p>GLOUCESTERSHIRE (347,218) Yes 170,811 (71.7 pc) No 67,683 (28.3 pc) Turnout 85.4 pc; service 1,594; spoil 54.</p> <p>GREATER LONDON (3,929,841) Yes 2,201,431 (68.7 pc) No 1,190,355 (31.3 pc) Turnout 89.8 pc; service 1,084; spoil 6,854.</p> <p>GREATER MANCHESTER (1,822,717) Yes 977,216 (64.5 pc) No 510,181 (35.5 pc) Turnout 84.1 pc; service 32; spoil 2,943.</p> <p>HAMPSHIRE (379,466) Yes 194,302 (71.9 pc) No 75,751 (28.1 pc) Turnout 88 pc; service 30,121; spoil 1,276.</p> <p>HEREFORD & WORCESTER (418,861) Yes 200,128 (72.8 pc) No 75,779 (27.2 pc) Turnout 86.4 pc; service 887; spoil 62.</p> <p>HERTFORDSHIRE (682,177) Yes 326,843 (79.4 pc) No 127,286 (32.6 pc) Turnout 78.2 pc; service 611; spoil 1,239.</p> <p>HUMBERSIDE (807,280) Yes 237,826 (67.8 pc) No 122,859 (32.2 pc) Turnout 82.4 pc; service 1,597; spoil 76.</p> <p>ISLES OF SCILLY (1,447) Yes 808 (74.5 pc) No 275 (25.5 pc) Turnout 95 pc; service nil; spoil 8.</p> <p>ISLES OF WIGHT (98,381) Yes 48,537 (78.2 pc) No 19,775 (28.8 pc) Turnout 87.5 pc; service nil; spoil 116.</p> <p>KENT (1,036,312) Yes 492,487 (78.6 pc) No 207,288 (31.4 pc) Turnout 87.4 pc; service 2,052; spoil 1,100.</p> <p>LANCASHIRE (1,006,755) Yes 452,179 (68.5 pc) No 288,821 (31.5 pc) Turnout 85.6 pc; service 458; spoil 1,362.</p> <p>LEICESTERSHIRE (590,280) Yes 291,569 (73.5 pc) No 108,004 (28.1 pc) Turnout 87.2 pc; service 1,521; spoil 93.</p> <p>LINCOLNSHIRE (370,318) Yes 186,083 (74.7 pc) No 61,011 (25.3 pc) Turnout 83.7 pc; service 6,149; spoil 46.</p> <p>MERSEYSIDE (706,230) Yes 465,615 (68.8 pc) No 227,952 (38.2 pc) Turnout 67.7 pc; service 188; spoil 1,802.</p> <p>NORFOLK (381,833) Yes 218,883 (78.1 pc) No 51,188 (28.6 pc) Turnout 63.8 pc; service 3,014; spoil 605.</p> <p>NORTHAMPTONSHIRE (381,833) Yes 182,883 (69.2 pc) No 71,522 (39.4 pc) Turnout 68.7 pc; service 1,691; spoil 307.</p> <p>NORTHUMBRIA (212,846) Yes 85,880 (69.2 pc) No 42,645 (39.8 pc) Turnout 65.9 pc; service 601; spoil 231.</p> <p>NOTTINGHAMSHIRE (702,382) Yes 297,151 (68.2 pc) No 147,661 (32.2 pc) Turnout 81.1 pc; service 580; spoil 1,202.</p> <p>OXFORDSHIRE (325,977) Yes 173,643 (72.6 pc) No 54,643 (26.4 pc) Turnout 87.7 pc; service 4,007; spoil 469.</p> <p>SALOP (349,665) Yes 193,844 (72.3 pc) No 48,289 (27.1 pc) Turnout 83 pc; service 1,880; spoil 228.</p> <p>SOMERSET (383,188) Yes 188,838 (69.6 pc) No 60,611 (25.2 pc) Turnout 87.7 pc; service 1,251; spoil 360.</p> <p>STAFFORDSHIRE (706,230) Yes 396,518 (67.4 pc) No 148,252 (32.6 pc) Turnout 64.3 pc; service 973; spoil 637.</p> <p>SUFFOLK (397,458) Yes 187,484 (72.2 pc) No 72,261 (37.8 pc) Turnout 64.9 pc; service 1,688; spoil 472.</p> <p>SURREY (720,400) Yes 386,389 (78.2 pc) No 126,976 (32.5 pc) Turnout 70.1 pc; service 2,518; spoil 778.</p> <p>EAST SUSSEX (511,437) Yes 245,788 (71.3 pc) No 86,198 (25.7 pc) Turnout 68.9 pc; service 184; spoil 778.</p> <p>WEST SUSSEX (694,288) Yes 242,389 (78.2 pc) No 75,028 (28.8 pc) Turnout 88.6 pc; service 750; spoil 718.</p> <p>TYNE & WEAR (872,233) Yes 344,069 (69.9 pc) No 102,511 (27.1 pc) Turnout 82.7 pc; service 110; spoil 469.</p> <p>WARWICKSHIRE (327,297) Yes 156,393 (69.9 pc) No 67,221 (38.3 pc) Turnout 88 pc; service 879; spoil 391.</p> <p>WEST MIDLANDS (1,972,887) Yes 883,911 (65.3 pc) No 429,297 (34.9 pc) Turnout 82.9 pc; service nil; spoil 2,123.</p> <p>WILTSHIRE (344,833) Yes 173,211 (71.7 pc) No 68,113 (28.4 pc) Turnout 87.8 pc; service 7,925; spoil 58.</p> <p>GWENT (314,289) Yes 132,857 (62.1 pc) No 68,922 (31.9 pc) Turnout 83.2 pc; service nil; spoil 336.</p> <p>NORTH YORKSHIRE (468,060) Yes 234,649 (72.5 pc) No 78,895 (31.2 pc) Turnout 84.3 pc; service 5,353; spoil 538.</p> <p>SOUTH YORKSHIRE (654,539) Yes 377,818 (68.4 pc) No 127,282 (38.8 pc) Turnout 82.4 pc; service 841; spoil 1,000.</p> <p>WEST YORKSHIRE (1,483,749) Yes 816,736 (68.4 pc) No 328,993 (44.8 pc) Turnout 83.6 pc; service 65; spoil 1,800.</p> <p>CLWYD (273,798) Yes 123,689 (68.1 pc) No 56,024 (39.3 pc) Turnout 83.8 pc; service 264; spoil 84.</p> <p>CENTRAL (SCOTLAND) (1,884,313) Yes 71,886 (68.7 pc) No 42,588 (49.3 pc) Turnout 64.1 pc; service 32; spoil 311.</p> <p>DYFED (381,415) Yes 189,184 (67.8 pc) No 52,264 (32.4 pc) Turnout 67.9 pc; service 880; spoil 491.</p> <p>MID GLAMORGAN (380,170) Yes 187,988 (68.9 pc) No 111,272 (41.1 pc) Turnout 82.6 pc; service nil; spoil 909.</p> <p>SOUTH GLAMORGAN (275,264) Yes 127,322 (68.2 pc) No 56,224 (38.1 pc) Turnout 86.7 pc; service 1,352; spoil 766.</p> <p>WEST GLAMORGAN (277,218) Yes 121,899 (61.8 pc) No 70,218 (34.4 pc) Turnout 87.4 pc; service nil; spoil 518.</p> <p>HIGHLAND (127,200) Yes 69,892 (64.4 pc) No 31,979 (44.4 pc) Turnout 58.7 pc; service nil; spoil 287.</p> <p>LOTIAN (345,389) Yes 288,128 (69.5 pc) No 144,696 (46.1 pc) Turnout 82.6 pc; service 2,002; spoil 868.</p> <p>ORKNEY (13,197) Yes 3,911 (61.8 pc) No 2,418 (38.3 pc) Turnout 48.2 pc; service nil; spoil 15.</p> <p>SHETLAND (15,411) Yes 5,611 (68.5 pc) No 2,615 (45.1 pc) Turnout 51.2 pc; service 163; spoil 168.</p> <p>STRATHCLYDE (1,709,589) Yes 425,949 (67.7 pc) No 429,773 (62.5 pc) Turnout 81.7 pc; service 2,118; spoil 2,893.</p> <p>TAYSIDE (282,160) Yes 165,728 (68.9 pc) No 74,967 (41.4 pc) Turnout 82.9 pc; service 688; spoil 422.</p> <p>WESTERN ISLES (27,672) Yes 8,166 (78.5 pc) No 2,596 (33.5 pc) Turnout 60.1 pc; service 301; spoil 01.</p>	<p>WILTSHIRE (344,833) Yes 173,211 (71.7 pc) No 68,113 (28.4 pc) Turnout 87.8 pc; service 7,925; spoil 58.</p> <p>GWENT (314,289) Yes 132,857 (62.1 pc) No 68,922 (31.9 pc) Turnout 83.2 pc; service nil; spoil 336.</p> <p>NORTH YORKSHIRE (468,060) Yes 234,649 (72.5 pc) No 78,895 (31.2 pc) Turnout 84.3 pc; service 5,353; spoil 538.</p> <p>SOUTH YORKSHIRE (654,539) Yes 377,818 (68.4 pc) No 127,282 (38.8 pc) Turnout 82.4 pc; service 841; spoil 1,000.</p> <p>WEST YORKSHIRE (1,483,749) Yes 816,736 (68.4 pc) No 328,993 (44.8 pc) Turnout 83.6 pc; service 65; spoil 1,800.</p> <p>CLWYD (273,798) Yes 123,689 (68.1 pc) No 56,024 (39.3 pc) Turnout 83.8 pc; service 264; spoil 84.</p> <p>CENTRAL (SCOTLAND) (1,884,313) Yes 71,886 (68.7 pc) No 42,588 (49.3 pc) Turnout 64.1 pc; service 32; spoil 311.</p> <p>DYFED (381,415) Yes 189,184 (67.8 pc) No 52,264 (32.4 pc) Turnout 67.9 pc; service 880; spoil 491.</p> <p>MID GLAMORGAN (380,170) Yes 187,988 (68.9 pc) No 111,272 (41.1 pc) Turnout 82.6 pc; service nil; spoil 909.</p> <p>SOUTH GLAMORGAN (275,264) Yes 127,322 (68.2 pc) No 56,224 (38.1 pc) Turnout 86.7 pc; service 1,352; spoil 766.</p> <p>WEST GLAMORGAN (277,218) Yes 121,899 (61.8 pc) No 70,218 (34.4 pc) Turnout 87.4 pc; service nil; spoil 518.</p> <p>HIGHLAND (127,200) Yes 69,892 (64.4 pc) No 31,979 (44.4 pc) Turnout 58.7 pc; service nil; spoil 287.</p> <p>LOTIAN (345,389) Yes 288,128 (69.5 pc) No 144,696 (46.1 pc) Turnout 82.6 pc; service 2,002; spoil 868.</p> <p>ORKNEY (13,197) Yes 3,911 (61.8 pc) No 2,418 (38.3 pc) Turnout 48.2 pc; service nil; spoil 15.</p> <p>SHETLAND (15,411) Yes 5,611 (68.5 pc) No 2,615 (45.1 pc) Turnout 51.2 pc; service 163; spoil 168.</p> <p>STRATHCLYDE (1,709,589) Yes 425,949 (67.7 pc) No 429,773 (62.5 pc) Turnout 81.7 pc; service 2,118; spoil 2,893.</p> <p>TAYSIDE (282,160) Yes 165,728 (68.9 pc) No 74,967 (41.4 pc) Turnout 82.9 pc; service 688; spoil 422.</p> <p>WESTERN ISLES (27,672) Yes 8,166 (78.5 pc) No 2,596 (33.5 pc) Turnout 60.1 pc; service 301; spoil 01.</p>	<p>Scotland</p> <p>BORDERS (78,894) Yes 34,092 (72.3 pc) No 15,663 (32.7 pc) Turnout 82.2 pc; service nil; spoil 168.</p> <p>STRATHCLYDE (1,709,589) Yes 425,949 (67.7 pc) No 429,773 (62.5 pc) Turnout 81.7 pc; service 2,118; spoil 2,893.</p> <p>TAYSIDE (282,160) Yes 165,728 (68.9 pc) No 74,967 (41.4 pc) Turnout 82.9 pc; service 688; spoil 422.</p> <p>WESTERN ISLES (27,672) Yes 8,166 (78.5 pc) No 2,596 (33.5 pc) Turnout 60.1 pc; service 301; spoil 01.</p>	<p>Wales</p> <p>BORDERS (78,894) Yes 34,092 (72.3 pc) No 15,663 (32.7 pc) Turnout 82.2 pc; service nil; spoil 168.</p> <p>STRATHCLYDE (1,709,589) Yes 425,949 (67.7 pc) No 429,773 (62.5 pc) Turnout 81.7 pc; service 2,118; spoil 2,893.</p> <p>TAYSIDE (282,160) Yes 165,728 (68.9 pc) No 74,967 (41.4 pc) Turnout 82.9 pc; service 688; spoil 422.</p> <p>WESTERN ISLES (27,672) Yes 8,166 (78.5 pc) No 2,596 (33.5 pc) Turnout 60.1 pc; service 301; spoil 01.</p>	<p>N Ireland</p> <p>NORTHERN IRELAND (1,030,294) Yes 599,201 (62.1 pc) No 237,911 (47.9 pc) Turnout 87.4 pc; service 1,589; spoil 1,589.</p>
---	---	--	---	--

Annexe 1.5

Exemple d'affiche de la marche pro-européenne du 2 juillet 2016 à Londres.


Source : bulletin d'information de Liverpool for Europe.



Annexe 1.6


« Corbynmeter » -

Source : Islington in Europe et extrait du journal local Islington Tribune.



CORBYNOMETER

Islington: have your say!



I want Jeremy Corbyn to ...	
support a People's Vote - <i>now!</i>	oppose a People's Vote

email: islington@parliament.uk

Islington Tribune Friday 30 November 2018 Find us on facebook.com/islingtontribune **NEWS 7**

Foreign nationals who live in Labour leader's borough campaign for second Brexit referendum

Europeans call on Corbyn to back new vote

JEREMY Corbyn has come under pressure from a group of Europeans in his own back yard who are calling for a second Brexit referendum.

Islington in Europe includes members from all political parties who go out on the streets of Archway every weekend to canvass opinion on a new vote. Nick Turton, who is chairman of the group, said he believes it is a "critical" time as more people across the country back a second referendum.

The process was first

by **EMILY FINCH**

forked out £5,000 to register for British citizenship, something she recognised most people could not afford.

Ms Urban, a researcher who lives in Tufnell Park, said she is "concerned" about having her child in this country just before the planned date of leaving the EU in March.

She added: "I'm worried, not just about being European, but about the economy. What will be our future? If we crash out, how will it affect our livelihoods? We adore our lives here and I've been



Members of the Islington in Europe group: Sabrina Urban, Matthias Rosenberg, Luisa Fulci and Nick Turton

Next Party Register: Top 500 Progress in building the country



333 2478 Register: Top 1000 Progress in building the country

if we have our priorities

Annexe 1.7

Affiche des intervenants à la marche pro-européenne du 20 octobre 2018 à Londres.

Source : Archives de Liverpool for Europe.



Annexe 1.8

Bus de campagne « Bollocks to Brexit » (2018)

Source : Edinburgh Live, <<https://www.edinburghlive.co.uk/news/edinburgh-news/could-bollocks-brexit-bus-tour-15483137>>



Mini cooper « Bollocks to Brexit » (novembre 2019) en vue des élections législatives de décembre 2019.

Source : <<https://www.bollockstobrexit.com/the-mini-tour/>>



Annexe 1.9

Affiche de la marche pro-européenne du 21 octobre 2022 à Londres.

Source : The European Movement, < <https://img1.wsimg.com/isteam/ip/0f273b4f-7547-40f4-abe7-38517bb0ac68/NRMreboot%20Flyer%20A4%20ColourEye%20Reverse.png?cr=t:0%25,i:0%25,w:100%25,h:100%25/rs=w:806,cg:true> >

NATIONAL REJOIN MARCH
SATURDAY 22ND OCTOBER

WITH SPEAKERS: TERRY REINTKE, FEMI OLUWOLE, MIKE GALSWORTHY
PHIL MOORHOUSE, STEVE BRAY, SIOBHAN BENITA AND MANY MORE

WHY REJOIN THE EU?
GROWTH GROWTH GROWTH

LEAVING THE EU IS COSTING THE UK UP TO £30 BILLION
PER YEAR (OFFICE OF BUDGET RESPONSIBILITY)
THE SOONER WE REJOIN, THE SOONER THIS COST
CAN BE ELIMINATED, HELPING REAL GROWTH IN THE UK

* FREEDOM OF MOVEMENT * WORKERS RIGHTS * LOWER BILLS *
* PEACE IN EUROPE * CLEAN BEACHES * CHEAPER FOOD *
* AND MUCH MUCH MORE *

12 NOON
MEET AT PARK LANE, LONDON W1
(OPPOSITE THE DORCHESTER HOTEL)

1PM
NRM MARCH BEGINS

2.30PM
ARRIVE AT PARLIAMENT SQUARE SW1

3PM - 4.30PM
NRM RALLY

NATIONAL REJOIN MARCH OFFICIAL MEDIA PARTNER **THE NEW EUROPEAN**

FOR MORE INFORMATION, DETAILS ABOUT TRANSPORT, DOWNLOADS AND MORE, GO TO
WWW.MARCHFORREJOIN.CO.UK

**PARTIE DEUX : THÉORISER LE MOUVEMENT PRO-
EUROPÉEN**

Annexe 2.1

Liste des entretiens effectués pour l'étude du mouvement pro-européen.

<i>Date</i>	Groupe/militant	Nombre de personnes interrogées
2017-2019	Liverpool for Europe	17
2018-2020	Autres	4
23/10/2017	Bremain in Spain	1
15/11/2017	British in Italy	1
05/02/2018	Remain in France Together	1
29/02/2018	European Movement	1
06/07/2018	Stockport for Europe	1
08/07/2018		
09/07/2018	Brexit is it worth it?	1
09/07/2018	Islington for Europe	1
11/07/2018	Cheltenham for Europe	1
11/07/2018	European Movement in Scotland	1
12/07/2018	Sevenoaks & Swanley Together in Europe	1
13/07/2018	Why Europe?	1
25/07/2018	Open Britain	1
22/08/2018	Britain for Europe	1
27/09/2018	Scientist for EU	1
14/02/2019	Open Britain Somerset	1
12/06/2019	Renew Party	1
21/06/2019	Bristol City Council	1
25/06/2019	Our Future Our Choice	1

<i>08/07/2019</i>	Bristol for Europe	1
<i>12/07/2019</i>	Cornwall for Europe	1
<i>31/07/2019</i>	The European Movement Milton Keynes	1
<i>05/11/2020</i>	Parti travailliste	1
<i>27/11/2020</i>	Preston for Europe	2
<i>09/12/2020</i>	The3million	1
<i>10/12/2020</i>	London4Europe	1
<i>13/12/2020</i>	Britain for All	1

PARTIE TROIS : LIVERPOOL FOR EUROPE – ÉTUDE DE CAS.

Annexe 3.1

Formulaire de consentement d'enregistrement, de retranscription et de diffusion des entretiens.

INFORMED CONSENT FOR INTERVIEWS

PhD – “Brexit: the resurgence of pro-European feeling in the United Kingdom. From the 2016 Referendum until the end of negotiations on the exit from the European Union. Initiatives from activists, civil society and the media.”¹

I, _____ from _____, agree to be interviewed for the project entitled:

Brexit: the resurgence of pro-European feeling in the United Kingdom. From the 2016 Referendum until the end of negotiations on the exit from the European Union. Initiatives from activists, civil society and the media.

which is being drafted by Marie Aouanes-Perriere of Toulouse Jean-Jaurès University, France.

I certify that I have been told that the interview would be recorded and typed; that I have been given satisfactory answers to my inquiries concerning project procedures and other matters; and that I have been advised that I am free to withdraw my consent and to discontinue participation in the project or activity at any time without prejudice.

I agree to participate in one or more electronically recorded interviews for this project. I understand that such interviews and results of this study may be published, quoted and used for academic purposes in the writing of this PhD and that the answers given will be shared for this project.

I agree that any information obtained from this research may be used in any way thought best for this study.

Name: _____ Date : _____

_____ *By initialling here, I also agree to be identified by name in the project and related materials.*

Signature of interviewee:

If you cannot obtain satisfactory answers to your questions or have comments or complaints about your treatment in this study, please contact:

[Marie A. Perrière: marieperriere22@gmail.com or alternatively: 0033 608 844 924]

¹ Titre initial de thèse. Le titre a été changé en juillet 2022.

Signature:

Annexe 3.2

Questions posées aux groupes pro-européens. Trame générale.

Questions for interview with (group)

Contact information:

Date:

Location:

Medium:

1. What did you do before _____?
2. Who created _____ and when? Did you participate actively in the Remain Campaign? How?
3. What are _____ main objectives?
4. How is _____ organised?
5. Do you consider yourself pro-European? If so, have you become strongly attached to the EU because of Brexit?
6. How would you define being European? According to you, what does Europe have to offer?
7. Could you give me some information regarding _____ supporters/members? Who are they? (age, occupation, education etc.) How many are they?
8. How do members participate, get involved to achieve _____ objectives?
9. How often do you meet as a group?
10. What's on your agenda on an everyday basis?
11. Do you have links, whether formal or informal with British political parties or politicians?
12. How do you get funding?
13. How do you make your voice heard? What is your most powerful medium? Why?
14. Were you involved in The People's Vote March in London in September 2017? How effective would you say civil demonstrations are?
15. Have you been quoted in press much?
16. How would you define your collaboration with national groups?
17. Do you think Brexit can be stopped? Would you be in favour of a second referendum?
18. Are you in contact with other pro-European groups?
19. What is the next step for _____?

Annexe 3.3

Billet d'invitation pour assister à la conférence organisée par Liverpool for Europe le 24 septembre 2018.

 808611279100721460001	Event		
	Labour Party Conference Fringe: Liverpool: Brexit - Free - Zone		
	Date+Time	Location	Payment Status
	Monday, 24 September 2018 from 20:00 to 21:30 (BST)	Hilton Hotel 3 Thomas Steers Way, L1 8LW Liverpool United Kingdom	Free Order
Order Info			
Order no. 808611279. Ordered by Marie Perriere on 14 August 2018 15:14			
Type		Early Bird	

Annexe 3.4

Photo prise par l'auteure. Les militants se retrouvent dans un pub après la marche « March for the Many » du 23 septembre 2018.

(A droite S., militant de LfE et Veterans for Europe, fait une accolade à Brenda Ashton, cheffe de campagne de LfE.)



Annexe 3.5

Capture d'écran du post Facebook par Brenda Ashton lors de ma visite en septembre 2018.



Annexe 3.6

Questionnaire en ligne – Liverpool for Europe

Enquête par questionnaire en ligne

Cas d'étude : *Liverpool for Europe*.

Groupe échantillon : Liverpool for Europe dirigé par Brenda Ashton

Nombre de répondants : 67

Nombre de réponses souhaitées : 20 (minimum)

Date de création : avril 2020

Durée du questionnaire : un mois

Contact : Brenda Ashton- cheffe de campagne

- Type de questionnaire : en ligne²
- Affichage : « paging »³
- Données récoltées : qualitatives/quantitatives
- Questionnaire individuel
- Outil de diffusion : liste de diffusion de LfE (environ 1000 personnes)
- Les répondants remplissent le questionnaire – « auto-administré »
- Domaines : social, économique, politique et identitaire
- Outil de sondage : Google form – réponses anonymes
- Lien :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSekWfonMWB6xmzL2icI5nTQrhr2V4ldtIxH_PBxXfg1J31zsA/viewform

Project description:

Resisting Brexit. Pro-European grassroots groups campaigning to keep the UK in the EU since 2016.

Case study: **Liverpool for Europe**

This demographic survey is conducted by Marie Aouanes-Perriere (<https://cas.univ-tlse2.fr/annuairedoctr/marie-aouanes-perriere--617479.kjsp>) who is a PhD candidate at the University of Toulouse Jean-Jaures (France) and the University of Bristol. Her research is supervised by Prof. Vincent Latour (vincent.latour@univ-tlse2.fr) and Prof. Gino Raymond (gino.raymond@bristol.ac.uk).

This research aims at collecting information about members of Liverpool for Europe since the referendum on the European Union as well as to find out more about the group's objectives, organisation, structure and network in the UK. The respondents can be British citizens and/or EU citizens living in the UK. More specifically, I am interested in:

² Cette méthode est également appelée « Computer Assisted Web Interviewing » (CAWI)

³ « Le fait de répartir le questionnaire sur plusieurs pages d'écran successives permet de maîtriser l'ordre dans lequel les questions sont découvertes par les personnes interrogées. » - Fenneteau, Hervé, *Enquête : entretien et questionnaire*, 3e éd., Dunod, Paris, 2015, p. 54

- the group's identity (who joined it)
- what pushed individuals to become members of pro-EU campaign groups
- the highs and lows of the campaign
- the relation between Millbank and the grassroots
- activists' involvement in the campaign
- their political views
- the future of the movement

QUESTIONS

The data collected at the end of this survey will be used for research purposes and published in academic work.

Data protection

- a. My data can be published
- b. I do not want my data to be published

PART 1: ACTIVISTS

1. How old are you?
 - a. 16-18
 - b. 19-35
 - c. 35-45
 - d. 45-50
 - e. 50-65
 - f. 65+

2. Gender
 - a. Male
 - b. Female
 - c. Other
 - d. Prefer not to say

3. What is your marital status?
 - a. I am married
 - b. I am in a relationship or civil partnership
 - c. I am single
 - d. I am divorced
 - e. I am widowed
 - f. I am separated

4. Do you have children?
 - a. Yes
 - i. Under 18
 - ii. Over 18
 - b. No

5. Social grade (based on the National Readership Survey: <http://www.nrs.co.uk/nrs-print/lifestyle-and-classification-data/social-grade/>)
- A
 - B
 - C1
 - C2
 - D
6. Where do you live?
- Northeast England
 - Northwest England
 - East Midlands
 - West Midlands
 - Southwest England
 - Southeast England
 - London
 - Northern Ireland
 - Scotland
 - Wales
 - Other:
7. What's your nationality? (More than one answer is possible)
- I am British
 - I am European
 - Other:

PART 2: EDUCATION/OCCUPATION

1. What is the highest degree or level of education you have completed? (based on: <https://www.gov.uk/what-different-qualification-levels-mean/list-of-qualification-levels>)
- GCSEs
 - A-Level
 - Higher National Certificate
 - Higher National Diploma
 - Bachelor's degree
 - Master's degree
 - Professional degree
 - Doctorate
 - Other:
2. Do you work?
- Yes
 - No
 - I am looking for work
 - I am not looking for work
 - I am unable to work
 - I am retired
 - I am a student
 - Other
3. Sector?
- Agriculture, forestry and fishing
 - Construction
 - Energy and water

- d. Manufacturing
 - e. Banking, finance and insurance
 - f. Distribution, hotels and restaurants
 - g. Public administration, education and health
 - h. Transport and communications
 - i. Services
 - j. Other
4. Has Brexit affected your job?
- a. Yes
 - Explain how:
 - b. No
 - c. n/a
5. If Brexit has affected your job, please explain how:

PART 3: IDENTITY

1. Ethnicity: how do you identify yourself?
- a. White British
 - b. White Irish
 - c. White European
 - d. Asian
 - e. Black
 - f. Black British
 - g. Mixed
 - h. Other:
2. Do you feel more English, Scottish, Welsh, Irish than British?
- a. Yes
 - b. No
 - c. Neither
 - d. I am not British
3. Do you feel more European than British?
- a. Yes
 - b. No
 - c. Neither
 - d. I am not British
4. Do you see yourself as ...?
- a. (NATIONALITY) only
 - b. (NATIONALITY) and European
 - c. European only
 - d. None
 - e. I don't know
5. Have you always felt pro-European?
- a. No, but since Brexit I have
 - b. Yes
 - If you replied "Yes, I have always felt pro-European", please explain:
 - i. I just always have, it's a feeling
 - ii. Because of my job

- iii. Because of my family
 - iv. I travel(ed) a lot in Europe and enjoy(ed) freedom of movement
6. Describe feeling/being European in three words
- -
 -
7. What does the EU mean to you personally (Based on the Eurobarometer) – please choose 3
- a. Stronger say in the world
 - b. Peace
 - c. Economic prosperity
 - d. Democracy
 - e. Social protection
 - f. Freedom to travel, study and work anywhere in the EU
 - g. Cultural diversity
 - h. Euro
8. This question addresses British citizens only: have you applied for another citizenship to remain a citizen of the EU?
- a. Yes
 - Irish
 - Other:
 - b. No
 - I can't
 - I don't want to
9. This question addresses EU citizens living in the UK only: Have you applied to the EU Settlement Scheme to remain the UK?
- a. Yes, and I was granted permanent residency
 - b. Yes, but my application was denied
 - c. Yes, but I only obtained pre-settle status
 - d. No, I do not believe that I will be deported
 - e. Other
10. On a scale from 1 to 4 how has Brexit strengthened your European identity?
- Not a great deal 1 - 2 - 3 - 4 considerably

PART 4: VOTING

1. Did you vote in the first referendum on the European Economic Community in 1975?
- a. Yes
 - i. Remain
 - ii. Leave
 - iii. I cannot remember
 - b. No
 - i. I was too young/was not born
 - ii. I did not vote
 - iii. Other
2. If you could but did not vote in 1975, please explain why:
3. Did you vote on 23 June 2016?
- a. Yes
 - i. To remain in the European Union

- ii. To leave the European Union
 - b. No
 - c. I could not vote because I am not a British citizen/ I have been living abroad for over 15 years.
4. If you did not vote for the referendum on the EU in June 2016, please explain why:
5. If you voted Leave in the referendum on the EU in June 2016 but changed your mind afterwards, please explain why:
6. On a scale from 1 to 4, how interested were you in European politics prior to the referendum?
Not interested at all 1 – 2 – 3 – 4 very interested
7. On a scale from 1 to 4, how informed were you on EU matters before the referendum?
Not well-informed 1 – 2 – 3 – 4 well informed
8. Prior to the referendum, which political party did you support?
- a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Liberal Democrats
 - d. None
 - e. Other:
3. Are you a member of a political party?
- a. Yes
 - a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Green Party
 - d. Liberal Democrats
 - e. Other:
 - b. No
4. What did you vote in the 2017 general election?
- a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Liberal Democrats
 - d. Other, precise:
 - e. I did not vote
 - d. I could not vote because I am not a British citizen/ I have been living abroad for over 15 years.
5. What did you vote in the 2019 local elections?
- a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Liberal Democrats
 - d. Green
 - e. Other, precise:
 - f. I did not vote
 - g. I could not vote because I am not a British citizen/ I have been living abroad for over 15 years.
6. What did you vote in the 2019 European election?

- a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Liberal Democrats
 - d. Green
 - e. Change UK- The Independent Group
 - f. Other, precise:
 - g. I did not vote
 - h. I could not vote because I am not a British citizen/ I have been living abroad for over 15 years.
7. What did you vote in the 2019 general election?
- a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Liberal Democrats
 - d. Green
 - e. Other:
 - f. I did not vote
 - g. I could not vote because I am not a British citizen/ I have been living abroad for over 15 years.
8. What political party do you support today?
- a. Conservative
 - b. Labour
 - c. Liberal Democrats
 - d. Green
 - e. Other:
 - f. None

PART 5: ACTIVISM BEFORE AND AFTER THE REFERENDUM

1. Describe Brexit in one word:
-
2. Five stages of Brexit grief: which of the following would you say comes closest to how you currently feel about Brexit?
- a. Denial (I don't believe people really want to leave the EU)
 - b. Anger (I am angry about Brexit)
 - c. Bargaining (if we continue campaigning Brexit can be reversed)
 - d. Depression (I am depressed about Brexit)
 - e. Acceptance (I have come to terms with the fact that we will eventually leave the EU)
 - f. I don't know
3. Do you consider yourself an "activist"?
- a. Yes, 100%
 - b. No, not entirely
 - c. I don't know
4. Have you ever participated in a grassroots organisation before 23 June 2016?
- a. Yes
 - b. No
5. If you had, please specify the name of the organisation, the date and for how long (give as many details as you can)
6. Have you been involved in your local area before?

- a. Yes
 - b. No
7. If you had, please give more information about what you did (give as many details as you can)
8. When did you get involved in pro-European activism?
- a. Before the referendum campaign
 - b. During the referendum campaign
 - c. After the referendum campaign
9. Did you participate in the Stronger In campaign?
- a. Yes
 - i. I handed out leaflets
 - ii. I went to meetings
 - iii. I talked to friends, family, colleagues etc.
 - iv. I created/signed e-/paper petitions
 - v. I wrote/called my MP
 - vi. I donated money/paid a membership fee to a grassroots group campaign
 - vii. I posted, shared and commented posts on the Internet and social media
 - viii. Other:
 - b. No
 - a. I did not think it would have made a difference
 - b. I was simply not interested in politics
 - c. I thought Remain would win
 - d. I did not know what to do
 - e. Other
10. On a scale from 1 to 4 – do you regret not participating in the Stronger IN campaign:
I don't regret at all 1 – 2 – 3 – 4 I very much regret not participating
11. Has the EU referendum affected your relationship between you and your family/friends?
- a. With friends
 - b. With family
 - c. With both
 - d. With neither
 - e. Don't know
12. How did you hear about Liverpool for Europe?
- a. Facebook
 - b. Twitter
 - c. Local press
 - d. Friends
 - e. Family
 - f. Colleagues
 - g. Streets Stalls
 - h. Other
13. When did you join Liverpool for Europe?
- DD/MM/YYYY
14. Are you a member or a supporter of Liverpool for Europe?
- a. I am a member, I pay a monthly subscription
 - b. I am a supporter
15. Which anti-Brexit group(s) are you affiliated with today? (More than one answer possible)

-

16. Are you also a member of a grassroots organisation other than one related to Europe?

-

17. How important is it for you to be active?

Not at all important/fairly important/important/very important/ I don't know

- Economic prosperity
- Stopping nationalism
- Protecting democracy
- Protecting my local area
- Guaranteeing a future for my children/grandchildren
- Proving my children/grandchildren that I did everything to stop Brexit
- Preserving human rights and cultural diversity
- Keeping my European identity
- Preserving my EU citizenship
- Freedom to travel, study and work anywhere in the EU
- Holding the government to account
- Preserving peace

18. What grassroots activities have you been involved in since the referendum? (more than one answer possible)

- a. Street stalls (organising)
- b. Street stalls (helping out)
- c. Talking to people
- d. Leafleting
- e. Visiting surgeries
- f. Marches (organising)
- g. Marches (attending)
- h. Meetings (organising)
- i. Meetings (attending)
- j. Donating money/paying membership fees
- k. Fund-raising
- l. Writing to/calling my MP
- m. Posting, sharing and commenting pro/anti-Brexit posts on social media
- n. Creating/signing e-/paper petitions
- o. Writing to local media
- p. Other:

19. How often do you take part in these grassroots activities?

Very often (several times a week), Often (once a week) – Sometimes (once a month)- Rarely –

Never

- a. Street stalls (organising)
- b. Street stalls (helping out)
- c. Talking to people
- d. Leafleting
- e. Visiting surgeries
- f. Marches (organising)
- g. Marches (attending)
- h. Meetings (organising)
- i. Meetings (attending)
- j. Donating money/paying membership fees
- k. Fund-raising
- l. Writing to/calling my MP
- m. Posting, sharing and commenting Brexit contents online
- n. Creating/signing e-/paper petitions

- o. Writing to local media
20. Have you attended pro-EU events?
- a. Local events only
 - b. National events only
 - c. Both
21. According to you, how efficient are the following actions for the campaign?
Not at all efficient / fairly efficient / very efficient / the most efficient / I don't know
- Talking to the local/national press
 - Working with academics
 - Talking to people on the streets
 - National marches
 - Meetings
 - Brexitometers
 - Street stalls
 - Writing to/calling local MPs
 - Coordinating with other local groups
 - Coordinating with national groups
 - Collaborating with local politicians
 - Posting on social media
22. To what extent has LfE helped you face Brexit on a daily basis?
Not a great deal 1- 2 – 3 – 4 considerably
23. Since you joined LfE would you say you have been more or less involved in the campaign?
- a. I have become more involved
 - b. I have become less involved
 - c. Neither
24. If you have become more involved, please explain how:
25. If you have become less involved, please explain how:

PART 6: THE GRASSROOTS AND POLITICS/MILLBANK

1. For the continuance of the pro-EU campaign to be successful, the grassroots should work along...
- I strongly agree / I agree somewhat / I neither agree or disagree / I disagree somewhat / I strongly disagree / I don't know
- Other local groups nearby
 - National groups
 - Local MPs
 - Mainstream politics
2. How effective are the different aspects of the collaboration with national groups?
Not effective at all / fairly effective / very effective / I don't know
- National groups' coordination of the remain campaign
 - National groups communicating campaign information to the grassroots
 - National groups helping local groups to improve their structures and organisation
 - National groups listening to the grassroots
 - National groups taking on board grassroots' campaign advice

- National groups responding to grassroots' needs
 - National groups lobbying MPs
3. You think campaigning should mostly happen:
 - a. Locally
 - b. Nationally
 - c. Both
 4. How would you describe the remain campaign organisation?
 - a. Bottom-up
 - b. Top-down
 5. On a scale from 1 to 4, how effective was tactical voting?
Not effective 1- 2 – 3 – 4 very effective
 6. Did Change UK give you personally a feeling of... ?
 - a. Hope
 - b. Disappointment
 - c. Enthusiasm
 - d. Trust
 - e. Mistrust
 - f. Indifference
 - g. I don't know
 7. If you could go back in time, what could the grassroots have done differently to prevent the Conservatives from winning the 2019 GE?
-
 8. On a scale from 1 to 4, how concerned are you about Brexit?
Not concerned at all 1 – 2 – 3 – 4 very concerned
 9. Now that Boris Johnson is Prime Minister, you:
 - a. Still want to campaign to stop Brexit
 - b. You have given up campaigning
 - c. I don't know what to do
 10. Do you agree with this statement: it is inevitable that the UK will end up back in the EU?
 - i. No
 - ii. Maybe
 11. Do you think Keir Starmer should support rejoining the EU?
 - i. Yes
 - ii. No
 - iii. I don't know
 12. Finally, if you replied "Yes":
 - i. And we should start campaigning now
 - ii. We should wait until the UK leaves the EU to campaign for membership
 - iii. I don't know what's best

Annexe 3.7

Capture d'écran du post Facebook pour la diffusion du questionnaire en ligne. Dessous le message que j'ai pu rajouter à ce poste.



Brenda Ashton shared a link.

Admin · 11 May 2020 · 🌐

Could we ask you to complete this questionnaire for [Marie Perriere](#), our friend and researcher from the University of Toulouse, who is doing research into the rise of the pro-EU movement since the 2016 referendum? She has chosen to use LfE for her case study and would appreciate it if you could take some time to answer her questions. The information is completely anonymous. Here's the link to the questionnaire and a message from Marie below.

[https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSekWfonMWB6xmzL2icI5nTQrhr2V4ldtlxH_PBxXfg1J31zsA/viewform](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSekWfonMWB6xmzL2icI5nTQrhr2V4ldtlxH_PBxXfg1J31zsA/viewform)

Dear Fellow Europeans,

I hope you are well and like us all, managing to survive in these difficult conditions.

I am a 28-year-old French PhD candidate at the University of Toulouse (France) and the University of Bristol. I am interested in the Brexit resistance and more particularly in pro-Europe campaign groups which have been fighting Brexit for nearly four years. Since 2017, I have been focusing on group organisation, structure, identity and networks. Moreover, I have been conducting interviews with pro-European grassroots organisations as well as British expats in Bordeaux, where I currently live. Gradually, I have developed a genuine interest in activism, mobilisation and social movements. I met Brenda in the summer of 2018 following our interview about Liverpool for Europe when she invited me to come to Liverpool to attend the LfE Fringe Event that the group had organised at the Labour Party Conference. I then spent a week in Liverpool where I had the opportunity to meet the group and to join the March for the Many / People's Vote. I was in full immersion. It was a fantastic experience; I enjoyed talking to activists, academics and LfE members who, for some of them, shared their battle but also their personal feelings, about how they were coping with Brexit. Their input was invaluable for my research. I was especially struck by their resilience, solidarity and involvement. I have become attached to the group's story but also to the city of Liverpool. That being said, I have been in close contact with LfE since then and visited the group last October down in London for the Rally4ourRights Sit-in. As you may have guessed, my research is essentially based on grassroots activism and Brexit. I decided to choose Liverpool for Europe as my focus group, as a representative example of the pro-European grassroots movement in the UK. I was planning on conducting fieldwork in Liverpool / Merseyside to investigate more about the group's identity and its activities but as you know, the current situation is making it impossible. Therefore, I came up with the idea that a questionnaire could be a helpful alternative to get to

know more about you as members and supporters of LfE but also about your motivations, involvement and political views. This is why I would greatly appreciate if you could spare some time in answering this questionnaire.

Thanks a million!

Best,
Marie.

Annexe 3.8

Photos prises par l'auteure au domicile de Brenda Ashton quelques heures avant de se rendre à la marche « *March for the Many* ».



Annexe 3.9

Liverpool 1-8 novembre 2021
Groupe: *Liverpool for Europe*
Entretiens avec les membres du comité.

Identité du groupe Liverpool for Europe: profile socio-démographique
--

Pseudonym:

Answers can be anonymised. Please choose a pseudonym.

Questions:

1. Activism

1.1 Have you had any previous activist experience?

1.1.2 If you have, which ones?

When?

1.1.4 How long have you been involved in this movement?

1.1.5 Are you still involved in this movement?

Why not?

1.1.6 If you haven't, why did you decide to get involved in the pro-European cause in particular?

1.2 Are you a member/supporter of another cause/voluntary organisation?

1.3 Do you consider yourself as an activist?

1.4 To what extent has Brexit affected your relationships with people from your social/professional neighbourhood?

1.5 Has defending the EU cause had an impact on your personal/professional life?

2. Liverpool for Europe

2.1 How did you first hear about LfE?

2.2 When did you join LfE?

2.3 How did you join LfE?

2.3.1 Were you actively recruited?

2.3.1 Did you recruit members yourself? (Family, friends, colleagues etc.)

2.4 Why did you decide to join LfE and not another pro-EU campaign group?

2.5 What is your role and what does it consist of?

2.5.1 Were you given that role or did you ask for it?

2.6 Generally, what were your expectations of being involved in LfE?

2.7 Did you know people in the pro-European movement before joining LfE?

2.8 How would you describe your relationships with the other group members?

2.8.1 How have your relationships with the other group members evolved?

2.9 How often do you participate in pro-EU events?

2.10 How much time do you dedicate to LfE?

How would you quantify your involvement?

2.11 What do you do?

2.11.1 What sorts of activities do you engage in?

2.11.2 How has your participation evolved since you first joined LfE?

2.12 What influence or input have individual members/supporters had in LfE?

2.13 According to you, how effective was LfE at reaching its goals?

3. *Politics*

3.1 Have you always been actively engaged in politics?

3.1.1 If you have, how? Petitioning? Online activities? Volunteering in political organisation? Leafleting? Voting? Marching? Boycotting a particular product? Writing letters to politicians? Protesting? Striking? Other?

3.2 Did you participate in the government's *Stronger In* campaign? Why not?

3.3 Did you vote in the 2016 referendum?

3.4 Did you vote in the 1975 referendum on the EEC?

3.5 Has your political affiliation changed/developed/been consolidated?

3.6 What other sorts of political activities have you been engaged in?

4. *Sociodemographic variables*

4.1 Age

4.2 Gender

4.3 Education

4.4 Ethnicity

4.5 Marital status

4.6 Occupation

4.7 Children

4.8 Political identification

5. *Identity*

5.1 Do you feel more British? English/Welsh/Northern Irish/Scottish? European?

5.2 Have you always felt pro-European?

5.3 To what extent has Brexit triggered a (reinforcement of your) European identity?

5.4 How has being a member of LfE had an impact on your identity?

5.5 What does it mean to be European?

6. *Other*

6.1 Did you continue to campaign during lockdown?

6.1.1 How? What did you do?

6.2 How has COVID-19 impacted upon LfE?

6.3 How did you manage to maintain links with the group during the pandemic?

6.4 Have you ever thought of leaving LfE at some point?

6.4.1 Why?

6.4.2 What made you stay?

6.5 Do you think LfE should ask for PR or Rejoin first?

6.6 What is LfE's messaging currently? Or in the future?

6.7 How have you developed politically?

6.8 How do you keep the issue alive?

6.9 How do you envisage LfE's future?

Annexe 3.11

Rally 4 Our Rights. Londres, 12 octobre 2019.

Source: photos prises par l'auteure.



Annexe 3.12

Constitution de Liverpool for Europe. Adoptée le 3 mai 2017.

CONSTITUTION

Of

Liverpool for Europe Adopted on 3rd May 2017

CONTENTS		
GENERAL	name, objects, powers, general structure	clauses 1-4
MEMBERS	qualifications, application, subscription, register, withdrawal, expulsion	clauses 5-12
GENERAL MEETINGS (meetings of members)	general, notice, procedure	clauses 13-26
management committee	maximum number, eligibility, election/retiral/re-election, termination of office, register, office bearers, powers, personal interests	clauses 27-43
management committee meetings	procedure	clauses 44-52
ADMINISTRATION	committees, operation of bank accounts etc., minutes, accounting records and annual accounts, notices	clauses 53-61
MISCELLANEOUS	dissolution, alterations to the constitution, interpretation, initial management committee members	clauses 62-67

Name

1. The name of the association is "*Liverpool for Europe*".

Objectives

2. The association's objects are:
 - a) To campaign in order to keep the United Kingdom within the European Union as a full member.
 - b) To engage with the wider community in the Liverpool City Region to disseminate information and provide factual information relating to the European Union.
 - c) To provide support to all those who feel disenfranchised as a result of the Brexit referendum.
 - d) To actively defend and campaign for the right to move freely between the United Kingdom and the other EEA countries and defend the right to settle and work freely in any of those countries.
 - e) To defend and advocate the right to remain for all current and future EEA citizens who choose to settle in the United Kingdom.
 - f) To support and lobby our democratically-elected representatives in supporting our main objectives.
 - g) To reject any form of hate, discrimination in our community,
 - h) To remain totally independent and unaffiliated to any political parties or organisation, ready to work with any and all parties that further the aims of the European Union.
 - i) To promote the Liverpool City Region as an inclusive and welcoming place to live and work for all.

Powers

3. In pursuance of the objectives set out in clause 2 (but not otherwise), the association shall have the following powers:-
 - a) To perform any other activities which further any of the above objectives
 - b) To purchase, take on lease, hire, or otherwise acquire, any property or rights which are suitable for the association's activities.
 - c) To improve, manage, develop, or otherwise deal with, all or any part of the property and rights of the association.
 - d) To sell, let, hire out, license, or otherwise dispose of, all or any part of the property and rights of the association.
 - e) To borrow money, and to give security in support of any such borrowings by the association.
 - f) To employ such staff as are considered appropriate for the proper conduct of the association's activities, and to make reasonable provision for the payment of pension and/or other benefits for members of staff, ex-members of staff and their dependants.
 - g) To engage such consultants and advisers as are considered appropriate from time to time.
 - h) To effect insurance of all kinds (which may include officers' liability insurance).
 - i) To invest any funds which are not immediately required for the association's activities in such investments as may be considered appropriate (and to dispose of, and vary, such investments).
 - j) To liaise with other voluntary sector bodies, local authorities, UK or Scottish government departments and national and overseas government departments or agencies, and other bodies, all with a view to furthering the association's objects.
 - k) To form any company which is a charity or an incorporated association with similar objects to those of the association, and, if considered appropriate, to transfer to any such company (without any payment being required from the company) the whole or any part of the association's assets and undertaking.
 - l) To take such steps as may be deemed appropriate for the purpose of raising funds for the association's activities.
 - m) To accept grants, donations and legacies of all kinds (and to accept any reasonable conditions attaching to them as long as this does not compromise the independence of the association).

- n) To do anything within the Law which may be incidental or conducive to the furtherance of any of the association's objectives.

General structure

4. The structure of the association shall consist of:-

- a) the MEMBERS - who have the right to attend the annual general meeting (and any special general meeting) and have important powers under the constitution; in particular, the members elect people to serve on the Management Committee and take decisions in relation to changes to the constitution itself
- b) the MANAGEMENT COMMITTEE - who hold regular meetings during the period between annual general meetings, and ~~generally~~ control and supervise the activities of the association; in particular, the Management Committee is responsible for monitoring the financial position of the association. All members of the MANAGEMENT COMMITTEE have the right to vote at meetings. In the case of a tie, the CHAIR has the casting vote.

c) Qualifications for membership

5. Membership shall be open to all who support our Objectives and uphold our ethics; to those who acquit themselves of the membership fees approved by the Management Committee.

Application for membership

- 6. Any person who wishes to become a member must sign-up to our Objectives and Constitution.
- 7. The Management Committee may, at its discretion, refuse to admit any person to membership.
- 8. The Management Committee shall consider each application for membership at the first Management Committee meeting which is held after receipt of the application; the Management Committee shall, within a reasonable time after the meeting, notify the applicant of its decision on the application.

Membership subscription

9. A membership subscription shall be payable.

Register of members

10. The Management Committee shall maintain a register of members, setting out the full name and address of each member, the date on which s/he was admitted to membership, and the date on which any person ceased to be a member.

Withdrawal from membership

11. Any person who wishes to withdraw from membership shall sign, and lodge with the association, a written notice to that effect; on receipt of the notice by the association, s/he shall cease to be a member.

Expulsion from membership

12. Any person may be expelled from membership by way of a resolution passed by majority vote at a Management Committee meeting, providing the following procedures have been observed:-

- (a) With immediate effect, in situations judged by the Management Committee to involve unethical behaviour or poor conduct, whereby either or both the public reputation and internal cohesion of Liverpool for Europe is being put at risk
- (b) Ordinarily, with at least 21 days' notice of the intention to propose the resolution must be given to the member concerned, specifying the grounds for the proposed expulsion
- (c) In all cases, the member or former member can lodge a complaint in writing within 28 days of the termination decision being taken.
- (d) The Management Committee undertakes to respond in writing within 28 days to any written complaint relating to the termination decision.
- (e) The decision taken by the Management Committee is final.

General meetings (meetings of members)

13. The Management Committee shall convene an annual general meeting in each year (but excluding the year in which the association is formed); not more than 15 months shall elapse between one annual general meeting and the next.
14. The business of each annual general meeting shall include:-
 - (a) a report by the Chair on the activities of the association
 - (b) consideration of the annual accounts of the association
 - (c) the election/re-election of members of the Management Committee, as referred to in clause 30.
15. The Management Committee may convene a special general meeting at any time.

Notice of general meetings

16. At least 14 clear days' notice must be given (in accordance with clause 63) of any Annual General Meeting or Special General Meeting; the notice must indicate the general nature of any business to be dealt with at the meeting and, in the case of a resolution to alter the constitution, must set out the terms of the proposed alteration.
17. The reference to "clear days" in clause 17 shall be taken to mean that, in calculating the period of notice, the day after the notice is posted, and also the day of the meeting, should be excluded.
18. Notice of every General Meeting shall be given (in accordance with clause 63) to all the members of the association, and to all the members of the Management Committee.

Procedure at general meetings

19. No business shall be dealt with at any General Meeting unless a quorum is present; the quorum for a general meeting shall be 6 members, present in person, which includes either the Chair or Vice-Chair, the Campaign Director or Deputy, the Finance Officer or Deputy.
20. If a quorum is not present within 15 minutes after the time at which a General Meeting was due to commence - or if, during a meeting, a quorum ceases to be present - the meeting shall stand adjourned to such time and place as may be fixed by the Chair of the meeting.
21. The Chair of the association shall (if present and willing to act as Chair) preside as Chair of each General Meeting; if the Chair is not present and willing to act as Chair within 15 minutes after the time at which the meeting was due to commence, the members of the Management Committee present at the meeting shall elect from among themselves the person who will act as Chair of that meeting.
22. The Chair of a General Meeting may, with the consent of the meeting, adjourn the meeting to such time and place as the Chair may determine.
23. Every member shall have one vote, which (whether on a show of hands or on a secret ballot) must be given personally.
24. If there is an equal number of votes for and against any resolution, the Chair of the meeting shall be entitled to a casting vote.
25. A resolution put to the vote at a General Meeting shall be decided on a show of hands unless a secret ballot is demanded by the Chair (or by at least two members present in person at the meeting); a secret ballot may be demanded before the show of hands takes place.
26. If a secret ballot is demanded, it shall be taken at the meeting and shall be conducted in such a manner as the Chair may direct; the result of the ballot shall be declared at the meeting at which the ballot was demanded.

Maximum number of Management Committee members

27. The maximum number of members of the Management Committee shall be 12.

Eligibility

28. A person shall not be eligible for election/appointment to the Management Committee unless he/she is a member of the association.

Election, retiral, re-election

29. At each annual general meeting, the members may (subject to clause 27) elect any member to be a member of the Management Committee.

30. The Management Committee may at any time appoint any member to be a member of the Management Committee (subject to clause 27), provided the membership of the Committee does not exceed 12.
31. At each annual General Meeting, all of the members of the Management Committee shall retire from office - but shall then be eligible for re-election.

Termination of office

32. A member of the Management Committee shall automatically vacate office if:-
 - a) s/he becomes debarred under any statutory provision from being a member of the association
 - b) s/he becomes incapable for medical reasons of fulfilling the duties of their office and such incapacity is expected to continue for a period of more than six months
 - c) s/he ceases to be a member of the association
 - d) s/he resigns office by notice to the association
 - e) s/he is absent (without permission of the Management Committee) from more than three consecutive meetings of the Management Committee, and the Management Committee resolve to remove them from office.

Register of Management Committee members

33. The Management Committee shall maintain a register of Management Committee members, setting out the full name and address of each member of the Management Committee, the date on which each such person became a Management Committee member, and the date on which any person ceased to hold office as a Management Committee member.

Office bearers

34. The Management Committee members shall elect from among themselves a Chair, a Treasurer and a Secretary, and such other office bearers (if any) as they consider appropriate. An aspirational aim of Liverpool for Europe is to have Management Committee representation from all component parts of the Liverpool City Region.
35. All of the office bearers shall cease to hold office at the conclusion of each Annual General Meeting, but shall then be eligible for re-election.
36. A person elected to any office shall cease to hold that office if s/he ceases to be a member of the Management Committee or if s/he resigns from that office by written notice to that effect.

Powers of Management Committee

37. Except, as otherwise provided in this constitution, the association and its assets and undertaking shall be managed by the Management Committee, who may exercise all the powers of the association.
38. A meeting of the Management Committee at which a quorum is present may exercise all powers exercisable by the Management Committee.

Personal interests

39. A member of the Management Committee who has a personal interest in any transaction or other arrangement which the association is proposing to enter into, must declare that interest at a meeting of the Management Committee; s/he will be debarred (in terms of clause 50) from voting on the question of whether or not the association should enter into that arrangement.
40. For the purposes of clause 39, a person shall be deemed to have a personal interest in an arrangement if any partner or other close relative of theirs or any firm of which s/he is a partner **or** any limited company of which s/he is a substantial shareholder or director or any political party to which the member belongs, has a personal interest in that arrangement.
41. Provided
 - a) s/he has declared their interest
 - b) s/he has not voted on the question of whether or not the association should enter into the relevant arrangement and
 - c) the requirements of clause 42 are complied with,

a member of the Management Committee will not be debarred from entering into an arrangement with the association in which s/he has a personal interest (or is deemed to have a personal interest under clause 40) and may retain any personal benefit which s/he gains from their participation in that arrangement.

42. Where a Management Committee member provides services to the association or might benefit from any remuneration paid to a connected party for such services, then
 - a) the maximum amount of the remuneration must be specified in a written agreement and must be reasonable
 - b) the Management Committee members must be satisfied that it would be in the interests of the association to enter into the arrangement (taking account of that maximum amount)
43. The members of the Management Committee may (at the discretion of the Committee) be paid all travelling and other expenses reasonably incurred by them in connection with their attendance at meetings of the Management Committee, general meetings, or meetings of committees, or otherwise in connection with the carrying-out of their duties.. .

Procedure at Management Committee meetings

44. Any member of the Management Committee may call a meeting of the Management Committee or request the Secretary to call a meeting of the Management Committee.
45. Questions arising at a meeting of the Management Committee shall be decided by a majority of votes; if an equality of votes arises, the Chair of the meeting shall have a casting vote.
46. No business shall be dealt with at a meeting of the Management Committee unless a quorum is present; the quorum for meetings of the Management Committee shall be 6.
47. If at any time the number of Management Committee members in office falls below the number fixed as the quorum, the remaining Management Committee member(s) may act only for the purpose of filling vacancies or of calling a general meeting.
48. Unless s/he is unwilling to do so, the Chair of the association shall preside as Chair at every Management Committee meeting at which s/he is present; if the chair is unwilling to act as Chair or is not present within 15 minutes after the time when the meeting was due to commence, the Management Committee members present shall elect from among themselves the person who will act as Chair of the meeting.
49. The Management Committee may, at its discretion, allow any person who they reasonably consider appropriate, to attend and speak at any meeting of the Management Committee; for the avoidance of doubt, any such person who is invited to attend a Management Committee meeting shall not be entitled to vote.
50. A Management Committee member shall not vote at a Management Committee meeting (or at a meeting of a committee) on any resolution concerning a matter in which s/he has a personal interest which conflicts (or may conflict) with the interests of the association; s/he must withdraw from the meeting while an item of that nature is being dealt with.
51. For the purposes of clause 50, a person shall be deemed to have a personal interest in a particular matter if any partner or other close relative of theirs or any firm of which he/she is a partner or any limited company of which s/he is a substantial shareholder or director, has a personal interest in that matter.

Conduct of members of the Management Committee

52. Each of the members of the Management Committee shall, in exercising their functions as a member of the Management Committee of the association, act in the interests of the association; and, in particular, must
 - a) seek, in good faith, to ensure that the association acts in a manner which is in accordance with its objectives (as set out in this constitution)
 - b) act with the care and diligence which it is reasonable to expect of a person who is managing the affairs of another person
 - c) Demonstrate respect and courtesy towards all members of the Association and members of the public
 - d) Seek diversity and inclusion towards all sections of the community and ensure, as far as is possible, a fair and equal representation both amongst the membership and the Management Committee
 - e) in circumstances giving rise to the possibility of a conflict of interest of interest between the association and any other party

- i. put the interests of the association before that of the other party, in taking decisions as a member of the Management Committee
- ii. where any other duty prevents them from doing so, disclose the conflicting interest to the association and refrain from participating in any discussions or decisions involving the other members of the Management Committee with regard to the matter in question

Delegation to Sub-committees

53. The Management Committee may delegate any of their powers to any sub-committee consisting of one or more Management Committee members and such other persons (if any) as the Management Committee may determine; they may also delegate to the chair of the association (or the holder of any other post) such of their powers as they may consider appropriate.
54. Any delegation of powers under clause 53 may be made subject to such conditions as the Management Committee may impose and may be revoked or altered.
55. The rules of procedure for any Sub-committee shall be as prescribed by the Management Committee.

Operation of accounts and holding of property

56. The signatures of two out of three signatories appointed by the Management Committee shall be required in relation to all operations (other than lodgement of funds) on the bank and building society accounts held by the association; at least one out of the two signatures must be the signature of a member of the Management Committee.
57. The title to all property (including any land or buildings, the tenant's interest under any lease and (so far as appropriate) any investments) shall be held either in the names of the chair, treasurer and secretary of the association (and their successors in office) or in name of a nominee company holding such property in trust for the association; any person or body in whose name the association's property is held shall act in accordance with the directions issued from time to time by the Management Committee.

Minutes

58. The Management Committee shall ensure that minutes are made of all proceedings at general meetings, Management Committee meetings and meetings of Committees; a minute of any meeting shall include the names of those present, and (as far as possible) shall be signed by the Chairperson of the meeting.

Accounting records and annual accounts

59. The Management Committee shall ensure that proper accounting records are maintained in accordance with best accounting practices for membership-based associations.
60. All expenditure and delegates of authority shall be pre-approved by the Chair/Vice-Chair and the Finance Officer or Deputy
61. The Management Committee shall prepare annual accounts, complying with all relevant statutory requirements; if an audit is required under any statutory provisions or if they otherwise think fit, they shall ensure that an audit of such accounts is carried out by a qualified auditor.

Notices

62. Any notice which requires to be given to a member under this constitution shall be in writing; such a notice may either be given personally to the member or be sent by post in a pre-paid envelope addressed to the member at the address last intimated by them to the association.

Dissolution

63. If the Management Committee determines that it is necessary or appropriate that the association be dissolved, it shall convene a meeting of the members; not less than 21 days' notice of the meeting (stating the terms of the proposed resolution) shall be given.
64. If a proposal by the Management Committee to dissolve the association is confirmed by a two-thirds majority of those present and voting at the general meeting convened under clause 62, the Management Committee shall have power to dispose of any assets held by or on behalf of the association - and any assets remaining after satisfaction of the debts and liabilities of the association shall be transferred to some other charity or charities having objects similar to those of the association; the identity of the body or bodies to which such

assets are transferred shall be determined by the members of the association at, or prior to, the time of dissolution.

65. For the avoidance of doubt, no part of the income or property of the association shall (otherwise than in pursuance of the association's purposes) be paid or transferred (directly or indirectly) to the members, either in the course of the association's existence or on dissolution.

Alterations to the constitution

66. Subject to clause 66, the constitution may be altered by a resolution passed by not less than two-thirds of those present and voting at a general meeting, providing due notice of the meeting, and of the resolution, is given in accordance with clauses 16, 17 and 18.
67. No amendment to clauses 3, 63 or 64 of the constitution may be made if the effect would be that the association would cease to be an Unincorporated Association.

Initial members of the Management Committee

68. The initial members of the Management Committee, and the positions held by each, shall be as set out below.

This constitution was adopted on 3rd May 2017

Signature	Name	Address	Position
			Chair
			Treasurer
			Secretary

Annexe 3.13

Constitution de Liverpool for Europe. Dernière version. Adoptée le 5 octobre 2021.

CONSTITUTION

Of

Liverpool for Europe

5 October 2021

CONTENTS		
GENERAL	name, objects, powers, general structure	clauses 1-4
MEMBERS	qualifications, application, subscription, register, withdrawal, expulsion	clauses 5-12
GENERAL MEETINGS (meetings of members)	general, notice, procedure	clauses 13-26
management committee	maximum number, eligibility, election/retiral/re-election, termination of office, register, office bearers, powers, personal interests	clauses 27-43
management committee meetings	procedure	clauses 44-52
ADMINISTRATION	committees, operation of bank accounts etc., minutes, accounting records and annual accounts, notices	clauses 53-61
MISCELLANEOUS	dissolution, alterations to the constitution, interpretation, initial management committee members	clauses 62-67

Name

1. The name of the association is “*Liverpool for Europe*”.

Objectives

2. The association’s objects are:
 - j) To campaign in order to support as close an alignment with the European Union as possible in order to protect all citizens from the most negative effects of leaving the European Union on 31 January 2020,
 - k) To help identify, disclose and publicise adverse consequences of Brexit as they arise particularly the impacts on local communities and businesses and to publicise the advantages of closer ties with the EU.
 - l) To adopt practical and pragmatic steps including campaigning to join the Customs Union and Single Market and ultimately to rejoin the EU.
 - m) To engage with the wider community in the Liverpool City Region to disseminate information and provide factual information relating to positive alignment with the European Union, working with groups and engaging in activities that are aligned with our principles including widening democracy and furthering internationalism.
 - n) To provide support to all those who feel disenfranchised as a result of leaving the European Union on 31 January 2020.
 - o) To actively support EU27 citizens within the city region and beyond..
 - p) To actively support EEA citizens who choose to settle in the United Kingdom.
 - q) To support and lobby our democratically-elected representatives in supporting our main objectives.
 - r) To reject any form of hate, discrimination in our community,
 - s) To remain totally independent and unaffiliated to any political parties or organisation, ready to work with any and all parties that further the aims of close alignment with the the European Union.
 - t) To promote the Liverpool City Region as an inclusive and welcoming place to live and work for all, championing UK European identity and the values of the EU, including the promotion of peace, prosperity and the environment by working alongside sister organisations in the UK and the EU

Powers

3. In pursuance of the objectives set out in clause 2 (but not otherwise), the association shall have the following powers:-
 - o) To perform any other activities which further any of the above objectives
 - p) To purchase, take on lease, hire, or otherwise acquire, any property or rights which are suitable for the association’s activities.
 - q) To improve, manage, develop, or otherwise deal with, all or any part of the property and rights of the association.
 - r) To sell, let, hire out, license, or otherwise dispose of, all or any part of the property and rights of the association.
 - s) To borrow money, and to give security in support of any such borrowings by the association.
 - t) To employ such staff as are considered appropriate for the proper conduct of the association’s activities, and to make reasonable provision for the payment of pension and/or other benefits for members of staff, ex-members of staff and their dependants.
 - u) To engage such consultants and advisers as are considered appropriate from time to time.
 - v) To effect insurance of all kinds (which may include officers’ liability insurance).
 - w) To invest any funds which are not immediately required for the association’s activities in such investments as may be considered appropriate (and to dispose of, and vary, such investments).

- x) To liaise with other voluntary sector bodies, local authorities, UK or Scottish government departments and national and overseas government departments or agencies, and other bodies, all with a view to furthering the association's objects.
- y) To form any company which is a charity or an incorporated association with similar objects to those of the association, and, if considered appropriate, to transfer to any such company (without any payment being required from the company) the whole or any part of the association's assets and undertaking.
- z) To take such steps as may be deemed appropriate for the purpose of raising funds for the association's activities.
- aa) To accept grants, donations and legacies of all kinds (and to accept any reasonable conditions attaching to them as long as this does not compromise the independence of the association).
- bb) To raise funds provided they are in furtherance of the objectives of Liverpool for Europe(delete "do anything") within the Law which may be incidental or conducive to the furtherance of any of the association's objectives.
- cc) Coopt additional members on to the committee as circumstances demand
- dd) To organise activities singly or jointly with others
- ee) Design, print and distribute material

General structure

4. The structure of the association shall consist of:-

- d) the MEMBERS - who have the right to attend the annual general meeting (and any special general meeting) and have important powers under the constitution; in particular, the members elect people to serve on the Management Committee and take decisions in relation to changes to the constitution itself
- e) the MANAGEMENT COMMITTEE - who hold regular meetings during the period between annual general meetings, and ~~generally~~ control and supervise the activities of the association; in particular, the Management Committee is responsible for monitoring the financial position of the association. All members of the MANAGEMENT COMMITTEE have the right to vote at meetings. In the case of a tie, the CHAIR has the casting vote.

f) **Qualifications for membership**

Membership shall be open to all who support our Objectives and uphold our ethics; to those who acquit themselves of the membership fees approved by the M Liverpool for Europe may have 3 membership categories:

Full members who have paid annual subscriptions

Honorary members who have been awarded such a status by decision of the AGM in recognition of their contribution to the Branch or the wider pro- EU movement.

Supporters who subscribe to social media pages and attend events and campaigns

The annual subscription shall be £48 per annum or £4 per month. £0 for those in receipt of benefits

Application for membership

- 5. Any person who wishes to become a member must sign-up to our Objectives and Constitution.
- 6. The Management Committee may, at its discretion, refuse to admit any person to membership.
- 7. The Management Committee shall consider each application for membership at the first Management Committee meeting which is held after receipt of the application; the Management Committee shall, within a reasonable time after the meeting, notify the applicant of its decision on the application.

Membership subscription

8. A membership subscription shall be payable.

Register of members

9. The Management Committee shall maintain a register of members, setting out the full name and address of each member, the date on which s/he was admitted to membership, and the date on which any person ceased to be a member. All personal data will be held, secured and used in accordance with the GDPR.

10. This shall be used for communication with members, principally by email and WhatsApp

Withdrawal from membership

11. Any person who wishes to withdraw from membership shall sign, and lodge with the association, a written notice to that effect; on receipt of the notice by the association, s/he shall cease to be a member.

Disciplinary matters and Expulsion from membership

Any offensive behaviour, including racist, sexist or inflammatory remarks will not be permitted. Anyone behaving in an offensive way or breaking the equal opportunities policy may be asked not to attend further meetings or to resign from the committee/membership if an apology is not given or if the behaviour is repeated. The individual concerned shall have the right to appeal against disciplinary action taken against them. That appeal shall be heard by the Committee. The individual may be accompanied by a friend or colleague at the appeal before the final decision is taken by the Committee.

12. Any person may be expelled from membership by way of a resolution passed by majority vote at a Management Committee meeting, providing the following procedures have been observed:-

- (a) With immediate effect, in situations judged by the Management Committee to involve unethical behaviour or poor conduct, whereby either or both the public reputation and internal cohesion of Liverpool for Europe is being put at risk
- (b) Ordinarily, with at least 21 days' notice of the intention to propose the resolution must be given to the member concerned, specifying the grounds for the proposed expulsion
- (c) In all cases, the member or former member can lodge a complaint in writing within 28 days of the termination decision being taken.
- (d) The Management Committee undertakes to respond in writing within 28 days to any written complaint relating to the termination decision.
- (e) The decision taken by the Management Committee is final.

General meetings (meetings of members)

13. The Management Committee shall convene an annual general meeting in each year (but excluding the year in which the association is formed); not more than 15 months shall elapse between one annual general meeting and the next.

14. The business of each annual general meeting shall include:-

- (a) a report by the Chair on the activities of the association
- (b) consideration of the annual accounts of the association
- (c) the election/re-election of members of the Management Committee, as referred to in clause 30.

15. The Management Committee may convene a special general meeting at any time.

Notice of general meetings

16. At least 14 clear days' notice must be given (in accordance with clause 63) of any Annual General Meeting or Special General Meeting; the notice must indicate the general nature of any business to be dealt with at the meeting and, in the case of a resolution to alter the constitution, must set out the terms of the proposed alteration.

17. The reference to "clear days" in clause 17 shall be taken to mean that, in calculating the period of notice, the day after the notice is posted, and also the day of the meeting, should be excluded.

18. Notice of every General Meeting shall be given (in accordance with clause 63) to all the members of the association, and to all the members of the Management Committee.

Procedure at general meetings

19. No business shall be dealt with at any General Meeting unless a quorum is present; the quorum for a general meeting shall be 3 members, present in person, which includes either the Chair or Vice-Chair, the Campaign Director or Deputy, the Finance Officer or Deputy.
20. If a quorum is not present within 15 minutes after the time at which a General Meeting was due to commence - or if, during a meeting, a quorum ceases to be present - the meeting shall stand adjourned to such time and place as may be fixed by the Chair of the meeting.
21. The Chair of the association shall (if present and willing to act as Chair) preside as Chair of each General Meeting; if the Chair is not present and willing to act as Chair within 15 minutes after the time at which the meeting was due to commence, the members of the Management Committee present at the meeting shall elect from among themselves the person who will act as Chair of that meeting.
22. The Chair of a General Meeting may, with the consent of the meeting, adjourn the meeting to such time and place as the Chair may determine.
23. Every member shall have one vote, which (whether on a show of hands or on a secret ballot) must be given personally.
24. If there is an equal number of votes for and against any resolution, the Chair of the meeting shall be entitled to a casting vote.
25. A resolution put to the vote at a General Meeting shall be decided on a show of hands unless a secret ballot is demanded by the Chair (or by at least two members present in person at the meeting); a secret ballot may be demanded before the show of hands takes place.
26. If a secret ballot is demanded, it shall be taken at the meeting and shall be conducted in such a manner as the Chair may direct; the result of the ballot shall be declared at the meeting at which the ballot was demanded.

Maximum number of Management Committee members

27. The maximum number of members of the Management Committee shall be 12.

Eligibility

28. A person shall not be eligible for election/appointment to the Management Committee unless he/she is a member of the association.

Election, retirement, re-election

29. At each annual general meeting, the members may (subject to clause 27) elect any member to be a member of the Management Committee.
30. The Management Committee may at any time appoint any member to be a member of the Management Committee (subject to clause 27), provided the membership of the Committee does not exceed 12.
31. At each annual General Meeting, all of the members of the Management Committee shall retire from office - but shall then be eligible for re-election.

Termination of office

32. A member of the Management Committee shall automatically vacate office if:-
- f) s/he becomes debarred under any statutory provision from being a member of the association
 - g) s/he becomes incapable for medical reasons of fulfilling the duties of their office and such incapacity is expected to continue for a period of more than six months
 - h) s/he ceases to be a member of the association
 - i) s/he resigns office by notice to the association
 - j) s/he is absent (without permission of the Management Committee) from more than three consecutive meetings of the Management Committee, and the Management Committee resolve to remove them from office.

Register of Management Committee members

33. The Management Committee shall maintain a register of Management Committee members, setting out the full name and address of each member of the Management Committee, the date on which each such person became a Management Committee member, and the date on which any person ceased to hold office as a Management Committee member.

Office bearers

34. The Management Committee members shall elect from among themselves a Chair, a Treasurer and a Secretary, and such other office bearers (if any) as they consider appropriate. An aspirational aim of Liverpool for Europe is to have Management Committee representation from all component parts of the Liverpool City Region.
35. All of the office bearers shall cease to hold office at the conclusion of each Annual General Meeting, but shall then be eligible for re-election.
36. A person elected to any office shall cease to hold that office if s/he ceases to be a member of the Management Committee or if s/he resigns from that office by written notice to that effect.

Powers of Management Committee

37. Except, as otherwise provided in this constitution, the association and its assets and undertaking shall be managed by the Management Committee, who may exercise all the powers of the association.
38. A meeting of the Management Committee at which a quorum is present may exercise all powers exercisable by the Management Committee.

Personal interests

39. A member of the Management Committee who has a personal interest in any transaction or other arrangement which the association is proposing to enter into, must declare that interest at a meeting of the Management Committee; s/he will be debarred (in terms of clause 50) from voting on the question of whether or not the association should enter into that arrangement.
40. For the purposes of clause 39, a person shall be deemed to have a personal interest in an arrangement if any partner or other close relative of theirs or any firm of which s/he is a partner **or** any limited company of which s/he is a substantial shareholder or director or any political party to which the member belongs, has a personal interest in that arrangement.
41. Provided
- d) s/he has declared their interest
 - e) s/he has not voted on the question of whether or not the association should enter into the relevant arrangement and
 - f) the requirements of clause 42 are complied with,
- a member of the Management Committee will not be debarred from entering into an arrangement with the association in which s/he has a personal interest (or is deemed to have a personal interest under clause 40) and may retain any personal benefit which s/he gains from their participation in that arrangement.
42. Where a Management Committee member provides services to the association or might benefit from any remuneration paid to a connected party for such services, then
- c) the maximum amount of the remuneration must be specified in a written agreement and must be reasonable
 - d) the Management Committee members must be satisfied that it would be in the interests of the association to enter into the arrangement (taking account of that maximum amount)
43. The members of the Management Committee may (at the discretion of the Committee) be paid all travelling and other expenses reasonably incurred by them in connection with their attendance at meetings of the Management Committee, general meetings, or meetings of committees, or otherwise in connection with the carrying-out of their duties, . .

Procedure at Management Committee meetings

44. Any member of the Management Committee may call a meeting of the Management Committee or request the Secretary to call a meeting of the Management Committee.

45. Questions arising at a meeting of the Management Committee shall be decided by a majority of votes; if an equality of votes arises, the Chair of the meeting shall have a casting vote.
46. No business shall be dealt with at a meeting of the Management Committee unless a quorum is present; the quorum for meetings of the Management Committee shall be 6.
47. If at any time the number of Management Committee members in office falls below the number fixed as the quorum, the remaining Management Committee member(s) may act only for the purpose of filling vacancies or of calling a general meeting.
48. Unless s/he is unwilling to do so, the Chair of the association shall preside as Chair at every Management Committee meeting at which s/he is present; if the chair is unwilling to act as Chair or is not present within 15 minutes after the time when the meeting was due to commence, the Management Committee members present shall elect from among themselves the person who will act as Chair of the meeting.
49. The Management Committee may, at its discretion, allow any person who they reasonably consider appropriate, to attend and speak at any meeting of the Management Committee; for the avoidance of doubt, any such person who is invited to attend a Management Committee meeting shall not be entitled to vote.
50. A Management Committee member shall not vote at a Management Committee meeting (or at a meeting of a committee) on any resolution concerning a matter in which s/he has a personal interest which conflicts (or may conflict) with the interests of the association; s/he must withdraw from the meeting while an item of that nature is being dealt with.
51. For the purposes of clause 50, a person shall be deemed to have a personal interest in a particular matter if any partner or other close relative of theirs or any firm of which he/she is a partner or any limited company of which s/he is a substantial shareholder or director, has a personal interest in that matter.

EGM

An EGM may be called by decision of the committee at the written request of at least 12 paid up members. Members shall be given at least 7 days notice of an EGM. The purpose of EGMs will be to address matters that would usually be considered at an AGM or matters of significance for the functioning of Liverpool for Europe which cannot wait until the date of the next AGM.

The purpose of the EGM must be stated at the time of giving notice of the meeting. The meeting will take place within 14 days of the request. The rules in relation to the quorum and voting at an EGM shall be the same as those in respect of the AGM.

Conduct of members of the Management Committee

52. Each of the members of the Management Committee shall, in exercising their functions as a member of the Management Committee of the association, act in the interests of the association; and, in particular, must
 - f) seek, in good faith, to ensure that the association acts in a manner which is in accordance with its objectives (as set out in this constitution)
 - g) act with the care and diligence which it is reasonable to expect of a person who is managing the affairs of another person
 - h) Demonstrate respect and courtesy towards all members of the Association and members of the public
 - i) Seek diversity and inclusion towards all sections of the community and ensure, as far as is possible, a fair and equal representation both amongst the membership and the Management Committee
 - j) in circumstances giving rise to the possibility of a conflict of interest of interest between the association and any other party
 - iii. put the interests of the association before that of the other party, in taking decisions as a member of the Management Committee
 - iv. where any other duty prevents them from doing so, disclose the conflicting interest to the association and refrain from participating in any discussions or decisions involving the other members of the Management Committee with regard to the matter in question

Delegation to Sub-committees

53. The Management Committee may delegate any of their powers to any sub-committee consisting of one or more Management Committee members and such other persons (if any) as the Management Committee may

determine; they may also delegate to the chair of the association (or the holder of any other post) such of their powers as they may consider appropriate.

54. Any delegation of powers under clause 53 may be made subject to such conditions as the Management Committee may impose and may be revoked or altered.

55. The rules of procedure for any Sub-committee shall be as prescribed by the Management Committee.

Operation of accounts and holding of property

56. The signatures of two out of three signatories appointed by the Management Committee shall be required in relation to all operations (other than lodgement of funds) on the bank and building society accounts held by the association; at least one out of the two signatures must be the signature of a member of the Management Committee.

57. The title to all property (including any land or buildings, the tenant's interest under any lease and (so far as appropriate) any investments) shall be held either in the names of the chair, treasurer and secretary of the association (and their successors in office) or in name of a nominee company holding such property in trust for the association; any person or body in whose name the association's property is held shall act in accordance with the directions issued from time to time by the Management Committee.

Minutes

58. The Management Committee shall ensure that minutes are made of all proceedings at general meetings, Management Committee meetings and meetings of Committees; a minute of any meeting shall include the names of those present, and (as far as possible) shall be signed by the Chairperson of the meeting.

Accounting records and annual accounts

59. The Management Committee shall ensure that proper accounting records are maintained in accordance with best accounting practices for membership-based associations.

60. All expenditure and delegates of authority shall be pre-approved by the Chair/Vice-Chair and the Finance Officer or Deputy

61. The Management Committee shall prepare annual accounts, complying with all relevant statutory requirements; if an audit is required under any statutory provisions or if they otherwise think fit, they shall ensure that an audit of such accounts is carried out by a qualified auditor.

62. All monies raised by or on behalf of Liverpool for Europe is only to be used to further the objectives. The committee may provide approval by setting a budget for spending on specific purposes, e.g. a particular campaign

63. Liverpool for Europe shall not be permitted to borrow, to charge against its assets or to loan any money

64. At least 3 cheque signatories will be nominated by the committee, one of whom will be the Treasurer. The signatories must not be related to each other, nor members of the same household. BACS payments, cash withdrawals debit card payments will be approved by the Treasurer and at least one other signatory.

Notices

65. Any notice which requires to be given to a member under this constitution shall be in writing; such a notice may either be given personally to the member or be sent by post in a pre-paid envelope addressed to the member at the address last intimated by them to the association.

Dissolution

66. If the Management Committee determines that it is necessary or appropriate that the association be dissolved, it shall convene a meeting of the members; not less than 21 days' notice of the meeting (stating the terms of the proposed resolution) shall be given.

67. If a proposal by the Management Committee to dissolve the association is confirmed by a two-thirds majority of those present and voting at the general meeting convened under clause 62, the Management Committee shall have power to dispose of any assets held by or on behalf of the association - and any assets remaining after satisfaction of the debts and liabilities of the association shall be transferred to some other charity or charities having objects similar to those of the association; the identity of the body or bodies to which such

assets are transferred shall be determined by the members of the association at, or prior to, the time of dissolution.

68. For the avoidance of doubt, no part of the income or property of the association shall (otherwise than in pursuance of the association’s purposes) be paid or transferred (directly or indirectly) to the members, either in the course of the association’s existence or on dissolution.

Alterations to the constitution

69. Subject to clause 66, the constitution may be altered by a resolution passed by not less than two-thirds of those present and voting at a general meeting, providing due notice of the meeting, and of the resolution, is given in accordance with clauses 16, 17 and 18.

70. No amendment to clauses 3, 63 or 64 of the constitution may be made if the effect would be that the association would cease to be an Unincorporated Association.

Initial members of the Management Committee

71. The initial members of the Management Committee, and the positions held by each, shall be as set out below.

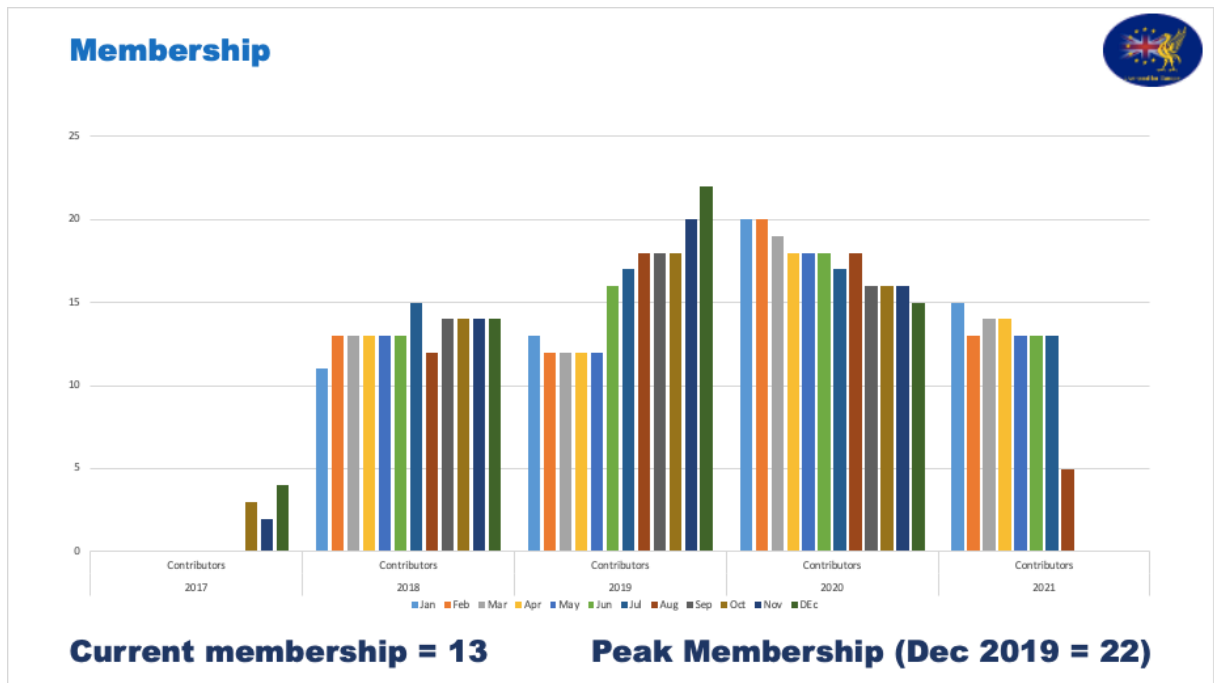
This constitution was adopted on xxxxxxx

Signature	Name	Address	Position
			Chair
			Treasurer
			Secretary

Annexe 3.14

Adhésions Liverpool for Europe. 2018-2021.

Source: Archives de Liverpool for Europe.



Annexe 3.15

Lettre de Liverpool for Europe à l'intention des députés européens en vue de sa visite le 24-26 avril 2018.

Source : Archives de Liverpool for Europe.



Visit to the European Parliament: 24 – 26 April 2018

We are a group of 16 adult members of Liverpool for Europe, a pro- EU, grassroots group from the Liverpool City Region in the North West of England. We are visiting the European Parliament at the invitation of our MEP, Theresa Griffin, from Tuesday, 24 April to Thursday, 26 April.

We are visiting the European Parliament because we would like you to know that there is a significant and growing percentage of the UK population that does not want to leave the EU. This group includes UK citizens and non-UK EU citizens who have created lives for themselves and their families in the UK. Our own group includes citizens from the UK, France and Germany.

We would very much like it if you could find some time in your busy schedules to meet us during our visit if only for a short time. We will be available from 16:00 on 24 April till 16:00 on 26 April. Even if you were available for only a few minutes, it would be of immense value to us. We wish to convey our urgent and strong desire to remain as full members of the European Union and for us all to continue as full citizens of the EU.

You will know that the referendum result in the UK was rejected by 48% of the people who voted. We are representatives of a city that voted by 58% to remain in the EU and whose voice, like that of others, is not being heard by the British government. It is our fervent wish that we meet members of the European Parliament and European Commission to emphasise the fact that we do not want to follow the path that our government is leading us along to a destination which will harm our country economically, culturally, socially and internationally for generations to come.

We realise that we may not be able to meet you in person, in which case, would it possible to meet one of your senior representatives?

Thank you for your time and attention in reading this email and we very much look forward to our visit.

Best regards,

Brenda Ashton

On behalf of Liverpool for Europe

Annexe 3.16

Marche anti-Brexit durant l'hiver 2020 organisée par Manchester for Europe à laquelle Liverpool for Europe a participé.

Source : photos de Brenda Ashton.



Annexe 3.17

Post Facebook de Brenda Ashton sur les recommandations durant le confinement.



Announcements



Brenda Ashton



Admin 27 Jun 2020 ·

Thank you to all our members and supporters for their continued support of this page and the stimulating and thought-provoking items that you contribute.

All posts are approved by admins and in order not to cause offence by declining your post, could you please ensure that it:

relates directly to the EU or Brexit

If it is a post relating to the Tory government and its handling of COVID but has a direct correlation to how it deals with EU / Brexit issues, please write this as an introduction.

Annexe 3.18

Recrutement par les membres de LfE durant la conférence du Parti travailliste en septembre 2018.

Source : Photos prises par l'auteur.



Annexe 3. 19

Stand de rue de Bristol for Europe.

Source : Photos prises par l'auteure en juin 2019.



Annexe 3. 20

Stand de rue de Liverpool for Europe lors de l'évènement « One Year On, Liverpool Still Loves You. »

Source: Photos prises par les militants de LfE.



Annexe 3. 21

Exemple de grille de recrutement utilisée par Liverpool for Europe durant la campagne PV pour obtenir un vote sur l'accord (afin de protéger les données des signataires, leurs coordonnées personnelles ont été rendues invisibles).

Source : archives de Liverpool for Europe.

BRITAIN FOR EUROPE
One Voice One Aim

People's Vote

Give the people a final vote on Brexit

I demand that the British people are given a vote on the final Brexit deal.

*By ticking the opt in box, you will be signed up to receive e-mail updates from Britain for Europe, providing further information on our campaigns. We may also ask you to support us by volunteering, sharing content online or donating to our campaigns. You can opt out of these updates at any time.

Name	Email	Ph	Postcode	Tick to volunteer	Tick to receive emails from us
K...	[redacted]	[redacted]	BN27 3TY	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ben...	[redacted]	[redacted]	PR3 8AR	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mik...	[redacted]	[redacted]	L3 7FY	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Paul...	[redacted]	[redacted]	CH43 7QF	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
M...	[redacted]	[redacted]	DN17 24G	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
M...	[redacted]	[redacted]	CH67 5BT	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Richard...	[redacted]	[redacted]	L68 8FF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
J...	[redacted]	[redacted]	L27 6WH	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
J. H...	[redacted]	[redacted]	SE18 7JD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
[redacted]	[redacted]	[redacted]	L35 44L	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The data you provide will be retained by Britain for Europe ("the data holders") in accordance with the Data Protection Act 1998 and related legislation. By providing your data to us, you are consenting to the data holders making contact with you in the future by telephone, text or other means, even though you may be registered with the Telephone Preference Service. Your data will not be sold or given to anyone not connected to Britain for Europe.

Annexe 3. 22

Tract de Liverpool for Europe.

Source : archives de Liverpool for Europe.



**Liverpool
for
Europe**

**WE CAMPAIGN TO
REMAIN.**

Celia Fairbrother 727 0574
Facebook: LiverpoolforEurope

TWITTER: @LIVERPOOL4EU

**UK RETAILERS
WARN OF
BREXIT-RELATED
PRICE JUMPS
AND 'GAPS ON
SHELVES'**

Financial Times
AUGUST 30, 2017



**THE UK'S 'RED
LINE' ON FREE
MOVEMENT MAY
PREVENT ITS
STUDENTS FROM
PARTICIPATING
IN ERASMUS**

Times Higher Education
AUGUST 1, 2017



**IT IS NOT
UNDEMOCRATIC
TO CONTINUE
THE DEBATE
AFTER LOSING
ONE VOTE.**

We will continue to
campaign to take back
control.



Join us now.

Annexe 3. 23

Objets de campagne de Liverpool for Europe prêtés au musée de Liverpool pour une éventuelle exposition. Photo prise par l'auteure dans une des salles où sont entreposées les œuvres du musée.

Source : photos prises par l'auteure(novembre 2021).



Annexe 3. 24

Liste des activités de campagne de Liverpool for Europe.
Source : groupe fermé Facebook de Liverpool for Europe.

Date	Évènement	Organisateur ⁴	Participants /invitations	Heure/lieu	Informations
2017					
Dimanche 26 février 2017	« Liverpool Loves EU » becomes active	Wiebke R. / Liverpool for Europe	3/102	12:00 The Reader Ice Cream Parlour Calderstones Park, Liverpool	Ouverture de la campagne (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)
Dimanche 5 mars 2017	« Liverpool Loves EU » becomes active meeting	Wiebke R. / Liverpool for Europe	7/108	16:30-18:00 The Reader Ice Cream Parlour Calderstones Park, Liverpool	Organisation de futurs évènements pro-européens à Liverpool. (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)
Samedi 11 mars 2017	StopTheSilence Birkenhead Billboard Photoshoot	Wiebke R. / Liverpool for Europe	2	15:30-16:30 Dacre Hill, Rock Ferry, Wirral	Se tenir devant un panneau d'affichage pour montrer le soutien à la campagne pour dénoncer la façon dont le Brexit est géré par le gouvernement. (Gratuit/ouvert à tous)

⁴ Pour des raisons de confidentialité, seulement les prénoms et la première lettre du nom de famille seront retranscrits.

Samedi 11 mars 2017	StopTheSilence Birkenhead Billboard Photoshoot	Wiebke R. / Liverpool for Europe	5/130	15:30 Dacre Hill, Rock Ferry, Wirral	Se tenir devant un panneau d'affichage pour montrer le soutien à la campagne pour dénoncer la façon dont le Brexit est géré par le gouvernement. (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)
Dimanche 12 mars 2017	StopTheSilence Liverpool Billboard Photoshoot	Wiebke R. / Liverpool for Europe	10/125	12:30 County Road, at corner of Stuart Road	Se tenir devant un panneau d'affichage pour montrer le soutien à la campagne pour dénoncer la façon dont le Brexit est géré par le gouvernement. (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)
Dimanche 19 mars 2017	4. « Liverpool loves EU » becomes active meeting	Wiebke Rüterjans Liverpool for Europe	9/159	16:30 The Reader Ice Cream Parlour Calderstones Park/Sudley House (si pluie)	Discussion des élections pour les maires élus. Questions/réponses sur le Brexit, l'UE, citoyens Européens, université pour les étudiants Européens. (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)
Samedi 25 mars 2017	Liverpool goes to Parliament	Raphael L./ Liverpool for Europe	9	7:00-23:00 Park Lane, Londres	Marche pour l'Europe (ouvert à tous)
Jeudi 30 mars 2017	LfE meeting-planning the LCM- Election Hustings	Wiebke R. / Liverpool for Europe	5/213	20:00-22:00 Mossley Hill Athletics Mossley Hill Road Liverpool L18 9DX	Élection du maire de Liverpool. Campagne électorale en faveur de l'EU et les citoyens Européens (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)

Mardi 4 avril 2017	LCR Metro Mayor hustings- Confederation of British	Stephen C. / Liverpool for Europe	6	18:30 Hôtel Mercure Atlantic Tower, Liverpool	En perspective de l'élection du maire de Liverpool le 4 mai 2017. Organisation de débats sur l'UE et le Brexit. Système de questions/réponses (Gratuit/ouvert aux membres de Lfe)
Jeudi 6 avril 2017	LCR Metro Mayor hustings- Confederation of British	Stephen C. / Liverpool for Europe	2/4	Cathédrale de Liverpool	En perspective de l'élection du maire de Liverpool le 4 mai 2017. Organisation de débats sur l'UE et le Brexit. Débats présidés par Rev Canon Dr Ellen Loudon, présidente du VS6 partnership. Invités : Steve Rotherman, Parti travailliste Tony Caldeira, Parti conservateur Carl Cashman, Parti des Libéraux Démocrates Tabitha Mortan, Women's Equality Party Système de questions/réponses. Réserver sa place ici (Gratuit/membres de Lfe/réservation)
Mercredi 12 avril 2017	LCR Metro Mayor Hustings – Youth Focus NW	Stephen C. / Liverpool for Europe	1/3	14:00 Mairie de Liverpool	Campagne électorale pour l'élection du maire de Liverpool Pour les jeunes de (Gratuit/ouvert pour les 18-25 ans)
Jeudi 27 avril 2017	LCR Metro Mayor hustings – Compass	Stephen C. / Liverpool for Europe	1	20:00-22:00 Friends Meeting House, 22 School Lane, L1 3BT	Évènement politique pour l'élection du maire de la ville : approche radicale, inclusive et progressive du rôle de maire.

					<p>Invités :</p> <p>Steve Rotheram MP, Parti travailliste</p> <p>Conseil municipal Tom Crone, Green Party</p> <p>Tabitha Morton, Women's Equality Party</p> <p>Conseiller municipal Carl Cashma, Parti des Libéraux Démocrates</p> <p>Marvin Rees, Maire de Bristol</p> <p>Réserver sa place ici</p> <p>(Gratuit/membres de LfE/réservation)</p>
<p>Mercredi 3 mai 2017</p>	<p>Launch Party Speaker : Prof Michael Dougan</p>	<p>Andrew A./ Liverpool for Europe</p>	<p>22/252</p>	<p>19:00-21:00 CoWorkz, The Corn Exchange, 21 Brunswick Street, Liverpool L2 0PJ</p>	<p>Discussions autour des élections législatives.</p> <p>L'équipe de LfE présente son projet de campagne et son rôle en tant que groupe local.</p> <p>Importance de la représentation des communautés de la région de Liverpool.</p> <p>(Gratuit/membres de LfE/limité à 80 places)</p>
<p>Dimanche 18 juin 2017</p>	<p>Great Get Together in memory of Jo Cox</p>	<p>Patricia C./Liverpool for Europe</p>	<p>7/13</p>	<p>12:00-19:00 Calderstones Park, Liverpool</p>	<p>Pique-nique, jeux et activités pour que les membres Facebook du groupe se rencontrent.</p> <p>(Gratuit/membres de LfE)</p>

Vendredi 23 juin 2017	Operation Liverpool Loves EU	Liverpool for Europe	8	10:00-22:00 « everywhere in Liverpool »	Poster quelques photos sur les réseaux sociaux avec le drapeau européen ou bien celui de LfE devant un célèbre monument de la ville. Sur Twitter accompagner la photo du mot dièse #Liverpool4EU (Ouvert à tous)
Samedi 24 juin 2017	One Year On, Liverpool still loves EU	Liverpool for Europe	26	11:00-18:00 Church Street (at Parker Street junction), Liverpool, L1 3AY	Stand de rue, promenade et shooting photos pour l'anniversaire annuel du référendum. Une marche est organisée à partir de 16 heures. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 24 juin 2017	One Year On, Liverpool still loves EU	Wiebke R. /Liverpool for Europe	18/322	11:00-18:00 Church Street (at Parker Street junction), Liverpool, L1 3AY	Stand de rue, promenade et shooting photos pour l'anniversaire annuel du référendum. Une marche est organisée à partir de 16 heures. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 5 août 2017	European Movement Merseyside Brand and Liverpool for Europe meeting	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	5/70	15 :00 Bridge Cottage, Port Sunlight, Liverpool	(Gratuit/membres de LfE)
Vendredi 18 août 2017	Tell Jeremy Corbyn that we don't want Brexit!	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	16/377	17 :30 Southport Station or Southport Beach, Liverpool	(Gratuit/membres de LfE)
Samedi 26 août 2017	LfE will be leafleting in West Kirby, outside Morrison's. Come and see us!	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	6/293	11:00-14:00 Morrisons (west Kirby)	(Gratuit/membres de LfE)

Samedi 2 septembre 2017	Liverpool for Europe Street Stall in the City Centre	Wiebke R. /Liverpool for Europe	6/45	14:00-16:00 Church Street (at Parker Street junction), Liverpool, L1 3AY	Stand de rue pour informer les habitants de Liverpool de la marche prévue pour le 9 septembre à Londres (événement surnommé « automne du mécontentement »). (Gratuit/ouvert à tous)
Mercredi 6 septembre 2017	World Wide Wednesday	Liverpool for Europe	7	18:00-21:00 Avenue HQ 17 Mann Island Liverpool	Évènement organisé en partenariat avec European Movement Merseyside (Gratuit/ouvert à tous)
Mercredi 6 septembre 2017	Come to a great opportunity to share and discuss.	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	7/291	18:00-21:00 Avenue HQ 17 Mann Island Liverpool	(Gratuit/membres de LfE)
Samedi 9 septembre 2017	Liverpool goes to the People's March for Europe	Liverpool for Europe	13	6:30-00:30 Londres	Marche pro-européenne « UNITE, REJECT & RETHINK BREXIT NOW! » Départ du bus de LfE à 5 :30. (Gratuit/Ouvert à tous)
Samedi 23 septembre 2017	Come, leaflet and canvass for the EU!	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	7/312	11:00-14:00 Lark Lane, Liverpool	(Gratuit/membres de LfE)
Dimanche 1 ^{er} octobre 2017	StopBrexit Rally and Street Party	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	24/231	15:00-19:00 Corporation Street, Liverpool	Conférence du Parti conservateur à Manchester. L'objectif est de s'engager aux côtés de Manchester for Europe et d'encourager l'électorat et les résidents de la ville à soutenir l'UE. L'évènement consiste à montrer aux conservateurs qu'une résistance au Brexit est bien présente. Diffusion

					du message pro-européen et célébration du mouvement <i>Remain</i> en solidarité avec l'UE. (Gratuit/membres de LfE)
Mercredi 4 octobre 2017	World Wide Wednesday: come and join us!	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	7/56	18:00-21:00 Location Avenue HQ 17 Mann Island Liverpool	Réunir les pro-européens pour promouvoir l'Europe. Lien pour réserver sa place : ici (Gratuit/membres de LfE)
Vendredi 6 octobre 2017	LfE's Dr Olivier Sykes in post-Brexit debate	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	19/61	00:30 [sic] Quaker Meeting House, Liverpool	Débats sur les conséquences économiques du Brexit animés par des universitaires. Évènement coorganisé avec Merseyside Momentum. (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 28 octobre 2017	LfE leafleting at Lark Lane. Come and join us or just say hello.	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	3/61	11:00-14:00 Lark Lane Farmers' Market, Liverpool	Évènement pour s'engager davantage dans la campagne. (Gratuit/membres de LfE)
Vendredi 10 novembre 2017	Meeting of Merseyside MPs, NW MEPs and Merseyside councillors	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	30/80	19:00-22:00 Quaker Meeting House, Liverpool	Forum de discussion à propos des futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE ainsi que de l'accord de retrait (« <i>Withdrawal Bill</i> »). Évènement présidé par Prof Michael Dougan. Élus invités : Alison McGovern, Wirral South Bill Esterson, Sefton Central Louise Ellman, Liverpool Riverside María Eagle, Liverpool Garston and Halewood

					<p>Theresa Griffin, NW (députée européenne) Julie Ward, NW (députée européenne) Joe Anderson, maire of Liverpool Tom Crone: dirigeant du Green Party, Liverpool City Council Richard Kemp: dirigeant des Libéraux Démocrates, Liverpool City Council</p> <p>(Gratuit/membres de LfE)</p>
Samedi 18 novembre 2017	WE NEED YOU! Leafleting in Southport	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	6/56	11 :00- 13 :30 Marble Place Shopping Centre, Southport, Liverpool	Distribution de tracts. (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 25 novembre 2017	Ormskirk leafleting. Come and join us!	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	3/57	12:00-14:30 Moorgate, Ormskirk	<p>Zone difficile car a voté en majorité pour quitter l'UE (55,3%) avec une participation de 74%. Espèrent que les étudiants de l'université Edge Hill rejoindront le stand.</p> <p>(Gratuit/membres de LfE)</p>
Samedi 2 décembre 2017	West Kirby leafleting. Calling all Merseysiders	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	5/68	11:00-13:00 Morrisons, West Kirby	<p>Zone pro-remain mais où les résidents ont accepté les résultats. Motiver et soutenir les <i>remainers</i> à continuer de résister au Brexit.</p> <p>(Gratuit/membres de LfE)</p>

Mercredi 6 décembre 2017	World Wide Wednesday Christmas Event	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	12/77	17 :00-20 :00 Avenue HQ 17 Mann Island Liverpool	Célébration du Noël international. Quiz, activités et buffet convivial. Lien pour réserver sa place : ici (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 9 décembre 2017	European Movement Merseyside Day of Action with LfE: Tarpoley	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	6/67	12:00-14:30 Swan Hotel, 50 High Street, Tarpoley.	Soutenir la journée d'action de the European Movement Merseyside. Encourager les élus locaux, en particulier les conservateurs qui soutiennent l'accord de retrait (Amendment 7) (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 23 décembre 2017	Come and join us in the last campaign event of 2017	Liverpool for Europe	6	11:00-13:00 Farmer's Market, Lark Lane, Liverpool	Distribution de tracts suivi d'un moment convivial au bar Keith. (Gratuit/ouvert à tous)
2018					
Mercredi 3 janvier 2018	World Wide Wednesday 2018	Liverpool for Europe	4	17:30-20:30 Avenue HQ 17 Mann Island Liverpool	Célébration de la nouvelle année Lien pour réserver sa place : ici (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 6 janvier 2018	West Kirby Campaign Event	Liverpool for Europe	2	11:00-13:00 Le Bizz West Kirby	Distribution de tracts et échanges avec les résidents. Suivi d'un moment convivial à Hannah's Tea Rooms. (Gratuit/ouvert à tous)

Samedi 13 janvier 2018	Southport Campaign Event	Liverpool for Europe	4	12:00-14:30 Gare de Southport	Distribution de tracts. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 20 janvier 2018	Ormskirk 2 nd Campaign Event. 3 rd of 2018	Liverpool for Europe	3	12:00-14:00 Moorgate, Ormskirk	Distribution de tracts. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 27 janvier 2018	Day of Action! Liverpool for Europe / European Movement Merseyside	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	5/106	11:00-13:30 Lark Lane Farmer's Market, Liverpool	Journée d'action en partenariat avec European Movement Merseyside. (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 3 février 2018	NHS Rally in Chester: Day of Protest	Liverpool for Europe	18	12:00 The Cross, Liverpool	Journée d'action de solidarité pour le système de santé (NHS) et les citoyens européens. (Gratuit/membres de LfE)
Mercredi 7 février 2018	WWW Worldwide Wednesday	Liverpool for Europe	3	17:30-20:30 Avenue HQ's first floor Lobby Bar, Liverpool	Évènement organisé en partenariat avec European Movement Merseyside. Invité : Professeur Michael Dougan (Gratuit/membres de LfE)
Jeudi 8 février 2018	LfE 'Brexit Impact Studies'	Liverpool for Europe	20	18:30-21:30 Quaker Meeting House, Liverpool	Évaluation des conséquences du Brexit sur l'ensemble du Royaume- Uni. Organisation d'une réunion interactive sous le format questions/réponses/discussions avec des universitaires. (Gratuit/ouvert à tous)

Samedi 10 février 2018	Southport February Campaign Event	Liverpool for Europe	3	12:00-13:30 Gare de Southport	Stand de rue. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 24 février 2018	Campaigning in Lark Lane	Liverpool for Europe	3	11:00-13:30 Lark Lane Farmer's Market, Liverpool	Stand de rue. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 3 mars 2018	#Fighting4OurNHS	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	2		Manifestation. LfE soutient le NHS. (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 10 mars 2018	Campaigning in West Kirby	Liverpool for Europe	2	11:00-13:30 Banks Road / Dee Lane	Stand de rue. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 24 mars 2018	Come and join the #Stop Brexit Great Northern March	Liverpool for Europe	13	11:00-16:00 The Headrow, Leeds	Rassemblement de plusieurs groupes pro-européens pour la grande marche du nord. Invités : Lord Andrew Adonis Richard Corbett MEP Professor A C Graylin Elena Remigi In Limbo: Brexit Testimonies from EU Cituzens in the U.K. Joan Pons Laplana: In Limbo Sue Wilson: Bremain in Spain Évènement ici (Gratuit/ouvert à tous)

Vendredi 30 mars 2018	#When will we know what we voted for ?	Liverpool for Europe	3	12:00-14:00 Gare de Lime Street, Liverpool	Distribution de tract devant le panneau donné par Best for Britain. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 7 avril 2018	Campaigning in Ellsmere Port	Liverpool for Europe	2	12:00-14:00 Centre commercial Port Arcades, Ellesmere	Stand de rue à Ellsmere où se trouve l'entreprise Vauxhall qui est menacée par le Brexit. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 14 avril 2018	Day of Action LfE and EMM	Liverpool for Europe	5	11:00-14:00 Gare de Lime Street, Liverpool	Journée d'action en partenariat avec European Movement Merseyside. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 28 avril 2018	Campaigning at Lime Street	Liverpool for Europe	2	11:00-13:00 Gare de Lime Street, Liverpool	Distribution de tracts et collecte de signatures pour la pétition pour PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 12 mai 2018	Southport Campaigning	Liverpool for Europe	3	12:00-14:00 Chapel Street, Southport	Stand de rue. (Gratuit/ouvert à tous)
Dimanche 13 mai 2018	Europe Day	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	9/81	13:30 3 Station Road, Birkenhead	Célébration de la journée de l'Europe : 45 années de paix, d'unité et de collaboration avec l'UE. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 26 mai 2018	Campaigning at Park Lane	Liverpool for Europe	4	11:00-14:00 Lark Lane Farmer's Market, Liverpool	Promotion de la marche pour un vote sur l'accord organisée par PV et rester dans l'UE. (Gratuit/ouvert à tous)

Samedi 2 juin 2018	West Kirby Campaigning	Liverpool for Europe	2	11:00-13:00 Dee Lane/Banks Road	Promotion de la campagne PV à West Kirby et Wirral. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 16 juin 2018	Campaigning in West Kirby	Liverpool for Europe	1	11:00-13:30 Dee Lane/Banks Road	Promotion de la marche pour un vote sur l'accord organisée par PV et rester dans l'UE. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 23 juin 2018	Euroscousers at the People's Vote March	Liverpool for Europe	9	12:30-17:00	Marche anti-Brexit organisée par PV. LfE ne peut pas mettre en place des bus car le groupe doit financer l'évènement pro-européen pour la conférence du Parti travailliste. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 7 juillet 2018	Reclaim Your Future Day of Action	Liverpool for Europe	9	13:00-17:00 Queen's Square, Wrexham	Journée d'action en soutien aux militants pro-européens gallois. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 7 juillet 2018	Reclaim Your Future : Pro Europe Day of Action in Wrexham	Liverpool for Europe	20	13:00-16:30 Queen's Square, Wrexham	Journée d'action organisée par Better In en soutien aux militants pro-européens gallois. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 14 juillet 2018	Campaigning in West Kirby	Liverpool for Europe	3	12:00-14:00 Banks Road/Dee Lane	Promotion de la campagne PV à Wirral. (Gratuit/ouvert à tous)
Mercredi 18 juillet 2018	People's Vote Lobby Liverpool City Council	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	6/90	18:00 Hôtel de ville de Liverpool	Manifestation devant l'hôtel de ville.

					Débats entre les conseillers et le maire, Joe Anderson, à propos du vote sur l'accord proposé par PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 28 juillet 2018	Liverpool Pride and the People's Vote	Liverpool for Europe	6	12:00-15:00 St George's Hall, Liverpool, Block 8	En soutien à la marche Liverpool Pride pour la charte européenne des droits fondamentaux. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 11 août 2018	Lime Street Campaigning	Liverpool for Europe	5	12:00-14:00 Gare de Lime Street	Promotion de la campagne PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Dimanche 23 septembre 2018	People's Vote Liverpool March	Liverpool for Europe	177	13:00-16:00 St George's Hall, Liverpool	Marche anti-Brexit organisée par PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 13 octobre 2018	March for the Future Leafleting	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	7/46	12:00-14:00 Gare de Lime Street	Distribution de tracts pour la marche pour le futur. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 27 octobre 2018	West Kirby Campaigning	Liverpool for Europe	3	12:00-14:00 Banks Road/Dee Lane	Promotion de la campagne PV à West Kirby et Wirral. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 3 novembre 2018	Unite Against Fascism	Liverpool for Europe	10	12:30 Costa Coffee, Tithbarn Street, Liverpool	Soutien à la marche Unite Against Fascism (Gratuit/ouvert à tous)

Samedi 17 novembre 2018	Crunch Time ! Call to All Supporters : The Wirral	Liverpool for Europe	4	11:00-17:00 Fig Tree Coffee Shop 385 Pensby Road, Liverpool	Sondages pour PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 17 novembre 2018	Crunch Time ! Call to All Supporters : Liverpool	Liverpool for Europe	8	14:;00 Tesco Deysbrook Lane, Liverpool	Sondages pour PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 24 novembre 2018	Crunch Time ! Data collection 2 The Wirral	Liverpool for Europe	2	11:00-17:00 Fig Tree Coffee Shop 385 Pensby Road, Liverpool	Sondages pour PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 24 novembre 2018	Crunch Time ! Data collection 2 Liverpool	Liverpool for Europe	2	14:00-17:00 Tesco Deysbrook Lane, Liverpool	Sondages pour PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 8 décembre 2018	People's Vote Day of Action	Liverpool for Europe	13	12:00-15:00 Gare de Lime Street	Dernière opportunité avant le vote significatif (« <i>meaningful vote</i> ») du 11 décembre 2018. Présence d'élus locaux et conseillers municipaux. « Liverpool is one of the ten cities with the highest People's Vote Support near to regional media centres /connectivity.» (Gratuit/ouvert à tous)
Dimanche 16 décembre 2018	Bollocks to Brexit Bus is Coming to Liverpool	Liverpool for Europe	22	15:30-17:00 Derby Square, Liverpool	Venue du Bus « Bollocks to Brexit » en référence au Bus de Boris Johnson sur lequel on pouvait lire que les 350 million de livres sterling que le Royaume-Uni donnait chaque année à l'UE

					<p>allaient être reversées au système de santé.</p> <p>Invités :</p> <p>Alison McGovern, députée Wirral South</p> <p>Louise Ellman, députée Liverpool Riverside</p> <p>Richard Kemp, conseiller municipal et leader des libéraux démocrates au conseil municipal de Liverpool</p> <p>Tom Crone, leader du Green Party au conseil municipal de Liverpool</p> <p>John Jones, commerçant de Merseyside</p> <p>Cosi Doerfel Hill, In Limbo et the 3 Million</p> <p>Jason J Hunter, 3 blokes in a pub</p> <p>Graham Hughes, 3 blokes in a pub</p>
2019					
Samedi 5 janvier 2019	Campaigning in West Kirby	Liverpool for Europe	0	12:00-14:00 Corner of Banks Road/Dee Lane	Promotion de la campagne PV à Wirral. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 12 janvier 2019	People's Vote National Day of Action	Liverpool for Europe	5	12:00-14:00 Gare de Lime Street	Journée d'action avant le vote significatif du 15 janvier 2019 (sur l'accord proposé par Theresa May) (Gratuit/ouvert à tous)

Dimanche 20 janvier 2019	Come and join us at the Final Say For All Event	Liverpool for Europe	9	17:00-21:00 Pilgrim Pub, Liverpool	Journée d'action pour #FinalSay (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 26 janvier 2019	National People's Vote Day of Action	Liverpool for Europe	8	12:00-14:00 Gare de Lime Street	Journée d'action pour faire pression sur les élus afin qu'ils soutiennent un vote sur l'accord. Suivi d'un moment convivial. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 23 février 2019	Campaigning in New Brighton	Liverpool for Europe	7	12:00-14:00 Morrisons, Kings Parade	34 jours avant la sortie effective ⁵ Circonscription de la députée travailliste Angela Eagle. Continuer de faire pression sur les élus pour qu'ils soutiennent un accord sur le vote ou la révocation de l'Article 50. Suivi d'un moment convivial. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 9 mars 2019	Campaigning in Birkenhead	Liverpool for Europe	2	11:30-13:30 Centre commercial Pyramids, Birkenhead	Promotion de la marche PUT IT TO THE PEOPLE prévue à Birkenhead. Présence de la députée européenne Theresa Griffin. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 23 mars 2019	Put It To The People – Liverpool Gathering	Liverpool for Europe	91	12:30-16:30 St George's Hall, Liverpool	Marche informelle organisée en parallèle de celle à Londres pour que les pro-européens de Liverpool puissent aussi manifester pour un vote sur l'accord. (Gratuit/ouvert à tous)

⁵ Le 29 mars 2019 était la date initiale de sortie.

Samedi 6 avril 2019	Push for a People's Vote	Liverpool for Europe	11	12:00-14:00 Gare de Lime Street	Continuer de faire pression sur les élus pour qu'ils soutiennent un accord sur le vote ou la révocation de l'Article 50. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 8 avril 2019	Liverpool for Europe stand with SODEM	Liverpool for Europe	6	14:30-20:00 Old Palace Yard, Londres	Évènement organisé avec SODEM. Montrer que le nord de l'Angleterre est pro-remain. Continuer de faire pression sur les élus pour qu'ils soutiennent un accord sur le vote ou la révocation de l'Article 50 aux côtés de SODEM. « We have our own song - you don't have to be able to sing but making a noise is always welcome » (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 13 avril 2019	Campaigning in West Kirby	Liverpool for Europe	6	12:00-14:00 Corner of Banks Road/ Dee Lane, West Kirby	Promotion de la campagne PV. LfE veulent que les résidents de Wirral West fassent pression sur la députée travailliste Margaret Greenwood. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 4 mai 2019	Campaigning at Lime Street	Liverpool for Europe	11	12:00-14:00 Gare de Lime Street, Liverpool	Brexitometer et distribution de tracts. Promotion de la campagne PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Jeudi 9 mai 2019	Celebrate Europe Day 2019 !	Liverpool for Europe	16	20:00 The Pen Factory, Liverpool	Repas pour célébrer la journée de l'Europe en vue les élections européennes. (Gratuit/ouvert à tous)

Samedi 18 mai 2019	Get the Remain Vote out Bus Tour of Merseyside	Liverpool for Europe	6	12:00-18:30 World Museum, Liverpool	Tournée en bus dans les rues de Liverpool et Wirral pour encourager les <i>remainers</i> à voter. (Gratuit/ouvert à tous)
Mercredi 12 juin 2019	Annual General Meeting	Liverpool for Europe	5	20:00-22:00 Quaker Meeting House, Liverpool	Réunion générale. Élections pour les postes de président, vice-président, trésorier, chef de campagne, responsable des adhésions, responsable de la communication, directeur du numérique. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 24 juin 2019	'Postering' to shops, cafés and restaurants	Liverpool for Europe	3	15:00-17:00 Bibliothèque d'Allerton, Liverpool	Promotion du nouveau poster Revoke, Remain, REUnite (Gratuit/ouvert à tous)
Mardi 25 juin 2019	Postering' to shops, cafés and restaurants	Liverpool for Europe	0	15:00 Larke Lane, Liverpool	Distribution de posters dans les cafés, restaurants et magasins. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 1 ^{er} juillet 2019	Leafleting and 'postering' in Allerton	Liverpool for Europe	3	15:00 Bibliothèque d'Allerton, Liverpool	Distribution de posters et de tracts. (Gratuit/ouvert à tous)
Mardi 2 juillet 2019	Leafleting and 'postering' in New Brighton	Liverpool for Europe	0	15:00 Morrison's New Brighton	Promotion de la campagne March for Change et la révocation de l'Article 50. (Gratuit/ouvert à tous)

Dimanche 7 juillet 2019	Liverpool for Europe at Celebrating Bold Street	Liverpool for Europe	3	12:00-14:00 Gare de Liverpool, Bold Street	Promotion de la campagne March for Change. Brexitometer, distribution de tracts, posters, autocollants. Vente de drapeaux. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 8 juillet 2019	Leafleting and postering in Allerton	Liverpool for Europe	0	15:00-17:30 Bibliothèque d'Allerton, Liverpool	Distribution de tracts et posters. (Gratuit/ouvert à tous) « Even a short amount of time helps.»
Mercredi 10 juillet 2019	Leafleting in the North End	Liverpool for Europe	2	15:00 St Mary's Church Walton Road, Liverpool	Distribution de tracts à Walton, une circonscription qui a voté en majorité pour quitter l'UE et qui est devenue pro-remain. (Gratuit/ouvert à tous)
Vendredi 12 juillet 2019	Leafleting in Eastham	Liverpool for Europe	0	15:15 Bibliothèque de Eastham	Eastham a voté pour sortir de l'UE. Bastion du Parti Libéral Démocrate. Convertir les résidents à devenir des remainers. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 13 juillet 2019	Campaigning at Chavasse Park	Liverpool for Europe	2	14:00-16:00 Chavasse Park, Liverpool	Dernière semaine pour la promotion de la campagne March for Change. (Gratuit/ouvert à tous)
Dimanche 14 juillet 2019	Leafleting in West Derby	Liverpool for Europe	2	12:00-14:00 Croxth Hall and Country Park, Oak Lane, West Derby	Dernière semaine pour la promotion de la campagne March for Change à West Derby. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 15 juillet 2019	Leafleting in Allerton	Liverpool for Europe	1	15:00 Bibliothèque Allerton, Liverpool	Dernière semaine pour la promotion de la campagne March for Change. (Gratuit/ouvert à tous)

Mardi 16 juillet 2019	Leafleting in Eastham	Liverpool for Europe	0	15:15 Bibliothèque Eastham, Wirral	Dernière semaine pour la promotion de la campagne March for Change à Wirral. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 20 juillet 2019	March for Change Coach from the Wirral	Liverpool for Europe	12	6:45-00:00 Gare Hamilton Square, Liverpool	Départ pour la marche pro-européenne March for Change à Londres. « Reunite the people, Reunite with Europe, Let's march to stop this madness.»
Lundi 22 juillet 2019	Leafleting in Allerton	Liverpool for Europe	1	15:00 Bibliothèque d'Allerton, Liverpool	Distribution de tract. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 27 juillet 2019	People's Vote LGBT+ Event with LfE	Liverpool for Europe	6	11:00 Gare de Lime Street, Liverpool	Stand de rue pour soutenir la cause LGBT+ Invitée : Gina Dowding, députée européenne du Green Party et la députée travailliste Luciana Berger « Come and help us support Pride and Stop Brexit. We are in this together because we support the values gained over years of diversity, equality and tolerance. Don't let them take them away from us. » (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 17 août 2019	Campaigining at Lime Street	Liverpool for Europe	2	12:00-14:00 Devant la gare de Lime Street, Liverpool	Protestation contre une sortie sans accord sous le mot dièse : #RevokeCabinet. (Gratuit/ouvert à tous)

Lundi 2 septembre 2019	Meeting with Gordon Brown	Liverpool for Europe	5	12:30-16:00 St Davids United Reform Church, Eastham	Rallye contre une sortie sans accord. Évaluation des répercussions économiques sur le secteur secondaire : Vauxhall, Unilever et Airbus. Évènement en partenariat avec Hope nor Hate. Invités : l'ancien Premier ministre travailliste Gordon Brown et la députée travailliste Alison McGovern Réserver sa place ici (Gratuit/ouvert à tous/nombre de places limité)
Lundi 2 septembre 2019	#StopTheCoup Rally Birkenhead	Liverpool for Europe	77	19:00-21:00 Hamilton Square, Liverpool	Action contre la prorogation du Parlement par Boris Johnson. Invités : Alison McGovern, députée travailliste pour Wirral South, Stuart Kelly, conseiller municipal pour Oxtou, Parti des Libéraux Démocrates Pat Cleary, conseiller municipal pour Birkenhead et Tranmere, Green Party Carla Burns, Renew Party Cosi Doerfel Hill, the 3 Million et In Limbo (Gratuit/ouvert à tous)

Mardi 10 septembre 2019	Welcome to New Members' Meeting	Liverpool for Europe	15	19:30-20:30 Quaker Meeting House Liverpool	Accueil des nouveaux membres. Soutenir les remainers qui auraient tendance à être découragés. Réserver sa place ici (Gratuit/ouvert à tous/réservation) « You are angry, you are depressed, you feel dislocated. We know how you feel. Come and talk to us and get active. We'll tell you how to write to your MP, give you leaflets to distribute, tell you about street campaigning as well as many other things. Including how to get flags and t-shirts. Don't hesitate. Just come. Tea, coffee and biscuits provided! »
Samedi 21 septembre 2019	People's Vote Day of Action : Leafleting	Liverpool for Europe	2	12:00-14:00 Asda, Liverpool	Distribution de tracts et collecte de signatures pour la pétition de PV. (Gratuit/ouvert à tous)
Jeudi 10 octobre 2019	University Farmer's Market Stall	Liverpool for Europe	7	10:00-15:00 University Square, Top of Brownlow Hill, Liverpool	Stand universitaire pour encourager les étudiants à voter. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 19 octobre 2019	Remind Corbyn that Liverpool is Remain !	Liverpool for Europe	7	19:00 St Luke's Bombed Out Church, Liverpool	Manifestation pour celles et ceux qui ne peuvent pas se rendre au rallye de samedi à Londres. Le but est de rappeler aux dirigeants travaillistes que Liverpool est une région pro-remain. (Gratuit/ouvert à tous)

Jeudi 31 octobre 2019	We're still in ! Come and celebrate !	Liverpool for Europe	16	20:00 The Pen Factory, Liverpool	Célébrer l'échec d'une sortie effective le 29 mars 2019. Venir avec des vêtements bleu et jaune. (Gratuit/ouvert à tous)
Vendredi 1 ^{er} novembre 2019	Any Questions at the University of Liverpool	Liverpool for Europe	8	19:30-21:50 Université de Liverpool	Panel de discussions. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 11 novembre 2019	Voter Registration Leafleting	Liverpool for Europe	4	14:30-16:30 Asda, Smithdown Road, Liverpool	Distribution de tracts (10 000) pour encourager les gens, en particulier les jeunes, à s'inscrire sur les listes électorales pour voter aux prochaines élections législatives. (Gratuit/ouvert à tous)
Lundi 11 novembre 2019	Moorfields Voter Registration Leafleting	Liverpool for Europe	4	17:30-19:00 Gare de Moorfields	Distribution de tracts. Encourager les gens à s'inscrire sur les listes électorales pour voter aux prochaines élections législatives. (Gratuit/ouvert à tous)
Jeudi 14 novembre 2019	University Farmer's Market	Liverpool for Europe	3	10:00-15:00 University Square	Distribution de tracts pour encourager les jeunes, à s'inscrire sur les listes électorales pour voter aux prochaines élections législatives. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 16 novembre 2019	Stop the Tories in Wirral South ! Return our Remain MPs !	Liverpool for Europe	1	11:00-18:00 77 New Chester Road	« This may appear to be an unusual request from across-political group but it is justifiable in that our joint priorities are to return our Remain MPS and get the Tory Brexit government out. »

					<p>Intervention à Wirral South qui risque de tomber aux mains des conservateurs.</p> <p>Campagne pour soutenir la députée travailliste pro-européenne : A. McGovern (L. Berger et L. Ellman ont perdu leur siège).</p> <p>Inhabituel pour LfE car c'est groupe qui n'a pas d'affiliation politique mais les militants justifient leur action par le fait que la circonscription Wirral South qui pourrait basculer conservateur.</p>
Mercredi 20 novembre 2019	Leafleting in Lodge Lane	Liverpool for Europe	0	14:30 Manchester Superstore, Lodge Lane, Liverpool	<p>Distribution de tracts pour encourager les jeunes, à s'inscrire sur les listes électorales pour voter aux prochaines élections législatives.</p> <p>(Gratuit/ouvert à tous)</p>
Jeudi 21 novembre 2019	Leafleting in the Georgian Quarter	Liverpool for Europe	1	14:30 92 Degrees Coffee, 24 Hardman Street, Liverpool	<p>Dernier stand de rue pour encourager les jeunes, à s'inscrire sur les listes électorales pour voter aux prochaines élections législatives.</p> <p>(Gratuit/ouvert à tous)</p>
Samedi 23 novembre 2019	Stop the Tories in Wirral South ! Return our Remain MPs !	Liverpool for Europe	0	11:00-18:00 77 New Chester Road	<p>Intervention à Wirral South qui risque de tomber aux mains des conservateurs.</p> <p>Campagne pour soutenir la députée travailliste pro-européenne Alison McGovern.</p> <p>(Gratuit/ouvert à tous)</p>

Samedi 23 nombre 2019	Stop the Tories in Wirral South ! Return our Remain MPs !	Brenda Ashton/ Liverpool for Europe	5	11:00-18:00 77 New Chester Road	Intervention à Wirral South qui risque de tomber aux mains des conservateurs. Campagne pour soutenir la députée travailleuse pro-européenne Alison McGovern. (Gratuit/ouvert à tous)
Mardi 26 novembre 2019	General Election Hustings 2019 Wirral	Liverpool for Europe	12	19:30-21:30 Life Church, Bebington	Campagne électorale à Wirral. Débats présidés par Prof Michael Dougan. Invités : Alison McGovern, Parti travailleuse, Wirral South Andy Corkhill, Parti des Libéraux Démocrates, Wirral West Pat Clearly, Green Party, Birkenhead Stewart Gardiner, Parti conservateur, Wirral South Réserver sa place ici (Gratuit/ouvert à tous/réservation)
Mercredi 27 novembre 2019	General Election Hustings 2019 Liverpool	Liverpool for Europe	22	19:30-21:30 Quaker Meeting House, Liverpool	Campagne électorale à Liverpool. Débats présidés par Prof Michael. Invités : Carla Burns, Renew Party, Sefton Central Maria Eagle, Parti travailleuse, Garston et Halewood Richard Kemp, parti des Libéraux démocrates, Liverpool Wavertree Tom Crone, Green Party, Liverpool Riverside.

					Réserver sa place ici (Gratuit/ouvert à tous/réservation)
Jeudi 28 novembre 2019	Young People debate Brexit	Liverpool for Europe	1	19:00-21:00 Rendall Building, Université de Liverpool	Débats sur les prochaines élections législatives organisés par et pour les jeunes. Évènement en partenariat avec Liverpool Debating Union et Europe and the World Centre. Réserver sa place ici (Gratuit/ouvert à tous/réservation)
Samedi 7 décembre 2019	Stop the Tories. Return your Remain MPs !	Liverpool for Europe	6	11:00 77 New Chester Road	Dernière intervention à Wirral South qui risque de tomber aux mains des conservateurs. Campagne pour soutenir la députée travailliste pro-européenne Alison McGovern. (Gratuit/ouvert à tous)
2020					
Vendredi 31 janvier 2020	We Keep the EU Alive in Liverpool and Merseyside	Liverpool for Europe	40	21:00 The Pen Factory, Liverpool	Le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'UE et entre dans la phase de transition. Moment de convivialité et de soutien pour les <i>remainers</i> . LfE demande aux pro-européens d'alumer une bougie sur le bord de leur fenêtre en signe de deuil.

					Faire perdurer l'Europe (« <i>We Keep the EU Alive</i> ») (Gratuit/ouvert à tous)
Jeudi 13 février 2020	Media Trainig : Letter-writing	Liverpool for Europe	4	20:00-22:00 Quaker Meeting House	Atelier pour écrire aux élus et aux médias. (Gratuit/ouvert à tous)
Jeudi 20 février 2020	Monthly Social at the Pen Factory	Liverpool for Europe	5	20:00 The Pen Factory, Liverpool	Moment de convivialité. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 29 février 2020	How do we become the Voice for Europe in the North-West ?	Liverpool for Europe	19	11:00-13:30 Quaker Meeting House, Liverpool	Réunion régionale des groupes pro-européens locaux. Nombre de places limité à 60. Réserver sa place ici (Gratuit/ouvert à tous/réservation)
Samedi 9 mai 2020	Europe Day Celebration and Discussion : Extending	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	7	17:00 Réunion Zoom	Pandémie mondiale COVID-19. Célébrer la journée de l'Europe. Discussions pour prolonger la période de transition pendant la crise sanitaire. (Gratuit/membres de LfE)
Samedi 5 septembre 2020	Merseyside/Region United Rally	Liverpool for Europe	15	12:00 St Geroge's Plateau, Liverpool	Rallye pro-européen pour protester contre la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement conservateur. Mesures sanitaires respectées (distanciation sociale, port du masque). Invités : ChrisDoc Strange : Compère

					<p>Julie Ward, députée européenne (2014-2020)</p> <p>Prof Richard Benthall, université de Sheffield</p> <p>Billy Hayes : TULO</p> <p>Liverpool NHS Workers say NO</p> <p>Tim Arnold : musicien</p> <p>Holymole : musicien</p> <p>Freewheel : groupe de musique (Gratuit/ouvert à tous)</p>
Jeudi 31 décembre 2020	We Love EU Tier 3 – socially-distanced walkk	Liverpool for Europe	3	15:00 Riversdale Road, Liverpool	Marche pour marquer la fin de la période de transition. (Gratuit/ouvert à tous)
2021					
Jeudi 8 avril 2021	Why we should absolutely continue shouting about Erasmus+ ! Brexit World in a Grain of Sand	Liverpool for Europe	11	22:00 Zoom	<p>Évènement Zoom pour protester contre le retrait du Royaume-Uni du programme Erasmus+ pour le remplacer par le programme étudiant « Turing Scheme ».</p> <p>Panel de discussion présidé par A. McGovern, ministre du digital, de la culture, des médias et des sports du Parti travailliste.</p> <p>Invités :</p> <p>Charles Forsdick et James Barrow Prof de français à l'université de Liverpool</p>

					<p>Andrew Hadley, Directeur du Centre for International Learning and Leadership.</p> <p>Juliet Lodge, professeur émérite, université de Leeds, fondatrice de Women for Europe</p> <p>Caitlin Morgan, étudiantes en français et histoire à l'université de Liverpool en échange Erasmus avec l'université de Lyon 3.</p> <p>(Gratuit/ouvert à tous)</p>
Mardi 23 novembre 2021	The Next Steps for the EU and UK. With Professor Michael Dougan. Followed by Liverpool for Europe AGM.	Brenda Ashton/Liverpool for Europe	31	20:00-22:00 Zoom	La marche à suivre pour la suite de la campagne pro-européen. Présidé par Prof Michael Dougan. (Gratuit/ouvert à tous)
Samedi 27 novembre 2021	LfE Xmas party	Audrey Gafney/Liverpool for Europe	7	20:00 The Refinery, Liverpool	Moment de convivialité pour la St Silvestre. (Gratuit/ouvert aux membres de LfE)

Annexe 3. 25

Photo des militants de LfE devant le bus pour la marche pro-européennes organisée à Londres le 9 septembre 2017 (source : Liverpool for Europe). Tract destiné à la marche « Unite, reject and rethink Brexit now ! »

Source : Archives de Liverpool for Europe.



Liverpool goes to People's March

Liverpool Bus to London
Saturday 9th September 2017

Coach leaving at 5.30 am from the World
Museum
to join the National March to Parliament

Buy your tickets now £25/£15



**UNITE,
RETHINK
AND
REJECT
BREXIT**

There seems to be very little indication
that we are going to be better off, safer,
and more secure as an independent
nation outside the European Union. It's
only in Unity that we can be secure,
safe and I believe prosperous.

- Sir Patrick Stewart

Saturday 9th September 2017
11 am Curzon Gate, London, UK,
marching to Parliament Square

**PEOPLE'S
MARCH
FOR
EUROPE**
peoplesmarch4eu.org

ENTRETIENS

Entretiens avec les membres permanents de Liverpool for Europe

Entretien avec T.

3 novembre 2021

Cunard Building – Liverpool

T: Call me by my real name, it's up to you.

MP: Okay.

T: It's entirely up to you.

MP: Okay.

T: Honestly, I don't mind people knowing that I've said what I've said.

MP: Alright. Okay. So, Tom, have you had any previous activist experience?

T: Before Liverpool for Europe?

MP: Before [...] Yes.

T: Yeah, yeah. I'd been a member of the Labour Party at that point for probably about thirty, thirty odd years. So, I've been involved in party politics since I was 12.

MP: Okay.

T: Which is very young, you're not supposed to get involved til you're about 14. I went to a Roman Catholic school; I was educated by nuns and my route into activism was through something called Liberation Theology – I don't know if you've ever heard of it?

MP: No, no, I haven't.

T: It's quite radical, a kind of form of Catholicism that, that kind of sees [...] that your responsibility as a Catholic is to deliver Heaven on Earth, I suppose is a really simple way of putting it. Whereas the teaching of the Catholic Church and particularly the last Pope Benedict was, it's all about what happens to us when we get there. Liberation Theology, it's about liberating mankind here on Earth and saying, you know, for me as a child in very simplistic terms, it was thy kingdom come on Earth as it is in Heaven.

MP: Yeah.

T: Yeah. So, this isn't about getting forgiven and the afterlife, it's about the 'here' and 'now'. So, that led me into becoming a communist. So, Liberation Theology, I think, originated in South America and, you know, in my childish naïveté I was like: 'Yes, well, Jesus Christ was communist', you know; he overturned the tables of the money lenders, bla bla bla. So, I joined the Communist Party and became an atheist, which didn't go down well [...]

MP: When was that?

T: So, I would have been about 12-13, that kind of age and I was a young communist, but I very quickly became disillusioned with the Communist Party and left and joined the Labour Party, when I was about 14. So, 42 years ago now. So, I'd BEEN involved in political campaigning for the Labour Party and then for other sort of single-issue groups, so I'd been in CND – the campaign for nuclear disarmament, for example.

MP: Okay. How old were you then?

T: (hesitating) I was probably more like 14-15 years old, when I got involved in CND.

MP: And what did you do exactly? Leafletting, petitioning?

T: Went to demonstrations [...]

MP: Okay.

T: [...] Leafletting, meetings, you know, giving speeches in school on nuclear disarmament and stuff like that. And then also, I joined the ANC – the youth wing of the African National Congress – [...]

MP: Okay.

T: [...] about the same time, so I got involved in campaigning against Apartheid in South Africa, so that manifested itself mainly in handing out leaflets outside supermarkets and asking people not to buy South African produce and explaining that the South African workers were asking us not to buy South African produce, because of course what people like Outspan and Caple, these South African companies said that people will be poorer and they were right, you know. But, you know, we were handing out leaflets saying 'Look [...]

MP: And here, in Liverpool?

T: Yeah, here in Liverpool, yeah, yeah, yeah.

MP: Fascinating.

T: So, yeah, so, it was kind of nuclear disarmament, anti-apartheid stuff. And, you know, I, I trace it all back to my kind of Catholic upbringing. So, obviously, Catholics are very small minority [...]

MP: Yes, they are.

T: [...] in the UK, but here in Liverpool, make up probably the majority, but you know, it doesn't matter, it's irrelevant, whether they're a majority or a minority. I blame my path into progressive politics on an order of nuns called the Sisters of Mercy.

MP: Fantastic. (laughing)

T: (laughing)

MP: Were your parents involved in politics [...]

T: No, no.

MP: [...] in any ways?

T: Well, I mean, so, for example, my father was a lorry driver, yeah? He drove an HGV [...]

MP: Okay.

T: [...] and so, you know, I remember him being on strike, he was in the union, I remember him being on strike, on picket lines and stuff, as a child, you know. My mum was in the union as well, so they were trade unionists, they were in unions.

MP: Oh, interesting.

T: They were, you know, sort of, active, in that respect, you know. I remember, there was a dock strike here when I would have been, I don't know, was I 9 or 10? Or somewhere in that age and I remember being allowed to go on a picket line with my dad on the docks, here. So, you know, I remember that. So, my family, particularly on the Irish side – my mum's side of the family – have been very politically active for generations – so, my grandfather was very politically active in the Labour Party and then my family were involved in what you might call Irish Republicanism, so you know [...]

MP: Okay.

T: [...] Trying to achieve independence for Ireland [...]

MP: Yeah.

T: [...] which, you know, is, is also a very big strand within my, my personal politics, as it were. Part of the reason I belong to the Labour Party is that the Labour Party doesn't stand candidates anywhere in Ireland, so we don't, we don't have candidates, we have sister-parties over there that we work with [...]

MP: Okay.

T: [...] but we don't have, you know, MPs – Labour Party MPs – or councillors or anything.

MP: Why is that?

T: Well, why is that important to me or why has that historically happened?

MP: Historically happened, yeah.

T: I think the Labour Party being a left-wing socialist party has a kind of a bit of sympathy – I'm not saying it's as sympathetic as I think it should be – but I think has a bit of sympathy to the idea of a United Ireland that's independent, yeah?

MP: Okay.

T: And we've never stood candidates there for that reason. You know, the idea being that, you know, Ireland should be governed by the Irish.

MP: Yeah. Out of, yeah, maybe respect.

T: And not by the British [...]

MP: Okay.

T: [...] so to speak, and that's, that's something that's important to me. That's something that's never been challenged in the Labour Party until Jeremy Corbyn became a leader. It's very problematic for me, because we then were talking about putting up candidates in the North, which for me is a big no- no, you know.

MP: Alight.

T: To have a British political party putting candidates up in a country where, you know the express will of the majority is that Ireland should be independent and united.

MP: Definitely, yeah. Fascinating. And how long have you been involved in Liverpool for Europe?

T: Since its inception, so Brenda will tell you when it, when it sorts of first got going.

MP: It was 2017, wasn't it?

T: I thought it was 2016.

MP: Oh, probably even earlier, yeah.

T: 2016-2017, yeah, yeah, yeah.

MP: Since the very beginning?

T: Since the very beginning, so I think I missed one meeting, the very first meeting and I was at the second meeting. So, what happened was, the kind of collapse of any opposition to Brexit so quickly... happened it felt like during the count of the thing, you know, it was like 'pffrr'. Everybody just, you know, in terms of, you know, established political parties, [...]

MP: Mhm.

T: [...] it was like people just gave up and it was almost like a kind of coup that happened in the country. And I, to this day, remember being ASHAMED of what the Labour Party did, as a political force and STILL is doing. It's not a modern, progressive, democratic, socialist – or social-democrat – alliance, [...]

MP: Mhm.

T: [...] it's, it's too willing to go along with what [...] I mean I got in trouble with some of my colleagues over the weekend, we'd finished the campaign session and we were in a café having coffee and tea and I referred to it as fascist – to me, it is fascist, it takes people and splits them apart and treats people differently because of what you might call 'ethno-nationalism' or whatever, right?

MP: Mhm.

T: And as the child of immigrants, I feel that very very acutely and it really really shocks me. So, I'll give you an example that involves France – to have a younger member, I say you ger member – somebody who's next big birthday is gonna be 30, so we're not talking about a 14–15-year-old – sort of saying: 'Oh yeah, mate, look was Boris Johnson is doing to the French' and I'm ABSOLUTELY APPALLED by that, for all sorts of different reasons.

MP: Mhm.

T: You guys are our neighbours. What's the difference between us? We've got far more in common than, you know, difference. I mean, my God, you know. You can see France from England and England from France, you know. Let's be honest, this is primarily an English problem [...]

MP: Yeah.

T: [...] as opposed to a British problem.

MP: Definitely, yeah.

TC: And it's to do with exceptionalism, it's to do with empire. I remember reading an article and I can't remember where it was and so many people have fueled this theme of this is the death throes of the British Empire, you know, Britain is not [...] I gave a lecture – what was it, last week or the week before – at Liverpool University, to their PhD students and one of the questions I had to cover was: 'Is Britain a democracy?' I mean Britain is not a democracy, if ever you wanna look at something that's not functioning like a democracy, look at Britain now, you know. And, and, the reasons why I say Britain is not a functioning democracy. For me it never was. The European Union is.

MP: Mhm.

T: France is, you know, Germany is, modern, democratic, elected, accountable. Britain's never been that. We have – so, what I said at the University was – we have an unelected hereditary head of state, right? who's not just there as a figurehead, but does have albeit very limited constitutional power. And I can think of TWO times when the monarch, Elisabeth II has used her constitutional power during my lifetime, and it's been USED WRONGLY on both occasions. And that was in the proroguing of Parliament [...]

MP: Yeah.

T: [...] which she KNEW to be illegal, EVERYBODY knew to be illegal [...]

MP: Yeah, in 2019, yeah.

T: [...] and she still prorogued Parliament. Now, if she was doing what she should have been doing, she should have protected our unwritten Constitution – and I’ll come to the Constitution in a minute – she didn’t; she protected the establishment – if you want to call them that – but the people whose interest it was in, for Parliament to be suspended.

MP: Mhm.

T: And she protected that. The other time I can think of off the top of my head – and I used this example the other week at university – have you heard of something called the Whitlam dismissal?

MP: I don’t think I have, no.

T: Right, this is a – it was way before your time – this was the 1970s Australia [...]

MP: Okay.

T: [...] and there was quite a radical Labour government in Australia, headed up by an Aussie guy called Gough Whitlam, he was the Prime Minister of Australia and – you know the way the Queen is head of state of Australia as well [...]

MP: Yeah.

T: [...] and they have somebody they call a Governor General who lives, I think, just outside Sydney – which is a bit odd, ‘cause Sydney has never been the capital, it used to be Melbourne, then it was Canberra – but the Governor General lives just outside Sydney, probably ‘cause that was maybe the first colony, I don’t know. And the Governor General dismissed the Australian government, caused an election and all the stuff about, you know, the Labour government being dismissed, etc. the Labour Party lost the next election, and they had a Conservative government for a long long time in Australia. Now, it NOW comes out many years later, that the Queen was involved in that decision, you know, so, all this about she’s neutral, just a figurehead, etc. She isn’t! So that’s for head of state. And just think about the perils of having a hereditary head of state [...]

MP: Mhm.

T: We’ve got Charles, who’ll be our next head of state, who’s round the bend, batshit crazy, kind of, you know (sighs) [...]

MP: Not as popular.

T: The stuff that comes out, it is crazy. And let’s say it was his sibling immediately beneath him – Andrew – you know, with all the scandal that’s going on at the moment, if that’s was you or I, we’d be in [...] in a federal jail, you know, but because he’s the Queen’s son [...]

MP: Obviously, yeah.

T: [...] he sits, yeah, you know and tells the most appalling lies on TV and sadly, a fairly healthy

number of people believe that you know. And that's part of the problem, the cultural deference we defer to the monarch, you know.

MP: Yeah.

T: So, you've got that. Then, you've got the fact that we Don't have a written Constitution.

MP: You don't, yeah.

TC: And we have a constitution that relies on all these supposed checks and balances, which have not [...] and it's almost like cricket in the old days with all of its unwritten rules, right? It's fine when you've got people who stick to the rules – even though they're not written down on a piece of paper – but along comes somebody like [...]

MP: It gets misused, yeah.

T: [...] people like Boris Johnson [...]

MP: Mhm.

T: [...] Jacob Rees-Mogg, you know, Michael Gove, Priti Patel, all of these people DO NOT play to the rules, they DON'T RESPECT the rules, they don't think rules apply to them. They see governing or ruling us as a birth right, not a privilege, not an honor, not a responsibility, but as, you know, their birth right.

MP: Like a given.

T: Yeah, yeah, we should be able to do. Which is why the rules don't apply to them.

MP: Mhm.

T: And that's part of the reason why they're so interested in being outside of the European Union, 'cause they can now do things and get away with it. They would never have been allowed to do.

MP: Yeah, they can't be held accountable for their actions.

T: Yeah, there is nobody [...] They feel that there's nobody to hold them accountable. So, that's, that's, you know, the other part of it. And the other part is our Parliament. Our Parliament's not wholly elected. Our Parliament has got [...]

MP: Yeah, the House of Lords is not, is not elected.

T: [...] the House of Lords, which has got about approximately a hundred hereditary people in there.

MP: Mhm.

T: And they're not in there because they're brilliant doctors, lawyers, you know, philosophers or anything like that. They are there because their great-great-great-great-great

grandmother or grandfather was the illegitimate child of a monarch. And for NO other reason, you know. That's where the aristocracy, our aristocracy, come from, you know. And so, you've got all of those things that mean that Britain is not, was NEVER A DEMOCRACY, in my opinion. And I've always said this and I've always said I'm a citizen of Europe, I'm not a subject of the British Crown. Because identity can be very very complicated. For some people it can be very very simple. But for some people it can be very very complicated so, particularly, in this city here, it is very very complicated.

MP: So, is that why you decided to get involved in the pro-EU, in the pro-European cause, in reaction to the [...]

T: I was pro[...] – (clearing his throat) sorry about my voice – I was very very pro-European.

MP: And you always have been?

T: Oh, yes, yeah, always have been. You know, [...] about to the fact that I'm a Euro-federalist, absolutely, I have absolutely no problem with the European army, air force, navy, you know, totally into European foreign policy, etc. etc. Why would you [...] for me, we should be in the Euro, we should be in the Schengen, so I'm a total European federalist and I believe in, you know, the whole thing coming ever and ever closer, you know. So, I campaigned very very hard for the remain.

MP: What did you do during the remain campaign? That's interesting! Were you involved in the, in the government campaign, in the Stronger In campaign?

T: Yeah, yeah.

MP: Yeah?

T: Yeah, yeah, yeah, yeah.

MP: Okay, can you tell me more about that.

T: Well, I mean, basically, I was [...] so, the company I worked for – I worked for an Austrian company [...]

MP: Yeah.

T: They pulled out of the UK because we were just having the referendum and people don't realise, the UK has been losing, you know, manufacturing, it's been losing investment, you know, with investment and manufacturing since they decided to have the referendum, because that made people nervous. So, I worked for an organisation called NOM – Niederösterreichische Milcherei – Lower Austrian Dairies, belonging to an Austrian Investment Bank called Reifeisen and we were building a huge dairy business based here in the UK in Shropshire and turning over roughly a billion euros and the mere thought of having the referendum had made them very very nervous and they pulled out and sold up.

MP: Right. So, even before Brexit happened.

T: Even before Brexit happened, yeah, you know. And people don't realise. And it's almost like,

you know, how you cook a frog [...]

MP: Yeah.

T: Right, you put in a pan in cold water, and you start to change the temperature very slowly and it doesn't move until it's too late, then it tries but it can't get out of the water. That's what's happening to the UK. We're being slightly, you know, cooked, in increments, you know, to the point where, I think by the time the population begin to react, it will be WAY worse [...]

MP: Yeah, too late.

T: Way, way worse. Possibly too late, who knows? So, so yeah, I was involved in campaigning where I was holding events, organising events through to door-knocking and stuff like that. And then on the day, literally call, running what we call a G.O TV, getting out the vote programme, here locally. Then, then obviously the results started to come through and it was like: 'wow!', you know.

MP: Do you think you could have done more or [...]?

T: Me, personally?

MP: No, like the campaign in general.

T: The campaign, the campaign in general, yeah. It was sunk from the inside by some key-people, so Jeremy Corbyn and people like that. He's a, he's a Brexiter, he's always believed in Brexit.

MP: Yeah, yeah, I know, yeah.

T: But he's not a very [...] to me, if somebody believes in something, what makes somebody a good leader is if you look at Tony Blair, he believed in things which were maybe unpopular and he had the discussion, he had the argument and he won it, you know? So, on things like Clause 4 Labour Party - was about owning the means of production for the workers – and it, it cost us votes and lost us many elections. And Tony Blair said we gotta change Clause 4 and he had that kind of, you know, he had that argument and he won it and he took the party with him via vote. Corbyn did the opposite, he kind of said he was working on a Better In campaign, with friends like him who needed enemies, would be my response to that, you know.

MP: Mhm.

T: Because the confused communication from him and the Labour Party left many people – and I was talking to them on the doorsteps and they were going: "Jeremy secretly wants us to vote for Brexit, doesn't he?", you know. I mean, the number of people that said that to me and I was like: "No, DON'T, for God's sake, don't!"

MP: Yeah, it was very ambiguous in the [...]

T: Yeah, yeah, yeah. He was at best ambiguous. I think he knew EXACTLY what he was doing.

MP: It took him several years to actually back a second referendum.

T: Yeah. And he only did that because he was FORCED to and at that point it was FAR too late.

MP: It was in 2019, I think.

T: Yeah, it was too late. It was literally weeks before the [...]

MP: After the local elections?

T: Yeah, yeah. It was too late for that snap election in 2019 and he just allowed his ego to, you know, basically, as I see it, destroy the country. Because I don't believe the United Kingdom exists anymore, you know. I think, the United Kingdom now exists as two separate legal entities, there is a border between here and Northern Ireland, now it's better than the bo[...] in my opinion, it's better than the borders between here and Northern Ireland than between the North and the South of Ireland, you know.

MP: Mhm.

T: But, The Good Friday Agreement, whether we like it or not, is in VERY serious trouble, very very serious trouble and while I don't think that the conflict will be as bad as it was before The Good Friday Agreement, I think we're heading in the direction of there being conflict on the island of Ireland, which is really, really bad, in my opinion. And AGAIN, a complete betrayal of everything that the Labour Party achieved when we were in government, because that would never have been achieved by another political party, another political party couldn't have done it. Part of the reason why we as the Labour Party could do it is 'cause we had no skin in the game there, we could say: 'Look, we've got no councillors here, no MPs here'. See, the Conservative Party's full name is the Conservative and Unionist Party, so the Unionists sit and follow their, you know, Conservative Whip and vote with the government most of the time – there are times when they don't.

MP: And you've never thought of joining a different party despite the fact that you [...]

T: No, because (clearing his throat) Labour's core values pre-Corbyn [...]

MP: Values, yeah.

T: [...] would be mine: progressive, internationalist, about redistribution – that's NOT the Labour Party of Corbyn.

MP: Mhm.

T: Corbyn's party was populist, it was nationalist, it, it was to the point where – and I don't have a political education, I'd always traditionally thought of left and right, yeah? And then, you know, I began to think: 'Well, it feels more like a circle to me, the political spectrum.' And then somebody who teaches politics said to me it's called 'horse-shoe theory' and it's if you go far too the left and far to the right, you end up in this area called fascism.

MP: Mhm.

T: And if you look at a lot of people who call themselves the left in the Labour Party, they're

completely okay with fascism or be it, theocratic fascism as opposed to technocratic fascism. So, you have this kind of bizarre situation where Labour people are okay with Iran, Hezbollah, Hamas, people like that. And Jeremy is – he used to be my MP – and you know, he’s got some extremely dubious friends. So, current big fight going on in the Labour Party, which has been a gift to the Tories [...]

MP: Yeah.

T: [...] is that Keir Starmer has written an article in a newspaper called The Sun.

MP: Okay. Did he?

T: Yeah. Now, The Sun newspaper is banned here, because of Hillsborough. Now, here’s the thing, I’ve boycotted The Sun since way before Hillsborough, because the way they treated women, it objectified women as mere sex-objects, so and I’ve got personal history with The Sun when I’ve worked in marketing and I’ve never booked a single ad with them, done a single promotion, story, anything. Every other national newspaper, yeah, but not The Sun. So, people here were rightly upset about it. Now, the previous leader not only read The Sun and bought The Sun and what have you and never said anything about that, he presented a TV show on a TV channel called Press TV, I don’t know if you know [...]

MP: Okay.

T: [...] Press TV.

MP: No, I don’t.

T: It’s the state broadcaster of the Iranian government.

MP: Okay.

T: Now, Jeremy Corbyn did that for cash, he got paid an absolute fortune – 20 grand a year – on top of his MP salary of 80 grand, you know. And he used to fly to Teheran first class and it’s all there in the members’ register, ‘cause of course if you say that to Corbynists, they’d go: ‘Sir Jeremy would never do that!’

MP: Mhm.

T: And he presented a TV show on a channel that shows the exclusion of gay men, because they execute gay men in Iran if they find you out that you’re gay.

MP: And he supports that?

T: Well, no he’d say he doesn’t support it, but what I’m saying is how can you be on that TV channel [...]

MP: Yeah.

T: [...] and get paid by that TV channel [...]

MP: When they actually do that...

T: [...] when they actually do that, because, you know, let's [...]

MP: Very controversial.

T: [...] I'm, I'm probably bad 'cause I'm a gay man, right? So, I find that HIGHLY offensive. But people in the Labour Party: 'Poor Jeremy who's doing this'; No, no, no, it's a theocratic fascist government with a theocratically fascist channel that's banned in Europe and he's presenting a show on it. So, it's that bit where the far right and the far left meet, you know, so [...] So, for example, when I was appalled at the comments about, you know: 'Look what we're doing, we're sticking it to the French fishermen', I was compared to Donald Trump for objecting to that and saying that kind of [...] nationalism I find offensive, which I do, as a progressive person on the left of politics, I found that highly offensive. And I'd like to think on a human level it's highly offensive to say that about your neighbours, you know. It's wrong [...]

MP: Definitely, yeah.

T: [...] it's just wrong. You know, so I get criticised for saying that Brexit is fascist – it is fascist or pseudo-fascist, crypto-fascist or whatever – it's treating people differently on the basis of their nationality or their ethnicity, and saying that laws won't apply to them because of this, it's wrong, it's an affront to everything I believe in.

MP: Yeah.

T: So, so, yeah. So going back – sorry – to your question, I have a habit of going off.

MP: No, no, no, it's very interesting.

T: It's, it's, you know [...] for me, I was pro-European before, this has made me more determinedly pro-European. So, for example, on [...] so, every ten years, we have a census, and I would always put down, you know, of Irish origin or whatever the option was; now I just put European.

MP: How interesting, okay.

T: Won't answer any further questions about my nationality, I put European and if anyone was pushing, I say: "I'm European."

MP: So, Brexit has definitely triggered a reinforcement of your European identity?

T: Yes, yeah, yeah, yeah, yeah. And, and, you know, I've had my citizenship taken off me, I've had my freedom of movement taken off me [...]

MP: Do you have Irish citizenship?

T: No, no, no. Too many generations born here in Liverpool.

MP: Okay.

T: So, my mother would insist I was Irish; if I put down British on a form and she'd found out, she'd flip (laughing), but she was born here.

"You're Irish!", "I know I'm Irish, mum, I'm half Belgian as well." She doesn't like it, you know, "You're Irish!", "Alright mum, I'm Irish."

MP: (laughing) And so you definitely consider yourself as an activist or more [...]?

T: YES, yeah.

MP: Yeah.

T: And the whole reason I'm sitting here as a city councillor is, I just think to myself, you know, what's happening is wrong on every level. So, in the Labour Party, we would say we're anti-austerity, so that's the programme of austerity introduced by David Cameron, right? How can we be anti-austerity, right? When that took about 1,8%, it reduced our economy by 1,8% in this city, yeah?

MP: Mhm.

T: Brexit will reduce it by somewhere between 6 and 12 %.

MP: Wow.

T: It's actually gonna be higher than that because the government just had to confess their first figures. So, they were saying it was gonna be 1 or 2% this year – it's actually 6,8% this year. You can't shrink an economy and deal with the problems that Britain's facing of poverty, you know, and all the things that come with poverty: food poverty, eating poverty, clothing poverty, for females, period poverty, etc. [...]

MP: Mhm.

T: [...] you know. I work in a food bank a couple of days a week and [...]

MP: Oh, do you?

T: [...] and some of the things that you hear and see and what have you, are quite, you know [...] and as a councillor as well, the levels of poverty that you have to deal with – children whose parents can't afford to buy them school uniforms anymore – and that's only gonna get worse, you know. And, supposed progressives [...]

MP: Have you seen the film – is it Dan Blake [...]?

T: I haven't seen it, no.

MP: I cried at the end. It's about poverty.

T: Yeah, the guy who [...] yeah.

MP: It's in a city in the North of England, I can't remember which one.

T: Yeah, I Daniel Blake and [...]

MP: Yeah, that's the one.

T: Ken Loach, the guy who made it, is an antisemite, an anti-Jewish racist.

MP: Really?

T: Yeah, yeah. So, I haven't seen it.

MP: Oh, I didn't know that.

T: Yeah, he's been thrown out of the Labour Party and long last, for his antisemitism. But yeah, he's a particularly nasty piece of work.

MP: Okay.

T: So, while the film might be good [...]

MP: It is.

T: The filmmaker, the filmmaker, yeah, yea, yeah, yeah, yeah, yeah, yeah.

MP: Well, I didn't know that, when I watched it to be honest.

T: There is a film that pre-dates and it's not really a film, it's just a piece of video that pre-dates it, made by a woman who used to be one of our MPs here, but she was hounded out 'cause she was Jewish, a lady called Luciana Berger, pre-dates 'I, Daniel Blake' by a good ten years and it's about food poverty and she made it here, in Liverpool.

MP: Okay.

T: And, you know, so I first worked in a food bank in about 1989, I lived in New York at the time, food poverty in America, levels of food poverty are at a level that we can't imagine, although I think that we in Britain will get to imagine, and see and witness that over the coming years because of Brexit. And, you know, the first time I heard about food banks was of – you know, in Britain – was probably about ten, you know, twelve years ago [...]

MP: Yeah, it's quite recent.

T: [...] austerity. Yeah.

MP: Mhm, yeah. And to what extent has Brexit affected your relationship with like, people from your social or professional circle?

T: There are friends I've lost for life, I suspect, as a result of it. Yeah, so.

MP: Okay.

T: There are people who have told me I need to shut up and I'm anti-British and, you know, it's

been quite nasty.

MP: Mhm.

T: So, but they're not [...]

MP: People you were close to or [...]?

T: Yeah, yeah, I mean like good friends, people who, you know, I would see, people I'd worked with who I might see, with whom I no longer work with and I might see four-five-six times a year.

MP: Yeah.

T: I've not seen them for years. So, there are people who have fallen out with me over it, seriously, so there was a m[...] there was a couple of kids in the Labour Party – I won't say their names – they'd had a real horrible time, in terms of [...] they'd been thrown out of the house – well, the boy had been thrown out 'cause he was gay and the girl went with him – and so I'd kind of took them under my wing, helped them out, you know, they got trouble with rent, you know, bla bla bla and all that. And they were like: 'Unless you support Brexit, we're not your friends,' and I went 'Well, knock yourselves right out, because I'm never gonna support Brexit' [...]

MP: Mhm.

T: [...] 'you need to understand, I will never support Brexit til the day I die.'

MP: Mhm.

T: There is one thing that I am focused on now, one political strategy, which is for the United Kingdom or Great Britain or whatever is left of the country – 'cause it is disintegrating – nobody really [...] the politicians ALL KNOW IT. So, the polit[...] if you were to have like, you know, politicians talk to you, they all know it, but they're afraid to say or do anything about it, they're afraid to talk about it. And I say this to politicians all the time, whether it's people at my level, which is like lowest – not lowest level, but, you know what I mean, sort of most junior level or whatever, you know – how do you think all this nationalism that's been whipped up to achieve Brexit, which is about deregulation of banks, I think that's a huge part of it, it's about deregulation, about hiding money offshore, how do you think all these nationalists in – particularly England – are gonna react when the monarch is no longer the, the, the head of the United Kingdom, 'cause the United Kingdom is broken up, it's in two separate pieces right now, yeah?

MP: Mhm.

T: And that reality is what's causing the problems about the Northern Ireland protocol, yeah. But the next thing is, Great Britain breaks up because, what can we do, prevent Scotland from having a referendum, yeah?

MP: It's happening, yeah.

T: And I've actually had, I've actually had people in the Conservative Party say we'll send the army in and I go, well that worked out really well in Northern Ireland, didn't it? And we had to have fair [...]

MP: People are actually considering that as an option?

T: Oh, yeah, yeah, I think we'll send the army into Scotland, it's like well, you know, Northern Ireland's population is like about, like a million or something, I can't remember, it's, it's very small – I can't remember the population of Northern Ireland – and we had thirty thousand troops [...]

MP: Yeah, thirty thousand.

T: [...] we had thirty thousand troops deployed on the streets with another thirty thousand doing the kind of behind-the-scenes stuff, so sixty thousand troops in total and it didn't go very well, did it?

MP: Mhm.

T: Scotland's got, I think, six million or something, six or seven million people living in Scotland, so you might need more troops, potentially. I don't know and it's not that simplistic, but what are we gonna do, you know? And then Scotland rejoins the European Union, and we have a land border with a country which I would imagine is in the Schengen. Nobody, nobody's thought any of this through and the other thing which, you know, you're really not allowed to say and you're not allowed to say it in the Labour Party is this, it was a fraudulent referendum, it was gerrymandered, yeah. It was only an advisory referendum, no supp[...] it didn't conform with the unwritten Constitution, it didn't conform with British Law, you know. We excluded, I think, about three million voters in total, 80% of whom, you know, in the turnout, in that, in that, in those two constituencies that were prevented from voting is around 80%, you know.

MP: Mhm.

T: And guess what else marks them out? They would have voted to remain, you know. So, it's like, there will have to be another vote at some point because of the fraudulent nature of the referendum, you know.

MP: Yeah.

T: Because Brexit can have no legitimacy, because both leave campaigns campaigned on what they called the Norway option, which is we just won't elect MEPs, you know we're in Single Market, Customs Union, everything [...]

MP: Mhm.

T: [...] so, rule taker rather than rule maker, to put it that way. But then immediately Brexit became about what it was really about, because both -'cause there were two leave campaigns – both leave campaigns, both campaigned, people were: 'No, they didn't, no they didn't', but I can send you the link with about two hundred occasions where a certain Nigel Farage is going: 'Look at Norway! Norway are outside of the European Union and look at them, they're thriving, we can be part of the Single Market – which you can be – and not be in the European Union',

because that's Norway's reality. But Norway has to basically just implement what the European Union decides [...]

MP: Yeah, they have to comply with.

T: They don't send MEPs there, they're not part of the European Union, but [...]

MP: Still [...]

T: [...] you know. So, so Brexit in its current form has no, not an iota of legitimacy because not, not only was the referendum fraudulent, etc. but what we've got now is not what both leave campaigns were offering, you know. Now, of course, what you'll get is you'll get leave voters who'll say 'Well, I knew all along', well, that's what they were, you know, doing. Well, fine, let's have another vote and the reason why the government wouldn't have another vote on the actual deal because they know you can only sell a big lie once the £350 million a week.

MP: To the NHS (laughing).

T: Yeah, yeah, yeah, yeah. So, I'm just checking my car, see if I can put more on the parking from here.

MP: Alright.

T: So, so, but then we are not looking at the time, okay?

MP: No, no, no, it's fine.

T: Okay, 'cause I know I waffle.

MP: No, no, not at all, it's all very, very interesting. So, how were you recruited to Liverpool for Europe?

T: To Liverpool for Europe?

MP: Yeah.

T: It's a really interesting story, the day, a couple of days after me and one other person from the Labour Party were both distraught and we decided to hold a demonstration outside the arena in the convention centre here, so [...]

MP: Like, on the spot?

T: Oh, just on the spot.

MP: Okay.

T: So, we did some kind of like handwritten things. So, we went down to outside of the mar[...] the arena here and up turned two other people, one of whom is Steve G.'s wife, Maria.

MP: Oh, okay.

T: Right?

MP: I haven't met her, but I know Steve, yeah.

T: So, Maria was, Maria turned up – this like larger than life character, she's a doctor, I think she's a mixture of Iraqi and Scouse, I think her father was Iraqi or something, she's really interesting, lovely, lovely person, big shock of red curly hair – so she kind of like turned up. And then, for whatever reason, the police were not happy about us being there and said it's private land and bla bla bla. So, we all got like told that if we didn't move on we'd get arrested. So, we, we kind of like went our separate ways. And then, there was, a couple of days later, there was a demonstration where we all met outside the Philharmonic Hall and it was arranged on Facebook and, you know, my thinking at that time was we need something that just concentrates on this one issue and is not affected by Corbynism, right? Because the Labour Party was being destroyed from the inside out by Corbynism and I think recent election was also burning out on that. And so, there were like conversations going on on Facebook, so we had a demonstration and there was a – Oh, God, I can't try to think of the Green MEP, there was a German Green MEP giving a talk at a Green event at the University and we all went, you know marched with EU flags, kind of just like about of us and there were lots of people there I hadn't met before, there were people there whom I knew from the Labour Party [...]

MP: Okay.

T: [...] and so, I got talking to Brenda, I think. I had never met Brenda before and Brenda's like, you know: 'Would you like to join Liverpool for Europe?' and I was like 'Yes, right away!', so she's like 'Well, we kind of had our first meeting already, but come along to the second one' and so the second meeting, I think, it was either in S.'s house or, you know, R.

MP: Oh, yeah.

T: That French guy.

MP: Yeah, I met him, yeah.

T: He was still living here at the time. So, it was at either one of their houses, so we went along, we formed a committee and we discussed, you know, sort of [...]

MP: That happened fairly quickly.

T: It happened really kind of like quickly. Now, I can't remember, I'm terrible with dates.

MP: It's fine. Brenda will remember.

T: Brenda will know, every detail. Whatever Brenda tells you it is the truth, yeah (laughing). She's great for the dates and the details and she'll say: 'No, you did this on Wednesday, the 28th of' and you'll go 'Yeah, yeah, yeah, okay'. [...] I know I did, Brenda, I just don't remember. So, we formed a committee and, and it kind of went from there, you know.

MP: Right.

T: And there were lots of kind of, growing pains along the way, there were lots of people who never kind of like been involved in politics and campaigning before so, you know, there were times when we've done things which were quite naïve, we've missed opportunities and stuff like that, but there is no use crying over spilt milk [...].

MP: Mhm.

T: [...] you know. I think Britain now probably has one of the strongest pro-EU movements, you know, because there are literally, you know, you look at the last several demonstrations – way over a million people [...]

MP: Mhm.

T: [...] demonstrating, that's kind of unheard of in the UK. I know you French like to demonstrate and cause a lot more trouble than we do, you're less docile.

MP: We do.

T: But, but, Britain, you know, generally, you know, we don't do those kinds of things and [...]

MP: Did you recruit members yourself [...]

T: Oh, yes.

MP: [...] among friends, family, colleagues?

T: Friends, family, colleagues, people in the party, people on the street, you know, literally our first recruitment session, we very quickly set up a Facebook page and a web, and a Twitter and, and all that stuff and so basically myself, Andrew A., Steve G. and there were [...], so there was me, Andrew, Steve G. and Olivier S. [...]

MP: Olivier, yeah.

T: [...] literally, the four of us stood in town and recruited [...]

MP: Patricia also, maybe, no?

T: No, no, no, no, there was just the four of us and I don't know why it was just the four of us – maybe because we were off that day or whatever [...]

MP: Okay.

T: [...] and we literally went and stood like, you know, right in the middle of the pedestrianised bit in the middle of the town and just recruited people, you know. Because Liverpool voted remain and you know, it was, it was, it was very very interesting, 'cause at that point people were all saying: 'They'll never do it, it's ridiculous' and lots of people who'd voted leave were saying 'They'll never do it, it's ridiculous' and look where we are now, so.

MP: And they did. And so, what is your role exactly in the committee, what is [...]?

T: I'm just on the committee. So, what happened was, probably about two years, two-three years ago, I tried to be selected as an MEP candidate.

MP: Okay.

T: But Jeremy Corbyn appointed them (laughing slightly), so, I mean, that was a strange thing – he appointed Brexiters to stand as MEPs and I was working on the campaign for the Labour Party and, you know, having people who were pro-Brexit standing as MEPs cost us that election, can you imagine? 'Cause the candidates were not pro-European, they weren't saying: 'I want to go to the European Parliament and achieve A, B and C' and they were just standing there like wet weekends, just like, not saying anything, no passion, no belief, no politics, no, you know, 'I want to achieve this,' [...]

MP: Mhm..

T: [...] none of that. And very shortly after that, I then went to work in the European Parliament for a lady called Theresa Griffin [...]

MP: Okay.

T: [...] who was Chair of the European Parliamentary Labour Party and MEP for the North West and she lives literally about a mile in that direction, probably about half a mile from where I live, I'd known Theresa for about twenty years and she just said to me: 'Would you not consider working for me?' and I was like: 'Yes!'. So, I'm still on the committee [...]

MP: Okay.

T: [...] but I had to kind of like take a bit of a step away from it, because you know, working in the European Parliament and stuff like that. And then [...]

MP: What do you mean, in terms of like time or just [...]?

T: No, I mean, I spent as much time as possible and, to be honest, you know, I tried to influence both in terms of not just the Labour Party, but in the S&D, in the European Parliament [...]

MP: Mhm.

T: [...] I tried to influence that as much as possible, to say, you know: 'We've gotta find a way back', – because Britain will be back, it will either come back of its own accord or it will be forced back through the harrowing levels of poverty that I think Britain will experience going forwards. Britain's nickname before we joined the European Union was 'The Sick [...]

MP: Man of Europe, yeah.

T: [...] Man of Europe' and I've always said that it wouldn't take long and look, who could have dreamt a year on we're pumping sewage into our rivers and seas, people [...] you know, we have an outbreak of rickets here in this city, you know, so child malnutrition is so bad, children have got rickets [...]

MP: Really?

T: Yeah, and this is not the third world [...]

MP: Mhm.

T: [...] it has some of the characteristics of the third world sometimes.

MP: Mhm.

T: You know, so, so, and, and part of the thing – and we discussed this in Liverpool for Europe and Brenda – you know, is a good example of it, we need people to be more active and to step up to the plate and to get involved and to force Labour into a situation where it goes back to its internationalist roots and it becomes pro-European again.

MP: Okay.

T: Because at the moment, you know, and because of the way our politics work – you talked about another party and there have been other parties, there's been, is it called Renew?, which is a pro-European party [...]

MP: Yeah, Renew, yeah.

T: [...] and I think Carla from Liverpool for Europe might have been a candidate for them [...]

MP: Okay.

T: [...] at the European elections and then there was Change UK and what have you. Part of the problem is, in a first-past-the-post system [...]

MP: Yeah, obviously. Small parties, they [...]

T: [...] New parties are never [...] Now the reason why the Brexit Party, Ukip and then the Brexit Party kind of worked is, we elected our MEPs on something called the d'Hondt system, which is a kind of like proportional representation, so new parties using that could kind of like get, you know [...]

MP: Seats, yeah.

T: [...] get going and then where a new party came up against no opposition from the Tories and very limited opposition from the Labour Party, they'd do really really well. But we no longer elect MEPs, they were the only people that we elected on propositional representation, so we're stuck in a kind of first-past-the-post undemocratic two-party system. So, the way we have to do it, is by working – and we do need, we need that all of our political parties to become pro-European again, you know.

MP: Mhm.

T: It's a BIG ask, but we basically got to weigh in and sort of get involved, which is why I'm sat here now as a councillor and my hope is that Brenda will become a councillor and we need more people who are pro-European, you know, to, to achieve that rather than going through a

new political party.

MP: But generally, what were your expectations when you were, you know, of being involved in Liverpool for Europe?

T: I think the thing is, I'd be honest with you, I was in a state of shock [...]

MP: Mhm.

T: [...] you know, and it really felt like an existential crisis, because [...]

MP: Yeah.

T: [...] for somebody like me, who I do not accept monarchy at all – it's an absolute abomination and affront to me, you know – so I always got through thinking, 'Well, I've got this passport where it says I'm a citizen of the European Union', so this peculiar thing going on here in the British Isles, maybe I put up with it because the majority of people in Britain are pro[...], you know, pro-monarchy, whereas now I see it as part of the root of the problem. So, Britain has to become a modern democracy, we need an elected head of state, we need a totally elected Parliament, we need a written Constitution and to get all of that we have to try and get the adults into politics, as it were, because there are too many people like Jeremy Corbyn [...]

MP: Mhm.

T: [...] and John McDonnell and Diane Abbott, people like that who really don't care about ORDINARY people, you know.

MP: Mhm.

T: [...] because they're not ordinary people, they are in their own right, very wealthy people, you know [...]

MP: Mhm.

T: [...] Corbyn's from a very wealthy background, went to public school, etc., which is absolutely fine, but he acts like this working-class hero, which he isn't, you know. And they fetishize the working class, you know. And I, you know, I sometimes sit in rooms, and I hear the working class talked about – and I think you're talking about ME, but you've got NO idea what the working class really, really think or really want or really aspire to.

MP: And how have you [...] no, I'll ask that at the end, sorry. So, how would you describe your relationships with the other group members of Liverpool for Europe?

T: I think the, the silver lining of the cloud Brexit, has been the other group members [...]

MP: Yeah.

T: [...] and that's across a plethora of political backgrounds, traditions, etc. from people from the Conservative Party in terms of, you know, some members, Liberal Democrats, people who joined new parties, etc. So, I've got a whole group of friends now who came out campaigning

for me, who not all of them are members of the Labour Party. So, yeah, I mean, you know, and, I mean, obviously some are closer than others, but I would say, if I, you know, if I was going on a bus to London for – as it will be hopefully next year for a rejoin march – you know, it will feel like you're with family, you know, you're with people with similar attitudes. And we might all be at different places on the scale – there will be people who would say: 'Oh, I'm not really Euro-federalist', you know – well, that's fine, you know. You know, so, we're from different backgrounds, there's all sorts of different nationalities – we've got a few French people, for example [...]

MP: Mhm.

T: [...] A German, in terms of Tim – Tim's half-German – and then [...]

MP: J. is German as well.

T: [...] J. is German [...]

MP: Seeing her on Sunday.

T: [...] Jimmy, Jimmy is Chinese, but I think born here, but his parents were from Canton, you know. So, yeah, I'd, I'd, I'd [...] most of the people whom I know from Liverpool for Europe, if they wanted to come and stay at my house, fine, here's a key, you know [...]

MP: Mhm.

T: I trust them, I like them, it's, it's a support network at times, for when you're feeling a bit like 'God, will this ever end?', 'cause it's like being trapped in some strange psycho-drama where people would say: 'You're just like Donald Trump', because I won't accept a referendum [...]

MP: Mhm.

T: [...] and I'm like 'no, I won't accept it', you know.

MP: Mhm.

T: You think that makes me like Donald Trump – who, by the way, is a Brexiter.

MP: And how would you quantify your involvement in Liverpool for Europe, I mean, like how often do you participate in pro-EU events, or did you participate...

T: Yeah, I mean [...]

MP: How much time did you dedicate to?

T: God, it's not something, where I thought, oh, how much time or anything. There would be times when, I mean, for example, yeah, there was a time when almost every Wednesday I went out to Parliament to take part in a demonstration [...]

MP: Okay.

T: [...] and you know, on the train, I'd meet Brenda, Pat, myself, who else? You know, there'd be about, say five or six of us, on a Wednesday, going down, you know, for the big SODEM demonstration [...]

MP: Mhm.

T: [...] with Steve Bray. You know, so, there were times when it was a day a week, there would have been other times where there might have been more than a day in a week, you know, where we were leafletting or campaigning, holding stalls in different places, going on demonstrations, helping, so, I mean, for example, there was one weekend fairly close to the beginning when we went over to Manchester and helped, I mean, basically recruited in Piccadilly Gardens in Manchester. So, you had, say about four or five of us went and Steve G.'s got a little minibus 'cause he's got a couple of kids and stuff and they had a mini-bus, like a little mini-bus thing. So, a whole load of us went over to Manchester, we spent the day in Manchester, recruiting for Manchester to Europe.

MP: Okay.

T: You know, so, I mean, I've got friends in Manchester for Europe, Leeds for Europe, you know, sort of, you know, all over the place.

MP: And how has your participation evolved since you first joined Liverpool for Europe? Have you noticed a progression of your [...]

T: No, I think [...]

MP: [...] activism?

TC: [...] I think that obviously [...]

MP: Or is it in your DNA? (laughing)

T: It's in my DNA, you know, so I mean, literally, you know, Brenda rang me yesterday, well, Brenda left a message and she left it on me councillor phone, which is not my constituent [...] I don't know why she did that and I said to her: 'Look, ring me, always ring me on my personal phone – which is the number that you've got – because like, with constituents you have four days to react to them, so Brenda rang me yesterday and left a message saying, you know, 'I don't know if you're available tomorrow and I don't know if this is possible, but can you do this kind of thing' and I was like: 'Yes!', you know, because it was, yeah, you know, it's to do with the EU [...]

MP: Mhm.

T: [...] I would be very unpopular here on this floor here, with the Labour booth, for saying, you know, that's my number 1 priority [...]

MP: Mhm.

T: [...] you know, it is because, as I say to my colleagues: 'name an aspect of what you want to

do that has not been affected negatively by Brexit' [...]

MP: Mhm.

T: [...] whether it's malnutrition, poverty, child poverty, poor housing, rising housing costs, inflation, shrinking [...] How do you deal with all these things when your economy is shrinking by 6,8%? [...]

MP: Mhm.

T: [...] you know.

MP: Yeah.

T: You know, so, there is a [...] Britain is a nation that suffers from a kind of psychosis which is that hangover empire, is it exceptionalism, where we think we're better than anybody else. I first saw the term ... 'sado-nationalism' probably about, I don't know, a year, two years ago, it's hard to tell sometimes with COVID and everything and Britain is sado-nationalism it pervades every aspect of our society, you know [...]

MP: Yeah.

T: [...] our supposedly progressive, socially aware democratic party of the left – the Labour Party – it's not unusual to hear really scary nationalist tripe.

MP: Unbelievable.

T: Yeah.

MP: And according to you, how effective was Liverpool for Europe at reaching its goals [...]

T: It had two goals [...]

MP: [...] in hindsight?

T: [...] had two goals, so we didn't reach our first goal, which was to try and stop Brexit.

MP: Mhm.

T: The second goal that we set ourselves was to rejoin, so who knows, let's wait and see.

MP: Okay.

T: And nobody knows the answer to this [...]

MP: Mhm.

T: [...] there's no playbook that says, you know, do x, y and z and we have a situation where everybody, whether it's the media, both major political parties are at best ambig[...] – well,

Labour's at best ambiguous – we are still suffering from what I call 'long Corbyn', right? So, we think that we lost the last election because we said, a couple of weeks beforehand, 'Oh, we'll run with the second referendum' and we didn't [...]

MP: Mhm.

T: [...] you know. We lost it because if you believe in Brexit and I don't how you can believe in it, but for those who believe in it, we're not [...] they don't trust Labour to deliver Brexit [...]

MP: Mhm.

T: [...] because Brexit is a far-right project, at best, you know. It has elements of it which are pseudo-fascist, you know. If you read the Withdrawal Bill and you read the Great Enabling Act that went through the German Parliament in the 1930s, they're very very similar; the similarities are actually quite chilling. Now, I'm not comparing it to that, but what I'm saying is, we, we live in a country where the rule of law no longer applies.

MP: Mhm.

T: We have a governing elite who do what the hell they like, you know, who are in the middle in the moment of rejoining all the boundaries for the next election, which means they'll tip about 40 seats towards the governing party, who only got 30-odd percent of the vote, don't forget 40% of the vote.

MP: Yeah.

T: You know, and we've got this huge, you know, what seems insurmountable majority. So, so, let's wait and see on the second one. I always thought the second one was more likely than stopping it. I think we've come incredibly close to stopping Brexit from happening [...]

MP: Mhm.

T: [...] but our political leaders of all shades are cowards, because if you speak to them individually, they will say: 'Oh, my God, this should have been stopped a long time ago', but they're not willing to tell the truth about Brexit, which is there is no such thing as a good Brexit.

MP: Mhm.

T: Making yourselves poorer, isolated, less free, less protected, how do you do a good job of that?

MP: Mhm.

T: You know, it makes no sense. It's incoherent, yet that's all that people talk about, 'We've got to get on with it, you know, make the best of it', No, we haven't.

MP: So, is that what made you want to become a city councillor?

T: Not, not, not just, just that [...]

MP: Maybe you can tell me a little bit more about that.

T: [...] but yes, yeah, you know. Because to me, you know, the fight is on to save my country and the fight is also on to save my party. The fight's been on to save my party for roughly about the same time [...]

MP: When did you get elected?

T: I got elected in May of this year.

MP: Okay.

T: Yeah. Yeah.

MP: Right.

T: So, you know, I've never taken that step of wanting to be elected, I'd been asked by the party for probably about the last twenty years, and I've always said no.

MP: Why?

T: Why I've always said no?

MP: Yeah.

T: For lots of different reasons, I wasn't confident enough, so I think there were two major things in my life that mean I'm only ready to consider this step now and that is, as a gay guy I grew up under something called Clause 28, which while homosexuality was not illegal in this country, it made it almost illegal [...]

MP: Okay.

T: [...] and it was not a very nice place to be a gay man, so I was in the closet, yeah. We had that and then also, I have like a list of learning disabilities as long as your arm, which include dyslexia and stuff like that and I am of an age where I pre-date any recognition of dyslexia, so the education system said I was ESN, which stands for 'educationally sub-normal'. So, I remember as a primary school child sitting in a room and hearing these people who were educational psychologists – I did not know what an educational psychologist was – saying, you know, 'If you're lucky, we'll teach him' to my parents, in front of me. 'We will teach him to tie his shoelaces and feed himself' – I could already do that at that age, you know. I was like [...] but I was the kind of kid who, like now somebody said that about me or a kid somewhere, I'd flip, I'd go: 'Hey, hang on', but as a kid I just sat there very quietly and I listened to this and I FELT I was educationally sub-normal, even though I wasn't [...]

MP: Mhm.

T: [...] til I was an adult. So, I think these things meant that I really wasn't ready to put myself out in public, it would have been very hard to demolish me, very easy to the demolish me as a person, now it's very very hard to demolish me. They literally, I mean, members of my own party, spend most their lives attacking me [...]

MP: Mhm.

T: [...] and it really, you know, I don't give a shit what you think of me because I'm gay and I'm pro-European; you can say all you like.

MP: Okay.

T: Yeah, so, I think that is a big part of it.

MP: Very good. And when were you born?

T: 1965.

MP: 196[...], okay. So, you didn't vote in the first referendum election, you were ten years old.

T: No, no, that was in the 70s.

MP: Yeah. And are you married?

T: No, single.

MP: No. Do you have children?

T: No.

MP: No. And you identify as a Labour [...]

T: Mhm.

MP: [...] politician. So, about identity [...]

T: Yeah.

MP: So, I think I have the answer to that, (laughing)

T: (laughing)

MP: [...] but do you feel more British, English, Irish – or European? What is your [...]

T: European.

MP: 100%?

T: Yes.

MP: What would your mum say? (laughing)

T: She's okay with that. She's okay with me being European. If I said I was English, she'd be a

bit like: 'You're Irish'. So, it's a kind of hierarchy, you know [...]

MP: Yeah, yeah. Tell me more about that.

T: Well, for me I'm a European [...]

MP: Okay.

T: (hesitating)

MP: And then Irish? Maybe?

T: Yeah, well, I kind of like [...] so, if anybody asks me about my, you know, my identity or whatever, I have a saying which is I'm half Irish, half Belgian, 100% Scouse.

MP: Okay.

T: Yeah.

MP: Interesting.

T: So, Liverpool is a city where the ma[...] – I think you go back four or five generations – something like 67 % of us are of Irish origin, which is huge.

MP: Mhm.

T: And, that's a really kind of like [...] that's deeply ingrained and you, you'll hear that Liverpool football fans sing: 'We're Scouse, not English', because we're not treated the same as the rest of England. Now, why is that? I do not know. We're a very troublesome lot, we're a majority Catholic city, where the majority immigrant city, we don't do as we're told, you know, there are all sorts of reasons; Liverpool is not a very deferential city in a country that's very deferential.

MP: Mhm. Yeah.

T: You know.

MP: So, it's that why it was very important to you to join Liverpool for Europe as a local grassroots organisation or [...]

T: No.

MP: [...] could you have joined any other?

T: I could have, yeah, yeah, if I was living [...] I mean, I'm in Manchester Universities for Europe because I went to university in Manchester, so there's an organisation called Manchester Universities for Europe, which I am a member of.

MP: Also? Okay.

T: Yeah, yeah. So, yeah.

MP: Are you a member of other organisations? So, Manchester?

T: No, no, no, I'm not a member of Manchester for Europe, but I am a member of Manchester Universities for Europe [...]

MP: Okay.

T: [...] so that's specifically for the different universities in Manchester, getting all of the alumni together, pro-European [...]

MP: Okay.

T: [...] and the current students and, you know, faculty, etc., you know, sort of to, to campaign, you know, and to take that message out into, you know, the younger generations, as well, like, you know 'Actually, this is important to you, it's probably far more important to you than it is for me, I've lived half of my life already', they haven't; they're having more stolen from them than I'm having and I'm pissed off. I got a new passport just before the change, 'cause I wanna keep my passport for as long as I can that says European Union on the top of it. I'm dreading, if we haven't rejoined in ten years that I have to get one of those horrible blue ones that just says Great Britain on it, you know. I'll get a cover for it that says: 'I voted remain' in every language (laughing) [...]

MP: (laughing)

T: [...] so that people know I've got nothing to do with Brexit.

MP: Right.

T: You know, which, which, you know, for me, I look at it and I'm thinking, I look at it from, obviously I'm looking at it from my perspective, but I think if you as an individual don't want freedom of movement, don't travel. But what I wanted to do when I retire, for example, is – there were two things I wanted to do, one is go and live in Belgium for a year, just so that [...] I've got no family there [...]

MP: (laughing)

T: [...] all my family are here now, and in Australia and The United States, but I feel an affinity with Belgium, and I just wanted to go live there for a bit and kind of like go to all the place that I've heard about, which I've done anyway on holiday, but [...]

MP: To reconnect with your roots [...]

T: Yeah. I wanted to go and live there for a bit. And then, the other thing I wanted to do, which was one of my crazy ideas, is I thought: 'Well, I'll get a dog from a [...] a rescue dog, I'll get myself a motorhome and spend a year and just drive around Europe.'

MP: That sounds like a good plan.

T: And of course, I can't do that now [...]

MP: No.

T: [...] because I'm a second-class citizen.

MP: Mhm.

T: I'm a second-class citizen in the British Isles, let alone on the continent of Europe. So, you know, being Irish, I've got more rights than I've got, so you know, it's [...] identity is [...] I'm definitely European. I WOULD have put British PRE-referendum on the, you know, on the [...] so, I probably would have put British or if asked for your ETHNICITY as opposed to your nationality, I would have put Irish.

MP: Okay. (SECOND RECORDING)

TC: But I'm half Belgian, it's just, I think living in a city with such an Irish, you know, influence and being taught by nuns and priests, a lot of whom were Irish, that had a big impact. But, I feel as Belgian, as I do Irish when I'm in Belgium, yeah? And that's one of those things, taking my EU passport from me makes me feel, not homeless – because Liverpool is my home – but it means now that – and this is something I'm even more STRIDENT about – it means now the MONARCHY HAS to go, you know, because I will NOT be a citizen of a crowned head of a nation. I'm not a citizen and I will not bow to Elisabeth II, I'm an anti-monarchist, you lot did the right things with monarchy, you got rid of it, you got rid of your aristocracy, you know. Maybe not the beheading bit or anything [...]

MP: (laughing)

T: [...] but you know what I mean.

MP: We were quite radical about that.

T: Yeah, yeah, yeah, you know.

MP: (laughing)

T: So, it's made me more strident, anti-monarchist, as well, because [...]

MP: How interesting.

T: [...] you know, I had this – and maybe it was a construct in my own head – that I WAS a citizen of Europe, I WASN'T a subject of the British crown, you know. So, I'd have been an MEP, 'cause you don't have to swear allegiance to the crown; you asked me to be an MP, I won't swear allegiance to the crown.

MP: Mhm. And I didn't ask you [...]

T: (laughing)

MP: [...] what did you study at university?

T: So, I did, I did a BSc in Food Technology.

MP: Okay.

T: And then a BA Honours in Marketing.

MP: Okay.

T: Yeah.

MP: Very good. So, did you, did you continue to campaign during lockdown?

T: Online.

MP: Online?

T: Yeah, yeah, yeah. Oh, I never shut up about it.

MP: So, what, what do you do exactly online, what did you do?

T: I would pull people up, I would challenge people, I'd share stuff [...]

MP: On Facebook [...]?

T: [...] on Facebook,

MP: Twitter [...]?

T: I was going to Zoom meetings. Yes, so MAINLY Facebook and Twitter.

MP: Right.

T: I am on Snapchat, (in whisper) I've got no idea how to use it, (in a normal voice) I'm hopeless at Snapchat.

MP: I don't use it.

T: So, my mate's son one time lived with me and he put Snapchat on my phone and he was like: 'Oh, it's great' and I'm like: 'Really?', you know. So, every now, every now and again, he will message me on Snapchat, but I'm like: 'Oh, God, I can't be bothered'. So, I'm very active on Twitter and very active on Facebook and in lots of different WhatsApp groups and stuff like that and yeah [...]

MP: And how has COVID-19 impacted upon Liverpool for Europe as a campaign group?

T: It's kept us apart, physically apart for quite a while [...]

MP: Yeah.

T: [...] you know, and I had COVID right at the very beginning of the pandemic [...]

MP: Yeah, you said that, yeah.

T: [...] so, we came back, we came [...] we left the European Union like 1st of January, as it were, so we've moved everything back and we got rid of – we had an office here, as well as obviously, the MEPs office in Brussels, like literally all the stuff is still in my garage (laughing) [...]

MP: (laughing)

T: [...] it's in boxes in my garage. So, we've done that and I thought: 'Right, I'll have a few weeks off and I got COVID right at the very beginning of the thing and then I had a real long – 'cause of course, I'd not been [...] there was no jab or anything like that [...]

MP: Mhm.

T: [...] and I was very very ill and then I've had a really bad time with long COVID. So, I mean, it had an impact on just about every major organ, you know, kidneys, liver, heart, lungs, everything, I'm on medication all the time now, so [...]

MP: So sorry to hear that!

T: [...] I was bedridden for about, God – and again, Brenda would probably be able to tell you how long (laughing) I was bed-ridden for, not me [...]

MP: (laughing)

T: [...] somewhere around six-eight months and I put six stone on in weight, which is a huge amount of weight – it's like the size of a child, 'cause I was basically lying in bed and I'd become quite fatalistic, I was like, you know, 'Oh, my God!', so I don't drink or anything like that, but boy do I like cake and chocolate! and, you know. And I was lying in bed and I couldn't even sit in a chair for a lot of the time, so I just basically lay in bed and ate loads of food and when I got up – I couldn't get up – I couldn't fit in my clothes. I put that much weight on, it was like 'Oh, my God!'

MP: That must have been [...]

T: Let me just pay for more parking.

MP: Yes, fine.

T: That was the text message I've been waiting for. (in a low voice) Right, where are we? (in a normal voice again) So, I mean during that time [...] I mean, what's great is [...] so, for example, do you know Audrey? Audrey G.?

MP: Yeah, Audrey. Yeah, I'm meeting her on Friday. She's Irish, right?

T: Yeah, yeah, she's Irish, yeah. So, I'm meeting Audrey after this, to go round the River of Light stuff with her and her little boy and another Irish man from Dublin. And, I mean, like Audrey [...], she was baking me cake and leaving it outside of my house for me and, you know,

stuff like that.

MP: How kind!

T: So [...]

MP: How did you manage to maintain links with, you know, the group during the pandemic? Is it just online, just Zoom meetings?

T: Yeah, yeah, yeah, yeah.

MP: Yeah?

T: Zoom, I mean, you know, Zoom has been something that I'd not used prior to the pandemic, so I'd used Skype and stuff, and I used to work for a big soap company based here in the UK and we talked to all of our African countries on Skype and Skype's nowhere near as good as kind of like what Zoom is.

MP: Yeah.

T: So, yeah. Right, where are we? Let me just put some more [...]

MP: I think you're going to say no, but have you ever thought of leaving Liverpool for Europe at some point?

T: No.

MP: No.

T: No. I'd want us to stay together even if we'd rejoined.

MP: Sorry?

T: I'd want us to stay together as a group of people even if we rejoined the European Union.

MP: Okay.

T: So, let me just hit [...] make sure I'm [...]

MP: Actually, about rejoin, do you think Liverpool for Europe should ask for proportional representation or rejoin first? What, what would be the priority?

T: Rejoin. Proportional representation is red herring that unfortunately we're all falling for.

MP: Mhm.

T: Do you want me to explain why?

MP: Yeah, please.

T: Yeah. PR – any form of PR, 'cause there's lots of different types of PR – can only work in the context of a written Constitution [...]

MP: Right.

T: Where it can't be taken off you. So, we elect our Metro Mayors on PR [...]

MP: Mhm.

T: And guess what they do, they are taking it off us, 'cause they can do, yeah? And PR is a vote loser, 'cause people aren't sure, they don't know what it is and it loses votes for progressive and it hands them to the, what you might call right wing of the Conservative Party, yeah, 'cause people get worried about this kind of change. So, you need to campaign within the political parties to get them to be as pro-European as possible. And, at the same time, we need to be campaigning not for PR, but for a written Constitution and turn Britain into a modern democracy and part of that will be PR. If you got PR, would it fix the problem? No. Absolutely not.

MP: Mhm.

T: But I can be convinced otherwise, that's just my thoughts.

MP: So, what is Liverpool for Europe's messaging, currently or in the future?

T: I think it has no messaging currently, as in, you know, we're not out on the streets, we're not campaigning, we're not doing all of those things currently.

MP: Why is that?

T: Well, I think the pandemic and stuff like that [...]

MP: Yeah, okay.

T: [...] and I think there's kind of, a sense of what should we be actually saying at this moment in time; should we allow Brexit to unfold or [...] and for people to become a bit more angry about it before we go back out there and say: "What about rejoin?" So, my view, for what it's worth is: we need to have a rejoin event in London and we have [...] part of the, what, what, what the, the pro-European has to do, is it has to mature politically, it has to be in London for all sorts of different reasons. So, we all get all these pie in the sky ideas about let's have it in Manchester, 'cause why shouldn't a million people come to Manchester? Well, the reality is the transport links aren't there, you know, people aren't, you know, and the population is in the Southeast, whether we like it or not, you know [...]

MP: Mhm.

T: [...] there's millions of people living in London and there's half a million here in Liverpool. And a million point something in Manchester. It has to be in London, you have to mobilise in the capital city and have a big event and then, after you've had that big event, start to get out and talk about rejoin.

MP: But what organis[...], what umbrella organisation would organise that? Because the PV no longer exists [...]

T: No, no, PV doesn't exist. I think [...]

MP: [...] and they were not very good at that [...]

T: No, no, they weren't.

MP: [...] to be honest.

T: No, they were too many [...]

MP: Maybe Grassroots for Europe?

T: Well [...]

MP: Brenda was kind of telling me that [...]

T: Yeah, well, there's people like Grassroots for Europe and Britain for Europe and I think some of the same problems exist there and Brenda would be closer to that than I would, you know. If you were [...] if somebody was talking to me about it, I would pick up the phone and call Brenda 'Right, Brenda, what's the latest on, you know, whatever?' So what we have to do is, we've got to look at as many different leavers as possible, so there's something called the Labour Movement for Europe – LME – which is part of the Labour Party and I am now the LME delegate to the regional conference of the Labour Party in [...]

MP: Okay.

T: [...] about two weeks' time and the Labour Movement for Europe, it kind of pussyfooted around and was very [...] it went along on Labour Party policy, sitting on a fence, you know, is a bit sitting on the fence now, but the new head of it, the interim head of the Labour Movement for Europe is Seb Dance – I don't know if you know him [...]

MP: I've heard of him.

T: [...] he's a former MEP and Seb is – I'm trying to think where his family come from, definitely somewhere else in Europe, originally; I think they might be Jewish and they've come here during the Pogrom or whatever, so you know, he's quite an internationalist, shall we say. So, the big fight of the moment is to make LME a rejoin organisation and so, you know, we're involved in that. And then, the Labour Movement for Europe can send delegates to each constituency Labour Party, you know, so we're getting pro-European delegates by constituency; we can have up to five to fight momentum and kind of drive Brexit out of the party, as it were.

MP: So, you reckon it can't be 100% grassroots, it has to go through politics at some point.

T: It's got to go through politics and it's got to go through, you know, what I would call a single-issue campaign, you know, so [...]

MP: Mhm.

T: [...] it's got to be going through a pro-EU thing, but there's also got to be people in the Liberal Democrats, in the Greens, you know, because, for example, the Greens nationally are pro-European, but in Liverpool very pro-Brexit.

MP: Okay.

T: Yeah. You know, so, I mean a lot of the, the, the pro-Brexiters in the Labour Party call themselves Lexiteers – they believe in the left-wing version of Brexit. Most of the most rabid Lexiteers have left the Labour Party and got back to the Greens in Liverpool. So, the Green Party in Liverpool, most people would go: 'Oh, well, the Greens, they're very very pro-European [...]

MP: Yeah.

T: [...] not in Liverpool, they're not, you know.

MP: I didn't know that.

T: Yeah, yeah, yeah, yeah. So, you know, and there's got to be pro-European voices in the Conservative Party; there were plenty of them – Dominic Grieve, Anna Soubry, Michael Heseltine, people like that have been driven out by the ERG and people like that, you know. So, we got to get back and we've really got to get our hands dirty in the political machinery as well as, you know, the kind of a political single-issue campaign.

MP: Yeah. So, you don't think you need like a national organisation like PV to reach your goal?

T: I think [...] I think you do; I think you DO need a national organisation and, you know, I HOPE that one emerges [...]

MP: Mhm.

T: [...] from all the different pro-European groups.

MP: What about European Movement?

T: It, it doesn't seem to have engaged in the way that you would hope that it would do, you know. It REALLY HASN'T. And I mean, the European Movement was one of the first people I kind of like would have contacted, you know, post[...] and I didn't get a reply, whereas with Liverpool for Europe we were out on streets, we were doing things, you know, we were arranging hustings, we were turning up at things, we were questioning people, we were campaigning, whether it was online, at demonstrations, you know, different organisations – we'd go along to a Scientists for Europe event – you know [...]

MP: Yeah.

T: [...] Veterans for Europe, you know, all sorts of things like that.

MP: Mhm.

T: So, yeah, I think it's got to be multi-faceted and I do think the pro-EU movement needs strong leadership at some point, because there is no strong pro-EU leadership from the political environment.

MP: Even the Lib Dems, we don't really know what their stance is on the issue.

T: Yeah, yeah, the Lib Dems unfortunately, in my opinion have been really part of the problem, part of the solution, you know, you know, there wouldn't have been a referendum without the Lib Dems – let's not forget that you know [...]

MP: Yeah. They first suggested it.

T: Yeah. Yeah. You know, you know, so it's like [...]

MP: What with the reforming approach, sort of [...]

T: Yeah, yeah. So, you know, there is NO STRONG, you know, UNITED, UNIFYING FORCE anywhere in the country at the moment, you know. It's been good to see people like Hilary Benn say the Labour should fight the next general election on Brexit – I think it's the only route to a Labour victory, it's through fighting and opposing Brexit, you know. What Labour's been offering now [...]

MP: Keir Starmer was quite clear about that – that he wouldn't [...]

T: Yeah, yeah. Because he's believing all the MYTHS about the red wall, you know, about how the SECOND – promising the second referendum cost us the last election, it didn't [...] for every leave vote that we lost, we lost three or four remain voters, you know. They're not looking at that, they're not looking at switching data or anything, you know. They look at it in very simple top-line binary terms of: 'We lost the red wall and they wanted Brexit to happen', you know and this strip in the Midlands, yeah they did, you know. But our job as people who, you know, seek to lead is to say no, this is wrong, it's bad for you, you know. I think one of the things that really really strikes me is, now I'm a councillor and I've had people threaten me, you know, because I'm pro-European and I say 'Look, I will NEVER do anything to make my ward poorer, if you want somebody, vote for somebody else' [...]

MP: Mhm.

T: [...] 'because I won't do it and I won't lie about it either and I won't keep silent about it. This is gonna make you all poorer and this is how poor it's gonna make you compared to the last two times that we made ourselves poor as a nation, once through something called austerity, in the time before that it was called Thatcherism, yeah? Thatcherism – 1,5%, austerity – 1,8%, Brexit – somewhere between 6 and 12%, you know. That's the HARROWING reality of what I describe as a nuclear winter of poverty that we are now facing, as a nation. Look at what's happening to energy costs here, because we're outside the single market for energy, you know. Up by 150% last month.

MP: Yeah, Brenda told me, mhm.

T: You know, it, it's [...] and people go: 'It's happening all over the world', but I think energy

prices are gone up by something like 12% or something in France.

MP: It has, yes, yes, as well.

T: As opposed to 150% here with another couple of [...] they're talking about maybe as much as 200% next year [...]

MP: And petrol has [...]

T: Yeah, yeah, yeah, petrol's up by approximately 30%, I think.

MP: I don't know the proportion, but I know that it's like 1,7 euro to, yeah, for a litre of petrol now.

T: Yeah.

MP: Very expensive. It's gone from 1,5 to 1,7 euros now.

T: Yeah, yeah.

MP: So, I'm very bad at maths, I don't know how much that is, but [...]

TC: I'm dyslexic, I just make up as I go along.

MP: (laughing)

T: So [...] (laughing)

MP: So, well, I think I don't have any more questions.

T: Okay.

MP: But thank you SO much for, for your time and for [...]

T: You're welcome!

MP: [...] the detailed answers, I really appreciate it.

T: No worries! Is that it?

MP: Yeah.

Entretien avec Brenda Ashton
4 novembre 2021
Au domicile de Brenda Ashton - Wirral

MP: Okay. So, Brenda, did you have any previous activist experience before 2016?

BA: Not before 2016. I supported the Labour Party, but I didn't [...] wasn't active and [...] Oh, yeah, one thing I did – it's not entirely true – I was in a group, I followed a group called Hope Not Hate.

MP: What was it called?

BA: Hope Not Hate.

MP: Okay.

BA: Okay. Hope Not Hate, which was a group formed basically to fight racism and the rise of the British National Party at that time. So, this, this was some years before the, before the referendum, the 2016 referendum. And I went down to Stoke with this group that I didn't know – I just found them online – and I went down to Stoke to join a day of action, which was leafletting basically, in Stoke. Because the BNP – the British National Party – never succeeded in getting any MPs here, in Parliament in the UK, but they did have councillors and there was an election – a council election – in Stoke, so we were giving out leaflets. So, that was, that kind of [...]

MP: And how did you hear about that group then?

BA: I found it online.

MP: Online? Okay.

BA: Yeah, and it's still, it, it, NOW it's, it's a group that advises many [...] I mean, for example, Keir Starmer quoted Hope Not Hate in his speech to conference and it's a grassroots group that has gained a lot of prominence since then.

MP: Did you join them because of your BAME heritage, or it has nothing to do with that?

BA: (hesitating) Possibly, I mean, you know, it's [...] it wasn't [...] it was because, it was to fight nationalism, basically [...]

MP: Yeah.

BA: So, it wasn't specifically because of that... Because, it was about the rise of nationalism in this country. Fascism. So, that's why I went.

MP: Okay. So, would you say that you are [...] do you consider yourself as an activist?

BA: I do NOW, yes.

MP: Yeah.

BA: Since, since 2016 and partially before, when I went, you know, I supported that group.

MP: And could you tell me to what extent, you know, has Brexit affected your relationship with friends, relatives [...]

BA: Yeah, well [...]

MP: [...] you know, from your, like, you know, we were talking about it the other day, your professional, social [...]

BA: You know, I think [...]

MP: [...] neighbourhood?

BA: I think I have lost at least two friends, possibly three, because of that. But, I mean but it's not clear if it's because of Brexit or not. One, I think it, it was clear and the other one, I'm not sure. It, it contributed towards not continuing relationships with certain people, you know. At least two.

MP: Okay. And has defending the EU cause had an impact on your social, professional life?

BA: Yeah, well it has, in that most of my social life is, is [...] it centres around people who have the same [...]

MP: Yeah.

BA: [...] at the group. And also professionally, the activism took over, so I decided to stop working in 2017.

MP: Could you just [...]

BA: So, I gave up work.

MP: Yeah. Could you remind me what you used to do before the campaign?

BA: Well, I had, I mean, I was, you know, I was an English language... teaching international students, professionally and I worked in higher education and further education and I had my own language company. And then I worked for another company that was based in London that used to send me students to teach at home. And I was teaching Spanish. So, I was doing bits of things. I wasn't working full time, by that time.

MP: Mhm.

BA: But then I decided just to stop everything, basically.

MP: Okay. And now if we focus on Liverpool for Europe. So, how did you first hear about the group?

BA: *Via Facebook.*

MP: Okay. And when, do you remember exactly when you joined?

BA: *Yeah, it was November 2016.*

MP: And how did you join? Were you actively recruited or did you just [...]

BA: *No, I saw – there was group called The 48% on Facebook, I was following it, and somebody there said they were meeting at this place that I hadn't been to before in Liverpool, on a Sunday. And I thought about going and I didn't go the first Sunday, I could have done. But I thought: "I've got to do something about this" so I went the next Sunday. So, that's [...]*

MP: Right.

BA: *[...] when.*

MP: And the rest is history.

BA: *Yeah, yeah.*

MP: Basically. And so, when you decided to join, did you, like, recruit members, you know, like friends, family [...]

BA: *No, not really.*

MP: [...] at the same time to join with you [...]

BA: *No, 'cause we were [...] not really, 'cause we just, 'cause I don't do, I just went on my own and we started meetings and they were very informal meetings, to begin with and then they became more formal. And, I, you know, I don't think I, I don't know whether I actively recruited anybody, I don't think I did then, no. We were just a group of desperate people who came and put something together basically.*

MP: And why did you decide to join LfE and not another pro-EU campaign group? Was it because it was local?

BA: *Yeah, and I didn't know of another one, it was the only one that I knew of, that I got to know about.*

MP: And can you just tell me what your role was then and how did you become head of campaign [...]

BA: *Yeah, but I was just, yeah, I was, I just, we didn't have roles as such. We just went out and [...] We were directed by kind of other things that were going on. You know, via Facebook, you know, people would say: 'Go out and do this' on a certain day, so that's what we did. But gradually, we formed a committee, people volunteered to take on roles and I volunteered to be campaign officer. So, I did that right from the beginning – I mean, I was involved in the campaign right from 2016. And then, about eighteen months in, I became chair, but I continued*

campaigning as well, because that's what it was about, really. And I used to run the meetings anyway, when I was campaign officer, I used to call meetings and do the admin bit, as well. So, that's how it happened, you know, because, I think because I was available to do it, as retired and my experience had been in marketing, so I could transfer quite a lot of skills and knowledge [...]

MP: Definitely.

BA: [...] from, you know, international marketing. And I was energetic and had ideas, but basically, I think it was because [...] the core group was, it was formed of people who were available and consistent and reliable and [...]

MP: Yeah.

BA: [...] that's how it happened. So that's why there are quite a lot of groups with older people in them, because they were the ones that were able to go.

MP: Mhm. And generally, what were your expectations of being involved?

BA: I thought we were going to stay in Europe, I thought we were going to stop Brexit (laughing).

MP: Yeah, so that [...]

BA: Yeah [...]

MP: Okay.

BA: [...] that's what I thought, I was convinced we were going to do that.

MP: (laughing) Very good. And how have you developed, or maybe I can ask this question at the end, actually [...]

BA: Yeah.

MP: Did you know people in the pro-EU movement before joining Liverpool for Europe?

BA: (probably signalling 'no')

MP: Not at all?

BA: Didn't know anybody.

MP: So, you were completely estranged to [...]?

BA: We were all completely new, yeah.

MP: Mhm.

BA: No, I don't think I, no, I don't think I did know anybody. No.

MP: But were you aware of a, like, the European Movement for example?

BA: No.

MP: No?

BA: No, and I hadn't taken part in the Stronger In campaign 'cause I hadn't, I didn't think we would come out. I didn't think (laughing) we'd lose the vote.

MP: Yeah, I remember in our first interview, you said [...] you used the word complacent.

BA: Yeah, I know. I was definitely complacent, I would still use the word complacent, I just didn't think [...] It was a total shock!

MP: Yeah. And so how would you describe your relationships with the other group members?

BA: Yeah, I think we, I think we are, obviously we were united in solidarity in that we all wanted the same thing and still want the same thing – I mean, we want to rejoin, now, we want to find our way back to the EU somehow.

MP: Mhm.

BA: And we're, you know, very supportive and during the pandemic it turned – we're friends – and during the pandemic it turned into, it became obvious how much we, we cared about each other and how much we supported each other. And we managed to keep it going as such. Yeah, I mean, a lot of respect, a lot of [...] the best thing that came out of it for us, for most of us, for me, was the relationships that were made, the kind of people that I met.

MP: Mhm. Okay. Well, I'm not going to ask you how often you participate in pro-EU events and how much time you dedicate, because you actually dedicate all your time [...]

BA: Most of my time, most of my life, yeah.

MP: Your life, too, for Liverpool for Europe. But maybe you can talk about your political, like, involvement now?

BA: Yeah, I mean, one of the things that we spoke about before is that I was just kind of wondering how, at the time, what was gonna happen afterwards, 'cause I thought we're going to win and probably, you know, dissolve or whatever. And I thought, you know, people like me would probably end up in voluntary work, you know. For others, it might be, it might have an impact on what they did professionally or educationally, and some people might go into local politics and become MPs, eventually, like, especially the luminaries we talked about, like Mike Galsworthy [...]

MP: Yeah.

BA: [...] people like that and – the younger people – and I thought I would just, you know, if I went on, I would do some kind of voluntary work. And, I mean, what, what I wanted to do before

the referendum was to spend more time in France, Italy or Spain, you know, going backwards and forwards.

MP: Yeah, we talked about that, yeah.

BA: You know, that's how I envisaged my life. This was not something that I predicted, AT ALL. But, I mean, the group became known as a very good campaign group and I think it's really well respected within the pro-EU movement and [...]

MP: Yeah, it is.

BA: Yeah, and I became, you know, I was known as one of the leaders of it. So, and I'd also, we also campaigned to support our pro-EU MPs – we had four women on Merseyside, who always came to our events.

MP: Could you [...]? Yeah.

BA: So, there's Alison McGovern – this was pure coincidence, that she happened to be my MP, you know, that [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and she is the Labour – they're all Labour, Labour MPs for Wirral South – Andrea Eagle, who is, sorry, I beg your pardon, not [...] there are twins, not Andrea, Maria Eagle, who is the Labour MP for Garston and Halewood [...]

MP: Mhm.

BA: [...] where Tom is a councillor now.

MP: Yeah.

BA: Luciana Burger who [...]

MP: Yeah, I remember her.

BA: [...] was the Labour MP for Wavertree and Louise Ellman who was the Labour MP for Riverside where Tom lives.

MP: Yeah.

BA: Okay, and so they always came to our events, spoke up for remain on behalf of Labour, right? So, I wou[...] you know, I got to know them well, 'cause I organised events, I talked to their office staff. We also went down to SODEM a lot. I mean, I was, we were down at SODEM, went down something like nine times in a year.

MP: In London?

BA: Yeah.

MP: Yeah. Tom mentioned that every Wednesday, at some point, every Wednesday, you'd, like, take a train down to London.

BA: Yeah, I mean it was sometimes something like nine times a year, we went. You know, particularly, in 2018 [...]

MP: Yeah.

BA: [...] which was a very busy year.

MP: Yeah.

BA: And we'd join them outside, Steve Bray, outside of Parliament and we'd tell our MPs we were coming, and they would come and sit, you know, meet us, Luciana and Maria and Louise and Alison. They would come and talk to us, because that's what you do anyways, as a constituent, if you were going down to London, for any reason, you would let your MP know and say: "Could I meet you in Parliament? Would you?" [...] Anyway, they used to c[...] there was usually a demonstration outside and they would come and talk to us [...]

MP: Yeah.

BA: [...] and we'd do little videos with them and stuff. So, you know, we, at our own expense, you know, we used to go down a lot, so I was campaigning a lot. So also, we took part in the 2017 and the 2019 election by supporting our pro-EU MPs, so Liverpool for Europe activists would come over here to support Alison – to whom you are talking to tomorrow – or support Maria or Luciana or Louise, in some way. But it's easier with Alison.

MP: How would you, what did you do support them?

BA: We campaigned. So, we did what we did for Liverpool for Europe, we [...]

MP: Online mainly, or?

BA: No, no, no, we did what we're doing now [...]

MP: Leafletting?

BA: Leafletting, door knocking. Exactly the same as I'm doing now, during the campaign period. So, they knew that I could bring a lot of people with me, 'cause the Liverpool for Europe people came with ME here to Wirral South to campaign for Alison.

MP: Mhm.

BA: So, they knew that I had the kind of – I don't want to sound conceited – but a kind of following, you know, that [...]

MP: Yeah.

BA: [...] I could bring people with me. So, when well 20[...], the end of January, so I was – and I joined the Labour Party in 2017, I didn't join it before, I joined in 2017 [...]

MP: Oh, okay.

BA: [...] in 2017, I wasn't a member. So, I joined in 2017 [...]

MP: Were you a supporter of the party?

BA: Always.

MP: Always been?

BA: Always, but I didn't do anything, 'cause I knew it would be like this, it would take over my life and I didn't have the time.

MP: Yeah.

BA: I was a mother, I was a professional, I was doing all the other things, so anyways. So, I knew, so when it got to the point where the – and with the pandemic – I said to them that, you know, I would – they'd asked me to do different things in the Lab[...], within the Labour Party here, for Alison – and I said to Noel...

MP: Mhm.

BA: [...] – so, Noel used to be Luciana's Parliamentary agent; so, when Luciana left, he came over here, to Alison's; so, I knew him before he came – I said, I'd like to do something, well, I don't want to sit behind a computer, you know. So, we began work [...], you know, so I began door knocking, leafletting for her and I became the agent for Heswall which is a ward, a neighbouring ward, where I was the agent and the campaign coordinator in May 2020 for the candidate there. So, I got that experience of organising within Labour.

MP: Right.

BA: And then I went to various interviews and I'd become the candidate for the immediate ward, a neighbouring ward here, so I will be standing for election, in the local elections, in May 2022 next year. So, basically [...]

MP: It's quite an evolution!

BA: Well, I do the same things. I mean, you know, I write leaflets – one of the things that I did was to help to write the leaflets, so I write this leaflet we've just produced, I wrote in basically. Noel edited it. And I, so I put [...] somebody else is organising the leafletting, but I am door knocking four times a week and the difference is that you have the data base of the Labour Party – I mean, the Labour Party has been in existence a lot longer than the EU movement [...]

MP: Mhm.

BA: [...] the database. And I've got support and I don't have to do everything myself, you know [...]

MP: Mhm.

BA: [...] which is great. And I, and now I have an agent, I have a campaign coordinator (laughs) which is a new thing for me. But like everything, it's like being a teacher, if you're a teacher trainer, it's much better if you've been a teacher, obviously, 'cause you know what it's like, it's like that with everything, I think. So, my [...] because of the pandemic and because of the fact that we left the EU on the 31st of January, there hasn't been much, well, we haven't seen many ways in which we could actually do anything in the public sphere.

MP: Mhm.

BA: So, my energies have gone over to Labour, in that respect. My intention, if I'm elected, is to speak up for the EU citizens and to speak up for the EU, because I have realised that Labour members, although they were, most of them I know, they were remain and would support remain [...]

MP: They didn't ...

BA: [...] and would support rejoin. Some of them did, but they don't actually understand all the different elements of it. For example, the, you know, the stress and the impact upon the EU citizens.

MP: Yeah, the psychological [...] yeah. So, if we go back quickly to LfE [...]

BA: Yeah.

MP: [...] How effective was it at reaching its goals, now, in hindsight?

BA: Yeah, I mean, I think, at a grassroots, at grassroots level, it was highly effective. I think that we made people aware, they knew who we were, we were out there, it was effective in bringing rem[...] – I'm going to use remainers, you know – effective in bringing pro-EU people remainers together, who again, psychologically would have been a lot worse off if they hadn't been in a group of like-minded people. We had marches, we, you know, we wrote to newspapers, I think, I think at grassroots level it was most effective and I think I said in the last interview, we were let down at a political level.

MP: Yeah.

BA: People's Vote let us down, I don't know if anybody else has said that to you, but that's my opinion. And we didn't have [...] well, at that time we didn't have [...]

MP: There's a feeling of betrayal.

BA: Yeah, by 2019, when we came to the general election, which we didn't know was going to happen, you know, we had no political representation. All the remain Conservatives had been thrown out or had left [...]

MP: Yeah.

BA: [...] pushed out one way or the other. Labour [...] Jeremy, Jeremy Corbyn's stand in Labour was ambiguous, to be [...] to say the very least [...]

MP: Yeah.

BA: [...] the Lib Dems [...]

MP: Tom said that as well.

BA: Yeah.

MP: Yeah.

BA: The Lib Dems, I mean, I could say more strongly, but, you know, politely, it was ambiguous. The Lib Dems were obviously pro-EU, but didn't have the right leader for them and I can't really comment on the Greens, 'cause they only had one MP – I mean, they are obviously pro-EU. But we did not have any political representation.

MP: Yeah, and I remember in one of our interviews that you said something like that, that the leavers' messaging [...]

BA: It was clearer.

MP: [...] they were good at touching people's hearts [...]

BA: Yeah.

MP: [...] and that remain [...]

BA: Wasn't.

MP: [...] lacked, yeah. So, what would, what things would you have done differently in terms of messaging, maybe, or rhetoric?

BA: I don't think [...] It's very hard, Marie. We tried everything. But you know, Johnson ended up with get Brexit done, you know, these three, with, what's his name, Cummings. You know, we had [...] they were very good at these three-word slogans and [...]

MP: Yeah, they were, yeah.

BA: And we weren't, but it, it's, it's very hard to be on the defensive all the time. WE were on the defensive and we WERE [...] we DID NOT have the political code, even if we had the three-word slogans to, to make them work.

MP: What about the defensive aspect of it? I remember one of Grassroots for Europe's meetings, they, they, they said that that's their opinion – and that I don't know if you agree with them – but they said that remainers were, yeah, obsessed – I think that's the word they used – with, you know, trying to defend and counter-argue what, you know, leavers would say instead of focusing on their own messaging, yeah.

BA: (huffs) Yeah, I mean it was... our messaging, our messaging was boring, it was about the – 'cause the EU is a structure of texts, basically, it's about, you know, bringing nations together

with the, you know, with all the emotion that I feel as an EU citizen of unity, solidarity, all these things and [...] but it's actually based on a lot of rules and that's a bit that people here don't like, they [...] The leavers presented the EU as being people who wanted to, to, you know, to castigate us with rules, basically, like the European Court of Justice and what's happening with the Northern Ireland Protocol. They don't want any rules, 'cause [...] and they were very good at presenting us as, you know, as people who wanted to control of their own destiny – you know, we were the ones who were being victimised and (hesitating) dictated to. You know, the EU was a dictatorship, and we were the ones being dictated to, being controlled by them. And we were striking out for our freedom. You know, they presented us like freedom fight [...], they presented the leave campaign as some kind of freedom fight [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and so how do you counter that? You can say it's not a freedom [...] I can say what I would say, what we were talking about last night, we are free, but we are free within a club, if you like, as a structure. So, you don't want to belong to the club? Okay, you don't want to belong to the club. So, what can I say to convince you? Nothing, you know?

MP: Mhm.

BA: But if you go – but we did say – but, if you go, this will happen. And, of course, they just put two fingers up to that, they don't [...] And that is what is happening now and they still won't accept it. That you're not [...] if you're not in the club, you can't have these things, you know, if you're not in the club, you can't have these things, if you don't contribute, you can't take.

MP: You talked about the Norway example, yeah.

BA: Yeah, exactly. That's not [...] they're not gonna get that, we're way behind that now, Switzerland and Norway and [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and I don't know, I don't think that we, I don't think we could have done anything different, we did everything we could, we had marches, we had stalls, we had meetings, we had social media, we had people who were erudite presenting our case. I'm not [...] we had very good MPs who presented us, you know, on a [...] But when it came to the crunch [...]

MP: And professors, academics, yeah.

BA: [...] academics. But when it came to the crunch, when it came to the election, ordinary people didn't want it. I think if we'd had, if, if Labour had won and we'd had that second referendum, which Keir Starmer had worked for more than anybody within the Labour Party, we'd had a second referendum, we would have won, because more people voted against 'Johnson's Get Brexit' than people who voted for it, because of the way our system organised.

MP: Yeah, first-past-the-post.

BA: You know how it is, it depends on the seats, not votes and I [...] but, of course we didn't win because of the way the Labour Party was presented and the way that Johnson was successful in dipping into, manipulating – 'cause we know it's not true – you know the national

mood at the time, the national cycle... I don't know, I just don't know what else we could have done, we weren't experts, we're not strategists, we followed the strategy – I mean, the strategy at the end was tactical voting and it didn't work.

MP: Yeah, it didn't work, no.

BA: Tactical voting with leaderships from People's Vote and they, well, just ended up as a disgrace. We found out through papers that they basically closed down – we didn't know. And we had nothing, we didn't have [...] If we'd had the representation from a strong opposition party, it would have been a lot different, but we didn't.

MP: Yeah. So, would you say that Brexit has definitely, like, reinf[...] well, consolidated your political affiliation?

BA: Well, yeah, except I'm not affiliated to a party that now would say that they, if they are pro-EU. Having said that, I don't know which one would, because the Lib Dems, Ed Davey was asked at the conference – we have to look that up – whether he supported rejoin and he didn't answer the question, from the Lib Dems. And they don't talk about it either.

MP: No.

BA: So, the Lib Dems don't talk about it, Labour doesn't talk much about it, but they talk about it more than people think they do.

MP: The Greens don't.

BA: And the Greens don't. So, you know, I think, my political affiliation is, well it's one I believe in, because I believe in Labour principles, but it's also pragmatic – I want to get the Tories out [...]

MP: Yeah.

BA: [...] that's the only [...] we cannot get anywhere nearer towards Europe, unless we get the Tories out. Because whatever the failings of the other parties, it's the Tories that want Brexit, it's the Tories that want first-past-the-post, you know? And all the other things they want, while the other parties don't at different degrees, you know?

MP: Mhm. I can't remember, but you voted in the 1975 referendum.

BA: 1975. No, I didn't, I was in Spain.

MP: Oh, yeah, okay. You were in Spain. Could you remind me when you were born, so I can [...]

BA: 1952.

MP: 1952. And you have two children.

BA: Yeah.

MP: You're not, retired. Well, I have to ask about your marital status. Are you divorced?

BA: Yeah, divorced. Yeah.

MP: And you're Labour. Political identification.

BA: Yeah.

MP: Okay, so, I think I have the answer to that, but how do you feel? Do you feel more British, English [...]?

BA: Yeah.

MP: [...] European? What would be the, like, the hierarchy?

BA: Well, I've always felt international. It's not [...]

MP: Always?

BA: Always international. So, I would say international, then [...]

MP: Like, citizen of the world.

BA: No, I mean, for me, what is more important [...] I never particularly identify myself as English. I feel, my affiliation is to Liverpool, more [...] you know, for me, I would always say: 'I'm from Liverpool.'

MP: Okay. That's interesting.

BA: Being from Liverpool is really important to me, rather than being English.

MP: Yeah, Tom said the same thing.

BA: Yeah, yeah (laughing). So, being from Liverpool is really important to me. And that's the other thing, I suppose, from Liverpool for Europe – we all feel a great affiliation towards Liverpool.

MP: Yeah.

BA: And that it's a European city.

MP: It is.

BA: Yeah, you know. And it was remain. So, that was [...] you know, the icon of Liverpool is really important to us all, we all feel that affiliation. But yeah, no, I mean, I would say, you know, British [...] I would say Liverpool, British, European and international. And you know, these things didn't matter to me before, you see, this is the thing, it didn't matter to me and being European wasn't, wasn't something I had a concept of, actually [...]

MP: Yeah, yeah, yeah.

BA: [...] anymore than for you, probably. It was something that I was, you know? And of course, the important thing is that I and a whole load of us, have learned so much in the past five years, you know. I've learned so much about how the European Union works – been there twice, been to Brussels and been to Strasbourg, visited – [...]

MP: Yeah, you have.

BA: [...] and, you know, and we got, we got to know our MEPs as well, Labour MEPs and, you know, we've actually had accumulated a lot of knowledge as well as being able to exercise and develop and apply our skills, basically. Remember, we all came with different skill sets.

MP: Yeah. You went to girls' grammar school?

BA: Yeah, yeah. But no, but everybody from the group has come – we've got academics, we've got engineers, we've got businesspeople, we've got, well, everybody has worked, I think. People who work in the civil service.

MP: Yeah.

BA: I mean, we all come from different backgrounds, linguists, non-linguists, we've got all sorts of back[...], you know. So, I would say, on the whole, all professional and it ranges from what, probably of active people, people in their 40s to people in their 80s.

MP: Yeah, yeah.

BA: [...] which is kind of [...]

MP: So, would you say that being a member of Liverpool for Europe has, has been a way of def[...] well [...]

BA: Defining?

MP: Defining your identity?

BA: Oh, absolutely, yeah.

MP: Yeah?

BA: Yeah.

MP: So, during the lockdown you continued to campaign online, mostly?

BA: Yeah. I mean, mostly through social media and we used, we [...] to be honest, I tried to have a Zoom meeting for everybody, you know, like for a Merseyside or regional group, but it – probably because it was new to me – it was just chaotic, you know, people were just talking too much, others weren't. So, 'cause it wasn't a kind of formal meeting, but if it's a formal meeting and I can chair it, for example, we can have a proper discussion. But most of it, we used to meet every Sunday [...]

MP: Okay.

BA: [...] just for people to – of the core group – just to keep in touch, ‘cause we have people who were living on their own, who felt isolated and other people that just wanted to [...] and Jenny used to join us, for example, from France. So, it was just a means of keeping in touch. We’ve got the WhatsApp groups and I think we would always support each other. I mean, my mother died, my brother died, people from Liverpool for Europe came – they didn’t know them particularly, but they came for me, you know?

MP: Mhm.

BA: So, that’s the kind of support that we give each other and I’m sure we will be friends for life, you know, the core group.

MP: Yeah.

BA: Some people have left, of course. You know, Raphaël has moved to France, he couldn’t in the end, he went, and he left a job he loved at the University of Liverpool and he’s gone back to France. And that, I’m sure, that was totally unpredicted, as far as he was concerned Yves...

MP: Did he have to leave because of Brexit or [...]?

BA: Well, he got to the point, you know, I think – I mean, I didn’t talk to him about it in the end – but I know he felt very strongly about Settled Status. I’m not sure he got it, you know; the deadline was, was, was, approaching [...]

MP: It was June?

BA: [...] – July, it was the end of July – and he got a job at the Sorbonne, but kind of an outreach in the Sorbonne and they’re off – his wife is French as well and – but I know he loved his job at the University of Liverpool, he’d been there for fourteen years. He was... he was in Sciences.

MP: What did he teach? Okay.

BA: [...] Science, yeah. Microbiology, something like that. Anyway, so he, he – I think they’ve all gone now, they’ve all gone, they had to take [...] well, the eldest daughter had gone to University and she’s gone to France – I think she’s already at the Sorbonne – and then the next one, I think the one that’s here is probably – I can’t remember if she’s [...] I have to ask Laura whether she’s done her A levels or not – anyway, there was one still there and then they took, his wife eventually moved and took the son – he has a twelve year-old son. So, I, my impression is that he wouldn’t have even contemplated that if it hadn’t been for Brexit, you know, moving.

MP: Yeah, yeah.

BA: So, he’s gone. Yves, of course and Pat, became British citizens [...]

MP: Okay.

BA: [...] They got their passp[...]’cause their spouses are British.

MP: Mhm.

BA: And the people like Steve, got his Irish passport. If you got an Irish grandparent that you can prove – you know, you’ve got the document – you can have an Irish passport. And yeah, you know, I’m sure more people will be going within the next five years...

MP: I reckon, yeah.

BA: Not necessarily from our group but, you know, from the movement.

MP: Yeah, yeah. And do you think Liverpool for Europe should ask for PR or rejoin first? What should come first?

BA: Well, with my Labour hat on, I think we should ask for PR, ‘cause that way we are more likely to get it.

MP: Mhm.

BA: And the problem – I have, I have a conflict here – because the problem with PR is that for, for remainers it goes hand in hand with progressive alliance, but it doesn’t for Labour members.

MP: Yeah, we talked about it with Tom.

BA: With Tom?

MP: Yeah.

BA: So, there is – for example, he doesn’t, I don’t think he supports PR as such and it’s [...] so, my attitude is, we have to get PR first.

MP: But for him the problem comes from the fact that you don’t have a written Constitution

BA: Yeah.

MP: [...] and you have a [...] and he’s against the monarchy, that’s why he said to me, he said, you know: ‘As long as we have this monarchy and an unwritten Constitution, it can’t work properly.’

BA: Yeah, exactly. But, I mean, my attitude is – and it’s very, it’s very hard sometimes trying to balance people who are Labour first, who’ve been active in the Labour Party for years, for forty years, but are remainers, because for them, you know, they understand the rules of the Labour Party, which is not to vote for any other party or to campaign for any other party or support them in any other way and that’s ingrained in them and that’s perfectly logical and acceptable. I mean, why be in a party if you don’t think that if you win you’re going to be a good government, you know?

MP: Mhm.

BA: And you don’t necessarily want an alliance and Labour is the biggest opposition party.

Why would they want an alliance with the Lib Dems and the Greens, you know?

MP: Mhm.

BA: And they're also great at campaigning, which I don't think the Lib Dems and the Greens – well, the Greens round here, for example, have become more active, but they're not, you know? Labour relies upon its activists, so it's, it's like saying: 'I've put in all this hard work, so why should I work with these minority parties?' (laughing)

MP: Yeah.

BA: So, there is a kind of psychological problem there as well, there is kind of an ethical problem. On the other hand, we know, because of the way the voting system is here, it makes sense to align yourself with other parties in order to defeat the Tories, you know? So, as far as I'm concerned my work in the Labour Party is to get PR first and then if we have a progressive alliance, it's fine or if we have a coalition, you know, after?

MP: Mhm.

BA: As long as we get rid of the party of the Tories, I'm not particularly bothered by that. And, you know, again, I kind of conf[...] we should be working to rejoin, but until we get rid of this Tory government, we can't do anything. But ideally, yes, we should support rejoin, but we should go ahead and get rid of the Tory government and step by step we need to get back into the single market, we need to get back to freedom of movement.

MP: Mhm.

BA: We need to, I mean, with the Northern Ireland Protocol, the EU has been very very generous in what they said about the docum[...], you know, the documentation and they've, they've relaxed a lot of the rules of the customs union in order to make it possible for the Northern Ireland Protocol to go ahead. Unfortunately, the British don't appreciate that, but they have, they've gone a long way. But we need to get back into the single market and the Customs Union. For example, this freedom of movement has, is stopping all the musicians and artists working.

MP: Yeah, yeah, we were talking about that, yeah.

BA: So, yeah, we should be working for rejoin, but I don't [...] we haven't, you know, we're not even through this [...] we're still in this period, aren't we? What do they call it? It's not [...] we've come through the transition, we're still in the implementation period. I mean, I don't think, I think that it is next year, that actually ends that phase. So, we're not, you know, we're nowhere near getting anything happening with THIS phase. So, if they could change it, all the better! But look what's happening in Northern Ireland. They're not going to be able to change anything, are they? They can't even agree about that. So, my main focus is PR as a Labour member, 'cause I think that's achievable and it would be as rejoin, for rejoin, but I can't, you know [...] if I'm really, really honest, I can't see it happening for a long, long time.

MP: Yeah.

BA: BUT if we go for PR, if we get rid of the Tory government, however, then we can get back into the single market, the customs union, it's gotta to be step by step.

MP: Mhm.

BA: But I can't [...] you know, other people will probably agree with me, I'm only, I'm only speaking in terms of my intuition and my feelings, I can't see it happening for at least, well, certainly not by the next election in 2024. Perhaps the next one after that, I don't know.

MP: So, what is Liverpool for Europe's messaging currently or in the future?

BA: Well, what we agreed before the pandemic, we would be supp[...], we would be supporting EU citizens and we, we would actually be gett[...] trying to align ourselves with the EU in as many ways as possible and we had a regional, we had a regional group, you know, with people from Cheshire, people from Lancashire, people from Manchester and just before the pandemic, I did a training event in Liverpool [...]

MP: Oh.

BA: [...] and it was really, you know, it was really good stuff, people were contributing a lot... we had different topics, people put in different themes, and we worked in groups and collected all the notes on it and then the pandemic happened and that kind of stopped. So, if it hadn't happened, I think we would have been working, you know, kind of regionally and supporting each other [...]

MP: Yeah.

BA: [...] doing different events, things like that. They started – it wasn't just a local thing, but I think it was European Movement that started this, these euro-café – so we went to Southport, and they had one, that was one of the last things I did, it Women's International Day [...]

MP: Okay.

BA: [...] in March and I went to Southport for this euro-café, it was just meeting people. So, it was the same idea of, you know, supporting each other, just [...] that poster there that I've got, this is one Sue has left for Olivier [...]

MP: This one?

BA: Yeah, that one.

MP: Yeah.

BA: This is the one that [...]

MP: Oh, yeah. Southport...

BA: [...] Yeah, yeah. That's [...] we put, we put – that was the last thing we put together [...]

MP: That's clever!

BA: [...] before the [...] Yeah (laughing) [...] before the pandemic...

MP: Oh right, yeah! Open Britain.

BA: Yeah.

MP: I'll take a picture of that.

BA: They were the South [...] the Southport people, yeah. And [...]

MP: So, you were trying to broaden your network?

BA: Yeah. Well, they all existed anyway, we were just trying to do things regionally.

MP: Yeah, yeah.

BA: You know, our small region, not the Northwest.

MP: So, what was the training about exactly? How [...]

BA: Well, we did different – I'll see if I can find it – we had different, people submitted different questions or themes [...]

MP: Like, on a voluntary basis? How did that [...]

BA: No, no (is audibly looking for something)

MP: [...] work? Did you [...]

BA: I have to find it. They, they produced – 'cause they wrote up, I wrote up the notes, they're in the minutes somewhere. We all produced, and we had, we divided [...] we had tables, we had [...] we did it in this place in Liverpool, which I use. So, I had [...]

MP: When is that?

BA: Well, it must have been February or March, before the pandemic, it was February, I think.

MP: And where did you organise it?

BA: Where was it held?

MP: Yeah.

BA: Well, we used the, the Quakers, you know the friends' meeting house, where we always had our things in Liverpool. We hired a room. And I got big flipchart pieces and put the different [...]

MP: Yeah?

BA: [...] well, we did introductions and we had different themes and we got people to go wherever they wanted to go, put them at different tables. And they could [...]

MP: Mhm. And how many people turned up?

BA: Oh, we had a lot, we [...] about thirty or more. And it was really good. See if I can find [...] I have to remember what it was called, 'cause we were called [...] see if I can [...] alright [turning her computer on] that's a Labour thing [...] Alright, now [...] I have to remember, I can't remember where I put this. In My documents (pause) It was so long ago, I can't remember it.

MP: If that was before the pandemic, yeah, it was at least [...]

BA: I have to find it, I'll find it [...]

MP: [...] two years ago.

BA: [...] Remember where I put it, I think, was it called regional or Merseyside [...] I think I called it, let me try Merseyside. (talking to herself) What did I call it? I've got, it's here, we had a Messenger group. So [...] it was called 'Merseyside And Beyond', I think. (pause) There you are, Merseyside Regional Campaign. Alright, so, there we are, it's the date when I started this, the 31st of March [...] February, alright. Now, that was a long time before, somebody changed the colour on it, I don't know why they did that. (Long pause)

MP: It's not very expensive that Led by Donkeys, I'm gonna buy it.

BA: Yeah, yeah. January [...] I might have pu[...] I'm certainly [...] so, it goes back to January [...] December 2020, so it was a long time before that, we started before December [...] well, so, November 2020. Yes, so we MUST have started it something like March 2020. Let me try and find it here. It was, yeah [...] right, so what did I call it? 'Merseyside Regional' or was it 'Merseyside'? Alright, PR [...] no [...] I know, I'll look, I'll look in my Liverpool for Europe thing and see what I can [...] Liverpool Language School [...] Where is Liverpool for Europe? There we are. So, let me see if I can find Merseyside, 'cause it should be in the minutes somewhere [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and I put all my minutes in here. Mer-sey-side (typing, then long pause) No, that was just a march.

MP: Well, you can find it later, if you want.

BA: Yeah, just keep on talking to me and I [...]

MP: Yeah. Well, the next question [...]

BA: That was the last thing we had, we had a training and [...]

MP: Well, you can send me everything later, if you want.

BA: The regional committee.

MP: Then I have some questions about the group, do you want to do it now or [...]

BA: Oh, here you are! Regional committee meeting, the Quaker House, Wednesday the 26th of September. So, what did we have, 'minutes and actions', 'minutes carried'...

MP: I'd love to have that.

BA: 'Matters arising', 'activities and events', Eddisbury.

MP: Do you think you can send me [...]

BA: What? The minute? These minutes? Next meeting?

MP: Whatever you have on that meeting.

BA: Yeah, these were [...] I mean, we had a few meetings.

MP: Oh.

BA: But you mean the training event?

MP: Yeah.

BA: That's what you mean, don't you?

MP: Well, the minutes could be interesting.

BA: Activities and events around the [...] matters arising, apologies Nell, Nell was at the first meeting, so that was in February. So, let's have a look where [...] Merseyside... I don't [...] I obviously put them all in Liverpool for Europe, regional committee, regional campaign. So, what was that the regional campaign? No, it's one of those stupid things. Okay, I don't know what that is. I have to close my Italian. Regional campaign, Pat, regional committee meeting, so that was the 19th of February, Quaker meeting house. Here you are, purpose and motivation for regional group, continuing to fight Brexit, Brexit is failing target audience – that's quite good actually. That was the first one, that might have been the first one.

MP: Yeah, yeah.

BA: 26th of February and [...]

MP: Looks really good.

BA: So, what date is that one? That one is 2 [...], yeah. I think that probably was the first one, the 29th of January.

MP: Okay.

BA: Right. 26th of February, 29th of January (pause). Right, just let me [...] I'll put these into a Zip file for you and then [...]

MP: Oh, thank you.

BA: [...] I'll send them to you now.

MP: Yeah.

BA: So, ... agenda (pause) Regional committee [...] I'll try, 'cause I wrote – somebody typed, was it Liz that typed up, I think she typed up all the things that we asked, 1, 2, 3, 4, 5 [...] I'm gonna have to work them out, 'cause I'm not sure [...] That was the last thing that we did, before that poster, before the pandemic. Right, so [...]

MP: Had the pandemic not happened, would you have [...]

BA: Yeah.

MP: [...] continued to [...]

BA: Yeah.

MP: [...] run these events?

BA: Yeah.

MP: Why did you not do it after the pandemic? Because it was just too [...]?

BA: Well, we couldn't go out (laughing).

MP: Yeah.

BA: We couldn't meet, we couldn't [...]

MP: But now you can, for example, so is it too late now?

BA: No, but people don't want to meet now either, actually. We're having our AGM online.

MP: Mhm.

BA: Why can't [...] Do you want to be placed on [...] Okay. Put it on the desktop, it says it's going onto the desktop, I don't know why. Anyway, I put that [...] it's going onto the desk[...] desktop, but I need to f[...] what I need to find you are all the, the notes from that meeting and I have got them. They're probably in Dropbox, you know? I'll give you access [...]

MP: Yeah.

BA: [...] let's see if they're in Dropbox... Meeting agendas, meeting minutes, copyright, archive, pictures, I'm gonna have [...] I will find it for you, but I just don't know where it is.

MP: That is fine, we can, we can [...] or you can give me your drive, I can have a look on my computer.

BA: Well, I shared it with you on Dropbox [...]

MP: Yeah.

BA: But I [...] it's [...] I can't remember [...] I even, I threw the [...] I had the – they've all been typed up – but I had the, you know, the, what's it? The flipchart sheets [...]

MP: Mhm.

BA: I had them here and I threw them out, 'cause I thought I don't need them any longer, I was trying to get rid of stuff. Yeah, I'll find it, 'cause I know Liz did the notes as well, so I probably sent the notes back to her.

MP: Mhm, it's fine.

BA: Sorry, go on. But that was the last thing. So, yeah, I mean, it's partly, it's partly because, it's partly because, I mean none of the groups have gone out to do anything over the past whatever; the only people that have continued doing stuff, Steve Bray outside Parliament. And of course, he [...] now his message is anti-Tory.

MP: Mhm.

BA: I mean, it's still Brexit, you know. They still have signs saying, you know [...]

MP: Yeah.

BA: [...] “We told you so” and “It's going well, isn't it?”, but his message is still anti-Tory [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and but, to be quite honest, there's not much enthusiasm in our group for getting out onto the street.

MP: Not anymore?

BA: And I'm not in the position to lead them in the same way, quite honestly.

MP: How responsible is the pandemic for that, do you reckon? Or do you think it's just because [...]

BA: I think, you know, I mean, I think, we would have continued doing that kind of stuff regionally, we would have supp[...] in the region, next step was to support whichever group was holding something in the region, so we would have gone over to Southport or Cheshire or somewhere else to actually support them.

MP: When you say support them is like running their stalls with them, talking to people in the street?

BA: Yeah, yeah.

MP: Okay. So, very briefly about the group, I'll try to be quick, because I have the answers to most of the questions, actually. So, LFE was creating in 2016, right?

BA: Mhm.

MP: And the way it's structured, its organisa[...], its organisational structure is you have a committee of ten core-members?

BA: No. Well, the Constitution said something like not more than twelve [...]

MP: Yeah.

BA: But really, about ten.

MP: About ten.

BA: About ten, yeah.

MP: So, you get funding, people just pay for membership [...]

BA: Donations.

MP: Donations?

BA: We have a membership subscription of four pounds a month and then people give us donations.

MP: Yeah. And how easy was it to open a bank account?

BA: I don't think it was that easy.

MP: Yeah.

BA: You need to talk to Yves about it.

MP: 'Cause I remember Bremain, Bremain in Spain, Sue Wilson [...]

BA: Yeah.

MP: [...] told me it was a nightmare, I interviewed her at the very beginning, and I think then they, yeah, they hadn't opened an account yet, she said: 'we are in the process of trying to do it', but [...]

BA: Yeah, you need to talk to Yves, I always forget [...]

MP: Yves? Okay.

BA: [...] our account is [...]

MP: Yves is Pat's husband, right?

BA: No, Yves is, no.

MP: No?

BA: Have you not spoken [...] Yves is from La Rochelle, he has a husband, Peter.

MP: No, I [...]

BA: Have you never spoken to Yves?

MP: Doesn't ring any bells

BA: Perhaps [...] I mean, I sent it out to everybody, he didn't volunteer. I mean, I always send your stuff out to everybody, so he hasn't come back. And [...]

MP: Yeah.

BA: He is like Pat, he's got British citizenship because his husband is British [...]

MP: Okay.

BA: [...] you know, he's staying here. But, he has, it's, it's a – I can't remember what it's called – but it comes into a special category but it wasn't that easy. But it was partly because at the beginning, getting people again, there are three signatories and I'm one of the signatories – you know, there're three people that can sign cheques, but we don't use cheques, you know?

MP: Yeah. No, you don't.

BA: And [...] but no, it wasn't that easy, but we've done it and we've had it for years now.

MP: So, you meet on a weekly basis?

BA: Well, we used to meet on a monthly basis [...]

MP: Okay.

BA: [...] I mean, consistently on a month [...] again, because of the pandemic.

MP: Where would you go?

BA: Either here, at my house [...]

MP: Your house?

BA: [...] on this side of the river or at Pat's, the other side.

MP: Okay. Not in a pub or a park [...]?

BA: Well, we started out by – when I, you know, when I wasn't managing it – but they started off right at the beginning in kind of a café or something [...]

MP: Mhm.

BA: But not now, you can't hear anything.

MP: So, would you say that now Liverpool for Europe is more active online than [...]

BA: Oh, definitely at the moment.

MP: [...] in the field, yeah?

BA: Yeah, but having said that, we also made the decision to work through our political parties, we all did, we made that decision [...]

MP: Would you say that's the only way to promote the EU? You can't just do it solely at grassroots level, you have to [...]

BA: Well, we're still part of Grassroots for Europe [...]

MP: Yeah.

BA: [...] but again, you know [...]

MP: It goes hand in hand [...]

BA: [...] everything's been online.

MP: Yeah.

BA: They had a [...] I'm not a [...] I went – for about a year – I went to all the Grassroots for Europe meetings – again, you see I sent everything out – but it's usually me who ends up going and I went to them and I just, you know, I think Grassroots for Europe is a good thing, clearly, you know, to keep us all informed and online, but I didn't feel that – again, it's a matter of, you know, this big organisation with subdivisions of, you know [...]

MP: Yeah.

BA: [...] and it's a lot of talking and for me, I think it's more important to take action, well to talk, obviously, but it makes it more complicated. You got somebody from Manchester, from Southampton [...]

MP: Yeah.

BA: [...] from Norfolk, from Edinburgh, all scattered you know.

MP: Scattered.

BA: Scattered, yeah. I was [...] for example – Erasmus+ is a good example, because I was

absolutely furious about the loss of Erasmus+ and I wrote to The Echo about it and Alison, my MP – she probably talked to you about this before, she is in the Shadow Cabinet Minister for Digital Culture Media and Sport – so, she was, she, she wanted to get involved in this as well, ‘cause it’s part of her remit and we held, well the webinar, the Zoom meeting that you came to. So, for me, it’s more important for us to work through somebody who’s a Shadow Cabinet Minister for Labour or, you know, and to be working with them – and she happens to me my MP, that’s just pure coincidence, but of course it’s given us [...] because she’s my MP and I am the chair the Liverpool for Europe, it’s given us some leverage [...]

MP: Mhm.

BA: [...] you know. Then, for a group of people to be meeting – which they do – and they always copy me into it, but I don’t go – I went to one or two of their meetings right at the beginning – to be talking about how we do this, we’ll have this meeting about doing this, we’ll have that meeting about doing that, when I want us to have some political clout and I can’t see that they are actually getting very far with that. You know, they will have sympathetic MPs, but they’re often Lib Dems or Greens and they don’t actually have any, you know, impact. Well, certainly I don’t [...] I’m not saying that they don’t speak up, ‘cause I don’t watch Parliament 24h a day, but we need people who can take action and the [...] they were going to have a Festival of Europe that didn’t, but we weren’t keen on that either [...]

MP: Mhm.

BA: And, ‘cause these things are [...] there are a lot of people with ideas, but making, implementing them is, is different. And we can do that in our own small way, that’s all I feel we can do, you know, on Merseyside and we reach a handful of people really, in terms of what we’re doing.

MP: Mhm.

BA: But – which is fine – I mean, you know, that’s what we should be doing, but to make it, to make a difference, we need more powerful people basically, that’s what I’m saying.

MP: Do you think you need a national organisation, an umbrella organisation like PV tried to do?

BA: Well, there’s European Movement [...]

MP: Yeah, but [...].

BA: [...] which we’re not part of, ‘cause nearly everybody else is, you know, Leeds for Europe, Manchester for Europe, but we’re not part of that. There is an European Movement in Merseyside, which is a smaller group, which is about educating and, you know, they have meetings online, they have speakers, but they’re not campaigners, we are campaigners, we were campaigners, but they’re the official European Movement Merseyside and we [...] that is the organi[...], that is the umbrella organisation that most groups belong to, but we decided we didn’t want to belong to it, so. And it doesn’t make any difference whether we’re in it or not, quite honestly.

MP: Why, why did you not want to be part of it?

BA: Well, partly because they were already in it – European Movement Merseyside – and we, we, we didn't [...] again, we thought [...] I don't know how far you're recording me here, but we feel that [...] we went to meetings, you know [...]

MP: Yeah.

BA: We went to meetings, but [...]

MP: If you don't want me to use it, I won't.

BA: No, that they were, again [...] at that time – I think it changed slightly now – [...]

MP: Yeah.

BA: [...] but at that time, they weren't campaigning. Olivier will tell you about European Movement, it's been [...] it came in existence after second world war.

MP: Yeah, I know that, yeah.

BA: And they weren't, they're not actually about campaigning, and we've never been impressed by the speakers that we've heard, but now it's changing slightly because Andrew Adonis is the Chair.

MP: Yeah.

BA: They're having an election for the Vice-chair and the Chair of Grassroots for Europe – Richard Wilson, who's also the Chair of Leeds for Europe – he's been the Vice-chair, but it looks as though he's been challenged by Molly Scott Cato, who's Green, ex-Green MEP. And Sajjad Karim, who was an ex-Tory MEP for the Northwest – he's a very impressive speaker, he speaks really well, he's a Tory. So, Richard, just because people don't know we're not in the European Movement, they'd be sending me emails saying: "Vote for Richard" the grassroots.

MP: Mhm.

BA: So, that was, that's quite interesting and I spoke to Julia, I messaged [...] you know, Juliet Lloyd, Juliet Mayor, from Grassroots for Eur[...], from Women for Europe [...]

MP: Yeah, yeah.

BA: [...] and I just said to her: "Who's standing?" and she told me and I [...] 'cause they, it looks as though they're positioning themselves with two politicians, as well. So, I actually don't think that's a bad idea, you know, as I said, we need political representation, although I didn't think, Andrew Adonis is part of PV. And the other reason is it was just – if you look at their website, the people that were in PV that let us down, were moved across to European Movement, basically, which included Andrew Adonis, who's a Labour peer and some of the operations manag[...] well, men, basically. Then they just went from PV to European Movement. And we didn't, we didn't see any value particularly in being part of the European Movement.

MP: Yeah, fair enough.

BA: But, you know, I can see why there is [...] people would think there IS value in the concept. But if it'd been – it's really, for me, it's this this kind of old-fashioned thing that they've got going there and it's EXPENSIVE – you have to pay 25 pounds, I think, to join. But, Olivier's always been part of European Movement, but as a group, nobody particularly wanted to join it, so we didn't join.

MP: Mhm.

BA: So, we're not affiliated; we were affiliated to Britain for Europe, but that went and that [...] it became March for Change and then the've [...] Mike's not with March for Change or, not in coalition with the person that he was with – Tom Brufatto from [...]

MP: Oh, yeah.

BA: Yeah, they're not, they've split up now, so we prefer to keep our independence, but it doesn't actually make any difference, you know. We go to [...] we're active, we go to other marches, we know what's going on.

MP: Yeah. So, I'm interested also in your strategy. So, what, what, what has [...] you know, what have you put in place to make your members and supporters committed to defending the pro-EU cause?

BA: Well, we, it [...] as you say, it's mostly online and we've got social media – we've got Facebook, we've got Twitter, we have events [...]

MP: You've got the newsletter.

BA: [...] we've got the newsletter that R and C have [...] we have, it's good to have some new blood, to get new people onto it.

MP: Mhm.

BA: But, you know, if people, if people wanted to get involved, they would come to the AGM, they would come to the meetings [...]

MP: Yeah.

BA: [...] they would offer and they don't. I mean, even within the core group, people don't, you know. So, it is really hard to, to actually get things done sometimes.

MP: Mhm.

BA: And I don't think I'm indispensable, but I know that if I'd, if I, if I didn't do certain things, they wouldn't happen.

MP: Yeah.

BA: And, if somebody else wanted to stand, I would withdraw from being campaign officer, 'cause that's the bit that took up most of my time, really. So, but if somebody wanted to become

chair, that would be fine, you know, I would be happy if it was the right kind of person, but we've got to have some kind of continuation [...]

MP: Mhm.

BA: [...] not just [...] and there are a lot of characters within any movement who are contentious and controversial and you wouldn't necessarily, you know, want one of those to be coming in. It's very hard, we're not [...] we are political, but we're not a political party, I mean, it's hard enough in political parties, but [...]

MP: Yeah. So, to [...] you know, what has been the most effective way to convey this pro-EU message? What would you say?

BA: What has been or is?

MP: Yeah.

BA: (hesitating) Well, again, it's hard to say. I would say that our work, every weekend being out there on the stalls, our leafletting, our events were important, writing to The Echo and we would say the march and going down to SODEM. We would say the marches, but they weren't reported, it wasn't until the very last one we had, you know, a millionaire or whatever, that people there, that it got any airtime at all. Things like when Johnson held his meeting with Varadkar, he was here, on the Wirral, we found about, we found out about it very, you know, very last minute, but we happened to be in a stall at the University and we got over here very quickly and we were on, you know, the 6 o'clock News, 'cause it was, you know, a really important meeting [...]

MP: Mhm.

BA: It's when he and Varadkar came to some agreement about the Withdrawal bill and so, we were in the [...] so, I would say that was getting some kind of high visibility, was really important to me. I mean, we've had interviews with the press, we'd been on television, we'd been on radio, we did a radio interview on the 31st of – was it 31st of January, yeah? – we did an interview with Radio Merseyside, we've had [...] I think, I think the best thing that we did was to become visible and to do what that poster said – to keep Europe alive, to keep it in consciousness.

MP: Yeah.

BA: But is still wasn't enough, 'cause people, when I go round and say I'm from Liverpool for Europe, they don't know what it is, you know? There are EU-remainers who didn't know we existed.

MP: Mhm.

BA: It was very hard to get our message across to the whole of Merseyside and now I'm in the Labour Party and I'm actively strategizing, I realized how much easier it would have been, if we had their kin[...], their tools and their data bases and [...]

MP: That's interesting.

BA: We didn't have them. If we'd have gotten [...] if we knew where the remainers lived [...]

MP: Yeah.

BA: [...] we would have made a, you know, we would have been able to knock on their doors and talk to them and got them out and things like that. But we ended taking three coaches down to the marches [...]

MP: Yeah, ...

BA: [...] we went, I think, I think we went to, what? Well, I put it I that text that I wrote for C I think we went to 13 marches, something like that.

MP: 30?

BA: 13.

MP: Thirteen? Wow.

BA: Yeah, so, thirteen. When I say, we got [...] I got involved in November 2016 and then we officially became, we had an official launch, I think it was March 2017, you know, and little by little we got ourselves organised, but it was, yeah. I mean, it was great, and I think I [...] it's very hard to say, except that I know that most of the Labour Party was remain. They, you know, they took, did surveys.

MP: Mhm.

BA: So, they were remain. So, people do [...] did surveys in terms of remainers, but I – you know, for the whole country – we were very close, we were very close.

MP: Yeah, you were.

BA: And if we'd, you know, if, if what's the name, from the Lib Dems, had actually said: 'Yeah, I will go into coalition with Labour and to Corbyn', she didn't like it – and he wasn't my favourite leader – but, why wouldn't you, you know, try and keep the Tories out by saying: 'We will form a coalition'. And if we had, the Lib Dems, the Lib Dems WANTED the election – they were the ones who wanted the election.

MP: Mhm.

BA: And I thought at the time, yeah, not such bad idea, 'cause I think we're going to win, but I was wrong.

MP: Mhm.

BA: And we were really close, but we didn't have enough MPs in Parliament to support us.

MP: And would you say some activities are more effective than others? Like, for, recruitment maybe you'd do something in particular, whereas for, I don't know (pause) I

can't think, sorry, bit tired.

BA: Yeah. Well, we had meetings where we had, you know as I said with our local councillors and MPs. I don't know. You know, we recruited best on the street, for example, we had, we had a PV petition and we had loads and loads of signatures that we submitted to them and we [...] that's how we ended up with over a thousand on our newsletter list, 'cause they were [...] we took those from the petitions that we had.

MP: Right.

BA: And we submitted all those names to PV. What they did with them, I don't know. I mean, that's where the inefficiency came in [...]

MP: Yeah, yeah, yeah.

BA: 'Cause, you know...

MP: Mike Galsworthy was obviously tal[...] saying about that.

BA: Yeah, we were submitting 50-60 names every week and what happened to them, I don't know.

MP: Mhm.

BA: But we kept them, we were allow[...], we had this, we had this field where we said, something that said: 'If you sign this, we were [...] you give us permission' – it was about data protection and stuff like that.

MP: Yeah, yeah.

BA: So, we ended up with a thousand and Mike paid [...] he had some money, so he boosted our Facebook public page to [...]

MP: Yeah.

BA: [...] ten thousand.

MP: That's huge.

BA: So, that's in terms of facts, you know, things that we got in evidence, we got a thousand on our Facebook page, on our newsletter list, ten thousand on our public page, so that was social media. And it's hard to say in terms of everything else, you know. We, I thought, you know, we got a thousand signatures, so we must have, we must have done something right. And it was just, otherwise it was just [...] I, I personally did a lot of nudging, a lot of keeping people informed, keeping people on board. So, these were remainers anyway, but my, MY objective is to make them activists, you know, that's what I was trying to do, so I, I think, one thing I will, I am, I will say that I DID do was to, was to nudge, send out emails, send out messages, you know, all this kind of thing that you've got to do in marketing in order to get people, bring in people, to get people to events, to get people to marches, to get people involved.

MP: And, and, did you change your objectives when the Conservatives won the elections and also when COVID happened? Did these two events change your, did it change your objectives as a campaign group?

BA: Well, we had to accept that it was going to happen when they won the election, 'cause that's why they were elected, on the manifesto that they would get Brexit done, that was on the, that was what? December the 13th [...]

MP: Yeah.

BA: [...] and then, so, and then we came out on January. I mean, October the 31st - was it October the 31st we had, like a party and we were, I can't remember what happened, we knew we were, we were going to leave on the October 31st [...]

MP: It was supposed to happen in October, but then it got postponed.

BA: Right. So, did we [...] we didn't do it on January 31st, we had a party and I can't remember, I have to look it up, at The Pen Factory, and that was kind of, it was really upsetting, that one. And [...] but, you know, we were singing and stuff like that and [...]

MP: Mhm.

BA: When was it? When did we do that? (pause) I got so confused now. What was it? Who was it? Heather... 'Cause there are people associated with Liverpool that were football fans, basically, 'cause they were here because they had a spouse or whatever that was born here, they came to our [...] you have a look at Pen Factory. (long pause) Leafletting! You know, we did a LOT of leafletting, as well [...]

MP: Mhm.

BA: [...] to recruit. But I, I don't have [...] the problem is, now I know we don't have the evidence, you know, there was no way [...] the only way you can get evidence is by, the way people vote - we didn't have another vote! But, you could say that the referendum, sorry - the election - was a vote.

MP: Mhm.

BA: And we lost.

MP: And did it change with the pandemic, because you focused a lot on holding the government to account to, you know, how it was dealing with, you know, health, you know, well, the pandemic in general? Did you not change your objectives, as well?

BA: Yeah, the obj[...], by the time we got into the pandemic, that's what everything was focused on. Brexit actually, took a back seat, didn't it?

MP: Yeah, it did.

BA: And they [...] so, it was all about them, about the Tories and how awful [...] and it's still about them and how awful they are.

MP: Mhm.

BA: I mean, there are people in the movement that actually, they're still around, but they said: 'I'm not going to be active any longer', 'cause what can we do with an 80 seat majority – we can't do anything. So, it's really, the question is how synonymous was that result with what was going to happen to the remain movement? Because, if you look at that election as a test – as a referendum, in a way, another referendum – we lost that referendum, because of the way our voting system is organised. So, what do you do when you've lost, basically? You've lost whereby you've got an 80-seat majority – they've got an 80-seat majority – so, nothing we can do, nothing that all the other parties do, even if they jumped up and down and said: 'We want [...] we hate Brexit, we don't want, whatever' is gonna make any difference at all. And, we, you know, we were still, I was still writing to Keir Starmer and to Alison saying: 'We should be doing this', 'What about our factories?', 'What about Erasmus Plus?', 'What about the musicians?', you know, you have to speak up for Brexit, you should be saying these things. And some of them were, and some of them weren't, but, you know, it became, it wasn't part of Labour's, of Labour's immediate concern at that point.

MP: Mhm.

BA: What it was was how to keep people from dying. And we were watching, I was watching Johnson and the Chief Medical Officer and the Chief Scientific Adviser every day for seven weeks and then I got fed up with them, 'cause people were dying and it was awful. And, there wasn't [...] we were just, we were locked down, so there wasn't much we could do, apart from, you know, be on social media and we [...] I mean, it's quite interesting 'cause we made a decision for Facebook – our private gr[...] – that we wouldn't only post things that were connected with Brexit [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and the EU, otherwise we would be swamped by anti[...] – and we still get anti-Tory, anti-government and general things, general, you know, posts, that we would not be posting those, 'cause we'd, we lose Brexit and the EU because of the way they were taking over. So, our Facebook page is still active, and Twitter, with those things. But it was, you know, it's hard to keep everybody going and people dip in and out – we're not professional, we're not paid to do this, we're not a professional organisation. Some people post all the time, others don't post at all and you don't hear from them for months and then they come back.

MP: That's very interesting, actually.

BA: I mean, yeah. And it's, you know, it's [...] you know they're there and I've never criticised anybody or not understood if they have not been able to do something, 'cause they have family commitments or work commitments and stuff like that. But no, I mean, social media has still been lively over the pandemic, but a lot of it, it has to be Brexit-related and if it's about Johnson and the Tories, it's still gotta be Brexit-related, we just don't put things up just about them, although we'd like to, but it would, we would lose focus, so we've been quite good about that, I think. I've tried to keep [...] and we don't, I mean, I don't put anything up about the Labour Party specifically or the Lib Dems – you've still gotta be cross-political. But to be quite honest, we don't hear anything from the other parties, so you know, the [...] it, it, it has [...] it's still hard to have any political representation.

MP: You don't really feel supported, still.

BA: No, I mean, it's still hard to have any [...]

MP: Yeah, five years later.

BA: Yeah, political. I mean, Alison is very supportive, you know, she'll speak up for musicians [...]

MP: Yeah, but not from the whole party.

BA: No, no. I mean, we've still got great individual MPs [...]

MP: Yeah.

BA: [...] again, mostly Labour, but they [...] we haven't got a political representation and we certainly haven't got a party that supports us.

MP: What about Renew?

BA: Oh, Renew, the party?

MP: Yeah.

BA: Is this, yeah [...] this is [...] well, no, nothing.

MP: 'Cause they allied with the Lib Dems for the local elections in 2019, but it was temporary, they were not very keen on the alliance.

BA: Well, I can't really comment on that.

MP: I interviewed James Clarke, yeah.

BA: Yeah, I can't [...] Renew, one of our members stood in Southport for Renew [...]

MP: Okay.

BA: One of them, Carla, she's part of Renew, but I don't know [...] she hasn't talked about it very much recently, so I don't know what they're doing.

MP: And when Change UK was an actual party, did you try to reach, reach out to them to, no?

BA: Went to, I went to a meeting – they had a meeting in Liverpool [...]

MP: Okay.

BA: [...] invited to go, for Liverpool for Europe, to listen to them [...]

MP: Okay.

BA: [...] and I just thought they were, they were just very unconvincing.

MP: Yeah.

BA: And we went to hustings, we had various hustings before the December election, December, and we held a husting, we held a husting on the Wirral and one in Liverpool, Liverpool for Europe.

MP: What is, what is a [...]?

BA: A husting is when you have all, when you have representatives of all the, the, the parties that are standing. So, for example, if you [...] if somebody is standing as mayor, you have all the people who are standing on a panel and the, the audie[...], the audience asks them the same question and they all got [...] so, it's a panel [...]

MP: Okay.

BA: [...] and with a general election husting, you have a panel with a representative from every party – so we had Tory, Labour, Lib Dem, Green – they weren't all [...] the Lib Dem and Green were councillors, but they were still representing their parties, they weren't up for election as MPs. Oh, some of them was, actually. Brexit, we had Brexit [...]

MP: Oh, did you?

BA: [...] and we had, yeah, we had this Brexit guy who agreed, agreed to come. And, so you ask them all the same question. So, we organised a husting and Michael chaired it – Michael Dougan, he chaired it. So, we had one in Liverpool and one here, on the Wirral. And, yeah, so, you know, we organised hustings, as well.

MP: Okay.

BA: So, in order to be the European voice [...]

MP: Mhm.

BA: [...] 'cause even if we THEY weren't pro-EU, like the Tories or the Brexit Party, THE OTHERS WERE and because it was a Liverpool for Europe event, the kind of questions they got from the audience were about the EU. So, you know, so we asked Labour what they would do and we asked the Tories what they would do.

MP: And you decided that as a group, yeah? To organise the hustings ?

BA: Yeah, yeah.

MP: Yeah.

BA: Yeah, yeah. I mean, we organised hustings, we organised events with representatives from all the parties, all the time. We had lots of meetings [...]

MP: Mhm.

BA: [...] that we organised over the years. And, yeah, yeah, so, so (hesitating) [...]

MP: Well, last question.

BA: Yeah.

MP: If you get elected in May [...]

BA: Yeah.

MP: [...] would you have to give up Liverpool for Europe?

BA: I don't know. I mean, it would depend upon the workload. You see, again, for me, it's [...]

MP: But ethically speaking, you could do both?

BA: Oh, ethically I could do both, yeah, I think.

MP: Yeah?

BA: But, I mean, again, it's real [...], it's really I have a kind of conflict here, because I don't know whether part of the reason Liverpool for Europe is not very active now is because I'm not active with Liverpool for Europe, you know, 'cause I haven't got the time to be, 'cause this is what I'm doing [...]

MP: Mhm.

BA: [...] which is, is, is all, valid, because that's what we decided as a group and I have just gone a bit further than other people, you know? And, so, I, I, you know, I would see, there are other pro[...] – like Tom, he's a pro-EU person, he's in the Labour Party and some people are Lib Dem councillors, you know, they are [...] so, it, but, I mean, I would see my role as to speak up for EU citizens as much as possible. And one of the things I want to suggest is that we twin with all of the EU states, you know, the EU countries as a, for Wirral. And to keep the voice of Europe alive, and other minorities, not just Europeans, you know, others, other people, as well. That's my job, to be like the foreign repr[...] the foreign officer, if you like, the foreign secretary on the Council. That's what I would like to be, that's what I'd see it as, you know, as the international person on the Council 'cause I think I am, I think that's obvious that I am. And, you know, and to make Wirral [...] and to internationalise Wirral, that's what I would like to do. I don't know if that would be within the plan, but that's how I see [...] that's my contribution. But yes, but I mean, if somebody came forward to lead it now, I would step down, as well, 'cause it needs, it needs somebody who's got the energy and the application to keep on pushing, keep on nudging, keep on leading, it's not easy.

MP: It demands a lot of energy, yeah.

BA: But it's a lot, it's about being persuasive [...]

MP: Yeah.

BA: [...] and inspiring people and getting them to just turn up at a certain place at a certain time.

MP: Mhm.

BA: And a lot of it is just being patient, you know, of being, of being tenacious and patient, which I know I am, I mean I have always done that, but it does [...] it's getting tiring and it's harder when you don't [...] it's not clear, well, or it's a long haul and you can't see immediate results.

MP: Mhm.

BA: If you're in an organisation, you have a five or ten-year plan – whether you're aware of it or not, you just do your stuff and people above you make these decisions and sometimes they're not decisions that you like or if they make changes that you don't like, you know – nobody likes change in the end. And, but you know in the end that you're, you know – you and I as teachers – that our students are learning, and they will go out and have their lives and whatever [...]

MP: Yeah.

BA: [...] and we're doing a good job if [...] from the feedback that we get or we're not doing such a good job and we need to improve, so that's what you're doing, that's your job, that's your task. But it's hard to know NOW what we ARE doing, quite, quite honestly. Apart from keeping on top of it and challenging them, bringing them to account and one [...] talk about the pandemic, it's been such a me [...], it's been so awful in this country [...]

MP: Mhm.

BA: [...] that we, we would join the voices, and we do join the voices of people who want to bring this government to account, need a public inquiry into whatever has happened [...]

MP: Mhm.

BA: [...] as soon as possible. And I would see nothing inconsistent with me going with my Liverpool for Europe hat on, my Labour hat on to – in whatever form, a march or a demonstration – to challenge Johnson and his government about what's been happening in the pandemic. Or, to challenge them about what's happening in Northern Ireland. I don't see any of that as being, being conflicting or being inconsistent.

MP: I think I agree with you, it, it, it has to be, I think it's a work in progress, the remain movement or rejoin – whatever you want to call it now or pro-EU – and maybe I'm wrong, but I have this impression that if you keep it up, it will eventually become a strong movement in the country, but that was my impression from the last Grassroots for Europe meetings on Zoom and about remain and, you know, A.C Grayling and I thought, this is just building up and in four, five, ten years' time, it will become an actual, there will be an actual pro-EU movement in the UK or Britain, whatever it's called then.

BA: I mean, we used to have MEP, you see, we haven't got MEPs now, so we don't have that

link to the, to the EU or the European Parliament and I would, what one, what you would hope is that people would just wake up [...]

MP: Yeah.

BA: [...] they would see, they would listen to the representatives of the Office of, of Budget, what was it, OBR – The Office of Budget, can't remember what's it called now, it's gone out of my head, anyway, OBR, – and who says that Brexit is gonna make, diminish us by 4%, plus the 2% from COVID and that they would realise, you know, that the shelves are empty, that the farmers have all their problems, the fishing industry have all their problems and they would give up the standards and health, the sewage that is going, that these things that would have appalled them so much and the really awful right-wing media like the Daily Mail and the Express, even they now are beginning to have different kind of headlines [...]

MP: Yeah.

BA: [...] and that they [...] I mean, that's what we need, I mean, we haven't actually spoken about the press very much, but we need that right-wing press to wake up and to actually come up out and even if they, they won't admit they were wrong and they, they, they have published awful headlines – you know, calling people like judges, traitors and enemies of the people [...]

MP: Yeah [...] of the people.

BA: But they have to say that they would actually attack the government that was enabling them.

MP: You said 'I'm standing candidate because I wanna be this European voice' [...]

BA: Yeah, yeah.

MP: Isn't it one of, could it not be one of the long-term goals like including the press, having a real European message, you know, through [...]

BA: Yeah.

MP: [...] politics or the press. Wouldn't that be an achievable goal?

BA: Yeah.

MP: You know, putting aside rejoin or, you know big goals like rejoin [...]

BA: Yeah, yeah.

MP: [...] or PR, but like, just having a [...]

BA: Yeah, but this is what, this is where we left it, we keep Europe alive.

MP: Exactly.

BA: That's exactly what we, as far as we go.

MP: And that's totally achievable.

BA: Yeah!

MP: But it's hard to keep it up and, you know, having people [...]

BA: I mean, when I was on the doorstep the other day, I spoke to two people who were remain, you know, and I thought you know, they're appalled, they understand it and they'd be more of them out there, they're not the only two, I just had, there were notes, like these are remainers, in a previous conversation, we'd actually talked about it and you know, and I, the one [...] this woman was talking about Keir and I said: "Well, actually, I am a pro-EU person and not [...] and all this" – 'cause she was – and they understand and they're appalled when you get [...] when you present people with what is happening now, why it's happening, when you give them the, the entrée, they agree with you, but nobody's talking about it, you see. This is, why, why are people not talking [...]

MP: The country's been Eurosceptic for so long.

BA: You see, if you talk to Alison about this [...]

MP: You have to have the other rhetoric, like, the other way around.

BA: Yeah, exactly. Alison will say to you, 'cause there's this thing that would that, you know, that Keir told them not to talk about Brexit – it's not true. I mean, Keir in an interview, said that, you know, there is no leave and remain. What he meant is that he has to represent leave and remain, he has to, I mean, he's b[...]. But Alison will say to you: nobody has said to me not to talk about Brexit' and she talks about it, you know, in Parliament. And the other MPs – Maria Eagle – she talks about it, I've heard them, they talk about it all the time. So, it's not, but it's not reported, it's not reported on, it's not reported by the press, we're not sitting in front of our TVs and watching Parliament every time, you know, they [...] she will put it on Twitter or whatever, but they don't [...] we need to keep it alive and we need to keep on talking [...]

MP: Mhm.

BA: [...] which is achievable and is what we're doing, so, you know, keep on talking, keep it alive, don't give in – I believe that we will rejoin one day, but I don't think it will be for a long time, personally. And that might just be 'cause I'm old and I think I only got two more elections, really. You know, I feel that it will be for other people and the young, what is the younger generation? They're the ones that are going to suffer, I was doing this for younger people, but the number younger people involved is very, it [...] they're very few [...]

MP: It's been a problem...

BA: Yeah. But waiting for them to wake up and see. But of course what younger people [...] younger people are not inspired by it, 'cause they want gurus, you know – that's why they are inspired by Jeremy Corbyn, because he said the things that related to their beliefs, you know, what they wanted to BELIEVE in. And the EU is a bit DRY for them, you know, it's not [...] 'cause we don't have like A person leading the EU [...]

MP: Yeah, true.

BA: [...] and it's, it's not the same. You know, it's the way young people [...]

MP: Yeah, people feel a bit out of touch with the EU.

BA: Yeah, but they, they want a figure head, they want somebody to inspire them and I think there are lots, they have been lots and lots of inspirational people in the EU movement, the pro-EU movement, lots and lots, people like Mike – the two Michaels, you know, from different sides – Michael Dougan who is an academic and knows everything about EU law and he's just brilliant, never wastes a syllable and then Mike Galsworthy, who's an activist, you know, and also very clever and a scientist and, you know.

MP: Mhm.

BA: So, there have been lots and lots of inspirational people in the, in the movement. Steve Bray – I hate to say all the people I'm mentioning are men, but there we are. And Juliet Lodge and Susie Courtault from Women for Europe, you know, there are lots of inspirational people. And that's been a joy, I mean, that's been great, meeting people and, you know [...]

MP: Mhm.

BA: [...] the solidarity that we feel and the companionship and they're good people. But there are a lot of people, there are some people in the EU movement, not people that sound particularly nice on social media and the language they use, you know, they way they insult people and stuff like that – I don't go along, I don't do that. But it, you know, that is great and this feeling of European identity and that, and that is what aggrieves me most, that they have tak[...], they have tried to take my European identity away from me. I mean, they can't, they can't, obviously, and particularly as I'm a linguist, they can't do that, but that really bothers me, the fact that other people who I probably got very little in common with just decided that they didn't want to be ruled by Brussels and wanted to be independent [...]

MP: Mhm.

BA: [...] and they, you know, lead different kind of lifestyles from me – that's fine, that's their choice, but I'm not taking anything away from them, I think. But, they would say, you're taking my independence away from me, but I don't feel that that's true – well, I know it's not true. But they have actually taken something away from me and I, you know, I think that's wrong. Particularly, when the margin was so small, 48 and 52.

MP: Yeah, of course.

BA: Okay.

MP: Thank you so much.

BA: I have to find all these things.

Entretien avec A.G
5 novembre 2021
Liverpool – McDonald's

MP: Is that okay if I use your name or would you prefer to get a pseudonym?

AG: Yeah, absolutely, no problem. No no no, that's fine.

MP: So, Audrey, maybe you can introduce yourself.

AG: Okay.

MP: Very briefly.

AG: So, I'm Audrey Gaffney, I am 51 years of age, I have been an activist for (drawn out) probably 10 years, 9-10 years now. I'm a town-planner by trade, so I qualify professional should I say, I have one child, I'm originally from Dublin and I have lived in Liverpool for 25 years.

MP: Right. Are you married?

AG: No, I'm single.

MP: Okay. And how would you define your ethnicity?

AG: Irish.

MP: (repeats) Irish.

A G: Irish/Scouse, to be fair, 'cause I've been here for 25 years, so I consider myself Scouser now.

MP: Lovely. And what's your political identification?

AG: I'm a member of the Labour Party.

M P: When did you join the Labour Party?

AG: I joined probably about 2017-2018, I can't remember specifically when.

MP: Okay, so after Brexit.

AG: Yes.

MP: So, did Brexit trigger your [...]

AG: Yes (firmly).

MP: Okay. Very interesting. And before Brexit did you just vote Labour or ...

AG: I've always voted Labour 'cause I've lived in the city of 25 years and I come from a very right-wing country, but I'm an Irish republican, so I have very strong views on the island of Ireland. I would have had a great knowledge of the political landscape, when I came to Liverpool, so I lived through the Belfast Agreement, I voted for the Belfast Agreement. I came to Liverpool, I wasn't that interested in politics, but I always knew that Labour was the party for me to vote for. I joined the Labour Party to vote against Jeremy Corbyn, because he was not doing anything that was worthwhile in my mind for one, the biggest issue and until Europe was sorted there was nothing else that we could sort. But I do have a HUGE respect for my MP who is Maria Eagle, so [...]

MP: Yeah, Brenda told me that.

AG: But, so I would, yeah, loyalty to Maria and despisal of Corbyn would have led me to Labour, but I've always been a Labour voter.

MP: Great. So, did you have any previous activist experience?

AG: Yes. Quite a bit, quite a bit.

MP: Can you tell me more about that?

AG: So, essentially, I started - I think it was about, I think it was about 2013, I would say, probably, 2013 - I read a story of an elephant in India, got rescued, bla bla bla. Realised it's a huge problem. I've always been an animal lover. Never knew that much about what was done. So, I started to try and raise awareness for animals in tourism and then I went about 6 months later onto a march for global march for elephants and rhinos in Liverpool against the ivory trade and it just BLEW-ME-AWAY, the state of our (drawn out) this pandemic, climate change, none of this is news to us, in my world. The lady who organised the march - we're best friends now - so within twelve months I was organising the next march with her and basically I joined a group called Action for Elephant UK, I got very very involved very quickly, so I was in the core, it was about five of us in the core group that lobbied the government against ivory trade - ivory, rhino horn - and then parallel to that, trying to raise awareness on the plight of animals, elephants especially, in tourism - riding an elephant, petting a tiger, none of that is good, you are aware of that, aren't you? None of that is good. And I continued to do that. I did some work with the Daily Mirror, quite a bit with The Daily Mirror, The Guardian, some with The Independent and then eventually, the ivory campaign, has not strictly speaking ended, but there was legislation in place that has never been enacted. But once the legislation came in place, I wanted to concentrate more on the tourism issue. Now, obviously it's taken a back seat with the Covid, but I founded a group called Ethical Bucket List, started a website, so basically it's a review platform with advice on how, what you should do, what you shouldn't do, how you can tell tell-tale signs, reviews from people - 'cause everyone should have an ethical bucket list - and more recently started a blog, although again Covid it's dampened us both motivation and your mental kind of, you know, resilience to things, so [...] And there's nobody going really. Thailand hasn't even opened their borders yet, d'you know what I mean? So, yes, and in the new year the intention is to be revived after the whole pandemic and to get back on the blog and etc. and start doing that again. But I did travel quite a bit to India and Africa before Covid to volunteer conservancies and sanctuaries, etc. like that, so definitely very well-immersed in animals.

MP: Yeah, I went to Bali with some friends in 2014 [...]

A G: (interrupting) There's nowhere ethical in Bali.

MP: I know. And they wanted to do this elephant ride thing, so I didn't know what it consisted of really (overlapping) [...] and so I went with them and then I saw that man on the elephant, like, you know, hitting him with a sort of sort spiky thing [...]

AG: (interrupting) It's called a (pause) it's a BULLHOOK, it's called a BULLHOCK, so they spike them with it to pull them back.

MP: I told my friends you do whatever you want, but there's no way (drawn out) [...]

AG: Did they get on it?

MP: They did. I just waited for them, I said there's no way I'm paying for that, it's horrible.

AG: It's, it's an Ankush, I think they call it in India. So, basically, it's, it's [...]

MP: It's horrible, I didn't do it. I waited for them for two hours, I was like, 'I don't care, I'm not doing this.'

AG: There's no ethical way to ride an elephant. There's no ethical way to interact with most animals if they're not domesticated.

MP: So, I just walked around the park and just stroked them, just waited.

A G: What was the name of the place you went to?

MP: I can't remember. It's quite big in Bali.

A G: A friend of mine [...]

MP: It's not far from the monkey sanctuary thing, so it's in [...]

AG: I hear the monkey sanctuary is ok, though.

MP: Yeah, it's alright.

AG: I think, that's not, I don't know. A friend of mine went to Bali. What is it called? 'Uturo' or 'Ugardo' or something like that. I can't remember what's it called. Anyway, she went and she said to me 'Is this ok?' And I was like 'No, it's a fair place.'

MP: I hate zoos.

AG: No, I'm not a zoo person either.

MP: It's horrible.

AG: Anyway, so that's my activism. So, obviously, when I got involved with Liverpool for Europe, the whole being an activist is quite frightening, initially, even for someone who's quite outspoken like me, you know, marching, people everyone looking at you, speaking up, you know...

MP: It's quite [intimidating, yeah]. (overlapping)

AG: [It is intimidating]. (overlapping) And also because, in the beginning, I was very passionate about what I wanted to do, but didn't have all my knowledge that I have now, if someone says to me: 'Oh well, bla bla', I go: 'Well, actually, it's not the case', you know, 'cause I know, 'cause I've spent seven or eight years learning everything I needed to do. And it's quite heart-breaking. I mean, Europe is frustrating, but animals are definitely heart-breaking.

MP: So, to what extent has Brexit affected your relationships with your social or professional circle?

AG: I mean, in this, you're in it, you're basically in a captive audience here, we all hate Brexit, you know, you probably speak to half of the people you'd hear... and if you say you hate it, they won't disagree. They may not know, they may have voted, they may not have voted. There's no one here, there's very few people in Liverpool... I work as a, I'm a town planner by trade, so that basically means urban and country planning, [...] so, but I work, I work in housing now, but I've always worked it regeneration or development or economic development. No one in my industry has voted for Brexit, trust me. Everyone in my industry knows, it is - excuse my language - a proper shite. We all know it. But even like, I couldn't, I was trying to think of an example today, when I was thinking about coming over here and I spoke to someone the other day, I can't remember who it was, somebody within an age group that potentially could have voted for Brexit and I'd be giving my shite about... 'Oh my God, I know!', you know. Like I go into the local Co-op, the shelves are empty, and I go: 'Oh yeah, Brexit's great!' and they go: 'Oh, they wanted it, didn't they, they wanted this Brexit' and all this. Most people here, it wouldn't have affected my relationships because most people here are, you know, they think the same way. I was working in Cheshire at the time and did work with some Brexiters before the vote. That was difficult, we just had to stop talking about it.

MP: Okay...

AG: Had to stop talking about it. It's easier, it's easier now. I do believe my neighbour, who's in his seventies, voted for it, and he's never admitted to it, and he's still like... : 'They need our money' and I'm like: 'They've got our money, it was their money to begin with. The reason we made money was because they allowed us to make any in Europe, you know, on the stock exchange, etc.', you know. But he's a bit ... But no, generally speaking, I don't have a problem with that. It's ENHANCED my circle of friends, 'cause I wouldn't have met Tom, I wouldn't have met George, I wouldn't have met Brenda. I don't know if you're going to speak to Stephen and Mary Gavin, Patricia [...]

MP: Yeah, I am.

AG: [...] Pauline, all of those people I wouldn't have met if it hadn't been for Brexit, so I think there's a general consensus among the 48% - as we call ourselves - that the only Brexit dividend that we've got was the people that we met. The march was definitely nice, comfortable places to be, everyone was you know, very kind of decent, ethical people, because you got to go against

the grain, you've got to be self-deprecating as a Brit to see what Brexit is, to see how it's been exploited by the government, so (pause) I would say probably POSITIVE for my life, do you know what I mean? As a development professional I get four emails a day asking me to apply for jobs.

MP: That's great.

AG: So, it's, my stock is rising through Brexit and I have an Irish passport and so does my son. When we go to the airport I go; 'We've got a golden ticket' (in a singing voice). We sing a little song.

MP: And why did you choose Liverpool for Europe in particular?

AG: Well, basically [...]

M P: (interrupting) How did you first hear from, about Liverpool for Europe?

AG: Basically, what had happened was I was over there in the arena working at the international festival of business- the week of the Brexit vote. The week of the Brexit vote we had the international festival of business, so two days before the vote, I was sitting around with all the other, crew, had to stand – I was working for an enterprise; in the counsel that I worked in they had an enterprise – so, you had to stand there to try and speak to businesspeople, etc. So, we were all having our lunch in the, you know, in the little staff area, and they're all - a lot of them are quite young 'cause they're all ushers and whatever - and they were talking about Michael Dougan. So, who's Michael Dougan? Someone says: 'Oh, Michael Dougan's fabulous, he's an Irishman, lecturer of the University.' And he's been attacked, he's been called a liar, he's been this and the other. And I'll never forget, actually it was quite sad. So, I'm speaking to kids. One kid is English, another kid is from the north of Ireland, he's obviously over here studying, he said: 'They all liars and all that', you know. And then there was another kid who I think was from France and this girl said: 'He doesn't even have a vote, it's all about him and he doesn't even have a vote'. And I just turned around and looked at him (pause). And I just said, at this point I knew, I knew from the minute Cameron had announced it, this was going the wrong way. I thought the Brits did not... they're gonna vote out. But I saw a lot of people defending it and I thought, I still knew it wasn't going to happen, but I was living in hope, and I turned around and just said to him: 'you just have to trust people to do the right thing'. (pause) And I remember the morning of the vote, when I woke up and all the tears that poor young man, WHAT DID I SAY TO HIM, I was so foolish to think that that was gonna to happen. But I was trying, you know what I mean, I was trying to be hopeful. So anyway, I have mentioned Michael Dougan. After the vote happened, I went into a tailspin. I used to get up every morning, I'd wake up and feel sick, I just couldn't concentrate. The morning it happened, I'd been working as a presiding officer in a polling station over in Ellesmere Port, the home of Vauxhall, massive, big factory and I'm thinking: 'They're all coming out, Boris and Angle, Boris doesn't care about... anyway, I can't say that, obviously I had that thing on my mind thinking, I really felt so frustrated, anyway, I couldn't say anything. And you all know, 'cause they're all from the Pens..., I went to use a pen, 'you can use what you like'. The pen-brigade - as we used to call them – were the 'leavers', 'cause there was a rumour going around that the government wouldn't allow us to leave, so if you wrote in pencil they'd rub it out. Like, the most ridiculous thing I have ever heard in my life, d'you know what I mean? It's like unicorns, this kind of stuff.

MP: Yeah.

AG: Anyway, I left, I went home, I didn't put the television on, I wouldn't watch the coverage, I fell asleep, my phone went in the middle of the night, I wouldn't want to look at it, I was too scared, until I actually heard it was all done, anyway. I opened the door, my ex dropping back my son and he went: 'Oh right, you're up', and I just ... I was like (sighing): 'Oh, my, he says is it that bad?' I said: 'You don't understand how bad it's gonna be!' I had this argument with people I had worked with in, you know, Windmore, Ellesmere Port as a working-class area, it's a really staunch Labour area, you know what I mean? This is surprising. I kept saying to them: 'If you vote leave, you're going to see the most right-wing government you've never see the lights of in your life'. Do you know what I mean? People would not listen. So, I felt physically ill and I just couldn't cope, I kept thinking what happens to me now? 'cause was in the same position as most of the Europeans. I had, I had an inkling I'd be okay being Irish, you know? But I DIDN'T KNOW. I kept thinking: 'I've got a child, what if I gotta move home? I can't leave my child here, I can't take the child with me, because we're good friends, myself and my ex, we share custody. He can't live without his child; I can't live without my child. What if I need to go to court? Will I be able to get legal aid? Will I be able to own property anymore? I mean, your head goes into a tailspin. I owned my own house, I had a career and then all of a sudden, we're going on this list, a list of foreign employees. I thought, it's gonna cost a thousand pounds more a year to employ me, right? I'm thinking, well I'm not gonna get the same salary, 'cause I'll have a salary of 50k or 40k or whatever, they'll take off a grand and I like to pay my own thousand pounds or they won't employ me 'cause I'm too expensive or, your HEAD goes into absolute [...]. I mean, basically you are VILIFIED as Europeans. And I always thought it was the MONEY that would bother me, I always thought It'd be the ECONOMY, you know, when they were voting, but THE SENSE OF HURT WAS UNREAL. I LITERALLY felt like my best friend had KICKED me in the stomach, watch me fall to the ground and went 'I never liked you anyway!', that's literally how it felt. I got up and I went to the school. Being in Liverpool, everyone else was standing there... and I get into the car after I dropped ... my son. I got into the car and I rang my sister and I'm like: 'You won't believe what they've done, you won't believe what they've done' (in a crying voice) and she said what? What?'

M P: Is this your sister [...]

AG: In Dublin.

M P: [...] in Dublin, Ireland.

A G: They voted to leave the European Union and she's going: 'WHAT? Put the television on there, Declan.' (that's her husband). They didn't even think to watch. It never occurred to them that they were so freakin' stupid they'd vote to leave, d'you know what I mean? Anyway, I'm Irish, so I can't make a sh[...], I can't make a long story short, but to get to the point, what happened was I started reading The Guardian – I NEVER EVEN KNEW The Guardian was Left, I didn't even know what Left and Right was that much, I just knew Catholic and Protestant and North and South, if you know what I mean? That was the big centre of my politics, d'you know what I mean? And I started reading The Guardian, because I thought: 'They speak my language' I started reading the comments... And then somebody mentioned the 48%, so I got on the 48% and that really kind of helped me think right, this is a shit-show, if not everyone was into it and all this. And then I saw a picture of Brenda and Michael Dougan... Last night, we launched Liverpool for Europe. 'Oh, my God, I love Michael Dougan, I live in Liverpool!', she said, 'Well join us!', so I joined Liverpool for Europe and about two weeks later [...] I mean,

the pressure was UNBELIEVABLE, I almost went into depression, it was unbelievable, the way it affects us, and I know a lot of Europeans feel the same. And I'm actually luckier, 'cause I have the best of both worlds, being Irish, d'you know what I mean? Like, a lot of people (pause) I don't know HOW, you know, they're gonna, you know, get by all the status. So, anyway, when she said: 'Join us'. Couple of weeks later, beautiful Sunday afternoon, they're having a picknick up on Calderstone which is up the road from me and I thought... never looked back. Made friends that day I'm still friends with now. That's it, everyone just sort of slotted in together very well, everyone gets along very well [...]

MP: But you didn't participate in the remain campaign before the [...]

AG: Before the referendum? [No.] (overlapping)

MP: [No] (overlapping)

AG: I didn't think people were that stupid.

MP: But you did vote? Remain, yeah.

AG: Of course, yes. ABSOLUTELY. I didn't read the literature, I put it in the bin. D'you know why? 'Cause I would have voted 'remain' in my sleep. I'm from Ireland. We didn't have rights for women until the European Union, d'you know what I mean? We have a party called Sinn Féin, who are (pause)... well they're remainers now, but they used to be, you know, neither King nor Kaiser, we won't bow beneath King or Kaiser, they were kind of anti-Europe, because it took so long to get freedom, and then we obviously we had freedom and potentially we were looking to give some of it away, d'you know what I mean? And I always say to people, they realise that the Kaiser had their back, and they were doing no more bowing before a King. We would have been bound to the Brits, if it weren't for the European Union. We wouldn't have a border on our Ireland, we would have soldiers back on the streets. Why would WE do that? Europe put itself out so much to protect us and they're still doing it. The Brexit Agreement would have been phenomenally easier, had it not been for the North of Ireland. They protected us as a small nation, which is why it bothers me when they talk about them being, you know, sort of like Nazis and taken over and all that. Look what they did for us... they didn't know... We've been net contributors to their budget for six years and we've been in there since 1973. That's why I have faith in them.

MP: Yeah. Very interesting. And [...]

AG: (cutting in) Not to mention, all the sensible stuff, as somebody in development understands. You can't get bricks, you can't get skills, [...], everything's going twice the price, you know. And not to mention, this city here, this city here, the recovery of the city after the 80s, after Thatcher's rule, was down to the European Union. I can guarantee you, we did not get the Commonwealth Games [...] We got the European Capital of Culture 'cause EU have always treated us as equals. Westminster did not.

MP: Yeah, Sue said that earlier.

AG: That's why there's a Republic of Liverpool, we're not the same as everyone else and the reason I settled here is 'cause they're not, they're like the Irish, they're like: 'We're not puttin' up with this'.

MP: There's a big Irish community in Liverpool.

AG: Yeah, massive, massive, yeah. Everyone, I think it's six out of ten people in the city have Irish ancestry.

MP: Did you recruit members yourself to join for Liverpool for Europe?

AG: Yeah, some. Yeah, I did. Generally speaking, everytime, but even if I'm in the supermarket and someone sees the [...] I'd say: 'Liverpool for Europe, join it!' I was talking to a guy even after we exited, the guy in the Co-op [...] and I'd say. I'd gone in, I think they were the Daily Mail or something, some headline, 'Well, that sounds like shite' and he said 'We've got to' and then the Morning Star was next to it and he said: 'But they're both ends of the spectrum, aren't they? Shite', he said to me: 'Liverpool for Europe! Come and have a look!' So, quite a few. Everytime, I speak to people, I say Liverpool for Europe. Now I do go to the Irish Studies Department at the University, give lectures, as they did, you know, they're getting back to it now and I used to always go with my Liverpool for Europe T-shirt always ask a question at the end of the stand up and then people come up to me and say: 'Where are you from? What is that?' and that was a way of also getting people to [...]

MP: Do you do you have a role in Liverpool for Europe?

AG: Well, for seventeen years I was politically restricted in my job, so I couldn't take a role, I could only be an active member, but I was always with the committee because I was always very opiniated, 'cause I was always at the stuff, d'you know what I mean? So, I have no official role in it, and I probably could now, but (pause) things have changed (drawn out), things have changed in my life, I need to get back into my animal work, d'you know what I mean? I think the tactic is now is to is to change the Labour Party. I feel it's the only tactic we got. I mean, I remember, it was very very sad, I remember some very very sad times and I remember looking at people. I mean, I remember looking, one of the things I didn't go to in London and seeing all those people get off the bus and I remember welling up with tears and thinking, you know, there they are FIGHTING away, fighting for me, fighting for decency, you know, fighting for us to be treated well as Europeans, you know, of the three million that are in limbo and they're going down there and they're spending their money and they're taking time off the families and they're going down there fighting like that and I just think (pause) I feel [...] It was very touching, very hard because they weren't getting anywhere, you know, so. I need to get back to my animal stuff, d'you know what I mean? I think the only option now is for us to, it's to make sure the Labour Party recovers from the Corbyn era and there's many reasons why Corbyn nearly destroyed the Party, not just the European issue. Basically, antisemitism, this, this faith in, in some Messiah. We need to get back to sensible politics in the Labour Party, we need to be back, back to pragmatism and decency. There are a lot of people that didn't behave well under Corbyn, so you know. I think that's [...] I mean, I am in the Labour Party, I am the policy officer, unfortunately I've had a couple of things this summer, I haven't been able to get involved. But New Year's is a new start, you know what I mean? But yeah, so, that's my aim. And I've always gone to the Labour Party. I AM the European. I walk in there the T-shirt on [...] The night of the general, the night we left the European Union - 31st of January - was our first SCLP meeting since general election and this fellow got up and all these stats blinding us with numbers and, you know, it wasn't because of this, it was because our argument for another referendum. And I stood up and I blew him out of the water and I said: 'No, that is not', I said: 'We lost 2,4 million votes, they gained 300.000. It is numerically impossible for our policy and another

referendum to be the cause of our defeat'. And the evidence shows it's Corbyn. I don't care if people dislike me, they got very nasty defending Corbyn. I always thought what he said was wrong, I always thought we should be part of Europe. And a lot of people agreed with me [...] you know, but no.

MP: People have been saying similar things in the group.

AG: Never backed down from that, never backed down from that. I was 'no' EVERY, EVERY motion that I put to the committee was 'We need a people's vote, we need a people's vote, we must stay in Europe', kept saying this with every motion, none of it was ever brought to the CLP.

MP: Did you know people in the pro-European movement before joining Liverpool for Europe?

AG: No.

MP: At all?

AG: No.

MP: And (pause) so, could you talk about your participation in pro-EU events in more detail? How would you quantify your participation since you joined?

AG: Yeah, I mean my participation would have been under the radar, because of my political restriction. So, like I said, if I was in a shop and someone would mention I'd say: 'go on Liverpool for Europe, go on Liverpool for Europe'- so I would do that. I know, I went to the event with the T-shirt on once and Brenda said to me: 'We got someone who joined so they're here to speak tonight'. Every under the radar thing I could possibly do [...] I would do. I went to the majority of the marches, so London, Manchester, Leeds. I didn't go to them all. I went to the majority of the sort of meetings for people's vote and training and stuff like that. Basically, I was always kind of there, if you know what I mean? I didn't have an actual role in Liverpool for Europe, but I was always in on the discussions, so I'm in the active members' group, I'm in the committee's group, d'you know what I mean? On WhatsApp, whatever else. But we all spent New Year's Eve together. Last year we didn't, but we've all spent New Year's Eve together, we always have a Christmas party. We're all very good friends now, d'you know what I mean? We have walks. So, Liverpool for Europe for me, so initially, when the pandemic hit, everyone got out of the group, who's on their own, who needs food, anyone up for a walk on this day. We all look after each other. So, Andrew A., if you met Andrew, Andrew was on his own. And Andrew had been unwell...

MP: (overlapping) Yeah, I'm seeing him on Sunday, yeah.

AG: He was quite worried about going out and all, so it was like: 'What do you do for Christmas?' If Andrews's on his own, if Brenda's on her own, d'you know what I mean? I'm on my own if I haven't got my son. You know, stuff like that. So, we always, we had a good bond.

MP: You have become like, like a European family.

AG: Yeah, we have done. And it is lovely. It is actually really lovely to have that. It's a shame

the pandemic has broken so many bonds in so many ways, but we are getting back to it. I've organised the Christmas Dues. The Christmas Dues is in a couple of weeks.

MP: Oh, that's nice.

A G: That's really, you know, anything I did I could only do in closed groups. Now since I've been, I've been out of my politically restrictive job now for twelve months, but there's not been that much. I post some stuff on social media, not an awful lot, but mostly just, just boots on the ground, really, [...] d'you know what I mean?

MP: And according to you, how effective was Liverpool for Europe at reaching its goals?

AG: Oh, I think Liverpool for Europe was very effective, I think the unfortunate thing for Liverpool for Europe, we were, our base line was very high. We had a very high European support here, d'you know what I mean? We did get some abuse, and I know the guys did get abuse, probably not as much as in other parts of the country. But the other guys could probably tell you more about that, 'cause I couldn't just stand on the side, giving out the leaflets, I just couldn't do it. I did it the first time we did in town, but after that I realised that my job with the political restriction didn't allow it. So, I think Liverpool for Europe, I think Liverpool probably, Liverpool for Europe had quite a high profile. So, if you were to go to the likes of Alastair Campbell and say I was in Liverpool for Europe, people would have probably heard of us, d'you know what I mean? So, probably high profile in that way. I know, the likes of so Luciana was one of ours, was one of our MPs, probably Chuka Umunna knows who we are, you know what I mean? All those sort of people would have, we would have been on the radar. We were very popular at the marches because of our banners, you know the leaving of Liverpool, and all that type. We were seen as a very strong, also Bristol probably, too that was seen as the strong ones. But THEN, AGAIN, we were in the right city. We had the support. I mean, the day we left the European Union, the Mayor put the European flag on the Council building. I don't think anywhere else a mayor would have done that, d'you know what I mean? Our mayor was VERY pro-European.

MP: Joe Anderson was indeed.

AG: So, I think it's very difficult because I have MASSIVE issues with the remain movement and I have MASSIVE issues with the Left and, I'm a very pragmatic person.

MP: Can you tell me more about your issues with the remain movement?

AG: Oh, I think there were a lot of arseholes in it. I think there was a lot of self-serving mini-celebrity arseholes.

MP: You mean, at the national level?

AG: National and (hesitating)

MP: And grassroots? Yeah?

AG: Not quite as much, I think, as I'm an animal activist, there's a lot of, it's a lot of egos, people want to see, they want to stand up and have everyone listen to them. But yeah, I mean this idea that it's people's vote, that was, the march was planned and then it was in October and

then it was stopped, and it was planned the next week and then there's two marches. Oh, shit! That SHOULD NOT HAPPEN. This idea of people not speaking to everyone else, don't agree with it, you're doing a job, you know. And the people that did these jobs, like Amber Rudd's brother, right? These people are wealthy, they don't have to worry about, they don't have a four-year old [...] These are people that we're looking after, these are the people suffering. What you want personally or how you can or cannot do with people, that's IRRELEVANT to me. What you do is get our strongest event, we put our best foot forward. There's FAR too much of that that went on. And a lot of people will tell, will say the same. We did LACK a leader, we lacked a decent leader, because we didn't have Corbyn – Corbyn was an absolute disgrace, he let EVERYONE down, he was a disingenuous, dishonest disgrace. He took over that party when he was fundamentally at odds with the ideology of it and that is as an internationalist and he's not.

MP: Mhm. So, how do you feel [...]

AG: (interrupting) I take it I'm not the only person who's made that comment.

MP: Sorry?

A G: I'm not the only person who's made that comment?

MP: No, you're not. No, no. Everybody has [...]

A G: (interrupting) And this is Liverpool, this is one of his strongholds. Even today, I'm still fighting about Corbyn being the living Messiah, still not bound on his altar and he's not even a Labour MP.

MP: I remember in 20[...], I was here in 2018 for the Labour Fringe Conference.

AG: (interrupting) I must have met you then, at the Hilton.

MP: Briefly, yeah. I was there. And I remember people booing Jeremy Corbyn.

AG: Yeah, yeah, yeah. But the problem is, there was a lot of Europeans that supported him. That I don't get.

MP: I know. And how would you identify, Audrey? Would you feel more Irish or more European? Or [...]

AG: I don't think Irish and European [are different]. (overlapping)

MP: [Or Scouse?] (overlapping) Oh, that's interesting.

AG: I don't think it is. I don't know. We have 90% of our population happy to be in the European Union in Ireland. I mean (pause), I understand Europe as a collection of people and its diversity which makes it strong, d'you know what I mean? I LOVE that.

MP: Is that how you would define being European?

AG: Yeah. As being a member of, of a diverse collection of people, you know. I LOVE THAT.

Why wouldn't I want to identify with being French? Or Italian? Most stylish people on the planet, d'you know what I mean? The Germans who are the richest, d'you know what I mean? Or the Polish people who work the hardest. Why wouldn't I want to identify with all these people, we're all from the same landmass, d'you know what I mean? People have this so localised view of the world [...]

MP: They do, yeah.

AG: [...] and it's not localised. We HAVE a big bad scary enemy. China is gonna BATTER us if we do not stand up to them, you know. India, alright? They're trying to make, they're trying to make [...] India is another power. North Korea, d'you know what I mean? Like, Biden is marginally better than Trump, (pause) he understands the threat from China and he understands that the only people who will stand by his side, who are strong enough to stand by his side and make them bigger than China, is Europe. Britain is NOT in the equation. They're NOBODIES now and they have done that to themselves. Freight from the Republic of Ireland, or from the island of Ireland, should I say, as now we have our border down to the sea – we're happy about that - freight from the island of Ireland, directly to Europe, has quadrupled since the Brexit vote. The European Union is joined funding a power line and a power (pause) pipe cable, a line, a cable, etc. from mainland Europe directly to the island of Ireland. (pause) Britain has been put out of the picture, people don't want to deal with them, they don't want to deal with uncertainty, they don't want to deal with the nonsensical arguments that are put forward for why they're better than everyone else and they most certainly don't want to deal with someone who will make an agreement and then break it. And that's the big issue.

MP: How being a member of Liverpool for Europe had an impact on your identity as a European?

AG: Well, not really, 'cause I am a European. I've always felt European.

MP: Always?

AG: Always. Yes, yes, I am. That's the way it is. I say to my son: 'it's a work in progress', I say to him [...]

MP: (interrupting) How old is he?

AG: Thirteen.

MP: Thirteen...

A G: Oh, he knows. We had an event here and the boss came up, you know, 'Bullocks to Brexit' – and he was about nine or ten at the time - and the faux BoJo was there and he kept saying 'Bullocks to Brexit', and my son would go: 'Bullocks to Brexit!' and I'd go: 'Don't say that' Now he doesn't say: 'Bullocks to Brexit', he says: 'Bullocks to Boris'. Yeah, he knows Brexit is wrong, because I always say to him: 'You're half English and half Irish' ('cause his dad's English). 'You're half' [...]

MP: (interrupting) Is dad from Liverpool?

AG: Yeah. 'Half English, half Irish, 100% European, but first and foremost a Scouse', that's

how I say to him. Now, little bit different for me, I'm Irish, I'm Liverpool, I'm Irish, I'm European, I'm Scouse. But I don't see what the big deal is, why I can't be all three? It's about values. Scouse values are anti-racism, anti-fascist. That's what the psyche of the city is. Yeah, there's some racism, there's some fascism, of course there is, it's not a perfect city, but the ideology. I don't know if you've ever seen, you know, the cut, the clips of the footage when they come here to march [...] the footy lads, there's like 25 drunken races and there's 3000 Scousers [...] you know? That's the sort of city I want to belong to. They came up here once, on a train, they got the train to Liverpool and they got to the train station and the policeman went in and said: 'You can't get off the train, turn around and go home. There's 3000 people outside, you're not getting off this train.' I kept saying to him: 'You don't want races out of town, but you don't let them into town.' That is such proud city, I just love that, that's why I'm happy to identify with that, d'you know what I mean? Who wouldn't be? You know, people are saying: 'We're not having that!' I love to be a Scouse. Like the French, they throw the tiles on the street, d'you know. I love the French, you know when they (pause), you know [...] (laughing)

MP: I know, we can be pretty radical, yeah.

AG: Oh, I love it, I love it. When Jeremy Corbyn said: 'We have a radical agenda. It's not gonna be that radical!' My mate, did you meet Olivier? [You know Olivier, don't you?] (overlapping)

MP: [Yeah, yeah, I know him.] I'm speaking to him later.

AG: He rings me up and he goes: 'What's going on here? In France they're burning tires!' I'm like 'I love the French.' I said it to someone, who that person I was talking to, I can't remember who it was. You know, I said: 'You gotta love the French'.

MP: Yeah.

AG: (laughing)

MP: The Yellow Vests set roundabouts on fire, things like that ...

AG: At least you get heard!

MP: Yeah, we do, yeah. So, did you continue to campaign during lockdown?

AG: Well, there wasn't really much to campaign. I did stuff for the Labour Party, yes obviously. Most of it for the Labour Party is leafletting and stuff, but I'm going to... Unfortunately, we had a death this summer, that [...] as (pause) I had the death of a friend. That's taken a [...]

MP: I'm sorry.

AG: That's fine. You know, it's not fine, it's not nice, but it's taken a bite, it's taken till now for me to sort of [...] So, the New Year's, like the new kind of start. So, I didn't do as much in the lockdown in the last six months just purely because of everything else that was going on, so. And I, I live by myself. My son is with me half the week, all my family are in Ireland, my sister and her kids are in Ireland. So, I struggled quite badly in lockdown, like sort of isolation and loneliness type of ways [...] So, I did fight [...]. The only person [...] it wasn't that I didn't want to, but it's just personal stuff that's kind have got in the way, you know what I mean?

MP: And did it help to be a member of Liverpool for Europe then, yeah?

AG: Yeah, we used to go for walks together, you know. We'd all look after each other.

MP: Yeah, that's good.

AG: We do, it's great!

MP: So, how have you – that'd be probably my last, one of my last questions so, - how would you say you've developed politically speaking since Brexit?

AG: I think (sighing) well, I think I've started to develop politically through the Belfast Agreement, which was basically about pragmatism, and I think when you get older, especially having a child, the animal world has helped me, has helped me develop quite a lot because I never knew the state of the world, you know what I mean? So, I've ended up, probably, some of it is 'cause I'm Irish, but probably a lot has to do with understanding, you know, the state of the world, as I do. I volunteer with refugees now, I have massive issue with how we treat them and I, I do that with the figures, you know, 82 million displaced, bla bla bla. How many coming through this country? Bla bla bla. And a lot of that has probably come from the learning curve through all of my, you know, my activism, come together to realise that (pause) you, you can't [...] So, what did I, what did I see the other day? Oh, yes. Someone, someone was attacking someone, 'Oh, if you're going out there' What was it? Oh, yes, someone dressed up to go to the races. I'm not much for that, I don't do races, I don't do races. 'I'm dressing up 'cause I'm going on the track, I wanna watch horses being abused.' You're not gonna win an argument like that. I've never spoke to him in that manner, but I've started to realise that you need to appeal to people on the issues that concern them, so my problem with the Labour Party is we talk a lot of crap about Venezuela, you know what is going on in Venezuela? The way they speak about refugees is 'them and us', d' you know what I mean? And I get on quite well with the left of the Party, 'cause – on the refugee thing– but I always say, we want people housed, help people get educated, and have equal opportunities, it's not rocket science, doesn't need to be rocket science, it just need to be radical, just needs to be a pragmatic policy, that appeals to people, that resonates with people and articulated in a way that gives them the confidence to believe that we can actually achieve that. And that sounds very simple, but it's not a very easy thing to do, you know? And people at the moment live in a very binary world, you know, so you, if people say: 'We should do this and we should do that' and I'm like: 'Should we? You know trying to think of an example... the other day someone would go off about... Well, hold on a second, how did we end up here? Where was it? It's not just, you know?' What was it? Say, for example, you take the refugee thing: 'We all feed our own, why should we feed refugees?' That's not really the argument; they want you to believe that's the argument to the press and then the government. The actual argument is why do we have people hungry in this country, what can we do to stop them? Why are people coming here and what can we do to help them? And the idea that we don't have enough to do it all is a myth, you know, which is perpetuated by people who have it all, don't want to give it away. Or wanna get someone else's money. And and it's that, that's what, that's what I've developed, is that [...] I'm probably fairly left, if you know what I mean? Probably fairly left, but I'm more about pragmatism and priorities. WHAT are our priorities? If we wanna get people off the streets, if we want to close food banks, if we want to NHS to function, we can win the election on those three arguments. If that's all we achieved, this country would still be a million times better off than it is now with the Tories. But where people vote for, people are not gonna vote for free broadband for everyone, you know what I mean? They're not gonna vote for that crap. People DON'T LIKE Jeremy Corbyn. People think:

'Oh, it's cyclical politics in this country'. It's not cyclical, it's right-wing. We've had a very very good run since we've been alive of Callaghan and Blair, and we all freakin' hate Blair and the Labour Party, d'you know what I mean? They're in this, they're in this, like, you know, echo-chamber that, you know, 'We'll get a good leader, they'll get a bad leader and we'll win'. That's not gonna happen, that's not how politics works in this country. This is a right-wing country. For 25% of the time that we have been in existence, we've been in power. The other 75% of the time, the Tories take over and that's why I have the argument with these people in the Labour Party voting Brexit. I'm like: 'You were not going to get a Labour Brexit. Things in Parliament, they were always going to deliver it.' You may not like the European Union, but they're a thousand times better than those fuckers, d'you know what I mean? It's like one of those things, like, I'm not a fan, but listen, let's not mess with that, 'cause you know these people here are ready to jump in and whip us into shape. And that's kind of where I've tried to look passed that, I tried to look for pragmatic ways of speaking to people. And my language has changed. And to be fair, even my activism language has changed, d' you know what I mean? But then, circumstances change, pandemic has definitely changed, how we worked in terms of animals, d'you know what I mean? But I realised politics is about communication.

MP: And I was wondering, because there's such a big Irish community here in Liverpool, is there a pro-EU grassroots group, like an Irish branch here?

A G: No, we're quite lazy. If I don't like it, I can move to Germany or France. I've got a passport; I can go wherever I like. Yeah. You know, they all hate us, they all hate us and there are Irish people that, you know, I mean. But we are getting a united Ireland because of it. And that is a good thing for us.

MP: Yeah.

AG: You know? It's selfish but it's a good thing for us.

MP: And what would you say is Liverpool for Europe's messaging currently or in the future?

AG: I think basically, at the moment - and we had this conversation after the referendum, after the after the election and when we left the European Union - and basically, it's about, we need to shake the Labour Party. They are our only voice, alright? Anyone who is in the Lib Dems needs to shake the Lib Dems, because they're just, I mean they're even worse, because they were overtly pro-European and then backtracked, d'you know what I mean? At least Labour were pissing about most of the time, d'you know what I mean, still pissing about towards change- that's what I mean. So, we need to shake the Labour Party, but we need to shake the labour Party on many levels, for many reasons. I don't think Europe is on the attitude towards the referendum, is divorced from all the other issues, you know, about, about not caring about the people on the streets, not caring about the people in the foodbanks and accepting that the government is right to put people in this position. They've created a culture of indignity, of poverty in this country. People are not poor by choice, people are not po[...], no one ends up on the bottle by choice; they end up there because it's the only way they see themselves able to cope, d'you know what I mean? People don't end up in boats with children because they're leaving the land of milk and honey, they're coming here because they're dying in the countries they're in. I have a child. They send their children in the boots of cars to us, and we leave them in camps.

MP: I know, it's horrible.

AG: How can we call ourselves human beings? I'm sorry, that really really bothers me. And that is, I look, I look at the comments, a poor unfortunate person died right across the Channel yesterday, 'Well, that served him right, well this and that.' Wait till the war breaks out here.

MP: Did you see the series 'Brexit'? There was a British series [...]

AG: [...] (interrupting) Was it a movie? Was it [...]?

MP: [...] (interrupting) No, there's the movie *The Uncivil War* and there was a series, a British series, I think there were like seven or eight episodes on – but it takes place in 2023, so after Brexit. [...]

AG: They haven't showed it in this country.

MP: And the last episode is like [...]

A G: [...] (interrupting) What's it called?

MP: 'Brexit', I think it's called. I'll send you the link if I find it.

AG: Please send me the link because I don't think they've shown in it this country [...]

MP: [...] and at the end, there are refugees crossing the Channel.

*A G: Oh, that's *Years and Years*!*

MP: Oh, *Years and Years*.

*AG: That's *Years and Years*, I've seen it. That's what we called it! Oh my God, that's what we called [...], that's what I was thinking! That one-pound T-shirt. I had this conversation with my sister. I said: 'We're not in anyway' [...]*

MP: [...] I cried at the end of the series, it was horrible.

AG: That's where we're going, in this country.

MP: It's quite realistic, isn't it?

*A G: But you see, the BBC is overwhelmingly remain. The civil service is overwhelmingly remain. But the people on the top, they are subject to the, of the government, d'you know what I mean? So, if you look, this, there was another series – I think it might have been ITV – called 'Press'. Basically, it was *The Guardian* and *The Daily Mail*, that was two different publications, the name of them.*

MP: I haven't seen it.

*A G: Yeah, and in the end, they called this woman the enemy of the people. Another one, another one was *Collateral*, I think it was. It was (pause), who was the guy that was in *Life on Mars*?*

MP: Not sure.

AG: Anyway, let me just, I need to get a tissue. The guy was in Life on Mars, he was in it and BASICALLY (pause), he turned around - he was an MP running for Prime Minister's job - [...] and he turned around at one point, on a nasty hostile little island and I remember watching it go - this was before we actually left - remember thinking, the BBC tried - they can't say anything on the news, the news are overwhelmingly biased - but if you look at some of their dramas, they come up with things and you kinda think, that's gotta be about Brexit! But they're not allowed to say it.

MP: Yeah, yeah, Years and Years. Yeah.

AG: Yeah. What was what was his name?

MP: Well, I haven't got any more questions.

AG: Just (pause) let me just get his name.

MP: Yeah.

AG: Because (pause) I know his name, Life on Mars. (pause) John Simm... was always saying 'John Simm for Prime Minister!, John Simm for Prime Minister!' (chanting).

MP: (laughing)

AG: But yeah, I mean, BASICALLY the tide is turning, but we need decent political leadership, 'cause I remember thinking this Jean-Paul Junker had, you'd see him, he - I can't remember what it was [...] Probably in an article about Brexit. Jean-Paul, it was Jean-Paul Junker was speaking somewhere and he turned around and he said: 'We know that you're there, we know there's a 48%. There's no political will in Britain to overturn this decision, we can't do anything else, but work with them and BASICALLY, this is, this is a man in a foreign country, from a foreign power, speaking directly to British people who cannot speak to their OWN administration. Very bizarre! Very bizarre to hear, you know! Like, Angela Merkel is a MASSIVE hero. I know Angela Merkel should be a massive hero everywhere, d'you know what I mean? She's not, she's not infallible, but she's REAL and she CARES, d'you know what I mean? You know, so many of these people spoke to us. I mean (pause), I mean Tusk, I mean Tusk, I mean really, HE was just [...] You know, he really was. He was [...] Everyone felt [...] That's what you want, you want decency. I mean, I've got to admit, like I'm from Ireland. So, Ireland is a right-wing country as well - right-wing fiscally, but it's more progressive and socially, you know what I mean? An immigrant, son of an immigrant and gay, openly gay, for an extremely battled Catholic country, you know what I mean, it's not anymore, but it has changed quite rapidly, you know. We're quite right-wing, you know, I'm not a MASSIVE fan of the politics of a lot of people I hear speak, d'you know what I mean? Even Sinn Féin, who I AM [...], that would be my party. They still got, they've still got issues, d'you know what I mean? They BLEW these guys out of the water. I mean, I grew up in a country where my mom went to England on a holiday, my mom went to England, I'd say: 'Get me all these different chocolate bars', 'cause we didn't have all the same chocolate bars they have in England, just didn't get them, we didn't have all the same shops, this was years ago, right? We were a country recovering from a MASSIVE trauma, that was a trauma of 800 years of oppression by Britain

and the famine was genocide, so we only [...] What? So, what am I, 50? So, only twenty years after the genocide, the famine, I was born. And this isn't like Jewish people that spread all over the world, d'you know what I mean? This is like people are still there, I'm not saying that we're any worse or better off, I'm saying that we stayed there, in this area where there had been a genocide, only 20 years on, you know, we were poor. Everytime you watch a television show, it's unbelievable in Britain, they'll turn it around and say, right well, the British journalist, or the British sports person or whatever, if they did something well, they were British, if they did something bad, they were Irish. It's unbelievable! So, I mean, and people, you know, they always assume: 'you, go away! You're British!' 'I'm Irish' Oh, yeah, we love you! Come and sit down', you know what I mean? But I remember when I was, in my teens, you know Bob Geldof and all the Live Aid and whatever else, you know? Very Irish, right there, trying to help people, d'you know what I mean? He was a bit of a wanker, you know, but anyway. Margaret Thatcher trying to say: 'Oh, he's a true Brit', that's what she said about him, right. That, to a lot of people in this country, that's not shocking. It's getting better! 'You're not really the same, are you?' I'm like, 'Fckn pardon? Get over it! This is our country! So anyway, the Dáil - which is the Parliament of Ireland - they had a debate about it and somebody stood up and said: 'Can you ask the Engl[...], the Irish Ambassador to, in London, to go down to 10 Downing Street and inform the lady who lives there that Bob Geldof is Irish, born and bred?' Like, they just [...] and slaughtered. Now the Celtic Tiger happened, we joined the European Union, opened a massive amount of doors, equality for women was just paramount in terms of EU law. You know, we couldn't stay in a job if you got pregnant, if you worked for public service, your husband could sell your house and your mortgage and you'd have no rights, UNBELIEVABLE! So anyway, a lot of rights and stuff changed, and we came out of the Dark Ages, d'you know what I mean? But we were always like the POOR relation to Britain, you know what I mean? And then WE KNEW WE WEREN'T ANY LONGER. And then Brexit happened, and the REST OF THE WORLD KNEW WE WEREN'T, you know? I used to watch it, I'd watch Leo Varadkar and I know he [...] his politics and he'd say, someone said to him one day at the negotiating table - they were negotiating Brexit - and they said: 'Oh, we've got a friend there' and I'm sitting there going: 'Are you people fkn' real? Really?' We are a member of 27 member states, that's 450 million people and they, they are the people that we are partners with and they are the people we work with.' and I could see Leo go (probably mimicking), d'you know what I mean? The exceptionism in this country is unbelievable! BUT, it's very very surreal to see it tumbling the way it is at the moment, CRUMBLING actually. Absolutely crumbling. I mean, Boris Johnson is JUST, he's UNBELIEVABLE! I mean, when you see him speak at these events. Remember Kermit the Frog? And you're like [...], SERIOUSLY? I, mean that might have worked in Eton at a debating team when you were 16 years of age, d'you know what I mean, but it DOESN'T WORK in international politics, you know, on that platform. But (pause) the Irish have come out of this [...] very well. But, I oppose post-Brexit and I think most of the Irish do as well, d'you know what I mean?

MP: Yeah. That's great, thank you so much, Audrey!

AG: I'm sure I said pretty much what everyone else has said.

MP: Yeah, yeah, all your testimonies echo each other.

Entretien avec CR
5 novembre 2021
Zoom – Au domicile de Brenda Ashton, Wirral

CR: Not yet no. I'll, I'll email it to you.

MP: Okay, lovely. So, well thank you for making the time to answer my questions on Liverpool for Europe, I REALLY appreciate it.

CR: Okay.

MP: So, I'll try to be as quick as possible, but basically, I have some questions on activism in general, Liverpool for Europe and also politics [...]

CR: (laughing)

MP: [...] identity and some more about maybe COVID and the impact it's had on your involvement in the, in the group or the movement in general. But maybe, you can maybe, to start with, introduce yourself because I need to, to have some socio-demographic variables, as well. So, your age, gender, education, ethnicity, marital status, occupation, children and political identification.

CR: Okay.

MP: Alright.

CR: I hope I'll remember all that.

MP: That's fine, I'll just, yeah [...]

CR: I was born in 1982, so I'm 39 at the moment, so I'm 40 in January. I've got – in terms of educational backgrounds, just the normal GCSEs, A-Levels and I did a Bachelor of Arts degree at the University of Liverpool in French and German – but don't ask me to speak French because I've forgotten (laughing) all my French, sorry.

MP: It's not an easy language (laughing).

CR: Then I did a Masters in German and I then a PhD in German, as well.

MP: Okay. And what's your ethnicity, how would you identify? [...]

CR: Well [...]

MP: [...] with [...]

CR: Sometimes I tick 'white British', although I don't really like that, that category.

MP: So, what would you like it to be?

CR: Well, I don't really identify myself as British, I identify myself as European, although [...]

MP: Okay.

CR: [...] just because – I mean, we can talk about this later – but, since, since Brexit, it's like I've had like a break in my national identity and I just associate being British with very negative things.

MP: Okay, yeah, we can talk about this later, it's very interesting. Are you married?

CR: Yes, married. I got married in 2013.

MP: Okay. And do you have any children?

CR: No children. We're just about to adopt, though.

MP: Okay, lovely. And so, what, what's your job? What do you do?

CR: I am program leader and senior lecturer for German at the University of Chester.

MP: Okay.

CR: I've been doing that job for nine years. For the first seven years, I had a second job – I was a foreign news editor for a media company in Liverpool. So, I did that at the same time as lecturing and then in 2018 – I started at Chester in 2012 and then in 2018 I became full-time.

MP: Okay, great. And how do you identify politically speaking?

CR: VERY, VERY liberal.

MP: Mhm.

CR: But verging on (pause), yes, VERY liberal, but more towards socialism. I know that I VERY, VERY, VERY much dislike conservatism, although I think, I suppose, I would best define myself as an anti-conservatist, whatever that means.

MP: Right. And how did you vote in the last general elections, for example?

CR: I voted Labour. I usually in, in local elections, I usually vote Green.

MP: Okay.

CR: And then in general elections, I vote Labour.

MP: Okay, great. Well, thank you. So, I'd be very interested in knowing if you [...] did you have any previous activist experience in the past?

CR: No, not before the Brexit referendum, no. I only, I only joined Liverpool for Europe, I only got involved in what you might call activist activities AFTER the referendum. My extent of my political activism was Facebook statuses on things like that BEFORE the Brexit referendum and then afterwards, I just felt like I needed to get involved, like I [...] because I research and

lecture German history, not, not the Nazi past – but obviously you can't lecture German history without knowing about that – and that really affected how I thought of Brexit and I wanted – I'm not the sort of person who would normally be confident enough to get involved in activism, I wouldn't really go to a meeting where I didn't know anybody – but I think because of, because of my knowledge of German history and things, I did [...] my main concern was, I didn't want to look back at this time period in the future and think I did nothing.

MP: Okay, and [...] So, you didn't actively participate in the remain – like, the Stronger In remain campaign – before Brexit?

CR: No, I didn't. I wasn't [...] I was aware of it obviously, I mean, my participation was limited to having a vote, 'vote remain' poster in my window.

MP: Okay, interesting. And why did you decide to get involved in the pro-European cause in particular and not another one?

CR: Did you mean [...] another one?

MP: Like climate change, for example, or [...]

CR: I suppose because being [...] having studied languages and having benefitted from membership to the European Union – I spent my year abroad in Saabrücken in Germany and then I had the Erasmus funding and then work [...] have lots of French and German friends – it was [...] I felt like I worked my whole [...] I studied and worked my whole life to form BONDS between Britain and Germany and I felt like Brexit just destroyed [...] well, it didn't destroy it, but I felt like it was destroying it and I could see no good reason why I, I [...] it was just, Brexit was every[...], was EVERYTHING that I am against, basically.

MP: Very good. And so, apart from Liverpool for Europe, are you a member, a supporter of another cause now or a voluntary organisation?

CR: I am a member of the European Movement.

MP: Okay.

CR: I'm not actively involved, I donate to them I think every month. I DID join the Labour Party [...]

MP: Okay.

CR: After the last general election, I joined the Labour Party in order to be able to vote to have Keir Starmer as leader and then as soon as, as soon as I voted and he won the leadership election, I left the Labour Party.

MP: Oh, you left it afterwards?

CR: Yes, yeah.

MP: Oh, that's very interesting. But why, why did you decide to leave and not stay in the Labour Party?

CR: I don't [...]. That's a good question, REALLY. (pause) I don't [...]. I didn't [...]. Yeah, I could have just remained a member, but I didn't want to get involved in the Labour Party, although I vote Labour and am politically interested. I just wanted to join to be able to vote to get the leader that I wanted and then as far [...]. that was the only reason I joined and then once that had been achieved, I just thought 'I'll just, just' [...]. not bothered anymore, I suppose.

MP: Fair enough.

CR: You're making question myself (laughing).

MP: No. That's not [...]. No, perfect. So, to what extent has Brexit affected your relationships with people from your life, from your social, professional, like, environment or entourage?

CR: Well, my brother-in-law voted leave and that is, I mean, I can tolerate that. I mean, I think, I think he's an idiot for voting leave, I'm tolerant of that, but he, he's got, he seems to have a problem with me having voted remain – he doesn't like liberal politics and that's had a negative impact on our, my relationship with him, from [...]. because of how he feels about how I voted. So, yes, so it has led to him – I used to be on Facebook, I'm not on Facebook anymore, but I used to post pro[...], pro-EU articles and he deleted me from Facebook because he didn't like to see that.

MP: That's interesting. Okay.

CR: That was quite a big statement, REALLY. I mean, Facebook is a small, small very petty sort of thing, but when your brother-in-law deletes you from it, it's quite a big statement.

MP: Did you ever talk about that with him afterwards or?

CR: Yeah, he said – I'll use his words – he said: "he was sick of EU-shite."

MP: Okay, yeah.

CR: (laughing)

MP: That's quite clear, yeah. Okay.

CR: Yes.

MP: Anyone else from your, like, circle?

CR: No, because I tend to, I tend to [...]. well, all of my friends are [...]. come from languages background, so have the same sort of political background. Maybe I'm in an echo chamber, but my head of department at Chester – he's Head of Languages – his, his parents voted leave and that, that's caused a lot of the arguments in their family only because he's head of European Languages and they voted leave, but I often wondered what would I do if my parents voted leave and I don't REALLY know, it would be [...]. it wouldn't break our relationship, but I, yeah [...].

MP: Okay.

CR: I have a problem with people who voted leave. Well, I'd have to ask their reasons and I would 99% be sure that the reasons wouldn't be valid.

MP: Yeah. Very [...] very good. And, about Liverpool for Europe, how did you first hear about the group?

CR: I think it was on Facebook.

MP: Okay.

CR: Because I wanted to, I knew that I wanted to get involved in SOME WAY with, with, with a pro-European movement, so I think I just googled Liverpool and Europe and Liverpool for Europe must have come up and I thought that these look like the sort of, this looks like the sort of thing I would like to be involved in and then I went to a meeting and just, it just went from there, really.

MP: So, you were not, you weren't recruited, you actively sought the group online and then joined?

CR: Yeah, because like what I said before, I just, I felt like I couldn't just stand by and do nothing. I just felt like I needed [...] I never ever felt like that before. Like I said, I'm not the sort of person who would go to a meeting like that and not know anybody there and introduce myself to someone that I don't know and I've never, as much as, for example, when the Conservative government came to power in 2010 and as much as I hated the cuts, welfare cuts, dis[...] people, disabled people losing money, as much as I hated all of that, I didn't feel, I didn't go to a Labour meeting or anything like that. But for SOME reason, the Brexit referendum and the Europe, it just felt like [...]

MP: It really triggered something, yeah.

CR: It felt bigger, I think [...] I remember having discussions with my colleagues in German, at Chester about the time AFTER the referendum and this might sound very exaggerated but my colleague – she's German – and she said that it's what it felt like in the 1930s. She [...] and I KNOW that's exaggerated because people aren't being rounded up and put into camps in Britain and sometimes I may be embarrassed to compare it with the 1930s, but I just felt like this was [...] it just felt horrible and [...]

MP: But there must be some similarities – we were just talking about that this morning with Brenda, actually – because in times of crisis, like in the 1930s in Germany or in Europe in general, people tend to, yeah, to go to, like, extremes on the political spectrum, so [...] there are some similarities.

CR: I just felt, I felt like it was [...] something was happening to society that was bigger than Labour and Conservatives.

MP: Mhm. Did you remember when you joined?

CR: It might only have been in 2018, something like that. It wasn't immediately afterwards and I didn't join the European [...] I joined the European Movement after I joined Liverpool for

Europe.

MP: Right.

CR: So, I think maybe it was a couple of years after the referendum and [...]

MP: You decided that because you were seeing the situation degrading progressively and then you just thought: “Okay, I have to do something now?”

CR: I think so, yeah. And also all of the RHETORIC after the referendum, the increase – I was reading about increases in racist attacks – so, I think a couple of years after it became clear that [...] and ALSO the, people like Boris Johnson and Nigel Farage, the things that they were saying about Europe, just everything, everything that I believed in, they just seemed ready to trash it and I just needed to do something.

MP: Great. And did you recruit members yourself from family, friends, colleagues to join?

CR: No, I haven't actually, no. My brother, my brother – he's a French historian actually, his French is better than mine – he, I asked him about it, but he's kind of the attitude now that it's done and – he's a member of the Labour Party, he was a very strong supporter of Jeremy Corbyn [...]

MP: Alright.

CR: He's not, he doesn't seem to be interested in Brexit anymore. He voted remain.

MP: He's accepted it maybe, like a lot of people.

CR: I THINK so, YEAH. I mean, that's, that's maybe because I work in the Languages department and every day, I work with people who've had to join the Settlement Scheme, my students are not able to use Erasmus anymore. I teach European politics as well, so I teach the students about Brexit and things like that. A lot of people have moved on, but I don't think because of the environment I'm in and the friends I've got, I don't know if I'm able to move on from it. It's strange – I told you I do interviews as well – and I remember interviewing a woman about ten years ago I interviewed a woman and she said that – I interviewed, I interviewed her about East Germany and Communism – and she said her dad, in 1945, her dad had a nervous breakdown because, because of the political situation, because her dad had had to swear allegiance to Hitler; first of all, her dad had to swear allegiance to the Kaiser in WWI and then Hitler in WWII and now he was being asked to swear allegiance to the Communists. And she said that led him to have a nervous breakdown and I REMEMBER ten years ago thinking how could, HOW could you have a nervous breakdown about politics? But NOW [...]

MP: Yeah.

CR: [...] I can understand [...]

MP: Clearly, there's a psychological dimension, yes [...]

CR: Yeah, because I [...]

MP: [...] really impacted.

CR: [...] I mean, I don't think I could have a nervous breakdown, but there's very few things that I could get MORE upset about or MORE angry about than Brexit.

MP: Yeah, did you, did you, did you read the *In Limbo* books?

CR: No, I have not read them yet.

MP: Well, they are, they are very heart-breaking, they are like stories from Europeans living in, in the UK and British people living in Europe, like testimonies and how they feel [...]

CR: Yeah.

MP: [...] their feelings since Brexit and you can definitely see the psychological mess Brexit has had [...]

CR: I mean, the day I CRIED as the result, I have to admit – my brother did as well. The next day, I went to Berlin – so, I think it was the 24th of June - and EVERYBODY was asking me about it and I just wanted to run through Berlin SHOUTING: “I DIDN'T WANT THIS.”

MP: Mhm.

CR: And something else that's made me do, I actually phoned some local radio phone-in shows as well, which I WOULD HAVE NEVER EVER DONE BEFORE, but on – Brenda will be able to tell you about Radio Merseyside, it's just a regional station [...]

MP: Oh, yeah.

CR: [...] they have a phone-in show. A couple of times when I had been driving in my car, I've heard people come on to talk about Brexit and I just thought that is absolute rubbish and I've stopped the car and I phoned in to say what you've just heard is NONSENSE, it's not factually correct – because I lecture about the European Union, I know the FACTS. And then [...] the first time I phoned in, it was because someone, some, it was one – Macron had called the Brexiters liars – and this man phoned in and said: “Well, the French are liars, they said they'd fight Hitler and they didn't.” And I just heard that and thought ‘I've got to phone in, NOW’.

MP: (laughing)

CR: But I would NEVER have phoned a radio show before this, but I phoned it several times NOW, because when I used to listen to those radio shows, I used to think: “Oh, the people who phone in, they're just cranks and weird people”, and now I'm just one of those, I suppose (laughing).

MP: Well, that's good you're doing that.

CR: (laughing)

MP: And, did you [...] do you have a ROLE in Liverpool for Europe? And if you do, what

does it consist of?

CR: I'm the newsletter editor, so I've been the editor for about six months.

MP: Good. And did you, like, volunteer to write the newsletter or did someone from the group asked you to do it?

CR: I volunteered. I got in touch with Brenda, because I wanted to see what more I could do instead of just being like a silent member. I've [...] I suppose I'm not a silent member – a couple of times, I've, I've handed out leaflets in the Liverpool city centre and at Liverpool Uni, I handed leaflets to students to encourage them to vote in the last general election.

MP: Well, that's good.

CR: But I got in touch with Brenda JUST to ask: 'Is there anything more I can do?' and so I just do the newsletter, it's basically just sending members news of our coming events about maybe European Movement events, so or another, say Leeds for Europe event or Liverpool for Europe event and [...]

MP: Mhm.

CR: Some sections are about whether there are going to be European films on television and things like that, so human interest things, as well.

MP: Great. And GENERALLY, what were your expectations when you, well, of being involved in Liverpool for Europe?

CR: I don't know, REALLY. I just wanted to help in some way, I just wanted to, like I said, I just wanted to do something, so I've handed out leaflets, I've been to one demonstration in London with them.

MP: Okay.

CR: I don't [...] I always think, I always wonder how much, how possible is it to change people's minds about Brexit – maybe not very possible – but, maybe, maybe I joined because [...] so I could live with myself also, like I said, so I could live with my own conscience.

MP: Mhm. Yeah, yeah. Great. And how so often do you participate in pro-EU events? I know that, that lockdown happened, you know, in between, but yeah, how would you quantify your involvement?

CR: Not, well, not regularly – because of my job, I haven't got a lot of free time – if there's something like a webinar or something, in the evening, it's sometimes quite difficult for me to join that, because I've been working all day, so my wife wouldn't be happy if I just disappear. So, as often as possible – I've been to a couple of webinars, I've [...] like I said, I've been to the demonstration – I think it was in November, it was the People's Vote March.

MP: Mhm.

CR: I THINK it was November 2018 or something like that.

MP: Well, there were a few marches then, yeah.

CR: Yeah. I didn't go to the big one, in March. I think it was March, I can't remember the dates, there was a really, really big one – I couldn't go to that because I was ill – so I've got a condition which makes it difficult for me to go on trains and coaches – it's like an hear thing, it makes me feel sick and dizzy, so it's difficult for me to get to London, so I didn't go to that one. And I go to the webinars now and again. Before the, before the pandemic, there were a couple of meetings in the Quaker a meeting house in Liverpool, in city centre – I went to that. So, I go when I can, but maybe not as often as I would like to, but I have to balance it with the other commitments.

MP: And according to you, how effective was Liverpool for Europe at reaching its goals?

CR: Well, we haven't rejoined (laughing) so, I don't, I don't know really. When I've been leafletting, and people would talk to me about Brexit, it's very clear that people were determined not to change their minds, so I don't know how effective it's [...] Is it [...] does it just appeal to people like me who already know their opinions?

MP: Mhm.

CR: I know there's been an issue in Liverpool for Europe about attracting young people and they...

MP: Yeah, the majority of the grassroots struggled to recruit young members.

CR: Yeah, I mean, it's difficult, because just from my own experience, when I lecture on European politics, the students – they're 18, so, the first-year students – they come to university and they don't know anything about politics at all [...] they, they don't know. It's, it's the fault of our education system, as well. They don't know how the House of Commons works, they don't know what an MP does, they don't know how to become an MP, they don't know who [...] what the Home Secretary does, for example. And then, so, they come to my class [...]

MP: I teach politics in France and it's quite similar. I teach British politics, so...

CR: See, I'm used, I'm used to German, German students coming and the German system is very much geared to us teaching about politics, but that's to do with their history.

MP: Mhm.

CR: So, engaging – I mean, I hear opinions form my students, like politics isn't for people like us, politics is for other people and I assume when they say other people they mean privately aducated people, people from different class.

MP: Yeah.

CR: It's sad really, because I read a book – there's a book called 'The Ragged Trousered Philanthropists' that was written in 1910 and it's about a group of painters and decorators and there's one, there's one painter who's interested in socialism and he tries to encourage the other painters to be interested in politics and they, they say to him 'politics isn't for people like

us'. And that was in 1910.

MP: What's that book called again?

CR: 'The Ragged Trousered Philanthropists'.

MP: Oh, interesting, I might, might read that.

CR: It's written, it was written someone who WAS a painter and a decorator, so it's not, it's not written very well, it's quite LONG, as well, but it's a socialist book, really.

MP: Okay.

CR: But those painters and decorators were saying that in 1910 and one hundred years later, my students are saying: "politics isn't for people like us", so [...]

MP: What do you tell them when they say that?

CR: Well, I say: "Of course IT IS, you CAN get involved, you, you can have your SAY, your, your voice DOES matter, don't leave it to OTHER people, because they will DECIDE things in THEIR INTERESTS." So, I just try to convince them that they CAN get involved.

MP: Yeah.

CR: But then (long pause) I overheard a conversation after the national GE when people voted Conservative. I don't know why, my grandma just told me to vote Conservative and then you [...] I have discussions about the EU with them and they say: "Oh, my mum said we gave the EU millions and we got nothing back."

MP: Right.

CR: So, they get a lot of their political views from their parents and grandparents.

MP: Mhm. Yeah, it's difficult to educate them politically now. Yeah, I see. Great, let's go back to your, to identity. So, how do you feel? Do you feel more – we touched upon that a little bit at the beginning of the interview – how do you feel? More British, Scotti[...], English, sorry, European? How would you identify?

CR: I'd say European, really. I wish I was German, to be honest (laughing). I just [...] I mean, I didn't, I didn't REALLY love BEING British anyway, because of things like the Empire and I just think [...] when I think of British people, I think of narrow-minded people. I know there's a [...] I mean all of my friends are British and they're not narrow-minded, I just have this view and particularly since the referendum, I just think of everything British is negative. I think of the Empire, I just think of isolationism, the fact that British people don't care about foreign languages or foreign cultures. And I KNOW these are very GENERAL [...] GENERALISED THINKING, it's just [...] British, I just find it repulsive, I just, I HAVE to use that word, I just don't like it. Every time I see the British flag, I just think how many flags does that country flown over and brought terror and [...]

MP: Mhm.

CR: [...] poverty and disease and depression. I just have a VERY negative [...] I can think of British achievements like great British inventors and things like that and second world war and things like that, but it's just all tainted.

MP: Mhm.

CR: I just, it's just very neg[...], I just feel very NEGATIVE about being British.

MP: So, you've always felt pro-European in a way?

CR: Yeah, yeah. I think it's because of my studies.

MP: Yeah.

CR: [poor audio] it won't look at the mistakes of its past and to try to break through the mistakes it's made in its past, but for Britain the Empire was something to be PROUD of and yes, millions of people died, but, but we gave them civilisation, so [...]

MP: Yeah, that makes...

CR: Just that [...]

MP: (laughing)

CR: I know that these are the attitudes of just, not all British people. It's just the way I feel about it.

MP: And how, how has being a member of Liverpool for Europe had an impact on your identity?

CR: I think it's made me feel like I'm not ALONE, REALLY. The day I went into the march in London – there were so many hundreds of thousands of people there – it felt, I felt like, encouraged that there were other people who felt like me. In terms of what I feel about being British or whatever, it's not really changed. It's just made me feel better about myself and that there are other people out there who feel the same, because whenever [...] it's very easy, particularly with the BBC that I find when they interview people about Brexit, like the normal people in the street, it's very [...] I find it very depressing [poor audio] 'Why don't they talk to someone like me?' So, it's reassured me, I think, that I'm not alone in this, I suppose.

MP: Yeah. And quite a tricky question, but what does it mean to be European, if you had to give a definition, a PERSONAL one, obviously? 'Cause it's very idiosyncratic, it's not [...]

CR: I suppose, I mean you could apply it to other identities, as well, I just feel like a feeling of being liberal, I feel like being open to other cultures, of being accepting of other cultures. But then, I can think of a lot of people in Europe who are NOT accepting any other cultures. Poland is in Europe, Hungary is in Europe and they're not very tolerant of the liberal. (pause) And then when I say being European is about being liberal and being accepting of other cultures and things, well, you could also be British in that, as well. You can be British and liberal and

accepting of other cultures, so I just, I just feel like the, the [...] I know that the European Union ISN'T perfect, it has its flaws and things, but I just feel that the, the overall project of bringing people together is something that I believe in.

MP: Mhm. Great. And did you continue to campaign during lockdown?

CR: Well, I'd started doing the newsletter then [...]

MP: Okay.

CR: [...] and that was when [...] and I went to a couple of online things. That was [...]

MP: How did you maintain your links with the group during the, you know, the pandemic?

CR: Through Facebook.

MP: Okay.

CR: Through Facebook. I used to get the newsletter and then I took over the newsletter. I'd text Brenda now and again to see what was happening and things like that, but that was it REALLY, because we weren't really allowed to go out.

MP: Yeah, it was a bit restrictive. And, have you ever thought of leaving the group during lockdown?

CR: No, I don't think so, no, not quite sure. Although, as the newsletter editor, I'm not quite sure what the overall mission of the group is now.

MP: Well, actually, I was about, I was about to ask you that. What is, you know, Liverpool for Europe's messaging currently or in the future?

CR: I suppose it's to change mind and to change viewpoints and to try to, try to encourage younger people to, to BELIEVE in Europe, (pause) because I know there was a study a couple of weeks ago that showed that about 90% of people WOULD NOT vote differently, so I suppose it's trying to engage with the younger generation, but I don't know HOW. I mean, it's not [...] I suppose it's up to Brenda – the strategy and things – but I don't, I don't know what the strategy is to do that, at the moment.

MP: Okay. And do you think Liverpool for Europe should ask for rejoin or PR first?

CR: Probably PR. I think, I think rejoin is, I mean that, that's in an ideal world, but we're not in an ideal world and Britain seems to be even more conservative than ever. So, I think rejoin [...] I don't think a lot of people have got the appetite for another referendum, because the last referendum and the four-year process after it, I think [...] people got SICK of it, really, just want [...]

MP: It's been draining for people.

CR: Maybe (pause) rejoin in maybe twenty years or something like that, when, when Boris

Johnson and Nigel Farage are not around anymore. I don't know, I don't know, but certainly in the next ten years, I don't think rejoin would happen.

MP: Well, I don't have any more questions. Is there anything you'd like to add [...]

CR: Err.

MP: [...] that maybe I missed out? Would you like to be more involved, if you could? In the group?

CR: I suppose so, yeah. Because, because I'm a lecturer and things, I have, as I said, I haven't got a lot of free time.

MP: Mhm. Yeah.

CR: And, and then the weekends are sort of spent doing a little bit of work but also, 'cause I've got to maintain family relationships as well.

MP: It's hard to balance everything, yeah.

CR: Yeah, I know that my great[...], my great grandad was involved in politics, he was a member of the Communist Party and the local council, and his marriage broke up because he was so committed to politics. And I don't want to be THAT person.

MP: Okay.

CR: Yeah. I don't [...] I WOULD like to be more involved, but if I got a job, a full-time job, I give up my lecturing and things and do that, but it's very difficult when you've got to do it alongside other things.

MP: Yeah, obviously. Well, thank you SO much for your time and your input for my research is SO appreciated.

CR: Okay, that's great.

MP: Yeah. I REALLY wanted to thank you for that. And apologise again for being late.

CR: That's no problem.

MP: So, yeah. Just email me if you've, if you've come up with a name that I can [...]

CR: Okay (laughing).

MP: [...] use as a reference for my [...]

CR: I will do.

MP: But I will use the video, like I said, I'll just type the transcript and, you know, put it in the appendices of my PhD, so [...]

CR: Yeah. I wondered if you've heard similar opinions to mine or not.

MP: Yeah. They're all very similar, all very similar, which is a [...] yeah. This is why I'm trying to, like, establish some sort of profile of pro-EU activists, because they're all very similar.

CR: Yeah, like I said, I've never been so emotional about anything. When [...] – just like a strange example – when someone like Johnson is on television or Farage, I just have to switch it off or (pause) my [...] I'm not allowed to – this sounds strange – I'm not allowed to use certain words at home my wife banned me from using certain horrible words, I felt at one point like there weren't enough horrible words in the English language to describe how I felt about those people.

MP: Yeah.

CR: There was NO WAY that I could express how much I hated them.

MP: If you could describe Brexit in one word, what would you say?

CR: Is FUCK-UP one word? (laughing)

MP: Yeah. I suppose it could be, yeah.

CR: Yeah, CATASTROPHE.

MP: Mhm.

CR: But for, for me personally and for the country, I think, I don't know if there are enough people personally damaged by it for them to take an interest. Or I don't know whether they, they PERCEIVE that they are being personally damaged by it, because if they read a report that says Gross Domestic Product will be, well lower by 5%, what does that mean to the average person? It means NOTHING to the average person.

MP: Yeah, yeah.

CR: But for ME – my students are having their opportunities restricted – I, I used to be able to visit my students in Germany using Erasmus money – I CAN'T do that anymore.

MP: Yeah.

CR: My friends have been racially abused, been told to stop, stop speaking in their own language in the city centre.

MP: Oh, have they?

CR: That, that DIDN'T happen before Brexit.

MP: Yeah. Well, if [...]

CR: So [...]

MP: [...] you've got some time – I know you're very busy, read the *In Limbo* books, because it gives you the **WHOLE** picture of, you know, like the psychological impact and with the, you know, this pressure with the Settlement Scheme, as well, that people had to go through.

CR: I don't, I don't know if I want to feel any more miserable (laughing).

MP: Yeah, maybe not. I DID, I DID cry when I read it.

CR: Yeah.

MP: Yeah, I DID cry because it's heart-breaking to see the, yeah, the psychological distress of some people and [...]

CR: And I think the MAIN, the MAIN thing that makes me angry is, is what, is why, WHAT FOR?

MP: Yeah. You feel angry all the time or are you still very angry?

CR: No, NOT all the time. If someone talks about Brexit and tries to justify it or someone's on the TV talking nonsense [...]

MP: Mhm.

CR: [...] then it can make me EXTREMELY ANGRY.

MP: Yeah.

CR: Yeah, so.

MP: Well, thank you so much. So, I'll let you go to your, are you teaching today?

CR: I just remembered, something actually quite an interesting story.

MP: Yeah, go on.

CR: I was [...] It was in 20[...] November 2019 I went to see Michael Dougan, I'm sure you [...]

MP: Yeah, I know him, yeah.

CR: I went to see him speak at a Liverpool for Europe event and I thought it'd be great to have him speak at the University of Chester, so I invited him to speak.

MP: Yeah.

CR: Yeah, yeah. When it was, when [...] so, I invited him to speak and I advertised that he would be speaking about what next in Brexit and then I got an email from the Head of the Law Department at Chester – because obviously Michael Dougan is a professor of EU law – and

she said that she wasn't happy that I'd invited him to speak and she wanted to know EXACTLY what he was going to say about Brexit, because it might, because it might CLASH with what she has taught her students. And then – so, she emailed me this and you can put this in your study if you want and so, she wanted to [...] she emailed me and before I had a chance to reply, she'd emailed my head of department and I had to go to a meeting with the head of the department and the Head of Law and she sat there in front of me and she said: "I've seen some talks by Michael Dougan, I'm just concerned about what he's going to say about Brexit; what kind of opinions is he going to give? Can you ASK him to tell us what EXACTLY he's going to say?" And I sat there and – I'm a historian of East Germany – and I sat and I was thinking this is like a DICTATORSHIP, "WHAT is he going to say?" And then she said: "Because in my classroom, what we taught to our students – and you've got to remember, the Head of Chester Young Conservatives is one of our students and we don't want to upset him." And I just thought "What the FUCK is going on here? You [...] are we supposed to tell Michael Dougan what he's, what he's supposed to say and what [...] why don't you want one of your students to hear this version?"

MP: Yeah.

CR: That REALLY scared me, actually, because I thought: "well, [...]"

MP: Yeah, it is scary.

CR: This is academic FREEDOM."

MP: It is, yeah.

CR: and [...]"

MP: So, did he end up coming anyways or [...]"

RW: He ended up doing it, yeah, and the Head of Law sat in the front row and had the chance [...] I said to her: "You'd have the chance to debate with them" and she said: "I'm not going to DEBATE with him", but she sat there, just, like, with her arms folded in the front row and didn't say hello to me or anything, didn't ASK a question and then she just left.

MP: That's a strange way of seeing, like, education and [...]"

CR: Yeah. It was a [...] It's [...]"

MP: [...] knowledge, in general.

CR: It was very strange and worrying episode, but it was just that she wanted to know exactly what he was going to say.

MP: Mhm.

CR: I mean, God knows what she's been telling her students.

MP: Yeah, that's the thing, yeah.

CR: And she didn't, she said she didn't want her students exposed to an ALTERNATIVE VERSION and I just thought: "well, they can just click online and get an alternative version."

MP: Yeah.

CR: But and she didn't want to offend the Young Conservatives leader. I HOPE, I HOPE he was, in fact, offended.

MP: Yeah. (laughing) That's what you are hoping for, definitively.

CR: Yeah.

MP: Thank you for sharing that story, it's very interesting.

CR: Okay, then I let you go now.

MP: No, no, I've, I've got more time than you. I've got another interview in half an hour, but yeah. If you don't have anything else to add, I'll let you go.

CR: No, I just wanted to tell that story because I feel like I, I don't know, I feel like I NEED to tell that story as an example of what can happen, I suppose.

MP: Yeah, because people wouldn't expect something like that to happen at university.

CR: No, I know.

MP: Yeah, thank you for sharing it.

CR: Okay. (laughing)

MP: Well, I hope we keep in touch, but yeah, thank you so much and have a good day.

CR: Okay, thanks. You, too.

MP: Maybe we'll speak, we'll speak again.

CR: Yeah, if you've got any further questions, just email me.

MP: Okay, I will do.

CR: Okay, thanks.

MP: Thank you so much.

CR: See you, bye.

MP: Bye.

Entretien avec S.
5 novembre 2021
Café du musée de Liverpool

MP: Could you please start by introducing yourself briefly?

S: Alright (sighs in confusion, laughs)

MP: Like, your name, when you were born etc.

S: Okay. So, Sue Quinland, I was born in 1949, working-class family, always been sort of a little bit interested in politics but not, not LOADS. When it came to the referendum, I really didn't pay any attention to it because I didn't FOR ONE MINUTE think we would vote to leave...

MP: You didn't participate in the Remain campaign?

S: No. And when I saw, you know, the bus with the, you know, 'why not give the £350 to the NHS', I thought: 'who is going to believe that?' I didn't for one minute believe people would fall for that, you know. And when I woke up in the morning, I was just ABSOLUTELY devastated. I just thought what on EARTH have we done, I couldn't believe it...

MP: Yeah. Have you always lived here in Liverpool?

S: Yes.

MP: Do you have any children?

S: Two. Yeah.

MP: How old are they?

S: (thinking) I think Ruth is about 43, she lives in Liverpool, she's got three sons. And Sally is about 46 years-old, she lives in Dublin, she's got four children.

MP: Lovely. Are you married?

S: Yeah. 50 years next year... (laughs)

MP: Congratulations (!)

S: (laughs)

MP: What is your education?

S: I left school at 16, with 6 O-levels. But then I went to [...] I don't know how much information you require... Once my children started school and I wanted to get back to work, I was interviewed by this extremely male-chauvinistic-pig in the job centre as though because I hadn't had a proper job for, you know, eight years, or whatever, he seemed to think my brain had

stagnated. So even though I have Maths O-level, I thought I'm gonna go to night school and do it again, just to prove and I absolutely loved it...

MP: that's great.

S: ... So, then I did sociology O-level, absolutely LOVED it and then I thought: 'I'm sure I can do an A-level!' So, I did Economics A-level, got an A and I thought... and I LOVED it!

MP: How old were you then?

S: About 33.

MP: That was brave!

S: So, then I applied for teachers training college and went to some mature students to get my Bachelor of education degree- all thanks to that chauvinistic pig (laughs).

MP: Well, that was a blessing in disguise!

S: It was, yeah...

MP: Are you retired now?

S: Yes.

MP: So, you worked as a supply...

S: A supply teacher, yeah. The 'supply part' fitted in better with having children and then when your daughters live in Dublin I like to go over there regularly. So, I wanted to have me evenings and me weekends and me holidays free and as I supply teacher, you know, if you want to work you do, but if you don't, you don't, so it was, it was just MUCH MORE flexible and fitted my lifestyle.

MP: How do you identify politically speaking?

S: Labour...

MP: Have you always supported Labour?

S: I have. But when I say Labour, I have sometimes... to be honest, I can't stand my Labour MP and he's in a very, he is in a very safe Labour seat. So, I vote Green, because I am... I mean I'm passionate about Brexit, my very main worry is climate change. I have always been very environmentally aware, and I had to get involved with Brexit, fighting Brexit, 'cause I thought if that goes through, we'll be in a worse position for fighting climate change.

MP: That's interesting you are mentioning that. Did you have any previous activist experience? In climate change for example before LfE?

S: No. I was a member of... I can't even remember what it's called now... I did used to go on activities where they plant. I can remember going on to a railway side in Mersey where they

were planting trees and I applied for a grant to clean up our local pond, but somebody got [...] because I think they thought... I don't know, I don't know whether they thought it was the responsibility of the council, but I got the grant but people wouldn't let me spend it in the power so I got permission to spend it in the school I was working at to set up a gardening club (laughs).

MP: Do you remember when that was?

S: I would say that would be about 1990.

MP: Are you affiliated to a grassroots organisation?

S: No.

MP: Apart from LfE, are you also a member/supporter of another cause or voluntary organisation today?

S: (thinking) No, I don't think so.

MP: To what extent has Brexit affected your relationships with your social/professional circle?

S: I find it very frustrating and very sad that, although I am extremely passionate and active, and all of my friends and family know but I don't seem to have much of an impact on them. Some of them have come to London on the marches but that's the extent of their involvement. I think most people just haven't got a clue. And that goes for the whole of the country, I do think that you know when Boris Johnson said: 'vote for me and I'll get Brexit done.' I think a lot of people thought: 'thank god for that I'm sick of hearing about it.' It's not that they wanted Brexit, they just wanted to stop hearing about it.

MP: How did you first hear about Liverpool for Europe?

S: I can't remember! I think it was... I don't know how I found out about it, it was possibly the 48% but there was a group I was on that said: "if you put your postcode in, we'll put you in touch with people in your area." So, that was how I got in touch with Liverpool for Europe.

MP: Do you have any idea when that was?

S: It would have been VERY SOON after the referendum.

MP: How did you join? Did you send a message on Facebook ?

S: There was only maybe a dozen of us to begin with and someone suggested that we're meeting in Sefton Park I think it was, you know just to introduce and get to know each other and take it from there. Our first few meetings were in Sefton Park and then it got to be a bit bigger and we started to organise ourselves properly, you know with secretary, treasurer and all that.

MP: So, you were not actively recruited, you voluntarily joined LfE?

S: Yes.

MP: Did you recruit members yourself? From your family, ex-colleagues...

S: I did, you know, I sent invites you know, and people did join but most of them aren't that bothered really...

MP: Why is that?

S: It's... well they just haven't got a clue, it's such a shame I mean me brother, I've got a twin brother, who lives in Australia, and he (laughs) seems to be more active, you know, if it's the march in London, he'd send money over for my train fare or donate to other things.

MP: Did you decide to join LfE because it was local or because it was Liverpool and you're attached to the city? Would have joined another?

S: I just wanted to do something, anything and that seemed to be the, you know, the best way forward to be active locally.

MP: What is your role today in Liverpool for Europe?

S: I said at the very beginning: "I don't want any responsibilities but if you tell me to do something, I'll do it", you know... So, I used to go out when we went out of every Saturday, you know, collecting signatures, I did that. And I think Brenda's probably told you, I started quite late on writing to the Echo. I don't know what me first letter was about... I think I had about 20 letters printed in the Echo and then I decided to phone Roger Philips on Radio City, no Radio Merseyside because I thought, not many people buy the Echo and if they do, do they all bother to read the letter's page but Roger Philips was very very popular, a lot of people tune in, and I thought: 'they're not gonna switch it off because someone is talking about Brexit.' It trying to get outside the bubble and I phoned him and got through most times. I think I spoke to him about 25 times but then he retires and the show finish... so then I went back to write to the Echo (laughs).

MP: Was that your own initiative or did you decide as a group?

S: No, I just decided.

[S's phone is ringing]

MP: If you need to take this that's absolutely fine!

S: That's alright. I'll get back later on.

MP: What were your expectations of being involved in Liverpool for Europe?

S: I was just hoping that we could get a vote on the deal. You know, that to me seem the most sensible thing to do. I cannot... I mean what incensed me is, you know when you go on about the will of the people? And it was only 37% of the electorate who voted for it, that's not the will of the people and they all voted for different reasons: more money for the National Health Service, stop foreigners coming in... you know going to back imperial measure- stupid things like that. Or some people did it and I've had someone: 'oh I just wanted to get David Cameron a kick.' You know, not because... it was far too difficult a question to ask and with no

destination, you know how many people have got the Brexit that they actually thought they were going to get? All of the promises were lies, you know, none of them have proved to be true and I mean, me very first arguments when me brother-in-law, everyday get start off on the computer, me brother-in-law would send me: 'oh how are you doing?' and the moment of the referendum results I said: 'I'm absolutely gutted, I can't believe we voted to leave', and he got back and said: 'I voted to leave.' So, anyway when I went round later on he said: 'So, why are not happy of the results?', I said: 'well, for something as BIG as this, a super majority should have been required, for such a big change, you should have needed a super majority.' And I found that later on that if it had been an advisory referendum, then a super majority would have been part of the deal. And also, I said: 'it's too difficult a question to ask, most people don't know, including politicians.' I mean, you know, nobody is talking about leaving the customs union and the single market, we hold all the cards, it's gonna be the easiest deal, you know, we might even get a better deal, absolutely GARBAGE. And I can't BELIEVE that the government has been allowed to get away with what it's got away with. I know we've got the right-wing media but haven't people got a bit more common sense?

MP: Do you still get along with your brother-in-law?

S: We don't speak about it. Because...

MP: Has that become the rule?

S: ... yes, because my sister is in poor health and to be honest me brother is a male-chauvinistic-pig and he starts shouting, and my sister worries that there might be a fall out. To be honest I would welcome talking Brexit now, now that I know an AWFUL lot more about it, you know. I would love to say to me: 'Do you think it's still a good idea? What's the benefit?' I mean I do know he's against refugees, because the kids, they're 17 and they pretend they're kids, why are they coming here? Why haven't they gone somewhere else? Horrible... I really don't like him...

MP: ... well, I don't blame you

S: But me other brother, who's got, and I've only had this one conversation with him about it, and he's got a degree, so he's not stupid like me brother-in-law, he's not the brightest... but my brother I thought he had a bit more intelligence, the only thing he's ever said to me on the subject...

MP: Did he vote Leave as well?

S: He voted Leave because he said they let everyone in now, even Turkey. You know, I'd love to have that conversation with him again, but we're family... you gotta be careful.

MP: Yeah, definitely. How have you... I'll ask this question later actually... Did you know people in the pro-EU movement before joining Liverpool for Europe?

S: No, not any of them... No.

MP: How would you describe you relationship with the other group members?

S: We're very close, very good friends, yeah, it's all been very positive.

MP: About your participation, how often do you participate in pro-EU events? How would you quantify your participation? What do you do?

S: Well, it's changed since COVID. Really since COVID it's just, social media, signing petitions, sharing posts and writing to the Echo. There's not a lot else that you can do. But as I said, previous to that, oh I used to do a lot: printing our own leaflets and deliver those and like I said campaigning most Saturdays for a people's vote, and lots of meetings which were very informative, you know with the likes of Andrew Adonis and Michael Dougan, I love him, he's fabulous.

MP: (laughs) You said you didn't want any responsibilities, has it changed today or are you still ...

S: No, I still don't want any. I mean to be honest I did say: 'I'm going to campaign as hard as I can while there's still a chance of us remaining but if we leave, once we leave that's it, I'm gonna leave it to younger people to take over, because this is not how I expected my retirement to be.' You know, I want to have some ME time. And I do, you know, with seven grandchildren, my sister is not well, I go and see her once a week, we go and see her once a week.

MP: Does she live in Liverpool?

S: Yes, and I do have a lot... a have a LIFE you know. But the thing that has angered me more than anything is the apathy of the young people who... you know they're the ones that it's gonna affect most. I mean, I've got me pension, me house is paid for, it's really not gonna affect me THAT MUCH. It's the young people, you know, and our generation is getting the blame and you know when I'm out campaigning the number... and I deliberately make a b-line for the younger people: 'Oh I'm alright, thanks, I'm fine' and I feel like saying: 'you're NOT!' (laughs) I can't believe their apathy, I really can't.

MP: Have you tried to put some strategy in place to recruit more young people... It's a common feature among the grassroots groups, you've all been struggling... I've interviewed over 30 groups, and they all told me, you know, 'we're really struggling to recruit young people.'

S: Yeah. You know people make excuses, they're at university and you know ... but I can remember when people of my age were at university, they would go on demonstrations and being politically active! And I'm sorry, I did my degree with... I had to get two buses to the college, and I had two school children and it's not an excuse, you know The only thing that I'm really pleased about is the likes of Greta Thunberg and it's the young people who do seem to be taking climate change seriously...

MP: They do seem more involved...

S: They do, and I'm very, very, very thankful for that.

MP: According to you, how effective was Liverpool for Europe at reaching its goals?

S: I think we did really, really well and the amount of signatures we collected but I was... now... (talking to herself) who did we send them off to? I can't remember the name of the group now. But People's Vote, they had a rolling total of the number of people who'd signed the petition

and I'm thinking: considering there's all these groups of people going out every week collecting signatures, that's not going up as much as it should be!

MP: That's been one of the problems...

S: ... And we were photocopying and sending them off and I said: 'I am going to, from now on, in-put the information that I get because someone's just sitting on them...' you know... I don't know why it had to be put in, because you get other ONLINE petitions, and they were reaching a million in no time at all! And yet this didn't seem to be going ANYWHERE. Plus, another reason I was putting me own information is the people's handwriting... you can't read it, you know but I could REMEMBER, you know the names or what they'd done, and I just think it'd been an awful lot of people signing that petition where you couldn't read their email address or something and a lot of it wasn't going in! I don't know why it couldn't have been just on paper, you know... I don't know why it had to be uploaded onto... I don't understand that...

MP: Well, it clearly didn't work out...

S: No, it didn't but I think we got far more signing up for that than it appeared to be. I mean I even got a leaver to sign, because you know I said to me: 'you think, you know, I'm not asking you to change your vote if you still want to leave, you've got a choice,' and he said: 'you know, yeah I can understand that, that seems reasonable.' And he signed (laughs) I'm very persuasive (laughs).

MP: You are! That was quite an achievement!

S: (laughs)

MP: Would you say you've never been really actively engaged in politics until Brexit?

S: I was, sort of briefly. In a... I don't rem... are you aware we had a problem with what they call "militant tendency" in Liverpool with Derek Hatton in the 1980s?

MP: No...

S: They were really, really left-wing and they were destroying the reputation of the city. I mean you can understand when you've got a very right-wing government like Margaret Thatcher, you get the opposite, but they were just DREADFUL and I joined the Labour Party to outvote them you know at sort of grassroots level, which we succeeded in doing because [...] were very vocal and very active, there weren't many of them, you know what that's saying, something about... it's... it's the APATHETIC people that allow these extremes in because they sit back and do nothing. And I did continue going but then me husband became a partner in a night club, and I was... I was working full-time as a teacher, having to go out to this night club to do me own, you know socialising and ... and I just... I thought: 'well, we've got rid of Militant everything's alright, it's not really needed.' And it's only after I went to see me pig and I came out and thought: 'obviously he hasn't got a clue about Brexit and how damaging it's going to be', because there was him [...] and it was did most of the talking actually, and when I was saying about you know we've got to stop Brexit and he just said: 'those people in this constituency who got absolutely nothing and Brexit isn't gonna make any difference to them.' I said: 'maybe not but it's gonna be an awful lot more people joining them with nothing.' And I came out thinking: 'they haven't got a clue, I'm gonna have to start going to the constituency

meetings again', and they're all Momentum-Corbynist as Brexit doesn't get mentioned, all they do is SLACK OFF people who, didn't fully support Jeremy Corbyn, they think that by wanting a people's vote you're undermining Jeremy Corbyn and we could have got a much softer Brexit if we supported Jeremy Corbyn. So, that evening I was gonna step back and still very involved with my local party because I want them to hear a voice with an opinion that they haven't heard before. Because, again I think it's the minority who are REALLY the Corbynist and Momentum-type, local. And a lot of the people, it does an awful lot of community work and I think most of the people are there because it does a lot of good work in the community. And I think I've got a chance of turning them around, 'cause they didn't say...

MP: How do you intend on doing that?

S: Well, I mean it was after the general election defeat, they were the ones, the Corbynists were blaming wanting the people's vote- that's why we lost to Tories, yeah, because people wanted Brexit so they voted for the Brexit Party. I MUST be that because Jeremy Corbyn was the same person who fought in the previous general election so it must have been the change of policies and I got up and I said: 'No, it wasn't the same.' I said: 'In the previous general election Jeremy Corbyn was up against Theresa May, who didn't have any charisma or general appeal to the public, whereas for the apathetic Boris Johnson, he is very optimistic, charismatic and that's what made the difference, and somebody actually said to me after: 'Thanks very much for that. I hadn't thought about that', you know, and I do think we've never been presented with different arguments, and they aren't prepared to listen...

MP: Did you vote in the 1975 referendum?

S: Oh, yeah. Oh, sorry, d'you know? I can't remember!

MP: Can you not?

S: No, I can't remember (laughs).

MP: I wanted to ask you some questions about identity, which I find fascinating. How do you feel? Do you feel more British? English? Liverpudlian? European?

S: Definitely Scouser and definitely European, because I am absolutely ASHAMED of this country and what's happened to it. I cannot believe in this day and age that ... you know you look back to the Olympics and how proud everyone was of the country and I can't believe that we've stood so low.

MP: Have you always felt pro-European or has Brexit triggered that identity?

S: I've always loved going to Europe for me holidays, ALWAYS. I love the culture, I love the scenery, I love the food, I love the diff... you know, I just loved it but not really thought about it politically, it wasn't till after the referendum that I became... actually felt more European than I did previous...

MP: Do you feel British today?

S: No, at all. I am ashamed, really. I'd rather say I'm British than English, I do think it's the English that are the worse... definitely!

MP: There is no good or bad answer to the next question. What does it mean to be European if you had to give a personal definition?

S: Just tolerance, welcoming (sighing, thinking). A lot of people don't seem to realise how much the European Union has done for the environment, to me that it's done SUCH A LOT. Yes, so, yeah, so... (pauses). (whispering 'I don't know') Just tolerance and friendly and ... A lot of people go on about being capitalistic, I don't see that, just think of it as being socialist.

MP: You continued to campaign during lockdown, right?

S: Only online and writing to the Echo, 'cause... signing petitions through, you know, a lot through social media, 'cause there wasn't anything else we could do really.

MP: Did they publish all the letters you sent?

S: They used to publish every single one. And then I got to... they don't... if I mention Northern Ireland don't print it

MP: Did they give you a reason for that?

S: No, you never get any feedback. I mean I thought I was being quite no controversial by mentioning the fact that Northern Ireland did not have a shortage of CO2 the way we have, and you know, I don't think that's really controversial but that didn't get printed, and NOW they're only doing letter of a Saturday that's all. So, me last two letters haven't been published, I am hoping that the one I wrote this week...

MP: How often do you write to the Echo?

S: Most weeks, yeah...

MP: How long are the letters?

S: (Laughs), usually longer than I intend, I try to keep them quite short, so people don't get bored, but you know it depends. I've had about 60 published.

MP: How has COVID impacted upon Liverpool for Europe?

S: Well, a lot because we haven't been able to get out and campaign, but as I say, I don't think I'd be doing any work because I did say I'm gonna give it my all but once we leave, the young people can do it.

MP: Have you ever thought of leaving Liverpool for Europe?

S: NO. NO, because I've said I'll still... I mean I think there's a march in London planned for... I think it's May next year. I'll still do the one-off important things, I'm just not gonna let it take over me like the way it has done over the past four or five years.

MP: What's Liverpool for Europe messaging currently or in the future?

S: (thinking) I don't know whether it's... I mean, we've discussed this, is it closer alignment or is it rejoining, and I think most... well, we're split on this. I personally think it's too early to campaign for rejoining because people have got to REALLY feel it... I don't know if you're aware about the big uproar that was the downfall of Margaret Thatcher was the poll tax because people KNEW it would hit them in their pockets, but until, I mean I know the fishing industries know how bad it is, I know musicians know how bad it is, but generally... when Liverpool it hasn't really hit people yet. You know, I think in the roll to Christmas when ... and don't forget the imports from the EU, it's still in grace period, isn't it? We still haven't left completely, you know there's still grace period, there's still the Northern Ireland protocol causing problems. And I just think, sit back and watching all collapse and then people will eventually start taking notice but they don't want to be... you know this has been the big problem, they think we're just pessimists and you know, scaremonger and they don't want to believe what we're saying is gonna happen and they won't believe it until it actually happen...

MP: Do you think you should campaign for PR first?

S: (thinking, sighing) Well I don't know, it can go hand in hand, can't it?

MP: Is there anything else you'd like to add?

S: Only... well, an argument that REALLY still annoys me is that Boris Johnson and the Tories and the Leavers say that the general population still back Brexit because he's got an 80-seat majority, so that proves, which it doesn't because most people voted for either a remain party or like Labour, someone who's gonna give a vote on the deal, he got less than half of the votes but an 80-seat majority, which is why proportional representation is an important thing. But I wish people would stop using that as an argument that it's a ... you know that Brexit is what people wanted because he's got this majority... and that is not true.

MP: Thank you so much for your input I am very grateful.

Entretien avec A.
7 novembre 2021
Liberty Bell Coffee Shop – Gare de Liverpool

MP: So, maybe you can start with [...]

A: Yeah, okay. My name is Andrew Atter, I live in Birkenhead – I can tell I'm not from Birkenhead originally, I moved to, to the Liverpool region in 2016.

MP: Okay. For work?

A: For [...] and MAINLY for, for private reasons. I was [...] My son had left for the University and I was in a situation, I could live anywhere and I wanted to sort of buy and settle down in a place.

MP: Yeah.

A: I couldn't do that in the South. I was living in Cambridge at that point [...]

MP: Alright. Okay.

A: [...] so I came to Liverpool actually just to, actually for a conference, funnily enough. But when I was here, I was looking around thinking: 'I could really live in this place' so I [...] became instantly attracted to the City and I thought: 'Well, I could live here' and that's exactly what it is. When I was looking for a house originally in Manchester, I sort of widened the search and started looking in Liverpool [...] So, yeah, it was great. So, so, I'm self-employed, so, I'm [...] like you, I work with two or three different universities, but on an adjunct basis, so I'm not [...] I have [...] I've moved in and out of universities, I was, I have worked part-time for universities, I'd do some tutoring, lecturing, that kind of thing.

MP: What do you teach?

A: I teach entrepreneurship.

MP: [talking to the waitress: 'Yes, thank you'] Sorry?

A: Entrepreneurship. And innovation. Innovation and entrepreneurship.

MP: Thank you.

A: So, I [to the waitress: 'Thank you'] So, I see myself PRIMARILY as a business owner. It happens to be at this moment in time, for the last six months I work full time at the University of Liverpool, on a, on a, on a project, although that's coming to an end fairly soon. So, so I, I move in and out of consulting projects and research projects and do some university teaching. It's kind of really hard to explain, it's kind of, it's the same thing, but I just do it in different contexts, sometimes with, with companies, sometimes with universities, sometimes with investor groups. So, so I essentially, I work to help businesses get set up, grow or large companies to become more flexible and adaptive to change.

MP: Great.

A: So, yeah.

MP: And where were you born?

A: I was born actually not far from here. I was born in Cheshire, in a place called Ewloe Green

MP: Right.

A: I come from Cheshire, my postcode is the same as when I was born, actually. So, I think that's coincidence, I don't think there's any kind of homing instinct going on there, but I, I, Yeah, so I was born and grew up in the north and I – some would say Cheshire is north Midlands – but it's, it's yes I feel more comfortable living in this part of the UK.

MP: And how old are you today?

A: I'm 58 years old.

MP: 58. Okay.

A: Yeah. So [...]

MP: So, you said you have a son. Do you have other children?

A: Yes, I've got [...], my ex-wife is in Poland.

MP: Sorry to ask that, but you're divorced?

A: Yeah, separated, legally separated. So, no, that's fine. We lived, I guess I'm slightly unusual - I lived outside of the UK for eighteen years, so you could, sort of, tick the box of 'global citizen'. I lived in Hong Kong for ten years and then I moved to Poland for eight years. So, our kids were born in Hong Kong, we moved from Hong Kong to Poland.

MP: When was that?

A: That was in 2004.

MP: Right, okay.

A: So, 1994 to 2004 was in Hong Kong. 2004 I moved to Poland where – we, we, the family moved to Poland – because it was, my eldest was then seven and they start school at seven in Poland.

MP: Okay.

A: So, we relocated. So, I lived in Poland for eight years and then came back to the UK 2012 and (undistinguishable first name) and the boys joined 2013. So, so, yeah [...] We decided to separate 2016.

MP: Okay. And how would you identify politically speaking? Do you support [...]?

A: Centre-left.

MP: Centre-left?

A: Left, sorry. Left to centre, probably.

MP: Okay.

A: I'm probably more left-wing then [...] and on some issues, I'm very left-wing, so I don't believe in private education or private health, would either regulate or tax those things out of existence, I don't believe in grammar schools, I believe in one uniform platform for teaching all kids. So, in that sense I'm probably quite far left, in that sense. I'm probably economically a bit more conventional, in the sense, I believe in a sort of mixed economy, but tend to take a sort of left libertarian view on most things. So, I would see – some interesting entrepreneurship, for example, is kind of anti, sort of corporate, anti-monopolistic, I see it as a kind a form of, of, of liberty and, and, and autonomy for people. So, and also a root for certain groups, which are marginalised or excluded from a lot of wealth-generating activities to, to get, to, [...] or establish some kind of foothold.

MP: Great.

A: So, obviously women, yeah, minorities, LGBTQ. And you know, there's an interesting thing emerging of, [...] the 93%, which is the 93% of students, for example universities, who go to state schools, who are largely excluded from the kind of 'Silicon Valley', kind of start-up, kind of buzz, 'cause they don't, they don't grow up with that kind of uber-confidence and they are a bit more awkward when asking for money and loads of things. So, there's a kind of, there's most people excluded from those kinds of activities, which [...] And, you know, and obviously, that's arriving at my passion for the European Union. I saw for its faults, the European Union as an agency that, that is working to support many of the things I believe in: social justice, equality. I'm passionately committed to the rights of migrants and refugees, for example.

MP: And do you support a political party?

AA: Yeah, I vote Labour.

MP: You vote Labour.

A: Frustrated to hell, as always, with, you know, lots of things. You know, but I've supported Labour since I was sixteen years old.

MP: Okay.

A: I was, yeah.

MP: Are you a member?

A: I am a member of the Labour Party, yeah. And I'm reasonably actively involved.

MP: When did you join?

A: I joined when I was, in 1979. My mother brought me a [...] - my mother was a Labour Party member; my dad wasn't a member, but he was a supporter, but my mom was an active member of the Labour Party - and she brought me a card on [...]

MP: You got it from your mom?

A: Got it from my mom, yeah. My family were [...]

MP: That's interesting.

A: [...] were quite left, quite left-wing. I mean, my mom was quite a firebrand, actually, and worked in the public sector, actually in child protection, actually, in social services. So, so I grew up with a strong respect for the public sector and what public services can do or have to do. But my dad was an engineer working in the private sector, so I kind of have this sort of somewhat hybrid [...] So, he was an engineer with Philips, so he was also quite international, and he travelled around and I could see the value of, you know, engineering and innovation, electronics and technology and those sorts of things. So, so, I'm a little bit of a hybrid in that sense.

MP: Lovely.

A: Yeah.

MP: So, did you have any previous activist experience before Liverpool for Europe?

A: YES, I was [...]

MP: Can you tell me more?

A: Yeah, so, going back into my, early part of my career, I was VERY involved in the Labour Party which I joined 1979, which I think, I think was just before the night Thatcher won in 1979. I don't think, probably, did some leafletting. But 1983 and 1987 I was heavily involved.

MP: What did you do?

A: I was involved in the Labour Party at that point. And I was actively campaigning for both. I mean, this was the hay day of the anti-Thatcher era, I mean it was just like, you know, we were [...] I was a student then, I was a student from 82 to 86, so I was a student in London, so [...]

MP: What university did you go to?

A: University of London.

MP: Okay.

A: Then the LSE, so, but the LSE was kind of an extremely political place. I mean, everybody had a stance at the LSE, we were kind of, we were right in the thick of it, so I was very involved in student politics – I didn't take a position, I think, I was just involved in campaigning and so

on. But the first movement I was probably most involved in, in a formal way, was the Campaign for Nuclear Disarmament - the CND - where I, I did organise marches or helped organise marches, helped to publicise, wrote things, you know, actively campaigned for CND.

MP: Were you a member of an organisation?

A: I was a member of CND.

MP: CND, okay.

A: I was a member of the Labour Party and CND.

MP: Okay.

A: So, I was [...]

MP: So, CND was a national organisation or [...]?

A: Yes. There was a, there was an organisation called END - European Nuclear Disarmament - but it was largely a movement in the UK, resisting the – it was UK-Germany, I think, but in Germany it would have been called something else, I don't know what the movement was called there, I can't remember – so, in the UK it was very much about resisting the placement of cruise missiles in Greenham[...], in Greenham Common and other airbases, but principally Greenham Common. And cruise missiles were seen as an extreme escalation of the Cold War and creating dangerous instability. STILL do, STILL believe that. And so [...] And the, that, yeah, and also generally, with this hostile rhetoric of Reagan and Thatcher and those, those [...] It was a SCARY time. I mean, people call these times exceptional, but I mean, the early 80s it WAS a very scary time when you worried ACTIVELY about nuclear war. I mean, people think back to the 80 and think about electro-pop and affluence. People forget that actually, there was a LOT of anxiety about the Cold War and some, some real, yeah [...] So, so, I mean, that's, that was part of what we were involved in. And, so I, yes, so, early 80s, CND, Labour Party. Obviously, we got trounced all the way through (laughing) both campaigns actually, completely failed so, I'm a sort of life-long devotee of hopeless defeated causes.

MP: Yeah (laughing).

A: You know, and (laughing) obviously, CND kind of got, yeah, well obviously with the fall of the Berlin Wall in what 198[], 1991 and I was, I was, you know, it, it, it kind of the juice went out of the whole issue, because of course Gorbachev and there was the Reykjavík summit, the whole thing seemed to then just move on to end of politics, all that kind of thing. End of history, rather. I mean, I don't think, substantively, the issue has gone away, there's still a really big problem with you know, nuclear armament generally and this could come back to haunt us really badly, BUT you know obviously, things have moved on. But, I did, it did lead me into global government. I feel very strongly that, you know, the United Nations, European Union, the European Council and others have got a REALLY vital role to play. I'm innately suspicious of individual governments and nation states. From studying history, I believe they are always liable to be hijacked by populous causes. That's particularly true in weak-governing countries like Russia, which history tells us is, is not country one has to place quantum bets on, but, even our own, you know, is capable of unleashing some really dark forces. You know, if you go back into our own history, we've got history of colonialism and violence that [...] and so [...]

MP: Yeah, yeah.

A: And, and, so, I think. It's so [...] in those early 80s I think, although both campaigns were lost obviously – we lost heavily in 83 and 87 – to Margaret Thatcher, you know, the, yeah, I mean, we had to hold on to some values, we had to hold on... and I think part of its success was, was laying the groundwork for a future campaign and particularly, you know, what we did in the 87 campaign. I was, I was then a, a vocal advocate for pro-European policies, probably 'cause of my dad, who was very keen on travelling around Europe. We travelled around Europe a lot, both my parents were obviously keen on that, but particularly my dad 'cause he was, he was working in Philips, he was perhaps a bit more cosmopolitan, and we went camping, we just enjoyed other countries. We knew other [...] we were all familiar with other countries, France and Germany and you know, Italy, we travelled, you know, we [...] so we grew up with a sort of appreciation of being, being European and, you know, some of the [...] were in place, so, so I think that was partly it and it flowed into my interest in political campaigning.

MP: Lovely.

A: Yeah, so [...]

MP: And to what extent has Brexit affected your relationship with your, let's say, people from your social or professional circle?

A: Hm, interesting. (pause) So, sorry, one thing I should just mention with reference to that question, I was going on too much, but, I WAS campaign coordinator for the Stronger In [...] campaign in 2016 prior to Liverpool for Europe [...]

MP: Oh, yeah! You can tell me about it.

A: So, I should've, I should've mentioned that. So, I about the question about affecting relationships. Interesting. I (pause) I think it has [...] I think a LOT of people (my impression) in our society generally is that we do now self-select friends and closer friends on the basis of the Brexit issue. So, I mean, you know, obviously, I mean I come from a, if you like, from social group that would naturally orientate itself to be pro-EU, I mean obviously education-wise, you know, growing up in a professional business environment, running my business, travelling, working in Europe, working in universities, which is a kind of a natural constituency for being pro-EU. Everybody I've met in universities is, is pro-EU. I don't [...] I've never met anybody who's [...] And so I, I could go weeks and never meet someone who might have voted Brexit.

MP: Mhm.

A: So, so in essence, it's not affecting me directly, but I suspect, in a sense I would have, I would [...] the people I know now are the same people I would know ordinarily anyway, but perhaps it's reinforced that. One thing I would say, though is - I have actually become conscious about that – I have actually actively reached out to people that I wouldn't normally reach out to, so [...] I have a friend here in Liverpool called Dave who – actually, I got to know him through Twitter, he was a Brexiter – and, we – I mean most of the arguments over on Twitter were pretty horrible, as you know, but, and I was campaigning hard over Brexit, - but with Dave we managed to get a bit of banter going over, you know, a couple of years. And when I was going to move up to Liverpool, I said – you know, he's based in Liverpool - I said: 'Funnily enough,

I'm moving to Liverpool' and he said: 'Well, let's meet for a coffee!' - and actually, by then we had started a little bit of a friendship and , as Twitter friends, and so we met and so actually we have, well we met and liked each other, he invited me and some other friends – and so there is this group of mates I go, I meet every so often, who are mostly Brexiters [...]

MP: Interesting.

A: Dave is definitely. He is a, I think he is a 'regretter', I think he is a kind of [...]

MP: Is he? Would he admit that?

A: Well, I never asked him directly, I just feel he's probably [...] I don't think it helps asking people. I think whether he [...] I don't think he would vote for Brexit AGAIN, but I'm also not sure asking people DIRECTLY that question, it's a bit of an abstract question, because we're not, we won't have a vote on Brexit.

MP: Yeah.

A: He, he, he's also, he's a Lexiter, so he supports the Labour Party, so in essence we agree on most things.

MP: Right.

A: So, perhaps because of the, it also reflects possibly the fact that Brexit has been resolved, in inverted commas, by the fact that, you know, obviously the political defeat of the remain movement is absolute. So, it's, it is, you know, everyone has moved on, so it seems, it seems, you know [...] I guess, I became aware during the campaigning that a lot of my circle were comfortable middle-class educated [...]

MP: [Yeah]

A: [...] professional class and [...]

MP: [Definitely]

A: [...] I was thinking, you know, there are people who are genuinely curious, actually sociologically about how anybody could possibly think this is a good idea.

MP: Yeah.

A: And so, I mean, that was part of it. But also, I mean I think there are also many ways we connect with people and yeah [...] So, I enjoy meeting Dave. And also, I enjoy a good debate and a good argument and [...]

MP: Obviously. And can you tell me more about your involvement in the Stronger In campaign?

A: Yeah.

MP: 'Cause that is very interesting.

AA: I was, I was, one of the first, actu[ally] very early on, I, I, in fact I remember, I was active in the 2014 referendum debate – active not in an official way, but very active unofficially, campaigning to preserve the Union, because at that point, actually Scotland [...]

MP: What did you do exactly?

A: I was just, I was just active on Twitter and social media.

MP: Okay. [Online then.]

A: But not, not formally. But I was quite... I was interacting with people like Tom Holland and Dan Snow and others who were very active in the campaign and my concern at that time was Scotland leaving the Union would have left them leaving the European Union, so there was a LINK there and I also recognised a LINK between [...]

MP: So, you supported Scotland and the remain movement.

A: THEN I did, THEN I did, yeah. And – I've changed my position since then but – what, so [...] Anyway, I got active, so what I was horrified with is when the Cameron government made a commitment to hold a referendum about the EU membership in the 2015 election, because I had this HORRIBLE foreboding in, quite early on, and – 'cause, because I was involved in the 2014 campaign, I was aware of HOW much the 'no vote' had to throw in at the last minute those concessions to WIN the referendum result, I think it was a close won thing, much closer than people realise. And I thought 'Oh, my God, if we go to another referendum on the European Union, the same is gonna happen' and the potential for miscalculations were quite high. So, 20[...] It was actually in, I think in about October-November 2015, after the Tories won, I was living in Cambridge and then it was the EU for Scientists set up with Mike Galsworthy [...]

MP: Galsworthy, yeah.

A: Now, I went to the foundational meeting there, so I think I was pretty well THERE at the start, 'cause I think that was pretty well the start of the remain movement, and in the sense of a formal campaign had been funded and backed by many stakeholders and actually was collecting money and had a website and was organised and actually I think EU for Scientists was probably the first. And Mike Galsworthy – I met Mike Galsworthy then - so that's, basically in Cambridge and [...]

MP: How did you hear about the group?

A: I was in my offices in Cambridge, and I think it must have been, through Facebook, you know, Twitter. It's interesting, we have a Twitter group, through the referendum campaign June 2016, that's still together, we're still friends actually, we still, we became quite close-knit 'cause we were, we were tweeting extensively during the referendum campaign, because we were getting trolled. I mean, you know, in June of 2016 - May-June - if you put out a pro-EU tweet you'd get a HUNDRED trolls on your Twitter, saying INCREDIBLY difficult... I mean, yeah, traitor and you know - that was the politest one. I mean, sometimes, you know, openly abusive. It was HARD, you know, it was really hard. I mean, you got people checking your timelines and, you know, my brother was getting emails from people who had gone onto my Facebook page and found relationships. And there was an INCREDIBLY aggressive and nasty campaign run

by professional trolls against the remain campaign, which – and so we held together very closely, we actually started to support each other – not, we didn't have big troll farms but we were just like 20-30 people so I said: 'let's help each other out' [...] so that was, I mean [...] I think it was, it was very much through – and Mike Galsworthy and I were tweeting during that group, so he wasn't part of that group, but he was part of other groups - so, through Twitter I got well-informed by - and am still a strong advocate for Twitter, 'cause you do hear things about 24h before everyone else does - and so I knew about Scientists for EU quite early on. So, I went to the inaugural meeting, signed up, so got on the mailing list and – so, that was from October 2015 – so, I was PRETTY well campaigning all the way through, so I, I then was living in a town called Saffron Walden which was sort of a satellite town of Cambridge, so I set up in, so through the sort of Stronger in campaign, got itself together, sort of, very late in the day, it seemed to be very disorganised. Our campaign coordinator seemed to be – it was a Lib Dem – very lacklustre, very, very low energy, yeah, so, anyway, we kind, we kind of got off to this half-start [...]

MP: How many were you?

A: Well, we, I then, I was then asked to be the campaign coordinator for parts of the District Council, which is a Council out of six, it's the south of Cambridge.

MP: Okay.

AA: So, we had an inaugural meeting. It was about fifteen of us, we built a campaign group that grew to about – the work page is still there, I can find out, I think it was about sixty odd followers – it was a small town, a small town of 15,000. BUT, here's a story: we had, so, we were very active and, IN FACT, if you go on any remain march, you'll still find TODAY, there's always like, you know, Saffron Walden for the EU is still there, we are still, you know, we were not, Saffron Walden is not a big town, about 15, 000 people but, still shows up.

MP: You're still a member of [...]?

A: I'm still on the Facebook page – we had a Facebook page. We also run a thunderclap campaign that plans a mass mailing across social media on the eve of the vote on the 21st of June, so it was planned to go out, so we vote on the 22nd and then, so, we, through the Twitter group, it JUST so happened that somebody met Eddie Izzard and said: "Eddie, can you support this thunderclap?" and he said: "Sure" and he DID. And we had the chef, the singer with, couple of singers, so we managed with the Saffron Walden campaign to almost organise a nation-wide campaign and indeed, when the thunderclap went out, it went out to 6,9 million people across the UK.

MP: Unbelievable!

A: And that was, that was run from the Saffron Walden campaign. So, people can't believe it, on that EVE it just went 'BOOM', and we did that sort of mailing right across, you know, all of the social media of these big, big stars and not that it actually, it didn't change the result, but it, it, it must have had some effect.

MP: Did you organise like, weekly street stalls?

A: Yeah, we were very active, I mean we were out in the, in the Saffron Walden market EVERY

week for the WHOLE of the campaign, we were out every week.

MP: And how many people mobilised then when you [...]?

A: We had, we had, typically we'd have sort of eight to ten people on the stand who were really well, you know, through the Saturday, you know, people might come for a couple of hours or morning and then stay, and some people were there all day. We had strong [...]

MP: How old were they?

A: Sorry?

MP: How old were they? Like, the age range?

A: That's an interesting question. Generally, older. They were in their fifties, so I'd say forties and fifties. You know, it was quite strange. Although, we were all aware that our demographic was young people, the active campaigners were, were, yeah, seasoned campaigners, mostly Lib Dems, there were some Tories, there were – and this is the thing, the Labour Party, frustratingly, JUST, just weren't involved at all, they just didn't get involved in any of the Stronger IN campaigns. Because of their defeat in 2014, they were TERRIBLY nervous about getting involved in the broad cross-party campaign 'cause they'd been totally shafted by David Cameron in the 2014 election, so it meant when Cameron wanted to call upon the Labour Party to back Stronger In of course they said 'No way'. Yeah, so they got second tier characters, Corbyn was having none of it, he did nothing and I [...] and the [...], and in fact the [...] myself and the Labour Party coordinator in Saffron Walden had an argument because on the EVE of the campaign, on the EVE of the vote, the Labour Party put up a rival stand in the market square [...]

MP: Did they?

A: And so the Stronger In campaign and there was the Labour Party.

MP: That's interesting.

A: [...] and I went to him and said: 'How can you do that? How can you suddenly show up the night, the DAY before, the weekend before and put up a rival stand and you've not been involved AT ALL?' I was ABSOLUTELY APOPLECTIC, I was REALLY [...] and I [...]

MP: What did they say?

A: They said: 'Oh, there's nothing to it, party instructions and ta da da', you know, hiding line-party kind of, you know, the Labour Party stand was being you know, to come into the campaign late and, you know, make the decisive difference, you know. 'A load of bullocks' (in a low voice), I said, you know. 'You should be out', 'cause we were doing door-to-door canvassing [...]

MP: Yeah.

A: [...] so it wasn't just street stalls, we were doing mailshots, lots of social media, we got the electoral list, we were doing street by street by street canvassing, using Lib Dem lists, primarily so, to be fair on the Lib Dems, they were [...]

MP: So, they were quite collaborative?

A: The Lib Dems were very collaborative and there were TORIES who were very collaborative. We got the support of Alan Haselhurst who was the – SIR Alan Haselhurst – who was the local MP, we had Vicky Ford, who's now a junior minister, who was a VOCIFEROUS, STRONG advocate of the European Union, who knows? – and this is, we should put it out there, 'VICKY FORD, MP, YOU KNOW THAT WHAT YOU DO NOW IS A LIE, 'cause you and I stood NEXT to each other ON THE STAND' - I have photographs of Vicky Ford, she was then an MEP, now she's an MP - BRILLIANTLY and FIERCELY advocating for the European Union, PARTICULARLY on the basis of science - because science, so much of the economy around Cambridge and Saffron Walden, is SO dependent on science and science funding, science institutions and so on. And science and technology. And that was, HAS BEEN, or you know, IS BEING cut and put at risk, particularly around medical research. So, anyway, I had this huge argument with the Labour Party, it was too late in the day, but by the time, so we were very active, it was run like a political campaign, I mean, we had [...], we were under electoral restrictions about how much we could spend and I couldn't get photocopying done because of the electoral spend[ing], which is why the OPEN abuse by the leave campaign was SO egregious and SO painful for people on the remain side. WE followed the rules to a RIDICULOUS extent, an absolutely RIDICULOUS extent so, somebody photocopied some leaflets at work and the campaign coordinator said: 'Oh, my God, get those off the table, destroy them right away, it's an illegal act!' We went, we went like OVERBOARD. Meanwhile the leave campaign were just OPENLY flouting the rules. So, for example, we'd have a stand and they would come onto our stand and ABUSE, act aggressively, we were SPAT AT, we were, people we were debating with, they would interject into the discussion, they would become offensive, people would walk away - now all of that is actually, that's harassment, it was street harassment, so the conduct of the leave campaign as ATTROCIOUS, fascistic, there is no question about it. It was street-level, it was STREET-LEVEL FASCISM. Using, implying the sort of violence or very, very, you know [...] so, if you were out handing out a leaflet, a leave campaigner would come interject between myself and the person I was handing the leaflet to.

MP: Physically?

A: Physically, yeah. And now, that's, that's ILLEGAL under campaign law and it's un[...], it certainly would be regarded as being a hostile act and so on. And so, we got no support from that. So, things that no remain campaigner would dream of doing. I mean, I'm sure there MUST have been abuse somewhere in the remain campaign, but remainers were not the kind of people – I'm saying this as a blanket stereotype - that would go and create violence. I mean, we, we had, you know, we had all those marches and not a SINGLE arrest. So, I was, I was, I ran a campaign office the, I was there for the vote count, I saw the votes coming in and then, and then losing and you know, it was a devastating [...]

MP: [Sorry, it's Brenda.]

A: Sure, sure, sure.

MP: She's asking where we are.

A: Oh, yeah? Okay.

MP: What is this place called again?

A: It's called The Liberty Bell coffee shop.

MP: [We are in Liberty Bell (inaudible)] (pause) Sorry.

A: No, that's alright.

MP: Yes, sorry.

A: Is this giving you the information you need, by the way?

MP: Yeah, I need [...] Yeah, can you tell me when you first heard about Liverpool for Europe and when you joined?

A: Yeah, yeah. So, after the campaign, so that same year, I moved up to Liverpool in October of 2016. So, same year, STILL feeling bruised by the campaign – depressed by that, actually – and then I thought: “Well, the first thing I should do is join a remain campaign”, ‘cause I need [...] and there wasn't, there were certain groups starting to form and re-form after the SHATTERING loss and we thought, well [...]

MP: ‘Cause most of them, like [...]

A: Most of them just folded, yeah. And that was the other thing, is that the Stronger In campaign became – what do they call it?

MP: Open Britain?

A: Open Britain.

MP: Yeah.

A: And actively then sought to have this sort of like, soft Brexit, which most of us felt was a complete betrayal and that caused a LOT of bitterness in the remain campaign as it started off, it was far too soon and there was no, there was a great deal of hostility, so anyway. So, I came up to Liverpool and I thought, well, I just, I just went on Facebook, and I saw, you know, a remain group that was being formed – I think it was CALLED Liverpool for Europe, it was Liverpool for Europe, we met in, there was some kind of event where, it was like, we were meeting in a park.

MP: Yeah.

A: And so, I then, I then messaged Wiebke who was then the current, one of the instigators of that, it was kind of informational, two or three activities, there had only been one activity where they had got a poster put up and there was one or two things that happened, but the group was not really together, so it was to constitute a formal group. So, I was there at the founding meeting in this, it was kind of bizarre, it was kind of an ice-cream parlour in October in windy wet conditions (laughing), so we had to go inside, it was all fairly kind of cramped and not particularly well-constructed, but we managed to get a group together, yeah. And then we started meeting in Steve G. 's kitchen. We had, we had [...] I was then quite involved early stage,

I was involved in [...]

MP: What was your role?

A: I was, I was kind of doing, I was more [...] I think initially, funnily enough, I was treasurer, I seem to remember, which was a strange thing, but I was involved, actually in set up the original bank account.

MP: Alright.

A: And then also constituting the legal entity. So, I did, I did a lot of research on what kind of entity we were and I also [...] but then I really wasn't a treasurer, 'cause I said: 'Look, I'm really not the person to be treasurer', so that went on to Eve, I think, who's been the treasurer throughout, who's an accountant. But I was kind of [...] then I was, then I got involved in – I've done lots of different things – I was involved in the, yeah, then I think more or less the campaign – the digital officer, I would call myself – it's like the, running the website, I was working with Pauline – she was doing social media – so, I set up the website and did some of the things, work on Twitter and then I – so, I was on the committee – and then I also had a role interacting with the rest of the UK, so the rest of the remain movement, so I was [...], I went to many of the early meetings for Britain for Europe, so, which were meetings in London – 'cause I was doing a lot of work down in London anyway, I was, perhaps because of my origins, I was coming from the South, I was doing a lot of work in London, so down there, so that was, that was easy. And then also, yeah, also went to meetings in Manchester and other places. Together, with Wiebke initially.

MP: What were the meetings about? About strategy or [...]?

A: Yeah, all of those things. Yeah, about establishing initial [...] HOW were the groups relating to each other, HOW they organised, because there was this kind of national – 'cause we had no political party, so it was like: what WERE we? What kind of entity were we? So, we were a membership organisation? And so, that's [...] that created a lot of ambiguity about who's in charge, what was the relationship between the national and the local? Liverpool was always emphasizing on autonomy, that we were [...] although we actually subscribed and supported two or three national groups. So, but we were – and so there's Britain for Europe, The European Movement, EU for Scientists – sorry, Scientists for EU, keep getting it wrong - then there came along Better Britain, and multiple campaigns, all of which placed a lot of pressure on local groups, 'cause we kept getting pulled this way and that way. So, for example, Scientists for EU emphasized on local social media campaigning, letter writing and so on, whereas Best for Britain were the big marches into [...] and same with the European Movement, big marches. But there was initially, for a couple of years, many people didn't want to have anything to do with the European Movement or (pause) what's the other? The, the successor to Stronger In, you mentioned it earlier?

MP: Open Britain.

A: Open Britain, yeah, because of that, that split, that schism that opened up between the soft-Brexiteers and the [...] so, we, we sided with the like, the purists and Best for Britain, you know, openly rejecting Brexit [...]

MP: What were your expectations when you joined Liverpool for Europe?

A: I knew it'll be a long fight. I think, I think my sense was that by the time Brexit would come, we would be able to prevent it and have it reversed. I was, I was hopeful and optimistic. I wasn't sure entirely how it would be done. I think there was a view early on [...] the group was started out, perhaps a little ambiguous, perhaps, but it was almost like a therapy group, it was almost like we had to come together and just MOURN the loss and [...]

MP: Yeah, about that - how would you describe your relationship with the other group members?

A: Well, I think, initially it was quite fragmented. (pause) Wiebke was a very controversial figure, I think she saw me as somehow, yeah, she kind of reached out to me a lot and saw me some kind of pivotal figure, but in the end I realised that she was becoming, she was [This extract was removed at Brenda Ashton's request]

MP: Who was, sorry?

[This extract was removed at Brenda Ashton's request]

A: I sided with Brenda and Steve and other members, who I thought were natural allies and people who just were much easier to get on with and when, when that happens, I, we all became very close, became close friends, trusted allies, I think the group became very cohesive, I'm EXTREMELY proud to be associated with it, I think we did some good work and we were, you know [...]

MP: How effective was Liverpool for Europe at reaching its goals?

A: Well, we failed OBVIOUSLY, we failed in the sense, I mean, in the current national context. But let me take a step back from now. Our goals were to make Liverpool for Europe and the campaign from Europe NATIONALLY significant – I think we succeeded in that. I think we were PROMINENT, [...]

MP: More visibility.

A: [...] more visibility, we were ranked within the six largest groups in the UK. There was a view at that time in the national media that remainers were ENTIRELY London-based. I remember this kind of metropolitan elite thing - they were all based in Islington, they're latte-drinking – we are [...], we aren't really – latte-drinking, yeah, Islington folk who, you know, in the Westminster bubble, right. I think, we did succeed in making ourselves very vocal – I mean, Brenda was on the BBC, we, we, we, that's [...]

MP: How did you manage to do that?

A: She did that through just local connections with BBC Merseyside and one thing led to another and she was, she'd gotten to be on a panel, can't remember which one it was, but it was on BBC, as did Steve, I think. Steve went up to work, did some work with Anna Soubry in God knows where, in [...] I think it was, so we were very active nationally. That's why I was on the national campaign as well, so we were [...] So, I think, we DID achieve great visibility. We did A LOT of good work with the local MPs, so Alison McGovern, Maria Eagle and the two MPs that stood down because of the antisemitism [...] Sorry, I've got a blank, Sunday morning.

MP: I can't remember either.

*A: If you check the names – one of them just re-joined. Sorry, I've just had a mental block. We were, we had very close relationships with MPs who were very prominent in supporting us, so we had, we had several successful meetings, we were able to create visibility both **LOCALLY**, because of, by working with the MPs, but also nationally – so, we met, Brenda and others met in Parliament – I wasn't actually there for that, but there was, I wasn't there, but we were very prominent there. But I was, we did also bring strong alliances with **SODEM**. Our biggest success was during the Labour Party conference when we met - that conference was significant, because during the Liverpool Labour conference, there was a resolution passed to support People's Vote. Now, Alison McGovern, the MP, said that our presence outside was significant. We organised a march that was **HUGELY** successful, thousands of people, way beyond the success, in fact. Now, Brenda and I wrote the risk profile for that. We, we wrote, we wrote, I presented it. I went in to, you know, the risk assessment meeting and there was like **ELEVEN** senior officers from the police, the fire service, the ambulance crews, city and all and with Britain for Europe. Britain for Europe was organising a march that was **UTTERLY** hopeless. They were counter-productive, disorganised. European Movement were just **RIDICULOUS**, absolutely, just absolutely, just [...] The head of the European Movement in Merseyside actively seemed to prevent the march from going ahead and seemed to just be saying things that were just blatantly untrue and I'd challenge him on that and so Brenda and I - and this was Liverpool for Europe – had to take over ownership of that march. If it wasn't for us, that march would not have happened. So, for example, the head of the European Movement had sat on leaflets announcing that march and I had to get them into our hands so that we could distribute them nationally, because we had people going to conferences – national conferences – and we **HAD** to get those leaflets out and we had to rewrite the risk-assessment in time – **ALL THAT** Brenda and I did. And, so we, we pulled that march out of the bag and had to run it. Initially, we were, we were **NOT** supposed to be organising it, in the end, we had to organise **VIRTUALLY** the whole thing, which we did and it wasn't just the march, it was a **FIVE**-day campaign, we linked up with **SODEM** - **SODEM** came up, Steve Bray and [...] we actually had to put them up in our houses, so [...] was actually staying with me, as with Penny so, we had very active campaigners staying with us and we were outside the Labour Party conference every day for five days, which, which made, you know, a huge difference, you know, 'cause we were there, we were visible to campaign benefits, continuously through, yeah five day, 'cause we had leafletting before the march, the march itself and there was then the conference event itself, so, yeah, I think it was, so [...] that was very successful. I think the letter-writing campaign, people like Sue and Olivier writing letters into the Echo still today, every week you'll see [...]*

MP: Yeah, yeah, I know, I interviewed her yesterday.

*A: **BRILLIANT, AMAZING**, amazing grand-level campaign. We went to see MPs, I saw, I went to Frank Field, saw him three times. That was, you know [...] We put him on the spot, I mean, you know, I know, he's now [...] near his end, sadly, but he was a very decent gentleman, but obviously was, I felt he was in a hopelessly compromised position on Brexit, but, but we did, we did **ACTIVELY** lobby MPs and so that visibility throughout and we were, we organised marches and we built a successful social media platform, so I think in terms of what we could do (pause)[...]*

MP: I think I need to change the batteries.

A: *Oh, yeah, alright.*

MP: Hang on.

[... SECOND RECORDING]

A: *So, maybe I wasn't, yeah [...]*

MP: Do you feel more British, English or European?

A: *It's a good question.*

MP: How would you identify?

A: *Global. I would [...] and it sounds a bit (pause), a bit sort of cliché to say it, but I - because I lived in Hong Kong for ten years – I've, I've done a lot of my work in Asia, I still travel out to Asia. European, semi-European, I would certainly put my[self], I'd say I'm European, but I sometimes feel at odds with living in Britain, coming back to live in Britain, [Britain] hasn't always been easy, CULTURALLY. I'm seeing, our work as being sort of slightly DIFFERENT from others, in the sense I think I've picked up a perhaps more direct style of working, promoting Germany and those sort of places, Poland and so on, pretty direct, so, I think, I think [...]*

MP: To what extent has Brexit triggered the reinforcement of your European identity?

A: *Oh, yeah, definitely, definitely has, yeah. I guess we were all completely complacent, we just SWAM in an ocean that was EUROPE, you know, where I mean, it was [...] I mean, I grew, I came to maturity, let's say, in 1979, you know, and we had the single market. I remember, when we were studying, we actually had the single market, the Single European Act, 1986 - so all my life has been completely SHAPED by the European Union, free movement – I could come live in Poland, come back here without having to even THINK about it, I'd just go.*

MP: Has it affected your job?

A: *It's not affected it directly YET, but I think it IS affecting it, because it, it's started to affect it in 2019 - I did a job with Mercedes in Berlin, where we had to [...] You remember all details around the delay to Brexit?*

MP: Yeah.

A: *LUCKILY, the delay meant that we could continue – my colleague and I who went out to do this job for Mercedes – could do the job under the EXISTING free market, free movement rule, so we could just go in and invoice out of our UK companies and it was easy, right? Now, if I was to do the same thing again, we'd have to have, we would have invitation letters in place, we'd have to have [...] we would have to pre-pay VAT, we would have to do a lot of things. So, I'm actually starting a new assignment with a, with a European company and so it will be interesting NOW to see all the differences.*

MP: Yeah.

A: *So, I think it WILL all make a difference. I think, I think MENTALLY it'll make a difference.*

I think, I think the UK probably – there’s always been this thing and it sounds ARROGANT to say it, but as a British person you could say: ‘I’m Andrew Atter, I’m flying in from London’, you know, it was a kind of [...] I remember my client in Asia, who’s based in Singapore said when I move from Poland to the UK, he said: ‘This makes it easier for me because I don’t have to ask questions if I bring in someone out from London, it’s like I don’t have to ask questions, I don’t explain why, it is just seen as New York, London, ta-da.’ It’s true for Berlin, Paris, too but, you know, you’re in a global [...], because somehow they’re seen as global centres and I think, I think, we’ve now LOST that, I think brand UK, brand London, brand anything associated with recruiting has been heavily damaged. So, when I go to Europe now, when I go to Asia, I have to deal with very difficult questions. I’ve been in Germany when, you know, it’s like jokes about Brexit and you know, it’s now flipped from Cool Britannia to: ‘Oh, my God, UK’s a basket-case’, so that is a [...] that obviously makes life harder to present yourself to an elite, cultural identity, I mean everyone’s brand is affected, because my, my particular consultancy and coaching, it’s like, you’re trying to sell coaching work on the basis that you’re a UK premiere coaching provider and it’s like: ‘You’re from the UK, you must be nuts, right?’

MP: Yeah.

A: And I think that THAT’S gonna, that’s gonna affect all professional services, as well as adding walls to [...] things like, don’t want the HASSLE, to have to go through all the regulatory approvals you need to hire UK consultancy, just WON’T BOTHER, just, you know, so [...]

MP: And what does it mean to you to be European? How would you – if you had to give a definition – what would you say?

A: Freedom, civilisation, peace, values (pause). I think I’m STRONGLY influenced by my time in Poland – I was, I was in Poland in 2004, as a campaigner, when Poland joined the European Union in 2004, I was in the Royal Square, you know and I saw, the euphoria and I saw the transformation of Poland, because we moved before Poland actually joined. So, I was in, I was THERE when the referendum took place and when the legal accession took place. And, it was, it was WONDERFUL, it was wonderful to see and I saw an insecure damage Poland with Polish people afraid of travelling outside their own country, insecure and feeling very marginalised, becoming a THRIVING European country with European culture and young Poles travelling round Europe and my kinds, my kids are English-Polish, so when I came to the UK and saw Nigel Farage slandering Polish people and I saw David Cameron and Theresa May calling them benefit-fraudsters and so on, that hurt, that really hurt - I will NEVER forgive them, I will NEVER EVER forgive them. And that’s the thing that I say about friendships, so my friend Dave, who would never agree with those propositions, so I think there’s a big difference between Lexiters and Brexiters in general. I think Lexiters, by and large were NOT anti-immigrant, although occasionally it skirted that way, although it didn’t make a party but the classic Brexit was clearly motivated by xenophobia and anti-immigrant prejudice, and my kids were born in Poland, so it cut very DEEP with me. And STILL does, it still says I will NEVET EVER rest until those people are brought to justice, apart from anything else. I think it will end in a criminal trial and I won’t be satisfied, until people like Boris Johnson are prosecuted for abuse of public office and I feel about that that strongly. I accept that there will be, they’ll face at some point a RECKONING with the British public, but people like Nigel Farage are, I regard as pure fascist, so I have no qualms at all about describing them as fascists, so for me being European is a fight against fascism, it’s a fight for peace, it’s a fight for social justice, it’s a fight for open societies that embrace immigration and where we act with compassion towards refugees. That’s what [...] Now, I don’t agree with all EU policies, by the way, in that respect, that’s why there are

particular EU policies I would like to change, but I see European values as being what one in which we are openly embracing free societies and free movement and I [...] For me, Europe is, arriving, taking the ferry across to Calais and coming off the ramp and getting onto the motorway system and thinking: 'Where the hell should I go?', you know. And that for me – you go from a small island to a big continent - is of ENDLESS fascination and that's what's Europe for me. We can still travel – I know all that – BUT in terms of WHERE can I live, so for example if I want to go live in Spain, if I want to retire in Spain, if I want to spend a year in Germany if I want to do, you know all those questions have become infinitely more difficult and yeah, so, so [...] Yeah, so, so, there's lots of things mixed up in there, but, but the most fundamental things – I should mention this as well – I did a lot of work in Ireland. So, when I was working with Heinz, I helped build a pizza factory in Ireland, Republic of Ireland and so I've always felt very emotionally connected to United Ireland and peace in Ireland, peace in Ireland, most importantly, the Good Friday Agreement achieved that and for me the Good Friday Agreement, peace in Ireland is ABSOLUTELY essential to these issues. In fact, my first, my first concern when David Cameron announced the referendum was: 'What about the Good Friday Agreement?', that was my first thought that came to my mind. And that close fear is also being played out with – I think in absolutely WRETCHED disregard for peace and the actual peace treaty, which in my mind should take primacy over any Brexit referendum issue, should actually NULLIFY it, but that's my view, so, yeah [...]

MP: Lovely.

A: Is that all you need?

MP: Yeah, perfect.

A: If you got any questions then [...]

MP: I might reach out again, actually. That was great, Andrew. Thank you so much.

Entretien avec M.
7 novembre 2021
À son domicile - Liverpool

MP: Could you please introduce yourself?

M: My name is Michael Williams; I am 86 years old. I am retired. I was an architect. I was married and divorced. One child and two grandchildren.

MP: What is your ethnicity?

M: White British. I am British. You mean if I'm either English, Scottish or...? Well, I always think of myself as an English man.

MP: Why?

M: It doesn't make sense really because my father was Welshman (laughs) but I have always lived... well, I have lived all over the world really, in this country I have always lived in England so I consider myself as English.

MP: Where else did you live?

M: Oh dear... I have (laughs) lived in Singapore, Gibraltar, Australia, Egypt, Germany... all over the place.

MP: How do you identify politically speaking? What party do you support?

M: Well, I am non-party political I would say. I used to support the Labour party... but I became disenchanted with the Labour party when Callaghan was Prime Minister (you probably don't know Callaghan) I became disenchanted with the Labour party, so I started voting Liberal and then Lib Dem and recently I vote Green... but really, I am non-party political.

MP: What are your expectations in politics?

M: Essentially, I do believe in the welfare state. I do believe in education for all, free education not private education but state education for all. I do believe that everybody has the right to have a home, so I would support.... Genuinely speaking I really supported the Labour party as it was after the war but I always go back to that period because that was when the welfare state was founded and essentially that is where my beliefs are I suppose.

MP: Did you participate in the 1975 remain campaign?

M: Well, initially I was involved with the European Movement.

MP: Before the referendum?

M: Before the referendum, as part of... I joined the European Movement in order to campaign for remain...

MP: What did you do?

M: We had meetings obviously, but I used to leaflet essentially. I used to write letters. That sort of thing.

MP: Where did you live at the time of the first referendum?

M: My house was in Birkenhead. I lived quite in Liverpool as well and in fact it is through a meeting that the European Movement, in Liverpool, at the time of the referendum they had a meeting at a friend's in Liverpool and it's through that meeting I became involved in the European Movement but subsequently became disenchanted with the European Movement...

MP: Why?

M: It was too elitist; it wasn't really grassroots. Everything emanated from London. They really didn't take notice of us here in Liverpool. So, I became disenchanted with the European Movement.

MP: Did you leave the group?

M: Yeah... well... I just didn't continue my membership and then I kind of evolve with Liverpool for Europe, don't quite know how and when but it seemed to me that this was an organisation which was well organised and had a clear message and which I agree with so I joined Liverpool for Europe.

MP: How did you first hear about Liverpool for Europe?

M: How did I first hear... just tryna think... oh yes! It would have been through a fellow-European Movement member who became associated with Liverpool for Europe. It's through him actually.⁶ He was already active in demonstrations from the very start. He was already active then and through him that I became interested in Liverpool for Europe.

MP: Did he encourage you to join?

M: I became a member of Liverpool for Europe.

MP: Do you have a specific role in the group?

M: No (laughs). I mean essentially, no don't have a specific role, but I was always there at demonstrations. I used to write quite a lot of letters which Brenda would read and tell other people about. But because of my age I consider to be (laughs) a bit too old really (laughs). Maybe I'm wrong but that's what I feel. I feel as though I'm... the problem is I always refer back to times that I knew. I refer back to political situations that I knew so I've seen it all before and... I think when I go on about what it was like before people tend to fall asleep (laughs).

MP: Could you now tell me more about your involvement in the CND campaign?

⁶ J'ai compris par la suite qu'il s'agissait d'Olivier Sykes, également membre de Liverpool for Europe.

M: Yes, I was very well involved. I have been involved with CND but really the main organisation I was involved in is Campaign Against the Arms Trade (CAAT) and the reason why I was involved in that was because I come from a military family. I know the consequences of war and campaigning against the arms trade was a very, and still are, active organisation. In fact, they've been nominated for the Nobel Prize for Peace. I campaigned against the arms trade was ALWAYS VERY NON-POLITICAL, they always made a point saying that they are not political that they were a pressure group and that attracted me.

MP: What did you do?

M: I used to give talks; I gave talks all around... I was the Merseyside representative of CAAT, and I gave talks to schools, colleges all over the place about the arms trade, educating people about what the arms trade was and....

MP: When was that?

M: (laughs) that was... must have been about 30 or 40 years ago. I was one the initial founding members of the organisation, actually. It was an adjunct of Quakers, actually were heavily involved in setting up the organisation and I went to London quite a lot in connection with CAAT. I also used to go to Bradford quite a lot, to Bradford preschool there in connection with CAAT. And... I was pretty active, put it that way! Brenda always thought of me as an experienced campaigner (laughs).

MP: As an experienced campaigner, how would you describe your input in Liverpool for Europe?

M: Well, my input is... I was genuinely... I went on the leafleting, demonstrations- I was always there, usually there... even when it meant getting up at some [...] in the morning, getting on the bus to get down to London. I did that. I can't do it anymore unfortunately so... I was actively involved because I believed in Europe essentially! Because... and I still believe in Europe, I think Europe is... the EU is an organisation which should be encouraged because I knew the consequences of war and I knew that the EU had evolved out of war essentially and also Europe has a history of colonialism, imperialism, nationalism- we've had all in Europe, we know all about that, and we've come to terms with it, I think. At least the EU has come to terms... or tried to come to terms with it and so it has a very important message to tell the world really, how to coexist as peoples. So that's my involvement really.

MP: Has Brexit affected your relationships at all ...with friends, family, neighbours, ex-colleagues?

M: Yeah. I don't discuss all that much with neighbours...

MP: Is it to avoid any confrontation?

M: If people bring it up, I discuss it but otherwise I don't try to [...] I think my chief involvement is through the letter-writing really and demonstrations. But my family are all well aware of my views and most of them agree with my views actually, so...

MP: Has Liverpool for Europe reinforced your European identity ?

M: Yes! Definitely!

MP: How?

M: It's reinforced it by the likes of yourself and various people, contacts that Brenda's made. Brenda is very involved with Europe, obviously. So, it helped reinforced my... and also, I've been to Brussels with Liverpool for Europe... So pretty well aware of what the European Union is and I think it's essential actually that the UK is part of the EU because I think the EU has been weakened by the UK leaving and in fact the UK made quite a substantial contribution, I'd say, to the EU in all sorts of ways. I can see it professionally, I can see it, I mean for example professionally we have to abide by health safety regulation rules- that sort of thing and a lot of that came from this country actually, was introduced... And it was always interesting for me when I went to places like Spain, staying in hotels and looked at their means of escape, all this. You know I do that automatically as an architect (laughs) and I was very impressed by the fact that they were putting on operation these measures which we USED to have here. Unfortunately, we don't at the moment but (laughs) that's another story!

MP: You said you identify as an English man. Where would you rank your European identity?

M: I feel as though I am English but I'm also conscious of the fact that I am British, very much so, particularly with having a relationship with J. and her husband was Scottish of course, so that means that Scots always refer themselves as British (laughs) before they refer themselves as Scottish (laughs). In that sense, yes...

MP: If you had to give a definition of what being European means, what would it be?

M: Well, I am European by birth, by culture, I would say yeah.

MP: Where were you born?

M: I was born in Gibraltar actually.

MP: When did you move to the UK?

M: I move to the UK when I was probably two or three years old... Initially to Dover. Because my father was in the army... I then... from there.... I think then my father was posted to Singapore, which of course was very much involved in the war, it became a Japanese conquest, Singapore. I managed with my mother and my brother, we managed to escape just... and of course my father didn't he remained because of the war [...] whilst we spent a good part of the war in Australia, because we were evacuated to Australia and then from Australia I came back here, in fact, I arrived in Liverpool on a boat from Australia during the war (laughs). On a convoy! That was in 1944 I think it was!

MP: How long was the journey from Australia to the UK?

M: I think it took something like eight weeks, I think. Even longer because at that time we could not go by the Suez Canal because of the ... so we had to go the long way around through Panama and we stopped off at New York and then across the Atlantic and we were in a convoy,

and of course the convoy was attacked by U-boats, these were all childhood experiences that I've had. So, to me the war is very relevant, that's why I was so involved in...

MP: Have you always been a campaigner?

M: As a student I didn't really... I was on the fringes of CND, but I wasn't totally involved.

MP: Why?

M: I supposed because I was pretty involved with my studies (laughs) really. And of course that's another interesting aspect of my studies because when I was studying architecture, one of the lecturers was a German and in fact he got me a job in Germany, so I spent 18 or so working in Germany, working for a quite well-known architect there. So, that's another aspect of why I committed to Europe I suppose. It was interesting for me because I went there, to Germany, that was... when was that? 1953 or 1958, it'd be 1958 or something like that... 1959, 60, something like that and at that time, to me it was, yeah at that time I think it was, I'm not sure, I worked in Cologne, well initially I worked in Essen, then I worked in Cologne. I think at that time there was anti-Jewish [...] pages all over the place, which was a very... well it was a very sensitive moment at that time but, anyway!

MP: Do you consider yourself as an activist?

M: I would say so yes.

MP: As you were involved in activism pretty much all your life, would you say that the recent remain campaign is similar in terms of organisation to previous social movements?

M: Yeah. I mean I wrote to my MP. The first demonstration I went to for Liverpool for Europe, I wrote to my MP who was very much in favour of Brexit, those Tories MPs and of course I used to have many meetings with him about the arms trade, of course he didn't support my view about the arms trade or CND, certainly not about Europe, and I wrote to him and I said I'd been on the demonstration in London and the last time I was for a demonstration in London was 30 years ago I think, it was against the Iraq war and I said: 'I got on a bus at about 5 in the morning and I didn't think at my age I would still be doing that (laughs), but I am!'

MP: The European Movement is quite similar to previous social movements?

M: It was. On that demonstration there were over a million people there and it was very, I mean, Blair did take notice of it but, I think in the end, he was shocked by the number of people that went on that demonstration, he thought it was a forego conclusion this war, that in Iraq, but it wasn't and we reached out that it wasn't and to me that demonstrated the power of demonstrations. I am interested to see what's happening in Glasgow at the moment of the COP, I think there are a hundred thousand young people there... and I'm all for that, I think that's where.... I think young people getting involved like that is healthy, not really healthy but is essential.

MP: All the grassroots groups I have interviewed they've found it very difficult to recruit young people.

M: They are! Certainly, so far as Europe is concerned, which is, I mean I know from experience I know when I was involved with the European Movement, we were trying to get people from the... in fact we had a very active member on the committee from the university, but he found very difficult. I think the problem is at the moment, students, they are so fixated on getting their qualifications these days, they don't have time to... I think we had a bit more time to think about these things but when I was younger. I think students are under tremendous pressure to get qualifications and I think whilst the universities... they are not really; they don't really have the time to consider these things. I does take time, there is quite a lot of time involved, I know from my point of view you know, I was working as an architect on my own, I had a practice on my own and obviously giving time to this sort of thing meant that I wasn't doing architecture you know.

MP: It demands time...

M: It does! Absolutely. I mean I think in Brenda's case she more or less chose to get involved when she was on the verge of retirement.

MP: We are talking about that the other day, she said to me: 'you know Marie I was supposed to retire somewhere in Spain just enjoying life and I am here campaigning, door-knocking.'

M: I believe that Brenda, her first experience of campaigning if with Liverpool for Europe. I did have any experience previous to that, because she was involved with family and her job and...

MP: How successful was Liverpool for Europe at reaching its goals?

M: Well, I think they were good at disseminating information through leaflets. Obviously, we did with the referendum, so to that extent, it's not a failure. I don't regard it as a failure, it's an ongoing situation ultimately people will come to realise that the future is with Europe, really. My son [...] he said he wouldn't be surprised if Boris Johnson ends up negotiating us back into Europe (laughs).

MP: Do you think that the UK will eventually rejoin the EU?

M: I think so, yeah.

MP: Do you think, the grassroots should campaign for rejoin or it is too soon, and they should rather focus on other things.

M: To rejoin? I think we ought to stick around and wait for events to unfold... I think it would be a mistake to ... tell people: 'you see, we told you so. We told you that this would happen.' That's the wrong approach.

MP: What would be the right approach?

M: I think the right approach is still carry on with our meetings, still carry on with our writing, whenever we see a situation arise, which we feel strongly about we should write a letter about it. I think the major problem at the moment is that we don't have a proper opposition, the

Labour party is very refractive as a ... don't tell that to Brenda! (laughs) but that's what I feel I feel they particularly refractive with...

MP: She must feel the same somehow, otherwise she wouldn't get involved ...

M: One thing that we knew, what we desperately need is proportional representation in this country. I mean in fact we've got proportional representation that's what so ridiculous about it, in all the devolved governments they've all got PR! And in fact, the history of proportional representation started actually in this country, you know over 200 years ago, you know... So, and I think that... 'cause Labour they're not at the moment, they're not committed to PR although the majority of members want PR but they block votes, unions, they prevented Labour adopting a policy of PR and you'll never get Keir Starmer saying that he supports PR and the sad thing is I don't think Labour will be convinced until they lose another election and then suddenly realise then but the only hope is through PR, they'll never get anywhere or else. But there we are anyway.

MP: What is Liverpool for Europe's current messaging?

M: I think their messaging at the moment which is to stick at it, essentially and we should work for events to reinforce our views which I think ultimately... unfortunately it probably won't be in my lifetime (laughs) but perhaps in my son's lifetime or my grandson's lifetime but because I really feel that you know the EU has a very important role to play, globally it's essential that it succeeds! But anywhere there we are, that's my view...

MP: Anything you would like to add?

M: You're French, aren't you? How do you approach this situation?

Entretien avec J.
7 novembre 2021
À son domicile – Liverpool

MP: I have prepared some questions on activism in general, on your involvement in Liverpool for Europe, identity (which I am very interested in) and politics. Maybe you could start by introducing yourself?

J: Yes. Okay. I'm J. (laughs) I've lived in this country now for 47 years, in two Scotland and 45 in Liverpool.

MP: When did you arrive in the UK?

J: In 1974.

MP: But you were born in Germany?

J: Yeah.

MP: Do you have children?

J: I have children. One son has now moved to Spain, partly because of Brexit and a daughter, she's disabled, she's in care.

MP: Tell me about your son.

J: Brexit was one of the reasons but not the whole picture.

MP: Are you married?

J: Widowed.

MP: How would you qualify your ethnicity?

J: Well... European (laughs).

MP: What box do you tick when filling in a form?

J: White European.

MP: What did you do before retiring?

J: I used to teach English and French in secondary schools here but also adult classes and colleges, a sort of a mixture. I have a little but handicapped to have you know prevented from having a full-time job because of my disabled daughter, she always needed extra-care, so working part-time.

MP: Here, in Liverpool?

J: Yes, in Liverpool.

MP: What is your political identification?

J: Because my husband was very much, as a Scot, a Labour man. He was the local treasurer of the Labour party, so I was supporting him in that way, and I was also a member of the Labour party, but I didn't go to meetings, but he did.

MP: Do you remember when you joined the Labour party?

J: Yes. When Derek Hatton, member of Militant, started becoming dangerous. That's when I said: 'we have to join'. Try to [...] him what he built because we thought what he was trying to do was outrageous and at the time I was working part-time, part-time, all the part-time lecturers got redundant in [...] you know he wanted to force the government to give more money to Liverpool, I don't know about that, if you were aware of that. Dereck Hatton was a rag to us all! Fortunately, he was... Neil Kinnock, he put him in his place, fortunately they got rid of him but he still does interviews and he's still working for some local radio, I think yeah... We had the Militant movement here which was dangerous that's why we've got to join...

MP: When were you born?

J: I was born in 1943.

MP: Did you vote in the 1975 referendum?

J: That was my first year in Scotland. I wasn't allowed to vote. I just wasn't an EU citizen and thus wasn't allowed to vote but I was quite relieved when in 1974 I came to Scotland, my husband moved back to Scotland with our one-year-old son and I got a stamp in my passport which I still have (smiles) that is valid for six months and I overstayed my six months (laughs) by a long time now!

MP: Did you have any previous activist experience before Liverpool for Europe?

J: No, not really. I always regretted I didn't have British citizenship at that time, that I wasn't allowed to vote and then I left it for many other things to do and always voted in local elections and I helped my husband, you know pushing leaflets through the doors, that sort of thing and I was a little bit more on the passive side I must admit, yeah...

MP: Why did you decide to get involved in the pro-European cause?

J: Well, it was for me an absolute shock the way things were developing here in this country and the whole attitude towards Europe, I couldn't believe it! I always thought that the EU was like a wonderful shielding umbrella, you know for all these countries and the fact that the UK wanted to rebel against it I just couldn't understand it. So, all of a sudden, I felt as an outsider here I felt vulnerable which I never did before!

MP: To what extent has Brexit affected your personal/professional relationships?

J: I had a German conversation class till about 2017 and there were two Brexiteers in there and three remainers. This came to a head, conversations always came up, that wasn't a boiling

issue and then finally those remainers said: 'we don't want to be with them anymore.' So, I stopped the class, yeah. And then I thought, I'll offer a class free of charge for EU students, they don't have to pay and maybe we get other people in, and that was even worse! (laughs) More people came with this Brexiteer attitude, and I thought it's horrible

MP: Could you describe their attitude?

J: Well, anti-foreigners. Anti-EU. Pretty jubilant about Brexit and then very much anti-refugee and there was one instance where a woman who used to attend our German church with me, occasionally. She came out and said: 'with these refugees, when we heard about these disasters in the Mediterranean, you should let them [and not in the Channel!], you should just let them drown!' – and I thought: 'this is happening here in my house...' - sorry! (laughs) And after that I said: 'no longer!'

MP: How did they react?

J: I just said: 'I can't accept that.' And I tried to be as polite as possible, but my decision was made I can't continue...

MP: When and how did you first hear about Liverpool for Europe?

J: How did I hear about it...? (thinking) Through the Labour Party. That's Brenda... turned up quite early. I don't know how... that's a good question actually! (laughs) it was... we had a meeting with the Liberals before the referendum and there were people whom we had met in pubs and with the European Movement and I heard of this Tim Bayer. He is now I think very much involved with the European movement and somehow, he came together with Brenda and Brenda, all of sudden she was on the scene! (laughs).

MP: Were you actively recruited, or did you decide yourself to join Liverpool for Europe?

J: I didn't need much persuasion to be there. I went on MOST of the... Michael went first on the demonstrations and then I thought: 'well, maybe I should go as well.' And went to London several times, I was on that big demonstration on October 19th 2019, I think that was the last one... I loved the company of these people, I thought I felt being able to breathe again...

MP: How would you describe your relationship with the other group members?

J: Yeah, well... I felt... among sort of people with kinder spirit yeah (laughs), I can relate to them, and you know for the same ideas, the feeling that democracy is here, you know, in danger as well, and the principles of being trumpeted on and the fact that they got the idea that the EU had idealistic aims. I think the British never got... for them it was a trading partnership and nothing else but this group they understand the spirit, but I was, as a German, not brought up in that spirit, we can now relate to them yeah.

MP: Do you consider yourself as an activist?

J: No. I'm not. Some people call me that saying: 'oh, you're an activist', no... I don't know I felt other people are better at it and can express themselves better and anyway maybe that's a bit of a...

MP: Do you have a specific role in Liverpool for Europe?

J: No, I'm supporting them. I'm not on the committee but Michael is on the committee.

MP: Why did you decide not to be part of the committee?

J: Well, it's the time, isn't it? I also felt that other people are doing a better job (laughs).

MP: How often do you participate in pro-EU events?

J: At the moment there isn't much going on, is there? Before, I went to the demonstrations, I went to meetings, I went to group sessions hosting the committee meeting because this is, this is good locally, there are people, this is Liverpool South and some of the members live in Liverpool South and it's convenient for them to come here. Maybe I could do more, I just hope things are now... anyways, I don't hope Boris, maybe chances are now he's blowing it and... many more people will see through this whole shambolic enterprise.

MP: According to you how effective was Liverpool for Europe at reaching its goals?

J: Not... (hesitant) I'm glad the way they are, I'm glad you know and that they're still there, but they would have to link up with a lot more groups to form a real opposition and there are too many other groups you know. The group of Best for Britain and the European Movement and Another Europe- all these groups should now combine and make a statement and don't offer anything like rejoining the EU but maybe be advocate for better relationship with the EU because at the moment it's hostile, isn't it?

MP: That is what PV tried to do but they failed.

J: yeah.

MP: Did you recruit members yourself?

J: (thinking) No, I encouraged people to come on some demonstrations, but they didn't join.

MP: How did you do that?

J: I said it over meetings in Liverpool, I said: 'C'mon' and some friends came along. They didn't join as such because they have other things to do and felt that was this active centre...

MP: Are you a member of other pro-EU groups like the European Movement?

J: Not really. I am getting all their news. I feel they all work together. I think there's a lot of personal ambition among these leaders, they don't want to give up their position, I think that is possibly what's behind it. I think they need to be more joined up otherwise they are just wasting their energy.

MP: Do you have British citizenship?

J: After a long time. That was a long journey and that was another experience (laughs).

MP: When did you get it?

J: Last December.

MP: Could you tell me more about the journey of becoming British?

J: I did for a while, but I thought the referendum I had to do something about it. Then I went, unfortunately, to solicitors and solicitors in this country can have, or some of them, did try to spin it out, saying ‘your part-time job that might not be enough, but we could try’ and then... I would have to provide more documents and they’d have already take advance payments for those, so I thought I can’t pay them anymore I’ll just wait. Then, fortunately the settled status came and that was easy to get, and I should be satisfied with having settled status and then I heard: ‘no, some people have problems because it has to be renewed like they have to renew their passport, it’s not something forever.’ And should you in any way a criminal record, then that might be in doubt, it might still be send back. I had visions of me having a car accident or someone coming to [...] because of me being negligent or being at fault. I have no rights. Then I approached another group of Optimus Law and they wanted £300 in advance, and I asked them right away: ‘what documents should I be sending in?’ and they gave me an incomplete list which I could see right away, and I thought: ‘well, that’s another sham, absolute shame to exploit people who are feeling vulnerable and would like to get citizenship.’ Till one member of our church, a member of our German church here in Liverpool, said: ‘J. you can do this yourself! You just go online, and you’ll manage that. You don’t need any solicitors, they’re just no good!’ So, I went online and started and fortunately could ask people, there were really helpful people that just had the same experience and they managed to get their citizenship, they gave me a tutorial online and my neighbour is an immigration solicitor and whenever I had a question, I asked him he’s very friendly. He doesn’t try to exploit people. He would do it for free. So, I had guidance there, but I got there in the end.

MP: Had Brexit not happened, would you have applied for British citizenship?

J: I might. I think it always bothered me that I could not vote in the Parliamentary elections. Strangely enough, when I finally got this citizenship I felt more part of it, I felt better. I felt really better.

MP: Relieved?

J: Not only relieved but also, I would like to get involved more in local things. So, I haven’t done much but I have felt as if I’ve had sort of... it’s strange this feeling it’s, as other people say, it’s emotional. It was a big step.

MP: Do you feel more British? German? European?

J: European. When I had my last booster injection, someone said: ‘you have a lovely accent. Where are you from?’- I hate this question. I thought about it, and I said: ‘Europe!’ and he laughed at it (laughs).

MP: Have you always felt pro-European?

J: Definitely. I know it has its... ‘cause it’s so big and I know its law and it’s perhaps very bureaucratic it’s a wonderful idea to keep peace in Europe because especially as a German

you know you have this history and I think that is the way forward and of course, it has all these challenges like refugees and financial crises, all that's... it's a good idea, it was, and many people have worked so hard to set it up and it's a shame to leave it.

MP: Would you say that Brexit has reinforced your European identity?

J: Definitely.

MP: How does it feel being British now? Most activists feel ashamed.

J: I don't like what's happening at the moment. It would make me feel ashamed. Democratic institutions are permanently undermined, you don't know where it ends up and going back to the German history bit by bit, you know, it didn't rise up from nowhere, it happened in stages and these things are dangerous!

MP: One of the reasons you wanted to get British citizenship was to be more involved in politics...

J: (cutting off) To feel less vulnerable! I felt very vulnerable.

MP: To what extent has Brexit made you more political?

J: It has. It has made me more political. Not that I have been more active. There're several reasons perhaps as well but... definitely maybe yeah more sensitive towards what's happening?

MP: How did you maintain links during the pandemic with Liverpool for Europe?

J: I think Brenda arranged it all (laughs) she kept... she's got enormous energy and also, I felt they were helping us out, Yves and Peter even came round initially because vulnerable people shouldn't go out you know shopping and anywhere so they brought us, twice a week, brought us milk (laughs) till I then had a delivery slot from the local supermarket. I said: 'thank you very much', but I'll never that you know ...

MP: Have you ever thought of leaving Liverpool for Europe?

J: No. I would never. But it has to, as I said, it has to join up with other groups, it should not stand on its own. It can't. Either these other cities like Leeds for Europe, Brighton for Europe and so on. We'd have to work together to make an impact.

MP: How do you think you can achieve that?

J: Well. It shouldn't be too difficult. It's just... I think once we can go on demonstrations again you'd have one coordinated demonstration and then join other parties with the Liberals being very much pro-Europe and maybe what Brenda's doing, influencing the Labour Party, get them a bit more motivated.

MP: Is there anything you'd like to add ? I can see that you brought some notes with you.

J: (being shy) Maybe help people getting settled status and tell older people to get their son or daughter to get the paperwork if you're not able to do it yourself, it's absolutely essential to

have family members there. And other people who, the younger ones, in employment they more or less now on their way to citizenship or have achieved that already and that's something they can't take away from us (laughs). It was for... a question of feeling secure.

MP: How do you feel now?

J: I feel fine. I feel okay. I regret it very much what happened, and I think eventually with a new government people will be working more with Europe than against it, I think. I don't think this hostile attitude will persist I don't think. 'Cause Starmer is keen to say make Brexit work, that's not enough for me, I think having a better relationship with Europe and maybe they can find some other framework, don't call it Single market or whatever may be give it a different name but I think eventually, I'm hopeful eventually, they will be close again, but you can't have this. So many other countries as neighbours have this constant friction, it just wouldn't work... I don't know how to solve the problem with Ireland (laughs). I'm hoping that the EU will suggest that there should be a vote in Northern Ireland, a referendum, whether they want to join the South. I think that is very much... that would solve the problem, and I think they might win it, you know some people think it's too early, but I think that's on the cards now and the EU should work towards that instead of keeping in and giving in- I think that's a solution.

MP: Thank you very much J.

Entretien avec P.
10 novembre 2021
Zoom

MP: Perfect. So [...] just [...] so, I give you an idea of the questions I've prepared. So, I've prepared some questions on activism in general.

P: Okay.

MP: Then, Liverpool for Europe. Then, maybe politics. I then will move on to identity, which is quite interesting, FOR ME. But maybe you could start with [...] you could start off by presenting yourself quickly.

P: Okay, so, well, my name is Pauline, I'm French and I've lived in the UK since 2002, 2003. I studied in Toulouse and I first arrived as an Erasmus student, so the whole Anglo-French connection has always been relevant to ME and as you can already tell, it bears a huge European relevance. So, I started as an Erasmus student when I first came to Liverpool. Then I went back to Toulouse for a bit and I came across a company that was looking to recruit French speakers, specifically, so I was then brought back to the UK when I got that job, specifically as a French speaker. And I didn't know what I was going in for initially (laughing) and I ended up staying and I'm still there now, so [...] From a personal point of view, this is where I met my now husband and father of our two children, so THIS is very much in the, in the fabric of my LIFE now, just how it's happened, how it's gone on. Yeah, so [...]

MP: Lovely.

P: Did I answer that question?

MP: Yeah, I've got two more questions, actually. How old are your children? You have two sons, right?

P: One daughter and one son.

MP: And how old are they?

P: How old?

MP: Yes.

P: Yeah, so Chloe has just turned twelve, so she was born in 2009 and William is seven.

MP: Lovely. And what did you study at university, exactly? I didn't catch that.

P: I didn't get to it, actually (laughing). I did 'Langues étrangères appliquées', so it's Foreign Applied Languages, so I did English and German and with it being "LEA" and French, it was Business, Economics and Law.

MP: Lovely.

P: Yeah.

MP: Tell me about the company that recruited you.

P: Yeah, well it was to work in their quality insurance department on video games, so it's a Japanese company that works in, well across the world and in Europe and in Liverpool, so it's Sony.

MP: Lovely.

P: And then I worked in their PlayStation department, but they've got a branch specifically for Europe, so it was Sony Europe, based in Liverpool.

MP: And do you still work there?

P: No, I don't. It's still going, but I left in 2009.

MP: Okay, so what do you do now?

P: Well, after I left that job, I stayed at home for a bit 'cause that coincides with the time I had my first child and I started working as a freelance translator and tutor, so that's what I still do. I work freelance and I do translations.

MP: In French, French and English?

P: From English into French.

MP: Okay.

P: So, even though I did several languages as a student, I'm now mostly working on a bilingual work, so it's from English into French. And I do tutoring as well for adults and children. I also (laughing), somewhere along the line, I started a little company with a French friend that I happened to meet here, to do (pause), sorry (pause) French for babies, so from a very young age, but unfortunately with the pandemic, we put that on hold at the start of 2020, so I have not worked on this at all. Even though it took us quite a few years to get up to speed and get it started. So we called it 'Le petit atelier français' and it's aimed at bilingual families in Liverpool and the area, so we, we were doing like short sessions to, to (pause), I'm losing – I'm extremely tired – I'm losing my English, as well as my French (laughing), so bear with me. To give the opportunity to French-speaking families to have that exposure – that's the word I was looking for – to give the exposure to the language, to younger families' children from a very young age. So, some of them even started attending from bump before they were born, with older siblings.

MP: That's great!

P: And [...] Yeah, it's, it's on hold at the moment, yeah, there we go. So, it's all with a French axis around bilingualism and around learning to speak French.

MP: Great. And how would you define your ethnicity, you know, whenever you have to fill in a form, in the UK?

P: Yeah, those forms are interesting. I usually pick 'white other', it comes under that category, so, 'white European' and then occasionally you'll have to specify, but you rarely have to specify your nationality, but ethnicity goes under 'white other' or 'white European'.

MP: That's great. And how would you identify politically speaking today?

P: (sighing) A little bit homeless (laughing). Obviously, more on the left of that spectrum. I joined the Labour Party, but it was more as a tactical move, to try and help out.

MP: When, when did you join?

P: Around 2016.

MP: Okay.

P: Well, yeah, somewhere in 2016 (laughing).

MP: Alright. So, just after the referendum?

P: Yes. Yeah, yeah, yeah, that's what happened. Yeah.

MP: Alright. So, was that a trigger?

P: So, before that I had never considered joining a political party. I'd always had – what I've considered to be – a small interest, but in actual fact it was larger than most, because you tend to find people around you to be completely disconnected, disinterested. I hadn't joined a political party until August 2016, so that was after the referendum.

MP: So, I assume you have British citizenship, then.

P: No, I don't.

MP: Okay. So, how is that working for you?

P: Well, for living in the UK, it was never a problem as long as I was a legal citizen of [...] legally resident as a European citizen, being French. So, I've only got French citizenship. My husband, only British and our children both, because they've got both parents and that's how it works – they were born here, both of them. So, after that referendum, the new rule was introduced that we would have to do – people like me, like EU 27 citizens – would have to ask permission to stay, through the settlement – the EU SS – so the [...]

MP: EU settled status.

P: Yeah, settled status.

MP: Or Settlement Scheme, I can't remember.

P: Yeah, settled status and it's referred to in both way. Settlement scheme and settled status and both times it's got these initials – SS – and historically, historically it's very uncomfortable.

Yeah, so I did my application. I didn't want to, initially. There was a big part of me that morally felt it to be wrong and I felt wronged and [...] but I got convinced that it was a better thing to do. So, yeah [...]

MP: Has your application been successful?

P: Yeah, yeah. The application was [...] the application itself was straightforward. Morally and mentally and emotionally it was hard to come to the realisation that I had to collect all these documents and go through the motions of doing it, but quite frankly, for myself, it was straightforward. It's been a lot harder for other people [...] My paperwork was sorted, tidy and I had a qualifying period that I could refer to, that was straightforward enough. So, yeah, that's sorted.

MP: But when you said – so, that was quite interesting – so, when you said ‘I didn't really want to apply’. [...] is that because you had that feeling of maybe (pause) well, not feeling part of the British society or rejected?

P: Yeah. A lot, a lot was to do with rejection and not wanting to com[...], not wanting to comply with a system that had (pause, sigh) [...] that was WRONG, in a way, because everything around the referendum is (sigh), is MORALLY questionable and also legally questionable, even if the, the various legal attempts that, that were made were not successful, because we went ahead and left the EU. And so, there was, there was a lot of that period between 2016 and up until well, 2020, that was very much un[...] – how to say – undefined, I guess. A lot of limbo, a lot of citizens considered themselves in limbo and there's a whole side of it – I don't know if you have actually spoken to anyone involved with the 'In Limbo' project?

MP: I read both books.

P: Did you?

MP: I did. I cried.

P: Exactly, that is extremely...

MP: Have you?

P: Yeah, I can't, I've read some of the testimonies, through social media, 'cause we got VERY much involved through social media and built a network in that way and so I had a very good understanding of what WAS going to be in the books and so I haven't picked them up, I CAN'T, I CAN'T pick them up, I can't read them.

MP: They are difficult to read, to be honest.

P: Yeah? Yeah, yeah, yeah.

MP: I'm quite on the verge of [...]

P: Yeah? (laughing) Me, too.

MP: [...] but I was very emotional when reading them and I do follow Elena Remigi on

social media as well as the ‘In Limbo’ group. I attended some of their zoom webinars. So, yeah, I do, I do follow them.

P: Yeah, so, you’re [...]

MP: I’m not directly involved in [...]

P: Yeah, but you’re well aware of all that aspect as well, obviously (laughing) [...] ’cause you have done your research. Yeah, so what was I saying? So, emotionally, yeah and morally, it was a very hard STEP to take. And, my neighbour even said: ‘Look, come and sit with me and we’ll do it together’, because it kind of had that feeling of you want someone to hold you by the hand, you want someone to hold you by the hand to do it. Eventually I just downloaded the whole thing on my phone and just did it. There was a lot, there was a lot of rejection. Yeah.

MP: Yeah. And would you ever consider applying for British citizenship?

P: Okay, so that’s obviously the next question. Yes and no, because initially, up until 2016, where you [...] WE felt that we had a rug pulled from under us because we were invited to come and work here, we were friends, you know, the whole cultural aspect and it is important when you leave one home to go and build a new one somewhere else? So, it didn’t feel like it was necessary, because as a French person living in the UK, I was entirely fine – I could go around just using my French ID card, didn’t need a passport, REALLY, I could go freely between 28 countries and my French ID card was a HUGE door-opener – it was fantastic.

MP: It was never a question that occurred to you, really?

P: No, no, never. Never. So, a friend of mine, who’s German and has lived here for a bit longer than I have, did it before any [...], before 2016, before any of that came into question because of how diplomatic rules are between Germany and the UK. She was only allowed to have – I can’t remember the precise details – but she did do it, because she felt it was necessary. For me, it never was. So, and I still don’t think I want it and then obviously there is also the economic factor, because it’s very expensive. It’s very expensive and you have to put down that amount of money without any guarantee – it’s not like you gonna somewhere and you buy something, it’s an application, so you put down that amount of money and you might still be rejected. And so again, it’s an even harder process than doing the fairly simple EU SS application, because that was not as costly, in terms of pounds.

MP: Yeah.

P: Yeah. So, I might do it, because that’s my family, that’s my husband, that’s my children, so we would all have – we could, theoretically, we could all have dual citizenship and it will make it easier for everyone, it would be [...]. So, he hasn’t done it, but my husband COULD ask for or consider French citizenship, because in THAT direction it’s a lot simpler. To apply through marriage, you would need to fill in a few forms and pass a language test.

MP: Okay.

P: And it would not be as expensive as MY one would have to be for REQUESTING British citizenship. So, we are more likely to consider it, in fact, we’ve talked about it. He may, at some point, in the future, ask for French citizenship, whereas I’m still not sure I want to – to answer

your initial question – I'm still not sure I want to do it. But in practical terms, I probably will, just [...] excuse me a second.

MP: Yeah, yeah, go for it (laughing).

P: (laughing)

MP: Well, that's quite [...] we'll go back to the [...] I have some more questions about identity, but we'll go back to them a bit later. I have some questions about activism. Pauline, did you have any previous activist experience before Liverpool for Europe?

P: A little bit. And not to that point.

MP: Would you tell me more?

P: I had joined demos as a student in Toulouse, because it's hard not to (laughing).

MP: It is (laughing). What, what sort of demonstrations were they?

P: Pride, yeah. It would have been [...] I can't remember precisely. That's going back quite a few years now (laughing). Twenty? Yeah, so probably to do with the environment. Probably, well student demos. Yeah.

MP: Yeah, okay.

P: Yeah, you know, student strikes, pride, yeah. And so then, after I had settled here and I had my first child and from a LOCAL implication point of view, we had (pause), we have children's centres in the UK and they're very well-organised in Liverpool, but through government cuts, we were at risk of losing our local children's centre, which is a brilliant point of contact for the community, you can get help for anything relating to family, any kind of support, you can go in and have a cup of tea, if that's [...] if one morning you don't want to have a cup of tea by yourself or you could get financial support - it's wide-ranging and it's very helpful. I'm only vaguely aware of something similar in France, I don't really know. So, again, I helped people write placards and I took my child to demonstrate outside the City Hall in Liverpool – so that was one thing. After that, it built up – they ran family support, a big problem is to do with breast-feeding support, so I became a breastfeeding advocate – I did my peer-support training, so that I could help other mums after I had overcome my own difficulties, after having my two children. And so, that's really what turned on the activist in me.

MP: What did it consist of? What did you do exactly?

P: What did I do? So again, it's wide-ranging, but more specifically, as a peer-supporter I trained to give advice to other new mums so that they could get the support that they need to carry on breastfeeding their children without needing to stop completely and then turn to bottles or formula. I guess the health implications are much greater and it was something I personally couldn't do with my first child because the support wasn't there, the information wasn't there.

MP: It was from your personal experience that you decided to ...

P: Yeah, it's very much from personal experience, I have to say, until I [...] well, that's the

thing, until I get personally implicated, I might not necessarily feel the need to go out and do something and that's how it's built up for myself. Yeah, so, I did a training so that I would have the knowledge to help other mothers and their babies, support them, just give them, yeah, support, medical, well medical advice to some extent, because we're not medically trained, so we can't do that, but it's then a question of directing them to the right person. Yes, so I built up from that and kind of makes you (pause) angry in a, in a mama-lion kind of way, you know, you feel you have the need to do something about something that's not right, because you feel very [...], your maternal instinct is heightened, you feel very protective, you feel you have to go out and do something about the things that are not right.

MP: Yeah.

P: So, by 2016, by the time of the referendum, my second child was two years old. And by that point, I'd built up a good network via Facebook. I never really wanted to get on Facebook – I didn't think it was for me, posting pictures of my dinner, but it's not just that. You get to build [...] it's like as kids in primary and secondary schools, we had to have pen pals and we used to write letters and then with the Internet building, you, you, you expand these networks and so you find yourself having – as an adult – you have pen pals through Facebook. And sometimes you meet, sometimes you don't. So, that's how my personal network started expanding. Yeah.

Did I answer your question, or did I go off?

MP: You did. Would you say, Pauline, that you are an activist? You consider yourself as such?

P: Yeah, now yeah.

MP: Yeah.

P: So, not maybe as involved as some others, but there's a wide range of things you can do as an activist. It's not all about, you know, holding a placard just outside No.10 or standing on top of a bus (laughing). There are levels (laughing), so yeah.

MP: Great. And to what extent has Brexit affected your relationships with people from your social or professional... like neighbourhoods, circle?

P: Okay, maybe it (sigh) so, it has had positive (pause), let's say positive and negative effects, because [...] negative in the sense that it's broken relationships – there are people I've realised I didn't want to be around, but [...]

MP: People you were close to?

P: Not very, because fortunately my social circles were not TOXIC, you know, that's the word I was gonna get to – I said negative at first, because I kind of wanted to put a contrast. So, some of them have been positive, some has been negative. But negative, in the sense that it has broken relationships, but then again, these relationships WERE NOT GOOD, if they needed to be interrupted. And, so you kind of see where you had a superficial relationship with someone before – you go out for coffee and have a joke, you realise that when you want to have more meaningful conversations, you find – I have come to find that there is [...] I mean, I've always known it but now maybe I'm able to identify it in a different manner. There is politics in

everything that you do, the coffee shop that you go to, it's a political decision in the sense that you want to sup[...], you want to put your support somewhere good, you don't want to put your support somewhere that will have a negative impact on your community, so yeah [...] So, there are members of the family that were not really particularly close to and then we realised maybe were saying some racist things that we didn't want to, you know, we you just didn't want to have that conversation. They don't necessarily realise that they are being racist, that they are saying something that is hurtful because they don't [...] 'Oh, I don't mean you, because you' – as in 'me' – is the young white French girl and you can't imagine being racist to other young white French girl, it's more like a more brown person or, you know.

MP: Mhm.

P: Racism exists, again, it's wide-ranging. So, there are, there are things that have been said that were hurtful and sometimes you have these conversations, and you tell them: 'You shouldn't be saying that because, you know, it's not kind' and sometimes you just move on and just don't go there again and [...] You don't, you know [...] It's not impacted me as much as it might have impacted other people because of the way our family is already (pause, sigh) yeah, it's already split between two countries and we have that open-mindedness within the family already and it's, it's broken other families in a much more impactful way than it has me [...] But there are certain people, I'll just have one cup of coffee with. On the other hand, there are a lot more people I will definitely go have coffee with. You know, you realise that you can have these conversations that are good.

MP: Fantastic. And how did you first hear about Liverpool for Europe?

P: Okay, well, I was one of the, one of the cre[...] Sorry, my phone keeps going off [...]

MP: If you need to get that that's fine Pauline!

P: I keep getting notifications, it's fine. Just looking on the side, it's fine, it's fine. A few days after the [...] well, the morning of the referendum result was catastrophic [...]

MP: Before you answer that, did you [...] were you involved in the remain campaign before the referendum at all?

P: No. No, because I was busy at home with the kids and in my mind it was a bit odd that this was going ahead, I didn't see the point of having a referendum, 'cause WHY would we put in question our membership of the European Union. It's a GREAT thing to have, we want to build up on it, not UNDO it and it had been, well the UK as a late joiner had been a member for fortyish years, so it's not a thing to undo. Why would you unravel all of that to redo something else? It made no sense. So, I was following it and I was listening to the radio, and I used to listen to a lunch-time phone-in, so there's a radio presenter that gets calls, so he will put a topic out for the lunch-time discussion, and he will take calls from local listeners. And that started making me feel really uncomfortable, because I realised there were a lot more people that were ringing in to talk about LEAVING the EU than there were people ringing in to talk about STAYING in the EU. Okay, I didn't realise there were many of THESE people around. It starts to be an eye-opener and felt uncomfortable. But again, I was very busy at home with a two-year-old [...]

MP: Yeah.

P: [...] and a seven-year-old, a bit older, so yeah, I had no time for politics, I thought this stuff [...] AND running my own business.

MP: Yeah, it's difficult...

PS: So, I was busy enough and, but [...] because MY personal circles are kind and positive and nice, I didn't realise there was ALL of that underneath, BEHIND, FURTHER OUT, so it was a big slap in the face. So, there was a lot of crying on the 24th, yeah, 24th of [...]

MP: Yeah.

P: [...] 24th of June. Yeah, damn it. But you have to start picking yourself up. I mentioned the Facebook network before and that's relevant, because I started having a look on there then, away from my mother-and-baby groups and breastfeeding groups. I started seeing posts about, well, organise, you know, we must do something now, what can we do, so it was, it was a divide between the 52% and the 48%. So, the 48% became quite prominent in the sight that those posts started leading me to groups that were just forming, so I joined that. So, in a week or two following the referendum result, I got a personal message from someone who I didn't know who said: 'I found your name on the group of the 48%, because I was searching for remainers in the Liverpool area, so I hope you don't mind me messaging you.' And her name is Maria and she happened to live just around the corner from me, but we had never met before and would have never met otherwise. So, we organised to have a catch-up and meet in person, because, you know - complete coincidence - we were practically neighbours.

MP: Is she British?

P: Yeah.

MP: Yeah, okay.

P: Yeah, yeah. So, we started chatting, we started talking about what we could do and that built up from the two of us and her husband and the people I knew from my children's school, as a French family. I knew they were across the road from Maria, so that started to build up. So, we started putting a message out on Facebook that, you know, we could organise and start building a group.

MP: That's really [...]

P: So, we found more people, more and more people and we had some... so going down the timeline after that, there were some meetings organised by the French consulate to provide, you know, consular assistance (laughing), to say, well, 'what is your....', you know, 'what does Brexit mean for you, as French citizens living in the UK', so again we had more meetings in person and met more people and so, the phrase, 'place name' for Europe started building, so that's where you have Britain for Europe, Manchester for Europe, Leeds for Europe, Liverpool for Europe. That's how it started building, so that's how our little splinter group came about, in someone's kitchen, after a DM on social media. And it built up from there. So, Maria contacted me and we started building from there and we met more and more people as we did. So, we were meeting in the park, because it was summer, we had to understand what was happening, what we had to do, what was our relevance, how to get organised, where we wanted

to go with that. So, it's built up from there. So, that's how I heard about Liverpool for Europe, because we came up with this (laughing), sort of.

MP: Brenda didn't tell me that story AT ALL.

P: Well, Brenda came into the group AFTER – NOT long after, but AFTER – so, yeah.

MP: Do you remember when that was exactly?

P: I'd have to find the dates, but in the summer, in the summer of 2016.

MP: Summer of 2016? Oh, that's, that's [...] So, you were ACTIVELY recruited by your round-the-corner-neighbour?!

P: Yeah.

MP: Then met up in some sort of [...] to have a catch-up with her and then [...]

P: Yeah, we had to find a place where to meet, because we were strangers, you know. We were two women, so, you kind of, we kind of, well, we assume [...] you have to remember that we were strangers who had met through social media, so you have to [...]

MP: You got to be careful, yeah.

P: You know, you organise meeting a stranger somewhere, so you meet in a cafe.

MP: Oh, that's [...]

P: First of all, you meet in a cafe with people around [...]

MP: Did recruit members yourself?

P: Yeah.

MP: And how did you do that? Through social media as well?

P: Yeah. It was Facebook.

MP: Okay, Facebook.

P: And then word of [...] Facebook – that was the main driver, the main [...], yeah, the main.

MP: And the people you recruited through Facebook, were they family members, friends, colleagues, neighbours, what sort of [...]? Or just like people from the remainder list, like M (S.'s wife)?

P: People from the remainder list [...]

MP: Yeah.

PS: (sighing) Yeah (pause). We had to put the word out, that we were having these meetings in the park, so you'd talk to friends – there was a lot of awkwardness about it at first, because you knew who your [...] – we're just gonna have to call them remain and leavers; I don't usually use these terms, but that's how it felt as well, in the next few days after the results, you were looking at each other, you were looking at people thinking: 'Which way did they vote?', 'Did they vote at all?', 'What do they think of me?', 'Did they want me here?', 'Did they vote to get me out of the country?', you know 'Or did they vote [...]?', 'Did they understand what their vote meant?', 'Was there a protest vote?'; 'Was it deliberately because they don't like foreigners?'. All of these questions made me uncomfortable for a very long time, because you think, you can't help but think, it's a RACIST vote.

MP: Yeah.

P: It's a political decision, but when it comes down to it, the person in the street going to put their, you know, to cast their vote, a lot of the time they based that decision not on economic factors, but on information they got off the tabloid press.

MP: So, actually [...]

P: And [...]

MP: [...] about that, what were your expectations of, you know, being involved in Liverpool for Europe?

P: Well, INITIALLY [...]

MP: Yeah.

P: [...] the big WISH was to overturn that vote, because, you know, as I said at the beginning, there were legal challenges. I PERSONALLY did not vote, because I was disenfranchised and up until that point I didn't even realise that there was such a thing as disenfranchisement, because I've ALWAYS voted. As a French person, I have voted in my local elections and then when you're an EU citizen in the UK, you are allowed to vote in the local elections.

MP: Yes, you can.

P: So, not further, not for you member of Parliament. This is things that you learn when you've got an interest in politics, you don't realise when you don't have an interest in politics. Some people never do and some people never vote. To me, that was always important. (pause) What was I saying? (laughing) I lost my trail.

MP: Your expectations, yeah.

P: Yeah, oh, yeah. So, we wa[...], yeah sorry! We wanted to, we were hoping to be able to overturn the results, because there ARE grounds for legal challenges.

MP: Yeah.

P: Yeah. So, that obviously didn't happen. So, for a long time, that was our, that was our AXIS for the campaign and then, we had to, we had to change that. We had to review that.

MP: And what is your role in Liverpool for Europe?

P: That's a [...]

MP: Has it evolved?

P: That's a good question.

MP: Yeah.

P: (sighing) A lot happened, it has a lot do with how much commitment, how much TIME you can commit and how much you UNDERSTAND what's going on and what your skillset is to bring to that. So, all of the more profoundly intellectual or political aspects of campaigning, I left that to other people very quickly. But I would see myself as a recruiter and connecting people, because I had already started building these networks on social media, so I could [...] I knew where to look. And you had to connect people, then I had to learn to use Twitter – never a fan of Twitter but started working on that – and joining the dots, finding conversations that were happening somewhere and saying: 'Well, look, we're building up that group here, locally. Come and join our ranks! Come and help us build on that!' and that could have meant [...]

MP: So, you REALLY worked on the messaging of [...]

P: Yeah.

MP: [...] groups.

P: Yeah. And maybe not successfully always, but yeah, just building paths between people so that they could join the groups and they could see how to [...] 'Cause you have to keep in mind that I was confused and upset and so were a lot of people. So, they didn't necessarily know how to use social media or where to look or where to find contacts. A lot of people felt isolated. And we – here, in Liverpool, in our little corner of Liverpool Wavertree– we have a lovely community, but there are people further out who feel very isolated, so it's, it's expanded to, to find people IN the Liverpool area and outside, so my role has mostly been to keep in touch with people. So, I have been a social media officer – I was part of the committee – but things tend to evolve with (pause) the, the political landscape changing, you have to keep up with that and your own abilities and your own commitments, so with having the children, I wasn't always able to join in the meetings.

MP: Yeah.

P: Or I could go in but not stay late. That's why at the beginning, a lot of our meetings were organised on a Sunday afternoon in the park, because you have to fit that in around work [...]

MP: Yeah, your work, your schedule [...]

P: [...] work, your family commitments, your work.

MP: Yeah.

P: And a lot of us were NOT activists to start with, so we had to LEARN that. Well, you know, my activism came from a place of, well THE HOME, because it was all about reading stuff and sharing information from within the home, without going out all that much.

MP: Mhm.

P: Because you can't always go on a demo – I mean, it's not impossible, but I don't know how your child feels about it, you can't take them or you can't go or, you know. So, yeah, activism can [...] it's multi-faceted and yeah, it can take different shapes.

MP: And you said that right from the start you didn't feel, you know, AT EASE with the, you know, dealing with the political side of the group, so but now [...]

P: Yeah, because there's a [...]

MP: ...five years later, how would you say you've evolved, you know [...]

P: I've learned a lot.

MP: politically. Yeah.

P: Yeah, so I had to learn a lot very quickly, because I only had a big idea of what the political parties were and who the names were in that, 'cause you kind of divide things into colours – you've got red, blue, green, a bit of yellow – and so, Labour, Conservatives, the Greens. And obviously the blue Tories are the baddies, so, you know, you see where's good and bad, where do you want to position yourself; who's got influence and who can do what. So, the Greens are great, but they haven't got a lot of influence, the Lib Dems are very controversial around here as well, because the Lib Dems were in power in Liverpool for a while, but then we had [...] the area is very heavily Labour. So, you have to familiarise yourself with all of that – see who's where, who does what, how to join meetings, yeah. I've joined the party, but I have never [...] I'm YET to take part in a (hesitating) what do you call it? (pause) A constituency meeting. Again, what does constituency mean? Who's a constituent? What do they do? (laughing)

MP: Well, yeah, that's fair enough. And how would you describe your relationships with the other group members?

P: Friends.

MP: Friends?

P: It's become a spare family, it's very friendly. Yeah, we've become friends. So, yeah. (laughing)

MP: And if we go back to your activism, how would you quantify it, because as you said very rightly, you know, you have to balance it with your [...]

P: Yeah.

MP: [...] commitments and work and everything. So, how often do you participate, or have you participated in pro-EU events, what did you do [...]

P: Okay.

MP: [...] for the campaign specifically, yeah?

P: So, at the beginning we had to build up a movement, we had to build up a movement, so we tried to meet weekly.

MP: Yeah.

P: Saturday or Sunday. And then monthly. We were in touch quite frequently because we exchanged numbers and we started building a group.

MP: And you use WhatsApp, right?

P: Yeah. So, WhatsApp is the main messaging platform for a small group and you have conversations on Facebook groups, so we had to build our Facebook group, build an image around that, so communicate with other groups around the country to see what kind of branding we had to go for, how to organise all that, build up a logo, yeah, get [...] build an identity – you have to build an identity from scratch. So, weekly meetings to start with, monthly meetings, regular communication in between and socials – so, what we call socials is meet up in a pub (laughing) and have a conversation in person and up until roughly two years ago, it was a bit easier to do because we didn't have to keep our distance quite so much. So, for me, it's very conflicting and contrasting because I couldn't quite go out so easily, because I couldn't [...] my child wouldn't leave my side, he had to have his mum, he was very attached for a long time, so I had to be back for bedtime every night – I was the one to put him to bed, otherwise he was fine with his father, absolutely fine, he just wouldn't fall asleep. So, I had to be back to make him fall asleep. And then when he started letting me go further out for longer, then pretty much when we had to start shielding because of the pandemic and, you know, social distancing and so, it's always been fairly complicated to go out in that sense. Yeah, so, (sigh) when [...] because we [...] there was also [...] well, I didn't take part in it because I was a bit limited with my work as well. There were street stalls [...]

MP: Mhm.

P: [...] so, quite quickly we realised we had to do street stalls on [...] put a table, or no table, have a placard so that the message would be clear. Then, people invented the Brexitometer– so, you put a question and you ask people to put their opinion on the board and you build a picture from that. I didn't join any, I couldn't personally get down on the street to join them, but I made sure the message would be relayed, so at such date, go to such place, go see the join in, you know, that kind of thing. And then, we started organising the MARCHES, so that was an interesting one as well, just drum up interest, fill the buses, the coaches, get one coach from Liverpool to London, two coaches, you know, get more people involved, get up early in the morning, there's a coach leaving city centre, dead early on a Saturday morning, driving down to London to come back, and we're organising the coaches for you, but you've gotta be in, you know, we've gotta build the numbers, gotta go. So again, that's done through social media and contacts and chatting and talking and getting [...] So, social media is easier in a way because you know that people are there because they're interested in THAT conversation, it happens through a certain channel. In the street, you never really know who's gonna WANT to be involved, whether they WANT to be involved, whether they voted one way or another, I think that's kind of what I was saying earlier, you're SUSPICIOUS of each other, you're very

suspicious of each other, you don't necessary want to bring up politics, is a difficult topic to approach, you don't want to start a POLITICAL conversation, 'cause, you know let's not get too political' [...]

MP: Mhm.

P: [...] and [...]

MP: That's SO interesting.

P: Yeah? Okay.

MP: You have, you have a [...]

P: I feel like I'm rambling, but [...]

MP: No, no, no. No, no, well the more information I get, the better.

P: Good, go on then you'll have to filter through all that later (laughing).

MP: Do you not have a lesson in ten minutes? Maybe I [...]

P: Do you know what? That got moved. My, my, my person, so, she is from Liverpool, she used to live here, she's moved to France, and she's taking lessons with me, however she's got an appointment, so that lesson is happening tomorrow now. I forgot.

MP: Do you mind if we [...]

P: I forg[...], I completely forgot to tell you. I am not limited [...]

MP: Ah, lovely.

P: Well, I will [...] I've got another hour or so. I am popping down to my son's school to [...]

MP: Yeah, I'll try to make it short (ringing sound). Don't worry I'll just ask questions on identity.

P: Go on.

MP: Yeah, yeah. So, just last question on Liverpool for Europe.

P: Go on.

MP: How effective was it at reaching its goals? If you had to [...]

P: I think we did build a very good movement, considering where we started from and how difficult it was to, to rally people round. In a way, it's easier [...] because (pause) in a way, it's easier to rally people round an [...] issue, it has to be some [...]; if it's something really specific, it's easy to get people to join, and even though THIS IS, it's also very wide-ranging as well, so it's HARDER to put a clear message across to get people round. And so, because all of that

confusion that we had to clear up, I think we DID manage to build a very good movement.

MP: Mhm.

P: We didn't quite get to go where we wanted to go to, because the UK STILL left the European Union, so we didn't manage to OVERTURN that decision, we DIDN'T manage that. But we STILL HAVE a group going, a movement going – it's a little bit like a headless chicken, we don't really know where to go, what to do, it [...] there's a time for regrouping, understanding what's the next step and how to get to it.

MP: Yeah, actually what [...]

P: But it's still going.

MP: Yeah, what's Liverpool for Europe's current messaging?

P: Good question, good question (laughing). MOSTLY, hold this current government to account.

MP: Right.

P: Okay, so, in a kind of 'I told you so' manner [...]

MP: Mhm.

P: So it's also been made very complicated with the intervention of the COVID pandemic [...]

MP: Mhm.

P: [...] 'Cause certain people will clearly see that the economic impact is due to certain factors due to Brexit, but it's not that clear-cut. There are also a lot of problems down to, you know the health situation, so that's also difficult to, to clearly identify. Plus, you always have the deniers, there's always deniers – there's the COVID deniers, the Brexit deniers, there's the this-that deniers, people who don't want to be involved.

MP: Yeah.

P: So, the current message [...] yeah, we had to sit down and talk together and say: 'What do we do now?'

MP: That's right.

P: But that, that transition period was interrupted with the intervention of the pandemic [...]

MP: Yeah. Definitely, yeah. And on identity, Pauline, so to what extent has Brexit reinforced your European identity or triggered it?

P: Well, first I started putting posters in my window that I never used to have.

MP: They're really nice, I like them. I need one of them, actually.

P: (laughing) So, this one is now framed and on my wall, but it used to be in my window. I'm not wearing it today, but I started wearing a blue hoodie with, yeah, little stars around, so, yeah. That's part of the, the branding that came about as well. Some people went into making clothing and selling that. So, T-shirts – T-shirts are a great way to put your message out there, you know. It could be 'I'm a vegan', it could be, you know, anything. You put that on a T-shirt, you go out, wear it. So, I started doing that, which I never used to – I'd just pick my clothing [...] today's fairly plain, I'm wearing a shirt and [...] there's no branding on this today, but I would start doing the school run wearing a blue, the clearly EU T-shirt, because it's blue with the yellow stars. This, the slant I put on it was to do with peace, the peace project rather than, you know, the economical factor, the aspect of the EU, it was the peace project, I expect of it, was a very good one to promote. So, I started buying myself hoodies and T-shirts and wearing that on the school run or on the bus or anytime. Or wrist bands, you know, you can wear wrist bands, so the blue - EU blue - with stars is quite striking, so you display that, and you mark yourself out as a remainer, therefore. So, sometimes people will come to you for it and sometimes people will avoid you, because you've marked yourself out. So, I started putting things on my house – there's a flag in the window, it's still there, it's been there since 2016 – there's a [...] there are the posters, so, they're more or less relevant. So, you change the [...] this one used to be in the front window and now it's in the back. This one there behind me, it's an art project by Madeleine K...

MP: I know her...

P: So, I supported her as well, whenever I could, by putting a bit of money in crowd funders or buying her art or getting that delivered to my house so I could frame it. Yeah, little things here and there. So, identity, that was the question you had about identity, what do I do. Yeah, I wear T-shirts and I put posters in my window (laughing).

MP: That's great. And how has being a member of Liverpool for Europe had an impact on your identity as well?

P: It helped me defined [...] define more clearly what I wanted to DO rather than just let things happen and I can't just get on with it. I've been more VOCAL in recognising and pointing out where things are wrong, what you should say and not say, support someone who feels a bit down or someone who's business is about, you know, selling products from abroad or whatever. There's the Italian deli down the road obviously gonna have more difficulty now in getting their produce in or [...] you just become more protective and more vocal in what you want to protect.

MP: Well, that's great. And maybe last question and then I'll let you go.

P: Go on.

MP: But it's not the easiest, though.

P: Right. (laughing)

MP: There's no right or wrong answer to that, but what does it MEAN to be European for you if you had to give a definition?

P: You'd THINK that I know after all these years – five plus – I would have had time to come

up with quick answer, but (sigh), it means everything to me, it's always [...] I mean, my family going back then towards my parentage, my (pause) mum is from a Franco-Spanish family, her grandparents had to flee Spain, they were Spanish refugees in France, they had to escape Spain and find refuge in France, that's essentially, it's never been called THAT in our family's discussions, but my mother's grandparents were refugees in France. And on my father's side, it's more from a Belgian origin and so [...] but my family is quite split up between the North and the South of France, so even though I'm Pyrenean and from Toulouse, it's not that [...] it's quite split. And we've always been keen on learning languages and bilingual... so then Spanish, I've got an interest in languages, so it got [...] it comes through that way, through culture and learning languages and just being open and kind and communicative through languages. So, being European to ME means that I want to be able to learn these languages and communicate with those people, but it's also opened doors, because it allowed me to go to university, it allowed me to go to university in a DIFFERENT country, which you don't necessarily get easily. Being a French student had become very easy for me, because, you know, you don't have university fees.

MP: Mhm.

P: You have support, it's a lot easier to become a student in France than it is to become a student in the UK. So, then once you've got your foot in that door, you've got the Erasmus project that wasn't particularly widely publicised in my university when I was there – I kind of heard about it, but [...] and then got on it – so[...]

MP: Same for me.

P: [...] Yeah. It opened doors without even realising that we had to push them, you know. These doors were, were opening in front of us, we kind of had to give that a little push, but all the people before us had made – and that is part of a massive disappointment as well, with the undoing of the membership of the European Union – a lot of people put a lot of effort in to create opportunities, to create things that is now being destroyed and neglected and it's just so wasteful, so shameful [...]

MP: Mhm.

P: [...] it's horrible to think about it. Yeah, so, the opening of doors is a, is a big thing because you can travel around Europe with an ID card that is free of charge – as French nationals, we have a national ID card, we don't have to pay for it like we do with a passport. And we can travel across 28 countries and that's [...] you don't realise the privilege; this is until that starts being taken away from you.

MP: Definitely.

P: Yeah.

MP: Great answer.

P: Thank you (laughing).

MP: I don't want to keep you any longer, because you [...]

P: Don't worry, it's fine.

MP: It was so interesting and I'm so very grateful for [...]

P: Okay.

MP: Thank you for taking the time and I know, I know you're busy and I know [...]

P: Well, look if [...]

MP: [...] you've got a lot going on.

P: Okay. If when you go over your notes and over the recordings, there's anything you want to clear up or clarify or you remember you forgot something [...]

MP: I might reach out again for more [...]

P: Yeah.

MP: [...] questions, to be honest [...]

P: Yeah, yeah.

MP: [...] if you don't mind.

P: Sorry I couldn't meet you [...]

MP: Don't be sorry.

P: [...] we've only ever met in person very briefly once in a cafe in town. But yeah [...]

MP: I know. Don't be sorry, I just [...]

P: Yeah.

MP: [...] obviously prefer to actually meet people, because there's this [...] it's, you know it's very important, you know [...] apart from leaving the academic [...]

P: [...] aside, yeah.

MP: [...] aside, it's, you know, it's I don't know, it's grown onto me, really. This [...] it's become really a personal project in parallel [...]

P: Yeah. It's inevitable, isn't it? It's [...] I mean, we can't help [...]

MP: It is.

P: [...] becoming emotional. I've had plenty of time to deal with the emotional side, but it never stops being emotional.

MP: I agree with you, so that's why I would really like to meet, you know, all the activists and the group members because it's just, it's just an experience I really like having, to be honest.

P: Yeah.

MP: I met, I went to Michael and J's house [...]

P: Yeah. We don't live very far.

MP: And, you know, it wouldn't have been [...]

P: I've been to theirs.

MP: [...] it wouldn't have been the same had we met in a cafe. I mean, I went to their house [...]

P: Yeah.

MP: [...] they invited me into their house, they offered me tea and biscuits and [...]

P: Yeah.

MP: [...] we obviously had the, you know, I asked them the questions but then afterwards, you know, we had some [...] just a nice chat and, you know, this is how you meet people and they become friends or [...]

P: Well, you see, exactly, I mean I've experienced all that, you get to see people, it's [...] the human aspect is huge.

MP: Yeah.

P: Yeah.

MP: And I didn't expect that, to be honest, when I very first started the field work in 2017. Even when I first came to Liverpool for the [...] you know, I went for the march in 2018, that was when [...]

P: Yeah.

MP: [...] Brenda invited me over.

P: That would have been when we met, but again I couldn't stay, because I had to get back to William (laughing).

MP: (laughing) You have to put family first. I don't think [...] Sorry, I'm sorry to ask you that question actually,

P: Go on.

MP: [...] but could you tell me your age.

P: Ah! I'm 40.

MP: You're 40, okay. Lovely.

P: Not so much (laughing).

MP: But yeah, thank you so much, Pauline. I really enjoyed our chat and [...]

P: Thank you. Me, too. Yeah, me, too.

MP: [...] and I'll definitely come back to Liverpool anyways.

P: Okay.

MP: So, hopefully, we'll meet [...]

P: Yeah.

MP: [...] by the time I come back. And in the meantime, I wish you good luck with the campaign.

P: Thank you. Thank you for doing your, you know [...] for choosing that subject.

MP: It's unique in France, I'm the only one working on pro-Eu grassroots groups, so I'm very proud of that.

P: Well, there you go. It's [...]

MP: Everytime, you know, everytime I've given a talk at a conference – I've been to a few – they [...] all the, you know, attendees [...]

P: Yeah.

MP: [...] professors, you know, academics, they were always very impressed, they had a lot of questions and yeah – to them the project that I've been conducting is viable in terms of research and yeah, it's made me really proud. Yeah, I was telling my friends [...] Brenda and pro-EU activists in general have made me realise how proud I am of doing this.

P: Yeah. You know, I don't think that – it's probably been mentioned by the other people before me, but – I've not mentioned it until now, but we're also really grateful, grateful that there is someone on your side that is concerned about us enough to, you know [...] conduct a project on it. So, yeah. It's, it's [...] We're grateful to know that there is interest.

MP: And it's definitely made me be proud to be a European as well because that meant – like we said at the very beginning of the interview – that question never occurred to me, you know being European.

P: Yeah, you just take it for granted, you take things for granted and yeah.

MP: But you know, from this side of the Channel, Brexit has definitely reinforced my European identity and I'm proud to [...]

P: Excellent.

MP: [...] be French and European and they just overlap, there's no [...] it's not a zero sum sort of entity, thing.

P: Yeah.

MP: So, yeah. Thank you so much.

P: My pleasure and good luck.

MP: Thank you. You have a nice day.

P: Yes, thank you.

MP: I really hope your son gets better and he will.

P: He will, he did fine, yeah, it's [...]

MP: I know it can be a little, you know, pressure, so, yeah.

P: Fantastic. Thank you very much.

MP: Talk soon.

P: Bye, bye. Take care.

MP: Thank you, you too.

***** suite de notre conversation par messages WhatsApp*****

MP: “ Hi Pauline, thank you again for making the time to talk to me about LfE earlier. I really enjoyed our chat. Do you mind if I ask you some more questions? I wanted to ask about the breast-feeding group you were a part of.

What was it called? Does it still exist?

Are you still involved? And if not, when/why did you leave?

Sorry if you have already answered these during our interview, I haven't had to time to play it again today.”

P: “No problem! It's always a fairly cathartic experience, going over that experience. It's BAMBIS and it's run as part of Liverpool City Council's family services. It stands for Baby and Mum Breastfeeding Information and Support. Still going and growing. I would have to refresh my training to be a peer supporter in person but I'm still a volunteer and occasionally help

*online via the Facebook group on which I am part of the admin team.
:) Px*

I also don't think I was particularly coherent at all times during the interview so don't hesitate to get in touch!"

Entretien avec O.

Zoom

10 novembre 2021

MP: Perfect. So, well, maybe, so I don't know if you know, so I'll be brief, but basically I'm doing some extra research and field work, for I'd like Liverpool for Europe to be my sample group for the pro-EU movement, so that's why I've been interviewing core members and supporters to collect some socio-demographic variables and also [...]

O: Mhm.

MP: [...] to maybe go a bit deeper in, you know, the whole activist dimension. So, here we are. So, I've had about ten interviews so far, which is, which is quite good to, like, let's say, set up a profile of the group and then the movement. So, maybe you could quickly introduce yourself telling me [...] Do you want me to anonymise you or are you okay using your own name?

O: No, I'm fine, I'm fine, you can use my name.

MP: I won't use your surname obviously, but [...] Okay, O. is fine, then. So, maybe, you could introduce yourself: age, your education briefly, marital status, occupation, if you have any children, how you identify politically and ETHNICITY, because I'm quite interested in that – you know, when you're filling in a form in the UK which box do you tick off.

O: Yeah.

MP: So yeah, thank you.

O: You have to remind me, probably.

MP: Yeah, yeah, it's fine.

O: So, I'm O., obviously - I'm 47, I think. 46, sorry 46.

MP: (laughing)

OS: (laughing) I've got to that age where I can't remember, 46. Yeah, I [...] educated, university educated to PhD level, as you know. Married, I've got one child, who's eleven years old. That's my household, three people. What were the other things?

MP: How do you identify politically speaking?

O: Okay, yeah, okay, yeah, that's easier, centre left, I would say.

MP: Okay.

O: ... progressive, so yeah.

MP: So [...]

O: (hesitating)

MP: Yeah, sorry, go on.

O: No, it's fine. Is that a category you want, 'cause obviously there are different categories? Yeah, I mean, yeah, centre left is a common category, that's what I identify as.

MP: And who did you vote for in the last general elections, for example?

O: Labour.

MP: Labour. Have you always voted for Labour?

O: No. No, I voted for any [...] I've always voted for [...] tactically, against the Conservatives (laughing). I'm a [...] I've voted Green, Liberal Democrat, Labour and Scottish, no, and Welsh, sorry, Welsh Party [...]

MP: Okay.

O: In Wales I might vote for the Welsh Party, yeah.

MP: And well, in your [...] what, what's made you change your, I don't know, your political allegiance. Was it triggered by any major events or [...]?

O: Yeah, well, I guess I voted Liberal Democrat after Iraq, like a lot of Labour voters. We're not very happy. I probably won't vote Liberal Democrat again because of the coalition in 2010.

MP: Yeah.

O: It's still, still a long memory for me. And Labour, I vote for [...] Green in local elections, I've voted Green at different times in local elections, but in Parliamentary elections, I've always voted Labour.

MP: Okay, great...

O: ... 'Cause they've always been the best-placed party to beat the Conservatives. If I lived in a different seat, and Liberal Democrats could beat the Conservatives, I'd probably have to think about that. But I wouldn't vote Liberal Democrat. I have voted in local elections in the past, but since 2010 it's not been an option for me, really. I was still angry about the coalition (laughing).

MP: Would you say, you, you would always, always vote tactically then, 'cause you're saying, you know, it's just a way to, you know, prevent the Tories from [...]

O: Yeah. We don't have, we don't have a democratic system in the UK, as I'm sure probably a few people have told you...

MP: Mhm.

O: I mean, we have a situation, as you know, where quite often 60% of the voters don't get their choice and, you know and the vote per MP, per different party is vastly different – so, the Greens and the Liberal Democrats have to gain, I can't remember, hundreds of thousands of votes for each MP they actually have. The Conservatives, the fewest, apart from the SNP, the Conservatives and Labour have to get more – so, it's always a tactical question for me. I wouldn't, I wouldn't, I probably would vote Liberal Democrat if I lived somewhere where they were the second placed party, [...]

MP: Great.

O: [...] but I wouldn't [...]

MP: Yeah, yeah, carry on.

O: You see, I mean, obviously, in Liverpool, you probably know, if you've chosen this as your control area, Merseyside, there's not a lot of choice really, you know. You can vote Labour. I mean, there's a chance I wouldn't have voted Labour in some constituencies in Liverpool in the last election, had I been in those areas, because the people were, were too [...] these left-wing, you know, waste-of-space people sorry that's a technical term and Brexiters as well – they're very far left, very Brexit-supporting and no chance for the Conservatives winning.

MP: Mhm.

O: So, I probably would have voted Green or something like that (laughing). But in my area, I had, I have, a progressive MP, which is a person who is, was, you know, who is okay, it's not fantastic, but it's a person of an ethnic minority background, is probably a progressive in the, like, a bit more like an American-Democrat-type-of-person, so I was happy to vote Labour for them, but I probably wouldn't have voted Labour everywhere in Liverpool.

MP: Okay, what's his name?

O: Sorry? Oh, no that's the, Kim Johnson, she's a lady, in our constituency.

MP: Sorry, okay, okay. Are you in contact with her?

O: Yeah, I know, I know Kim Johnson. I only know her because I'm in the Labour Party, but [...] I'm in the party, you probably should hear [...] know that.

MP: 'Cause I'm, 'cause I'm, well – I'll be brief, but – I'm drafting a paper on the representation of BAME communities in the Remain campaign, because it's a very middle-class white campaign [...]

O: Mhm.

MP: [...] and I'll be presenting it at a conference in April in Paris, so I'm collecting [...] I'm trying to do more interviews about that. Do you think she'd be interested in that?

O: She might be, yeah. She, she, she did vote for the deal in January, whenever it was or [...] but she did preface her vote by saying that her constituency voted overwhelmingly to remain, so

she DID make that point, which, you know, I mean, it was STILL a mistake to vote for the deal, but she, but she DID actually make that point upfront, so I suspect she's someone who might be interesting to speak to, yeah.

MP: Okay.

O: And there is also an event on islamophobia from Another Europe Is Possible.

MP: Say that again?

O: This Labour group which is called Another group [...] Another Europe Is Possible, which is a centre left.

MP: Yeah, I've heard of them, yes.

O: They're having an event on islamophobia and Brexit, quite soon and that's one of the things that they are talking about, I think is the [...]

MP: Oh.

O: I'll send you the link.

MP: That would be [...]

O: I think they're talking about this question of the poor representation of, of [...]

MP: Yeah.

O: [...] despite the fact most people with immigrant origin [...]

MP: Yeah.

O: [...] people with an immigrant heritage voted to remain, 'cause there is a, there is a – some people don't know this – but obviously most people with an immigrant background, MORE of them voted to remain than the average in the population, but it's often not remembered, because some HIGH profile groups were quite 'Brexit' they were thinking of higher caste Indian [...]

MP: They voted to leave, yeah. Well, if you could forward me the link [...]

O: Yeah.

MP: [...] I'd be very grateful, and I hope I'll be able to attend, I hope there won't be any clash in my [...]

O: It looks interesting, 'cause it is an interesting angle...

MP: I'm sure it WILL be and at least I'd be able to ask questions at the end.

O: Yeah.

MP: And if you could [...]

O: I'll try and find it now.

MP: [...] maybe [...]

O: 'Cause there's a chat in here, isn't there? So, you keep talking, I'll put in the [...]

MP: And then do you mind, if I just, I can maybe send you an email with, you know, exactly what I'm looking for my interview and maybe you can send it to your local MP for me? Would that be okay?

O: Yeah, yeah, I'll just send [...]

MP: You can say no, I mean, it's fine, but I'll just draft an email so she has a good idea of what I'm looking for. I'm happy to send questions in advance as well.

O: I've just put this in the chat, I found this thing, Marie, I've just got this, I'll put this in here. This is a thing, I don't know if that link works, but [...]

MP: Yeah, I think it works.

O: If you o[...] see if it works, it's a link, it's a link to the (pause) [...]

MP: Perfect, yeah, I've got it.

O: So, it's, it's quite interesting 'cause it links back to islamophobia in Europe generally and it's, it's quite an interesting take and it's important, I think, 'cause it, it, it is [...]

MP: It is, I agree. Well, that's brilliant. [...] I should be available Wednesday, yeah, 7 p.m., perfect.

O: 'Cause it is a failing, I think you're right, it's a big dis[...], I mean, it is an interesting question that you raise, 'cause, 'cause obviously it was, it was, it was how it was. It's just the way it was, you know, the problem, but it was, the left was very divided, as you know, so usually, it's always the same story.

MP: Well, that's great. And talking about ethnicity [...]

O: Yeah.

MP: [...] About you then, what do you go for usually, when you have to fill in [...]

O: Well, I always put 'white other' now, 'cause you have a category 'white other', so you [...] I'm probably – I'm sure other people told you this – but obviously in the census I would have put 'European', which a lot of people did, I don't know if you know but there was a campaign for the census of 2021 to support European down as an ethnicity in the census, but a lot of the forms in England usually have the option of – there are very strange categories, I don't know if you've seen it – but they mix race and ethnicity quite, quite carelessly, they're, they're [...] it's quite interesting (laughing).

MP: Yeah.

O: So, sometimes the questions are on ethnicity, sometimes they are on race, so I put 'white other' now, because I think that's the [...] that's quite, you know, appropriate. 'Cause you can be all, it's very strange, I don't know if you've seen the categories, but they are quite [...]

MP: Yeah, I have, yeah... Well, you're French a well, so it's even stranger for us, you know...

O: Yeah.

MP: Actually, you know, to put some words on your ethnicity, because it's obviously very taboo here, we don't talk about race, so [...] we certainly don't classify race at all, so [...]

O: No, no, Northern Ireland is even stranger, I went there for work, and I had to do a, a monitoring questionnaire for equal opportunities – you know, it's equal opportunities is like: 'why is that... where you've got to reveal this stuff about yourself, it doesn't feel very equal' (laughing) – 'cause you're telling people all this information. So, I'm a bit French in that way. And, I mean, on the Irish one, it's incredible, you had to state things like your RELIGION and if you didn't want to state that, you had to say what SCHOOL you went to, to presumably they would try and work out what [...] it's very strange, I mean, it, it's (laughing), it's [...]

MP: It is, it is indeed.

O: It is quite strange. And Welsh is on there, I think, and then there's things like 'Irish traveller' or things like that, it's all very strange. And then just 'Black', and you've got... and things, obviously they're mixing race with ethnicity, which is not the same thing, as you well know. 'Cause, you know, you know, ethnicity is much more cultural and, you know, all the rest of it [...] it's very strange, but I put 'white other' now, so I'm [...] you know, I like to do that [...]

MP: Okay.

O: [...] just to confuse the statistics.

MP: Well, that's great. And I have some questions about activism. Actually, I interviewed, you know M.?

O: Yeah, M., yeah

MP: Yeah, and he told me that he already [...] he knew you from the European Movement.

O: Yeah.

MP: So, maybe you could tell me a bit more about that, like your previous act[...] – well, if you had any previous activist experience – and more particularly the European Movement and how you got to know Michael, all the people, before Liverpool for Europe?

O: Yeah, I mean, yeah, I knew Michael previously, yeah, from the European Movement, so I'm trying to remember, actually, when the European Movement was still trying to have meetings

and things [...]

MP: When did you join? When did you join the European Movement?

O: (thinking) 2004.

MP: Okay.

O: So, I've been, I've been involved in that a long time, you know, I was [...] 'cause I think we (pause) [...]

MP: What made you join in 2004?

O: Because I knew this was gonna happen.

MP: Why?

O: Like a lot of people who, who [...] I think I, I, I was always very worried about this, I, I, I, I wasn't one of the people who ever believed this will just be okay and I was fairly convinced as soon as they announced it that there would be a leave vote. So, I felt [...] that was when I started working properly, so I felt, you know, I had a bit more income and things like that, so I could afford to, to, to join, you know, support a few things which I believed in, you know, like [...] so, one of them was to join the European Movement for life, so I actually sent them 150 quid ahead, which was quite a lot of money in 2004. Yeah [...]

MP: That's very interesting Olivier...

O: Yeah [...] and then [...] Yeah, that's quite a difference actually, a lot of the people you meet in the remain movement are people who were surprised at the result and for me that's a big difference. And I think that also carries into the response now, as well. 'Cause a lot of them, I think are still, they're still, they're very [...] it's interesting, a lot of them, you've probably noticed this, have fragmented into working in different directions, you know. Some of them are doing climate change stuff or Labour Party stuff or different stuff [...]

MP: With a lot of social movements, there's always a phase, where they actually (laughing) start supporting other causes.

O: Yeah. And I've always felt that's a distraction really, 'cause I don't think [...] I think you've gotta be single-minded, that's how [...] the anti-European, the Euro-sceptics were very single-minded, you know, they very clearly worked, they didn't compromise [...]

MP: Single-issue movements are most successful, we know that.

O: Yeah, the Conservative Party, for example, never [...] it didn't, it didn't, you know, the people who were Euro-sceptics in the Conservative Party, they didn't sit around waiting for them to become an anti-European party...

MP: Mhm.

O: [...] which is what a lot of Labour Party are doing. They're all sitting around waiting for

Labour to become a pro-European party and Labour is fundamentally a finished party, really. I mean, its last useful task is to try and win an election and introduce a proper voting system, which they didn't do. They had 13 years to do it, since 1997 until 2010 and [...]

MP: But there was a referendum, yeah, in 2010 and people voted 'no'.

O: But not under Labour, not under Labour, they didn't introduce that referendum, it was under the coalition.

MP: They didn't, yeah, true.

O: That's incredible, I know, no, you're right. And I wouldn't have had a referendum anyway, I would have had Parliamentary means to do it...

MP: Yeah, yeah.

O: FRANKLY, FRANKLY, it's not a question that lends itself to a referendum. For all the same reasons that [...]

MP: Yeah, it is quite contradictory with your Constitution and how you're obviously, you know, Parli[...] and your, [...]

OS: Yeah, I mean, I think, I think the point is that, that you know, the referendum – at least the way it's run here – it repr[...] recreates the problems of first-past-the-post, 'cause it's ONLY a first-past-the-post victory, really, the referendum, as you know – the EU referendum, I mean – because actually it's 37% of the electorate who voted for this; so 28% DIDN'T vote AT ALL, so only 9% fewer people DIDN'T vote AT ALL, couldn't be bothered to vote than the people who voted for the change.

MP: [...]

O: If you don't [...] I think Labour's problem is that they [...] I understand why... actually to go back to your question on activists, feel they have to work to salvage the party, because there's so little choice, you know, the political system here is not re founded in that way that it might be periodically in some countries, you know it's not plausible for someone to EMERGE, like a Macron or someone like that, because of the actual system. So, and there's no personal mandate to an effective a head of State for prime minister – I mean, Boris Johnson would probably claim a personal mandate, but [...] So, it's very difficult. And I can understand why some activists have chosen to do it. But the Labour Party is a very, you know, mysterious and complicated pro-thing to get involved in, people just get sucked into it. You just, sometimes you never see them again, you know, it's very typical (laughing).

MP: Yes.

O: That's the same reason that I spoke... not just in the UK but I mean political parties have these bounds, I mean the socialists in France are another good example, I mean ... they just seem not able to organise, you know, and Labour's an extreme example of this and unless you prepare to invest the time in it... which I'm not because I haven't got the time. So, yeah, to get back to the thing I was, I was always in the European Movement, previously...

MP: What did you do exactly? You sent out some money and...

O: I sent out some money, I went out to meetings, I went to some meetings in Merseyside, they have a couple of meetings now and again, not very often, maybe once a year something like this.

MP: Yeah...

O: And the good thing when I went to the regional meetings for that European Movement back in the 2000s it was really good because there was literally... it was quite interesting actually, there were people there, there were literally D-day veterans and people like that, there were people from second world war who were still alive, who were part of the European Movement. So, it was really that end of that kind of historic thing, you know, and I remember seeing them, a meeting I went to in Birmingham, you know people who've been soldiers, that kind of thing, and I thought: 'yeah, that's great', but I knew there was gonna be a problem, I was like... I knew in the 90s with this John Major, a terrible time with these people. I knew some of these people for a long time as well, and also unlike a lot of people you'd have met through your research, I'm not from a big city. This is really important this. I'm from a small town and the fact is, and it's the same in all these countries actually, there's a lot of people who are not from the big metropole, you know like in France or they're not from the big cities in England or in the States and they, they have different views, the truth is that is really... where I was living when I was child...

MP: Mhm

O: ... it was very common for people to have those sorts of views that you saw, that Brexit represents very... and they know their constituency very well, they know what is needed, you know... So, even when I went to school it was a thing, you know, people you knew, there was no one actually of an ethnic background other than, or white people really (laughing). They had to make do all they had if they wanted to find any prejudice, so I could experience it, having a French background, you know. My mum was sometimes called a 'French bitch' and things like that. Some people, you know, to me, because she was a teacher... and then you know, and then always arrived into obviously those areas doing jobs nobody wanted to do, because... and they, and then, this a really interesting dimension as well, I think the left is very geared around racism, and a lot of THESE movements, and that's absolutely correct BUT, there's not a very strong dialogue on xenophobia, no one really know what it is, you know people don't know when they're committing it as a, you know, as a thing, it's not legislated against particularly... It's very... I think this what the Polish communities and other are suffering because they... it's almost WORSE when they find out you're DIFFERENT...LATER, 'cause they couldn't tell 'cause when you arrived you were white (laughing)- there's a real mentality. They're like: "oh my god! You're actually, you're actually from somewhere else!", and I didn't, and people don't guard themselves on that at all, some people... it's really interesting, they're not. I think some people, and the other problem is as well, they don't use these things as principles. It's not like they've learnt not to discriminate or want to against one group and the rest is not to discriminate, it's like they've learnt: 'Oh I need to be careful, not to discriminate against this group.' But then when the next group comes, they're like: "who are these people? Oh, I can discriminate against them, that's fine, 'cause no one saw me not to YET." So, it's a bit of a weird scenario actually, I think Irish people suffered from it in the past, as well. I remember, I've had Irish friends over the years and who experienced that kind of response from people sometimes, particularly in the 80s...

MP: AG was talking about that...

O: Yeah, it exists, it existed. People, a lot of people like AG probably would not act surprised, I mean, I know Audrey has always lived in a big city, to be fair, in the UK, so she maybe... I mean Liverpool is very interesting, and the big cities, it's very SIGNIFICANT, I think...

MP: Liverpool has a big Irish community.

O: Yeah, it's just more diverse, I think people are more surprised if they come from... and it's all rubbish about leaving-behind-people voting to you know, it's crap, it's rubbish... I mean the people I grew up with, most are not left behind at all, they're CULTURALLY left behind I think, is the truth. They're consuming, like a lot of these countries actually... and I know there're a lot of people in France who got more, the most ring-wing views, got usually two or three or four houses actually, you know (laughing) – and that's not common for people I know in France, but I do know a couple of people like that, and most of them are the ones you go on about “les jeunes” or “les immigrés”, and you think: “what the f...?”, you know, what are you expecting to lose there? They don't take anything away from you and it's quite a similar mentality... So, I've always felt it's a very cultural question. I don't know, it's not the fact... and this economic thing is a bit of a... and you know, in any wase they're still writing the wrong answer if you are socio-economically deprived, you know, there're still routes that take you out of it and can reinforce it, and obviously Brexit is a mistake. But I'm sad to say I was not, NOT surprised by the vote, because I kind of expected it....

MP: Yeah, how so?

O: Because of the newspapers, because of the attitude... because intelligent people I KNOW... would not... particularly intelligent...It was very much a blind spot you know, like when you're learning to drive, they teach you about the blind spot when you can't see, it's very similar! It's a real blind sport for some people, it's really... and they just stilt don't understand really, what...

MP: As you knew Brexit would eventually, happen, were you actively involved in the Remain campaign?

O: Yeah, I was involved in it a little bit. I handed out some leaflets and things like that and wrote a lot of letters to the newspapers, which is the main form of activism I have done, if you wanna talk about activism...

MP: Yes, please.

O: The reason I do it is because I can do it from my desk and I can do it, and I can write 'cause this is my job to write, so it takes me 10 minutes to write a letter. You know I can assemble it from... and that is what I've always done, you know it costs nothing, you know it costs nothing, it was, it's unrestricted in terms of what you can say and who you can reach. But I DID do some leafleting in the Remain campaign, I knew it was a shit show basically to use a technical term (laughing). It was of no use at all, it was hopeless, it was hopeless. And the other side of me preparing for 30 years...

MP: Mhm

O: And this is what David Cameron, you know, people like David Cameron, they don't leave in England, they don't live in the UK, they are only physically existing, he's not really... I mean they're all the same actually... the truth is that and the view of the other side is, they don't live in the UK and they just think they can manipulate people and to some extent they're right with the media support. But Cameron, I mean never would have had a referendum if he actually lived in the UK, if he actually didn't just meet people who have horse stables and living in his constituency area Whitney and Oxfordshire. Oh, for Christ's sake, he's not actually.... And that's where wealthy people with intelligence live, but there's plenty of wealthy people who don't feel that way. I was very surprised he made that mistake, but he was a mediocre figure so, I guess so.

MP: Yeah...

O: The activism thing, I felt, it was obvious. And Project Fear was a big mistake because it misread the psychology of... and it's like dealing with children, you know, I mean if you've ever seen... when I was a kid, you don't see this anymore, but because the world's changed but occasionally when I was going to see a kid misbehaving in a supermarket and the parent was smacking the kid, you don't see that now obviously and the kid would always say: "that didn't hurt! That didn't hurt!" and they'd get a bigger smack and you used to think: "oh, don't say that. Why have you said that?" And the problem is psychology-based: "if you tell me I can't do this; I'll do it"- that was the psychology the Remain campaign was all wrong, 'cause you're telling people who think Britain is this eternal rock in the ocean which can never be destroyed by anything. You tell them that they can't cope on their own? It doesn't work you know, they don't... what they fundamentally believe is that they're different and nothing can stop them so why would you tell them: "you'll be small and weak if you leave something." It's the wrong approach, that's what they wanna hear so they can prove you wrong. All you're doing now is making them more... and they're still doing it now. I mean every single failure is presented as a success, you know, so dropping trade means less traffic, less carbon emission, or some bullshit like that. It's really funny (laughing) it's like every piece of factual information... and the other thing, I don't think it's about fake news or post-truth actually, I think it's just about people using facts they just... you can use facts to prove two things alright, so that's it. It's the worst thing at the moment, you know even the shit in the rivers is probably something that somebody could think of an advantage to this (laughing) you know the fact... Somebody will find you an advantage to that situation and it is difficult, so I wasn't surprised, I feel like there're WAVES of people involved in it and some of them are coming and they're going down on the other side of the hill now much more quickly, they came late so they're only got worried about this AFTER the referendum and they've been very active but they're also... and it is interesting as you would see the age profile is actually... despite the fact that older people usually voted to leave, they're obviously overrepresented I think in the active people in the Remain campaign. I think one reason for that is the belief in political activism, which is you know, unfortunately lower in some young people, I think. So, some of the baby boomers, the "old soixante-huitards", whatever in France, they still think they can change things by campaigning. But they're also quite flighty, they've also gone off to their other things now some of them, so... I don't know, there wasn't the brutal focus that was needed on the remain side that the other side had, that's... you CAN'T be single-minded, you know you gotta be prepared to tell people they're wrong as well, and you gotta be prepared to...

MP: Mhm

O: And a lot of people in the Remain campaign are NOT like that, you know they... that's why

they were laughed at basically, you know the... and the whole attitude I mean I was seeing a thing, I don't if you've seen it on Facebook that goes round, which is one these posts that said... it was someone at the marches and he said something like: "let's be terribly British about this, let's make a cup of tea and say sorry to everybody." I thought: "well, what's typically British about that, that's bullshit! You're just believing this image that somehow, this exceptionalism, there're all the way", and even these funny posts are so annoying on these march, it's like... it's NOT FUNNY so, why are you making stupid funny post... it's like... if you're... you know, it's a very strange... it was a very strange thing and I think that's why they were able of being IGNORED by the establishment essentially because they are not a threat in any meaningful way you know...

There was one time I was in Manchester.... It's a funny story by the way. I went to Manchester to one of the marches which was great, and I went....it was raining, so I went.... Someone said: "go to the Liverpool for Europe tent", and I got in there, and there was some woman, topless in there, a young woman with like star, golden paint on her breasts and all this, she was a sort of performance artist, and I was thinking: "Well, a) What the hell?" I just walked out of the tent and b) "why the hell?" you know? If you show this the Daily Mail readers, what the hell do you think you're doing? Why are you using this as an opportunity to do some body art. It's not what it's about, you know, so I think a lot of activism potentially suffers a bit, you see it now actually in the climate change stuff, you know some people are much more radical and then there's people who are really, soft, you know... just making all the ... I mean the remainers are cleverer people. So, they found a lot of humour and irony in all these situations but... you know you don't wanna make yourself look clever and ironic in these campaigns! (laughing)

MP: Yeah, true.

O: This is not what appeals to people, but you know, what can you do?

MP: How did you first hear about Liverpool for Europe? What were your expectations?

O: I think Facebook it was, Facebook, it's just Facebook.

MP: Did you look it up, or did someone approach you?

O: No, they would have come through Facebook because of you know, friends of friends, algorithm or...

MP: You were already a member of the European Movement, what were your expectations when you joined Liverpool for Europe?

O: well, actually because it was more activist. The European Movement was completely moribund by that time. The European Movement did not play a big role in the referendum actually. Unlike in 1975, when it did apparently. It basically ran the campaign. The remain campaign was reflecting all the problems that occurred in politics since then because it run by a clique of, you know people... politicians, children and friends of friends. It was rubbish... and everything that came afterwards was rubbish as well and [...] very centralised.

So, my expectations in Liverpool for Europe were that, it would be a broader based organisation, more activist, which it WAS. I mean the European Movement has never been very activist, I would not use that term to describe them before or since, really, I mean since then it's done some very good event, you know they run these seminars, but I mean at the time I was thinking: 'I stay in seminars all day for my job, so I don't wanna go and sit in another bloody

seminar tonight, you know, talking about ALL good stuff, you know, all stuff we all agree on, and we all know already, we all know already, and yet in a room, to agree with people and the people in the European Movement some are very politico, I don't know if you interviewed Tim Beyer-Helm..?

MP: No, I didn't...

O: He's quite hard to get hold on. He's a guy, he's alright, but he is a complete politico I'd say, you know, he was like, he was a Tory MP's parliamentary assistant in Brussels, he was... he's COMPLETELY in that ecology- if that's the right word, or ecosystem of... and not really. And that's where the fracture came from Liverpool for Europe and the European Movement, they just didn't campaign. I was the chair of the European Movement after the referendum because nobody else would do it. The bloke who was doing it, he's a Liberal Democrat, he just bugged off, he ran for the hills, he was hopeless, he was a barrister, lived in a huge mansion in South Liverpool. He's the kind of person you just don't want NEAR a moment that's trying to persuade people, and he vanished, so I said I'll do it! And I did it.

MP: What being the chair of the European Movement consist of being the chair of the European Movement?

O: Just organising the meetings, you know, to keep it going. But increasingly I didn't bother with it, and then when Tim said he'd do it, I said: "yeah, you can do it Tim." 'Cause he was looking for a role, and then I went more towards Liverpool for Europe... which was really good at that stage! It was really good; it was a good brand...

MP: Do you remember when you joined? Did you join when Liverpool for Europe set up?

O: Soon afterwards.

MP: What is your role in Liverpool for Europe?

O: I'm its vice chair at the moment. I'm still the vice chair with Brenda so...

MP: Were you given that role or did you volunteer?

O: I was given for it or got elected or something like that. Or asked to do it, or something... (clearing his throat).

MP: What is Liverpool for Europe's current messaging?

O: I think there is not a lot happening with it to be honest (laughing). The newsletter is the best thing run by the young kids, they're students, undergraduates. They're very, very good. The newsletter is good. I mean even Liverpool for Europe didn't mobilise... I mean it's got a thousand people in its Facebook group or...

MP: How successful was it reaching its goals?

O: I think it was quite successful at establishing itself as a local connexion, you know...

MP: ...at gaining visibility?

O: Yeah, I mean the mayor of Liverpool at the time, Joe Anderson, you know obviously some people don't wanna be associate with now because of his subsequent problems with the police... but I don't care! He, for example, he was pitching wearing the Liverpool for Europe pin badge, you know he had, you know, we managed to get that brand out there, you know, I don't know if you've got the half-a-page advert that was taken out in the newspaper, on the day before we left, we managed to do that. That's a significant historical document, 'cause it was written, we wrote a text for it, and it's half a page in Liverpool Echo, which costs about you know £900, which is a lot of money. So, there's some fundraising which was quite successful. It became a visible thing, you know, visible ENOUGH, I would say. Some penetration, locally with it... I'm sure Brenda would say things like organising links with the members of Parliament... specific events like that, the marches in London, you know, the coaches... it was quite successful in achieving these goals of keeping the issue on the agenda in Merseyside, I think. But also, I mean not obviously in the sense... I mean the problem in the remain movement it's its... you said it, it's common to activism... There's also things that people who care actually about, people care about a lot of things and they also have a lot of things to do! You know, they're quite busy and they have professional jobs and they often, you know, it's difficult to... I think Liverpool for Europe with its resources, or non-resources it had, was really, really, you know quite successful. I don't think... I mean it's got... I don't know if you've seen the constitution and the set of objectives it still has NOW... which Brenda would probably be able to supply.

MP: It's in the DropBox, isn't it?

O: Yeah, it's in the DropBox.

MP: I have access to it, so should find it easily.

O: Yeah, I mean it still has some goals, I do think it became more a bit moribund after, you know, after... the actual event, I think it's not really... (breathes in heavily) AS DYNAMIC, although there's an AGM as you know in a few weeks, and they're gonna get Michael Dougan out again, to come and tell people all they already believe, which is fine, 'cause you know, Michael's great! And that also worked well with him, so I mean, that was a successful combination.

What Liverpool/European Movement, generally I mean, didn't achieve or could have done, was just trying to AFFECT the progressive agenda. I think it was very difficult with Jeremy Corbyn there, who was, you know, a useless, kind of, you know, virtue signalling really, as far as I'm concerned... (laughing) I have no time for that kind of thing, I don't think it were, it might... Even in France it doesn't work, you know! When you've got more or less a democratic opportunity to vote for different people. Here is a NO STRATER, 'cause, you know, it doesn't work for every person who thinks that's great, you've turned off five people, and you know and that was very difficult because there's need to work through the Labour Party, which is a legacy TODAY, you know, this is where I feel like...

I mean Brenda for example has chosen to do that, which is fine, she's a candidate now, as you know, Tom. C., is an elected Labour councillor who... I spoke to him the other week saying you can speak to my students, he was fantastic! I don't think students had ever heard anything like it, which says a lot about the sort of people who become students sometimes these days, but he was really good, he's obviously... you know, he's got... and he's actually still very good at signalling on the EU issue actually I think Tom remains very... Partly because of his Irish connexions though, or his Belgian connexions. But the Labour Party, yeah, it's in a bit of quandary, they're NOT completely confident of what they lost, they don't understand that, and

I think, I don't know ...

The other interesting thing in terms of the remain movement is obviously what we call the Celtic fringe, which is a rising issue basically. As far as I'm concerned there's only one effect about opposition parties in the UK these days, now it's the SNP, they're the only party... And I am an SNP member as well, I'm a rare ... I know a colleague who's German, who lives in England, and we were members, and the reasons is, maybe for contribution, yeah? 'Cause we wanna send them 20 quid a year, 'cause of all the effects of opposition party, there's no other opposition party. So, basically, you'd finance it, you know. And they never waver in their commitment to their progressive goals basically...

One of the big hypocrisies you can see occasionally is the belief that, you know, that that type of autonomism is the same as Brexit, which it isn't at all! You know, it's a dreadfully annoying thing, and the Labour Party's conversations in Scotland is going nowhere because of that! You can't misrepresent your adversary, you can't tell progressive Scots, who vote for the SNP, that they're wrong, to want another social democracy... and claim to be, and say you have to stay with these Tories bastards, which is, what they're saying, and the problem is, the concept of the state is [...] in the UK...

The UK is a state, it's not a country, it was, Britain BECAME a country through the Empire, for about 200 years maybe, it's not a country anymore, I don't think, it's a state. I mean you could argue the same about Spain and less so France maybe but, there is a question there: Labour is not connecting! It needs (laughing) ... How could they... They were enthusiastic campaigning with the Conservatives in 2014, in that referendum, and they were able to work together with the Conservatives in 2016, in the other referendum. And that's only going in one direction, I'm sorry, it's only going in one direction, it doesn't work! Whether you're a unionist or not, you cannot...

I mean I saw one of these European Movement events, it was a Scottish MP, a Labour MP from Edinburgh, and he was trying to make a narrative to talk about... What we've been warning about nationalism for years, telling everyone how dangerous it is, trying to link the Scottish story with Brexit and UKIP, trying to make this argument, and I think it's historically, factually RUBBISH, you know? I mean, there's always a dark side to nationalism, any form. So, one third of the SNP voted to leave the EU, I can guarantee you, I reckon a third of SNP voters who voted to leave were probably the same third who believe they don't like English people or something like that. You can probably see it, but that means, two-thirds of the SNP voters are not like that, but that's not the case of two-thirds of UKIP voters, I'm sorry, there's this five percent of them who have weird ideas about global Britain is gonna save the world, or some bullshit like that, maybe it's 5% but the rest of them is xenophobe, I'm sorry! Even if they're low level xenophobes, you know and I think xenophobes is cheated here because I think exceptionalism and xenophobia are very fine lines, you know and we don't really have a language to talk about the remain movement didn't really... 'Cause the Brexit thing, to be blunt, to be quite crude about it, is... it's almost odd because IT IS nationalistic, it is exceptionalistic, it is racist, IT IS you know empirical.... But not enough IN ANY WAY to really pin that ON THEM and that's the problem! I mean much as I despise Marine Le Pen, she has got one good grace, which is she appears as what she is, you know and thank you Marine, you do it, you look like you are! You're a nasty lady, nasty ideas, you look sour, you look... You're unpleasant... You know this is the case whereas these buggers, didn't, never, they were really clever, they were able... and this is because of the elite nature of Brexit. You know you can have Nigel Farage and people having a drink in a pub, you know, so like Rees-Mogg and people like that, and these people will move in and out of that position. The Leave campaign, also, because it actually had two... An official part and a nasty unofficial part, which was more racist, going on about Turkish people and you know... They wouldn't even understand the political... they understand NOTHING, they were going: "oh this is gonna be a disadvantage, because they're split!", and I was thinking: "No,

no, no.” You can be the same movement with a small end, the same overall movement where you’ve got extreme racists on the one end then you can pretend that really all you’re interested in is, free trade and re-establishing the British Empire and helping everybody in the world. But it’s a very clever structure here, it’s not as defined as it is in... Even in the States actually, even in the States I think it’s more polarised and more clear what you stand for if you go one way or the other. It certainly more clear obviously in most European countries where you’ve got a small far-right, or relatively significant far-right, which occasionally makes it... You know a certain amount of votes. But here the problem was there was no fixed... And the problem is with the Remain campaign or all the afterwards, I think you’ve got to make a before-and-after argument like you are making, I think that’s really key, because it was more grassroots AFTERWARDS, that’s true, that’s the point, it certainly was. There were people in that campaign that were NEVER, NEVER politicised, and I don’t think Brenda and people particularly...

MP: Most of pro-EU activists had never been involved in politics prior to the 2016 referendum...

*O: Yeah, that’s really interesting and that is... But it had nowhere to go! Because you’re always hitting back against the door of the f*cking Labour Party committee structure! Brenda, she probably told you but, she had to fight WARS to try and get selected, you know, she had all these insane HURDLES to get selected as a Labour candidate. I don’t know if she’s told you but because of things she’d said on social media and generally supporting any anti-Brexit candidate, that wasn’t good enough, because you’re supposed to support Labour- all these little things people made this, but, so now she’s very careful in the Labour Party, I think she doesn’t wanna get... And how you learn. You become jaded if you become... I mean Tom was never a candidate for most of his time, he’s only become a candidate in politics quite recently, as you know.*

MP: Mhm

O: And people in politics are a bit odd, they are very tribal, you know they’re like football supporters, they’re really... and I’m not like that, that’s why I get close to it. I mean sometimes... It’s like me and religion I suppose. I’m not a complete atheist but, and occasionally think about it again, but when I get too close I’m usually like : “ Wow, you said something or you’ve done something, I can’t really deal with that.’ In politics to me it’s the same, I could become a fully-Labour person like some other become a fully, you know, football supporter or fully join a particular religion and become really strong in it, that’s their whole life. But for me, political parties are the same, I mean the Labour Party always do things that upset me. One of the main things is that they didn’t reform the electoral system. I mean there are two main crimes I think of the Labour Party government: accepting they were only in government for one-third of the time, let’s not give them a hard time. The Tories are in government with one-third of the votes for two-thirds of the time, if you wanna write stuff about the British political system (laughing). And Labour, you know, occasionally get enough votes, and they’re in for a third of time, so you know, they’ve done OKAY but they should have reformed the electoral system. I mean we have a mad situation where in Scotland and Wales, you’ve got a more or less proportional system.

MP: Would you say that the Remain campaign should now focus on getting PR?

O: It’s a very sensitive issue in Labour again and some of the remain campaigners are afraid to raise these issues ‘cause they’re afraid to how get excommunicated, you know, like kicked out. I think it’s the only way FORWARD, I mean I think if we don’t get PR, the UK might fall to

pieces. That's a bad thing, I'm not even prepared to say anymore, I think it's a bad thing disruption-wise, I don't think it's necessarily a bad thing democratically in the end. It's only a state, I mean, it's become... And it's a state that's been captured by... which is... I saw it failed in a way. I think state can fail and they don't have to fail in a spectacular way, but they can fail in a kind of you know, in a dysfunctionality way, you know I mean there are over-democratic states that have elements of that, it's not the only one! But it's a multi-national state so... Labour, the funny thing I think it that they got no clear answers on these things you know. I mean Keir Starmer is a huge disappointment to me. He's ...

MP: Labour has been ambiguous on the European issue...

O: Yeah, they've always been ambiguous on Europe, but they've also been ambiguous on quite a few other issues as well, which I think, you know, are all connected. And I also think you know, the problem with a lot of progressive people they get outraged by every little thing that happens. And I am not outraged by it, I'm not surprised of any of it! I used to say this to people at the time, there are two things I know in politics or in planning, which I'm involved in, you know there's always a substantive in the procedural element of any question, so the problem with Brexit is not that it's just a shit idea pushed by xenophobes and financiers who don't care about the country, we know that! Everyone who is not stupid knows that. There's also the problem of how it's done, I think if Brexit had been achieved in a majoritarian way, in a democratic way, then it wouldn't be such a problem because it wouldn't have these consequences that it's having. But it's also a lot to with the way... so in fact, the rule of law is under constant attack you know, for example, which is a sign of a failing state... It's not surprising, because it was there, it was hard-baked into it. And the other problem is that the EU make mistakes as well, I don't think the EU should have given them a deal, because I don't understand why you would trust people who break rules, because they only come back for more! You know, it's like a school bully, at one point you have to take a beating from a school bully, you have to take the risk, you have to say: "no, I'm not gonna give you my money", and get punched in the face and see what happens next... or, you say: "I'm not giving you" and they go away and go Brrr: "I'll get some tomorrow", and you think "no, you won't, you could have got me today." And the problem is the perpetual Brexit, if you wanna call it like that, it's gonna be like that because these issues around the corruption and the issues about the international relations, they're just hard baked into it until we get rid of these people (laughing), it's gonna be for a while! And I don't KNOW if... I don't how the Remain campaign can do anything about that NOW, it's a bit difficult...

MP: I guess we'll see?

O: The other thing I'd say about Liverpool for Europe and this you can quote me on this, and I think people will be fine. Unfortunately, it's become more moribund than some of the other groups, I don't wanna damage your research design here, but I have to say I think Leeds and Manchester or more active, they kept going more. Liverpool for Europe was very active but it's really falling away after the event, I'm not quite sure why, I think it's because we... I don't know enough about the sociology of the other groups, whether they were more political... I know Leeds have people in it who are actually long-standing politicians- do you know that man, Richard Wilson?

MP: Yes, I have heard of him.

O: So, Richard Wilson who's now standing as chair of the European Movement. He was a Green Party guy; he was a very politically active person. I think in Liverpool for Europe none one of

us REALLY in the core group, apart perhaps from Tom, was really a politico before. So, it might be what it is... And you know that might be the problem...

MP: That's very interesting what you're saying...

O: I don't think it should be the brand to go, you know I keep saying to them, you know : "keep in line, it's a good brand, it's got some recognition." And this discussion about the subscriptions as well, they decided to stop people's subscriptions because they felt bad about taking people's money and not using it for anything, and I was like: "well, if people are giving you money, it's like care insurance. Don't... Just let them give it, we should spend it if they give it to us!" But it's a motivation to do something, isn't it? Just print some posters, or advertise in the newspaper, if you can't take...

MP: It's a way to keep Europe alive.

O: Yeah, absolutely so I think, you know, if you've got money someone has to manage it, and that's a pain-in-the-job for someone, 'cause you have to do accounts, and you have to have a treasurer...

MP: It's not the most stimulating position to have...

O: Absolutely, yeah, I mean I've chatted to Brenda quite a lot about this, I mean the situation where, like Brenda you know, you've got to give it a bit more attention to your day-job again, which for her now, although she's retired, it was her choice to get involved in Labour. I mean for me, I'm only 46, I still got a job you know that I have to do, and I think a lot of people in the remain movement as well were people who also have those other commitments, they've got families. I think that's the other thing, I think, I mean I spend most of my time with my family but during the Remain campaign I must have been away weekends, at least ten times to do stuff at one point, you know. Sometimes they came and other times they weren't able to and at first, I wasn't sure, 'cause I didn't what was gonna happen and I went to one of the first marches, I went on my own after 2016, there was a march, I think in September 2016 in London. And I just booked a ticket for 45 quid, which I can do 'cause I'm a middle-class, guy, and I thought you know: "bollocks, I'm not gonna spend my money... I don't drink, I don't smoke, I don't you know, I don't have an expensive car, but I'll pay 45 quid to go to see what happens." There was about, I don't know how many people, maybe 35,000... it was one of the huge marches but I was surprised how many people were there and I was thinking, this was in September 2016, I was thinking: "you know what? Maybe there are people who think the same", and that would have been good for Liverpool for Europe to go and that was more like January 2017 I think I remember going to one of the first meetings with people like Wiebke, all these people who set it up then. Again, and also some of the interesting things sociologically speaking, was that there was a lot of emotions involved in it as well, in Liverpool for Europe, and there was quite a lot... There was a poor relationship with the European Movement after a while, partly because Tim was just so different, and he didn't campaign. I mean Tim is not gonna stand in the street in the rain giving out leaflets you know. There's a very famous story where he didn't get his leaflets and ran up Steven, me and Brenda to complain that we didn't have his leaflets, we were standing in the rain thinking: "well, we're standing in the rain." It was a very strange incident inside Liverpool for Europe you have people who are very motivated but have no experience of organising ANYTHING AT ALL. They got ousted basically. They got pushed aside because they couldn't be in charge of it, it wasn't really possible. And then in the end, Steve and Brenda became the leaders of it, so that was right because Steve was an engineer, he's run projects that

costs £25 million (laughing), he's not gonna worry about organising a few buses to get to London, and Brenda...

That's another interesting thing... It was a bit awkward actually at first, I felt sorry for some of those people 'cause some of them were really emotional about it, I mean psychologically damaged actually by Brexit, so people were... And it was very... I think there's always a balance between a support group attitude and a campaigning attitude, and this is come up before this I used to be involved in the Heritage campaign in Liverpool or I was in civic society. I think I met Michael through there as well actually because he as an architect, didn't he Michael?

MP: Yes, he was.

O: Yeah, so I think I knew him already through that and that was very similar, I can tell similar things about the Heritage campaign, people got very emotional, some people are very emotional but not very organised (laughing). And they were people trying to make something happen and I think activism is always a bit like that. You know it's very difficult to be... to be emotionally invested in something as well as organising it... It's the same in anything like weddings, it's quite difficult and it's quite exhausting. I think that's what happened to Liverpool for Europe, I think people are a bit exhausted. And although there's a thousand people in the Facebook group, we never met most of them, I mean they may have come to our march in Liverpool in 2017 or 2018 which was the biggest march in Liverpool since forever basically, since the 1980s but funnily enough you wouldn't... That's why Brenda... I said to Brenda: "we should take stuff to the museum. You should take the flag, take something to the museum because, the history..."

MP: Brenda did tell me it was your initiative, and I went there to look at what she had given them.

O: Well, it's great because I think it's actually important. That march was so big, that march gathered 5,000 people. It's significant, you know, it shouldn't be forgotten. So, Brenda is gonna keep the records, I think, she's gonna...

MP: She has been keeping everything indeed.

*O: I remember Brenda's trolley. I mean if you wanna tell a story about this, Brenda's trolley is the best thing. She's got one of those shopping trolleys that old ladies have, you know (not that she's old or anything) when they go shopping, I used to think: "this is great because we were running this out of Brenda's shopping trolley, little trolley"- and that to me was this... it was very much an image for me of how it worked, you know. There are some very emblematic moments like when Johnson and Raab came to the Wirral, you know f*uck sake they came to the Liverpool city region to sell us out, that was like, you know AWFUL. And Brenda... they all jumped in a taxi and went down there...*

MP: Brenda told me that story, yeah.

O: An incredible story, and then... I mean it's really... I mean I couldn't believe it, 'cause I just thought: "Why? They're gonna... stab me in the back, you can't trust that guy!" Why anyone from a former colony would come to, you know, to a deal with an English country house, I don't know it's like some guy coming from some French colony and going to, you know... forgetting what happened, you know... It was incredible for me I was like, surely these people can't be trusted, you're only there on their terms. I also think that is where the longevity of this has come

from, you know nobody was... ripped off the sticking plaster, you know when you have a plaster you have to pull it off, I mean even Barnier he did a good job as a bureaucrat, but I actually think... (puffing), you know... I think, you know the bullies would always get away with things, you know, they are bullies these people and the other side is just too nice. Not a single broken window, not a single broken [...] The problem is, none of us want to do that because we have the moral... The other thing is as well, you may notice, this quote, I don't know who said it, but someone once said: "the Brexiteers want to win and the Remainers want to be right." That all they said the difference was and the fundamental psychological difference. So, the remainers chose something modern even broad membership of the EU for some of them and that's the high-moral ground. They were not prepared to do anything dirty really...

MP: The French are good at that (laughing)

O: The French break too many windows when there's no need- that's the problem in France. And actually, it is quite interesting because there's a lot of parallels between the tacit approval entitled people for violence in France, you know, people like the Gilets Jaunes, a lot of entitled people. They obviously have nothing to complain about spoiling that movement, and the Brexiteers are quite similar in a way. They're mostly, lot of ... people, it's not usually the poorest of the poor who were really driving these movements. There's the Republicans in America, you know I mean I think, nah I completely agree I think French people are excessively prone to... as I said you spend your whole life, it's a bit rude this but, you spend your whole time if you're a Franco-British waiting for the British to grow a pair and French to grow up you know. It's very interesting to see the difference, I mean I honestly believe I think if you have, I mean the French political class is like, to be honest not very pure either, but I think what's happened here would have caused some repercussions in France... Even just regionally, even amongst the Bretons who are... Of course, I consider myself to be a Breton really, and they are EXTREMELY volatile (laughing) for anything at all and here it's strange, I mean the only place which is a bit like that is Northern Ireland, but that's extremely complicated... I watched a programme last night on Arte which was about the bonfires in Northern Ireland, you know "les feux de joie".

MP: I think I missed that!

O: it's really interesting, but what was very interesting for me was how mediated the media is in Britain, because documentaries you get in France, you don't them here! It's very interesting the French ones they just take a camera somewhere and they just speak to people. It's very interesting, you know, 'cause anything in the British media is extremely professionally produced: it has to be mediated by someone you know already [...] all they do is they take a camera and a person who speaks, and you just watch people speak. And this was an interesting programme about Northern Ireland 'cause it was Arte, BUT what was incredible was that they let people speak! They went there, and you wouldn't see that on the tele here! Because it would really show you what's happening there and the attitudes that people still have it was incredible. You'd never see... It would be too dangerous, you know you might see something similar potentially on a sensitive issue say maybe in France where it would be boxed to a little... by the media But what I found interesting in that programme was, you know that's just not there, Northern Ireland is incredible, it's part of the UK, but they think it's not at all, in the conscious of the UK. I mean it is essentially incredible (laughing) and you see these people and they tell you that they're British! And you look at it, thinking: "that's weird", you know, that is such a weird place: burning Irish flags and they're burning pictures... It's insane! And it's part of it, and Brexit obviously... I mean what I would do even, it was called "poudrerie" or something like that "la poudrerie de l'Irlande du Nord", "la poudrerie du Brexit" or something and it

was... Even remainers, I don't think they really, they don't really look at the dark war, they don't stand up the bridge and walk into it I think, and that's the same with the other Celtic questions as well. They're not... they quit to deal with it, I don't know why but anyway Labour is unfortunately not in a strong position, but that's me!

MP: Thank you so much Olivier for your time, it was so interesting. Thank you for your input for my research, I really appreciate it. Also, could you send me your email address on WhatsApp, is that alright?

O: I'll put it in there right now.

MP: And I can forward you the email about BAME and if you could maybe send it to your MP, would that be okay?

O: Absolutely, I kick in Johnson would be probably... I mean the problem is that a lot of them think that's an issue that's gone off the boil, and I understand why, but I don't think he's ever gonna go away until it's basically fixed, you know which is REVERSED. That's the other thing people (laughing), they want to... can't even face it... I don't blame them! I don't blame them! I understand the fatigue, I do understand it, but I'm not gonna get excited about EVERY SINGLE Tory corruption case ever since, because frankly... it's predictable, you know, what you know, you got... you can't always get into a rage otherwise you get crazy...

MP: Yeah. Thank you so much again, I'll send you the email shortly.